



**HAL**  
open science

# Enjeux, rivalités et conflits dans les politiques américaines et russes en Afrique subsaharienne depuis la colonisation jusqu'à nos jours

Larissa Zoba

► **To cite this version:**

Larissa Zoba. Enjeux, rivalités et conflits dans les politiques américaines et russes en Afrique subsaharienne depuis la colonisation jusqu'à nos jours. Linguistique. Sorbonne Université, 2023. Français. NNT : 2023SORUL006 . tel-04019044

**HAL Id: tel-04019044**

**<https://theses.hal.science/tel-04019044>**

Submitted on 8 Mar 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



# SORBONNE UNIVERSITÉ

## ÉCOLE DOCTORALE IV

**Civilisations, cultures, littératures et sociétés**

**Laboratoire de recherche HDEA**

**Histoire et dynamiques des espaces anglophones**

## THÈSE

pour obtenir le grade de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ SORBONNE UNIVERSITÉ

Discipline : Études anglophones

Présentée et soutenue par :

**Larissa Hélène ZOBA**

le : 10 février 2023

# **Enjeux, rivalités et conflits dans les politiques américaines et russes en Afrique subsaharienne depuis la colonisation jusqu'à nos jours**

### **Sous la direction de :**

M. Olivier FRAYSSÉ - Professeur émérite de civilisation américaine, Université Sorbonne Nouvelle

### **Membres du jury :**

Mme Martine AZUELOS - Professeur émérite de civilisation américaine, Université Paris Sorbonne

Mme Donna KESSELMAN - Professeur de civilisation américaine, Université Paris-Est Créteil

M. Jean-Robert RAVIOT - Professeur de civilisation russe contemporaine, Université Paris- Nanterre

Mme Isabelle VAGNOUX - Professeur de civilisation américaine, Université Aix-Marseille

M. Robert Edmond ZIAVOULA - Professeur émérite de géographie et géopolitique de l'Afrique, Institut national des langues et civilisations orientales





**SORBONNE UNIVERSITÉ**

**ÉCOLE DOCTORALE IV**

**Civilisations, cultures, littératures et sociétés**

**Laboratoire de recherche HDEA**

**Histoire et dynamiques des espaces anglophones**

**T H È S E**

pour obtenir le grade de

**DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ SORBONNE UNIVERSITÉ**

Discipline : Études anglophones

Présentée et soutenue par :

**Larissa Hélène ZOBA**

le : 10 février 2023

**Enjeux, rivalités et conflits dans les politiques  
américaines et russes en Afrique subsaharienne  
depuis la colonisation jusqu'à nos jours**

**Sous la direction de :**

M. Olivier FRAYSSÉ - Professeur émérite de civilisation américaine, Université Sorbonne  
Nouvelle

**Membres du jury :**

Mme Martine AZUELOS - Professeur émérite de civilisation américaine, Université Paris  
Sorbonne

Mme Donna KESSELMAN - Professeur de civilisation américaine, Université Paris-Est  
Créteil

M. Jean-Robert RAVIOT - Professeur de civilisation russe contemporaine, Université Paris-  
Nanterre

Mme Isabelle VAGNOUX - Professeur de civilisation américaine, Université Aix-Marseille

M. Robert Edmond ZIAVOULA - Professeur émérite de géographie et géopolitique de  
l'Afrique, Institut national des langues et civilisations orientales



## **Remerciements**

Je tiens à rendre gloire à Dieu pour m'avoir donné la foi et la force de traverser et de surmonter les obstacles et les épreuves que j'ai rencontré tout au long de ce parcours. Merci à ma mère qui m'a aimé, soutenu et cru en moi, mais qui n'est malheureusement plus là pour voir la fin de ce travail auquel elle a énormément contribué. Merci à ma grande sœur, Gaëlle, pour ses conseils avisés. Merci à Daniel pour ses encouragements. Merci d'avoir été présents pour moi.

Je dédie cette thèse au continent africain qui m'a vu naître.

*À la mémoire de ma chère mère, ZAIŤSEVA Tatiana Ivanovna, et de mon grand-père,  
ZAIŤSEV Ivan Pétrovitch, tous les deux partis trop tôt. À jamais dans nos cœurs.*

## Table des matières

Table des matières .....	6
Liste des acronymes .....	8
Introduction .....	15
Première partie — À la découverte de l’Afrique.....	25
Chapitre I — Le rôle de la représentation de « l’Autre », l’indigène noir, dans la justification de l’expansionnisme européen .....	25
1. Les débuts de l’expansionnisme européen en Afrique noire.....	25
2. Les sociétés africaines face à la colonisation .....	37
3. L’absence des États-Unis et de la Russie tsariste dans le partage colonial de l’Afrique.....	56
Chapitre II — La colonisation, le panafricanisme et la Révolution d’Octobre.....	68
1. L’Union soviétique dans le débat colonial.....	68
2. Le Komintern, les Partis communistes et la question coloniale .....	95
Chapitre III — Le Komintern, de la révolution prolétarienne mondiale à l’instrumentalisation de la cause noire pour la défense des intérêts soviétiques.....	121
1. Les Partis communistes américains et sud-africains.....	121
2. Le « reste » de l’Afrique : une dernière tentative d’infiltration des mouvements intellectuels noirs par les Partis communistes européens .....	150
Deuxième partie — La Guerre froide et l’Afrique, de 1945 à 1985, ou l’histoire d’un partage idéologique.....	171
Chapitre IV — La Guerre froide et l’Afrique : vers un nouveau « partage » du Monde....	171
1. L’opposition « Est-Ouest » et la naissance du discours de la Guerre froide.....	171
2. L’intégration africaine sous les Administrations Truman et Eisenhower.....	196
Chapitre V — L’Afrique dans l’effervescence des indépendances.....	218
1. Un camarade soviétique en Afrique : l’orientation africaine de la politique soviétique sous Nikita Khrouchtchev .....	218
2. Les États-Unis en Afrique noire dans les années 1960 : entre investissements et rivalités avec les principaux acteurs coloniaux africains .....	245
Chapitre VI — L’URSS et les États-Unis en Afrique dans les années 1970-1980 : entre Détente et rivalités .....	282
1. Brejnev « l’Africain » et les Administrations Johnson et Nixon dans les affaires africaines .....	282
2. L’Afrique du Sud et les colonies portugaises au centre d’une nouvelle lutte pour l’influence en Afrique : entre régionalisme et globalisme .....	295

Troisième partie — La Russie et les États-Unis d'Amérique en Afrique subsaharienne de l'effondrement de l'Union soviétique à nos jours .....	314
Chapitre VII — Du repli russe à l'afro-optimisme américain en Afrique subsaharienne dans les années 1990 .....	314
1. La fin d'une guerre .....	314
2. Le premier mandat du président Boris Eltsine : de l'échec européen au divorce africain.....	331
3. 1994 : Un tournant dans l'histoire de la politique russe en Afrique sous Eltsine	354
4. La « pérestroïka africaine » et la politique des États-Unis en Afrique subsaharienne dans les années 1990 : l'Administration du président Bush père .....	367
5. La politique africaine du président Clinton : « Trade, Not Aid ».....	393
Chapitre VIII — L'Afrique dans le nouveau partage du monde : entre « atlantisme » et « eurasisme » .....	421
1. Le XXI <sup>e</sup> siècle : le siècle des émergents ?.....	421
2. Les États-Unis en Afrique sous la présidence de George W. Bush : « Finie la rhétorique, vive la géopolitique ! ».....	444
3. L'Afrique émergente à la croisée des chemins : de l'obamamania à l'héritage de Trump.....	475
Chapitre IX — L'Administration Biden et l'avenir des relations russo-américaines en Afrique .....	540
1. L'Afrique, nouvel échiquier des alliances rivales.....	540
2. La guerre en Ukraine : la Russie, État paria ou apôtre de l'anti-occidentalisme ?.....	559
3. La guerre en Ukraine : quelles perspectives pour l'Afrique ?.....	573
Conclusion.....	599
Annexes .....	608
Bibliographie .....	609
Résumé.....	688

## Liste des acronymes

AAI - Afro-American Institute

ABB - African Blood Brotherhood for African Liberation and Redemption

ABC - American Broadcasting Company

ABM - Anti-Ballistic Missile

ACOTA - African Contingency Operations Training and Assistance

ACP - Afrique-Caraïbe-Pacifique

ACRI - Africa Crisis Response Initiative

ACT - Administration Centrale Tibétaine

AEF - Afrique Equatoriale Française

AFL-CIO - American Federation of Labour - Congress of Industrial Organisations

AFRICOM - Africa Command

AFROCOM - Comité de coordination pour la coopération économique avec les pays africains

AGCI - African Global Competitiveness Initiative

AGOA - African Growth and Opportunity Act

AIEA - Agence Internationale de l'Energie Atomique

AMEEF - Association Mutualiste des Étudiants Éthiopiens en France

AMSAC - American Society of African Culture

ANASE – Association des Nations de l'Asie du Sud-Est

ANC - African National Congress

ANLC - American Negro Labor Congress

AOF - Afrique Occidentale Française

AOPIG - African Oil Policy Initiative Group

APD - Aide publique au développement

APU - African Progress Union

AQMI - Al-Qaïda au Maghreb islamique

BAD - Banque africaine de développement

BM - Banque mondiale

BOSS - South African Bureau of State Security

BRI – The Belt and Road Initiative

BRICS – Brazil Russia India China South Africa

B3W - Build Back Better World

CAAA - Comprehensive Anti-Apartheid Act

CAD - Comité d'aide au développement  
CAEM - Conseil d'assistance économique pour la reconstruction économique et mutuelle  
CAI - Service de contrôle et d'assistance en France des indigènes des colonies  
CBC - Congressional Black Caucus  
CBK - Compagnie des bauxites de Kindia  
CDH – Conseil des droits de l'homme  
CDRN - Comité de Défense de la Race Nègre  
CEA - Communauté Économique Africaine  
CEDEAO - Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest  
CEE - Communauté économique européenne  
CEE - Commission économique eurasiatique  
CEEA – Communauté économique eurasiatique (eurasienne)  
CEI - Communauté des États Indépendants  
CEMAC - Communauté économique et monétaire des États de l'Afrique Centrale  
CFDT - Confédération française démocratique du travail  
CFR - Council on Foreign Relations  
CGTU - Confédération générale du travail unitaire  
CIA - Central Intelligence Agency  
CISL - Confédération internationale des syndicats libres  
CJTF-HOA - Combined Joint Task Force-Horn of Africa  
CMP - Conseil mondial de la paix  
CNA - Congrès national africain  
COA - Comité des organisations africaines  
COMESA - Common Market for Eastern and Southern Africa  
COMILOG - Compagnie minière de l'Ogooué  
CPI - Cour pénale internationale  
CPUSA - Communist Party of the United States of America  
DBIA - Doing Business in Africa  
DGB - Deutscher Gewerkschaftsbund  
EAC - East African Community  
EACTI - East Africa Counter-Terrorism Initiative  
ECOMOG - Economic Community of West African States Monitoring Group  
EIGS - État islamique dans le Grand Sahara

EMERCOM - Emergency Control Ministry  
ERP - European Recovery Program  
FED - Fonds européen de développement  
FBI - Federal Bureau of Investigation  
FCFA - Franc de la communauté africaine  
FMF - Foreign Military Financing  
FMI - Fonds Monétaire International  
FLN - Front de libération nationale d'Algérie  
FNLA - Front National de Libération de l'Angola  
FO - Force Ouvrière  
FOCAC - Forum on China-Africa Cooperation  
FRELIMO - Front de libération du Mozambique  
FSB – Federal'naya sluzhba bezopasnosti  
FSM - Fédération syndicale mondiale  
FTO – Foreign Terrorist Organization  
GE – General Electric  
GPU - Gossouderstvénnoïe polititcheskoïé oupravlénié  
G7 – Groupe des sept  
G20 – Groupe des vingt  
IC - Internationale communiste  
ICFTU - International Confederation of Free Trade Unions  
IDE - Investissements directs étrangers  
IDF - International Labor Defense  
IDFC - International Development Finance Corporation  
IKKI – Ispnitelnyj komitet kommunisticheskogo internatsionala  
ILD - International Labor Defense  
JCS - Joint Chiefs of Staff  
KADU - Kenya African Democratic Union  
KANU - Kenya African National Union  
KBC - Kenya Broadcasting Corporation  
KRESTINTERN – Krestyanskiy internatsional  
KFL - Kenya Federation of Labor  
KGB – Komitet gosudarstvennoy bezopasnosti  
KKK - Ku Klux Klan

KOMINFORM – Informationsnoe byuro kommunisticheskikh i rabochikh partiy

KOMINTERN – Kommunisticheskiy internatsional

KUTV - Kommunisticheskiy universitet trudjachikhsja Vostoka

LAMCO - Liberty Asset Management Company

LCE - Ligne de contrôle effectif

LDRN - Ligue pour la défense de la race nègre

MAP - Millenium African Plan

MCA - Millennium Challenge Account

MCC - Millennium Challenge Corporation

MERCOSUR - Mercado Común del Sur

MPLA - Mouvement populaire de libération de l'Angola

NAACP - National Association for the Advancement of Colored People

NCBWA - National Congress of British West Africa

NDA - National Democratic Alliance

NDB BRICS - New Development Bank BRICS

NDS - National Defense Strategy

NEDP - National Energy Policy Development Group

NEPAD - New Partnership for Africa's Development

NIF - National Islamic Front

NMD - National Missile Defense

NKVD - Narodnii komissariat vnoutrennikh diel

NNPC - Nigerian National Petroleum Corporation

NPU - Nigerian Progress Union

NSS - National Security Strategy

NSSM - National Security Study Memorandum

OCDE - Organisation de coopération et de développement économique

OCI - Opposition communiste internationale

OCS - Organisation de Coopération de Shangai

ODA - Official Development Assistance

OECE - Organisation européenne de coopération économique

OIJ - Organisation Internationale des Journalistes

OMC - Organisation mondiale du commerce

ONG – Organisation non gouvernementale

ONU - Organisation des Nations Unies



OPIC - Overseas Private Investment Corporation  
OTAN - Organisation du Traité de l'Atlantique Nord  
OTASE - Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est  
OTI – Organisation Terroriste Internationale  
OUA - Organisation de l'Unité Africaine  
PAIGC - Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert  
PC - Parti communiste  
PCF - Parti communiste français  
PCUS - Parti communiste de l'Union soviétique  
PEPFAR - President's Emergency Plan for Aids Relief  
PIB – Produit intérieur brut  
PNB - Produit national brut  
PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement  
PROFINTERN – Krasniy internatsional professional'nykh soyuzov  
PSI - Pan-Sahelian Initiative  
RCA - République centrafricaine  
RDA - Rassemblement démocratique africain  
RDA - République démocratique allemande  
RDC - République démocratique du Congo  
RENAMO - Résistance nationale du Mozambique  
RFA - République Fédérale d'Allemagne  
RIC – Russie-Inde-Chine  
RJD - Rossiïskie Jeleznie Dorogui  
RSFSR - République socialiste fédérative soviétique de Russie  
SAC - Société française africaine de culture  
SADC - Southern African Development Community  
SALP - South African Labour Party  
SDN - Société des Nations  
SEPES - Société d'Études Politiques, Économiques et Sociales  
SOMIFER - Société des Mines de Fer de Mékambo  
SPLA - Sudanese People's Liberation Army  
SSFA - Safe Skies for Africa  
SWAPO - South West Africa People's Organization

TICAD - Tokyo Conference on African Development  
TIFA - Trade and Investment Framework Agreement  
TSCTI - Trans-Saharan Counter Terrorism Initiative  
UA - Union Africaine  
UAM - Union africaine et malgache  
UDEAC - Union douanière et économique de l'Afrique centrale  
UE – Union européenne  
UEAC - Union des États de l'Afrique centrale  
UEEA - Union économique eurasiatique  
UEMOA - Union économique et monétaire ouest-africaine  
UIC - Union inter-coloniale  
UIC - Union industrielle et commerciale  
UMHK - Union minière du Haut-Katanga  
UMOA - Union monétaire ouest-africaine  
UNESCO - United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization  
UNIA - Universal Negro Improvement Association  
UNICEF – United Nations International Children’s Emergency Fund  
UNITA - Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola  
UO - Union occidentale  
UPC - Union des populations du Cameroun  
UpM - Union pour la Méditerranée  
URSS – Union des républiques socialistes soviétiques  
US – United States  
USIA - United States Information Agency,  
USAID – United States Agency for International Development  
USCENTCOM – United States Central Command  
USDOT - United States Department of Transportation  
USEUCOM – United States European Command  
USIS - United States Information Service  
USIU-Africa - United States International University – Africa  
USTDA - United States Trade and Development Agency  
UTN - Union des travailleurs nègres  
VIH – Virus de l’immunodéficience humaine  
VDJ - Verband Deutscher Journalisten

VTsIK - Vserossijskiy tsentral'niy ispolnitel'niy komitet

WASU - West African Students' Union

WFTU - World Federation of Trade Unions

YALI - Young African Leaders Initiative

YCL - Young Communist League

ZAPU - Zimbabwe African People's Union

## Introduction

La création de l'United States African Command (AFRICOM) en 2007-2008, commandement destiné à coordonner toutes les opérations et installations des États-Unis sur le continent africain, précédemment gérées par divers commandements, englobant des régions extra-africaines, a marqué un tournant. Pour la première fois, la réflexion stratégique militaire des États-Unis considérait le continent africain comme un, à l'exception de l'Égypte, et estimait l'enjeu suffisamment important pour y dédier un de ces centres de commandement.<sup>1</sup>

À cette époque, de nombreux chercheurs soutenaient la thèse de l'apparition d'une rivalité sino-américaine en Afrique. Toutefois, du 15 au 16 juin 2010, une conférence interparlementaire et un forum d'affaires « Russie-Afrique » furent organisés à Moscou.<sup>2</sup> Très peu relayée dans les médias, cette rencontre marqua aussi un tournant majeur, car elle témoignait de l'intérêt russe pour le continent et annonçait le retour de la Russie en Afrique. Cet évènement inattendu me poussa alors à m'interroger davantage sur la possible renaissance d'une rivalité russo-américaine en Afrique.

À cette période, très peu de personnes prédisaient un retour russe sur la scène politique africaine, car cet espace était, en effet, largement occupé par la Chine, devenue très vite le principal partenaire économique du continent. De nombreuses études avaient été alors menées sur les relations sino-africaines. Un excellent ouvrage qui décrit l'étendue de l'offensive diplomatique chinoise en Afrique subsaharienne, à cette période, est celui des journalistes, Michel Beuret et Serge Michel, intitulé *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir* (2008). Toutefois, malgré le pessimisme affiché par certains chercheurs africanistes, concernant la possibilité d'un retour russe en Afrique, à l'instar du professeur Alain Gascon de l'Institut

---

<sup>1</sup> "History of U.S. Africa Command." Disponible sur <<https://www.africom.mil/about-the-command/history-of-us-africa-command>>. Consulté le 22 novembre 2022.

<sup>2</sup> Bienvenu Ipan. « Afrique : du 15 au 16 juin 2010, Conférence interparlementaire 'Russie-Afrique' : les élus du pays attendus à Moscou ». *AllAfrica* [en ligne] 30 avril 2010. Disponible sur <<https://fr.allafrica.com/stories/201004300595.html>>. Consulté le 15 février 2018. Source d'origine : <<https://lepotentiel.cd/>>.

Voir aussi [UNIDO] [Kandeh K. Yumkella]. « Mezhdunarodnaya mezhparlamentskaya konferentsiya 'Rossiya-Afrika' : gorizonty sotrudnichestva' ». [« Conférence interparlementaire internationale 'Russie-Afrique : les horizons d'une coopération' »]. *United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)* [en ligne] 21 juin 2010. Disponible sur <[http://www.unido.ru/news/rossija\\_afrika/](http://www.unido.ru/news/rossija_afrika/)>. Consulté le 15 février 2018.

français de géopolitique (IFG), et du politologue et écrivain, Patrick Wajzman<sup>3</sup>, des articles autour de cette thématique parurent. Les deux principaux travaux qui ont nourri mon intérêt pour cette question étaient ceux du professeur d'histoire contemporaine, Gilles Troude, « La Russie en Afrique : le grand retour ? » (2009), et de la chercheuse Alexandra Arkhangelskaya, « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique » (2013).<sup>4</sup> La curiosité, suscitée par ce soudain regain d'intérêt pour le continent noir du côté russe, m'amena à questionner le passé des relations russo-américaines en Afrique. Ce travail porte donc sur l'étude des enjeux, des rivalités et des conflits dans les politiques américaines et russes en Afrique subsaharienne depuis la colonisation jusqu'à nos jours.

La décision d'axer ce travail de recherche uniquement sur l'Afrique subsaharienne, et non sur l'ensemble du continent, a été motivée par trois raisons majeures : tout d'abord, les limites imposées par le temps. La problématique de la temporalité est centrale. La « contrainte » du temps, imposée par un parcours doctoral, ne permet évidemment pas d'étudier l'ensemble du continent. En effet, il aurait été particulièrement difficile de mener des recherches de qualité d'une ampleur qui impliquent plusieurs acteurs, durant une période de recherche doctorale limitée. Autrement, cette thèse aurait nécessité des années d'étude d'autant plus longues.

D'autre part, par son histoire, sa culture et sa langue, l'Afrique du Nord est rattachée, en Sciences Humaines et Sociales, au monde arabe, ce qui n'est pas le cas de l'Afrique subsaharienne qui est souvent perçue comme un ensemble, malgré la multitude de langues et d'ethnies. Ce phénomène est notamment dû au fait, qu'avec les migrations internes et la colonisation, on retrouve des peuples qui font parties d'une même ethnie dans différents pays. Par exemple, le peuple Fang, appartenant à l'ethnie bantoue, se retrouve au Cameroun, au Gabon, en République du Congo, en Guinée équatoriale et à Sao Tomé-et-Principe. La dispersion géographique des ethnies, combinée à un passé douloureux en rapport avec la traite négrière, ainsi que la construction des langues des peuples d'Afrique subsaharienne, les

---

<sup>3</sup> Je fais ici référence à des entretiens que j'ai eu à Paris, entre septembre et novembre 2010, avec le professeur Gascon au sujet du retour de la Russie en Afrique et Patrick Wajzman qui était à cette période membre de la direction éditoriale de la revue *Géopolitique africaine*. Les deux soutenaient l'idée d'un bras de fer sino-occidental en Afrique, mettant en avant l'activisme chinois sur le continent.

Le professeur Alain Gascon est réputé pour ses travaux sur l'Afrique de l'Est, en particulier la Corne de l'Afrique.

<sup>4</sup> Gilles Troude. « La Russie en Afrique : le grand retour ? ». *Géostratégiques*. N°25 (octobre 2009) : 165-175.

Alexandra Arkhangelskaya. « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique ». *Afrique contemporaine*. Vol. 248. N° 4 (2013) : 61-74.

différencient des populations d'Afrique du Nord. Tout ceci leur apporte une dimension d'appartenance exclusive et le sentiment d'un destin unique et commun.

Dans les Sciences humaines et sociales, il existe aussi une distinction entre l'Afrique subsaharienne dite « noire » et l'Afrique du Nord dite « blanche » ou « européenne ». L'Afrique du Nord et le Maghreb sont plus proches géographiquement de l'Occident, ce qui influence considérablement la politique des États de ces régions. Ainsi, depuis le 13 juillet 2008, tous les pays de l'Afrique du Nord, exceptés le Sahara Occidental et la Libye, sont membres de l'Union pour la Méditerranée (UpM), instaurée par l'ancien président français Nicolas Sarkozy. D'autre part, par sa culture religieuse et sa proximité géographique, historique et culturelle avec les pays du Proche et du Moyen-Orient, l'Afrique du Nord reste une partie intégrante du monde arabo-musulman. Les États du nord de l'Afrique sont tous membres de l'organisation régionale, la Ligue des États arabes. Dans ce contexte, nous constatons l'existence d'un clivage entre les notions « d'arabité » et « d'africanité ». L'arabité renvoie à l'idée d'appartenance à « une ethnie, un peuple ou une nationalité arabe ».<sup>5</sup> Comme l'indique dans l'article « Langue(s) arabe(s), monde(s) arabe(s), arabité, arabisme : éléments de réflexions et d'évaluation de dynamiques complexes » (2007) Amine Ait-Chaalal, professeur en sciences politiques et sociales au sein de l'Institut de sciences politiques Louvain-Europe (SPLE) :

(...) on peut « considérer comme appartenant à l'ethnie, peuple ou nationalité arabe ceux qui : 1) parlent une variante de la langue arabe et, en même temps, considèrent que c'est leur langue 'naturelle', celle qu'ils doivent parler, ou bien, sans la parler, la considèrent comme telle ; 2) regardent comme leur patrimoine l'histoire et les traits culturels du peuple qui s'est appelé lui-même et que les autres ont appelé Arabes, ces traits culturels englobant depuis le VII<sup>e</sup> siècle l'adhésion massive à la religion musulmane (qui est loin d'être leur exclusivité) ; 3) (ce qui revient au même) revendiquent l'identité arabe, ont une conscience d'arabité ».<sup>6</sup>

Pour Stéphanie Pouessel, chercheuse en anthropologie à l'Institut de recherche sur le Maghreb contemporain (IRMC), le concept « d'africanité », quant à lui, définit « un mouvement d'alternative aux identités culturelles proposées ou imposées, qui met en avant l'appartenance à 'l'Afrique', et peut parfois rimer avec un décrochage par rapport à l'arabité ».<sup>7</sup> La complexité pour l'Afrique du Nord de définir son appartenance, tiraillée entre

---

<sup>5</sup> Maxime Rodinson. *Les Arabes*. Paris : Presses Universitaires de France, 2002. Cité chez Amine Ait-Chaalal. « Langue(s) arabe(s), monde(s) arabe(s), arabité, arabisme : éléments de réflexion et d'évaluation de dynamiques complexes ». *Revue internationale de politique comparée*. Vol. 14. N° 1 (2007) : 51.

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Stéphanie Pouessel. « Le Maghreb et ses 'africanités' : l'identité nationale au regard de ses altérités ». *La Lettre de l'IRMC*. N°7 (octobre 2011) : 1-33.

le monde arabo-musulman et la reconnaissance de son identité africaine, rend difficile l'étude des politiques américaines et russes dans cette région, notamment à cause des répercussions qu'elles pourraient avoir sur les États voisins du Proche et du Moyen-Orient.

Troisièmement, le choix de travailler sur les États-Unis et la Russie en Afrique n'est pas anodin, car la rivalité entre ces deux puissances a pendant longtemps affecté le continent africain. De nos jours, face aux nouveaux conflits qui apparaissent au sein des relations russo-américaines, nous assistons au retour de cette ancienne rivalité en terre africaine qui fait de l'avenir du continent un enjeu d'une importance mondiale.

La problématique de cette thèse a été de comprendre comment les enjeux, les rivalités et les conflits qui existent dans les relations entre les États-Unis et la Russie à l'échelle internationale affectent et façonnent leurs politiques à l'égard de l'Afrique subsaharienne depuis la colonisation à nos jours. La question à laquelle nous allons essayer de répondre est la suivante : les politiques africaines respectives des États-Unis et de la Russie déterminent-elles les relations entre ces deux puissances extra-africaines sur le continent, ou est-ce leur relation au niveau mondial qui détermine leurs politiques africaines, ou est-ce une combinaison de ces deux facteurs ? Cette problématique est d'actualité au moment où nous assistons à la renaissance d'une nouvelle rivalité russo-américaine en Afrique, comme au temps de la guerre froide, mais dans un contexte doublement nouveau : la Russie n'est plus communiste, et l'Afrique subsaharienne connaît un phénomène qui a été qualifié « d'émergence ».

Ce travail doctoral est un sujet d'actualité. Jusque-là, aucune étude d'une telle ampleur n'avait été menée sur ce thème. La question de la rivalité entre la Russie et les États-Unis en Afrique a été principalement étudiée dans le contexte de la guerre froide. En dehors de ce cadre et en dehors de la Russie, très peu d'études avaient été faites sur la politique africaine russe.

L'intérêt de ce travail est d'apporter un regard nouveau sur les relations russo-américaines en Afrique subsaharienne. En effet, il existe de nombreux ouvrages sur la politique africaine des États-Unis, moins sur la Russie, excepté dans le cadre de la rivalité américano-soviétique pendant la guerre froide. Peu de travaux traitent des actuels enjeux et rivalités entre ces deux puissances en terre africaine. Le retour de la Russie en Afrique alimente aujourd'hui l'intérêt autour de la naissance d'une nouvelle rivalité.

Ce travail de recherche est unique car il permet de suivre en parallèle l'évolution des stratégies et des politiques africaines des deux puissances, tout en observant le changement de leurs relations. Cette particularité le différencie des autres travaux. Cette étude doctorale se distingue aussi par sa diversité et sa complexité. Plusieurs spécialités ont été sollicitées lors la rédaction de la thèse : l'histoire, la géographie, les langues étrangères, la sociologie, les sciences politiques et économiques, ainsi que la géopolitique. D'autres part, l'étude traite de plusieurs acteurs : étatiques (les pays africains, les États-Unis, la Russie, les anciennes puissances coloniales européennes, la Chine, l'Inde) et internationaux (l'ONU, l'OTAN, les BRICS, l'OCS).

Cette thèse s'inscrit dans une réflexion autour de trois concepts majeurs : l'enjeu, la rivalité et le conflit. En matière d'enjeux, le plus évident est l'importance de l'Afrique dans la formation des enjeux géopolitiques contemporains. Mais cette importance nouvelle de l'Afrique en tant que telle ne doit pas faire oublier que l'enjeu africain a toujours été pris en compte, certes de manière moins cruciale, par les puissances extra-africaines. L'Afrique a longtemps constitué *l'hinterland* de l'empire arabo-musulman, elle a été une source de main d'œuvre servile indispensable au développement des Amériques sous domination européenne, puis, à partir de l'époque de la colonisation, une source de matières premières essentielles et un marché non-négligeable. Son importance géostratégique n'a fait que croître depuis l'ouverture des grandes routes maritimes, notamment depuis la première mondialisation<sup>8</sup> de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (1870-1914) et les deux guerres mondiales.

Cet enjeu africain n'a pas été le même pour les différentes puissances extra-africaines selon les périodes, ce qui justifie le choix d'une approche chronologique. Il a, pour chacune de ces puissances, été déterminé par nombre de facteurs : plus ou moins grande proximité géographique avec l'Afrique, liens historiques, besoins économiques, mais aussi par les relations entre ces puissances extra-africaines entre elles, entre coopération, rivalité et conflit, en lien avec la politique intérieure de ces pays. L'Afrique a été le lien de rencontre de diverses puissances extra-africaines. Parmi celles-ci, nous avons choisi d'étudier les États-Unis et la Russie, qui partagent plusieurs caractéristiques communes, qui les différencient des autres. Les deux puissances, pour l'essentiel, sont arrivées après les puissances européennes et le partage colonial. Elles ont toutes les deux acquis le statut de « super-puissance » au milieu du XX<sup>e</sup>

---

<sup>8</sup> Le concept de première mondialisation renvoie à l'augmentation rapide des flux commerciaux transnationaux et d'investissement, d'information, et à la création d'instances internationales dans différents domaines (Union postale, Cour de justice de la Haye, ect.).



siècle, un statut que les États-Unis n'ont jamais perdu et que la Russie s'efforce de reconquérir. Une des grandes différences entre les deux est que les États-Unis comptent une importante population d'origine africaine, ce qui a joué un certain rôle dans leur politique africaine à certains moments, comme lors de la colonisation du Libéria ou à la suite de la révolution des droits civiques. Cette particularité a également joué un rôle dans la pénétration de l'influence russe (en l'occurrence soviétique) à un moment où le racisme était institutionnel aux États-Unis, c'est-à-dire jusqu'à la déségrégation de 1965.

Cette thèse mobilise des connaissances en histoire et civilisation américaines, notamment afro-américaine, russe et africaine (panafricaine). L'étude a nécessité d'importantes recherches et mobilisé de nombreuses sources bibliographiques, primaires et secondaires : des discours, des rapports officiels, des interviews, des lettres, des correspondances, des mémoires, des témoignages, des articles de chercheurs et de journalistes, des sondages, des documentaires et des documents confidentiels et secrets, rendus accessibles par les services de renseignement en trois langues : français, anglais et russe.

Pour mener ces recherches, il a été nécessaire de recourir aux archives d'institutions internationales, telles que l'Union africaine, l'Union européenne, les Nations unies, l'UNESCO, régionales, comme la CEMAC (Communauté économique et monétaire des États d'Afrique centrale), gouvernementales, comme les départements d'État et de la Défense des États-Unis, les structures exécutives de l'État russe (le Kremlin, le Ministère des affaires étrangères), ou législatives, comme le Sénat français ou le Congrès américain, ainsi que les archives ouvertes des services de renseignement et d'investigation américains et russes (FBI, CIA et FSB).

Au cours de la réalisation de cette thèse, les fonds de différentes bibliothèques et de centres de recherche ont été consultés, parmi lesquels : la bibliothèque interuniversitaire de la Sorbonne, la bibliothèque nationale de France (BnF), la bibliothèque universitaire de Paris VIII, la bibliothèque d'État de Russie (*Rossiyskaya gosudarstvennaya biblioteka*), la bibliothèque du Congrès (*Library of Congress*), la bibliothèque de l'Université de Leiden (*Leiden University Library*), le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (*Africa Center for Strategic Studies*), les Archives d'histoire sud-africaine (*South African History Archives*), l'Institut d'Afrique de l'Académie des Sciences de Russie (*Institut Afriki*), la Fondation Carnegie pour la paix internationale (*Carnegie Endowment for Peace*), le Centre d'études stratégiques et internationales (*Center for Strategic and International Studies, CSIS*), l'Institut de recherche en

politique étrangère (*Foreign Policy Research Institute*), l'Institut des États-Unis pour la paix (*United States Institute of Peace*) et le Centre présidentiel Boris Eltsine (*Yeltsin Tsentri*). D'autres sources ont pu être récoltées par l'intermédiaire des programmes de l'Observatoire franco-russe, l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), l'Institut français des relations internationales (IFRI), l'Institut d'études de géopolitique appliquée (EGA), la Documentation française, le centre d'études africaines de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou (MGIMO) et le programme de recherches internationales ELITAF (Étudiants et élites africaines formés dans les pays de l'ex-bloc soviétique) du Réseau Interdisciplinaire Afrique Monde (RIAM). Les associations et bibliothèques numériques *Marxists Internet Archives*, *The Internet Archive* (IA), JSTOR et *RaDAR* (Rassembler, diffuser les archives de révolutionnaires) donnent accès à une riche documentation sur le communisme, la lutte ouvrière, la question coloniale et le panafricanisme du début du XX<sup>e</sup> siècle.

La particularité de ce travail est l'utilisation de sources bibliographiques qui n'existent qu'en russe et sont accessibles seulement en Russie. La majorité des traductions faites du russe et de l'anglais vers le français sont le fruit d'un travail personnel. Certains textes, repris dans la thèse, par exemple, les lettres ou les correspondances entre les membres du parti communiste sud-africain ou américain avec la direction du Komintern sont des versions traduites en russe. Dans ce cas précis, n'ayant pas eu accès aux originaux, il a fallu exploiter la documentation qui était à disposition. Les sources déclassifiées de la CIA permettent de retracer des événements clés qui ont façonné l'histoire des relations russo-américaines et des politiques américaines et russes en Afrique. Du côté russe, faute de pouvoir accéder à certains archives des services de renseignement (KGB/FSB), qui pour la plupart restent classifiés, il a fallu privilégier l'exploitation des archives des services de renseignement et d'investigation américains, la CIA et le FBI, les travaux de chercheurs américains, britanniques, belges et russes pour décrire l'activité « subversive » communiste en Afrique et aux États-Unis, ainsi que le regard de l'Union soviétique sur la question coloniale et raciale au cours des années 1920 et 1930. En l'absence de sources primaires, pour reconstituer les événements qui ont façonné la politique russe en Afrique, entre la fin des années 1980 et 1990, il était nécessaire de consulter les articles de la presse russe de cette période.

Le choix d'un plan chronologique permet de distinguer les étapes clés dans le développement des relations russo-américaines dans le temps, qui affectent leurs politiques en Afrique. La thèse est constituée de trois grandes parties, chacune regroupant plusieurs chapitres

et sous-chapitres. Dans un premier temps, nous verrons les origines de la colonisation européenne en Afrique, l'histoire du premier partage du continent entre les puissances occidentales à la Conférence de Berlin en 1885, le regard des Africains et des Afro-américains sur la question coloniale, ainsi que les positions américaines et russes dans la gestion de la problématique coloniale. Cette première partie, intitulée « À la découverte de l'Afrique », est composée de trois grands chapitres et traitera d'une période allant des premières étapes de la colonisation occidentale en Afrique à la Deuxième guerre mondiale.

La seconde partie, « La Guerre froide et l'Afrique de 1945 à 1985 ou l'histoire d'un partage idéologique », est, comme le nom l'indique, centrée sur la période de la guerre froide. Elle est composée de trois chapitres. Cette deuxième partie porte sur cette nouvelle lutte pour le continent africain, après la Conférence de Berlin, qui résulte en un partage idéologique entre les blocs de l'Est et de l'Ouest. Elle traite également de la montée du panafricanisme, la naissance des mouvements de libération et les contributions russes et américaines aux indépendances africaines, la formation des politiques africaines américaines et russes, des enjeux politiques et économiques, des rivalités au sein des blocs Est-Ouest (Chine - URSS, États-Unis – France - Angleterre), ainsi que des stratégies américaines pour contrer la présence soviétique en Afrique comme, par exemple, les tentatives de rapprochement avec la Chine.

La dernière partie intitulée « La Russie et les États-Unis d'Amérique en Afrique subsaharienne de l'effondrement de l'Union soviétique à nos jours » est composée de trois grands chapitres. Elle traite de la place de l'Afrique dans un monde post-guerre froide, de la *perestroïka* et la dissolution de l'URSS à nos jours, du retrait russe sous le gouvernement de Boris Eltsine au retour de Moscou sur le continent africain sous Vladimir Poutine, des politiques africaines des États-Unis sous les Administrations Clinton, Bush, Obama et Trump, ainsi que du rôle de l'AFRICOM, de l'AGOA et des BRICS dans la construction des relations entre les États-Unis et la Russie avec l'Afrique. Cette partie décrit la naissance d'une nouvelle forme de rivalité et l'émergence d'un nouveau partage du continent africain, sous l'Administration Biden, qu'on pourrait qualifier de troisième, après la Conférence de Berlin et la guerre froide, avec la construction d'une alliance eurasiatique sino-russe élargie.

Aujourd'hui, l'Afrique est le deuxième continent le plus peuplé après l'Asie avec une population estimée à 1,340 milliards d'habitants en 2020, dont 1,1 milliard en Afrique subsaharienne.<sup>9</sup> À elle seule, l'Afrique subsaharienne compte 14% de la population mondiale, dont 70% de jeunes de moins de 30 ans, devançant ainsi les autres continents.<sup>10</sup> « L'Afrique connaît la plus forte croissance urbaine au monde ».<sup>11</sup> Selon les données des Nations unies, la population du continent devrait doubler d'ici 2050 et atteindre 2,4 milliards d'habitants.<sup>12</sup> La carte présentée ci-dessous permet de constater que le continent détient le taux de croissance urbaine le plus rapide du monde.<sup>13</sup>



Parmi les 28 pays qui connaîtront « un taux de croissance annuel moyen de plus de 5 %, 22 sont en Afrique ».<sup>14</sup>

Cette croissance fulgurante érige le continent africain en acteur majeur des enjeux géopolitiques contemporains. Outre une démographie exponentielle et l'étendue des richesses minières et agricoles, les pays africains constituent les grands marchés émergents du XXI<sup>e</sup> siècle, suscitant l'intérêt de nombreuses puissances.

<sup>9</sup> Population en Afrique, données de l'année 2020. Voir <<https://www.populationpyramid.net/fr/afrique/2020/>>. Consulté le 12 juillet 2021.

Jean-Pierre Guengant. « La forte croissance démographique de l'Afrique freine son émergence ». *Vie Publique* [en ligne] 3 septembre 2019. Disponible sur <<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/269994-croissance-demographique-de-lafrique>>. Consulté le 12 juillet 2021.

<sup>10</sup> *Ibid.*

Statistiques sur la jeunesse. Voir <<http://www.unesco.org/new/fr/unesco/events/prizes-and-celebrations/celebrations/international-days/world-radio-day-2013/statistics-on-youth/>>. Consulté le 12 juillet 2021.

<sup>11</sup> [OCDE/CSAO]. *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*. Cahiers de l'Afrique de l'Ouest. Paris : Éditions OCDE, 2020, p. 6.

<sup>12</sup> [AFD]. « En 2050, plus de la moitié de la population africaine aura moins de 25 ans ». *Agence Française de Développement [AFD]* [en ligne] 4 juin 2019. Disponible sur <<https://www.afd.fr/fr/actualites/en-2050-plus-de-la-moitie-de-la-population-africaine-aura-moins-de-25-ans>>. Consulté le 12 juillet 2021.

<sup>13</sup> La carte : « Villes les plus dynamiques ». "The Highest Growing Cities in the World", basée sur des données de l'année 2018, est issue de l'article de Katharina Buchholz. "The Fastest Growing Cities in the World." *Statista* [en ligne] February 26, 2021. Disponible sur <<https://www.statista.com/chart/24298/fastest-growing-cities/>>. Consulté le 13 août 2021.

<sup>14</sup> *Ibid.*

Ainsi, malgré les instabilités, l’Afrique reste le continent de l’avenir. Pour le politologue camerounais Achille Mbembe, théoricien du post-colonialisme, « l’avenir de la planète se joue peut-être en Afrique ».<sup>15</sup> Le continent est aujourd’hui surnommé « la dernière frontière du monde mondialisé » et « la dernière frontière du développement dans le monde »<sup>16</sup>, un continent jeune par sa population, avec une forte croissance économique et de grandes perspectives, entraîné dans une nouvelle lutte pour l’influence entre deux grandes puissances : les États-Unis et la Russie.

---

<sup>15</sup> Séverine Kodjo-Grandvaux. « ‘L’avenir du monde se joue en Afrique’. Entretien croisé entre Felwine Sarr et Achille Mbembe à l’occasion des premiers Ateliers de la pensée, Dakar-St Louis, Sénégal, du 28 au 31 octobre 2016. *Le Monde Afrique* [en ligne] 28 octobre 2016. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/21/l-avenir-du-monde-se-joue-en-afrique\\_5017948\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/21/l-avenir-du-monde-se-joue-en-afrique_5017948_3212.html)>. Consulté le 18 juillet 2021.

<sup>16</sup> "Africa is the world’s last development frontier." En français : « Notre continent, l’Afrique, est la dernière frontière du développement dans le monde ». Déclaration de l’ancien président du Ghana John A. Kufuor au 18<sup>e</sup> séminaire du cycle des éminents conférenciers de la Banque africaine de développement (BAD), le 6 juillet 2012, à Tunis (Tunisie). Voir *Speech Delivered by John Agyekum Kufuor, Former President of the Republic of Ghana at the Eminent Speaker’s Forum of the ADB in Tunis*. Disponible en ligne sur <<https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/JAK%20Final%20Speech.pdf>>. Téléchargé le 8 juillet 2021.

## Première partie — À la découverte de l’Afrique

### Chapitre I — Le rôle de la représentation de « l’Autre », l’indigène noir, dans la justification de l’expansionnisme européen

#### 1. Les débuts de l’expansionnisme européen en Afrique noire

Depuis l’Âge des grandes découvertes, l’Afrique sombra peu à peu dans l’engrenage des luttes des grandes puissances civilisatrices pour l’influence et la domination. La traite négrière, l’esclavage et la découverte des innombrables richesses du continent noir ne firent qu’augmenter l’intérêt des puissances occidentales.

Le XIX<sup>e</sup> siècle fut pour l’Europe un âge d’or : une époque d’affirmation, de reconnaissance et une seconde renaissance. En plein boom industriel, l’Europe occupait les devants de la scène politique mondiale. L’Empire britannique et la France, les précurseurs de la première révolution industrielle, voient de nouveaux États s’engager sur la voie du progrès : les États-Unis d’Amérique, l’Allemagne, le Japon, la Russie. Ce siècle redessina la carte mondiale avec l’affaiblissement des empires d’Espagne et du Portugal et l’apparition de nouveaux États.

Cette époque marqua également une accélération dans l’exploitation du continent noir. En effet, ce siècle pourrait de droit être considéré comme l’époque de la redécouverte du continent africain. Bien avant cette période, la place accordée au continent noir dans les politiques extérieures des grands empires européens, alors engagés dans la quête d’un chemin vers l’Inde et la découverte des Amériques, ainsi que la connaissance des terres africaines, se construisaient souvent autour de données géographiques imprécises et de mythes infondés. À l’exception de quelques courageux explorateurs et missionnaires qui osaient s’aventurer à l’intérieur du continent, l’activité des Européens se limitait principalement aux zones côtières qui pendant environ quatre siècles, du XV<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup>, devinrent les lieux de prédilection d’un commerce particulièrement fleurissant, celui de la traite occidentale.<sup>17</sup>

Malgré la rentabilité du commerce généré de la vente des esclaves noirs d’Afrique, le continent noir, jusqu’au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, ne s’inscrivait pas dans les priorités des

---

<sup>17</sup> Dans l’histoire, on distingue trois types de traite négrière : la traite orientale (traite arabo-musulmane), effectuée par des Arabes, la traite intra-africaine entre Africains noirs et la traite européenne, appelée également commerce triangulaire, traite atlantique ou occidentale, faite par des Européens. Voir Karim Akouche. « Le tabou de la traite négrière arabe ». *Jeune Afrique* [en ligne] 29 novembre 2017. Disponible en ligne sur <<https://www.jeuneafrique.com/496580/societe/le-tabou-de-la-traite-negriere-arabe/>>. Consulté le 26 juillet 2020.

politiques étrangères des grandes puissances européennes. Toutefois, les relations entre l'Occident et l'Afrique commencèrent à s'entremêler dès l'époque des Grandes découvertes, notamment grâce au Portugal qui y joua un rôle majeur.<sup>18</sup> À cette période, les empires d'Espagne et du Portugal furent les premiers empires d'Europe à ouvrir la voie à l'expansionnisme et la colonisation européennes. Ainsi, entre le XV<sup>e</sup> et le XVI<sup>e</sup> siècles, ils devinrent les deux principaux royaumes qui jouèrent un rôle clé dans la répartition des zones d'influence, vers la fin du Moyen Âge.

*1.1. La construction de la représentation de « l'Autre », l'Africain noir, dans la vision coloniale européenne*

Les royaumes d'Espagne et du Portugal, alors rivaux, s'étaient engagés dans une course acharnée pour l'influence dans l'exploration et l'exploitation de nouvelles terres. Afin de résoudre le conflit naissant entre les deux empires catholiques, fidèles au Vatican, ce dernier adopta plusieurs bulles pontificales qui devaient délimiter le partage du monde, le divisant officiellement en deux zones d'influence : la bulle *Aeterni regis* (« roi éternel »), adoptée par le pape Sixte IV (Francesco della Rovere), le 21 juin 1481, accordait toutes les terres découvertes et à venir dans le sud des îles Canaries, incluant le continent africain et l'océan Indien, à la couronne portugaise. La bulle *Inter caetera* (« entre autres choses »), introduite par le pape Alexandre VI (Rodrigo de Borja), le 4 mai 1493, et le Traité de Tordesillas, signé entre le Portugal et l'Espagne, un an plus tard, le 7 juin 1494, établirent une ligne de démarcation précise des zones d'influence des deux puissances. Pour ligne de partage fut alors pris le méridien, allant de l'Arctique, au pôle Nord, à l'Antarctique, au pôle Sud, se situant à 1770 km à l'Ouest des îles du Cap-Vert. Ainsi, le traité stipulait que tous les territoires à l'Ouest de ladite ligne de démarcation devaient être octroyés à la couronne espagnole, tandis que les terres à l'Est du méridien devenaient les possessions exclusives du Portugal :

Ferdinand et Isabelle, par la grâce de Dieu, Roi et Reine de Castille, de Léon, d'Aragon, de Sicile, de Grenade, de Tolède, de Galice (...). Ainsi, son altesse, le sérénissime Roi de Portugal, notre frère bien aimé, nous a dépêché ses ambassadeurs et mandataires (...) afin d'établir, de prendre acte et de se mettre d'accord avec nous (...) sur ce qui appartient à l'un et à l'autre de l'océan qu'il reste encore à découvrir.

Leurs altesses souhaitent (...) que l'on trace et que l'on établisse sur ledit océan une frontière ou une ligne droite, de pôle à pôle, à savoir, du pôle arctique au pôle antarctique, qui soit située du nord au sud (...) à trois-cent-soixante-dix lieues des îles du Cap-Vert

---

<sup>18</sup> En effet, avant les Grandes découvertes, le continent noir, s'il n'était, certes, pas ignoré de l'Occident, restait, toutefois, dans la conception européenne une terre inconnue, lointaine, plus imaginaire que réelle. Durant l'époque des Grandes Découvertes les puissances européennes dans leur quête de conquête et d'expansion se retrouvent confrontées à cet immense continent plein de mystère, dont les terres inexplorées réveillent l'imagination de ses grands explorateurs.

vers le ponant (...); tout ce qui jusqu'alors a été découvert ou à l'avenir sera découvert par le Roi de Portugal et ses navires, îles et continent, depuis ladite ligne telle qu'établie ci-dessus, en se dirigeant vers le levant (...) appartiendra au Roi de Portugal et à ses successeurs (...). Et ainsi, tout ce qui, îles et continent (...), est déjà découvert ou viendra à être découvert par les Roi et Reine de Castille et d'Aragon (...), depuis ladite ligne (...) en allant vers le couchant (...) appartiendra auxdits Roi et Reine de Castille (...).<sup>19</sup>

La décision du Vatican sur le partage du monde fit des royaumes d'Espagne et du Portugal des puissances incontestables dans la formation de la politique de l'ère du Moyen Âge « civilisé ». En leur accordant l'exclusivité des droits sur l'exploration et l'expansion territoriale, le Vatican exclut de la course aux « grandes découvertes » les autres puissances européennes, comme l'Angleterre, la France, les Pays-Bas. Toutefois, malgré les menaces d'excommunication, ces royaumes réussirent à abroger la décision pontificale qui délimitait le partage du monde entre ces deux puissances et ainsi rejetèrent leur monopole sur les droits de commerce avec les terres d'Amérique et d'Afrique.

L'idéologie et les politiques coloniales de l'Espagne et du Portugal alimentèrent l'appréciation générale et le jugement de la représentation de « l'Autre », l'étranger « indigène ». Le premier contact des Portugais avec le continent noir s'inscrivait dans un registre d'exploration et de conquête. Dans la quête d'un chemin maritime vers l'Inde, le Portugal établit des comptoirs en Afrique noire et lança un commerce particulièrement lucratif, celui de la vente des esclaves noirs vers l'Europe et les Amériques. L'esclavage, dans le cadre des grandes conquêtes européennes de la fin du Moyen Âge, trouvait des adeptes dans les cercles religieux catholiques et était considéré par le Vatican comme un moyen efficace pour combattre l'incroyance et convertir les païens à la connaissance et au service du Christ :

Par les présentes, Nous vous accordons [rois d'Espagne et du Portugal] par Notre autorité apostolique la permission totale et la liberté d'envahir, chercher, capturer et soumettre les Sarrasins, les païens et tous les autres incroyants et ennemis du Christ où qu'ils puissent être, ainsi que leurs royaumes, duchés, comtés, principautés et autres possessions (...), et de réduire leurs peuples en servitude perpétuelle.<sup>20</sup>

L'esclavage était ainsi perçu par les autorités religieuses de l'époque comme un moyen naturel et salvateur pour les peuples indigènes. Ainsi, il était considéré que l'homme blanc, l'Européen colonisateur, « devrait servir de modèle pour le maintien d'une foi nouvellement

<sup>19</sup> Traité de Tordesillas, 7 juin 1494. Voir Laurent Carroué, Didier Collet, Claude Ruiz. *Les Amériques*. Paris : Bréal, 2007, p. 26.

<sup>20</sup> "We grant to you [Kings of Spain and Portugal] by these present documents, with our Apostolic Authority, full and free permission to invade, search out, capture, and subjugate the Saracens and pagans and any other unbelievers and enemies of Christ wherever they may be, as well as their kingdoms, duchies, counties, principalities, and other property (...) and to reduce their persons into perpetual slavery." "Pope Nicholas V. *Dum Diversas*, 1452-1456." In Diana Hayes. "Reflections on Slavery." In: Charles E. Curran. *Change in Official Catholic Moral Teachings*. New York : Paulist Press, 2003, p. 67.



acquise ».<sup>21</sup> Si l'esclavage était une pratique familière à l'Humanité entière, la traite occidentale, comme la traite négrière orientale, marqua l'histoire mondiale et laissa une trace visible dans la représentation du continent noir dans la pensée européenne, contribuant considérablement à l'appréciation de la place et de l'image de l'homme noir dans le monde à travers les siècles. La traite négrière européenne joua un rôle clé dans les relations tumultueuses entre l'homme blanc et l'homme noir, confirmant, dans la pensée de l'être blanc civilisé, l'ignorance et la bestialité du Noir.

Les a priori des Européens à l'égard des peuples noirs d'Afrique étaient avant tout alimentés par les récits pittoresques et les dires des tous premiers explorateurs du continent qui décrivaient l'Afrique comme une contrée lointaine, habitée par des peuples sauvages, horribles et dépourvus d'intelligence. Selon un auteur arabe du XII<sup>e</sup> siècle, les peuples de l'Afrique noire subsaharienne étaient représentés comme des êtres sauvages, auxquels la notion même de moralité était étrangère : « Le mariage n'existe pas entre eux ; l'enfant ne sait pas qui est son père, et ils se nourrissent de chair humaine. (...). Quant aux Zanji, ils ont la peau noire, le nez plat, les cheveux crépus. Ils sont peu intelligents et comprennent fort peu de choses ».<sup>22</sup> Jean-Léon l'Africain, de son vrai nom Hassan al-Wazzan, diplomate de renom et explorateur nord-africain, affirma ceci : « [Les Africains] sont des brutes sans raison, sans intelligence et sans expérience. Ils n'ont absolument aucune notion de quoi que ce soit. Ils vivent aussi comme des bêtes, sans règles et sans lois ».<sup>23</sup>

Dans l'ouvrage intitulé *L'envers de l'épopée portugaise en Afrique* (2007), l'auteur Abou Haydara cite l'écrivain et chercheur portugais Alfredo Margarido qui considérait que l'ignorance des premiers explorateurs européens des particularités religieuses et culturelles des peuples africains et leur manque d'ouverture les prédisposaient d'avance au rejet de l'image de « l'Autre », l'indigène noir :

Les Portugais refusent tout effort pour comprendre les structures religieuses de l'Autre. Nous avons déjà rencontré le concept « païen », mais le plus souvent les Portugais ont recours au concept d'idolâtre et d'idolâtrie. Mais quel que soit le concept utilisé, ce dont il s'agit c'est de refuser l'autonomie et la reconnaissance de ces religions africaines, pensées moins en termes de religion qu'en termes de péché entraîné par l'action du diable, elle aussi maléfique.<sup>24</sup>

---

<sup>21</sup> William B. Cohen. *Français et Africains, les Noirs dans le regard des Blancs 1530-1880*. Paris : Editions Gallimard, 1981, p. 46.

<sup>22</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>24</sup> Abou Haydara. *L'envers de l'épopée portugaise en Afrique (XVe-XXe siècles)*. Paris : Harmattan, 2007, p. 76.

Le rejet de l'homme noir et le mépris qui façonnèrent la politique des puissances européennes envers l'Afrique subsaharienne étaient non seulement dus au supposé retard des nations africaines dans leur développement politique, économique et industriel, à l'idolâtrie et une structuration sociale étrangère à la pensée occidentale, mais également à l'appréciation même de la couleur de la peau noire dans la conception de l'être blanc. Dans la compréhension religieuse et culturelle des Européens, la couleur noire s'apparentait souvent au mal, au péché, à la laideur et au châtement. Ainsi, selon les canons catholiques, comme le souligne, dans l'ouvrage *Français et Africains : les Noirs dans le regard des Blancs, 1530-1880* (1981), l'historien William B. Cohen, la couleur noire s'interprétait comme le symbole du péché et de la malédiction<sup>25</sup> : « Les Français trouvant la couleur noire inesthétique virent dans la peau des Africains la manifestation externe de quelque perversion morale ». <sup>26</sup> De surcroît, dans la représentation de l'homme blanc, le rejet de la couleur noire s'alimentait par des thèses religieuses et mythiques sur l'origine du Noir, le plaçant directement au niveau le plus bas de l'échelle de l'Humanité. Ainsi, l'homme noir serait issu du personnage biblique Cham qui découvrit la nudité de son père Noé et fut maudit par ce dernier. D'autres thèses stipulaient que les Noirs étaient les descendants de Caïn, maudit par Dieu pour le meurtre de son frère Abel. Quelles qu'aient été les croyances sur les origines de l'homme noir, la thèse polygéniste qui prônait la séparation des races, affirmant « l'absence de toute parenté, ou affinité, entre les races »<sup>27</sup>, prenait de plus en plus d'ampleur dans les cercles fermés des grandes cours européennes.

Les explorations maritimes, entamées par les premiers empires européens, portaient principalement un caractère économique, mais étaient également une course effrénée pour l'atteinte du statut et du prestige politique, économique et militaire d'un empire colonial. Comme le souligne, dans l'ouvrage *The Chronicles of Discovery and Conquest of Guinea* (2010), Gomes Eanes de Zurara, le prince portugais Henry, prénommé pour ses nombreuses expéditions au XV<sup>e</sup> siècle qui permirent d'étendre les frontières de la puissance portugaise en Afrique, le Navigateur, tentait de faire de son pays un empire commercial, colonial et une puissance en outre-mer.<sup>28</sup>

---

<sup>25</sup> William B. Cohen. *Français et Africains : les Noirs dans le regard des Blancs 1530-1880*. Paris : Editions Gallimard, 1981, p. 39.

<sup>26</sup> *Ibid*, p. 40.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 36.

<sup>28</sup> Gomes Eanes de Zurara. *The Chronicles of Discovery and Conquest of Guinea*. Cambridge : Cambridge University Press, 2010, p. V.

L'expansion européenne de l'époque des Grandes découvertes, qui s'effectua avec l'accord et la bénédiction exclusive du Vatican, était sous l'influence directe de l'Église catholique romaine. Le rôle du catholicisme dans la formation de la politique expansionniste des grands empires européens était réel. L'expansion des puissances catholiques fut officiellement représentée comme un accomplissement de la volonté de Dieu. Ainsi, les premiers navigateurs européens se sentaient mandatés par Dieu pour mener une mission divine dans le but de propager le christianisme, en amenant les « païens » à la soumission à la vérité de la foi chrétienne :

Vous [les rois catholiques] avez été mandatés par la faveur de la divine clémence à soumettre à votre influence lesdits territoires et îles, leurs résidents et habitants, et les amener à la foi catholique. (...) vous avez aussi pour objectif, et comme devoir, de conduire les peuples qui habitent ces îles et pays à embrasser la religion chrétienne.<sup>29</sup>

L'aide octroyée par le Vatican pour l'expansion des puissances européennes était également due à la volonté du Saint-Siège de contrer l'influence et freiner la propagation de l'Islam, prôné par les « ennemis du Christ » dans les terres nouvelles, en particulier sur le continent africain. Dès le XII<sup>e</sup> siècle, l'Islam, qui se propageait rapidement avec le développement des relations commerciales, avait atteint une grande partie de l'Afrique du Nord, de l'Est et de l'Ouest et s'approchait des portes de l'Afrique centrale.<sup>30</sup>

Dans cette course acharnée pour l'accomplissement de la mission divine, la politique coloniale, adoptée par le Portugal et plus tard par les autres puissances européennes envers les populations colonisées, surtout en Afrique noire, réduisit l'indigène, l'homme noir, à l'état d'un être sauvage, à la limite de l'animal. Ainsi, les préjugés raciaux des Européens creusaient un fossé infranchissable entre le colonisateur blanc civilisé et l'indigène noir sauvage.

### *1.2. L'Afrique partagée, l'Afrique disputée : les arguments en faveur de la colonisation*

Dans l'histoire de l'Europe, le XIX<sup>e</sup> siècle était une époque pleine de controverses. D'une part, cette ère vit, comme jamais auparavant, l'émergence dans les cercles intellectuels des théories antiracistes qui condamnaient l'esclavage et la traite négrière occidentale, mais, néanmoins, le siècle de la révolution industrielle et du progrès restait sous l'influence indéniable

---

<sup>29</sup> "You [Catholic Kings] have purposed with the favor of divine clemency to bring under your sway the said mainlands and islands with their residents and inhabitants and to bring them to the Catholic faith. (...) you purpose also, as your duty, to lead the peoples dwelling in those islands and countries to embrace the Christian religion." *Inter Caetera*, 1493. In Frances Gardiner Davenport. *European Treaties Bearing on the History of the United States and Its Dependencies to 1648*. Washington: Carnegie Institution of Washington, 1917, pp. 76-77.

<sup>30</sup> Gomes Eanes de Zurara. *The Chronicles of Discovery and Conquest of Guinea*. Cambridge: Cambridge University Press, 2010, p. XI.

du poids des préjugés raciaux. Malgré l'abolition de l'esclavage et de la traite, le regard porté par les Européens sur l'Afrique et la vision même du continent noir peinaient à s'adapter aux changements. À l'âge d'or du racisme scientifique, les discours sur l'appartenance raciale et ses liens avec la position sociale de l'individu dans la société se faisaient de plus en plus fréquents. Dans les cercles philosophiques et intellectuels d'Europe, la théorie de l'invariabilité de la position d'infériorité ou de supériorité d'un individu à cause de son appartenance raciale s'accordait les faveurs de l'intelligentsia européenne. L'historien et le philosophe français Ernest Renan, dans l'ouvrage *La Réforme intellectuelle et morale* (1871), présentait la théorie de la classification des races et l'idée de la suprématie de la race blanche européenne en tant que phénomène fixe, conçu et prédéfini par la Nature elle-même :

La nature a fait une race d'ouvriers ; c'est la race chinoise, d'une dextérité de main merveilleuse sans presque aucun sentiment de l'honneur ; gouvernez-la avec justice (...) elle sera satisfaite ; - une race de travailleurs de la terre, c'est le nègre, soyez bon pour lui et humain et tout sera dans l'ordre ; - une race de maîtres et de soldats, c'est la race européenne. Réduisez cette noble race à travailler dans l'ergastule comme des nègres et des Chinois, elle se révolte.<sup>31</sup>

D'autre part, les opposants d'hier à l'abrogation de la traite raciale devenaient les prédicateurs des idées coloniales, tandis que les nations colonisatrices voyaient naître en leur sein le germe de l'anticolonialisme.

Au début du XIX<sup>e</sup> siècle, l'intérêt que portaient les puissances européennes pour le continent noir ne cessait d'augmenter. Ce soudain regain d'intérêt n'était pourtant pas anodin. En effet, les événements qui touchaient les terres d'Amérique influencèrent radicalement les politiques expansionnistes des royaumes européens dans la lutte pour la domination territoriale. Avec l'abolition de la bulle pontificale qui partageait le monde entre les empires d'Espagne et du Portugal, de nouveaux États, qui aspiraient également au statut de puissances mondiales, rejoignirent la grande course pour l'influence, dont la France, la Grande Bretagne et les Pays-Bas. La première vague d'expansion en outre-mer ciblait avant tout l'exploration du continent américain.

Du XVI<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècles, en Amérique, de véritables guerres territoriales se déroulaient entre les puissances rivales d'Europe. Les exemples poignants des rivalités européennes pour l'influence furent les guerres coloniales qui résultèrent en Europe dans la guerre de Sept Ans, qui se termina en 1763 avec la défaite du royaume de France. À la suite de cette guerre, la

---

<sup>31</sup> Ernest Renan. *La Réforme intellectuelle et morale de la France [1871]*. Paris : Le Monde en 10-18, Union Générale d'Éditions, 1967, pp. 69-70. Voir également Marcel-Duclos Efoudebe. *L'Afrique survivra aux afro-pessimistes: lettre ouverte à un « ami » de l'Afrique (et à quelques autres...)*. Paris : Harmattan, 2007, p. 28.

France céda l'essentiel de son premier territoire colonial. Ainsi, elle perdit en Amérique en faveur de la couronne britannique la Nouvelle France, le premier espace colonial français et le plus grand espace colonial en Amérique du Nord, fondé en 1534, constitué de trois régions principales : le Canada, l'Acadie et la Louisiane. Avec le Traité de Paris de 1763, l'influence française en Amérique se limitait dorénavant aux Antilles et à l'île-Saint-Pierre-et-Miquelon. Toutefois, la France ne resta pas la seule grande « perdante » dans l'histoire des grandes conquêtes américaines. Ainsi, le royaume de Grande-Bretagne (ex-royaume d'Angleterre) perdit, quelques années plus tard, son influence avec l'indépendance des États-Unis, reconnue officiellement en 1783.

Avec la perte de leur influence dans le Nouveau Monde, le regard des souverains européens se tournait davantage vers l'Afrique. Parallèlement au continent africain, la lutte des puissances européennes pour l'influence dans les espaces coloniaux se poursuivait en Asie (la rivalité franco-britannique en Inde et en Chine). Néanmoins, le cas africain restait unique, car des kilomètres d'espaces inexplorés s'offraient aux Européens.

Plusieurs raisons expliquaient cette course effrénée pour l'influence en Afrique. Dans le cas du continent africain, il est important de considérer le contexte et le lien avec certains facteurs qui menèrent, en fin de compte, à une colonisation inévitable. Comme il fut mentionné auparavant, la colonisation était en quelque sorte un processus naturel qui touchait, d'une manière ou d'une autre, toutes les *terrae incognitae* (« terres inconnues ») de l'époque, alors méconnues de l'homme blanc. La colonisation en outre-mer, depuis la découverte des Amériques, suivait le même scénario d'évolution : de l'installation des colonies comptoirs à l'établissement des colonies intégrées de peuplement. La première phase consistait à ouvrir des comptoirs sur les territoires découverts et administrés par des compagnies coloniales, dans le but d'instaurer des relations purement commerciales entre les colonies et la Métropole. Avec l'intérêt croissant des États colonisateurs, ces territoires se transformaient peu à peu en colonies de peuplement afin d'être explorés et exploités par les ressortissants de plus en plus nombreux de la Métropole. Des exemples parfaits de ce type de colonisation furent ceux de l'Amérique et de l'Australie, où les territoires peuplés par des colonisateurs européens intégrés, une fois arrivés à maturation, quittaient peu à peu la tutelle de la Métropole. En Afrique noire, la politique coloniale européenne, excepté le cas de l'Afrique du Sud et des tentatives dans les colonies portugaises, généralement n'atteignait pas la phase du peuplement massif.

Officiellement la politique africaine de l'Europe était représentée, premièrement, comme le fruit d'un appétit économique insatiable d'une Europe en pleine croissance du capitalisme industriel. Entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, le facteur économique devint

officiellement l'un des axes majeurs de la politique coloniale de l'Europe.<sup>32</sup> Pour mieux décrire l'approche des puissances européennes à l'égard de la question coloniale, on analysera la position de la France comme un exemple du regard européen sur la cause coloniale.<sup>33</sup>

La perte de la Nouvelle France et l'indépendance des États-Unis d'Amérique eurent un impact majeur sur le prestige économique et politique de la France. À l'époque des premières expansions européennes, la perte des colonies nord-américaines fut considérée par l'élite française et la pensée collective nationale comme un mal pour un bien car, d'une part, les dépenses de la couronne française pour ces colonies dépassaient considérablement les bénéfiques tirés. D'autre part, épuisée par des guerres incessantes, la France aspirait à la paix. L'écrivain et philosophe français François-Marie Arouet, dit Voltaire, soutenait l'idée de l'abandon de la Nouvelle France. Dans une lettre adressée, le 6 septembre 1762, au comte César Gabriel de Choiseul, alors secrétaire d'État des Affaires étrangères, Voltaire écrivait : « Je suis comme le public, j'aime beaucoup mieux la paix que le Canada ; et je crois que la France peut être heureuse sans Québec ».<sup>34</sup> Plus tard, en mai 1768, le duc Etienne-François de Choiseul, cousin du comte César Gabriel de Choiseul, principal ministre d'État et chef du gouvernement du roi Louis XV, affirma, lors de l'achat par la France de la Corse à la République de Gênes : « (...) une colonie ne vaut que pour le gain qu'elle procure à la métropole ».<sup>35</sup> Dans un rapport du 16 mars 1770, adressé au roi de France, il approuva l'idée d'abandonner les colonies nord-américaines au profit de la Corse :

Cette île [la Corse] est plus essentielle au royaume, la dépense qu'elle coûte, ou qu'elle a coûté, moins onéreuse que ne l'aurait été une île en Amérique, très difficile et très coûteuse à défendre en temps de guerre et qui ne procurerait que des avantages de commerce momentanés ; je crois que je puis même avancer que la Corse est plus utile de toutes manières à la France que ne l'était ou ne l'aurait été le Canada.<sup>36</sup>

---

<sup>32</sup> Roger Pascal. *L'opium du Tiers Monde : Essais sur la colonisation, la décolonisation, et la coopération*. Paris : Nouvelles Editions Latines, 1979, p. 25.

<sup>33</sup> Ce choix a été fait car la France, au même titre que l'Angleterre, le Portugal, la Belgique et l'Italie, était très active dans la colonisation du continent africain et possédait de nombreuses colonies. Depuis la décolonisation, contrairement aux autres puissances coloniales, elle maintient son influence et continue à entretenir des relations très fortes avec ses anciennes colonies africaines.

<sup>34</sup> *Œuvres complètes de Voltaire*. Tome XII. Paris : Chez Furne, Libraire-Éditeur, 1835, p. 328. Voir également Jacques Lacoursière, Jean Provencher, Denis Vaugeois. *Canada-Québec. 1534-2000*. Québec : Septentrion, 2001, p. 154.

<sup>35</sup> Jean-Claude Icart. « Le Québec et Haïti : une histoire ancienne ». *Cap-aux-Diamants*. Numéro 79 (automne 2004) : 31. Voir également Camille Vignolle. « 10 février 1763 : La France renonce à Québec ». *Hérodote*. 6 février 2019. [En ligne]. Consulté le 1 mars 2019. Disponible en ligne sur <[http://www.herodote.net/10\\_fevrier\\_1763-evenement-17630210.php](http://www.herodote.net/10_fevrier_1763-evenement-17630210.php)>.

<sup>36</sup> « Rapport du duc de Choiseul au roi Louis XV, 16 mars 1770 ». Voir Francis Arzalier. « Les déportés guadeloupéens et haïtiens en Corse ». *Annales historiques de la Révolution française. Révolutions aux colonies*. N°293- 294 (1993) : 475.

Ce qui semblait pourtant être une « victoire diplomatique » de la France en Amérique pouvait à juste titre être considéré comme « la plus grande défaite du monde français ».<sup>37</sup> D'une part, la perte de la Nouvelle France marquait la disparition d'une grande zone d'influence et notamment d'un considérable poids politique sur la scène mondiale. D'autre part, l'abandon des colonies nord-américaines, surtout depuis l'apparition des États-Unis d'Amérique, fragilisa l'influence française dans cet espace.

Les conséquences du retrait de la France du continent nord-américain se firent pleinement ressentir au XIX<sup>e</sup> siècle. Joseph-Henri-Joachim Lainé, avocat et homme politique français, soulignait, lors de la présentation du budget des colonies en 1821, l'importance politique de la présence de la France en outre-mer, car, selon lui : « Renoncer aux colonies, ce serait exclure les Français des mers ».<sup>38</sup> En pleine conquête territoriale, certains penseurs et hommes politiques français, à l'instar de Jules Ferry, s'érigèrent en défenseurs et porte-paroles de la politique coloniale, regrettant les colonies perdues d'Amérique du Nord. En effet, avec elles, la France perdait son influence sur le marché sud-américain. Cette tragédie économique avait été exprimée par Jules Ferry au cours de la séance parlementaire du 28 juillet 1885. Dans ce discours qui était en faveur de la nouvelle politique de conquête coloniale, l'ancien maire de Paris déplorait cette perte :

Il est si grave, messieurs, si palpitant, que les gens moins avisés sont condamnés à déjà entrevoir, à prévoir, et se pourvoir pour l'époque où ce grand marché de l'Amérique du Sud, qui nous appartenait de temps en quelque sorte immémorial, nous sera disputé et peut-être enlevé par les produits de l'Amérique du Nord. Il n'y a rien de plus sérieux, il n'y a pas de problème social plus grave ; or, ce programme est intimement lié à la politique coloniale.<sup>39</sup>

Ainsi, la crainte d'être évincé du marché américain était l'un des principaux facteurs qui poussa les puissances européennes à se rabattre sur cet immense et inexploré marché africain.

Deuxièmement, la présence en Afrique devenait une question de prestige politique. Avec la perte du Nouveau Monde, la rivalité franco-britannique se reporta sur les terres africaines. La présence en Afrique était la voie qui assurait désormais l'atteinte d'une notoriété mondiale.

---

<sup>37</sup> Jacques Leclerc. « Histoire du français au Québec : le régime britannique, 1760-1840 ». *CEFAN* (Chaire pour le développement de la recherche sur la culture d'expression française en Amérique du Nord), [en ligne], 18 novembre 2019. Disponible sur <[http://www.axl.cefan.ulaval.ca/francophonie/HISTfrQC\\_s2\\_Britannique.htm](http://www.axl.cefan.ulaval.ca/francophonie/HISTfrQC_s2_Britannique.htm)>. Consulté le 10 février 2019.

<sup>38</sup> « Discussion du projet de loi des finances pour 1821 : le budget des colonies ». Voir Roger Pascal. *L'opium du Tiers Monde : Essais sur la colonisation, la décolonisation, et la coopération*. Paris : Nouvelles Editions Latines, 1979, p. 25.

<sup>39</sup> Jules Ferry. « Les fondements de la politique coloniale ». In : Jean Garrigues. *Les grands discours parlementaires de la Troisième République : de Victor Hugo à Georges Clémenceau*. Volume 1. Paris : Armand Colin, 2004, p. 20. Discours prononcé à la Chambre des Députés, le 28 juillet 1885.

Jules Ferry affirmait dans ses discours l'importance de la présence européenne sur le sol africain :

Messieurs, dans l'Europe telle qu'elle est faite, dans cette concurrence de tant de niveaux que nous voyons grandir de nous, les uns par les perfectionnements militaires ou maritimes, les autres par le développement prodigieux d'une population incessamment croissante ; dans une Europe, ou plutôt dans un univers ainsi fait, la politique de recueillement ou d'abstention, c'est tout simplement le grand chemin de la décadence. Les nations, au temps où nous sommes, ne sont grandes que par l'activité qu'elles développent.<sup>40</sup>

Suite à cette déclaration, la colonisation, hormis les intérêts purement économiques des puissances coloniales, à l'ère de la révolution industrielle et de la course des empires à la suprématie militaire et maritime, devait devenir le levier principal qui permettait aux puissances actives et impliquées dans le déploiement de la civilisation occidentale de se distinguer dans cette concurrence acharnée pour l'influence, leur assurant grandeur et pouvoir, les préservant de la sorte des sentiers de la décadence. Autrement dit, la présence coloniale assurait, d'une certaine manière, aux nations européennes, les plus impliquées et actives, la notoriété, la suprématie mondiale et la longévité. Pour éviter une décadence certaine, les peuples d'Europe devaient par souci existentiel participer à l'expansion coloniale, érigée ainsi au rang de facteur de survie :

Rayonner sans agir, sans se mêler aux affaires du monde, en se tenant à l'écart de toutes les combinaisons européennes, en regardant comme une aventure, toute expansion vers l'Afrique ou vers l'Orient, vivre de cette sorte, pour une grande nation, croyez-le bien, c'est abdiquer, et dans un temps plus court que vous ne pouvez le croire, c'est descendre du premier rang au troisième ou au quatrième.<sup>41</sup>

Troisièmement, hormis les intérêts économiques et la quête du prestige d'une présence politique, la *terra incognita* africaine attirait par ses airs vierges et sauvages, ce qui la rendait particulièrement favorable à la conquête européenne. Comme au temps des expansions espagnoles et portugaises, l'expansion européenne du XIX<sup>e</sup> siècle se déroulait sous le drapeau civilisateur du sauveur occidental. La colonisation de l'Afrique, au-delà des théories discriminatoires du racisme scientifique, n'était plus considérée comme une question de mauvaise éthique, contrairement à l'esclavage et la traite négrière, mais était plutôt perçue comme un élément indispensable pour le développement et le progrès. Toutefois, la colonisation européenne n'était pas simplement un phénomène indispensable, mais avant tout

---

<sup>40</sup> Jules Ferry. « Les fondements de la politique coloniale ». In Jean Garrigues. *Les grands discours parlementaires de la Troisième République : de Victor Hugo à Georges Clémenceau*. Volume 1. Paris : Armand Colin, 2004, p. 21.

<sup>41</sup> *Ibid.*



un phénomène naturel pour le continent noir. Le fait que la présence européenne en Afrique, par le biais des colonies, soit considérée comme un évènement naturel justifiait la nécessité d'exporter la civilisation européenne, dans l'objectif d'établir le progrès et le développement au sein des peuples barbares. Dans son discours parlementaire prononcé à la Chambre des députés, le 28 juillet 1885, Jules Ferry célébra les bienfaits de la colonisation :

Messieurs, il y a un second point, un second ordre d'idées que je dois également aborder (...) : c'est le côté humanitaire et civilisateur de la question. (...) Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement qu'en effet les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. (...) Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures. (...) Ces devoirs ont souvent été méconnus dans l'histoire des siècles précédents, et certainement quand les soldats et les explorateurs espagnols introduisaient l'esclavage dans l'Amérique centrale, ils n'accomplissaient pas leur devoir d'hommes de race supérieure. Mais de nos jours, je soutiens que les nations européennes s'acquittent avec largeur, grandeur et honnêteté de ce devoir supérieur de la civilisation.<sup>42</sup>

Les déclarations de Jules Ferry peuvent à juste titre être considérées comme le reflet de la pensée coloniale de cette époque. Si à l'époque des Grandes découvertes, l'expansion européenne se menait sous les slogans de la christianisation massive pour le salut des barbares, au XIX<sup>e</sup> siècle, la colonisation fut représentée, contrairement à l'esclavage, d'une certaine manière, comme le niveau ultime de la manifestation de l'Humanisme et était presque élevée au rang de l'amour et du souci pour la condition de l'Homme. La colonisation portait, dorénavant, en elle l'empreinte d'une moralité profonde, imprégnée d'un sentiment de devoir et de responsabilité envers « l'Autre », le colonisé. Ainsi, comme le mentionne Ferry, la race supérieure européenne était mandatée, si ce n'était par Dieu, alors par la Providence, d'une mission noble, dont la responsabilité était d'apporter la civilisation aux races inférieures pour le progrès et le développement de ces dernières.

Le quatrième facteur qui contribua également à la colonisation du continent noir au XIX<sup>e</sup> siècle fut résumé dans la thèse de Roger Pascal, mentionnée dans l'ouvrage *L'Opium du Tiers Monde : essais sur la colonisation, la décolonisation et la coopération* (1979), qui présente le colonialisme comme étant le destin providentiel de l'Afrique. Cette théorie était proche de ce que Jules Ferry qualifiait de colonisation humaniste et civilisationnelle. Si dans la théorie de Jules Ferry l'Europe était mandatée par la Providence pour accomplir l'œuvre hautement salvatrice de la colonisation, selon Roger Pascal, la terre africaine était prédisposée par sa nature même à recevoir la colonisation, faisant du continent africain une terre colonisable. Autrement

---

<sup>42</sup> Jules Ferry. « Les fondements de la politique coloniale ». In : Jean Garrigues. *Les grands discours parlementaires de la Troisième République : de Victor Hugo à Georges Clémenceau*. Volume 1. Paris : Armand Colin, 2004, p. 20.

dit, selon Pascal, ni la quête de la construction d'un empire militaire, ni les tentatives pour établir des liens commerciaux ne pouvaient être des facteurs déterminants pour amener le continent au stade de la colonisation. L'Afrique elle-même appelait ses colonisateurs. Ainsi, la colonisation ne serait pas le fruit final, résultant des intérêts égoïstes et mercantiles des puissances européennes, elle n'était pas influencée de l'extérieur, mais, au contraire, la colonisation était un état, un phénomène venant de l'intérieur. Autrement dit, les facteurs qui déterminaient la colonisation africaine n'étaient pas externes, mais internes. L'absence d'une structure étatique prédéfinie était, selon Roger Pascal, le facteur principal qui déterminait la colonisabilité d'une terre. Ainsi, selon ce dernier, les territoires africains qui subirent la colonisation n'étaient pas proprement dit des « États », car ils ne détenaient pas les attributs propre aux structures étatiques, dont « le respect des droits acquis et des conventions, la liberté de commerce et de transit et l'assurance de la sécurité des étrangers ».<sup>43</sup> À partir des travaux de Roger Pascal, il apparaît que la carte politique de l'Afrique était constituée de territoires morcelés, divisés et plongés dans le chaos politique et l'anarchie, des zones incapables d'exercer l'autorité d'un État de droit, d'assurer la sécurité politique, économique et sociale de ses citoyens et des étrangers, autrement dit, des zones de civilisation colonisable :

C'est une toute autre Afrique que l'Europe a rencontré à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. (...) Le pouvoir y était morcelé, l'anarchie assez générale. De grands conquérants s'étaient levés, par le fer et par le feu, ils ne cessaient d'agrandir leurs domaines et de réprimer des révoltes. À moins que d'être musulman, la sécurité des personnes et celle des biens n'était pas assurée, il n'y avait pas d'États mais des zones de civilisation, on y savait la famille, l'ethnie, la communauté religieuse mais pas l'État, on y pratiquait la morale de l'ethnie, celle de l'Islam, morales contraignantes certes, mais qui n'étaient pas celle de l'État.<sup>44</sup>

Ainsi, l'absence d'un État de droit fort, capable d'exercer et d'assurer son autorité, faisait des terres d'Afrique des zones potentiellement destinées à la colonisation, une colonisation naturelle qui s'imposait de l'intérieur.

## 2. Les sociétés africaines face à la colonisation

Quels que soient les arguments soulevés par les historiens pour définir les raisons qui motivèrent la colonisation du continent noir (un facteur interne, fruit de l'inorganisation africaine, ou un facteur externe, résultat de la convoitise des puissances européennes), la colonisation restait, néanmoins, pour les peuples d'Afrique une véritable tragédie. De nos jours, certains historiens, à l'instar de l'historien africaniste français Bernard Lugan, « colonialiste

---

<sup>43</sup> Roger Pascal. *L'opium du Tiers Monde : Essais sur la colonisation, la décolonisation, et la coopération*. Paris : Nouvelles Editions Latines, 1979, p. 34.

<sup>44</sup> *Ibid.*, p. 32.

engagé »<sup>45</sup>, considèrent comme inapproprié de définir la colonisation comme un phénomène principalement néfaste et nuisible pour le continent noir. La colonisation qui avait certainement des points négatifs, tels que la discrimination raciale, l'inégalité que rencontraient les peuples colonisés et en fin de compte l'exploitation des ressources naturelles et du potentiel humain, selon les « colonialistes », n'était, néanmoins, pas privée d'atouts : la construction des écoles, des dispensaires et des routes ; autrement dit, l'accomplissement du but principal, la mission noble de la colonisation qui surpassait n'importe quel intérêt mercantile, à savoir: civiliser. L'objectif justifiait donc les moyens.

D'autre part, si les « colonialistes » voyaient la colonisation comme un processus positif, dans lequel la race blanche, dite « supérieure », devait civiliser la race noire, « inférieure », en lui accordant l'opportunité de découvrir les secrets du progrès, il existe une autre théorie, afro-centrique, panafricaine, qui accuse et dénonce la colonisation comme étant un processus plus destructif que constructif. Les afro-centristes et panafricanistes perçoivent la colonisation comme un phénomène qui ravit l'indépendance et la souveraineté des États, déracine et étouffe les cultures. Ainsi, la colonisation devenait à court terme un processus qui menait vers une perte de repère et sur le long terme produisait une décadence certaine. Cette théorie fut formulée, en 1930, par Ferhat Abbas, chef nationaliste et homme d'État algérien, sur les effets de la colonisation française en Algérie :

[Pour les Français] la colonisation ne constitue qu'une entreprise militaire et économique défendue ensuite par un régime administratif approprié ; pour les Algériens, au contraire, c'est une véritable révolution venant bouleverser tout un vieux monde d'idées et de croyances, un mode d'existence séculaire. Elle place un peuple devant un changement soudain. Et voilà toute une population, sans préparation aucune, obligée de s'adapter ou de périr. Cette situation conduit nécessairement à un déséquilibre moral et matériel dont la stérilité n'est pas loin de la déchéance totale.<sup>46</sup>

Cette thèse peut être appliquée aux autres colonies européennes sur le continent africain.

### 2.1. *L'existence d'un système étatique dans les sociétés africaines : un regard africain sur l'expansionnisme européen*

Les historiens se focalisent souvent sur l'étude de la colonisation européenne en Afrique en tant que processus : déterminer le cours de la colonisation, décrire les différents modèles coloniaux européens et étudier leurs conséquences sur l'Afrique. Malheureusement, la question

---

<sup>45</sup> Chems Eddine Chitour. « 'L'œuvre positive' de la colonisation : Que du bonheur ! ». *Mediapart* [en ligne] publié le 17 février 2018. Disponible sur <<https://blogs.mediapart.fr/semcheddine/blog/170218/l-oeuvre-positive-de-la-colonisation-que-du-bonheur>>. Consulté le 12 février 2020.

<sup>46</sup> Albert Adu Boahen. *L'Afrique sous domination coloniale : 1880-1935*. Volume VII. Paris : Unesco, 1987, p. 23.

du regard des Africains de l'époque précoloniale sur la colonisation est faiblement étudiée. Ce manque d'analyse n'est pas dû au désintérêt des chercheurs, mais à l'absence de sources écrites suffisantes qui décriraient la vision et l'appréciation de la colonisation par les Africains. En effet, il y a une prépondérance de littératures qui reflètent la vision européenne de la colonisation, autrement dit : une littérature qui décrit l'histoire de l'Europe en Afrique. En raison de la quasi-absence de récits écrits adaptés qui relateraient l'histoire précoloniale et coloniale de l'Afrique avec le regard du continent, la vision européenne traversa les siècles et façonna l'appréciation et la conception par l'Humanité du continent noir. Le manque de sources écrites fait que l'histoire se tait sur le passé précolonial africain, accordant ainsi la parole à l'Occident, poussant de la sorte le monde et, en particulier, les Africains eux-mêmes à considérer leur histoire à travers le prisme du diktat blanc.<sup>47</sup> Aujourd'hui, ceux qui tentent de briser le diktat européen de l'histoire africaine, allant à l'encontre des idées préconçues, doivent renverser les préjugés, les théories et réécrire l'histoire silencieuse de tout un continent. Sur ce point, il est intéressant de citer Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'UNESCO, entre 1974 et 1987. Son analyse, dans la préface de *L'histoire générale de l'Afrique : l'Afrique depuis 1935* (1998), décrit parfaitement le regard colonial européen sur l'histoire africaine :

Si *L'Iliade* et *L'Odyssée* pouvaient être considérées à juste titre comme des sources essentielles de l'histoire de la Grèce ancienne, on déniait, en revanche, toute valeur à la tradition orale africaine, cette mémoire des peuples qui fournit la trame de tant d'évènements qui ont marqué leur vie. On se limitait en écrivant l'histoire d'une grande partie de l'Afrique à des sources extérieures à l'Afrique, pour donner une vision non de ce que pouvait être le cheminement des peuples africains, mais de ce que l'on pensait qu'il devait être. Le « Moyen Âge » européen étant souvent pris comme point de référence, les modes de production, les rapports sociaux comme les institutions politiques n'étaient perçus que par référence au passé de l'Europe. En fait, on refusait de voir en l'Africain le créateur de cultures originales qui se sont épanouies et perpétuées, à travers les siècles, dans les voies qui leur sont propres et que l'historien ne peut donc saisir sans renoncer à certains préjugés et sans renouveler sa méthode.<sup>48</sup>

L'analyse de M'Bow démontre l'existence d'un regard européen sur l'histoire de l'Afrique qui décrit la colonisation, l'étudie, la valorise, la critique et relate une histoire extérieure, qui dit ce qu'elle pense de l'Afrique et ce qu'elle prétend connaître d'elle, mais ne reflète nullement la réalité. Pour la plupart des Européens de l'époque coloniale et postcoloniale, l'arrivée des Blancs était perçue comme un évènement positif pour la terre

---

<sup>47</sup> L'utilisation du terme « diktat blanc » ou « européen » n'est pas employé ici dans un sens péjoratif, mais il fait allusion à une idée dominante qui s'est imposée dans l'appréciation de l'histoire du continent noir, au début, de manière volontaire, par la négation de l'Africain et, plus tard, par l'ignorance du passé, provoquée par la négation de ce dernier.

<sup>48</sup> Ali A. Mazrui, Christophe Wondji. *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique depuis 1935*. Volume VIII. Paris : Éditions Unesco, 1998, p. 9.

africaine. Comme le considéraient les premiers africanistes européens, la présence européenne fut accueillie chaleureusement par les Africains. La citation de Margery Perham, historienne africaniste britannique, résume parfaitement la conception européenne de la colonisation de l'Afrique :

La plupart des tribus acceptèrent rapidement la domination européenne, considérant qu'elle faisait partie d'un ordre irrésistible, d'un ordre d'où elles pouvaient tirer de nombreux avantages, essentiellement la paix, des innovations passionnantes : chemin de fer et routes, lampes, bicyclettes, charrues, cultures et aliments nouveaux, et tout ce qu'elles pouvaient acquérir ou éprouver en ville. Cette domination conféra aux classes dirigeantes – traditionnelles ou nouvellement créées – un surcroît de puissance et de sécurité, et de nouvelles formes de richesse et de pouvoir. Longtemps, malgré l'extrême confusion des esprits qu'elles provoquèrent, les révoltes furent très rares et il ne semble pas que la domination ait été ressentie comme une indignité.<sup>49</sup>

Ainsi, les puissances coloniales européennes devaient, d'une part, amener les peuples africains à se développer et créer un système d'organisation structuré qui jouerait la fonction de l'État : établir des frontières, préserver l'intégralité territoriale des territoires colonisés, maintenir la paix et la sécurité, protéger les droits des citoyens. D'autre part, en établissant leur domination, les puissances européennes devaient non seulement organiser administrativement les zones colonisables, mais également y introduire les innovations de la révolution industrielle.

La thèse de Perham est d'autant plus percutante car elle décrit le processus d'établissement de la domination européenne non comme un acte « violent », imposé de l'extérieur, mais, au contraire, volontaire, consenti par les peuples colonisés. L'idée de l'acceptation volontaire de l'expansion européenne fut également mentionnée dans les travaux de Roger Pascal. Dans *L'opium du Tiers Monde* (1979), l'auteur décrit la présence européenne non comme un fardeau, mais avant tout comme une coopération productive et bénéfique, dont le résultat final fut la naissance du jeune intellectualisme africain :

C'est aussi que rien n'est plus pesant que la reconnaissance. Les anciens, ceux qui ont connu « l'oppression colonialiste », savent ce qu'il faut mettre sous ces mots et combien étaient fragiles leurs « oppresseurs ». Ils ont apprécié la coopération qui a ménagé les transitions, mais ils laissent, de plus en plus, la place aux jeunes ; ces derniers, coupés de la brousse, de moins en moins Africains, produits plus élaborés, plus raffinés du « colonialisme », souvent formés en Europe et frottés de marxisme, sont désarmés et leur haine de l'époque coloniale est à la mesure du succès de cette dernière ; elle les a arrachés au cercle étroit, mais rassurant, des tribus et des croyances pour les ouvrir à un monde nouveau de défi et de progrès.<sup>50</sup>

<sup>49</sup> Cité chez Albert Adu Boahen. *L'Afrique sous domination coloniale : 1880-1935*. Volume VII. Paris : Éditions Unesco, 1987, p. 29.

<sup>50</sup> Roger Pascal. *L'opium du Tiers Monde : essais sur la colonisation, la décolonisation, et la coopération*. Paris : Nouvelles Editions Latines, 1979, p. 18.

Quand bien même les travaux de Perham et de Pascal se réfèrent à la période des indépendances africaines, ces deux thèses reflètent, d'une manière ou d'une autre, le regard de l'Europe à cette époque sur la compréhension de l'essence même de la colonisation et son rôle pour l'Afrique. Mais quel que soit l'éclat de la colonisation et la grandeur de son œuvre, au-delà de toutes critiques, animées par un sentiment panafricaniste aigu, dont peuvent être accusés certains auteurs africains, cette vision de l'Afrique est indéniablement limitée.

La carte politique de l'Afrique précoloniale était, selon les colonialistes, dépourvue de toutes formes de structures étatiques et présentait un panorama de guerres tribales incessantes. Pour mettre fin au chaos régnant, l'Afrique avait besoin d'une intervention directe des forces extérieures. Cette thèse est aujourd'hui activement rejetée non seulement par les panafricanistes les plus engagés, mais également par des africanistes occidentaux. Tout d'abord, pour avoir une bonne compréhension de la situation géopolitique du continent noir à l'ère de la colonisation, il faudrait resituer l'Afrique dans le contexte de l'époque. Selon l'historien africaniste britannique Basil Davidson, la raison du chaos que virent les Européens sur le continent noir au XIX<sup>e</sup> siècle n'était pas principalement due à l'inorganisation politique et l'instabilité innées des peuples africains, comme le mentionnent si souvent les colonialistes, mais se cachait davantage dans les conséquences tragiques de la traite négrière occidentale qui causa la dislocation totale des sociétés africaines. Dans l'ouvrage *Les royaumes africains* (1969), Basil Davidson, au contraire, représente les peuples d'Afrique noir comme des peuples paisibles qui employaient la force uniquement dans les situations les plus critiques : « La guerre n'était pas un phénomène isolé, mais les hostilités demeuraient toujours assez limitées et elles étaient régies par des conventions bien déterminées. Il est faux de croire que l'Afrique était en permanence mise à feu et à sang par des guerres tribales ».<sup>51</sup>

L'auteur décrit également la situation des peuples Zandé et Tallensi<sup>52</sup> qui étaient, selon lui, injustement accusés de pratiques barbares envers les peuples ennemis :

[L'art] militaire des Zandé ne visait pas à massacrer l'ennemi pour le seul plaisir de tuer. La guerre, simple instrument politique, était entreprise pour punir un voisin et se faire justice d'un tort, réel ou imaginaire (...). On évitait soigneusement de la rendre plus sanglante que nécessaire. [Pour] les Tallensi [la guerre] était un péché ; seule une injure

<sup>51</sup> Basil Davidson. *Les royaumes africains. Les grandes époques de l'homme*. New York : Éditions Time-Life, 1969, p. 64.

<sup>52</sup> « Les Tallensi sont une population d'Afrique de l'Ouest vivant au nord-est du Ghana, également dans la région limitrophe du Burkina Faso ». Roger Meunier. « Tallensi ». *Encyclopædia Universalis* [en ligne] sans date. Disponible sur <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/tallensi/>>. Consulté le 18 août 2019.

« Les Zandé sont une population Bantou d'Afrique Centrale, vivant principalement en République démocratique du Congo, sur le Haut Congo, dans l'ouest du Soudan du Sud autour des rives de l'Uelé, ainsi qu'en République centrafricaine ». Roger Meunier. « Zandé ou Azandé ». *Encyclopædia Universalis* [en ligne] sans date. Disponible sur <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/zande/>>. Consulté le 18 août 2019.

grave, faite par un membre d'un autre groupe à un membre du groupe, justifiait des opérations de représailles.<sup>53</sup>

Davidson mit au centre du désordre géopolitique, dont devint victime le continent africain, les actions destructrices, inspirées par les intérêts mercantiles des colons blancs :

Toutefois, pour de très nombreuses sociétés africaines, les périls résultant d'une instabilité due à des causes internes n'étaient rien comparés à la dislocation sociale, que provoqueront les séquelles du trafic des esclaves. Le chaos, que tant d'Européens du XIX<sup>e</sup> siècle se sont plaints de trouver en Afrique, correspondait à une dramatique réalité. Des familles furent divisées, hommes et femmes furent chassés de leurs terres et le déchainement d'une succession de violences diverses obligea les individus à se plier à des modes de vie auxquels rien ne les avait préparés.<sup>54</sup>

L'historien congolais Isidore Ndaywel è Nziem définit également les raisons de la chute des sociétés d'Afrique noire comme étant précisément d'ordre extérieur et non suscitées par une instabilité et une désorganisation propre aux peuples noirs d'Afrique. En effet, ce dernier considère que la confrontation avec la civilisation blanche européenne et le processus d'acculturation conduisirent les civilisations noires africaines vers une destruction progressive. Elles se seraient donc effondrées sous le poids excessif des assauts de la civilisation occidentale. Ainsi, dans le cas du royaume Kongo, l'un des plus importants royaumes de l'Afrique du sud-ouest qui exista jusqu'à la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, l'auteur indique :

[II] faut croire, (...), que le Kongo n'a jamais été aussi vaste qu'au temps de son histoire obscure, celle qui précède la période d'acculturation (...). Depuis le contact avec l'Europe et le développement de la traite des esclaves, [le Kongo] ne fera que perdre l'une après l'autre les seigneuries qui étaient sous sa dépendance : Angola, Matamba, Loango, Kakongo, Ngoyo, (...).<sup>55</sup>

Le royaume Kongo, dès le moment de l'établissement des premières relations avec les explorateurs blancs, se retrouve rapidement sous la domination directe de la couronne portugaise. Très vite, les relations commerciales entre les deux royaumes prirent les allures d'une ingérence du côté du Portugal qui ouvertement, sous l'égide de la christianisation, s'engagea dans le jeu politique interne du Kongo, tirant profit des instabilités politiques dues aux rivalités claniques au sein de la famille royale pour le trône. Ainsi, la couronne portugaise n'hésita pas à accorder son soutien aux rebelles afin d'atteindre ses intérêts mercantiles. Le souverain kongolais Alphonse I (Nzinga Mbemba), qui, dans sa lutte pour le trône, avec l'aide du Portugal réussit non seulement à se débarrasser de son prédécesseur et à repousser les

<sup>53</sup> Basil Davidson. *Les royaumes africains. Les grandes époques de l'homme*. New York: Éditions Time-Life, 1969, pp. 64-65.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 66.

<sup>55</sup> Isidore Ndaywel è Nziem. *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République Démocratique*. Bruxelles : CGRI De Boeck & Larcier-Duculot, 1998, p. 83.

attaques de son frère Kitima, qui renia la foi chrétienne et tenta à la vie du souverain kongolais, dut personnellement goûter aux fruits amers de sa coopération avec les Portugais.<sup>56</sup>

Les Portugais, intéressés par la vente d'esclaves, s'approvisionnaient au sein des prisonniers de guerre du roi kongolais, mais aussi se servaient des hommes libres, issus du milieu de la noblesse, ce qui était intolérable pour le monarque du Kongo. Les prédécesseurs du roi Alphonse I, en particulier le roi Ndo Funsu (Mubemba a Muzinga), exprimaient déjà leur mécontentement à l'égard de l'attitude déplorable des Portugais : « Il y'a de nombreux trafiquants dans tous les coins du pays. Ils apportent la ruine. Il ne se passe pas de jour que des gens ne soient enlevés pour être mis en esclavage : ni les nobles ni les membres de la famille royale ne sont épargnés ».<sup>57</sup> Face à ce comportement inquiétant, Alphonse I exprima au roi portugais son mécontentement et exigea l'arrêt de ces pratiques, ce qui lui causa d'être accusé par la couronne portugaise de vouloir abandonner le Catholicisme et provoqua par la suite, entre 1526 et 1539, une série de tentatives d'assassinat à son égard.

La dislocation des sociétés africaines contribua à une perte de repère généralisée au sein de ces communautés et tribus, causant l'effondrement des structures étatiques africaines. Basil Davidson et Ndaywel è Nziem rejoignent sur ce point la thèse soutenue par le nationaliste algérien Ferhat Abbas sur l'effet du bouleversement provoqué par la colonisation qui força les populations autochtones à s'adapter au changement ou périr. « S'adapter ou périr », tel était le premier enjeu majeur auquel furent confrontées les sociétés d'Afrique noire face à un trafic humain massif. Les témoins de cette chute devinrent les Européens du début du XIX<sup>e</sup> siècle. L'Afrique n'était ni la terre du chaos, déchirée par des guerres incessantes, ni un espace constitué uniquement de zones de civilisations dépourvues de tout élément étatique.

Avant le partage officiel de l'Afrique en 1885, 80% du continent africain était constitué de plusieurs royaumes, empires et communautés aux diverses organisations politiques.<sup>58</sup> La diversité des unités étatiques qui constituaient la carte politique de l'Afrique précoloniale allait des structures sociétales les plus primitives qui se résumaient à une ethnie, comme les peuples Tallensi (des sociétés qualifiées par Basil Davidson de « sociétés simples »<sup>59</sup>), aux structures

---

<sup>56</sup> Isidore Ndaywel è Nziem. *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République Démocratique*. Bruxelles : CGRI De Boeck & Larcier-Duculot, 1998, p. 86.

<sup>57</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>58</sup> Bien sûr, il est difficile de donner une estimation précise du nombre d'empires et de royaumes présents sur le continent africain, car ils subirent au cours des siècles de nombreux changements : de l'extension des frontières à leur disparition. Un excellent exemple est celui de l'empire du Ghana qui subit au cours des siècles de sérieuses métamorphoses géographiques et fut remplacé successivement par les empires Mali et Songhaï.

<sup>59</sup> Basil Davidson. *Les royaumes africains. Les grandes époques de l'Homme*. New York : Éditions Time-Life, 1969, p. 65.



les plus complexes. Bien évidemment, dans le cas de l'Afrique noire, il serait infondé de parler en générale de « sociétés simples ». Quel que soit le degré de la simplicité apparente des sociétés africaines, les sociétés dites « simples » n'en restaient pas pour autant moins complexes. En effet, l'exemple des peuples Tallensi, décrit parfaitement par Davidson dans l'ouvrage *Les royaumes africains* (1969), démontre que ce que les Européens prenaient pour une absence d'autorité et de formes de pouvoir au sein de cette société était, contrairement à ce qu'ils croyaient, un système sociétal basé sur la politique du contrepoids, régit par des lois strictes d'interdépendance et un pouvoir d'autogestion fort qui pourraient être enviés par les sociétés démocratiques les plus avancées :

Les Tallensi possédaient un ensemble d'obligations sociales, permettant de contrebalancer les influences des autorités les unes par les autres. Le pouvoir était réparti entre des chefs et des prêtres responsables des secteurs religieux, politiques ou économiques. Mais chacun d'entre eux disposait d'un pouvoir si important qu'il jouait le rôle de frein, ce qui entraînait l'interdépendance des responsables ; cette interdépendance des responsables imprégnait littéralement la structure de la société (...).<sup>60</sup>

Les travaux de l'historien et anthropologue sénégalais Cheikh Anta Diop nous donne une image encore plus approfondie des sociétés noires d'Afrique : une Afrique composée d'États multiethniques, une Afrique des peuples, qui au-delà de leurs complexités et diversités ethniques, dépassèrent les frontières tribales pour former des nations au sein de royaumes et d'empires, institutionnellement structurés et capables d'établir des règles de droit pour conditionner et réglementer la vie des sujets de ces États et des étrangers qui y séjournèrent. Les empires du Ghana, Mali et Songhaï pouvaient être considérés comme un excellent exemple de l'autosuffisance du système étatique africain. L'empire du Ghana, qui exista jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle et incluait le territoire de l'actuel Sénégal, Mali et Mauritanie, était célèbre pour sa puissance, sa stabilité politique et ses richesses. Le Ghana est décrit par Diop comme un empire où « les populations blanches [Berbères et Arabes] qui [y] vivaient étaient sous la domination stricte des Noirs. [Sa] puissance et sa réputation qui retentissaient jusqu' à Bagdad en Orient [était] une réalité attestée par le fait que, durant 1250 ans, des empereurs noirs se sont succédés sur le trône d'un pays vaste comme l'Europe, sans qu'il soit démembré par des attaques extérieures ou des tensions internes». <sup>61</sup> L'empire du Mali, qui succéda par la suite au Ghana et qui exista jusqu'au XVI<sup>e</sup> siècle, était réputé pour ses relations diplomatiques exceptionnelles

---

<sup>60</sup> Basil Davidson. *Les royaumes africains. Les grandes époques de l'Homme*. New York : Éditions Time-Life, 1969, p. 66.

<sup>61</sup> Cheikh-Anta Diop. *L'Afrique noire précoloniale. Étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique noire de l'Antiquité à la formation des États modernes*. Paris : Présence africaine, 1960, pp. 88-89.

avec le Monde extérieur, dont le Maroc avec lequel « il échangeait des ambassades »<sup>62</sup>, l'Égypte, le Portugal et le Bornou (Tchad actuel), ses interprètes et ses érudits de renom s'installaient fréquemment en Afrique du Nord. L'empire de Songhaï qui remplaça l'empire du Mali, quant à lui, se distinguait par sa structuration politique extrêmement hiérarchisée. Dans son ouvrage, Cheikh-Anta Diop mentionne que l'empire « était divisé en provinces, cantons, villages, villes importantes à caractère commercial ».<sup>63</sup> Les villes commerciales, comme Djenné et Tombouctou, étaient réputées pour être des villes cosmopolites et des terres d'accueil, dont le caractère universel reflétait la multiethnicité et la richesse culturelle de cet État ouest-africain.<sup>64</sup>

Ainsi, le caractère cosmopolite de Songhaï favorisa l'instauration d'un système étatique extrêmement structuré. La structure politique du Songhaï était composée de plusieurs ministères, tels que le ministère de la Propriété, des Forêts, des Eaux, le ministère chargé des Affaires des minorités blanches du pays et même des administrations chargées des banlieues et des villes.<sup>65</sup> L'aspect juridique était bien construit dans la société Songhaï. Comme dans n'importe quelle société islamique, le Coran était non seulement la lumière religieuse, mais aussi le fondement même de la vie sociétale de ces empires. Toutefois, malgré le fait que le Coran régissait les lois sociétales dans les empires Ghana, Mali et Songhaï et remplaçait le Code Civil, il existait dans ces sociétés, comme l'explique dans ses travaux Cheikh-Anta Diop, une nette séparation entre la justice religieuse et la justice séculière, celle du *cadi*, ou du grand chef religieux, et du roi : « Le *cadi* est le juge musulman nommé par le roi ; il s'occupe essentiellement des délits de droit commun, des différends entre citoyens, entre citoyens et étrangers. [Un] tribunal était construit pour rendre la justice ».<sup>66</sup> Comme le souligne plus loin l'auteur, le *cadi* était réputé non seulement pour son niveau d'instruction, mais aussi pour sa conscience professionnelle.<sup>67</sup> Les décisions de justice pouvaient aller d'une simple confiscation de biens et des punitions publiques jusqu'à l'emprisonnement. À cet effet, il existait deux prisons célèbres dans l'empire qui se situaient dans les villes de Kanato et Kabara. Cheikh-Anta Diop mentionne également l'existence d'un système notarial. Ainsi, il reprend les écrits de l'imam et historiographe africain du XVII<sup>e</sup> siècle, originaire de Tombouctou, Abderrahmane Es Saâdi : « Le mardi, quand nous entrâmes dans la prison, nous trouvâmes le malheureux Salti,

---

<sup>62</sup> Cheikh-Anta Diop. *L'Afrique noire précoloniale. Étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique noire de l'Antiquité à la formation des États modernes*. Paris : Présence africaine, 1960, p. 90.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p. 107.

<sup>64</sup> *Ibid.*, p. 96.

<sup>65</sup> *Ibid.*, p. 108.

<sup>66</sup> *Ibid.*, p. 119.

<sup>67</sup> *Ibid.* p. 120

dans un état pitoyable. Je lui lus alors le registre d'inventaire, et comme il déclara que c'était bien là toute sa fortune, nous le constatâmes par écrit sur le registre pour en faire foi ».<sup>68</sup>

L'empire Songhaï était notamment réputé pour sa science et ses érudits :

Il [Abderrahman-Et-Temimi] se fixa à Tombouctou et trouva cette ville remplie d'une foule de jurisconsultes soudanais. Aussitôt qu'il s'aperçut que ceux-ci en savaient plus que lui en matière de droit, il partit pour Fez, s'y adonna à l'étude du droit, puis il revint se fixer de nouveau à Tombouctou.<sup>69</sup>

Toutefois, les empires ouest-africains, dont l'empire Songhaï, se distinguaient par le respect, la reconnaissance et la protection qu'ils accordaient aux droits et aux intérêts des étrangers :

Les actes d'injustice sont rares chez eux [peuples Songhaï] ; de tous les peuples, c'est celui qui est moins porté à en commettre, et le Sultan (roi nègre) ne pardonne jamais à quiconque s'en rend coupable. De toute l'étendue du pays, il règne une sécurité parfaite ; on peut y demeurer et voyager sans craindre le vol ou la rapine. Ils ne confisquent pas les biens des hommes blancs qui meurent dans leur pays, quand même la valeur en serait immense, ils n'y touchent pas ; au contraire, ils préposent à l'héritage des curateurs, choisis parmi les hommes blancs et il reste entre leurs mains jusqu'à ce que les ayants-droit viennent le réclamer.<sup>70</sup>

La richesse et la complexité de la structure étatique de l'empire Songhaï étaient dues, d'une part, aux contacts avec le monde musulman, mais aussi à l'ouverture et aux valeurs uniques que véhiculait la société Songhaï.

Le royaume Kongo qui s'étendait sur les territoires de l'actuel Angola, Cabinda, République du Congo, République Démocratique du Congo et le Gabon se distinguait également par son organisation socio-politique. La société du royaume Kongo était composée du roi et des nobles, des hommes libres et des esclaves. La monarchie kongolaise était une monarchie élective, ce qui signifiait que le pouvoir était partagé entre le roi, ou le Mani Kongo, et la noblesse. Le roi kongolais était le symbole et la représentation de l'autorité et de la force. Il avait le pouvoir d'établir et de destituer des fonctionnaires et rendait les jugements en dernière instance.<sup>71</sup> Généralement toutes les décisions, concernant la gestion et l'administration du royaume, étaient entre les mains des nobles, notamment l'élection du roi. Le roi et les nobles constituaient la caste dirigeante de la société kongolaise qui incluait « le conseil d'État composé

<sup>68</sup> Cheikh-Anta Diop. *L'Afrique noire précoloniale. Étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique noire de l'Antiquité à la formation des États modernes*. Paris : Présence africaine, 1960, p. 122. Voir aussi Abderrahmane Es Saâdi [1650] (trad. Octave Houdas). *Tarikh Es-Soudan*. Tome 1. Paris: Ernest Leroux, 1900, pp. 360-361.

<sup>69</sup> Cheikh-Anta Diop. *L'Afrique noire précoloniale. Étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique noire de l'Antiquité à la formation des États modernes*. Paris : Présence africaine, 1960, p. 172.

<sup>70</sup> *Ibid.*, p. 122.

<sup>71</sup> Isidore Ndaywel è Nziem. *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République Démocratique*. Bruxelles : CGRI De Boeck & Larcier-Duculot, 1998, p. 96.

d'une dizaine de membres qui avaient, aussi bien que la noblesse, de l'influence dans les élections du roi et les décisions politiques », le corps administratif, constitué de fonctionnaires de trois catégories : les gouverneurs des provinces et les chefs des villages, les fonctionnaires de la cour royale et les prêtres chargés du culte, et, pour finir, la garde royale, composée des serviteurs du roi, souvent des esclaves, qui étaient en charge de l'exécution des décisions royales.<sup>72</sup>

L'attitude des peuples du royaume Kongo à l'égard des hommes blancs pouvait être décrite comme chaleureuse. Le professeur Nziem, dans l'ouvrage *Histoire générale du Congo* (1998), décrit le premier contact des populations kongolaises avec les Portugais au XV<sup>e</sup> siècle :

[Il] paraît évident que la vue de l'homme blanc, bien que fût une première fois, ne provoqua pas de choc véritable. Au contraire, le premier contact fut plutôt serein. On supposait volontiers avoir affaire à des « mindélé » c'est-à-dire des « revenants ». Il n'était certes pas courant d'en rencontrer mais si cela se produisait un jour, pensait-on, ils devaient nécessairement être blancs. Curieusement, Diogo Cão [sujet du roi portugais] et ses hommes correspondaient à cette vision des choses. C'est cette méprise étrange qui justifie l'accueil extrêmement serein qui leur fut réservé. La vue des bateaux (les pirogues des ancêtres) impressionnait en même temps qu'elle confirmait le statut extrahumain des nouveaux venus. C'est cette atmosphère d'euphorie, de curiosité et en même temps d'assurance qui amenait certains à monter à bord pour visiter les bateaux. C'est ainsi que pour ramener quelques otages de l'actuel Benguela à Lisbonne afin d'illustrer sa découverte, l'explorateur n'eut qu'à lever l'ancre.<sup>73</sup>

La courtoisie et l'hospitalité du peuple kongolais étaient notamment remarquées par les Portugais, comme le mentionne, dans l'ouvrage *Le royaume de Congo et les contrées environnantes* (1591), l'écrivain et explorateur italien du XVI<sup>e</sup> siècle Filippo Pigafetta :

Mais le roi Alvaro [roi kongolais], (...), après que le Seigneur Dieu lui eut envoyé tant d'afflictions en châtement des fautes qu'il avait commises contre la religion, reconnut son erreur et devint bon chrétien ; il prodiguait des marques d'amitié aux Portugais, les traitait de « fils », ne leur refusait aucun plaisir et surtout il ne cessait d'envoyer de nouveaux ambassadeurs au Portugal, chargés de demander des prêtres et des maîtres en Écriture sainte, afin de maintenir la foi catholique.<sup>74</sup>

Filippo Pigafetta affirmait également que les Portugais présents sur le territoire du royaume jouissaient d'une richesse de biens et d'une prospérité dans le pays : « De nombreux

---

<sup>72</sup> Isidore Ndaywel è Nziem. *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République Démocratique*. Bruxelles : CGRI De Boeck & Larquier-Duculot, 1998, p. 96.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 85.

<sup>74</sup> Filippo Pigafetta, Duarte Lopes. *Le royaume de Congo [Kongo] et les contrées environnantes (1591)*. Paris : Unesco, 2002, p. 179.

Portugais, (...), y demeurèrent ; ils s’y trouvent encore aujourd’hui, riches et pourvus de biens ». <sup>75</sup>

Ainsi, les exemples cités ci-dessus sont des éléments révélateurs des politiques africaines de la période précoloniale. À la lumière de ces écrits, il paraît tout à fait inconcevable de réduire la pensée étatique africaine précoloniale à une simple notion de « zone de civilisation », de tribus ou d’ethnies barbares, vivant comme des animaux, régis plus par l’instinct que par la raison. En effet, il existait en Afrique noire bel et bien des États ayant des structures sociales, économiques, juridiques et militaires, des États capables de défendre leurs intérêts et territoires, même si les notions de frontières étaient parfois très floues. Certaines sociétés africaines avaient franchi le stade tribal ou le stade de sociétés dites « simples » pour adopter une nouvelle forme sociétale plus complexe. Il y avait donc des États capables non seulement de définir leurs politiques intérieures et extérieures et défendre leurs intérêts, mais aussi respecter et assurer les intérêts et la sécurité des leurs (leurs sujets) et des autres (des étrangers).

« L’imprévisible politique africaine », l’impuissance des Européens face à l’hostilité des peuples africains et le mépris auquel les Blancs étaient constamment sujets, tels que le décrit dans ses travaux Roger Pascal, seraient donc exagérés. Même s’il existait des tensions entre les colons et les peuples appelés à être colonisés, les instigateurs restaient les Européens. Le mépris et le rejet de « l’Autre » venaient surtout des hommes blancs qui bien souvent, comme le souligne le professeur Nziem, portaient peu de considération à l’autorité des chefs et monarques locaux :

Nombre d’entre eux [les Portugais], laïcs comme missionnaires, estimaient ne pas avoir d’instructions à recevoir de ce nègre de roi [le Mani Kongo]. On n’hésitait donc pas à se passer de ses instructions et même à le tromper pour le rendre ridicule. D’aucuns venaient chez lui et prétendaient être parents du roi du Portugal afin de recevoir des faveurs et des présents. Parmi ceux-ci, il y avait même des aventuriers et des marchands d’esclaves. Une conduite si peu courtoise humiliait le roi et le discréditait auprès de son peuple. Mais il y avait plus grave encore que cette simple question du respect de la personnalité royale et de son autorité. C’est que la présence des coopérants ne se traduisait pas par une rentabilité quelconque ou plus exactement la rentabilité significative à leurs yeux s’avérait totalement différente de ce qui avait été escompté. Les techniciens qui n’étaient rien d’autre que des ouvriers, refusaient de travailler aux côtés des Noirs, à leurs yeux des inférieurs, qui se prétendaient nobles. Aussi estimaient-ils qu’ils étaient, au moins d’une classe correspondante à celle des nobles locaux et, par conséquent, ils refusaient de transporter des planches, soulever des briques et placer des tuiles. <sup>76</sup>

<sup>75</sup> Filippo Pigafetta, Duarte Lopes. *Le royaume de Congo [Kongo] et les contrées environnantes (1591)*. Paris : Unesco, 2002, p. 178.

<sup>76</sup> Isidore Ndaywel è Nziem. *Histoire générale du Congo : de l’héritage ancien à la République Démocratique*. Bruxelles : CGRI De Boeck & Larquier-Duculot, 1998, pp. 87-88.

La particularité des structures étatiques africaines consistait non seulement dans le fait qu'elles étaient différentes des modèles européens, mais variaient entre elles : des empires islamiques, tels que les empires du Mali ou Songhaï, aux royaumes « païens », comme le royaume Kongo. Il serait donc erroné de banaliser les systèmes étatiques de l'Afrique précoloniale, mais, bien au contraire, il serait juste de reconnaître l'existence de diverses structures socio-politiques africaines qui se différenciaient, les unes des autres, et qui, malgré les différences apparentes, restaient, toutefois, des sociétés autosuffisantes.

## *2.2. Le rejet de la présence coloniale européenne par les peuples africains*

Le regard des Africains sur la venue des Européens évolua avec le changement des relations entre l'Afrique et l'Europe. Lors du premier contact des peuples d'Afrique noire avec les Occidentaux, les relations se construisaient d'une manière plus ou moins positive, autrement dit, elles s'établissaient dans une atmosphère dépourvue de toutes formes d'hostilités apparentes. Pour les premiers explorateurs européens, les Portugais, l'aventure africaine s'inscrivait dans cette quête exploratrice des terres inconnues. Ainsi, les premiers voyages d'exploration s'effectuaient sous l'égide de la conquête et de la découverte. Les réactions des peuples d'Afrique noire à l'arrivée des explorateurs blancs, même si elles différaient les unes des autres, par exemple, les populations des empires frontaliers avec l'Afrique du Nord ne semblaient pas être étonnées à la vue des Européens, car dans le commerce ils étaient en contact direct avec les peuples blancs d'Afrique du Nord, en ce qui concernaient les peuples qui n'entretenaient pas de relations permanentes avec les hommes blancs, tel que le royaume Kongo, ils ne semblaient également pas choqués, ni apeurés par la vue des explorateurs blancs, mais, au contraire, firent preuve de curiosité et de bienveillance.

Les politiques des empires et des royaumes africains envers les puissances européennes essayaient de se construire autour des fondements d'amitié et de fraternité. Certains monarques africains accordaient une si haute considération et estime aux souverains européens qu'ils finissaient par les percevoir comme des « frères ». La profonde considération qu'éprouvaient les souverains kongolais pour le roi du Portugal se manifestait dans le fait que ces derniers, au moment du baptême, prenaient souvent les noms des grands monarques portugais.<sup>77</sup> En effet, les relations que les Africains envisageaient d'entretenir avec les Occidentaux devaient se

---

<sup>77</sup> Ainsi, l'un des Mani Kongo, lors du baptême, prit non seulement le nom de son homologue portugais, se faisant appeler Dom Joao, mais rebaptisa toute sa famille en l'honneur de la famille royale portugaise. Voir Isidore Ndaywel è Nziem. *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République Démocratique*. Bruxelles : CGRI De Boeck & Larcier-Duculot, 1998, p. 86.

construire dans le cadre d'un échange durable en vue du développement. La quête du développement, qui est souvent associée à la description de l'Afrique, ne serait donc pas née avec les indépendances. Le désir d'atteindre un niveau de développement politique, économique et social semblable à l'Europe se manifestait déjà en Afrique précoloniale. Dans l'ouvrage *La révolution au Congo : contribution à l'étude des problèmes politiques d'Afrique centrale* (1974), l'auteur, militant révolutionnaire et homme politique camerounais, Woungly-Massaga démontre l'existence d'une telle volonté du côté des souverains kongolais : « (...) aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, l'écart scientifique et technique entre l'Europe et l'Afrique existait déjà, mais pouvait être facilement rattrapé : ce fut, du reste, la plus claire ambition des souverains Kongo (...) ».<sup>78</sup> L'auteur mentionne également la présence dans le pays « d'une dizaine d'écoles et de millier d'élèves »<sup>79</sup> et décrit « la volonté d'ouverture des couches dirigeantes de la société kongolaise à l'Occident européen » par l'envoi notamment « d'une dizaine d'étudiants boursiers au Portugal, entre 1501 et 1517 » et la sollicitation du Portugal par le souverain kongolais pour une assistance technique afin de produire localement des armes :

(...) l'aisance avec laquelle les armes étaient reproduites localement par de simples procédés de forge, tout cela témoignait de grandes capacités d'assimilation et d'une incontestable volonté d'ouverture à l'Occident européen. Conscient de cette situation, le Portugal, comme tous les autres pays colonialistes par la suite, adopta une attitude systématiquement obscurantiste : « On ne doit pas lui [au roi du Kongo] envoyer des ouvriers ; il ne convient pas qu'il ait dans son royaume quelqu'un qui sache faire des travaux avec la pierre et de la chaux, ni avec le fer, parce que ce serait l'occasion de quelque désobéissance », conseillait une « consulte » de 1607 au roi du Portugal pour répondre à une demande kongolaise d'assistance technique.<sup>80</sup>

Ces relations étaient d'avance vouées à l'échec. Les Européens, incapables de reconnaître la véritable valeur des sociétés africaines, estimaient très peu ces dernières pour les considérer comme égales. Celui que l'on voyait comme un esclave ne pouvait donc être traité comme un frère. Dans ce contexte, il devient évident que la Conférence de Berlin, qui se déroula plusieurs siècles plus tard, entre le 15 novembre 1884 et le 26 février 1885, pour établir les règles du partage officiel du continent africain, était loin de refléter une politique de coopération et d'entente à laquelle aspiraient si profondément les Africains. Sans la concertation et

---

<sup>78</sup> René Jacques N'Gouo Woungly-Massaga. *La révolution au Congo : contribution à l'étude des problèmes politiques d'Afrique centrale*. Paris : François Maspero, 1974, p. 69. Voir également Isidore Ndaywel è Nziem. *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République Démocratique*. Bruxelles : CGRI De Boeck & Larcier-Duculot, 1998, p. 96.

<sup>79</sup> René Jacques N'Gouo Woungly-Massaga. *La révolution au Congo : contribution à l'étude des problèmes politiques d'Afrique centrale*. Paris : François Maspero, 1974, pp. 58, 69.

<sup>80</sup> *Ibid.*, p. 70.

l'acceptation des peuples africains, la Conférence devint le produit final de la véritable politique africaine de l'Europe du XIX<sup>e</sup> siècle.

La lutte des puissances européennes pour l'influence suscita le mécontentement des peuples africains qui voyaient dans la colonisation un danger pour leur souveraineté. Les premières tentatives des Européens pour attirer dans les filets coloniaux les peuples noirs furent confrontées à l'incompréhension et le rejet de ces derniers. Quelques exemples reflètent parfaitement les réactions des Africains face à la colonisation. Dans *L'Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale* (1987), l'auteur, l'historien ghanéen Albert Adu Boahen, mentionne le cas du roi de l'empire du Tanganyika (actuelle République-Unie de Tanzanie), Mchemba, qui s'opposa, en 1890, à une domination européenne, face au commandant allemand Hermann von Wissman :

J'ai prêté l'oreille à votre message sans trouver de raison de vous obéir ; je préférerais mourir auparavant. (...) Si c'est l'amitié que vous désirez, alors je suis prêt à vous l'offrir, aujourd'hui et toujours ; mais quant à être votre sujet (...), je ne puis m'y résoudre (...). Si c'est la guerre que vous désirez, je suis prêt, mais être votre sujet, jamais ! Je ne me jette pas à vos pieds, car vous êtes une créature de Dieu tout comme moi (...). Je suis Sultan ici sur ma terre. Vous êtes Sultan là-bas sur la vôtre. Pourtant, vous voyez, je ne vous dis pas que vous devez m'obéir, car je sais que vous êtes un homme libre. Quant à moi, je n'irai pas jusqu'à vous, et, si vous êtes suffisamment fort, venez me chercher.<sup>81</sup>

Le roi de l'empire Ashanti, qui exista du XVII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle et occupa le sud de l'actuel Ghana<sup>82</sup>, Prempeh I, face aux demandes de la couronne britannique de se mettre sous son protectorat, déclara, en 1891 :

La proposition selon laquelle le pays ashanti, en l'état actuel des choses, devrait se placer sous la protection de Sa Majesté la Reine, impératrice des Indes, a fait l'objet d'un examen approfondi, mais qu'il me soit permis de dire que nous sommes parvenus à la conclusion suivante : mon royaume, l'Ashanti, n'adhèrera jamais à une telle politique. Le pays ashanti doit cependant continuer à maintenir comme auparavant des liens d'amitié avec tous les Blancs. Ce n'est pas par esprit de vantardise, mais en percevant clairement le sens des mots que j'écris cela (...). La cause des Ashantis progresse et aucun Ashanti n'a la moindre raison de s'inquiéter de l'avenir ni de croire un seul instant que les hostilités ont nui à notre cause.<sup>83</sup>

L'empereur d'Éthiopie Ménélik II réagit également à la présence des puissances européennes en Afrique, notamment aux assauts de l'Italie contre son territoire :

---

<sup>81</sup> Albert Adu Boahen. *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale : 1880-1935*. Volume VII. Paris : Unesco, 1987, p. 71.

<sup>82</sup> Cet empire était réputé pour ses relations étroites avec les Britanniques et les Hollandais, en particulier dans la vente des esclaves.

<sup>83</sup> Albert Adu Boahen. *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale : 1880-1935*. Volume VII. Paris : Unesco, 1987, p. 23.



Je n'ai pas la moindre intention de rester un spectateur indifférent, au cas où il viendrait à l'idée des puissances lointaines de diviser l'Afrique, car l'Éthiopie est depuis quatorze siècles un îlot chrétien dans une mer païenne (...). Des ennemis viennent maintenant s'emparer de notre pays et changer notre religion (...). Nos ennemis ont commencé par s'avancer en creusant leur chemin dans le pays comme des taupes. Avec l'aide de Dieu, je ne leur livrerai pas mon pays (...). Aujourd'hui, que ceux qui sont forts me prêtent leur force et que les faibles m'aident de leurs prières !<sup>84</sup>

Cette lettre, envoyée par l'empereur Ménélik aux Européens en 1891, est très intéressante. En effet, elle retranscrit le cri d'un continent opposé à l'invasion européenne.<sup>85</sup> En 1894, le chef du peuple Nama (actuelle Namibie) Hendrik Wittbooi déclara à l'administrateur allemand Theodor Leutwein : « Le Seigneur a établi divers royaumes sur la terre. C'est pourquoi je crois fermement que je ne commets ni péché ni faute à vouloir rester le chef souverain de la terre et de mes sujets »<sup>86</sup>. Il n'hésita pas à rappeler l'unicité et l'entremêlement des destins des peuples africains dans la lutte pour la souveraineté :

Par la couleur et par le mode de vie, nous faisons partie du même tout et cette Afrique est, d'une manière générale, la terre des "capitaines rouges" (c'est-à-dire des Africains). Le fait que nous formions des royaumes différents et des régions différentes ne traduit qu'une banale subdivision de l'Afrique.<sup>87</sup>

Plus tard, en 1895, le roi Wobogo de l'empire Mosi (actuel Burkina Faso), en réponse à la proposition du capitaine et explorateur français Georges Matthieu Destenave de se placer sous la domination française, rétorqua :

Je sais que les Blancs veulent me tuer afin de prendre mon pays et, cependant, tu prétends qu'ils m'aideront à l'organiser. Moi je trouve que mon pays est très bien comme il est. Je n'ai pas besoin d'eux. Je sais ce qu'il me faut, ce que je veux : j'ai mes propres marchands ; estime-toi heureux que je ne te fasse pas trancher la tête. Pars immédiatement et surtout ne reviens jamais plus ici.<sup>88</sup>

La même année, le souverain Hanga du Mozambique déclara concernant la présence européenne sur le continent noir :

Je vois comment les Blancs pénètrent de plus en plus en Afrique ; de toutes parts, autour de mon pays, les sociétés sont au travail. Il faudra que mon pays aussi adopte ces réformes, et je suis prêt à l'y conduire. J'aimerais aussi voir de bonnes routes et de bonnes voies ferrées. Mais mes ancêtres étaient makombe, et makombe je veux rester.<sup>89</sup>

---

<sup>84</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>85</sup> Alain Gascon. « L'Éthiopie, une puissance africaine ? ». *Politique étrangère*. Vol. hiver. N° 4 (2015) : 115.

<sup>86</sup> Albert Adu Boahen. *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale : 1880-1935*. Volume VII. Paris : Unesco, 1987, p. 49.

<sup>87</sup> *Ibid.*, p. 71.

<sup>88</sup> *Ibid.*, p. 24.

<sup>89</sup> *Ibid.*, p. 71.

Ces exemples démontrent que l'insistance des puissances européennes à vouloir s'ingérer et « aider à la construction des structures étatiques africaines » suscitaient un rejet unanime de la part des peuples africains.

Durant la période des guerres coloniales, les peuples d'Afrique défendaient leur droit à l'existence politique, économique et sociale. Au cours de ces résistances anticoloniales, les pensées nationales africaines se dessinèrent parfaitement. Durant cette période, on assista, en quelque sorte, à l'émergence de deux types de lutte : d'une part, la conquête territoriale dans le cadre de l'expansion européenne sur le continent noir, et, d'autre part, la préservation territoriale pour la protection et la survie des sociétés africaines. En effet, le passage sous une domination étrangère, surtout européenne, pour les peuples africains annonçait la fin de leur existence étatique et civilisationnelle, ce qui était vécu comme une véritable tragédie, en particulier pour les souverains des empires islamiques qui voyaient dans l'établissement de la domination européenne un assujettissement aux « infidèles », autrement dit, une insulte à leur dignité et identité musulmane. Bien sûr, la pensée nationale des États africains n'apparut pas au moment des grandes guerres coloniales. Au contraire, elle avait toujours existé. Dès le moment où des peuples, capables de former des sociétés détribalisées, professent le même système de valeur et les mêmes croyances, se soumettent volontairement à une même autorité reconnue unanimement comme roi ou chef et affirment leur appartenance collective au même territoire géographique, sur lequel ils jouissent d'une liberté suffisante pour prôner et défendre leur droit d'existence, de vie et de libre circulation, face aux pressions extérieures, ils peuvent, dès lors, être considérés comme des nations et leur volonté de défendre leur territoire, née de leur attachement à celui-ci, peut être interprétée comme l'existence d'un sentiment national. Ainsi, les luttes coloniales n'ont fait qu'extérioriser et amplifier l'expression d'une identité nationale, ancrée dans la pensée africaine. Dans l'ouvrage *L'Afrique noire précoloniale* (1960), Cheikh-Anta Diop décrit le nationalisme précolonial africain dans ces termes :

[Ainsi] le nationalisme africain ne pourra jamais verser dans le chauvinisme quant au fond : il consistera, tout au plus, en un développement des valeurs culturelles, morales et matérielles qui font la force des peuples, qui assurent la survie dans le monde actuel, en une libération de la volonté de transformation qui sommeille dans la conscience populaire.<sup>90</sup>

Cette profonde volonté innée dans la conscience populaire africaine de préserver ses valeurs culturelles, morales et matérielles afin d'assurer la survie de leurs sociétés, cette lutte

---

<sup>90</sup> Cheikh-Anta Diop. *L'Afrique noire précoloniale. Étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique noire de l'Antiquité à la formation des États modernes*. Paris : Présence africaine, 1960, p. 97.

acharnée pour la liberté et la souveraineté prédéterminèrent par la suite les relations des Africains avec les colons européens.

Après l'établissement de la domination européenne, les relations entre les colonisés et les colonisateurs étaient loin de cette coopération, association, si exaltée et tant prônée par les Européens. Selon l'historien français Eugène Léonard Guernier, auteur de l'ouvrage *L'Afrique, champ d'expansion de l'Europe* (1933) :

Le colonial français ne considère plus exclusivement l'indigène comme un client, ainsi que le fait l'industriel américain vis-à-vis de ses ouvriers ; le colonial français, sous la poussée et la conduite de ses plus grands maîtres, les Bugeaud, les Gallieni, les Lyautey, et celles de leurs élèves, considère aujourd'hui l'indigène comme un « associé » pour une œuvre commune de redressement physique, moral et social, en même temps que pour une amélioration constante des conditions de sa vie matérielle.<sup>91</sup>

La complexité des relations entre les colonisateurs et les colonisés s'expliquait par deux raisons principales. Premièrement, malgré le fait que la colonisation était appelée à accomplir et réaliser son œuvre hautement civilisatrice en « apportant la paix, la sécurité et la justice » et marquer la transition qui mènera les peuples indigènes de l'état primitif au sommet de l'échelle civilisationnelle, elle était loin de « respecter les traditions, les croyances, les institutions, les monuments et les hommes » des territoires colonisés.<sup>92</sup> Ainsi, dans l'ouvrage *Afrique Noire : l'ère coloniale, 1900-1945* (1982), l'historien africaniste français Jean Suret-Canale donne une description détaillée du système colonial français et définit son talon d'Achille : le facteur humain. Si l'administration coloniale était appelée à collaborer avec les institutions africaines pour les élever au niveau de la Métropole (l'État colonial), sur le terrain, on constatait entre-autre une autre tendance : la destruction massive et radicale des systèmes institutionnels africains :

Sans qu'il y ait eu là une invention délibérée, presque toutes les principautés dont les titulaires avaient conclu des traités avec la France sont disparues ou ne sont plus que des formes vides (...). La lenteur et l'inaptitude des souverains locaux à seconder l'œuvre colonisatrice, interprétées à tort ou à raison comme une marque de mauvais vouloir, ou présentées comme un signe d'infériorité définitive, ont lassé la patience des autorités locales et les ont incitées à briser ces cadres traditionnels qui leur paraissaient plus encombrants qu'utiles, à remplacer aussi dans les fonctions de chefs les représentants des vieilles familles par des petites gens sans prestige et trop souvent sans scrupule. Ainsi était-on parvenu, vers 1909, à couvrir du nom de politique d'association une administration directe dont l'action ne pouvait être que superficielle.<sup>93</sup>

---

<sup>91</sup> Eugène L. Guernier. *L'Afrique, champ d'expansion de l'Europe*. Paris : Armand Colin, 1933, p. 10.

<sup>92</sup> *Ibid.*

<sup>93</sup> Jean Suret-Canale. *Afrique Noire : l'ère coloniale (1900-1945)*. Paris : Les Éditions Sociales, 1982, p. 102.

Ainsi, les institutions africaines représentées par les chefs locaux devinrent aux yeux des colons des cibles à écarter car elles séparaient les administrés des administrateurs. Ils incarnaient les maillons faibles des rouages de l'administration coloniale française qui, sans une intervention directe du colon, provoqueraient la chute de l'édifice colonial, comme le décrit le rapport au Conseil de gouvernement de France, du 20 juin 1910 :

Nous devons détruire toute hégémonie d'une race sur une autre, d'un groupe ethnique sur un autre groupe, combattre l'influence des aristocraties locales, de manière à nous assurer la sympathie des collectivités, supprimer les grands commandements indigènes qui sont presque toujours une barrière dressée entre nous et la masse de nos administrés (...).<sup>94</sup>

Deuxièmement, l'ingérence dans les affaires intérieures des sociétés africaines, la destruction progressive des institutions traditionnelles africaines et les sentiments de liberté et d'indépendance poussaient les peuples d'Afrique à percevoir les colons comme des ennemis. Vu la rareté de sources écrites africaines qui décrivent la réaction des Africains envers les colons, on ne peut l'imaginer qu'à travers les appréciations des Européens. L'administrateur colonial français Gabriel Louis Angoulvant considérait que l'instauration de la présence européenne en Afrique ne pouvait se faire calmement et décrit la réaction des Africains à l'égard des colonisateurs, malgré les promesses de ces derniers, comme vouée, depuis le début, aux conflits, car le colon était là pour administrer, donc limiter les libertés des administrés :

Notre ennemi, c'est notre maître, disait déjà le fabuliste. Et si on ne nous le dit pas en bon français, on le pense et on le murmure dans presque tous les dialectes d'Afrique et même d'ailleurs. [Les Africains] n'en continuent pas moins à nous considérer comme des intrus, estimant, dans leur for intérieur, qu'ils n'étaient point si misérables avant notre venue (...). Nous ne pouvons supposer que l'administrateur aura pour unique mission de plaire. Un moment viendra où il faudra demander (...). Que l'on retrouve sur notre terre une contrée, si petite soit-elle, où l'administration soit aimée, sauf par ceux qui en vivent ? (...) Cette contrée n'existe pas. (...) Nous avons, il est vrai, des postes. Mais les Chefs ne sortaient pas. Ils n'eussent pu le faire qu'à la condition de ne jamais exercer la moindre autorité et de beaucoup donner. En réalité, si notre pénétration était pacifique, c'est que nos agents se bornaient à rester dans leurs résidences ou payaient de cadeaux, en même temps que de leur dignité, le droit de circuler sans prétention. Certes, des explorateurs peuvent, une première fois, passer dans un pays neuf, des commerçants même peuvent le parcourir. C'est qu'ils n'ont, eux, rien à demander (...). Mais le Chef de poste n'est pas placé dans une région, il n'est pas payé seulement pour observer la nature et procéder à des études ethnographiques, botaniques, géologiques ou linguistiques. Il a pour mission d'administrer. [Administrer] c'est en fin de compte, en vue des buts à atteindre dans l'intérêt supérieur de la civilisation, imposer des règlements, limiter les libertés particulières au profit de la liberté de tous, percevoir des taxes.<sup>95</sup>

<sup>94</sup> Jean Suret-Canale. *Afrique Noire : l'ère coloniale (1900-1945)*. Paris : Les Éditions Sociales, 1982, p. 103.

<sup>95</sup> Jean Suret-Canale. *Afrique noire : Occidentale et centrale géographie, civilisations, histoire*. Paris : Les Éditions Sociales, 1961, p. 129.

Jules Harmand, diplomate français, rejoint cette thèse. Dans *Domination et colonisation* (1910), il déclare que la position de conquérant adoptée par les colons blancs ne pouvait qu'engendrer naturellement et maintenir l'hostilité des populations administrées :

Le conquérant ne doit donc se faire aucune illusion. Quelles que soient sa sagesse, son expérience, l'habileté de sa conduite et l'excellence de son gouvernement, il n'inspirera jamais à ceux qu'il prétend ainsi diriger, après les avoir vaincus et soumis, les sentiments d'affection instinctive et de solidarité volontaire qui font une nation.<sup>96</sup>

La politique coloniale des puissances européennes était, comme on peut le constater, vouée à l'échec depuis le commencement. La conscience nationale africaine, n'étant pas née en riposte à l'oppression coloniale, la colonisation est alors faussement perçue comme l'élément activateur et déclencheur de cette conscientisation africaine.

Pendant la période coloniale, les relations entre l'Afrique et le monde occidental se resserrèrent indéniablement. Des jeunes étudiants africains, parfois issus de familles fortunées, étaient envoyés par des missionnaires occidentaux ou l'administration coloniale, vers la fin du XIX<sup>e</sup> et au début du XX<sup>e</sup> siècle, en Europe afin d'accéder aux grandes Universités européennes pour y acquérir le « Graal » du savoir. Plusieurs en revenaient avec des diplômes en médecine et en jurisprudence.<sup>97</sup> La découverte du monde et du savoir occidental contribua incontestablement à la formation des idées panafricaines, car le panafricanisme était l'expression d'un désir de voir une Afrique libre, indépendante du joug colonial, capable d'avancer avec sa propre force. Les chefs africains voyaient dans la politique africaine des puissances européennes un danger pour leurs souverainetés. Ce sentiment commun d'insécurité et les appels à la défense de la cause des souverainetés africaines étaient l'essence de la naissance du panafricanisme. Le panafricanisme tirait ses origines de l'éveil de la conscience nationale des peuples noirs colonisés qui se révéla dans la confrontation à l'hégémonie européenne. Les idées d'indépendance nationale prirent forme dans le cadre du panafricanisme.

### **3. L'absence des États-Unis et de la Russie tsariste dans le partage colonial de l'Afrique**

Les États-Unis et la Russie tsariste prirent part à la Conférence de Berlin de 1885 qui partagea officiellement le continent africain entre les grandes puissances européennes. En 1914, la carte politique de l'Afrique évolua. Malgré l'opposition des tribus colonisées, le continent

---

<sup>96</sup> Jules Harmand. *Domination et colonisation*. Paris : Ernest Flammarion, 1910, pp. 153-154. Voir également Jacques Marseille. « La gauche, la droite et le fait colonial en France. Des années 1880 aux années 1960 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. N° 24 (octobre-décembre 1989) : 21.

<sup>97</sup> Albert Adu Boahen. *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale : 1880-1935*. Volume VII. Paris : Unesco, 1987, p. 49.

entier, à l'exception de l'Éthiopie (Abyssinie) et du Libéria, subit l'expansion massive des empires européens. La carte politique de l'Afrique du début du XX<sup>e</sup> siècle se présentait de la manière suivante<sup>98</sup> :



Sur cette carte nous voyons l'étendue du partage territorial de l'Afrique en 1914. Les possessions françaises étaient en Afrique du Nord (Maroc, Tunisie, Algérie, Mauritanie), en Afrique de l'Ouest (Sénégal, Guinée, Haut Sénégal, Niger, Côte d'Ivoire, Dahomey (actuel Bénin), Territoire militaire du Niger), en Afrique de l'Est (le côté français des Somalis), en Afrique centrale (l'Oubangui-Chari-Tchad, Gabon, Moyen Congo) et Madagascar en Afrique

australe. Les territoires allemands<sup>99</sup> incluaient le Cameroun en Afrique centrale, l'Afrique orientale allemande, le Sud-Ouest africain allemand Ruanda-Urundi et le Togo en Afrique de l'Ouest. L'Empire colonial belge détenait en Afrique centrale le Congo belge. L'Empire britannique était composé de la Sierra Léone<sup>100</sup>, du Zanzibar, la Gambie, la Côte-d'Or (Ghana), le Nigéria, la Somalie, l'Ouganda, l'Afrique orientale britannique (Kenya), le Nyassaland, la Rhodésie du Nord, la Rhodésie du Sud, le Bechuanaland, le Swaziland, le Basutland, les dominations britanniques dans l'Union Sud-Africaine. Les possessions espagnoles étaient en Guinée espagnole (Guinée équatoriale), la colonie de Rio de Oro et le Maroc espagnol. L'Empire colonial portugais détenait la Guinée portugaise, le Cabinda, Saô Tome, l'Angola et le Mozambique. Les possessions italiennes incluaient la Libye, la Somalie italienne,

<sup>98</sup> Carte : « Le partage de l'Afrique en 1914 » issue de l'article de Michel Pierre. « L'affaire Voulet-Chanoine ». *Les Collections de L'Histoire* [en ligne]. N°11 (avril 2001). Disponible sur <<https://www.lhistoire.fr/laffaire-voulet-chanoine>>. Consulté le 14 août 2021.

<sup>99</sup> Après la Première Guerre mondiale, l'Allemagne perd ses colonies qui sont partagées entre la France, la Belgique et la Grande Bretagne.

<sup>100</sup> La Sierra Leone est la première colonie anglaise en Afrique créée en 1787. La capitale Freetown devait devenir la terre des esclaves noirs affranchis d'Angleterre.

l'Érythrée.<sup>101</sup> Il est intéressant de constater l'absence frappante de l'Empire russe et des États-Unis d'Amérique dans le partage du gâteau africain. En effet, le rôle de ces deux puissances en Afrique restait très limité. L'absence de ces deux États dans les enjeux africains de cette époque s'expliquait, tout d'abord, par un manque d'intérêt politique. En effet, ni les États-Unis ni le grand Empire russe ne jugeaient nécessaire de s'impliquer dans les affaires africaines du moment.

### 3.1. Les États-Unis en Afrique : des débuts timides

Dès la proclamation de leur indépendance en 1776, les États-Unis procédèrent à l'établissement de relations commerciales avec l'Afrique. Vers la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle, Washington procéda à l'ouverture de trois représentations consulaires en Afrique du Nord : la Tunisie, en 1795 ; l'Algérie, en 1796, et le Maroc, en 1797.<sup>102</sup> En 1864, les États-Unis ouvrirent un centre consulaire à Monrovia, au Libéria, et plus tard, en 1909, à Addis-Abeba, en Éthiopie (Abyssinie).<sup>103</sup> Malgré l'établissement de quelques représentations consulaires, Washington resta longtemps en dehors du grand échiquier africain. Du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la portée politique américaine en Afrique fut très limitée. Hormis quelques échanges commerciaux, les Administrations américaines qui se succédaient manifestaient un très faible intérêt pour les affaires africaines.<sup>104</sup> Cette indifférence générale, qui fut souvent reprochée à Washington, était causée par deux raisons. Tout d'abord, la politique étrangère américaine du XIX<sup>e</sup> siècle se construisait sous l'emblème de la « doctrine Monroe » qui prônait le principe de la non-intervention dans les affaires européennes, en réponse à la non-ingérence des puissances occidentales dans les Amériques (Nord et Sud). La doctrine Monroe, énoncée en 1823 par le président James Monroe<sup>105</sup>, appelait avant tout à protéger le Nouveau Monde des ingérences européennes et déclarait l'hémisphère américaine libre de toute action colonisatrice :

Dans les discussions auxquelles a donné lieu cette négociation, et lors des arrangements qui l'ont terminée, on a jugé l'occasion favorable pour faire reconnaître comme un

<sup>101</sup> Après la défaite de l'Allemagne dans la Première Guerre mondiale, le territoire du « Ruanda-Urundi » fut octroyé, en 1923, par la Société des Nations (SDN) à la Belgique. En 1925, ces terres furent rattachées au Congo belge. "Ruanda-Urundi. Historical Territory, Africa." *Encyclopædia Britannica* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.britannica.com/place/Ruanda-Urundi>>. Consulté le 18 août 2019.

<sup>102</sup> "A Guide to the United States' History of Recognition, Diplomatic, and Consular Relations, by Country, since 1776." Disponible sur <<https://history.state.gov/countries/morocco>>. Consulté le 15 mai 2017.

<sup>103</sup> *Ibid.*

<sup>104</sup> Elliot P. Skinner. *African Americans and U.S. Policy Toward Africa: 1850-1924*. Washington : Howard University Press, 1992, p. 99.

<sup>105</sup> En son honneur fut nommée la capitale du Libéria, Monrovia. Voir Alban Dignat. « 26 juillet 1847. Le Libéria indépendant ». *Hérodote* [le média de l'histoire en ligne] 7 janvier 2020. Disponible en ligne sur <[https://www.herodote.net/26\\_juillet\\_1847-evenement-18470726.php](https://www.herodote.net/26_juillet_1847-evenement-18470726.php)>. Consulté le 26 juillet 2020.

principe auquel sont liés les droits et intérêts des États-Unis, que les continents américains, d'après l'état de liberté et d'indépendance qu'ils se sont acquis et dans lequel ils se sont maintenus, ne peuvent être considérés pour l'avenir comme étant susceptibles d'être colonisés par aucune puissance européenne. (...). Les citoyens des États-Unis sont animés des sentiments les plus tendres pour la liberté et le bonheur de leurs frères de l'autre côté de l'Atlantique. Nous ne nous sommes jamais mêlés dans les guerres qu'ont entreprises les puissances européennes pour des débats particuliers ; telle est notre politique. Ce n'est que lorsqu'on attaque, ou qu'on menace sérieusement nos droits, que nous nous regardons comme offensés ou que nous nous préparons à nous défendre. (...). Nous devons cependant à notre bonne foi et aux relations amicales qui existent entre les puissances alliées et les États-Unis, de déclarer que nous considérerions toute tentative de leur part pour étendre leur système à quelque partie de cet hémisphère, comme dangereuse pour notre tranquillité et notre sûreté. Quant aux colonies existantes ou dépendances des puissances européennes, nous ne sommes pas intervenus et n'interviendrons pas dans leurs affaires. Mais, quant aux gouvernements qui ont déclaré leur indépendance, qui l'ont maintenue, et dont nous avons reconnu l'indépendance d'après de graves réflexions et des principes de justice, nous ne pourrions voir l'intervention d'un pouvoir européen quelconque dans le but de les opprimer ou de contrarier en aucune manière leur destinée, que comme la manifestation d'une disposition ennemie à l'égard des États-Unis.<sup>106</sup>

Ainsi, afin d'éviter de nouvelles confrontations, les États-Unis d'Amérique appelaient les puissances européennes, dorénavant, à ne plus troubler la souveraineté et les indépendances de leurs anciennes colonies américaines.

D'autre part, la position neutraliste de Washington dans les affaires africaines était causée, dans un premier temps, par la conquête de l'Ouest au XIX<sup>e</sup> siècle et, plus tard, au début du XX<sup>e</sup> siècle, par des campagnes expansionnistes américaines en Amérique latine (Panama, Cuba) et en Asie (Philippines). Ainsi, le continent africain était perçu par Washington comme une affaire européenne, ce qui expliquait l'indifférence apparente des États-Unis. Les exemples suivants du Libéria et de l'Éthiopie démontrent parfaitement le détachement américain envers la question africaine, entre la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle.

Malgré l'abolition de l'esclavage, à la suite de la guerre de Sécession (1861-1865), le 18 décembre 1865, les États-Unis subissaient encore les lourdes séquelles du conflit au moment du partage de l'Afrique. Malgré les appels à l'unité nationale et l'adoption du treizième amendement de la Constitution qui déclarait que « ni esclavage ni servitude involontaire, si ce n'est en punition d'un crime dont le coupable aura été dûment convaincu, n'existeront aux États-Unis ou dans aucun endroit soumis à leur juridiction »<sup>107</sup>, la minorité noire d'Amérique

---

<sup>106</sup> James Monroe. « Message adressé par le président des États-Unis aux deux chambres du congrès, le 2 décembre 1823 ». In : C.-L. Lesur. *Annuaire Historique Universel pour 1823*. Paris : Imprimerie de Rignoux, pp. 756, 761-762.

<sup>107</sup> "Neither slavery nor involuntary servitude, except as a punishment for crime where of the party shall have been duly convicted, shall exist within the United States, or any place subject to their jurisdiction." Voir *The House Joint Resolution proposing the 13th amendment to the Constitution, January 31, 1865*; Enrolled Acts and



subissait toujours les effets néfastes de la ségrégation raciale, en particulier dans le sud du pays. Néanmoins, la communauté noire américaine devint l'élément moteur qui ne cessa, au fil des années, d'attirer l'attention du gouvernement sur la cause africaine. En effet, c'est elle qui alertait, depuis la naissance du Libéria, le gouvernement américain sur les événements en Afrique.<sup>108</sup>

John H. Smyth fut l'un des principaux défenseurs de la cause africaine durant la période du partage du continent. Ambassadeur des États-Unis au Libéria<sup>109</sup>, entre 1878 et 1881, et, entre 1882 et 1885, et l'un des premiers Noirs américains à entrer dans la sphère de la haute fonction publique, il consacra sa carrière de diplomate et d'ambassadeur au dossier libérien. Ce dernier, constatant la passivité politique et l'indifférence de Washington à l'égard des affaires africaines, essaya d'éveiller l'intérêt américain pour le continent par l'intermédiaire du Libéria. John Smyth croyait que l'État américain, après avoir lutté pour son indépendance de la couronne britannique, ne pouvait rester insensible face au destin de ce pays, qui, au même titre que le reste de l'Afrique, subissait les assauts des puissances européennes, en particulier de la France et de la Grande Bretagne. L'ambassadeur américain fut scandalisé d'apprendre que les puissances européennes prévoyaient de rattacher le Libéria libre à leurs empires coloniaux et en informait constamment le département d'État américain : « le gouvernement français désire que le Libéria devienne une dépendance de la France », « L'Angleterre et la France absorberont [le Libéria], s'il n'est pas protégé par les États-Unis ».<sup>110</sup> John Smyth demanda à l'Administration américaine d'apporter un « soutien moral » au gouvernement libérien et reconnaître la légitimité de la souveraineté du Libéria, lui accordant sa protection face aux convoitises des puissances européennes.

Afin de susciter la réaction de Washington, l'ambassadeur américain énonça l'importance économique de l'Afrique et notamment du Libéria pour les États-Unis d'Amérique :

---

Resolutions of Congress, 1789-1999; General Records of the United States Government; Record Group 11; National Archives. Texte disponible en ligne sur <<https://www.law.cornell.edu/constitution/amendmentxiii>>. Consulté le 2 mai 2016.

<sup>108</sup> Elliot P. Skinner. *African Americans and U.S. Policy Toward Africa: 1850-1924*. Washington : Howard University Press, 1992, p. 99.

<sup>109</sup> L'histoire du Libéria commença en 1821, quand l'*American Colonization Society*, fondée en 1817 par le pasteur Robert Finley, acheta des terres à l'embouchure du fleuve Saint-Paul en Afrique de l'Ouest dans l'objectif d'y installer des Noirs libres d'Amérique. En 1847, ce territoire, géré par la société coloniale américaine, proclama son indépendance. Voir Alban Dignat. « 26 juillet 1847. Le Libéria indépendant ». *Hérodote* [le média de l'histoire en ligne] 7 janvier 2020. Disponible en ligne sur <[https://www.herodote.net/26\\_juillet\\_1847-evenement-18470726.php](https://www.herodote.net/26_juillet_1847-evenement-18470726.php)>. Consulté le 26 juillet 2020.

<sup>110</sup> "...the French government desired that Liberia should become a dependency of France", "England and France will absorb it [Liberia], if it is not protected by the United States." Voir Elliot P. Skinner. *African Americans and U.S. Policy Toward Africa: 1850-1924*. Washington: Howard University Press, 1992, p. 99.

J'ai l'honneur de rappeler à nouveau au Département l'importance pour le gouvernement [américain] d'assurer une certaine influence directe en Afrique pour les avantages commerciaux qui peuvent y être obtenus. (...).

[Il] serait vain de se livrer à la pensée que les gouvernements français et anglais sont influencés uniquement par des motifs humanitaires, civilisateurs, lors de l'acquisition des territoires sur ce continent. Derrière toutes ces pensées se cachent l'ouverture et le développement de l'Afrique pour la prospection commerciale des richesses qui ira à ces gouvernements et ces peuples à la suite de tels efforts. (...). [Nous] avons besoin de plus de marchés pour nos produits manufacturés, et le besoin augmente avec chaque nouvelle invention faite, chaque article que nous produisons pour lequel nous ne disposons pas de client dans l'immédiat.<sup>111</sup>

Après de longues années d'échange avec le département d'État américain, les efforts de l'ambassadeur Smyth finirent par aboutir. Le 2 février 1880, le secrétaire d'État des États-Unis, sous l'Administration du président Rutherford B. Hayes, William M. Evarts, énonça l'éventualité de l'instauration des échanges commerciaux avec le Libéria et la protection de cet État d'Afrique contre les assauts des puissances européennes : « Evarts a averti qu'il était 'tout à fait approprié que les grandes puissances sachent que les États-Unis reconnaissent publiquement ces relations [avec le Libéria] et sont prêts à prendre toutes les mesures propres pour les maintenir' ». <sup>112</sup> Néanmoins, malgré cette « victoire », le gouvernement américain ne manifesta pas plus d'intérêt à l'ensemble du continent. Ainsi, des années plus tard, en 1936, lorsqu'éclata la guerre italo-éthiopienne<sup>113</sup>, l'Administration américaine n'apporta également aucune aide à l'empire d'Éthiopie, indiquant que les États-Unis n'étaient pas membre de la Société des Nations (SDN) à qui incombait, dans le cadre de la protection collective, le rôle de défendre ses États membres en cas d'agression étrangère. Washington se contenta de fermer la même année son ambassade à Addis-Abeba.

Le manque d'implication des États-Unis en Afrique à l'ère de la colonisation pourrait également s'expliquer par la faiblesse de l'engagement des Noirs dans une société américaine qui revendiquait toujours la suprématie blanche. En effet, la communauté noire américaine était

---

<sup>111</sup> "I have the honor to again remind the Department of the importance to the government of securing some direct influence in Africa, for the commercial advantages to be hereby obtained. (...).

[It] would be idle to indulge the thought that the English and French governments are influenced by humanitarian, civilizing motives, solely in the acquisition of territory on this continent. Beyond all such thought is the opening up and development of Africa for the prospective commercial wealth that will accrue to these governments and peoples from such effort. (...) [We] need more markets for our manufactured articles, and the need increases with every new invention made, every article for which we have not an immediate customer which we produce." *Ibid.*, p. 98.

<sup>112</sup> *Ibid.*, p. 104. "Evarts warned that it was 'quite suitable that the great powers should know that the United States publicly recognizes these relations, and is prepared to take every proper step to maintain them."

<sup>113</sup> Première guerre italo-éthiopienne pour la colonisation de l'Éthiopie se déroula entre 1885 et 1896 et se couronna par la victoire de l'empire africain sur l'armée italienne dans la bataille d'Adoua. L'Éthiopie était membre de la SDN.

divisée sur la question de la place de l'Afrique dans leur lutte. Deux mouvements opposés virent le jour, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle : les émigrationnistes et les accommodationnistes. Le mouvement émigrationniste afro-américain fut incarné par le Révérend Henry McNeal Turner. Ce dernier fut décrit, dans l'ouvrage *African Americans and U.S. Policy Toward Africa : 1850-1924* (1992), par le professeur Elliot P. Skinner comme un fervent missionnaire nationaliste. Le Révérend Turner voulait construire une sorte d'identité nationale noire commune qui rapprocherait les Noirs d'Amérique et les Africains. Il considérait qu'il était de la responsabilité des afro-descendants d'Amérique d'apporter leur soutien à la défense de la cause africaine et d'envisager un retour en Afrique. Lors de la convention nationale des Afro-descendants d'Amérique, tenue à Cincinnati, en novembre 1893, les partisans des thèses émigrationnistes affirmèrent :

Nous ne parvenons pas à trouver dans une partie des États-Unis, en dehors de l'homme de couleur lui-même, une influence considérable qui encourage le génie africain et le progrès. (...). Les opprimés de tous les âges ont eu recours à la révolution ou l'émigration. (...). Adopter la première serait se condamner à une extermination totale. La dernière peut apporter un soulagement. (...). Nous recommandons aux gens de couleur des États-Unis de tourner leur attention vers la civilisation africaine, comme unique espoir de la race noire en tant que race.<sup>114</sup>

Selon Turner, l'extermination de la race noire en Amérique n'était qu'une simple question de temps. La thèse du retour n'obtint pas le soutien de la grande partie de la communauté noire d'Amérique. En effet, si elle séduisait les intellectuels noirs des États du Sud, les intellectuels du Nord, appartenant à une classe plus aisée, ne partageaient pas cet avis : « Il y avait cependant des voix dissidentes. Le secrétaire du Congrès Frederick P. Noble nota que si 'l'audience de Turner avait été des Noirs du Sud, il aurait pu présenter ce projet ; mais ces Noirs [ceux du Congrès] appartiennent aux meilleures classes (...) et ne montrent aucun signe de conscience raciale' ». <sup>115</sup>

L'un des opposants farouches aux idées émigrationnistes de Turner était le Dr. Booker T. Washington. Ce dernier appelait les Noirs d'Amérique à rester et, en quelque sorte, s'accommoder, s'adapter, aux exigences de la société américaine blanche. Il diminuait l'aspect

---

<sup>114</sup> "We fail to find in any part of the United States, outside the colored man himself, any considerable influence which encourages African genius and progress. (...). The oppressed of all ages have had recourse to revolution or emigration. (...). To adopt the former is to court utter extermination. The latter may bring relief. (...). We recommend the colored people of the United States to turn their attention to the civilization to Africa as the only hope of the Negro race as a race." Voir Y. G. M. Lulat. *United States Relations with South Africa: A Critical Overview from The Colonial Period to The Present*. New York: Peter Lang, 2008, p. 460.

<sup>115</sup> "There were, however, dissenting voices. Secretary to the Congress Frederick P. Noble remarked that had Turner's 'audience been southern negroes, he could have carried his point; but these negroes [at the Congress] belong to the best classes (...) and show no signs of race duty'." Voir Elliot P. Skinner. *African Americans and U.S. Policy Toward Africa: 1850-1924*. Washington: Howard University Press, 1992, p. 153.

des acquis politiques et accentuait la nécessité de l'éducation pour la prise en charge économique de la communauté noire. Les Blancs devaient aider les Noirs à tirer profit des droits octroyés. Les Noirs et les Blancs devaient travailler ensemble, comme les doigts d'une main, pour le progrès commun : « Dans tout ce qui est purement social, nous pouvons être aussi séparés que les doigts, mais un comme la main en tout ce qui est essentiel au progrès mutuel ».<sup>116</sup> Le militant afro-américain W.E.B. Du Bois affirma que cette position, dans le contexte où les inégalités raciales déchiraient encore la société américaine et la communauté noire croulait sous le poids de l'injustice de la suprématie blanche, renforçait l'idée de l'infériorité de l'homme noir : « Mr. Washington [Dr. Booker T.] représente, dans la pensée du Noir, la vieille attitude d'ajustement et de soumission. (...). [Son] programme accepte pratiquement la prétendue infériorité des races ».<sup>117</sup>

Le rejet, dont était victime la communauté noire d'Amérique au sein d'une société, minée par des pensées raciales, annulait sa potentielle influence sur la politique étrangère des États-Unis en Afrique.

### 3.2. La Russie tsariste en Afrique : l'histoire d'une colonisation ratée

La Russie tsariste, comme les États-Unis, était détachée des affaires africaines. L'Afrique, ce continent lointain, fut ignorée dans la politique extérieure de l'Empire russe.

L'histoire et les réalités du continent noir restaient méconnues et floues pour le grand Empire de l'Est. Comme le décrit dans la thèse doctorale *Kolonialnyj razdel Afriki i pozitsija Rossii : vtoraja polovina XIX veka – 1914 god [Le partage colonial de l'Afrique et la position de la Russie, de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à 1914]* Elena Yakovleva, l'image de l'Afrique dans la Russie du XIX<sup>e</sup> siècle se construisait principalement autour de textes bibliques, de récits de missionnaires, commerçants et voyageurs, et de la littérature étrangère. Comme en Europe, l'image de l'Afrique était prédéfinie dans la pensée russe : une contrée lointaine, pittoresque, inexplorée, habitée par des peuples barbares. Même si les élites russes ne soutenaient pas les théories du racisme scientifique, particulièrement répandues en Europe, le visible « retard » des peuples africains était remarqué et souvent mentionné dans les travaux scientifiques des intellectuels russes de l'époque. Ainsi, dans un ouvrage, datant de 1753, *Kratkoe rukovodstvo*

<sup>116</sup> "In all things that are purely social we can be as separate as the fingers, yet one as the hand in all things essential to mutual progress". Voir Booker T. Washington. "The 1895 Atlanta Compromise Speech in Harlan." In Louis R. *The Booker T. Washington Papers*. Volume 3: 1889-95. Urbana: University of Illinois Press, 1974, pp. 583-587.

<sup>117</sup> "Mr. Washington represents in Negro thought the old attitude of adjustment and submission. (...). [His] program practically accepts the alleged inferiority of the Negro races." W.E.B. Du Bois (1903). "Of Mr. Booker T. Washington and Others." In Sherwood Thompson. *Encyclopedia of Diversity and Social Justice*. New York: Rowman & Littlefield Publishers, 2014, p. 24.

*k drevney geografii* [Guide rapide de la géographie antique], l'auteur, Ivan Stafengagen, décrit l'Afrique en ces termes :

S'il en advenait à discourir sur l'Afrique en général, il est, alors, certain qu'elle ne possède aucun des atouts que détiennent l'Europe et l'Asie. Même si ces dernières ne la surpassent pas en or, en argent, en pierres précieuses et autres richesses, toutefois, elle a de telles incapacités, que ses habitants en grande majorité ne peuvent utiliser leurs richesses, comme cela se fait dans d'autres terres.<sup>118</sup>

Néanmoins, ce continent, qui au XIX<sup>e</sup> siècle suscitait tant de convoitises et de litiges, ne pouvait laisser la Russie tsariste totalement indifférente.

Le canal de Suez, inauguré le 17 novembre 1869, apportait une nouvelle dimension dans la lutte des puissances européennes pour la domination mondiale. Il devenait un pont maritime qui reliait l'Occident et l'Orient, permettant, dorénavant, d'éviter de longs et coûteux voyages en mer, en contournant tout le continent africain. Avec l'ouverture du canal de Suez, les appels à la présence en Afrique, surtout dans sa partie orientale, se multiplièrent. Dans l'ouvrage *Poezdka v Abissiniju* (1901) [Un voyage en Abyssinie], l'archimandrite, le Père Iefrem (Mikhail Tsvetaev, ancien médecin), souhaitait une présence russe en Afrique de l'Est, particulièrement en Éthiopie :

Hormis le rapprochement de nos religions, nous pouvons utiliser l'amitié dans des intérêts politiques. Notre Patrie pourrait obtenir une position de force sur les rives de la Mer rouge, là où la Mer noire tombe dans l'océan Indien. Ainsi, nous serions en mesure de retenir l'Angleterre aux frontières de l'Inde et accorder à notre flotte un accès libre aux eaux de l'Extrême Orient.<sup>119</sup>

À en croire l'auteur de ces lignes, les événements qui se produisaient en Afrique (en particulier au Nord-Est du continent) ne devaient nullement laisser la Russie tsariste indifférente, car ils touchaient directement ses intérêts en tant que grande puissance.

La méconnaissance du continent noir n'était pourtant pas l'unique raison qui expliquait l'absence de la Russie en Afrique au moment du partage du continent. En effet, le tsar russe par prudence voulait à tout prix éviter de s'ingérer dans les zones d'influence potentielle de ses

<sup>118</sup> « Ежели вообще о всей Африке рассуждать, то она таких как Европа и Азия не имеет преимуществ. Хотя оные золотом, серебром, драгоценными камнями или другими дорогими вещами её и не превосходят, однако она такие имеет неспособности, что жители по большей части сокровищ своих употреблять не могут, как то чинится в других землях ». Ivan Stafengagen (1753). *Kratkoe rukovodstvo k drevney geografii*. Sankt-Peterburg : Imperatorskaya Akademiya Nauk, 1788, p. 249.

<sup>119</sup> « Рядом с сближением на почве религиозной для нас представилась бы возможность воспользоваться дружбой и в политических интересах. Наше отечество могло бы приобрести сильную позицию на красноморском побережье, у впадения Чёрного моря в Индийский океан. И тогда мы оказались бы в силах в случае надобности задержать Англию на границах Индии и обеспечить нашему флоту свободное прохождение в воды Дальнего Востока ». Voir Yefrem (Tsvetaev). « Poezdka v Abissiniyu ». In Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossia i Juzhnaja Afrika : tri veka svjazej*. Moskva : Gosudarstvennij Universitet Vyschej Shkoly Ekonomiki, 2010, pp. 89-90.

voisins européens afin de ne pas provoquer des incidents diplomatiques. D'autre part, la Russie manquait d'expérience en matière de grande conquête militaire en territoire d'outre-mer, contrairement à la France ou l'Empire britannique, ce qui pouvait notamment expliquer ce manque d'intérêt politique pour une éventuelle présence en Afrique.

Dans les affaires africaines de l'époque coloniale, la Russie tsariste se voulait discrète et ne se précipitait pas à s'engager en terre africaine, malgré les incitations de certains chefs religieux orthodoxes qui rêvaient d'étendre l'influence russe en Afrique de l'Est pour rattacher les églises orthodoxes d'Égypte et d'Éthiopie au patriarcat de Moscou. Une brève tentative d'expansion fut tout de même entreprise en Éthiopie, entre 1885 et 1886, par un cosaque russe, Nicolaï Achinoff. Cet aventurier aux rêves ambitieux voulait recréer en terre éthiopienne une cosaquerie, dont lui seul serait l'ataman et qui porterait le nom de *Novaya Moskva* (Le Nouveau Moscou). Cette tentative d'établissement d'une colonie russe en terre noire fut un terrible échec. La présence d'un groupement de Russes suscita l'inquiétude et le mécontentement des puissances colonisatrices présentes dans la région (la France, la Grande Bretagne et l'Italie). Cette inquiétude se retranscrivait dans les dépêches diplomatiques qu'échangeaient avec leurs gouvernements les ambassadeurs européens basés en Russie. Dans une lettre, envoyée par l'ambassadeur d'Allemagne en Russie, Hans Lothar von Schweinitz, au chancelier Otto von Bismarck, le 2 février 1886, il était écrit :

En parlant des relations russo-éthiopiennes, il serait plus approprié de citer l'article d'un journaliste éthiopien, publié dans le journal italien *Rassegna*, dans lequel il est dit: « Il y a quelques jours de cela, le gouverneur d'Éthiopie, l'empereur Yohannes, reçu une lettre du patriarche copte d'Alexandrie, dans la juridiction religieuse duquel se trouve l'Éthiopie, dans laquelle il est rapporté que l'empereur de Russie a attribué au dit patriarche la Grande croix de l'ordre russe, tout en assurant que l'église orthodoxe russe ne renoncera jamais à apporter son soutien matériel et moral aux églises africaines qui lui sont proches dans la foi, c'est-à-dire l'église copte et éthiopienne, dans l'espoir de contribuer à la poursuite de leur prospérité. (...) Il y a des rumeurs qui affirment que bientôt une délégation en provenance de Russie visitera l'Éthiopie, elle transmettra le message du Tsar et de riches présents au *Négus*, roi d'Éthiopie Yohannes ».

L'ambassadeur poursuit :

On suppose que dans un avenir proche, (...), Nicolaï Ivanovitch [Achinoff] obtiendra une audience auprès de l'empereur Yohannes. Il ne semble pas que cette expédition se soit faite spontanément (...). Nous le répétons que le goût pour l'aventure n'est sûrement pas la seule raison qui a inspiré Nicolaï Ivanovitch et « ses acolytes » à chercher à rencontrer l'empereur d'Éthiopie. Il est impossible d'y croire, si nous prenons au sérieux les informations qui parviennent des journaux italiens à Massaoua qui affirment que l'expédition des cosaques comprend des officiers de l'armée régulière, bien que la presse

russe essaie de donner l'impression que tout cela n'est rien d'autre que l'action d'un petit groupe de patriotes russes et éthiopiens.<sup>120</sup>

Afin d'éviter de nouvelles tensions diplomatiques avec son allié français, la Russie tsariste rejeta toute implication directe dans l'expédition d'Achinoff et en fit l'unique affaire de ce dernier. Aux questionnements de la France sur les principales raisons et les motivations de cette présence russe dans la zone, les autorités tsaristes assuraient leur non-implication et affirmait qu'Achinoff agissait de son propre chef et n'était pas soutenu par le gouvernement.<sup>121</sup> Le désengagement des autorités russes envers Achinoff eut des conséquences tragiques pour l'expédition éthiopienne. Le 5 février 1889, les effectifs armés français, sous l'ordre du gouverneur Léonce Lagarde, bombardèrent la colonie d'Achinoff à Sagallo, faisant onze morts et plus d'une dizaine de blessés.<sup>122</sup> Pour ne pas détériorer ses relations avec la France, la Russie étouffa l'affaire, rendant Achinoff responsable de la crise de Sagallo :

Le gouvernement impérial considère qu'il n'y a aucune raison de tenir les autorités françaises du territoire d'Obock responsables des bombardements de Sagallo et que la responsabilité doit être entièrement imputée à Nicolaï Achinoff, qui a décidé de violer le calme sur un territoire subordonné à un pouvoir qui entretient des relations amicales avec la Russie.<sup>123</sup>

L'expédition abyssinienne de l'ataman Achinoff tomba vite dans les oubliettes, tandis que lui termina sa vie en exil dans un village russe. En mars 1896, suite à la première guerre italo-éthiopienne, la Russie envoya en Éthiopie sa première mission humanitaire. La même

---

<sup>120</sup> « Говоря о русско-эфиопских отношениях, целесообразно привести статью эфиопского корреспондента, опубликованную в итальянской газете 'Рассенья', в которой говорится: 'Несколько дней назад правитель Эфиопии император Иоханныс получил письмо от коптского патриарха в Александрии, в религиозной юрисдикции которого находится Эфиопия, в котором сообщается, что российский император наградил упомянутого патриарха Большим крестом русского ордена, в то же самое время заверив его, что русская православная церковь никогда не откажется от оказания материальной и моральной поддержки близким ей по духу африканским церквям, а именно коптской и эфиопской, в надежде способствовать их дальнейшему процветанию. (...) Ходят слухи, что в ближайшее время Эфиопию посетит делегация из России, которая доставит послание царя и богатые подарки негусу Иоханнысу' ». « Предполагается, что в скором будущем, (...) Николай Иванович получит аудиенцию у императора Иоханныса. Не похоже на то, что эта экспедиция была предпринята спонтанно, (...) Мы повторяем, что вряд ли страсть к приключениям можно читать единственной причиной, побудившей Николая Ивановича - его товарищей искать встречи с императором Эфиопии. Этому невозможно поверить, если серьезно отнестись к материалам, полученным итальянскими газетами из Массауа, в которых утверждается, что в состав казачьей экспедиции входят офицеры регулярной армии, хотя русская пресса и пытается создать впечатление, что все это не что иное, как деятельность небольшой группы патриотов России и Эфиопии. (...) ». In : Apollon Davidson, R. Viatkina, G. Tsyapkine. *Rossija i Afrika. Dokumenty i materialy XVIII vek – 1960 god*. Tom I. Moskva: Rossijskaja Akademia Nauk, 1999, pp. 58-59.

<sup>121</sup> Nikolaj Nikolaev. *Russkaya Afrika. [L'Afrique russe]*. Moskva : Vetche, 2009, p. 294.

<sup>122</sup> *Ibid.*, pp. 292-293.

<sup>123</sup> « Императорское правительство полагает, что не представляется основания возлагать на французские власти в Обоке ответственность за происшедшее в Сагалло кровопролитие и что ответственность за это должна всецело пасть на Николая Ашинова, решившего нарушить спокойствие в пределах территории, подведомственной державе, находящейся в дружественных отношениях с Россией ». *Ibid.*, p. 294.

année, en juillet, le premier hôpital russe en Afrique noire fut inauguré à Addis-Abeba.<sup>124</sup> En février 1898, une délégation diplomatique russe se rendit à Addis-Abeba pour y établir la première ambassade russe en Afrique subsaharienne.<sup>125</sup> Après l'Éthiopie, le gouvernement tsariste, sous le dernier empereur russe Nicolas II, tenta d'établir des relations diplomatiques avec les jeunes républiques boers.<sup>126</sup> Toutefois, ce projet fut très vite abandonné à cause des chamboulements politiques, dont fut victime le grand Empire de l'Est : la Première Guerre mondiale et la révolution bolchévique.

Contrairement aux empires occidentaux qui se lancèrent dans une lutte acharnée pour le partage du continent noir, dans le but d'étendre leurs sphères d'influence, la Russie tsariste ne voulait pas s'engager politiquement dans les problèmes africains, car elle-même était déjà impliquée dans des vastes campagnes d'expansion en Asie centrale pour élargir ses frontières sud. Ainsi, comme ce fut le cas avec la communauté noire-américaine, qui essayait tant bien que mal d'attirer l'attention de Washington sur la question coloniale en Afrique, en Russie, les actions en faveur du continent furent souvent entreprises à titre privé. Préoccupée par ses affaires intérieures, la Russie tsariste privilégiait les enjeux internationaux qui la concernait. L'Afrique restait pour elle, comme pour les États-Unis, l'affaire des puissances européennes.

La révolution bolchévique ramena la question coloniale africaine au cœur des rivalités européennes, suscitant en Afrique une nouvelle lutte pour l'influence idéologique. L'Afrique n'était plus la sphère de partage exclusive des grandes puissances européennes, mais devenait une terre de lutte internationale pour l'avenir du capitalisme impérialiste et du prolétariat.

---

<sup>124</sup> Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossia i Juzhnaja Afrika : tri veka svjazej*. Moskva : Gosudarstvennij Universitet Vyshej Shkoly Ekonomiki, 2010, p. 90.

<sup>125</sup> *Ibid.*, p. 91.

<sup>126</sup> Nikolay Nikolaev. *Russkaya Afrika. [L'Afrique russe]*. Moskva : Vetche, 2009, p. 307.



## Chapitre II — La colonisation, le panafricanisme et la Révolution d'Octobre

### 1. L'Union soviétique dans le débat colonial

Dans l'ouvrage *La décolonisation de 1919 à nos jours* (1996), Henri Grimal revient sur l'idée de l'inexistence d'une idée nationale propre chez les peuples colonisés et souligne le fait que les prédicateurs de la colonisation considéraient, jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, que « l'idée nationale était étrangère aux concepts des populations colonisées, passées directement du stade tribal à la domination européenne, tandis que les peuples qui avaient connu, avant leur soumission, une organisation étatique, n'aspiraient pas à retrouver l'indépendance ».<sup>127</sup> À ce titre, l'auteur cite le Haut-Commissaire britannique en Égypte George Lloyd qui affirmait, en 1929, que ce que désiraient les peuples colonisés n'était pas l'indépendance, mais une bonne administration qui seule pouvait leur permettre de vivre mieux :

La bonne administration est leur seul désir et leur seul intérêt ; et c'est parce que nous avons permis que l'administration soit compliquée par des problèmes politiques, que nous avons accumulé sur les épaules de tous ceux qui la dirigent des troubles graves. Dans ces pays le problème réel est d'ordre administratif, et nous avons préféré le considérer comme politique. En fait des changements politiques n'auraient pas sur les mécontentements de plus heureux effets que d'envoyer un homme dans la lune (...).<sup>128</sup>

L'homme d'État français Albert Sarraut écrivait en 1931 :

Tous ceux de nos protégés dont la sagesse est faite de l'expérience du passé et de l'observation attentive du présent, ont peur de l'indépendance. Cette idée, loin de les séduire, les effraie (...). L'Indochine, où l'éducation d'une très ancienne culture, l'existence séculaire de cadres sociaux et administratifs, la survivance d'une civilisation morale qui eut ses heures de grande noblesse et d'éclat, sembleraient favoriser mieux qu'ailleurs l'hypothèse d'éviction de la tutelle européenne, est peut-être le pays où l'énoncé de l'indépendance apparaît à l'élite indigène comme une pure absurdité, ou mieux encore, un non-sens.<sup>129</sup>

Si les gouvernements coloniaux persistaient à nier l'aspiration des peuples colonisés d'Afrique à se dégager de la tutelle européenne, l'hypothèse des indépendances prit forme dans les moments les plus cruciaux de l'époque coloniale. En effet, la colonisation fut créatrice de nouveaux mouvements et engendra de nouvelles aspirations et revendications. Dans l'ouvrage

---

<sup>127</sup> Henri Grimal. *La décolonisation de 1919 à nos jours*. Bruxelles : Editions Complexe, 1996, p. 29.

<sup>128</sup> *Ibid.*

<sup>129</sup> *Ibid.*

*La décolonisation de 1919 à nos jours*, Henri Grimal présente la colonisation comme un phénomène à la fois destructeur et créateur :

L'infiltration lente et limitée des siècles précédents fondée sur des échanges commerciaux, avait eu des effets certains sur les sociétés indigènes, mais qui n'était en rien comparables à l'influence que devait avoir l'occupation permanente née de la colonisation. (...) Les effets politiques, économiques et moraux de cette « collision » entre l'occidentalisme et les civilisations extra-européennes ont été souvent décrits. On notera simplement que destructeurs et créateurs à la fois, ces effets ont condamné à disparaître des sociétés traditionnelles et stimulé le développement de nouvelles conditions de vie.<sup>130</sup>

Le partage de l'Afrique, la délimitation des frontières, l'assimilation et les campagnes de pacification détruisaient, d'une part, les anciennes structures et recréaient une nouvelle base pour l'établissement d'un nouveau monde. Le juriste français Alexandre Mériqnac décrivait, en 1912, le processus de colonisation dans les termes suivants :

Coloniser, c'est se mettre en rapport avec des pays neufs pour profiter des ressources de toute nature de ces pays, les mettre en valeur dans l'intérêt national, et en même temps apporter aux peuplades primitives qui en sont privées les ouvrages de la culture intellectuelle, sociale, scientifique, morale, artistique, littéraire, commerciale et industrielle, apanage des races supérieures. La colonisation est donc un établissement fondé en pays neuf par une race à civilisation avancée, pour réaliser le double but que nous venons d'indiquer.<sup>131</sup>

Si, toutefois, la colonisation européenne du continent noir reste de nos jours un phénomène extrêmement critiqué, il faut admettre qu'un siècle de présence européenne en Afrique contribua indéniablement au rapprochement des deux civilisations. En vain, la colonisation essayait d'éteindre les feux de la rébellion. En détruisant un ancien système, elle contribua à son insu à la création d'une nouvelle société africaine, une société, qui souvent méprisée, sut retourner les avantages culturels, intellectuels, sociaux, scientifiques, moraux, artistiques et littéraires, apportés par l'édifice colonial, contre son créateur. En façonnant de nouvelles sociétés, la colonisation mit elle-même entre les mains du colonisé les armes qui servirent à la détruire. Si l'Afrique était colonisable par sa nature et que la colonisation était donc un processus naturel, la décolonisation devait être alors le stade final de l'évolution de ce processus. Dans l'ouvrage *La décolonisation de 1919 à nos jours*, Henri Grimal mentionne la loi « biologique de Turgot » : « De même que le fruit se détache de l'arbre lorsqu'il a atteint sa maturité, de même les colonies arrivées à un certain stade de développement et peuplées de citoyens conscients de leurs droits, demandent à s'émanciper de l'autorité de la mère-patrie ».<sup>132</sup>

<sup>130</sup> Henri Grimal. *La décolonisation de 1919 à nos jours*. Bruxelles : Editions Complexe, 1996, p. 40.

<sup>131</sup> *Ibid.*, p. 6.

<sup>132</sup> *Ibid.*

Ainsi, en suivant cette théorie, il en résulte que la colonisation européenne était un processus qui devait s'essouffler et était donc condamné à disparaître.

### 1.1. La guerre « rouge » contre l'impérialisme

Si le XIX<sup>e</sup> siècle fut l'âge d'or de la civilisation européenne, le XX<sup>e</sup> mit fin à la grande conquête de l'Afrique et marqua le début d'une période trouble dans l'histoire de l'Europe. Selon la loi « biologique de Turgot », la colonisation était naturellement prédestinée à disparaître. Pourtant, les colons impérialistes refusaient d'appliquer cette règle aux colonies noires d'Afrique, considérant l'indépendance comme l'apanage des races civilisées. Dans *La décolonisation*, Henri Grimal décrit le regard des colonisateurs européens porté sur l'idée d'une éventuelle émancipation des colonies africaines :

À la vérité jusqu'à la seconde guerre mondiale, les Européens dans leur majorité ne considéraient pas l'avenir des colonies, mais le présent. Ils étaient encore animés par la « joie des conquêtes » de l'expansionnisme, par le sentiment de supériorité que leur donnait le prestige de leur civilisation et de leur développement économique. La colonisation était un élément indispensable à la prospérité de l'Europe (...).<sup>133</sup>

Ainsi, les colonies constituaient la gloire des empires européens et ne pouvaient donc être perçues en dehors de l'Empire.

La Première Guerre mondiale qui débuta en 1914 attira dans ses filets presque toute l'Europe et avec elle ses colonies. Au même moment, un nouvel événement qui éclata dans l'Empire russe risquait non seulement de changer le cours de l'histoire de cette grande guerre, mais posa aussi les fondements d'une nouvelle guerre idéologique qui était considérée par ses instigateurs comme un mouvement d'émancipation pour tous les peuples opprimés du monde contre le joug impérial et capitaliste. Le XX<sup>e</sup> siècle et ses troubles firent trembler le fondement de l'édifice colonial.

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, apparurent les premiers symptômes qui annoncèrent le futur effondrement de l'impérialisme européen. Le 25 octobre 1917, le gouvernement tsariste en Russie fut renversé par l'armée bolchévique. La particularité de la révolution d'Octobre consistait dans le fait qu'elle annonçait non seulement la victoire de la paysannerie et des classes ouvrières sur la bourgeoisie et le tsarisme, en rendant le pouvoir au peuple, mais devint le premier mouvement mondial qui combattait ouvertement les oppresseurs, les capitalistes impérialistes, pour la liberté de tous les opprimés. La révolution d'Octobre et la naissance d'un nouvel État prolétarien socialiste sur les ruines de l'Empire tsariste russe, en période de guerre

---

<sup>133</sup> Henri Grimal. *La décolonisation de 1919 à nos jours*. Bruxelles : Editions Complexe, 1996, p. 6.

mondiale, défiaient le monde capitaliste et le système bourgeois. Dans *Le Rapport sur les tâches qui incombent au pouvoir des Soviets*, présenté au cours de la séance du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd du 25 octobre (7 novembre) 1917, Vladimir Lénine, le père de la révolution russe, exprimait sa joie sincère face à la victoire du peuple russe sur la bourgeoisie et appelait à détrôner définitivement le diktat du capitalisme mondial :

Camarades, la révolution des ouvriers et des paysans, dont les bolchéviques n'ont cessé de montrer la nécessité, s'est réalisée.

Que signifie cette révolution ouvrière et paysanne ? Avant tout, le sens de cette révolution, c'est que nous aurons un gouvernement des Soviets, notre pouvoir à nous, sans la moindre participation de la bourgeoisie. Les masses opprimées créeront elles-mêmes le pouvoir.

(...).

Une des tâches à notre ordre du jour est la nécessité de mettre immédiatement fin à la guerre [Première Guerre mondiale]. Mais pour mettre fin à cette guerre, étroitement liée au régime capitaliste existant, il est clair pour tous qu'il faut vaincre le capital lui-même. Ce qui va nous aider dans cette lutte, c'est le mouvement prolétaire mondial qui commence déjà à se développer en Italie, en Angleterre et en Allemagne.<sup>134</sup>

La révolution d'Octobre devait être les prémices d'une révolution mondiale, appelée à soulever les peuples opprimés contre les oppresseurs pour la destruction de l'ancien ordre sous l'égide du capitalisme et annoncer la naissance d'une nouvelle société, sans classe, égalitaire et libre. Iakov Sverdlov, révolutionnaire bolchévique et homme politique russe, déclara, lors de la tenue de l'Assemblée constituante russe, le 5 janvier 1918 :

La révolution d'Octobre a allumé le feu de la révolution socialiste non seulement en Russie. Nous ne doutons pas que les étincelles de notre feu atteindront le monde entier et le jour est proche quand les masses ouvrières de tous les pays se lèveront contre leurs exploiters.<sup>135</sup>

La dimension internationale de la révolution russe avait également été décrite dans l'article « Le caractère international de la Révolution d'Octobre » de Joseph Staline, paru dans le N°255 de la *Pravda* (1927) :

---

<sup>134</sup> « Товарищи ! Рабочая и крестьянская революция, о необходимости которой все время говорили большевики, совершилась. Какое значение имеет эта рабочая и крестьянская революция ? Прежде всего, значение этого переворота состоит в том, что у нас будет Советское правительство, наш собственный орган власти, без какого бы то ни было участия буржуазии. Угнетенные массы сами создадут власть. (...) Одной из очередных задач наших является необходимость немедленно закончить войну. Но для того, чтобы кончить эту войну, тесно связанную с нынешним капиталистическим строем, - ясно всем, что для этого необходимо побороть самый капитал. В этом деле нам поможет то всемирное рабочее движение, которое уже начинает развиваться в Италии, Англии и Германии ». Vladimir Lenin. « Доклад о задачах власти советов, 25 октябрия (7 ноябрия) 1917 года ». In : *Dokumenti po istorii grazhdanskoj vojny v SSSR*. Tom I. Moskva : Politizdat, 1941, pp. 10-11. En français : Vladimir Lénine. « Rapport sur les tâches qui incombent au pouvoir des Soviets. Séance du Soviet des députés ouvriers et soldats de Pétrograd du 25 octobre (7 novembre) 1917 ». In : *Œuvres*. Volume 26. Paris-Moscou : Éditions sociales, 1941, p. 245.

<sup>135</sup> « Октябрьская революция зажгла пожар социалистической революции не только в России, но и во всех странах. Мы не сомневаемся, что искры нашего пожара разлетятся по всему миру, и недалек тот день, когда трудящиеся классы всех стран восстанут против своих эксплуататоров (...) ». *Ibid.*, p. 66.

On ne saurait considérer la Révolution d’Octobre uniquement comme une révolution « dans le cadre national ».

Elle est avant tout une révolution d’ordre international, mondial, car elle marque dans l’histoire universelle un tournant radical, opéré par l’humanité, du vieux monde, capitaliste, vers le monde nouveau, socialiste.

Autrefois les révolutions se terminaient d’habitude par la substitution, au gouvernail de l’État, d’un groupe d’exploiteurs à un autre groupe d’exploiteurs.

Les exploiters changeaient, l’exploitation demeurait.

(...)

La Révolution d’Octobre se distingue de ces révolutions dans son principe. Elle se propose non de remplacer une forme d’exploitation par une autre forme d’exploitation, un groupe d’exploiteurs par un autre groupe d’exploiteurs, mais de supprimer toute exploitation de l’homme par l’homme, de supprimer tous les groupes d’exploiteurs, quels qu’ils soient, d’instaurer la dictature du prolétariat, d’instaurer le pouvoir de la classe la plus révolutionnaire parmi toutes les classes opprimées qui ont existé jusqu’à ce jour, d’organiser une société nouvelle, la société socialiste sans classes.<sup>136</sup>

Ainsi, selon Joseph Staline, la révolution bolchévique était autant russe qu’internationale.

L’effondrement de l’Empire russe ne se résumait pas seulement à un coup d’État qui s’accompagnait par le remplacement d’un pouvoir exploiteur par un autre, mais devait mettre fin à un ancien système d’exploitation et établir un nouvel ordre.

La naissance d’un nouvel ordre, la construction d’une société sans classes, comme n’importe quelle naissance, ne pouvait paraître sans douleur. La chute du système d’exploitation n’était possible qu’au prix d’une guerre. Dans une lettre écrite en août 1918, « Tovarishi-rabochie ! Idem v poslednij, reshitel’nyj boy ! - avgust 1918 » [« Camarades-ouvriers ! Allons au dernier combat décisif ! – août 1918 »], Vladimir Lénine appelait le prolétariat soviétique à se lever contre l’ennemi capitaliste (la bourgeoisie russe et les empires occidentaux) qui menaçaient la souveraineté et l’intégrité territoriale du nouvel État soviétique :

---

<sup>136</sup> « Октябрьскую революцию нельзя считать только революцией “в национальных рамках”. Она есть, прежде всего, революция интернационального, мирового порядка, ибо она означает коренной поворот во всемирной истории человечества от старого, капиталистического мира к новому, социалистическому миру.

Революции в прошлом оканчивались обычно сменой у кормила правления одной группы эксплуататоров другой группой эксплуататоров. Эксплуататоры менялись, эксплуатация оставалась. (...).

Октябрьская революция отличается от этих революций принципиально. Она ставит своей целью не замену одной формы эксплуатации другой формой эксплуатации, одной группы эксплуататоров другой группой эксплуататоров, а уничтожение всякой эксплуатации человека человеком, уничтожение всех и всяких эксплуататорских групп, установление диктатуры пролетариата, установление власти самого революционного класса из всех существовавших до сих пор угнетенных классов, организацию нового бесклассового социалистического общества ». Joseph Stalin. « Mezhdunarodnij kharakter oktyabr’skoj revolyutsii, 6-7 noyabrya 1927 ». In : *Dokumenti po istorii grazhdanskoj voyni v SSSR*. Tom I. Moskva : Politizdat, 1941, p. 12. Version française : Joseph Staline. « Le caractère international de la Révolution d’Octobre – 1927 ». *Centre MLM* [Centre Marxiste-Léniniste-Maoïste] date de publication inconnue. Disponible sur <<http://www.centremlm.be/J-Staline-Le-caractere-international-de-la-Revolution-d-Octobre-%E2%88%92-1927>>. Consulté le 19 mars 2020.

La république soviétique est entourée d'ennemis, mais elle vaincra ses ennemis extérieurs et intérieurs. Nous voyons déjà le soulèvement parmi les masses ouvrières qui nous apportera la victoire. Nous voyons déjà comment se multiplient les étincelles et les explosions de l'incendie révolutionnaire en Europe de l'Ouest qui nous donne de l'assurance dans la victoire proche de la révolution prolétarienne mondiale.

L'ennemi extérieur de la république soviétique socialiste russe à l'heure actuelle est l'impérialisme franco-anglais et nippon-américain. Cet ennemi marche aujourd'hui contre la Russie, il pille nos terres, il occupe Arkhangelsk (...). Cet ennemi a soudoyé les généraux et les officiers du corps tchécoslovaque. Cet ennemi marche contre la Russie qui est en paix avec autant de cruauté et de pillage que l'ont fait les Allemands en février, avec la seule différence que les anglo-japonais veulent non seulement occuper et dépouiller le sol russe, mais aussi renverser le gouvernement soviétique pour la reconstitution du front, c'est-à-dire entraîner la Russie de nouveau dans la guerre impériale de l'Angleterre avec l'Allemagne.<sup>137</sup>

Depuis l'apparition d'une république démocratique soviétique sur les ruines de l'Empire russe, le nouvel État se retrouva en plein milieu d'une guerre mondiale. Dans la Première Guerre mondiale, la Russie tsariste s'était engagée à se battre auprès des grandes puissances occidentales, telles que la Grande Bretagne, la France, les États-Unis, contre l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois et l'Empire ottoman. Sa disparition subite ne pouvait donc passer inaperçue. La révolution russe signifiait, d'une part, la perte d'un important allié pour l'Entente et, d'autre part, était perçue comme une menace pour le monde capitaliste.

À la suite de la révolution bolchévique, des vagues de protestation envahirent l'Europe capitaliste, la plongeant dans une fièvre de révoltes. En France, comme dans d'autres pays européens, fragilisée par la guerre, l'armée française est sujette à des mutineries. La veille de la révolution d'Octobre en Russie, des soldats français, épuisés par de longues batailles et la dureté de leurs officiers en chef qui pour des raisons de discipline fusillaient, souvent sans raison apparente, des soldats jugés rebelles, aspiraient de plus en plus à la fin de cette guerre et célébraient le soulèvement soviétique de février 1917. Dans l'article « Vosstania vo frantsuzskoy armii v 1917 godu » (1940) [« Les révoltes dans l'armée française en 1917

---

<sup>137</sup> « Советская республика окружена врагами. Но она победит и внешних и внутренних врагов. Виден уже подъем среди рабочей массы, обеспечивающий победу. Видно уже, как участились искры и взрывы революционного пожара в Западной Европе, дающие нам уверенность в недалекой победе международной рабочей революции. Внешний враг российской советской социалистической республики, это—в данный момент англо-французский и японо-американский империализм. Этот враг наступает на Россию сейчас, он грабит наши земли, он захватил Архангельск и от Владивостока продвинулся (...) до Никольска Уссурийского. Этот враг подкупил генералов и офицеров чехо-словацкого корпуса. Этот враг наступает на мирную Россию так же зверски и грабительски, как наступали германцы в феврале, с тем однако отличием, что англо- японцам нужен не только захват и грабеж русской земли, но и свержение Советской власти для 'восстановления фронта', т. е. для вовлечения России опять в империалистскую (проще говоря : разбойничью) войну Англии с Германией ». Vladimir Lenin. « Tovarishi-rabochie ! Idem v poslednij, reshitel'nyy boy ! - avgust 1918 ». [« Camarade-ouvriers ! Allons au dernier combat décisif ! », août 1918)]. In : *Dokumenti po istorii grazhdanskoy voyni v SSSR*. Tom I. Moskva : Politizdat, 1941, p. 179.

l'auteur, Fiodr Kapeliush, relate le témoignage du président français Raymond Poincaré sur l'atmosphère qui régnait dans les troupes françaises à l'été 1917 :

Le 30 mai : Le Général Franchet d'Esperey fait parvenir au commandant en chef qu'à la suite d'un complot les soldats de deux régiments, le 36<sup>e</sup> et le 129<sup>e</sup>, ont décidé de « monter sur Paris ». Des mesures pour les disperser ont été prises. On confirme qu'à Dormans des soldats criaient : « À bas la guerre ! », « Vive la révolution russe ! ». On distribue dans les gares des pamphlets pacifistes. Cela ne donne pas l'impression d'être un mouvement ordonné. Toutefois, aujourd'hui, la mauvaise graine pousse mieux que la bonne.<sup>138</sup>

Entre 1918 et 1923, ces soulèvements touchèrent des pays d'Europe et d'Asie : l'Allemagne, l'Empire austro-hongrois, la Finlande, l'Empire ottoman et la Mongolie. En 1919, le militant syndicaliste socialiste américain Eugene Victor Debs, face aux révoltes ouvrières, enthousiasmé par la victoire bolchévique, écrivit un essai ("The Day of the People Has Arrived"), célébrant l'exploit de la Russie soviétique :

Le règne du capitalisme et du militarisme a fait de tous les peuples un élément inflammable. Ils sont mûrs et prêts pour le changement, le grand changement qui signifie la montée et le triomphe des ouvriers, la fin de l'exploitation, de la guerre et du pillage, et l'émancipation de la race humaine. Laissez-le venir ! Contribuons tous à sa venue et ouvrons la voie en organisant les ouvriers industriellement et politiquement pour conquérir le capitalisme et inaugurer le jour du peuple.<sup>139</sup>

---

<sup>138</sup> « 30 мая : Генерал Франте д'Эспере доносит главнокомандующему, что в последний момент в результате тайного сговора между солдатами два пехотных полка — 36-й и 129-й — решили « пойти на Париж ». Приняты меры, чтобы их разогнать. Подтверждается, что в Дорман солдаты кричали : 'Долой войну !', 'Да здравствует русская революция !'. На вокзалах раздаются пацифистские брошюры. Все это никак не производит впечатления стихийного движения. Однако в настоящий момент дурное семя произрастает лучше, чем хорошее ». Voir Fiodr D. Kapeliush. « Vosstania vo frantsuzskoy armii v 1917 godu ». [« Les révoltes dans l'armée française en 1917 »]. *Voенно-istoricheskij zhurnal*. N°3 (1940) : 2.

Louis Félix Marie François Franchet d'Esperey était un militaire français élevé au grade de maréchal de France en 1921.

Dans ce texte, il est question des mutineries de l'été 1917 au sein de l'armée française, au cours de la Première Guerre mondiale.

Témoignage du général Franchet D'Esperey au député Henri Gallichet au sujet des mutineries de l'été 1917 : « un véritable complot organisé qui tend à dissoudre toute discipline... Les meneurs étaient en relation à Paris avec des agents louches de désordre. L'enquête a démontré que les promoteurs de la rébellion projetaient de s'emparer d'une gare et de se faire transporter par chemin de fer à Paris pour y soulever la population contre la guerre. La révolution russe doit servir de modèle... Les troupes sont tenues en état de surexcitation continue par les journaux remplis de détails sur les événements de Russie, par les relations d'incidents parlementaires hostiles aux généraux, par les exagérations pessimistes... Pourquoi ferme-t-on les yeux ? Pourquoi ne réprime-t-on pas ? Cela cessera ou nous n'aurons plus d'armée, et l'ennemi, en cinq jours, pourrait être devant Paris ! ». Voir Greg Oxley. « Les mutineries de 1917 ». *Marxiste* [en ligne] 16 juillet 2009. Disponible sur <<https://www.marxiste.org/theorie/histoire-materialisme-historique/360-les-mutineries-de-1917-1ere-partie>>. Consulté le 26 juillet 2020.

<sup>139</sup> "The reign of capitalism and militarism has made of all peoples inflammable material. They are ripe and ready for the change, the great change which means the rise and triumph of the workers, the end of exploitation, of war and plunder, and the emancipation of the race. Let it come! Let us all help its coming and pave the way for it by organizing the workers industrially and politically to conquer capitalism and usher in the day of the people." Eugene V. Debs. "The Day of the People." *The Class Struggle*. Vol. III. No.1 (February 1919) : 4.

Le mécontentement montant des classes ouvrières suscitait l'inquiétude des dirigeants du monde capitaliste. Dans un document adressé au président français du conseil des Ministres Georges Clemenceau et au président américain Woodrow Wilson, le 25 mars 1919, par le Premier ministre de la Grande Bretagne David Lloyd George, ce dernier écrivait :

Toute l'Europe est remplie de l'esprit de la révolution. Il y a un sentiment profond, non seulement de mécontentement, mais de colère et de révolte parmi les ouvriers contre les conditions d'avant-guerre. Tout l'ordre existant, dans ses aspects politiques, sociaux et économiques, est remis en question par les masses populaires d'un bout à l'autre de l'Europe. (...).

(...). Mais il y a un risque que nous jetions les masses populaires de toute l'Europe dans les bras des extrémistes dont la seule idée pour régénérer l'humanité est de détruire complètement le tissu social existant. Ces hommes ont triomphé en Russie.<sup>140</sup>

Le maréchal français Ferdinand Foch soutenait l'idée de combattre le bolchévisme par la force, ce qui fut rejeté par David Lloyd George qui affirmait : « Je combat le bolchévisme, mais pas par la force ».<sup>141</sup> Quant au président américain Woodrow Wilson, concernant la possibilité d'arrêter ce mouvement révolutionnaire par une opposition armée, il indiquait en mars 1919 :

Le mot « bolchévique » comprend diverses choses. À mon avis, essayer d'arrêter un mouvement révolutionnaire avec une armée ordinaire, c'est comme utiliser un balai pour balayer une grande mer. L'armée, d'ailleurs, peut être aussi contaminée par le bolchévisme qu'elle sera chargée de combattre. Un germe de sympathie existe entre les forces que l'on voudrait opposer les unes aux autres. Le seul moyen d'agir contre le bolchévisme est de faire disparaître ses causes. De plus, c'est une entreprise formidable ; nous ne savons même pas tout à fait quelles en sont les causes (...).<sup>142</sup>

La révolution russe fut une première tentative pratique d'appliquer les idées de Karl Marx. Avec la victoire de la révolution d'Octobre, Lénine prédestinait le nouvel État soviétique à un

---

<sup>140</sup> "The whole of Europe is filled with the spirit of revolution. There is a deep sense not only of discontent, but of anger and revolt amongst the workmen against pre-war conditions. The whole existing order in its political, social, and economic aspects is questioned by the masses of the population from one end of Europe to the other. (...). (...).

But there is a danger that we may throw the masses of the population through- out Europe into the arms of the extremists whose only idea for regenerating mankind is to descry utterly the whole existing fabric of society. These men have triumphed in Russia." *The "Fontainebleau Memorandum" of Mr. Lloyd George (March 25, 1919) : Some Considerations for the Peace Conference before They Finally Draft Their Terms.* Voir Elizabeth Maddaluno. "Fontainebleau Memoradum." April 15, 2017. Consulté le 3 août 2020. Disponible en ligne sur <<https://elizabethmaddaluno.wordpress.com/2017/04/15/fountainbleu-memorandum/>>.

<sup>141</sup> "I combat Bolshevism, not by force." In : Carol Willcox Melton. *Between War and Peace. Woodrow Wilson and the American Expeditionary Forces in Siberia, 1918-1921.* Macon : Mercer University Press, 2001, p. 134.

<sup>142</sup> "The word 'Bolshevik' covers many different things. In my opinion, to try to stop a revolutionary movement with ordinary armies is like using a broom to sweep back a great sea. The armies, moreover, can be impregnated by the very Bolshevism which they would be charged to combat. A germ of sympathy exists between the forces that one would wish to oppose one against the other. The sole means of acting against Bolshevism is to make its causes disappear. Moreover, it is a formidable enterprise ; we do not even quite know what the causes are (...)." Woodrow Wilson Speech at the Paris Peace Conference in March 1919. In : Carol Willcox Melton. *Between War and Peace. Woodrow Wilson and the American Expeditionary Forces in Siberia, 1918-1921.* Macon : Mercer University Press, 2001, p. 134.



avenir presque messianique, considérant que « c'est en Russie que se joue maintenant l'avenir de la révolution mondiale »<sup>143</sup>. En pleine guerre, la république soviétique devint le nouvel ennemi à éradiquer. Outre la préservation de l'unicité territoriale, le gouvernement soviétique n'oubliait pas son objectif principal.

Dès les premiers instants de son existence, l'orientation de la politique soviétique extérieure était bien définie : mener une révolution prolétarienne mondiale pour la libération des classes ouvrières de l'exploitation bourgeoise. L'idéologie sur laquelle se fondait la politique extérieure soviétique était plutôt controversée. D'une part, le gouvernement soviétique promettait de défendre le principe de la coexistence pacifique des États aux systèmes socio-politiques différents, ce qui impliquait notamment les puissances capitalistes. Dans une allocution, le ministre des Affaires étrangères soviétique Gueorgui Tchitcherine, à l'occasion d'une réunion du Comité exécutif central panrusse (*Vserossijskiy tsentral'nyy ispolnitel'nyy komitet*, VTsIK) en juin 1920, déclara au sujet de la politique extérieure de la Russie soviétique :

Nous ne voulons pas qu'on nous empêche de nous développer comme nous le désirons, construire dans le monde notre nouvelle société socialiste. Nous n'imposons ni notre système ni notre pouvoir par l'épée, et tout le monde le sait, mais, malgré cela, on dresse constamment contre nous de nouveaux ennemis. Notre politique est une politique de paix, mais elle n'est pas une politique de capitulation. [Notre] slogan est et reste le même : une coexistence pacifique avec les autres gouvernements quels qu'ils soient.<sup>144</sup>

D'autre part, le nouvel État soviétique « qui ne capitulait pas » appelait ouvertement à décapiter l'impérialisme, en soutenant les mouvements de libération nationale dans le monde. Le gouvernement soviétique, depuis la création de la nouvelle république soviétique, tentait par tous les moyens de se débarrasser de l'image d'un État terroriste afin d'établir de solides relations politiques et économiques avec les autres puissances. Ainsi, lors de la préparation des interventions de la délégation soviétique à la Conférence de Gênes, en 1922<sup>145</sup>, Lénine réalisa que, pour établir des relations diplomatiques, les Soviets devaient adopter un discours plus

<sup>143</sup> « .. в России сейчас решается судьба мировой революции ». Voir *Vtoroy Kongress Kominterna : iyul' – avgust 1920 goda*. [Le second Congrès du Komintern : juillet-août 1920]. Moskva : Partynoe izdatel'stvo, 1934, p. 1.

<sup>144</sup> « Мы хотим, чтобы нам не мешали развиваться так, как мы желаем, строить в мире наше новое, социалистическое общество. Мы не несем ни своего строя, ни своей власти на штыках, и это знают все и тем не менее на нас натравливают все новых и новых врагов. Наша политика есть политика мира, но она не есть политика капитуляции. (...) Наш лозунг был и остается один и тот же : мирное сосуществование с другими правительствами, каковы бы они ни были ». Voir Andreï Gromyko. *Leninskim kursom mira. Izbrannye retchi i stat'i*. [La stratégie mondiale de Lénine. Recueil de discours et d'articles]. Moskva : Politizdat, 1984, p. 15.

<sup>145</sup> La Conférence de Gênes, qui se déroula entre le 10 avril et le 19 mai 1922 à Gênes, en Italie, était la première conférence internationale à laquelle la jeune République socialiste fédérative soviétique de Russie (RSFSR) fut autorisée à participer. Je souhaite préciser que la RSFSR était l'une des quinze républiques socialistes soviétiques qui avaient formé, le 30 décembre 1922, l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), connue sous le nom de l'Union soviétique.

modéré et insista sur la nécessité « d'exclure toute incitation à 'un renversement armé immédiat et à la guerre' ». <sup>146</sup> Malgré les déclarations officielles, la Russie soviétique restait aux yeux des puissances européennes un État terroriste, prêt « à repousser fermement toutes les forces agressives de l'impérialisme ».

Dans la guerre contre l'impérialisme et le capitalisme, le père de la révolution rouge accordait une place particulière à la question coloniale. Dans les travaux de Karl Marx et Friedrich Engels, la colonisation était présentée comme un fruit du système capitaliste bourgeois. Dans *Le Manifeste du Parti communiste* (1847-1848), les auteurs K. Marx et F. Engels affirment que la bourgeoisie, dans sa course acharnée pour le capital, répandant dans le monde son système, crée un monde nouveau, façonné à son image, dans lequel l'écart entre les classes se renforce, rendant certaines classes sociales, certains individus et pays, dépendants des autres :

La bourgeoisie a soumis la campagne à la ville. Elle a créé d'énormes cités ; elle a prodigieusement augmenté la population des villes par rapport à celles des campagnes, et par là, elle a arraché une grande partie de la population à l'abrutissement de la vie des champs. De même qu'elle a soumis la campagne à la ville, les pays barbares ou demi-barbares aux pays civilisés, elle a subordonné les peuples de paysans aux peuples de bourgeois, l'Orient à l'Occident. <sup>147</sup>

Si, selon Marx et Engels, la bourgeoisie était l'instigatrice principale de ce système de dépendance et d'exploitation, alors la délivrance des peuples et nations, tombés dans l'engrenage capitaliste, devait venir de la libération du prolétariat. Les prolétaires, surtout les prolétaires des pays libres « civilisés », en dépassant les barrières des frontières nationales, une fois rassemblés et unis comme une seule nation, un seul peuple, une seule classe, le Prolétariat, pouvaient renverser la dictature de la bourgeoisie. Avec l'établissement de la domination politique du prolétariat, l'exploitation mondiale des peuples et des nations, notamment des peuples « barbares et demi-barbares », arriverait à sa fin. Le remplacement de la classe capitaliste par une classe prolétarienne devait naturellement ôter toutes formes d'hostilité dans les relations entre les peuples et faire disparaître l'exploitation :

Déjà les démarcations et les antagonismes nationaux des peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce et le marché mondial, avec l'uniformité de la production industrielle et des conditions d'existence qui y correspondent. L'avènement du prolétariat les fera disparaître plus vite encore. L'action commune des différents prolétariats, dans les pays civilisés, tout au moins, est une des

---

<sup>146</sup> « ...выкинуть всякое напоминание о 'неизбежном насильственном перевороте и применении кровавой борьбы' ». Voir Andreï Gromyko. *Leninskim kursom mira. Izbrannye retchi i stat'i*. Moskva : Politizdat, 1984, p. 15.

<sup>147</sup> Karl Marx, Friedrich Engels. *Le Manifeste du Parti Communiste, 1895*. Paris : Éditions Bibebook, date inconnue, p. 9.

premières conditions de leur émancipation. Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolissez l'exploitation d'une nation par une autre nation. Lorsque l'antagonisme des classes, à l'intérieur des nations, aura disparu, l'hostilité de nation à nation disparaîtra. (...).

Mais, quelle qu'ait été la forme revêtue par ces antagonismes, l'exploitation d'une partie de la société par l'autre est un fait commun à tous les siècles antérieurs. Donc, rien d'étonnant à ce que la conscience sociale de tous les âges, en dépit de toute divergence et de toute diversité, se soit toujours mue dans de certaines formes communes, dans des formes de conscience qui ne se dissoudront complètement qu'avec l'entière disparition de l'antagonisme des classes.<sup>148</sup>

Ainsi, selon les thèses de Marx et d'Engels, la libération des pays colonisés dépendait directement de l'émancipation du prolétariat des États libres civilisés.

Comme Marx, Lénine considérait le rôle prépondérant du prolétariat dans la lutte contre le capitalisme. En effet, ce dernier croyait que l'éveil des prolétaires d'Europe renverserait le capitalisme : « La société contemporaine vit grâce aux prolétaires. Une classe de démunis et qui ne travaille pas ne peut pas renverser les exploiters. Seulement la classe prolétaire qui entretient toute la société a le pouvoir de mener une révolution sociale ».<sup>149</sup>

Depuis la tenue du VII<sup>e</sup> Congrès socialiste international à Stuttgart, en août 1907, les divergences qui existaient entre les sociaux-démocrates russes et leurs collègues européens sur la question coloniale devinrent de plus en plus visibles.<sup>150</sup> Dès lors, le « social-patriotisme »<sup>151</sup> des sociaux-démocrates de droite qui rejetaient la doctrine marxiste sur l'inexistence chez le prolétaire d'une appartenance nationale ou étatique quelconque (la cause du prolétariat étant sa seule et unique raison d'être) commença à se propager dans toute l'Europe. Dans un article consacré au Congrès de Stuttgart (septembre 1907), Lénine constatait amèrement :

Et voilà que la massive politique coloniale contribua à ce que le prolétariat européen se retrouve en partie dans une telle situation que ce n'est plus son travail qui entretient la

<sup>148</sup> Karl Marx, Friedrich Engels. *Le Manifeste du Parti Communiste*, 1895. Paris : Éditions Bibebook, date inconnue, p. 24-25.

<sup>149</sup> « Современное общество живет на счет пролетариев. Класс неимущих, но не трудящихся, не способен ниспровергнуть эксплуататоров. Только содержащий все общество класс пролетариев в силах произвести социальную революцию ». Voir Vladimir Lenin. « Mezhdunarodniy socialisticheskiy kongress v Shtutgarte, 1907 ». [« Le Congrès international socialiste de Stuttgart, 1907 »]. *Polnoe sobranie sochinej*. Tom 16. Moskva : Gossoudarstvennoe izdanie politicheskoy literatoury, 1973, p. 69.

<sup>150</sup> Vladimir Lénine et les bolchéviques appartenaient à la branche la plus radicale du mouvement marxiste : la « gauche révolutionnaire ». Ces derniers voyaient la disparition du capitalisme uniquement par le biais d'un renversement militaire, contrairement aux sociaux-démocrates de droite, « les réformistes », qui considéraient qu'il était possible d'atteindre le socialisme dans une société capitaliste par le biais d'une évolution pacifique et s'opposaient à la dictature d'une classe ou d'un Parti. Les « centristes », eux critiquaient les réformistes, mais étaient plutôt proches d'eux dans leur raisonnement. Ainsi, ils réfutaient également le renversement armé du capitalisme, car considéraient qu'une société capitaliste pouvait devenir naturellement socialiste sans aucune intervention de force. Voir Kermit Makkenzi. *Komintern i mirovaja revoljutsija, 1919-1943*. [Le Komintern et la révolution mondiale, 1919-1943]. Moskva : Centrpoligraf, 2008, p. 47.

<sup>151</sup> Les sociaux-démocrates de droite reconnaissaient et défendaient l'appartenance nationale du prolétaire. Selon eux, le prolétaire devait s'intéresser et défendre les intérêts de sa nation.

société, mais c'est par le travail des peuples colonisés opprimés. La bourgeoisie anglaise, par exemple, tire plus de profits des dizaines et des centaines de milliers d'Indiens ou des populations de ses autres colonies que des ouvriers Anglais. Ce genre de condition pose dans les pays désignés [les États européens] le fondement matériel et économique pour la contamination du prolétariat d'un tel ou tel pays par le chauvinisme colonial. Bien sûr, cela peut être un phénomène passager, mais, toutefois, il faut bien réaliser le mal, comprendre ses raisons, pour unir le prolétariat de tous les pays afin de combattre cet opportunisme.<sup>152</sup>

Le patriotisme prolétarien, couronné d'un chauvinisme colonial, augmentait l'écart entre les bolchéviques et les sociaux-démocrates d'Europe. Lénine condamnait ces derniers pour leur passivité et le soutien qu'ils accordaient à leurs gouvernements bourgeois dans l'application de la politique coloniale. Il leur reprochait de privilégier davantage les intérêts nationaux au détriment de l'idéologie :

Ce n'est pas la première fois que la question coloniale est soulevée lors des congrès internationaux [référence aux rassemblements socialistes de Stuttgart de 1907]. À ce jour, les décisions prises au cours de ces rencontres condamnaient fermement la politique coloniale de la bourgeoisie. Mais, cette fois-ci, la commission du congrès incluait dans ses rangs de tels éléments opportunistes qui sous la chefferie de Van Kol, le Hollandais<sup>153</sup>, y ont pris le dessus. Dans le projet de la résolution, ils ont inclus que le Congrès ne condamne en principe aucune politique coloniale qui dans un régime socialiste peut jouer un rôle civilisateur. (...) Les opportunistes (...) s'exprimaient en faveur de la reconnaissance d'une « politique coloniale socialiste » et critiquaient les radicaux pour la négation stérile, l'incompréhension de la signification des réformes, l'absence d'une politique coloniale pratique (...). La question qui se pose est « devons-nous faire des concessions aux actuels pillages et violences du régime bourgeois ? ». La politique coloniale actuelle devient le débat du congrès, et cette politique est fondée sur l'assujettissement des indigènes : la bourgeoisie introduit quasiment l'esclavage dans les colonies, fait subir des atrocités et violences inimaginables aux populations locales, les « civilise » en leur transmettant l'alcool et la syphilis. Et, dans un contexte pareil, les socialistes veulent parler d'une éventuelle reconnaissance de la politique coloniale ! Cela signifierait un retour direct à la position bourgeoise. Cela signifierait faire un pas décisif vers la soumission du prolétariat à l'idéologie bourgeoise, à l'impérialisme bourgeois qui aujourd'hui relève la tête avec fierté.<sup>154</sup>

---

<sup>152</sup> « И вот, широкая колониальная политика привела к тому, что европейский пролетарий отчасти попадает в такое положение, что не его трудом содержится все общество, а трудом почти поработанных колониальных туземцев. Английская буржуазия, напр., извлекает больше доходов с десятков и сотен миллионов населения Индии и других ее колоний, чем с английских рабочих. При таких условиях создается в известных странах материальная, экономическая основа заражения пролетариата той или другой страны колониальным шовинизмом. Это может быть, конечно, лишь преходящим явлением, но тем ни менее надо ясно осознать зло, понять его причины, чтобы уметь сплачивать пролетариат всех стран для борьбы с таким оппортунизмом ». Voir Vladimir Lenin. « Mezhdunarodniy socialisticheskiy kongress v Shtutgarte ». *Polnoe sobranie sochinenij*. Tom 16. Moskva : Gossoudarstvennoe izdanie politicheskoy literatoury, 1973, p. 69.

<sup>153</sup> Henri Hubert van Kol était un socialiste démocrate de droite, chef du parti social-démocrate hollandais.

<sup>154</sup> « Колониальный вопрос уже не первый раз занимает международные съезды. До сих пор решения их всегда состояли в бесповоротном осуждении буржуазной колониальной политики, как политики грабежа и насилия. На этот раз комиссия съезда оказалась в таком составе, что оппортунистические элементы во главе с голландцем Ван Кодем взяли в ней верх. В проект резолюции вставлена была фраза, что конгресс

Au début du XX<sup>e</sup> siècle, la critique de la politique coloniale des puissances occidentales n'était plus seulement l'apanage du camp socialiste. Des représentants de la bourgeoisie dénonçaient également les abus de la colonisation. Dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), Lénine reprit l'essai d'un journaliste allemand paru dans la revue allemande *Les Archives de l'économie mondiale*, en réaction à une conférence qui se tint en Grande Bretagne, à Westminster, entre le 28 et 30 juin 1910, sur « Les nationalités et les races soumises » :

Un exemple. Dans les *Archives de l'économie mondiale*, les impérialistes allemands s'appliquent à suivre les mouvements de libération nationale dans les colonies, surtout non allemandes, comme bien l'on pense. Ils signalent l'effervescence et les protestations qui se manifestent dans l'Inde, les mouvements du Natal (Afrique du Sud), des Indes néerlandaises, etc. L'un d'eux, dans une note à propos d'une publication anglaise rendant compte de la conférence des nations et races assujetties, qui s'est tenue du 28 au 30 juin 1910 et a réuni les représentants des divers peuples d'Asie, d'Afrique et d'Europe subissant une domination étrangère, porte le jugement suivant sur les discours prononcés à cette conférence : « On nous dit qu'il faut combattre l'impérialisme; que les États dominants doivent reconnaître aux peuples assujettis le droit à l'indépendance; qu'un tribunal international doit surveiller l'exécution des traités conclus entre les grandes puissances et les peuples faibles. La conférence ne va pas plus loin que ces vœux innocents. Nous n'y voyons pas trace de la compréhension de cette vérité que l'impérialisme est indissolublement lié au capitalisme dans sa forme actuelle et que, par conséquent, la lutte directe contre l'impérialisme est sans espoir, (...) ». <sup>155</sup>

Durant la Première Guerre mondiale, Vladimir Lénine critiqua la position des sociaux-démocrates de Belgique à l'égard de la colonie belge au Congo : « Les socialistes belges (...) défendent sur le terrain les exigences de la bourgeoisie belge qui désirent continuer à piller les

---

не осуждает в принципе всякой колониальной политики, которая при социалистическом режиме может сыграть цивилизаторскую роль. (...).

Оппортунисты (...) говорили в пользу признания ' социалистической колониальной политики ' и громили радикалов за бесплодность отрицания, за непонимание значения реформ, за отсутствие практической колониальной программы (...). Речь идет о том, должны ли мы делать уступки современному режиму буржуазного грабежа и насилия. Теперешняя колониальная политика подлежит обсуждению конгресса, а эта политика основана на прямом порабощении дикарей : буржуазия вводит фактически рабство в колониях, подвергает туземцев неслыханным издевательствам и насилиям, 'цивилизует' их распространением водки и сифилиса. И при таком положении вещей социалисты будут говорить уклончивые фразы о возможности принципиального признания колониальной политики ! Это было бы прямым переходом на буржуазную точку зрения. Это значило бы сделать решительный шаг к подчинению пролетариата буржуазной идеологии, буржуазному империализму, который теперь особенно гордо поднимает голову ». Voir Vladimir Lenin. « Mezhdunarodnyj socialisticheskiy kongress v Shtutgarte ». *Polnoe sobranie sočhineij*. Tom 16. Moskva : Gosudarstvennoe izdanie političeskoj literatury, 1973, pp. 67-68.

<sup>155</sup> Vladimir Lénine. *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Paris : les Éditions sociales, 1920, p. 59.

15 millions d'habitants du Congo<sup>156</sup> et obtenir des concessions et des privilèges dans d'autres pays ». <sup>157</sup> Quelques mois avant la révolution d'Octobre, en mai 1917, ce dernier déclara :

L'Angleterre doit (...) impérativement renoncer non seulement à toutes les terres étrangères qu'elle a occupé depuis le début de la guerre (...), mais aussi à toutes ses colonies. L'Angleterre doit impérativement (...) retirer ses armées de tous les territoires occupés, de toutes ses colonies et d'Irlande, en accordant à chaque peuple par le biais d'une élection libre le droit de décider s'il veut vivre dans un État indépendant ou rester rattaché à un quelconque État. <sup>158</sup>

Dans « Le Rapport sur la paix », écrit par Lénine et adopté par le II<sup>e</sup> Congrès des soviets des députés ouvriers, des soldats et des paysans de Russie, le 26 octobre 1917, le gouvernement soviétique exigea l'arrêt immédiat de la guerre, appela à la libération des territoires occupés, ainsi qu'à l'instauration de relations démocratiques et d'égalité entre les pays « civilisés » et les pays « barbares » :

Si une nation est maintenue par la force dans les frontières d'un État donné, si, malgré le désir exprimé de sa part - peu importe que ce soit exprimé dans la presse, dans des assemblées populaires, dans les résolutions des partis ou dans des émeutes et des soulèvements contre le joug national, - on ne lui accorde pas le droit de trancher par un vote libre, sans la moindre contrainte, après l'évacuation totale de l'armée de la nation à laquelle elle est rattachée ou en général d'une nation plus forte, la question des formes de son existence politique, alors son rattachement est une annexion, c'est-à-dire une conquête et un acte de violence.

Poursuivre cette guerre [Première Guerre mondiale] pour savoir comment partager entre les nations fortes et riches les peuples faibles qu'elles ont conquis c'est, selon le gouvernement, le plus grand des crimes contre l'humanité ; et il se déclare solennellement résolu à signer immédiatement des conditions de paix qui mettront fin à cette guerre, conditions déjà indiquées d'égalité et de justice pour tous les peuples sans exception !<sup>159</sup>

<sup>156</sup> La colonie du Congo belge fut rebaptisée à l'indépendance République du Congo et s'appela Zaïre sous le Général Mobutu. Depuis le renversement du régime Mobutu, le pays porte le nom de la République Démocratique du Congo (RDC).

<sup>157</sup> « бельгийские социалисты (...) защищают на деле требование бельгийской буржуазии, желающей по-прежнему грабить 15 млн. население в Конго и получать концессии и привилегии в других странах ». Voir Vladimir Lénine. « Vopros o mire - avgust 1915 goda ». [« Question sur la paix, août 1915 »]. In : Andreï Gromyko. *Afrika. Progress, trudnosti, perspektivi*. Moskva : Mezhdounarodnye otnosheniya, 1981, pp. 4-5.

<sup>158</sup> « Англия должна (...) отказаться немедленно и безусловно не только от всех захваченных ею после начала войны чужих земель (...), но и от всех свои колоний. Англия должна немедленно (...) вывести свои войска из всех захваченных ею земель, из свех колоний и из Ирландии, предоставив каждому народу свободным голосованием решить, желает ли он жить в отдельном государстве или в союзном государстве с кем угодно ». Vladimir Lénine. « Nakaz vybiraemym po zavodam i po polkam deputatam v Sovet rabochix i soldatskix deputatov, 7 (20) maya 1917 goda ». [Mandat aux députés élus des usines et des régiments au Soviet des députés ouvriers et soldats]. In : Vladimir Lénine. *Polnoe sobranie Sotchineniy*. 5-e izdanie. Tom 32 : may – iyul 1917. Moskva : Politizdat, 1969, p. 40.

<sup>159</sup> Vladimir Lénine. « Le rapport sur la paix du 26 octobre (8 novembre) 1917 ». *Marxists* [en ligne] sans date. Disponible sur <<http://www.marxists.org/francais/lenin/works/1917/10/2-co-so/vil19171025-02.htm>>. Consulté le 5 février 2016.

Les divergences croissantes sur la question coloniale et l'avenir de la lutte du prolétariat enfoncèrent le dernier clou dans les relations tumultueuses entre les socialistes radicaux de gauche et les réformistes de droite.

### 1.2. *Le Komintern et l'Afrique sous Lénine : réflexions sur la race noire et tentative d'aliénation des mouvements panafricains*

Le déclenchement de la Première Guerre mondiale mit fin à la II<sup>e</sup> Internationale. Confronté à de nombreuses divergences, le mouvement socialiste ouvrier se scinda en deux branches : d'une part, les sociaux-démocrates de droite et du centre formèrent un mouvement réformiste social-démocrate, tandis que les sociaux-démocrates de gauche, opposés à la guerre, créèrent un mouvement révolutionnaire communiste. Les effets de la scission de la II<sup>e</sup> Internationale se firent ressentir entre 1919 et 1923. Durant cette période, chaque mouvement créa ses propres structures institutionnelles : les sociaux-démocrates de gauche et les bolchéviques formèrent la III<sup>e</sup> Internationale, communément appelée l'Internationale communiste (I.C.) ou le Komintern (*Kommunisticheskij internatsional*), et, d'autre part, l'Internationale ouvrière socialiste qui regroupait les sociaux-démocrates centristes et réformistes.

Dans l'ouvrage *Kommunisticheskij internatsional : dostizhenija, prostchioty, uroki* (1990) [*L'Internationale communiste : acquis, erreurs et leçons*], les auteurs Z. Iakhimovitch et I. Undasynov affirment que, face à la montée en force du capitalisme, le père de la révolution russe pensait que la victoire sur le capitalisme ne pouvait se faire sans un front uni. Dans *Le Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier*, adopté lors du I<sup>er</sup> congrès du Komintern, entre le 2 et le 6 mars 1919, à Moscou, Léon Trotski définit les principaux objectifs de la nouvelle organisation communiste :

L'heure de la lutte finale et décisive est arrivée plus tard que ne l'escomptaient et ne l'espéraient les apôtres de la Révolution sociale. Mais elle est arrivée. Nous, Communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétique, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans.

Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial et par là même faciliter et hâter la victoire de la Révolution communiste dans le monde entier. (...) Si la première Internationale a prévu le développement à venir et a préparé les voies, si la deuxième Internationale a rassemblé et organisé des millions de

prolétaires, la troisième Internationale est l'Internationale de l'action des masses, l'Internationale de la réalisation révolutionnaire.<sup>160</sup>

Le Komintern devait devenir l'organe de rassemblement de tous les partis communistes du monde et des continuateurs de la révolution prolétarienne. Les fondateurs du Komintern lui conféraient une mission presque messianique. En s'appropriant l'héritage marxiste, ils accusaient les centristes et les réformistes de déviance et d'avoir été contaminés par le virus de l'opportunisme et du social-patriotisme. Le Komintern devait devenir ce front politico-idéologique qui mènerait à terme la révolution mondiale prolétarienne. La nouvelle structure communiste avait pour objectif d'encourager les mouvements révolutionnaires dans les autres pays, y former des partis communistes et établir des liens entre eux et le Comité exécutif du Komintern (*Ispolnitel'nyy komitet kommunisticheskogo internatsionala*, IKKI).

La séparation qui s'opéra au sein du mouvement marxiste poussa le père de la révolution russe à reconsidérer les méthodes d'organisation de la révolution mondiale. Dans un article paru, le 15 juillet 1903, dans le numéro 44 de la revue *Iskra*, Vladimir Lénine partageait ses réflexions sur la question nationale :

Dans le projet de programme du parti, nous avons présenté la revendication d'une république dotée d'une constitution démocratique, garantissant, entre autres, la « reconnaissance du droit à l'autodétermination pour toutes les nations dont se compose l'État ». Cette revendication du programme a paru à beaucoup insuffisamment claire, et dans le n° 33 de l'*Iskra*, parlant du Manifeste des social-démocrates arméniens, nous avons expliqué la signification de ce point de la façon suivante. La social-démocratie luttera toujours contre toute tentative d'exercer de l'extérieur, par la violence ou par quelque injustice que ce soit, une influence sur la libre expression de la volonté nationale. Mais la reconnaissance inconditionnelle de la lutte pour la liberté d'autodétermination ne nous oblige pas du tout à soutenir n'importe quelle revendication d'autodétermination nationale. La social-démocratie, en tant que parti du prolétariat, se donne pour tâche positive et principale de coopérer à la libre détermination non pas des peuples et des nations, mais du prolétariat de chaque nationalité.<sup>161</sup>

Les réflexions de Lénine sur la question nationale, avant la scission du mouvement social-démocrate, reflétaient clairement la position d'un marxiste convaincu qui considérait que le prolétariat n'avait ni Patrie ni nationalité. Il serait au-dessus des dogmes, raciaux, nationaux, sociaux, car il constituerait à lui seul un peuple et une classe. Ainsi, dans ses premiers travaux, Lénine voyait le rôle de la social-démocratie non dans la défense du droit des peuples opprimés à disposer d'eux-mêmes, mais dans le soutien du droit des prolétaires dans chaque nation à

<sup>160</sup> « Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier ! ». I<sup>er</sup> Congrès de l'Internationale Communiste, mars 1919. *Marxists* [en ligne] sans date. Disponible sur <[https://www.marxists.org/francais/inter\\_com/1919/ic1\\_19190300h.htm](https://www.marxists.org/francais/inter_com/1919/ic1_19190300h.htm)>. Consulté le 16 juin 2016.

<sup>161</sup> Vladimir Lénine. « La question nationale dans notre programme ». *Œuvres*. Volume 6. Paris : les Éditions Sociales, 1934, p. 475.



disposer d'eux-mêmes. Après la scission du mouvement social-démocrate et la crise de la II<sup>e</sup> Internationale, le regard de Lénine sur la question nationale évolua. Dorénavant, il était impossible d'envisager la construction d'une société socialiste et d'un nouvel homme prolétaire qui serait capable de véhiculer les idées révolutionnaires communistes sans considérer les particularités nationales et ethniques :

Aussi longtemps que des distinctions nationales et politiques existent entre les peuples et les pays, — distinctions qui subsisteront longtemps, très longtemps, même après l'établissement de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale, — l'unité de tactique internationale du mouvement ouvrier communiste de tous les pays veut, non pas l'effacement de toute diversité, non pas la suppression des distinctions nationales, (à l'heure actuelle, c'est un rêve insensé), mais une application des principes fondamentaux du communisme (pouvoir des Soviets et dictature du prolétariat), qui modifie correctement ces principes dans les questions de détail, les adapte et les ajuste comme il convient aux particularités nationales et politiques. Rechercher, étudier, découvrir, deviner, saisir ce qu'il y a de particulièrement national, de spécifiquement national dans la manière concrète dont chaque pays aborde la solution du problème international, le même pour tous: vaincre l'opportunisme et le dogmatisme de gauche au sein du mouvement ouvrier, renverser la bourgeoisie, instaurer la République des Soviets et la dictature du prolétariat, telle est, au moment historique que nous traversons, la principale tâche assignée à tous les pays avancés (et pas seulement avancés).<sup>162</sup>

Le mot d'ordre des congrès du Komintern devint l'appel de Lénine « d'aller dans les masses ». Pour « aller dans les masses », il fallait connaître ces « masses » et reconnaître leurs particularités nationales et ethniques : « Pour savoir comment aider les 'masses' et obtenir la sympathie, la compassion, le soutien des 'masses', nous ne devons pas avoir peur des difficultés (...) et travailler là où se trouvent les 'masses' ». <sup>163</sup> Dans ce travail avec les « masses », le Komintern devait jouer un rôle majeur. L'I.C. n'était pas une organisation de vitrine, mais une structure politique, à l'idéologie bien ordonnée, qui rassemblait les continuateurs de la révolution prolétarienne. Cette structure devint le quartier général pour l'organisation de la révolution socialiste. Ici, naissaient les mesures, les programmes et les directives communistes pour l'éveil de la conscience prolétarienne dans la lutte contre le capitalisme.

L'incompréhension croissante entre les communistes russes et les sociaux-démocrates européens confortait Lénine dans l'idée de la nécessité d'établir un nouveau front dans la guerre contre le capitalisme mondial. Les territoires colonisés devaient devenir ces « chevaux de Troie » dans la lutte des classes. Lors du I<sup>er</sup> congrès du Komintern, du 2 au 6 mars 1919, Vladimir Lénine lançait déjà un premier appel aux peuples colonisés :

<sup>162</sup> Vladimir Lénine. *La Maladie infantile du communisme : « Le Gauchisme »* (1920). Paris : Science Marxiste Eds, 2007, p. 40. Titre en russe : *Detskaya bolezni' levizni v kommunizme*.

<sup>163</sup> I. N. Undasynov, Z. P. Yakhimovich. *Kommunisticheskiy internatsional : dostizheniya, prostchioty, uroki*. Moskva : Nauka, 1990, pp. 44-45.

L'affranchissement des colonies n'est concevable que s'il s'accomplit en même temps que celui de la classe ouvrière des métropoles. Les ouvriers et les paysans non seulement du Vietnam, d'Algérie ou du Bengale, mais encore de Perse et d'Arménie, ne pourront jouir d'une existence indépendante que le jour où les ouvriers d'Angleterre et de France, après avoir renversé Lloyd George et Clemenceau, prendront entre leurs mains le pouvoir gouvernemental. (...) Si l'Europe capitaliste a entraîné malgré elles les parties les plus arriérées du monde dans le tourbillon des relations capitalistes, l'Europe socialiste à son tour viendra secourir les colonies libérées avec sa technique, son organisation, son influence morale, afin de hâter leur passage à la vie économique régulièrement organisée par le socialisme.

Esclaves coloniaux d'Afrique et d'Asie : l'heure de la dictature prolétarienne en Europe sonnera pour vous comme l'heure de votre délivrance.<sup>164</sup>

Dans cette déclaration, Lénine maintenait ses positions marxistes et considérait encore que l'indépendance des colonies viendrait de la libération du prolétariat d'Europe. Ainsi, selon lui, seul le prolétariat des pays civilisés libres pouvait aider les pays colonisés. Le gouvernement bolchévique adopta par la suite, lors du II<sup>e</sup> congrès du Komintern, le 30 juillet 1920, *Les 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste*, un document fondamental qui définissait les conditions d'adhésion au Komintern. Le huitième point de ce document stipulait :

L'Internationale communiste exigea donc dans une de ses conditions (la huitième) que les partis désirant adhérer « aient une ligne de conduite particulièrement claire et nette dans les pays où la bourgeoisie possède des colonies et opprime d'autres nations. Tout parti désirant appartenir à la III<sup>e</sup> Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les menées de 'ses' impérialistes aux colonies, de soutenir, non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation aux colonies, d'exiger que soient expulsés des colonies les impérialistes de la métropole, d'inculquer aux travailleurs de son pays des sentiments véritablement fraternels à l'égard de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées et de mener dans l'armée une agitation systématique contre toute oppression des peuples coloniaux ».<sup>165</sup>

Il était donc de la responsabilité des partis communistes, d'une part, d'éveiller et de soutenir, notamment par la propagande, tous types de mouvements anticoloniaux et d'accompagner les peuples colonisés vers la construction d'une société socialiste sans passer par l'étape du capitalisme :

Si le prolétariat révolutionnaire victorieux mène parmi eux une propagande systématique, si les gouvernements soviétiques les aident par tous les moyens à leur disposition, on aurait tort de croire que le stade de développement capitaliste est inévitable pour les peuples arriérés.

---

<sup>164</sup> « Manifestes, thèses et résolutions du premier congrès de l'Internationale communiste », mars 1919, p. 74. *Marxists* [en ligne] sans date. Disponible sur <[https://www.marxists.org/francais/inter\\_com/1919/IIC.pdf](https://www.marxists.org/francais/inter_com/1919/IIC.pdf)>. Téléchargé le 16 juin 2016.

<sup>165</sup> O. Piatnitski. *Les 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste adoptées au II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste*. Paris : Bureau d'éditions, 1933.

(...) avec l'aide du prolétariat des pays avancés, les pays arriérés peuvent parvenir au régime soviétique et, en passant par certains stades de développement, au communisme, en évitant le stade capitaliste.<sup>166</sup>

L'irruption des masses colonisées en lutte fit découvrir pleinement au père de la révolution russe les capacités révolutionnaires des colonisés. Si, dans les discours de Lénine, au cours du I<sup>er</sup> et II<sup>e</sup> congrès du Komintern, un accent crucial était mis sur l'action des révolutionnaires des pays civilisés pour l'émancipation des populations colonisés, lors du III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, le 5 juillet 1921, Lénine tint un discours qui positionnait davantage les colonies au cœur de la lutte prolétaire contre l'impérialisme et le capitalisme :

(...) des millions et des centaines de millions d'hommes, en fait l'immense majorité de la population du globe, agissent à présent comme des facteurs, révolutionnaires actifs et indépendants. Il est bien évident que lors des batailles décisives imminentes de la révolution mondiale, le mouvement de la majorité de la population terrestre, orienté au départ vers la libération nationale, se tournera contre le capitalisme et l'impérialisme, et jouera peut-être un rôle révolutionnaire beaucoup plus important que nous ne le pensons.<sup>167</sup>

Le communiste français Robert Louzon, dans une lettre de 1921, adressée à son ami Amédée Dunois, alors chargé de la commission coloniale du comité central du Parti communiste français (PCF), décrit la sympathie et l'enthousiasme des peuples tunisiens à l'égard des communistes. Ces écrits confirmaient les propos du révolutionnaire russe Lénine :

Il existe ici un vaste mouvement indigène de revendications nationales. Ce mouvement embrasse toutes les classes de la population, et il est dans son ensemble extrêmement favorable au Parti communiste qu'il regarde comme le seul parti pleinement sympathique à l'émancipation politique des indigènes. Mais c'est là un mouvement national, confus

---

<sup>166</sup> « Если революционный победоносный пролетариат поведет среди них систематическую пропаганду, а советские правительства придут им на помощь всеми имеющимися в их распоряжении средствами, тогда неправильно полагать, что капиталистическая стадия развития неизбежна для отсталых народностей. (...) с помощью пролетариата передовых стран отсталые страны могут перейти к советскому строю и через определенные ступени развития — к коммунизму, минуя капиталистическую стадию развития ». Vladimir Lenin. *Doklad komissii po natsional'nomu i kolonial'nomu voprosam (26 iyulya 1920 god)*, in *Polnoe sobranie sochinej*. Tom 41. Moskva : Gossudarstvennoe izdanie politicheskoy literatury, 1969, p. 246. En français : Vladimir Lénine. « Rapport de la commission nationale et coloniale (26 juillet 1920, II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste) ». *Marxists* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1920/07/vil19200726.htm>>. Consulté le 21 février 2020.

<sup>167</sup> “(...) миллионы и сотни миллионов, — фактически громаднейшее большинство населения земного шара, — сейчас выступают как самостоятельные активные революционные факторы. И совершенно ясно, что в грядущих решающих сражениях мировой революции движение большинства населения земного шара, первоначально направленное на национальное освобождение, обратится против капитализма и империализма и, может быть, сыграет гораздо большую революционную роль, чем мы ожидаем ». Vladimir Lenin. “Doklad o taktike RKP (5 iyulya 1921 goda)”. *Polnoe sobranie sochinenij*. Tom 44: iyun’ 1921- mart 1922. Moskva: Politizdat, 1974, p. 38. Version en français: Vladimir Lénine. “Rapport sur la tactique du Parti Communiste de Russie (5 juillet 1921)”. III<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste (22 juin au 12 juillet 1921). *Marxists* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1921/07/vil19210705.htm>>. Consulté le 21 février 2020.

par conséquent, et qui comprend, à côté d'éléments féodaux caractérisés, des éléments prolétariens également caractérisés, et surtout une grande masse paysanne composée de métayers au cinquième, véritables serfs attachés à la terre et crevant de faim. Il s'agit donc de profiter à la fois de l'état général d'excitation produit dans la population indigène par cette propagande nationale et de la sympathie dont jouit le Parti communiste pour créer, à l'intérieur du mouvement indigène, un mouvement de classe nettement ouvrier et paysan.<sup>168</sup>

Vladimir Lénine voyait dans les territoires colonisés des alliés potentiels dans la lutte contre le capitalisme et dans les soulèvements nationaux et les revendications, les prémices annonciateurs d'une grande révolution. Les peuples colonisés devaient ainsi devenir les co-construteurs d'une nouvelle société socialiste. Ces territoires coloniaux dépendants devenaient les poudrières du monde, dont l'explosion pouvait sérieusement ébranler l'ensemble du système bourgeois capitaliste.

Lors de la préparation de la Conférence de Gênes, en 1922, le ministre des Affaires étrangères soviétiques Gueorguiï Tchitcherine, désigné par Lénine en tant que président de la délégation soviétique, adressa, le 10 mars 1922, une lettre à ce dernier, dans laquelle il attirait l'attention du père de la révolution russe sur le destin des populations coloniales, en particulier des peuples noirs d'Afrique :

Cher Vladimir Ilitch, je vous invite à lire les propositions suivantes et à donner vos instructions. (...).

Nous devons introduire quelque chose de nouveau dans les normes internationales actuelles afin d'empêcher la transformation de ces normes en un instrument de l'impérialisme. (...). À la suite de la guerre mondiale, le mouvement de libération de tous les peuples opprimés et coloniaux s'est intensifié.

Les États du monde commencent à craquer de toutes parts. Notre programme international doit introduire dans le schéma international tous les peuples coloniaux opprimés. Tous les peuples devraient avoir le droit à la sécession. (...) La nouveauté de notre plan international devrait être que les Noirs, comme les autres peuples coloniaux, participent sur un pied d'égalité avec les peuples européens aux conférences et commissions et ont le droit d'empêcher toute ingérence dans leur vie intérieure.<sup>169</sup>

<sup>168</sup> Lettre de Robert Louzon à Amédée Dunois (1921) citée dans Ian Birchall. « La gauche française et le colonialisme : 'Une honte' de Robert Louzon ». *Contretemps* [en ligne] 30 juillet 2011. Disponible sur <<http://www.contretemps.eu/lectures/gauche-fran%C3%A7aise-colonialisme-%C2%AB-honte-%C2%BB-robert-louzon>>. Consulté le 27 mars 2016.

<sup>169</sup> « Многоуважаемый Владимир Ильич, убедительно прошу Вас прочесть нижеследующие предложения и дать Ваши указания. (...)».

Мы должны ввести в привычные современные международные формы что-то новое, чтобы помешать превращению этих форм в орудие империализма... В результате мировой войны усилилось освободительное движение всех угнетенных и колониальных народов. Мировые государства начинают трещать по швам. Наша международная программа должна вводить в международную схему все угнетенные колониальные народы. За всеми народами должно признаваться право на отделение... Новизна нашей международной схемы должна заключаться в том, чтобы негритянские, как и другие колониальные народы, участвовали на равной ноге с европейскими народами в конференциях и комиссиях и имели право не допускать вмешательства в свою внутреннюю жизнь. (...) ». Voir Andreï Gromyko. « Vstupitel'naja stat'ja ». [« Article d'introduction »]. In : I. Gorokhov, L. Zamyatin, I. Zemskov. G.

Les propositions de Tchitcherine furent entièrement approuvées par Vladimir Lénine. Dans la vision de Lénine, le mécontentement des colonies, qui se manifestait par l'effervescence des mouvements nationaux, devait faire des territoires colonisés des terres propices à la propagande communiste.

La position de la Russie soviétique envers les peuples noirs d'Afrique était vraiment révolutionnaire pour cette époque. Le gouvernement soviétique s'avéra être le premier gouvernement « blanc » qui reconnut ouvertement le droit des peuples noirs d'Afrique à l'autodétermination. La proposition de Tchitcherine de reconnaître les droits des peuples d'Afrique noire à disposer d'eux-mêmes était une importante stratégie politique. Dans une deuxième lettre adressée par l'un des représentants du Parti communiste sud-africain, David Ivon Jones, à la direction du Comité exécutif de l'Internationale communiste (IKKI), en août 1922, « sur l'opportunité d'ouvrir un bureau des problèmes coloniaux », l'auteur appelait avec insistance la direction du comité à accorder plus d'attention et intensifier la politique à l'égard des Noirs d'Afrique. En cas d'absence du pouvoir soviétique, Jones prédisait la récupération des mouvements protestataires noirs, naissants au sein des minorités noires d'Europe et d'Amérique, par les forces capitalistes :

Récemment le Congrès panafricain des Noirs s'est tenu à l'initiative des Américains à Londres, Bruxelles et Paris. Il n'y a pas de bourgeoisie parmi les Noirs d'Afrique. Par conséquent, ce mouvement panafricain ne détient pas les caractéristiques progressistes qui distinguent les mouvements nationaux des autres colonies. Le mouvement des Noirs d'Afrique commence à prendre un caractère de classe. Les gouvernements tentent d'utiliser l'idée panafricaine pour y mettre fin.

Le plus grand mouvement national des peuples coloniaux et opprimés n'est pas desservi par l'appareil technique du Komintern, et, en tant que délégué d'une des colonies, je considère qu'il est de mon devoir d'insister que le Komintern prenne la tête de ce mouvement pour le coordonner (...).<sup>170</sup>

Cet appel insistant du communiste sud-africain n'était pas anodin. Durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, au sein de la diaspora noire d'Europe et parmi les Noirs d'Amérique,

---

V. Chicherin - *diplomate leninsky shkoly*. [G. V. Tchitcherine : un diplomate à l'école de Lénine]. Moskva : Izdatel'stvo politicheskoy literatury, 1974, p. 1.

<sup>170</sup> « Недавно в Лондоне, Брюсселе и Париже состоялся по инициативе американцев Панафриканский конгресс негров. Среди африканских негров не существует буржуазии. Поэтому это panaфриканское движение не обнаруживает тех прогрессивных черт, которым отличается национальное движение других колоний. Движение африканских негров начинает принимать классовый характер. Правительства стараются использовать panaфриканскую идею для того, чтобы помешать этому.

Величайшее национальное движение колониальных и угнетённых народов не обслуживается техническим аппаратом Коминтерна, и я, как делегат одной из колоний, считаю своим долгом настаивать, чтобы Коминтерн стал во главе этого движения для координации его (...). « Повторное письмо D. A. Johnsa rukovodstvu IKKI o tselesoobraznosti sozdaniya byuro po kolonialnym problemam, avgust 1922 god ». [« Lettre de David Ivon Jones au comité exécutif de l'I.C. sur l'utilité d'ouvrir un bureau des questions coloniales (août 1922) »]. In : Valentine P. Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. [Le Komintern et l'Afrique. Recueil de documents]. Moskva : Aleteia, 2003, p. 70.

commencèrent à naître et prospérer des mouvements ethniques et nationaux en faveur de la renaissance de la race noire des cendres de la colonisation et de la ségrégation pour l'éveil de la conscience noire. Ces mouvements, bien souvent inspirés par les mouvements européens de contestation ouvrière et la révolution d'Octobre en Russie, parfois même imbibés par un profond sentiment d'aigreur et d'hostilité à l'égard de l'image du maître « blanc », aspiraient à réhabiliter l'image et la dignité de l'homme noir, reconnaître son égalité avec l'homme blanc. De même que les nombreuses organisations qui en découlaient, ces mouvements se différenciaient, les uns des autres, par leur degré de radicalisme, allant des plus modérés (les réformistes-assimilationnistes) au plus radicaux (les révolutionnaires).

Le panafricanisme<sup>171</sup> qui apparut au début du XX<sup>e</sup> siècle, en 1900, sut conquérir le cœur de la plupart des intellectuels africains. L'un des pionniers du panafricanisme fut un avocat noir britannique, originaire du Trinidad, Henry Sylvester Williams, qui intervenait souvent en qualité de conseiller juridique auprès de plusieurs chefs coutumiers africains de passage en Angleterre. Il devint l'initiateur de la première Conférence africaine à Londres, lors de laquelle il lança un appel aux États-Unis d'Amérique et aux puissances européennes afin que ces derniers prennent en considération les intérêts des peuples noirs.<sup>172</sup> Le flambeau du panafricanisme fut repris par l'afro-américain William Edward Burghardt Du Bois qui appelait à reconnaître l'indépendance et respecter l'intégrité territoriale des États noirs libres, tels que le Libéria, l'Éthiopie (Abyssinie) et Haïti.

Le panafricanisme devait rassembler tous les Afro-descendants dans le but ultime de traiter les problèmes de la communauté noire dans le monde face aux inégalités et à la discrimination, dont elle faisait l'objet, et encourager l'éveil de la conscience populaire noire. Le I<sup>er</sup> congrès panafricain qui se déroula à Paris, en février 1919, comptait 57 délégations en provenance des États-Unis d'Amérique, des colonies d'Afrique et des Antilles, et avait pour objectif principal de réunir les représentants des populations noires des colonies et de la diaspora autour des questions sur la situation politique, économique et sociale des Noirs dans le monde, mais aussi d'alerter les principaux États colonisateurs présents à la Conférence de Versailles de 1919 sur le triste sort de la communauté noire. Lors du congrès, W. E. B. Du Bois

---

<sup>171</sup> Le panafricanisme est un mouvement né au début du XX<sup>e</sup> siècle principalement dans les Caraïbes et en Amérique. Ce mouvement existe de nos jours, il est centré sur les réalités et les problèmes du continent africain et prône une Afrique unie, indépendante politiquement, économiquement, socialement, capable de se développer sans une intrusion étrangère, notamment sans l'influence des anciens États colonisateurs. Voir l'article de Maximilien Macodou Ndiaye. « Le premier congrès panafricain ». *Centre d'études stratégiques du bassin du Congo [CESBC]* [en ligne] sans date, p. 1. Disponible en ligne sur <[http://www.cesbc.org/societe/congres\\_panafricains.pdf](http://www.cesbc.org/societe/congres_panafricains.pdf)>. Téléchargé le 3 avril 2016.

<sup>172</sup> *Ibid.*, p. 2.

soutint l'idée d'accorder le droit aux colonies noires d'Afrique à l'autodétermination et suggéra de créer « un État, refuge des Noirs du monde entier, placé sous la protection de la communauté internationale et constitué d'anciennes colonies allemandes ». <sup>173</sup>

Malgré le mécontentement des intellectuels africains à l'égard de la politique des empires coloniaux envers les colonies noires, certains d'entre eux n'exigeaient pas pour autant l'abolition de la colonisation, mais souhaitaient revoir et atténuer la politique coloniale envers les indigènes noirs afin d'encourager l'assimilation des indigènes dans la société coloniale. Par conséquent, ils rejetèrent l'idée de Du Bois d'accorder le droit à l'autodétermination. Leurs revendications réformistes se résumaient à l'adoption d'un code juridique international pour la protection des indigènes, la création au sein de la Société des Nations (SDN) d'un bureau chargé de veiller sur le respect des lois votées en faveur du bien-être politique, social et économique des indigènes, le droit à la terre, la taxation des bénéfices tirés par l'exploitation des concessions en faveur du bien-être des indigènes, l'abolition du travail forcé et des châtiments corporels, l'accès à l'éducation et la formation et la représentation des sujets indigènes « civilisés » dans les structures gouvernementales coloniales. <sup>174</sup>

L'idée de créer un État noir indépendant avait également été formulée par le fondateur de la branche la plus radicale du mouvement panafricain, Marcus Mosiah Garvey. Ce dernier s'intéressait notamment aux idées et travaux de Lénine et Trotski. Dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, les sentiments extrémistes radicaux étaient en grande partie véhiculés par le mouvement afro-caribéen-américain de libération de la race noire, l'Association universelle pour l'amélioration de la condition noire (*Universal Negro Improvement Association*, UNIA), marquée par un sectarisme racial, fondée par le Jamaïcain Marcus Garvey, en 1917. Ce mouvement appelait ouvertement tous les Noirs du monde à retourner en Afrique dans l'espoir de créer un État peuplé d'Afro-descendants :

Nous voulons que chaque Noir travaille pour un seul objectif commun, celui de construire sa propre nation sur le grand continent africain. Que tous les Noirs du monde entier travaillent pour l'établissement d'un gouvernement en Afrique signifierait que cela se réalisera dans quelques années. Nous voulons le soutien moral et financier de chaque Noir pour faire de ce rêve une possibilité. (...). Si vous croyez que le Noir a une âme, si vous croyez que le Noir est un homme, si vous croyez que le Noir est doté des sens communément donnés à d'autres hommes par le Créateur, alors vous devez reconnaître que ce que d'autres hommes ont fait, les Noirs peuvent faire. Nous voulons construire nos propres villes, nations, gouvernements et industries en Afrique, afin que nous puissions

---

<sup>173</sup> Philippe Nken Ndjeng. *L'idée nationale dans le Cameroun francophone : 1920-1960*. Paris : Harmattan, Paris, 2012, p. 33.

<sup>174</sup> Maximilien Macodou Ndiaye. « Le premier congrès panafricain ». *Centre d'études stratégiques du bassin du Congo [CESBC]* [en ligne] sans date : 9-10. Disponible en ligne sur <[http://www.cesbc.org/societe/congres\\_panafricains.pdf](http://www.cesbc.org/societe/congres_panafricains.pdf)>. Téléchargé le 3 avril 2016.

avoir la chance de passer de la position la plus basse à la position la plus élevée dans la république panafricaine.<sup>175</sup>

Des demandes pour l'octroi du droit à l'autodétermination parvenaient également d'Afrique. Dans *L'idée nationale dans le Cameroun francophone : 1920-1960* (2012), Philippe Nken Ndjeng présente une lettre, unique en son genre, adressée par les chefs de la tribu Douala<sup>176</sup> aux États participants à la Conférence de Versailles, le 18 août 1919, dans laquelle ces derniers demandaient aux puissances européennes de leur accorder leur souveraineté :

Dans une pétition adressée aux Alliés par l'intermédiaire du Gouvernement anglais, nous avons exprimé notre confiance dans les puissances alliées et demandé officiellement que les Alliés veuillent nous protéger et avoir souci de notre existence. C'est avec le plus grand intérêt que nous avons pris connaissance d'une décision de la Haute Conférence suivant laquelle le sort des colonies allemandes reposait entre les mains des Alliés, et qu'en conséquence les Alliés étaient résolus à accorder aux indigènes de ces protectorats des droits plus étendus, notamment que toute puissance de protection dans le sens des lois allemandes de protectorat ou d'un système colonial analogue, serait écartée pour l'avenir (...).

Nous avons entendu dire qu'une société mondiale sera formée à présent et dont la première tâche serait de seconder les intérêts des indigènes et de les délivrer de tout principe arbitraire. Les indigènes du Cameroun et leurs chefs pensent pouvoir faire usage de ce droit et adresser aux Alliés la prière d'étudier au cours d'un examen approprié si le Cameroun ne pouvait être considéré comme un territoire neutre [indépendant]. Au cas où cette prière n'épouserait pas les intentions des Alliés, nous serions prêts à nous soumettre éventuellement à une décision contraire de la Haute Conférence suivant laquelle nous serions placés sous la protection de l'une des puissances alliées. Nous supplions toutefois la Haute Conférence de nous accorder le droit de choix de la puissance. En outre, dans l'intérêt de notre sécurité nous demanderions aux Alliés de nous octroyer les droits suivants (...) dédommagement aux indigènes pour le préjudice et les pertes par eux éprouvées pendant la guerre.<sup>177</sup>

La conjoncture politique de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle ne pouvait que pousser le gouvernement bolchévique à se pencher davantage sur la question noire. En effet, le Komintern redoutait de voir les mouvements de contestation africains, éléments considérés comme

---

<sup>175</sup> "We want every Negro to work for one common object, that of building a nation of his own on the great continent of Africa. That all Negroes all over the world are working for the establishment of a government in Africa, means that it will be realized in another few years. We want the moral and financial support of every Negro to make this dream a possibility. (...). If you believe that the Negro has a soul, if you believe that the Negro is a man, if you believe the Negro was endowed with the senses commonly given to other men by the Creator, then you must acknowledge that what other men have done, Negroes can do. We want to build up cities, nations, governments, industries of our own in Africa, so that we will be able to have a chance to rise from the lowest to the highest position in the African Commonwealth." Voir Marcus Garvey. "If You Believe the Negro Has a Soul: Back to Africa (1921)". *History Matters* [en ligne] sans date. Disponible sur <<http://historymatters.gmu.edu/d/5124/>>. Consulté le 3 avril 2016.

<sup>176</sup> Le territoire des peuples Douala, vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, était colonisé par l'Allemagne qui perdit ses possessions au Cameroun à la fin de la Première Guerre mondiale.

<sup>177</sup> Philippe Nken Ndjeng. *L'idée nationale dans le Cameroun francophone : 1920-1960*. Paris : Harmattan, 2012, p. 34.



potentiellement révolutionnaires, se faire englober par le panafricanisme. La crainte de voir ces mouvements se radicaliser, en se laissant contaminer par le nationalisme noir croissant, notamment celui véhiculé par le très contesté Marcus Garvey, dont l'influence devenait de plus en plus importante dans les milieux des étudiants africains en Europe, surtout ceux issus des colonies anglaises. Dans le discours *If You Believe The Negro Has A Soul* de 1921, Garvey mentionnait déjà le Nigéria comme un point de référence dans le travail de l'UNIA en Afrique :

Notre race, cette organisation, s'est établie au Nigéria, en Afrique de l'Ouest, et elle s'efforce de faire de son mieux pour faire de ce pays noir une grande république industrielle et commerciale. Des pionniers ont été envoyés par cette organisation au Nigéria, et ils sont en train de poser les bases sur lesquelles les quatre cents millions de Noirs du monde vont construire.<sup>178</sup>

Les discours de Marcus Garvey intéressaient également les autorités libériennes qui finirent même par lui accorder le droit d'ouvrir un centre de l'UNIA à Monrovia, en 1920, mais cette expérience fut un échec.<sup>179</sup> Sous l'influence des idées de Garvey se retrouvèrent les dirigeants des plus influentes organisations des étudiants africains en Europe et, surtout en Angleterre, l'Union des étudiants d'Afrique de l'Ouest (*West African Students' Union*, WASU). En 1925, l'étudiant nigérian Lapidio Solanke, fondateur de l'Union du progrès nigérian (*Nigerian Progress Union*, NPU), travaillait en étroite collaboration avec Amy Ashwood Garvey, première épouse de Marcus Garvey.<sup>180</sup>

Pour l'Internationale communiste, les mouvements panafricains de Garvey et de Du Bois étaient considérés comme des vestiges de l'idéologie bourgeoise et du système capitaliste. En se centrant sur les problèmes de la race noire et en l'érigant au rang d'un élément supranational, unique et indivisible, l'opposant à la race blanche, le panafricanisme, d'une part, faisait de la concurrence à la vision communiste d'un front prolétarien uni et, d'autre part, allait à l'encontre des principes du communisme, car, en s'attachant à la notion de l'appartenance raciale, le panafricanisme divisait les peuples, ce qui contredisait l'esprit de l'Internationale communiste:

---

<sup>178</sup> "Our race, this organization, has established itself in Nigeria, West Africa, and it endeavors to do all possible to develop that Negro country to become a great industrial and commercial commonwealth. Pioneers have been sent by this organization to Nigeria, and they are now laying the foundations upon which the four hundred million Negroes of the world will build." Marcus Garvey. "If You Believe the Negro Has a Soul: Back to Africa (1921)". *History Matters* [en ligne] sans date. Disponible sur <<http://historymatters.gmu.edu/d/5124/>>. Consulté le 3 avril 2016.

<sup>179</sup> Morgan Files. "Marcus Garvey and UNIA Failed Liberia Expedition." *Liberian Listener* [en ligne] June 14, 2017. Consulté le 13 août 2020. Disponible sur <<http://www.liberianlistener.com/2017/06/14/marcus-garvey-and-unia-failed-liberia-expedition/>>.

<sup>180</sup> Rhoda Reddock. "The First Mrs Garvey : Pan-Africanism and Feminism in the Early 20th Century British Colonial Caribbean." *Feminist Africa : Pan-Africanism and Feminism*. N°19 (2014) : 67.

« la solidarité des travailleurs de toutes les races et de toutes les couleurs ». <sup>181</sup> Par conséquent, le panafricanisme était un obstacle dangereux dans la mise en œuvre de la révolution mondiale.

Le 10 mai 1922, Israel Amter, membre fondateur du Parti communiste américain (*the Communist Party of the United States of America*, CPUSA) et représentant américain auprès du comité exécutif de l'Internationale communiste, dans une lettre adressée à Ivon Jones sur la question noire en Afrique du Sud, décrivait l'orientation antirévolutionnaire des mouvements panafricains, qui compromettaient l'avenir de la révolution prolétarienne :

Mais maintenant, avant la révolution, quelle est l'importance vitale de cette question sur la race noire en tant que telle pour une attaque contre le capital ? Minime. En effet, les Noirs sont mentionnés dans les thèses sur les questions coloniales et nationales. Mais nous avons de nombreuses occasions pour intervenir et présenter le Komintern comme le défenseur de toute l'humanité (...). (...).

La question noire ne peut être comparée à la question chinoise ou à la question indienne. La question chinoise n'est pas un problème racial. La question indienne n'est pas une question raciale. Ce sont des questions nationales. La question est de savoir qui gouvernera l'Inde ? Le peuple indien ou l'impérialisme britannique ? Qui gouvernera la Chine ? Les Chinois ou le capital international ? La réponse à cette question est le facteur le plus important de la révolution. Mais la question noire n'a pas une telle base. (...). La question raciale noire a une valeur révolutionnaire douteuse et peut provoquer un certain effet contre-révolutionnaire semblable au sionisme. « Le retour en Afrique » [slogan de Garvey] est un slogan raciste utilisé en Amérique pour détourner les Noirs de leurs intérêts de classe. « Souvenez-vous de vos frères en Amérique, n'écoutez pas les communistes ! » - c'est une attaque à notre propagande parmi les ouvriers bantous d'Afrique du Sud. La solidarité raciale est utilisée à des fins contre-révolutionnaires et est radicalement différente de la solidarité nationale indienne, chinoise, égyptienne, coréenne contre l'impérialisme. <sup>182</sup>

<sup>181</sup> Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 78.

<sup>182</sup> « Но сейчас, до революции, какое жизненно важное значение имеет этот вопрос о негритянской расе как таковой для наступления на капитал? Очень небольшое. Действительно, негры упомянуты в тезисах по колониальному и национальному вопросам. Но у нас есть много возможностей вмешаться и представить Коминтерн защитником всего человечества, (...). (...).

Негритянский вопрос нельзя сравнивать с Китайским вопросом или индийским вопросом. Китайский вопрос - не расовый вопрос. Индийский вопрос - не расовый вопрос. Это - национальные вопросы. Это вопрос: кто будет править Индией - индийский народ или британский империализм? Кто будет править Китаем - китайцы или международный капитал? Решение этого вопроса есть важнейший фактор революции. (...). Негритянский расовый вопрос имеет сомнительную революционную ценность и может вызвать определённый контрреволюционный эффект, подобно сionизму. "Назад в Африку" [лозунг Гарвея] - это расистский лозунг, используемый в Америке, чтобы отвлечь негров от своих классовых интересов. "Помните о своих братьях в Америке, не слушайте коммунистов" - это контратака на нашу пропаганду среди рабочих банту в Южной Африке. Расовая солидарность используется для контрреволюционных целей и радикально отличается от индийской, китайской, египетской, корейской национальной солидарности против империализма ». "Pis'mo I. Amtera, chlena IKKI, D. A. Dzhonsu o negrityanskom voprose, 10 maya 1922 goda". En français: "Lettre d'Israel Amter, membre du comité exécutif de l'I.C., à David Ivon Jones sur la question noire, 10 mai 1922". Voir Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, pp. 76-77.

Dans l'article « Amerikanskiy imperializm i negry » [« L'impérialisme américain et les Noirs »], daté du 18 juin 1922, le représentant du Parti communiste sud-africain David Ivon Jones qualifiait le charismatique leader noir Marcus Garvey de « charlatan national et religieux » et accusait son organisation, l'UNIA, d'être le reflet « de l'immature conscience noire qui se trouve dans sa première phase d'éveil ».<sup>183</sup>

Par conséquent, les représentants de l'Internationale communiste voyaient dans le panafricanisme non seulement l'expression d'une puissance créatrice, mais aussi une force destructrice marquée par un sionisme noir, proche d'un fanatisme religieux. En ce qui concerne l'organisation de W. E. B. Du Bois, l'Association nationale pour l'avancement des gens de couleurs (*National Association for the Advancement of Colored People*, NAACP), le Komintern la définissait comme étant l'arme principale des capitalistes pour l'accomplissement de leurs idées réformistes envers le mouvement noir.

Alors que l'Europe et les États-Unis subissaient les effets de la propagande communiste, l'Afrique restait encore loin de la menace rouge. Comme le mentionne Andreï Gromyko, dans l'ouvrage *Afrika. Progress, trudnosti, perspectivi* (1981) [*L'Afrique. Progrès, difficultés, perspectives*], les puissances coloniales européennes déployèrent toutes leurs forces pour contrer l'intrusion de la « propagande rouge » et la pénétration soviétique sur le continent africain, n'hésitant pas à interdire l'entrée aux citoyens soviétiques, suspectés souvent d'être des agitateurs communistes :

Les colonialistes ont tout fait pour que la vérité sur notre révolution, sur le premier Pays des Soviets, n'atteigne pas le continent, pour que les contacts entre Africains et Soviétiques soient réduits à zéro. Il suffit de dire que, dans les années qui précédaient la Seconde Guerre mondiale et durant les toutes premières années d'après-guerre, sur les passeports des citoyens soviétiques qui se rendaient à l'étranger, les fonctionnaires de certains pays occidentaux délivraient des visas avec la mention : « Convient pour voyager dans les pays autres que les États africains ».<sup>184</sup>

Ainsi, la position du Parti communiste russe à l'égard du continent noir était très délicate. Afin d'étudier le continent africain, l'Internationale communiste créa des comités spéciaux sur

<sup>183</sup> « Марк Гарвей, национально-религиозный шарлатан (...). (...) Гарвей и его организация 'Универсальный Союз по улучшению жизни негров' указывают на незрелое самосознание негров, находящихся на первой стадии своего пробуждения ». David Ivon Jones. « Amerikanskiy imperializm i negry, 18 iyunya 1922 goda ». [« L'impérialisme américain et les Noirs, 18 juin 1922 »]. In : Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, pp. 79-80.

<sup>184</sup> « Колонизаторы делали всё, чтобы правда о нашей революции, о первой Стране Советов не достигла континента, чтобы контакты между африканцами и советскими людьми были сведены к нулю. Достаточно сказать, что в годы, предшествовавшие второй мировой войне, и в самые первые послевоенные годы на паспортах советских граждан, выезжавших за границу, чиновники некоторых западных государств ставили такую визу: 'Годна для выезда в другие страны, кроме африканских государств' ». Andreï Gromyko. *Afrika. Progress, trudnosti, perspectivi*. Moskva : Mezhdounarodnye otnochenija, 1981, p. 126.

la question noire qui devaient s'occuper de l'étude des problèmes des peuples noirs d'Afrique. Le travail de ces comités était souvent compromis à cause de la méconnaissance des membres de l'organe exécutif du Komintern des particularités des peuples d'Afrique noire et l'absence de contacts directs avec les populations indigènes.

Si, à l'époque de la Russie tsariste, les sujets russes pouvaient circuler librement sur le continent, avec la Russie soviétique, il n'en fut pas de même. La porte de l'Afrique lui fut définitivement fermée. Les barrières imposées par les visas compliquaient considérablement la pénétration de la Russie soviétique en Afrique. Toutefois, malgré les obstacles apparents, les rumeurs sur le pays des Soviets parvenaient jusqu'aux colonies africaines. Parmi les premiers africains qui véhiculèrent l'annonce de la révolution d'Octobre étaient les soldats africains démobilisés de l'armée coloniale française, les « tirailleurs sénégalais », qui, lors de la Première Guerre mondiale, furent envoyés à Odessa pour combattre les bolchéviques. Dans l'ouvrage *Afrika. Progress, trudnosti, perspektivi* (1981), Gromyko indique que pendant la guerre « une vingtaine de soldats sénégalais ont rejoint l'armée révolutionnaire soviétique avec tout l'équipement, y compris des mitrailleuses ».<sup>185</sup>

Ainsi, les partis communistes européens, sud-africain et américain devinrent les seules fenêtres du Komintern vers l'Afrique.

## 2. Le Komintern, les Partis communistes et la question coloniale

En vertu du huitième paragraphe des *21 Conditions d'admission à l'Internationale communiste*, les Partis communistes d'Europe menaient des activités de propagande au sein de la diaspora africaine d'Europe et essayaient à travers elle de pénétrer en Afrique. Les partis communistes occidentaux avaient un accès assez limité aux colonies subsahariennes. Si l'Afrique du Nord française était une terre plus propice à l'apparition de partis communistes, notamment grâce à la proximité géographique et la présence d'une importante population blanche française originaire de la Métropole, l'Afrique subsaharienne, en revanche, était difficile à atteindre. Le seul lien avec l'Afrique noire était la population noire d'Europe, composée principalement de soldats africains démobilisés, ayant participé à la Première Guerre mondiale, d'une main-d'œuvre africaine en provenance des colonies à la demande des

---

<sup>185</sup> « (...) около 20 солдат-сенегальцев, которые перешли на сторону революционной армии со всем снаряжением, включая пулемёты ». Andreï Gromyko. *Afrika. Progress, trudnosti, perspektivi*. Moskva : Mezhdounarodnye otnochenija, 1981, p. 125.

employeurs européens en quête d'ouvriers dociles et bon marché, des domestiques ramenés par des expatriés, des marins et des dockers, mais aussi des étudiants.<sup>186</sup>

### 2.1. Les partis communistes européens et les obstacles à la propagande en Afrique

De nos jours, il est difficile d'établir avec certitude le nombre exact d'Africains noirs présents en Europe dans la période de l'entre-deux-guerres. Dans l'ouvrage *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain* (2007), Samuel Same Kollo estime le nombre d'Africains noirs résidant en France à cette époque à 5000, dont à peine une vingtaine d'étudiants.<sup>187</sup> Les étudiants noirs africains qui eurent la possibilité de fouler le sol français étaient principalement originaires de l'Afrique Occidentales Française (AOF), envoyés par l'Office colonial, ils venaient en France pour suivre une formation d'instituteurs, destinées aux colonies: « (...) Les meilleurs d'entre eux viennent se perfectionner en Métropole pendant trois ans (...). Ils sont ainsi six Africains du Sénégal, du Soudan, de la Côte-d'Ivoire, du Dahomey [Bénin] et de la Haute-Volta [Burkina Faso] à suivre des cours de perfectionnement ». <sup>188</sup> Cette population noire en provenance des colonies africaines ne constituait que de 0,14% de la totalité des immigrés de France.<sup>189</sup>

En Belgique, dont la puissance coloniale s'étendait du Congo belge aux actuels Rwanda et Burundi, l'immigration africaine dans l'entre-deux-guerres était faible. Les documents qui mentionnent la présence des immigrants noirs d'Afrique sont insignifiants. Néanmoins, lors du Congrès extraordinaire de la commission syndicale de Belgique sur l'immigration qui rassembla les principaux syndicats ouvriers du pays, à Bruxelles, le 3 janvier 1926, les participants mentionnèrent la présence, dans la ville de Charleroi, d'un petit groupe de travailleurs congolais :

Il y a chez nous de nombreux Marocains et Algériens, des Italiens, des Polonais, quelques Russes et aussi quelques Congolais. Les Congolais sont au nombre d'une trentaine et on peut dire que de tous les étrangers ce sont ceux-là qui se comportent le mieux et avec le plus de décence (...).<sup>190</sup>

---

<sup>186</sup> Brigitte Bertonecello et Sylvie Brédelpou. « Le Marseille des marins africains ». *Revue européenne des migrations internationales*. Vol. 15. N° 3 (1999) : 180.

<sup>187</sup> Samuel Same Kollo. *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain*. Paris : Harmattan, 2007, p. 31.

<sup>188</sup> *Ibid.*

<sup>189</sup> *Ibid.*, p. 33.

<sup>190</sup> Florence Loriaux. « Les travailleurs immigrés en Belgique durant l'Entre-deux-guerres : la présence marocaine ». *Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Populaire et Ouvrière – Carhop*. Bruxelles (2005) : 4.

Disponible <[http://www.carhop.be/images/Travailleurs\\_immigr%C3%A9s\\_Belgique\\_F.LORIAUX\\_2005.pdf](http://www.carhop.be/images/Travailleurs_immigr%C3%A9s_Belgique_F.LORIAUX_2005.pdf)>. Téléchargé le 1 avril 2016.

Le recensement mené au lendemain de la Seconde Guerre mondiale mentionne la présence de 367 619 étrangers sur le territoire belge, parmi lesquels 1 838 Africains, dont seulement 10 Congolais.<sup>191</sup> En Grande Bretagne, le nombre d'Africains, entre 1911 et 1931, passa de 4 540 à 5 202<sup>192</sup> ; le nombre d'étudiants d'Afrique occidentale, originaires principalement du Nigéria, de la Sierra Leone, de la Gambie et du Ghana, dans les années 1930, était de 70.<sup>193</sup>

Comme l'indiquent les statistiques, le nombre total d'Africains en provenance des colonies, vivant en Europe dans l'entre-deux-guerres, était faible. La diaspora noire africaine en Métropole, confrontée au racisme, à la discrimination et aux inégalités, se rassemblait autour d'associations à caractère national, régional et continental pour la défense de la cause noire comme, par exemple, en Grande Bretagne : l'Union africaine du progrès, fondée en 1918 (*African Progress Union*, APU), l'Union nigériane du progrès (1924) (*Nigerian Progress Union*, NPU) et l'Union des étudiants de l'Afrique de l'Ouest (1925) (*West African Students' Union*); en France : l'Association Mutualiste des Étudiants Éthiopiens en France (AMEEF), créée en 1920, et, en 1926, le Comité de Défense de la Race Nègre (CDRN).

La plupart de ces mouvements qui existaient principalement en France et en Grande Bretagne ne formulaient pas de revendications d'émancipation particulières et menaient une politique plutôt modérée. Comme l'indique l'ouvrage *Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique, de 1900 à 1975* (1993), ces associations « visaient à dévoiler les méfaits du système colonial et à faire campagne pour qu'il soit réformé, tout en exerçant des pressions en faveur de l'intégration de l'élite instruite dans le système colonial ».<sup>194</sup> Afin d'influencer ces mouvements, les partis communistes européens œuvraient principalement par la propagande. Ainsi, les communistes belges distribuaient de la littérature communiste auprès des lettrés congolais. Plusieurs exemplaires du journal communiste belge *Le Drapeau rouge* avec des titres chocs tels que « Vingt mille Noirs réclament du pain, on leur envoie un mannequin » ou « L'exploitation de la main-d'œuvre noire »<sup>195</sup> furent distribués secrètement aux marins congolais qui arrivaient dans le port d'Anvers.

<sup>191</sup> Bonaventure Kagné. « Africains de Belgique, de l'indigène à l'immigré ». *Hommes et migrations*. N°1228 (novembre-décembre 2000) : 3.

<sup>192</sup> David Killingray. *Africans in Britain. Immigrants and Minorities*. London : Routledge, 1994, p. 2.

<sup>193</sup> Les données sur le Portugal et l'Espagne ne sont pas accessibles. Voir Hakim Adi. *West Africans in Britain 1900-1960 : Nationalism, Pan-Africanism and Communism*. London : Lawrence and Wishart, 1998, p. 1.

<sup>194</sup> [Unesco]. *Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975*. Paris : Unesco/Harmattan, Paris, 1993, p. 12.

<sup>195</sup> Isidore Ndaywel è Nziem, Théophile Obenga, Pierre Salmon. *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République Démocratique*. Bruxelles : CGRI De Boeck & Larquier-Duculot, 1998, pp. 432-433.

Cherchant à intensifier leur propagande pour accroître la sympathie des peuples colonisés à l'égard du communisme, les communistes belges n'hésitaient pas à exploiter l'image et la mémoire des « héros » noirs, les défenseurs des peuples opprimés, allant jusqu'à promouvoir des chefs religieux, faisant de leur combat, une lutte communiste. Ainsi, le parti communiste de Belgique accorda ouvertement son soutien au mouvement de protestation de Simon Kimbangu contre le gouvernement colonial du Congo belge. Dans l'une des rubriques du *Drapeau rouge* de 1925, les communistes belges publièrent un article de soutien au prophète congolais Kimbangu, intitulé « Simon Kimbangu, le martyr de la cause nègre »<sup>196</sup>. Plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, à la suite de la mort du prophète congolais, le 12 octobre 1951, le parti communiste belge rendit un brillant hommage à ce dernier, appelant le peuple congolais à ne pas délaissier la lutte du chef religieux et reprendre le flambeau :

La vérité et la justice vaincront ! Salut à Simon Kimbangu. Nous saluons en Simon Kimbangu tous les peuples du Congo qui aiment la liberté. Nous saluons en Kimbangu les peuples qui veulent mettre fin à l'oppression et à la misère. Kimbangu a prouvé que les peuples du Congo savent se battre contre leurs tyrans. Kimbangu continue à mener cette lutte. Un nouveau 1921 est proche, mais cette fois ce sera la victoire des Congolais. Frères noirs : Hommes et Femmes ! Nous disons la vérité. Nous écrivons ce que vous sentez, ce que vous pensez. Et le soir, quand vous êtes assis autour de votre feu de camp, vous discutez de tout ceci. Il y a encore beaucoup d'injustices dont vous êtes les victimes, nous le savons fort bien ; il faut nous les signaler et nous déposerons plainte. Faites-nous savoir ce que vous désirez, ce que vous savez (...).<sup>197</sup>

Il faut noter que même si le gouvernement belge redoutait la propagande communiste sur le territoire du Congo belge, il était toutefois enclin à exagérer son influence dans les colonies. De nombreuses accusations furent en grande partie exagérées. À la suite des soulèvements qui éclatèrent au Congo, en 1925, le gouvernement belge accusa la propagande soviétique, tandis que le comité exécutif du Komintern ignorait totalement les causes et les origines de ces protestations. Dans une lettre de la section de l'Orient et des colonies du Krestintern<sup>198</sup> du comité central de l'I.C. au parti communiste belge, datée du 15 septembre 1925, il est écrit :

Chers camarades,

Selon les journaux, des émeutes ont eu lieu au Congo belge, ce qui a fortement agité les milieux impérialistes, qui sont enclins à les voir comme le résultat de la propagande soviétique prétendument menée par un certain Simon Kimbangu.

Sans avoir des informations plus détaillées sur les émeutes au Congo belge, où la population indigène est si brutalement exploitée et opprimée par les planteurs et commerçants coloniaux, nous vous demandons de nous fournir des informations plus ou

<sup>196</sup> *Ibid.*, p. 433.

<sup>197</sup> Mabilia Mantuba-Ngoma. *La nouvelle histoire du Congo : mélanges eurafricains offerts à Frans Bontinck*. Paris : Harmattan, 2004, p. 386.

<sup>198</sup> Le Krestintern et le Profintern étaient structures soviétiques qui travaillaient, pour la première, dans le milieu des paysans et, pour la seconde, parmi les ouvriers pour l'accomplissement de la révolution prolétarienne.

moins détaillées sur les causes immédiates de ces émeutes, sur les couches de population dans lesquelles elles se sont développées, est-ce l'indignation de la population agricole locale contre les impérialistes étrangers, quels slogans le mouvement a-t-il mis en avant, quelles formes il a pris et quelle position a pris le Parti communiste belge face à ce mouvement.<sup>199</sup>

À l'instar des camarades belges, les communistes français, anglais et espagnols menaient également des activités de propagande. La littérature communiste entrait secrètement dans les colonies. Dans l'article intitulé « 'Le Paria'. Le Parti communiste français, les travailleurs immigrés, et l'anti-impérialisme, 1920-1924 », l'auteur, l'historien marxiste britannique Ian Birchall, souligne que « sur 2 000 exemplaires [de littérature communiste] seules 500 restaient en France, tandis que 500 allaient à Madagascar, 400 au Dahomey (Bénin), 200 au Maghreb, 100 en Océanie et 200 en Indochine ».<sup>200</sup> Les partis communistes d'Europe exprimaient parfois le souhait « de construire des syndicats dans les pays coloniaux »<sup>201</sup>, et même, certaines fois, la propagande communiste suscitait un élan de solidarité. Dans le 33<sup>e</sup> numéro d'avril-mai 1925, le *Paria*, journal de l'Union Inter-coloniale (UIC), structure du Parti communiste français, faisait état d'une grève de quatre jours des ouvriers des chemins de fer au Sénégal. Cette grève survint à la suite d'une proposition de la compagnie ferroviaire française d'augmenter les salaires des travailleurs européens sans augmenter ceux des ouvriers indigènes, ce qui suscita une vague de solidarité envers les travailleurs sénégalais : « Par une conscience admirable de classe, les travailleurs européens refusèrent. La grève gagna la demande originelle d'augmentations pour les travailleurs européens et indigènes ».<sup>202</sup>

La libération des colonies était l'apanage des partis communistes européens qui se positionnaient en unique garant de l'émancipation indigène. La stratégie officielle du parti communiste français avait été résumée dans l'article « 40 781 ouvriers parisiens condamnent le colonialisme » du n°26 du *Paria* (juin 1924) : « [qu'ils] [les coloniaux] s'organisent dans les

<sup>199</sup> “Дорогие товарищи, По сообщениям газет в Бельгийском Конго произошли беспорядки, сильно взволновавшие империалистические круги, которые склонны видеть в них результат советской пропаганды, якобы ведущейся неким Симоном Гибенгом.

Не располагая более обстоятельными сведениями о беспорядках в Бельгийском Конго, где туземное население столь жестоко эксплуатируется и угнетается колониальными плантаторами и торговцами, просим Вас сообщить нам более или менее подробные данные о непосредственных причинах, вызвавших эти беспорядки, о том, в каких слоях населения возникли, не носят ли характер возмущения местного земледельческого населения против иностранных империалистов, какие лозунги движение выдвинуло, в какие формы оно вылилось и какую позицию заняла по отношению к этому движению Бельгийская компартия”. Voir Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, pp. 101-102.

<sup>200</sup> Ian Birchall. « 'Le Paria'. Le Parti communiste français, les travailleurs immigrés, et l'anti-impérialisme (1920-1924) ». *Contretemps. Revue de critique communiste* [en ligne] 28 mars 2011. Disponible sur <<http://www.contretemps.eu/interventions/paria-parti-communiste-fran%C3%A7ais-travailleurs-immigr%C3%A9s-lanti-imp%C3%A9rialisme-1920-24>>. Consulté le 3 avril 2016.

<sup>201</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>202</sup> *Ibid.*



syndicats, qu'ils forment un front unique avec leurs frères de misère, les ouvriers français. Qu'ils se réveillent à la lutte de classes, le P.C. les guidera dans le chemin de la libération ».<sup>203</sup> Plusieurs slogans pompeux rappelaient aux indigènes l'importance du parti communiste pour leur libération : « Camarade travailleur colonial, si tu veux t'émanciper, adhère au syndicat de la profession. Originaires des colonies, pour votre affranchissement adhérez au Parti communiste ».<sup>204</sup>

Une partie des obstacles à la pénétration de la propagande communiste en Afrique provenait des restrictions imposées par l'administration coloniale. Afin de résister à la prolifération d'ouvrages de propagande rouge, les gouvernements coloniaux en interdirent la vente. Ainsi, au Congo belge, le gouvernement colonial instaura un cordon sanitaire qui subsista jusqu'en 1958, et, à Anvers, où se rendaient les marins congolais, un observatoire de lutte contre la propagande du communisme dans les colonies fut créé : la Société d'Études Politiques, Économiques et Sociales (SEPES). Pour limiter l'influence de la propagande communiste sur les marins africains, l'association *Ndako ya biso* (« Notre maison ») fut créée dans la ville portuaire d'Anvers, en 1922. Comme le décrit dans l'ouvrage *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la république démocratique* Isidore Ndaywel è Nziem : « Cette 'maison africaine' comprenait un café, un restaurant, un salon, une salle de lecture, et s'occupait de l'hébergement. (...) Un règlement strict limitait les sorties et les contacts extérieurs et exigeait que chaque marin qui débarquait à Anvers signalât sa présence ».<sup>205</sup> Dans les autres États coloniaux, la politique était similaire. En France, un service spécial fut créé. Le département de Contrôle et d'Assistance des Indigènes (CAI), créé le 12 décembre 1923, regroupait les principaux atouts de la SEPES belge et la *Ndako ya biso*. L'objectif principal de cette structure était « la surveillance, (...) la tutelle et l'assistance des indigènes des possessions d'Afrique », dans le but de « contrebalancer les effets de la propagande entreprise auprès d'eux par certains éléments dangereux [le PCF] »<sup>206</sup> :

Les indigènes en France sont l'objet d'une attention chaque jour plus grande de la part du Parti communiste qui s'efforce de développer sa propagande révolutionnaire dans nos colonies. Nous devons soustraire le plus possible à cette influence néfaste ces indigènes

<sup>203</sup> Samuel Same Kolle. *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain*. Paris : Harmattan, 2007, p. 33.

<sup>204</sup> Ian Birchall. « 'Le Paria'. Le Parti communiste français, les travailleurs immigrés, et l'anti-impérialisme (1920-1924) ». *Contretemps. Revue de critique communiste* [en ligne] 28 mars 2011. Disponible sur <<http://www.contretemps.eu/interventions/paria-parti-communiste-fran%C3%A7ais-travailleurs-immigr%C3%A9s-lanti-imp%C3%A9rialisme-1920-24>>. Consulté le 3 avril 2016.

<sup>205</sup> Isidore Ndaywel è Nziem, Théophile Obenga, Pierre Salmon. *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République Démocratique*. Bruxelles : CGRI De Boeck & Larquier-Duculot, 1998, p. 433.

<sup>206</sup> Samuel Same Kolle. *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain*. Paris : Harmattan, 2007, pp. 33-34.

qui, bien que ne comprenant pas la plupart du temps les théories qu'on leur expose, en retirent cependant les idées qui en font en peu de temps des révoltes animées de sentiments anti-français.<sup>207</sup>

En Grande Bretagne, l'Office colonial essayait, au contraire, de collaborer pour encourager les associations et les organisations noires afin de les éloigner de la sorte des influences communistes et les mettre sous son contrôle. Pour l'africaniste britannique Hakim Adi, l'idée de « collaborer pour mieux contrôler » avait été introduite par l'officier colonial Hanns Vischer : « Le plan de Vischer était de travailler avec l'Union étudiante ouest-africaine, afin que, par ces encouragements, le syndicat soit placé sous l'influence de l'Office colonial, qui restera officiellement en arrière-plan ».<sup>208</sup> Vischer craignait que les milieux noirs, surtout des étudiants et intellectuels africains perçus comme des futurs dirigeants, ne soient contaminés par la propagande communiste et se radicalisent sous l'influence du garveyisme, ce qui porterait préjudice au système colonial britannique en Afrique : « Ils [les étudiants africains] éprouvent du ressentiment envers nous suite à leurs expériences en Grande Bretagne. (...). Ces hommes, à leur retour en Afrique, risquent d'occuper des positions importantes dans leur propre communauté ».<sup>209</sup> Au Portugal, les organisations des Africains issus des colonies portugaises, telles que la Ligue de l'Afrique, à Lisbonne, qui comprenait une vingtaine d'intellectuels africains noirs et un mulâtre, étaient principalement financées et contrôlées par le gouvernement colonial portugais. En Espagne, le gouvernement menait une politique de terreur et de répression brutale envers les communistes, surtout depuis le coup d'État du 13 septembre 1923. Comme le décrit dans l'article « En Espagne : le régime de la terreur blanche » (1925) le militant communiste espagnol Julián Gómez :

Les arrestations dernières ordonnées démontrent que la terreur blanche en Espagne est en pleine apogée et qu'elle a un caractère éminemment anti-communiste.

Depuis 1921 jusqu'à ce jour, l'Espagne ouvrière a été soumise à un régime permanent de terreur. (...).

Après le coup d'État du 13 septembre 1923, toutes les organisations ouvrières et paysannes révolutionnaires ont été dissoutes et les militants connus ainsi que ceux du Parti communiste ont été arrêtés. Il y a des camarades qui sont en prison depuis 14 et 15 mois.<sup>210</sup>

---

<sup>207</sup> *Ibid.*, p. 34.

<sup>208</sup> "Vischer's plan was to work with the WASU [West African ' Union], so that by encouragement the union might come under the influence of the Colonial Office which officially would remain in the background."

Hanns Vischer était un missionnaire, explorateur et officier colonial britannique. Hakim Adi. "West African Students in Britain, 1900-60 : The Politics of Exile." In David Killingray. *Africans in Britain. Immigrants and Minorities*. London : Routledge, 1994, p. 115.

<sup>209</sup> "They feel very bitter against us as a result of their experiences in Britain." "These men on their return to Africa are most likely to occupy important positions in their own community." *Ibid.*

<sup>210</sup> Julián Gorkin. « En Espagne : Le régime de la terreur blanche ». *L'Humanité*. N° 7783 (5 mars 1925) : 4.

Toutes actions et propagandes communistes étaient sévèrement réprimées par des arrestations massives, la fermeture de syndicats et la mise à mort de communistes, ce qui rendait leur travail en Afrique particulièrement pénible et dangereux.<sup>211</sup>

Outre toutes ces structures que les administrations coloniales mettaient en place pour contrebalancer l'influence communiste dans les colonies africaines, le travail des partis communistes européens se compliquait notamment à cause de la réticence des élites africaines envers l'idée d'une éventuelle libération du joug colonial. Tout d'abord, les élites africaines, formées dans les structures coloniales européennes, ne semblaient pas exprimer un réel désir d'émancipation, mais réclamaient plutôt l'assimilation, la naturalisation et la reconnaissance des indigènes en tant que citoyens au sein des empires coloniaux. Cette tendance assimilationniste fut décrite par David Ivon Jones, membre du parti communiste sud-africain, dans une lettre adressée au comité exécutif de l'Internationale communiste, le 8 janvier 1923, en vue d'organiser un potentiel congrès noir à Moscou :

Notre expérience en Afrique du Sud nous montre qu'une fois que l'homme noir obtient un certain niveau d'éducation, il se détériore comme prolétaire et perd le contact avec les travailleurs noirs issus des masses, car il saisit immédiatement l'occasion d'obtenir une place de travail dans le bureau d'un avocat ou d'un agent commercial, ou de devenir prêtre.<sup>212</sup>

Deuxièmement, le racisme, souvent réciproque, divisait sur le terrain les ouvriers européens et les indigènes. Dans un article publié dans le journal communiste français *L'Humanité*, le 25 mai 1922, l'auteur, militant communiste anticolonialiste et futur président de la République démocratique du Vietnam, Nguyễn-Ai-Quac (« Nguyễn le patriote », de son vrai nom Hồ Chi Minh), indiquait que les préjugés ethniques et raciaux étaient souvent à l'origine des conflits au sein du Parti communiste français, ce qui compromettait son action dans les colonies et expliquait parfois le manque de soutien et de considération qu'accordait le Parti aux revendications nationalistes :

De l'ignorance mutuelle des deux prolétariats sont nés les préjugés. Pour l'ouvrier français, l'indigène est un être inférieur, négligeable, incapable de comprendre et encore moins d'agir. Pour l'indigène, les Français - quels qu'ils soient - sont tous de méchants exploiters. L'impérialisme et le capitalisme ne manquent pas de profiter de cette

---

<sup>211</sup> *Ibid.*

<sup>212</sup> "Наш опыт в Южной Африке показывает, что как только негр добивается некоторого уровня образования, он портится как пролетарий и теряет связь с трудящимися негритянскими массами, так как он сразу хватается за возможность получить место работы в конторе адвоката или торгового агента, или стать священником." « Pis'mo D. Ivona v Ispolkom Kominterna s predlozheniyami v svyazi s predpolagavshimsya sozyvom Vsemirnogo negrityanskogo kongressa, 8 yanvarya 1923 goda ». In Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 90. En français : « Lettre de David Ivon Jones au comité exécutif de l'I.C. en rapport avec l'organisation du Congrès noir international, 8 janvier 1923 ».

méfiance réciproque et de cette hiérarchie artificielle de races pour empêcher la propagande et pour diviser les forces qui doivent s'unir.<sup>213</sup>

Ainsi, ces préjugés raciaux gangrenaient le PCF. Les communistes français d'Algérie et de Tunisie jugeaient le soutien aux mouvements d'émancipation dans les colonies du Maghreb comme une affaire inutile et dangereuse. Ils voyaient comme une erreur la publication de l'Appel de l'Internationale communiste pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie du 20 mai 1920, dans lequel le comité exécutif de l'I.C. assurait aux masses indigènes du Maghreb le soutien du Parti communiste et du prolétariat français : « Le prolétariat français comprend que la cause du prolétariat africain est sa propre cause et il la défendra comme telle. Il assurera la victoire de la révolution coloniale et frappera en même temps le capitalisme français dans ses œuvres vives, dans son expansion impérialiste ».<sup>214</sup>

En réponse, le 24 septembre 1922, un rapport, approuvé à l'unanimité, fut présenté au II<sup>e</sup> Congrès Interfédéral Communiste de l'Afrique du Nord. Il fut qualifié par le membre fondateur du Parti communiste tunisien Robert Louzon de « honte », car il affirmait « la volonté de maintenir les peuples colonisés sous le joug des nations colonisatrices » :

Ce rapport est une honte pour le prétendu communiste qui l'a rédigé, et pour ceux qui, sans l'avoir attentivement lu, je l'espère, l'ont voté.

Si le Parti Communiste n'élevait contre ce rapport une vigoureuse protestation, il se rangerait, selon l'exacte expression du Congrès de l'Internationale, parmi les esclavagistes.<sup>215</sup>

En effet, le Rapport affirmait que :

En premier lieu, ce qui caractérise la masse indigène, c'est son ignorance. C'est avant tout le principal obstacle à son émancipation. (...).

L'émancipation des populations indigènes d'Algérie ne pourra être que la conséquence de la Révolution en France.

La masse indigène inculte, tenue en demi-esclavage depuis des siècles, fanatique et fataliste, patiente, résignée, soumise, pénétrée de préjugés religieux, ne conçoit pas actuellement sa libération (...). (...).

Le but immédiat des communistes en Algérie n'est donc pas de soutenir ou de susciter un mouvement aussi problématique et voué à l'insuccès (...). (...).

La publication de l'Appel de l'Internationale communiste pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie fut une erreur (...). (...).

<sup>213</sup> Nguyen-Ai-Quac. « Quelques réflexions sur la question coloniale ». *L'Humanité*. N°6634 (25 mai 1922) : 4.

<sup>214</sup> « L'Appel de l'Internationale communiste pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie, 20 mai 1920 », [Comité exécutif de l'IC, Moscou, 20 mai 1920]. In Jacques Jurquet. *La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*. Tome 2 : 1920-1939. Paris : Éditions du Centenaire, 1974, p. 153.

<sup>215</sup> Simon Pierre. « Robert Louzon. 'Une honte' (1922). Critique du positionnement anti-indigène du PC Algérien ». *Culture d'Islam : aux sources de l'histoire* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.culture-islam.fr/contrees/maghreb/robert-louzon-une-honte-critique-du-positionnement-anti-indigene-du-pc-algerien-1922>>. Consulté le 23 février 2020.

La propagande communiste directe, auprès des indigènes algériens du bled est actuellement inutile et dangereuse. Elle est inutile parce que ces indigènes n'ont pas atteint encore un niveau intellectuel et moral qui leur permette d'accéder aux conceptions communistes. (...).<sup>216</sup>

Léon Trotski condamna les positions des communistes algériens lors du IV<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, en novembre 1922 : « Nous ne pouvons pas tolérer deux heures, ni deux minutes des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d'esclaves et qui souhaitent que Poincaré les maintienne dans les bienfaits de la civilisation capitaliste ! ». <sup>217</sup> Plus tard, en 1924, dans une résolution du Komintern sur le travail du Parti communiste français dans les colonies, le comité exécutif de l'Internationale communiste adopta un document officiel qui prévoyait « de nettoyer les sections coloniales du Parti des camarades pro-coloniaux ». <sup>218</sup>

La théorie des préjugés raciaux qui handicapait la propagande communiste fut également mentionnée par l'historienne britannique Marika Sherwood<sup>219</sup> qui y voyait la raison principale de l'échec de la politique du Parti communiste britannique envers les colonies africaines : « Le Parti communiste britannique, à l'exception de très peu de ses membres, semble avoir été aussi imprégné des préjugés raciaux et d'une indifférence envers les colonies que le reste de la population ». <sup>220</sup> Le Parti communiste portugais, dans la question coloniale, soutenait sur le terrain le capitalisme colonial. Dans l'ouvrage *L'envers de l'épopée portugaise en Afrique* (2007), l'auteur affirme que le Parti communiste portugais : « [N'a] jamais créé de véritable obstacle, tant que les colonies demeuraient sous la tutelle du Portugal. Il s'attachait plutôt à critiquer la politique coloniale d'Estado Novo, mais pas le colonialisme en tant que tel ». <sup>221</sup>

Ainsi, malgré la dénonciation et les virulentes critiques lancées à l'encontre du colonialisme par les Partis communistes européens, rares étaient les revendications ouvertes

<sup>216</sup> Jacques Jurquet. *La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*. Tome 2 : 1920-1939. Paris : Éditions du Centenaire, 1974, pp. 157-160.

<sup>217</sup> Ian Birchall. « La gauche française et le colonialisme : 'Une honte' de Robert Louzon ». *Contretemps* [en ligne] 30 juillet 2011. Disponible sur <<https://www.contretemps.eu/la-gauche-francaise-et-le-colonialisme-une-honte-de-robert-louzon/>>. Consulté le 23 février 2020.

<sup>218</sup> « (...) необходимо очистить колониальные секции партии [компартии Франции] от колонизаторски настроенных товарищей (...). Без этого невозможно будет побороть законное предубеждение туземных рабочих и крестьян к французским товарищам ». « Rezolyutsiya Prezidiuma Ispolkoma Kominterna po dokladu predstavatelya kompartii Frantsii A. Dyunua o rabote vo frantsuzskikh koloniyakh », (« Résolution du conseil du comité exécutif de l'I.C. suite au rapport du représentant du PCF Amédée Dunois sur le travail au sein des colonies françaises », 1924). In: Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 98.

<sup>219</sup> Cette thèse est souvent contestée, car elle minimise et sous-estime la politique anticoloniale.

<sup>220</sup> "...[the] British CP, with the exception of very few members, is shown to have been as imbued with racial prejudice and indifference to the colonies as was the rest of the population." Voir Neil Redfern. *Class or Nation : Communists, Imperialism, and Two World Wars*. London : Tauris Academic Studies, 2005, p. 95.

<sup>221</sup> Abou Haydara. *L'Envers de l'épopée portugaise en Afrique (XVe-XXe siècles)*. Paris : Harmattan, 2007, p. 173.

d'indépendance. Malgré la reconnaissance de l'importance de la question noire, dans les faits, elle restait un sujet de divergences, ce qui compliquait considérablement le recrutement des partisans africains dans les rangs communistes et poussa certains adhérents noirs à quitter les Partis. Ainsi, l'un des plus éminents penseurs noirs de la sphère francophone, ancien tirailleur sénégalais, Lamine Senghor, quitta le Parti communiste français en octobre 1925 pour créer, en février 1926, le mouvement du Comité de défense de la race nègre (CDRN).<sup>222</sup>

## 2.2. *Le Parti communiste sud-africain et l'Internationale communiste : les débuts d'un rapprochement*

Le Parti communiste d'Afrique du Sud occupait une place particulière dans la stratégie du Komintern en matière d'organisation de la révolution mondiale. Les événements qui se déroulaient en Afrique du Sud étaient attentivement surveillés par le comité exécutif de l'I.C. La révolution d'Octobre et la guerre civile qui s'en suivit ne laissèrent pas indifférente la société sud-africaine. Dans l'ouvrage *Rossiya i Juzhnaya Afrika : tri veka svyazej* (2010) [*La Russie et l'Afrique du Sud : trois siècles de relations*], l'historien africaniste russe Apollon Davidson souligne que les membres de la Ligue Internationale socialiste d'Afrique de Sud (*International Socialist League*), fondée en 1918, en pleine guerre civile russe, exprimèrent leur soutien au mouvement bolchévique. Dans les rubriques du journal sud-africain *L'Internationale socialiste* (2<sup>e</sup> édition) (*International Socialist*), apparaissaient souvent des déclarations pro-bolchéviques : « Y a-t-il quelqu'un parmi nous qui ne voudrait pas être en Russie avec les bolchéviques, si l'occasion s'y prêtait ? »<sup>223</sup> ou les propos du premier président du Parti travailliste sud-africain (*South African Labour Party*, SALP) et futur président du Parti communiste sud-africain

<sup>222</sup> David Murphy. « Tirailleur, facteur, anticolonialiste : la courte vie militante de Lamine Senghor (1924-1927) ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*. Vol. 126 (2015) : 55.

<sup>223</sup> « Разве найдется среди нас кто-нибудь, кто не пожелал бы быть в России с большевиками, оказись к тому возможность ? ». Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossia i Juzhnaja Afrika : tri veka svyazej*. Moskva : Gosudarstvennij Universitet Vyshej Shkoly Ekonomiki, 2010, p. 198.

Le soutien de la Ligue internationale socialiste sud-africaine au pouvoir bolchévique fut affirmé lors du congrès de 1918 : « [La Ligue] se réjouit par-dessus tout du triomphe du prolétariat révolutionnaire russe sous la bannière des bolchéviques, aile du Parti social-démocrate, et s'engage au nom du prolétariat d'Afrique du Sud à apporter son soutien croissant et se tenir aux côtés des ouvriers russes contre les gouvernements capitalistes du monde entier, celui de l'Afrique du Sud inclus ». Version anglaise : "rejoices beyond measure at the triumph of the Russian Revolutionary proletariat under the banner of the Bolshevik wing of the Social Democratic Party, and pledges on behalf of the advanced proletariat of South Africa its growing support to stand by the Russian workmen against the Capitalist Governments of the whole world, that of South Africa included." Voir Lucien van der Walt. "The Industrial Union is the Embryo of the Socialist Commonwealth": The International Socialist League and Revolutionary Syndicalism in South Africa, 1915-1920." *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*. Vol. 19. N°1 (Spring 1999) : 20.

William Henry Andrews (Bill Andrews) : « Si j'étais en Russie, j'aurais rejoint la Garde rouge ». <sup>224</sup>

Les syndicalistes sud-africains s'exprimaient également en faveur de la Russie soviétique. L'exemple de ce soutien inconditionnel fut une résolution adoptée à Durban, en 1918, par le congrès de la Ligue qui condamnait « l'intervention des Alliés en Russie » et appelait ces derniers à « (...) retirer les troupes de ce pays et (...) refuser de participer à des intrigues contre la classe ouvrière en Russie, en Allemagne et partout ailleurs en général ». <sup>225</sup> Plus tard, en 1919, un nouveau journal de propagande apparut en Afrique du Sud. *Le Bolchévique (The Bolshevik)* avait pour objectif principal de familiariser la société sud-africaine avec les progrès de la Russie soviétique. Les membres de la Ligue de l'Internationale socialiste, dès 1919, menaient une propagande intense en faveur des bolchéviques et de la Russie soviétique, organisant des grèves, des conférences et distribuant des tracts dans les rues, comme l'indique dans un rapport au Komintern Mikhaïl Volberg-Velmont. <sup>226</sup> Outre les socialistes sud-africains, les nationalistes africains exprimaient également leur sympathie à l'égard de la Russie bolchévique.

Après la fin de la Seconde Guerre des Boers, la société sud-africaine se divisa. Hormis la présence des socialistes qui annonçaient la disparition proche du capitalisme et le triomphe du prolétariat, il existait deux autres camps: les nationalistes afrikaners, représentés par le Parti national sud-africain dirigé par le général boer James Barry Munnik Hertzog, qui militait en faveur de l'indépendance de l'État sud-africain et la défense de la culture afrikaner contre l'influence britannique, et, d'autre part, le parti pro-britannique de Jan Christiaan Smuts, le Parti d'Afrique du Sud. Les nationalistes sud-africains étaient particulièrement séduits par l'appel à l'autodétermination des peuples, lancé par la Russie bolchévique. Désireux de sortir de l'influence britannique, les nationalistes boers voyaient dans l'expérience russe un modèle. Lors du congrès du Parti nationaliste à Pretoria, en novembre 1919, le général Hertzog affirma :

<sup>224</sup> « Будь я в России, я вступил бы в Красную Гвардию ». *Ibid.* En anglais: "If I were in Russia I would be in the Red Guards." Voir également Irina Filatova. *The Hidden Thread: Russia and South Africa in the Soviet Era.* Cape Town: Jonathan Ball Publishers, 2013, p. 197.

<sup>225</sup> « (...) вывести свои войска из этой страны и (...) отказаться от участия в интригах против рабочего класса в России, Германии и вообще где бы то ни было ». *Ibid.*, pp.198-199.

<sup>226</sup> Mikhaïl Yakovlevitch Volberg (Velmont) était un militant socialiste russe qui avait immigré en Afrique du Sud en 1914. Sous couvert d'entrepreneuriat, il mena dans le pays des actions de propagande en soutien à la Ligue socialiste internationale sud-africaine. Voir Boris Gorelik. *Rossiyskaya immigratsiya v Yuzhnyu Afriku: vchera i segodnya. (L'immigration russe en Afrique du Sud: hier et aujourd'hui).* Moskva: Institut Afriki (RAN), 2007, pp. 31-32.

Mikhaïl Volberg-Velmont. «Doklad, predstavlenyj v byuro III Internatsionala v Moskve o deyatel'nosti sotsialistov v Yuzhnoy Afrike, 15 aprelya 1920 goda». En français: Mikhaïl Volberg-Velmont. «Présentation faite au bureau du troisième congrès de l' I.C. à Moscou sur l'activité des socialistes en Afrique du Sud, 15 avril 1920». In Apollon Davidson, R. Vyatkina, G. Tsytkin. *Rossija i Afrika. Dokumenty i materialy XVIII vek – 1960 god.* Tom II: 1918-1960. Moskva: Rossijskaja Akademia Nauk, 1999, p. 69.

Je crois que le bolchévisme c'est l'aspiration du peuple à la liberté. Pourquoi certains veulent écraser et détruire le bolchévisme ? Parce que la libération nationale amène la mort du capitalisme et de l'impérialisme. N'ayons pas peur du bolchévisme ! En soi, cette idée est magnifique !<sup>227</sup>

Un autre chef nationaliste boer, Daniel François Malan, dans un discours à Fribourg, le 23 janvier 1920, déclara :

Le but des bolchéviques est que les Russes puissent gérer eux-mêmes leurs affaires, sans ingérence extérieure. C'est la même politique que nous, Nationalistes, poursuivons en Afrique du Sud. Les bolchéviques se battent pour la liberté, tout comme notre Parti national.<sup>228</sup>

Par conséquent, les dirigeants boers trouvaient dans le discours bolchévique une source d'inspiration et d'encouragement pour leur propre émancipation. Les nationalistes afrikaners voyaient dans cette nouvelle Russie un allié potentiel dans la lutte contre l'hégémonie britannique. Le désir de se rapprocher des bolchéviques russes se manifesta après les élections générales de 1924. Ces élections furent marquées par la victoire écrasante du Parti national du général boer Hertzog, allié au Parti travailliste du colonel d'origine britannique Frederic Hugh Page Creswell, qui remplaça le gouvernement de Jan Smuts. Après 1925, le gouvernement sud-africain s'empressa d'établir des relations diplomatiques avec la Russie soviétique. La première étape fut la création entre les deux États, le 29 juillet 1926, d'une société commerciale mixte. Les gouvernements menaient également des échanges sur l'ouverture d'une banque sud-africaine à Moscou.

Les nationalistes boers ne s'intéressaient pas tant à l'essence même de la doctrine bolchévique, mais y voyaient plutôt une voie de libération nationale. Dans l'ouvrage *Rossia i Juzhnaja Afrika : tri veka svjazej*, Davidson mentionne que les nationalistes boers lançaient parfois même des appels au renversement du capitalisme et de l'impérialisme. Mais derrière cette position anticapitaliste, anti-impérialiste, se cachait un profond sentiment antibritannique. Comme le souligne l'auteur, l'incompréhension du communisme et la haine envers la politique britannique alimentaient les positions prosoviétiques des afrikaners. Dans la perception boer, le capitalisme était assimilé à l'Empire britannique :

---

<sup>227</sup> « Я считаю, что большевизм — это стремление народа к свободе. Почему некоторым хочется подавить и уничтожить большевизм ? Потому что национальное освобождение несет смерть капитализму и империализму. Не будем же бояться большевизма ! Сама по себе эта идея великолепна ! ». In Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossia i Juzhnaja Afrika : tri veka svyazey*. Moskva : Gosudarstvennij Universitet Vyshej Shkoly Ekonomiki, 2010, p. 202.

<sup>228</sup> « Цель большевиков состоит в том, чтобы русские могли сами вершить свои дела, без вмешательства извне. Это та же самая политика, которую проводим и мы, националисты, в Южной Африке. Большевики борются за свободу так же, как и наша Национальная партия ». *Ibid.*



(...) dans le milieu des Boers de l'époque, il n'y avait presque pas d'industriels ni même de banquiers. La notion du mot « capitaliste » dans leur esprit renvoyait aux Anglais, à l'Angleterre, aux destructions et à l'humiliation des républiques boers. Le capitalisme ne pouvait que susciter l'hostilité des Boers. (...) Mais beaucoup de Boers voyaient dans tous les discours contre le capitalisme et l'impérialisme une simple lutte pour la libération nationale. C'est à partir d'un tel positionnement qu'ils jugeaient parfois le bolchévisme.<sup>229</sup>

Au moment de l'établissement des républiques soviétiques, l'Union Sud-Africaine, contrairement aux pays européens et aux États-Unis, était favorable à la propagande soviétique.

Contrairement aux Européens, les communistes sud-africains furent les premiers à attirer l'attention du Komintern sur la situation de la population indigène d'Afrique et, en particulier, celle de l'Union Sud-Africaine. L'absence d'africanistes qualifiés et de contacts directs avec les colonies africaines rendait particulièrement difficile la formation d'une politique claire envers l'Afrique, d'autant plus que la direction du comité exécutif de l'I.C. ignorait les réalités des colonies. Le Parti communiste sud-africain fut le premier parti communiste qui se mit à fournir activement des informations sur la situation des indigènes, mais aussi à demander au Komintern une intervention immédiate dans la question noire. Bien avant le Komintern, les socialistes sud-africains (futurs communistes) avaient compris l'importance d'enrôler dans leurs rangs des indigènes et étaient à l'origine de la création du premier syndicat noir en Afrique du Sud, en septembre 1917, les Travailleurs industriels d'Afrique (*The Industrial Workers of Africa*). Pour les communistes locaux, le slogan communiste « Prolétaires de tous les pays unissez-vous ! » trouvait tout son sens, car c'est dans le visage des indigènes noirs que les communistes sud-africains blancs trouvaient de potentiels alliés dans la lutte contre le capitalisme.<sup>230</sup>

Le Parti communiste de l'Union sud-africaine au moment de sa création officielle, le 30 juillet 1921, était essentiellement composé de Blancs (comme les syndicats et les différents mouvements socialistes du pays) et comprenait un seul Noir, le militant syndicaliste Thibedi William Thibedi. L'acharnement avec lequel les communistes sud-africains blancs appelaient dans leurs lettres le Komintern à travailler activement parmi les Noirs de l'Union sud-africaine

<sup>229</sup> « (...) в среде тогдашних буров почти не было своих промышленников, а о банкирах нечего и говорить. Понятие 'капиталист' в их сознании связывалось с англичанами, Англией, с разгромом и унижением бурских республик. У буров не могла не возникнуть враждебность к капитализму. (...) многие буры в любом выступлении против капитализма и империализма видели только борьбу за национальное освобождение. С таких позиций они нередко оценивали и большевизм ». Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossia i Juzhnaja Afrika : tri veka svjazej*. Moskva : Gosudarstvennij Universitet Vyshej Shkoly Ekonomiki, 2010, p. 203.

<sup>230</sup> Le parti communiste d'Afrique du Sud a été créé par la fusion de la section sud-africaine de l'Internationale socialiste, la Ligue sud-africaine, le parti social-démocrate de Russie de Capetown, la société socialiste juive (« Poaley Sion ») de Johannesburg et le club marxiste de Durban. Voir Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 66.

s'expliquait non seulement par le souci du sort des indigènes noirs qui subissaient de plein fouet la discrimination raciale et l'inégalité sociale par l'adoption de lois racistes, telles que *The Native Land Act* de 1913 qui réglementait les conditions de disposition et d'utilisation de la terre, arrachant aux indigènes noirs leurs terres<sup>231</sup>, ou *The Housing Act* de 1920 qui établissait une ségrégation raciale par lieu d'habitation<sup>232</sup>, mais aussi parce qu'ils étaient minoritaires. Bien que le pays soit dirigé par des Blancs, il restait majoritairement noir. Un recensement mené en 1921 montrait que la population blanche comptait 1 500 000 habitants contre 5 500 000 Noirs et gens de couleurs.<sup>233</sup> À la différence des Noirs d'Amérique, les Sud-africains noirs comptaient en leur sein moins d'intellectuels influents, mais seulement une petite bourgeoisie noire qui « ne jouait aucun rôle essentiel dans la vie économique et politique du pays ».<sup>234</sup> Comme le mentionne *La Résolution du comité exécutif de l'I.C. sur la question sud-africaine*, adoptée au VI<sup>e</sup> congrès du Komintern en 1928, la majeure partie des Sud-africains noirs, arrachés à leurs terres, fut contrainte de travailler dans les usines et les fermes des Afrikaners, constituant ainsi la grande partie du prolétariat sud-africain:

[Parmi] les travailleurs employés dans l'industrie et le transport, 420 000 sont noirs et de couleurs et 145 000 sont blancs ; parmi les travailleurs agricoles 435 000 sont noirs et 50 000 sont blancs. Le trait caractéristique de la prolétarianisation de la population indigène est le fait que le nombre d'ouvriers noirs grandit plus vite que le nombre d'ouvriers blancs.<sup>235</sup>

D'autre part, dans une lettre de David Ivon Jones, représentant du Parti communiste sud-africain, adressée à Léon Trotski, le 2 juin 1921, il est indiqué que la précarité sociale et la

<sup>231</sup> Les Noirs possédaient seulement 1/8 des terres, tandis que les 7/8 revenaient aux propriétaires blancs. *Resolution on 'the South African question' adopted by the Executive Committee of the Communist International following the sixth Comintern congress (1928)*, p. 1. Consulté le 5 mai 2016. Texte disponible en ligne sur <<http://www.nelsonmandela.org/omalley/index.php/site/q/031v01538/041v01600/051v01603/061v01605.htm>>.

<sup>232</sup> Joe Slovo, membre du Parti communiste sud-africain, décrivait ainsi le sort des Noirs dans la police sud-africaine : « Les sentiments d'un policier noir quant à son rôle en tant qu'instrument d'un pouvoir raciste de fait est ambivalent. À sein de la police, il occupe une position inférieure en vertu de sa couleur, et il éprouve des humiliations continues de la part du patron blanc ». Version en anglais : "A black policeman's feelings about his role as an instrument of race rule must of necessity be ambivalent. Inside the police force he occupies an inferior position by virtue of his colour and he experiences continual humiliations from the white boss." Joe Slovo and Helena Dolny. *The Unfinished Autobiography*. Randburg : Ravan Press, 1995, p 119.

<sup>233</sup> *Resolution on 'the South African question' adopted by the Executive Committee of the Communist International following the sixth Comintern congress (1928)*, p. 3. Texte disponible en ligne sur <<http://www.nelsonmandela.org/omalley/index.php/site/q/031v01538/041v01600/051v01603/061v01605.htm>>. Consulté le 5 mai 2016.

<sup>234</sup> "...do not play any essential role in the economic and political life of the country." *Ibid.*, p. 1.

<sup>235</sup> "(...) among the workers employed in industry and transport, 420 000 are black and coloured people and 145 000 white; among agricultural labourers 435 000 are black and 50 000 are white. The characteristic feature of the proletarianisation of the native population is the fact that the number of black workers grows faster than the number of white workers." *Resolution on 'the South African question' adopted by the Executive Committee of the Communist International following the sixth Comintern congress (1928)*, p. 1. Texte disponible en ligne

Sur

<<http://www.nelsonmandela.org/omalley/index.php/site/q/031v01538/041v01600/051v01603/061v01605.htm>>. Consulté le 5 mai 2016.

vulnérabilité économique des indigènes noirs, lesquels, à la différence des travailleurs blancs bien rémunérés, avaient un salaire ridicule de deux shillings par jour<sup>236</sup>, créaient un fossé entre ces deux types de prolétariats, accentuant leurs différences :

Et il n'y a nulle part ailleurs un problème aussi aigu dans les relations entre les deux types de classe ouvrière qui auraient une si grande différence en matière de niveaux de vie, ce qui entraîne l'apparition de préjugés raciaux et d'hostilité qui se superposent à la lutte des classes et entravent son développement.<sup>237</sup>

Par conséquent, les communistes sud-africains regardaient avec beaucoup d'appréhension la volonté du gouvernement sud-africain de maintenir les inégalités sociales entre les Blancs et les Noirs dans le milieu industriel et y voyaient une tactique bourgeoise contre-révolutionnaire et le désir d'empêcher la formation d'un front prolétaire uni dans un pays où « la population indigène est numériquement six fois supérieure aux Blancs »<sup>238</sup> : « Elle [la Chambre de commerce] a peur d'harmoniser les conditions de vie du prolétariat blanc et noir, créant ainsi une masse ouvrière homogène et donnant des chefs blancs à une masse indigène dépourvue de propriété ».<sup>239</sup>

La misère sociale des indigènes noirs d'Afrique du Sud les rendait sensibles à toutes formes de propagandes, aussi bien capitalistes que communistes, tandis que l'aisance du prolétariat blanc le rendait « imperméable à la propagande révolutionnaire ».<sup>240</sup> Par conséquent, le mécontentement des indigènes noirs, suscité par les inégalités sociales et orienté dans la bonne direction, pouvait, selon le communiste Ivon Jones, contribuer à l'éveil du prolétariat noir, ce qui entraînerait non seulement une crise économique et politique dans l'ensemble du

<sup>236</sup> «Pis'mo D. A. Dzhonsa, predstavatelya KPYUA v Kominterne L. Trotskomu, 2 iyunya 1921 goda». [“Lettre de David Ivon Jones, représentant du Parti communiste sud-africain au Komintern, à Léon Trotsky, 2 juin 1921”]. In: Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 60.

<sup>237</sup> « И нигде больше нет такой остроты проблемы взаимоотношений двух потоков рабочего класса с большой разницей жизненных уровней, что приводит к появлению расовых предрассудков и вражды, накладывающихся на классовую борьбу и мешающих её развитию ». « Iz dokumenta ‘Kommunizm v Yuzhnoy Afrike’, podgotovlennogo D. A. Dzhonsom i predstavlenogo S. Berlinom predsedatelyu IKKI G. Zinovievu kak oficial'nyj doklad Internatsional'noy sotsialisticheskoy ligi (Yuzhnaya Afrika) III Kongressu Kominterna, 24 maya 1921 goda). *Ibid.*, p. 58. En français : « Extrait du document ‘Le communisme en Afrique’ écrit par David Ivon Jones et présenté par Sam Berlin au représentant de l’I.C., G. Zinoviev, en qualité de rapport officiel de la Ligue internationale socialiste (Afrique du Sud) pour le troisième Congrès du Komintern, le 24 mai 1921 ».

<sup>238</sup> « Таким образом, поскольку туземное население Южной Африки (...) численно превосходит белых в шесть раз (...) ». « Memorandum D. A. Dzhonsa i S. Berlina, delegatov KPYUA na III Kongresse Kominterna, malomu byuro IKKI, 16 iyulya 1921 goda. En français : « Mémonrandum de David Ivon Jones et Sam Berlin, délégués du Parti communiste sud-africain au troisième Congrès de l’I.C., 16 juillet 1921 ». *Ibid.*, p. 63.

<sup>239</sup> « Она [Горная палата] боится уравновесить условия жизни белого и чёрного пролетариата, создавая тем самым однородную рабочую массу и давая белых вождей лишённой собственности туземной массе ». «Pis'mo D. A. Dzhonsa, predstavatelya KPYUA v Kominterne L. Trotskomu, 2 iyunya 1921 goda”. En français: “Lettre de David Ivon Jones, représentant du Parti communiste sud-africain au Komintern, à Léon Trotsky, 2 juin 1921”. In: Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 60.

<sup>240</sup> “Белый пролетариат Южной Африки в большей своей части непроницаем для революционной пропаганды”. *Ibid.*

pays, mais pouvait également faire chavirer la bourse de Londres. Le communiste sud-africain croyait que le sort du prolétariat blanc dépendait en grande partie de l'éveil des travailleurs noirs : « L'émancipation des travailleurs blancs de l'Afrique du Sud dépend de l'éveil du prolétariat indigène, qui est aussi le facteur principal de l'effondrement proche du capitalisme mondial ». <sup>241</sup> Ainsi, l'éveil du prolétariat noir conduirait au réveil du prolétariat blanc, en d'autres termes, de toute la classe ouvrière, ce qui, au final, pourrait provoquer l'effondrement économique et politique de l'Union sud-africaine et de la bourse de Londres qui, selon Jones, était nourrie par les ouvriers sud-africains. <sup>242</sup> Par conséquent, la prédominance numérique des travailleurs noirs sur les blancs faisait d'eux une cible prioritaire dans la propagande communiste: « La logique de la lutte des classes oblige le Parti communiste, dans son travail de propagande parmi les travailleurs blancs, à mettre en premier la question de solidarité avec les travailleurs indigènes ». <sup>243</sup>

D'autre part, selon les communistes sud-africains, l'Afrique du Sud était une porte d'entrée pour le communisme en Afrique. Le pays donnait au Komintern un accès direct à ce vaste continent noir. Ainsi, en touchant les travailleurs et les indigènes sud-africains, il devenait possible d'atteindre l'immense masse indigène africaine : « L'accès le plus facile aux 150 millions d'indigènes de l'Afrique passe par les 8 millions d'indigènes qui composent la population de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie ». <sup>244</sup>

Afin d'atteindre les indigènes sud-africains, le Parti communiste devait avant tout redorer l'image peu flatteuse de l'Européen blanc dans cette société raciste. Avant la création du Parti communiste sud-africain en 1921, une partie des futurs chefs communistes de l'Union sud-africaine faisait partie du Parti travailliste qui soutenait la position bourgeoise anglaise. <sup>245</sup> Le

<sup>241</sup> “Эмансипация белых рабочих Южной Африки зависит от пробуждения туземного пролетариата, который тоже является веским фактором наступающего краха мирового капитализма”. *Ibid.*

<sup>242</sup> “Наш пролетариат всецело зависит от скачков Лондонской биржи, и он кормит белогвардейцев Лондонского Вэст-Энда, нежели буржуазию Южной Африки”. *Ibid.*

<sup>243</sup> “Логика классовой борьбы заставляет коммунистическую партию в своей пропагандистской работе среди белых рабочих на первое место ставить вопрос о солидарности с туземными рабочими”. “Memorandum D. A. Dzhonsa i S. Berlina, delegatov KPYUA na III Kongress Kominterna, Malomu byuro IKKI, 16 iyulya 1921 goda”. En français: “Mémorandum de David Ivon Jones et Sam Berlin, délégués du Parti communiste sud-africain au troisième Congrès de l'I.C., le 16 juillet 1921”. *Ibid.*, p. 62.

<sup>244</sup> « Самый лёгкий доступ к 150 миллионам туземцев Африки лежит через 8 миллионов или около этого, составляющих население Южной Африки и Родезии ». « Iz dokumenta ‘Kommunizm v Yuzhnoy Afrike’, podgotovlennogo D. A. Dzhonsom i predstavlennoogo S. Berlinom predsedatelyu IKKI G. Zinovievu kak oficial’nyj doklad Internatsional’noy sotsialisticheskoy ligi (Yuzhnaya Afrika) III Kongressu Kominterna, 24 maya 1921 goda. En français : « Extrait du document ‘Le communisme en Afrique’ écrit par David Ivon Jones et présenté par Sam Berlin au représentant de l’I.C., G. Zinoviev, en qualité de rapport officiel de la Ligue internationale socialiste (Afrique du Sud) pour le troisième Congrès du Komintern, le 24 mai 1921 ». In Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 58.

<sup>245</sup> La division au sein du Parti travailliste (1909) provoqua la formation de différents mouvements socialistes issus du front de gauche du Parti qui formèrent par la suite le Parti communiste sud-africain.

rapport de Mikhail Volberg-Velmont au Komintern sur les activités des socialistes en Afrique du Sud, daté du 15 avril 1920, décrivait le racisme du Parti envers les indigènes :

Le « Parti travailliste » en général ne considère pas les Noirs comme des hommes, il ne les accepte pas dans les syndicats et en général les traite comme des animaux. Les membres du Parti travailliste boycottent les propriétaires qui prennent des ouvriers noirs, ils cassent leurs vitrines, etc.<sup>246</sup>

Afin d'attirer les travailleurs noirs dans les filets communistes, les membres du Parti communiste sud-africain estimaient qu'il était nécessaire, d'une part, de procéder à une propagande active parmi les ouvriers blancs, notamment dans les syndicats, sur la question de la solidarité avec les indigènes, et, d'autre part, mener un travail approfondi à travers l'éducation pour organiser le prolétariat noir dans la mise en place d'une collaboration avec la classe des ouvriers blancs. Un excellent exemple de cette propagande en faveur des indigènes était le prospectus écrit en l'honneur de la guerre civile en Russie par les principaux dirigeants des mouvements communistes sud-africains, Ivon Jones et L. H. Greene, « The Bolsheviks Are Coming » (1919), qui appelait à l'unité des Blancs et des Noirs dans la lutte contre l'ennemi commun, le capitalisme, incarné par l'Empire britannique :

À bas le militarisme britannique ! C'est une arme pour écraser les ouvriers. À bas l'intervention des Alliés en Russie !! À bas la classe Capitaliste dans tous les pays !!! L'espérance des travailleurs vient du bolchévisme. (...) Le bolchévisme signifie la victoire des salariés. (...) Soyons prêts pour la République mondiale du Prolétariat. Le moyen pour être prêt est de s'accorder dans les ateliers. S'accorder en tant qu'ouvriers, quelle que soit la couleur. Rappelez-vous qu'un tort infligé à l'un est un tort infligé à tous, soit-il blanc ou noir. Tant que le travailleur noir est opprimé, le travailleur blanc ne peut être libéré. Avant que le Prolétaire puisse s'émanciper, les travailleurs noirs, aussi bien que les blancs, doivent s'allier dans une organisation prolétarienne, indépendamment du métier, de la couleur ou des croyances.<sup>247</sup>

---

<sup>246</sup> "«Рабочая партия» не считает чернокожих людьми вообще, не принимает их в профессиональные союзы и вообще обращается с ними, как с животными. Члены Рабочей партии бойкотируют хозяев, берущих темнокожих рабочих, выбивают им стекла и т.д.» «Doklad M. Volberga-Velmonta Kominternu o deyatelnosti socialistov v Yuzhnoy Afrike ot 15 aprelya 1920 g.». En français: "Rapport de Mikhail Volberg-Velmont au Komintern sur l'activité des socialistes en Afrique du Sud, 15 avril 1920". In: Apollon Davidson, R. Vyatkina, G. Tsypkin. *Rossija i Afrika. Dokumenty i materialy XVIII vek – 1960 god.* Tom II (1918-1960), Moskva: Rossijskaja Akademia Nauk, 1999, p. 72.

<sup>247</sup> "Down with British Militarism! It is a weapon to crush the workers. Down with Allied intervention in Russia!! Down with the Capitalist Class in all countries!!! The hope of the workers is coming from Bolshevism. (...) Bolshevism means the victory of the wage-earners. (...) Get Ready for the World-wide Republic of Labour. The way to get ready is to combine in the workshops. Combine as workers, no matter what colour. Remember that an injury to one is an injury to all, be he black or white. While the black worker is oppressed, the white worker cannot be free. Before Labour can emancipate itself black workers as well as white must combine in one organisation of Labour, irrespective of craft, colour or creed." Voir David Ivon Jones, L. H. Greene. "The Bolsheviks Are Coming (1919)." *Workers' Vanguard* [en ligne]. No. 991. Publié le 25 novembre 2011. Disponible en ligne sur <<http://www.icl-fi.org/english/wv/991/bolsheviks.html>>. Consulté le 4 août 2016.

Les communistes sud-africains, conscients de l'importance du rôle des populations indigènes dans la lutte prolétarienne, incitèrent à plusieurs reprises le Komintern à contribuer à la formation politique du prolétariat communiste noir : « La seule chose dont ils [les indigènes] ont besoin c'est d'une éducation communiste et leur réveil sera alors un puissant facteur pour la Révolution mondiale ».<sup>248</sup>

Le premier pas vers la dispensation d'une éducation communiste en Afrique du Sud fut la création de la Ligue des jeunes communistes (1921) (*Young Communist League, YCL*) qui travaillait dans une étroite collaboration avec le comité exécutif de la jeunesse de l'Internationale communiste à Moscou. Cette structure avait pour objectif de propager la doctrine communiste parmi la jeunesse blanche et noire du pays. L'étape suivante fut la mise en place de cours dans des « classes indigènes ». Ces cours particuliers étaient sous la surveillance stricte de la police sud-africaine, comme le stipule le Rapport du Colonel T. G. Truter au ministre de la Justice, en août 1926 :

La phase la plus importante de l'action communiste était le travail qui visait à mettre de la confusion dans l'esprit des indigènes, et il y a des témoignages d'une progression inquiétante dans cette direction. À Johannesburg, des cours sont dispensés dans les « classes de formation » des indigènes, auxquelles participent, selon certaines affirmations, plus d'une cinquantaine d'indigènes qui, soi-disant, apprendraient l'Anglais. Cependant, lors de ces classes, ils passent progressivement à l'étude de l'alphabet du communisme, puis à une littérature beaucoup plus sérieuse. On estime, qu'à la fin de cette formation, ces indigènes deviendront des propagandistes au milieu de leurs frères moins instruits.<sup>249</sup>

Vers la fin des années 1920, le Parti communiste d'Afrique du Sud comptait environ 1750 membres, dont 1600 Noirs et personnes de couleurs.<sup>250</sup> Les communistes sud-africains

<sup>248</sup> “Всё, что им надо, - это коммунистическое воспитание, и пробуждение их тогда будет мощным фактором Всемирной Революции”. “Pis'mo D. A. Dzhonsa, predstavatelya KPYUA v Kominterne L. Trotskomu, 2 iyunya 1921 goda”. En français: “Lettre de David Ivon Jones, représentant du Parti communiste sud-africain au Komintern, à Léon Trotsky, 2 juin 1921”. In: Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 60.

<sup>249</sup> « Более серьезной фазой коммунистической деятельности являлась работа, нацеленная на внесение смятения в умы туземцев, и есть свидетельства, что на этом направлении происходит тревожное продвижение вперед. В Йоханнесбурге ведутся занятия в туземном "учебном классе", который посещают, как утверждают, более пятидесяти туземцев, якобы изучающих английский язык. Однако на занятиях постепенно переходят к азбуке коммунизма, а затем и к более серьезной литературе. Предполагается, что по завершении курса эти туземцы станут пропагандистами в среде своих менее образованных братьев ». « Komissar policii YuAS polkovnik T. G. Truter ministru yusticii YuAS. Doklad o deyatelnosti KPYUA i Kominterna v Yuzhnoy Afrika ot 31 avgusta 1926 g. ». En français: “Lettre du commissaire de police de l'Union sud-africaine, le colonel T. G. Truter, au ministre de la Justice de l'Union sud-africaine. Rapport sur l'activité du Parti communiste sud-africain et du Komintern en Afrique du Sud, le 31 août 1926”. In: Apollon Davidson, R. Vyatkina, G. Tsytkin. *Rossija i Afrika. Dokumenty i materialy XVIII vek – 1960 god*. Tom II: 1918-1960. Moskva: Rossijskaja Akademia Nauk, 1999, p. 87.

<sup>250</sup> *Resolution on 'the South African question' adopted by the Executive Committee of the Communist International following the sixth Comintern congress (1928)*, p. 3. *Nelson Mandela Centre of Memory* [en ligne] sans date.

réussirent également à gagner la sympathie de certains membres du Congrès National Africain (*African National Congress*, ANC) qui souhaitait un rapprochement et une coopération avec le Parti communiste. Le père fondateur et président de l'ANC, Josiah Tshangana Gumede, accompagné de James Arnold La Guma, syndicaliste et membre du Parti communiste sud-africain, effectua plusieurs séjours en URSS (en février et en novembre – décembre 1927). Il fut impressionné de voir que des peuples de langues, de croyances et d'origines différentes pouvaient vivre dans la paix et l'unité dans un seul et même pays. Son traducteur, A. F. Plate, rapportera plus tard :

Gumede considérait comme l'une des plus grandes réalisations de notre pays [l'URSS] la révolution socialiste qui avait réussi à unir des personnes de nationalités différentes dans leur lutte pour des idéaux communs. Il a souligné l'importance de cette expérience pour tous les nationaux qui luttent pour leur indépendance et a estimé que le succès de cette lutte dépendrait fortement de l'unité d'action de toutes les forces luttant contre le racisme et le colonialisme.<sup>251</sup>

Marqué par son séjour en URSS, Gumede prit pour exemple l'expérience soviétique : « J'ai vu venir le nouveau monde, là où il a déjà commencé. Je suis allé dans la nouvelle Jérusalem. J'ai apporté la clé qui ouvrira la porte à la liberté ».<sup>252</sup> Appréciant le soutien des communistes, il déclara à leur sujet : « Nous voyons que seuls les Communistes sont de notre côté, seuls eux nous soutiennent ».<sup>253</sup> Certains membres de l'ANC, comme Edwin Thabo

---

Disponible :

<<http://www.nelsonmandela.org/omalley/index.php/site/q/031v01538/041v01600/051v01603/061v01605.htm>>.

Consulté le 5 mai 2016.

<sup>251</sup> "Gumede considered as one of the greatest achievements of our country [the USSR] that the Socialist Revolution managed to unite people of different nationalities in their struggle for common ideals. He emphasised the significance of this experience for all nationals struggling for their independence and considered that success in this struggle would highly depend on the unity of action of all forces fighting against racism and colonialism." [SAHO]. "The Union of Soviet Socialist Republics (USSR) and the Anti-Apartheid Struggle." *South African History Online* [en ligne]. Publié le 13 novembre 2012. Modifié le 27 août 2019. Disponible sur <<https://www.sahistory.org.za/article/union-soviet-socialist-republics-ussr-and-anti-apartheid-struggle>>.

Consulté le 7 février 2021.

<sup>252</sup> "I have seen the new world to come, where it has already begun. I have been to the new Jerusalem. I have brought the key which would unlock the door to freedom." J. Gumede's Speech (1927). Voir Raymond van Diemel. " 'I Have Seen the New Jerusalem': Revisiting and Re-conceptualising Josiah T. Gumede and Jimmy La Guma's USSR Visit of 1927." *What Next ? Marxist Discussion Journal* [en ligne]. September 14, 2001. Disponible sur <<http://www.whatnextjournal.org.uk/Pages/History/Gumede.html>>. Consulté le 7 février 2021.

<sup>253</sup> "Мы видим, что только коммунисты на нашей стороне, только они поддерживают нас". « Iz doklada sotrudnika Ispolkoma Kominterna V. Reezema o polozhenii v Yuzhnoy Afrike, 1928 g. ». [« Extrait du rapport du délégué du comité exécutif de l'I.C. V. Reezema sur la situation en Afrique du Sud, 1928 »]. In : Apollon Davidson, R. Vyatkina, G. Tsyarkin. *Rossija i Afrika. Dokumenty i materialy XVIII vek – 1960 god*. Tom II: 1918-1960. Moskva: Rossijskaja Akademia Nauk, 1999, p. 88.

Mofutsanyana, entré dans l'ANC en 1922, rejoignirent les rangs du Parti communiste dès 1927.<sup>254</sup>

### 2.3. *Le Komintern sous Staline : une nouvelle vision de l'Internationale communiste*

Le combat pour l'héritage léniniste débuta bien avant la mort du père de la révolution russe. En avril 1922, Joseph Staline devient le secrétaire général du Comité central du Parti communiste soviétique. L'année qui suit, un groupe d'opposition est formé par Léon Trotski.<sup>255</sup> Après la mort de Lénine, le 21 janvier 1924, la scène politique soviétique vit naître une confrontation entre deux visionnaires : Léon Trotski et Joseph Staline, tous les deux proches du défunt chef soviétique. L'antipathie mutuelle, alimentée par une préoccupation pour le sort de la révolution bolchévique et l'avenir de l'URSS, fit naître une rivalité qui eut un impact considérable sur la politique étrangère de l'Union soviétique et compromit le destin de l'Internationale communiste.

En 1927, la situation sur la scène politique soviétique subit un changement radical, atteignant un point critique. Le Komintern fut sévèrement affecté par les épurations staliniennes. Sous Staline, l'Internationale communiste fut sujette à des changements fréquents de stratégie politique. Les anciens chefs, Zinoviev et Boukharine, furent vite remplacés.<sup>256</sup> Joseph Staline se débarrassait avec aisance de ses adversaires. Ces derniers furent tous condamnés pour complots contre l'État soviétique, actions terroristes et trotskysme. Quant à Léon Trotski, il fut lui-même accusé de coopérer avec des agents du capitalisme mondial.

Lors de la tenue du VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, du 17 juillet au 1 septembre 1928, à Moscou, Joseph Staline assena un coup fatal aux « vieux » cadres, marquant ainsi sa victoire totale. Le dirigeant soviétique non seulement poursuivit la stratégie, adoptée sous le V<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste en 1924, qui consistait à « bolchéviser » les partis communistes étrangers, « hissant l'expérience russe comme seul modèle de travail d'organisation »<sup>257</sup>, mais y apporta aussi une touche personnelle, ce que l'auteur de l'ouvrage *Komintern : idei, resheniya, sud'by* (2009) [*Le Komintern : idées, résolutions et destins*]

<sup>254</sup> Thabo fit ses études en URSS à KUTV, du 4 décembre 1932 au 15 juin 1934. Voir Apollon Davidson, Sergey Mazov, Georguii Tsyarkin. *SSSR i Afrika. 1918 -1960. Dokumentirovannaja istorija vzaimootnochenij. [L'URSS et l'Afrique. 1918 -1960. Une histoire documentée des relations]*. Moskva : IVI RAN, 2002, p. 16.

<sup>255</sup> « Istoriya Marka Zborovskogo : stalinskiy shpion v Chetvertom Internatsionala. [« L'histoire de Marc Zborovsky : l'espion de Staline de la IV<sup>e</sup> Internationale »]. *Mezhdunarodniy komitet IV Internatsionala* [en ligne] 5 juillet 2017. Disponible sur <<https://www.wsws.org/ru/articles/2017/07/05/zbor-j05.html>>. Consulté le 11 mars 2020.

<sup>256</sup> Zinoviev dirigea le Komintern, entre 1919 à 1926. Il fut succédé par N. Boukharine, entre 1927 à 1928.

<sup>257</sup> « (...) кампания 'большевизации', выдвигавшая российский опыт в качестве единственного примера организационнокадровой работы ». Aleksandr Vatlin. *Komintern : idei, resheniya, sud'by*. Moskva : Rossiyskaya politicheskaya enstiklopedia, 2008, p. 335.



Aleksandr Vatlin qualifia de « stalinisation de l'Internationale communiste ».<sup>258</sup> Selon le nouveau programme, adopté par le VI<sup>e</sup> congrès de l'I.C., tous les partis communistes dans le monde devaient suivre à la lettre les directives de Moscou. À cet effet, un accent particulier fut mis sur « l'éducation bolchévique » des communistes de l'étranger et l'éradication de toutes idéologies dissidentes. Comme l'indique Aleksandr Vatlin dans son ouvrage, dans ce but, en 1926, à Moscou, fut créée l'École Internationale de Lénine (*Mezhdunarodnaya Leninskaya Shkola*) qui devait non seulement enseigner le « bolchévisme » et inculquer à suivre aveuglement la ligne du Komintern, mais aussi, dès le début des années 1930, commença à exiger des partis communistes étrangers de procéder à des épurations politiques régulières afin d'identifier tous les opposants potentiels.

Au temps de Lénine, le Komintern représentait avant tout une institution qui visait à développer et étendre la révolution prolétarienne dans le monde. Vladimir Lénine comprenait l'inadmissibilité d'imposer l'expérience révolutionnaire russe comme unique modèle de référence, sans prendre en considération les particularités nationales et ethniques des pays concernés. Contrairement à lui, Staline voulait ajuster toute la structure, en centralisant et en imposant une vision russe. Désormais, le Komintern n'était plus un lieu de rassemblement et de partage pour les révolutionnaires communistes du monde entier, mais une organisation qui devait refléter la vision stalinienne de la révolution. Il était dorénavant question d'une Internationale communiste au programme russe, dirigée depuis Moscou. Selon le publiciste soviétique Nikolai Ossinsky (Valerian Obolensky), le Parti communiste russe imposait le programme de Moscou : « Si nous devons parler du caractère russe du programme, alors je dirais que politiquement 'russe' il ne l'est pas, mais il se peut qu'il soit 'moscovite', partant du fait que nous n'y voyons aucune nouveauté qui pourrait se développer au loin d'ici ».<sup>259</sup>

Ce nombrilisme russe, dans le cadre du Komintern, agaçait la plupart des révolutionnaires communistes, aussi bien russes qu'étrangers. Ces derniers y voyaient un réel danger pour l'avenir du mouvement prolétarien mondial. Si, sous Lénine, un manque d'implication sur le terrain fut souvent reproché au Komintern, sous Staline, la centralisation excessive du pouvoir l'éloignait également des masses, car, en imposant sa propre vision du monde, il ignorait et rejetait certaines réalités du terrain. Aleksandr Vatlin mentionne, dans l'ouvrage *Komintern* :

<sup>258</sup> *Ibid.*, p. 234. « (...) в сталинизации международного коммунистического движения ».

<sup>259</sup> « Если говорят о русском характере программы, то я скажу - политически 'русской' она не является, но она, может быть, является 'московской' с точки зрения того, что мы не видим отсюда некоторых новых явлений, развивающихся далеко отсюда ». « Поправки программной комиссии ИККИ, 25 мая 1928 года », [« Corrections et amendements du comité au programme de l'I.C. »]. In : Aleksandr Vatlin. *Komintern : idei, resheniya, sudby*. Moskva : Rossiyskaya politicheskaya ensiklopedia, 2009, p. 222.

*idei, resheniya, sudby*, le cas d'un employé de *Goslitizdat*, la maison d'édition d'État (*Gosudarstvennoe izdatel'stvo khudozhestvennoy literatury*), Litvinov, qui reprochait, en mai 1928, au nouveau programme du Komintern d'accorder peu d'importance aux expériences révolutionnaires dans d'autres pays : « Le projet trahit l'actualité, à certains endroits, il ressemble plus à un éditorial de la *Pravda* qu'à un projet de programme du Parti communiste mondial. L'expérience des révolutions dans d'autres pays, sauf l'URSS, prend trop peu de place dans le projet ».<sup>260</sup> Concernant la nouvelle stratégie de l'Internationale communiste, Léon Trotski, qui, par le passé, au même titre que Lénine, Zinoviev, Radek ou Boukharine, fut directement impliqué dans le travail du comité exécutif, écrivait dans l'ouvrage *L'Internationale communiste après Lénine* (1928) :

Aucun des membres actuels du Bureau politique, exception faite de Boukharine, ne prenait la moindre part à la direction de l'Internationale, et, bien entendu, ce n'était pas un simple hasard. La nature de ce travail présuppose non seulement un certain niveau théorique et politique, mais aussi la connaissance directe de la vie intérieure des pays de l'Occident et la maîtrise des langues permettant de suivre en continu la presse étrangère. Dans l'actuel Bureau politique, personne, à l'exception de Boukharine qui du vivant de Lénine n'était qu'un suppléant au Bureau politique, ne possède même ces aptitudes formelles.<sup>261</sup>

Concernant le rôle de Staline dans l'I.C, Trotski poursuivait : « Sans aucune connaissance de l'histoire et de la vie intérieure des pays étrangers, sans une connaissance personnelle de leur mouvement ouvrier, voire sans la possibilité de suivre la presse étrangère, Staline est aujourd'hui appelé à forger et à trancher les questions de la révolution internationale ».<sup>262</sup>

La nouvelle orientation pro-russe de l'Internationale communiste non seulement écrasait les intérêts des partis communistes étrangers, mais aussi appelait ses membres, principalement les communistes d'Europe et d'Amérique, en cas de guerre contre l'URSS, à défendre ni leur Patrie ni les intérêts du prolétariat mondial, mais la Russie soviétique. Selon Staline, l'Union soviétique n'était plus seulement le pays des révolutionnaires russes, mais le prototype de l'État communiste par excellence. L'URSS devenait ainsi le pays du monde communiste et l'Armée Rouge était l'armée de tous les prolétaires révolutionnaires. Par conséquent, les frères communistes des partis étrangers devaient protéger les intérêts de la puissance soviétique, partout dans le monde :

---

<sup>260</sup> « Проект отдает злободневностью, местами он скорее напоминает передовицу "Правды", чем проект программы мировой коммунистической партии. В проекте слишком малое место занимает опыт революций других стран, кроме СССР ». « Поправки программной комиссии ИККИ, 25 мая 1928 года ». *Ibid.*

<sup>261</sup> Léon Trotski. « Qui dirige aujourd'hui l'Internationale communiste ? ». In : Léon Trotski. *L'Internationale communiste après Lénine ou le grand organisateur de la défaite*. Paris : Éditions Rieder 1930, p. 7.

<sup>262</sup> *Ibid.*, p. 9.

- a) Le prolétariat des pays impérialistes doit non seulement se battre pour la défaite de son gouvernement dans cette guerre, mais œuvrer activement pour la victoire du pouvoir soviétique.
- b) (...).
- c) L'armée rouge n'est pas une armée « ennemie », mais l'armée du prolétariat international. Le prolétariat des pays capitalistes, en temps de guerre contre l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, ne se laissera pas effrayer par les accusations de trahisons de la bourgeoisie et ne refusera pas de soutenir, sous la menace de ces accusations, cette armée et soutiendra aussi la lutte contre sa propre bourgeoisie.<sup>263</sup>

Le VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste appelait notamment ses partisans à lutter contre les sociaux-démocrates, les fascistes et tous les opportunistes. Staline accusait les sociaux-démocrates d'être en collaboration avec les fascistes et interdisait toute forme de coopération avec le mouvement de la social-démocratie :

(...) il est erroné de considérer que le fascisme est seulement une organisation militaire de la bourgeoisie. Le fascisme n'est pas seulement une catégorie militaro-technique. Le fascisme est une organisation militaire de la bourgeoisie qui s'appuie sur le soutien actif de la social-démocratie. La social-démocratie est le flanc objectivement modéré du fascisme.<sup>264</sup>

Malgré les assauts des opposants qui considéraient que le Komintern sous Staline tendait à prendre une orientation jugée trop pro-russe, le chef soviétique défendait fermement sa doctrine, dans un discours prononcé à la session plénière du comité central du Parti communiste russe, le 5 juillet 1928. Il y voyait une continuité des acquis de la révolution d'Octobre :

Que peut-il y avoir de mauvais là-dedans ? Notre révolution par son caractère est-elle seulement et uniquement une révolution nationale, et non par son appel une révolution internationale ? Pourquoi alors dans ce cas nous l'appelons la base de la révolution mondiale, le levier du développement révolutionnaire de tous les pays, la patrie du prolétariat mondial ? Il y avait des gens parmi nous, par exemple, nos opposants, qui considéraient que la révolution en URSS était principalement une révolution nationale. Ils se sont brisés le cou dessus. Il est étrange, toutefois, de constater qu'il y a autour du Komintern des gens qui sont prêts à marcher sur les pas des opposants.<sup>265</sup>

---

<sup>263</sup> « а) Пролетариат империалистских стран не только должен бороться за поражение своего правительства в этой войне, но и активно добиваться победы Советской власти.

б) (...).

в) Красная армия не является армией «врага», а армией международного пролетариата. Пролетариат капиталистических стран во время войны против Союза Советских Социалистических Республик не даст буржуазии запугать себя обвинениями в государственной измене, не откажется поддержать под угрозой этих обвинений эту армию и оказать ей поддержку в борьбе также и против собственной буржуазии ». « Tezisy i rezolyutsii VI kongressa KI ». [« Thèses et résolutions du VI<sup>e</sup> congrès de l'I.C. »]. In : S. Sterlin. « O bratanii ». [« À propos de la fraternisation »]. *Voyna i revolyutsiya*. Vol. 7 (1931) : pp. 83-84.

<sup>264</sup> « (...) неверно, что фашизм есть только боевая организация буржуазии. Фашизм не есть только военно-техническая категория. Фашизм есть боевая организация буржуазии, опирающаяся на активную поддержку социал-демократии. Социал-демократия есть объективно умеренное крыло фашизма ». Joseph Stalin. « K mezhdunarodnomu polozheniyu » (1924). *Sochinenia*. Том 6. Moskva : OGIZ, 1947, p. 282.

<sup>265</sup> « А что может быть в этом плохого ? Разве наша революция является по своему характеру национальной и только национальной революцией, а не революцией интернациональной по преимуществу ? Почему же

Comme le souligne Aleksandr Vatlin dans l'ouvrage *Komintern : idei, rechenia, sudbi* (2009), l'appel de Staline à poursuivre la lutte contre les sociaux-démocrates et le maintien de la nouvelle orientation pro-russe de l'I.C. allaient à l'encontre des réalités politiques de l'époque.

Ainsi, la disparité entre la nouvelle orientation « stalinienne » et les réalités auxquelles le monde était confronté, selon Paul D'Amato, activiste socialiste américain et éditeur de la revue *International Socialist Review*, contribuait sur le terrain à l'isolement total du Parti communiste et du Komintern et son éloignement de la masse des prolétaires :

Le résultat de cette « théorie » qui semblait être d'extrême-gauche était une activité farouche qui visait l'isolement vis-à-vis de la masse des ouvriers qui étaient encore influencés par des organisations réformistes et une passivité pratique envers la construction des luttes unies contre les travailleurs non-révolutionnaires.<sup>266</sup>

L'isolement et l'éloignement du Komintern et des partis communistes vis-à-vis de la masse prolétarienne ne pouvaient produire sur un long terme une politique stable. Toutefois, quand bien même Staline et ses collaborateurs du Komintern étaient loin de maîtriser toutes les finesses des politiques nationales étrangères et les particularités des révolutions internationales, comme cela avait été le cas des « vieux cadres » révolutionnaires internationalistes, la politique stalinienne du Komintern n'était pourtant pas dépourvue de pragmatisme et s'adaptait à sa manière aux circonstances et aux réalités du terrain afin de défendre les intérêts politiques extérieurs de l'URSS dans le monde. Ainsi, il serait juste d'affirmer que la nouvelle orientation du Komintern ne visait plus la révolution mondiale du prolétariat et la protection des intérêts des prolétaires, mais, au contraire, détournait ce slogan pour promouvoir les intérêts politiques de l'État soviétique à l'échelle internationale.

Joseph Staline réintroduisit la question des colonies et de la race noire au sein du Komintern. Les partis communistes européens furent fortement encouragés à renforcer la lutte contre l'impérialisme dans les territoires colonisés, tandis que le Parti communiste américain,

---

мы называем ее в таком случае базой мировой революции, рычагом революционного развития всех стран, отечеством мирового пролетариата ? У нас были люди, например, наши оппозиционеры, которые считали революцию в СССР исключительно, или главным образом, национальной революцией. Они сломали себе шею на этом. Странно, что имеются, оказывается, около Коминтерна люди, готовые идти по стопам оппозиционеров ». [« Sur le programme du Komintern : discours à la session plénière du Comité central du Parti communiste russe, le 5 juillet 1928 »]. Joseph Staline. « O programme Kominterna : rech' na plenumе CK VKP (b) 5 iyulya 1928 goda ». In : Aleksandr Vatlin. *Komintern : idei, reshenia, sudby*. Moskva : Rossiyskaya politicheskaya enstiklopedia, 2009, pp. 222-223.

<sup>266</sup> "The result of this seemingly super-left-wing 'theory' was furious activity in isolation from the mass of workers still influenced by the reformist organizations--and practical passivity toward the building of united struggles with nonrevolutionary workers." Paul D'Amato. "The Communist Party and Black Liberation in the 1930s." *International Socialist Review*. Issue 01 (Summer 1997): 2.

comme le mentionne le Rapport du VI<sup>e</sup> congrès de l'I.C., fut poussé à militer « (...) pour la quasi-égalité des Noirs, l'abolition de toutes formes d'inégalité raciale, sociale et politique ».<sup>267</sup>

L'I.C. avait parmi ses objectifs principaux de pénétrer sur le continent africain. La position du Komintern envers les populations noires du monde colonisé était extrêmement claire : apporter un appui substantiel aux mouvements de libération nationale dans les colonies africaines et donner un rôle aux révolutionnaires africains dans la révolution mondiale. Il est, certes, difficile de fournir une estimation exacte de la réussite de l'activité du Komintern en Afrique durant cette période, mais, vers la fin des années 1920, on constate, néanmoins, une idéalisation de l'image communiste au sein des populations indigènes, ce qui se manifesta lors du premier congrès de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale qui se tint à Bruxelles, le 10 février 1927. Cet événement fut supervisé par le bras droit et l'homme de confiance du comité exécutif de l'I.C., l'Allemand Willi Münzenberg. Ce congrès, qui fut un énorme succès pour le Komintern à l'échelle internationale, devait rassembler l'opposition anti-impérialiste et anticoloniale du monde. Parmi les principaux acteurs, on y comptait la délégation sud-africaine, représentée par le Congrès National Africain avec son chef Gumedé, le groupe indépendantiste maghrébin dirigé par Messali Hadj, l'Etoile nord-africaine, et le Comité de défense de la race nègre du militant sénégalais Lamine Senghor.<sup>268</sup>

Même si la politique anti-impériale et anticoloniale du Komintern lui prodiguait théoriquement un avenir prometteur et radieux sur le sol africain, en pratique, son influence, bien qu'inquiétante aux yeux des empires coloniaux, restait très limitée. Les faiblesses du Komintern consistaient principalement dans un manque de financement des activités de propagande sur le terrain : manque de financement des journaux communistes dans les langues indigènes, des activités de propagande au milieu des autochtones et absence d'une coordination organisée des actions des partis communistes et la répression menée par les autorités coloniales.<sup>269</sup>

---

<sup>267</sup> « (...) за полной, фактическое равноправие негров, за отмену всякого расового, социального и политического неравенства ». « Shestoy Kongress Kominterna, 1928 ». [« Le VI<sup>e</sup> congrès de l'I.C., 1928 »]. *Agitclub* [en ligne] date de publication inconnue. Consulté le 16 mars 2020. Disponible sur <<http://www.agitclub.ru/front/com/congress06.htm>>.

<sup>268</sup> Fredrik Petersson (traduit de l'anglais par Françoise Bouillot). « La Ligue anti-impérialiste : un espace transnational restreint, 1927-1937 ». *Monde(s)*. Vol. 10. N° 2 (2016) : 130.

<sup>269</sup> Jacques Jurquet. *La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*. Tome 2 : 1920-1939. Paris : Éditions du Centenaire, 1974, p. 157.

### Chapitre III — Le Komintern, de la révolution prolétarienne mondiale à l'instrumentalisation de la cause noire pour la défense des intérêts soviétiques<sup>270</sup>

#### 1. Les Partis communistes américains et sud-africains

Vues la faiblesse et, dans certains cas, l'inefficacité de la propagande anticoloniale des partis communistes européens et les limites du Parti sud-africain, ainsi que l'influence et la popularité croissante des mouvements panafricains radicaux, le comité exécutif de l'Internationale communiste décida, afin d'atteindre les Noirs d'Afrique, d'encourager la propagande au sein des révolutionnaires afro-américains, plus ancrés dans le combat panafricain.

##### 1.1. *La lutte de la communauté noire des États-Unis : entre panafricanisme et communisme*

Les Noirs d'Amérique, en quête d'une Terre Promise en Afrique, s'engagèrent dans une lutte panafricaine pour défendre la cause noire. Dans une lettre d'Ivon Jones, datée du 23 mars 1923, ce dernier s'inquiétait de la croissance fulgurante du sionisme noir de Garvey en Afrique, surtout en Afrique du Sud : « [Le] garveyisme marche vers l'Afrique. Et on oblige les Africains à regarder vers l'Amérique, aussi bien qu'on pousse les Américains à regarder vers l'Afrique ».<sup>271</sup> D'une certaine manière les autorités du Komintern considéraient que gagner les Noirs d'Amérique permettrait de gagner les Noirs des colonies africaines et des États noirs libres d'Afrique, tels que l'Éthiopie et le Libéria. En touchant les Noirs américains, le comité exécutif de l'I.C. espérait avoir un accès plus facile aux Noirs d'Afrique et pouvoir provoquer par la propagande communiste des soulèvements au sein de ces populations afin de renverser le capitalisme et l'impérialisme. Les Noirs des États-Unis devaient contribuer à la libération de l'Afrique. Autrement dit, face aux échecs répétitifs des prolétaires blancs européens dans le déclenchement de la révolution mondiale, l'image du Noir, maltraité, indigné, blessé et rebelle, devenait un élément idéal pour allumer le feu de la révolution prolétarienne mondiale. Dans un

<sup>270</sup> Dans ce chapitre, l'étude est principalement centrée sur le travail des partis communistes américains et sud-africains sous Staline.

<sup>271</sup> "Гарвейизм наступает на Африку. И африканцев заставляют смотреть в сторону Америки так же, как американцев - в сторону Африки." « Pis'mo D. A. Dzhonsa v Ispolkom Kominterna otnositel'no sozyvu Negriyanskogo Kongressa, 23 marta 1923 ». [« Lettre de David Ivon Jones au comité exécutif de l'IC sur l'organisation d'un congrès noir, le 23 mars 1923 »]. In : Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 91.

rapport de la section orientale du comité exécutif de l'Internationale communiste sur le travail dans les colonies africaines, daté du 19 septembre 1925, il est mentionné que « la question noire doit être le sujet d'une étude attentive constante ».<sup>272</sup>

La nécessité de rallier les Noirs américains au communisme poussa le Komintern à reconsidérer l'importance et la place de la question raciale noire dans sa stratégie et à réadapter son discours. La principale stratégie politique de l'Internationale communiste dans la récupération des mouvements panafricains, et les raisons principales qui poussèrent le Komintern à mener une propagande active dans le milieu des Noirs américains furent énoncées dans le rapport de la section orientale du comité exécutif de l'Internationale communiste de novembre 1925 :

La question de l'implication populaire de 400 millions de Noirs d'Afrique et d'Amérique dans le mouvement révolutionnaire national, au cours de la période considérée, a significativement progressé. Le Komintern s'est donné pour tâche de créer une large organisation révolutionnaire noire qui serait sous son influence et pourrait s'opposer à l'organisation pacifiste panafricaine de Du Bois et à l'organisation mondiale de Marcus Garvey qui prêche une sorte de sionisme noir (...). Conformément à cette formulation de la question, il a été décidé de commencer le travail en Amérique, où se trouvent les centres des organisations susmentionnées, comptant jusqu'à 4 millions de prolétaires noirs qui, en raison de leur position, sont plus susceptibles de s'organiser et, de plus, tendent à occuper le flanc gauche du mouvement ouvrier américain.<sup>273</sup>

Par conséquent, il devient clair que le désir de l'Internationale communiste de poursuivre le travail communiste au sein des populations noires américaines prend une nouvelle dimension. Tout d'abord, la naissance des principaux mouvements panafricains dans le milieu des Noirs d'Amérique montrait le niveau de maturité intellectuelle de ces derniers qui, selon le Komintern, étaient prêts et capables de comprendre et accepter la doctrine communiste. Deuxièmement, la barrière linguistique était un autre obstacle important qui empêchait la

<sup>272</sup> "Негритянский вопрос должен быть предметом ПОСТОЯННОГО ВНИМАНИЯ И ИЗУЧЕНИЯ." « Iz Informatsionnogo obzora Vostochnogo Sekretariata IKKI – programma deystviy v afrikanskikh koloniyakh ». [« Extrait du bulletin d'information du secrétariat de la section orientale du comité exécutif de l'I.C., 19 septembre 1925 »]. *Ibid.*, p. 108.

<sup>273</sup> « Вопрос о вовлечении в национально-революционное движение 400 миллионов негритянских масс Африки и Америки за отчётный период значительно продвинулся вперёд. Коминтерн поставил задачей создание широкой революционно-негритянской организации, которая находилась бы под его влиянием и могла бы противопоставить себя пацифистской панафриканской организации Дюбуа и всемирной организации Макса Гарвея, проповедующего своего рода негритянский сионизм (...). Соответственно такой постановке вопроса, работу решено было начать с Америки, где находятся центры вышеуказанных организаций и где имеется до 4-х миллионов негров-пролетариев, в силу своего положения более восприимчивых к организации и, кроме того, как правило, занимающих левый фланг в американском рабочем движении ». « Iz Informatsionnogo obzora Vostochnogo Sekretariata IKKI o razvitií mirovogo negrityanskogo dvizheniya » (noyabr' 1925 goda). [« Extrait du bulletin d'information du secrétariat de la section orientale du comité exécutif de l'IC sur l'évolution du mouvement noir international, novembre 1925 »]. In: Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 109.

propagation de la propagande communiste en Afrique, après l'inaccessibilité géographique. Contrairement aux Noirs américains, la plupart des Africains noirs des colonies, excepté une élite minoritaire, ne maîtrisaient pas la langue du colonisateur. Une lettre, envoyée à l'administration coloniale française par les chefs de plusieurs tribus de la Côte d'Ivoire (Assouba, Aebo, Adaou et Ahegnabo), le 20 mai 1917, dénonçant l'attitude barbare et cruelle de l'administrateur français envers les populations locales et critiquant l'implication des interprètes noirs dans l'exécution des massacres et des punitions collectives, ordonnés par l'administrateur blanc, parut dans la revue des étudiants communistes français *Clarté*, le 1 avril 1922 :

[Les] chefs ont fourni vingt-huit hommes, et c'est avec ces hommes que les interprètes, les miliciens, les représentants, armés de fusils, ont parcouru les campements et fouillé la forêt, attachant tout ceux qu'ils rencontraient, les frappant jusqu'au sang, violant les femmes, pillant, volant, brûlant des cases et des plantations (...). [Si] les gens d'Assouba refusaient de frapper leurs compatriotes, ils étaient aussitôt frappés eux-mêmes par les interprètes. Ces interprètes ont tiré plusieurs coups de fusil sur les fuyards. (...) « C'est l'administrateur, disaient les interprètes, qui nous a donné l'ordre d'agir ainsi ».<sup>274</sup>

La présence d'interprètes, comme mentionne la lettre, démontre qu'une grande partie de la population indigène des colonies ne maîtrisaient pas la langue du colon. Par conséquent, la propagande communiste dans les langues européennes diminuait considérablement la quantité d'adhérents indigènes, et la distribution d'une littérature communiste en langue locale se compliquait à cause de l'absence d'une terminologie adaptée dans les langues indigènes. Dans le cas des populations noires d'Amérique, la barrière linguistique n'existait plus.

Troisièmement, grâce au Parti communiste américain, le Komintern avait un accès direct à la grande masse du prolétariat noir d'Amérique. La partie principale du prolétariat noir se concentrait dans les grandes villes industrielles du Nord des États-Unis, comme Detroit et Chicago. Selon le département de l'Agriculture des États-Unis, « de 1916 à 1920, la migration des Noirs des États du Sud vers le Nord en quatre ans augmenta de 400 000 à 730 000 personnes ».<sup>275</sup> Cette migration active vers le Nord était principalement provoquée, d'une part, par la dégradation des conditions socio-économiques dans le Sud pour les populations noires, et, d'autre part, par le renforcement du secteur industriel, au Nord, où la demande en main-d'œuvre non qualifiée croissait. Dans l'article « Negroes in American Industry », paru dans *The Workers Monthly* en mars 1925, l'auteur William Francis Dunne, activiste marxiste américain blanc, décrivait la cruauté et l'horreur de la ségrégation, la discrimination raciale et l'inégalité

<sup>274</sup> « Pourquoi nos colonies d'Afrique équatoriale se dépeuplent. La Civilisation française en Côte d'Ivoire, d'après le rapport des chefs noirs d'Assouba, d'Aebo, d'Adaou et d'Ahegnabo ». *Clarté*. N° 10 (1<sup>er</sup> avril 1922) : 240.

<sup>275</sup> Jay Lovestone. "The Great Negro Migration." *The Workers' Monthly* (February 1926): 179.



omniprésente dans les États du Sud des États-Unis d'Amérique. Ainsi, il mentionne le cas de l'exécution publique d'un Noir qui fut brûlé dans le Mississippi, le 26 janvier 1919. Cette exécution prit rapidement l'allure d'un spectacle de divertissement, car des trains acheminaient les curieux de toute la région vers le lieu de l'exécution.<sup>276</sup> Ces nombreux faits divers suscitaient dans les cœurs des populations noires des États-Unis un profond sentiment de colère, faisant naître des aspirations à la révolte et au changement.

La Russie bolchévique devait se positionner en qualité de défenseur et protecteur des Noirs opprimés. Le Parti communiste américain, encouragé notamment par le Komintern, se mit à travailler activement dans la propagande communiste au sein des populations noires. Selon le communiste américain John Reed, la question noire devait devenir la notion clé qui permettait au Parti communiste américain d'élaborer une stratégie politique dans la guerre contre le capitalisme américain : « Les Communistes doivent utiliser ce mouvement [noir] pour dévoiler le mensonge de l'égalité bourgeoise et accentuer la nécessité de la révolution sociale qui libérera tous les travailleurs de la servitude, mais c'est également le seul chemin pour libérer le peuple noir asservi ». <sup>277</sup> Pour « utiliser ce mouvement », il fallait trouver et recruter au sein des populations noires d'Amérique des sympathisants.

Afin d'attirer la population noire, le Parti communiste américain s'opposa à la discrimination raciale et appela les travailleurs américains blancs à défendre les armes à la main leurs frères noirs. Ce discours d'égalité, dans une Amérique raciste, était réellement révolutionnaire, car, prôné par un Parti « blanc », il appelait à la fraternité entre les Noirs et les Blancs, faisant face, épaule contre épaule, à cet ennemi commun à qui profitait le clivage racial : le Capitalisme. L'exemple parfait du soutien communiste à la cause noire fut la réponse du Parti communiste américain au massacre d'un quartier noir à Tulsa, dans l'Oklahoma, par des Blancs, connu sous le nom du massacre de Tulsa, le 1 juin 1921, qui fit plus de 90 morts, 200 blessés et laissa sans toit presque 10 000 Afro-américains :

LE PARTI COMMUNISTE D'AMÉRIQUE lance un appel à nos camarades de couleurs à S'ORGANISER et, armes en mains, résister à l'assaut armé meurtrier contre leurs maisons, leurs femmes et leurs enfants.

---

<sup>276</sup> William Francis Dunne. "Negroes in American Industry." *The Workers Monthly* (March 1925): 208.

<sup>277</sup> "The Communists must use this movement to expose the lie of bourgeois equality and emphasize the necessity of the social revolution which will not only liberate all workers from servitude but is also the only way to free the enslaved Negro people." Voir John Reed. "The Negro Question in America (1920)." Discours prononcé à l'occasion de la tenue du deuxième congrès de l'Internationale communiste à Moscou, le 25 juillet 1920. *Marxists* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.marxists.org/history/usa/parties/cpusa/1920/07/0725-reed-negroquestion.pdf>>. Téléchargé le 12 octobre 2016.

LE PARTI COMMUNISTE D'AMÉRIQUE lance un appel aux travailleurs blancs d'assister leurs frères de couleurs et, armes en mains, les aider à repousser ce genre d'attaques armées contre eux (...). LEUR COMBAT EST NOTRE COMBAT.<sup>278</sup>

Cette solidarité envers la cause noire ne pouvait que susciter un vif engouement chez certains noirs radicalisés, en particulier l'élite noire de Harlem qui constituait le noyau du mouvement de la Renaissance de Harlem.<sup>279</sup> Parmi les membres et les sympathisants (ceux qui n'étaient pas des membres officiels du Parti communiste américain), on pouvait compter des personnages renommés de la communauté afro-américaine, tels que les activistes politiques Otto Huiswoud, Arthur P. Hendricks, Richard Benjamin Moore, l'acteur et écrivain Lovett Fort Whiteman, l'institutrice Grace B. Campbell qui fut la première de la communauté noire d'Amérique à avoir rejoint les rangs du Parti communiste, Wilfried Adolphus Domingo, l'écrivain Hubert Hamson, le poète-romancier Claude McKay, Cyril Valentine Briggs, Harry Haywood.

Pour le déploiement de sa propagande et afin d'établir un dialogue avec les populations noires des États-Unis, le Komintern avait besoin d'un organe qui serait une sorte de branche noire de l'Internationale communiste dans le monde. Il jeta son dévolu sur l'organisation de Cyril Valentine Briggs, *l'African Blood Brotherhood for African Liberation and Redemption* (ABB) (« La Confrérie de sang africaine pour la libération et la rédemption de l'Afrique »). Il s'avéra que l'ABB fut la seule organisation noire américaine révolutionnaire, créée en 1919, qui adhérait à l'idéologie marxiste. Son fondateur Cyril Valentine Briggs était séduit non par l'idée d'une révolution mondiale prolétarienne, véhiculée par les théories marxistes-léninistes, ou par la création d'une République soviétique d'Amérique après le renversement du capitalisme aux États-Unis, mais voyait dans la révolution communiste une voie pour la libération des opprimés noirs dans le monde entier. Le but ultime du combat de Briggs était un retour sur la Terre-mère, dans une Afrique libre.

---

<sup>278</sup> "THE COMMUNIST PARTY OF AMERICA calls upon our colored comrades to ORGANIZE, and with arms in their hands, to resist the murderous armed assault upon their homes, their women, and their children. THE COMMUNIST PARTY OF AMERICA calls upon the White workers to assist their colored brothers and with arms in their hands to help them repel such armed attacks upon them (...). THEIR FIGHT IS OUR FIGHT." Voir Communist Party of America. "The Tulsa Massacre (June 1921)." *Marxists* [en ligne] sans date. Disponible sur <<http://www.marxists.org/history/usa/parties/cpusa/1921/06/0600-cpa-tulsamassacre.pdf>>. Téléchargé le 12 octobre 2016.

<sup>279</sup> « La Renaissance de Harlem est un mouvement de renouveau de la culture afro-américaine, dans la période de l'entre-deux-guerres. Son berceau et son foyer se trouvent dans le quartier de Harlem, à New York. Cette effervescence s'étend à plusieurs domaines de la création, les Arts comme la photographie, la musique ou la peinture, mais c'est surtout la production littéraire qui s'affirme comme l'élément le plus remarquable de cet épanouissement ». « Renaissance de Harlem », in : *Universalis*, encyclopédie libre [en ligne]. Dernière modification datée du 28 mai 2019. Disponible en ligne sur <<https://www.universalis.fr/encyclopedie/renaissance-de-harlem/>>. Consulté le 12 octobre 2016.

Cyril Briggs expliquait que cette fascination pour le marxisme-léninisme « avait été déclenchée par son hostilité à l'égard de l'impérialisme, en particulier par la solution soviétique apportée à la question nationale, sa reconnaissance (...) du droit à l'autodétermination des nations anciennement opprimées par la Russie tsariste ».<sup>280</sup> Briggs défendait vigoureusement sur le terrain les intérêts de la Russie soviétique, assurant qu'elle seule pouvait protéger les intérêts des Noirs. L'idée d'une révolution russe salvatrice pour le peuple noir suscitait les critiques de Marcus Garvey et W. E. B. Du Bois<sup>281</sup>. Ce dernier écrivait notamment à ce sujet, en 1921 :

Dans l'immédiat, le travail du Noir-américain se trouve en Amérique et non en Russie (...). Ce serait une folie pour nous d'abandonner ce programme pratique [celui de l'émancipation des Noirs établi par la NAACP] pour un mirage en Afrique ou cherchant à rejoindre une révolution que nous ne comprenons pas pour le moment.<sup>282</sup>

En principe, le Komintern accordait très peu d'attention à ces divergences idéologiques avec Briggs, la seule chose qui l'intéressait était la possibilité d'utiliser cette structure comme un organe de l'I.C. pour organiser la propagande communiste dans les communautés noires. Ce projet frustrait particulièrement le poète et activiste procommuniste noire-américain Claude McKay qui critiquait vivement l'intention du Komintern de faire de Cyril Briggs la voix des communistes noirs d'Amérique, tandis qu'il existait, selon lui, d'autres orateurs et écrivains noirs plus doués et dignes de défendre la cause communiste. En effet, McKay considérait que ce dernier était un piètre orateur et écrivain qui ne méritait pas de devenir le futur rédacteur en chef du journal des communistes noirs d'Amérique. Selon lui, le choix du Komintern n'était pas désintéressé, il était motivé par le fait que Briggs possédait sa propre revue *The Crusader* que McKay qualifiait de « revue familiale pour Noirs » :

Le fait est (...) qu'un groupe de jeunes gens qui sont qualifiés pour publier un journal militant à New York pour le prolétariat noir d'Amérique se trouve en ce moment en dehors du Parti communiste. [Mais] ils sont communistes dans leur esprit car ils ont quitté le Parti socialiste parce qu'il est passé à l'ennemi. [Dans] tous les cas, je ne pense pas que Briggs est l'homme qu'il faut pour publier un tel journal, comme il a été envisagé. [Cela] ne fera aucun bien au mouvement noir d'Amérique, mais un dommage infini si vous faites

---

<sup>280</sup> "(...) was sparked by its hostility to imperialism and specifically by the Soviet solution to the national question, its recognition (...) of the right of self-determination of nations formerly oppressed by Tsarist Russia." Voir Mark Solomon. *The Cry Was Unity: Communists and African Americans, 1917 – 1936*. Jackson: The University Press of Mississippi, 1998, p. 9.

<sup>281</sup> Du Bois a adhéré au parti communiste américain peu avant sa mort, en 1961. David Levering Lewis. *W. E. B. Du Bois, 1919-1963 : The Fight for Equality and the American Century*. New York : H. Holt, 2001, p. 195.

<sup>282</sup> "(...) the immediate work for the American Negro lies in America and not in Russia (...). (...) It is foolish for us to give up this practical program [NAACP's program for Negro emancipation] for mirage in Africa or by seeking to join a revolution which we do not at present understand." W. E. B Du Bois. "Opinion: The Negro and Radical Thought." *The Crisis*. Vol. 22. No 3 (July 1921): 103-104.

l'erreur de soutenir le mauvais cheval à ce stade. [Mais] le Parti communiste était plus intéressé par Briggs (...) parce qu'il avait une revue.<sup>283</sup>

Néanmoins, malgré ses idéaux communistes, la perspective de se retrouver sous le contrôle du Komintern ne séduisait pas Briggs. Face aux rumeurs d'une potentielle fusion entre le Parti communiste et l'ABB, Cyril Briggs rétorqua dans *The Crusader*, en été 1923 : « La Confrérie de sang africaine n'est pas affiliée au Parti des travailleurs d'Amérique [*Workers' Party of America*, Parti communiste américain] ou, d'ailleurs, à tout autre parti politique et n'est pas l'organisation communiste officielle des Noirs ».<sup>284</sup> Toutefois, les difficultés financières de l'ABB donnèrent vite raison au Parti communiste américain. Briggs fut obligé de céder les rênes, monnayant une aide financière du Komintern : « Toutes ces donations furent faites sous réserve que dans l'avenir le Parti des travailleurs d'Amérique serait en charge des activités de la Fraternité africaine de sang ».<sup>285</sup>

Vers la fin de l'année 1923, l'ABB cessa d'exister en tant que structure politique indépendante et toutes ses cellules, aux États-Unis, aux Antilles et en Afrique, furent récupérées, comme le prévoyait le Komintern, et englouties par un autre mouvement qui devait devenir l'organe mondial pour le rassemblement des communistes noirs, le Congrès du travail des Noirs d'Amérique (*The American Negro Labor Congress*, ANLC). L'ANLC fut créé par un groupe de communistes noirs, parmi lesquels Lovet Fort-Whiteman et Otto Huiswoud, à Chicago, le 25 octobre 1925. Les documents du FBI affirment que le congrès de Chicago était orchestré par le Komintern dans le but d'organiser la propagande communiste parmi les travailleurs noirs. Ces accusations furent démenties par la presse communiste noire, à l'instar du mensuel *The Workers' Monthly*, qui, dans le numéro de décembre 1925, présentait le congrès de Chicago comme un évènement indépendant :

La différence dans le cas de ce congrès des travailleurs noirs est exactement dans le fait qu'il n'était dominé par aucune personne ou groupe et le résultat était qu'il adopta toutes

---

<sup>283</sup> "The truth is (...) the group of young men that is qualified to edit a militant paper in New York for the Negro proletariat of America is just now outside of the Communist Party. (...) But they are Communists in spirit who left the Socialist Party because it had turned yellow. (...) At any rate I do not think that Briggs is the man to edit such a paper as is contemplated. (...) It would do the Negro movement no good in America, but infinite harm, if you made a mistake and backed the wrong horse at this juncture. (...) But the CP was more interested in Briggs (...) because he had a magazine." "To General Secretary of the ECCI Vasil Kolarov from Claude McKay in Moscow, Dec. 23, 1922." In: *Marxist History* [en ligne]. Version numérique disponible sur <<http://www.marxisthistory.org/history/usa/groups/abb/1922/1223-mckay-tokolarov.pdf>>. Téléchargé le 16 octobre 2016.

<sup>284</sup> "The African Blood Brotherhood is not affiliated with the Workers' Party of America, or with any other political party, for that matter, and is not the official Communist organization among Negroes." Winston James. *Holding Aloft the Banner of Ethiopia: Caribbean Radicalism in Early Twentieth-Century America*. London: Verso, 1998, p. 177.

<sup>285</sup> "All these donations were made with the proviso that in the future the Workers' Party of America would be in charge of the activities of the African Blood Brotherhood." *Ibid.*

les demandes simples et claires qui étaient enfouies dans la pensée des masses noires depuis un demi-siècle, mais qui était d'habitude étouffée dans leurs gorges par leurs « prudents » chefs de la classe moyenne.<sup>286</sup>

Bien que l'ANLC fût présenté non comme « une affaire communiste », il fut, toutefois, prouvé que le noyau des participants était principalement constitué des membres du Parti communiste des États-Unis ou de sympathisants du communisme. Dans un rapport du secrétariat de la section orientale du comité exécutif de l'I.C. de novembre 1925 sur l'évolution du mouvement noir international, le Komintern reconnaissait l'implication dans l'organisation du congrès de Chicago d'un groupe de militants communistes noirs : « Sous la direction d'un groupe de communistes noirs, un comité non partisan a été créé à Chicago pour organiser la tenue du Congrès des travailleurs noirs-américains. (...). Le congrès de Chicago s'est tenu le 26 octobre ».<sup>287</sup> Plus tard, dans l'ouvrage *The Negro People in American History* (1954), William Z. Foster, qui était, entre 1945 et 1957, le secrétaire général du Parti communiste des États-Unis, affirmait à cet effet : « Le Congrès des travailleurs noirs d'Amérique fut organisé à Chicago, en novembre 1925, principalement à l'initiative des communistes ».<sup>288</sup>

Selon le FBI, le congrès de Chicago rassemblait environ 600 participants noirs et 30 blancs. Il y avait non seulement des représentants des travailleurs noirs et blancs d'Amérique, mais aussi des délégations étrangères, dont l'Alliance des étudiants éthiopiens (*Ethiopian Students' Alliance*), le mouvement des travailleurs mexicains et deux étudiants chinois. Le congrès appelait « à mobiliser et coordonner les travailleurs de la race noire, les plus éclairés, militants et conscients du problème des classes, comme une machine de guerre pour lutter pour l'abolition du lynchage, des lois Jim Crow<sup>289</sup>, contre la discrimination dans les industries, la

<sup>286</sup> "The difference in the case of this Negro labor congress is exactly in the fact that it was not dominated by any person or group – and the result was that it adopted all of the simple and plain demands that have been hidden in the minds of Negro masses for the past half-century but which have usually been choked in their throats by their « cautious » leaders of the middle class." Robert Minor. "The First Negro Workers' Congress." *The Workers' Monthly* (December 1925): 73.

<sup>287</sup> « Под руководством группы негров-коммунистов в Чикаго был создан беспартийный Комитет, который подготовил созыв "Негритянского Американского Рабочего Конгресса. (...) Конгресс в Чикаго работал от 26-го октября ». « Из информационного обзора Восточного Секретариата ИККИ о развитии мирового негритянского движения » (ноябрь 1925 года). [Aperçu des informations du secrétariat oriental du comité exécutif de l'IC sur le développement du mouvement mondial noir, novembre 1925 ». In : Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 109.

<sup>288</sup> "The American Negro Labor Congress was organized in Chicago in November 1925, mainly upon the initiative of the Communists." In: J. B. Matthews. *Communism and the NAACP*. Atlanta: Georgia Commission on Education, 1958, p. 29.

<sup>289</sup> Les lois Jim Crow désignent « une série d'arrêtés et de règlements promulgués généralement dans les États du sud des États-Unis entre 1876 et 1964. Ces lois, qui constituaient l'un des principaux éléments de la ségrégation raciale aux États-Unis, distinguaient les citoyens selon leur appartenance « raciale » et tout en admettant leur égalité de droit elles imposèrent une ségrégation *de jure* dans tous les lieux et services publics ». « Lois Jim Crow », in *Hérodote* [en ligne]. Dernière modification datée du 23 juin 2019. Disponible sur <[https://www.herodote.net/18\\_mai\\_1896-evenement-18960518.php](https://www.herodote.net/18_mai_1896-evenement-18960518.php)>. Consulté le 20 septembre 2016.

ségrégation raciale et en faveur des droits civiques » et affirmait que « les ennemis naturels du Noir sont le patron, le propriétaire de la terre et le capitaliste ». <sup>290</sup>

Dans la vision de l'Internationale communiste, l'ANLC devait devenir le mouvement qui rivaliserait avec les deux grands mouvements panafricains de Garvey et de Du Bois. Le Komintern prévoyait à partir de l'ANLC de lancer un congrès mondial des peuples noirs, ce qui devait augmenter l'influence et la popularité des partis communistes parmi les Noirs. La stratégie du Komintern pour atteindre les Noirs d'Amérique et d'Afrique consistait également à exploiter la notoriété des mouvements rivaux. Ainsi, par exemple, le Komintern envisageait d'utiliser l'arrestation de Marcus Garvey, qui fut accusé et condamné par le gouvernement américain pour escroquerie et fraude, en 1925, dans le but de favoriser et promouvoir son image auprès des « disciples » du chef de l'UNIA. Dans un rapport secret, daté de septembre 1925, le comité exécutif de l'Internationale communiste déclarait :

L'énorme influence dont jouit Garvey, provoquée par son arrestation par les autorités américaines, se perpétue aujourd'hui parmi des millions de Noirs. (...) Une vaste campagne pour sa libération (bien sûr, en révélant simultanément tout le caractère réactionnaire de ses utopies sionistes) est capable de faire entrer dans la lutte d'énormes masses de Noirs et nous reliera avec ces masses. <sup>291</sup>

À la suite du congrès de Chicago du 25 octobre 1925, trois jeunes filles et sept jeunes gens afro-américains furent envoyés à Moscou afin de suivre une formation communiste pour une durée de trois ans. <sup>292</sup> Les bulletins d'information de l'Internationale communiste mentionnaient également l'arrivée de quatre autres Afro-américains, parmi lesquels Harry Haywood qui se rendit à Moscou, en avril 1926, et le premier Africain de la Côte de l'Or (Ghana), Bankole Awoonor Renner, pour une formation au sein de l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (*Kommunisticheskiĭ universitet trudjachikhsja Vostoka*, KUTV). <sup>293</sup>

<sup>290</sup> "to mobilize and coordinate into a fight-machine the most enlightened and militant and class conscious workers of the negro race in the struggle for the abolition of lynching, Jim Crowism, industrial discrimination, political disfranchisement, segregation of the race"; "the natural enemies of the negro are the boss, the landlord and the capitalist." *Federal Bureau of Investigation Freedom of Information, Act Files, American Negro Labor Committee, File 61-5941-1*, p. 2.

<sup>291</sup> « Огромное влияние, которым пользуется Гарвей и сейчас среди миллионов негров (...). Широкая кампания за его освобождение (конечно, с одновременным разоблачением всей реакционности его сионистских утопий) способна вовлечь в борьбу широчайшие массы негров и свяжет нас с этими массами ». Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 104.

<sup>292</sup> *Federal Bureau of Investigation Freedom of Information, Act Files, American Negro Labor Committee, File 61-5941-1*, p. 11.

<sup>293</sup> Des personnalités afro-américaines de renom, comme Otto Huiswoud et Claude McKay, furent à plusieurs reprises invitées à Moscou et participèrent au IV<sup>e</sup> Congrès du Komintern en 1922.

L'Université communiste des travailleurs de l'Orient (KUTV) était une école du Komintern, à Moscou, qui existait de 1921 à 1938. Cette institution formait des agents communistes étrangers, en particulier ceux issus des pays colonisés. Voir "Communist University of the National Minorities of the West", in *The Free Dictionary*, encyclopédie libre [en ligne], dernière modification datée du 30 juin 2013. Disponible

L'Université communiste des travailleurs de l'Orient avait été créée à Moscou, en 1921. Le Sud-Africain Ivon Jones, dans une lettre datée de 1922, adressée au président du Parti communiste sud-africain William Andrews (Billy), décrit l'université communiste de Moscou en ces termes : « L'Université deviendra une grandiose Mecque pour les jeunes combattants indigènes de l'Orient et d'Afrique. Là-bas, ils se prépareront non seulement pour la lutte, mais aussi pour la transformation communiste du monde entier pour les longues années à venir ! ». <sup>294</sup>

Le succès relatif du Parti communiste américain dans la résolution de la question noire rassurait les communistes. La propagande noire était prometteuse. Après le *garveyisme* et le *duboisisme*, le *communisme* devait devenir l'héritage ultime de la race noire. Abram Lincoln Harris, économiste et anthropologue noir-américain, dans un article paru dans le journal *Crisis* du mouvement NAACP de Du Bois et repris, en 1926, dans le *Workers' Monthly*, déclarait : « 'Qu'y a-t-il après Garvey ?' Si je savais ce que je pense savoir aujourd'hui, j'aurais répondu 'le Communisme' ». <sup>295</sup> Le congrès de Chicago donna une nouvelle impulsion à la stratégie africaine du Komintern au milieu des années 1920.

Le travail effectué au sein du Parti communiste américain reflétait parfaitement toute l'ampleur du pragmatisme stalinien dans l'action du Komintern. D'une part, la politique de Staline envers ce parti montrait une certaine visible continuité dans les voies de l'héritage de Lénine qui consistait à proclamer la lutte contre l'inégalité raciale dans le domaine social, économique et politique, pour l'égalité des prolétaires quelle que soit l'origine raciale et nationale et appelait solennellement à mener une révolution prolétarienne aux États-Unis.

Le VI<sup>e</sup> congrès du Komintern de 1928 réussit à imposer la question raciale noire au sein du Parti communiste américain comme problématique prioritaire dans la stratégie du Parti. Le Parti américain était appelé à « (...) relier la lutte aux côtés des Noirs aux campagnes générales du Parti. Le problème noir doit faire partie intégrante de chaque campagne menée par le

---

sur <<https://encyclopedia2.thefreedictionary.com/Communist+University+for+National+Minorities+of+the+West>>. Consulté le 9 septembre 2016.

<sup>294</sup> «Университет вырастет в грандиозную Мекку для юных туземных борцов Востока и Африки. Там они подготовятся не только для борьбы, но и для коммунистического преобразования всего мира на долгие будущие годы». Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 31.

Le mouvement de Garvey comptait en 1925 environ 4.000.000 de membres en Amérique, aux Antilles, en Afrique (Libéria et Nigeria). La NAACP de Du Bois avait 100.000 membres et éditait le revue *Crisis*. L'ABB éditait le revue *The Crusader* et comptait peu de membres. Selon son fondateur Cyril Briggs, à son apogée, l'organisation atteignait difficilement 3 000 membres. Voir "Letter to Theodore Draper in New York from Cyril Briggs in Los Angeles (March 17, 1958)", in *Marxist History* [en ligne]. Disponible sur <<http://www.marxisthistory.org/history/usa/groups/abb/1958/0317-briggs-todraper.pdf>>. Téléchargé le 26 juillet 2019.

<sup>295</sup> "After Garvey—What?' Had I known what I think I know today I would have answered, 'Communism'". William F. Dunne. "The NAACP Takes a Step Backward." *The Workers' Monthly* (June 1926): 365.

Parti ». <sup>296</sup> Il est intéressant de constater que dans le domaine de la lutte pour l'égalité raciale, le Parti communiste américain réussit à obtenir un certain succès et conquérir de la notoriété, au début des années 1930.

La Grande Dépression qui frappa à cette époque les États-Unis avait alourdi la situation socio-économique et politique du pays, ce qui contribua à la prolifération des idées communistes, en particulier au sein des populations noires. Les populations noires d'Amérique mal payées se retrouvèrent dans une situation d'extrême précarité. Le *National Recovery Act* de 1933 promulgué par le président Roosevelt, qui avait pour objectif de contrôler les effets de la crise, fragilisa la situation de la population noire défavorisée. La majorité des ouvriers noirs non-qualifiés se voyaient renvoyer de leurs emplois et remplacer par des ouvriers blancs. En trois ans, le niveau de chômage aux États-Unis, entre 1930 et 1933, passa de 8,8% à 25,2%. Dans le milieu des populations noires américaines du Nord industrialisé la situation était beaucoup plus dramatique où le chômage dépassait la barre des 55%. <sup>297</sup> Le Parti communiste américain se saisit de cette opportunité pour lancer une grande campagne de mobilisation dans tout le pays contre le *Recovery Act* de F. D. Roosevelt, qui fut communément surnommé par le peuple le *Negro Removal Act*. Une vague de campagnes et de manifestations pour la défense des droits des populations noires éclatèrent dans le pays. Ainsi, le 6 mars 1930, le Parti communiste américain organisa une Journée internationale contre le chômage qui rassembla environ 500 000 personnes ; le 7 mars 1932, sous la direction du Parti communiste, une marche contre la faim et pour l'emploi s'était tenue devant la compagnie *Ford Motor*. <sup>298</sup>

Un autre important événement qui ne fit qu'accroître la notoriété du Parti communiste américain, surtout dans les États du Sud du pays, était la participation active des communistes dans l'affaire des « Scottsboro Boys », en 1931. Dans cette scandaleuse affaire, neuf jeunes garçons afro-américains, âgés de treize à vingt-et-un an, furent accusés sans preuves tangibles de viols sur deux femmes blanches dans un train, dans l'Alabama. Le Parti communiste américain et l'organisation créée par le Komintern, *l'International Labor Defense* (ILD) (la Défense internationale du travail) <sup>299</sup>, prirent en charge les frais de défense et l'accompagnement des accusés et de leurs familles. La lutte acharnée des communistes pour la libération des

---

<sup>296</sup> "The Party must link up the struggle on behalf of the Negroes with the general campaigns of the Party. The Negro problem must be part and parcel of all and every campaign conducted by the Party." Voir "Negro Work Part of General Work of Party." In : *The 1928 and 1930 Comintern Resolutions on the Black National Question in the United States*. Washington : Revolutionary Review Press, 1975, p. 19.

<sup>297</sup> Paul D'Amato. "The Communist Party and Black Liberation in the 1930s." *International Socialist Review* Issue 01 (Summer 1997): 2.

<sup>298</sup> *Ibid.*

<sup>299</sup> *L'International Labor Defense* est une institution, créée en 1925, pour contrer l'influence du KKK et assurer la défense juridique des communistes persécutés.



garçons noirs permit au Parti communiste américain, pour la première fois depuis sa création, de dépasser ses rivaux de longue date, incarnés par les grandes organisations panafricaines de Du Bois (NAACP) et de Marcus Garvey (UNIA), ainsi que de s'implanter dans les États du Sud, notamment à Birmingham, en Alabama, là où les portes leur étaient auparavant fermées. Le Parti communiste américain, adoptant une position très radicale, contrairement à la NAACP qui optait pour une voie plus calme et modérée et était incapable d'apporter des réponses concrètes face aux défis auxquels était confrontés la communauté noire, parvint par son insistance à faire évoluer les choses. Cette politique offensive et entreprenante, ainsi que l'image que renvoyait le Parti communiste américain, celle d'une organisation multiraciale solidaire en faveur des Noirs, permit aux communistes de gagner la sympathie des Noirs d'Amérique qui s'identifiaient de plus en plus à ce mouvement. Le Parti communiste américain, au début des années 1930, naviguait sur la notoriété acquise dans l'affaire des « Scottsboro Boys ». Ainsi, la mère d'un des jeunes condamnés, Janie Patterson, affirma publiquement son soutien aux « rouges » :

Ils ont essayé de me dire que l'ILD était pour les méprisables « Blancs » et « rouges ». Je n'ai pas d'éducation, mais j'ai cinq sens et je sais que les Noirs ne peuvent pas vaincre seuls (...). Je me fiche qu'ils soient rouges, verts ou bleus. Ce sont les seuls qui se sont battus pour sauver ces garçons et je suis avec eux jusqu'au bout.<sup>300</sup>

Le Parti communiste américain défendait également ouvertement la minorité noire contre les agressions provenant des organisations racistes comme le *Ku Klux Klan* (KKK). Cette position pro-noire contribua à l'augmentation rapide du nombre des membres du Parti communiste américain : en 1930, il comptait 7 545 membres ; en 1934, 23 760 membres et, en 1938, 75 000 membres.<sup>301</sup>

Si, durant le début des années 1930, dans le domaine de la lutte et de la propagande pour l'égalité raciale, le Parti communiste américain réussit à obtenir du succès et acquit une certaine notoriété perpétuant l'héritage de Lénine. Toutefois, si, auparavant, la question des Noirs américains était étudiée au même titre que la problématique des Noirs d'Afrique, car les membres du Komintern voyaient dans le militantisme afro-américain une ouverture vers la cause noire africaine, dorénavant, avec la nouvelle conjoncture politique, les Noirs d'Amérique

---

<sup>300</sup> "They tried to tell me that the ILD was low-down whites and reds. I haven't got no schooling, but I have five senses and I know that Negroes can't win by themselves...I don't care whether they are Reds, Greens or Blues. They are the only ones who put up a fight to save these boys and I am with them to the end." Paul D'Amato. "The Communist Party and Black Liberation in the 1930s." *International Socialist Review*. Issue 01 (Summer 1997): 3.

<sup>301</sup> *Ibid.*, p.2. Je n'ai pas trouvé de sources indiquant le nombre précis de membres afro-américains au sein du Parti durant cette période.

étaient perçus comme des éléments révolutionnaires à part entière. Les Noirs d'Amérique étaient maintenant essentiels à la nouvelle politique du Komintern.

Dans la vision stalinienne, les Noirs d'Amérique ne devaient plus être perçus comme une race opprimée, au même titre que les peuples colonisés d'Afrique, mais, dorénavant, ils étaient considérés comme une minorité nationale et devaient être abordés sous l'angle d'un problème national. Lors de la tenue du VI<sup>e</sup> congrès du Komintern (notamment dans les résolutions adoptées, entre 1928 et 1930, par l'URSS sur la question des Noirs d'Amérique), la communauté afro-américaine fut présentée comme une nation à part entière, apte à mener une existence indépendante.<sup>302</sup> Ainsi, le Parti communiste américain était maintenant appelé à exiger le droit à l'auto-détermination des Noirs d'Amérique, comme l'indique la brochure *The Communist Position on the Negro Question : Equal Rights for Negroes ; Self Determination for the Black Belt* (1932) :

En premier lieu, notre demande est que la terre des propriétaires blancs du Sud, cultivée pendant des années par des métayers noirs, soit confisquée et remise aux Noirs. C'est le seul moyen d'assurer l'égalité économique et sociale des métayers.

Deuxièmement, nous proposons de briser les frontières étatiques artificielles actuelles, établies pour la commodité de la classe des maîtres blancs, et d'établir l'unité étatique du territoire connu sous le nom de la « ceinture noire » où les Noirs constituent l'écrasante majorité de la population.

Troisièmement, sur ce territoire, nous exigeons que les Noirs aient le droit total à l'autodétermination ; le droit de créer leur propre gouvernement sur ce territoire et le droit de se séparer, s'ils le souhaitent, des États-Unis.<sup>303</sup>

L'idée consistait à créer sur le territoire des États du Sud des États-Unis, peuplés en grande partie par une population noire, sur un espace, allant de la Virginie au Mississippi, nommé le

---

<sup>302</sup> La thèse sur la création d'une république noire dans le sud avait été proposée par Harry Haywood, communiste noir Américain, membre de l'ABB. Ce dernier voyait des similitudes dans les luttes anticoloniales et le combat des populations noires d'Amérique. Pour lui, les populations noires du Sud des États-Unis constituaient « une nation dans une nation » (en anglais : "a nation within a nation"). Cette thèse a été reprise par le parti communiste américain et le Komintern sous Joseph Staline. Voir Hannah Foster. "Black Belt Republic (1928-1934)." *Black Past* [en ligne] March 9, 2014. Disponible sur <<https://www.blackpast.org/african-american-history/black-belt-republic-1928-1934/>>. Consulté le 15 décembre 2022.

<sup>303</sup> Clarence A. « Charlie » Hathaway était un éminent leader du Parti communiste américain, entre 1920-1940. "In the first place, our demand is that the land of the Southern white landlords, for years tilled by the Negro tenant farmers, be confiscated and turned over to the Negroes. This is the only way to insure economic and social equality for the tenant farmers. Secondly, we propose to break up the present artificial state boundaries established for the convenience of the white master class, and to establish the state unity of the territory known as the 'Black Belt', where the Negroes constitute the overwhelming majority of the population. Thirdly, in this territory, we demand that the Negroes be given the complete right of self-determination ; the right to set up their own government in this territory and the right to separate, if they wish, from the United States." *The Communist Position on the Negro Question : Equal Rights for Negroes ; Self Determination for the Black Belt, 1932*. In Franck Lawrence Owsley. "Scottsboro, the Third Crusade : The Sequel to Abolition and Reconstruction." In Emily S. Bingham, Thomas A. Underwood. *The Southern Agrarians and the New Deal: Essays After I'll Take My Stand*. Charlottesville: University Press of Virginia, 2001, p. 195.

« Black Belt » (la « Ceinture noire »), un « État relais ». Ce territoire était supposé devenir un nouvel État noir qui devait travailler au nom de la révolution prolétarienne. Toutefois, même si les communistes soviétiques clamaient que cet État noir serait totalement indépendant, en pratique le nouvel État devait se retrouver sous l'influence et le contrôle de l'Union soviétique. Cette idée ne trouva pas de soutien au sein de la population noire d'Amérique. Cette réticence était due à plusieurs raisons. Premièrement, ce n'était pas tous les Afro-Américains qui souhaitaient retourner dans les régions du sud, faiblement industrialisées. Deuxièmement, l'idée même de diviser les États-Unis pour créer un pur État noir, au lieu de détruire les barrières raciales, selon William Odell Nowell, membre afro-américain du Parti communiste des États-Unis, entre 1929 et 1936, aurait provoqué l'apparition de nouvelles formes de ségrégation :

Toute la politique de l'établissement d'une république noire dans le Sud, même les tentatives pratiques de mettre en place un tel programme, dans ses étapes et sa forme la plus élémentaire, ne peuvent conduire qu'à des émeutes raciales, à la victimisation des personnes de couleur dans le Sud, au chaos et finalement au sacrifice du Parti en soi.<sup>304</sup>

Les chefs des communistes noirs américains s'opposèrent à l'idée de créer un tel État, qui, à leur avis, n'avantageait pas la cause noire, d'autant plus que cette doctrine ne venait pas des Afro-Américains eux-mêmes, mais était imposée par la direction soviétique. Un ancien communiste noir américain, Louis Rosser,<sup>305</sup> accusa l'Union soviétique d'avoir une politique inconstante et de vouloir manipuler la conscience des masses populaires noires d'Amérique dans le seul but de répondre aux intérêts de sécurité de l'URSS :

Leur politique (des communistes) change à mesure que la situation mondiale change. (...) La politique du Parti communiste américain est liée à la défense de l'Union soviétique. Si tout va bien, le Parti communiste fait des revendications partielles pour les Noirs ; ils prennent les choses à la légère. Si les choses tournent mal et qu'ils pensent que l'Union soviétique est en danger, le Parti communiste soulève à nouveau ce slogan de rébellion essayant d'organiser les Noirs pour se rebeller.<sup>306</sup>

---

<sup>304</sup> "[The] whole policy of the establishment of a Negro republic in the South, even the practical attempts to workout such a program in its more elemental stages and form can only lead to race riots and victimizations of the colored people of the South, chaos, and eventually to a complete sacrifice offer by the party itself." "William Odell Nowell testimony before the Special Committee on Un-American Activities in November 30, 1939." In *Un-American Propaganda Activities in the United States. Hearings before a Special Committee on Un-American Activities, House of Representatives. 76 Congress, 1st Session on H. Res. 282. Volume 8.* Washington : United States Government Printing Office, 1939, p. 6998.

<sup>305</sup> Louis Rosser était membre du Parti communiste et de la Ligue de la Jeunesse Communiste des États-Unis d'Amérique de 1932 à décembre 1944.

<sup>306</sup> "Their (the Communist) policy changes as the world situation changes. (...) The policy of the Communist Party of America is tied up with the defense of the Soviet Union. If things are running all right, the Communist Party makes partial demands for the Negroes; they take it easy. If things are going rough, and they think the Soviet Union is in danger, the Communist Party raises this slogan again of rebellion trying to organize the Negroes to rebel." "Communist Activities in the San Francisco Area. Testimony of Louis Rosser." In *Investigation of Communist Activities in the San Francisco Area. Part I. Hearing before the Committee on Un-American Activities. House of Representatives. 83rd Congress. First Session. December 1, 1953.* Washington: United States Government Printing Office, 1954, p. 3067.

Cette politique intéressée, employée par l'URSS à l'égard des Noirs d'Amérique, contribua en fin de compte à décourager une grande partie des Afro-américains et les éloigner du Parti communiste, qui, avec la victoire d'Adolf Hitler en Allemagne et la montée du nazisme en Europe, était plus préoccupé par la préservation de la sécurité de l'URSS que par la condition des peuples opprimés. Dès le milieu des années 1930, le soutien du Parti communiste et de l'URSS aux revendications des Noirs d'Amérique commença progressivement à s'essouffler.

1.2. *Le Parti communiste d'Afrique du Sud, de 1928 à 1943 : tentative ratée de création d'une république indigène libre*

Si, en 1927, le Parti communiste sud-africain était considéré, au même titre que le Parti communiste américain, parmi les plus prometteurs, après le VI<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste, en 1928, des changements significatifs s'opèrent. Comme la direction de l'Internationale communiste, le Parti communiste d'Afrique du Sud s'inscrit dans la vague des purges stalinienne et la lutte contre la dissidence. Tout comme le Parti communiste américain, le Parti communiste sud-africain se voit imposer une certaine ligne de conduite, une politique prédéfinie par le Komintern. Si, durant l'époque léniniste, l'échange et le dialogue étaient encouragés, sous le régime stalinien, toutes pensées dissidentes qui s'écartaient de la ligne du Parti étaient vivement condamnées et s'apparentaient à un acte de sabotage et d'opportunisme, ce qui affectait et ralentissait la productivité du Parti communiste.

Vers la fin des années 1920, la situation politique dans l'Union de l'Afrique du Sud se détériora considérablement à l'égard de la population noire indigène. La montée du racisme et la ségrégation réduisirent la population noire locale en quasi-esclavage. Dans un rapport du secrétariat exécutif du comité oriental du Komintern sur la question noire, présenté en octobre 1929, il est indiqué :

Le gouvernement d'Hertzog [James B. Hertzog] a proposé une loi qui abolit un certain nombre de concessions faites aux Noirs du Cap. Les propriétaires terriens considèrent les Noirs comme des esclaves, auxquels nient même un droit « universel » comme le droit d'un Noir à la propriété privée de la terre. Les Noirs n'ont en fait pas le droit de posséder des terres et d'avoir une économie indépendante, bien qu'il n'y ait pas de telles restrictions légales dans l'Union sud-africaine, ce droit est réduit en pratique au minimum. (...) Toute la vie politique de l'Afrique du Sud tourne autour de la question : savoir COMMENT MIEUX GOUVERNER LES NOIRS.<sup>307</sup>

<sup>307</sup> “Правительство Герцога предложило закон, которым уничтожается ряд уступок, сделанных неграм в Капской провинции. Землевладельцы видят в неграх рабов, поэтому они даже отрицают такое "общечеловеческое" право, как право негра на частную собственность земли. Негры фактически не имеют права иметь землю и вести самостоятельное хозяйство, хотя в Южно-Африканском Союзе легально такого ограничения не существует, это право сведено на практике к минимуму. (...) вся политическая жизнь Южной Африки вертится вокруг вопроса КАК ЛУЧШЕ УПРАВЛЯТЬ НЕГРАМИ”. “Obzor i predlozheniya

Comme aux États-Unis, le régime stalinien dans le cadre du Parti communiste sud-africain visait le travail au sein de la population indigène. Contrairement aux États-Unis d'Amérique où la population noire comptait seulement 10 pour cent de la population nationale, en Afrique du Sud, elle était majoritaire. Sous Lénine, la politique du Komintern consistait, certes, à mener une propagande au sein de la population indigène autochtone, mais essayait, toutefois, d'unir les Noirs d'Afrique du Sud et le prolétariat blanc du pays dans le but ultime de déclencher une révolution prolétarienne. Sous Joseph Staline, la balance penchait davantage du côté de la question nationale des populations noires indigènes. Dans tous les travaux du Komintern et les échanges du Parti communiste sud-africain avec le comité exécutif de l'IC, l'accent était mis principalement sur la question noire en Afrique du Sud. Les communistes sud-africains blancs étaient encouragés à poursuivre la propagande et lutter pour les droits des indigènes. La lutte pour la défense des masses opprimées et exploitées était, certes, l'un des principes fondamentaux du marxisme-léninisme, néanmoins, dans le cas sud-africain, ce focus sur la question indigène empiétait sur les intérêts de la masse prolétarienne blanche qui ne se retrouvait plus dans cette politique excessivement pro-indigène. Lors du VI<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., comme ce fut le cas aux États-Unis, le Komintern appela le Parti communiste sud-africain à la création d'un État noir indépendant, dans lequel les prolétaires blancs vivraient sur un pied d'égalité avec les Noirs :

Aux prises avec toutes les coutumes, lois et réglementations visant à restreindre les droits de la population indigène et de couleur, bénéfiques à la population blanche, le Parti doit proposer comme slogan politique urgent l'exigence de créer une république sud-africaine noire indépendante avec une autonomie totale pour toutes les minorités.<sup>308</sup>

Dans un rapport du 28 mars 1935, adressé par l'historien africaniste soviétique Aleksandr Zousmanovitch au secrétaire du comité exécutif de l'Internationale communiste I. Piatnitskiy, concernant le slogan « une république indigène indépendante », il est écrit :

Une république indépendante ne signifie pas le déclin de la situation matérielle des travailleurs blancs. Cela ne signifie pas une violation de leurs droits politiques, mais, au contraire, leur accorder des droits politiques, la plus grande démocratie ouvrière et paysanne, une démocratie, faisant d'eux, avec les travailleurs indigènes, les vrais maîtres

---

negrityanskoy seksii Vostochnogo Sekretariata IKKI". En français : « Aperçu et propositions de la section chargée de la question Noire du département 'Asie' du secrétariat du comité exécutif de l'IC », septembre-octobre 1929. In Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Sankt-Peterburg: Aleteya, 2003, pp. 161-162.

<sup>308</sup> “Борясь со всеми обычаями, законами и правилами, рассчитанными на ограничение в правах туземного и цветного населения и выгодными белому населению, партия должна выдвинуть в качестве неотложного политического лозунга требование создания независимой чёрной южноафриканской республики с полной автономией для всех меньшинств”. “Pismo anglo-amerikanskogo sekretariata IKKI v SK KPYuA”. En français : « Lettre du secrétariat anglo-américain du comité exécutif de l'IC au comité central du Parti communiste sud-africain, 9 août 1927 ». *Ibid.*, p. 111.

du pays. Les travailleurs blancs ne peuvent se libérer de l'esclavage capitaliste que grâce à la République indépendante. L'agriculture blanche à petite échelle n'a rien à perdre de la révolution anti-impérialiste. Leurs terres ne seront pas confisquées. Une république indigène indépendante est une république non seulement pour la population indigène travailleuse, mais une république pour tous les travailleurs, sans distinction de couleur.<sup>309</sup>

Vu que l'Union de l'Afrique du Sud était principalement un État agraire, la population indigène du pays était majoritairement constituée de la paysannerie et rattachée à la terre. Ainsi, le fait que la terre leur soit retirée par le gouvernement sud-africain mettait ces populations dans un état d'extrême vulnérabilité. Pour parvenir à la création d'un État noir, le Komintern appelait les communistes sud-africains à mener une révolution nationale agraire qui aurait pour objectif de restituer les terres prises par le gouvernement boer aux populations noires. Il faut admettre que cette position pro-indigène pouvait attirer massivement dans les rangs communistes les populations noires et de couleurs du pays et en faire des alliés, ce qui pouvait peser fort dans la politique extérieure de l'URSS à l'égard de l'Afrique du Sud, surtout envers l'Empire britannique.

Souhaitant atteindre les populations indigènes avec des slogans comme « rendre la terre aux peuples colonisés d'Afrique », l'Union soviétique espérait s'octroyer leur soutien pour s'immiscer dans une zone d'influence britannique et récupérer ce territoire qui, dû aux richesses de son sol, avait une importance économique majeure pour la Grande Bretagne. Ainsi, les populations colonisées d'Afrique devaient devenir cette « cinquième colonne » qui devait assurer les intérêts et la sécurité de l'URSS en cas de guerre. Si un État colonial européen envisageait de marcher contre la Russie soviétique, Staline voulait s'assurer le soutien des indigènes et maintenir un état d'instabilité et de chaos dans les territoires occupés. Dans l'ouvrage *Rossiya i Yuzhnaya Afrika. Tri veka svyazey* (2010) [*La Russie et l'Afrique du Sud : trois siècles de relations*], l'africaniste russe Apollon Davidson fait mention de cette politique de déstabilisation du Komintern :

Le contenu du slogan qui prônait la lutte pour une république indigène indépendante n'était en aucun cas épuisé par le désir d'attirer des travailleurs noirs dans le Parti. Ce

---

<sup>309</sup> "Независимая республика не означает снижение материального положения белых рабочих. Она означает не ущемление их политических прав, а наоборот, предоставление им политических прав, самой широкой рабоче-крестьянской демократии, демократии, делающей их вместе с коренными трудящимися подлинными хозяевами страны. Белые рабочие могут освободиться от наемного капиталистического рабства только через Независимую республику. Мелкое белое фермерство ничего не может потерять от антиимпериалистической революции. Их земли не будут конфискованы. Туземная Независимая республика -- это республика не только для трудящегося коренного населения, но республика для всех трудящихся без различия цвета кожи". "Dokladnaya zapiska A. Zusmanovicha sekretaryu IKKI I. Pyatnitskomu o lozunge 'nezavisimoy tuzemnoy respubliki'". En français : « Note de rapport de Zusmanovitch au secrétaire du comité exécutif de l'IC I. Pyatnitsky au sujet du slogan 'pour une république indigène libre', 28 mars 1935 ». In: Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Sankt-Peterburg: Aleteya, 2003, p. 253.

slogan doit être mis en comparaison avec l'appel lancé par le Komintern à la même époque aux Afro-Américains de la « ceinture noire » (États du Sud) des États-Unis pour qu'ils luttent pour leur autodétermination. Une raison importante de la proclamation de ces idées était le désir du Komintern de créer des difficultés pour les cercles dirigeants de la Grande-Bretagne et des États-Unis et d'affaiblir ainsi leur éventuelle pression sur l'Union soviétique.<sup>310</sup>

Plus loin, l'historien affirme que la raison majeure qui motiva le choix d'une orientation pro-indigène dans la question sud-africaine de Staline était d'origine politique, alimentée par les tensions croissantes avec l'Empire britannique :

Ces deux slogans - sur l'Afrique du Sud et les États-Unis - sont apparus peu de temps après que les relations de l'URSS avec l'Occident, principalement la Grande-Bretagne, se sont fortement détériorées. Le gouvernement britannique, le 23 février 1927, a envoyé une note menaçante à l'Union soviétique.<sup>311</sup>

La stratégie du Komintern sous l'ère stalinienne fut brillamment exposée par le diplomate russe, rattaché à l'ambassade de l'URSS à Paris, en France, Grigory Besedovsky. Ce dernier décrit, dans une interview accordée en 1930 au reporter du quotidien sud-africain *Sunday Times*, la méthode employée par le Komintern pour s'immiscer dans les affaires internes d'un pays, notamment l'Union sud-africaine :

Elle [la politique soviétique] consiste simplement à profiter du mécontentement qui se produit dans n'importe quelle partie du monde. Étant donné que l'Afrique du Sud connaît sans aucun doute des problèmes douloureux en rapport avec la question générale de la politique indigène, il est clair que les Soviétiques redoubleront d'efforts dans un très proche avenir si les hommes d'État sud-africains ne parviennent pas à éliminer ce mécontentement par des moyens politiques.<sup>312</sup>

<sup>310</sup> "Содержание лозунга о борьбе за независимую туземную республику отнюдь не исчерпывалось желанием привлечь черных рабочих в партию. Этот лозунг следует рассматривать в сопоставлении с выдвинутым Коминтерном тогда же призывом к афроамериканцам 'Черного пояса' (Южных штатов) США бороться за свое самоопределение. Важной причиной провозглашения этих идей было стремление Коминтерна создать трудности для правящих кругов Великобритании и США и тем самым ослабить их возможное давление на Советский Союз". Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossiya i Yuzhnaya Afrika. Tri veka svyazey*. Moskva : Vysshaya shkola ekonomiki, 2010, p. 217.

<sup>311</sup> "Оба эти лозунга — о Южной Африке и о Соединенных Штатах — появились вскоре после того, как резко обострились отношения СССР с Западом, прежде всего с Великобританией. Английское правительство 23 февраля 1927 г. направило Советскому Союзу грозную ноту". *Ibid*.

<sup>312</sup> "Она состоит просто в том, что используется недовольство, возникающее в любом районе мира. Поскольку в Южной Африке, несомненно, возникли болезненные проблемы в связи с общим вопросом туземной политики, очевидно, что Советы в самом ближайшем будущем удвоят свои усилия, если южноафриканским государственным деятелям не удастся устранить это недовольство политическими средствами». «MID YuAS (Ministerstvo yustitsii YuAS). Statya iz francuzskoy gazety o finansirovaniy Kominternom yuzhnoafrikanskikh kommunistov, 19 marta 1930 goda». (« Ministère des Affaires étrangères de l'Union d'Afrique du Sud. Extrait d'un article publié dans un journal français sur le financement par le Komintern des communistes sud-africains, le 19 mars 1930 »). In: Apollon Davidson, Sergey Mazov. *Rossiya i Afrika. Dokumenty i materialy. XVIII vek-1960 g.* Tom 2 : 1918-1960. Moskva : RAN, 1999, p. 92.

Grigory Besedovsky, tombé dans la défaveur du gouvernement soviétique, fut condamné à la peine de mort en URSS.

Ainsi, la politique pro-indigène de Staline ne visait pas la défense des intérêts des populations noires de l'Afrique du Sud, mais elle était avant tout une réponse de la Russie soviétique aux menaces britanniques.

Malgré cette politique aussi pragmatique, le slogan soviétique pour « une république indigène indépendante » suscita la désapprobation de la majorité des membres du Parti communiste sud-africain. Les « vieux cadres », les pionniers du communisme en Afrique du Sud et les fondateurs du Parti communiste, sous la direction de Sidney Percival Bunting et de William H. Andrews (Bill Andrews), considéraient que ce slogan ne correspondait pas aux réalités du pays et reflétait une politique de discrimination à l'égard de la minorité blanche de la nation. Ainsi, le penchant pro-indigène du Parti semblait faire plus de mal que de bien. En excluant la minorité blanche, le Parti communiste sud-africain accentuait la division raciale et l'intolérance au sein des populations du pays, renforçant de la sorte l'isolement du Parti, le privant du soutien de la minorité blanche influente, politiquement et économiquement. Dans un rapport émit par le premier émissaire du Komintern en Afrique du Sud Boris Idelson, en août 1929, sur la situation au sein du Parti communiste sud-africain, il était souligné que le financement interne et les donations du Parti chutèrent rapidement, ce qui plaça le Parti dans une situation critique. Les Noirs, souvent pauvres et privés d'emploi, ne pouvaient soutenir financièrement l'organisation, tandis que les communistes blancs perdaient tout intérêt à cause de la nouvelle orientation politique :

Il est important de mentionner la situation financière du Parti. Je n'ai jamais connu un Parti aussi pauvre, car les camarades sud-africains ne réussirent pas à mettre en place ne serait-ce qu'un système de cotisation régulière de la part des membres et des donations en faveur du Parti parmi les masses populaires ; le Parti vivait toujours et principalement grâce aux donations de certains individus. Dans le passé, les Blancs « radicaux », anciens membres du Parti et sympathisants, donnaient suffisamment, alors que maintenant c'est peu et, bien souvent, même rien.<sup>313</sup>

Selon le fondateur du Parti communiste sud-africain Sidney P. Bunting, la nouvelle orientation pro-indigène pour la création d'un État noir indépendant ne correspondait pas aux idéaux marxistes-léninistes, car elle mettait plus en avant l'aspect « république nationale noire »

---

<sup>313</sup> "Особо нужно упомянуть о финансовом положении партии. Такой бедной партии мне еще не приходилось встречать, т. к. Ю. А. товарищам не удалось установить хотя бы регулярный сбор чл. взносов и сборы в пользу партии среди широких масс, партия жила все время и главным образом на пожертвования отдельных лиц. В прошлом "радикальные" белые, бывшие члены партии и стоявшие вне ее, давали сравнительно много, теперь мало, а в большинстве случаев совсем ничего". « Доклад эmissара ИККИ в Южноу Африке В. Иделсона о положении в КРЮА (2 chast') ». En français : « Rapport de l'émissaire du comité exécutif de l'Internationale communiste en Afrique du Sud B. Idelson sur la situation au sein du Parti communiste sud-africain, seconde partie, août 1929 ». In Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Sankt-Peterburg : Aleteya, 2003, p. 154.



que l'idée de la lutte des classes. Bunting reprochait au Komintern de différencier les contextes socio-politiques de la Métropole et des Colonies. Selon lui, la situation dans les Colonies et les Métropoles étaient similaire. Même si au sein des populations noires d'Afrique, il n'existait pas une vraie distinction de classe, comme dans les Métropoles où la division de la société se faisait entre la classe de la « bourgeoisie » et du « prolétariat », dans les colonies africaines, notamment en Afrique du Sud, les indigènes qui étaient sous la domination des colons blancs formaient de-facto une classe, celle des exploités :

Ainsi, dans un certain nombre de colonies africaines, les Noirs traitent les exploités impérialistes non seulement (...) comme des ÉTRANGERS, mais surtout comme des exploités et des oppresseurs, les seuls oppresseurs qu'ils connaissent et qu'ils n'opposent à aucun exploités indigène. Ils se considèrent comme des ouvriers exploités, des prolétaires, des travailleurs ruraux, des paysans, etc.

Par conséquent, il leur importe peu de savoir sous le drapeau de quel pays impérialiste ils sont. Lorsque la privation d'indépendance prend la forme d'une privation de terres et d'une exploitation brutale des Noirs en tant que prolétaires ou semi-prolétaires, ils se considèrent comme opprimés.

(...) - les masses africaines n'ont qu'un seul maître – « l'homme blanc » et leur relation avec lui devient sensiblement la même que la relation de l'ouvrier blanc avec son maître.<sup>314</sup>

Ainsi, Bunting considérait que le schéma présent dans les colonies africaines était le même que dans les Métropoles : la classes des exploités, composée du prolétariat blanc et noir, d'une part, et, de l'autre, la bourgeoisie blanche britannique et afrikaner. Il serait donc dangereux de diviser le prolétariat sud-africain sur la question nationale noire, sachant que le slogan sur la création d'une « république noire indigène indépendante » ne correspondait pas aux réalités politiques et historiques de l'Afrique du Sud. Il était impossible de restituer aux Noirs le pays qui leur avait été volé par les Blancs, car, avant la colonisation, cet État n'existait simplement pas. Selon Bunting, le territoire, occupé aujourd'hui par l'Union de l'Afrique du Sud, était peuplé par différentes tribus noires africaines qui parlaient plusieurs dialectes et souvent n'interagissaient pas les unes avec les autres. Ces tribus séparées ne formaient aucune

---

<sup>314</sup> « Таким образом, в ряде африканских колоний негры относятся к империалистическим эксплуататорам не только, и (...), не столько как к ИНОСТРАНЦАМ, сколько как к эксплуататорам и угнетателям, - единственным угнетателям, которых они знают и которых они не противопоставляют никаким туземным эксплуататорам, - себя же они считают эксплуатируемыми рабочими, пролетариями, сельскими рабочими, крестьянами и т. д. Поэтому им безразлично, под флагом какой империалистической страны им находиться. Когда лишение независимости выливается в форму лишения земли и зверской эксплуатации негров, как пролетариев или полупролетариев, то они считают себя угнетенными.

(...) - у африканских масс есть только один хозяин -- "белый человек" и их взаимоотношения с ним становятся в значительной степени такими же как взаимоотношения белого рабочего со своим хозяином». « Предlozheniya delegatsii Kommunisticheskoy partii Yuzhnoy Afriki na VI kongresse Kominterna k proektu programmy, predstavlennoy kongressu ». En français : « Propositions de la délégation du Parti communiste sud-africain au VIe Congrès du Comintern au projet du programme présenté devant le Congrès », 7 août 1928 ». Voir Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Sankt-Peterburg : Aleteya, 2003, p. 130.

nation unie et aucun État. L'Union de l'Afrique du Sud vit le jour à la suite de la fusion des colonies du Cap, Transvaal, Orange et des territoires peuplés par les populations noires et de couleurs. Ainsi, la question nationale de l'Afrique du Sud était une problématique complexe, pluri-identitaire, et ne pouvait nullement appartenir exclusivement à la race noire. La question sud-africaine était différente des problèmes nationaux chinois ou indiens :

L'Afrique se distingue surtout par cette particularité que parmi les Noirs africains, en règle générale, IL N'Y A AUCUNE CLASSE DE PROPRIÉTAIRES FÉODAUX, PAS DE BOURGEOISIE INDIGÈNE OU DE « BUREAUCRATIE », ni même une classe « d'intellectuels », et, par conséquent, il ne peut, en général, y avoir aucune question sur une éventuelle révolution indigène bourgeoiso-démocratique à l'intérieur du pays, même au stade préparatoire. À quelques exceptions près, il n'y a en Afrique aucune manifestation de vie « nationale » comme en Asie, il n'y a pas d'États indigènes au sens propre du mot, il n'y a que des tribus, dans lesquelles le pouvoir des chefs se transmet par héritage. Ces chefs prétendent protéger les intérêts de leurs tribus.<sup>315</sup>

Les « vieux » cadres communistes sud-africains conseillaient au Komintern de remplacer le slogan « pour une république indigène libre » par celui « pour une république soviétique des ouvriers et de la paysannerie ».<sup>316</sup> Cette position fut fortement critiquée par la direction du Komintern qui accusait les communistes sud-africains blancs « radicaux » d'un manque de compréhension des réalités de leur pays et de paresse idéologique. Dans la *Résolution du Komintern sur la question sud-africaine de 1928*, il est indiqué : « L'argument contre le slogan d'une république indigène au motif qu'il ne protège pas les Blancs n'est objectivement rien d'autre qu'une couverture pour le refus d'accepter le principe correct selon lequel l'Afrique du Sud appartient à la population indigène ».<sup>317</sup> Le premier émissaire du Komintern en Afrique du

<sup>315</sup> « В частности Африка отличается той особенностью, что среди африканских негров, как общее правило, НЕ СУЩЕСТВУЕТ НИ КЛАССА ФЕОДАЛЬНЫХ ЗЕМЛЕВЛАДЕЛЬЦЕВ, НИ ТУЗЕМНОЙ БУРЖУАЗИИ ИЛИ 'БЮРОКРАТИИ', ни даже 'интеллигенции' и, следовательно, не может возникнуть вопроса о внутренней (туземной) буржуазно-демократической революции ни в качестве подготовительной стадии, ни вообще. За немногими исключениями в Африке нигде нет своей 'национальной' жизни как в Азии, нет туземных государств как таковых, а есть только племена, в которых власть вождей переходит по наследству. Вожди эти претендуют на защиту интересов своих племён ». « Predlozheniya delegatsii Kommunisticheskoy partii Yuzhnoy Afriki na VI kongresse Kominterna k projektu programmy, predstavlennoy kongressu ». En français : « Propositions de la délégation du Parti communiste sud-africain au VIe Congrès du Comintern au projet du programme présenté devant le Congrès, 7 août 1928 ». In Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrik. Dokumenty*. Sankt-Peterburg : Aleteya, 2003, p. 129.

<sup>316</sup> « ...рабоче-крестьянской советской республики ». « Predlozheniya delegatsii Kommunisticheskoy partii Yuzhnoy Afriki na VI kongresse Kominterna k projektu programmy, predstavlennoy kongressu ». En français : « Propositions de la délégation du Parti communiste sud-africain au VIe Congrès du Comintern au projet du programme présenté devant le Congrès, 7 août 1928 ». In Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrik. Dokumenty*. Sankt-Peterburg : Aleteya, 2003, p. 133.

<sup>317</sup> "The argument against the slogan for a native republic on the ground that it does not protect the whites is objectively nothing else than a cover for the unwillingness to accept the correct principle that South Africa belongs to the native population." South African Communist Party. "Resolution on 'The South African Question' Adopted by the Executive Committee of the Communist International Following the Sixth Comintern Congress (1928)." *Marxists* [en ligne] sans date. Disponible sur

Sud Boris Idelson accusait, dans un rapport d'août 1929 sur la situation au sein du Parti communiste sud-africain, les dirigeants blancs du Parti de « chauvinisme blanc » :

Les Blancs reflétaient pleinement le point de vue de l'aristocrate ouvrier blanc lorsqu'ils s'opposaient à la résolution. « Comment pouvez-vous aller voir le travailleur blanc et lui dire qu'il sera un subordonné, alors qu'il sent que les Noirs ne sont pas prêts à diriger le pays ». (...) Les camarades noirs ont été affectés par l'indifférence à l'égard de la résolution. Ils l'ont soutenu entièrement et l'ont défendue avec un grand zèle (...).<sup>318</sup>

La nouvelle orientation politique proposée par le Komintern divisa le Parti communiste sud-africain. D'une part, il y avait le groupe des « vieux cadres », surnommé les « radicaux blancs », sous la directive de Bunting, Andrews et des communistes noirs, T. Thibedi (premier Africain membre du Parti communiste sud-africain) et Garner Makabeni. Ce groupe ne soutenait pas le slogan imposé par le comité exécutif de l'International Communiste. D'autre part, il y avait les nouveaux membres indigènes qui, au contraire, soutenaient l'initiative du Komintern. L'insoumission des « vieux cadres » leur coûta une exclusion du Parti communiste sud-africain, en 1931, et de la Communauté des amis de l'Union soviétique en Afrique du Sud, créée la même année.<sup>319</sup>

Toutes les idées opposées aux directives du Komintern étaient interprétées par la direction soviétique, sous Staline, comme un affront « antirévolutionnaire ». Les coupables étaient accusés de « chauvinisme blanc », de « trotskysme », traités de « sangsues impérialistes » ou tout simplement de « buntingistes ». Le Komintern interdisait toute coopération avec les organisations non-communistes. Après l'exclusion des rangs communistes des anciens cadres du Parti communiste sud-africain, le comité exécutif de l'Internationale communiste obligea le Parti communiste sud-africain à mener une guerre acharnée contre tous les penchants opportunistes afin d'éradiquer les restes du « chauvinisme blanc » et écraser tout mouvement qui rejeterait le slogan de la « République indigène indépendante ». Dans la *Résolution sur la question sud-africaine de 1928*, le Komintern appela les communistes sud-africains à mener une propagande active et effectuer un travail pour attirer les masses indigènes, notamment par la création de cellules souterraines, encourageant l'infiltration des organisations indigènes noirs.

---

<<https://www.marxists.org/history/international/comintern/sections/sacp/1928/comintern.htm>>. Consulté le 26 octobre 2016.

<sup>318</sup> « Белые целиком отражали точку зрения белого рабочего аристократа, когда возражали против резолюции. 'Как можно пойти к белому рабочему и сказать ему, что он будет занимать подчинённое положение в стране, когда он чувствует, что негры не подготовлены к управлению страной'. (...) У товарищей-негров сказывалось недифференцированное отношение к резолюции. Они стояли за неё полностью и отстаивали её с большой ревностью (...) ». « Доклад emissara IKKI v Yuzhnoy Afrike B. Idel'sona o položhenii v KPYuA, avgust 1929 goda ». En français : « Rapport de l'émissaire de l'I.C. en Afrique du Sud B. Idelson sur la situation au sein du Parti communiste sud-africain, août 1929 ». In: Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Sankt-Peterburg: Aleteya, 2003, p. 155.

<sup>319</sup> Cette communauté exista jusqu'aux années 1950.

Sous les feux du Komintern se retrouvèrent de telles organisations noires comme le Congrès national africain (CNA) et l'Union industrielle et commerciale (UIC)<sup>320</sup>. Dans un télégramme envoyé, en décembre 1927, par le comité exécutif de l'Internationale communiste à l'attention du VI<sup>e</sup> rassemblement du Parti communiste sud-africain, il est écrit :

Premièrement, le Parti doit se concentrer sur le travail parmi les masses indigènes, tout en poursuivant ses activités parmi les travailleurs blancs. (...). Deuxièmement, le Parti doit mobiliser toutes ses forces pour arracher l'UIC à l'Internationale d'Amsterdam. L'Internationale d'Amsterdam est un instrument de l'impérialisme et l'utilisation du syndicat indigène en tant qu'instrument doit être évitée. Troisièmement, le Parti doit travailler au sein de l'UIC et mobiliser les masses indigènes pour combattre les politiques dangereuses de Kadalie [chef de l'UIC], car ce n'est qu'ainsi que ce syndicat indigène pourra être conduit sur la voie de la lutte des classes.<sup>321</sup>

*La Résolution du Komintern sur la question sud-africaine de 1928* déclarait :

Le Parti devrait accorder une attention particulière aux organisations nationales embryonnaires parmi les indigènes, comme le Congrès national africain. Le Parti, tout en conservant sa pleine indépendance, devrait participer à ces organisations, chercher à élargir et étendre leur activité. Notre objectif devrait être de transformer le Congrès national africain en une organisation révolutionnaire nationaliste, fondée sur les syndicats, les organisations paysannes, etc., luttant contre la bourgeoisie blanche et les impérialistes britanniques, développant systématiquement la direction des travailleurs et du Parti communiste dans cette organisation. Le Parti devrait chercher à affaiblir l'influence des chefs indigènes corrompus par la bourgeoisie blanche sur les organisations tribales indigènes existantes en développant des organisations paysannes et en répandant parmi eux l'influence du Parti communiste.<sup>322</sup>

<sup>320</sup> L'Union industrielle et commerciale (*Industrial and Commercial Union*, ICU) est un syndicat noir sud-africain créé en 1919 par Clements Kadalie, syndicaliste sud-africain. L'organisation fut plus tard rebaptisée *Industrial and Commercial Workers' Union of Africa* (*l'Union industrielle et commerciale des ouvriers d'Afrique*) qui avait pour objectif de protéger les droits des travailleurs bantous sud-africains. "Industrial and Commercial Workers' Union (ICU)." In *South African History Online* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.sahistory.org.za/organisations/industrial-and-commercial-workers-union-icu>>. Consulté le 15 mars 2016.

<sup>321</sup> « Во-первых, партия должна сосредоточиться на работе в туземных массах, продолжая в то же время свою деятельность среди белых рабочих. (...). Во-вторых, партия должна мобилизовать все свои силы для того, чтобы оторвать ИКУ от Амстердамского Интернационала. Амстердамский интернационал является орудием империализма и необходимо помешать использованию туземного профсоюза в качестве такого орудия. В-третьих, партия должна работать внутри ИКУ и мобилизовать туземные массы на борьбу с опасной политикой Кадали, ибо только таким путём можно повести этот туземный профсоюз на путь классовой борьбы ». « Direktivnaya telegramma Ispolкома Kominterna VI siezdu Kommunisticheskoy partii Yuzhnoy Afriki v svyazi s rezolyutsieyu Politsekretariata IKKI ot 27 iyulya 1927 goda, dekabr' 1927 goda ». En français : « Télégramme du comité exécutif de l'I.C. à la VI<sup>e</sup> rencontre du Parti communiste sud-africain en vue de la résolution du secrétariat politique de l'I.C. du 27 juillet 1927, décembre 1927 ». In: Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Sankt- Peterburg : Aleteya, 2003, p. 112.

<sup>322</sup> "The Party should pay particular attention to the embryonic national organisations among the natives, such as the African National Congress. The Party, while retaining its full independence, should participate in these organisations, should seek to broaden and extend their activity. Our aim should be to transform the African National Congress into a fighting nationalist revolutionary organisation against the white bourgeoisie and the British imperialists, based upon the trade unions, peasant organisations, etc., developing systematically the leadership of the workers and the Communist Party in this organisation. The Party should seek to weaken the

Ainsi, le Komintern appelait à récupérer par l'influence communiste les grandes organisations indigènes sud-africaines. Afin de mieux contrôler l'activité et le respect des directives du Komintern, la direction soviétique envoya secrètement en Afrique du Sud une police politique : des émissaires, des agents du Komintern et de la Direction Politique d'État (GPU).<sup>323</sup> Parmi ces personnes, il y avait des personnalités comme Boris Idelson, le premier émissaire du Komintern qui fut envoyé en Afrique du Sud en 1929. Il fut suivi, en 1930, par l'un des chefs du Parti communiste américain George Clark. En 1932, le Bulgare B. Petrovski et l'Américain Eugene Dennis arrivèrent. Entre 1936 et 1938, deux Anglais, George Hardy et Peter Corrigan, se rendirent en Afrique du Sud. Les agents du Komintern et du GPU se rendaient en Afrique du Sud, passant par l'Europe et les États-Unis, avec des faux passeports et sous une fausse identité. Il est assez difficile de donner une appréciation exacte du nombre réel des émissaires et agents secrets envoyés par le régime stalinien en Afrique du Sud, mais leur présence avait été plusieurs fois signalée par les services secrets britanniques :

Un informateur s'est rendu au Cap deux fois cette année : en mars, en provenance de New York et, en avril, en provenance de Beira. Il rapporte que, comme l'ont dit des membres du Parti communiste d'Afrique du Sud qui vivent au Cap depuis de nombreuses années, des groupes d'émigrants, pour la plupart juifs, arrivent en Afrique du Sud presque tous les mois en provenance de Lettonie, de Lituanie et de Pologne. Tous ces gens sont communistes. Ils ne viennent pas avec des passeports soviétiques, mais l'informateur déclare qu'en leur parlant, il a découvert qu'ils étaient toujours bien informés de la situation en Russie après 1917.

Vers la fin de l'année 1928 ou au début de l'année 1929, une jeune femme de 27-28 ans, nommée Anna ou Hanka MORVICH ou MURVICH, y arriva d'Hambourg (...) sur un navire allemand, qui en était alors à son deuxième voyage en Afrique. (...) Nous pensons qu'elle a été envoyée par la Russie pour faire de la propagande parmi les indigènes. (...). Elle a dit qu'elle venait de CHAVLI, en Lituanie, mais avant cela, en 1928, elle avait été à Moscou. (...) Il en est venu à la conclusion qu'elle est un agent du GPU.<sup>324</sup>

---

influence of the native chiefs corrupted by the white bourgeoisie over the existing native tribal organisations by developing peasants' organisations and spreading among them the influence of the Communist Party." South African Communist Party. "Resolution on 'The South African Question' Adopted by the Executive Committee of the Communist International following the Sixth Comintern Congress (1928)." *Marxists* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.marxists.org/history/international/comintern/sections/sacp/1928/comintern.htm>>. Consulté le 26 octobre 2016.

<sup>323</sup> (GPU) est le sigle de *Gossoudarstvennoïe polititcheskoïe oupravlénié*, en français : la Direction politique d'État en URSS. Service secret, ancêtre du KGB.

<sup>324</sup> "Информатор посетил Кейптаун в этом году дважды, в марте по дороге из Нью-Йорка и в апреле по пути из Бейры. Он сообщает, что как ему рассказали члены Коммунистической партии Южной Африки, которые много лет живут в Кейптауне, в Южную Африку почти каждый месяц прибывают группы эмигрантов, в основном евреи, из Латвии, Литвы и Польши. Все эти люди — коммунисты. Они приезжают не по советским паспортам, но информатор заявляет, что, разговаривая с ними, он всегда обнаруживал их хорошую осведомленность о положении дел в России после 1917 г.

Приблизительно в конце 1928 или в начале 1929 г. туда прибыла из Гамбурга (...) на германском судне, делавшим к тому времени второй вояж в Африку, молодая женщина 27-28 лет по имени (...) Анна или Ханка МОРВИШ или МУРВИШ. (...) предполагают, что ее прислали из России для ведения пропаганды среди туземцев. (...). Она сказала, что приехала из ШАВЛИ<sup>1</sup> в Литве, но до этого в 1928 г. была в Москве. (...)

Une autre stratégie, qui permit au Komintern de faire entrer ses agents secrets sur le sol sud-africain, passait par l'instauration des relations commerciales avec l'Union sud-africaine. Les discussions sur l'établissement des relations commerciales permanentes avec l'Union sud-africaine débutèrent dès le milieu des années 1920. Vers la fin des années 20, l'Union sud-africaine, qui cherchait de nouveaux marchés pour l'exportation de ses produits, envisagea l'URSS en tant que partenaire commercial potentiel. Cette idée fut confirmée de nombreuses fois dans les échanges entre les représentants soviétiques en Afrique du Sud et le gouvernement soviétique. Ainsi, le Rapport du département syndical spécialisé sur l'exportation pétrolière de l'URSS sur la faisabilité de l'établissement d'un accord économique pour la vente du carburant en Afrique du Sud, daté du 21 février 1928, mentionne :

Le nombre de voitures et le nombre de kilomètres de bonnes routes augmentent chaque année ; en même temps la vie économique de l'Union sud-africaine se développe rapidement, ce qui dans l'ensemble laisse présager une augmentation annuelle de la consommation d'essence.<sup>325</sup>

Plus tard, en 1930, un géologue russe installé en Afrique du Sud, P. Kovaliov, dans une lettre adressée au directeur du département des ressources minières de l'URSS, N. Fedorovski, écrivait :

L'autre jour, au cours de ma conversation avec quelques personnalités publiques, j'ai abordé la question de l'opportunité d'organiser des relations commerciales entre l'URSS et l'Union sud-africaine et j'ai rencontré leur soutien le plus ardent à cet égard. De plus, ils ont directement demandé de clarifier la question, à savoir quels pourraient être les échanges commerciaux entre les deux pays, de sorte que l'Union agricole sud-africaine, qui est l'une des institutions les plus influentes dans la composition actuelle du gouvernement sud-africain, aborde au Parlement local la question de l'établissement de relations commerciales avec l'URSS. Le moment est idéal pour ça, car l'Afrique du Sud, d'une part, a un grand besoin de certains produits que la Russie peut fournir, d'autre part, il est urgent d'élargir les marchés de vente pour certains produits bruts, produits par les agriculteurs locaux. Le gouvernement ici est entièrement entre les mains de ces derniers, et si seulement ils voient une occasion d'élargir l'exportation de certains de leurs produits

---

он пришел к заключению, что она — агент ОГПУ”. “Donesenie sekretnogo agenta policii Velikobritanii o deyatelnosti kommunistov v Yuzhnoy Afrike ot 28 iyulya 1929 g.” En français : “Rapport de l'agent des renseignements secrets britanniques sur l'activité communiste en Afrique du Sud, du 28 juillet 1929”. In: Apollon Davidson, Sergey Mazov. *Rossiya i Afrika : Dokumenty i materialy, XVIII vek – 1960*. Tom 2 : 1918-1960. Moskva : RAN, 1999, pp. 89-90.

<sup>325</sup> « Количество автомобилей и число миль хороших дорог с каждым годом растет, вместе с тем усиленно развивается экономическая жизнь Южно-Африканского Союза, все это вместе взятое предвещает ежегодно увеличивающееся потребление бензина ». “Spravka eksportnogo otdela Neftyanogo sindikata SSSR ob ekonomicheskoy celesoobraznosti zaklyucheniya dogovora na prodazhu benzina v Yuzhnuyu Afriku ot 21 fevralya 1928 g”. En français : “Avis du département des exportations du syndicat pétrolier de l'URSS sur le pertinence de la signature d'un contrat de vente de carburant à l'Afrique du Sud”. *Ibid*, p. 103.

- une pression nécessaire sera immédiatement exercée (...), il faut battre le fer tant qu'il est chaud, car les circonstances peuvent changer.<sup>326</sup>

Ainsi, grâce à ce climat économique favorable, l'Union soviétique s'empressa d'ouvrir, en juillet 1931, une société mixte soviéto-sud-africaine, spécialisée dans la vente des produits pétroliers, sous l'appellation d'AROP. Cette entreprise devait officiellement acheminer le pétrole soviétique vers l'Afrique du Sud. Toutefois, la société AROP était également une excellente couverture qui permit à l'URSS d'introduire ses agents secrets et ainsi infiltrer la sphère d'influence économique de l'Empire britannique. À ce titre l'africaniste soviétique A. Zousmanovitch affirmait : « Nous approvisionnons l'Afrique du Sud en pétrole, ce qui nous permet d'y avoir un de nos hommes ».<sup>327</sup> La société soviétique AROP pouvait, en effet, devenir un concurrent redoutable pour les compagnies pétrolières britanniques dans la région et donc les affaiblir. Dans un rapport confidentiel adressé par l'Américain Eugene Dennis, émissaire du Komintern en Afrique du Sud, au comité exécutif de l'I.C. sur l'état de la compagnie, daté du 9 septembre 1932, ce dernier écrivait :

L'AROP est entré sur le marché sud-africain avec de grands avantages, car il pouvait vendre des « produits pétroliers » à un prix inférieur à celui des autres sociétés et n'avait pas grand besoin de lutter contre ses concurrents. Cela a également été facilité par la faveur du gouvernement actuel qui cherchait et s'efforce toujours de réduire le prix de l'essence. Avant l'avènement de l'AROP, d'autres entreprises se sont mises d'accord entre elles sur les principaux problèmes de leur activité et, de fait, ont établi un monopole.<sup>328</sup>

<sup>326</sup> «На днях, в моем разговоре с некоторыми общественными деятелями, я коснулся вопроса о желательности организации торговых отношений между СССР и ЮА Союзом и встретил с их стороны в этом отношении самую горячую поддержку. Более того, они прямо просили выяснить вопрос, какие могут быть предметы товарообмена между двумя странами, чтобы через Южно-Африканский Сельскохозяйственный Союз, который является одним из самых влиятельных учреждений при настоящем составе ЮА правительства, возбудить в здешнем Парламенте вопрос об установлении торговых отношений с СССР. Момент для этого здесь очень удобный, т.к. Ю.А. с одной стороны очень нуждается в некоторых продуктах, которые Россия может дать, с другой же стороны здесь имеется острая потребность в расширении рынков сбыта для некоторых сырых продуктов, производимых здешними фермерами. Правительство здесь - всецело в руках последних, и если только они увидят возможность расширения сбыта некоторых из их продуктов — надлежащее давление будет немедленно произведено <...>, надо ковать железо пока горячо, т.к. обстоятельства могут изменяться». *Ibid.*, pp. 105-106.

<sup>327</sup> « Мы поставляли Южной Африке один танкер нефти в год, и это дало нам возможность держать там своего человека ». Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*, Sankt-Peterburg : Aleteya, 2003, p. 13.

<sup>328</sup> « АРОП вступил на южноафриканский рынок с большими преимуществами, так как мог продавать <нефтепродукты> по цене ниже, чем другие компании и у него не было особой надобности бороться с конкурентами. Этому способствовала и активная благосклонность нынешнего правительства, которое стремилось и до сих пор стремится снизить цены на бензин. До появления АРОП другие компании договаривались между собой по основным проблемам своего бизнеса и по сути дела устанавливали монополию ». «Iz soobsheniya informatora iz Direktorata nefetorgovoy kompanii AROP ot 9 sentyabrya 1932 g.» En français: «Rapport de l'informateur de la Direction de la société AROP du 9 septembre 1932». In: Apollon Davidson, Sergey Mazov. *Rossiya i Afrika : Dokumenty i materialy, XVIII vek – 1960*. Tom 2 : 1918-1960. Moskva: RAN, 1999, p. 108.

La mauvaise gestion de cette entreprise eut une influence néfaste sur son image et celle de l'URSS. À l'origine de ces troubles, comme l'explique Eugene Dennis, était l'inconscience politique du dirigeant de la société, un dénommé Schernberg, dont le travail fut qualifié de sabotage par l'émissaire du Komintern :

Les heures supplémentaires ne sont pas rémunérées et le personnel de l'agence du Transvaal, selon mes observations personnelles, travaille deux à quatre heures au-dessus de la norme, tous les soirs, ainsi que les samedis et les dimanches. Les chauffeurs et les mécaniciens ne reçoivent que 60% de ce qui est payé pour le même travail chez Shell, Vacuum et Atlantic. Ils parlent constamment d'exploitation par les communistes et se moquent des responsables russes qui roulent dans des voitures avec des chauffeurs blancs le week-end aux frais de l'entreprise, comme modèle du communisme. Cette propagande nuisible se répand parmi les travailleurs.<sup>329</sup>

Entre la tenue du VI<sup>e</sup> et VII<sup>e</sup> congrès de l'I.C. (de 1928 à 1935), comparé à l'ère léniniste, on constate une nette supériorité du nombre de lettres de directive et de messages envoyés par le comité exécutif de l'I.C., qu'en provenance du Parti communiste sud-africain. Du côté sud-africain, les seules lettres adressées au Komintern ressemblaient plus à des dénonciations politiques qu'à des critiques constructives. La crise du Parti communiste sud-africain se poursuivit jusqu'à la tenue du VII<sup>e</sup> congrès du Komintern. Entre 1934 et 1935, le Parti subit un nouveau choc et se scinda en deux groupes : d'une part, une fraction se retrouva sous la direction de J. B. Marks, Edwin Mofutsanyane, Lazar Bach, N. Sobia qui luttaient pour le maintien et le respect de la ligne politique du VI<sup>e</sup> congrès de l'I.C., et, d'autre part, le groupe de Moses M. Kotane, John Gomas et Edward « Eddie » Roux qui, à la suite du départ de Andrews et Bunting, se mirent à remettre en cause la politique stalinienne envers le Parti. Les polémiques et questionnements naissaient surtout autour de la question de l'existence en Afrique du Sud d'une « bourgeoisie » africaine. Kotane critiquait la politique du Komintern et considérait comme erronée l'idée de diviser la population noire en classes « bourgeoise » et « prolétaire ». En effet, le Komintern considérait qu'il y avait au sein de la population noire une élite bourgeoise. Les soviétiques y incluaient les chefs des mouvements noirs, non-communistes, tels que le Congrès national africain (CNA) ou tout simplement les chefs des tribus qui, selon eux, collaboraient avec les forces impérialistes. Ainsi, le Komintern interdisait toute coopération des communistes sud-africains avec ces organisations noires « bourgeoises »,

---

<sup>329</sup> “Не оплачиваются сверхурочные работы и персонал трансваальского отделения /по моим личным наблюдениям/ работает по два-четыре часа сверх нормы каждый вечер, а также по субботам и воскресеньям. Шоферы и механики получают только 60% того, что платят за ту же работу в компаниях Шелл, Вакуум, Атлантик. Они постоянно говорят об эксплуатации со стороны коммунистов и с насмешками указывают на русских директоров, раскатывающих на автомобиле с белым шофером на пикники по уикендам за счет компании, как на образец коммунизма. Среди рабочих распространяется такая вредная пропаганда”. *Ibid.*, p. 109.



sauf s'il s'agissait d'un rapprochement pour infiltrer ces mouvements de l'intérieur. Kotane ne soutenait pas cette vision. Ce dernier considérait que la « république indigène indépendante » devait non être une république pour le prolétariat noir, mais pour tous les indigènes d'Afrique du Sud. Pour construire cette république et amener dans le pays la victoire de la révolution, le prolétariat sud-africain, aussi bien que les communistes du pays, devaient non plus s'isoler et se séparer des autres mouvements, mais, au contraire, collaborer avec les autres classes opprimées et exploitées, notamment la « bourgeoisie » noire qui était en vérité une classe autant exploitée que les autres :

Pour que la révolution du prolétariat puisse vaincre, ce dernier [le prolétariat] doit chercher le soutien auprès des autres classes opprimées et exploitées, pas uniquement auprès des prolétaires ou semi-prolétaires. En ignorant ce fait, le prolétariat jouera seulement le jeu de l'impérialisme. Du côté du prolétariat, il lui serait fatal de considérer les autres classes opprimées et exploitées comme des ennemis.<sup>330</sup>

Kotane accusait le Komintern et le Parti communiste sud-africain d'être décalés de la réalité : « Le Parti s'est détaché de la véritable réalité, nous nous sommes trop amusés avec la théorie et notre théorie a peu de rapport avec la vraie vie ».<sup>331</sup> La scission au sein de Parti communiste sud-africain était si profonde que la fraction de M. Kotane envisageait la création d'un nouveau Parti. Cette opposition au Komintern lui coûta son poste de secrétaire du Parti sud-africain.

Comme le Parti communiste américain où, à la suite de la montée du nazisme et des menaces de guerres contre l'URSS, le Komintern, dès 1934, changea radicalement de politique. L'IDF (*International Labor Defense*) fut dissoute et les communistes noirs américains furent appelés à intégrer les rangs de la NAACP. Après la tenue du VII<sup>e</sup> congrès de l'I.C., en 1935, le Komintern, face au danger fasciste, changea également de politique envers le Parti communiste sud-africain. La peur de rester seul face au fascisme poussa le gouvernement soviétique à encourager les membres du Parti sud-africain à sortir de l'isolement et à collaborer avec les autres organisations politiques, notamment avec le tant diabolisé Congrès National Africain. Le comité exécutif du Komintern proposa même aux « vieux cadres » exclus de rejoindre les rangs

---

<sup>330</sup> « Чтобы победила революция пролетариата, последний должен искать поддержки у других угнетенных и эксплуатируемых классов, необязательно только у пролетариата или полупролетариата. ИгнорирУя это, пролетариат лишь сыграет на руку империализму. Со стороны пролетариата было бы фатализмом, если бы он стал рассматривать другие угнетенные и эксплуатируемые классы, как своих врагов”. “Pismo M. Kotane v IKKI o lozunge ‘Nezavisimoy tuzemnoy respubliky’” (“Lettre de M. Kotané au comité exécutif de l'IC sur le slogan ‘pour une république indigène libre’”), 31 octobre 1934. Voir Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Sankt-Peterburg : Aleteya, 2003, p. 247.

<sup>331</sup> « партия оторвалась от реальной действительности, мы слишком увлеклись теорией, и наша теория мало связана с жизнью ». Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossia i Juzhnaja Afrika : tri veka svjazej*. Gosudarstvennij Universitet Vyshej Shkoly Ekonomiki, Moskva, 2010, p. 219.

du Parti et approuva même la vision de Kotane, si critiquée auparavant. En ce qui concerne le slogan pour une « république indigène libre », il fut reconnu erroné et considéré comme sectaire. Les anciens fidèles disciples de la doctrine stalinienne comme L. Bach et Morris Richter, à la suite du VII<sup>e</sup> congrès du Komintern furent accusés de sectarisme et tombèrent en défaveur.

À l'approche de la Seconde Guerre mondiale, Staline lança, entre 1936 et 1938, une nouvelle grande vague de répression qui rentra dans l'histoire sous le nom de la Grande Terreur. Si, durant la période de l'organisation du VI<sup>e</sup> congrès du Komintern, Staline déclara la guerre aux « opportunistes-trotskyistes », après le VII<sup>e</sup> congrès, il commença à éliminer toute personne qui lui serait nuisible. Cette nouvelle purge toucha également le Parti communiste sud-africain. Ainsi, Lazar Bach, Morris Richter, son frère Paul Richter et une femme militante communiste sud-africaine, Betty du Toit, à la suite de la tenue du VII<sup>e</sup> congrès de l'I.C., furent accusés de trotskysme et d'activités antirévolutionnaires, exclus du Parti communiste et arrêtés en 1937. Les frères Richter furent fusillés en 1938, Bach mourut dans un camp de détention, Betty du Toit fut la seule survivante. Dans un rapport adressé par R. Nauman au comité de l'I.C. sur « l'activité contre-révolutionnaire des groupes trotskyistes » au sein de la section sud-africaine, daté du 26 août 1936, il était mentionné :

YUZHIN - BACH - Letton, a émigré en Afrique du Sud. (...). Il a rejoint le Parti en 1930 et déjà, en 1931, il occupait une position dirigeante au sein du Parti.

C'est un factionniste évident qui, presque au moment de son adhésion au Parti, était à la tête de la lutte des factions. C'était un idéologue de la faction. (...). Selon des informations non vérifiées, il a été exclu du Parti communiste lituanien, soupçonné de provocation.

RICHTER - Letton. Il a émigré en Afrique du Sud. Il était dans le Parti de 1926 à 1930 (...). C'est un camarade peu instruit et instable qui évidemment est tombé sous l'influence de ce groupe [Zousmanovich, accusé de trotskysme]. (...). Il a défendu les vues de Zousmanovich, Yuzhin et d'autres et avait une relation étroite avec eux.

YUGOV [Paul Richter] - le frère de Richter [Morris]. Il a rejoint le Parti communiste d'Afrique du Sud en 1929 et quitté l'Afrique du Sud, semble-t-il en 1932. Il était en URSS ces dernières années. (...). En 1935, il entre en contact avec Zousmanovich (...). Évidemment, avant cela, il avait peu de liens avec eux et tomba sous leur influence.<sup>332</sup>

<sup>332</sup> “ЮЖИН — БАХ — латыш, эмигрировал в Южную Африку. (...).

Вступил в партию в 1930 г. и уже в 1931 г. находится на руководящих позициях в партии. Является явным фракционером, который почти со времени его вступления в партию находится во главе фракционной борьбы. Был идеологом фракции. (...). По непроверенным сведениям был исключен КП Литвы, будучи заподозрен в провокации.

РИХТЕР — латыш. Эмигрировал в Южную Африку. Был в партии с 1926 по 1930 г. (...). Является малоразвитым и неустойчивым товарищем, который, очевидно, попал под влияние этой группы. (...). Защищал взгляды Зусмановича, Южина и др. и имел тесную связь с ними.

ЮГОВ — брат Рихтера. Вступил в КП Южной Африки в 1929 г., уехал из Южной Африки, кажется в 1932 г. Был последние годы в СССР. (...). В 1935 г. установил контакт с Зусмановичем (...). Очевидно, был до этого мало связан с ними и попал под их влияние”. “Zayavlenie politreferenta Sekretariata IKKI R. Naumana v partkom IKKI o ‘kontrevolyucionnoy trotskistsko-zinovievskoy grupe’ v Yuzhnoafrikanskoj seksii KUTV

La nouvelle qui informait de la prochaine exécution des trois communistes sud-africains avait littéralement enflammé la presse sud-africaine. Les événements qui marquèrent l'histoire du Parti communiste sud-africain dans les années 1930 (les répressions, les purges, l'instabilité de la ligne politique) eurent un impact négatif sur la situation du Parti. Plusieurs membres quittèrent les rangs communistes et, au début des années 1940, le Parti, particulièrement affaibli, comptait entre 100 et 150 membres.<sup>333</sup>

## **2. Le « reste » de l'Afrique : une dernière tentative d'infiltration des mouvements intellectuels noirs par les Partis communistes européens**

Le Parti communiste sud-africain, considéré à l'ère de Lénine comme l'un des plus prometteurs Partis en matière de propagande communiste, ouvrant la « porte » vers cette « autre » Afrique inaccessible au Komintern, rongé par des conflits internes et affaibli, voyait son travail limité sur le terrain. Noyé dans le gouffre de ses perpétuelles crises depuis le renforcement du pouvoir de Staline, excepté quelques meetings, conférences et rassemblements menés par la Société sud-africaine des amis de l'URSS et des demandes d'aide et de soutien lancés par certaines organisations sud-africaines noires comme que le groupe « Lekhotla la Bafo » dans la province d'Orange, l'action générale du Parti fut considérablement réduite pour finalement s'estomper, vers la fin des années 1930. En reprenant les rênes du Komintern, Staline redynamisa le travail de l'organisation. Malgré les difficultés rencontrées avec les communistes sud-africains, le dirigeant soviétique espérait toujours rallier les Noirs des colonies africaines à la cause de l'URSS.

### *2.1. Les Partis communistes européens et la Ligue anti-impérialiste*

Staline voyait dans les colonies africaines un sérieux potentiel politique. Gagner les Noirs d'Afrique au communisme signifiait avant tout les rallier à la cause de l'État soviétique et, en cas de guerre, en faire des alliés stratégiques pour la défense de l'URSS. Vers les années 1930, la connaissance qu'avait le Komintern de cette « autre » Afrique restait autant floue et limitée qu'elle ne l'était au début des années 1920. Dans un rapport de la section noire du secrétariat oriental du comité exécutif de l'Internationale communiste, daté de 1929, l'absence totale de contact avec « l'autre » Afrique était mentionnée :

Jusqu'à présent, nous n'avons aucun contact avec les autres parties de l'Afrique noire ; par conséquent, malgré un certain nombre de questions intéressantes, dont la diversité et la

---

ot 26 avgusta 1936 g.” En français: “Rendu du référent politique du secrétariat du comité exécutif de l'IC R. Nauman au comité du Parti de l'IC sur ‘les influences trotskystes et zinovieviennes’ au sein de la section sud-africaine du KUTV, le 26 août 1936”. In: Apollon Davidson, Sergey Mazov. *Rossiya i Afrika: Dokumenty i materialy, XVIII vek – 1960*. Tom 2. Moskva : RAN, 1999, p. 359.

<sup>333</sup> *Ibid.*

pénétration du capitalisme en Afrique, ces questions sont pour nous à l'heure actuelle principalement de « nature académique », puisque nous n'avons pas d'organisations sur lesquelles nous pouvons nous appuyer pour promouvoir nos slogans.<sup>334</sup>

Au début des années 1930, le seul chemin vers l'Afrique noire passait non plus par le Parti communiste sud-africain, rongé par ses guerres intestines, ni par le Parti communiste américain qui lui aussi se déchirait sur les problèmes de la question des Noirs d'Amérique, mais par l'intermédiaire des Partis communistes européens. Comme l'indiquait les rapports du comité exécutif de l'Internationale communiste, les Partis communistes européens des États coloniaux devaient dorénavant jouer le rôle du levier principal dans le déploiement de la propagande communiste à l'intérieur du continent noir :

Constatant que les Partis communistes britanniques, français, américains et belges ne se sont pas conformés aux résolutions du quatrième congrès du Komintern, qui a déclaré le problème noir comme « enjeu prioritaire de la révolution mondiale » (...), le Congrès déclare que ces Partis doivent immédiatement commencer à effectuer certains travaux parmi les Noirs, qui se trouvent sous la domination bourgeoise des pays des sections susmentionnées de l'I.C.<sup>335</sup>

Vers le début des années 1930, le résultat du travail effectué par les Partis communistes européens, qui avaient été appelés par le Komintern à renforcer la propagande au sein des colonies noires, était loin d'être satisfaisant. James Ford, représentant du Parti communiste américain à l'I.C. et membre du bureau noir de la section orientale du secrétariat du Komintern, dans un rapport adressé au comité exécutif de l'I.C. sur le travail des Partis communistes européens dans les colonies africaines, daté du 14 février 1929, affirmait :

Le chef du département pour la propagande du Parti communiste français a été interrogé sur la nature du travail dans les colonies noires françaises et sur la manière dont il a été mené jusqu'à présent. Le camarade Fonteneau a déclaré qu'il y avait très peu de campagnes de propagande. En fait, elles n'étaient pas menées. (...).

---

<sup>334</sup> «Пока нигде у нас нет связи с другими частями негритянской Африки, поэтому, несмотря на ряд интереснейших проблем, на пестроту и проникновения капитализма в Африку, эти проблемы имеют для нас в настоящее время главным образом "академический характер", так как мы не имеем никаких организаций, на которые могли бы опереться в проведении наших лозунгов». *Obzor i predlozheniya negrityanskoj sekcii Vostochnogo Sekretariata IKKI (Aperçu et propositions de la section chargée de la question Noire du département 'Asie' du secrétariat du comité exécutif de l'IC)*, septembre-octobre 1929. Voir Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Sankt-Peterburg: Aleteya, 2003, p. 163.

<sup>335</sup> « Отмечая, что английская, французская, американская и бельгийская коммунистические партии не выполнили резолюции IV Конгресса Коминтерна, объявившего негритянскую проблему "насущным вопросом мировой революции" (...), Конгресс заявляет, что эти партии должны немедленно приступить к проведению определённой работы среди негров, находящихся под властью буржуазии в странах упомянутых секций К. И. ». *Proekt rezolyutsii po negrityanskomu vorposu, podgotovlenniy Negrityanskoj podkomissiei Kolonialnoy komissii VI kongressa Komintern (Projet de résolution sur la question Noire préparé par la sous-commission pour les questions Noires de la commission coloniale du VI Congrès du Comintern)*, 25 août 1928. *Ibid.*, p. 137.

Le contact avec l'Afrique est faible. Nous n'avons quasiment aucun contact avec ces départements. Les lettres que nous y envoyons restent sans réponses.<sup>336</sup>

Dans *L'Aperçu et les propositions du bureau chargé de la question noire de la section orientale du secrétariat du comité exécutif de l'I.C.* (octobre 1929), il est indiqué :

(...) à Paris, il y a 11 000 Noirs de différentes régions d'Afrique et seulement 100 personnes dans le Parti. Il n'existe pas de bureau noir. Aucun travail n'est fait parmi les Noirs. Paris est dans le cercle des troupes noires, des immigrants principalement du Sénégal, et parmi ces troupes il n'y a aucun travail. Pendant ce temps, grâce aux soldats et aux Noirs à Paris, il est possible d'établir un contact avec le reste de l'Afrique. (...). Absolument aucun travail n'est fait en Belgique.<sup>337</sup>

Autant que les Partis communistes européens, les structures du Komintern, non plus, ne semblaient pas être plus performantes en matière de propagande en Afrique :

Le bureau chargé de la question noire au sein du Komintern trainait une existence misérable et nécessite actuellement une réorganisation et un renforcement. La commission aux questions noires du secrétariat anglo-américain ne fonctionnait pas du tout.<sup>338</sup>

En l'absence totale de contacts de l'I.C. avec l'Afrique noire, exceptée en Union sud-africaine, les appels pour la création d'un Parti communiste provenaient de ressortissants du continent africain. Parmi ces personnalités, il y avait un communiste originaire de la Côte de l'Or (Ghana), Kweku Bankole Awoonor-Renner, qui avait effectué ses études en URSS, entre 1925 et 1928. En 1928, il quitta Moscou pour le Ghana. Awoonor-Renner, en fervent défenseur des idées communistes, appelait le Komintern à créer un Parti communiste en Afrique occidentale. Selon lui, l'Afrique occidentale, du début des années 1930, voyait l'apparition d'une classe de prolétaire et la naissance du germe du réveil national révolutionnaire. Awoonor-

<sup>336</sup> « Перед руководителем Агитпропа Французской партии был поставлен вопрос о характере работы во французских негритянских колониях и о том, как она проводилась до сих пор. Товарищ Фонтено сообщил, что агитационной и пропагандистской работы велось очень мало. Фактически она не велась. (...) Слабая связь с Африкой. С этими отделениями практически нет связи. Письма туда посылаются, но ответов нет ». « Iz otcheta Dzheymsa Forda Ispolkomu Kominterna o rabote evropeyskikh kompartiy v kolonialnykh stranakh Afriki ». En français : « Rapport de James Ford au comité exécutif de l'IC sur le travail des partis communistes européens dans les colonies africaines, 14 février 1929 ». In: Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Sankt-Peterburg: Aleteya, 2003, *Ibid.*, pp. 138-139.

<sup>337</sup> « (...) в Париже находится 11 тысяч негров из разных частей Африки, а всего лишь 100 человек в партии. Негритянского бюро не существует. Работа среди негров не ведётся. Париж находится в кольце негритянских войск, выходцев, главным образом, из Сенегала, а среди этих войск отсутствует какая бы то ни было работа. Между тем через солдат и негров в Париже возможно завязать связь с остальной Африкой. (...). В Бельгии совершенно не ведётся работа ». « Obzor i predlozheniya negrityanskoj seksii Vostochnogo Sekretariata IKKI, sentyabr'-oktyabr' 1929 goda ». En français : « Aperçu et propositions du bureau chargé de la question Noire de la section orientale du secretariat du comité exécutif de l'I.C., septembre - octobre 1929 ». *Ibid.*, pp. 163-164.

<sup>338</sup> « Негритянское бюро при Коминтерне. - Влчило жалкое существование и в настоящее время требует своей реорганизации и укрепления. Негритянская комиссия Англо-Американского Секретариата не работала совершенно ». *Ibid.*, p. 164.

Renner considérait que l'Afrique occidentale était la région stratégique et la terre idéale pour le développement de l'idéologie communiste sur le continent africain. Premièrement, dans cette région riche en ressources, les intérêts des plus grandes puissances capitalistes se croisaient : la France, la Grande-Bretagne, le Portugal, l'Espagne et les États-Unis.<sup>339</sup> Deuxièmement, dans les colonies de cette partie du monde, la question raciale noire n'était pas aussi sensible qu'elle ne l'était aux États-Unis et en Afrique du Sud, où il y avait une population blanche, mais la situation économique des populations locales était particulièrement critique : une population exploitée par l'administration coloniale pour assouvir sa quête du profit. En effet, les difficultés économiques préparaient le terrain pour les rébellions (les rébellions paysannes au Nigéria, en 1929, et en Sierra Leone, en février 1931). Troisièmement, ce territoire, étant fortement peuplé, « entre 40 et 45 millions de personnes », voyait l'apparition d'une nouvelle forme de classe ouvrière, employée dans la construction des chemins de fer, des ports maritimes et des usines. Il était important de noter le fait que les soldats qui composaient les armées coloniales étaient souvent issus des colonies d'Afrique occidentale. Pour finir, hormis l'apparition d'une classe ouvrière et de soldats, dans les colonies d'Afrique occidentale émergeait également un faible groupe qui constituait ce que l'on pouvait qualifier de « bourgeoisie indigène ». Cette « classe » naissante était principalement composée de jeunes africains « occidentalisés », revenus fraîchement des États-Unis et d'Europe, principalement d'Angleterre, avec des professions intellectuelles comme juriste, médecin, écrivain, prêtre, scientifique, gestionnaire et ingénieur.<sup>340</sup> Cette jeune « bourgeoisie » instruite, lassée de l'oppression coloniale, selon Bankole, était génératrice d'idées nationales-révolutionnaires. Le premier pas sur le chemin de l'émancipation entrepris par cette couche sociale fut la création, en 1920, du *National Congress of British West Africa* (NCBWA). Cette organisation demandait principalement le droit à l'autodétermination dans le cadre de l'Empire britannique et la remise entre les mains des Africains du contrôle des finances du pays.<sup>341</sup>

Hormis l'existence du Congrès, on notait notamment l'apparition de diverses associations littéraires et musulmanes d'orientation patriotique. Awoonor-Renner considérait que la création d'un Parti communiste dans les colonies britanniques de l'Afrique occidentale était une

---

<sup>339</sup> Les colonies anglaises : la Gambie, Sierra Leone, Côte de l'Or, Nigéria. Les colonies françaises : la Guinée française, Sénégal, Dahomey, la Côte d'Ivoire. Les colonies portugaises : la Guinée portugaise. Les colonies espagnoles : île Fernando Po. Les colonies américaines : le Libéria. Le Togoland était partagé entre la Grande Bretagne et la France.

<sup>340</sup> Valentin Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Sankt-Peterburg: Aleteya, 2003, p. 114.

<sup>341</sup> *Ibid.*, p. 115.

nécessité, car, selon lui, à partir de cette région, le communisme pouvait s'étendre sur les autres colonies africaines :

Sans doute, ces conditions permettent de créer un Parti ouvrier et paysan bolchévique en Afrique tropicale. Je propose que ce Parti soit créé en Afrique de l'Ouest britannique (...). Les activités du Parti finiront par s'étendre aux colonies voisines : territoires portugais, français et espagnol.<sup>342</sup>

Le Komintern recevait aussi des demandes en provenance des colonies espagnoles, de l'île Fernando Po.<sup>343</sup> Dans les archives du Komintern on trouve une lettre, datée d'octobre 1931, d'un jeune commerçant Espagnol-Catalan de 28 ans résidant en Afrique depuis huit ans, Gaime Gay Compte. Ce dernier connaissait parfaitement le territoire africain, de la côte du Cap-Vert à l'Angola. Dans cette lettre, le jeune Catalan demandait au Komintern d'entrer en contact avec lui et son organisation politique afin d'apporter du soutien à cette dernière dans l'organisation de la propagande secrète sur l'île et l'acheminement d'une littérature communiste :

Je suis ici le vice-président de la première organisation politique qui a rejoint l'Alliance républicaine. Mais j'appartiens à son extrême gauche, et un groupe assez important de jeunes me suit. (...).

Je dois créer ici une avant-garde secrète et travailler correctement pour avoir un résultat. Je suis dans l'attente de votre réponse.

Ce serait bien si vous pouviez m'envoyer des livres et des journaux. Ce serait plus efficace que l'envoi de brochures. (...).

J'ai de bons amis au Cameroun, au Congo belge, au Sénégal et au Nigéria qui peuvent être d'une grande aide.<sup>344</sup>

Contrairement à l'Afrique occidentale où le Komintern avait des contacts (les archives mentionnent les noms de quelques camarades africains : Franck Makoli du Nigéria, Richards de Freetown (Sierra Leone), Morens du Cameroun et Smola de Gambie), ce n'était pas le cas

<sup>342</sup> « Несомненно, эти условия делают возможным создание рабоче-крестьянской Большеви́стской партии в Тропической Африке. Я предлагаю, чтобы эта партия была создана в Британской Западной Африке (...). Деятельность Партии со временем распространится на соседние колонии - Португальские, Французские и Испанские территории ». « Iz doklada B. Avunor-Rennera Ispolkomu Kominterna o polozhenii v Zapadnoy Afrike s prelozheniem sozdat' tam kommunisticheskuyu partiyu, 16 yanvarya 1928 goda ». En français : « Rapport de B. Awoonor-Rennes au comité exécutif de l'I. C. sur la situation en Afrique occidentale, suggérant d'y créer un Parti communiste, le 16 janvier 1928 ». In Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 116.

<sup>343</sup> Depuis 1973, l'île Bioko.

<sup>344</sup> “Здесь я являюсь вице-президентом первой политической организации, присоединившейся к Республиканскому Альянсу. Но я принадлежу к его крайней левой и за мной следует довольно многочисленная группа молодежи. (...).

Мне надо создать здесь секретный авангард и работать надлежащим образом, чтобы достигнуть результата. Жду от вас известий.

Было бы хорошо, если бы вы прислали мне книги и журналы. Это дало бы больший результат, чем присылка брошюр. (...).

У меня есть хорошие друзья в Камеруне, Бельгийское Конго, Сенегале и Нигерии, которые смогут во многом оказать содействие”. “Pis'mo iz Fernando-Po, Santa Isabel', oktyabr' 1931 goda”. En français: “Lettre de Fernando Po, Sainte Isabelle, octobre 1931”. In: Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, pp. 221-222.

dans les autres régions de l'Afrique. Dans une lettre du 21 février 1931, adressée au Profintern, le militant communiste afro-américain, alors président du Comité syndical international des travailleurs noirs, James W. Ford écrivait :

J'ai envoyé des documents en Afrique de l'Est. Compte tenu du fait que jusqu'à présent je devais me fier qu'aux échanges postaux, je ne peux conclure rien d'autre, si ce n'est que le contact n'a pas encore été établi. J'espère établir un contact dans cette région également avec l'aide de camarades qui s'y rendent en bateau.<sup>345</sup>

Le Komintern essaya également d'établir des contacts via le Profintern avec l'Afrique équatoriale. Dans une lettre du 20 mars 1930 de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) au Profintern sur « l'établissement de contacts avec l'Afrique équatoriale et l'île de Madagascar en vue de la tenue du V<sup>e</sup> Congrès du Profintern », il est écrit :

Nous recherchons maintenant des délégués pour voyager 1) au Maroc - Tunisie - Algérie, 2) Afrique équatoriale - Congo belge, 3) Martinique - Guadeloupe, 4) Madagascar. (...). S'il est possible d'envoyer un délégué en Afrique équatoriale à temps, alors il est fort possible que ce voyage produise des résultats, même si notre délégué ne se rend qu'à Dakar et au Congo. (...).

En ce qui concerne Madagascar. Il y a cinq mois, nous avons envoyé un avocat communiste du SRI [Secours rouge international] à Madagascar pour défendre des camarades accusés de complot. Ce camarade devrait revenir bientôt, et nous obtiendrons tous les contacts nécessaires de sa part. Quand il partait, nous lui avons demandé d'établir ce contact.<sup>346</sup>

---

<sup>345</sup> « Я послал материалы в Восточную Африку. Принимая во внимание и то обстоятельство, что до сих пор мне приходилось рассчитывать на прямую почту, я не смогу сказать ничего иного, кроме того, что до сих пор связь не установлена. Я надеюсь установить связь на этом участке также при помощи товарищей, отплывающих на судах ». « Iz otcheta Dzh. Forda, prezidenta Mezhdunarodnogo profsoyuznogo komiteta negrityanskikh rabochikh, Profinternu, 21 fevralya 1931 ». En français : « Rapport de James Ford, président du comité syndical international des travailleurs noirs au Profintern, 21 février 1931 ». In Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 219.

Le Profintern, l'Internationale syndicale rouge, était une organisation contrôlée par le Komintern qui travaillait dans le milieu des ouvriers pour l'accomplissement de la révolution prolétarienne. Voir Holger Weiss. "Between Moscow and the African Atlantic. The Comintern Network of Negro Workers." *Monde(s)*. Vol. 10. No. 2 (2016) : 89.

<sup>346</sup> « Мы сейчас ищем делегатов для поездки 1) в Марокко - Тунис - Алжир, 2) Экваториальную Африку - Бельгийское Конго, 3) Мартиника - Гваделупу, 4) Мадагаскар. (...).

Если будет возможно послать делегата в Экваториальную Африку вовремя, то очень возможно, что эта поездка даст кое-какие результаты даже в том случае, если наш делегат посетит только Дакар и Конго. (...).

В отношении Мадагаскара. Пять месяцев тому назад мы послали в Мадагаскар адвоката-коммуниста из МОПРа для защиты товарищей, обвинённых в заговоре. Этот товарищ должен скоро возвратиться, и мы получим от него все необходимые связи. Когда он уезжал, мы поручили ему установить эту связь ». « Pis'mo rukovodstva UVKT v Ispolkom Profinternu ob ustanovlenii svyazey s Ekvatorial'noy Afrikoy i Madagaskarom v svyazi s predstoyashim V kongressom Profinternu, 20 marta 1930 ». En français : « Lettre de la direction de la CGTU au comité exécutif du Profintern sur l'établissement de contacts avec l'Afrique équatoriale et Madagascar à la veille du Ve congrès du Profintern, 20 mars 1930 ». *Ibid.*, pp. 189-190. « La Confédération générale du travail unitaire (CGTU) était un syndicat français ayant existé entre 1921 et 1936. Elle naît de la volonté d'une minorité de la Confédération générale du travail de s'affilier à l'Internationale syndicale rouge. (...) La CGTU était étroitement liée, pendant toute son existence, au Parti communiste français ». Voir « Confédération générale du travail unitaire », in *Larousse*, encyclopédie libre [en ligne]. Dernière modification faite datée du 4



La lettre décrit également les dépenses approximatives pour ce voyage en Afrique équatoriale, dans les colonies françaises et belges : 42 905 francs. Concernant l'île de Madagascar, l'informateur exprimait également l'idée de la création d'une organisation communiste.<sup>347</sup>

La politique du Komintern à l'égard du reste de l'Afrique au début des années 1930 restait à un stade embryonnaire. L'action du Komintern dans la région manquait de coordination et était dispersée. Le Komintern semblait vouloir saisir toutes les occasions propices pour accomplir ses objectifs. Le premier pas entrepris pour ranimer sa stratégie à l'égard du continent africain fut la réactivation du travail de la section sur les questions de la race noire du Profintern. Le Profintern mit en place, en 1928, le Comité professionnel internationale des ouvriers noirs, « l'Internationale noire ». L'organisation, dont le siège se trouvait à Hambourg, lança l'édition d'une revue spécialisée sur l'Afrique et la population noire d'Amérique et des îles, le *Negro Worker*, dirigé par l'Afro-Américain James Ford et le Trinidadien Georges Padmor. Des discussions sur l'organisation d'une conférence noire étaient fréquentes. Le Komintern prévoyait également de créer une Université communiste coloniale qui porterait le nom de Staline pour former en théorie et en pratique des instructeurs, qualifiés et fidèles au Parti communiste, aptes à travailler en Afrique.

Les Partis communistes furent encouragés à renforcer la propagande et ouvrir des écoles coloniales au sein de leurs propres Partis. Dans un document daté du 20 mai 1930, « Les propositions de la section chargée des questions de la race noire du secrétariat oriental de la mission politique du comité exécutif de l'Internationale communiste sur la formation des instructeurs en vue d'effectuer un travail en Afrique », il est indiqué :

Partant du principe qu'il est urgent d'envoyer des instructeurs dans les colonies noires et, en se concentrant principalement sur les colonies où existent des mouvements ouvriers indépendants, des organisations nationalistes révolutionnaires ou même des soulèvements majeurs ont eu lieu récemment, nous proposons d'envoyer immédiatement des camarades dans les pays suivants : (...).

AFRIQUE DE L'EST : Kenya, Nyasaland, Rhodésie, Ouganda, Tanganyika. Un camarade pour tous ces territoires avec pour centre Nairobi, au Kenya.

AFRIQUE DE L'OUEST : Nigéria, Ashanti, Gambie, Gold Coast, Sierra Leone. Deux camarades ; les centres seront : Bathurst, Gambie (...) et Lagos, Nigéria (...).

Les colonies africaines, françaises et belges.

AFRIQUE DE L'OUEST FRANÇAISE : Sénégal, Haute et Basse Volta, Dahomey, Mauritanie. Un camarade, le centre sera à Dakar, au Sénégal (cette province est le principal lieu de recrutement de « l'armée noire » française).

---

janvier 2019. Disponible sur <<https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/CGTU/114351>>. Consulté le 16 mai 2016.

<sup>347</sup> Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 25.

SOUDAN, CONGO FRANÇAIS ET BELGE : un camarade pour couvrir tous ces territoires. Le centre se trouve au Congo français, où plusieurs grands soulèvements ont eu lieu au cours des dix dernières années.

(...).

Les instructeurs, qui devraient être envoyés immédiatement, devraient être désignés par les Partis britannique, français, américain et belge, et également choisis parmi les étudiants achevant leurs études à l'école de Lénine et au KUTV [Université communiste des travailleurs de l'Orient].

Ce premier groupe d'instructeurs doit suivre une formation préliminaire d'un ou deux mois à Moscou pour se familiariser avec la situation dans les pays où ils seront envoyés et leurs fonctions d'instructeurs.<sup>348</sup>

Le programme du Komintern sous Staline à l'égard du « reste » de l'Afrique était général. Les particularités des régions et des modèles coloniaux n'étaient pas prises en compte. Le Komintern proposait de proclamer dans les territoires colonisés d'Afrique noire « l'indépendance, la libération immédiate des colonies, la restitution des terres aux indigènes ; la violence, exercée par les puissances impériales, dans le but de défendre les intérêts de leurs concessions et investissement, était sévèrement critiquée ; la lutte pour le droit aux rassemblements, aux grèves ; l'établissement d'une journée de travail de huit heures ; l'égalité des salaires et du travail en dépit de la race, de la couleur et du sexe ».<sup>349</sup> Les slogans véhiculés

---

<sup>348</sup> « Исходя из необходимости срочной отправки инструкторов в Негритянские колонии и концентрируя внимание прежде всего на тех колониях, где имеются независимые рабочие движения, революционные националистические организации или где недавно происходили крупные восстания, мы предлагаем немедленно послать товарищей в следующие страны: (...).

ВОСТОЧНАЯ АФРИКА : Кения, Ньясаленд, Родезия, Уганда, Танганьика. Один товарищ на все эти территории с центром в Найроби, Кения.

ЗАПАДНАЯ АФРИКА : Нигерия, Ашанти, Гамбия, Золотой Берег, Сьерра-Леоне. Два товарища; центрами будут: Батерст, Гамбия (...) и Лагос, Нигерия (...).

Французские и Бельгийские африканские колонии.

ФРАНЦУЗСКАЯ ЗАПАДНАЯ АФРИКА : Сенегал, Верхняя и Нижняя Вольта, Дагомея, Мавритания. Один товарищ, центр будет в Дакаре, Сенегал (эта провинция является основным местом для набора рекрутов в 'чёрную армию' для Франции).

СУДАН, ФРАНЦУЗСКОЕ И БЕЛЬГИЙСКОЕ КОНГО : один товарищ, чтобы охватить все эти территории. Центр - во Французском Конго, где за последние десять лет произошло несколько больших восстаний.

(...).

Инструкторов, которых следует отправить немедленно, должны выделить Британская, Французская, Американская и Бельгийская партии, а также отобрать из числа студентов, заканчивающих курс обучения в Ленинской школе и КУТВ.

Эта первая группа инструкторов, должна пройти одно- или двух-месячную предварительную подготовку в Москве, чтобы ознакомиться с обстановкой в странах; куда их посылают, и со своими обязанностями в качестве инструкторов ». « Предlozheniya Negrityanskoj sektsii Vostochnogo sekretariata politkomissii IKKI o podgotovke instruktorov dlja raboty v Afrike, 20 maya 1930 ». En français : « Propositions de la section noire du secrétariat orientale de la mission politique du comité exécutif de l'Internationale communiste sur la préparation des instructeurs pour travailler en Afrique, 20 mai 1930 ». In: Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, pp. 196-197.

<sup>349</sup> « а) Полная независимость Западной Африки.

б) Немедленное и полное освобождение этих колоний английским империализмом.

в) Против применения насилия в деле защиты империалистических концессий и инвестиций.

г) Возвращение всей земли туземцам.

par le Komintern étaient très généraux, et ils ne comportaient aucune pensée concrète sur le développement économique, politique, social, autre que la perspective de suivre à la lettre l'idéologie communiste sous l'égide de l'Union soviétique. Constatant que les contacts sur place n'apportaient que très peu de résultats, afin de maximiser les chances de recrutement des révolutionnaires noirs, le Komintern décida d'agir par l'intermédiaire de la Ligue anti-impérialiste.

La Ligue anti-impérialiste créée en 1927 à l'initiative du Komintern, au début de sa création, représentait une plateforme ouverte pour la lutte contre l'impérialisme et regroupait en son sein les révolutionnaires nationalistes de tous les horizons politiques, notamment ceux issus des groupes d'orientation non communiste. Sous Staline, cette organisation devint vite une vitrine de la propagande soviétique, dont l'objectif principal était dorénavant non plus d'assister les luttes nationales des populations opprimées d'Afrique, mais d'attirer les « éléments révolutionnaires » dans les rangs du communisme. Ce positionnement prosoviétique et procommuniste du début des années 1930 poussa la plupart des « éléments » non communistes de la Ligue à désertir massivement les rangs. L'objectif principal de l'organisation était de recruter pour le compte du Komintern des futures candidatures d'étudiants noirs pour l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (KUTV). À partir des lettres du secrétariat oriental du comité exécutif de l'Internationale communiste, adressées à la fraction communiste du secrétariat de la Ligue anti-impérialiste, il devient clair que le Komintern, sous Staline, imposait, comme jamais auparavant, sa politique et ses directives :

Cher camarade Shmeral [Bogumir Shmeral, représentant du Parti communiste tchèque au sein du Komintern], des Noirs qui étaient au Congrès, avec qui vous avez déjà parlé en termes généraux ici à Moscou, vous viennent de Moscou [il s'agissait des représentants du Nigéria et de la Gambie]. (...).

Notre bureau, chargé des questions noires, a rédigé un plan d'action avec des exigences de base pour le Nigéria et la Gambie. Je vous préviens que cette esquisse est une première ébauche, pas encore approuvée par nous, mais elle vous servira de matériel pour résoudre ce problème avec eux. Après avoir finalisé ce programme, vous devrez le leur envoyer en votre nom. (...).

Avec les représentants du Nigéria et de la Gambie, nous avons convenu qu'ils enverraient des étudiants à l'Université de l'Orient. Nous avons dit que la Ligue anti-impérialiste était, en quelque sorte, en relation avec l'Université et peut envoyer des gens. Ils demanderont votre aide dans cette affaire. Dites-leur que vous pouvez accorder 5 places pour la

---

д) Борьба за право организаций, стачек.

е) За 8-часовой рабочий день, как предельный максимум для рабочих.

ж) За равную плату за равный труд безотносительно к расе, цвету кожи и полу ». « Iz proekta rezolyutsii po problemam afrikanskikh koloniy, podgotovlennogo Vostochnym Sekretariatom IKKI dlya Antiimperialisticheskoy ligi, 5 iyulya 1929 goda ». En français : « Projet de résolution sur les problématiques des colonies africaines, préparé par le secrétariat oriental du comité exécutif de l'I.C. pour la Ligue antiimpérialiste, 5 juillet 1929 ». In Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 142.

Gambie, 5 pour le Nigéria et, s'ils peuvent atteindre la Côte de l'Or, 5 personnes de là-bas.<sup>350</sup>

Cette lettre démontre, d'une part, que les instructions données à la Ligue anti-impérialiste provenaient directement de Moscou, mais aussi que le Komintern prévoyait de pénétrer sur le continent africain sous l'identité de la Ligue :

Le principe fondamental de leur Parti [le Parti national démocrate nigérian] est la lutte pour la libération nationale, contre l'impérialisme britannique. Les membres de l'organisation, comme ils disent, sont des ouvriers, des paysans pauvres, des étudiants nationalistes prêts à entrer dans la Ligue anti-impérialiste. Nous avons discuté avec eux de la possibilité de créer une section populaire de la Ligue anti-impérialiste, à travers la création de cellules, par le recrutement de membres sur des bases individuels et de groupe et par l'inclusion dans la Ligue des organisations déjà existantes qui ont adopté la plateforme de la Ligue anti-impériale.<sup>351</sup>

## 2.2. *Les « éléments révolutionnaires » africains en rupture avec les Partis communistes européens et le Komintern*

Une autre organisation qui était particulièrement importante aux yeux du Komintern pour le recrutement des « éléments révolutionnaires » issus des colonies noires d'Afrique était l'organisation française la Ligue pour la défense de la race nègre (LDRN), dont le secrétaire général, après la mort de Lamine Senghor, devint le communiste Tiémoko Garan Kouyaté, originaire du Soudan français (actuel Mali). La LDRN, créée en mars 1927 par Lamine Senghor, remplaça le Comité de défense de la race nègre (CDRN), fondé en février 1926 par Senghor, qui subit une scission en son sein. Après la mort de Senghor, en novembre 1927, l'organisation se retrouva dans un état financier critique, le Parti communiste français ayant

<sup>350</sup> « Уважаемый тов. Шмераль, к Вам едут из Москвы негры, бывшие на конгрессе, с которыми вы уже разговаривали в общих чертах здесь в Москве. (...)»

Наше негритянское Бюро подготовило набросок программы действий с основными требованиями для Нигерии и Гамбии. Предупреждаю, что этот набросок первый черновой, ещё нами не утверждённый, но он прослужит вам материалом для проработки этого вопроса с ними. После окончательной проработки эту программу вы должны будете послать им от своего имени. (...)

С представителями Нигерии и Гамбии мы договорились о присылке ими студентов для Восточного Университета. Обставили это дело таким образом, что Анти-Империалистическая Лига, мол, связана с Университетом, может послать туда людей. Они будут просить Вашего содействия в этом деле. Скажите им, что вы можете предоставить 5 мест для Гамбии, 5 для Нигерии, если они могут связаться с Голд-Костом, до 5 человек оттуда ». « Pis'mo kollegii Vostochnogo sekretariata IKKI v kommunisticheskuyu fraktsiyu Sekretariata Antiimperialisticheskoy ligi B. Shmeralyu, 5 oktyabrya 1930 goda ». En français : « Lettre du collègue du secrétariat oriental du comité exécutif de l'I.C. à la fraction communiste du secrétariat de la Ligue antiimpérialiste, Bogumir Shmeral, 5 octobre 1930 ». In: Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, pp. 209-210.

<sup>351</sup> « Основная установка их партии - борьба за национальное освобождение, против Английского Империализма. Члены же организации, как они говорят, рабочие, крестьянская беднота, национально настроенное студенчество готовы войти в Анти-Империалистическую Лигу. Мы с ними говорили о возможности создания массовой секции Анти-Империалистической Лиги, путём создания ячеек, индивидуальной и группой вербовки членов и путём включения в Анти-Имп. Лигу существующих уже организаций, принимавших платформу Анти-Имперальной Лиги ». *Ibid.*

suspendu son financement. Malgré les difficultés financières rencontrées, le nouveau chef charismatique africain Kouyaté considérait l'organisation héritée comme un centre pour la défense des intérêts et des droits de tous les Noirs opprimés dans le monde. Sous les influences des idéologies marxistes-communistes, mélangées aux doctrines panafricaines, le nouveau chef rêvait de voir une Afrique libre, indépendante du joug impérialiste, dans le cadre de l'Union des républiques soviétiques noires. Selon lui, l'émancipation du continent provoquerait la libération de toute la race noire. Ainsi, l'objectif principal de la Ligue était la libération de l'Afrique pour la libération de tous les Noirs du monde :

De nombreux camarades considèrent assez souvent la « LIGUE DE PROTECTION DE LA RACE NOIRE » comme une organisation qui s'occupe principalement des Noirs africains. C'est une erreur (...). Depuis la fondation de la Ligue, nous nous sommes efforcés de travailler dans l'esprit de l'éducation révolutionnaire de l'organisation et de la libération de toute la race noire, en prenant l'Afrique et Madagascar comme base d'opérations ; puisque l'Afrique, en raison de l'extrême retard industriel et d'une abondance inouïe de matières premières, est la dernière étape du capitalisme (...), alors les capitalistes français, britanniques, américains, belges, italiens, espagnols, allemands et portugais mènent une lutte acharnée pour cette contrée. Le devoir d'un révolutionnaire est de leur arracher ce dernier atout. (...) Ainsi, nous proposons le slogan suivant : contre l'oppression nationale et raciale, pour la libération sociale.<sup>352</sup>

Au sein de la LDRN, on entendait de plus en plus l'expression d'idées panafricaines et pro-noires qui encourageaient l'organisation à obtenir son indépendance financière. Ainsi, l'écrivain et poète André Breton, qui était l'un des membres les plus actifs de l'organisation, avançait l'idée de Marcus Garvey sur la création d'une banque noire indépendante. Selon lui, la liberté des Noirs se trouvait dans la liberté économique, l'autonomie financière des organisations noires. Il fallait donc créer des structures économiques noires fortes, indépendantes, capables de rivaliser avec les institutions des Blancs :

Nous allons d'abord lancer une Banque Populaire mondiale, dont les seuls souscripteurs seront des Noirs ; et ceux qui, en raison de leur culture intellectuelle et leurs capacités éprouvées seront aidés par la Banque, auront pour premier devoir d'instruire leurs frères noirs qui travaillaient sous leurs ordres. (...) C'est grâce à l'argent qu'on vous opprime et

<sup>352</sup> « Многие товарищи нередко рассматривают "ЛИГУ ЗАЩИТЫ НЕГРИТЯНСКОЙ РАСЫ" как организацию, занимающуюся, главным образом, африканскими неграми. Это - ошибка (...). Со времени основания Лиги мы стремились работать в духе революционного воспитания организации и освобождения всей негритянской расы, взяв Африку и Мадагаскар за операционную базу; так как Африка в силу чрезвычайной отсталости индустрии и неслыханного изобилия сырья является последним этапом капитализма (...), то французские, английские, американские, бельгийские, итальянские, испанские, германские и португальские капиталисты ведут глухую и ожесточённую борьбу за эту страну. Обязанность революционера - отнять у них этот последний козырь. (...) Таким образом, мы выдвинули формулу: против национального и расового гнёта, за социальное освобождение ». « Iz otcheta rukovoditelya Ligi zashity negrityanskoj rasy T. G. Kuyate Ispolkomu Kominterna, 26 sentyabrya 1930 goda ». En français : « Rapport du dirigeant de la Ligue de défense de la race nègre Kouyaté au comité exécutif de l'IC, le 26 septembre 1930 ». In Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, pp. 206-207.

qu'on vous maintient dans une condition proche de l'esclavage ; c'est par l'argent que vous vous débarrasserez des liens qui vous étouffent. La puissance de l'argent ne pourra être détruite que par l'argent.<sup>353</sup>

Dans cette quête du pouvoir financier, la Ligue se rapprochait étroitement des milieux dits « bourgeois ». La Ligue de défense de la race nègre n'était pas une organisation a priori communiste, car ses membres, communistes et non-communistes, étaient tous soudés autour de la cause de la race noire. L'arrêt du financement par le Parti communiste français de la Ligue et la mort de Senghor contribuèrent à ce que le Komintern finit par perdre un allié important pour gagner par la propagande communiste les étudiants et les intellectuels africains. En effet, la Ligue, hormis son siège parisien, avait de nombreux bureaux dans le monde : Dakar, Khombole, Abidjan, Douala, Libreville, Bangui, Elisabethville, Stanleyville et autres. La LDRN comptait dans ses rangs 80% d'ouvriers, 5% de paysans, 17% de médecins, avocats, commerçants, gouverneurs, petits commerçants, artistes, ingénieurs et 3% d'étudiants.<sup>354</sup> Dans un rapport, adressé au comité exécutif de l'Internationale communiste sur le travail des Partis européens dans les pays colonisés d'Afrique, daté du 14 février 1929, James Ford constata avec tristesse la perte du contrôle de cette organisation, particulièrement populaire dans le milieu noir :

Avant la mort de Senghor, qui lors du premier Congrès de la Ligue contre l'impérialisme, tint un discours enflammé, accusant l'impérialisme français, et qui, par la suite, mourut dans une prison française, la Ligue était en grande partie sous notre contrôle. Mais, depuis la mort de Senghor, la Ligue s'est divisée en deux parties : l'une est contrôlée par nos gens et, l'autre, contrôlée par des intellectuels noirs (comme René Maran et d'autres). À l'heure actuelle, nous renforçons notre influence, et nous avons pu ramener dans nos rangs la majorité des membres. Toutefois, la Ligue a besoin d'une gouvernance forte et stable de notre part. Il est crucial aujourd'hui que nous ayons dans la Ligue nos meilleurs camarades noirs.<sup>355</sup>

<sup>353</sup> Citation d'André Breton reprise dans Samuel Same Kolle. *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain*. Paris : Harmattan, 2007, pp. 76-77.

<sup>354</sup> « Iz otcheta rukovoditelya Ligi zashitya negrityanskoj rasy T. G. Kuyate Ispolkomu Kominterna, 26 sentyabrya 1930 goda ». En français : « Rapport du dirigeant de la Ligue de défense de la race noire Kouyaté au comité exécutif de l'IC, 26 septembre 1930 ». In: Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, p. 207.

<sup>355</sup> « До смерти Сенгора, который на первом Конгрессе Лиги против империализма выступил с блестящим обращением, осуждающим французский империализм, и который потом умер во французской тюрьме, Лига была в значительной степени под нашим контролем. Но после смерти Сенгора Лига раскололась на две части - одна, контролируемая нами, и другая, контролируемая негритянскими интеллектуалами (Маран и др.). В настоящее время мы усиливаем своё влияние и завоевали на свою сторону большинство членов. Однако Лига нуждается в сильном и твёрдом руководстве с нашей стороны. Сейчас необходимо, чтобы в Лиге были наши лучшие негритянские товарищи ». « Iz otcheta Dzheyma Forda Ispolkomu Kominterna o rabote evropejskix kompartij v kolonial'nyx stranax Afriki, 14 fevralya 1929 goda ». En français : « Rapport de James Ford au comité exécutif de l'I.C. sur l'activité des partis communistes européens dans les pays d'Afrique, 14 février 1929 ». *Ibid.*, p. 139.

Ainsi, souhaitant renforcer ses positions dans la Ligue et la ramener sous la tutelle du Parti communiste français, le Komintern décida de soudoyer son charismatique chef communiste Kouyaté, l'héritier de Senghor. Ce dernier fut invité par le Komintern à participer à la rencontre de la Ligue anti-impérialiste de Francfort, en juillet 1929, lors de laquelle il fut nommé « membre du conseil général et représentant de l'Afrique Occidentale Française (AOF), l'Afrique Equatoriale Française (AEF), des Antilles françaises et de Madagascar ». <sup>356</sup> À la suite de cet événement, le Parti communiste français reprit le financement de la Ligue, ainsi que celui de son journal *La Race nègre*, qui jusque-là continuait à rencontrer des difficultés financières. L'organisation de Kouyaté reçut 1 000 francs d'allocations mensuelles du Parti communiste français. <sup>357</sup> Dès ce jour, Kouyaté devint un invité fréquent de Moscou, contribuant à l'envoi de jeunes révolutionnaires africains à l'Université communiste.

Le soutien financier du Komintern n'était pas sans intérêt politique. La Ligue devait dorénavant aligner sa stratégie sur celle du Komintern. Le financement controversé du Parti communiste français devint vite un sujet litigieux qui divisa la jeune organisation. Certains membres non communistes, dont l'écrivain André Breton et l'ingénieur sénégalais Emile Faure, voyaient d'un mauvais œil cette aide et accusaient Kouyaté de travailler pour la cause de l'URSS, qui voulait se réapproprier le mouvement et lui nuire, et non pour la défense des intérêts de la race noire. Selon Émile Faure, toutes les formes d'association et de collaboration avec des structures « blanches » ne pouvaient qu'exercer une influence destructrice sur l'intégrité et la viabilité des organisations noires. Ce dernier percevait le soutien du Komintern par l'intermédiaire du Parti communiste français comme la manifestation d'une nouvelle forme de colonisation et d'impérialisme, l'assujettissement de la souveraineté noire :

Notre but est clair, il est l'indépendance pure et simple. Le respect humain ne permet pas qu'un simple blanc s'arroge le droit de décider des destinées d'un peuple nègre. (...). Le facteur principal d'extinction de notre race est la destruction systématique de toutes les formes d'organisation nègre. C'est une aberration de croire qu'un peuple peut abandonner ses coutumes, ses disciplines pour adopter celles de n'importe qui, sur la simple assurance que ce sera mieux pour lui (...). Un peuple dont la personnalité est détruite s'éteint. (...). Critiquer l'Européen partout et se passer de lui autant que possible, se méfier de son idéologie humanitaire et de sa bonhomie qui est généralement la pire des insensibilités. <sup>358</sup>

---

<sup>356</sup> Samuel Same Kollé. *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain*. Paris : Harmattan, 2007, p. 78.

<sup>357</sup> *Ibid.*

<sup>358</sup> Citation d'Émile Faure. Voir Samuel Same Kollé. *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain*. Paris : Harmattan, 2007, p. 81.

En réponse à ces déclarations, certains sympathisants communistes de la Ligue, ne tardèrent pas à réagir. Ainsi, Stéphane Rosso, secrétaire de la LDRN, soutenait l'idée de la tutelle du Parti communiste français et du Komintern et les considérait comme les véritables défenseurs de la race noire : « Vingt millions de Noirs (...) subissent actuellement le joug brutal de l'impérialisme français (...). Moscou apparaît comme la grande force qui aidera à briser à jamais les chaînes des Noirs opprimés ».<sup>359</sup>

Ce désaccord à l'égard de la collaboration avec le Parti communiste français divisa littéralement la Ligue de défense de la race nègre en deux groupes : d'une part, ceux qui se retrouvèrent sous l'égide de Faure et de Breton revendiquaient l'autonomie de la Ligue, tandis que les autres, au contraire, soutenaient la présence du Parti communiste français. La Ligue de la défense de la race nègre et son journal *La race nègre* furent repris par Émile Faure. Malgré cette défaite, Kouyaté continua à travailler activement en faveur du communisme et, en juillet 1931, à Marseille, il créa une école d'études marxistes avec l'aide du Parti communiste français. Un an plus tard, en août 1932, il fonda l'Union des travailleurs nègres (UTN) et l'Amicale des anciens marins du Sénégal qui comptait une soixantaine de membres.<sup>360</sup> Kouyaté lança l'édition du journal *Le Cri des Nègres*.

Enfin débarrassé de l'influence des intellectuels radicaux, le Parti communiste français tenta de récupérer les rênes du pouvoir au sein de la nouvelle organisation et, comme cela avait été le cas pour l'organisation américaine de Cyril Briggs *l'African Blood Brotherhood*, de transformer le journal *Le Cri des Nègres* en outil de propagande communiste. Comme l'indique dans l'ouvrage *Naissance et paradoxe du discours anthropologique africain* Samuel Sam Kollo, le comité exécutif de l'Internationale communiste, par le biais du Parti communiste français, tentait ouvertement de prendre la direction de l'UTN et de sa presse :

Lors de la réunion de la fraction nègre de la Section coloniale du Parti communiste français le 17 novembre 1932, M. Durand, Secrétaire de la section, propose que « Le cri des nègres » soit contrôlé par la Section coloniale, avec droit de censure des articles ne correspondant pas à la ligne officielle du parti (...). La proposition est adoptée.<sup>361</sup>

Malgré la fidélité et la loyauté envers le comité exécutif de l'Internationale communiste, Kouyaté désirait avant tout servir pour le bien-être de la race noire. Il n'était pas opposé au rapprochement avec la « bourgeoisie » noire et les nationaux-réformistes. Kouyaté désirait l'unité de toute la race noire. La mainmise croissante du Parti communiste français l'inquiétait,

---

<sup>359</sup> *Ibid.*, p. 82.

<sup>360</sup> Amady Aly Dieng. *Histoire des organisations d'étudiants africains en France, 1900-1950*. Paris : Harmattan, 2011, p.3.

<sup>361</sup> Samuel Same Kollo. *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain*. Paris : Harmattan, 2007, p. 83.



car il aspirait à plus d'autonomie. Dans une lettre, adressée à la direction de la Confédération générale du travail unitaire (CGTU) concernant son conflit avec la commission coloniale du PCF, Kouyaté écrivait : « Les travailleurs des colonies vont lutter main dans la main avec la CGTU et le prolétariat, mais sous notre propre direction ».<sup>362</sup>

Ce positionnement pro-noir inquiétait le comité exécutif de l'Internationale communiste et le Parti communiste français. Le refus de Kouyaté de suivre à la lettre la ligne imposée par le Komintern créa des tensions avec la direction du Parti communiste français qui voyait notamment d'un très mauvais œil ses relations avec le communiste Georges Padmore qui, à cette époque, était tombé en disgrâce auprès du Komintern et accordait à l'UTN un soutien financier mensuel d'un montant de 200 marks. Kouyaté devenait aux yeux de la direction du Komintern un élément jugé rebelle et perturbateur. Il fut décidé de l'évincer du Parti et de l'UTN. Le 31 octobre 1933, dans le journal *Humanité* parut un article qui informait de l'exclusion officielle des rangs communistes de Tiémoko Kouyaté. L'UTN fut reprise par la PCF, et *Le Cri des Nègres* devint le journal de propagande noire de l'I.C. en France. Cette exclusion fut perçue par Kouyaté comme une trahison. Le discours du militant noir changea. Dans une lettre adressée à l'Assemblée générale de l'UTN, en novembre 1933, ce dernier accusa ouvertement le Komintern de manipuler les Noirs et privilégier ses propres intérêts :

(...) ce sont les mêmes maux en Angleterre, Afrique du Sud, États-Unis, partout la même attitude de domination du dernier des Blancs envers le Nègre. Il se trouve malheureusement que ces Blancs découvrent des instruments dévoués et serviles comme l'esclave parmi les éléments de notre race. Les impérialistes eux-mêmes n'ont pas d'autre doctrine séculaire : diviser pour régner ; éliminer les résistants pour avilir les autres de la soumission honteuse et l'humiliation de la race ou de peuples. (...) Un dicton nous enseigne que nul n'est plus dangereux qu'un ami qui déclare nous aimer mieux que nous-mêmes ; et il nous embrasse pour nous étrangler et nous donner le baiser de Judas.<sup>363</sup>

Après le renvoi de Kouyaté, le PCF prit entièrement possession de l'UTN et l'orienta sur le chemin de la ligne officielle du Komintern. Lors de la tenue du VII<sup>e</sup> Congrès de l'IC, avec la montée du fascisme en Europe, l'organisation fut également encouragée à collaborer avec d'autres structures et mouvements antifascistes. En se débarrassant de Kouyaté, le Komintern perdait un allié stratégique, dont la notoriété et l'influence étaient conséquentes dans le milieu

<sup>362</sup> “Рабочие колоний будут бороться рука об руку с УВКТ и пролетариатом, но под нашим собственным руководством”. “Pis'mo T. Kuyate rukovodstvu frantsuzskogo profobiedineniya UVKT po povodu ego konflikta s UVKT i kolonial'noy komissiey kompartii Frantsii, 13 iyulya 1934 goda”. En français: “Lettre de Kouyaté à la direction de l'union syndicale française de la CGTU concernant son conflit avec la CGTU et la commission coloniale du Parti communiste français, le 13 juillet 1934”. In Valentine P. Gorodnov, A. Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva: Aleteia, 2003, p. 245.

<sup>363</sup> Cité dans Samuel Same Kollo. *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain*. Paris : Harmattan, 2007, pp. 84-85.

des révolutionnaires noirs. Malgré les difficultés rencontrées dans le milieu de la propagande auprès des intellectuels africains, la propagande communiste parvenait à pénétrer dans certaines régions reculées de l'Afrique. En témoigne, par exemple, l'arrestation en 1933 d'un groupe de communistes-propagandistes sénégalais en Afrique équatoriale : Mamadou Diao, chef de la gare de Pointe-Noire (Congo), Madika Diagne, cheminot, Oumar Sall, Bintou Diop, Aissata Seck.<sup>364</sup> Plus tard, en octobre 1939, dans le Soudan français, « une dizaine de journaux d'obédience communiste » furent saisis par les autorités coloniales.<sup>365</sup>

Malgré le travail effectué au sein du Parti communiste français et la LDRN, le Komintern ne perdait pas de vue les colonies belges en Afrique. En 1931, une série de révoltes, provoquée par la hausse des impôts, éclata au Congo belge. La première rébellion se déroula dans la région Ndengese et Basongo-Meno, à proximité des provinces du Congo-Kasai et de l'Equateur. Il y eut, au cours de la même année, une révolte dans la région Pende, au sud du Kwilu. Ce soulèvement eut un grand retentissement et suscita même de vives réactions en Europe, car la répression exercée par l'administration belge fut particulièrement sanglante. Elle fit environ 400 victimes parmi les populations indigènes.<sup>366</sup> Vu que la première stratégie du Komintern consistait à utiliser les mouvements contestataires et les infiltrer, les événements qui se déroulaient au Congo belge étaient suivis de près par la direction du Komintern. En mai 1932, le comité exécutif de l'I.C. envoya une directive au Parti communiste belge qui ordonnait la création d'une organisation nationale pour la libération du Congo, la « Ligue du peuple Kongo pour la liberté ». Afin d'attirer les populations indigènes dans son camp, le Komintern suggéra au Parti communiste belge de joindre les contacts locaux, parmi lesquels figurait un certain Laurent Sambo décrit comme « le meilleur sympathisant noir » du communisme. La « Ligue du peuple Kongo » devait être présentée aux autochtones non comme une organisation d'origine étrangère, mais locale, congolaise, qui lutte pour la libération du peuple congolais opprimé :

Une attention particulière devrait être accordée à la traduction du titre du programme de la « Ligue du peuple congolais pour la liberté » de manière à ce que la Ligue apparaisse devant les masses indigènes non pas comme une organisation étrangère, mais comme une organisation locale, l'organisation du peuple congolais; non comme une organisation qui mène une lutte pour la libération du peuple congolais de l'extérieur, mais en tant qu'organisation de mobilisation des masses congolaises indigènes qui luttent pour leur indépendance nationale. (...).

---

<sup>364</sup> Amady Aly Dieng. *Histoire des organisations d'étudiants africains en France, 1900-1950*. Paris : Harmattan, 2011, p.2.

<sup>365</sup> Vincent Joly. *Le Soudan français de 1939 à 1945. Une colonie dans la guerre*. Paris : Karthala, 2006, p. 48.

<sup>366</sup> Catherine Coquery-Vidrovitch, Alain Forest, Herbert Weiss. *Rébellions-Révolution au Zaïre (1963-1965)*. Tome 2. Paris : Harmattan, 2000, pp. 41-43.

Ce programme est destiné à fournir une direction politique et organisationnelle pour le développement de nos groupes au Congo, à poser les bases d'une organisation nationale révolutionnaire massive sous notre direction et à l'organisation indépendante des travailleurs en syndicats.<sup>367</sup>

Le travail du Parti communiste belge sur le terrain était loin d'être simple. Le problème majeur auquel étaient confrontés les Partis communistes européens dans leur travail au sein des populations noires d'Afrique était la méfiance des colonisés à l'égard des étrangers. Malgré les slogans et l'expression d'une solidarité à l'égard des souffrances endurées par les peuples colonisés, les Noirs d'Afrique accueillaient avec prudence et beaucoup de réserve les communistes blancs, les mettant souvent sur un pied d'égalité avec les colons blancs, les ennemis de la cause noire. Cette méfiance générale à l'égard des Blancs avait été déjà exprimée par Tiémoko Kouyaté qui, en réponse à la volonté du Komintern de vouloir s'approprier l'UTN et son journal, avait alors déclaré : « [Le] jour où les Nègres apprendront que le 'Cri des Nègres' est la chose du Parti communiste, le vide se fera autour de l'UTN ». <sup>368</sup> Cette méfiance envers les communistes blancs se retranscrivait également sur les communistes noirs qui étaient perçus comme des traîtres, des agents de la colonisation. Dans une lettre du Parti communiste belge, adressée au comité exécutif de l'I.C. sur « la rébellion au Congo-belge et le travail des agents du Parti en vue des récents évènements », datée du 27 juillet 1932, il est écrit :

L'année dernière, nous avons reçu du Parti deux camarades de Léopoldville pour les régions insurgées de l'Équateur et de Sankuru, l'un d'eux a été tué par des rebelles, car ils éprouvent une grande méfiance et une colère envers les Noirs qui viennent des villes, qu'ils considèrent comme des traîtres et des amis des Blancs.<sup>369</sup>

<sup>367</sup> “Особое внимание должно быть уделено переводу названия программы “Лига народа Конго за свободу” таким образом, чтобы Лига предстала перед туземными массами не как чужеземная организация, а как своя организация, организация конголезского народа; не как организация для ведения борьбы за освобождение народа Конго извне, а как организация для мобилизации самих конголезских масс на борьбу за свою национальную независимость. (...)”

Эта программа предназначена для того, чтобы дать политическую и организационную направленность для развития наших групп в Конго, заложить основы для массовой революционной национальной организации под наши руководством и для независимой организации рабочих в профсоюзах”. “Pis'mo Vostochnogo Sekretariata Ispolkoma Kominterna rukovodstvu Bel'giyskoy kompartii o podgotovke programmy dlya natsional'no-osvoboditel'noy organizatsii v Kongo, 17 maya 1932 goda”. En français: “Lettre du secrétariat oriental du comité exécutif de l'IC à la direction du Parti communiste belge sur la préparation d'un programme pour une Organisation de libération nationale au Congo, le 17 mai 1932”. In Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, pp. 232-233.

<sup>368</sup> Samuel Same Kollo. *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain*. Paris : Harmattan, 2007, p. 83.

<sup>369</sup> “В прошлом году мы получили от партии двух товарищей из Леопольдвилья для восставших районов Экватора и Санкура, один из них был убит повстанцами, с большим недоверием и злобой относящимися к чёрным, приезжающим из городов, которых они считают изменниками и друзьями белых”. “Pis'mo rukovodstva kompartii Bel'gii v Ispolkom Kominterna o vosstanii v Bel'giyskom Kongo i rabote agentov kompartii v svyazi s etimi sobyitiami, 27 iyulja 1932 goda”. En français: “Lettre de la direction du Parti communiste belge au comité exécutif de l'IC sur la rébellion au Congo belge et l'activité des agents du Parti en

La prudence des « éléments révolutionnaires » africains à l'égard des structures étrangères et la volonté de maintenir leur indépendance fut notamment reconnue par la Ligue anti-impérialiste :

À l'heure actuelle, il est inapproprié de proposer un programme général d'action pour la Ligue anti-impérialiste en Afrique de l'Ouest, premièrement, parce que les entretiens des camarades de la Ligue anti-impérialiste avec les délégués africains à Berlin ont révélé une grande réticence de la part de ces derniers à se rallier à un certain nombre de ses points; leur attitude indique dans l'ensemble que si un programme est proposé avec certaines instructions correctives, ils refuseront de le publier ou de le diffuser. (..) Si nous parvenons à le publier, alors tout cela aura l'air d'être imposé de l'extérieur.<sup>370</sup>

Le Komintern et l'Université communiste des travailleurs de l'Orient suscitaient la méfiance non seulement des « éléments révolutionnaires » d'Afrique, mais aussi de Staline. Les menaces de guerres, auxquelles était constamment confrontée l'URSS au cours des années 1930, contribuèrent, comme le mentionne dans l'ouvrage *Rossia i Juzhnaja Afrika : tri veka svjazej* (2010) [*La Russie et l'Afrique du Sud : trois siècles de relations*] l'historien russe Apollon Davidson, à renforcer la suspicion de Joseph Staline à l'égard des étrangers et des dissidents soviétiques. Il voyait en chacun un potentiel espion de l'Ouest et un ennemi :

[Staline] voyait dans les communistes étrangers, d'abord, des étrangers, et envers les étrangers, lui, qui ne connaissait aucune langue européenne et la vie des autres pays, éprouvait à leur égard une méfiance noire : « Sont-ils des espions ? ». Avec le renforcement du pouvoir de Staline, cette suspicion se répandait de plus en plus à l'intérieur de l'appareil étatique et du Parti.<sup>371</sup>

Plus loin l'auteur indique :

Le Komintern n'a pas été créé par Staline qui ne l'a jamais considéré comme son enfant. De nature méfiant de tout, Staline était particulièrement suspicieux à l'égard des Soviétiques qui étaient en contact avec les étrangers, même pour des raisons de travail. Ceux qui dirigeaient le Komintern, il les considérait comme des ennemis personnels : Zinoviev, Boukharine. Après avoir réglé ses comptes avec eux, il dit à Georgi Dimitrov

---

vue des événements, le 27 juillet 1932". In: Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva: Aleteia, 2003, p. 235.

<sup>370</sup> « В настоящее время нецелесообразно предлагать общую программу действий Антиимпериалистической лиги в Западной Африке, во-первых, потому что беседы товарищей в Антиимпериалистической лиге с африканскими делегатами в Берлине выявили большое нежелание со стороны последних соглашаться со многими её пунктами; их отношение в целом показывает, что, если будет предложена программа с определёнными корректирующими указаниями, то они откажутся публиковать или распространять её. (..) если же удастся её опубликовать, то всё это будет выглядеть как навязанное извне ». « Predlozheniya Vostochnogo sekretariata IKKI o deystviyah Antiimperialisticheskoy ligi v Zapadnoy Afrike, 15 fevralya 1931 ». En français : « Propositions du secrétariat oriental du comité exécutif de l'IC sur l'activité de la Ligue anti-impérialiste en Afrique de l'Ouest, le 15 février 1931 ». *Ibid.*, p. 215.

<sup>371</sup> « В зарубежных же коммунистах видел, прежде всего, иностранцев, а к иностранцам он, незнавший ни одного европейского языка и незнакомый с жизнью других стран, относился с мрачной подозрительностью: не шпион ли? С укреплением власти Сталина эта подозрительность всё больше передавалась партийному и государственному аппарату ». Apollon Davidson, Irina Filatova, *Rossia i Juzhnaja Afrika : tri veka svjazej*. Moskva : Gosudarstvennij Universitet Vyschej Shkoly Ekonomiki, 2010, p. 227.

(le 11 février 1937) : « Au Komintern, vous travaillez tous pour le compte de l'ennemi ».<sup>372</sup>

Selon Walter G. Krivitsky, militant communiste polonais et espion soviétique du NKVD (*Narodnii komissariat vnoutrennikh diel*) (*Commissariat du peuple aux Affaires intérieures*), « Staline était toujours très cynique à l'égard de l'Internationale communiste et de ses militants non-russes ».<sup>373</sup>

La méfiance de Staline à l'égard des communistes étrangers favorisa le rapprochement de l'Université communiste de l'Orient avec les services de renseignement du GPU. Les étudiants étrangers de l'école de Lénine et de l'Université communiste étaient sous la surveillance permanente des services secrets soviétiques. Parmi les étudiants africains qui franchirent le seuil de l'Université communiste à Moscou figurent des personnalités qui par la suite marquèrent à différents niveaux la vie politique de leurs pays : « Soni » (Thomas Odafor) du sud du Nigeria, « Roze » (Zou Mangone) et « Robert » (Pierre Calmak) de l'AOF, « Smith » (Nathan Verney Gray), « Soney », « Charly », « Nelson » du Libéria, « Hilton » (Nikin Sobia (Jack Hilton)) de l'Afrique du Sud, « Joken » (Jomo Kenyatta du Kenya, premier président du Kenya indépendant, il visita l'URSS deux fois, en 1929, et, entre 1932 et 1933), « Pedro » de la Guinée portugaise. Les instructeurs de l'école de Lénine et de l'Université communiste devaient obligatoirement tenir des fiches sur chaque étudiant pour y retranscrire leurs opinions et penchants politiques. Les informations recueillies étaient systématiquement transmises aux services de sécurité du GPU et du NKVD. Ainsi, les étudiants libériens étaient qualifiés de « perturbateurs », « querelleurs » et « d'intrigants ». Concernant la personnalité du chef du groupe des étudiants du Libéria, un certain Nelson, l'Université communiste notait :

Dans les conversations privées, Nelson tient ouvertement un discours antisoviétique. (...) Exprime souvent des idées nationalistes nocives et persiste dans ses erreurs. Par exemple, il a longtemps défendu que l'Afrique devait être considérée « dans son ensemble » (...).

<sup>372</sup> « Коминтерн был создан не Сталиным, и он никогда не считал его своим детищем. Не доверяя никому вообще, Сталин особенно недоверчиво относился к советским людям, которые общались с иностранцами, пусть и по долгу службы. А Коминтерн возглавляли те, кого он считал своими врагами: Зиновьев, Бухарин. Уже расправившись с ними, он сказал Георгию Димитрову (11 февраля 1937-го): 'Вы все там, в Коминтерне, работаете на руку противника' ». Apollon Davidson, Irina Filatova, *Rossia i Juzhnaja Afrika : tri veka svjazej*. Moskva : Gosudarstvennij Universitet Vyshej Shkoly Ekonomiki, 2010, p. 229.

<sup>373</sup> « Сталин всегда был абсолютно циничен по отношению к Коммунистическому Интернационалу и его нерусским деятелям ». *Ibid.*, p. 228.

Le NKVD, (*Narodnii komissariat vnoutrennikh diel*) ou le Commissariat du peuple aux Affaires intérieures était la police politique de l'URSS. En 1954, il est remplacé par le KGB. Voir « NKVD », in *Larousse*, encyclopédie [en ligne]. Dernière modification datée du 1 juillet 2019. Disponible sur <<https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/NKVD/135391>>. Consulté le 16 mai 2016.

Il déteste tous les Blancs, y compris nous (...). Il a dit que les communistes ne traitent pas mieux les Noirs que les autres Blancs, que les communistes doivent être combattus.<sup>374</sup>

Au sujet de l'étudiant libérien Smith, il était écrit : « Un homme à l'idéologie étrange et qui n'est certainement pas susceptible d'être rééduqué ».<sup>375</sup> La description du futur président kényan Jomo Kenyatta était tout aussi intéressante :

Joken est un homme noir très intelligent et instruit. (...) Il est arrivé à l'école en tant que nationaliste-réformiste affirmé. Pendant tout le temps que nous avons travaillé avec lui, nous n'avons presque pas réussi à le persuader d'abandonner quelque peu son idéologie nationale réformiste. Chef de l'Association nationale réformiste « Kikuyu-Country ». Il n'a pas été possible d'obtenir des informations sur cette organisation auprès de Joken. Il a dit que « le Kenya est ma maison, j'en suis le chef, et donc, s'il vous plaît, n'interférez pas dans mon travail là-bas ». Il ne voit dans notre action que les mauvais côtés et diverses restrictions. (...) Il a déclaré que l'école bourgeoise est supérieure, à tous égards, à notre école et, en particulier, l'école bourgeoise enseigne et permet de penser librement, croyant, évidemment, que notre école ne donne pas cette opportunité.<sup>376</sup>

Si, aux yeux de Staline, le Komintern était uniquement un moyen de dépêcher des agents pour mener des activités de sabotage et d'espionnage, avec la montée du fascisme en Europe, la nouvelle politique de l'organisation Internationale communiste ne portait plus aucun intérêt aux problèmes coloniaux, mais gravitait davantage autour de la question de la défense de l'URSS. À la suite de la tenue du VII<sup>e</sup> Congrès du Komintern, Staline lança une nouvelle purge dans le milieu des cadres des institutions communistes. Plusieurs hauts cadres du Komintern, de l'école de Lénine, de l'Université communiste et des Partis communistes subirent les lourds effets de la répression stalinienne de l'époque de la Grande purge. Parmi eux étaient des éminents universitaires-africanistes soviétiques comme Aleksandr Zousmanovitch et Ivan Potiokhine. Tous furent accusés de dissidence, de trotskysme et d'activités contre-révolutionnaires. Les grandes structures communistes, chargées de la révolution prolétarienne, ferment, l'une après l'autre : en 1937, le Profintern ; en 1938, l'Université communiste et, le 15

<sup>374</sup> « В личных разговорах Нельсон выступает открыто антисоветски. (...) Часто высказывает националистические идеи вредного сорта и в ошибках упорствует. Например, долго отстаивал, что Африку надо видеть 'как целое' (...). Ненавидит всех белых, включая нас (...). Заявил, что коммунисты относятся к неграм не лучше, чем белые вообще, что с коммунистами надо бороться ». Valentine Gorodnov, Apollon Davidson. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003, pp.34-35.

<sup>375</sup> « Чуждый по своей идеологии человек, определённо не поддающийся перевоспитанию ». *Ibid.*, p. 35.

<sup>376</sup> « Джокен весьма интеллигентный и образованный негр. (...) В школу приехал вполне сложившимся социал-реформистом. За всё время нашей с ним работы нам почти не удалось в той или иной степени переубедить его отказаться от своей национал-реформистской идеологии. Лидер национал-реформистской организации 'Кикуйю-контри ассосийэшн'. Никаких сведений об этой организации от Джокена получить не удалось. Он заявил, что Кения - это мой дом, я в нём вождь и поэтому, будьте добры, не вмешивайтесь в мою работу там. Видит в нашей действительности только плохие стороны и разные ограничения. (...) Заявил, что буржуазная школа во всех отношениях стоит выше нашей школы и, в частности, буржуазная школа приучает и даёт возможность свободно мыслить, полагая, очевидно, что наша школа не даёт этой возможности ». *Ibid.*, pp. 35-36.

mai 1943, le Komintern. Avec le début de la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique n'était plus préoccupée par les questions des colonies africaines, mais plutôt par sa propre sécurité.

Ainsi, vers la fin des années 1930, l'URSS avait plus de questions que de réponses concernant le continent africain. Quelque temps avant son limogeage, Zousmanovitch, lors d'une réunion à l'Université communiste, le 10 février 1935, déclara :

Il faut dire qu'en dehors de notre bureau, il n'y a pas d'autre centre en Union soviétique sur l'Afrique. Nous avons rassemblé, nous avons absorbé littéralement tout ce qui se trouve à Moscou et à Leningrad. (...) Nous devons apprendre nous-mêmes. Nous n'avons pas encore tout appris. Nous sommes encore très tâtonnants en termes de directives méthodologiques. C'est toujours notre point faible. (...) La qualité de notre méthodologie de travail est encore faible.<sup>377</sup>

Ce qui pourrait être considéré comme le seul véritable « acquis » de la politique africaine de Staline est l'instauration de relations, notamment commerciales, avec l'Éthiopie. Depuis la révolution d'Octobre de 1917 et la chute du tsarisme, les relations entre l'Union soviétique et l'empire d'Éthiopie peinaient à s'affirmer, surtout à cause de la pression des puissances occidentales exercées sur l'empereur éthiopien. En janvier 1932, les deux États conclurent un accord sur l'exportation de produits pétroliers soviétiques en Éthiopie. Le soutien politique et humanitaire apportée par l'URSS à l'Éthiopie dans la guerre italo-éthiopienne favorisa le rapprochement des deux puissances, ce qui aboutit, le 21 avril 1943, à l'établissement officiel de relations diplomatiques entre les deux pays.

---

<sup>377</sup> « Нужно сказать, что кроме нашего кабинета, нет никакого другого центра в Советском Союзе по Африке. Мы собрали, мы впитали буквально все, что есть в Москве и в Ленинграде. (...) нам нужно самим учиться. Мы еще не выучились. Мы еще очень хромаем по части методологических установок. Это у нас еще слабое место. (...) качество, методологические установки страдают у нас ». “Iz vystupleniya rukovoditelya Afrikanskogo kabineta Nauchno-issledovatel'skoy associacii po nacionalno-kolonialnym problemam KUTV A. Z. Zusmanovicha na konferentsii po problemam Afriki ot 10 fevralya 1935 god”. En français: “Présentation du responsable du cabinet africain de l'Association de recherche scientifique sur les problématiques nationalistes et coloniales de l'Université communiste des travailleurs d'Orient, A. Z. Zusmanovich, à la Conférence sur les problèmes de l'Afrique, du 10 février 1935”. In: Apollon Davidson, Sergey Mazov. *Rossiya i Afrika. Dokumenty i materialy XVIII vek-1960*. Tom 2 : 1918-1960. Moskva : RAN, 1999, p. 353.

## **Deuxième partie — La Guerre froide et l’Afrique, de 1945 à 1985, ou l’histoire d’un partage idéologique**

### **Chapitre IV — La Guerre froide et l’Afrique : vers un nouveau « partage » du Monde**

#### **1. L’opposition « Est-Ouest » et la naissance du discours de la Guerre froide**

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, la société européenne connaît d’importants changements et voit la naissance de nouvelles formes d’organisation politique. À la suite de la défaite de l’Allemagne, en mai 1945, et la victoire de l’alliance de la « Grande troïka » (l’URSS, les États-Unis et la Grande Bretagne), un nouvel ordre s’établit dans le monde d’après-guerre : un monde marqué par l’opposition soviéto-américaine.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis, contrairement aux puissances européennes et à l’URSS qui furent fortement marquées par les ravages de la guerre, se retrouvèrent en position de force. En effet, contrairement aux autres puissances, l’État américain n’ayant pas subi cette guerre sur son territoire bénéficia considérablement sur le plan économique. Le pays eut notamment de moindres pertes humaines et participa seulement à la dernière phase de la guerre.

En période de guerre et d’après-guerre, les États-Unis d’Amérique devinrent les principaux fournisseurs en produits et en armes des États européens qui en cette période furent « coupés » de leurs colonies et virent la destruction de leurs infrastructures. Cette croissante puissance des États-Unis dans l’après-guerre fut décrite par le troisième secrétaire du Parti communiste de l’Union soviétique Andreï Jdanov, le 22 septembre 1947, lors d’une intervention sur les défis de la situation internationale, à la Conférence des Partis communistes d’Europe (URSS, Pologne, Yougoslavie, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, Italie et France) à Szklarska Poreba, en Pologne :

De toutes les puissances capitalistes, une seule - les États-Unis d’Amérique- est sortie de la guerre sans être affaiblie, mais considérablement renforcée tant économiquement que militairement. Les capitalistes américains ont grassement profité de la guerre. Le peuple américain n’a pas souffert des privations accompagnant la guerre, ni du joug de l’occupation, ni des bombardements aériens, tandis que ses pertes humaines n’ont pas été comparativement nombreuses, puisque les États-Unis, en fait, n’ont pris part qu’à la dernière étape de la guerre, alors que le sort de celle-ci était déjà décidé. Pour les États-



Unis, la guerre a servi avant tout d'impulsion à un large développement de la production industrielle, au renforcement décisif de l'exportation, principalement vers l'Europe.<sup>378</sup>

Comme indique le rapport d'André Jdanov, la Seconde Guerre mondiale joua un rôle majeur dans l'instauration du leadership mondial des États-Unis d'Amérique. Cette position de force leur permit de s'immiscer dans la politique intérieure des grandes puissances occidentales. La victoire dans la Seconde Guerre mondiale permit aux États-Unis d'être davantage impliqués dans les affaires internationales.

1.1. *La naissance du discours de la Guerre froide : l'Administration Truman et la lutte anticommuniste en Europe*

Si, à l'Ouest, l'influence américaine croissait, à l'Est, l'Union soviétique imposait également sa présence. Dans les territoires d'Europe centrale et orientale libérés par l'URSS, les gouvernements changeaient, les Partis communistes s'appropriant le pouvoir. En 1946, le pouvoir communiste s'imposa rapidement en Yougoslavie, en Pologne, en Albanie, en Bulgarie, en Roumanie, en Moldavie, dans les États Baltes, en Tchécoslovaquie et en Finlande. Les Partis communistes français, belge, italien, autrichien gagnaient de l'influence et de la notoriété. Les communistes visaient la Grèce, la Turquie et l'Iran. La prédominance de l'Union soviétique commença à inquiéter les anciens alliés de l'URSS dans la guerre contre le fascisme. Les États-Unis et la Grande Bretagne accusèrent l'Union soviétique de violation des territoires et du non-respect des accords de Yalta de février 1945 qui prévoyaient d'organiser dans les zones libérées des élections démocratiques libres. Ce mécontentement et cette inquiétude, suscités par la montée de l'influence soviétique, furent exprimés par le président américain Harry S. Truman, le 5 janvier 1946, dans une lettre adressée à son secrétaire d'État en mission à Moscou James F. Byrnes, qui privilégiait une politique de compromis à l'égard de l'URSS :

J'ai lu pour la première fois la lettre d'Ethridge [le rapport de Mark Ethridge] ce matin. Il y a beaucoup d'informations sur la Roumanie et la Bulgarie, ce qui confirme nos informations précédentes concernant ces deux États policiers. Je n'accepterai pas la reconnaissance de ces gouvernements, à moins qu'ils ne changent radicalement. Je pense que nous devrions protester avec toute la vigueur dont nous sommes capables contre le programme russe en Iran. Il n'y a pas de mots pour qualifier ça. C'est un parallèle aux programmes de la Russie en Lettonie, Estonie et Lituanie. Cela suit également la ligne de conduite dictatoriale et arbitraire que la Russie emploie en Pologne. A Potsdam, nous avons dû faire face à un fait et nous étions presque forcés par les circonstances d'accepter l'occupation russe de l'Est de la Pologne et l'occupation par la Pologne de cette partie de l'Allemagne qui se trouve à l'Est du fleuve Oder. C'était un grand outrage. À cette époque, nous étions pressés d'obtenir l'entrée de la Russie dans la guerre contre le Japon.

---

<sup>378</sup> André Jdanov. *Rapport d'André Jdanov sur la situation internationale présenté à la Conférence d'information des neuf partis communistes qui s'est tenue en Pologne à la fin du mois de septembre 1947*. 8 éd. Paris : Imp. Maréchal, 1947, p. 32.

(...) Lorsque vous vous êtes rendus à Moscou, vous avez dû faire face à un autre fait accompli en Iran. Un autre outrage (...). Encore maintenant la Russie attise la rébellion et maintient ses troupes sur le sol de son ami et allié – l'Iran. Il ne fait aucun doute dans mon esprit que la Russie envisage une invasion de la Turquie et la saisie du détroit de la mer Noire vers la Méditerranée. À moins que la Russie ne soit remise à sa place avec une main de fer et un langage fort, une autre guerre se prépare. Elle ne comprend qu'une seule langue : « Combien de divisions avez-vous ? ». Je ne pense pas que nous devrions jouer au compromis plus longtemps. Nous devrions refuser de reconnaître la Roumanie et la Bulgarie tant qu'elles ne se conforment pas à nos exigences.<sup>379</sup>

La lettre de Truman à Byrnes est unique en son genre. Le nouveau président américain qui succéda à Roosevelt après sa mort, en avril 1945, dans ce message, exprima sa désapprobation envers la politique du régime stalinien. La politique de l'URSS sur les territoires libérés était considérée comme une action dangereuse et illégitime. Dans cette lettre, le président américain décrit l'Union soviétique comme une puissance hostile, ennemie, comparable au fascisme, et qualifie la présence soviétique dans les zones libérées « d'occupation » et « d'invasion ». L'URSS est un État agitateur qui renverse les gouvernements démocratiques et établit à leur place des États policiers totalitaires. Le président semblait particulièrement redouter l'extension de l'hégémonie soviétique et appelait à combattre la maladie communiste en boycottant, d'une part, les nouveaux États communistes, comme la Bulgarie, la Roumanie et la Pologne, et, d'autre part, prendre des mesures sérieuses à l'égard de l'URSS.

---

<sup>379</sup> "For the first time I read the Ethridge letter this morning. It is full of information on Rumania and Bulgaria and confirms our previous information on those two police states. I am not going to agree to the recognition of those governments unless they are radically changed. I think we ought to protest with all the vigor of which we are capable to the Russian program in Iran. There is no qualification for it. It is a parallel to the program of Russia in Latvia, Estonia and Lithuania. It is also in line with the high handed and arbitrary manner in which Russia acted in Poland.

At Potsdam we were faced with an accomplished fact and were, by circumstances, almost forced to agree to Russian occupation of Eastern Poland and the occupation of that part of Germany east of the Oder River by Poland. It was a high-handed outrage. At the time we were anxious for Russian entry into the Japanese War. (...) When you went to Moscow you were faced with another accomplished fact in Iran. Another outrage (...). Yet now Russia stirs up rebellion and keeps troops on the soil of her friend and ally – Iran. There isn't a doubt in my mind that Russia intends an invasion of Turkey and the seizure of the Black Sea Straits to the Mediterranean. Unless Russia is placed with an iron fist and strong language another war is in the making. Only one language do they understand 'How many divisions have you?' I do not think we should play compromise any longer. We should refuse to recognize Rumania and Bulgaria until they comply with our requirements (...)." *Lettre de Harry S. Truman à James F. Byrnes (5 janvier 1946)*. Dossiers thématiques : la guerre froide (1945-1989). Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE). « Le 5 janvier 1946, le président américain Harry S. Truman adresse à son secrétaire d'État James F. Byrnes, en mission à Moscou, une lettre dans laquelle il dénonce la politique de l'Union soviétique dans les pays d'Europe sous influence soviétique ». CVCE. Disponible sur <[http://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/55c09dcc-a9f2-45e9-b240-eaef64452cae/b2a7bc2f-f999-4d0f-8b20-22c9e3f46e15/Resources#d2c6f63b-2ad5-49a7-86f1-a1414802527e\\_fr&overlay](http://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/55c09dcc-a9f2-45e9-b240-eaef64452cae/b2a7bc2f-f999-4d0f-8b20-22c9e3f46e15/Resources#d2c6f63b-2ad5-49a7-86f1-a1414802527e_fr&overlay)>. Consulté le 15 octobre 2016.

Dans cette lettre, le président Truman fait référence au rapport du journaliste libéral Mark Ethridge, envoyé par James Byrnes en mission d'enquête en Bulgarie et Roumanie, entre octobre et décembre 1945.

L'inquiétude de Truman, provoquée par l'extension de la présence russe, s'expliquait d'abord par le fait que l'Union soviétique était perçue comme une réelle menace pour les intérêts américains dans le monde de l'après-guerre. La présence militaire soviétique en Iran et la situation en Turquie ouvraient à l'URSS les portes du Moyen-Orient et de la Méditerranée. Cette extension géographique de l'État communiste menaçait le leadership américain. En effet, Truman redoutait comme jamais que l'Europe, ruinée et détruite par la guerre, et l'Asie ne succombent au communisme. Il fallait à tout prix préserver les autres États de l'arrivée de gouvernements communistes. Le président Truman déclare plus loin : « (...) nous devons garder le contrôle total du Japon et du Pacifique. Nous devons réhabiliter la Chine et y créer un gouvernement central fort. Nous devons faire de même pour la Corée ».<sup>380</sup>

Si, dans cette lettre, Truman exigeait déjà plus de fermeté (une « main de fer ») à l'encontre de l'expansionnisme soviétique et alertait sur la naissance d'une nouvelle guerre, le discours de Winston Churchill marqua l'entrée du monde dans une nouvelle phase de l'histoire, celle de la Guerre froide. Deux mois après la lettre de Truman à Byrnes, le 5 mars 1946, au Westminster College à Fulton, aux États-Unis, Churchill prononça un discours fort, dans lequel il accusa ouvertement le régime stalinien de mener une politique d'ingérence dans les territoires libérés de l'Europe centrale et orientale. Ce discours positionna le bloc du monde anglophone, autrement dit l'alliance anglo-américaine, en position de force et de suprématie.

Dans le monde de l'après-guerre, le bloc anglo-américain devait jouer, selon Winston Churchill, un rôle majeur dans la construction d'un nouveau monde démocratique et de paix sur les ruines de la guerre. Le discours de Churchill était empreint de nombreuses références à la guerre et l'annonce d'une tyrannie proche. Le dirigeant britannique émit l'idée de créer un bloc anglo-saxon solide, capable d'écraser toute agression tyrannique contre la démocratie mondiale. Selon Churchill, l'Organisation des Nations Unies (ONU), dans une atmosphère politique aussi tendue, sans l'assistance d'un bloc militarisé fort, tel que le bloc anglo-américain, ne pouvait seule combattre les nouveaux dangers. Les États-Unis, qui détenaient le monopole de la bombe atomique, pouvaient user de méthodes dissuasives pour contrer des éventuelles menaces :

Avant de nous défaire de nos armements nationaux, qui constituent une assurance solide pour notre instinct de conservation, nous devons être sûrs que notre temple a été construit

---

<sup>380</sup> "(...) we should maintain complete control of Japan and the Pacific. We should rehabilitate China and create a strong central government there. We should do the same for Korea." *Lettre d'Harry S. Truman à James F. Byrnes (5 janvier 1946)*. Dossiers thématiques : la guerre froide (1945-1989). Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE). Texte intégral disponible sur <[http://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/55c09dcc-a9f2-45e9-b240-eaef64452cae/b2a7bc2f-f999-4d0f-8b20-22c9e3f46e15/Resources#d2c6f63b-2ad5-49a7-86f1-a1414802527e\\_fr&overlay](http://www.cvce.eu/education/unit-content/-/unit/55c09dcc-a9f2-45e9-b240-eaef64452cae/b2a7bc2f-f999-4d0f-8b20-22c9e3f46e15/Resources#d2c6f63b-2ad5-49a7-86f1-a1414802527e_fr&overlay)>. Consulté le 15 octobre 2016.

non pas sur des sables mouvants ou des bourbiers, mais sur du roc. (...) Ce serait folie criminelle que de le divulguer [la connaissance de la bombe atomique] dans ce monde toujours agité et désuni. Personne, dans aucun pays, n'a vu son sommeil troublé en sachant que cette connaissance, ainsi que la méthode et les matières premières nécessaires pour la mettre en pratique, se trouve aujourd'hui essentiellement entre les mains de l'Amérique. Je ne pense pas que nous aurions tous dormi si profondément si la situation avait été renversée et qu'un État communiste ou néofasciste détenait actuellement le monopole de ces porteurs de terreur. La seule peur qu'ils inspirent aurait très bien pu suffire pour imposer des systèmes totalitaires sur le monde démocratique libre, avec des conséquences terrifiantes pour l'imagination des hommes. Dieu a voulu qu'il n'en soit rien et nous disposons au moins d'un répit pour mettre de l'ordre dans notre maison avant que nous ayons à affronter ce péril (...).<sup>381</sup>

Dans ce discours, Churchill opposa deux systèmes de dominations mondiales : d'une part, un monde démocratique libre sous l'égide des puissances anglo-saxonnes, et, d'autre part, un monde communiste totalitaire neo-fasciste qui, en cas de possession de la bombe atomique, deviendrait un danger pour les libertés et les droits des hommes et une menace pour toute la civilisation chrétienne. Le dirigeant britannique donna notamment une image très négative de la situation dans les nouveaux États sous la domination soviétique :

Nous ne pouvons fermer les yeux devant le fait que les libertés dont jouit chaque citoyen partout dans l'Empire britannique n'existent pas dans un nombre considérable de pays, dont certains sont très puissants. Dans ces États, un contrôle est imposé aux gens ordinaires par différentes sortes d'administrations policières toutes-puissantes. Le pouvoir de l'État est exercé sans restriction, soit par des dictateurs, soit par des oligarchies compactes qui agissent par l'entremise d'un Parti privilégié et d'une police politique. (...) De Stettin dans la Baltique jusqu'à Trieste dans l'Adriatique, un rideau de fer est descendu à travers le continent. Derrière cette ligne se trouvent toutes les capitales des anciens États de l'Europe centrale et orientale. Varsovie, Berlin, Prague, Vienne, Budapest, Belgrade, Bucarest et Sofia, toutes ces villes célèbres et les populations qui les entourent se trouvent dans ce que je dois appeler la sphère soviétique, et toutes sont soumises, sous une forme

---

<sup>381</sup> "Before we cast away the solid assurances of national armaments for self-preservation we must be certain that our temple is built, not upon shifting sands or quagmires, but upon the rock. (...) It would be criminal madness to cast it adrift in this still agitated and un-united world. No one in any country has slept less well in their beds because this knowledge and the method and the raw materials to apply it, are at present largely retained in American hands. I do not believe we should all have slept so soundly had the positions been reversed and if some Communist or neo-Fascist State monopolized for the time being these dread agencies. The fear of them alone might easily have been used to enforce totalitarian systems upon the free democratic world, with consequences appalling to human imagination. God has willed that this shall not be and we have at least a breathing space to set our house in order before this peril has to be encountered (...)." Discours de Winston Churchill prononcé au Westminster College, à Fulton (Missouri), le 5 mars 1946, sur l'avancée du communisme en Europe centrale et orientale. Winston Churchill. *The Sinews of Peace*. Dossiers thématiques : la guerre froide (1945-1989). Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE). Texte intégral en français disponible sur <[http://www.cvce.eu/content/publication/1997/10/13/5bd9a782-e0ee-4ab9-9a8a-2a8cace3cfb8/publishable\\_fr.pdf](http://www.cvce.eu/content/publication/1997/10/13/5bd9a782-e0ee-4ab9-9a8a-2a8cace3cfb8/publishable_fr.pdf)>. Source en anglais: [Brussels]: North Atlantic Treaty Organisation (NATO), [08.07.2003]. <[http://www.nato.int/docu/speech/1946/s460305a\\_e.htm](http://www.nato.int/docu/speech/1946/s460305a_e.htm)>. Consulté le 15 octobre 2016.

ou sous une autre, non seulement à l'influence soviétique, mais aussi à un degré très élevé et, dans beaucoup de cas, à un degré croissant, au contrôle de Moscou.<sup>382</sup>

Pour le régime stalinien, le discours de Churchill était parsemé de déclarations d'une guerre imminente, dont l'État instigateur serait l'Union soviétique :

Une ombre est tombée sur les scènes éclairées si récemment par la victoire des Alliés. Personne ne sait ce que la Russie soviétique et son organisation internationale communiste ont l'intention de faire dans un avenir immédiat, ni quelles sont les limites, le cas échéant, de leurs tendances à l'expansion et au prosélytisme.<sup>383</sup>

Selon Churchill, pour lutter efficacement contre la progression des forces communistes sur le territoire européen, il fallait créer une Europe forte et unie. Si à l'origine des deux premières guerres mondiales était l'Europe des États-nations, alors seulement une Europe unie, dépourvue de tous sentiments égoïstes, empreints d'un chauvinisme national, pouvait s'opposer à la propagation de la fièvre communiste et lutter pour la paix dans le monde :

La sécurité du monde exige une nouvelle unité en Europe, dont aucune nation ne doit être exclue pour toujours. C'est de la lutte entre les races puissantes de nos ancêtres en Europe que sont nées les guerres mondiales que nous avons vécu, ou qui se sont déroulées à des époques antérieures. (...) Si les démocraties occidentales s'unissent dans le strict respect des principes de la Charte des Nations Unies, leur influence dans la propagation de ces principes sera immense et personne ne sera prêt à les molester. Mais si elles sont divisées, si elles manquent à leurs devoirs et qu'elles laissent échapper ces années ô combien importantes, alors une catastrophe risque effectivement de s'abattre sur nous tous.<sup>384</sup>

---

<sup>382</sup> "We cannot be blind to the fact that the liberties enjoyed by individual citizens throughout the British Empire are not valid in a considerable number of countries, some of which are very powerful. In these States control is enforced upon the common people by various kinds of all-embracing police governments. The power of the State is exercised without restraint, either by dictators or by compact oligarchies operating through a privileged party and a political police. (...) From Stettin in the Baltic to Trieste in the Adriatic, an iron curtain has descended across the Continent. Behind that line lie all the capitals of the ancient states of Central and Eastern Europe. Warsaw, Berlin, Prague, Vienna, Budapest, Belgrade, Bucharest and Sofia, all these famous cities and the populations around them lie in what I must call the Soviet sphere, and all are subject in one form or another, not only to Soviet influence but to a very high and, in many cases, increasing measure of control from Moscow." Winston Churchill, *The Sinews of Peace*. Dossiers thématiques : la guerre froide (1945-1989). Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE). Texte intégral en français disponible sur <[http://www.cvce.eu/content/publication/1997/10/13/5bd9a782-e0ee-4ab9-9a8a-2a8cace3cfb8/publishable\\_fr.pdf](http://www.cvce.eu/content/publication/1997/10/13/5bd9a782-e0ee-4ab9-9a8a-2a8cace3cfb8/publishable_fr.pdf)>. Source en anglais: [Brussels]: North Atlantic Treaty Organisation (NATO), [08.07.2003]. <[http://www.nato.int/docu/speech/1946/s460305a\\_e.htm](http://www.nato.int/docu/speech/1946/s460305a_e.htm)>. Consulté le 15 octobre 2016.

<sup>383</sup> *Ibid.* "A shadow has fallen upon the scenes so lately lighted by the Allied victory. Nobody knows what Soviet Russia and its Communist international organization intends to do in the immediate future, or what are the limits, if any, to their expansive and proselytizing tendencies."

<sup>384</sup> "The safety of the world requires a new unity in Europe, from which no nation should be permanently outcast. It is from the quarrels of the strong parent races in Europe that the world wars we have witnessed, or which occurred in former times, have sprung. (...) If the Western Democracies stand together in strict adherence to the principles of the United Nations Charter, their influence for furthering those principles will be immense and no one is likely to molest them. If however they become divided or falter in their duty and if these all-important years are allowed to slip away then indeed catastrophe may overwhelm us all." Winston Churchill, *The Sinews of Peace*. Dossiers thématiques : la guerre froide (1945-1989). Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe (CVCE). Discours de Winston Churchill prononcé au Westminster College, à Fulton (Missouri), le 5 mars 1946, sur l'avancée du communisme en Europe centrale et orientale. Texte disponible sur <<http://www.cvce.eu/content/publication/1997/10/13/5bd9a782-e0ee-4ab9-9a8a->

Le discours de Winston Churchill peut être résumé en une seule phrase : « mais maintenant la guerre peut trouver n'importe quelle nation, n'importe où et n'importe quand ».<sup>385</sup> Cette intervention est un excellent exemple de l'instrumentalisation de la peur et de la crainte de « l'Autre » à des fins de domination. Joseph Staline donna sa réponse, le 13 mars 1946. Dans une interview accordée au reporter du journal soviétique *Pravda*, le dirigeant soviétique accusa le bloc anglo-américain de sciemment « semer les germes de la discorde » et d'être les instigateurs d'une nouvelle guerre contre l'Union soviétique et l'Europe orientale pour l'établissement de l'hégémonie anglo-saxonne dans le monde :

En fait, M. Churchill se trouve actuellement dans la position d'un fauteur de guerre. Et il ne s'y trouve pas seul. Il a des amis, non seulement en Angleterre, mais également aux États-Unis. Il est à remarquer que, sous ce rapport, M. Churchill et ses amis rappellent d'une façon étonnante Hitler et ses amis. Hitler a commencé la préparation à la guerre par sa proclamation d'une théorie raciale, où il déclarait que seules les personnes de langue allemande représentaient une nation « véritable » au sens complet du mot.

M. Churchill également commence la préparation à la guerre par une théorie raciale, en affirmant que seules les nations de langue anglaise sont des nations- dans toute l'acceptation du mot- appelées à diriger les destinées du monde entier. (...). En fait, M. Churchill et ses amis, en Angleterre et aux États-Unis, présentent aux nations ne parlant pas anglais quelque chose comme un ultimatum : « Reconnaissez de bon gré notre domination, et tout alors ira bien ; dans le cas contraire, la guerre est inévitable ».<sup>386</sup>

Dans cette interview, Joseph Staline réfuta toutes les accusations de Churchill sur la politique expansionniste de l'URSS en Europe et affirma que le bloc anglo-américain voulait, sous couvert de mener une guerre contre le communisme et pour la paix dans le monde, soumettre l'Europe à son hégémonie. Selon Staline, la sympathie croissante des peuples européens pour le communisme s'expliquait par le fait que durant les longues années de guerres contre le fascisme, les communistes européens menèrent une lutte active et héroïque contre ce régime : « L'influence des communistes s'est accrue parce que, pendant les dures années de la domination fasciste en Europe, les communistes se sont montrés des combattants sûrs, audacieux, pleins d'abnégations, contre le régime fasciste et pour la liberté des peuples ».<sup>387</sup> Selon le dirigeant soviétique, les peuples européens, les « petites gens », qui, hier, accordèrent de la sympathie et du soutien aux communistes (ce qui permit de vaincre le fascisme), aujourd'hui, en apportant cette même confiance au monde communiste, pourront vaincre l'hégémonie de l'impérialisme anglo-américain :

---

2a8cace3cfb8/publishable\_fr.pdf>. Source: [Brussels]: North Atlantic Treaty Organisation (NATO), [08.07.2003]. <[http://www.nato.int/docu/speech/1946/s460305a\\_e.htm](http://www.nato.int/docu/speech/1946/s460305a_e.htm)>. Consulté le 15 octobre 2016.

<sup>385</sup> "(...) but now war can find any nation, wherever it may dwell between dusk and dawn." *Ibid.*

<sup>386</sup> Joseph Staline. *Textes*. Françoise Sève (sous la dir.). Volume II. Paris : Éditions sociales, 1983, p. 233.

<sup>387</sup> *Ibid.*

Je ne sais si M. Churchill et ses amis réussiront à organiser, après la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle campagne militaire contre « l'Europe orientale ». Mais s'ils y réussissent, ce qui est peu probable, car des millions de « petites gens » montent la garde pour défendre la cause de la paix, on peut dire avec assurance qu'ils seront battus, de même qu'ils ont été battus autre fois, il y a de cela vingt-six ans.<sup>388</sup>

Quelques mois plus tard, le 17 septembre 1946, dans un entretien accordé au correspondant de l'hebdomadaire britannique *The Sunday Times*, Alexander Werth, Staline analysa la situation politique mondiale et accusa le bloc capitaliste anglo-américain de manipuler les masses populaires, répandant des rumeurs sur une prochaine nouvelle guerre dans l'unique objectif de protéger ses intérêts économiques :

Je ne crois pas au danger réel d'une « nouvelle guerre ». Ce sont principalement les agents des services de renseignements militaires et politiques, ainsi que leurs rares amis du nombre des civils, qui se répandent en rumeurs au sujet d'une « nouvelle guerre ». Ces rumeurs leur sont nécessaires, ne serait-ce que pour : a) intimider avec le spectre de la guerre, certains hommes politiques naïfs parmi leurs « adversaires » et aider ainsi leurs gouvernements respectifs à extorquer davantage de concession à ses « adversaires » ; b) faire obstacle, pour quelques temps, à la compression des budgets militaires de leur pays ; c) freiner la démobilisation des troupes et, de cette façon, empêcher un accroissement rapide du chômage. Il convient de faire une nette distinction entre les rumeurs actuelles relatives à une « nouvelle guerre », et le danger réel d'une « nouvelle guerre », qui n'existe pas à l'heure actuelle.<sup>389</sup>

Ainsi, au cours de l'année 1946, les premières fondations de la nouvelle guerre idéologique furent posées. Une longue confrontation politique, économique et militaire entre deux États et deux blocs vit le jour : le bloc capitaliste de l'Ouest sous l'égide des États-Unis d'Amérique et, d'autre part, le bloc communiste de l'Est sous la direction de la Russie soviétique.

Dès 1947 le gouvernement du président Truman commença à entreprendre activement des mesures pour réduire la propagande communiste en Europe. Le 12 mars 1947, le président américain prononça devant le Congrès un discours qui marqua une nouvelle ère dans la politique extérieure des États-Unis d'Amérique, connu sous le nom de la Doctrine Truman. Selon cette nouvelle doctrine, les États-Unis, dans le monde de l'après-guerre, étaient appelés à jouer un rôle de leader incontestable et devaient assurer la paix et protéger les libertés du monde des agressions du totalitarisme terroriste « rouge ». La libération de l'Europe devait, selon Truman, s'effectuer par un rétablissement économique. Il était de la responsabilité des États-Unis d'aider l'Europe à renaître des cendres de la guerre :

<sup>388</sup> Joseph Staline. *Textes*. Françoise Sève (sous la dir.). Volume II. Paris : Éditions sociales, 1983, p. 233.

<sup>389</sup> Joseph Staline. *Après la victoire, Pour une paix durable*. Paris : Éditions sociales, 1949, p. 108.

Au moment présent de l'histoire du monde, presque toutes les nations se trouvent placées devant le choix entre deux modes de vie. Trop souvent, ce choix n'est pas un libre choix. L'un de ces modes de vie est fondé sur la volonté de la majorité. Ses principaux caractères sont des institutions libres, des gouvernements représentatifs, des élections libres, des garanties données à la liberté individuelle, à la liberté de parole et du culte et à l'absence de toute oppression politique.

Le second mode de vie est basé sur la volonté d'une minorité imposée à la majorité. Il s'appuie sur la terreur et l'oppression, sur une radio et une pensée contrôlée, sur des élections dirigées et sur la suppression de la liberté personnelle.

Je crois que les États-Unis doivent pratiquer une politique d'aide aux peuples libres qui résistent actuellement aux manœuvres de certaines minorités armées ou à la pression extérieure.<sup>390</sup>

Le besoin économique et la crise sociale étaient, selon Truman, les principaux facteurs qui favorisaient la prolifération de l'idéologie communiste en Europe, ce qui menaçait le système capitaliste. Le premier pas, entrepris par l'Administration américaine pour contrer l'avancée de la sphère communiste et solidifier l'entente européenne, fut l'octroi d'une aide financière pour la reconstruction des États européens, qui entra dans l'histoire sous le nom du Plan Marshall ou *l'European Recovery Program* (ERP). Le Plan Marshall fut officiellement présenté, le 5 juin 1947, par le Général de l'Armée américaine George Catlett Marshall qui, lors de son intervention à l'Université de Harvard à Cambridge, aux États-Unis, déclara :

Il est logique que les États-Unis doivent faire tout ce qu'ils peuvent pour aider à rétablir la santé économique du monde, sans laquelle la stabilité politique et la paix assurée sont impossibles.

Notre politique n'est dirigée contre aucun pays, aucune doctrine, mais contre la famine, la pauvreté, le désespoir et le chaos. (...) Tout gouvernement qui veut aider à la tâche de la reprise économique jouira, j'en suis sûr, de la plus entière coopération de la part du gouvernement des États-Unis. Tout gouvernement qui intrigue pour empêcher la reprise économique des autres pays ne peut espérer recevoir notre aide. De plus, les gouvernements, les partis et les groupes politiques qui cherchent à perpétuer la misère humaine pour en tirer un profit sur le plan politique ou sur les autres plans se heurteront à l'opposition des États-Unis. Il est déjà évident qu'avant même que le gouvernement des États-Unis puisse poursuivre plus loin ses efforts pour remédier à la situation et aider à remettre l'Europe sur le chemin de la guérison, un accord devra être réalisé par les pays de l'Europe sur leurs besoins actuels et ce que ces pays de l'Europe feront eux-mêmes pour rendre efficace toutes les mesures que ce gouvernement [américain] pourrait prendre. (...) Le rôle de ce pays [États-Unis] devrait consister à apporter une aide amicale à l'établissement d'un programme européen, et à aider ensuite à mettre en œuvre ce programme dans la mesure où il sera possible de le faire. Ce programme devrait être

---

<sup>390</sup> Harry S. Truman. « La doctrine Truman. Message au Congrès des États-Unis, Washington, 12 mars 1947 ». In : Nathalie Renault-Rodet. *Les discours de l'Histoire : 80 textes expliqués qui ont marqué le XXe siècle*. Paris : Éditions Eyrolles, 2015, p. 62.



général et établi en commun par un grand nombre de nations européennes, sinon par toutes.<sup>391</sup>

Selon les déclarations du Général G. Marshall, seuls les États européens, capables de répondre aux exigences des États-Unis, pouvaient bénéficier de l'aide financière américaine. Dans ce discours, le général américain menaçait notamment tous ceux qui seraient susceptibles de nuire à la sécurité de l'Europe, c'est-à-dire le système communiste, de sévères représailles et encourageait l'Europe à s'unir. La condition ultime pour bénéficier de l'aide américaine était donc l'unification des États européens.

L'Union soviétique et ses États satellites refusèrent l'aide du Plan Marshall. En réponse au programme Marshall, Andrei Jdanov, lors de la Conférence des Partis communistes d'Europe du 22 septembre 1947, présenta dans son rapport la politique extérieure américaine comme une politique expansionniste et d'asservissement :

Le but que se pose le nouveau cours expansionniste des États-Unis est l'établissement de la domination mondiale de l'impérialisme américain. (...).

Ce nouveau cours compte sur un large programme de mesures d'ordre militaire, économique et politique, dont l'application établirait dans tous les pays visés par l'expansionnisme des États-Unis la domination politique et économique de ces derniers, réduirait ces pays à l'état de satellites des États-Unis, y instaurerait des régimes intérieurs qui éliminerait tout obstacle de la part du mouvement ouvrier et démocratique à l'exploitation de ces pays par le capital américain. Les États-Unis d'Amérique cherchent à étendre actuellement l'application de ce nouveau cours politique non seulement envers les ennemis de la guerre d'hier, ou envers les États neutres, mais aussi de façon toujours plus grande, envers les alliés de guerre des États-Unis d'Amérique. (...) L'impérialisme américain s'efforce, comme un usurier, d'exploiter les difficultés d'après-guerre des pays européens, surtout la pénurie de matières premières, de combustibles et de denrées alimentaires dans les pays alliés qui ont le plus souffert de la guerre, pour leur dicter ses conditions asservissantes de secours. En prévision de la crise économique imminente, les États-Unis s'empressent de trouver de nouvelles sphères de monopole pour l'investissement des capitaux et pour l'écoulement des marchandises. Le « secours » économique des États-Unis a pour but d'asservir l'Europe au capital américain. Plus la situation économique d'un pays est grave, plus les monopoles américains s'efforcent de lui dicter de dures conditions.

Mais le contrôle économique entraîne aussi avec lui une dépendance politique de l'impérialisme américain. Ainsi, l'extension des sphères d'écoulement des marchandises américaines se combine pour les États-Unis avec l'acquisition de nouvelles places d'armes propices à la lutte contre les nouvelles forces démocratiques de l'Europe [les États communistes]. En « sauvant » un pays de la famine et de la ruine, les monopoles américains ont le dessein de le priver de toute indépendance. « L'aide » américaine entraîne presque automatiquement des modifications de la ligne politique du pays qui reçoit cette « aide » ; viennent au pouvoir des partis et des personnalités qui, obéissant

---

<sup>391</sup> James D. Thwaites. *La mondialisation : documents essentiels*. Saint-Nicolas (Québec) : Les Presses de l'Université Laval, 2004, p. 23.

aux directives de Washington, sont prêts à réaliser, dans leur politique intérieure et extérieure, le programme désiré par les États-Unis (France, Italie, ...).<sup>392</sup>

Plus tard, en novembre 1949, les communistes soviétiques accusèrent le bloc anglo-américain d'entreprendre une tentative de détournement de l'ONU à des fins géostratégiques : « Toute la ligne du bloc anglo-américain à l'Organisation des Nations Unies, ligne visant à saper l'ONU et à en faire l'instrument des monopoles américains, est déterminée par cette politique ». <sup>393</sup>

À la suite du Rapport Jdanov, l'Union soviétique décida de créer, le 5 octobre 1947, le Bureau communiste de l'information (Kominform), dont le siège fut situé à Belgrade, en Serbie.<sup>394</sup> La nouvelle structure communiste, qui rassemblait plusieurs Partis communistes d'Europe, était souvent comparée par les observateurs occidentaux au Komintern. Certains voyaient dans la dissolution du Komintern une manœuvre stratégique dans la politique extérieure soviétique :

Nul ne sera surpris en apprenant que les représentants des Partis communistes de neuf pays se sont réunis à Varsovie pour reconstituer le Komintern. La dissolution de la Troisième Internationale en mai 1943 n'avait eu lieu que pour rassurer les Alliés en guerre aux côtés de l'URSS. Si cette organisation avait été formellement supprimée, qui oserait croire que les partis communistes du monde entier n'obéissaient plus aux instructions de Moscou ? <sup>395</sup>

Les États européens considéraient que le travail de la nouvelle organisation ne se limitait pas uniquement à la coordination idéologique du mouvement communiste en Europe. Malgré le fait que son siège était à Belgrade, contrairement à celui du Komintern qui était à Moscou, le Kominform était un organe qui exerçait un contrôle direct et une influence venant de Moscou sur les Partis européens qui devaient défendre ouvertement et représenter dans leurs pays les intérêts de l'Union soviétique :

Suivant la tactique de Moscou le rôle des partis frère [partis communistes des pays européens] serait désormais celui d'opposants, et non plus de collaborateurs des autres partis dans une union nationale qui a fait son temps. Ils devront, à Paris et à Rome, défendre ouvertement la politique extérieure de l'URSS. Il n'y a plus de « chef

<sup>392</sup> *Rapport d'André Jdanov sur la situation internationale présenté à la Conférence d'information des neuf partis communistes qui s'est tenue en Pologne à la fin du mois de septembre 1947*. 8 éd. Paris: Imp. Maréchal, 1947, p. 32.

<sup>393</sup> Mikhaïl Souslov. « La défense de la paix et la lutte contre les fauteurs de guerre ». Résolutions adoptées par la Conférence du Bureau d'Information des Partis communistes. *L'Humanité* (29 novembre 1949) : 3-4. In: *The Cominform: Minutes of the Three Conferences, 1947/1948/1949* (Annali/Fondazione Giangiacomo Feltrinelli). Milan : Feltrinelli Editore Milano, 1994, p. 900.

<sup>394</sup> Le Kominform a été dissout par Nikita Khrouchtchev, le 17 avril 1956.

<sup>395</sup> [Le Monde]. « La nouvelle Internationale ». *Le Monde* (directeur de publication Hubert Beuve-Méry). N° 837 (7 octobre 1947). Disponible sur <[http://www.lemonde.fr/archives/article/1947/10/07/la-nouvelle-internationale\\_1890058\\_1819218.html?xtmc=la\\_nouvelle\\_internationale&xtcr=674](http://www.lemonde.fr/archives/article/1947/10/07/la-nouvelle-internationale_1890058_1819218.html?xtmc=la_nouvelle_internationale&xtcr=674)>. Consulté le 10 mars 2019.

d'orchestre » clandestin, mais un bâton qui donne ostensiblement le rythme et des musiciens qui se tournent vers lui au vu de tout le monde.<sup>396</sup>

En 1948, le Plan Marshall entra dans sa phase active. Le 17 mars 1948, la Grande-Bretagne, la France et les pays du Benelux, dans le but d'obtenir l'aide financière américaine et afin de se protéger d'une agression militaire extérieure communiste, signèrent à Bruxelles, en Belgique, un traité sur la création de l'Union occidentale (UO). Le 16 avril 1948, quinze États européens (l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Islande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse et plus tard l'Allemagne et le territoire de Trieste) et la Turquie, adoptèrent à Paris, en France, la convention pour la création de l'Organisation européenne de coopération économique (OECE).<sup>397</sup> Le 11 juillet 1948, le Congrès américain adopta l'amendement Vandenberg qui mit officiellement fin à l'isolationnisme international américain. Dorénavant, les États-Unis pouvaient entrer, même en temps de paix, dans des alliances internationales. La réponse économique de l'Union soviétique au Plan Marshall fut la création à Moscou, le 25 janvier 1949, d'un organisme de coopération économique entre l'Union soviétique et ses satellites, connu sous le nom du Conseil d'assistance économique pour la reconstruction économique et mutuelle (CAEM ou COMECON).<sup>398</sup>

Du côté du bloc anglo-américain, pour le renforcement de la sécurité du « Monde libre » contre l'agression communiste, le 4 avril 1949, à Washington, les États-Unis et les cinq pays de l'Union occidentale, le Canada, le Danemark, l'Islande, l'Italie, la Norvège et le Portugal signèrent un traité pour la création de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN), dont le siège fut établi à Bruxelles, en Belgique. De son côté, pour rééquilibrer le rapport de forces militaires, l'Union soviétique décida d'élaborer sa propre bombe atomique. À la suite de la création de l'OTAN, l'Union soviétique testa, le 20 août 1949, à Semipalatinsk, au Kazakhstan, sa première bombe atomique. Le premier essai nucléaire soviétique inquiéta le bloc anglo-américain qui condamna le régime stalinien et accusa l'Union soviétique de menacer la sécurité du monde et des États-Unis. L'URSS, au contraire, considérait que le monopole sur la possession de la bombe atomique mettait en danger la paix. Dans un entretien accordé, le 17

---

<sup>396</sup> [Le Monde]. « La nouvelle Internationale ». *Le Monde* (directeur de publication Hubert Beuve-Méry). N° 837 (7 octobre 1947). Disponible en ligne sur <[http://www.lemonde.fr/archives/article/1947/10/07/la-nouvelle-internationale\\_1890058\\_1819218.html?xtmc=la\\_nouvelle\\_internationale&xtr=674](http://www.lemonde.fr/archives/article/1947/10/07/la-nouvelle-internationale_1890058_1819218.html?xtmc=la_nouvelle_internationale&xtr=674)>. Consulté le 15 juillet 2017.

<sup>397</sup> En 1960, avec l'entrée des États-Unis et du Canada, l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) devient l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

<sup>398</sup> Entre 1949 et 1978, les membres principaux furent l'Union soviétique (1949), la RDA, la Mongolie (1962), la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, l'Albanie, Cuba (1972) et le Vietnam (1978). L'organisation fut dissoute en 1991.

septembre 1946, par Joseph Staline au *Sunday Times* sur la question du monopole de la possession de la bombe atomique, le dirigeant soviétique déclara :

Je ne considère pas la bombe atomique comme une force aussi sérieuse que certains hommes politiques inclinent à le croire. Les bombes atomiques sont destinées à intimider ceux qui ont les nerfs faibles, mais elles ne peuvent décider de l'issue d'une guerre, parce qu'elles sont absolument insuffisantes pour atteindre ce but.<sup>399</sup>

Quelques années plus tard, dans une autre interview au journal *Pravda*, le 6 octobre 1951, sur les menaces des États-Unis concernant la politique nucléaire de l'URSS, Staline déclara :

L'expérimentation de la bombe atomique de différents calibres se poursuivra également à l'avenir d'après le plan de défense de notre pays contre une attaque de la part du bloc agressif anglo-américain. (...) Elles [les personnalités américaines et britanniques] voudraient que les États-Unis d'Amérique aient le monopole de la fabrication de la bombe atomique, que les États-Unis d'Amérique aient la possibilité illimitée d'intimider les autres pays et d'user de chantage à leur égard.<sup>400</sup>

En 1953, le nouveau président américain Dwight D. Eisenhower, dans le but d'élargir l'influence américaine dans le cadre de la *Pax americana*<sup>401</sup>, introduisit une politique antisoviétique qui visait non seulement l'endigement<sup>402</sup> du communisme, comme ce fut le cas sous Truman, mais également son refoulement : la politique du *roll back*. Cette nouvelle orientation poussa les États-Unis au cours des années 1950 à contracter de nouvelles alliances militaires, qui dépassaient dorénavant les frontières de l'Europe, dans le but de contrecarrer l'expansion communiste dans le monde, comme l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE), en 1954, ou le pacte de Bagdad, en 1955. En réponse à cette militarisation accélérée, menée par les États-Unis, l'Union soviétique créa avec ses États alliés, sous la direction du nouveau dirigeant Nikita Khrouchtchev, le 14 mai 1955, une alliance militaire pour l'amitié, la coopération et l'assistance mutuelle qui devint l'équivalent de l'OTAN, le Pacte de Varsovie.<sup>403</sup>

Ainsi, sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale, une nouvelle confrontation politique et idéologique voyait le jour. Elle divisa le monde entre deux camps : le bloc capitaliste occidental de l'OTAN sous l'égide américaine et le bloc communiste du Pacte de Varsovie,

<sup>399</sup> Joseph Staline. *Après la victoire, Pour une paix durable*. Paris : Editions sociales, 1949, p. 108.

<sup>400</sup> Joseph Staline. *Derniers écrits : 1950-1953*. Paris : Éditions sociales, 1953, p. 196. Interview de Joseph Staline à la 'Pravda' du 6 octobre 1951 au sujet de l'arme atomique.

<sup>401</sup> La *Pax Americana* est « un état de paix internationale relative considéré comme supervisé par les États-Unis ». Voir "Pax Americana." *Oxford English Dictionary* [en ligne] sans date. Disponible en ligne sur <[https://www.lexico.com/definition/pax\\_american](https://www.lexico.com/definition/pax_american)>. Consulté le 19 octobre 2017.

<sup>402</sup> Endiguement (*containment*) est « une stratégie mondiale employée par les États-Unis et leurs alliés à partir de 1947 pour contenir l'expansion du communisme ». Voir <[https://sitetab2.ac-reims.fr/clg-nassau/-spip-/IMG/pdf/3e\\_definitions\\_guerre\\_froide.pdf](https://sitetab2.ac-reims.fr/clg-nassau/-spip-/IMG/pdf/3e_definitions_guerre_froide.pdf)>. Téléchargé le 19 octobre 2020.

<sup>403</sup> Les États membres du Pacte de Varsovie furent à cette période l'Union soviétique, la Bulgarie, la Hongrie, la RDA, la Tchécoslovaquie, la Pologne, la Roumanie et l'Albanie qui se retira en 1968.

dirigé par l'Union soviétique. Si, en Europe, la division territoriale s'effectua assez rapidement, les véritables tensions de la Guerre froide se manifestèrent sur les territoires des anciennes colonies qui entrèrent dans l'histoire sous le nom du « tiers-monde ».<sup>404</sup>

1.2. *Les débuts de la politique africaine des États-Unis d'Amérique dans un monde bipolaire, de Roosevelt à Eisenhower : la dualité d'un discours politique*

La fin de la Seconde Guerre mondiale apporta de grands changements non seulement dans le monde européen « civilisé », mais aussi dans les colonies. La Grande Guerre mit fin à l'hégémonie européenne. Dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, un document historique fut adopté, le 26 juin 1945 : la Charte des Nations Unies. Le chapitre 11 de la Charte était dédié aux territoires colonisés, et l'article 73 proclamait :

Les Membres des Nations Unies qui ont ou qui assument la responsabilité d'administrer des territoires dont les populations ne s'administrent pas encore complètement elles-mêmes reconnaissent le principe de la primauté des intérêts des habitants de ces territoires. Ils acceptent comme une mission sacrée l'obligation de favoriser dans toute la mesure possible leur prospérité, dans le cadre du système de paix et de sécurité internationales établi par la présente Charte et, à cette fin :

- a. d'assurer, en respectant la culture des populations en question, leur progrès politique, économique et social, ainsi que le développement de leur instruction, de les traiter avec équité et de les protéger contre les abus;
- b. de développer leur capacité de s'administrer elles-mêmes, de tenir compte des aspirations politiques des populations et de les aider dans le développement progressif de leurs libres institutions politiques, dans la mesure appropriée aux conditions particulières de chaque territoire et de ses populations et à leurs degrés variables de développement; (...).<sup>405</sup>

<sup>404</sup> Tiers-Monde est un « ensemble des pays qui ne font partie ni du bloc occidental, ni du bloc socialiste; ensemble des pays pauvres ». *Centre national de ressources textuelles et lexicales* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.cnrtl.fr/definition/tiers-monde>>. Consulté le 19 octobre 2020.

<sup>405</sup> "Members of the United Nations which have or assume responsibilities for the administration of territories whose peoples have not yet attained a full measure of self-government recognize the principle that the interests of the inhabitants of these territories are paramount, and accept as a sacred trust the obligation to promote to the utmost, within the system of international peace and security established by the present Charter, the well-being of the inhabitants of these territories, and, to this end: a. to ensure, with due respect for the culture of the peoples concerned, their political, economic, social, and educational advancement, their just treatment, and their protection against abuses; b. to develop self-government, to take due account of the political aspirations of the peoples, and to assist them in the progressive development of their free political institutions, according to the particular circumstances of each territory and its peoples and their varying stages of advancement; (...)." "Declaration Regarding Non-Self-Governing Territories." *Charter of the United Nations and Statute of the International Court of Justice*, Chapter XI, Article 73. San Francisco : United Nations, June 26, 1945, p. 14. Texte intégral disponible sur <<https://treaties.un.org/doc/Publication/CTC/uncharter-all-lang.pdf>>. Téléchargé le 15 septembre 2017. Version française de la Charte disponible sur le site des Nations Unies : <<https://www.un.org/fr/charter-united-nations/index.html>>.

*La Charte des Nations Unies* donna un nouvel élan à la lutte pour la décolonisation dans les territoires occupés. L'article 73 de la Charte nourrissait les aspirations d'émancipation dans les cœurs des colonisés.

Une première vague d'indépendance se déclencha en Asie en 1945, dès la fin de la Seconde Guerre mondiale, où des chefs nationalistes, comme Jawaharlal Nehru, Mohandas Gandhi en Inde, Ho Chi Minh au Vietnam, Sukarno et Hatta en Indonésie, proclamèrent l'indépendance de leurs pays. L'initiative asiatique donna un nouveau souffle aux mouvements nationalistes indépendantistes africains qui virent dans la lutte de l'Europe libre contre l'invasion et l'occupation fascistes un modèle. En Afrique noire, les premiers à avoir fait sonner les cloches de l'indépendance furent les colonies britanniques, où des activistes kenyans, tanzaniens, ghanéens et nigériens se démarquaient par leurs discours indépendantistes : Jomo Kenyatta (Kenya), Julius K. Nyerere (Tanzanie), Kwame Nkrumah (Côte de l'Or-Ghana) et Benjamin Nnamdi Azikiwe (Nigéria).

Cette détermination pour l'acquisition des indépendances se manifesta lors du V<sup>e</sup> congrès panafricain de Manchester. Du 13 au 21 octobre 1945, à Manchester, en Angleterre, se déroula la dernière conférence panafricaine tenue à l'extérieur du continent africain. Les principaux coordinateurs étaient le chef nationaliste ghanéen Kwame Nkrumah et l'activiste-militant panafricaniste et anticolonialiste trinitadien George Padmore.<sup>406</sup> Le congrès de Manchester fut un tournant dans l'histoire du continent africain, car il se déroula au croisement de deux époques : une première phase qui marquait la fin de la domination de l'impérialisme européen, et une seconde qui annonçait l'émergence d'un nouveau monde bipolaire. Ce congrès mettait notamment fin au panafricanisme noir-américain, laissant place à un panafricanisme africain, afro-centrique. Selon le chef nationaliste nigérien, élu premier président du Nigéria, entre 1963 et 1966, Benjamin Nnamdi Azikiwe, le V<sup>e</sup> congrès panafricain fit entrer le mouvement du panafricanisme dans une phase active de son histoire :

---

<sup>406</sup> Dans l'ouvrage *The New Africa* (1961), l'auteur, journaliste et ambassadeur des États-Unis au Kenya de 1989 à 1993, Smith Hempstone, décrit George Padmore comme l'héritier de l'idéologue et grand-père du panafricanisme, W.E.B. Du Bois. Padmore fut parmi les premiers Noirs à avoir rejoint les rangs du parti communiste dans les années 1920. Il se rendit en Union soviétique où, en qualité de conférencier, il dispensa des cours sur les horreurs du colonialisme à l'Université communiste des travailleurs de l'Orient (*Kommunističeskij Universitet trudjašihsja Vostoka*, KUTV) et devint le responsable du Profintern, la branche ouvrière internationale du Komintern. Ses compétences et sa loyauté lui permirent d'occuper le poste de secrétaire exécutif du Comité syndical international des ouvriers noirs, majoritairement communiste, et devenir l'un des principaux éditeurs de la Bible des communistes noirs, la revue *The Negro Worker*. En 1934, George Padmore quitta les rangs du parti communiste, suite à l'entrée de l'URSS dans la Société des Nations. Cette adhésion fut interprétée par ce dernier comme une trahison et un « acte bourgeois ». Il accusa l'Union soviétique « d'avoir voulu utiliser l'Afrique pour ses propres objectifs ». "(...) he finally realized that 'Russia wanted to use Africa for her own purposes'". Voir Smith Hempstone. *The New Africa*. London: Faber and Faber, 1961, p. 629.

Les racines du panafricanisme remontent à la période post-esclavagiste et à la partition de l'Afrique. Le premier congrès panafricain s'est tenu à Londres en 1900 ; mais le Congrès panafricain qui s'est tenu à Manchester en 1945 a marqué le tournant du panafricanisme d'une étape passive à une étape active.

Cette transmutation évidente dans le caractère du mouvement a été précipitée par la Seconde Guerre mondiale. Les années de guerre ont apporté un nouveau type de prise de conscience à de nombreux jeunes et vieux dirigeants africains des indignités subies par l'homme noir, partout et surtout dans sa propre maison en Afrique. Le moment était venu pour une action positive.<sup>407</sup>

Smith Hempstone, correspondant du journal américain *Evening Star*, décrit dans l'ouvrage *The New Africa* (1961) ce congrès comme une évolution du panafricanisme. Selon lui, le mouvement panafricain de W.E.B. Du Bois et de Marcus Garvey constituait une première phase, majoritairement représentée par les Noirs du Nouveau Monde, qui mettait principalement en avant l'identité noire, conceptualisée par le terme anglais *blackness* ou *la négritude*, en français. Le congrès de Manchester se construisait, désormais, autour du concept anglais *africanness* ou *l'africanité*, en français :

Grâce à leurs efforts, Nkrumah a pu constater avec satisfaction que le congrès n'avait pas la souillure « des intellectuels de la classe moyenne et des réformistes bourgeois noirs » qui, selon lui, caractérisait les réunions précédentes. Voici donc le tournant du panafricanisme : bien que Padmore ait continué à exercer une grande influence sur Nkrumah (il a servi de 1947 jusqu'à sa mort en tant que conseiller du dirigeant ghanéen pour les affaires africaines), la direction du mouvement est passée du « Nouveau Monde » à « L'Afrique », et « le retour en Afrique » a été abandonné au profit de l'accent mis sur l'émancipation des territoires coloniaux et leur fusion en un grand État, probablement sous la direction de Nkrumah.<sup>408</sup>

Le congrès de Manchester était une nouvelle action positive dans le domaine de la construction d'une nouvelle Afrique libre. Si le IV<sup>e</sup> congrès panafricain de New York, en 1927, s'était déroulé dans une atmosphère conflictuelle entre Du Bois et Garvey et condamnait

---

<sup>407</sup> "The roots of Pan-Africanism can be traced to the post-slavery period and during the partition of Africa. The first Pan-African Congress was held in London in 1900; but the Pan-African Congress held in Manchester in 1945 marked the turning point in Pan-Africanism from a passive to an active stage.

This obvious transmutation in the character of the movement was precipitated by the Second World War. The war years had brought a new kind of awareness to many old and young African leaders of the indignities suffered by the black man, everywhere and especially in his own home in Africa. The time was ripe for positive action." "Goodwill message from Nnamdi Azikiwe." In: George Padmore. *Colonial and Coloured Unity. A Programme of Action; History of the Pan-African Congress*. London: the Hammersmith Bookshop LTD, 1963, p. i. Disponible en ligne sur < <http://www.prisoncensorship.info/archive/etext/countries/panafrican/pac1963.pdf>>. Téléchargé le 20 juin 2017.

<sup>408</sup> "As a result of their efforts, Nkrumah was able to note with satisfaction that the congress lacked the taint of 'middle-class intellectuals and bourgeois Negro reformists' which he felt had characterized previous meetings. Here, then, was the turning point in Pan-Africanism: although Padmore continued to exert great influence on Nkrumah (he served from 1947 until his death as the Ghanaian leader's adviser on African affairs), leadership of the movement shifted from the New World to Africa and the back-to-Africa drive was dropped in favour of emphasis on the emancipation of colonial territories and their amalgamation into a large state, presumably under Nkrumah's leadership." Smith Hempstone. *The New Africa*. London: Faber and Faber, 1961, p. 630.

principalement l'exploitation par les puissances européennes des ressources du sol africain, le V<sup>e</sup> Congrès, quant à lui, prônait une unité africaine pour la lutte contre l'oppression coloniale et l'émancipation. Cette lutte pour la liberté n'était plus une lutte passive, mais une lutte active, un rude combat pour la délivrance d'un continent assujéti :

Les délégués croient à la paix. Comment pourrait-il en être autrement, alors que, pendant des siècles, les peuples africains ont été victimes de la violence et de l'esclavage ? Mais si l'Occident est encore déterminé à gouverner l'humanité par la force, alors les Africains, devront, en dernier recours, faire appel à la force dans le but de conquérir la liberté, même si la force doit les détruire, eux comme le monde.

Nous sommes décidés à être libres. (...) Nous revendiquons le droit pour tous les peuples colonisés à être maître de leur destin. Toutes les colonies doivent se libérer du contrôle impérialiste étranger, qu'il soit politique ou économique.

Les peuples des colonies doivent avoir le droit d'élire leur propre gouvernement, sans restriction imposée par les puissances étrangères. Nous déclarons aux peuples des colonies qu'ils doivent lutter pour y parvenir par tous les moyens dont ils disposent.

Le but des Puissances impérialistes est de nous exploiter. Accorder aux pays coloniaux le droit de se gouverner par eux-mêmes va à l'encontre de ce but. La lutte pour le pouvoir politique par les nations colonisées et soumises est donc la condition nécessaire et le premier pas vers l'émancipation sociale, économique et politique totale. Le V<sup>e</sup> Congrès panafricain appelle donc les travailleurs et les agriculteurs des colonies à s'organiser efficacement. Les travailleurs coloniaux doivent être à la tête de la bataille contre l'impérialisme. Vos armes - la grève et le boycott - sont invincibles. (...) Aujourd'hui, il existe qu'une seule voie pour l'action concrète - l'organisation des masses. Et les habitants éduqués des colonies doivent adhérer à ce mouvement. Peuple du monde soumis, colonisé, Unissez-vous !<sup>409</sup>

Le V<sup>e</sup> congrès panafricain se différenciait des précédents congrès par sa philosophie. L'appel à la création d'un front uni en Afrique résonnait dans les cœurs de nombreux nationalistes africains. Un premier pas vers la création d'un front uni fut posé le 30 août 1946 à Londres. Cette rencontre de trois jours rassembla les chefs nationalistes des colonies ouest-africaines britanniques et françaises, au sein d'un front uni d'Afrique occidentale. L'objectif principal était de créer une fédération ouest-africaine indépendante et parvenir, après la libération du continent, à la formation des États-Unis d'Afrique. Après la Conférence de Londres, le Congrès des Partis nationalistes des colonies françaises d'Afrique se déroula à Bamako, au Mali, du 18 au 20 octobre 1946, dans le cadre du Rassemblement démocratique africain (RDA) sous la direction de Félix Houphouët-Boigny et Modibo Keïta, futurs présidents de la Côte d'Ivoire et du Mali. Dans l'esprit du V<sup>e</sup> Congrès panafricain, le RDA (qui incluait le Parti Démocratique de la Côte d'Ivoire de Félix Eboué, le Parti démocratique voltaïque (Haute

---

<sup>409</sup> « Déclaration aux puissances coloniales », « Déclaration aux peuples colonisés ». *Le mouvement panafricaniste au vingtième siècle : recueil de textes* (préface d'Abdou Diouf). Paris : Organisation internationale de la francophonie (OIF), 2013, pp. 190-191.



Volta, actuel Burkina Faso) de Sourou Migan Apithy, l'Union soudanaise (Soudan français, actuel Mali) de Fily Dabo Sissoko, l'Union des populations du Cameroun, l'Union démocratique sénégalaise de Lamine Gueye, le Parti Démocratique de Guinée de Sékou Touré, le Parti progressiste nigérien, le Parti progressiste tchadien, le Parti progressiste congolais de Gabriel d'Arboussier et le comité mixte gabonais) exigeait l'égalité et la démocratie. Contrairement au front uni de l'Afrique occidentale, il n'appelait pas à employer des mesures radicales pour obtenir l'indépendance, mais réclamait plutôt la création d'une « union librement consentie des populations d'Afrique et du peuple de France ».<sup>410</sup> Le RDA affirmait ouvertement sa filiation avec le Parti communiste français et ne cachait pas sa sympathie à l'égard de l'Union soviétique.

Les États-Unis d'Amérique suivaient attentivement les événements qui secouaient le continent noir et ne pouvaient les ignorer. Contrairement aux puissances occidentales, les États-Unis, comme la Russie tsariste, ne pouvaient jusqu'ici interférer dans la zone africaine qui était considérée comme une possession des puissances européennes. En 1945, les seuls pays avec lesquels les États-Unis entretenaient des relations diplomatiques, économiques et politiques sur le continent africain étaient le Libéria, fruit d'une initiative américaine, l'Afrique du Sud et l'Éthiopie. Malgré le fait que les États-Unis d'Amérique étaient étroitement liés à l'histoire du continent africain (la création du Libéria en 1822, le commerce et la traite transatlantiques, l'esclavage, la naissance du panafricanisme et la question de la race noire au sein d'une société américaine blanche), le gouvernement américain se pencha sérieusement sur les problématiques africaines seulement au cours de la Seconde Guerre mondiale et dans l'après-guerre.

Avant le commencement de la Seconde Guerre mondiale, en 1937, les problématiques africaines étaient étudiées par l'intermédiaire des questions européennes. Ainsi, le département américain des Affaires européennes était chargé des études africaines.<sup>411</sup> En période de guerre, les dossiers africains furent transmis à la section du Proche-Orient, à l'intérieur de laquelle fut créé, en 1943, une section pour l'Afrique, mais, comme le souligne l'auteur de l'ouvrage *La politique africaine des États-Unis : mécanismes et conduites* (1984) Marc Aicardi de Saint-Paul, malgré la création d'une nouvelle division, les affaires africaines restaient étroitement liées aux affaires européennes. Il faudrait, toutefois, noter que l'ouverture du bureau africain survint au moment de l'implantation des premières bases militaires américaines en terre africaine, dans le cadre du débarquement en Afrique du Nord des forces américaines, une

---

<sup>410</sup> « Le Rassemblement Démocratique Africain (RDA) (1946) ». *Le mouvement panafricaniste au vingtième siècle : recueil de textes* (préface d'Abdou Diouf). Paris : Organisation internationale de la francophonie (OIF), 2013, p. 196.

<sup>411</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris : Economica, 1984, p. 30.

offensive lancée le 8 novembre 1942 contre l'agression allemande pour assurer notamment le contrôle du canal de Suez<sup>412</sup> : au Maroc, en Libye (Al-Watiya) et au Libéria (Roberts Field) pour la région de l'Afrique de l'Ouest.<sup>413</sup> L'entrée sur le sol africain permit au gouvernement américain de découvrir l'ensemble du potentiel stratégique du continent. Dans un discours, prononcé à la Chautauqua Institution à New York, le 19 août 1943, le chef adjoint de la division du Proche-Orient du département d'État américain Henry S. Villard déclara : « Jamais le mot Afrique n'a autant évoqué de chose pour le peuple américain. (...) La guerre a braqué une puissante torche sur l'Afrique en mettant l'accent sur sa position stratégique ».<sup>414</sup>

Avec le début de la Seconde Guerre mondiale, l'Administration du président Franklin D. Roosevelt multiplia les discours anticolonialistes. La position anticoloniale des États-Unis d'Amérique était familière aux traditions et à l'histoire américaine. Ce pays, qui au XVIII<sup>e</sup> siècle lutta pour son indépendance de la domination britannique, intégra dans sa culture et sa pensée la plénitude du mot « liberté ». Durant la Seconde Guerre mondiale, l'Administration du président Roosevelt n'hésitait pas à condamner la colonisation. Selon le secrétaire d'État américain Cordell Hull, le 23 juillet 1942 :

Dans cette grande lutte, nous, Américain, sommes unis avec ceux, qui comme nous, se battent pour la préservation de leur liberté ; avec ceux qui se battent pour regagner leur liberté dont ils ont été brutalement privés ; avec ceux qui se battent dans le but d'atteindre la Liberté.

Nous avons toujours cru et nous croyons aujourd'hui que tous les peuples, sans distinction de race, de couleur, ou de religion, qui sont préparés à et désireux d'accepter les responsabilités de la liberté sont en droit d'en jouir.<sup>415</sup>

Plus tard, le 20 novembre 1942, commentant la politique coloniale britannique en Inde, le secrétaire d'État cita comme modèle les États-Unis qui accompagnaient leur colonie aux Philippines vers l'indépendance :

<sup>412</sup> El-Mostafa Azzou. « La présence militaire américaine au Maroc, 1945-1963 ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*. Vol. 210. N° 2 (2003) : 126.

<sup>413</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris : Economica, 1984, p. 126.

<sup>414</sup> "NEVER before has the word Africa meant so much to the people of the United States. (...) the war has turned a powerful searchlight on Africa, focusing attention on its strategic position (...)." Henry S. Villard's Speech delivered at the Chautauqua Institute, Chautauqua, New York, August 19, 1943. Henry S. Villard. "American Relations with Africa. Equality of Opportunity in Trade." *Vital Speeches of the Day*. Vol. IX (1943) : 722.

<sup>415</sup> "In this vast struggle, we, Americans, stand united with those who, like ourselves, are fighting for the preservation of their freedom; with those who are fighting to regain the freedom of which they have been brutally deprived; with those who are fighting for the opportunity to achieve freedom.

We have always believed-and we believe today-that all peoples, without distinction of race, color, or religion, who are prepared and willing to accept the responsibilities of liberty, are entitled to its enjoyment." Address by Secretary of State Cordell Hull on The War and Human Freedom, July 23, 1942. In [US War Information Office]. *Honorable Cordell Hull : The War and Human Freedom*. Washington : US Government Printing Office, 1942, p. 9.

J'ai dit que le Président, moi-même et l'ensemble du Gouvernement souhaitions sincèrement la liberté de tous les peuples dépendants dans les meilleurs délais. Notre leçon aux Philippines offre, je pense, un exemple parfait de la manière dont une nation devrait traiter une colonie ou une dépendance, coopérant avec elle pour faire tous les préparatifs nécessaires en vue de la liberté. Nous offrons cela comme un exemple fort à tous les autres pays et à leurs dépendances.<sup>416</sup>

L'Administration du président Roosevelt considérait qu'il incombait aux puissances coloniales européennes d'accompagner les territoires colonisés qui étaient sous leur juridiction dans les voies de l'indépendance. Dans un article paru le 21 mars 1944, Cordell Hull indiquait :

Il reste aux nations indépendantes une responsabilité en relation avec les peuples dépendants qui aspirent à la liberté. Ce devrait être le devoir de nations disposants de lien politiques avec de tels peuples, (...), d'aider les peuples qui aspirent [à la liberté] à se développer au niveau matériel, à celui de l'éducation, de les préparer aux charges et responsabilités de l'autonomie, et d'atteindre la liberté.<sup>417</sup>

Ces écrits ne pouvaient que susciter l'engouement de nombreux Africains qui espéraient être libérés du joug colonial par les Américains. François Durpaire, universitaire et historien français, cite dans l'ouvrage *Les États-Unis ont-ils décolonisé l'Afrique noire francophone ?* (2005) le témoignage d'un vidéaste américain en voyage au Congo belge, en 1947. Ce dernier décrivait la terrible dégradation des relations entre les Noirs et les Blancs en Afrique et l'existence parmi les populations colonisées d'Afrique d'une croyance que les Américains approuvaient les actions anticoloniales des peuples indigènes :

Le Noir hait le Blanc, parle ouvertement du jour où on « massacra tous les Blancs », emploie fréquemment devant le Blanc le geste de lui couper la gorge. J'étais frappé de la manière ouverte dont les Noirs nous parlaient de leur projet de révolte et de massacre, et de leur conviction que comme Américains nous serions en sympathie complète avec eux et que le gouvernement et le peuple américain viendraient immédiatement et activement à leur aide.<sup>418</sup>

La position anticoloniale des États-Unis durant la Seconde Guerre mondiale à l'égard des colonies européennes en Afrique pouvait, d'une certaine manière, être perçue comme un

---

<sup>416</sup> "I said that the President and I and the entire Government earnestly favored freedom for all dependent peoples at the earliest practicable date. Our course in dealing with the Philippines offered, I thought, a perfect example of how a nation should treat a colony or dependency in cooperating with it to make all necessary preparations for freedom. We offered this as a strong example to all other countries and their dependencies." In Foster Rhea Dulles and Gerald E. Ridinger. "The Anti-Colonial Policies of Franklin D. Roosevelt." *Political Science Quarterly*. Vol. 70. No. 1 (March 1955) : 9.

<sup>417</sup> "There rests upon the independent nations a responsibility in relation to dependent peoples who aspire to liberty. It should be the duty of nations having political ties with such peoples, (...), to help the aspiring peoples to develop materially and educationally, to prepare to themselves for the duties and responsibilities of self-government, and to attain liberty." Cordell Hull. "Basic Premises of U.S. Foreign Policy Outlined – Speedy Victory is Major Aim. March 21, 1944." *Victory Bulletin*. Vol. 5. No. 12 (April 3, 1944) : 4.

<sup>418</sup> François Durpaire. *Les États-Unis ont-ils décolonisé l'Afrique noire francophone ?* Paris : Harmattan, 2005, p. 37.

phénomène assez paradoxal, surtout venant d'un pays où, à la même période, les droits de la population noire étaient sévèrement bafoués. Rappelons que, lors de la Conférence de paix de Paris en 1919, les États-Unis n'appuyèrent pas la demande des chefs panafricains pour la libération des colonies africaines. Selon Henri Grimal, la poussée anticolonialiste des États-Unis durant la Seconde Guerre mondiale avait été provoquée non par un attachement historique et sentimental au concept de liberté, mais était plutôt une stratégie politique pour encourager les populations colonisées à se battre aux côtés des puissances coloniales européennes contre le fascisme et ainsi prévenir toute forme de révoltes et de mécontentement durant cette période sensible :

Lorsque les États-Unis furent engagés dans la lutte, les dirigeants de Washington définirent leur conception de façon très explicite. Leur anticolonialisme affectif s'appuyait maintenant sur des considérations politiques précises : pour inciter les peuples coloniaux à participer activement à l'effort de guerre aux côtés des Alliés, il était indispensable de leur promettre qu'ils tireraient avantages de la victoire commune.<sup>419</sup>

Pour confirmer la thèse avancée par Henri Grimal, nous pouvons mentionner le fait qu'en parallèle aux déclarations anticoloniales du secrétaire d'État Cordell Hull, le général Eisenhower, qui, en novembre 1942, commandait les Forces alliées déployées en Afrique du Nord, au contraire, rassurait les puissances alliées, en particulier la France, sur la préservation de l'intégrité territoriale de leurs colonies: « Je suis en mesure de vous assurer que la restauration de la France dans toute son indépendance, dans toute sa grandeur et dans tous ses territoires qu'elle possédait avant la guerre en Europe et outre-mer est un des buts des États-Unis ».<sup>420</sup>

Ce dualisme américain dans les questions africaines continua jusqu'aux premières indépendances, vers la fin des années 1950. Sous l'Administration du président Truman et ensuite celle d'Eisenhower, le gouvernement américain tenta de jouer la carte de la conciliation entre les États européens et les colonies. Les Administrations des présidents Truman et Eisenhower jonglaient, d'une part, entre un discours hostile à la colonisation, et, d'autre part, encourageaient le travail effectué par ses alliés occidentaux dans les colonies. La raison principale qui expliquait cette dualité du discours politique américain en matière des questions africaines était provoquée par la peur de la prolifération du communisme sur le continent noir, suite à la montée du nationalisme africain dans l'après-guerre, et la crainte d'une nouvelle guerre

---

<sup>419</sup> Henri Grimal. *La décolonisation de 1919 à nos jours*. Paris : Armand Colin, 1965, pp. 132-133.

<sup>420</sup> Lettre du 2 novembre 1942 du G. Eisenhower. In Joseph Vincent Ntuda Ebodé. "De la politique étrangère des États africains: ruptures et continuités d'une diplomatie contestée". *African Journal of International Affairs*. Vol. 2. No. 1 (1999): 74. Voir aussi Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduit*. Paris: Economica, 1984, p. 128.

Cette position était due au besoin de s'assurer l'approbation de la France, car la présence des troupes américaines dans les colonies nord-africaines inquiétait les autorités françaises.

avec l'URSS. Dans un contexte politique tendu et la mise en place d'un monde bipolaire, la perte de l'Afrique pour le « bloc occidental » signifiait avant tout perdre une position stratégique importante : les principales sorties maritimes dans la Méditerranée, le Canal de Suez, le Golfe de Guinée, l'accès au Proche-Orient. Pour Elmer H. Bourgerie, directeur du bureau des Affaires africaines, les États-Unis risquaient de se trouver privés des principaux accès aux nouveaux marchés pour l'exportation de leurs produits et aux ressources naturelles si importantes en période de guerre :

Aujourd'hui, le peuple américain, en particulier les responsables du gouvernement et de l'industrie, a une plus grande appréciation de l'Afrique qu'à n'importe quel moment de notre histoire. Le public américain est de plus en plus conscient que l'Afrique fournit une proportion importante de produits essentiels dont a maintenant besoin le Monde libre, y compris des produits tels que l'uranium, le cuivre, le chrome, le cobalt, le manganèse, le minerai de fer, l'étain, les diamants industriels, la bauxite, l'amiante, le caoutchouc, les graisses et huiles, sisal, peaux et bois durs. À la suite de la dernière guerre, plus d'Américains que jamais se rendent compte maintenant de l'importance militaire stratégique de l'Afrique pour le Monde libre. La position géographique de l'Afrique, par rapport à l'Europe et au Proche-Orient et par rapport aux Amériques et à l'Asie du Sud, la place dans la catégorie de l'une des zones stratégiques les plus importantes au monde.

En raison de sa relation géographique avec la défense européenne et du Proche-Orient, la région de l'Afrique du Nord est militairement la plus importante des zones africaines. La région de la mer Rouge et du golfe d'Aden, la zone de l'Afrique de l'Est, la pointe sud du continent et le renflement de l'Afrique de l'Ouest au-dessus du golfe de Guinée entretiennent chacun une relation importante avec les voies de transport et d'approvisionnement vitales et les systèmes de défense. Chacune de ces régions sert également de bouclier pour la protection de la zone intérieure où la majeure partie des produits stratégiques est produite. (...).

[Nous] devons constamment être à l'affût des Soviétiques qui accélèrent leurs efforts pour affaiblir le prestige et le contrôle du Monde libre en Afrique, dans l'objectif d'inclure à terme les territoires et les pays africains dans le bloc soviétique. Il ne faut jamais oublier que le sentiment anticolonial dans certains territoires africains constitue un problème redoutable pour le Monde libre car tous les gouvernements coloniaux sont alignés du côté du Monde libre.<sup>421</sup>

---

<sup>421</sup> "Today, the American people, particularly responsible officials of Government and industry, have a greater appreciation of Africa than at anytime in our history. The American public is becoming increasingly aware that Africa provides a sizable proportion of the critical commodities now required by the Free World, including such products as uranium, copper, chrome, cobalt, manganese, iron ore, tin industrial diamonds, bauxite, asbestos, rubber, fats and oils, sisal, hides, and hardwoods. As a result of the last war, more Americans than ever before now realize the strategic military importance of Africa to the Free World. Africa's geographic position in relation to Europe and the Near East and in relation to the Americas and Southern Asia places it in the category of one of the most important strategic areas in the world. Because of its geographic relation to European and Near Eastern defense, the North Africa region is militarily the most important of the African areas. The Red Sea and Gulf of Aden area, the East Africa Zone, the southern tip of the continent and the West Africa bulge above the Gulf of Guinea each bear an important relationship to vital transportation and supply routes and systems of defense. Each of these regions also serves as a shield for the protection of the inland area where the bulk of the strategic commodities are produced. (...).

[We] must constantly be on the lookout for the Soviets to accelerate their efforts to weaken Free World prestige and control in Africa, with the objective of ultimately including African territories and countries in the Soviet bloc.

Dans ce contexte politique complexe, malgré le fait qu'une Afrique libre aurait été plus avantageuse pour les États-Unis, car elle aurait permis au gouvernement américain d'établir des relations ouvertes et directes avec les États intéressés sans obtenir au préalable l'approbation du colon européen, subissant toutes les restrictions politiques, économiques et diplomatiques imposées par ce dernier, néanmoins, la dépendance du continent africain envers les alliés européens jouait, d'une certaine manière, en faveur des intérêts américains. Les puissances coloniales, qui appartenaient au Monde libre, assuraient aux yeux du gouvernement américain la sécurité « d'une des régions stratégiques les plus importantes du monde » contre une potentielle infiltration communiste et, ainsi, permettait de maintenir ce continent dans l'axe d'influence du Monde libre :

L'Afrique aujourd'hui est fondamentalement identifiée, économiquement et politiquement, avec les démocraties du Monde libre - les pays qui s'alignent contre le communisme. (...) Il est impératif que les efforts individuels et collectifs des pays anticomunistes soient organisés de manière à assurer que l'Afrique demeurera fermement fixée dans l'orbite politique du Monde libre.<sup>422</sup>

Malgré la neutralité apparente des États-Unis dans la question coloniale africaine, l'Administration américaine, de 1945 jusqu'au milieu des années 1950, ils soutenaient en pratique la colonisation pour leurs intérêts stratégiques nationaux et dans l'objectif d'assurer leur propre sécurité économique. Dans un discours, prononcé à l'Institut de l'Afrique contemporaine (*Institute on Contemporary Africa, Northwestern University*) en juillet 1951, le célèbre pétrolier américain, diplomate et premier secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, l'Asie du Sud et les Affaires africaines George C. McGhee déclarait au sujet des indépendances des colonies :

L'indépendance immédiate n'est pas cependant un remède à tous les problèmes coloniaux. Le gouvernement des États-Unis a toujours maintenu que l'indépendance prématurée pour des peuples primitifs non instruits leur causerait plus de tort que de bien et les soumettrait à une exploitation par des dirigeants indigènes qui ne serait pas limitée par les normes sociales de civilité qui résultent du développement de l'éducation à grande échelle et qui peut être tout aussi impitoyable que celle effectuée par des étrangers. D'autre part, accorder la pleine indépendance à des peuples non préparés à affronter l'agression ou la

---

We must never forget that the anticolonial feeling in certain African territories constitutes a formidable problem for the Free World because all of the Colonial Governments are aligned on the side of the Free World." "The Director of the Office of African Affairs (Bourgerie) to William D. Moreland, Consul in the Consulate General at Dakar Washington, April 23, 1951." In: William Z. Slany (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1951. The Near East and Africa*. Volume V. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1951, pp. 1218-1219.

<sup>422</sup> "Africa today is fundamentally identified economically and politically with the Free World Democracies - countries aligned against Communism. (...) It is imperative that the individual and collective efforts of the anti-Communist countries be so organized as to insure that Africa will remain firmly fixed in the political orbit of the Free World." "The Director of the Office of African Affairs (Bourgerie) to William D. Moreland, Consul in the Consulate General at Dakar Washington, April 23, 1951." *Ibid.*, p. 1218.

subversion peut mettre en danger non seulement ces peuples eux-mêmes, mais la sécurité du Monde libre.<sup>423</sup>

Le gouvernement américain considérait comme un devoir d'éduquer les « peuples primitifs non instruits » d'Afrique en leur inculquant les principes démocratiques du « Monde libre ». L'Administration du président Truman prévoyait d'y parvenir en contribuant au développement et à l'amélioration de la croissance des territoires sous-développés. Ainsi, en finançant les projets de développement des régions sous-développées d'Afrique par l'intermédiaire du Plan Marshall et du *Point Four Program* (« Le point IV »), en augmentant et améliorant le niveau de vie de ces zones, les États-Unis espéraient détourner l'attention des peuples colonisés des aspirations nationalistes-indépendantiste et de la séduction communiste et ainsi les amener vers l'acceptation de la tutelle du « Monde libre » :

Nous devons nous lancer dans un nouveau programme audacieux pour mettre à disposition les bénéfices de nos progrès scientifiques et industriels pour l'amélioration et la croissance des zones sous-développées. Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des conditions proches de la misère. Leur nourriture est insuffisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stagnante. Leur pauvreté est un handicap et une menace pour eux et pour les régions plus prospères. Pour la première fois dans l'histoire, l'humanité possède les connaissances et les compétences nécessaires pour soulager la souffrance de ces personnes. Les États-Unis occupent une place prééminente parmi les nations dans le développement des techniques industrielles et scientifiques. Les ressources matérielles que nous pouvons nous permettre d'utiliser pour aider d'autres peuples sont limitées. Mais nos ressources impondérables en connaissances techniques ne cessent de croître et sont inépuisables. (...).

Le vieil impérialisme - l'exploitation à des fins étrangères - n'a pas sa place dans nos plans. Ce que nous envisageons, c'est un programme de développement basé sur les concepts de

---

<sup>423</sup> "Immediate independence is, however, not the cure for all colonial problems. The United States Government has always maintained that premature independence for primitive, uneducated peoples can do them more harm than good and subject them to an exploitation by indigenous leaders, unrestrained by the civil standards that come with widespread education, that can be just as ruthless as that of aliens. Also, giving full independence to peoples unprepared to meet aggression or subversion can endanger not only the peoples themselves but the security of the free world." George C. McGhee. "Africa's Role in the Free World Today, July 16, 1951." *The Department of State Bulletin*. Part 1. Volume 25. No. 627 (July 1951) : 98.

<sup>424</sup> "We must embark on a bold new program for making the benefits of our scientific advances and industrial progress available for the improvement and growth of underdeveloped areas. More than half the people of the world are living in conditions approaching misery. Their food is inadequate. They are victims of disease. Their economic life is primitive and stagnant. Their poverty is a handicap and a threat both to them and to more prosperous areas. For the first time in history, humanity possesses the knowledge and skill to relieve suffering of these people. The United States is pre-eminent among nations in the development of industrial and scientific techniques. The material resources which we can afford to use for assistance of other peoples are limited. But our imponderable resources in technical knowledge are constantly growing and are inexhaustible. (...).

The old imperialism—exploitation for foreign profit—has no place in our plans. What we envisage is a program of development based on the concepts of democratic fair-dealing. All countries, including our own, will greatly benefit from a constructive program for the better use of the world's human and natural resources." *President Truman's Inaugural Address, January 20, 1949*. Texte disponible en ligne sur <[https://avalon.law.yale.edu/20th\\_century/truman.asp](https://avalon.law.yale.edu/20th_century/truman.asp)>. Consulté le 28 avril 2016.

Point Four Program est le quatrième point de la politique étrangère de l'administration Truman, annoncé lors de son discours d'inauguration en janvier 1949. Ce quatrième objectif prévoyait d'accorder une assistance technique aux pays en voie de développement.

l'utilisation démocratique équitable. Tous les pays, y compris le nôtre, bénéficieront grandement d'un programme constructif pour une meilleure utilisation des ressources humaines et naturelles du monde.<sup>424</sup>

Comme le souligne le rapport préparé par le Bureau du Proche-Orient, de l'Asie du Sud et des Affaires africaines sur la politique générale des États-Unis envers l'Afrique, daté du 29 décembre 1950, l'aide technique et financière pour l'amélioration de l'état des colonies africaines sous-développées devait avant tout permettre aux États-Unis de s'infiltrer sur la scène africaine et faire avancer progressivement leurs intérêts sans susciter la suspicion de leurs alliés occidentaux. Autrement dit, le gouvernement américain sous Truman, sous couvert d'une aide financière pour le développement, prévoyait d'ouvrir une porte pour l'infiltration du capital et des investissements américains en Afrique, tout en protégeant l'accès aux ressources naturelles stratégiques du continent :

Faire tous les efforts pour dissiper la méfiance que les gouvernements métropolitains pourraient avoir sur le fait que nos actions sont conçues pour amener une auto-gouvernance sans discrimination dans les zones dépendantes de l'Afrique. Continuer à chercher le retrait ou la libéralisation politiques et pratiques des gouvernements coloniaux discriminatoires à l'égard du commerce et des investissements américains et formuler des plaintes chaque fois que celles-ci ont pour conséquence d'handicaper sérieusement notre commerce et nos investissements dans les zones dépendantes d'Afrique. Exhorter les puissances coloniales à libéraliser leurs investissements et leurs politiques d'échange dans les territoires africains en vue d'encourager les flux d'investissements américains dans ces régions pour aider à leur développement. (...) Continuer à prendre toutes les mesures nécessaires, avec l'assistance de l'ECA [*Economic Cooperation Administration*, l'Administration de coopération économique] pour assurer la permanence des flux de matières stratégiques des zones dépendantes vers les États-Unis.<sup>425</sup>

---

<sup>425</sup> "Make every effort to dispel whatever suspicion the Metropolitan Governments might have that our actions are designed to bring about indiscriminate self-government in the African dependent areas.

(...).

Continue to seek the removal or liberalization of such policies and practices of the colonial governments which discriminate against American trade and investment, and to make representations in instances where they tend to seriously hamper our trade and investment in the African dependent areas.

(...).

Urge the colonial powers to liberalize their investment and exchange control policies in the African territories with a view to encouraging the flow of American investment capital to these areas to aid in their development.

(...).

Continue to take all necessary steps, with the assistance of the ECA, to assure the continuance of the flow of strategic materials from the dependent areas to the U.S." "Africa: General Policies of the United States Toward Africa. Regional Policy Statement on Africa South of the Sahara (December 29, 1950)." William Z. Slany (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1951. The Near East and Africa*. Volume V. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1951, pp. 1203-1204.

*The Economic Cooperation Administration* (ECA) est un organisme de l'État américain qui avait été créé en 1948 pour administrer le Plan Marshall. Voir "Economic Cooperation Administration", in *Britannica* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.britannica.com/topic/Economic-Cooperation-Administration>>. Consulté le 13 avril 2020.



La politique américaine en Afrique prévoyait également d'encourager les fondations privées comme Rockefeller et Ford à investir dans l'assistance technique pour le développement des colonies africaines :

Le Département devrait explorer la possibilité de laisser des institutions américaines philanthropiques privées (par exemple, les fondations Rockefeller, Carnegie et Ford) assumer la responsabilité de fournir une assistance technique, afin de compléter les projets de développement du gouvernement américain en Afrique dans le cadre du programme du Point IV et de l'ECA.<sup>426</sup>

## 2. L'intégration africaine sous les Administrations Truman et Eisenhower

Sur le chemin de l'intégration africaine, l'Administration Truman dut notamment faire face à un problème majeur : l'image que les États-Unis d'Amérique renvoyaient dans les colonies. En effet, pour conquérir le cœur des Africains et contrer la séduction communiste dans cette région reculée du monde, les États-Unis réalisaient l'importance de leur image à l'étranger. La ségrégation raciale que subissaient les Noirs américains, l'octroi de fonds dans le cadre du Plan Marshall aux puissances coloniales, les relations avec les États racistes de l'Afrique du Sud et du Portugal affectaient considérablement leur image en tant que puissance libre et démocratique. Dans une allocution faite devant l'Association de politique étrangère (*Foreign Policy Association*) à Oklahoma City, aux États-Unis, le 8 mai 1950, George McGhee déclara :

[Notre] programme ECA est un important objet de suspicion, étant donné qu'il y a une tendance à y voir, comme il s'applique aux territoires d'outre-mer des puissances européennes, un moyen pour renforcer ou perpétuer la mainmise des puissances européennes sur leurs territoires africains.<sup>427</sup>

La position ambiguë des États-Unis sur la question coloniale africaine et son neutralisme suscitaient la critique et le questionnement de certains dirigeants africains :

La neutralité est prise par les Africains pour de l'indifférence ou l'approbation du *statu quo*, un statut qui est en train de changer. L'Afrique demande si les États-Unis sont

---

<sup>426</sup> "The Department should explore the possibility of having private American philanthropic institutions (e.g., the Rockefeller, Carnegie and Ford Foundations) assume responsibility for supplying technical assistance to supplement U.S. Government development projects in Africa under the Point IV and ECA programs." "Africa: General Policies of the United States Toward Africa. Regional Policy Statement on Africa South of the Sahara (December 29, 1950)." William Z. Slany (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1951. The Near East and Africa*. Volume V. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1951, pp. 1204-1205.

<sup>427</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris: Economica, 1984, pp. 130-131. Je n'ai malheureusement pas pu retrouver la version originale en anglais. Voir George C. McGhee's Address Before the Foreign Policy Association at Oklahoma City, Oklahoma, May 8, 1950. In Department of State Press Release 469.

favorables à ce changement, et, dans la situation présente, le soutien du *statu quo* ressemble à une approbation du régime colonial.<sup>428</sup>

2.1. *Les défis, les mesures et les politiques américaines en Afrique à la veille des indépendances*

Afin de restaurer son image, le gouvernement Truman mit en place un programme culturel et d'information pour relever le prestige des États-Unis. Ce programme ciblait les autorités administratives locales, l'élite africaine instruite et les Africains illettrés. Le gouvernement américain prévoyait avant tout de multiplier ses structures représentatives et planifiait notamment d'ouvrir de nombreux consulats en Afrique occidentale et centrale (Dakar, au Sénégal ; Nairobi et Mombasa, au Kenya ; Abidjan, en Côte d'Ivoire ; Brazzaville, en AEF ; Accra, en Côte-de-l'Or) et d'augmenter ses effectifs diplomatiques sur tout le continent. L'ouverture des représentations consulaires, qui devaient devenir des vitrines des États-Unis d'Amérique à l'étranger, aurait permis au gouvernement américain d'établir un contact permanent avec l'administration locale et le peuple. D'autre part, les États-Unis ouvraient leurs représentations consulaires dans des villes qui avaient une position stratégique importante et un accès direct aux ressources naturelles. Un exemple parfait était le cas du consulat américain au Kenya, dans la ville de Mombasa. Le gouvernement américain prévoyait de rouvrir la représentation diplomatique après l'avoir fermée en été 1953 pour des raisons financières<sup>429</sup> :

Le consulat de Mombasa, récemment fermé, devrait être rouvert dès que possible. Mombasa est le port commercial le plus important de l'Afrique orientale britannique ; à travers lui, la majeure partie du commerce de cette zone est acheminée, y compris les importations américaines de matériaux stratégiques et les exportations de produits finis vers le Kenya, l'Ouganda, l'Est du Congo belge et le Nord du Tanganyika. Deux importantes compagnies maritimes américaines maintiennent des lignes régulières entre Mombasa et les ports de la côte Est des États-Unis.

(...).

Mombasa a été la principale base navale britannique pendant la Seconde Guerre mondiale, dans la région de l'Afrique de l'Est et de l'océan Indien, et revêt une fois de plus une grande importance dans les calculs stratégiques britanniques dans le cadre de la récente réactivation du Commandement de l'Afrique de l'Est, dont le siège est à Nairobi.

(...).

---

<sup>428</sup> "Neutrality is taken by the African for either indifference or approval of the *status quo*, a status which is changing. Africa asks whether U.S. favors this change, and in this situation support of the *status quo* looks like endorsement of colonial rule." "The Ambassador in Liberia (Dudley) to the Department of State (Monrovia, June 3, 1952)." John P. Glennon (ed.). John P. Glennon (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1952-1954. Africa and South Asia*. Volume XI. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1983, p. 20.

<sup>429</sup> "Consulates closed or soon to be closed as a result of the economy program are: Vitoria and Fortaleza in Brazil; Guayman and Torreon in Mexico; Adelaide and Brisbane in Australia; Victoria, Hamilton and Regina in Canada; Bradford and Newcastle in England; Bergen, Norway; Gibraltar; Malaga, Spain; Tenerife, Canary Islands; Godthaab, Greenland; Bari, Italy; Dunedin, New Zealand; Cebu, Philippines, and Mombasa, Kenya." Lois Perry Jones. "News From the Department." *The Foreign Service Journal* (October 1953) : 19.

Mombasa est la clé de l'importance logistique de la zone couverte par ce commandement, qui constitue une position militaire qui couvre un des flancs de la route stratégique du Moyen-Orient.<sup>430</sup>

Le gouvernement américain privilégiait également l'envoi de fonctionnaires noirs dans ses consulats en Afrique :

Il faudrait envisager d'affecter davantage d'agents de race noire dans les consulats d'Afrique de l'Ouest britannique, afin de contrer la critique africaine croissante concernant les pratiques raciales aux États-Unis et encourager les Africains à discuter en toute confiance et librement de tous les sujets avec nos agents consulaires.<sup>431</sup>

La présence d'agents d'origine noire-américaine dans les représentations consulaires devait permettre, d'une certaine manière, d'améliorer l'image des États-Unis, brisant la barrière de l'inégalité raciale, et encourager les Africains à émettre des critiques contre les colonisateurs, ce qui permettrait de mieux juger l'état de l'opinion africaine.

L'une des préoccupations essentielles du gouvernement américain concernant son image en Afrique était liée au Libéria. Les inégalités imposées par l'élite libérienne, composée principalement d'une élite américano-libérienne (les descendants des esclaves noirs affranchis d'Amérique), et l'injustice infligée par cette élite aux origines afro-américaines à la population locale indigène suscitaient l'indignation des Africains qui voyaient dans le Libéria avant tout une colonie américaine. Ainsi, la mauvaise image du Libéria en Afrique affectait celle des États-Unis d'Amérique :

Le Ministère a depuis quelques mois fait une étude approfondie des conditions économiques, politiques et sociales de la République du Libéria, dont la situation est plus mauvaise que celle des territoires coloniaux voisins. L'inefficacité et le manque d'initiative de la classe dirigeante, la corruption des cercles gouvernementaux, le

---

<sup>430</sup> "The Consulate at Mombasa, recently ordered closed, should be reopened as soon as possible. Mombasa is the most important commercial port in British East Africa; through it the major portion of the trade of this area flows, including American imports of strategic materials and exports of finished goods to Kenya, Uganda, the eastern Belgian Congo and Northern Tanganyika. Two important American shipping lines maintain regular schedules between Mombasa and east coast ports in the United States.

(...).

Mombasa was the principal British naval base during World War II in the East African and Indian Ocean area, and is once again assuming great importance in British strategic calculations in connection with the recent reactivation of the East African Command, with headquarters in Nairobi.

(...).

Mombasa is the key to the logistical importance of the area embraced by this Command, which constitutes a military flanking position on the Middle East lifeline." "Memorandum by the Director, Office of African Affairs (Utter) (to the Deputy Executive Director, Bureau of Near Eastern, South Asian, and African Affairs (Moore) (Washington, September 9, 1953)." John P. Glennon (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1952-1954. Africa and South Asia*. Volume XI. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1983, p. 52.

<sup>431</sup> "Consideration should be given to the assignment of more officers of the Negro race to Consulates in British West Africa in an effort to offset the widespread and growing African criticism of racial practices in the United States and to encourage greater confidence among Africans to discuss matters freely with our Consular officers." "Africa: General Policies of the United States Toward Africa. Regional Policy Statement on Africa South of the Sahara (Washington, December 29, 1950)." William Z. Slany (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1951. The Near East and Africa*. Volume V. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1951, p. 1209.

traitement scandaleux des habitants indigènes et l'absence de pratiques démocratiques dans cette république indépendante constituent pour nous une préoccupation particulière au moment où le problème des peuples dépendants est en cours de discussion à grande échelle.

Les représentants de l'Association des éditeurs de revues noirs, qui ont récemment fait une tournée en Afrique de l'Ouest sous votre recommandation, ont signalé avoir été choqués par ce qu'ils ont vu au Libéria, en comparaison avec les administrations coloniales françaises et britanniques. Que nous l'admettions ou pas, le Libéria est largement considéré comme une responsabilité des États-Unis. (...) Les amis sincères du Libéria, ainsi que l'opinion publique noire instruite des États-Unis, sont en général très critiques envers ce pays.<sup>432</sup>

L'une des premières actions entreprises par le gouvernement Truman pour restaurer l'image des États-Unis fut d'assister le gouvernement libérien économiquement dans la mise en place de réformes au sein de la société libérienne. L'agacement de Washington devant l'image raciste que renvoyaient les puissances du « Monde libre » en Afrique fut notamment exprimé plus tard par l'Administration du président Eisenhower, lors de la mise en place de la Conférence sur les installations de défense africaines (*African Defense Facilities Conference*)<sup>433</sup>. Dérangé par cette mauvaise image, le gouvernement américain organisa une conférence à Dakar, au Sénégal, du 11 au 19 mars 1954, à laquelle participèrent les plus grands États coloniaux (l'Angleterre, la France, le Portugal, la Belgique), ainsi que l'Afrique du Sud et le Libéria. Lors de ce rassemblement, le gouvernement américain nota la quasi-absence des représentants indigènes des territoires colonisés :

L'exclusion des dirigeants indigènes a été l'une des caractéristiques de cette conférence, voire de toutes les conférences internationales sur l'Afrique qui suivent le même modèle, ce qui pourrait créer des problèmes dans l'avenir. Certes, le Libéria, en tant que nation souveraine, était représenté, mais, à la lumière de leurs intentions si souvent proclamées de conduire leurs peuples africains vers l'autonomie gouvernementale, il semble un peu étrange que ni les Britanniques, ni les Français n'incluent aucun dirigeant indigène dans leurs délégations, ne fût-ce que pour sauver les apparences. Les Français disposaient en effet d'un ou de deux techniciens africains assis dans le fond de la salle, mais ils n'étaient

---

<sup>432</sup> "The Department has for some months been making an intensive study of economic, political, and social conditions in the Republic of Liberia, which compare most unfavorably with the -situation in neighboring colonial territories. The inefficiency and lack of initiative of the ruling group, the corruption in government circles, the scandalous treatment of the native inhabitants, and the lack of democratic practices in this independent republic are of particular concern to us at a time when the problem of dependent peoples is under widespread discussion. Representatives of the Negro Newspaper Publishers Association, who recently made a tour of West Africa at your suggestion, are reported to be shocked at what they saw in Liberia in comparison with British and French colonial administrations. Whether or not we admit it, Liberia is widely regarded as a responsibility of the United States. (...).

Sincere friends of Liberia, as well as intelligent Negro opinion in the United States, are, in general, highly critical of that country." "Liberia: Interest of the United States in Economic, Political, and Social Reform in Liberia. Memorandum by the Acting Secretary of the State to President Roosevelt (Washington, April 4, 1945)." E. Ralph Perkins, S. Everett Gleason (ed.). *Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers, 1945. The Near East and Africa*. Volume VIII. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1945, pp. 587-588.

<sup>433</sup> *African Defense Facilities Conference* voir page 191 de la thèse.

là que pour fournir des informations purement techniques sur des sujets comme le port de Dakar. Les Britanniques, malgré la taille de leur délégation, n'ont amené aucun Africain avec eux.<sup>434</sup>

L'Administration Truman envisageait d'établir également des programmes d'échanges culturels entre les fonctionnaires, éducateurs, hommes d'affaires et techniciens, africains et américains, en accueillant les représentants africains aux États-Unis et encourageant les spécialistes américains à se rendre en Afrique. La radio, la presse écrite et le cinéma devaient devenir les principaux piliers de la propagande médiatique américaine contre la séduction communiste : « Corriger les idées fausses et les fausses déclarations concernant les États-Unis, implantées par les communistes dans leur guerre froide de diffamation des États-Unis et de ses prétendus 'motifs impérialistes' à l'égard de l'Afrique ».<sup>435</sup>

Dans cette lutte médiatique pour le continent africain, l'USIS (*United States Information Service*), le service d'information des États-Unis, devint la principale « arme de la politique étrangère américaine ».<sup>436</sup> L'activité de cette structure en Afrique était d'une telle importance que le premier ambassadeur afro-américain au Libéria, entre 1949 et 1953, Edward R. Dudley déclara : « Si l'USIS devait échouer dans les prochaines années, cela signifierait que l'Afrique a détourné son visage des États-Unis. Peut-être [pour se tourner] vers l'orbite communiste ».<sup>437</sup>

Le premier pas de l'Administration Truman dans le domaine des médias en Afrique fut l'ouverture d'une station radio pour la transmission des programmes de l'émission « La Voix de l'Amérique » à Monrovia (Libéria), Accra (Côte-de-l'Or, actuel Ghana) et à Lagos (Nigéria). Ces programmes radio devaient non seulement familiariser les Africains avec les réalités

---

<sup>434</sup> "One feature of this Conference, or indeed any international conference on Africa which follows the same policy, which may lead to trouble in the future was the exclusion of indigenous leaders. True, Liberia as a sovereign nation was represented but in light of their oft proclaimed intentions of leading their African peoples towards self-government, it seems a bit strange that neither the British nor the French included any native leaders in their delegations, even if only for appearances' sake. The French did, in fact, have one or two African technicians sitting in the background but they were there solely to provide purely technical information on such matters as the port of Dakar. The British, despite the size of their delegation brought no Africans with them." "The Consul at Dakar (Ferguson) to the Department of State (Dakar, March 24, 1954)." John P. Glennon (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1952-1954. Africa and South Asia*. Volume XI. Part 1. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1983, p. 112.

<sup>435</sup> "Correct misconceptions and misrepresentations regarding the United States, planted by Communists in their cold war of vilification of the United States and its so-called 'imperialistic motives' regarding Africa." "Africa: General Policies of the United States Toward Africa. Regional Policy Statement on Africa South of the Sahara (Washington, December 29, 1950)." "Africa: General Policies of the United States Toward Africa. Regional Policy Statement on Africa South of the Sahara (Washington, December 29, 1950)." William Z. Slany (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1951. The Near East and Africa*. Volume V. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1951, p. 1205.

<sup>436</sup> "USIS is an arm of U.S. foreign policy." "The Ambassador in Liberia (Dudley) to the Department of State (Monrovia, June 3, 1952)." John P. Glennon (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1952-1954. Africa and South Asia*. Volume XI. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1983, p. 20.

<sup>437</sup> *Ibid.*, p. 21. "If USIS should fail in the coming few years, it will mean Africa has turned its face away from the United States. Perhaps toward the Communist orbit."

américaines, mais aussi permettre aux États-Unis de découvrir ce que pensaient d'eux les Africains et ce sur quoi ils s'interrogeaient.

La Confédération internationale des syndicats libres (CISL) (*International Confederation of Free Trade Unions*, ICFTU), créée en 1949, devait jouer un rôle important dans la lutte contre le communisme en Afrique noire. En effet, par l'intermédiaire de la CISL, les États-Unis envisageaient de récupérer les syndicats africains et ainsi contrer l'influence du bloc syndical communiste, la Fédération syndicale mondiale (FSM) (*World Federation of Trade Unions*, WFTU)<sup>438</sup>. Afin d'atteindre cet objectif, le gouvernement Truman encouragea fortement la tenue, le 16 janvier 1951, d'un voyage de prospection en Afrique noire des principaux syndicats d'Amérique et d'Europe qui composaient la CISL. En effet, la délégation de la CISL devait visiter l'Afrique de l'Ouest : le Nigéria, la Côte-de-l'Or (Ghana), la Sierra Leone, le Libéria et la Gambie. L'organisation syndicale prévoyait, à la suite de cette visite, d'organiser, en février 1951, au Cameroun, une conférence régionale regroupant tous les États d'Afrique occidentale et centrale. L'objectif de cette mission, qui devait paraître non comme appuyée par les États-Unis, mais plutôt comme une initiative entièrement indépendante, était, d'une part, d'évaluer la présence communiste et, d'autre part, de créer un syndicat régional ouest-africain et l'affilier à la CISL. Dans une déclaration datée du 30 avril 1951, le secrétaire adjoint des États-Unis pour le Proche-Orient, l'Asie du Sud et les Affaires africaines McGhee indiquait : « Les syndicats en Afrique de l'Ouest sont en général faibles et immatures. Cependant, avec l'assistance de la CISL, ils peuvent devenir des facteurs très importants dans les affaires de l'Afrique de l'Ouest ».<sup>439</sup>

Dans le travail effectué au sein des colonies africaines, l'Administration américaine appelait activement ses alliés européens à mettre en place des mesures pour encourager le développement de leurs colonies. Ainsi, dans le cas du Portugal, particulièrement réticent sur la question de l'autonomie de ses colonies africaines, l'Administration Truman déclara : « Exhorter les Portugais, chaque fois que l'occasion se présente, à adopter des politiques plus progressistes pour l'avancement politique, économique et social des habitants indigènes ».<sup>440</sup>

<sup>438</sup> Cette organisation mondiale syndicale avait subi, en 1949, une scission qui donna naissance à deux structures différentes : l'ICFTU pour le monde démocratique libre et la WFTU pour les communistes.

<sup>439</sup> "The trade unions in West Africa are in general weak and immature. With assistance from the ICFTU, however, they can become very important factors in West African affairs." "Memorandum by the Acting Labor Adviser, Bureau of Near Eastern, South Asian, and African Affairs (Handley), to the Assistant Secretary of State for Near Eastern, South Asian, and African Affairs (McGhee) (Washington, April 30, 1951)." William Z. Slany (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1951. The Near East and Africa*. Volume V. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1951, p. 1222.

<sup>440</sup> "Urge the Portuguese, whenever the opportunity arises, to adopt more progressive policies for the political, economic and social advancement of the native inhabitants." "Africa: General Policies of the United States Toward Africa. Regional Policy Statement on Africa South of the Sahara (Washington, December 29, 1950)." *Ibid.*, p. 1209.

Lors d'une conférence, tenue à Londres un an auparavant, en 1950, sous l'initiative américaine, fut adopté par les États-Unis, l'Angleterre et la France un programme composé de trois principaux objectifs à atteindre en Afrique : « le développement politique des peuples africains », « l'amélioration rapides des conditions économiques », « la coopération étroite entre les puissances coloniales européennes et les États-Unis dans l'atteinte de ces objectifs ».<sup>441</sup>

Même si l'Administration Truman réalisait que dans la résolution des questions africaines elle ne pouvait se passer de l'assistance des alliés européens, les États-Unis essayaient, néanmoins, de maintenir leur indépendance politique et défendre leurs intérêts, allant même à l'encontre des intérêts de leurs propres alliés. Le gouvernement américain voyait dans ses propres alliés en Afrique, avant tout, des puissances rivales. Dans une intervention, datée du 1er mai 1945, le chef de la division des Affaires africaines Henry S. Villard exprimait déjà le mécontentement du gouvernement américain à la suite de la décision du pouvoir du Libéria d'accepter l'aide de l'administration britannique dans la résolution des problèmes liés à la population indigène locale. Cette décision, adoptée unilatéralement par le gouvernement du Libéria sans l'accord des États-Unis, suscita la désapprobation de ces derniers qui y voyaient une tentative par la Grande Bretagne de les devancer dans la région et discréditer leur image de grande puissance démocratique qui prône la liberté des peuples colonisés, en exposant au monde les excès de l'élite américano-libérienne. Afin d'éviter l'intrusion britannique au Libéria, le gouvernement américain ordonna à l'élite gouvernante libérienne de rejeter l'aide britannique, prétextant le soutien et l'assistance des États-Unis dans le règlement du problème :

J'ai rendu visite au Vice-Président Simpson [Charles L. Simpson, Vice-Président du Libéria] à sa demande, et il m'a informé qu'un télégramme avait été reçu du Président Tubman [William Tubman, Président du Libéria], indiquant que le gouvernement britannique avait accepté d'accorder un administrateur colonial qualifié pour aider le gouvernement du Libéria à résoudre les problèmes liés aux peuples indigènes de l'arrière-pays. (...). J'ai [Henry S. Villard] dit que cette évolution pourrait cependant être liée à certains signes que nous avons notés en ce qui concerne l'intérêt grandissant des Britanniques pour le pays en raison de la croissance récente des intérêts américains, tels que la construction du port, la mission économique, le commerce, le développement, etc. (...). J'ai suggéré la possibilité qu'un administrateur colonial britannique au Libéria puisse profiter de l'occasion pour désarmer les critiques américaines sur la situation des peuples sous contrôle britannique, en présentant un tableau de la situation au Libéria, situation dont les États-Unis étaient, dans une certaine mesure, responsables.

Pour prévenir toute tentative éventuelle des Britanniques de rendre publique la situation au Libéria, j'ai suggéré qu'il pourrait être avantageux pour le gouvernement libérien de

---

<sup>441</sup> « Политическое развитие африканских народов », « быстрое улучшение экономических условий », « тесное сотрудничество между европейскими колониальными державами и США в достижении этих целей ». Mikhail Vishnevsky. *Aktual'nye problemy sovremennoy politiki SShA v Afrike*. [Problématiques actuelles de la politique contemporaine des États-Unis en Afrique]. 2003, Institut Afriki, doktorskaya, pp. 106-107.

dire que ces problèmes étaient déjà en discussion avec le gouvernement des États-Unis et qu'un programme général visant à améliorer les conditions était en cours d'élaboration.<sup>442</sup>

Plus tard, en 1950, le gouvernement Truman réaffirma la volonté de défendre les intérêts américains en Afrique face aux puissances européennes : « Travailler en étroite collaboration avec les services d'information locaux [établis par les Métropoles]. Nous devons cependant maintenir notre identité et notre liberté d'action ».<sup>443</sup>

Si l'idée de la propagation du communisme en Afrique noire inquiétait l'Administration Truman, le consul des États-Unis à Dakar (Sénégal) Monroe W. Blake rapporta au département d'État américain, en janvier 1952, les propos du gouverneur français Camille Bailly qui affirmait que la menace majeure pour l'Afrique à cette période (au début des années 1950) n'était ni le communisme, ni le racisme, mais le développement du nationalisme arabe et l'islamisme :

Le réel danger pour la sécurité de l'Afrique de l'Ouest française, selon le gouverneur Bailly,<sup>444</sup> n'était ni le communisme, du moins pas aujourd'hui, ni les troubles raciaux, mais la prolifération, en provenance du Nord de l'Afrique et du Proche-Orient, des idées nationalistes et panislamiques. Ce danger, dit-il, n'était heureusement pas immédiat ; il n'a été détecté jusqu'ici que quelques faibles tentatives d'effectuer des liaisons politiques entre les nationalistes arabes de l'Afrique du Nord française et leurs coreligionnaires en Afrique occidentale française. Le danger cependant existe et peut, le gouverneur souligna, devenir du jour au lendemain une menace sérieuse à la sécurité de l'Afrique occidentale française et à la poursuite de son existence en tant que partie intégrante de l'Union française.<sup>445</sup>

---

<sup>442</sup> "I called on Vice President Simpson at his request and he informed me that a telegram had been received from President Tubman to the effect that the British Government had agreed to supply a trained Colonial Administrator to assist the Government of Liberia in handling problems relating to the native peoples of the hinterland. (...). I said that this development, however, might possibly tie in with certain signs we had noted in regard to increasing British interest in the country because of the recent growth of American interests, such as the port construction, economic mission, trade development, etc. (...). I suggested the possibility that a British colonial administrator in Liberia might take advantage of the opportunity to counteract American views about dependent peoples under British control by presenting a picture of conditions in Liberia which was in some measure at least a responsibility of the United States. To forestall any possible attempt by the British to give publicity to conditions in Liberia, I suggested that it might be advantageous to the Liberian Government if it could say that these problems were already under discussion with the United States Government and that a general program looking toward improved conditions was being worked out." "Memorandum of Conversation, by the Chief of the Division of African Affairs (Villard) (SAN FRANCISCO, May 1, 1945)." In: E. Ralph Perkins, S. Everett Gleason (ed.). *Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers, 1945. The Near East and Africa*. Volume VIII. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1945, pp. 588-589.

<sup>443</sup> "Work in close cooperation with the local information services. We must, however, maintain our identity and freedom of action." "Africa: General Policies of the United States Toward Africa. Regional Policy Statement on Africa South of the Sahara (Washington, December 29, 1950)." In: William Z. Slany (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1951. The Near East and Africa*. Volume V. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1951, p. 1205.

<sup>444</sup> Camille Bailly était un administrateur colonial français, ancien gouverneur du Soudan français (actuel Mali). Il fut notamment le gouverneur de la Côte d'Ivoire, de 1951 à 1954.

<sup>445</sup> "The real danger to the security of French West Africa, Governor Bailly stated, was not Communism, at least not at present, and not racial troubles, but the spread from North Africa and the Near East of nationalist and Pan-



Le républicain Dwight David Eisenhower, qui remplaça le président démocrate Harry Truman, le 20 janvier 1953, poursuivit la politique africaine de son prédécesseur. Tandis que l'opposition entre l'URSS et les États-Unis s'accroissait en Europe et en Asie, et, malgré les efforts entrepris par les puissances européennes pour améliorer la situation des colonies avec l'instauration de l'Union française et l'encouragement à favoriser l'autogouvernance au sein du Commonwealth britannique, en Afrique, les mouvements nationalistes continuaient à prendre de l'ampleur. Les premiers États africains à avoir demandé leur indépendance étaient les pays de l'Afrique du Nord, suivit de l'Afrique noire.

L'Afrique occidentale restait la région la plus active en matière de lutte pour l'indépendance. Les chefs nationalistes ouest-africains organisèrent rapidement sous l'initiative du Premier ministre de la Côte-de-l'Or Kwame Nkrumah la Conférence des nationalistes ouest-africains à Kumasi, du 4 au 6 décembre 1953, qui entra dans l'histoire sous le nom du VI<sup>e</sup> Congrès panafricain. À cette conférence, selon le consul des États-Unis à Accra, furent invités « onze 'délégués' du Nigéria ; six du Sierra Leone ; deux de Gambie ; deux du Libéria ; et environ huit de la Côte-de-l'Or. Parmi les invités figuraient notamment des chefs nationalistes africains renommés tels que Obafemi Awolowo et Nnamdi Azikiwe du Nigéria, Bankole Bright et Dr. Margai de Sierra Leone, Sylvanus Olympio du Togoland, J.B. Danquah, Nii Ama Ollenu et Kojo Busia de la Côte-de-l'Or ». <sup>446</sup>

Le VI<sup>e</sup> Congrès panafricain à Kumasi n'eut pas l'effet attendu. On constata l'absence totale des principaux représentants des colonies françaises, comme les dirigeants du RDA, l'Ivoirien Houphouët-Boigny, et du Bloc Démocratique Sénégalais (BDS), Léopold Sédar Senghor. Néanmoins, les puissances coloniales européennes continuaient à redouter la progression du nationalisme africain. Dans un rapport du consul américain à Dakar C. Vaughan Ferguson au département d'État américain, daté du 18 décembre 1953, sur la conférence de Kumasi, il est écrit :

---

Islamic ideas. This danger, he said, was, happily, not immediate; there had been detected, so far, only a very few feeble attempts at effecting political liaison between the Arab nationalists in French North Africa and their co-religionists in French West Africa. The danger existed, however, and could, the Governor emphasized, become almost overnight a very serious threat to the security of French West Africa and its continued existence as an integral part of the French Union." "The Consul General at Dakar (Blake) to the Department of State (Dakar, January 5, 1952)." In: John P. Glennon (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1952-1954. Africa and South Asia*. Volume XI. Part 1. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1983, pp. 234-235.

<sup>446</sup> "So far as the Ministry is aware, Nkrumah has invited some 11 "delegates" from Nigeria; six from Sierra Leone; two from the Gambia; two from Liberia; and about eight persons from the Gold Coast. The invitees are believed to include the following: Obafemi Awolowo and Nnamdi Azikiwe from Nigeria plus two leaders of the Nigeria branch of the Convention Peoples Party; Bankole Bright and Dr. Margai from Sierra Leone; Sylvanus Olympio from Togoland; and J. B. Danquah, Nii Ama Ollenu, and Kojo Busia from the Gold Coast." "The Consul at Accra (Cole) to the Department of State (Accra, November 27, 1953)." *Ibid.*, p. 67.

S'il est probablement vrai que de telles conférences ont peu d'effet immédiat sur la situation en Afrique occidentale française, les Français, malgré leur tendance à les minimiser, sont clairement inquiets, comme le montre le fait qu'un aussi haut gradé que M. Chambard [Roger Chambard, premier ambassadeur français en Corée du Sud], bien qu'il ne soit pas invité, assistait en personne aux sessions de la Conférence contre, on peut le dire, l'avis de ses hôtes britanniques à Kumasi. M. Chambard a lu une petite partie de son rapport aux agents du consulat général, et il était évident que ce rapport était long et détaillé. La question semble trop importante pour les Français pour qu'elle soit laissée à leur consul à Accra, et il est clair que toute évolution future de ce genre sera attentivement surveillée ici par une administration française de plus en plus sur le qui-vive.<sup>447</sup>

Du 11 au 19 mars 1954, lors de l'*African Defense Facilities Conference*, organisé à Dakar, sous l'initiative de l'Administration Eisenhower, avec la participation des principales puissances coloniales, la volonté de ramener l'Afrique sous l'influence de l'OTAN fut exprimée. On constata aussi la perte par la Grande-Bretagne du contrôle de sa colonie, la Côte-de-l'Or, qui, avec la progression du nationalisme, échappait peu à peu à son influence :

Un autre facteur [qui a empêché que des décisions concluantes soient prises à la conférence de Dakar] était peut-être la réticence de la part de certaines puissances présentes, en particulier les Britanniques, à prendre publiquement des engagements sur une longue période dans des régions comme la Côte-de-l'Or, qu'ils ne contrôlent plus.<sup>448</sup>

Quelques mois plus tard, un autre événement historique aura lieu et annoncera une tournure décisive dans la politique américaine en Afrique. Le 1er novembre 1954, éclata la guerre d'Algérie pour l'indépendance contre l'occupation française. Avant le début du conflit algérien, l'Administration Eisenhower était parfaitement consciente de l'irréversibilité du processus nationaliste révolutionnaire en Algérie et de la chute proche du régime colonial français. Dans une déclaration datée du 31 octobre 1953, le nouveau secrétaire d'État adjoint pour le Proche-Orient, l'Asie du Sud et les Affaires africaines Henry A. Byroade indiquait :

Notre gouvernement doit aborder les questions coloniales en fonction de l'intérêt national des États-Unis. Nous reconnaissons que la désintégration de l'ancien colonialisme est inévitable. Nous pensons que beaucoup de sang et d'argent pourraient être épargnés si le

---

<sup>447</sup> "While it is probably true that such Conferences have little immediate effect on the situation in French West Africa, the French, despite their inclination to belittle them, are clearly uneasy as shown by the fact that as high a ranking officer as Mr. Chambard, although uninvited, would physically attend the sessions of the Conference against, it may be mentioned, the advice of his British hosts in Kumasi. Mr. Chambard read a little bit of his report to officers of the Consulate General and it was apparent that this report was long and detailed. The matter would seem to be too important to the French to be left to their Consul General at Accra and it is clear that any further developments of this sort will be carefully watched by an increasingly alert French administration here." "The Consul at Dakar (Ferguson) to the Department of State (Dakar, December 18, 1953)." In: John P. Glennon (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1952-1954. Africa and South Asia*. Volume XI. Part 1. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1983, pp. 70-71.

<sup>448</sup> "Another factor may have been a reluctance on the part of some of the conferring powers, particularly the British, to let it become public knowledge that they were agreeing to commitments for the distant future for areas such as the Gold Coast which they may no longer control." "The Consul at Dakar (Ferguson) to the Department of State (Dakar, March 24, 1954)." *Ibid.*, p. 112.

monde occidental décidait fermement d'accélérer, plutôt que d'entraver le processus d'évolution vers l'autodétermination. En outre, nous pensons que des sociétés saines et autonomes se révéleront à long terme des remparts plus forts pour la défense de la liberté et la préservation de la paix mondiale que des territoires dépendants fragiles. Comme l'a dit le secrétaire Dulles en juin dernier, à son retour du Proche-Orient et d'Asie : « Sans rompre avec le cadre de l'unité occidentale, nous pouvons poursuivre notre engagement traditionnel pour la liberté politique. En réalité, les puissances occidentales gagneront, au lieu de perdre, de la mise en place programmée de l'autonomie gouvernementale ».<sup>449</sup>

Les déclarations de Byroade démontrent que les États-Unis reconnaissaient l'imminence des indépendances. Ainsi, sachant que les indépendances étaient inévitables, le gouvernement américain préférait que les puissances coloniales s'y soumettent et organisent une transition.

## 2.2. *L'Administration Eisenhower et les rivalités françaises et anglaises dans les enjeux des indépendances : vers l'élaboration d'une politique américaine indépendante en Afrique*

Avant l'écllosion du conflit algérien, malgré les déclarations officielles qui condamnaient ouvertement le colonialisme, l'Administration Eisenhower adoptait une position conciliante et soutenait en pratique ses alliés de l'OTAN. Avec la guerre franco-algérienne, les États-Unis trouvèrent une opportunité stratégique qu'ils pouvaient utiliser contre leurs alliés. Avec le début de la guerre d'Algérie, l'image de la France et du système colonial fut définitivement ébranlée. Dans ce contexte, une occasion idéale se présentait aux États-Unis pour, d'une part, améliorer et renforcer leur image de puissance modèle pour la paix, la liberté et la démocratie et se différencier ainsi des autres puissances occidentales coloniales qui s'opposaient aux changements et étaient particulièrement récalcitrantes à l'idée de développer les colonies et d'accorder les indépendances. D'autre part, ce conflit permettait de récupérer les mouvements nationalistes africains, en les encourageant, à l'insu des puissances coloniales. En effet, la France et l'Angleterre étaient conscientes du soutien américain aux mouvements indépendantistes. Ces deux puissances coloniales soupçonnaient les États-Unis de les financer

---

<sup>449</sup> "Our Government must approach colonial questions in terms of the enlightened self-interest of the United States. We recognize that the disintegration of the old colonialism is inevitable. We believe that much blood and treasure may be saved if the Western World determines firmly to hasten rather than hamper the process of orderly evolution toward self-determination. Moreover, we believe that healthy, self-governing societies will prove, in the long run, to be stronger bulwarks in the defense of freedom and the preservation of world peace than weak dependent territories. As Secretary Dulles said last June on returning from his trip to the Near East and Asia, 'Without breaking from the framework of Western unity, we can pursue our traditional dedication to political liberty. In reality, the Western powers can gain, rather than lose, from an orderly development of self-government.'" "Address by the Assistant Secretary of State for Near Eastern, South Asian, and African Affairs (Byroade), October 31, 1953." In: John P. Glennon (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1952-1954. Africa and South Asia*. Volume XI. Part 1. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office, 1983, p. 56.

par le biais de l'Agence centrale de renseignement (*Central Intelligence Agency*, CIA, créée en 1947), qui à son tour était financée par des philanthropes et magnats américains tels que les fondations Rockefeller Brothers Fund, les multinationales et géants pétroliers Standard, Gulf, Texaco, et les compagnies Pfizer Corporation, General Motors, General Electric.<sup>450</sup> Ce soutien financier, selon les alliés occidentaux, la CIA l'accordait par l'intermédiaire du syndicat américain, la Fédération américaine du travail – le Congrès des organisations industrielles (*American Federation of Labour - Congress of Industrial Organisations*, AFL-CIO), membre majoritaire (avec 15 millions de personnes) de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL) (*International Confederation of Free Trade Unions*, ICFTU)<sup>451</sup>, aux mouvements syndicalistes aux aspirations et revendications indépendantistes et nationalistes. Durant la guerre d'Algérie, l'administration coloniale française interdit l'entrée en Algérie à la CISL, ainsi qu'à son représentant américain, agent de la CIA et syndicaliste, Irving Brown<sup>452</sup> qui entretenait des relations avec les syndicats tunisiens et marocains, accusant les États-Unis de vouloir saboter le travail de la France et voler son héritage en Afrique du Nord. Ainsi, à l'Assemblée nationale, le 29 mai 1956, le ministre français Robert Lacoste qualifia Irving Brown de « maître corrupteur » :

J'ai manifesté mon interdiction de façon formelle, par une décision sur laquelle je ne reviendrai pas, à M. Irving Brown, qui est le maître corrupteur en Afrique du Nord et qui a mis sur pied contre nous des syndicats qui, tous, luttent pour l'élimination française de l'Afrique du Nord et, demain, de l'Afrique noire.

Je ne propose rien qui soit un rappel des exagérations nationalistes. Je déclare seulement que nous serions de piètres Français et des esprits bien faibles si nous ne savions pas nous défendre contre les ingérences étrangères.

Cela précisé, j'estime que nous pourrions nous acheminer vers une solution politique du problème algérien. Seulement il doit être bien entendu qu'il s'agit d'un problème purement français et non international.<sup>453</sup>

<sup>450</sup> Aleme Eshete. "The CIA in Africa." *U.S. Ethiopian Electronic Distribution Network* [en ligne] 2001, p. 11. Publié en septembre 2013. Disponible sur <<https://welkai.com/wp-content/uploads/2013/09/THE-C.I.A.-IN-AFRICA-by-Professor-Aleme-Eshete.pdf>>. Téléchargé le 15 décembre 2016.

<sup>451</sup> Marcel van der Linden, Geert Van Goethem. *American Labor's Global Ambassadors: The International History of the AFL-CIO During the Cold War*. New York : Palgrave Macmillan, 2013, p. 222.

<sup>452</sup> « Irving Brown était le 'Monsieur CIA' du mouvement syndical ». "Irving Brown was 'Mr. CIA' in the labor movement." Voir "Correspondence Between Charles D. Gray, Executive Director Asian-American Free Labor Institute, and Raymond Bonner." *The New Republic* (October 28, 1985) : 6. Disponible en version numérique sur <<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP91-00587R000100040028-9.pdf>>. Téléchargé le 13 juin 2020.

<sup>453</sup> Déclaration de Robert Lacoste, syndicaliste français, député socialiste, Gouverneur général et ministre de l'Algérie, de février 1956 à mai 1958, le 29 mai 1956. « Débats parlementaires. Conseil de la République. Session de 1953-1956 - Compte rendu in extenso – 46<sup>e</sup> séance. Séance du Mardi 29 mai 1956 ». In : *Journal officiel de la République française*. N°29 (30 mai 1956) : 884. Version numérique disponible en ligne sur <[http://www.senat.fr/comptes-rendus-seances/4eme/pdf/1956/05/S19560529\\_0865\\_0896.pdf](http://www.senat.fr/comptes-rendus-seances/4eme/pdf/1956/05/S19560529_0865_0896.pdf)>. Téléchargé le 16 avril 2017.

Le gouvernement français accusa également Irving Brown de comploter avec le président de la Jeune Chambre Économique d'Alger Guy Gomis contre les intérêts de la France et « d'avoir acheminé 30 millions de francs français à des syndicalistes algériens depuis 1953 ».<sup>454</sup> Toutefois, il faut noter que, malgré l'activité de propagande, menée par le gouvernement américain, la guerre d'Algérie refléta toute la dualité de la politique américaine en Afrique. Le soutien accordé aux syndicalistes nationalistes algériens n'empêchait pas pour autant l'Administration américaine de soutenir officiellement, par l'intermédiaire de l'OTAN, la France, dans cette guerre contre les séparatistes algériens. Pour protéger le périmètre sud de l'OTAN, incarné par les colonies nord-africaines de la France, d'une potentielle pénétration communiste par l'intermédiaire des mouvements nationalistes nord-africains, les États-Unis soutinrent la position de la France dans la crise algérienne.<sup>455</sup>

En pleine guerre d'Algérie, au cours d'une allocution faite à la presse diplomatique à Paris, le 20 mars 1956, l'ambassadeur américain Clarence Douglas Dillon démentit les accusations sur une activité subversive antifrançaise dans les colonies d'Afrique du Nord et l'expression d'une volonté de remplacer la France, assurant le soutien de Washington à Paris :

(...) il y a aujourd'hui un certain nombre de personnes en France qui semblent penser que les États-Unis n'ont pas suffisamment soutenu la France en Afrique du Nord ou, pire encore, que nous avons même envisagé la possibilité de la remplacer dans ce domaine. Rien ne pourrait être plus éloigné de la vérité.

Depuis que je suis ici à Paris, mon gouvernement soutient loyalement le gouvernement français dans sa recherche de solutions aux problèmes nord-africains : des solutions qui permettront une coopération étroite et à long terme entre la France et les communautés musulmanes de Tunisie, du Maroc et d'Algérie. (...). L'exemple le plus récent de notre ferme soutien, en automne dernier [octobre 1955], était la position selon laquelle l'Algérie est un problème interne français et ne convient donc pas à un débat au sein des Nations Unies (...).

Les États-Unis soutiennent fermement la France dans sa recherche d'une solution libérale et équitable des problèmes en Algérie.<sup>456</sup>

---

"Irving Brown has been the master corrupter in North Africa, where he has set up trade unions the essential objectives of which is to fight against us." Voir aussi Mathilde von Bülow. "Irving Brown and ICFTU. Labor Diplomacy During Algeria's Struggle for Independence, 1954-1962." In: Marcel van der Linden, Geert Van Goethem. *American Labor's Global Ambassadors: The International History of the AFL-CIO During the Cold War*. New York : Palgrave Macmillan, 2013, p. 217.

<sup>454</sup> "(...) charged Brown with conniving against France with the president of the Jeune Chambre économique d'Alger, Guy Gomis, and of having funneled 30 million French francs to Algerian trade unionists since 1953." Marcel van der Linden, Geert Van Goethem. *American Labor's Global Ambassadors: The International History of the AFL-CIO During the Cold War*. New York : Palgrave Macmillan, 2013, p. 223.

<sup>455</sup> Martin Thomas. *The French North African Crisis. Colonial Breakdown and Anglo-French Relations, 1945-1962*. New York : St. Martin's Press, 2000, p. 160.

<sup>456</sup> "(...) there are today a number of people in France who seem to feel that the United States has not been adequately supporting France in North Africa or, worse still, that we have even contemplated the possibility of replacing her in that area. Nothing could be farther from the truth. Ever since I have been here in Paris my Government has loyally supported the French Government in its search for solutions to North African problems –

Concernant l'activité subversive antifranaise, Dillon réfuta toute implication du gouvernement américain, affirmant qu'il s'agissait d'une action singulière, individuelle, qui ne reflétait nullement la position de Washington : « (...) il est très important de faire une distinction claire et nette entre l'action d'une nation (...) et les actions ou les propos de personnes privées. Il y a eu une tendance en France à confondre les deux quand on parle de politique américaine en Afrique du Nord (...) ».<sup>457</sup>

Les États-Unis apportèrent leur aide à la France en Algérie par le biais de l'OTAN. Ainsi, en avril 1956, « les représentants américains auprès de l'OTAN votèrent une résolution approuvant le transfert des forces françaises ».<sup>458</sup> À cette même période, « l'Administration Eisenhower a autorisé le détournement du matériel fourni par les États-Unis à la France pour les opérations en Algérie, a donné la priorité aux commandes françaises d'hélicoptères et leur a vendu 400 avions à prix préférentiel ».<sup>459</sup> Le journal libanais *Ad-Dounia El-Jadida* relatait que des avions de reconnaissance américains survolaient l'Afrique du Nord, photographiaient le territoire algérien et les régions occupées par les rebelles nationalistes algériens et transmettaient les données récoltées à la France.<sup>460</sup> Selon le chef des forces armées de l'OTAN, le général américain Lauris Norstad : « La guerre d'Algérie est une guerre de l'OTAN ».<sup>461</sup>

---

solutions that will make possible long-term, close cooperation between France and the Moslem communities of Tunisia, Morocco, and Algeria. (...). The most recent instance of our strong support last fall [October 1955] of the position that Algeria is an internal French problem and therefore not appropriate for discussion by the U.N. (...). The United States stands solidly behind France in her search for a liberal and equitable solution of the problems in Algeria." C. Douglas Dillon. "Clarification of US Policy Toward North Africa, March 20, 1956." *The Department of State Bulletin*. Vol. 34. Part II. No. 875 (April 2, 1956) : 553, 555.

<sup>457</sup> "(...) it is most important to distinguish clearly and sharply between the action of the nation (...) and the actions or words of private individuals. There has been a tendency in France to confuse the two when talking of American policy in North Africa (...)." *Ibid.*, p. 553.

<sup>458</sup> "(...) the American representatives to NATO approved a resolution acquiescing in the transfer of French forces." Matthew Connelly. "The French-American Conflict over North America and the Fall of the Fourth Republic." *Revue française d'histoire d'outre-mer*. Tome 84. N°315 (2e trimestre 1997) : 13.

<sup>459</sup> "At the same time, the Eisenhower administration allowed the diversion of US-supplied equipment to Algeria, gave priority to French orders for helicopters, and sold them 400 planes at a discount." Matthew Connelly. "The French-American Conflict over North America and the Fall of the Fourth Republic." *Revue française d'histoire d'outre-mer*. Tome 84. N°315 (2e trimestre 1997) : 13.

<sup>460</sup> V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p.42.

<sup>461</sup> « война в Алжире - это война НАТО ». *Ibid.*, p. 31. Je n'ai pas pu trouver la version d'origine de cette citation du général Lauris Norstad, mais pour corroborer cette déclaration, nous pouvons mentionner le fait que, le 8 mai 1961, lors de la conférence ministérielle de l'OTAN qui s'était tenue à Oslo, en Norvège, le Portugal, alors confronté à la critique américaine envers sa politique coloniale en Afrique, menaçait d'utiliser, comme la France dans la guerre d'Algérie, les armes de l'OTAN pour combattre les indépendantistes dans ses colonies africaines : "(...) on May 8, 1961, at a NATO ministerial conference in Oslo, Norway, Portugal railed against the United States, (...), and insisted that just as the French had used NATO weapons in their war against the Algerians during the brutal Algerian war of independence, it too would use NATO weapons against freedom-fighters in its colonies, specifically Angola." Voir Y. G-M. Lulat. *United States Relations with South Africa: A Critical Overview from the Colonial Period to the Present*. New York: Peter Lang Publishing, 2008, p. 168.

Durant la guerre franco-algérienne, l'AFL-CIO et l'association humanitaire américaine CARE (*Care International*) soutenaient activement les mouvements syndicalistes en Tunisie, au Maroc, au Cameroun, en Guinée et au Congo-Brazzaville, ce qui suscitait l'indignation et le mécontentement des autorités coloniales françaises.<sup>462</sup> Les services coloniaux britanniques accusèrent aussi, à la même période, l'allié américain de mener avec les mouvements de syndicats nationalistes des activités clandestines. Le chef nationaliste syndicaliste kenyan Thomas 'Tom' Mboya reçut, en 1957, un financement de cinquante-six mille dollars américains de l'AFL-CIO pour la création du syndicat « la Fédération du travail du Kenya » (*Kenya Federation of Labor*, KFL), dont une partie fut utilisée dans un but politique afin d'encourager l'indépendance.<sup>463</sup> Tom Mboya fut notamment accusé par l'administration coloniale britannique de collaborer avec la CIA. Dans un document du Cabinet britannique, daté de décembre 1959, il est écrit :

---

<sup>462</sup> Voir Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris: Economica, 1984, p. 92.

L'AFL (*American Federation of Labor*) et le CIO (*Congress of Industrial Organizations*) (les deux syndicats ont fusionné en 1955) essayaient d'établir et d'entretenir des relations étroites avec les syndicats africains. L'organisation syndicale américaine, AFL-CIO, bénéficiait des subventions octroyées par le département d'État pour encourager l'activité syndicale à l'étranger. Dans une interview accordée à *l'Association for Diplomatic Studies and Training Foreign Affairs*, le 14 mars 1995, l'ancien agent du ministère du Travail des États-Unis rattaché au service des affaires étrangères, Harold L. Davey, affirmait: « (...) quand je suis rentré à Washington, j'ai sollicité l'octroi de dix subventions par an, pour le travail syndical, pour qu'on puisse les envoyer dans différentes régions du monde. J'ai obtenu ces subventions qui étaient sous l'administration du ministère du Travail pendant quelques années ». Version d'origine : " (...) when I got back to Washington, I requested ten grants in the labor field per year for the whole world, so we could send them out to various regions. I got those grants for a couple of years for the Labor Department to administer."

Outre les subventions accordées, le département d'État facilitait l'obtention de visas pour les syndicalistes africains. Un excellent exemple est celui de l'Union générale tunisienne du travail. Les dirigeants syndicaux de l'UGTT, Farhat Hashad et Ahmed Ben Salah, visitèrent les États-Unis et participèrent, entre 1951 et 1955, aux conventions des syndicats AFL et CIO. Dans l'interview, Harold Davey mentionne également le rôle des ambassades américaines. Selon le syndicaliste, les ambassades ne s'opposaient pas au travail syndical effectué sur le terrain. Ainsi, dans le cas de la Tunisie, Davey mentionne : « Il n'y avait pas tellement d'encouragements de la part de l'ambassade. Il y avait une sorte de compréhension tacite sur le sujet : si je voulais faire un travail syndical et que j'avais du temps, ça allait. La section des affaires politiques reconnaissait que le travail syndical en Tunisie était très important, et parfois, le chef de la section politique faisait aussi des rapports généraux sur le syndicalisme tunisien. Il y avait donc un soutien pour ce que je faisais dans le domaine syndical et il n'y avait aucune réelle opposition. Et je n'ai eu aucune difficulté. Comme je l'ai dit, nous avons pu obtenir des subventions ». Version d'origine : "There was not all that much encouragement from the Embassy. There was sort of a tacit understanding that if I wanted to do labor work and had time, that was fine. There was a recognition by the political section that the labor in Tunisia was very important, and sometimes, the Chief of Political Section would also do some overall reports on Tunisian labor. So there was support for what I did in the labor field and no real opposition. And I didn't have any difficulty. As I said, we were able to get some grants." Don R. Kienzle. *Interview with Harold L. Davey. The Association for Diplomatic Studies and Training Foreign Affairs Oral History Project Labor Series, March 14, 1995*. Disponible en ligne sur <<https://tile.loc.gov/storage-services/service/mss/mfdip/2004/2004dav01/2004dav01.pdf>>. Téléchargé le 3 novembre 2021.

Voir [US Department of Labor. International Cooperation Administration, Office of Labor Affairs]. *Summary of the Labor Situation in Tunisia*. Washington : US Department of Labor, March 1958, p. 19.  
Lire aussi Martin Thomas. "Defending a Lost Cause ? France and the United States Vision of Imperial Rule in French North Africa, 1945-1956." *Diplomatic History*. Vol. 26. No. 2 (Spring 2002) : 230-231.

<sup>463</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris: Economica, 1984, p. 92.

Les dirigeants syndicaux américains ont donc toujours cherché à construire le mouvement syndical en Afrique sur la base de dirigeants privilégiés. Leur arme principale, conformément à la pratique américaine, est la corruption d'éléments anticomunistes et anticoloniaux dans le mouvement syndical et nationaliste. En accord avec le Département d'État et la CIA, les Américains ont apporté un soutien secret à des dirigeants tels que Tom Mboya. (...). En fait, nous avons des raisons de croire qu'il existe une entente entre lui et les Américains et sa mise en avant du projet d'autonomie d'une organisation régionale africaine va certainement revenir aux Américains comme un moyen indirect de répandre leur influence en Afrique.<sup>464</sup>

Hormis les tentatives d'infiltration et de récupération des mouvements syndicalistes par l'intermédiaire de la CISL et de l'AFL-CIO, le gouvernement américain sous la présidence d'Eisenhower continuait à mettre l'accent sur l'échange culturel et le rapprochement entre les organisations, les instituts afro-américains et les structures culturelles africaines. Le gouvernement américain, par l'intermédiaire de la CIA, utilisait notamment les similitudes existantes entre le combat de la population afro-américaine contre la discrimination raciale et l'inégalité et les luttes anticolonialistes et indépendantistes des populations africaines, afin de favoriser le rapprochement entre ces deux mouvements au sein de structures littéraires et culturelles, dans le but d'infiltrer les mouvements de pensée et de réflexion africanistes et panafricanistes. Selon l'historien éthiopien Aleme Eshete, la CIA dans les années 1950 soutenait les mouvements de pensée sur le « nationalisme culturel », la « négritude » et utilisait ces concepts contre le communisme, le colonialisme européen et sa domination culturelle.<sup>465</sup> Dans le but d'infiltrer les cercles idéologiques et intellectuels africains, la Société américaine de la culture africaine (*American Society of African Culture, AMSAC*) fut créée en 1957, un an après la tenue par la Société française africaine de culture (SAC), qui éditait le journal *Présence africaine*, de la première Conférence internationale des auteurs et artistes noirs à Paris. L'AMSAC fut accusée d'être financée par la CIA, dont les fonds provenaient notamment de la Fondation Cleveland Dodge :

---

<sup>464</sup> "The American trade union leaders have therefore always sought to build up the trade union movement in Africa on the basis of privileged leaders. Their chief weapon, following American practice, is the bribery of anti-Communist and anti-Colonial elements in the trade union and nationalist movement. In agreement with the State Department and the CIA the Americans have provided secret undercover support for such leaders as Tom Mboya (...). In fact we have reason to believe there is an understanding between him and the Americans and the whole emphasis on the plan for autonomy of the African Regional Organization is indeed to be used by the Americans as an indirect means for spreading their influence in Africa." Voir David Goldsworthy. *Tom Mboya: The Man Kenya Wanted to Forget*. New York: Holmes & Meier Publishers Inc., 1982, p. 159.

<sup>465</sup> "[the] CIA supported cultural nationalisms and notions of 'negritude' as an arm against Marxist internationalism of Frantz Fanon, as well as European colonialism and cultural domination." Voir Aleme Eshete. "The CIA in Africa." *U.S. Ethiopian Electronic Distribution Network* [en ligne] 2001, p. 15. Publié en septembre 2013. Disponible sur <<https://welkai.com/wp-content/uploads/2013/09/THE-C.I.A.-IN-AFRICA-by-Professor-Aleme-Eshete.pdf>>. Téléchargé le 15 décembre 2016.



(...) l'argent coulait dans les coffres de l'AMSAC en provenance de canaux de la CIA, tels que les fondations Colt [fondée en 1978] et Cleveland H. Dodge.

Comme la majorité des organisations présentées, en 1967, comme des façades de la CIA, l'AMSAC a nié toute connaissance d'un financement secret du gouvernement, se présentant comme une victime d'une tromperie gouvernementale réussie. (...) Il existe cependant (...) un mémorandum intitulé « Divulgations dans le *New York Times* du soutien de la CIA à l'AMSAC » écrit par la sociologue de l'Université de Boston Adelaïde Cromwell Hill à d'autres membres du Conseil exécutif de l'AMSAC, en février 1967. « Tout d'abord, la possibilité d'une implication de la CIA n'est pas une nouvelle information pour moi », a déclaré Hill. « Je me souviens de l'heure et du lieu, il y a près de huit ans, où une telle possibilité m'a été confiée pour la première fois et par qui. Plusieurs années plus tard, un autre ami m'a donné une confirmation plus approfondie et plus détaillée. De tous bords, il y avait des insinuations en aparté. Rien de tout cela n'a été documenté, ce qui est compréhensible. (...) Bref, loin d'être des dupes de la CIA, les Afro-Américains de l'AMSAC comptent parmi les agents secrets les plus efficaces de l'Agence ».<sup>466</sup>

L'Institut Afro-Américain (*Afro-American Institute*, AAI) était également financé par les fonds de la CIA. Selon le Groupe américain de recherche sur l'Afrique (*Africa Research Group*), l'agence américaine « jouait un rôle crucial dans la simulation de l'intérêt pour les affaires africaines aux États-Unis » :

En 1954, c'est la CIA qui a mis l'African-American Institute (AAI) sur des bases financières solides, en étroite coopération avec l'American Metal Climax Corporation, la société minière africaine dont le président est devenu l'ange protecteur de l'AAI. En tant qu'agence centrale de renseignement, la CIA a compris qu'obtenir des informations et des contacts en Afrique était une priorité si les États-Unis devaient avoir accès aux dirigeants politiques « émergents » et aux ressources économiques du continent.<sup>467</sup>

---

<sup>466</sup> "(...) money flowed into AMSAC's coffers from such CIA conduits as the Colt and Cleveland Dodge Foundations.

Like the majority of organisations exposed as CIA fronts in 1967, AMSAC denied all knowledge of Secret government funding, posing as a victim of successful official deception. (...) There is, however, (...) a memorandum entitled 'Disclosures in the New York Times of CIA Support of AMSAC' written by Boston University sociologist Adelaide Cromwell Hill to other members of AMSAC's Executive Council in February 1967. 'First of all, the possibility of CIA involvement is not new information to me', Hill stated. 'I remember the exact time and place almost eight years ago when such a possibility was first confided in me and by whom. Several years later further and more detailed confirmation was given me by another friend. Around the edges were frequent innuendoes and asides. None of this was documented, understandably so. (...) In short, far from being dupes of the CIA, AMSAC's African Americans were among the Agency's most effective secret agents.'" Voir Hugh Wilford. *The Mighty Wurlitzer - How the CIA Played America*. Cambridge: Harvard University Press, 2009, p. 213.

Cleveland Hoadley Dodge était un philanthrope capitaliste américain qui travaillait comme conseiller financier auprès de la Fondation de charité Woodrow Wilson en 1917.

Voir aussi Hugh Wilford. "The American Society of African Culture : The CIA and Transnational Networks of African Diaspora Intellectuals in the Cold War." In: Luc van Dongen, Stéphanie Roulin, Giles Scott-Smith (eds.). *Transnational Anti-Communism and the Cold War*. London : Palgrave Macmillan, 2014, pp. 32, 33.

<sup>467</sup> "In 1954 it was the CIA that put the African-American Institute (AAI) on a solid financial footing, in close cooperation with the American Metal Climax Corporation, the African mining concern whose Chairman became the AAI's big angel. As the national central intelligence, the CIA understood that generating information and contacts in Africa was a priority if the U.S was to be assured access to the Continent's 'emerging' political leaders and economic resources." Voir Aleme Eshete. "The CIA in Africa." *U.S. Ethiopian Electronic Distribution Network*

Ainsi, les États-Unis, pour lutter contre le communisme et le colonialisme européen, employaient les mêmes armes qu'utilisait l'Union soviétique à l'époque du Komintern, autrement dit : l'infiltration des mouvements anticolonialistes panafricains. Ainsi, dans les années 1950, le Kenya comptait environ 21 agents de la CIA sur son sol, dont 19 à Nairobi et 2 à Mombasa.<sup>468</sup> Contrairement à l'activité de propagande du Komintern, la CIA avait un net avantage dans le domaine de l'infiltration en Afrique : le soutien financier des philanthropes et magnats américains, ainsi qu'un accès direct au continent par l'intermédiaire des alliés européens dans le cadre de l'OTAN.

Du 18 au 24 avril 1955, dans la ville indonésienne de Bandung se déroula la première conférence internationale des « non-alignés » qui rassembla 29 pays d'Afrique et d'Asie, dont six États africains : la Côte-de-l'Or (Ghana), l'Éthiopie, le Libéria, le Soudan, la Somalie et la Libye. Des délégations du Front de libération nationale d'Algérie (FLN) et du Neo-Destour tunisien étaient également présentes.<sup>469</sup> Cette conférence devint la première conférence des États du « tiers-monde » qui condamnait le colonialisme et l'impérialisme sans pour autant se réclamer du communisme. Le résultat de ce grand rassemblement fût le partage du tiers-monde en trois groupes : premièrement, les États « neutres », qui suivaient la ligne de la coexistence pacifique avec les pays du bloc de l'Ouest et de l'Est ; deuxièmement, le groupe des États pro-occidentaux hostiles au communisme et orientés vers l'Ouest, et, troisièmement, les pays sympathisants et d'orientation communiste. Les événements de Bandung étaient attentivement suivis par les États-Unis. En janvier 1957, le petit-fils de John D. Rockefeller Sr., magnat pétrolier et fondateur de la compagnie Standard Oil, Nelson Aldrich Rockefeller, un renommé philanthrope américain, homme d'affaires et politicien, adressa au président Eisenhower une lettre dans laquelle il définissait les principales directives que devait suivre la politique extérieure américaine de la fin des années 1950. L'homme d'affaires américain conseillait au président d'éviter de se limiter exclusivement à la création d'alliances militaires impopulaires, comme le pacte de Bagdad ou l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE ou en anglais : SEATO), et surtout d'augmenter l'aide économique accordée au pays du tiers-monde. Rockefeller considérait qu'une politique financière adéquate et adaptée permettrait de créer sans problème des alliances militaires solides et d'obtenir notamment l'accès aux ressources

---

[en ligne] 2001, p. 15. Version numérique disponible sur <<https://welkai.com/wp-content/uploads/2013/09/THE-C.I.A.-IN-AFRICA-by-Professor-Aleme-Eshete.pdf>>. Téléchargé le 17 août 2017.

<sup>468</sup> Tom Shachtman. *Airlift to America*. New York : St. Martin's Press, 2009, p. 30.

<sup>469</sup> Le Destour est un Parti politique tunisien, fondé en 1920, qui luttait pour la sortie de la Tunisie du protectorat français. Le Neo-Destour est née, en 1934, de la scission du Destour. Voir « Destour ». *Larousse* [en ligne] sans date. Consulté le 19 octobre 2020. Disponible sur <<https://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/Destour/116286>>.

naturelles des régions intéressées. L'homme politique citait comme exemple le cas de l'Europe avec le plan Marshall et de l'Iran avec le pacte de Bagdad :

En Europe, nous avons commencé avec l'aide économique. Il est fort possible que sans le plan Marshall, il nous aurait été plus difficile de former l'OTAN.

(...).

(...) La politique économique est inséparable de la politique militaire.

L'exemple le plus significatif dans la pratique de ce que je veux dire est l'expérience iranienne dans laquelle, comme vous vous en souviendrez, j'étais directement impliqué. Grâce à l'aide économique, nous avons réussi à avoir accès au pétrole iranien, et nous sommes désormais bien implantés dans l'économie de ce pays. Le renforcement de notre position économique en Iran nous a permis de prendre le contrôle de toute sa politique étrangère et notamment de le faire adhérer au pacte de Bagdad. À l'heure actuelle, le Shah n'oserait même pas apporter des changements à son cabinet sans consulter notre ambassadeur.<sup>470</sup>

Nelson A. Rockefeller proposait de mener à l'égard des pays du tiers-monde une politique non agressive, sous couvert de l'aide humanitaire et économique. L'octroi à ces États d'une aide financière attractive, « sincère et désintéressée », comme dans le cas de l'Iran, permettait aux États-Unis de s'immiscer dans la politique intérieure des pays, les rendant dépendants des directives et des intérêts américains. L'aide devait être notamment accordée en priorité à des « groupes et personnalités » qui s'opposaient aux régimes en place :

Le (...) groupe devrait inclure les pays coloniaux qui dépendent encore directement de leurs mères patries (par exemple, le Maroc, le Congo belge, et l'Afrique équatoriale ect.). Parallèlement aux mesures visant à encourager l'investissement privé dans ces pays, un soutien devrait être apporté, dans des cas particuliers et pour des montants raisonnables, aux hommes d'affaires indigènes qui luttent contre leur statut colonial. Dans un premier temps, cette aide pourrait prendre la forme de la création d'entreprises mixtes. En soutenant ces éléments, nous devons partir du fait que si nous ne les soutenons pas, nous perdons tout espoir d'exercer une influence restrictive sur eux, avant qu'il ne soit trop tard. Si cela se produit, le désir d'indépendance peut aboutir à un nationalisme si fort qu'il échappera non seulement au contrôle des anciennes puissances coloniales, mais aussi à notre propre contrôle.<sup>471</sup>

---

<sup>470</sup> "In Europe we started with economic aid. It is quite possible that without the Marshall Plan we would have found it more difficult to form NATO.

(...).

(...) economic policy is inseparable from military policy.

The most significant example in practice of what I mean, was the Iranian experiment with which, as you will remember, i was directly concerned. By the use of economic aid, we succeeded in getting access to Iranian oil and we are now well established in the economy of that country. The strengthening of our economic position in Iran has enabled us to acquire control over her entire foreign policy and in particular to make her join the Bagdad pact. At the present time the Shah would not dare even to make any changes in his Cabinet without consulting our Ambassador." Voir Nelson A. Rockefeller. "My Dear Mr. President". Rockefeller writes to Eisenhower (January, 1957)." *South African History Online [SAHO]* [en ligne], pp. 17-18. Disponible sur <<http://www.sahistory.org.za/sites/default/files/DC/Lin2457.1729.455X.000.024.Apr1957.6/Lin2457.1729.455X.000.024.Apr1957.6.pdf>>. Téléchargé le 9 septembre 2017.

<sup>471</sup> "The (...) group should include colonial countries still directly dependent on their mother-countries (e.g. Morocco, the Belgian Congo and Equatorial Africa etc.) Side by side with measures designed to encourage private

À la suite de cette lettre, le Vice-Président Richard Nixon et l'assistant du secrétaire d'État américain John Foster Dulles, Julius Holmes, effectuèrent des visites diplomatiques en Afrique, du 28 février au 21 mars 1957. La tournée diplomatique de Nixon tomba pendant la période de l'accession à l'indépendance de la Côte-de-l'Or (Ghana), le 6 mars 1957. De retour aux États-Unis, ils présentèrent au président Eisenhower la situation en Afrique et décrivèrent les processus de décolonisation. Si le secrétaire d'État Dulles proposait, par l'intermédiaire de son assistant, d'imposer aux jeunes États indépendants (le Soudan, le Maroc, la Libye, la Tunisie et le Ghana) de choisir entre le bloc occidental et le bloc communiste, Nixon, au contraire, après avoir visité le Maroc, le Ghana, le Libéria, l'Ouganda, l'Éthiopie, le Soudan, la Libye et la Tunisie, appuya la position de Rockefeller et suggéra au président d'éviter d'employer des mesures radicales, de maintenir l'aide économique et technique pour le développement de ces pays, à encourager l'éducation et le développement de la santé, de poursuivre le travail au sein des syndicats et accepter « le neutralisme » de certains pays africains comme le Ghana, dont le dirigeant Nkrumah, ayant par le passé étudié aux États-Unis, affirmait la volonté de construire des relations avec les États-Unis, mais voulait accepter également l'aide soviétique. Pour Nixon, une politique coopérante et conciliante envers les États africains permettrait d'attirer de leur côté les dirigeants africains tant convoités. Il fallait encourager les échanges avec le continent africain :

Les États-Unis doivent mieux connaître ces dirigeants, comprendre leurs espoirs et aspirations et les soutenir dans leurs projets et programmes pour le renforcement de leurs propres nations et contribuer à la paix mondiale et la stabilité. À ces fins, nous devons encourager le plus grand échange possible de personnes et d'idées avec les dirigeants et les peuples de ces pays.<sup>472</sup>

Pour rétablir l'image des États-Unis auprès des Africains, il était impératif de traiter le problème racial qui gangrenait la société américaine. Le sénateur démocrate William Burnett

---

investment for these countries, support should be given, in particular cases and within due limit, to native businessmen, who are struggling against their colonial status. In the first stage such aid might take the form of establishing joint enterprises. In supporting such elements, we should proceed from the fact that if we do not support them we lose all hope of exercising a restraining influence on them until too late. If this happens the desire for independence may result in a nationalism so strong as to escape not only from the control of the old colonial powers but also from our own control." Voir Nelson A. Rockefeller. "My Dear Mr. President". Rockefeller writes to Eisenhower (January, 1957)." *South African History Online [SAHO]* [en ligne], p. 20. Disponible sur <<http://www.sahistory.org.za/sites/default/files/DC/Lin2457.1729.455X.000.024.Apr1957.6/Lin2457.1729.455X.000.024.Apr1957.6.pdf>>. Téléchargé le 9 septembre 2017.

<sup>472</sup> "The United States must come to know these leaders better, to understand their hopes and aspirations and to support them in their plans and programs for strengthening their own nations and contributing to world peace and stability. To this end, we must encourage the greatest possible interchange of persons and ideas with the leaders and peoples of these countries." "The Emergence of Africa: Report to President Eisenhower, Richard Nixon." *State Department Bulletin* (April 22, 1957): 636.

Benton appelait le gouvernement américain à voter une loi fédérale sur les pratiques équitables en matière d'emploi pour interdire notamment la discrimination raciale :

Il est impossible d'exagérer à quel point les autres pays sont sensibles à la question des droits civiques en Amérique, et à quel point les cas isolés de discrimination sont amplifiés à leurs yeux. Lorsque Ralph Bunche a révélé qu'il avait refusé le poste de Secrétaire d'État adjoint pour cause de ségrégation ici même dans le district de Columbia, ce fait a été rapidement relayé dans des journaux de pays aussi reculés que Singapour, qui normalement soutiennent et défendent les États-Unis. Lorsque le médecin de Mahatma Gandhi s'est vu interdire l'accès à un restaurant dans un État du Nord, lors d'une visite ici en 1947, cette nouvelle a été, par exemple, portée dans tous les journaux de sa ville natale de Bombay (...).

Le 28 janvier de cette année, Sa Sainteté le Pape a mentionné la dureté de la ségrégation forcée pratiquée à Washington, D. C., comme un exemple du fardeau perpétuel des Noirs aux États-Unis. Les sénateurs peuvent bien imaginer l'effet douloureux sur nos relations extérieures lorsque des étudiants noirs de l'étranger ou même des représentants diplomatiques officiels, dont la peau est colorée, sont confrontés à des actes d'indignité envers leur personne, dans notre capitale. (...).

Plus tôt cette année, des étudiants africains qui sont venus aux États-Unis pour suivre une formation universitaire ont déclaré qu'ils étaient amers et choqués par le schéma rigide de ségrégation et les préjugés qu'ils rencontraient dans de nombreux endroits. (...). Ces étudiants sont venus ici sous les auspices des gouvernements des États-Unis et du Royaume-Uni, financés par la société Carnegie. Ils sont venus pour être formés à des carrières dans l'administration, dans les professions libérales et dans le monde de l'industrie, pour devenir des leaders dans le développement du continent africain. Que vont-ils dire de nous une fois rentrés chez eux ?<sup>473</sup>

Lors du Conseil de sécurité nationale de 1958, l'Administration Eisenhower adopta la directive Nixon. Malgré les réticences de certains collaborateurs concernant la réaction des puissances coloniales, qui exigeaient le ralentissement des mouvements d'indépendance, le président décida de soutenir les populations indigènes d'Afrique. Outre le travail dans le

---

<sup>473</sup> "It is impossible to exaggerate how sensitive other countries are to the question of civil rights in America, and how much single instances of discrimination are magnified in their eyes. When Ralph Bunche revealed that he had declined the post of Assistant Secretary of State because of the segregation pattern right here in the District of Columbia, that fact was promptly noted in newspapers as remote as Singapore-newspapers that normally support and defend the United States. When Mahatma Gandhi's physician was barred from a restaurant in a northern State on a visit here in 1947, that news was carried, for example, in every newspaper in his home city of Bombay (...). On January 28 of this year His Holiness the Pope cited the harsh compulsory segregation practiced in Washington, D. C., as an example of the Negro's continued burden in the United States. Senators can well imagine the painful effect on our foreign relations when Negro students from abroad or even official diplomatic representatives whose skins are colored are subjected to personal indignities in this Capital City of ours. (...). Earlier this year a group of native African students who came to the United States for college training reported they were shocked and embittered by the rigid pattern of segregation and prejudice which they encountered in many places. (...). These students came here under the auspices of the United States and British Governments financed by the Carnegie Corp. They came to be trained for careers in government, in the professions and industry, to become leaders in the development of the African Continent. What kind of report will they take back about us to their native lands?". William B. Benton. "Federal Fair Employment Practice Act, May 9, 1950." In : [US Congress]. *Congressional Record : Proceedings and Debates of the 81st Congress Second Session*. Volume 96. Part 5. April 25, 1950 – May 16, 1950. Washington : US Government Printing Office, 1950, p. 6693.

domaine de l'éducation, le gouvernement américain favorisa des programmes permettant aux Africains d'étudier aux États-Unis et encouragea les missions religieuses protestantes. La religion, aussi bien que l'éducation, favorisait, selon Clarence B. Randall, président de l'administration de la Commission sur la politique économique étrangère des États-Unis, la prise de conscience de l'homme noir : « [Le] mouvement nationaliste en Afrique était le plus fort là où l'éducation et la religion prospéraient ». <sup>474</sup>

Ainsi, afin d'éviter un conflit ouvert avec les alliés européens, l'Administration Eisenhower décida d'encourager les mouvements d'indépendance par l'intermédiaire de l'éducation et de la religion. L'Administration américaine créa, en 1958, au sein du département d'État un nouveau bureau des Affaires africaines consacré exclusivement à l'étude de l'Afrique et, sans consulter ses alliés européens, procéda à l'ouverture de nouvelles ambassades sur le territoire des nouveaux États indépendants. L'aide économique accordée par les États-Unis aux pays africains augmenta de 110 millions de dollars, en 1958, à 519 millions de dollars, en 1962. <sup>475</sup>

---

<sup>474</sup> "[The] nationalist movement in Africa was strongest where education and religion flourished". "Memorandum of Discussion at the 375th Meeting of the National Security Council (August 7, 1958)." In: Glenn W. LaFantasie (ed.). *Foreign relations of the United States, 1958-1960, Africa*. Volume XIV. Washington: United States Government Printing Office, 1992, p. 20.

<sup>475</sup> Mikhail Vishnevsky. *Aktual'nye problemy sovremennoy politiki SShA v Afrike*. 2003, Institut Afriki, doktorskaya dissertatsiya, p. 108.

## Chapitre V — L'Afrique dans l'effervescence des indépendances

### 1. Un camarade soviétique en Afrique : l'orientation africaine de la politique soviétique sous Nikita Khrouchtchev

L'année 1960 entra dans l'histoire du continent noir comme « l'Année de l'Afrique ». Entre 1960 et 1970, l'Afrique fut submergée par une vague d'indépendance. De nouveaux États firent leur apparition sur la carte mondiale. En pleine Guerre froide, l'attention des grandes puissances fut captivée par le continent noir. Après avoir perdu les colonies d'Asie, les puissances coloniales européennes essayèrent de préserver leur influence dans les nouveaux États africains face à la montée des mouvements indépendantistes et de nouvelles puissances rivales qui faisaient leur entrée sur la scène politique africaine.

À la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Union soviétique jouait un rôle insignifiant dans les affaires africaines. La tentative soviétique de placer les anciennes colonies italiennes en Afrique sous le mandat international des Nations Unies fut un échec. Les tensions entre l'Union soviétique et le bloc capitaliste aggravaient la situation internationale. Si, sous Lénine, l'URSS ne put pénétrer sur le continent noir en raison de l'absence de stratégie africaine, sous Staline, la question africaine n'était pas une priorité de la politique étrangère soviétique. Dans l'après-guerre, Staline était davantage préoccupé par la reconstruction du pays et le renforcement du bloc communiste en Europe. Ainsi, la crainte d'une menace « rouge » en Afrique, au début des années 1950, était en réalité exagérée. Dans un rapport confidentiel du consul général de l'ambassade américaine à Dakar, Monroe W. Blake, au département d'État des États-Unis, daté du 5 janvier 1952, il est indiqué :

Le gouverneur Bailly aborda ensuite la situation en Afrique Occidentale Française et, parlant du communisme, déclara, comme il a été fréquemment rapporté par ce Consulat général, qu'il n'y a absolument aucun danger communiste ici, à l'heure présente ; que l'alliance de la RDA avec le Parti communiste, aujourd'hui heureusement rompue, s'était avérée de nature purement tactique. Cela ne voulait pas dire, il poursuivit, qu'il n'y a pas de communistes en Afrique Occidentale Française. Il y en a quelques-uns, dit-il, la plupart d'entre eux sont des Français venus de la Métropole qui arrivèrent en Afrique Occidentale Française pour occuper des postes administratifs mineurs. Dès qu'ils ont été découverts, (...), ils ont été, remarqua-t-il, immédiatement renvoyés en France, là, où ils pourront être suivis plus efficacement, et, là, où leur capacité à créer des troubles serait moindre que dans les territoires d'outre-mer.<sup>476</sup>

<sup>476</sup> "Governor Bailly then turned to the situation in French West Africa and, speaking of Communism, stated, as this Consulate General has frequently reported, that there is absolutely no Communist danger here at the present time; that the RDA's recent alliance with the Communist party, now happily broken off, had, it turned out, been

### 1.1. *Le gouvernement khrouchtchévien et la conceptualisation d'une stratégie pour l'Afrique*

L'influence communiste en Afrique dans les premières années de l'après-guerre était insignifiante. Les tentatives de propagande étaient plus des initiatives de Partis communistes européens qu'une stratégie politique de l'URSS. Le désintérêt de Joseph Staline pour l'Afrique se manifesta pleinement dans la politique soviétique à l'égard du Libéria, entre 1945 et 1953.

Durant la Seconde Guerre mondiale, lorsque l'Union soviétique était l'alliée des États-Unis dans la lutte contre le fascisme, le nouveau président libérien William Tubman qui arriva au pouvoir, le 3 janvier 1944, se lança activement dans l'établissement de relations diplomatiques avec l'URSS, comme le décrit l'historien russe Apollon Davidson dans l'ouvrage *SSSR i Afrika, 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii (2002) [L'URSS et l'Afrique, de 1918 à 1960 : une histoire documentée des relations]*. Avec le refroidissement des relations soviéto-américaines, dans le cadre de la Guerre froide, le Libéria mit brutalement fin au processus de rapprochement et d'instauration de relations diplomatiques officielles avec l'État soviétique et proclama la volonté « de soutenir le « Monde libre » dans la lutte contre le communisme, même si cela devait impliquer des mesures impopulaires et des sacrifices ».<sup>477</sup> Le Libéria, en tant que bastion américain en Afrique, ne pouvait, sans l'approbation des États-Unis, établir des relations diplomatiques avec les États européens coloniaux. Les rumeurs sur l'éventualité de la mise en place de relations amicales avec l'URSS dérangent le gouvernement américain. Washington demanda des comptes au président Tubman qui s'empressa de démentir cette information :

Le secrétaire d'État Dennis [Gabriel Dennis : Secrétaire d'État libérien] déclara publiquement que le gouvernement du Libéria « comprend parfaitement que la présence des représentants de la Russie en Afrique occidentale est indésirable », et que le Libéria, en aucun cas, n'aurait mené de tels échanges sans en avoir informé l'Administration des États-Unis.<sup>478</sup>

---

only tactical in nature. This was not to say, he went on, that there are no Communists in French West Africa. There are a few, he said, most of them French from the Metropole who had come out to French West Africa in minor Government jobs. As these were discovered, however, they were, he remarked, immediately sent back to France where they could be more effectively watched, and where their capacities for making trouble would be less than in an overseas territory." Williams Blake. "The Consul General at Dakar (Blake) to the Department of State (Dakar, January 5, 1952)." In: John P. Glennon (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1952-1954. Africa and South Asia*. Volume XI. Part 1. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office, 1983, p. 234.

Camille Bailly était un administrateur colonial français et gouverneur de la Côte d'Ivoire de 1952 à 1954.

<sup>477</sup> " (...) поддержать свободный мир в борьбе против коммунизма, даже если это потребует непопулярных мер и жертв." Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, p. 125.

<sup>478</sup> « Госсекретарь Деннис публично заявил, что либерийское правительство 'отчётливо понимает нежелательность присутствия представителей России в Западной Африке', и что Либерия ни в коем случае не стала бы вести подобные переговоры без уведомления правительства Соединённых Штатов ». Apollon



La position antisoviétique du Libéria déplut à Moscou qui n'hésita pas à décliner toutes les invitations de l'administration libérienne à participer aux fêtes nationales, comme la célébration du centenaire du pays en 1947 ou la réélection du président Tubman pour un second mandat en janvier 1952. Le gouvernement de Staline adopta une position très critique à l'égard du Libéria, considérant son indépendance fictive. Ce scepticisme, Joseph Staline l'exprimait également à l'égard de tous les chefs africains des mouvements nationalistes-indépendantistes. Selon lui, ils défendaient plus leurs intérêts égoïstes que ceux du peuple. Dans une lettre confidentielle sur le sort des territoires colonisés sous le mandat des puissances occidentales, datée du 20 novembre 1946, adressée à Viatcheslav Molotov, ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Staline écrivait :

Ces chefs, comme tu le sais si bien, dans la grande majorité sont des vendus et ne se préoccupent pas tant de l'indépendance de leur territoire que de la préservation de leurs privilèges à l'égard des populations de ces territoires. Le temps n'est pas encore arrivé pour que nous brisions nos lances à cause du destin de ces territoires et que nous nous querellions à cause de ça avec le monde entier et notamment avec ces chefs vendus.<sup>479</sup>

Bien que le gouvernement soviétique sous Staline n'envisageât pas d'intervenir dans les affaires africaines, il y avait néanmoins des diplomates soviétiques, comme le responsable de la section du Proche et Moyen-Orient du Ministère des Affaires étrangères de l'URSS Ivan Samylovsky, qui voyaient une réelle perspective dans le développement des relations entre l'Union soviétique et le Libéria. Selon le diplomate, l'établissement de relations d'amitié avec le Libéria aurait pu ouvrir à l'Union soviétique la porte de l'Afrique noire et aurait notamment permis aux Africains de découvrir l'URSS. En évoquant l'importance de la présence soviétique à l'exposition libérienne de Monrovia en l'honneur du centenaire du pays en 1947, Ivan Samylovskii déclara :

---

Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, p. 128.

<sup>479</sup> « Эти лидеры, как тебе хорошо известно, в своём большинстве продажны и заботятся не столько о независимости своих территорий, сколько о сохранении своих привилегий в отношении населения этих территорий. Время ещё не созрело для того, чтобы ломать нам копыя из-за судьбы этих территорий и ссориться ради этого со всем миром. В том числе и с продажными лидерами ». Voir « Iz shifrovki Druzhkova (I. V. Stalina) iz Sochi V. M. Molotovu, 20 noyabrya 1946 goda ». [« Réponse secrète de Joseph V. Staline (« Drouzhkov ») à la lettre du 17 novembre 1946 de Viatcheslav M. Molotov, Ministre des Affaires étrangères de l'URSS et chef de la délégation soviétique à l'Assemblée générale de l'ONU à New York, sur le sort des territoires colonisés sous le nouveau mandat des puissances occidentales, Sochi, 20 novembre 1946 »]. Voir Evgeniy Zhirnov. « 'Etot printsip nami primenyalsya chasto' : Tch'imi interesami pozhertvoval SSSR v obmen na soxranenie svoego prava veto v OON ? ». [« 'On a souvent utilisé ce principe' : les intérêts de qui l'URSS a sacrifié pour maintenir son droit de veto à l'ONU ? »]. *Zhurnal Kommersat i Vlast'*. N°49 (12.12.2016) : 42.

Dans cet extrait, Joseph Staline fait référence à la préservation du droit de veto de l'URSS au sein de l'Organisation des Nations Unies. Le dirigeant soviétique considérait inutile d'adopter une position trop conflictuelle à l'égard des puissances coloniales européennes sur le dossier des colonies. C'est ainsi que l'Union soviétique décida de sacrifier les intérêts des colonies pour le maintien de son droit de veto au sein de l'ONU.

Cela sera une occasion favorable pour nous de montrer les acquis de l'URSS dans cette partie de l'Afrique tropicale parmi les nombreux peuples noirs, aussi bien aux Libériens qu'à ceux issus des colonies anglaises voisines (Nigéria, Côte de l'Or), la Guinée française et autres, dont les représentants évidemment participeront à la célébration du centenaire du Libéria.<sup>480</sup>

Samylovsky était un des rares diplomates soviétiques qui essayait d'attirer l'attention du gouvernement sur la situation en Afrique. L'Union soviétique, selon lui, devait en tant que grande puissance participer aux affaires africaines, le continent étant au centre des futurs enjeux politiques mondiaux :

La population de l'Afrique compte environ 150 millions de personnes (les Arabes, les Berbères, les peuples noirs). La guerre passée et la défaite des États fascistes ont dynamisé la vie sociale et politique en Afrique, ce qui nécessairement conduira au développement de la lutte contre le joug colonial. Les colonies africaines ont une grande importance économique et stratégique pour l'Angleterre, la France, les États-Unis et les autres États. Tout ceci augmentera l'importance de l'Afrique dans la politique internationale.<sup>481</sup>

Dans ses déclarations au Ministère des Affaires étrangères de l'URSS, Samylovsky regrettait l'ignorance et la méconnaissance des problématiques africaines en Union soviétique et proposait de créer au sein du ministère une section spéciale pour l'Afrique, composée de 4 à 5 diplomates :

Notre Ministère détient très peu d'informations sur la situation politique en Afrique, et, dans le travail de ce département, elle [l'Afrique] n'occupe qu'une très faible place. Nous nous occupons très peu des colonies françaises et des anciennes colonies italiennes en Afrique qui sont sous la juridiction de la I<sup>e</sup> et VI<sup>e</sup> section européenne ; de l'Union Sud-Africaine et des colonies anglaises, rattachées à la II<sup>e</sup> section européenne. En ce qui concerne les colonies belges, portugaises, espagnoles, la République du Libéria, dépendante des États-Unis, les affaires sont pires encore. Il est difficile de déterminer dans quelle section entre le Libéria. Cette situation contribue à ce que nous ignorons beaucoup de choses sur la situation contemporaine en Afrique, nous ne publions rien dans nos revues, nous traitons seulement les questions qui se présentent à nous, mais nous n'en posons aucune. Nous n'avons pas de collègues spécialisés sur l'Afrique.<sup>482</sup>

<sup>480</sup> « Это будет благоприятный случай для нас показать достижения СССР в этой части Экваториальной Африки среди многочисленных негритянских племён как либерийских, так и из соседних английских колоний (Нигерии, Золотого Берега), французской Гвинеи и другие, представители которых, очевидно, будут участвовать в торжествах по случаю 100-него юбилея Либерии ». Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, pp. 125-126.

<sup>481</sup> « Население Африки составляет около 150 млн. (арабы, берберы, негритянские народы). Минувшая война и разгром фашистских государств активизировали общественно-политическую жизнь в Африке, что неизбежно поведёт к развитию борьбы против колониального гнёта. Африканские колонии имеют большое экономическое и стратегическое значение для Англии, Франции, США и других государств. Всё это будет увеличивать значение Африки в международной политике (...) ». *Ibid.*, p. 127.

<sup>482</sup> « Наше министерство располагает недостаточной информацией о политическом положении в Африке, и в работе отделов она занимает небольшое место. Французскими и бывшими итальянскими колониями в Африке, входящими в первый и шестой европейские отделы, Южно-Африканским Союзом и английскими колониями, входящими во II-й Европейский Отдел, занимаемся мало. С бельгийскими, португальскими, испанскими колониями, зависимой от США республикой Либерией обстоит ещё хуже. Трудно установить

Les remarques de Samylovsky restèrent alors sans réponse.

Le tournant dans les relations entre l'Union soviétique et l'Afrique fut marqué par deux événements : la mort de Staline et la conférence de Bandung en 1955. Après la mort de Joseph Staline, le 5 mars 1953, et l'arrivée au pouvoir d'un nouveau dirigeant, Nikita Sergueïevitch Khrouchtchev, l'Union soviétique s'engagea sur la voie de la déstalinisation. Ce processus fut lancé à partir d'un rapport secret, présenté par Khrouchtchev lors du XX<sup>e</sup> congrès du Parti communiste soviétique, le 24 février 1956. Le nouveau dirigeant soviétique critiqua l'ancien régime et dénonça le culte de la personnalité. L'une des conséquences de la déstalinisation fut notamment la dissolution du Kominform, le 17 avril 1956. Khrouchtchev adopta une position plus active que Staline dans les affaires africaines. Sous l'ère khrouchtchévienne, l'idée de faire des territoires colonisés une « cinquième colonne » dans la lutte contre l'impérialisme et le capitalisme occidental ressuscita. La guerre d'Algérie et la conférence de Bandung poussèrent Moscou à s'intéresser de près aux événements africains. Le nouveau gouvernement accorda avec beaucoup d'enthousiasme son soutien aux mouvements nationalistes indépendantistes en Afrique, y voyant l'annonce de la fin proche du capitalisme et la victoire du socialisme. Dans une lettre, datée du 22 décembre 1955, adressée par l'universitaire et diplomate Ivan Maïski à Nikita Khrouchtchev et Nikolaï Boulganine, président du conseil des Ministres de l'URSS :

(...) l'étape la plus proche dans la lutte pour la domination mondiale du socialisme passera par la libération des peuples colonisés et semi-colonisés du joug de l'exploitation impérialiste. (...) En Asie, en Afrique, en Amérique latine, le terrain pour cette lutte, à l'étape présente, semble être plus favorable qu'en Europe et aux États-Unis. En même temps, la perte par les puissances impérialistes de leurs colonies et territoires semi-colonisés devra accélérer la victoire du socialisme en Europe et, en fin de compte, aux États-Unis. Déjà, dans les années 1930, lorsque je travaillais à Londres en qualité d'ambassadeur de l'URSS, je parvins à l'idée que les grandes masses du prolétariat britannique rejoindront réellement le chemin socialiste seulement lorsque l'Angleterre perdra son empire ou du moins une grande partie. Maintenant ce moment n'est plus très loin.<sup>483</sup>

---

в какой отдел входит Либерия. Такое положение приводит к тому, что мы многого о современном положении в Африке не знаем, в нашей печати ничего не публикуем, разрешаем только те вопросы, которые возникают перед нами, а сами почти не ставим. Сотрудников, которые специализировались бы по Африке, у нас нет». Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960: dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva: IVI RAN, 2002, p. 127.

<sup>483</sup> « (...) ближайший этап борьбы за мировое господство социализма пойдёт через освобождение колониальных и полуколониальных народов от империалистической эксплуатации. (...) В Азии, Африке, Латинской Америке почва для такой борьбы на данном этапе, видимо, более благоприятна, чем в Европе и США. Вместе с тем потеря империалистическими державами своих колоний и полукolonий должна ускорить победу социализма в Европе и, в конце концов, в США. Ещё в 30-х годах, когда я работал в Лондоне в качестве посла СССР, я пришёл к мысли, что широкие массы британского пролетариата ступят по-настоящему на социалистическую дорогу лишь тогда, когда Англия потеряет свою империю или, по крайней мере, большую часть её. Теперь этот момент не за горами ». Vladislav M. Zubok. *Neudavshayasya*

Durant l'ère de Khrouchtchev, l'Union soviétique s'engagea dans la voie de l'activation de sa politique en Afrique. Si, sous Staline, les chefs nationalistes africains furent « diabolisés », accusés de collaborer avec les impérialistes, sous Khrouchtchev, la diplomatie soviétique, au contraire, encourageait leur activité et considérait les mouvements nationalistes indépendantistes comme l'expression d'une lutte héroïque d'un peuple opprimé pour la liberté et y voyait des alliés potentiels dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme.

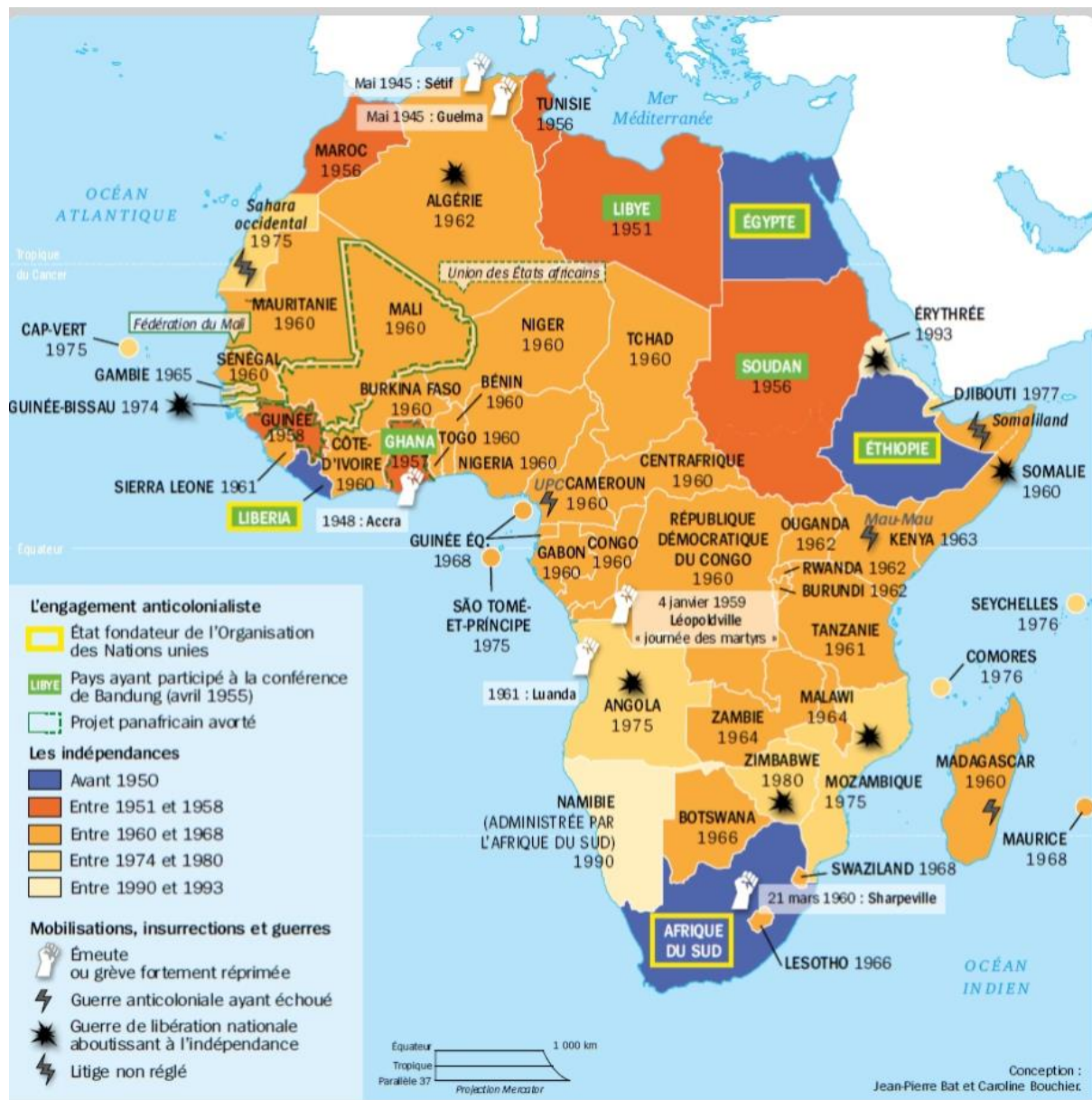
À l'heure des premières indépendances africaines, entre la fin des années 1950 et le début des années 1960, l'Union soviétique fut confrontée à la nécessité d'établir des relations avec les nouveaux États africains.<sup>484</sup>

---

*Imperiya. Sovetskiy Soyuz v Kholodnoy Voyne ot Stalina do Gorbacheva. [L'Empire râté. L'Union soviétique dans la Guerre froide, de Staline à Gorbatchev].* Moskva : Rossiyskay politicheskaya entsiklopediya, 2011, p. 51.

<sup>484</sup> Carte « La décolonisation progressive de l'Afrique ». Jean-Pierre Bat, Caroline Bouchier. Sans date. *La décolonisation progressive de l'Afrique* [document cartographique]. 1 : 1 000. L'Histoire [en ligne]. Disponible sur <<https://www.lhistoire.fr/portfolio/carte-la-d%C3%A9colonisation-progressive-de-l%E2%80%99afrique>>. Consulté le 16 août 2021.

Carte : « La décolonisation progressive de l'Afrique »



Conception : Jean-Pierre Bat et Caroline Bouchier. Sans date. *La décolonisation progressive de l'Afrique* [document cartographique]. 1 : 1 000. Source : L'Histoire. Disponible sur <<https://www.lhistoire.fr/portfolio/carte-la-d%C3%A9colonisation-progressive-de-l%E2%80%99afrique>>. Consulté le 16 août 2021.

Les territoires libérés procuraient à l'URSS l'espoir d'entrer en Afrique. Avec les indépendances la diplomatie soviétique devait faire face à de réels défis : d'une part, l'ignorance par l'URSS des réalités africaines et, d'autre part, la méconnaissance de l'Union soviétique par la majorité des Africains. Les Soviétiques étaient loin d'être prêts à la libération de l'Afrique. Comme le décrivait l'homme politique soviétique Karen Brutents dans ses mémoires *Tridtsat' let na Staroi Plochtchadi* [Trente ans à la Vieille Place] : « Nous étions faiblement préparés à

l'éveil du continent noir du sommeil colonial. En Union soviétique, on comptait seulement deux- trois africanistes [en mai 1961], dont le plus remarquable, fidèle à sa profession, était I. Potiokhine (...) ».<sup>485</sup>

Les limites de la recherche soviétique dans l'étude des problématiques étrangères avaient été formulées par le journaliste et président du comité d'État pour les relations culturelles avec l'étranger au sein du Conseil ministériel de l'URSS, Gueorgui Joukov. Ainsi, lors du rassemblement des Chercheurs en études orientales à Moscou, le 30 octobre 1958, il déclara :

Le problème est que nos orientalistes travaillent principalement chez eux, à la maison, et arrivent à certaines conclusions spéculatives se basant uniquement sur la connaissance de la littérature que nous recevons des pays étrangers. (...). Nous avons besoin de nos missionnaires soviétiques, de nos Docteurs Schweitzer [Albert Schweitzer] (...), de nos compatriotes qui vivent dans ces pays depuis longtemps. C'est ainsi que naissent des gens qui connaissent le pays ; c'est ainsi que naissent des chercheurs.<sup>486</sup>

Les potentiels alliés africains de l'Union soviétique dans la lutte contre l'impérialisme occidental connaissaient également très peu ce grand pays de l'Est, comme le décrit l'auteur Vadeev dans l'ouvrage *Vstrecha s Afrikoy (1964) [Une rencontre avec l'Afrique]* :

(...) En Guinée [Guinée Conakry], dans les livres de géographie pour les classes primaires, on ne trouvait rien sur l'Union soviétique. Après l'indépendance de la Guinée, les écoliers d'une école à Mamou étaient incapables de montrer sur une carte où se trouve l'État soviétique.<sup>487</sup>

Dans certains pays africains, les citoyens soviétiques étaient souvent confondus avec des Américains. Ainsi, décrivant l'image que les Guinéens avaient de l'URSS, le premier secrétaire de l'ambassade soviétique en Guinée Conakry, le diplomate Vladimir Ivanissov, écrivait dans un rapport du 24 décembre 1959, concernant son voyage à l'intérieur du pays, du 24 au 30 novembre 1959 : « Les paysans (...), dans la grande majorité des cas, n'avaient presque aucune

<sup>485</sup> « К выходу Черного континента из колониального забвения мы оказались малоподготовленными. В Союзе насчитывалось лишь два-три африканиста, из них самым видным и преданным избранной профессии был И. Потехин, (...) ». Karen Brutents. *Tritsat' let na Staroi plochtchadi*. Moskva : Mezhdounarodnye otnosheniya, 1998, p. 197.

<sup>486</sup> « Беда в том, что наши востоковеды работают, главным образом, у себя дома и приходят к тем или иным умозрительным заключениям на основе знакомства лишь с литературой, которую мы получаем из зарубежных стран. (...) Нам нужны наши советские миссионеры, наши советские доктора швейцеры (...), наши соотечественники, которые живут давно в этих странах. Именно таким путём рождаются люди, знающие страну, рождаются учёные ». Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960: dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva: IVI RAN, 2002, p. 137.

<sup>487</sup> « (...) в Гвинее в географическом учебнике для начальных классов ничего нельзя было найти о Советском Союзе. Уже после того, как Гвинея стала независимой, ученики одной из школ в Маму не могли показать на карте, где находится Советская страна ». O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, p. 163.

représentation de notre pays, d'autant plus que certains considéraient que l'Union soviétique et les États-Unis d'Amérique étaient le même pays ».<sup>488</sup>

Malgré ces premiers pas difficiles, le gouvernement de Khrouchtchev entreprit activement d'établir des relations diplomatiques avec les nouveaux États indépendants, reconnaissant leur souveraineté et en élevant le niveau des études africaines en URSS.

Afin de s'octroyer les faveurs de l'Afrique, l'Union soviétique, tout comme les États-Unis, se positionna en tant que l'amie de tous les Africains opprimés, prête, à tout moment, à secourir les pays africains en voie de développement par l'intermédiaire d'une aide économique, technique et scientifique. Vers la fin des années 1950 et au début des années 1960, l'URSS réussit à implanter une série d'ambassades en Afrique noire. Outre l'Éthiopie, les ambassades soviétiques furent ouvertes au Ghana (Accra), en Guinée Conakry, au Congo belge (République du Congo-Zaïre), au Mali, en Somalie, au Togo, au Soudan (Khartoum). Dès qu'un État africain obtenait son indépendance, le gouvernement soviétique lui faisait parvenir une lettre de Khrouchtchev, dans laquelle l'URSS exprimait le désir d'établir avec ce pays des relations diplomatiques. Parmi ces États figuraient le Nigéria, la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta (actuel Burkina Faso), le Gabon, le Dahomey (actuel Bénin), le Congo-Brazzaville, le Niger, la République centrafricaine (RCA) et le Tchad. Dans les pays où l'URSS parvenait à ouvrir des représentations diplomatiques, les agents soviétiques entreprenaient activement un travail pour l'établissement des relations économiques, commerciales et culturelles.

La politique soviétique dans les États africains se construisait autour de deux principaux documents : la résolution du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) « Sur les mesures d'élargissement des liens culturels et sociaux avec les pays d'Asie et d'Afrique, du 24 mars 1958 » et le décret du comité central du PCUS « Sur l'expansion de la culture et des relations publiques avec les nations noires d'Afrique et le renforcement de l'influence de l'Union soviétique sur ces peuples, du 20 janvier 1960 ».<sup>489</sup> Ces deux documents

<sup>488</sup> « Крестьяне же 'в подавляющем большинстве случаев не имели почти никакого представления о нашей стране, причём некоторые считали, что Советский Союз и Соединённые Штаты Америки являются одним и тем же государством' ». Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovanniaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, p. 217.

<sup>489</sup> « Postanovlenie TsK KPSS 'O meropriatiakh po rasshireniju kulturnix i obshchestvennix svyazej so stranami Azii i Afriki, 24 marta 1958 goda' ». [« Résolution du Comité central du PCUS 'sur les mesures d'élargissement des liens culturels et sociaux avec les pays d'Asie et d'Afrique, 24 mars 1958' »]. « Postanovlenie TsK KPSS 'O rasshirenii kul'turnykh i obshchestvennykh svyazej s negrityanskimi narodami Afriki i usilenii vlijaniija Sovetskogo Soyuza na eti narody, 20 yanvarya 1960 goda' ». [« Décret du Comité central du PCUS 'Sur l'expansion de la culture et des relations publiques avec les nations noires d'Afrique et le renforcement de l'influence de l'Union soviétique sur ces peuples, 20 janvier 1960' »]. Voir Apollon Davidson, Sergey Mazov (ed.). *Rossia i Afrika. Dokumenty i materialy. XVIII vek-1960*. Tom II: 1918-1960. Moskva : Institut vseobshey istorii, RAN, 1999, pp. 175, 181.

mettaient l'accent sur l'importance de la mise en place de mesures pour faire connaître aux Africains l'Union soviétique et contrer la propagande anticommuniste américaine en Afrique.

Pour montrer aux amis africains le « véritable » visage de l'URSS et condamner l'impérialisme américain et européen, ainsi que le néocolonialisme, l'Union soviétique mit en place des mesures similaires à celles employées par les États-Unis. L'accent était mis sur la propagande radio en langues locales : en amharique, en swahili et en haoussa.<sup>490</sup> Le comité central du Parti communiste de l'URSS prévoyait, dans la résolution du 24 mars 1958 « Sur les mesures d'élargissement des liens culturels et sociaux avec les pays d'Asie et d'Afrique », « d'établir la distribution de films et de littératures soviétiques dans les pays africains tant sur une base commerciale que par le biais des organisations publiques, culturelles et scientifiques ».<sup>491</sup> Le gouvernement soviétique prévoyait également d'ouvrir des points de transmission radio pour émettre des émissions soviétiques ; des représentations des agences d'information de la *Pravda* et du *Tass* furent ouvertes, entre 1958 et 1960, à Accra, au Ghana, et en Guinée Conakry.<sup>492</sup> Les premières émissions radio soviétiques retransmises en français et en anglais en Afrique débutèrent en avril 1958.<sup>493</sup> Vers la fin de l'année 1959, l'Union soviétique lança les premières émissions radio en swahili.<sup>494</sup> En octobre 1960, l'ambassade de l'Union soviétique au Ghana mit en place la publication du bulletin d'informations hebdomadaire intitulé « Les nouvelles de l'Union soviétique ».<sup>495</sup> Au printemps 1961, l'hebdomadaire soviétique comptait plus de 900 abonnés, dont des organisations publiques, des partis politiques et des structures gouvernementales.<sup>496</sup>

Entre janvier et août 1961, l'Union soviétique envoya 54 000 exemplaires d'ouvrages et 13 500 revues et périodiques de propagande sur l'étude du marxisme-léninisme.<sup>497</sup> Moscou prévoyait notamment d'ouvrir des centres culturels et « étudier la question de l'assistance aux maisons d'édition locales (...) dans l'impression des publications soviétiques. Il est conseillé que

---

<sup>490</sup> L'amharique est une langue principalement parlée en Éthiopie, Érythrée, Djibouti. Le swahili est une langue bantoue de l'Afrique de l'Est et australe et l'haoussa, une langue tchadique, très répandue en Afrique de l'Ouest.

<sup>491</sup> « (...) наладить распространение в странах Африки советских кинофильмов и литературы как на коммерческой основе, так и путем распространения через общественные организации, культурных и научных деятелей ». « Postanovlenie TsK KPSS 'O meropriatiakh po rasshireniju kulturnix i obshestvennix svyazej so stranami Azii i Afriki, 24 marta 1958 goda' ». [« Résolution du Comité central du PCUS 'Sur les mesures d'élargissement des liens culturels et sociaux avec les pays d'Asie et d'Afrique, du 24 mars 1958' »]. Voir Apollon Davidson, Sergey Mazov (ed.). *Rossia i Afrika. Dokumenti i materialy. XVIII vek-1960*. Tom II: 1918-1960. Moskva : Institut vseobshej istorii, RAN, 1999, p. 175.

<sup>492</sup> Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, p. 136.

<sup>493</sup> *Ibid.*

<sup>494</sup> *Ibid.*, p. 137.

<sup>495</sup> *Ibid.*, p. 138.

<sup>496</sup> *Ibid.*, pp. 135, 191.

<sup>497</sup> *Ibid.*, p. 135.



le ministère du Commerce extérieur envoie dans les pays indiqués (Ghana) et vende (à crédit) du matériel d'impression moderne aux entrepreneurs sympathisants ». <sup>498</sup>

1.2. *La politique d'aide « désintéressée » du camp socialiste pour consolider l'image et le prestige de l'URSS en Afrique*

Les Africains étaient alors eux-mêmes en quête de financement pour le développement de la presse. Ainsi, le deuxième secrétaire de l'ambassade de l'Union soviétique en Angleterre Vassily Dozhdalev, dans un rapport adressé au ministère des Affaires étrangères de l'URSS, le 23 novembre 1959, faisait état de ses échanges du 4 novembre 1959 avec le secrétaire du Comité des organisations africaines (COA) (*Committee of African Organizations*, CAO) basé à Londres <sup>499</sup> sur l'aide financière des pays socialistes aux mouvements de libération africains. Dans cet échange, le secrétaire du COA exprima la requête de Jaramogi Ajuma Oginga Odinga, proche collaborateur de Jomo Kenyatta et membre du conseil législatif du Kenya, transmise par l'intermédiaire de Denis Fombea, jeune militant africain originaire du Tanganyika (Tanzanie actuelle), membre du Parti communiste britannique, qui menait une propagande active au sein des étudiants africains en Europe, « d'obtenir les fonds nécessaires pour l'emprunt ou l'achat d'une presse à imprimer et pour payer les frais de justice des militants des mouvements progressistes » :

Oginga-Odinga nous informe dans une lettre que les organisations progressistes du Kenya et des autres territoires de l'Afrique de l'Est actuellement ont besoin dans l'urgence d'éditer leurs propres journaux parce que la presse locale est entièrement entre les mains des Anglais et publie uniquement les informations qui plaisent aux autorités coloniales. <sup>500</sup>

<sup>498</sup> *Ibid.* « (...) изучить вопрос об оказании помощи местным издательствам (...) в деле печатания советских изданий. Считать целесообразным в этих целях Министерству внешней торговли направить в указанные страны (Гана) и продать (в рассрочку) дружественно настроенным предпринимателям современное типографское оборудование ».

<sup>499</sup> Le Comité des organisations africaines a été créé en 1959 par l'activiste anti-apartheid Dorothy Robinson. Entre 1960 et 1966, elle occupa le poste de secrétaire administrative du mouvement britannique anti-apartheid. Basée à Londres, l'organisation aidait les militants politiques africains en provenance de l'Afrique anglophone en exil en Angleterre. Voir "Committee of African Organizations". In : *Archives Hub* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://archiveshub.jisc.ac.uk/search/archives/c46867eb-4368-35e4-b67c-ca2ed2ae6ef1>>. Consulté le 27 avril 2018.

<sup>500</sup> « Огинга-Одинга сообщает в письме, что прогрессивные организации Кении и других территорий Восточной Африки в настоящее время остро нуждаются в издании своих собственных газет т.к. имеющаяся пресса целиком находится в руках англичан и публикует только те материалы, которые угодны колониальным властям ». « Vtoroy sekretar' posol'stva SSSR v Velikobritanii V. Dozhdalev – MID, 23 noyabrya 1959 goda. Iz zapisi besedy s sekretarem Komiteta afrikanskikh organizatsiy v Londone Dzh. Pynorom o finansovoy pomoshi sotsialisticheskikh stran nastional'no-osvoboditel'nomu dvizheniyu v Vostochnoy Afrike, 4 noyabrya 1959 goda ». [« Deuxième secrétaire de l'ambassade de l'URSS en Grande-Bretagne V. Dozhdalev - Ministère des Affaires étrangères, 23 novembre 1959. D'après l'enregistrement d'une conversation avec le secrétaire du Comité des organisations africaines à Londres, J. Paynor, sur l'assistance financière des pays socialistes aux mouvements de libération nationale en Afrique de l'Est, 4 novembre 1959 »]. In : Apollon

Le secrétaire du Comité des organisations africaines mentionna également Félix-Roland Moumié, le jeune dirigeant de l'Union des populations du Cameroun (UPC), qui à cette période se trouvait à Prague et devait se rendre à Moscou et Pékin afin de solliciter l'aide des pays socialistes au mouvement de libération nationale :

La question de l'octroi d'une aide financière par les pays socialistes a été abordée par le Comité avec Félix Moumié, président de l'Union des populations du Cameroun, lors de son récent passage à Londres. Moumié est actuellement à Prague, d'où il se rendra à Moscou et Pékin. Dans ces capitales, Moumié espère discuter des questions d'assistance des pays socialistes au mouvement de Libération nationale.<sup>501</sup>

Tout le camp socialiste était impliqué dans le travail en Afrique. Alexander Yefremof, secrétaire de l'Organisation Internationale des Journalistes (OIJ), décrivait la contribution des pays socialistes au développement de la presse africaine dans le numéro 5-8 de la revue de l'OIJ, *The Democratic Journalist*, paru en 1961 :

Des applaudissements unanimes ont salué l'annonce de la création en Pologne du Fonds Lumumba, dont l'un des principaux objectifs est d'aider la radio et la presse nationale en Afrique et d'organiser une vaste campagne de solidarité par l'Union des journalistes allemands (RDA). Les délégués ont également remercié chaleureusement les journalistes tchécoslovaques qui avaient envoyé une presse rotative d'une capacité de 30 000 exemplaires par heure et d'autres équipements pour les imprimeries et les rédactions, en plus d'envoyer des enseignants expérimentés à l'École de journalisme de Guinée. Il n'y a aucun lien avec l'aide accordée par l'OIJ et ses syndicats membres. Leur seul objectif est d'aider leurs collègues africains à surmonter les séquelles de la domination coloniale, dans les plus brefs délais, et promouvoir le développement d'une presse nationale africaine indépendante.<sup>502</sup>

La République démocratique allemande (RDA), selon le secrétaire de l'Association des journalistes allemands (*Verband Deutscher Journalisten*, VDJ), Horst Voight, apportait une

---

Davidson, Sergey Mazov. *Rossiya i Afrika: dokumenty i materialy, XVIII vek – 1960*. Tom 2: 1918-1960. Moskva: RAN, 1999, p. 248.

<sup>501</sup> « Вопрос о желательности получения финансовой помощи от социалистических стран Комитет обсуждал с находившимся недавно в Лондоне Феликсом Муми, президентом партии 'Союз народов Камеруна'. В настоящее время Муми находится в Праге, откуда затем проследует в Москву и Пекин. В этих столицах Муми надеется обсудить вопросы оказания помощи НОД [Национально-Освободительному Движению] со стороны социалистических стран ». *Ibid.*

<sup>502</sup> "Unanimous applause greeted the announcements that a Lumumba Fund had been founded in Poland with the assistance to the national press and radio in Africa as one of its principal aims, and that a broad campaign of solidarity had been organized by the Union of German Journalists (GDR). The delegates also warmly thanked the journalists of Czechoslovakia who had sent a rotary press with a capacity of 30,000 copies per hour and other equipment for printshops and editorial offices, besides providing experienced teachers for the School of Journalism in Guinea. There are no strings attached to any of the aid extended by the IOJ and its member unions. Their sole aim is to help their African colleagues overcome the aftermath of colonial rule within the briefest possible space of time, and to promote the development of an independent national African press." In : Kaarle Nordenstreng, Jiri Kubka. *Useful Recollections Part II: Excursion Into the History of the International Movement of Journalists*. Prague : International Organization of Journalists, 1988, pp. 77-78.

contribution morale et matérielle désintéressée à la formation des journalistes des jeunes États africains :

L'Union des journalistes allemands a créé un fonds de solidarité qui rassemble des fonds provenant des contributions des journalistes et des donations de la population. Les moyens récoltés par le fonds vont à l'achat des rotatives, des différents matériaux polygraphiques, des magnétophones, des machines à écrire, d'appareils photos qui sont envoyés pour aider les journalistes des pays en voie de développement.

Considérant les besoins et les souhaits des jeunes journalistes africains, l'Union des journalistes allemands leur accorde un soutien dans la formation des cadres. Les journalistes du Mali, du Congo [ex-belge], de l'Ouganda, du Soudan, du Cameroun, de la Rhodésie du Sud, du Zanzibar et de l'Afrique du Sud-Ouest, durant plusieurs mois, ont pu acquérir des compétences professionnelles dans les centres de rédaction et de journalisme de la RDA. (...) L'Association des journalistes allemands a organisé une école pour la formation des jeunes journalistes des pays en voie de développement. Aujourd'hui [en 1963], 18 personnes du Nigéria, du Tanganyika, du Kenya, de la Rhodésie du Sud y sont formées. Cette école formera chaque année environ 30 journalistes qualifiés. Cette école est prise en charge par les travailleurs de l'édition de la RDA.<sup>503</sup>

Au cours de la III<sup>e</sup> rencontre internationale des journalistes<sup>504</sup> qui se déroula à Alger, à bord du navire soviétique « Litva », le 23 septembre 1963, le journaliste américain Nino Lo Bello exprima des doutes sur la nature désintéressée de l'aide de l'Allemagne de l'Est à la jeune presse des pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine :

<sup>503</sup> « Союз немецких журналистов создал фонд солидарности, в который поступают средства от взносов журналистов и от сборов среди населения. Средства фонда идут для покупки ротаторов, различного полиграфического оборудования, магнитофонов, пишущих машинок, фотоаппаратов, которые направляются в помощь журналистам развивающихся стран.

Учитывая нужды и пожелания молодых африканских журналистов, (...) - Союз немецких журналистов оказывает им помощь в подготовке кадров. Журналисты из Мали, Конго, Уганды, Судана, Камеруна, Южной Родезии, Занзибара и Юго-Западной Африки в течение нескольких месяцев приобретали профессиональные навыки в редакциях газет и журналов ГДР. (...) Союз немецких журналистов организовал школу для обучения молодых журналистов развивающихся стран. Сейчас обучается 18 человек из Нигерии, Танганьики, Кении, Южной Родезии. Эта школа будет выпускать в год примерно 30 квалифицированных журналистов. Школа содержится на средства работников печати ГДР ». Déclarations d'Horst Voight à la III<sup>e</sup> rencontre internationale des journalistes, en 1963. Je n'ai pas pu trouver la version d'origine. Voir O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, p. 173.

<sup>504</sup> La III<sup>e</sup> rencontre internationale des journalistes était un congrès de la presse internationale qui se déroula en Méditerranée, entre le 23 septembre et le 3 octobre 1963, sur le navire soviétique « Litva ». Cet évènement fut organisé par l'Organisation internationale des journalistes (OIJ), une organisation de presse internationale basée à Prague. L'organisation était considérée par les États-Unis comme un instrument de propagande soviétique.

Le III<sup>e</sup> congrès fut lancé à Alger, en Algérie, et se poursuivit au Caire, en Égypte, et à Beyrouth, au Liban. Cet évènement majeur rassembla 260 journalistes de 69 pays. Parmi les participants, il y avait des représentants des délégations en provenance d'Europe, d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et de l'URSS : Georg Kraus de la RDA, le célèbre illustrateur et dessinateur de presse français Jean Effel [François Lejeune], le doyen du journalisme laotien Prince Bong Suvanovong, le journaliste australien Ernest Platz, la journaliste canadienne Hélène J. Gagnon et les journalistes africains Kofi Batsa du Ghana, Nganga Bacchus du Kenya et Kadzhimuniya Vail d'Afrique du Sud. Voir "1963 : The III<sup>rd</sup> World Meeting of Journalists. The Mediterranean Area, September 23 to October 3, 1963." *The Democratic Journalist : 20 years of the IOJ, 1946-1966*. Volume XIV. No. 6-7 (July 1966) : 78. Voir également « Chronologie 1963. Vie économique, sociale et culturelle ». *Annuaire de l'Afrique du Nord*. Vol. 2 (1963) : 741.

En tant que journaliste professionnel, je me méfie un peu du programme dirigé par l'Allemagne de l'Est. (...). Je voudrais poser quelques questions au délégué de la RDA. D'abord, d'où proviennent les fonds pour l'organisation de l'école ? Cet argent vient-il de Moscou ? Deuxième question. Ne s'effectue-t-il pas au sein des jeunes journalistes africains, étudiant à Berlin, un travail de propagande orienté dans le sens souhaité par Moscou ? Et, enfin, la dernière question. Je pense que les gens ne peuvent faire quoi que ce soit par seul motif altruiste. Le programme d'études en Allemagne de l'Est me fait douter de la sincérité de l'intention d'apporter une aide désintéressée (...).<sup>505</sup>

Bien évidemment, il serait inapproprié de parler de la nature totalement désintéressée de l'aide soviétique aux jeunes États africains. Si le but des États-Unis était d'étendre leur marché capitaliste en Afrique, en rattachant le continent au camp occidental, l'Union soviétique souhaitait également s'octroyer la sympathie des dirigeants africains pour en faire des alliés. Dans un rapport secret du comité central du Parti communiste de l'Union soviétique daté du 3 novembre 1960 « Sur les mesures pour améliorer le travail parmi les étudiants, les doctorants et les stagiaires des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et de certains pays de l'Ouest qui étudient dans les instituts de formations supérieures de l'URSS », il est mentionné :

Accordant une grande importance politique à la question de l'éducation et de la formation des étudiants, des doctorants et des stagiaires venus en Union soviétique pour des études en provenance des pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et d'autres pays de l'Ouest, le Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique ordonne aux organisations syndicales, au Parti, au *Komsomol* et aux recteurs des universités de s'occuper quotidiennement des questions de l'éducation, la formation et de la vie des étudiants étrangers, des doctorants et des stagiaires, afin qu'ils sortent des instituts de formation supérieure soviétiques non seulement en tant que spécialistes hautement qualifiés, mais aussi en tant que personnes ayant des visions progressistes, des amis sincères de l'Union soviétique.<sup>506</sup>

La création par la RDA d'une école pour la formation des journalistes africains entrait dans le plan soviétique de propagande idéologique en Afrique.

---

<sup>505</sup> « Как профессиональный журналист я отношусь с некоторым подозрением к программе, которую проводит Восточная Германия. (...). Я хочу задать делегату Восточной Германии несколько вопросов. Прежде всего, откуда берутся средства на организацию школы ? Не поступают ли эти деньги из Москвы ? Второй вопрос. Не проводится ли среди молодых африканских журналистов, обучающихся в Берлине, пропагандистская обработка в направлении, желательном для Москвы ? И наконец, последний вопрос. Я считаю, что люди не могут делать что-либо только из альтруистических побуждений. Программа обучения в Восточной Германии вызывает у меня сомнения в искренности намерения оказать бескорыстную помощь (...) ». Cité dans O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, pp. 173-174. Je n'ai pas pu trouver la version d'origine.

<sup>506</sup> « ЦК КПСС обязывает партийные, комсомольские, профсоюзные организации и руководителей вузов повседневно заниматься вопросами обучения, воспитания и быта иностранных студентов, аспирантов и стажеров с тем, чтобы они вышли из советских высших учебных заведений не только высококвалифицированными специалистами, но и людьми с прогрессивными взглядами, искренними друзьями Советского Союза ». Sergey Mazov. « 'Rasizm po-russki'? Afrikanские студенты в СССР в 1960 году ». [« Le racisme à la russe » ou la vie des étudiants africains en URSS en 1960 ». In: A. S. Balesin. *Evrotsentrizm i Afrotsentrizm v XXI veke: afrikanizm v mirovom kontekste. [L'Eurocentrisme et l'afrocentrisme au XXI<sup>e</sup> siècle : l'africanisme dans le contexte mondial]*. Moskva : IVI RAN, 2000, p. 110.

Le décret du comité central du PCUS « Sur l'expansion de la culture et des relations publiques avec les nations noires d'Afrique et le renforcement de l'influence de l'Union soviétique sur ces peuples » du 20 janvier 1960 prévoyait « d'organiser un échange de scientifiques avec les universités (...) d'Éthiopie, de Guinée, du Ghana, du Libéria, du Nigéria et du Soudan », « d'organiser des stages pour les africanistes [soviétiques] dans les instituts universitaires et les centres de recherche des pays d'Afrique (...). Accorder une attention particulière à l'étude par les stagiaires [soviétiques] des langues swahili, amharique, haoussa et autres ». <sup>507</sup> L'Union soviétique envoyait massivement dans les jeunes États africains, avec lesquelles elle entretenait des relations, son personnel technique et scientifique. En juin 1960, 12 enseignants soviétiques furent ainsi envoyés dans deux lycées guinéens. <sup>508</sup> En 1961, l'Union soviétique prévoyait d'envoyer 25 autres enseignants et 11 scientifiques. <sup>509</sup> Trois ans plus tard, le 3 février 1964, l'administrateur adjoint de l'Agence américaine pour le développement international Frank M. Coffin constata avec inquiétude dans une allocution que « dans les pays économiquement sous-développés travaillaient plus de techniciens soviétiques que de [spécialistes] américains ». <sup>510</sup>

Avec les premières indépendances l'URSS lança l'ouverture de laboratoires sur les études africaines dans les principales universités du pays, à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Le 2 juillet 1959 fut créé l'Institut de l'Afrique, dont le Directeur devint l'africaniste soviétique Ivan Potiokhine. L'Institut devait « informer systématiquement les organes de direction de l'URSS sur les questions d'actualité concernant la situation contemporaine dans les pays d'Afrique » <sup>511</sup>,

<sup>507</sup> « (...) организовать обмен учёными с университетами (...) Эфиопии, Гвинеи, Ганы, Либерии, Нигерии, Судана ». « (...) определить потребность в кадрах африканистов и организовать стажировку африканистов в учебных заведениях и научных центрах стран Африки (...). Обратит особое внимание на изучение стажёрами языков суахили, амхарского, хауса и др. ». Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, p. 136.

<sup>508</sup> *Ibid.* p. 217.

<sup>509</sup> Apollon Davidson, Sergey Mazov. *Rossiia i Afrika: Dokumenty i materialy, XVIII vek – 1960*. Tom 2: 1918-1960. Moskva: RAN, 1999, p. 247.

<sup>510</sup> « (...) что в экономически слаборазвитых странах работает гораздо больше советских технических специалистов, чем американских ». Cité dans O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, p. 204. Le faible niveau d'assistance technique accordée par les États-Unis avait été reconnu par John F. Kennedy, au cours de sa campagne électorale, en octobre 1960 : « S'il y a une chose dont l'Afrique a besoin, c'est d'une assistance technique, et pourtant, l'année dernière, nous leur avons donné moins de 5 pour cent de tous les fonds d'assistance technique que nous avons distribué dans le monde ». "If there's one thing Africa needs, it's technical assistance, and yet last year we gave them less than 5 percent of all the technical assistance funds that we distributed around the world." Voir "Transcript of Vice President Richard M. Nixon and Senator John F. Kennedy Fourth Joint Television- Radio Broadcast, Friday, October 21, 1960, ABC Studios, New York." In : Daniella Mak. "Colonial Discourse in the Cold War : Negotiations Between António de Oliveira Salazar and John F. Kennedy over Angolan Independence and the Azores Base from 1961 to 1963." *2009-2010 Penn Humanities Forum on Connections* (April 2010) : 73.

<sup>511</sup> « Обязать Институт Африки АН СССР систематически информировать директивные органы по актуальным вопросам современного положения в странах Африки ». Nikita Khrushchev. « Postanovlenie Prezidiuma TsK KPSS 'Ob organizatsii Instituta Afriki v Akademii Nauk SSSR', 2 iyulja 1959 goda ».

ainsi que l'Université de l'Amitié des peuples, créée dans le but « d'aider les pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine dans la formation des cadres spécialisés dans divers domaines de l'agriculture, des sciences et de la culture ». <sup>512</sup> Au sein du Ministère des Affaires étrangères de l'Union soviétique fut créée une section africaine [ainsi fut enfin réalisé le souhait exprimé par Samylovskii en 1947]. Au début de l'année 1961, la section africaine fut divisée en deux secteurs : le premier s'occupait des pays du Maghreb et le second – de l'Afrique subsaharienne.

Le gouvernement soviétique essayait également de faire découvrir l'Afrique à ses citoyens par l'intermédiaire de la radio, du cinéma et de la littérature. Les Africains noirs étaient représentés dans l'imaginaire populaire soviétique par les médias de l'URSS comme des combattants humbles, opprimés, luttant contre le colonialisme et l'impérialisme. Autrement dit, on dessinait l'image d'un frère d'arme qui combattait l'ennemi de l'Union soviétique et du monde socialiste, le capitalisme. <sup>513</sup> Au 1 janvier 1961, on comptait 527 étudiants subsahariens en URSS, dont 209 à Moscou. <sup>514</sup> Afin que ces étudiants africains puissent se construire une opinion positive de l'Union soviétique, le gouvernement leur accorda certains privilèges, comme des bourses d'études plus élevées, des vêtements dans une section spécialisée du GOUM <sup>515</sup>, la prise en charge des voyages aller-retour en Afrique pendant les vacances, des meilleures chambres dans les cités universitaires, d'où étaient parfois renvoyés des étudiants soviétiques, qui étaient en retour orientés vers d'autres hébergements moins bons. <sup>516</sup>

L'Union soviétique essayait d'accorder une généreuse aide économique et matérielle aux jeunes États africains. Ainsi, le Conseil des ministres de l'URSS avait décidé d'accorder à la Guinée Conakry, qui après son indépendance subissaient le boycott européen, une aide d'un montant de 7,5 millions de roubles (environ 8 millions de dollars, selon le taux de change de

---

[“Résolution du Présidium du Comité central du PCUS au sujet de l'organisation de l'Institut de l'Afrique au sein de l'Académie scientifique de l'URSS du 2 juillet 1959”]. In: Apollon Davidson, Sergey Mazov. *Rossiia i Afrika: Dokumenty i materialy, XVIII vek – 1960*. Tom 2: 1918-1960. Moskva: RAN, 1999, p. 374.

<sup>512</sup> « (...) с целью помочь странам Азии, Африки и Латинской Америки в деле подготовки кадров — специалистов в различных областях народного хозяйства, науки и культуры ». « Postanovlenie TsK KPSS ‘Vorpos Universiteta družby narodov’, 2 avgusta 1960 goda ». [“Résolution du Comité central du PCUS au sujet de l'Université de l'Amitié des Peuples, le 2 août 1960”]. *Ibid.*, p. 346.

<sup>513</sup> Sergey Mazov. « ‘Rasizm po-russki’? Afrikanские студенты в СССР в 1960 году ». In: A. S. Balesin. *Evrotsentrizm i Afrotsentrizm v XXI veke: afrikanizm v mirovom kontekste*. Moskva : IVI RAN, 2000, p. 110.

<sup>514</sup> *Ibid.*, p 8.

<sup>515</sup> *Goum*, acronyme pour *Glavny Ouniversalny Magazin*, « Magasin principal universel », est un centre commercial situé sur la Place Rouge à Moscou.

<sup>516</sup> Sergey Mazov. « ‘Rasizm po-russki’? Afrikanские студенты в СССР в 1960 году ». In: A. S. Balesin. *Evrotsentrizm i Afrotsentrizm v XXI veke: afrikanizm v mirovom kontekste*. Moskva : IVI RAN, 2000, p. 105. Concernant la vie des étudiants africains en URSS, lire aussi l'article de Patrice Yengo et Monique de Saint Martin. « Quelles contributions des élites ‘rouges’ au façonnement des États post-coloniaux ? ». *Cahiers d'études africaines*. Vol. 226. N° 2 (2017) : 231-258.

l'année 1961).<sup>517</sup> Il était prévu, grâce à ce montant, de construire à Conakry une station radio, d'envoyer 24 automobiles soviétiques, des machines et des équipements pour la création d'un complexe national de culture de riz.<sup>518</sup> L'Union soviétique accepta de prendre en charge les dépenses liées à l'entretien de l'ambassade de Guinée à Moscou.<sup>519</sup>

Le positionnement de l'Union soviétique en qualité d'ami de l'Afrique et le soutien accordé par le gouvernement soviétique aux mouvements nationalistes indépendantistes africains lui apportait la sympathie des Africains qui luttait encore pour l'indépendance et celle des jeunes États indépendants d'Afrique qui cherchaient une alternative aux partenariats européens. L'URSS se présentait comme un pays qui n'avait « aucun intérêt égoïste en Afrique, car il possède un immense territoire ; il a tout ce dont il a besoin en quantité suffisante ». <sup>520</sup> Les demandes d'une assistance financière auprès de l'Union soviétique provenaient de divers partis nationalistes africains, dont celui de Félix-Roland Moumié, l'Union des populations du Cameroun, le Parti de l'opposition ougandaise, le Congrès national ougandais et le Mouvement national congolais de Patrice Lumumba.

Sous le gouvernement de Khrouchtchev, l'URSS, qui quand bien même soutenait les mouvements de libération, n'accordait aucune aide financière ou matérielle aux mouvements nationalistes indépendantistes africains et adoptait dans ce domaine une position de non-intervention. L'objectif principal de l'Union soviétique était de contribuer au développement des pays libérés. À titre d'exemple, dans le cadre d'une discussion privée entre le chargé des affaires de l'URSS en Guinée Ivan Martchouk et les dirigeants des principaux partis politiques pour l'indépendance du Congo sur l'aide soviétique au mouvement nationaliste congolais, datée du 28 décembre 1959, il est dit :

(...) le secrétaire général du Parti de la Solidarité Africaine, Pierre Mulélé ; le secrétaire général de l'ABAKO [Association des Bakongo pour l'unification, la conservation et l'expansion de la langue Kikongo], Antoine Kingotolo ; et le président du Conseil d'administration du bureau provincial du Parti de la Solidarité africaine, Rafael Kinki, (...), ont dit qu'ils voulaient obtenir de la part de l'URSS une aide financière pour l'organisation des activités de leurs partis au Congo, (...).

J'ai expliqué aux Congolais notre position de principe dans la question de la lutte nationale indépendantiste des peuples coloniaux et des pays dépendants. J'ai dit que le gouvernement soviétique n'accorde à personne et dans aucun cas une aide semblable à l'aide demandée par les Congolais. L'Union soviétique (...) ne s'immisce pas dans les

<sup>517</sup> Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, pp. 208-209.

<sup>518</sup> *Ibid.*

<sup>519</sup> *Ibid.*

<sup>520</sup> « Было сказано, что Советский Союз не имеет никаких корыстных интересов в Африке, т.к. он имеет огромную территорию, у него есть все необходимое в достаточном количестве ». Apollon Davidson, Sergey Mazov. *Rossiya i Afrika: Dokumenty i materialy, XVIII vek – 1960*. Том 2: 1918-1960. Moskva: RAN, 1999, p. 252.

questions d'organisation intérieure de la lutte des peuples coloniaux et il ne peut y avoir de discussion sur une quelconque aide en argent, en armes, comme il ne peut y avoir de discussion sur l'utilisation de la radio de Moscou à des fins mentionnées par les Congolais.<sup>521</sup>

Néanmoins, l'intérêt pour l'Union soviétique croissait dans le milieu des jeunes Africains qui désiraient se rendre à Moscou pour leurs études.

Le prestige de l'URSS s'accrut durant le conflit congolais du 13 juillet 1960. Le 30 juin 1960, la jeune république congolaise obtint son indépendance et se retrouva rapidement plongée dans une guerre civile. Le président de l'État du Katanga Moïse Tshombe proclama l'indépendance de la région du Katanga. Le gouvernement soviétique exigea que le Conseil de sécurité des Nations Unies condamne l'action de l'armée belge présente sur le territoire congolais et accorde une aide au Congo par l'intermédiaire des États africains, dans le cadre des Nations Unies. La requête de l'Union soviétique fut rejetée. Khrouchtchev se sentit particulièrement concerné par ce conflit car son rapprochement avec le Premier ministre congolais Patrice Lumumba s'était fait bien avant l'indépendance du Congo belge.

Avant la proclamation de l'indépendance, le chef nationaliste congolais planifiait déjà un rapprochement avec l'Union soviétique et négociait l'envoi d'un groupe d'étudiants en URSS. Le 14 juillet 1960, le ministère des Affaires étrangères de l'Union soviétique reçut un télégramme d'Elisabethville (la capitale du Katanga, aujourd'hui Lubumbashi) de la part du président du Conseil d'administration de la province du Katanga Moïse Tshombe « sur la proclamation de l'indépendance du Katanga ». Moïse Tshombe demanda à l'URSS de

---

<sup>521</sup> « (...) генеральный секретарь Африканской партии солидарности Мулель Пьер, генеральный секретарь АБАКО Кинготоло Антуан и председатель провинциального бюро Африканской партии солидарности Кинки Рафаэль. (...) сказали, что они хотели бы получить со стороны СССР денежную помощь на организацию деятельности своих партий в Конго (...). (...)»

Я разъяснил конголезцам нашу принципиальную позицию в вопросах национально-освободительной борьбы народов колониальных и зависимых стран. Я сказал, что Советское правительство не оказывает никому и ни при каких обстоятельствах помощи, вроде помощи, запрашиваемой конголезцами. Советский Союз, сказал я, не вмешивается в вопросы внутренней организации борьбы колониальных народов, и не может быть и речи о какой-то помощи деньгами, оружием, как и не может быть речи об использовании московского радио для тех целей, о которых говорили конголезцы ».

Le Parti de la Solidarité africaine fut créé en mars 1959 et avait une grande notoriété dans la capitale du Congo belge, Leopoldville, à Stanleyville et dans les régions du Kwilu et du Kwango. Ce Parti soutenait l'indépendance du Congo, s'opposait au séparatisme ethnique et collaborait avec le Parti de Lumumba, le Mouvement National Congolais (MNC). L'АБАКО fut créé en 1950 par Joseph Kasa-Vubu, premier président de la République du Congo (ex-belge) dans le but de rétablir la culture des Bakongo. L'organisation fut dissoute en 1966. « Vremennyj poverennyj v delakh SSSR v Gvinejskoj Respublike I. I. Marchuk – MID, 15 yanvarya 1960 goda. Iz besedy s kongolezskimi politikami o soveteskoj pomoshi natsionalno-osvoboditelnomu dvizheniyu Kongo, 28 dekabrya 1959 goda ». [« Entretien du chargé d'affaires temporaire de l'URSS en République de Guinée I. I. Martchouk avec les représentants politiques congolais Pierre Moulélé, Antoine Kingotolo et Rafael Kinki sur l'aide soviétique au mouvement d'indépendance du Congo (28 décembre 1959). Ministère des Affaires étrangères, Moscou (15 janvier 1960) »]. In : Apollon Davidson, Sergey Mazov. *Rossiya i Afrika: dokumenty i materialy, XVIII vek – 1960*. Tom 2: 1918-1960. Moskva: RAN, 1999, p. 256.



reconnaître l'indépendance du Katanga, expliquant que les raisons qui motivaient la séparation de la région du reste du pays étaient le rejet de la ligne politique du gouvernement de Lumumba qui avait rompu les relations avec la Belgique et l'incapacité de ce dernier à résoudre les problèmes intérieurs du pays. Le lendemain, le 15 juillet 1960, le dirigeant soviétique s'empressa d'envoyer un message au président congolais Joseph Kasavubu et à son Premier Ministre Patrice Lumumba, dans lequel l'Union soviétique condamna fermement la politique belge au Congo et défendit l'intégrité territoriale de la République du Congo. Le gouvernement soviétique mit en place une chaîne de solidarité humanitaire et accorda une aide alimentaire et militaire à l'État congolais. Dans une note du ministère des Affaires étrangères de l'URSS « relative à l'envoi d'avions soviétiques dans les pays d'Afrique dans le cadre de l'organisation d'une aide à la République du Congo », datée de juin 1960, il fut décidé « d'envoyer dans les pays d'Afrique 33 avions soviétiques » : « 26 avions et 5 hélicoptères pour le Congo<sup>522</sup>, 5 avions pour le Ghana, 2 avions pour la Guinée Conakry ». <sup>523</sup> Les relations diplomatiques entre l'Union soviétique et la République du Congo furent établies le 30 juin 1960, le jour de l'indépendance du pays. Après le limogeage de Lumumba, sous la pression des États-Unis et de la Belgique, Kasavubu, dans une lettre datée du 16 septembre 1960 et adressée à l'ambassadeur de l'Union soviétique au Congo, Mikhail Iakovlev, annonça la rupture officielle des relations diplomatiques avec l'URSS.

Le gouvernement soviétique apporta son soutien non seulement aux chefs nationalistes africains, mais aussi aux structures africaines régionales, telles que l'Organisation de l'Unité Africaine, créée en 1963 (OUA, depuis juillet 2002 est remplacée par l'Union Africaine, UA). Khrouchtchev soutint l'idée de la fermeture des bases militaires étrangères sur le territoire des États africains indépendants et condamna le recours à la force dans la résolution des conflits territoriaux. Ainsi, dans une lettre adressée au président de la République tunisienne Habib Bourguiba, durant le conflit militaire et diplomatique qui opposa la Tunisie à la France dans la question sur la présence militaire française dans la base de Bizerte durant l'été 1961, alors que

---

<sup>522</sup> Lise Namikas. "History through Documents and Memory : Report on a CWHIP Critical Oral History Conference on the Congo Crisis, 1960-1961." In : Christian F. Ostermann. *Bulletin : Cold War International History Project. Inside China's Cold War*. Issue 16 (Fall-Winter 2007-2008) : 539.

<sup>523</sup> « Для Конго — 26 самолетов и 5 вертолетов ; для Ганы — 5 самолетов ; для Гвинеи — 2 самолета ». « Spravka MID SSSR o postavkakh sovetskikh samoletov v strany Afriki v svyazi s okazaniem pomoshi Respublike Kongo, iyun' 1960 goda ». [« Note du Ministère des Affaires Étrangères de l'Union soviétique sur l'envoi d'avions soviétiques dans les pays d'Afrique dans le cadre de l'organisation de l'aide à la République du Congo, juin 1960 »]. In: Apollon Davidson, Sergey Mazov. *Rossiya i Afrika: dokumenty i materialy, XVIII vek – 1960*. Tom 2 (1918-1960). Moskva: RAN, 1999, p. 266.

la France refusait de libérer la base militaire maritime et la transférer au gouvernement tunisien indépendant<sup>524</sup>, le dirigeant soviétique déclara :

La fermeture des bases militaires étrangères dans les territoires étrangers répond non seulement pleinement aux intérêts de protection et de renforcement de la souveraineté des pays dans lesquels ces bases sont situées, mais éliminerait également les graves foyers de tensions internationales et de conflits militaires.<sup>525</sup>

La position de l'URSS en Afrique, en particulier dans la crise congolaise, contribua à renforcer l'image positive de l'Union soviétique sur le continent noir dans les années 1960. L'un des résultats majeurs du soutien soviétique à Lumumba fut le rapprochement de l'URSS avec le Ghana. Ainsi, au début de l'année 1961, le dirigeant ghanéen K. Nkrumah « invita un spécialiste militaire soviétique pour le conseiller sur l'idée de créer une Force africaine militaire unie ».<sup>526</sup> En Namibie, en 1961, des chefs nationalistes demandèrent au gouvernement de Khrouchtchev d'accorder une assistance militaire dans la lutte pour l'indépendance. Dans une intervention faite à la Conférence scientifique internationale, organisée à Moscou par l'Institut russe d'Afrique, le 30 mars 2010, Ben Amathila, l'un des fondateurs du mouvement nationaliste namibien, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (*South West Africa People's Organization, SWAPO*), relata :

Encore une fois la démonstration que l'Union soviétique était prête à intervenir et secourir les plus faibles en Afrique n'échappa pas à notre attention. Deux de mes collègues en Namibie, en 1961, durant la crise congolaise, reconnaissant le potentiel de l'Union

<sup>524</sup> La position de la France avait été soutenue par les États-Unis et ses alliés de l'OTAN au sein du Conseil de Sécurité des Nations Unies qui s'était réuni du 21 au 28 juillet 1961 à New York, à la suite de la plainte portée par la Tunisie auprès des Nations Unies contre la France pour « actes d'agression portant atteinte à la souveraineté et à la sécurité de la Tunisie ». L'Union soviétique se tint aux côtés de la Tunisie au Conseil de sécurité des Nations Unies. Voir Mohieddine Hadhri. « 55<sup>e</sup> anniversaire de la fête de l'évacuation de Bizerte (1963-2018). Devoir de mémoire ». *La Presse de Tunisie*. N° 27.294 (15 octobre 2018) : 6.

Les États-Unis accusaient Bourguiba de jouer le jeu de l'URSS. Ainsi, le *New York Times* indiquait dans l'article "Tunisia and French Units Exchange Fire at Bizerte" paru le 20 juillet 1961 : « Quel que soit le mobile de son acte, le président Bourguiba fait le jeu des Soviétiques en Méditerranée et il risque de provoquer en Afrique du Nord de nouvelles complications qui pourraient le conduire à sa perte ». Je n'ai pas accès à l'intégralité de la version originale en anglais disponible dans les archives du *New York Times*, je reprends ici la traduction française de l'article publiée dans le numéro 1121 de la revue *Documentation française* du 22 juillet 1961.

<sup>525</sup> « Ликвидация иностранных военных баз на чужих территориях не только полностью отвечает интересам защиты и укрепления суверенитета тех стран, в пределах которых размещены эти базы, но и устранила бы серьёзные очаги международной напряжённости и военных конфликтов ». « Послание Никиты Хрущёва президенту тунисской республики Хабibu Ben Али Бургиба, Москва, 25 сентября 1961 года ». [« Lettre de Nikita Khrouchtchev au Président de la République tunisienne Habib Ben Ali Bourguiba, Moscou, le 25 septembre 1961 »]. In: V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Izdatel'stvo instituta mezhdunarodnyx otnosheniy, 1962, pp. 44-45. Voir également Robert M. Slusser. *The Berlin Crisis of 1961: Soviet-American Relations and the Struggle for Power in the Kremlin, June-November, 1961*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1973, p. 20.

<sup>526</sup> "Whilst Ghanaian leader Kwame Nkrumah had at first shown a reluctance to become close to Moscow, he later invited a Soviet military specialist to advise him on plans to create the united African Armed Forces in early 1961." Alexandra Arkhangelskaya, Vladimir Shubin. "Is Russia Back? Realities of Russian Engagement in Africa." In: Chris Alden, Ana Cristina Alves. *Emerging Powers in Africa*. Issue 16, London: LSE IDEAS, 2013, p. 20.

soviétique, envoyèrent un télégramme à Mr. Khrouchtchev [en demandant] d'envoyer des troupes en Namibie (...).<sup>527</sup>

D'autre part, à la suite du changement de gouvernement au Congo-Brazzaville, qui depuis la proclamation de l'indépendance, le 15 août 1960, suivait une orientation pro-française, le nouveau dirigeant congolais Massamba-Débat proclama l'orientation socialiste du pays et établit des relations diplomatiques avec l'Union soviétique qui y ouvrit une ambassade en 1962 et un centre pour la science et la culture en 1968.

### 1.3. *Obstacles et difficultés rencontrés par le gouvernement khrouchtchévien en Afrique*

Malgré l'image positive du camarade socialiste, loyal et fidèle, que voulait renvoyer l'Union soviétique à l'Afrique, le travail des missions diplomatiques soviétiques sur le terrain était loin d'être facile. L'URSS était avant tout confrontée à des problèmes d'ordre politique. La majorité des jeunes États africains proclamaient officiellement leur neutralité et manifestaient la volonté d'établir librement des relations diplomatiques aussi bien avec le bloc de l'Ouest qu'avec les pays du camp socialiste. Souvent les pays africains qui osaient ouvertement entrer en relation avec l'Union soviétique étaient principalement des États auxquels l'Occident refusait son aide. L'exemple marquant était celui de la Guinée Conakry qui après l'indépendance, à la demande du président français Charles de Gaulle, subit le boycott politique et économique du bloc capitaliste. Dans cette situation de détresse, le pays se tourna vers l'Union soviétique. « L'expérience guinéenne » devint pour la plupart des États africains l'exemple du châtimeur européen pour toutes formes d'insoumission aux directives de l'Ouest, ce qui refroidit considérablement l'élan des jeunes États africains pour établir des relations avec les pays du camp socialiste. Ce fût notamment le cas du Nigéria et du Libéria qui étaient fortement ancrés dans l'axe de l'Ouest. Lorsque la Guinée Conakry manifesta le désir de reconnaître la souveraineté de la République démocratique allemande (l'Occident ne reconnaissait pas la souveraineté de la RDA), sous la pression des États-Unis et de la République Fédérale d'Allemagne (RFA), l'État guinéen s'opposa non seulement à l'ouverture d'une ambassade de la

---

<sup>527</sup> "Again, the demonstration that the Soviet Union was ready to intervene and to rescue the weaker in Africa did not miss our attention. Two of my colleagues in Namibia in 1961 during the Congo crisis, recognizing the potential [of] the Soviet Union, have sent a telegram to Mr. Khrushchev to send troops to Namibia (...)." Ben Amathila, « Zakliutchitel'noe slovo ». [« Le mot de la fin »]. In: V. G. Shubin, O. I. Teterin. *50 let goda Afriki. Sud'bi natsional'no-osvoboditel'nix dvizhenij: vzgliad iz Afriki, Rossii i Zapadnoj Evropi. Materiali Mezhdunarodnoj nauchnoj konferentsii (Moskva, 30-31 marta 2010 g.)*. [50 ans, l'année de l'Afrique. Le destin des mouvements d'indépendance nationale : un regard africain, russe et européen. Rapport de la Conférence scientifique internationale du 30-31 mars 2010, Moscou]. Moscou : Institut Afriki RAN, 2011, p. 192. Version numérique en russe disponible sur <<http://www.spsl.nsc.ru/Fulltext/trugk/50%20let%20afr.pdf>>. Téléchargé le 2 mai 2018.

RDA sur son territoire, mais, le 15 décembre 1961, renvoya également l'ambassadeur soviétique Daniel Solod et interdit la diffusion de la littérature marxiste sur son territoire, ce qui permit par la suite à Sékou Touré d'obtenir des aides financières des pays du bloc de l'Ouest.<sup>528</sup>

L'orientation pro-occidentale de la majorité des pays africains était également principalement causée par le passé colonial. Après la proclamation des indépendances, les anciennes puissances coloniales restaient les principaux partenaires économiques des nouveaux États africains. Dans les administrations africaines et les cercles gouvernementaux travaillaient souvent des personnalités pro-occidentales et des Occidentaux, qui sur place bloquaient l'activité des représentants soviétiques dans l'organisation des activités de propagande culturelle. Les États africains qui suivaient une ligne pro-occidentale utilisaient souvent l'orientation vers l'Union soviétique comme une mesure de contrepoids dans leurs relations avec l'Occident, dans le but d'influencer les partenaires occidentaux, afin d'obtenir certains avantages économiques. L'exemple parfait était celui du Ghana où le président Nkrumah, s'étant vu refuser par les puissances occidentales (les États-Unis, l'Angleterre et le Canada) l'octroi d'une aide financière pour la construction d'un barrage et d'un complexe industriel énergétique sur le fleuve Volta, menaça de remettre le projet aux Soviétiques qui étaient particulièrement intéressés, ce qui poussa les compagnies américaines à aller dans le sens du gouvernement ghanéen.<sup>529</sup>

Les relations entre l'URSS et les États africains furent notamment influencées par l'image que les Africains se faisaient de l'idéologie socialiste. Les États africains étaient surtout attirés dans le socialisme par le côté économique et l'idée d'un développement rapide. *Le Manifeste de l'Union nationale africaine kenyane du 20 novembre 1960* décrit la création d'un État socialiste africain : « Notre accession à l'indépendance, pour laquelle nous luttons depuis si longtemps, ne sera pas une fin en soi. Cela nous donnera l'opportunité de travailler sans entraves à la création d'un Kenya socialiste africain démocratique ».<sup>530</sup> Au Sénégal, Mamadou Dia, président du Conseil, entre 1957 et 1962, et Leopold Sédar Senghor soutenaient le concept d'un « socialisme africain ». Pour eux, l'Afrique, étant unique, devait suivre son propre chemin, se baser sur l'identité africaine, retourner à des valeurs traditionnelles. Senghor considérait que la

<sup>528</sup> Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, pp. 219-220.

<sup>529</sup> *Ibid.*, pp. 186-187.

<sup>530</sup> "Our achievement of Independence, for which we have struggled for so long, will not be an end in itself. It will give us the opportunity to work unfettered for the creation of a democratic African socialist Kenya." *The KANU Manifesto for Independence, Social Democracy and Stability, Nairobi, November 20, 1960*. In: Shiraz Durrani. "Kenya Resists: Artists Challenge the Hawk in the Sky. Includes Biographies of Political Kenyan Activists." *The Kenya Socialist*. No.1 (2019): 25.

société africaine était traditionnellement socialiste, car construite sur des valeurs communautaires traditionnelles.<sup>531</sup> Pour Smith Hempstone, le « socialisme panafricain » prôné par certains intellectuels africains était un concept flou, plus émotionnel que structurel : « (...) la plupart des Africains n'ont aucune idée claire du socialisme, sauf qu'ils ont le sentiment que c'est en quelque sorte opposé au colonialisme, d'où leur attachement au 'socialisme panafricain', qui ne semble pas être un système économique, mais une posture émotionnelle».<sup>532</sup>

Les dirigeants africains ne semblaient pas particulièrement intéressés par le marxisme-léninisme, mais souhaitaient surtout mener leurs pays dans leurs propres voies de développement, sans le patronat extérieur et la domination étrangère. Lors de la III<sup>e</sup> rencontre internationale des journalistes de 1963, le journaliste kenyan Nganga Bacchus déclara : « J'appartiens à cette catégorie de personnes qui ont étudié aux États-Unis. Cependant, cela ne signifie pas que je pense comme un Américain. Je me tiens du côté du Kenya et de toute l'Afrique, et non du côté des États-Unis ».<sup>533</sup> Ces paroles reflétaient le positionnement d'une grande partie des Africains. Ce désir d'indépendance poussait certains dirigeants africains à se méfier notamment de l'Union soviétique, redoutant que cette dernière tente de leur imposer son idéologie.

Le travail de l'URSS en Afrique se compliquait également à cause d'une mauvaise coordination sur place. Un manque de personnel qualifié, maîtrisant les réalités africaines, les barrières linguistiques, un manque considérable d'outils (littérature, films) sur l'Union soviétique qui auraient permis aux Africains de découvrir le pays des Soviets et le retard économique de l'URSS par rapport aux États du bloc de l'Ouest ralentissaient la propagande soviétique en Afrique. L'URSS planifiait d'envoyer en Afrique un groupe de jeunes soviétiques, mais, faute de moyens financiers, ce projet ne vit jamais le jour. L'ignorance qui caractérisait la majorité des diplomates soviétiques concernant les réalités africaines avait été décrite par Brutents dans ses mémoires :

La section africaine du Comité central était également principalement composée de non-africanistes. Il y avait à la tête un homme qui auparavant avait « supervisé » la Grèce et

<sup>531</sup> Ali A. Mazrui, Christophe Wondji. *Histoire générale de l'Afrique*. Volume VIII: L'Afrique depuis 1935. Paris: Éditions Unesco, 1998, p. 424. Voir également Léopold Sédar Senghor. "La voie africaine du socialisme: Essai de définition (Séminaire des Jeunes du PFA, 16 -19 mai 1960)". *Nation et voie africaine du socialisme*. Paris: Présence Africaine, 1961, pp. 96-100.

<sup>532</sup> " (...) most Africans have no clear idea of socialism except that they feel it is somehow opposed to colonialism, hence their devotion to 'Pan-African Socialism', which seems to be not an economic system but an emotional posture." Smith Hempstone. *The New Africa*. London: Faber and Faber, 1961, p. 640.

<sup>533</sup> « Я принадлежу к разряду людей, которые обучались в Соединённых Штатах. Однако, это не означает, что я думаю, как американец. Я стою на стороне Кении и всей Африки, а не на стороне США ». Cité dans O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, pp. 174-175.

l'Albanie, il ne connaissait ni le français ni l'anglais, sans mentionner les langues africaines. Et, plus tard, un seul d'entre nous, Y. Arkadaksky [Iouri Aleksandrovitch Arkadakskii], soit dit en passant, la personne la plus douée et la plus intéressante de la section d'un point de vue professionnel, a commencé à apprendre le swahili. J'ai été chargé des anciennes colonies britanniques de l'Afrique de l'Ouest : le Nigéria, le Ghana, la Sierra Leone, la Gambie. Je ne savais presque rien à leur sujet, et j'ai dû tout apprendre en partant de zéro (...).<sup>534</sup>

V. N. Myshkov, conseiller économique de l'ambassade de l'URSS à Accra, au Ghana, en 1959, considérait que la lenteur des structures soviétiques qui menaient des opérations au Ghana nuisait au développement des relations commerciales avec ce pays :

Les entreprises étrangères livrent des marchandises au Ghana dans un laps de temps relativement court. L'URSS propose une livraison entre 3 et 5 mois ou plus, non seulement des équipements, mais aussi des produits de consommation de masse. (...). Les entreprises étrangères offrent des marchandises en toute quantité. L'URSS propose soit des envois de lots par bateaux (ciment, sucre), soit en très petites quantités, sans tenir compte de la taille du marché ghanéen, (...), envoie des échantillons d'équipements incomplets sans données techniques, prix et conditions de vente. (...). Les catalogues et la description des produits soviétiques, pour ceux qui ont été envoyés, étaient en russe.<sup>535</sup>

Plus tard, en 1962, Frank M. Coffin, dans une intervention faite devant le Congrès américain, constata au sujet des difficultés rencontrées par l'URSS dans l'exécution des programmes techniques en Afrique : « (...) Il semble que les Soviétiques se soient heurtés aux mêmes difficultés d'action que nous - problèmes de transport, pénuries de matériel, manque

---

<sup>534</sup> «Африканский сектор ЦК тоже формировался в основном из неафриканистов. Во главе был поставлен человек, который до того «курировал» Грецию и Албанию, не знавший ни французского, ни английского языков, не говоря уже об африканских. Да и впоследствии лишь один из нас, Ю. Аркадакский, кстати, профессионально самый сильный и интересный работник в секторе, стал изучать суахили. Мне достались бывшие английские колонии Западной Африки — Нигерия, Гана, Сьерра-Леоне, Гамбия. О них я почти ничего не знал и все пришлось осваивать с азов (...)». Karen Brutents. *Tridtsat' let na Staroy ploshadi*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1998, pp. 197-198.

<sup>535</sup> «Иностранные фирмы поставляют товары в Гану в сравнительно короткие сроки. Всесоюзные объединения предлагают поставку через 3-5 и более месяцев, причём не только оборудования, но и массовых товаров. (...).

Иностранные фирмы предлагают товары в любом количестве. Всесоюзные объединения предлагают либо пароходные партии (цемент, сахар), либо в очень небольшом количестве, не учитывая объёма рынка Ганы, (...), направляют образцы оборудования некомплектно, без технических данных, цен и условий продажи. (...).

Каталоги же и описания советских товаров если присылались вообще, то были на русском языке». In: Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, pp. 177-178.

d'expertise et de compétences dans les pays bénéficiaires, pénurie de monnaie locale et autres obstacles similaires ». <sup>536</sup>

Un autre facteur important qui mettait en danger la pénétration soviétique en Afrique noire était la présence de la République populaire de Chine. Au cours des années 1960, le refroidissement des relations entre les anciens camarades socialistes s'accroît sur le continent africain. Malgré le fait que Pékin maintenait officiellement une ligne de « bonne entente » avec l'URSS, dans l'arène africaine, la République populaire de Chine essayait par tous les moyens possibles de ternir l'image de l'Union soviétique auprès de ses partenaires africains. Pékin accusait Moscou de s'écarter des vrais principes du marxisme-léninisme. La Chine de Mao Zedong endossa le manteau du chef du mouvement populaire de la libération des peuples et se positionna en tant que partisan du nationalisme et de l'afro-asiatisme contre le racisme blanc, le colonialisme et le néocolonialisme. Pour contrecarrer l'influence soviétique en Afrique, la République populaire chinoise joua la carte de la question raciale. Ainsi, Pékin présentait l'Union soviétique, avant tout, comme un pays « blanc », « européen », « développé », qui n'était donc pas en mesure de comprendre aussi bien que la Chine l'essence même de la problématique africaine. L'argument racial brandi par Pékin semblait parvenir à séduire certains dirigeants africains. Lors d'une réunion avec le corps diplomatique américain en Côte d'Ivoire, en février 1970, le président ivoirien Félix Houphouët-Boigny souligna que l'influence croissante de l'Union soviétique pousserait les Africains à collaborer avec la Chine communiste : « Après tout, les Soviétiques sont des Blancs, et nous étions les esclaves des Blancs ». <sup>537</sup>

Pékin critiquait l'activité de l'Union soviétique et du bloc de l'Ouest et, de son côté, fournissait une assistance financière, militaire et technique aux régimes africains radicaux. La possibilité de bénéficier rapidement d'une assistance technique et financière et d'obtenir des prêts sans intérêts suscitait l'engouement des Africains. Ainsi, les travailleurs chinois étaient décrits de la manière suivante : « Les techniciens chinois travaillent dur et leurs conditions de

---

<sup>536</sup> "(...) it seems that the Soviets have run into the same difficulties in performance that we have : Transportation problems, material shortages, lack of expertise and skills in the recipient countries, shortages of local currency, and similar impediments." "Statement by the Honorable Frank M. Coffin, Deputy Program Officer of the International Development Agency, on aid from the Sino-Soviet bloc : between facts and myths." In : [United States. Congress. Senate. Committee on Foreign Relations]. *Foreign Assistance Act of 1962 : Hearings Before the Committee on Foreign Relations United States Senate. 87th Congress. Second Session.* Washington : US Government Printing Office, 1962, p. 267.

<sup>537</sup> "After all, the Soviets are white, and we were the slaves of the whites." "Memorandum of Conversation between his Excellency Felix Houphouët-Boigny, President of the Republic of Ivory Coast, and Arsene Assouan Usher, Minister of Foreign Affairs of the Republic of Ivory Coast and David D. Newsom, U.S. Assistant Secretary of State for African Affairs, U.S. Ambassador John F. Root, William F. Miller, Counselor for Economic Affairs in U.S. Embassy (Abidjan, Ivory Coast, February 24, 1970)." In: Edward C. Keefer (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1969-1976.* Volume E-5: Documents on Sub-Saharan Africa, 1969-1972. Part 1. Washington: United States Government Printing Office, 2005, p. 4.

vie se rapprochent plus de celles des Africains que celles de leurs confrères occidentaux et soviétiques (...) ». <sup>538</sup> « Les techniciens chinois travaillent dur, vivent de manière austère et se mélangent rarement avec les populations locales ». <sup>539</sup>

Dans les années 1960, la République populaire de Chine accorda son aide à la Guinée-Conakry, la Zambie, le Congo-Brazzaville, le Mali, l'Ouganda, la Somalie, la Tanzanie, la Mauritanie. Les présidents de la Tanzanie et de la Guinée Conakry, Nyerere et Touré, admiraient la capacité organisationnelle et la discipline des travailleurs chinois. Voulant contribuer à l'éclosion des révolutions africaines, la République populaire de Chine aidait généreusement les mouvements dissidents radicaux au Kenya, en Ouganda, au Zanzibar, au Sénégal, au Cameroun, au Congo-Zaïre, ce qui contribua à la rupture des relations diplomatiques entre elle et certains régimes africains, instaurant un climat de méfiance à l'égard de Pékin.

Cependant, la majorité des pays africains ne se précipitait pas pour reconnaître la République populaire de Chine. Malgré cette méfiance, certains pays africains continuaient à coopérer avec le gouvernement chinois, tout en gardant leurs distances, comme la Zambie, où la République populaire de Chine cherchait à accroître son influence. Le président zambien Kenneth Kaunda, méfiant envers Pékin, « souligna la nécessité de faire preuve de prudence dans les relations avec les travailleurs chinois et demanda aux responsables locaux de ne pas fraterniser avec les Chinois ». <sup>540</sup> Cette méfiance à l'égard de la Chine communiste affecta négativement la présence chinoise en Afrique. Si, en 1960, la présence diplomatique chinoise sur le continent égalait presque celle de l'URSS (5 représentations diplomatiques chinoises contre 9 soviétiques), entre 1961 et 1964, lorsque 31 pays africains gagnèrent leur indépendance, cette différence s'accrut : la Chine ne comptait plus que 13 représentations diplomatiques contre 22 soviétiques. <sup>541</sup>

---

<sup>538</sup> "Chinese technicians work hard and live closer to African standards than do their Western and Soviet counterparts (...)." [Central Intelligence Agency Special Report (CIA), Washington, June 20, 1969]. "Communist China's Presence in Africa." *Ibid.*, p. 6.

<sup>539</sup> "Chines technicians work hard, live austere and seldom mix with local peoples (...)." "What the Chinese Communists Are Up to in Black Africa." *CIA declassified secret report* (March 23, 1971): 9. Disponible en ligne sur <<http://2001-2009.state.gov/documents/organization/54533.pdf>>. Téléchargé le 8 mars 2016.

<sup>540</sup> "Moreover, Kaunda has stressed the need for caution in dealing with the Chinese workers, and his political party has instructed local officials not to fraternize with the Chinese." National Intelligence Estimate 70-71, Washington, October 7, 1971. "Troubles in East Africa." In Edward C. Keefer (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1969-1976*. Volume E-5: Documents on Sub-Saharan Africa, 1969-1972. Part 1. Washington: United States Government Printing Office, 2005, p. 15.

<sup>541</sup> Zaki Laïdi. *Les contraintes d'une rivalité : les superpuissances et l'Afrique, 1960-1985*. Paris: La Découverte, 1986, p. 51.



Face à la méfiance accrue à son égard, la Chine populaire cherchait de plus en plus à mettre pied dans les pays qui lui accordaient une certaine crédibilité et confiance. Ainsi, en Zambie, le gouvernement chinois, en 1967, accorda 16,8 millions de dollars de crédit sans intérêts pour la construction d'une route qui devait relier Lusaka et l'Ouest de la Zambie. En Tanzanie, où Pékin trouva en la personne du président Nyerere un allié fidèle, la Chine lança son premier grand projet en Afrique et à l'échelle internationale. En 1967, Pékin signa un accord sur la construction d'un chemin de fer de 1 200 miles (environ 1 931 km) qui devait relier les mines de cuivre de la Zambie à Dar es-Salaam, la capitale de la Tanzanie : le projet « TanZam ». La République populaire de Chine accorda à Dar es-Salaam un crédit de 30 millions de dollars. La même année, Pékin conclut un accord avec la Guinée Conakry sur un projet de construction d'un chemin de fer de 200 miles (environ 322 km), entre le Mali et la Guinée. Entre 1961 et 1969, la Chine octroya au gouvernement malien une aide économique d'un montant de 35 millions de dollars.<sup>542</sup>

Dans les années 1960, la diplomatie américaine propageait l'idée de l'imminence d'une invasion rouge en Afrique. Dans l'ouvrage intitulé *Africa and the Communist World*, publié en 1963, Zbigniew Brzezinski, idéologue et homme politique américain, affirmait que la politique africaine de l'Union soviétique était une opération bien élaborée, constituée de trois étapes: premièrement, soutenir l'esprit anticolonialiste pour se rapprocher des Africains; deuxièmement, s'accaparer du territoire par la mise en place de relations culturelles et économiques et, troisièmement, former en Afrique d'une « cinquième colonne » qui suivrait à la lettre la politique de Moscou, autrement dit, l'établissement de la dictature du prolétariat: « La radicalisation politique et économique 'des facteurs subjectifs et objectifs' à l'intérieur des États fondés sur 'la démocratie nationale' doit progressivement les introduire dans les premiers stades de la dictature du prolétariat ».<sup>543</sup>

Contrairement aux États-Unis qui redoutaient partout la menace rouge, les historiens africanistes russes, comme Sergey Mazov, l'auteur de l'ouvrage *Politika SSSR v Zapadnoy Afrike, 1956-1964* (2003) [*La politique de l'URSS en Afrique de l'Ouest, 1956-1964*], rejettent

<sup>542</sup> "Since 1961 China has dispersed \$35 million of economic aid in Mali (...)." Central Intelligence Agency Special Report, Washington, June 20, 1969. "Communist China's Presence in Africa." In: Edward C. Keefer (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1969-1976*. Volume E-5: Documents on Sub-Saharan Africa, 1969-1972. Part 1. Washington D. C.: United States Government Printing Office, 2005, p. 8.

<sup>543</sup> « Политическая и экономическая радикализация 'субъективных и объективных факторов' внутри государств 'национальной демократии', - (...) - должна постепенно втолкнуть их в первые стадии пролетарской диктатуры ». Sergey Mazov. *Politika SSSR v Zapadnoy Afrike, 1956-1964. Neizvestnye stranisty istorii Kholodnoy voyni*. [*La politique de l'URSS en Afrique de l'Ouest, 1956-1964. Les pages méconnues de l'histoire de la Guerre froide*]. Moskva : Nauka, 2008, p. 11.

ces accusations et affirment que l'Union soviétique n'avait aucune stratégie africaine particulière et prédéfinie. Cette thèse avait été aussi formulée par Brutents qui écrivait dans ses mémoires :

Cela signifie-t-il (...) [qu'il] y avait une certaine stratégie africaine de l'URSS, comme Brzezinski et certains de ses collègues l'ont proclamé à l'époque, et comme de nombreux chercheurs occidentaux le pensent encore ? La seule réponse correcte : malheureusement, non. L'idée même de l'existence d'une telle « stratégie » vient du besoin de « diaboliser » l'ennemi, de sur-rationaliser ses actions et d'attribuer à la direction de l'État plus de potentiel intellectuel qu'elle ne possède réellement. Je n'ai jamais vu de documents, où ne serait-ce qu'une tentative avait été faite pour décrire notre stratégie africaine - cela n'existait pas. Je n'ai jamais été témoin ni participant d'une discussion autour de ce problème, au niveau politique. Je sais seulement que Fidel Castro, lors d'une conversation avec Honecker, en avril 1977, à Berlin, a insisté sur la nécessité d'avoir une « stratégie intégrée pour tout le continent africain ». Mais son appel est resté sans réponse.<sup>544</sup>

## **2. Les États-Unis en Afrique noire dans les années 1960 : entre investissements et rivalités avec les principaux acteurs coloniaux africains**

Alors que l'Union soviétique ajustait sa politique pour mener à bien la pénétration idéologique de l'Afrique noire, les États-Unis, en 1960, étaient déjà bien ancrés sur le continent. Les principaux points d'ancrage en Afrique étaient, d'une part, les investissements et, d'autre part, la présence militaire. Avec le développement industriel (notamment les besoins croissants du secteur militaire) et la montée de la consommation, les États-Unis figuraient parmi les pays du « Monde libre » qui exploitaient le plus leurs réserves. Face à cette demande accrue, la nation américaine, pour préserver sa sécurité et son existence, fut confrontée à la nécessité d'assurer la pérennité de son approvisionnement en ressources naturelles, minérales notamment. Cette problématique avait été abordée dans le rapport *Resources for Freedom*, paru sous l'Administration Truman, en juin 1952.<sup>545</sup> Selon le rapport, les réserves américaines étant

<sup>544</sup> « Значит ли сказанное, что (...) что существовала некая африканская стратегия СССР, как провозглашали тогда Бжезинский и некоторые его коллеги и как думают поныне многие западные исследователи ? Правомерен лишь один ответ : к сожалению, нет. Источник представлений о подобной 'стратегии' более или менее ясен : стремление 'демонизировать' противника, чрезмерно рационализировать его действия, приписывать государственному руководству больший интеллектуальный потенциал, чем тот, которым он в действительности располагает. Я никогда не сталкивался с документом, где делалась хотя бы попытка изложить нашу африканскую стратегию, — его и не существовало. Никогда не был и свидетелем или участником обсуждения этой проблемы на политическом уровне. Знаю только, что Фидель Кастро в беседе с Хонеккером в апреле 1977 года в Берлине настаивал на необходимости иметь 'интегрированную стратегию для всего Африканского континента'. Но его призыв остался без последствий ». Karen Brutents. *Tritsats' let na Staroy ploshadi*. Moskva: Mezhdounarodnye otnosheniya, 1998, p. 213.

Erich Honecker, homme politique allemand, était le troisième président du Conseil d'État de la République démocratique allemande, de 1976 à 1989.

<sup>545</sup> "U.S. is free world's biggest materials consumer" ; "U.S. is using up reserves faster than other countries" ; "Has the United States of America the material means to sustain its civilization ?". Ainsi, pour l'année 1950, les États-Unis consommaient 2 350 000 000 de barils de pétrole contre 1 274 000 000 barils consommés par les autres pays du « Monde libre », et 1 320 000 tonnes de caoutchouc contre 825 000. Voir [U.S. President's Materials Policy

limitées, les États-Unis devaient s'assurer un accès durable et sécurisé aux richesses naturelles du monde. Parmi les régions ciblées, l'Administration Truman désignait le Canada, l'Amérique latine, l'Afrique, le Proche-Orient, l'Asie du Sud et du Sud-Est. Une attention particulière avait été accordée au continent africain qui était décrit comme « un potentiel producteur et exportateur de ressources » :

Les régions dans lesquelles les États-Unis doivent principalement rechercher l'expansion de leurs importations de minéraux sont le Canada, l'Amérique latine et l'Afrique, le Proche-Orient, l'Asie du Sud et du Sud-Est. (...) En tant que producteurs et exportateurs potentiels de minéraux, (...), l'Afrique et l'Amérique latine occupent la première place.<sup>546</sup>

L'idée de sécuriser les zones stratégiques du continent noir se répandit sous l'Administration Eisenhower.

### 2.1. Les investissements américains et la construction de la politique africaine des États-Unis dans les années 1960

Les investissements américains entrèrent sur le continent bien avant les indépendances des colonies africaines. Les principaux secteurs qui attiraient étaient les industries de l'exploration et l'exploitation pétrolière qui rassemblaient plus d'un tiers de tous les investissements américains en Afrique, suivis de l'industrie minière.<sup>547</sup> Les financements essayaient de couvrir dans la mesure du possible tous les territoires africains. Les sociétés américaines pénétraient plus facilement dans les zones anglophones. Cette pénétration se faisait souvent par l'intermédiaire de sociétés mixtes, avec des sociétés britanniques et l'accord de la puissance coloniale. Au Nigéria, dès 1952, la société American Smelting and Refining Company s'engagea dans l'exploitation du zinc, du plomb et des minerais d'argent, tandis que la compagnie pétrolière Socony-Mobile explorait et essayait d'obtenir dans la région des concessions pétrolifères de 4 000 m<sup>2</sup> à 6 437,4 km<sup>2</sup>.<sup>548</sup> Les banques d'investissement américaines s'établirent dans la capitale nigériane Lagos : Merchants Bank of Indiana, en 1952 ; Bank of America, en 1960, et Chase Manhattan, en 1961.<sup>549</sup> Au Ghana, les sociétés américaines

---

Commission]. *Resources for Freedom*. Volume 1 : Foundations for Growth and Security. Washington : US Government Printing Office, 1952, p. 1.

<sup>546</sup> "The areas to which the United States must principally look for expansion of its minerals imports are Canada, Latin America and Africa, the Near East, and South and Southeast Asia. (...) As potential producers and exporters of minerals, (...), Africa and Latin America stand first." *Ibid.*, p. 60.

<sup>547</sup> *Ibid.*

<sup>548</sup> Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, pp. 60-61. Voir également "Contributions to Geochemical Prospecting for Minerals, 1953-1958." Thomas B. Nolan (dir.). *Geological Survey Bulletin*. Issue 1000. Washington : United States Government Printing Office, 1958, p. 67

<sup>549</sup> John A. Cookson, Norman C. Walpole, Donald M. Bouton. *U.S. Army Area Handbook for Nigeria. April 1961*. Second Edition. Washington D.C. : Foreign Areas Studies Division, Special Operations Research Office, The

investirent dans l'exploitation des minerais. Entre 1956 et 1957, les compagnies Standard Oil Company of New Jersey et Gulf Oil Corporation se lancèrent dans l'exploration pétrolière au Ghana.<sup>550</sup> Au Libéria, la société de l'industriel américain Edgar Kaiser Sr., Republic Steel, spécialisée dans la production de minerais de fer, était l'actionnaire majoritaire de la société libérienne Liberia Mining Company.<sup>551</sup> Dès 1952, les sociétés américaines investirent dans les mines de plomb et de cuivre du Tanganyika.<sup>552</sup> En 1957, la compagnie Newmont Mining Corporation fonda dans le pays la société Western Rift Exploration Company pour l'exploration de l'uranium.<sup>553</sup>

Les sociétés américaines étaient également présentes dans l'Union sud-africaine, en Rhodésie du Nord (actuelle Zambie) et du Sud, où opéraient les sociétés American Metal Company et Vanadium Corporation of America, spécialisées dans l'extraction des minerais de manganèse, du chrome et du cuivre.<sup>554</sup> Au sein de l'Union sud-africaine opérait le groupe Morgan Corporation, spécialisé dans l'exploitation des mines de diamants, d'or, de cuivre, d'uranium, du charbon et du plomb. La société anglo-américaine De Beers, basée en Afrique du Sud, détenait entre 90 et 95% de la totalité de la production mondiale de diamant.<sup>555</sup>

Comme en Afrique anglophone, les investissements américains dans les colonies françaises se faisaient avec l'accord du gouvernement français par l'intermédiaire des compagnies mixtes franco-américaines. Ces sociétés étaient présentes en Afrique occidentale française (Sénégal, Guinée française-Conakry, Dahomey-Bénin et Togo) et en Afrique équatoriale française, principalement au Cameroun et au Gabon. En Afrique équatoriale française, les investissements privés américains s'élevaient, en décembre 1954, à 1 297 142

---

American University, 1964, p. 497. Voir également O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, pp. 208-209.

<sup>550</sup> Oyeniyi Osundina. *The Story of Nigeria's Petroleum Industry*. London : Novum Publishing, 2016, p. 19. Voir également [International Tribunal for the Law of the Sea]. *Pleadings, Minutes of Public Sitings and Documents. Dispute Concerning Delimitation of the Maritime Boundary between Ghana and Côte d'Ivoire in the Atlantic Ocean (Ghana/Côte d'Ivoire). Provisional Measures*. Volume 23. Leiden : Brill Nijhoff, p. 2180.

<sup>551</sup> *Report of the Federal Trade Commission on the Control of Iron Ore for the Antitrust Subcommittee of the Committee on the Judiciary, House of Representatives*. Washington D. C. : United States Government Printing Office, 1952, p. 110. Voir également : O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, pp. 208-209.

<sup>552</sup> Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, pp. 60-61.

<sup>553</sup> Marling J. Ankeny (dir.). *Minerals Yearbook. 1957*. Volume 1 : Metals and Minerals (Except Fuels). Washington : United States Government Printing Office, 1958, p. 1250. Voir également Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, pp. 60-61.

<sup>554</sup> [U.S. Department of Commerce]. *Investment in Federation of Rhodesia and Nyasaland. Basic Information for United States Businessmen*. Washington D.C. : U.S. Government Printing Office, 1956, p. 115. Voir également L. J. Butler. *Copper Empire. Mining and the Colonial State in Northern Rhodesia, 1930-64*. New York : Palgrave Macmillan, 2007, p. 218.

<sup>555</sup> V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, pp. 33-34.

dollars américains.<sup>556</sup> Quatre-vingt-quinze pour cent des investissements effectués concernaient les secteurs miniers et l'industrie pétrolière.<sup>557</sup> Au Gabon, la société américaine Bethlehem Steel Company, spécialisée dans l'exploitation des mines de fer de la région de la ville de Mékambo, détenait 55% des actions de la Société des Mines de Fer de Mékambo (SOMIFER).<sup>558</sup> La société United States Steel Corporation possédait 65% des actions de la société mixte franco-américaine, la Compagnie minière de l'Ogooué (COMILOG).<sup>559</sup> En Afrique occidentale française (Togo, Bénin, Sénégal, Guinée Conakry), les groupes américains détenaient entre 12 et 31% des actions des entreprises spécialisées dans l'extraction du phosphate.<sup>560</sup> En Guinée française-Conakry, l'entreprise américaine Olin Mathieson Chemical Corporation exploitait les mines de bauxite par l'intermédiaire de la société mixte Fria Corporation (Compagnie internationale pour la production de l'alumine).<sup>561</sup>

Au printemps de l'année 1950, un groupe de sociétés américaines racheta une grande partie des actions de la compagnie britannique Tanganyika Concessions, obtenant ainsi l'accès aux mines de cuivre et d'uranium, dont regorgeait la région du Katanga, et où se trouvait l'Union minière du Haut-Katanga, un groupe belge spécialisé dans l'exploitation minière au Katanga, ainsi qu'aux chemins de fer congolais. En 1954, les Américains réussirent à évincer les Belges

---

<sup>556</sup> " (...) the value of these investments totaled approximately 227 million CFA francs (\$1,297,142) (...)." In United States Bureau of Foreign Commerce. "Economic Reports : Basic Data on the Economy of French Equatorial Africa." *World Trade Information Service*. Part 1, No. 55-76. Washington, D.C. : U.S. Government Printing Office, 1955, p. 10.

<sup>557</sup> " (...) about 50 percent of the total is in the mining field and 45 percent in the petroleum industry." *Ibid*.

<sup>558</sup> [United States Department of Commerce. Bureau of International Programs, United States. Bureau of Foreign Commerce]. "Economic Reports. Basic Data on the Economy of Gabon, Congo, Chad, and Central African Republics (formerly, French Equatorial Africa)." *World Trade Information Service*. Part 1. Issues 51-80. Washington D.C. : U.S. Printing Office, 1959, p. 6.

Antoine Basile décrit dans son livre que la société américaine possédait 50% des actions de la SOMIFER, 34% des actions appartenaient à la France, 10% à la RFA (Allemagne de l'Ouest), 3,5% à l'Italie, 2% à la Belgique et ½ % aux Néerlandais. Voir Antoine Basile. *Commerce extérieur et développement de la petite nation : Essai sur les contraintes de l'exiguïté économique*. Paris : Librairie Droz, 1972, p. 263.

<sup>559</sup> Aujourd'hui, « la société Comilog est le deuxième producteur mondial de minerai de manganèse à haute teneur ». Voir « Comilog, 2<sup>e</sup> producteur mondial de minerai de manganèse à haute teneur ». *Eramet* [en ligne] 11 mai 2020. Consulté le 11 mai 2020. Disponible sur <<https://eramet.com/fr/groupe/filiales/comilog>>.

Après l'opposition de la France, les actions américaines tombèrent à 49%. Voir [United States Department of Commerce. Bureau of International Programs, United States. Bureau of Foreign Commerce]. "Economic Reports. Basic Data on the Economy of Gabon, Congo, Chad, and Central African Republics (formerly, French Equatorial Africa)." *World Trade Information Service*. Part 1. Issues 51-80. Washington D.C. : U.S. Government Printing Office, 1959, p. 6. Voir également Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, p. 62.

<sup>560</sup> Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, p. 62.

<sup>561</sup> Olin Mathieson Chemical Corporation détenait la majorité des actions de la société mixte Fria corporation (48,5%), contrairement à la France, qui par l'intermédiaire de ses deux sociétés, Pechiney et Ugine, détenait 26,5%. Les actions restantes étaient réparties entre les autres sociétés-actionnaires productrices d'alumine : l'Angleterre, la Suisse et l'Allemagne de l'Ouest. Voir *Recueil des cours. Collected Courses of The Hague Academy of International Law*. Volume 125 (1968/III). Springer : New York, 1970, p. 493. Voir également O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, pp. 208-209.

de la gestion des mines d'uranium du Congo.<sup>562</sup> Le groupe Rockefeller détenait une part importante d'actions au sein de la société belge, l'Union minière.<sup>563</sup> Au Congo belge, les États-Unis investirent dans l'exploration et l'importation massive de l'uranium de la mine Shinkolobwe, dans la région du Katanga, nécessaire à l'industrie militaire pour la fabrication des bombes atomiques.<sup>564</sup>

La présence des investissements américains en Afrique se faisait d'autant plus ressentir avec la découverte de gisements de pétrole au Sahara, sur le territoire algérien et en Libye, en 1956, où se ruèrent les géants pétroliers américains : Standard Oil, Caltex, Gulf Oil Corporation, Colorado Petroleum et Philips Oil Corporation. Si, en 1960, 17 compagnies pétrolières opéraient en Afrique du Nord, dont la majeure partie était composée de sociétés américaines<sup>565</sup>, en 1963, on comptait plus de 200 sociétés américaines sur le continent, principalement dans le secteur minier et pétrolier.<sup>566</sup>

Au début des années 1950, les volumes des investissements directs américains dans l'Union de l'Afrique du Sud et le reste de l'Afrique, incluant le Libéria, étaient presque égaux (140 millions de dollars investis dans l'Union sud-africaine contre 155 millions de dollars dans le reste de l'Afrique). À partir de la fin des années 1950, avec l'arrivée des premières indépendances, les investissements américains commencèrent légèrement à augmenter.<sup>567</sup>

---

<sup>562</sup> Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, pp. 60-61.

<sup>563</sup> Lise Namikas. *Battleground Africa: Cold War in the Congo, 1960-1965*. Redwood City: Stanford University Press, 2013, p. 36. Voir également O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, pp. 208-209.

<sup>564</sup> Matthew Craven, Sundhya Pahuja and Gerry Simpson (eds.). *International Law and the Cold War*. Cambridge : Cambridge University Press, 2020, p. 538.

<sup>565</sup> V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, pp. 30-31.

<sup>566</sup> O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, p. 205.

<sup>567</sup> Voir le tableau ci-joint. Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, p. 90.

Tableau : « Dynamique des investissements directs des États-Unis en Afrique en millions de dollars américains, de 1950-1968 »<sup>568</sup>

**Динамика прямых капиталовложений США в Африке**  
(в млн. долл.)

Годы	ЮАР	Остальные страны Африки	Всего	% от общей суммы инвестиций за границей
1950 . . . . .	140	155	287	2,4
1957 . . . . .	301	363	664	2,1
1961 . . . . .	311	753	1064	2,8
1962 . . . . .	357	914	1271	3,1
1963 . . . . .	411	1014	1426	3,5
1964 . . . . .	467	1219	1685	3,8
1965 . . . . .	529	1380	1918	3,9
1966 . . . . .	600	1474	2074	3,8
1967 . . . . .	667	1611	2278	3,8
1968 . . . . .	692	1986	2678	4,1

Источники: Составлено и рассчитано по «Balance of Payments» 1963; «Survey of Current Business», Sept. 1965, Sept. 1967, Oct. 1968, Oct. 1969; «Africa Report», No 1, 1969; «Christian Science Monitor», Apr. 22, 1970.

Le tableau présenté ci-dessus indique qu'en 1957 l'Union sud-africaine (en russe : « ЮАР »), le plus grand client américain sur le continent, comptait 301 millions de dollars d'investissements américains, tandis que le reste de l'Afrique était à 363 millions de dollars. Il faut toutefois noter que dans la catégorie « le reste de l'Afrique » (en russe : « остальные страны Африки »), le Libéria restait à cette période le principal bénéficiaire des investissements américains. Il comptabilisait à lui seul, en 1957, 338 millions de dollars américains.<sup>569</sup> En 1961, l'Union d'Afrique du Sud perçut 311 millions de dollars

<sup>568</sup> Traduction du tableau « Dinamika pryamykh kapitalovlozheniy SSHA v Afrike (v mln. dollarov) ». En français : « Dynamique des investissements directs des États-Unis en Afrique en millions de dollars américains, de 1950 à 1968 ». Première colonne : Années (1950, 1957, 1961, 1962, 1963, 1964, 1965, 1966, 1967, 1968). Deuxième colonne : Afrique du Sud (investissements américains en Afrique du Sud). Troisième colonne : Autres pays d'Afrique. Quatrième colonne : Totalité des investissements en Afrique. Cinquième colonne : pourcentage de l'investissement total à l'étranger. Sources des données : *Balance of Payments*, 1963; *Survey of Current Business*, Sept. 1965 – Sept. 1967, Oct. 1968, Oct. 1969; *Africa Report*, No. 1, 1969; *Christian Science Monitor*, Apr. 22, 1970.

<sup>569</sup> Peter Duignan and L. H. Gann. *The United States and Africa : a History*. Cambridge : Cambridge University Press, 1984, p. 301.

d'investissements américains contre 753 millions de dollars pour le reste de l'Afrique; en 1962, l'Union sud-africaine reçut 357 millions de dollars contre 914 millions de dollars pour le reste de l'Afrique; en 1963, 411 millions de dollars en Afrique du Sud contre 1014 millions de dollars pour le reste de l'Afrique noire.<sup>570</sup> Entre 1950 et 1963, les investissements directs américains en Afrique passèrent de 287 millions de dollars à 1426 millions de dollars.<sup>571</sup> Ainsi, nous constatons avec l'apparition en Afrique subsaharienne de nouveaux États indépendants une augmentation des investissements privés américains. En presque dix ans le taux des investissements américains est donc passé de 2,4% à 3,5% de la totalité des sommes investies à l'étranger.<sup>572</sup> Malgré cette croissance, le continent africain était, comparé aux États européens qui recevaient trois fois plus d'investissements, largement délaissé par les investisseurs américains.<sup>573</sup> La part de l'Afrique dans le commerce extérieur américain restait faible. Au début des années 1960, le continent africain ne constituait que 1,68% de la totalité des investissements américains à l'étranger.<sup>574</sup> La majorité des capitaux (60%) étaient investis dans les secteurs miniers et pétroliers.<sup>575</sup>

Les enjeux sécuritaires, économiques et la crainte de l'expansion communiste alimentaient le dualisme dans la position du gouvernement américain envers le continent. Dans le rapport du Conseil de sécurité nationale du 19 janvier 1960, l'Administration Eisenhower redoutait particulièrement que les colonies d'Afrique rejoignent le bloc sino-soviétique :

Au fur et à mesure que les régions deviennent indépendantes, encouragez-les à éviter ou minimiser les représentations officielles du bloc sino-soviétique, éviter le recours massif aux techniciens du bloc sino-soviétique et limiter les autres contacts, économiques et culturels, avec le bloc sino-soviétique.

Alerter les gouvernements de ces nations sur la probabilité que le bloc sino-soviétique essaie d'utiliser les programmes de commerce et d'assistance comme une technique de subversion politique.<sup>576</sup>

---

<sup>570</sup> Les données présentées dans ce tableau ont été constituées à partir des sources suivantes : *Balance of Payments, 1963* ; *Survey of Current Business*, September 1965, Sept. 1967, October 1968, Oct. 1969 ; *Africa Report*, No. 1, 1969 ; *Christian Science Monitor*, April 22, 1970. Voir Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, p. 90.

<sup>571</sup> *Ibid.*

<sup>572</sup> *Ibid.* Voir également Peter Duignan and L. H. Gann. *The United States and Africa : a History*. Cambridge : Cambridge University Press, 1984, p. 301.

<sup>573</sup> Peter Duignan and L. H. Gann. *The United States and Africa : a History*. Cambridge : Cambridge University Press, 1984, p. 302.

<sup>574</sup> *Ibid.*, p. 301.

<sup>575</sup> *Ibid.*

<sup>576</sup> "As areas become independent, encourage them to avoid or minimize formal Sino-Soviet Bloc representation, to avoid extensive use of Sino-Soviet Bloc technicians, and to limit other Sino-Soviet Bloc economic and cultural contacts. Alert the governments of such nations to the probability that the Sino-Soviet Bloc will attempt to utilize trade and assistance programs as a technique for political subversion." "National security Council Report : Statement of U.S. Policy Toward South, Central, and East Africa, January 19, 1960." In : Glenn W. LaFantasie



Pour les États-Unis et le monde occidental libre, l'Afrique jouait un rôle majeur dans la lutte contre l'influence de l'URSS. Le gouvernement américain ne cachait pas son intérêt pour les voix des jeunes États africains au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies. Tandis que le secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines Joseph Palmer II déclarait que les États-Unis « avaient besoin des voix africaines à l'ONU »<sup>577</sup>, un autre représentant du département d'État, anxieux, constatait : « Il est probable qu'environ trente États africains voteront à l'ONU d'ici la fin de l'année prochaine [1961], et s'ils s'opposent à nous, ce sera désagréable ».<sup>578</sup> Dans l'ouvrage *Amerikanskie monopolii v Afrike* (1962) [*Les monopoles américains en Afrique*], l'auteur V. Larin décrit l'inquiétude croissante des États-Unis face à l'émergence d'un bloc afro-asiatique au sein des Nations Unies, capable de faire basculer la balance du pouvoir au sein de l'Assemblée générale. Ainsi, ce dernier reprend un article du *Wall Street Journal* qui indiquait, en 1961 : « Si le bloc afro-asiatique vote avec la Russie, l'équilibre des pouvoirs à l'ONU pourrait changer au détriment des États-Unis. Par conséquent, les États-Unis tentent de rallier ces pays à leurs côtés, en leur apportant assistance et soutien moral ».<sup>579</sup>

---

(ed.). *Foreign Relations of the United States, 1958 – 1960. Africa*. Volume XIV. Washington D.C. : United States Government Printing Office, 1992, p. 82.

<sup>577</sup> « Нам нужны африканские голоса в ООН. Мы располагаем военными установками и базами на континенте. Мы стараемся оказывать влияние на народы Африки, завоевывать их умы и сердца ». Traduction en français : « Nous avons besoin des voix africaines à l'ONU. Nous avons des installations et des bases militaires sur le continent. Nous essayons d'influencer les peuples d'Afrique, de gagner leur esprit et leur cœur ». Propos de Joseph Palmer II repris par Vassiliy Solodovnikov dans *Afrika vybiraet put'*. [*L'Afrique choisit sa voie*]. Moskva : Nauka, 1970, p. 94.

<sup>578</sup> « К концу будущего года [1961] в ООН будут участвовать в голосовании, по всей вероятности, 30 африканских государств, и если они будут выступать против нас, это будет неприятно ». Cité dans V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 9.

L'auteur de cette citation n'a pas été trouvé, mais de nombreuses sources de cette époque témoignent de l'inquiétude américaine face à l'apparition d'un bloc afro-asiatique qui nuirait aux intérêts du « Monde Libre » au sein de l'Assemblée générale des Nations Unies. La crainte d'un basculement du pouvoir avait été exprimée dans l'article "Will the U.N. Catch Up!" paru dans la revue américaine *U.S. News and World Report*, le 2 octobre 1961 : « Jusqu'à présent, les États-Unis et leurs alliés pouvaient facilement rassembler les voix nécessaires pour contrôler l'Assemblée. Ce n'est plus le cas. Le contrôle de l'Assemblée n'est pas encore tombé entre les mains de Khrouchtchev, mais il a échappé aux États-Unis. (...) De nouveaux membres ont envahi les Nations Unies au fur et à mesure que le peuple colonial a acquis son indépendance (...), certains d'entre eux dépassent à peine des zones tribales qui comprennent peu de personnes, peu de ressources (...). Chacun a un vote à l'Assemblée qui est égal au vote des États-Unis. Le rapport de force à l'Assemblée est largement entre les mains de ces petites nations ». Version anglaise: "Until recently the U.S. and its allies could easily muster the votes to control the Assembly. This is no longer true. Assembly control has not yet fallen into Khrushchev's hands, but it has slipped out of U.S. hands. (...) New members have swarmed into the United Nations as colonial people gained their independence (...), some of them little more than tribal areas containing few people, few resources (...). Each has one vote in the Assembly equal to the vote of the U.S. Balance of power in Assembly is largely in hands of these small nations." Voir Mohammad Nawaz. "Afro-Asians and the United Nations." *Pakistan Horizon*. Vol. 15. No. 1 (First Quarter, 1962) : 42.

<sup>579</sup> « Если афро-азиатский блок будет голосовать вместе с Россией, соотношение сил в ООН может измениться в ущерб Соединённым Штатам. Поэтому Соединённые Штаты пытаются привлечь эти страны на свою сторону путём оказания им помощи и моральной поддержки ». V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 9.

Pour maintenir l'Afrique subsaharienne dans le giron de l'influence du « Monde libre », les États-Unis durent adopter une politique flexible à l'égard des alliés européens dans le dossier africain. Washington soutenait l'autonomie gouvernementale ou l'indépendance des colonies africaines, tout en reconnaissant les droits et les intérêts des puissances coloniales et ex-coloniales. Le rapport du Conseil de sécurité nationale des États-Unis du 19 janvier 1960 suggérait d'encourager la Belgique à préparer l'éventuelle autonomie ou indépendance de ses colonies et appelait ces dernières à maintenir les liens avec Bruxelles.<sup>580</sup> Dans le cas du Portugal, il était conseillé :

Dans la mesure du possible, alerter les Portugais sur les bénéfices qu'ils peuvent tirer sur le long terme des politiques plus éclairées en Afrique, y compris des politiques libérales de commerce et d'investissement. Sans démontrer de l'approbation à l'égard de la politique générale du Portugal en Afrique, ne pas contester publiquement le fait que l'Angola et le Mozambique font intégralement partie du Portugal.<sup>581</sup>

En octobre 1960, selon le journal indien *Daily Times*, le vice-président du président Eisenhower et candidat à l'élection présidentielle, Richard Nixon, envoya au dirigeant portugais Salazar un message, dans lequel il affirmait qu'il considérait le gouvernement portugais comme étant le propriétaire légitime de ces territoires colonisés. Concernant la « bonne entente » qui caractérisait les relations entre le Portugal et les États-Unis, Salazar, quant à lui, déclarait : « La coopération avec les États-Unis sous leur direction efficace est pour nous le seul moyen de sortir d'une situation très difficile ».<sup>582</sup>

---

Concernant le basculement des forces au sein des Nations Unies avec l'émergence du bloc afro-asiatique, voir également [U.S. Congress]. *Congressional Record: Proceedings and Debates of the 87<sup>th</sup> Congress. Second Session*. Volume 108, Part 1. Washington : U.S. Government Printing Office, 1962, p. 326.

« (...) le bloc afro-asiatique - jouant son propre jeu égoïste d'équilibre des pouvoirs - joue également le jeu de l'URSS, (...). La plupart de ces nouveaux pays afro-asiatiques n'auraient pas eu leur place au soleil sans l'ONU, qui donne à chacun le même droit de vote à l'Assemblée qu'aux États-Unis ou à la Grande-Bretagne". Version anglaise: "(...) the Afro-Asian bloc – playing its own selfish game of balance of power – is also playing the Soviet's game, (...). Most of these new Afro-Asian nations wouldn't have their day in the sun if it were not for the U.N., which gives each of them the same voting power in the Assembly as the United States or Britain."

<sup>580</sup> "Encourage the Belgians to fulfill their obligation (...) by improving economic conditions in that area and preparing it for eventual self-government or independence, preferably with ties to Belgium." "Document 22. National security Council Report : Statement of U.S. Policy Toward South, Central, and East Africa, January 19, 1960." In : Glenn W. LaFantasie (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1958 – 1960. Africa*. Volume XIV. Washington D.C. : United States Government Printing Office, 1992, p. 85

<sup>581</sup> *Ibid.* "To the extent possible, urge on the Portuguese the long-range benefit to themselves of more enlightened policies in Africa, including liberal trade and investment policies. Without indicating approbation of over-all Portuguese policy in Africa, do not publicly dispute the proposition that Angola and Mozambique are integral parts of Portugal."

<sup>582</sup> « Сотрудничество с США под их эффективным руководством является для нас единственным выходом из очень трудного положения ». V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 34.

Une fois élu, John F. Kennedy dut à son tour faire face à toute l'ambiguïté qui caractérisait la politique américaine en Afrique. Au début de sa présidence, Kennedy, sous l'insistance du bureau des Affaires africaines<sup>583</sup> et de la mission américaine à l'ONU, condamna fermement le régime de la dictature portugaise d'Antonio de Oliveira Salazar, réfractaire à l'idée de libérer les colonies africaines. L'Administration Kennedy condamna sévèrement la répression sanglante par les forces coloniales portugaises des soulèvements populaires pour l'indépendance qui éclatèrent en Angola, à Luanda, la capitale, et dans le nord du pays, entre février et mars 1961, et vota, en mars 1961, une résolution dans le cadre de l'Assemblée générale des Nations Unies qui exigeait des réformes en Angola, l'autodétermination des colonies lusophones, l'arrêt de la vente d'armes au Portugal et une réduction massive de l'aide militaire américaine, de 25 millions à 3 millions de dollars.<sup>584</sup> Malgré cette mesure qui reflétait, selon Salazar, « une politique américaine ouvertement anticoloniale »<sup>585</sup>, le 7 mai 1961, le secrétaire d'État américain David Dean Rusk, lors d'une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères du Portugal Franco Nogueira, assura que les États-Unis « n'ont aucun désir [de] faire sortir le Portugal de l'Angola; mais, au contraire, espèrent qu'il [le Portugal] sera en mesure de prendre des dispositions avec les populations indigènes qui lui permettront de rester, pour leur intérêt mutuel ».<sup>586</sup> Rusk rappela que :

(...) l'objectif fondamental des États-Unis était d'empêcher les Soviétiques de prendre le contrôle des peuples qui expriment des sentiments nationalistes et recherchent le développement économique. Si les Soviétiques parviennent à convaincre ces nouvelles nations qu'ils sont les mieux placés pour répondre à de telles aspirations, le pouvoir communiste sera en mesure de franchir les défenses périphériques du « Monde libre » et prendre sous son flanc la citadelle de l'OTAN.<sup>587</sup>

---

<sup>583</sup> Sous la présidence de John Kennedy, le bureau des Affaires africaines était particulièrement en position de force.

<sup>584</sup> David A. Dickson. "U.S. Foreign Policy Toward Southern and Central Africa: The Kennedy and Johnson Years." *Presidential Studies Quarterly*. Vol. 23. No. 2 (Spring, 1993): 302. Voir également [United States. Congress. House. Committee on Foreign Affairs (1789-1975)]. "The Politics of Indifference. Portugal and Africa: a Case Study in American Foreign Policy." In: *Hearings, Reports and Prints of the House Committee on Foreign Affairs*. Washington : United States Government Printing Office, 1971, p. 367.

<sup>585</sup> *Ibid.*, p. 370. "(...) outspokenly anti colonial policy."

<sup>586</sup> "(...) has no desire [to] get Portugal out of Angola; on the contrary we hope they will be able to make arrangements with local inhabitants which will permit them to stay on to their mutual benefit." "Telegram From Secretary of State Rusk to the Department of State, Oslo, May 8, 1961." In : Glenn W. LaFantasie (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*. Volume XIII : West Europe and Canada. Washington : United States Government Printing Office, 1994, p. 898.

<sup>587</sup> "(...) fundamental US objective was to prevent Soviets from seizing leadership of peoples striving for expression of nationalist feelings and seeking economic development. If Soviets are able to convince new nations that they are in best position to fulfill such aspirations, Communist power would be in position to leap over peripheral free world defenses and flank the NATO citadel." *Ibid.*

La tolérance de Washington à l'égard du régime dictatorial de Salazar en Afrique était due à plusieurs raisons, dont l'importance stratégique de l'archipel des Açores qui appartenait au Portugal. En effet, le droit d'accès à la base militaire des Açores pour les États-Unis expirait en 1962. L'importance stratégique pour les intérêts nationaux américains de cette base militaire, qui servait de point de transit pour les forces armées américaines vers l'Europe, l'Afrique et le Moyen-Orient, jouait un rôle majeur dans la politique américaine à l'égard du Portugal. Le Comité des chefs d'état-major interarmées des États-Unis (*Joint Chiefs of Staff*, JCS) dans une note adressée au secrétaire à la Défense Robert McNamara, le 10 juillet 1963, soulignait que la perte des Açores :

(...) dégraderait sérieusement la réactivité, la fiabilité et le contrôle des principales forces américaines. En ce qui concerne le transport aérien vers l'Europe, le Moyen-Orient et l'Afrique, les coûts en tonnage et en temps seraient sensiblement augmentés, avec un effet direct sur des actions de guerre ou d'urgence limitées ». <sup>588</sup>

Le Portugal, conscient de son pouvoir, avait déjà à maintes reprises menacé de se retirer de l'OTAN, en réponse à la critique américaine à l'égard de sa politique en Afrique. <sup>589</sup> Ce retrait, qui fragiliserait l'alliance nord-atlantique, était particulièrement redouté par Washington. Pour le Comité des chefs d'état-major interarmées, une censure prolongée du Portugal contribuerait à diviser l'OTAN, ajoutant : « À un moment où l'Alliance est déjà tendue, le retrait du Portugal à la suite des affronts de ses Alliés pourrait dangereusement affaiblir nos efforts pour revitaliser l'OTAN ». <sup>590</sup>

Certains universitaires, à l'instar de Ebere Nwaubani, chercheur originaire du Nigéria, membre du département d'Histoire de l'Université du Colorado à Boulder, considèrent que les États-Unis sous l'Administration Kennedy n'avaient pas pour autant de grandes ambitions économiques en Afrique. Dans l'article "The United States and the Liquidation of European

<sup>588</sup> "would seriously degrade the responsiveness, reliability, and control of major United States forces. With regard to air transportation to Europe, the Middle-East, and Africa, costs in tonnage and time would be raised appreciably, with direct effect on limited war or contingency actions." "U.S. Policy Toward Portugal and Republic of South Africa", Memorandum from the Joint Chiefs of Staff to Secretary of Defense McNamara, 10 July 1963." In : Ebere Nwaubani. "The United States and the Liquidation of European Colonial Rule in Tropical Africa, 1941-1963." *Cahiers d'études africaines*. N° 171 (2003) : 538-539.

<sup>589</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris : Economica, 1984, p. 255.

La menace de quitter les rangs de l'OTAN avait notamment été formulée par le Portugal, le 8 mai 1961, lors d'une conférence ministérielle de l'OTAN à Oslo, en Norvège. Voir Y. G-M. Lulat. *United States Relations with South Africa: A Critical Overview from the Colonial Period to the Present*. New York : Peter Lang Publishing, 2008, p. 168.

<sup>590</sup> "At a time when the Alliance is already strained, the withdrawal of Portugal as a result of affronts by her Allies could dangerously weaken our efforts to revitalize NATO." "U.S. Policy Toward Portugal and Republic of South Africa", Memorandum from the Joint Chiefs of Staff to Secretary of Defense McNamara, 10 July 1963." In Ebere Nwaubani. "The United States and the Liquidation of European Colonial Rule in Tropical Africa, 1941-1963." *Cahiers d'études africaines*. N° 171 (2003) : 539.

Colonial Rule in Tropical Africa, 1941-1963", Ebere Nwaubani cite le sous-secrétaire d'État américain George Ball qui déclara, au cours d'une rencontre avec le dirigeant portugais Salazar, le 29 août 1963, que « l'Afrique n'avait qu'un intérêt marginal pour les États-Unis », « les opportunités commerciales y étant limitées (...), de toutes les régions du monde, l'Afrique était la moins importante du point de vue de l'intérêt national américain ».<sup>591</sup> Quand bien même « il n'y avait pas eu [sous Kennedy] d'engagements profonds et d'intérêts acquis », selon Nwaubani, l'avenir des investissements américains dans les ressources minières et pétrolières influençait néanmoins les positions de Washington, poussant les États-Unis à modérer le discours anticolonialiste. Dans un télégramme adressé par le secrétaire d'État au département d'État américain, le 8 mai 1961, David Rusk décrit la menace que serait de perdre l'Angola au profit des communistes : « Si l'Angola par l'octroi prématuré de l'indépendance devient communiste, les États-Unis devront considérer les conséquences stratégiques de la perte des routes, des chemins de fer, des mines et des autres installations dans ce pays et au Mozambique ».<sup>592</sup>

En 1955, les sociétés pétrolières américaines Mozambique Gulf Oil Company et Mozambique Pan-American Oil Company obtinrent du Portugal le droit de prospecter et d'exploiter les ressources pétrolières du pays.<sup>593</sup> Deux ans plus tard, en 1957, Gulf Oil arriva en Angola.<sup>594</sup> En 1958, en Guinée lusophone, la société pétrolière américaine Standard Oil Company, par l'intermédiaire de sa filiale, la société mixte américano-portugaise Esso Guine Exploration, obtint le droit d'explorer le pétrole sur tout le territoire du pays.<sup>595</sup> En Angola, les capitaux américains avaient été investis dans une société qui se spécialisait dans le traitement des mines de diamants et dont les concessions couvraient plus de 90% du territoire angolais. Cette société d'exportation de matières premières avait l'exclusivité de l'extraction

---

<sup>591</sup> "Africa was only of marginal interest to the U.S. as far as American national interests are concerned. (...) Commercial possibilities in Africa are limited and we have no large economic ambitions there... (...) (...) of all the areas in the world Africa was the least important from the point of view of American national interests." "Telegram From the Embassy in France to the Department of State, Paris, August 31, 1963." In: Ebere Nwaubani. "The United States and the Liquidation of European Colonial Rule in Tropical Africa, 1941-1963." *Cahiers d'études africaines*. N° 171 (2003) : 542. Voir également Glenn W. LaFantasie (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*. Volume XIII : West Europe and Canada. Washington : United States Government Printing Office, 1994, p. 971.

<sup>592</sup> "If Angola through premature grant of independence goes Communist, US should consider strategic consequences loss of roads, railroads, mines and other facilities there and in Mozambique." "Telegram From Secretary of State Rusk to the Department of State, Oslo, May 8, 1961." In : Glenn W. LaFantasie (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*. Volume XIII : West Europe and Canada. Washington : United States Government Printing Office, 1994, p. 899.

<sup>593</sup> Gervase Clarence-Smith. *The Third Portuguese Empire, 1825-1975. A Study in Economic Imperialism*. Manchester : Manchester University Press, 1985, p. 176. Voir également Zbigniew A. Konczacki, Jane L. Parpart and Timothy M. Shaw. *Studies in the Economic History of Southern Africa*. Volume 1 : The Front-Line States. New York : Routledge, 1990, p. 61.

<sup>594</sup> *Ibid.*

<sup>595</sup> Le gouvernement portugais détenait 20% des actions de cette société. Voir William Minter. *Portuguese Africa and the West*. New York : Monthly Review Press, 1972, p. 117.

des diamants dans le pays. En 1956, l'entreprise exporta des diamants angolais pour un montant environnant les 15 millions de dollars ; en 1958, ce chiffre atteignit les 20 millions.<sup>596</sup>

Parmi les autres exemples de la tolérance américaine envers des régimes ségrégationnistes en Afrique figuraient les cas de l'Union sud-africaine, la Rhodésie du Nord et le Nyassaland, où les investissements américains étaient également fermement ancrés, en particulier dans le secteur des diamants, du cuivre, du plomb et de l'uranium. En 1949, dans une interview accordée à un journal local, l'attaché du Consulat général américain à Johannesburg affirmait l'intérêt des États-Unis pour les richesses du sol sud-africain : « Le sol sud-africain regorge de richesses diverses et inouïes, et les États-Unis sont prêts à acquérir la majorité de ses richesses avec plus d'enthousiasme que l'or ».<sup>597</sup> L'Union sud-africaine était l'un des principaux fournisseurs d'uranium de Washington, au même titre que le Congo belge. Les investissements américains étaient également présents dans le plus influent conglomérat diamantaire sud-africain au capital anglo-américain De Beers qui détenait 90-95% de la production mondiale de diamants. Toutefois, c'est au Congo belge que les investissements américains ont considérablement influencé le cours de la politique africaine des États-Unis dans les années 1960.<sup>598</sup>

Le 30 juin 1960, le jour de la naissance du nouvel État congolais, ce dernier fut immédiatement plongé dans un tourbillon de conflits. La rébellion qui éclata au Congo n'était pas le fruit du hasard. Les puissances européennes et américaines étaient préoccupées par la popularité du jeune chef congolais Patrice Lumumba qui pourtant ne s'était jamais proclamé communiste. Les anciennes puissances coloniales, en accordant l'indépendance à leurs colonies,

<sup>596</sup> V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, pp. 34-35.

<sup>597</sup> « Южная Африка располагает феноменальным разнообразием ископаемых, подавляющую часть которых Соединённые Штаты готовы приобрести с большей охотой, чем золото ». V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, pp. 33-34.

<sup>598</sup> Le rapport *Resources for Freedom* (1952) fait état de l'importance des richesses de ces territoires pour le « Monde libre » : « Une part importante des sources actuelles et potentielles de cuivre et de cobalt du 'Monde libre' se trouve au Congo et en Rhodésie du Nord. L'Union sud-africaine et la Rhodésie du Sud sont les plus grandes sources d'amiante à fibres longues au monde. L'Afrique du Sud est également la plus grande source de chrome de qualité chimique et, avec le Congo, l'Afrique occidentale britannique, l'Afrique équatoriale française et l'Angola, elle fournit l'essentiel des diamants industriels du 'Monde libre'. Parmi les autres minéraux clés pour lesquels le 'Monde libre' se tourne vers l'Afrique, on trouve le minerai de fer, l'étain, le plomb, le zinc, le manganèse, le chrome métallurgique, la colombite, la tantalite et le cadmium ». "A major share of the free world's present and potential sources of copper and cobalt lies in the Congo and in Northern Rhodesia. The Union of South Africa and Southern Rhodesia are the world's largest sources of long-fiber asbestos. South Africa is also the largest single source of chemical grade chrome and, with the Congo, British West Africa, French Equatorial Africa, and Angola, supplies the bulk of the free world's industrial diamonds. Among other key minerals for which the free world looks to Africa are iron ore, tin, lead, zinc, manganese, metallurgical chrome, columbite, tantalite, and cadmium." Voir [U.S. President's Materials Policy Commission]. *Resources for Freedom*. Volume 1 : Foundations for Growth and Security. Washington : US Government Printing Office, 1952, p. 60.

cherchaient avant tout à préserver leurs intérêts économiques, politiques et leur domination sur les territoires colonisés. Officiellement cette position fut présentée comme une lutte contre l'expansion communiste, mais en réalité elle cachait un souci de préserver à tout prix l'influence des anciens États colonisateurs dans la région.

Les colonies africaines obtinrent leurs indépendances à condition qu'elles entretiendraient des liens privilégiés avec les métropoles. Les gouvernements coloniaux rédigeaient eux-mêmes les Constitutions de leurs anciennes colonies et encourageaient l'arrivée au pouvoir de dirigeants pro-occidentaux, comme Léopold Senghor au Sénégal, Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire et Léon Mba au Gabon, les incluaient dans des unions politiques et économiques et concluaient des traités de coopération en matière de sécurité et de défense. Ainsi, sous l'initiative de la France, en 1957, le Général De Gaulle avança l'idée d'unir l'Europe et l'Afrique par la mise en place d'un « marché commun », connu sous le nom de « l'Eurafrique ».<sup>599</sup> La même année, la France et la Belgique inclurent leurs colonies africaines dans le « marché commun » qu'ils venaient de créer, en qualité de territoires associés. La France, après avoir supprimé l'Union française en vertu de la Constitution de 1958, fonda, en 1959, en Afrique de l'Ouest, le Conseil de l'accord, composé de la Côte d'Ivoire, la Haute-Volta (Burkina Faso), le Dahomey (Bénin), le Niger et le Togo. En 1961, l'Union Afro-malgache (AMC) fut mise en place.<sup>600</sup> En 1963, à la suite de la conférence de Yaoundé, l'Association des États africains et de la République de Madagascar et de la Communauté économique européenne (EAMA) fut créée.<sup>601</sup> L'Angleterre entretenait également des relations économiques, politiques, culturelles et militaires étroites avec ses anciennes colonies dans le cadre du Commonwealth. Ainsi, l'influence britannique s'étendait du Cape Town à Lusaka et de Nairobi à Accra.

Dans l'ex-Congo belge, l'insoumis premier ministre Patrice Lumumba voulait sortir le pays de toutes tutelles et influences occidentales. Les États-Unis redoutaient le basculement de

---

<sup>599</sup> Ce concept fut critiqué par Moscou qui affirmait qu'il était « un instrument pour diviser l'unité africaine » : « Le principal objectif du Marché Commun en Afrique est d'exploiter les pays nouvellement indépendants de ce continent au profit des économies des États impérialistes et de les maintenir en esclavage ». "The main aim of the Common Market in Africa is to harness the newly independent countries of that continent to the economy of imperialist states, and to keep them in bondage." "The African Revolution Today: 'Eurafrica' as an Instrument for Splitting African Unity." *Evening News*, Accra, Nov. 27, 1962, p. 3. In: *Is U.S. Money Aiding Another Communist State: Hearing before the Subcommittee to Investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary, United States Senate, Eighty-seventh Congress, 2<sup>nd</sup> Session. Testimony of K. A. Busia, December 3, 1962.* Washington : U.S. Government Printing Office, 1963, p. 78.

<sup>600</sup> Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, p. 80.

<sup>601</sup> *Ibid.*

Lumumba vers les États socialistes et l'Union soviétique. Il devint rapidement une cible à éliminer. Les richesses du sol congolais attiraient non seulement les Belges, mais notamment leurs alliés britanniques et américains. Sur le territoire du Congo se trouvaient les plus grands gisements de minerais de cuivre. En 1960, le Congo représentait « 75% des exportations mondiales de cobalt, plus de 60% de celles de diamants à usage industriel, environ 60% de celles d'uranium utile pour le secteur militaire, 90% des exportations de radium, de riches réserves de fer, d'étain, de zinc, de manganèse, de charbon, d'or, d'argent ». <sup>602</sup>

Les investissements américains commencèrent à affluer au Congo au cours de la Seconde Guerre mondiale. Entre 1947 et 1956, les banques américaines investirent 97 millions de dollars, et, entre 1957 et 1960, injectèrent 70 millions de dollars. <sup>603</sup> Les principales banques américaines d'investissement engagées en Afrique étaient les suivantes : Chase Manhattan Bank, First National City Bank, Brown Brothers Harriman and Company, New York Trust Company. Entre 1949 et 1958, les États-Unis octroyèrent au Congo belge un crédit de 5 614 millions de francs belges. <sup>604</sup> Washington versa 40 millions de dollars au Congo par l'intermédiaire de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale, BM). <sup>605</sup> Le groupe américain Morgan possédait également une participation majoritaire dans la société financière belge Société Générale de Belgique qui détenait 70% de l'économie du Congo. <sup>606</sup> Les principaux piliers de la Société Générale de Belgique au Congo étaient l'Union minière du Haut-Katanga (UMHK), la Compagnie Minière et Géologique et la Société Industrielle Forestière et Minière. Sous le contrôle de l'UMHK se trouvait la plus riche province du Congo, le Katanga. Le groupe exportait 75% du cobalt congolais, 90% du radium du Katanga, l'étain, le plomb, le zinc, le manganèse, les minerais de charbon et l'uranium. <sup>607</sup> Les investissements américains avaient un lien direct avec l'UMHK, non seulement par le biais de la Société Générale de Belgique, mais par la participation actionnaire indirecte, dans le cadre de l'UMHK. En 1950, le groupe Rockefeller acheta le tiers des actions du monopole britannique Tanganyika Concessions, lequel possédait 14% des actions de l'UMHK. <sup>608</sup> Entre 1960 et 1961, en provenance du Katanga par le biais de l'UMHK, 60% du cobalt congolais, 64% de

---

<sup>602</sup> V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 65.

<sup>603</sup> *Ibid.*

<sup>604</sup> *Ibid.*

<sup>605</sup> *Ibid.*

<sup>606</sup> *Ibid.* Voir également Stephen R. Weissman. *American Foreign Policy in the Congo, 1960-1964*. London: Cornell University Press, 1974, p. 175.

<sup>607</sup> *Ibid.*

<sup>608</sup> Kyoni Kya Mulundu. *Les États-Unis brisent l'élan souverain du Katanga : Seul contre trois. II. M. Moïse Kapend Tshombe face à John F. Kennedy*. Paris : Les éditions Edilivre, 2015, p. 7.



manganèse, 79% de minerais de tantale, 75% d'uranium et 87% des diamants à usage industriel furent exportés vers les États-Unis.<sup>609</sup>

L'arrivée au pouvoir de Patrice Lumumba poussa les groupes américains et européens à se préoccuper de l'avenir des actions de l'UMHK, dont une part, précisément 22,5%, devait revenir avec l'indépendance du pays au gouvernement congolais.<sup>610</sup> La possession de ces actions plaçait la nouvelle République congolaise sur un pied d'égalité avec le groupe Rockefeller, le principal actionnaire du groupe UMHK. Le journaliste indépendant américain Isador Feinstein Stone, réputé pour sa virulente critique à l'égard de la politique étrangère de Washington, écrivait dans l'hebdomadaire *I. F. Stone's Weekly* :

Alors, un Lumumba s'assiera avec les Rockefeller dans un nouveau type de partenariat mixte public-privé, car les Rockefeller ont un intérêt grand et croissant pour l'Union Minière du Haut-Katanga, et ils sont désormais les alliés les plus puissants de la Belgique dans la lutte pour maintenir le contrôle du Congo.<sup>611</sup>

Le financier américain, président de Liberty Asset Management Company (LAMCO), L. Edgar Detwiler déclarait à ce sujet : « Si nous perdons les ressources du Congo, alors ce sera l'un des événements les plus tragiques pour les pays du 'Monde libre' ». <sup>612</sup>

La peur de perdre les ressources du Congo et les actions de l'Union Minière, en faveur du régime de l'insoumis Lumumba, poussèrent les gouvernements et les sociétés belges et britanniques à apporter leur soutien au dirigeant katangais Moïse Tshombe, l'encourageant à

<sup>609</sup> Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, pp. 67-68. Voir également Stephen R. Weissman. *American Foreign Policy in the Congo, 1960-1964*. London: Cornell University Press, 1974, pp. 28-29.

<sup>610</sup> « (...) un nouvel accord a été négocié à Bruxelles. (...) Il a été convenu que le nouveau gouvernement [congolais] garderait le contrôle de 22,5% de l'Union Minière ». En anglais : "(...) a new deal was negotiated in Brussels. (...) It was agreed that the new government would keep control over 22.5 percent of Union Miniere." Voir Isador Feinstein Stone. "The Financial Shenanigans Surrounding the Congo's Stock in Union Miniere : More Light on the Rockefeller Interest in the Congo Struggle." *I. F. Stone's Weekly*. Vol. VIII. No. 36 (October 10, 1960) : 2. Disponible en ligne sur <<http://www.ifstone.org/weekly/IFStonesWeekly-1960oct10.pdf>>. Téléchargé le 18 juin 2020.

<sup>611</sup> "There a Lumumba would sit with the Rockefellers in a new kind of mixed public-private partnership, for the Rockefellers have a large and growing interest in Union Miniere du Haut Katanga, and are now Belgium's most powerful allies in the struggle to maintain control of the Congo." Isador Feinstein Stone. "Imagine Lumumba Partners With Rockefeller." *I. F. Stone's Weekly*. Vol. VIII. No. 34 (September 26, 1960) : 1. Disponible en ligne sur <<http://www.ifstone.org/weekly/IFStonesWeekly-1960sep26.pdf>>. Téléchargé le 18 juin 2020. Voir également V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 69.

<sup>612</sup> « Если мы потеряем ресурсы в Конго, то это будет одним из самых трагичных событий для свободных стран мира ». V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 69. L. Edgar Detwiler avait signé un important contrat économique dans l'exploitation des mines de cuivre avec le gouvernement congolais, dès l'obtention par le pays de l'indépendance, en juillet 1960. Ce contrat, fourbe et désavantageux pour le Congo, fut rapidement annulé. Voir David N. Gibbs. *The Political Economy of Third World Intervention. Mines, Money, and U.S. Policy in the Congo Crisis*. Chicago : The University of Chicago Press, 1991, p. 106. Voir également Lise Namikas. "History through Documents and Memory : Report on a CWHIP Critical Oral History Conference on the Congo Crisis, 1960-1961." In : Christian F. Ostermann. *Bulletin : Cold War International History Project. Inside China's Cold War*. Issue 16 (Fall-Winter 2007-2008) : 538-539.

réclamer l'indépendance du Katanga. Contrairement aux alliés belges et britanniques, les États-Unis n'approuvaient pas l'idée d'une scission du pays et soutenaient la préservation de l'intégrité territoriale du Congo. Si les visions des États-Unis et des alliés de l'OTAN sur l'intégrité territoriale du Congo différaient, néanmoins, elles se rejoignaient dans la volonté de se débarrasser de Lumumba. Le 19 août 1960, le président Eisenhower présida une réunion du Conseil de sécurité nationale durant laquelle le directeur de la CIA Allen Dulles suggéra d'éliminer physiquement « l'élément » perturbateur Patrice Lumumba.<sup>613</sup> Bronson Tweedy, chef de la section africaine de la CIA, témoigna de ses échanges, en été 1960, avec Richard M. Bissell, agent de la CIA, sur une éventuelle élimination de Lumumba : « Ce que M. Bissell me disait, c'était qu'il y avait un accord, un accord politique, à Washington, pour que Lumumba soit retiré de la position de contrôle et d'influence au Congo (...) et parmi les possibilités de cette élimination figurait, en effet, l'assassinat ».<sup>614</sup> Le 26 août 1960, Dulles envoya un câble diplomatique à l'ambassade américaine de Léopoldville (Congo), dans lequel il affirmait que l'élimination de Lumumba était une affaire urgente et prioritaire :

Ici, en haut lieu, la conclusion est claire que si [Lumumba] continue d'occuper de hautes fonctions, le résultat inévitable sera au mieux le chaos et au pire d'ouvrir la voie à la prise de contrôle sur le Congo par les communistes avec des conséquences désastreuses pour le prestige de l'ONU et pour les intérêts du Monde libre en général. Par conséquent, nous concluons que son éviction doit être un objectif urgent et primordial et que, dans les conditions existantes, cela devrait être une haute priorité de notre action secrète.<sup>615</sup>

Avec l'assistance du bureau de la CIA au Congo, du service de sûreté belge et des chefs congolais pro-occidentaux<sup>616</sup>, Lumumba et ses deux collaborateurs, Joseph Okito et Maurice Mpolo, furent assassinés en janvier 1961. Joseph-Désiré Mobutu, chef de l'État-major congolais et proche de Patrice Lumumba, était connu pour ses relations étroites avec les services de la

<sup>613</sup> Christophe Boisbouvier. « Justice belge : Qui a tué l'ancien Premier Ministre congolais, Patrice Lumumba ? ». In : *Jeune Afrique*, [en ligne], 31/12/2012. Consulté le 15 novembre 2016. Disponible en ligne sur <<http://www.jeuneafrique.com/138828/politique/justice-belge-qui-a-tu-l-ancien-premier-ministre-congolais-patrice-lumumba/>>. Voir également Saki Dockrill. *Eisenhower's New-Look National Security Policy, 1953-61*. New York : St. Martin's Press, 1996, p. 232.

<sup>614</sup> "What Mr. Bissell was saying to me was that there was agreement, policy agreement, in Washington that Lumumba must be removed from the position of control and influence in the Congo (...) and that among the possibilities of that elimination was indeed assassination." In "Alleged Assassination Plots Involving Foreign Leaders." *An Interim Report of the Select Committee to Study Governmental Operations. Senate. 94<sup>th</sup> Congress. 1<sup>st</sup> Session. Report No 94-465. November 20, 1975*. Washington D. C.: U.S. Government Printing Office, 1976, p. 20.

<sup>615</sup> "In high quarters here it is the clear-cut conclusion that if [Lumumba] continues to hold high office, the inevitable result will at best be chaos and at worst pave the way to communist takeover of the Congo with disastrous consequences for the prestige of the UN and for the interests of the free world generally. Consequently, we conclude that his removal must be an urgent and prime objective and that under existing conditions this should be a high priority of our covert action." *Ibid.*, p. 15.

<sup>616</sup> J. D. Mobutu, agent et informateur de la Sûreté belge et proche des services secrets américains, avait joué un rôle majeur dans le renversement du gouvernement de Lumumba.

sûreté belge et la CIA. Son amitié rapprochée avec les services secrets américains avait été relatée par l'historien américain Charles P. Howard Sr. :

Parmi les sources d'information, il est connu de tous, que durant le mois d'août 1960, Mobutu était un visiteur nocturne fréquent à l'ambassade des États-Unis de Léopoldville. Peu de temps après, il est arrivé avec suffisamment d'argent pour nuire au gouvernement de Lumumba ; étant capable de payer l'armée et de prendre le contrôle.<sup>617</sup>

Afin d'éradiquer du gouvernement des « éléments lumumbistes » comme Antoine Gizengi, la CIA mit en place Mobutu comme « l'homme fort » du Congo. Ainsi, dans l'ouvrage de Andrew Tully, intitulé *CIA. Inside Story*, l'historiographe officiel de la Maison blanche et de la CIA, entre 1948 et 1961, écrivait :

On peut dire, sans peur de se tromper, que Mobutu fut « découvert » par la CIA. (...). Il était évident que l'indolent Kasavubu n'était pas un adversaire pour Lumumba, mais la CIA disposait de l'homme qui devait prendre l'affaire en charge au nom de Kasavubu. Cet homme était évidemment Joseph Mobutu (...). À dater du 14 septembre [1960], Mobutu émergea comme l'homme militairement fort du Congo.<sup>618</sup>

Joseph Mobutu devint plus tard, à la suite d'un coup d'État soutenu par la CIA contre Kasavubu, le 25 novembre 1965, le président du Congo et le garant des intérêts américains en Afrique centrale. Jusqu'à la fin des années 1960, Mobutu percevait des versements réguliers de la CIA pour ses actions politiques.<sup>619</sup>

Ainsi, les exemples mentionnés ci-dessus illustrent parfaitement comment les intérêts des investissements américains influèrent sur le sort des États africains et façonnèrent la politique africaine des États-Unis.

## 2.2. Entre bases militaires, aide et propagande idéologique : le périlleux chemin du renforcement des positions américaines en Afrique

Pour protéger les intérêts du « Monde libre », les États-Unis soutenaient activement l'idée de la présence sur le territoire des jeunes États africains des bases militaires de leurs alliés européens, considérées comme des bastions de l'OTAN en Afrique. En 1963, l'Afrique

<sup>617</sup> Jules Chomé. *L'ascension De Mobutu. Du Sergent Joseph Désiré Au Général Sese Seko*. Paris : Editions Complexes, 1974, p. 73.

<sup>618</sup> "It seems safe to say that Mobutu was 'discovered' by CIA. (...). It was obvious that the indolent Kasavubu was no match for Lumumba, but CIA had the man to take charge in Kasavubu's name. He was, of course, Joseph Mobutu, (...). Now – on September 14 – Mobutu emerged as the Congo's military strong man." Andrew Tully (1962). *CIA. The Inside Story*. Lake Oswego: eNet Press Inc., 2012, pp. 202, 221.

<sup>619</sup> "(...) the CIA was involved in the second Mobutu coup of November 25, 1965. As the CIA-assisted repression succeeded, Mobutu began to consolidate his political and financial hold. (...). There seemed to be a decreasing need for covert action. A U.S. diplomat (...) states that CIA political action payments to Mobutu ceased 'at the end of the 1960s'." Stephen Weissman. "Zaire, OTRAG, and Angola: The CIA and U.S. Policy in Zaire and Angola." In Ellen Ray, William Schaap (ed.). *Dirty Work 2: The CIA in Africa*. London: Zed Press, 1982, p. 165.

comptait sur son sol 21 bases aériennes et 12 bases navales des États membres de l'OTAN.<sup>620</sup> Les bases militaires des anciennes puissances coloniales étaient présentes principalement en Afrique du Nord, où était « située la plus grande part du capital américain en Afrique »<sup>621</sup> ; en Libye se trouvait, notamment, la plus grande base militaire américaine en Afrique. Hormis l'Afrique du Nord, riche en hydrocarbures, les bases européennes de l'OTAN étaient implantées dans les régions clés du continent noir : des bases aériennes en Éthiopie (Massawa), Kenya (Kissoumou, Nairobi), Tanganyika (Tanzanie) (Dar es Salaam, Tabora), Ouganda (Entebbe), Libéria (Morris Field); des bases maritimes au Kenya (Mombasa), Tanganyika (Dar es Salaam), République du Congo (Banana), République sud-africaine (Simon's Town).<sup>622</sup> Avec les indépendances des États africains, les États-Unis commencèrent à mentionner de plus en plus l'importance stratégique de l'Afrique, proche du « flanc sud de l'OTAN ». Le rapport du département d'État américain paru en mars 1962, *Guidelines for Policy and Operations in Africa*, stipulait que « L'Afrique joue un rôle décisif dans la défense de l'Occident, car elle assure la sécurité du flanc sud de l'OTAN ».<sup>623</sup> Dans l'ouvrage *Amerikanskie monopolii v Afrike* (1962), l'auteur V. Larin cite l'extrait d'un article paru en 1962 dans le quotidien américain *New York Journal-American* qui indiquait :

Stratégiquement, l'Afrique est plus importante pour l'Occident que le Moyen-Orient. Elle est située à seulement quelques milliers de kilomètres de l'Angleterre et des États-Unis. Elle contrôle la majeure partie de l'Atlantique. Si le canal de Suez nous est fermé, l'Afrique pourrait bloquer notre chemin vers l'Extrême-Orient. Si les Russes y établissent un tremplin, ils se trouveront en plein cœur de toutes les alliances défensives que nous avons créées après la guerre, commençant par la CENTO et terminant par l'OTAN.<sup>624</sup>

<sup>620</sup> O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, p. 49.

<sup>621</sup> « (...) основная часть военных баз расположена в Северной Африке, где размещена большая доля американского капитала в Африке (...) ». V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 38.

<sup>622</sup> *Ibid.*, p. 39.

<sup>623</sup> "Africa plays a decisive role in the defense of the West as it secures the southern flank of NATO." "Guidelines for Policy and Operations : Africa, March 1962." In : Paul Tiyambe Zeleza. *The Study of Africa, Volume 2: Global and Transnational Engagements*. Dakar : CODESRIA, 2007, p. 252. Voir également V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 39.

<sup>624</sup> CenTO : *Central Treaty Organisation* ou en français l'Organisation du Traité central, communément appelé le Pacte de Bagdad.

« В стратегическом отношении Африка имеет для Запада более важное значение, чем Средний Восток. Она расположена всего в нескольких тысячах миль от Англии и Соединённых Штатов. она контролирует большую часть Атлантики. Если Суэцкий канал будет для нас закрыт, Африка может блокировать наш путь на Дальний Восток. Если русские создадут здесь плацдарм, они окажутся в тылу всех оборонительных союзов, которые мы создали после войны, начиная от СЕНТО и кончая НАТО ». V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 39.

Dans la « Loi sur l'aide étrangère de 1963 », l'Administration américaine soulignait l'importance stratégique du continent africain pour les États-Unis : « Les pays africains bordant la Méditerranée revêtent une importance stratégique particulière pour les États-Unis en raison de leur position face au flanc sud de l'OTAN. Les pays de la Corne de l'Afrique situés le long de la mer Rouge ont également une importance stratégique car ils contrôlent les

Le général de l'armée américaine James Maurice Gavin prédisait, quant à lui, dans "Space Strategy and United States Defense", qu'en 1965, « l'Europe et l'Afrique formeront ensemble un même théâtre tactique. L'Afrique, en effet, est la clé de la future défense de l'Europe ».<sup>625</sup>

Pour les dirigeants africains, la présence des bases étrangères sur les territoires des jeunes États était considérée comme un phénomène inacceptable qui nuisait à la sécurité nationale des pays, mettant en cause leur indépendance et leur souveraineté. Ainsi, Larin, dans l'ouvrage *Amerikanskie monopolii v Afrike*, cite le journal ghanéen *Evening News* fondé par Nkrumah<sup>626</sup> qui affirmait que les puissances coloniales européennes utilisaient ces bases comme un moyen de pression sur les États africains afin de « garder sous la menace des armes les combattants africains pour la liberté et étouffer les mouvements d'indépendance, ce qui était l'un des principaux objectifs des bases de l'OTAN »<sup>627</sup> : « La présence de ces bases sur le territoire africain contredit l'esprit des décisions adoptées à Addis-Abéba [le Sommet d'Addis-Abéba pour la création de l'OUA du 22 au 25 mai 1963]. Les bases militaires représentent une véritable menace pour l'indépendance des pays d'Afrique ».<sup>628</sup>

---

approches de l'Afrique orientale et australe et du Moyen-Orient ». Version anglaise : "Strategic significance to the United States: African countries bordering on the Mediterranean are of special strategic significance to the United States because of their position opposite the southern flank of NATO. Countries in the Horn of Africa situated along the Red Sea are also strategic importance because they control the approaches to eastern and southern Africa and the Middle East." "Foreign Assistance Act of 1963, May 21, 1963." In: [U.S. Congress]. *Foreign Assistance Act of 1962: Hearings, 88th Congress, 1st Session, on H.R. 5490*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1963, p. 1065.

<sup>625</sup> "Europe and Africa together will form one tactical theater. Africa, in fact, is the key to the future defense of Europe." James M. Gavin. "Space Strategy and United States Defense : A Prophecy for 1965. August 20, 1958." In : [U.S. Congress]. *Congressional Record: Proceedings and Debates of the 85th Congress, August 22, 1958. Appendix*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1958, p. A7542.

Retraité de l'armée en 1958, James Maurice Gavin assura sous l'administration Kennedy la fonction d'ambassadeur des États-Unis en France, entre 1961 et 1962. Voir [Britannica]. "James Maurice Gavin." *Encyclopaedia Britannica* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.britannica.com/biography/James-Maurice-Gavin>>. Consulté le 22 juin 2020.

<sup>626</sup> Kurt X. Metzmeier. *John F. Kennedy, Ghana and the Volta River Project: A Study in American Foreign Policy towards Neutralist Africa*. 1989. University of Louisville, Master's Thesis, p. 58.

<sup>627</sup> « Держать под угрозой оружия африканских борцов за свободу и подавлять движение за независимость является одной из главных целей баз НАТО ». V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 42.

<sup>628</sup> « Наличие этих баз на территории Африки противоречит духу решений, принятых в Аддис-Абебе (...). Военные базы представляют серьёзную угрозу независимости стран Африки ». Cité dans O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, p. 49.

Le 25 mai 1963, à Addis-Abéba, en Éthiopie, lors de la première conférence des Chefs d'États africains, les dirigeants du continent n'hésitèrent pas à dénoncer la présence des bases militaires des anciennes puissances coloniales sur le sol africain, affirmant que ces dernières imposaient leur présence par la force: « Convaincu que les puissances coloniales, par l'imposition forcée des colons du contrôle des gouvernements et des administrations de ces territoires, établissent ainsi des bases coloniales au cœur de l'Afrique ». En anglais : "Convinced that the colonial powers, by their forcible imposition of the settlers to control the governments and administrations of those territories, are thus establishing colonial bases in the heart of Africa." Les Chefs d'États africains s'engagèrent "à provoquer, par la voie de la négociation, la fin des opérations militaires et de l'occupation du continent africain, la suppression des bases militaires et l'arrêt des essais nucléaires, dont l'élimination constitue un élément fondamental pour l'unité et l'indépendance de l'Afrique". En anglais: "To undertake to bring about, by means of negotiation, the end of military occupation of the African continent and the elimination of military bases and nuclear tests,

Les actions des États-Unis étaient ainsi de plus en plus assimilées à la politique néocoloniale, menée par les puissances européennes capitalistes. À la suite de l'assassinat du chef nationaliste congolais Lumumba, la politique américaine en Afrique fut sujette à de nombreuses critiques. Telle fut la situation au cours de la III<sup>e</sup> Conférence des peuples africains, le 25 mars 1961, au Caire, en Égypte, où le Vice-Président de l'Union des populations du Cameroun Abel Kingué et le chef de l'Union démocratique africaine du Kenya (*Kenya African Democratic Union*, KADU) Ronald Ngala prononcèrent des discours particulièrement virulents à l'égard de la puissance américaine :

[Abel Kingué] : Les impérialistes américains ont commis d'innombrables crimes contre le peuple africain. En fait, ce sont les dirigeants américains qui fournissent aux puissances coloniales européennes une assistance militaire, financière, diplomatique et autre, sans laquelle ces puissances n'auraient jamais survécu à l'avancée de notre peuple (...). Dans tous les pays en difficulté, les États-Unis sont les alliés les plus puissants des forces qui s'opposent à la libération du peuple africain.

[Ronald Gideon Ngala] : Une nouvelle forme de colonisation par d'autres impérialistes blancs, autres que les Britanniques, arrive au Kenya. Aujourd'hui, nous voyons les États-Unis d'Amérique et d'autres pays européens saboter notre indépendance. Les États-Unis, qui oppriment encore 25 millions de Noirs, nous imposent avec des dollars leurs laquais africains comme dirigeants, (...). Nous avons vu les États-Unis au Congo, en Angola et en Algérie. Les Portugais n'ont pas d'argent, mais les États-Unis leur ont donné des dollars. La même chose se produit maintenant au Kenya.<sup>629</sup>

---

which elimination constitutes a basic element of African Independence and Unity." Voir [Organization of African Unity]. *Resolutions adopted by the First Conference of Independent African Heads of State and Government held in Addis Ababa, Ethiopia, from 22 to 25 May 1963*, pp. 2, 7. Disponible en ligne sur <[https://au.int/sites/default/files/decisions/32247-1963\\_cias\\_plen\\_2-3\\_cias\\_res\\_1-2\\_e.pdf](https://au.int/sites/default/files/decisions/32247-1963_cias_plen_2-3_cias_res_1-2_e.pdf)>. Téléchargé le 25 juin 2020.

La présence des bases militaires des puissances coloniales en Afrique avait été condamnée par les présidents ghanéen et égyptien, Kwame Nkrumah et Gamal Abdel Nasser. Selon le président Nasser, les bases militaires étrangères "menacent notre sécurité et doivent être détruites"; "a threat to our security and must be destroyed." Voir "Statement by the Soviet Representative (Fedorenko) to the Disarmament Commission, April 26, 1965." In: [United States Arms Control and Disarmament Agency]. *Documents on Disarmament, 1965*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1966, p. 52.

Pour Nkrumah, la présence des bases étrangères compromettait l'indépendance des pays africains: "La puissance européenne force la conclusion de pactes avec les États balkanisés qui donnent le contrôle de leurs politiques étrangères aux anciens [colons]. Souvent aussi, elle prévoit l'installation de bases militaires et d'armées permanentes des puissances étrangères sur les territoires des nouveaux États. L'indépendance de ces États est uniquement nominative, car leur liberté d'action a disparu". "The European power forces the conclusion of pacts with the balkanized states which give control of their foreign policy to the former. Often, too, they provide for military bases and standing armies of the alien power on the territories of the new states. The independence of those states is in name only, for their liberty of action is gone." Kwame Nkrumah. *Africa Must Unite*. New York : Frederick A. Praeger, 1963, p. 174. Voir également Klaas van Walraven. *Dreams of Power. The Role of the Organization of African Unity in the Politics of Africa, 1963-1993*. New York : Routledge, 2018, p. 60.

<sup>629</sup> "A new form of colonization by other white imperialists, other than the British, is coming to Kenya. Today we see the United States of America and other European countries sabotage our independence. The U.S.A. which is still oppressing 25 million negroes is imposing their African stooges on us as our leaders through the use of dollars (...). We have seen the U.S.A. in Congo, Angola, and Algeria. The Portuguese have no money but the U.S.A. gave them dollars. The same thing is now happening in Kenya." Discours de Ronald Ngala à la 3<sup>e</sup> conférence des peuples africains, le 25 mars 1961, au Caire, Égypte.

Abel Kingué : « Американские империалисты совершили бесчисленные преступления против африканского народа. На деле именно руководители США предоставляют колониальным державам

Le 10 mars 1963, dans un rapport adressé au président Kennedy (*Report to the President of the United States from the Committee to Strengthen the Security of the Free World*), le Général Lucius D. Clay affirma que : « Le programme d'aide étrangère est l'un des nombreux instruments que nous, et d'autres pays développés, pouvons financer de manière adéquate et que nous devons utiliser avec vigueur pour défendre et promouvoir les intérêts du Monde libre ». <sup>630</sup> Ainsi, l'aide américaine, officiellement présentée comme libre et désintéressée, devait propager les intérêts américains.

Les aspects négatifs de l'aide américaine furent exposés par le délégué ougandais S. W. Uringi, lors de la tenue de la session du Conseil mondial de la paix (CMP)<sup>631</sup> à Varsovie, le 28 novembre 1963 :

Nous avons constaté que l'accord d'un certain type d'assistance est associé à de sévères conditions. C'est pourquoi de nombreux États africains ont peur d'accepter une telle aide. J'ai vu le gouvernement américain accorder à certains pays une aide dans des conditions très strictes. En quoi consistaient-elles ? Le contrôle de cette assistance sur place est assuré par des représentants américains. Le personnel technique des opérations d'aide est également américain. Les États-Unis exigent l'achat de produits américains. Ils interdisent

---

Европы военную, финансовую, дипломатическую и другую помощь, без которой эти державы никогда бы не выдержали наступления нашего народа (...). В каждой борющейся стране США являются сильнейшим союзником сил, сопротивляющихся освобождению африканского народа ». La déclaration d'origine d'Abel Kingué durant cette conférence n'a malheureusement pas pu être trouvée. Néanmoins, les archives de la CIA confirme la présence de ce dernier à la 3<sup>e</sup> conférence des peuples africains. Un discours similaire à celui d'Abel Kingué avait été tenu par Hag Mohamed Nov, membre du Parti du mouvement populaire de la Côte française des Somalis (PMP), qui déclarait : « Nous luttons contre l'impérialisme universel représenté sous ses diverses formes à l'OTAN, dirigé par l'impérialisme américain qui est dans les faits l'ennemi le plus dangereux qui menace l'humanité de notre époque ». En anglais : "We fight against the universal imperialism in its various forms, represented in NATO headed by the American imperialism, which is in fact the most dangerous enemy threatening mankind in our present era." Voir [Central Intelligence Agency]. *The All Africa People's Conference in 1961, November 1, 1961*, pp. 6, 8. Disponible en ligne sur <<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP78-00915R001300320009-3.pdf>>. Téléchargé le 4 juin 2020. Voir également V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 79.

<sup>630</sup> "A foreign aid program is one instrument among many which we and other developed countries can adequately afford and vigorously must use in the defense and advancement of free world interests." "Report to the President of the United States from the Committee to Strengthen the Security of the Free World, March 10, 1963." In: *U.S. Congress. Reports and Documents. 88th Congress, 2<sup>nd</sup> Session. House Documents. No. 296- 354. Volume 9.* Washington : U.S. Government Printing Office, 1964, p. 78. Voir également O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, pp. 204-205.

<sup>631</sup> Le Conseil mondial de la paix (CMP) était une organisation pro-soviétique interdite dans des pays du bloc de l'Ouest, comme la France et l'Autriche, accusée de mener des activités subversives. Voir [Le Monde]. « Le présidium du Conseil mondial de la paix s'est réuni à Vienne ». *Le Monde* [en ligne] 2 octobre 1963. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/archives/article/1963/10/02/le-presidium-du-conseil-mondial-de-la-paix-s-est-reuni-a-vienne\\_2212311\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1963/10/02/le-presidium-du-conseil-mondial-de-la-paix-s-est-reuni-a-vienne_2212311_1819218.html)>. Consulté le 26 juin 2020. Voir également [U.S. Department of State]. *Soviet Active Measures : The World Peace Council. Foreign Affairs Note*. Washington : U.S. Department of State, April 1985, p. 1.

aux pays bénéficiaires de l'aide américaine de commercer avec des pays-vecteurs d'un système politique différent. Peut-on vraiment qualifier cela d'aide ?<sup>632</sup>

Le 16 décembre 1963, les États-Unis signèrent une loi sur l'octroi de l'aide étrangère (*Foreign Assistance Act of 1963*).<sup>633</sup> Cette loi reprenait l'amendement du sénateur républicain Bourke B. Hickenlooper (*Hickenlooper Amendment*) qui avait été adopté le 1 août 1962, dans le cadre de la loi sur l'aide étrangère de 1962 (*Foreign Assistance Act of 1962*). Cet amendement prévoyait de suspendre l'aide aux pays qui nationaliseraient les capitaux américains sans contrepartie financière, l'objectif étant d'assurer la protection des investissements privés américains. Cette proposition de loi, très controversée, avait été, dans un premier temps, rejetée par le président Kennedy et le secrétaire d'État Rusk qui considéraient qu'elle nuisait aux intérêts américains.<sup>634</sup> Ainsi, lors de l'étude de l'amendement, en août 1961, le département d'État adressa au Congrès une note qui décrivait les inconvénients de cette disposition :

(...) l'injection du programme d'aide étrangère des États-Unis dans des procédures de condamnation ferait au mieux avancer les intérêts du citoyen américain particulier, dont la propriété est expropriée, et seulement de manière marginale, d'autre part, elle pourrait gravement heurter les intérêts nationaux vitaux américains, que ce programme d'aide étrangère doit promouvoir.<sup>635</sup>

En adoptant un tel amendement, l'Administration Kennedy craignait qu'une telle mesure ne joue en faveur de la propagande communiste car : « cela donnerait l'impression que les programmes d'aide étaient motivés par une volonté de protéger l'investissement privé américain

---

<sup>632</sup> « Мы заметили, что предоставление некоторых видов помощи связывается с жёсткими условиями. Поэтому многие африканские государства боятся принимать такую помощь. Я наблюдал, как правительство США оказывало некоторым странам помощь на весьма жёстких условиях. В чём они состояли? В том, что контроль над такой помощью на месте осуществляется американскими представителями. В том, что технический персонал операций по помощи также был американским. В том, что американцы требовали закупок оборудования только в США. В том, что они запрещали странам, принимающим американскую помощь, торговать со странами, имеющими иную политическую систему. Разве это можно назвать действительно помощью? ». Allocution de S. W. Uringi, membre de la délégation ougandaise à la session de Varsovie du Conseil Mondial de la paix du 28 novembre 1963. La version originale de cette déclaration est indisponible, car le rapport de cette session du CMP n'est pas accessible. Voir O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, p. 205.

En 1963, S. W. Uringi était membre de l'Assemblée nationale ougandaise et député de la sous-région du Nil-Occidental et de la région sud des peuples Madi. Voir [The Government of Uganda]. "Alphabetical List of Members of National Assembly. 1964." *Parliament of the Republic of Uganda* [en ligne] date inconnue, p. 5. Disponible en ligne sur <<https://www.parliament.go.ug/cmisis/browser?id=75713a58-15df-4582-bc0b-7b5255e93b41%3B1.0>>. Consulté le 3 juillet 2017.

<sup>633</sup> Voir "Foreign Assistance Act of 1963." *International Legal Materials*. Vol. 3. No. 1 (January 1964) : 47-60.

<sup>634</sup> Richard B. Lillich. "The Protection of Foreign Investment and the Hickenlooper Amendment." *University of Pennsylvania Law Review*. Vol. 112. No. 8 (June 1964) : 1117.

<sup>635</sup> "(...) the injection of the U.S. foreign assistance program into condemnation proceedings would at best advance the interests of the American citizen whose property is expropriated only marginally, and, on the other hand, it can seriously injure the vital U.S. national interests which the foreign assistance program is designed to further." [U.S. Congress]. "Expropriation of U.S. Property. Statement of the Department of State." *Hearings before the United States Senate Committee on Foreign Relations. 87th Congress*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1961, p. 558.



et étaient, en soi, des outils du capital américain ». <sup>636</sup> Après de nombreux débats, l'amendement Hickenlooper fut finalement approuvé par le président Kennedy. La loi stipulait que : « Le Président suspendra l'assistance au pays bénéficiaire (...), lorsque le gouvernement de ce pays (...) nationalise, exproprie, saisit les propriétés ou contrôle les biens appartenant à des citoyens, sociétés, partenariats ou associations (...) américaines (...) ». <sup>637</sup>

Un autre exemple qui démontre le caractère strict des conditions imposées pour percevoir l'aide du « Monde libre » était celui du Ghana. Le projet de développement de la Volta (*Volta River Development*), qui prévoyait la construction d'un barrage sur le fleuve Volta et d'un complexe hydroélectrique pour l'exploitation des riches mines de bauxite, devait être exploité par l'entrepreneur américain Edgar Fosburgh Kaiser Sr. Le gouvernement ghanéen de Nkrumah espérait recevoir l'aide américaine, promise par la décision du président Kennedy, datée du 29 juin 1961. Toutefois, Kaiser exprima ses conditions. Le gouvernement américain demanda au Ghana de lui garantir que les entreprises américaines implantées dans le pays, notamment celles de Kaiser, ne seraient pas nationalisées. La suspension du financement du projet sur le fleuve Volta survint immédiatement à la suite des actions, jugées par les États-Unis hostiles et nuisibles au « Monde libre », entreprises par le dirigeant ghanéen, comme la visite diplomatique du président Nkrumah en URSS et en République populaire de Chine, sa participation à la conférence de Belgrade des États non-alignés et la purge de l'appareil étatique et de l'armée.

Dans le cas du Soudan, les États-Unis, en échange d'une aide financière, exigeaient du gouvernement soudanais qu'il achète du blé américain à des prix particulièrement élevés, qui dépassaient considérablement les tarifs soviétiques, comme préalable à l'accord d'un crédit. <sup>638</sup> Un autre exemple de la manifestation de cette aide conditionnée était celui de la Guinée Conakry où, après le renvoi du corps diplomatique soviétique, l'ambassade des États-Unis exigea du gouvernement guinéen qu'il établisse un coordinateur pro-occidental pour gérer l'assistance économique américaine. La Guinée fut notamment « incitée à rejoindre le Fonds

---

<sup>636</sup> "It would give the appearance that the aid programs were motivated by a desire to protect U.S. private investment and were, in effect, tools of U.S. capital." In: [U.S. Congress]. *Expropriation of American-Owned Property by Foreign Governments in the Twentieth Century. Report Prepared by the Legislative Reference Service, Library of Congress, for the Committee on Foreign Affairs*. Washington : U.S. Government Printing Service, 1963, p. 27.

<sup>637</sup> "The President shall suspend assistance to the government of any country to which assistance is provided (...) when the government of such country (...) has nationalized or expropriated or seized ownership or control of property owned by any United States citizen or by any corporation, partnership, or association (...)." Richard B. Lillich. "The Protection of Foreign Investment and the Hickenlooper Amendment." *University of Pennsylvania Law Review*. Vol. 112, No. 8 (June 1964) : 1118.

<sup>638</sup> V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 24.

Monétaire International (FMI) et à signer une convention américano-guinéenne garantissant les intérêts des investissements américains ».<sup>639</sup>

Depuis la crise congolaise, l'autorité américaine était de plus en plus contestée. Afin de conquérir les cœurs des Africains, l'Administration du président Kennedy, au cours des indépendances africaines, activa sa machine de propagande. Pour renforcer son influence en Afrique, les États-Unis travaillaient sur deux axes majeurs : la propagande par l'intermédiaire de l'Agence d'information des États-Unis (*United States Information Agency*, USIA)<sup>640</sup> et l'aide humanitaire et missionnaire par l'intermédiaire du « Corps de la Paix » (*Peace Corps*). L'Administration du président Kennedy voulait par tous les moyens redorer l'image de l'Amérique en Afrique et présenter l'État américain comme un ami inconditionnel des jeunes États africains. Sous la présidence de Kennedy, la présence médiatique américaine sur le continent s'est renforcée. Au début des années 1960, l'USIA comptait plus de dix-mille employés, environ une soixantaine de bureaux, de bibliothèques et de lieux de projection cinématographique en Afrique.<sup>641</sup> De nombreux bureaux de l'USIA se situaient au Maroc et au Nigéria. L'USIA aidait à la mise en place de programmes d'échange entre étudiants et stagiaires africains et américains. Ainsi, en 1960, grâce à ces programmes, 873 Africains se rendirent aux États-Unis « pour poursuivre des études et des stages » et 653 Américains vinrent en Afrique. Sous la direction de l'USIA s'effectuait des échanges entre « gestionnaires, spécialistes, émissaires culturels, dont le séjour était financé par le gouvernement des États-Unis ».<sup>642</sup> Le

---

<sup>639</sup> Zaki Laïdi. *Les contraintes d'une rivalité : les superpuissances et l'Afrique, 1960-1985*. Paris : La Découverte, 1986, p. 48.

Le conditionnement de l'aide étrangère avait été établi par les États-Unis en 1959. Confrontés à de nombreuses difficultés de balance des paiements, résultant de l'aide octroyée à l'Europe d'après-guerre, poussés par la volonté de stimuler l'emploi dans le pays, Washington décida d'introduire l'obligation « d'acheter américain » pour l'octroi de l'aide étrangère. L'objectif de l'aide conditionnée (*tied aid*) était d'encourager l'achat de produits américains. Cette mesure fut également reprise par l'Angleterre et la France à l'égard des anciennes colonies. "Organization for Economic Cooperation and Development, Paris, July 1962. Annual Review, 1962, of the Development Assistance Efforts and Policies of the Members of the Development Assistance Committee." In [United States Congress]. *Foreign Assistance and Related Agencies Appropriations for 1963: Hearings before the Committee on Appropriations United States Senate, 87<sup>th</sup> Congress, II<sup>nd</sup> session on H. R. 13175*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1962, p. 466. Voir également Gerard Van Bilzen. *The Development of Aid*. Newcastle upon Tyne : Cambridge Scholars Publishing, 2015, p. 291.

<sup>640</sup> L'agence, créée en 1953, est un organe gouvernemental sous la juridiction du président des États-Unis.

<sup>641</sup> En juillet 1962, l'USIA comptait 10,932 employés. Voir "Letter from Mr. Schmidt enclosing coordinated USIA-State answers to questions submitted by Senator Pell, Washington, October 6, 1967." [United States Congress]. *USIA Foreign Service Personnel System : Hearing Before the Ad Hoc Subcommittee on a Foreign Service Information Officer Corps of the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 19<sup>th</sup> Congress, I<sup>st</sup> Session*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1967, p. 40. Voir également O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva: Politizdat, 1964, p. 42.

<sup>642</sup> Toutefois, il faut noter que la majorité des étudiants africains qui eurent l'opportunité d'aller étudier aux États-Unis venaient d'Afrique de l'Est. Durant la présidence de John F. Kennedy, environ 800 étudiants en provenance d'Afrique de l'Est se rendirent aux États-Unis. Voir Karen Rothmyer. "The African Airlift: The 1960 'Airlift' of 800 African Students to Study in the United States Lent a Crucial Boost to John F. Kennedy's Popularity Among African-Americans." *The Nation* [en ligne], September 16, 2009. Consulté le 3 juin 2020. Disponible sur

président Kennedy dans un discours au Congrès, prononcé le 25 mai 1961, avait exigé d'ajouter au budget initial de l'USIA, qui était de 151,48 millions de dollars, une somme supplémentaire de 3 millions de dollars. Le président américain prévoyait notamment de doubler les programmes en Afrique.<sup>643</sup>

Les fondations philanthropiques américaines et les centres de recherche, tels que Carnegie, Ford, l'Institut afro-américain, la Direction de la Coopération Internationale, soutenaient et finançaient la majorité des activités humanitaires américaines en Afrique. Ainsi, en 1961, ces organisations planifiaient d'envoyer en Afrique (Kenya, Nigéria, Ouganda, Tanganyika) plus de 400 enseignants américains.<sup>644</sup> Ces organismes, au même titre que l'État américain, accordaient des bourses d'études aux étudiants africains.

Hormis les mesures entreprises pour activer le travail de l'USIA en Afrique, l'Administration Kennedy adopta, le 1<sup>er</sup> mars 1961, une loi sur la création du *Peace Corps*. Le *Peace Corps* était une variante de l'aide américaine aux pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Les participants au « Corps » devaient, selon le président américain, contrer la perception négative de « l'impérialisme yankee » et renvoyer une image positive des États-Unis dans le Tiers monde.<sup>645</sup> Le groupe des volontaires qui constituaient le *Peace Corps* était composé de personnes issues de divers milieux professionnels, allant de simples étudiants, docteurs, enseignants aux missionnaires, agriculteurs et techniciens. Officiellement dans le *Peace Corps* entraient seulement des jeunes américains qui avaient pour seul désir d'être volontairement missionnés à l'étranger par le gouvernement, des instituts privés ou des organisations pour aider les États étrangers à satisfaire leur besoin en matière de spécialistes qualifiés. Malgré l'aspect volontaire, le recrutement était strict et très sélectif.<sup>646</sup> Pour rejoindre les rangs du *Peace Corps*, les candidats volontaires devaient répondre à de nombreuses questions. Les agents du Bureau Fédéral d'Investigation (*Federal Bureau of Investigation*, FBI), qui travaillaient étroitement avec le « Corps », rassemblaient des informations détaillées sur chaque candidat.<sup>647</sup> Une fois

---

<<https://www.thenation.com/article/archive/african-airlift/>>. Voir également V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Les éditions de l'Institut des relations internationales, 1962, p. 46.

<sup>643</sup> V. Larin. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962, p. 47.

<sup>644</sup> *Ibid.*

<sup>645</sup> "Kennedy saw the Peace Corps as a part of an information campaign to counter the perceptions of 'Yankee imperialism', create a positive image of the United States in the Third World, and serve the broader anti-communist strategy." Carl Cavanagh Hodge, Cathal J. Nolan. *U.S. Presidents and Foreign Policy: From 1789 to the Present*. Santa Barbara : ABC-CLIO, 2007, p. 287.

<sup>646</sup> Chester Bowles était ambassadeur des États-Unis en Inde, entre 1951 et 1953, et, 1963 et 1969. Voir Chester Bowles. *A View from New Delhi: Selected Speeches and Writings, 1963-1969*. New Haven : Yale University Press, 1969, p. 139.

<sup>647</sup> "Treading warily, Congress also initially required all staff members to undergo full-field FBI investigations rather than routine Civil Service Commission background checks." John C. Long était membre de l'équipe de recrutement des jeunes volontaires américains au moment de la création du Peace Corps, entre 1961 et 1966. Voir

sélectionnés, ces derniers suivaient une formation intense de trois mois en études africaines, affaires internationales, géographie et économie. Les candidats apprenaient les langues, les traditions et les coutumes des populations locales, suivaient une formation physique adaptée, étaient initiés à la photographie, la cryptographie et l'utilisation des systèmes radios portatifs.<sup>648</sup> Richard Van Loenen, participant au premier programme du *Peace Corps* en 1961, comparait cette période de préparation à des camps d'entraînement de Marines :

À cette époque, les formations du Corps de la Paix était comparable à celles des camps d'entraînement des Marines. Nous avons été conduits en bus vers une base militaire voisine pour des examens médicaux. Nous avons vécu dans un dortoir et étudié sur le campus. Notre équipement était fourni par le Corps de la Paix et comprenait des bottes, des chemises, des pantalons kaki et des casques.<sup>649</sup>

Au cours de l'année 1963, l'action du *Peace Corps* en Afrique se multiplia dans plusieurs pays indépendants : le Cameroun, l'Éthiopie, le Ghana, le Libéria, le Nigéria, le Sénégal, la Sierra Leone, la Somalie, le Tanganyika, le Togo, la Tunisie, le Gabon. À la fin de l'année 1963, l'organisation comptait environ 7 000 personnes. En septembre 1964, ce chiffre atteignit 13 000 personnes.<sup>650</sup> La même année, le gouvernement et le Congrès des États-Unis accordèrent au *Peace Corps* une somme de 108 millions de dollars.<sup>651</sup>

L'organisation, présentée comme une structure humanitaire, suscitait toutefois la méfiance de certains dirigeants africains. En 1964, les journaux nationalistes africains multipliaient des articles accusant le *Peace Corps* d'espionnage. Ainsi, le journal *West African Pilot*, fondé en 1937 par l'indépendantiste nigérian Nnamdi Azikiwe, reprenait les déclarations de Malcolm X (Malcolm Little), militant politique afro-américain, faites lors de son séjour à Lagos, le 8 mai 1964, qui désignait les membres du *Peace Corps* comme « des espions », « des

---

John C. Long. "Peace Corps' Early Days : The Day the FBI Came Knocking." *Courier Journal* [en ligne] 15 décembre 2019. Consulté le 10 juillet 2020. Disponible sur <<https://eu.courier-journal.com/story/opinion/contributors/2017/09/14/peace-corps-early-days-day-fbi-came-knocking-john-long/657455001/>>.

<sup>648</sup> Chester Bowles. *A View from New Delhi: Selected Speeches and Writings, 1963-1969*. New Haven : Yale University Press, 1969, p. 139. Voir Richard Van Loenen. "Tanganyika (Tanzania). Part I." *Peace Corps Times* (March/April 1986) : 8. Voir également "Peace Corps Plans to Double in '63." *Peace Corps News*. Vol. 1, No. 1 (Winter 1962) : 3.

<sup>649</sup> "In those early days Peace Corps training had been compared to Marine Boot Camp training. We were bused to a nearby military base for medical exams. We lived in a dormitory and studied on campus. Our gear was supplied by Peace Corps and included boots, khaki shirts and trousers and pith helmets." Richard Van Loenen, ingénieur-géologue, membre du Corps de la Paix en Tanzanie, en 1961. Voir Richard Van Loenen. "Tanganyika (Tanzania). Part I." *Peace Corps Times* (March/April 1986) : 8.

<sup>650</sup> [History.com Editors]. "President Kennedy Establishes the Peace Corps." *History* [en ligne] July 21, 2010. Consulté le 16 juillet 2020. Disponible en ligne sur <<https://www.history.com/this-day-in-history/peace-corps-established>>. Voir également "Peace Corps Plans to Double in '63." *Peace Corps News*. Vol. 1, No. 1 (Winter 1962) : 1.

<sup>651</sup> [United States Congress]. *Peace Corps Act Amendment of 1967 : Hearing, Ninetieth Congress. First Session on S. 1031. To Amend Further the Peace Corps Act, as Amended. May 4, 1967*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1967, p. 5.

missionnaires du colonialisme et du néo-colonialisme ». <sup>652</sup> À la suite de cela, à la demande du gouvernement américain, l'USIA effectua, entre le 10 et le 11 mai 1964, un sondage (*Attitudes Towards The Peace Corps*) au sein de la population instruite du Nigéria, dans les villes de Lagos et Ibadan. L'objectif était d'étudier l'attitude des Nigériens à l'égard du *Peace Corps*.

Tableau : « Attitudes à l'égard du Peace Corps au Nigéria ».

(If "yes.") "What did you read or hear about it?"

	<u>University Students</u> (61)	<u>Lagos Adult Literates</u> (53)	<u>Total</u> (114)
Number of cases			
Heard spy accusation	79%	90%	82%
Heard other news	<u>21</u>	<u>10</u>	<u>18</u>
Total	100%	100%	100%

(If "heard spy accusation.") "Do you personally believe this accusation to be completely or very true, partially or somewhat true, partially or somewhat false, or completely or very false?"

	<u>University Students</u> (48)	<u>Lagos Adult Literates</u> (46)	<u>Total</u> (94)
Number of cases			
Very true	4%	4%	4%
Somewhat true	50	48	49
Somewhat false	21	24	23
Very false	17	13	15
Don't know	<u>8</u>	<u>11</u>	<u>9</u>
Total	100%	100%	100%

Ce sondage montre que 82% de cette population instruite nigérienne avaient entendu parler des accusations d'espionnage et 53% y croyaient. <sup>653</sup> Le journal somalien *Al Kifah* appelait les

<sup>652</sup> Interview de Malcolm X au journal *West African Pilot*, Lagos, le 8 mai 1964 : « Les membres du Corps de la Paix sont tous des agents d'espionnage et ont une mission spéciale à accomplir. Ce sont des espions du gouvernement américain, des missionnaires du colonialisme et du néo-colonialisme ». Version d'origine : "The U.S. Peace Corps members are all espionage agents and have a special assignment to perform. They are spies of the American government, missionaries of colonialism and neo-colonialism." Voir "Malcolm X Calls Peace Corps 'Spies'. May 15, 1964." In : [CIA]. *Daily Report. Foreign Radio Broadcasts*. No. 95 (May 1964) : BBB12.

<sup>653</sup> [U.S. Information Agency]. "Survey. Attitudes Towards the Peace Corps, May 10-11, 1964". *Reports on Public Opinion in Africa, 1963-1964*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1965, p. 11.

volontaires du Corps « d'apôtres du néo-impérialisme ».<sup>654</sup> Le Congrès national africain du Tanganyika, représenté par son chargé de communication J. E. Omido, affirmait que : « Ils [les volontaires] sont également des agents et des espions des puissances de l'OTAN. (...). Ils ont l'intention d'établir des agences de l'OTAN partout et n'hésiteront pas à faire n'importe quoi pour détruire le gouvernement d'un pays, si cela convient à l'impérialisme américain ».<sup>655</sup> Au Gabon, les agents du *Peace Corps* furent accusés de mener des activités subversives contre la sûreté de l'État.<sup>656</sup> L'ambassadeur américain à Libreville fut, quant à lui, soupçonné de « complicité avec l'opposition politique ».<sup>657</sup>

Pour le gouvernement américain, ces rumeurs étaient le fruit de la propagande soviétique qui accusait notamment le directeur de l'organisation humanitaire Robert Sargent Shriver, époux de la sœur du président Kennedy, Eunice Mary Kennedy-Shriver, d'être, à cause de son passé militaire, « un agent de la CIA ».<sup>658</sup> Au moment de la création du *Peace Corps*, R. Sargent Shriver conclut avec le directeur de la CIA John A. McCone un accord de non-implication de la CIA dans les affaires internes de l'organisation. En effet, cet accord empêchait les anciens agents de la CIA d'intégrer les rangs du *Peace Corps*. En retour, les jeunes volontaires du Corps ne pouvaient rejoindre la CIA pendant une durée de cinq ans, après l'exercice de leurs services humanitaires.<sup>659</sup>

### 2.3. Washington et la rivalité avec les grandes puissances coloniales européennes en Afrique : les cas de la France et de l'Angleterre

Durant la présidence de John F. Kennedy, les États-Unis essayaient de se différencier de leurs alliés de l'OTAN et adoptaient un discours anticolonial, véhiculant l'idée d'une « Afrique

<sup>654</sup> « апостолы неоимпериализма ». O. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, p. 44.

<sup>655</sup> "They are also agents and spies of NATO powers. (...) They are intent on establishing NATO agencies everywhere and will not hesitate to do anything to wreck a country's government if it suits American imperialism." In : Justin P. Phalichanh. *The Peace Corps: An Altruistic or Imperialistic Enterprise*. 2010, Brandeis University, Master's Thesis, p. 25.

<sup>656</sup> Pierre-Michel Durand. *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*. Paris : Harmattan, 2008, p. 243.

<sup>657</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris : éditions Publibook, 2010, p. 33.

Le dirigeant ghanéen Kwame Nkrumah accusait les volontaires afro-américains de mener des opérations subversives en Afrique. Voir Rhodri Jeffreys-Jones. *The CIA and American Democracy*. 3rd Edition. New Haven : Yale University Press, 2003, p. 125.

<sup>658</sup> Rhodri Jeffreys-Jones. *The CIA and American Democracy*. 3rd Edition. New Haven : Yale University Press, 2003, p. 125.

<sup>659</sup> [United States Congress]. *Peace Corps Act Amendment of 1967 : Hearing, Ninetieth Congress. First Session on S. 1031. To Amend Further the Peace Corps Act, as Amended. May 4, 1967*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1967, p. 14.

Concernant la séparation qui existait entre la CIA et le *Peace Corps*, lire également l'article de l'ancien directeur du Peace Corps (1969-1972) Joseph H. Blatchford. "Peace Corps Has Always Kept Clean." Washington Star. May 29, 1981. In *Peace Corps, 1961-1981 : For 20 Years, Making a World of Difference : Press Clippings. Part 2. Action*. Office of Public Affairs, August 1981, p. 259.

pour les Africains ». Néanmoins, dans les faits, le gouvernement américain devait faire des compromis avec la position de leurs alliés européens dans la gestion du dossier africain. Selon l'ambassadeur américain en Guinée William Attwood, ce dernier avait été informé par des agents du bureau des Affaires africaines que la politique américaine en Afrique « consistait à s'adapter aux désirs des partenaires de l'OTAN » :

Mais, comme je l'ai appris des officiers du service extérieur du bureau des Affaires africaines, notre politique, si on pouvait l'appeler ainsi, consistait toujours à adapter nos actions en Afrique aux souhaits de nos partenaires de l'OTAN, souvent à courte-vue (qu'ils disaient encore dans les années 1950 que l'indépendance de l'Afrique était l'affaire d'au moins une génération).<sup>660</sup>

L'ambassadeur américain mentionne également le rapport d'une étude menée sur la politique des États-Unis en Afrique par un groupe de travail désigné par le président John Kennedy, en décembre 1961, qui stipulait que l'intervention américaine devait être « discrète et pratique » :

[Le rapport] a rejeté l'idée d'une Eurafrique, alors répandue dans les capitales occidentales, selon laquelle l'Afrique était encore une semi-dépendance de l'Europe et que l'Amérique ne devait pas s'immiscer, même si les Russes et les Chinois le faisaient. Mais il a souligné que notre « intrusion » devait être discrète, pratique et en harmonie avec les souhaits des dirigeants nationalistes africains.<sup>661</sup>

Déjà sous la présidence Truman, dans les hautes sphères de l'État, au sein des services secrets américains, était apparu un concept : la « théorie du vide » (*vacuum*). Selon cette théorie, les pays européens étaient de moins en moins capables d'assurer leurs responsabilités en Afrique. Ainsi, à la suite du repli progressif des puissances européennes sur le continent africain, un vide se formait qui risquait d'être rempli par l'arrivée du communisme. Ce vide devait être rempli par une autre puissance forte, capable de défendre les intérêts du « Monde libre ». Le rôle de cette nouvelle puissance montante en Afrique devait revenir aux États-Unis. Dans l'ouvrage *The New Africa* (1961), Smith Hempstone, journaliste et futur ambassadeur américain au Kenya, entre 1989 et 1993, écrivait : « L'Angleterre et la France quittent l'Afrique.

---

<sup>660</sup> "But, as I learned from the Foreign Service officers manning the Bureau of African Affairs, our policy, if you could call it one, was still to tailor our actions in Africa to the wishes of our often shortsighted NATO partners (who were still saying in the fifties that independence for Africa was at least a generation away)." William Attwood. *The Reds and the Blacks. A Personal Adventure*. New York : Harper and Row, 1967, p. 16. Voir également William Minter. *Portuguese Africa and the West*. New York : Monthly Review Press, 1973, p. 41.

<sup>661</sup> "It rejected the Eurafrika idea, then prevalent in Western capitals, that Africa was still a semidependency of Europe and that America should not intrude, even though the Russians and the Chinese were doing so. But it stressed that our 'intrusion' should be low-key, practical and in harmony with the wishes of Africa's own nationalist leaders." William Attwood. *The Reds and the Blacks. A Personal Adventure*. New York : Harper and Row, 1967, p. 15.

Leur réputation y est sérieusement affectée. La place vide doit être prise par cette Amérique souriante et qui tapote les Africains sur l'épaule afin de tirer profit de l'Afrique ».<sup>662</sup>

Si, au début des années 1960, l'Europe et les États-Unis étaient des partenaires par contrainte et nécessité, vers le milieu et la fin des années 1960, la politique américaine en Afrique commença à se démarquer par son autonomie. Les divergences d'intérêts et la rivalité entre les États du « Monde libre » se creusaient de plus en plus. Les États-Unis se lancèrent également dans une lutte pour l'influence contre les puissances coloniales traditionnelles afin de les évincer subtilement de leurs anciennes possessions en Afrique.

L'Administration du président Lyndon B. Johnson, arrivé au pouvoir après l'assassinat de Kennedy en novembre 1963, renforça la présence américaine sur le continent africain. L'activation de l'influence américaine se manifestait avant tout dans les colonies britanniques de l'Afrique de l'Est et de l'Ouest. La langue anglaise et la présence d'un capital américain facilitaient la pénétration des États-Unis dans ces régions. Au Kenya, Ghana et Nigéria, prétextant la lutte contre la menace communiste, les représentants de l'USIA et du *Peace Corps* travaillaient activement et faisaient la propagande du mode de vie à l'américaine. L'objectif principal de l'Administration du président Johnson consistait non seulement à mener une propagande active au sein des populations des anciennes colonies britanniques, en opposant le rêve américain au régime dictatorial communiste, mais aussi à évincer l'hégémonie britannique. Après le renforcement de leur présence idéologique et la neutralisation des éléments indépendantistes-nationalistes comme Nkrumah qui, à la suite d'un coup d'État orchestré par l'armée ghanéenne et soutenu par les services secrets britanniques et américains, le 24 février 1966, fut évincé du pouvoir, les États-Unis favorisèrent l'arrivée d'éléments pro-occidentaux.<sup>663</sup> Au Nigéria, le journal de Lagos *Sunday Express* du 9 février 1964 mentionnait : « Jamais autant d'Américains n'étaient venus au Nigéria que ces deux dernières années.

<sup>662</sup> "England and France are leaving Africa. Their reputation is seriously affected there. The empty place must be taken by this smiling America which taps Africans on the shoulder to benefit from Africa." Smith Hempstone. *The New Africa*. London: Faber and Faber, 1961, p. 50.

<sup>663</sup> William Worthy. "Nkrumah : Pan-Africanist Fighter." *The Guardian* (May 24, 1972). Voir St. Clair Drake. "Nkrumah : The Real Tragedy." *The Nation*. Vol. 214 (23) (June 5, 1972). Papers requested from CIA office. Disponible sur <<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP80-01601R000500200001-7.pdf>>. Téléchargé le 11 juillet 2020. Voir également Seymour M. Hersh. "C.I.A. Said to Have Aided Plotters Who Overthrew Nkrumah in Ghana." *New York Times* (May 9, 1978). In: *AF Press Clips*. Volume 13, No. 18 (1978) : 20.



Aujourd'hui, dans le pays, il n'y a pas une seule sphère gouvernementale où un Américain n'occuperait pas une fonction ». <sup>664</sup> La situation était similaire au Kenya et au Ghana :

Dans les services de la radio gouvernementale kenyane « La Voix du Kenya », les membres des comités de rédaction sont américains ; quant aux employés kenyans, ils sont systématiquement formés aux États-Unis. Une situation similaire se présente à la télévision locale. 60% du temps de transmission a été acheté par des sociétés américaines. (...).

Des centaines de spécialistes américains sont apparus à Accra [Ghana]. Ils servent de conseillers et de consultants au Conseil de libération nationale et aux agences gouvernementales du pays. <sup>665</sup>

L'africaniste américain Benjamin Nimer confirme également dans ses travaux (voir *Television As a Factor in National Cohesion in Kenya and Uganda*, Juillet 1966) la présence de consultants américains au sein des organes médiatiques gouvernementaux du Kenya et de l'Ouganda entre 1963 et 1965. Dans le cas du Kenya, George Middleton Cahan, ancien cadre de l'*America's National Broadcasting Corporation* remplaça, en 1963, le britannique Patrick Jubb au sein de la direction générale de la société kenyane de radiodiffusion KBC (*Kenya*

<sup>664</sup> “В Нигерию никогда ещё не приезжало столько американцев, как за последние два года. Сейчас в стране нет такой сферы государственной деятельности, где бы не выполнял те или иные функции какой-нибудь американец”. О. Vadeev. *Vstrecha s Afrikoy*. Moskva : Politizdat, 1964, p. 209. Je n'ai pas pu trouver l'original. Le professeur Levi Akalazu Nwachuku décrit, dans l'article "The United States and Nigeria, 1960 to 1987 : Anatomy of a Pragmatic Relationship", la montée rapide de l'intérêt américain pour le Nigéria, au cours des années 1960 :

« En 1958, 10 projets américains, principalement agricoles, avaient été approuvés pour le Nigéria. Pour ces projets, les États-Unis ont engagé 700 000 \$ (...). Huit mois après l'indépendance du Nigéria, le président John F. Kennedy, en mai 1961, a envoyé une mission économique spéciale pour étudier le plan de développement du pays sur six ans. Conformément aux recommandations de la mission, le gouvernement américain a fourni une assistance économique et militaire sous forme de prêts et de subventions de 25 millions de dollars, en 1962 ; 30,2 millions de dollars en 1963 ; 51,6 millions de dollars en 1964 (...) ». [By 1958, 10 U.S. projects, mostly agricultural, had been approved for Nigeria. For these projects, the United States committed \$700,000 (...). Eight months after Nigeria's independence, President John F. Kennedy, in May 1961, sent a special economic mission to study the country's 6-year development plan. Following the recommendations of the mission, the U.S. government provided economic and military assistance with loans and grants that ranged from \$25 million in 1962, \$30.2 million in 1963, \$51.6 million in 1964 (...)]. Levi A. Nwachuku. "The United States and Nigeria, 1960 to 1987: Anatomy of a Pragmatic Relationship." *Journal of Black Studies*. Vol. 28. No. 5 (May, 1998) : 576.

<sup>665</sup> “В кенийской правительственной радиослужбе ‘Войс оф Кения’ заместителями редакторов всех редакций являются американцы, а служащие - кенийцы систематически проходят стажировку в США. Аналогичное положение - в местном телевидении. 60% времени передач закуплено американскими компаниями. (...).

В Аккре появились сотни различных американских специалистов, которые заняли должности советников и консультантов Национального совета освобождения и государственных учреждений страны”. Evgeny Tarabrin. *Novaya skhatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, pp. 210, 216.

Dans l'ouvrage *Western-Educated Elites in Kenya, 1900-1963*, Jim C. Harper écrit que l'élite intellectuelle kényane formée en Angleterre et aux États-Unis, entre 1959 et 1961, constitua « le cœur de la fonction publique » du Kenya indépendant. Ces jeunes intellectuels, formés en Occident, « remplacèrent le personnel colonial qui dirigeait et exploitait le pays depuis plus d'un demi-siècle ». [“ (...) constituted the ‘core of the Civil Service’ in independent Kenya. They replaced the colonial personnel that had run and exploited the country for more than half a century.”]. L'auteur cite l'exemple de Nyoike F. Njoroge, ayant été formé aux États-Unis, entre 1956 et 1961, il rejoignit la radio nationale kényane en 1964, en tant que producteur-réalisateur. En 1965, il fut promu au poste de directeur de la télévision nationale kényane. Voir Jim C. Harper. *Western-Educated Elites in Kenya, 1900-1963 : The African American Factor*. New York : Routledge, 2016, pp. 186-187.

*Broadcasting Corporation*, devenue à l'indépendance *Voice of Kenya*).<sup>666</sup> En Ouganda, Harry Engel, consultant américain, travaillait au développement de la télévision ougandaise, après l'indépendance du pays.<sup>667</sup>

Les missions diplomatiques des représentants politiques américains dans les anciennes colonies britanniques devenaient plus fréquentes, ainsi que celles des hauts cadres africains aux États-Unis (ministres, conseillers militaires, directeurs de banque). La rivalité entre les États-Unis et la Grande Bretagne se manifesta pleinement au Kenya, lorsque la scission au sein des cercles dirigeants du pays devint de plus en plus visible. Vers la fin des années 1960, le parti dirigeant du Kenya, l'Union nationale africaine du Kenya (*Kenya African National Union*, KANU), se divisa en deux fractions : KANU-A et KANU-B. La section KANU-A, dirigée par le président Jomo Kenyatta et le vice-président Daniel arap Moi, le ministre de la Défense Magana Njoroge Mungai et le procureur général Charles Njonjo et la section KANU-B, représentée par Tom Mboya<sup>668</sup> et les ministres Joseph Daniel Otiende, Lawrence George Sagini, Eliud Ngala Mwendwa, Samuel Ayodo, Nyagah, Ronald Ngala.

Mboya, ministre du Développement économique et de la planification du Kenya, proche de la famille Kennedy, était réputé pour ses liens avec les États-Unis. Il était considéré par Washington comme le potentiel successeur du président Kenyatta.<sup>669</sup> En janvier 1968, il tenta d'empêcher l'élection à la présidence de la fraction du parti KANU de Nairobi du premier maire africain de Nairobi, Charles Wanyoike Rubia, proche de l'ambassade britannique, en apportant son soutien à Fredrick Lawrence Munyua Waiyaki.<sup>670</sup> Des bureaux de la fraction KANU-B furent ouverts dans les villes de Mombasa et de Machakos. Mboya critiquait les politiques d'aide et de commerce des puissances européennes. Selon lui, l'aide était un joug, un lien, trop souvent utilisé comme un instrument de politique étrangère et un moyen pour promouvoir les exportations des pays riches. Mboya aspirait à une moindre dépendance de l'Occident, plus de commerce et d'interdépendance entre les pays en voie de développement. L'économie du Kenya ne devait plus, selon lui, dépendre des fluctuations financières des grandes puissances,

---

<sup>666</sup> Benjamin Nimer (Dept. Of Pol. Sci., George Washington Uni.). *Television As a Factor of National Cohesion in Kenya and Uganda*. Washington : George Washington University Press, July 1966, p. 10. Voir aussi Frankline Sunday. "Film Sector still Needs More Effort to Succeed." *Standard Media Kenya* [en ligne] June 4, 2013. Disponible en ligne sur <<https://www.standardmedia.co.ke/article/2000085169/film-sector-still-needs-more-effort-to-succeed>>. Consulté le 15 juillet 2020.

<sup>667</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>668</sup> Il fut à l'origine de l'envoi, entre 1959 et 1960, du premier groupe d'étudiants kenyans aux États-Unis. Parmi ces étudiants figurait le père du premier président noir des États-Unis, Barack H. Obama.

<sup>669</sup> Les Britanniques soutenaient Daniel arap Moi.

<sup>670</sup> Charles Hornsby. *Kenya: A History Since Independence*. New York: I. B. Tauris, 2013, p. 205.

en particulier de l'Angleterre.<sup>671</sup> À Londres, Mboya était perçu comme un élément dangereux qui pouvait compromettre les intérêts britanniques en faveur des États-Unis. Le journal du Parti communiste italien *Rinascita* décrivait la personne de Mboya en ces termes : « Tom Mboya était aux yeux du groupe pro-britannique un candidat dangereux dans la succession de Kenyatta non à cause de son appartenance à la tribu Luo, mais principalement parce qu'il avait le soutien des États-Unis ». <sup>672</sup> Le 5 juillet 1969, Mboya fut assassiné.

Hormis la présence des éléments pro-américains, les États-Unis essayaient, afin de promouvoir leurs intérêts, de détourner certains cadres-clés pro-britanniques des régimes africains. Ainsi, dans le cas du gouvernement kenyan, Washington tentait d'attirer dans ses filets le ministre pro-britannique de la défense Njoroge Mungai. Ce dernier visita les États-Unis et conclut un accord avec le gouvernement américain sur l'envoi en formation aux États-Unis d'un groupe de militaires et de pilotes kenyans. En mars 1968, une équipe de 42 officiers américains, conduite par le responsable du Collège national militaire de Washington et Commandant suprême des forces alliées en Europe, le Général Andrew Jackson Goodpaster<sup>673</sup>, se rendit au Kenya. Lors d'une rencontre avec le ministre de la défense, le Général discuta du renforcement de la coopération entre le Kenya et les États-Unis dans le cadre de la création des forces militaires aériennes nationales du Kenya. L'Administration américaine était prête à accorder une aide à la formation de la police kenyane (*U.S. Police Training and Assistance*).<sup>674</sup>

La politique unilatérale des États-Unis dans les anciennes colonies africaines suscitait le mécontentement non seulement du premier allié américain, l'Angleterre, mais aussi celui de la France. Avec l'arrivée au pouvoir, en mai 1958, du Général Charles De Gaulle, les relations franco-américaines se refroidirent. Le journal catholique français *La Croix* décrivait, en janvier 1969, cette course acharnée pour l'influence en Afrique, vers la fin de la présidence de De Gaulle, dans les termes suivants :

---

<sup>671</sup> David Goldsworthy. *Tom Mboya: The Man Kenya Wanted to Forget*, New York: Africana Publishing Company, New York, 1982, p. 259.

<sup>672</sup> «Том Мбойя был в глазах про-английской группировки опасным кандидатом в преемники Кениаты главным образом не из-за своей принадлежности к племени луо, а потому, что пользовался полной поддержкой США». *Rinascita*, January 2, 1970, pp. 7, 8. Cité dans Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, p. 212.

"The U.S. government and CIA supported moderate leaders like Tom Mboya who were used to create a pro-Western trade union movement to replace the militant one (...)". Voir Shiraz Durrani. *Pio Gama Pinto : Kenya's Unsung Martyr. 1927 – 1965*. Nairobi : Vita Books, 2018, p. 52.

<sup>673</sup> Andrew Jackson Goodpaster, Général de l'armée américaine. En 1969, il occupa les postes de Commandant suprême des forces alliées en Europe (*NATO's Supreme Allied Commander, Europe, SACEUR*) et Commandant en Chef du Commandement des forces des États-Unis en Europe (*Commander in Chief of the United States European Command, CINCEUR*).

<sup>674</sup> Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972, p. 213.

L'Afrique, c'est le monde de demain. C'est pour cela qu'on y voit l'affrontement de grandes puissances qui tentent de préserver ou de créer leurs bases et effectuer et influencer la politique des gouvernements locaux. (...) Dans le camp des États de l'Ouest, il existe une forte concurrence.<sup>675</sup>

Dès le milieu des années 1960, on constate un durcissement de la politique américaine envers la France et dans ses anciennes colonies en Afrique. Si, sous la présidence de Kennedy, les États-Unis essayaient encore de se tenir à l'écart des possessions françaises en Afrique subsaharienne (cette absence était causée par la barrière linguistique et un manque d'éléments pro-américains influents dans les cercles gouvernants des anciennes colonies francophones), dès 1965, la situation changea. Ne cachant plus ses intérêts, le gouvernement du président Johnson se tourna vers les possessions françaises et belges en Afrique. Le premier pas vers l'éviction de la France et de la Belgique fut marqué par un coup d'État au Congo, en 1965, qui amena au pouvoir le général Joseph-Désiré Mobutu. Voulant fragiliser l'influence française en Afrique centrale, les États-Unis en collaboration avec le nouveau président congolais Mobutu créèrent, au début de l'année 1968, l'Union des États de l'Afrique centrale (UEAC), composée du Congo-Zaïre, de la République du Tchad et de la République centrafricaine. Cette nouvelle organisation régionale devait rivaliser avec l'Union douanière et économique de l'Afrique centrale (UDEAC, actuelle CEMAC)<sup>676</sup>, créée précédemment par l'initiative de la France, en décembre 1964. Les États-Unis tentèrent également de fragiliser l'Union africaine et malgache (UAM), une organisation régionale intergouvernementale, créée en 1961, dans le but de promouvoir la coopération entre les anciennes colonies françaises en Afrique.

Dès 1968, les personnalités politiques américaines multiplièrent les séjours dans les anciennes colonies françaises d'Afrique. Le 1 janvier 1968, le vice-président Hubert Humphrey effectua une tournée africaine « courte, mais intense » de 13 jours, visitant en premier le pays de « l'un des chefs d'État les plus respectés de notre époque », la Côte d'Ivoire du président Houphouët-Boigny.<sup>677</sup> Le 31 mai 1968, ce fut le tour du secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines Joseph Palmer II qui se rendit dans plusieurs pays africains (Gambie, Guinée

---

<sup>675</sup> « Африка - это мир будущего. Поэтому здесь происходят столкновения великих держав, которые стремятся сохранить или создать свои базы и оказывать влияние на политику местных правительств. (...) в лагере западных стран существует сильнейшая конкуренция ». *Ibid.*, p. 225. *La Croix*, janvier 1969. Il m'a été impossible de retrouver ce numéro, étant donné que les archives de cette période ne sont pas accessibles.

<sup>676</sup> Communauté Économique et Monétaire des États de l'Afrique Centrale (CEMAC), ex-UDEAC.

<sup>677</sup> (...) at our Embassy in Abidjan was Vice President Hubert Humphrey, at that time on a short but intense African tour (...). Voir [U.S. Advisory Committee on the Arts]. *Cultural Presentations, USA, 1967-1968 : A Report to the Congress and the Public by the Advisory Committee on the Arts*. Washington : US Government Printing Office, 1969, p. 41. Voir également [Le Monde]. « Le Vice-Président Humphrey à Abidjan », 1 janvier 1968. Disponible en ligne sur <[https://www.lemonde.fr/archives/article/1968/01/01/le-vice-president-humphrey-a-abidjan\\_2611527\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1968/01/01/le-vice-president-humphrey-a-abidjan_2611527_1819218.html)>. Consulté le 11 juillet 2020.

Conakry, Sierra Leone, Haute-Volta, Niger, Tchad, République centrafricaine, Cameroun, Gabon, Congo-Zaïre, Rwanda, Burundi, Ouganda, Nigéria, Sénégal).<sup>678</sup> Entre 1968 et 1969, les présidents du Niger, du Cameroun et de la Côte d'Ivoire effectuèrent des visites diplomatiques aux États-Unis.<sup>679</sup> Les dirigeants africains qui montraient leur fidélité et loyauté à l'égard de la France et résistaient aux sirènes de Washington étaient sévèrement critiqués. Pour exemple, le président du Gabon, un ami fidèle de la France, Omar Bongo Ondimba, à cause du renvoi des délégations du *Peace Corps* et de sa position anti-américaine, avait été particulièrement diabolisé par les médias américains. Le gouvernement des États-Unis condamnait notamment le concept de la « francophonie », né en 1967, qui soutenait l'idée de l'unité des pays francophones d'Afrique au sein d'une organisation dirigée par la France, et accusait cette dernière de vouloir maintenir son hégémonie sur le territoire des anciennes colonies. L'intérêt croissant des États-Unis au milieu des années 1960 pour les colonies françaises en Afrique était non seulement causé par des motivations économiques, la volonté de récupérer le marché africain de la France, le besoin d'accéder aux ressources naturelles, mais aussi par désir de gagner les voix des colonies francophones, dans le cadre de l'Assemblée générale du Conseil de sécurité de l'ONU, au sein duquel, lors des votes, ces États, quand ils en étaient membres, suivaient les directives de Paris, ce qui apportait au gouvernement français un poids politique conséquent.

Malgré cette rude concurrence, vers la fin des années 1960, les États-Unis réussirent à devenir des leaders en matière d'investissements en Afrique, dépassant leurs principaux concurrents, la France et l'Angleterre.

---

<sup>678</sup> "Statement of Hon. Joseph Palmer, 2d, Assistant Secretary of State for African Affairs." [U.S. Congress]. *Africa Briefing - 68 : Hearing Before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, Ninetieth Congress, 2nd Session, July 23, 1968*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1968, p. 1.

<sup>679</sup> Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnoshenia, 1972, p. 225.

Tableau : « Les investissements directs privés (sans les charges d'amortissement) en millions de dollars américains des États-Unis, de l'Angleterre et de la France en Afrique : années 1960 et 1968 »<sup>680</sup>

**Прямые частные инвестиции (за вычетом амортизационных расходов)  
США, Англии и Франции в Африке  
(в млн. долл.)**

Страны	1960 г.	1968 г.	% от общей суммы инве- стиций за границей на 1968 г.
США . . . . .	586,2	1477,0	3,9
Англия . . . . .	959,2	1408,0	8,8
Франция . . . . .	614,1	1295,0	32,0

Источники: Рассчитано по «Survey of Current Business», Sept. 1965; «Board of Trade Journal», Jan. 26, 1968; «Africa Report», No 1, 1969; «La Moniteur afrikaine», July 3, 1969.

Le tableau présenté ci-dessus montre que si, en 1960, les investissements privés directs américains (en russe : *США*) en Afrique étaient de 586,2 millions de dollars, ceux de la France (en russe : *Франция*) de 614,1 millions de dollars et de l'Angleterre (en russe : *Англия*) de 959,2 millions de dollars, en 1968, les investissements américains atteignirent 1 477 millions de dollars contre 1 295 millions de dollars, investis par la France, et 1 408 millions de dollars par l'Angleterre.<sup>681</sup>

<sup>680</sup> Traduction du tableau en français : « « Les investissements directs privés (sans les charges d'amortissement) en millions de dollars américains des États-Unis, de l'Angleterre et de la France en Afrique : années 1960 et 1968 ». Première colonne : Pays (États-Unis, Angleterre, France). Deuxième colonne : Année 1960. Troisième colonne : Année 1968. Quatrième colonne : Pourcentage de la totalité des investissements à l'étranger pour l'année 1968 ». Les données utilisées dans le tableau ont été constituées à partir des sources suivantes : *Survey of Current Business*, September 1965 ; *Board of Trade Journal*, January 26, 1968 ; *Africa Report*, No. 1 (1969) ; *Le Moniteur africain*, 3 juillet 1969.

<sup>681</sup> Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnoshenia, 1972, p. 89.

## Chapitre VI — L'URSS et les États-Unis en Afrique dans les années 1970-1980 : entre Détente et rivalités

### 1. Brejnev « l'Africain » et les Administrations Johnson et Nixon dans les affaires africaines

En 1964, l'appareil gouvernemental soviétique subit d'importants changements. Celui qui était réputé pour être « l'ami de l'Afrique », Nikita Khrouchtchev, fut limogé et le pouvoir revint à Leonid Brejnev. L'arrivée du nouveau dirigeant eut indéniablement une influence sur la politique extérieure de l'Union soviétique, surtout envers l'Afrique. Vers la fin de son mandat, Nikita Khrouchtchev, confronté aux difficultés générées par la douloureuse expérience guinéenne, adopta une approche plus pragmatique et réaliste des enjeux africains. Dorénavant, le chef d'État soviétique appelait les dirigeants africains à tempérer leur zèle patriotique, « [éviter de rompre] les liens économiques avec la Métropole, [et] tirer profit des relations déjà établies ». <sup>682</sup> Khrouchtchev n'accourait plus au secours des jeunes États africains, mais voulait, désormais, soutenir uniquement les projets économiques qui répondaient directement aux intérêts nationaux de l'Union soviétique. Ainsi, le dirigeant soviétique passa d'une politique empreinte d'un certain idéalisme au réalisme des enjeux stratégiques, une politique reprise par Brejnev.

#### 1.1. Le réalisme brejnévien dans la gestion des affaires africaines

Le scepticisme et la prudence caractérisèrent les débuts de la politique africaine de Brejnev. L'approche « non-interventionniste » dans la gestion des affaires africaines se manifesta lors du renversement des régimes politiques amis de l'URSS, comme ceux du ghanéen Kwame Nkrumah, en février 1966, et du malien Modibo Keita, en novembre 1968. <sup>683</sup> Le nouveau gouvernement soviétique non seulement ne condamna pas les coups d'État, mais s'empressa de reconnaître les nouveaux régimes. <sup>684</sup>

<sup>682</sup> « Не рвите экономические связи с метрополиями, старайтесь извлекать для себя пользу из реально существующих отношений ». Cité dans Apollon Davidson, Sergei Mazov. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, pp. 220-221.

<sup>683</sup> Notons que le Ghana, la Guinée Conakry et le Mali étaient considérés par l'administration soviétique comme les trois principaux alliés et amis de l'URSS en Afrique.

<sup>684</sup> Zaki Laïdi. *Les contraintes d'une rivalité : les superpuissances et l'Afrique, 1960-1985*. Paris: La Découverte, 1986, p. 64.

À la suite de la désillusion, engendrée par les révolutions africaines, et les importantes pertes économiques subies par l'URSS en Afrique, Leonid Brejnev ne cherchait plus parmi les dirigeants africains de fidèles alliés socialistes, mais souhaitait plutôt établir des relations diplomatiques pragmatiques avec tous les régimes africains désireux de se rapprocher de l'URSS. À ce moment-là, en 1965, l'Union soviétique instaura des relations diplomatiques avec la République centrafricaine (RCA) et la République de Haute-Volta (actuel Burkina Faso), en 1967, ce fût le tour de la Côte d'Ivoire et du Niger, en 1971. L'URSS construisait dorénavant des relations aussi bien avec les régimes d'orientation socialiste, qu'anti-communistes, comme le Tchad et le Congo-Zaïre. Dans l'ouvrage *Les contraintes d'une rivalité : les superpuissances et l'Afrique, 1960-1985*, Zaki Laïdi décrit les débuts africains de Brejnev en ces mots :

En vérité, dès lors qu'un État ne lui manifeste pas une hostilité déclarée, l'Union soviétique n'hésite pas à se montrer diplomatiquement réceptive et politiquement indulgente. Il suffit, par exemple, que le régime de Mobutu exprime dès 1966 son souci de renouer ses liens avec le camp socialiste pour que le mot « mobutisme » qualifié un an plus tôt « d'affreuses combinaison, d'aventurisme militaire et d'absence de principes politiques », cesse d'être voué aux gémonies. À ce jeu d'alliances de circonstances, de convergences furtives, l'Union soviétique excelle.<sup>685</sup>

La nouvelle approche soviétique des questions africaines fut remarquée par l'Administration américaine. Dans un rapport de la CIA, daté du 13 mars 1969 et intitulé *The Soviets and Black Africa : New Approaches and the African Response*, il était indiqué : « De toute évidence, les Soviétiques essaient toujours de se frayer un chemin et leurs nouvelles tactiques en Afrique reflètent un degré de flexibilité et de prudence plus élevé ».<sup>686</sup> Ce document notait également la volonté de l'Union soviétique d'augmenter son effectif dans les représentations diplomatiques même dans les pays africains les plus insignifiants, ce qui n'était pas le cas sous Khrouchtchev. Sous l'ère khrouchtchévienne, lorsque, par exemple, se posa la question du nombre de collaborateurs au sein de l'ambassade soviétique en République centrafricaine, la proposition de l'adjoint du ministre des Affaires étrangères Vassily Kuznetsov, adressée au Parti communiste de l'Union soviétique concernant l'envoi d'une équipe de 28 personnes, fut rejetée. En réponse à la demande de Kuznetsov, le premier adjoint du président du conseil des Ministres de l'Union soviétique Anastase Mikoyan rétorqua : « Pourquoi ne

---

<sup>685</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>686</sup> "Clearly the Soviets are still feeling their way, and their new tactics in Africa reflect a greater degree of flexibility and caution." [CIA]. *The Soviets and Black Africa: New Approaches and the African Response*, Washington, March 13, 1969. Declassified PA/HO, Department of State, E.O. 12958, April 21, 2005, p. 2. Disponible en ligne sur <<https://static.history.state.gov/frus/frus1969-76ve05p1/pdf/d1.pdf>>. Téléchargé le 8 mars 2016.



pouvons-nous pas nous limiter à 12 à 15 personnes dans ces petits États ? ». <sup>687</sup> Le corps diplomatique soviétique en République centrafricaine fut ainsi réduit à 16 personnes.

Avec l'arrivée de Brejnev aux affaires, on constate, au contraire, un renforcement des effectifs diplomatiques au sein des ambassades soviétiques en Afrique :

Apparemment dans l'effort d'apprendre plus sur les Africains et d'étendre les contacts avec eux, les Soviétiques renforcent le personnel de leurs ambassades en Afrique noire, même dans des pays insignifiants. Par exemple, les ambassades soviétiques en Sierra Leone, au Dahomey et au Cameroun ont chacune plus d'une vingtaine de diplomates accrédités, avec le contingent habituel d'épouses, de chauffeurs et de gardiens. Ils manifestent la volonté de maintenir des relations cordiales avec les régimes actuellement au pouvoir, indépendamment de leurs orientations politiques. Ainsi, ils travaillent avec Tombalbaye au Tchad et Senghor au Sénégal, qui sont parmi les hommes d'État africains les plus conservateurs. <sup>688</sup>

Ce rapport de la CIA (*The Soviets and Black Africa : New Approaches and the African Response*) décrivait une autre tendance particulière de la politique soviétique en Afrique à la fin des années 1960. Premièrement, en défendant ses intérêts nationaux, l'Union soviétique se rapprochait non seulement de tous les régimes africains qui pouvaient lui être un peu favorables, mais réduisait considérablement la généreuse aide économique qu'accordait auparavant le gouvernement de Khrouchtchev :

Les Soviétiques sont moins réceptifs aux demandes d'assistance économique supplémentaire au cours des dernières années. Les Soviétiques ont arrêté d'accorder massivement des crédits et sont devenus beaucoup plus prudents avant d'engager des fonds, même dans des projets qui seraient apparemment réalisables. Comme la plupart des créanciers occidentaux, ils rencontrent des difficultés à percevoir les remboursements. Ils ne veulent plus dépenser de l'argent dans des projets aux bénéfices politiques incertains. Au Nigéria, par exemple, malgré la signature d'un accord pour une coopération économique en novembre dernier [novembre 1968], les Soviétiques n'ont toujours pas pris d'engagements fermes. <sup>689</sup>

<sup>687</sup> « Почему нельзя ограничиться в этих маленьких государствах штатом в 12-15 человек ? ». Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : IVI RAN, 2002, pp. 145-146.

<sup>688</sup> François Tombalbaye était le premier président de la République du Tchad entre 1960 et 1975.

"Apparently in an effort to learn more about the Africans and to expand contacts with them, the Soviets are building up the staffs of their black African embassies, even in insignificant countries. For example, the Soviet embassies in Sierra Leone, Dahomey, and CAMEROON each have over 20 accredited diplomatic personnel, as well as the usual complement of wives, chauffeurs, and janitors. They are demonstrating their willingness to deal amicably with regimes currently in power, regardless of their political leanings. Thus, they are working with Chad's Tombalbaye and Senegal's Senghor, who are among the most conservative African statesmen." [CIA]. *The Soviets and Black Africa: New Approaches and the African Response*. Washington, March 13, 1969. Declassified PA/HO, Department of State, E.O. 12958, April 21, 2005, p. 3. Disponible en ligne sur <<https://static.history.state.gov/frus/frus1969-76ve05p1/pdf/d1.pdf>>. Téléchargé le 8 mars 2016.

<sup>689</sup> "On the other hand, the Soviets have been much less forthcoming on requests for additional economic assistance in the last few years. The Soviets have stopped offering massive lines of credit and have been much more careful about committing funds, even to apparently feasible projects. Like many Western creditors, they have had trouble collecting on their debts. They do not want to spend money on projects with uncertain political benefits. In Nigeria,

Ainsi, si, en 1965, l'Union soviétique accordait une aide de 50 millions de dollars, trois ans plus tard, en 1968, celle-ci n'atteignait pas les 5 millions de dollars.<sup>690</sup>

Une autre caractéristique majeure de la politique de Brejnev en Afrique, entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, était l'augmentation de l'aide militaire. En effet, cette assistance était particulièrement importante dans les pays stratégiques d'Afrique où se croisaient les intérêts de l'Occident et de l'Union soviétique : le Nigéria, la Somalie, le Congo-Zaïre et l'Éthiopie. Le Nigéria, le Congo-Zaïre et l'Éthiopie semblaient intéresser l'URSS à cause de l'étendue de leurs territoires et des richesses de leurs sous-sols. La Somalie, quant à elle, était convoitée par des chercheurs soviétiques en aérospatiale pour sa côte indienne.<sup>691</sup> Dans un rapport de la CIA, daté du 23 mars 1971, *What the Chinese Communists are up to in Black Africa*, les services secrets américains constataient que, vers le début des années 1970, l'aide militaire soviétique avait été étendue à une dizaine de pays en Afrique subsaharienne et atteignit la somme de 150 millions de dollars.<sup>692</sup> Environ mille africains subsahariens bénéficièrent d'une formation militaire dispensée par l'Union soviétique.<sup>693</sup>

Outre l'octroi d'une aide militaire, l'Union soviétique essayait d'établir des relations avec l'élite militaire des pays africains. En 1968, « environ 500 techniciens militaires soviétiques furent envoyés en Afrique noire, dont 250 en Somalie ». <sup>694</sup> Selon la CIA, la fièvre militaire de l'Union soviétique était alimentée par une volonté de se rapprocher des principaux stratèges militaires africains qui étaient souvent à l'origine des coups d'États et des renversements des régimes africains. Par conséquent, ces chefs de guerre s'approprièrent le pouvoir.<sup>695</sup> Le cas de l'Afrique du Nord, où la part qui revenait à l'armement soviétique, en 1972, était de 82,4% en

---

for example, despite signing an agreement for economic cooperation last November, the Soviets have yet to come through with any significant commitments." *Ibid.*, p. 5.

<sup>690</sup> [CIA]. *The Soviets and Black Africa: New Approaches and the African Response*. Washington, March 13, 1969. Declassified PA/HO, Department of State, E.O. 12958, April 21, 2005, p. 5. Disponible en ligne sur <<https://static.history.state.gov/frus/frus1969-76ve05p1/pdf/d1.pdf>>. Téléchargé le 8 mars 2016.

Il faut noter que, malgré une croissance économique "assez irrégulière", la situation économique de l'URSS pendant cette période, entre 1965 et 1968, était stable. Le pays ne traversait aucune crise économique majeure. Voir Harry G. Shaffer. « Planification et croissance économique en Union Soviétique et l'Europe de l'Est ». *Revue de l'Est*. Vol. 2. N° 4 (1971) : 87, 89, 92.

<sup>691</sup> *Ibid.*

<sup>692</sup> [CIA]. *What the Chinese Communists Are Up to in Black Africa*. [CIA declassified secret report, March 23, 1971], p. 12. Version numérique disponible sur <<http://2001-2009.state.gov/documents/organization/54533.pdf>>. Téléchargé le 8 mars 2016.

<sup>693</sup> [CIA]. *The Soviets and Black Africa: New Approaches and the African Response*. Washington, March 13, 1969. Declassified PA/HO, Department of State, E.O. 12958, April 21, 2005, p. 2. Disponible en ligne sur <<https://static.history.state.gov/frus/frus1969-76ve05p1/pdf/d1.pdf>>. Téléchargé le 8 mars 2016.

Entre 1959 et 1979, au total 10 840 cadres militaires africains furent formés en URSS. Voir Zaki Laïdi. *Les deux grandes puissances et l'Afrique (1960-1977)*. Tom I et II. 1983. Institut d'Études Politiques de Paris, thèse de doctorat, p. 615.

<sup>694</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>695</sup> *Ibid.*

Algérie contre 58,2% en Libye, illustre parfaitement le degré d'investissement de l'Union soviétique dans la coopération militaire sur le continent africain.<sup>696</sup>

D'autre part, la participation active de l'URSS à la militarisation de l'Afrique pouvait être notamment liée à la conjoncture politique de l'époque. En effet, à l'arrivée au pouvoir de Brejnev, la guerre du Vietnam, qui débuta en 1955, était à son paroxysme. En 1965, les États-Unis entrèrent dans cette guerre afin de briser la résistance prosoviétique qui menaçait de prendre le contrôle du pays. Officiellement absente dans ce conflit, l'URSS approvisionnait le mouvement révolutionnaire de libération nationale en armement. Cet affrontement militaire indirect en Asie entre les États-Unis et l'URSS eut des répercussions sur la politique de Brejnev, notamment en Afrique. Les nombreuses guerres pour le pouvoir dans le tiers monde contribuaient à l'extrême militarisation de la politique africaine du nouveau dirigeant soviétique. En répondant à la demande croissante en armement en Afrique et en accordant un soutien militaire aux pays africains, l'Union soviétique espérait ainsi les attirer dans sa sphère d'influence et gagner de potentiels marchés africains.

Malgré la diminution considérable de l'aide économique accordée aux États africains par le gouvernement de Brejnev, l'Union soviétique continuait activement à inviter des étudiants africains en URSS et multipliait le nombre de bourses. En 1970, l'URSS accueillit environ 5000 étudiants boursiers en provenance de l'Afrique subsaharienne.<sup>697</sup> Si, sous Khrouchtchev, les candidatures des étudiants africains étaient minutieusement étudiées (l'admission dépendait du degré de réceptivité à la doctrine marxiste-léniniste), sous Brejnev, on accueillait dorénavant presque tous les étudiants africains sans considération de leurs parcours académiques, de leurs compétences et de leur orientation politique. Dans la note de la CIA "The Soviets and Black Africa : New Approaches and the African Response", il était indiqué : « Mais il convient de noter que les Soviétiques ont tendance à accepter des étudiants peu qualifiés, dont beaucoup ne sont pas à la hauteur. Certains sont mis à part pour les endoctriner politiquement (...) ». <sup>698</sup>

<sup>696</sup> Abdelkhaleq Berramdane. *Le Sahara occidental, enjeu maghrébin*. Paris: Karthala, 1992, p. 21.

<sup>697</sup> Si, en 1962, le nombre d'étudiants africains se rendant en Union soviétique était « trois fois inférieur à celui de ceux orientés vers la France, le Royaume-Uni et les États-Unis », à partir de la fin des années 1970, comme le décrivent Patrice Yengo et Monique de Saint Martin dans l'article « Quelles contributions des élites 'rouges' au façonnement des États post-coloniaux ? » (2017), « les étudiants africains formés en URSS dépassent en nombre ceux allant étudier au Royaume-Uni, et de 1988 à 1991 dépassent même ceux qui partent aux USA ». Voir Patrice Yengo et Monique de Saint Martin. « Quelles contributions des élites 'rouges' au façonnement des États post-coloniaux ? ». *Cahiers d'études africaines*. Vol. 226. N° 2 (2017) : 235.

<sup>698</sup> "But it is worth noting that the Soviets tend to accept students with low academic qualifications, many of whom cannot make the grade. Some are pulled aside for political indoctrination, (...)." [CIA]. "The Soviets and Black Africa: New Approaches and the African Response." Washington, March 13, 1969. Declassified PA/HO, Department of State, E.O. 12958, April 21, 2005, p. 6. Disponible en ligne sur <<https://static.history.state.gov/frus/frus1969-76ve05p1/pdf/d1.pdf>>. Téléchargé le 8 mars 2016.

Ainsi, malgré le fait que l'URSS évitait de s'investir directement dans les conflits régionaux en Afrique, elle essayait toutefois de bâtir un réseau solide, composé d'une élite africaine pro-soviétique.

La prudence de Brejnev dans sa politique à l'égard de l'Afrique était due à plusieurs facteurs extérieurs. Premièrement, comme il a été mentionné auparavant, les erreurs africaines de Khrouchtchev, dont la Guinée Conakry, transformèrent la politique soviétique qui devint plus réaliste et pragmatique. Deuxièmement, les failles des régimes sympathisants, comme le Ghana et le Mali, étaient souvent attribuées à l'Union soviétique, ce qui ternissait son image et affectait son prestige. Troisièmement, la concurrence rude avec les États-Unis et les puissances européennes, ainsi que la Chine, qui dans sa rivalité avec l'URSS soutenait souvent des régimes politiques et des mouvements appuyés par l'Ouest, comme le Front National de Libération de l'Angola (FNLA), poussait l'Union soviétique à aborder avec prudence les problématiques africaines.

Néanmoins, malgré les tensions, les débuts du gouvernement de Brejnev furent marqués par une période de détente avec l'Occident, surtout sous l'Administration américaine du président démocrate Lyndon Johnson.<sup>699</sup> L'URSS essayait d'établir une bonne entente avec les principales puissances européennes, dont la France et l'Angleterre. Malgré une brève tentative d'intrusion dans le conflit nigérian du Biafra, qui n'apporta à l'URSS rien de concluant<sup>700</sup>, l'Union soviétique voulait éviter toute confrontation ouverte avec les États-Unis dans les conflits régionaux. Au premier abord, la politique de Brejnev en Afrique vers la fin des années 1960 pouvait sembler ne pas particulièrement inquiéter les États-Unis. Comme le démontre la note du 13 mars 1969 "The Soviets and Black Africa : New Approaches and the African Response", la stratégie de l'URSS en Afrique, selon les services secrets américains, ne pouvait atteindre les objectifs cherchés, autrement dit, bâtir un réseau solide d'États socialistes africains capables de soutenir et de défendre la cause du communisme et de l'URSS dans cette partie du monde :

L'élite africaine tend à voir l'idéologie soviétique comme non pertinente et est toujours culturellement à l'écoute de l'Occident. De plus, cette élite (...) devient de plus en plus nationaliste et suspicieuse envers les étrangers. Même si de nouveaux leaders de gauche émergent, nous doutons que les Soviétiques puissent facilement les influencer ou les contrôler. (...).

<sup>699</sup> Voir la page 272 pour la définition du concept de la « détente ».

<sup>700</sup> Philippe Decraene. « La guerre civile au Nigéria : l'intervention de l'Union soviétique aux côtés du gouvernement fédéral donne à la crise une dimension internationale ». *Le Monde Diplomatique*. N°162 (septembre 1967) : 22. Voir également Edouard Pellissier. « Aggravé par l'intervention des grandes puissances, le problème du Biafra devrait être résolu dans le cadre du continent africain ». *Le Monde Diplomatique*. N° 174 (septembre 1968) : 1, 14.

Dans les pays où l'influence soviétique était importante par le passé, seule une petite partie de l'élite cherchait son inspiration idéologique en URSS. Ils avaient cependant accepté les avantages matériels de l'intérêt que leur portaient les Soviétiques et professaient suffisamment leur attachement à la cause socialiste pour continuer à recevoir l'aide. (...). Dans la mesure où l'élite africaine sera réceptive aux influences étrangères, nous pensons qu'elle restera probablement culturellement à l'écoute de l'Ouest et ne sera pas très attirée ou influencée par l'idéologie soviétique. Bien que prête à accepter l'aide de tout le monde, l'élite ne sera pas d'une grande utilité à Moscou, à moins qu'elle ne devienne plus désillusionnée par l'Occident qu'elle ne l'est aujourd'hui.<sup>701</sup>

Ce « relâchement » américain avait été reproché par le président de la Côte d'Ivoire Félix Houphouët-Boigny qui accusait l'Administration du président Richard Nixon qui venait de remplacer aux affaires le démocrate Johnson de minimiser l'ampleur de la menace communiste en Afrique :

Le président Nixon ne veut pas être le gendarme du monde, mais, malheureusement, nous ne sommes pas au stade où nous pouvons nous passer de policiers. Les États-Unis ont une certaine position dans le monde aujourd'hui, et ils ne peuvent pas échapper à leurs responsabilités. Ce que nous devrions le plus craindre en Afrique aujourd'hui c'est la prolifération du communisme. (...) Il avait été notamment dit que le communisme ne pouvait pas prendre racine et donc n'était pas un danger en Afrique tropicale ; aujourd'hui, les communistes sont au Congo Brazzaville, au Burundi, en République centrafricaine et en Guinée. Le géant ne peut pas voir la fourmi qui est sur ses pieds, mais l'enfant peut.<sup>702</sup>

---

<sup>701</sup> "The African elite tends to view Soviet ideology as irrelevant, and is still culturally attuned to the West. Moreover, this elite, (...), is growing more nationalistic and suspicious of foreigners. Even if new leftist leaders emerge, as seems likely, we doubt that the Soviets will find them easy to influence or control. (...).

In those countries where Soviet influence has been significant in the past, few of the elite apparently turned to the USSR for ideological inspiration. They did, however, accept the material benefits of Soviet interest, and professed enough attachment to the socialist cause to keep the aid coming. (...).

In so far as the African elite will be susceptible to foreign influence, we think they will probably remain culturally attuned to the West and not very attracted to or influenced by Soviet ideology. Though willing to accept aid from anyone, the elite will not be of much service to Moscow unless they become much more disillusioned with the West than they are today." [CIA]. "The Soviets and Black Africa: New Approaches and the African Response." Washington, March 13, 1969. Declassified PA/HO, Department of State, E.O. 12958, April 21, 2005, pp. 1, 7, 10. Disponible en ligne sur <<https://static.history.state.gov/frus/frus1969-76ve05p1/pdf/d1.pdf>>. Téléchargé le 8 mars 2016.

<sup>702</sup> "President Nixon does not want to be the world's policeman, but unfortunately we are not at the stage where we can dispense with policemen. The U.S. has a certain position in the world today and it cannot escape its responsibilities. What was most to be feared in Africa today was the spread of Communism. (...).

It had also been said that Communism could not catch hold and hence was not a danger in tropical Africa; but today the Communists were in Congo(B), Burundi, the CAR and Guinea. 'The giant can't see the ant at his feet, but the child can,' (...)." "Memorandum of Conversation, Abidjan, Ivory Coast, February 24, 1970. Meeting with President Houphouët-Boigny." Declassified PA/HO Department of State, E.O. 12958, April 21, 2005, pp. 1-2. Version numérique disponible sur <<https://static.history.state.gov/frus/frus1969-76ve05p1/pdf/d9.pdf>>. Téléchargé le 10 mars 2016.

Cette déclaration du président ivoirien sur la menace « rouge » en Afrique noire doit être toutefois prise avec du recul. Les dirigeants africains agitaient souvent l'épouvantail du danger communiste pour d'obtenir l'aide et le soutien de l'Occident et des États-Unis.

1.2. Moscou et Washington à l'ère de la Détente : la manipulation de la rivalité sino-soviétique et le rapprochement des États-Unis avec les puissances ségrégationnistes d'Afrique pour le renforcement du bloc anticommuniste, les cas sud-africains et portugais

Dès le début du mandat de Brejnev, les États-Unis et l'Union soviétique tentèrent de s'engager dans un processus de détente<sup>703</sup> qu'ils semblaient vouloir projeter sur le continent africain. Lors d'une rencontre à Addis-Abeba, en Éthiopie, en 1971, le secrétaire d'État de l'Administration Nixon, Williams Rogers, appela à mettre fin à la Guerre froide en Afrique.<sup>704</sup> Malgré cette déclaration et la « détente » apparente, les États-Unis gardaient un œil sur le continent. Dès son arrivée à la présidence des États-Unis, le 20 janvier 1969, le nouveau président républicain Richard Nixon s'empressa d'établir sa politique africaine.

La politique africaine de Nixon devait faire des États-Unis un partenaire pour l'Afrique dans la résolution des problèmes politiques. La nouvelle stratégie africaine du gouvernement américain avait été en partie dévoilée en avril 1969, dans le mémorandum numéro 39 du Conseil de la sécurité nationale (*National Security Study Memorandum 39, NSSM*). Ce document secret, préparé à la demande du président Nixon par le Groupe interdépartemental du Conseil de sécurité nationale pour l'Afrique (*National Security Council Interdepartmental Group for Africa*), définissait les principaux aspects de la politique africaine des États-Unis à l'égard de l'Afrique australe :

Améliorer la position des États-Unis en Afrique noire et au niveau international sur la question raciale. - Protéger les intérêts et opportunités économiques, scientifiques et stratégiques dans la région. - Réduire au minimum la probabilité d'escalade de la violence dans la région et le risque d'implication des États-Unis. - Minimiser les opportunités pour l'URSS et la Chine communiste d'exploiter la question raciale dans la région à des fins de propagande et d'acquérir une influence politique auprès des gouvernements noirs et des

---

<sup>703</sup> La « détente » désigne une phase de « coexistence pacifique » entre l'Union soviétique et les États-Unis pendant la Guerre froide, de 1963 à 1979. Selon Camille Grand et Pierre Grosser, « si l'on définit la Guerre froide comme étant le conflit qui a opposé le bloc communiste au camp occidental de 1947 à 1991, la détente apparaît comme une phase importante et spécifique de ce conflit, marquée par le relâchement des tensions entre les deux blocs, mais également par la poursuite de la compétition, par d'autres moyens ». Voir Camille Grand et Pierre Grosser. « 4 - La détente ». *Les Relations internationales depuis 1945*. Paris : Hachette Education (programme ReLIRE), 2000, p. 50.

<sup>704</sup> Mikhail Vishnevsky. *Aktual'nye problemy sovremennoy politiki SShA v Afrike*. 2003, Institut Afriki, doktorskaya dissertatsiya, p. 111.

mouvements de libération. - Encourager la modération des politiques raciales et coloniales rigides actuelles des régimes blancs.<sup>705</sup>

Ainsi, malgré cette détente de façade avec l'Union soviétique et les discours pacifistes, appelant à libérer l'Afrique des fléaux de la Guerre froide, l'URSS et la Chine, autrement dit le bloc communiste, était toujours perçu comme le principal rival et une menace pour les États-Unis en Afrique.

L'Afrique restait prisonnière de la doctrine globaliste du gouvernement américain qui tendait à considérer « toutes les crises africaines à travers le prisme de la Guerre froide ».<sup>706</sup> Comme le souligne Marc Aicardi dans l'ouvrage *La politique africaine des États-Unis : mécanismes et conduite* :

Il en découle [de cette théorie] pour ses adeptes une hantise de voir les Soviétiques profiter des occasions offertes par le départ, volontaire ou non, des Occidentaux de tel ou tel pays d'Afrique. Cette peur encouragea les globalistes à prôner une plus grande fermeté vis-à-vis de Moscou dans les conflits dits localisés.<sup>707</sup>

Parmi les techniques, employées par l'Administration Nixon en Afrique et en Asie pour contrer et contenir l'influence de l'URSS, la principale consistait à utiliser et à accentuer la rivalité sino-soviétique. En accentuant cette rivalité existante et les tensions entre la Chine communiste et l'URSS, les États-Unis prévoyaient, en opposant les deux géants communistes, d'éradiquer naturellement la menace rouge en Afrique et ternir par cette compétition l'image et le prestige du bloc communiste aux yeux des dirigeants africains. Selon l'historien russe Oleg Platonov, les États-Unis, sous l'Administration Nixon, manipulaient avec beaucoup de finesse les divergences entre l'Union soviétique et la Chine. Dans l'ouvrage *Ternoviy venets Rossii. Istoriya russkogo naroda v XX veke [La couronne d'épines de la Russie. L'histoire du peuple russe au XX<sup>e</sup> siècle]*, Oleg Platonov écrivait au sujet des relations sino-soviétiques de cette période :

Utilisant ingénieusement les divergences qui existent entre l'URSS et la Chine, la CIA et la diplomatie secrète américaine ont réussi à confronter et séparer des alliés stratégiques potentiels, ce qui a entraîné des avantages politiques importants pour les États-Unis.

<sup>705</sup> "To improve the U.S. standing in black Africa and internationally on the racial issue. —To protect economic, scientific and strategic interests and opportunities in the region. —To minimize the likelihood of escalation of violence in the area and the risk of U.S. involvement. —To minimize the opportunities for the USSR and Communist China to exploit the racial issue in the region for propaganda advantage and to gain political influence with black governments and liberation movements. —To encourage moderation of the current rigid racial and colonial policies of the white regimes." [Paper Prepared by the National Security Council Interdepartmental Group for Africa]. "Study in Response to National Security Study Memorandum 39, Washington, December 9, 1969." In Edward C. Keefer (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1969-1976*. Vol. 28 : Southern Africa. Washington : United States Government Printing Office, 2011, p. 40.

<sup>706</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris : Economica, 1984, p. 236.

<sup>707</sup> *Ibid.*, p. 237.

Nixon et Kissinger ont délibérément approfondi les désaccords sino-soviétiques, « agitant devant la Chine l'appât de la coopération économique, technique et même militaire, refusant en même temps de coopérer avec l'Union soviétique ».

Dans les années 60-70, la CIA a mené une opération secrète dans le but d'effrayer la Chine, en brandissant la menace d'une possible frappe nucléaire venant de l'URSS. (...). À leur tour, les États-Unis ont intimidé la direction soviétique avec la menace d'une attaque de la Chine, proposant à Brejnev de s'unir pour affronter conjointement la « menace chinoise ».

(...) Kissinger aimait se rappeler comment il avait joué avec succès « la carte chinoise » à cette époque, poursuivant une politique perfide : offrant à l'URSS l'aide des États-Unis contre la Chine et proposant la même assistance à la Chine contre l'URSS. (...) les dirigeants soviétiques l'avaient compris. L'un des conseillers, (...), G. Arbatov écrivait que les États-Unis cherchaient à « utiliser l'acuité des relations sino-soviétiques pour normaliser les relations avec la République populaire de Chine et affaiblir les positions soviétiques pour « négocier », avant de mener un dialogue sérieux avec nous ». <sup>708</sup>

Après son arrivée au pouvoir, Nixon commença à établir des relations avec la Chine communiste. Le premier pas vers l'instauration d'un dialogue sino-américain fut marqué par la visite diplomatique (première depuis 25 ans) du président américain en Chine, organisée par son conseiller en matière de sécurité nationale Henry Kissinger en 1971. Cette visite d'une semaine, entamée le 21 février 1972, fut accueillie avec enthousiasme par Pékin.

Malgré cette tentative de rapprochement avec la Chine, les États-Unis restaient toujours confrontés en Afrique à un problème majeur. Le soutien accordé aux régimes racistes d'Afrique du Sud et du Portugal nuisait considérablement à l'image du partenaire américain aux yeux des Africains. En Afrique du Sud, le gouvernement réprimait sévèrement toute tentative de soulèvement menée par le Congrès national africain (*African National Congress*, ANC) qui s'opposait à l'apartheid et à la confiscation des terres des populations noires. Au Portugal, avec l'arrivée d'un nouveau dirigeant Marcelo Caetano, ancien ministre des Colonies au sein du

---

<sup>708</sup> « Искусно используя противоречия, возникающие между СССР и Китаем, ЦРУ и американская закулисная дипломатия сумели столкнуть и развести в разные стороны потенциальных стратегических союзников, получив в результате важные политические преимущества для США. Никсон и Киссинджер целенаправленно углубляли советско-китайские разногласия, 'размахивая перед Китаем приманкой экономического, технического и даже военного сотрудничества и одновременно отказывая в сотрудничестве Советскому Союзу'.

В 60-70-е годы ЦРУ проводит тайную операцию, чтобы запугать Китай угрозой ядерного удара со стороны СССР. (...).

В свою очередь США запугивали советское руководство угрозой нападения Китая, предлагая Брежневу объединиться для совместного противостояния 'китайской угрозе'.

Киссинджер любил вспоминать, как удачно он в то время разыграл 'китайскую карту', проводя вероломную политику - предлагая СССР помощь США против Китая и то же самое Китаю против СССР. Самое главное, что это понимали и советские руководители. Один из советников, (...), Г. Арбатов писал, что США стремились 'использовать остроту советско-китайских отношений, чтобы, нормализуя отношения с КНР, ослабить советские позиции для 'торга' (т.е. для переговоров), прежде чем начинать с нами серьезный диалог' ». Oleg Platonov. *Ternoviy venets Rossii. Istorija russkogo naroda v XX veke*. Tom 2. Moskva : Rodnik, 1997, p. 110.



gouvernement de Salazar, le gouvernement maintenait une politique raciste à l'égard des colonies africaines, étouffant toute contestation indépendantiste. Au cours de la conférence du comité afro-américain sur l'Afrique, en janvier 1967, le représentant des États-Unis à l'ONU sous l'Administration Johnson, Arthur Joseph Goldberg, avait condamné la ségrégation raciale exercée en Rhodésie du Sud (Zimbabwe), en Afrique du Sud-Ouest (Namibie), en Afrique du Sud et en Afrique lusophone par des minorités blanches, affirmant que seule une politique pacifique, sans violence ni extrémisme, pouvaient contribuer au succès.<sup>709</sup> En 1968, le vice-président Hubert Humphrey, dans une allocution faite devant l'assemblée générale de l'Organisation de l'Unité africaine à Addis Abeba, déclara :

À ceux qui croient encore que les petites minorités peuvent indéfiniment dominer les grandes majorités, je dis : vous ignorez le mouvement le plus vital et le plus inévitable de notre temps - l'autodétermination. (...) Je dis que vous avez tragiquement mal interprété la volonté et la détermination de tous les Africains. Vous avez mal lu l'histoire et ne comprenez pas l'avenir. (...).

Soyons clairs sur la position de l'Amérique. La ségrégation : nous nous y opposons. La discrimination : nous nous y opposons. L'exploitation : nous nous y opposons. L'injustice sociale : nous nous y opposons. L'autodétermination : nous la soutenons. L'intégrité territoriale : nous la soutenons. L'indépendance nationale : nous la soutenons. La règle de la majorité - un homme, une voix : nous la soutenons.<sup>710</sup>

Malgré ces déclarations, la politique américaine à l'égard de l'Afrique du Sud et du Portugal, même sous l'Administration Johnson, restait principalement motivée par des intérêts politiques et économiques. L'Afrique du Sud était le premier partenaire économique des États-Unis en Afrique. Le Portugal contrôlait la base des Açores, celle qui ouvrait aux Américains l'accès au Moyen-Orient. Malgré leurs exactions sur le continent africain, ces deux puissances continuèrent à bénéficier du soutien américain. Sous l'Administration Johnson, Washington, malgré les enjeux, condamnait timidement les dérives ségrégationnistes. Pour la nouvelle Administration Nixon, la question raciale qui secouait et divisait l'Afrique noire des années 60-70 ne pouvait être réglée que par la minorité blanche :

Les Blancs vont rester sur place et la seule possibilité qu'un changement constructif puisse voir le jour passe par eux. Il n'y a aucun espoir pour les Noirs d'obtenir les droits

<sup>709</sup> Mikhail Vishnevsky. *Aktual'nye problemy sovremennoy politiki SShA v Afrike*. 2003, Institut Afriki, doktorskaya dissertatsiya, pp. 110-111.

<sup>710</sup> "To those who still believe that small minorities can indefinitely hold domination over large majorities, I say: you ignore the most vital and inevitable movement of our time—self-determination . . . I say you tragically misread the will and determination of Africans everywhere. You misread history and fail to understand the future." (...). "Let us be clear where America stands. Segregation: we oppose it. Discrimination: we oppose it. Exploitation: we oppose it. Social injustice: we oppose it. Self determination: we support it. Territorial integrity: we support it. National independence: we support it. Majority rule—one man, one vote: we support it." "Address of Hubert Humphrey before the Organization of African Unity, Addis Ababa, 6 January 1968." In: Alex Thomson. *U.S. Foreign Policy Towards Apartheid South Africa, 1948-1994. Conflict of Interests*. New York : Palgrave Macmillan, 2008, pp. 50-51.

politiques qu'ils recherchent par la violence qui ne conduit qu'au chaos et à l'augmentation des occasions pour les communistes.<sup>711</sup>

Tout en affirmant la volonté « d'aider à rapprocher les deux groupes [la minorité blanche et la majorité noire] et exercer une influence sur eux pour un changement pacifique »<sup>712</sup>, le gouvernement américain sous Nixon adoptait des mesures ouvertement favorables aux minorités blanches qui étaient perçues comme des alliés stratégiques dans la guerre contre « l'ours rouge ». En effet, les principaux mouvements nationalistes sud-africains et en Afrique lusophone étaient soutenus par l'URSS et la République populaire de Chine. Le Congrès national africain (ANC) de l'Union sud-africaine, dès le début des années 1960, commença à se rapprocher du Parti communiste sud-africain. Alors que le Parti national sud-africain menait une politique répressive à l'égard des communistes sud-africains, interdisant toute forme de manifestations et activités communistes et suspendant les relations diplomatiques avec l'Union soviétique, le Parti communiste soviétique établit un contact avec le Parti communiste sud-africain et l'ANC. Lors d'une allocution au XXIV<sup>e</sup> rassemblement du Parti communiste de l'Union soviétique, en avril 1971, le vice-président de l'ANC Oliver Reginald Tambo déclara :

C'est sous la bannière de la solidarité socialiste internationale que le Congrès national africain mène les masses populaires de leur pays en état de guerre à la rencontre de la révolution pour le renversement du régime fasciste, pour la prise du pouvoir et la construction d'une société socialiste. Gloire au grand Parti de Lénine ! L'URSS puissante se retrouve au centre de la communauté socialiste mondiale des peuples et est à l'avant-garde de la lutte pour la libération internationale et la paix dans le monde entier. Notre peuple et le Congrès National Africain sont l'un des principaux bataillons du mouvement anti-impérialiste mondial. Grâce à la politique internationale du Parti communiste de l'Union soviétique nous avons du soutien dans notre lutte.<sup>713</sup>

---

<sup>711</sup> "The whites are here to stay and the only way that constructive change can come about is through them. There is no hope for the blacks to gain the political rights they seek through violence, which will only lead to chaos and increased opportunities for the communists." [Paper Prepared by the National Security Council Interdepartmental Group for Africa]. "Study in Response to National Security Study Memorandum 39, Washington, December 9, 1969." In : Edward C. Keefer (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1969-1976*. Vol. 28 : Southern Africa. Washington : United States Government Printing Office, 2011, p. 43. Pour la traduction en français du texte consulter Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris : Economica, 1984, pp. 256-257.

<sup>712</sup> *Ibid.*, p. 257.

<sup>713</sup> « Именно под знаменем международной социалистической солидарности Африканский национальный конгресс ведет народные массы своей страны в бой навстречу революции за свержение фашистского режима, за завоевание власти и строительство социалистического общества. Да здравствует великая партия Ленина ! Могущественный СССР находится в центре мирового социалистического содружества народов и идет в авангарде борьбы за международное освобождение и мир во всем мире. Наш народ и Африканский национальный конгресс являются одним из важных отрядов мирового антиимпериалистического движения. Благодаря интернационалистской политике КПСС мы получаем поддержку своей борьбе ». « 'Kommunistisches наступление' i 'sovetskaya ugroza' : 1960-e – nachalo 1970-kh », in Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossiya i Yuzhnaya Afrika: navedenie mostov*. Moskva: Izdatel'skiy dom vysshey shkoly ekonomiki, 2012, pp. 47-48.

Hormis l'ANC, l'URSS apportait son soutien, notamment financier, à l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) en Namibie, à l'Union nationale africaine du Zimbabwe (*Zimbabwe African People's Union*, ZAPU) en Rodhésie et, en Afrique lusophone, au Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), au Front de libération du Mozambique (FRELIMO) et, en Guinée Bissau, au Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC) d'Amilcar Cabrol.

Pour préserver leurs intérêts, les États-Unis, sous la présidence Nixon, continuaient à accorder leur soutien aux régimes racistes ségrégationnistes d'Afrique, surtout à l'administration dictatoriale de Salazar qui, déjà en 1961, avait déclaré à l'ambassadeur américain sur la question de l'indépendance des colonies portugaises en Afrique que « le seul nationalisme [dans les colonies portugaises] était le nationalisme portugais, conçu par des décennies de relations étroites avec le Portugal ». <sup>714</sup> En 1970, les États-Unis votèrent aux Nations Unies en faveur du Portugal. L'Administration Nixon s'opposa à la résolution proposée par le bloc afro-asiatique qui exigeait de suspendre la vente d'armes et la coopération militaire avec le régime dictatorial portugais. Malgré l'embargo, les États-Unis refusèrent de suspendre toute collaboration militaire avec le Portugal. Déjà, sous l'Administration du président Lyndon Johnson, le gouvernement américain avait entrepris une tentative secrète de vendre au Portugal vingt bombardiers de type B-26 qui devaient être utilisés en Afrique. <sup>715</sup> Sous Richard Nixon, les États-Unis « assouplirent l'embargo sur les ventes d'armes au Portugal et autorisèrent la vente d'équipements non létaux à des fins militaires et civiles, mais aussi des avions commerciaux du type Boing 707 ». <sup>716</sup> Plus tard, en 1972, les États-Unis s'opposèrent à une autre résolution qui demandait au Portugal « de conduire ses provinces africaines vers l'autodétermination » et, notamment, rejetèrent la demande du bloc afro-asiatique d'accorder le statut d'observateur aux nationalistes-indépendantistes dans les colonies portugaises d'Afrique. <sup>717</sup> Déjà, sous l'Administration Kennedy, le soutien occulte des États-Unis au Front national de libération de l'Angola (FNLA) et les relations entretenues avec le chef du mouvement indépendantiste angolais Holden Roberto, par l'intermédiaire de l'ambassade américaine à Léopoldville, avaient été brusquement interrompues suite aux négociations

---

<sup>714</sup> " (...) the 'only nationalism' in Angola and Mozambique 'was Portuguese, deriving from centuries of close association with Portugal'." Cité dans Ellen Ray, William Schaap. *Dirty Work 2: C.I.A. in Africa*. London: Zed Books Ltd, 1982, p. 167.

<sup>715</sup> *Ibid.*, p. 170.

<sup>716</sup> *Ibid.*

<sup>717</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris : Economica, 1984, pp. 257-258.

menées avec le gouvernement portugais concernant la base militaire américaine des Açores, ce qui eut de sérieuses répercussions sur les relations entre le FNLA et le gouvernement américain. Le financement américain du FNLA chuta brusquement et atteignit le seuil minimal de dix mille dollars par an.<sup>718</sup> Ainsi, à la fin de l'année 1963, dans des rapports du conseiller de Roberto sur les questions syndicales, adressés à l'ambassade des États-Unis au Congo-Zaïre, Carlos Kassel notait :

Roberto a changé depuis son récent retour de New-York (...), il est extrêmement déçu de la politique européenne, mais surtout américaine, à l'égard de l'Angola. Il est convaincu que les États-Unis ne risqueront jamais leurs contacts militaires avec le Portugal et finalement c'est l'aide militaire américaine aux Portugais qui permet à ces derniers de tenir l'Angola.<sup>719</sup>

En 1970, le FNLA se retrouva presque dépourvu d'aide financière de la part des États-Unis et tomba entièrement sous l'influence du régime du président congolais Mobutu.<sup>720</sup> Cette orientation pro-portugaise permit à l'Administration du président Nixon de préserver la base américaine dans les îles Açores. Le 9 décembre 1971, à Bruxelles, en Belgique, les États-Unis et le Portugal signèrent un accord, selon lequel, le Portugal, en échange de l'octroi aux Américains du droit à l'exploitation de la base militaire des Açores, recevait « un prêt de 400 millions de dollars de l'Eximbank [*Export-Import Bank of the United States*] ». <sup>721</sup>

## **2. L'Afrique du Sud et les colonies portugaises au centre d'une nouvelle lutte pour l'influence en Afrique : entre régionalisme et globalisme**

Le 25 avril 1974, un événement secoua l'Europe. Au Portugal, le régime dictatorial salazariste, qui dirigeait le pays depuis 1933, fut renversé. Le pays entra dans l'ère de la démocratisation. La Révolution des œillets mit non seulement fin à des années de dictature,

<sup>718</sup> Ellen Ray, William Schaap. *Dirty Work 2: C.I.A. in Africa*. London: Zed Books Ltd, 1982, p. 170.

<sup>719</sup> " (...) since Roberto's recent return from New York he had found him changed man (...) completely disillusioned with western, and specifically U.S. policy on Angola. He was convinced that the U.S. would never jeopardize its military ties with Portugal and that, in last analysis, it was U.S. military aid to Portuguese that enabled them to hold Angola." Voir Ellen Ray, William Schaap. *Dirty Work 2: C.I.A. in Africa*. London: Zed Books Ltd, 1982, p. 169.

<sup>720</sup> L'engouement de Mobutu pour le mouvement nationaliste angolais FNLA s'expliquait, notamment, par les liens de famille qui reliaient le président congolais au leader angolais H. Roberto, ce dernier était marié à l'une des filles du leader congolais. Voir Boris G. Putilin. "Mi obespechivali MPLA oruzhiem." [« Nous fournissons des armes au MPLA »]. In : A. Tokarev, G. V. Shubin. *Vospominaniya neposredstvennykh uchastnikov i ochevidtsev grazhdanskoy voyny v Angole. Ustnaya istoriya zabytykh voyn.* [Les mémoires des acteurs directs et des témoins de la guerre civile en Angola. L'histoire orale des guerres oubliées]. Moskva : Memories, 2009, p. 18.

Il faut toutefois noter que le soutien du président Mobutu au FNLA était alimenté par le besoin de s'assurer un allié fidèle dans la région, surtout que sur le territoire angolais se trouvaient les anciens partisans de Moïse Tchombé qui, en 1963, avaient refusé de céder le Katanga. La plupart d'entre eux trouvèrent refuge en Angola et servaient au sein de l'armée coloniale portugaise.

<sup>721</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris : Economica, 1984, p. 259.

mais également à la colonisation. L'une après l'autre, les colonies africaines du Portugal obtinrent leur indépendance.

*2.1. La libération des colonies lusophones d'Afrique : la lutte américano-soviétique pour les colonies portugaises sous l'Administration Ford*

La perspective des indépendances en Afrique lusophone engendra de nouvelles formes de lutte. Si, durant la période coloniale, les mouvements nationalistes des colonies portugaises en Afrique luttèrent pour la libération du joug colonial, l'imminence des indépendances contribua à ce que cette lutte se transforme en une guerre fratricide, ethnico-idéologique, pour le pouvoir et l'influence dans ces territoires. En Angola, de grandes puissances mondiales luttèrent pour l'influence aux côtés des mouvements nationalistes locaux. En janvier 1975, les chefs des trois principaux mouvements nationalistes angolais, Holden Roberto du FNLA, Jonas Savimbi de l'UNITA et Agostinho Neto du MPLA, en accord avec le gouvernement portugais, furent convoqués à Alvor, au Portugal, pour la signature d'un accord sur la mise en place d'une coalition gouvernementale de transition, avant la tenue des élections et la proclamation officielle de l'indépendance, le 11 novembre 1975.<sup>722</sup>

Les événements qui se déroulaient en Angola étaient suivis attentivement par les États-Unis et l'Afrique du Sud. L'Afrique du Sud qui était le principal partenaire et l'allié des États-Unis dans la région, alarmée par la montée en force des mouvements nationalistes, soutenus par l'URSS dans la Namibie voisine (SWAPO) et au Mozambique (FRELIMO), essayait par tous les moyens d'étouffer les protestations du mouvement contestataire de l'ANC, proche du Parti communiste sud-africain et financé par Moscou. Le gouvernement sud-africain se sentait plus que jamais menacé par une révolution appuyée par l'URSS. Ainsi, les mouvements nationalistes étaient perçus par l'administration sud-africaine comme une arme dangereuse de Moscou, orientée contre l'Union sud-africaine. Selon le gouvernement sud-africain, Moscou essayait d'encercler l'Afrique du Sud afin de l'isoler. Dans les cercles politiques sud-africains dominait la théorie de la frappe militaire imminente de l'URSS contre l'Union sud-africaine. Du côté des États-Unis, le gouvernement du président Gerald Ford, qui remplaça en août 1974 le président Richard Nixon, avec l'assistance d'Henry Kissinger, tenta de changer de ton à l'égard des mouvements nationalistes angolais et du Mozambique. La première tentative, qui s'avéra être un échec, fut entreprise à la fin de l'année 1974 par le conseiller de Kissinger pour les questions africaines Donald B. Easum, qui durant une visite diplomatique en Afrique,

---

<sup>722</sup> Les accords d'Alvor du 15 janvier 1975.

notamment dans les colonies lusophones, tint un discours « cordial envers les mouvements de libération ». <sup>723</sup> Bien que voulant influencer sur les événements en Angola afin d'assurer la venue d'un gouvernement allié, l'administration du président Ford ne pouvait toutefois intervenir ouvertement.

La guerre du Vietnam qui suscita au sein de la société américaine une vague de protestation, le scandale du Watergate et de nombreux autres scandales, comme les accusations à l'encontre de la CIA sur la déstabilisation du Chili, la crise pétrolière, tous ces événements empêchaient les États-Unis de s'immiscer ouvertement dans les affaires africaines. Le gouvernement américain était divisé sur la politique extérieure des États-Unis entre la présidence républicaine et le Congrès à majorité démocrate, qui retrouvait un rôle important face à la « présidence impériale ».

L'exécutif était donc contraint de mobiliser les seules ressources sur lesquelles il avait encore la main. C'est ainsi qu'il octroya, par le biais de la CIA qui travaillait étroitement en Afrique australe avec le bureau de la Sécurité d'État sud-africain (*South African Bureau of State Security*, B.O.S.S.), une aide militaire et financière secrète au FNLA et à l'UNITA, réputés pour leur collaboration avec le gouvernement colonial portugais. Le comité secret en matière d'espionnage surnommé « le comité des 40 » (*the 40 Committee*) adopta, en janvier 1975, la décision d'accorder une aide financière secrète d'un montant de 300 millions de dollars au FNLA <sup>724</sup>, qui devenait son principal point d'accroche dans la région. Au début des années 1960, lorsque l'aide financière américaine avait brusquement baissé, l'Union soviétique avait alors tenté un rapprochement raté avec ce mouvement. Les employés de l'ambassade américaine à Léopoldville constataient à ce sujet : « [Roberto] commence à songer à une réorientation radicale de la politique nationale angolaise en faveur d'une coopération plus étroite avec le bloc communiste ». <sup>725</sup>

Une autre aide financière secrète, approuvée par le président Ford et « le comité des 40 », d'un montant de 31 millions de dollars et un approvisionnement en armes des partisans du FNLA et de l'UNITA d'un montant de 16 millions de dollars furent adoptés en juillet 1975. <sup>726</sup> L'aide américaine transitait par le Congo-Zaïre. Suivant l'exemple des États-Unis, l'Union

<sup>723</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris : Economica, 1984, p. 260.

<sup>724</sup> *Ibid.*, p. 261. Arthur Jay Klinghoffer (1980). *The Angolan War: A Study In Soviet Policy In The Third World*. New York : Routledge, 2019, p. 20.

<sup>725</sup> “considering basic reorientation Angolan nationalist policy in favor closer cooperation with Communist bloc.” Ellen Ray, William Schaap. *Dirty Work 2: C.I.A.in Africa*. London: Zed Books Ltd, 1982, p. 168.

<sup>726</sup> Amadou Koné. *De la guerre d'indépendance à la guerre civile et internationale en Angola, 1961-1991*. Paris : Éditions connaissances et savoirs, 2013, p. 67.

soviétique réinstaura des programmes d'aide au MPLA. Si, pour les États-Unis, le Zaïre et le président Mobutu étaient les principaux points de contact avec le FNLA, l'Union soviétique passait par son ambassade au Congo-Brazzaville, où se trouvait le siège du MPLA, pour entrer en contact avec les chefs du mouvement. Le président congolais Marien Ngouabi, comme l'indiquait dans ses mémoires le premier secrétaire de l'ambassade de l'Union soviétique à Brazzaville, entre février 1974 et mai 1976, Boris Poutiline, qui était chargé sur place d'établir des contacts avec le MPLA, soutenait le mouvement et son chef Agostinho Neto « comme un contrepoids au président du Zaïre, Mobutu, dont il redoutait l'influence ».<sup>727</sup> En quête d'alliés le dirigeant congolais se tourna vers les Cubains et l'URSS, en leur accordant par la suite la possibilité d'approvisionner ouvertement en armements et en effectifs le MPLA, alors engagé dans une guerre civile contre le FNLA et l'UNITA. Boris Poutiline écrivait : « Nous avons fourni des armes au MPLA. Un grand nombre d'armes légères, des mortiers de calibre 82 mm, quelques lance-roquettes mobiles (Grad-P, K-37) ont été acheminés au Congo pour le Mouvement (...) ».<sup>728</sup>

Le 10 novembre 1975, les Portugais commencèrent à quitter massivement l'Angola. Le 11 novembre, le pays fut officiellement proclamé indépendant et Agostinho Neto devint le premier président de l'Angola libre. Les principaux alliés du nouveau régime angolais devinrent l'Union soviétique et Cuba. L'échec américain dans cette colonie lusophone suscita de l'indignation à Washington. Selon l'ambassadeur américain en Bulgarie sous l'administration du président Jimmy Carter, le diplomate et universitaire Raymond L. Garthoff :

Les États-Unis avaient, jusqu'en juillet 1975, cru que leur « protégé », le FNLA, gagnerait en Angola.

(...).

Ainsi, pour la période allant du printemps 1974 à l'été 1975, les États-Unis considéraient la concurrence avec l'Union soviétique en Angola comme un comportement normal sous la détente. Ce n'est que lorsque le FNLA soutenu par les États-Unis perdit sa prédominance (...) et que la possibilité que le mouvement de gauche MPLA, soutenu par les Soviétiques, puisse gagner le pouvoir s'accrut, que les États-Unis ont vu la concurrence avec l'Union soviétique comme répréhensible.<sup>729</sup>

<sup>727</sup> « Президент Конго М. Нгуаби поддерживал, в целом, МПЛА и его председателя А. Нето как противовес президенту Заира Мобуту, влияния которого он боялся ». Boris G. Putilin. « Ми obespechivali MPLA oruzhiem ». In : A. Tokarev, G. Shubin. *Vospominaniya neposredstvennykh uchastnikov i ochevidtsev grazhdanskoj vojny v Angole. Ustnaya istoriya zabytykh voyn.* Moskva : Memories, 2009, p. 18.

<sup>728</sup> « Мы obespechivali МПЛА оружием. Завезли в Конго для Движения большое количество стрелкового оружия, миномёты калибра 82 миллиметра, немного переносных ракетных установок (Град-П, К-37) (...) ». Boris G. Putilin. « Ми obespechivali MPLA oruzhiem ». In : A. Tokarev, G. Shubin. *Vospominaniya neposredstvennykh uchastnikov i ochevidtsev grazhdanskoj vojny v Angole. Ustnaya istoriya zabytykh voyn.* Moskva : Memories, 2009, p. 19.

<sup>729</sup> "The United States had, until July 1975, believed its 'protégé', the FNLA, would win in Angola. (...).

En novembre 1975, l'Administration Ford demanda au Congrès à majorité démocrate d'accorder une aide supplémentaire au FNLA d'un montant de 28 millions de dollars.<sup>730</sup> Cette demande fut rejetée.<sup>731</sup> Avec la crise angolaise, un groupe de sénateurs américains sous la direction du sénateur démocrate Dick Clark, président de la sous-commission sénatoriale sur l'Afrique, adoptèrent, en décembre 1975, un amendement (« l'amendement Clark ») qui interdisait, sans l'accord du Congrès, l'octroi de l'aide américaine aux mouvements nationalistes angolais, ainsi qu'aux groupes militaires étrangers intervenant en Angola (comme ce fut notamment le cas de l'Afrique du Sud qui participait aux opérations militaires à l'intérieur du pays).<sup>732</sup> À la suite de cette loi, en février 1976, les États-Unis suspendirent l'aide financière au FNLA et à l'UNITA. Dorénavant, le président, qui auparavant ignorait le Congrès et orientait la politique extérieure américaine, se voyait limité dans ses pouvoirs par le Congrès qui jouait le rôle d'un contrepoids.<sup>733</sup> La lutte du MPLA<sup>734</sup> eut le soutien non seulement de l'Union soviétique et de Cuba, mais de la majorité des pays africains, dont ceux réputés pour leur orientation pro-occidentale. Le MPLA recevait de l'aide en provenance de la Guinée, de la Tanzanie, du Congo-Brazzaville, du Mozambique, du Nigéria et du Ghana. L'implication des États-Unis par l'intermédiaire des services secrets sud-africains fut critiquée par certains États africains :

---

Thus for the period from the spring of 1974 to the summer of 1975 the United States considered competition with the Soviet Union in Angola normal behavior under détente. It was only when the American-backed FNLA slipped from a position of superior strength (...), and the possibility grew that the Soviet-backed, leftist MPLA might gain power, that the United States saw the competition with the Soviet Union as objectionable." Raymond L. Garthoff. *Détente and Confrontation. American-Soviet Relations from Nixon to Reagan*. Washington : The Brookings Institution, 1985, p. 520.

<sup>730</sup> David Binder. "Senate Votes to Cut Off Covert Aid for Angolans ; Ford Predicts a 'Tragedy'." *New York Times* December 20, 1975, p. 1.

<sup>731</sup> Note explicative : Le président républicain Nixon avait exercé une « présidence impériale » en dominant le Congrès démocrate, au nom du « privilège de l'Exécutif », dans le cadre de la guerre du Viêt-Nam. Le scandale du Watergate a montré jusqu'où un président pouvait aller dans la déstabilisation des institutions. D'où une réaction du Congrès démocrate (War Powers Act 1974) et le rejet de la demande de Ford.

<sup>732</sup> Robert M. Gates. *Note to Tom Cormack, Executive Secretary. Angola : Impact of Clark Amendment*. CIA, April 14, 1983, p. 1. Disponible en ligne sur <<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP85T00287R000400320001-4.pdf>>. Téléchargé le 27 septembre 2020.

<sup>733</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris : Economica, 1984, p. 264.

<sup>734</sup> Comme l'indique dans une note secrète de la CIA datée du 14 avril 1983 l'ancien Directeur de la CIA et secrétaire à la Défense sous les Administrations Bush et Obama, Robert M. Gates, le MPLA était majoritairement soutenu par une population angolaise instruite, et son chef, un homme instruit, éduqué au marxisme, avait réussi à effacer toutes les divergences entre les factions au sein du mouvement : « le MPLA était soutenu par une majorité d'Angolais instruits. Son chef, Agostinho Neto, était un marxiste bien éduqué qui avait été capable de submerger les différences de factions au sein de l'organisation ». Version en anglais : "the MPLA was supported by a majority of educated Angolans. Its leader, Agostinho Neto, was a well-educated Marxist who had been able to submerge factional differences within the organization." Voir Robert M. Gates. *Note to Tom Cormack, Executive Secretary. Angola : Impact of Clark Amendment*. CIA, April 14, 1983, p. 1. Disponible en ligne sur <<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP85T00287R000400320001-4.pdf>>. Téléchargé le 27 septembre 2020.



Entachée par sa coopération de facto avec l'Afrique du Sud, l'opération paramilitaire de la CIA en Angola a été rejetée par la plupart des gouvernements africains, y compris des gouvernements traditionnellement « modérés », comme le Nigéria et le Ghana. « Taisez-vous, Monsieur le Président Ford ! », - disait le titre d'un journal gouvernemental nigérian qui accorda 20 millions de dollars d'aide au MPLA.<sup>735</sup>

Alors que la réputation des États-Unis avait été fortement affectée à cause des événements angolais, la politique de l'URSS en Afrique, quant à elle, fut couronnée de succès. Après l'Angola, l'aide soviétique fut accordée au Mozambique. Avec la proclamation de l'indépendance en 1975, deux cent mille Portugais quittèrent le Mozambique. Le pays, comme la Guinée Conakry de la fin des années 1950, se retrouva sans cadres qualifiés. Les hôpitaux et les écoles furent fermés. Comme en Angola, les colons portugais furent remplacés par des spécialistes et techniciens soviétiques et cubains :

Vers la fin de l'année 1976, des médecins soviétiques commencèrent à exercer dans le pays [Mozambique]. En 1984, leur nombre augmenta, atteignant les 70 personnes. Des ingénieurs et des enseignants soviétiques se rendirent au Mozambique, où ils travaillaient sous contrat. En 1989, à Maputo, travaillaient environ 50 enseignants soviétiques et environ 50 médecins.<sup>736</sup>

Le succès de l'Union soviétique en Angola inquiétait sérieusement l'Union sud-africaine qui redoutait d'être encerclée par un anneau communiste. Un travail de recherche, spécialisé sur l'étude des événements qui se déroulaient sur le continent africain en 1976 de l'Institut des recherches africaines de l'Université sud-africaine de Potchefstroom, indiquait :

Au cours de l'année passée, (...), l'ours rouge a réussi à si bien sceller le sud de l'Afrique que son ombre, toujours grandissante, a assombri le territoire allant de l'océan Indien à la côte atlantique (...). L'anneau marxiste qui ceint l'Afrique, comme le prédisait Monsieur Foster, (...) se dessine de plus en plus au fil du temps (...). Il est important de noter que tous ces nouveaux Partis communistes en Afrique [FRELIMO, MPLA], sans exception, sont les alliés d'importants groupes nationalistes révolutionnaires, comme le Front patriotique [Zimbabwe], le SWAPO [Namibie] et l'ANC en Afrique du Sud (...).<sup>737</sup>

<sup>735</sup> "Tainted by de facto cooperation with South Africa, the CIA paramilitary operation in Angola was rejected by most African Governments including such traditional 'moderates' as Nigeria and Ghana. 'Shut Up, President Ford' exclaimed the headline in a Government-owned newspaper in Nigeria, which contributed \$20 millions to the MPLA". Ellen Ray, William Schaap, *Dirty Work 2: C.I.A. in Africa*, London: Zed Books Ltd, 1982, p. 175.

<sup>736</sup> « В конце 1976 г. в стране приступила к работе группа советских врачей, число которых к 1984 г. увеличилось до 70 человек'. Из Советского Союза в Мозамбик прибыли также инженеры, учителя, работавшие здесь по контракту. В 1989 г. в Мапуту работало около 50 российских преподавателей, а также около 50 врачей ». Vera Riabova, *Rossiyskaya diaspora v Mozambique : proshloe i nastoyashee*, [*La diaspora russe au Mozambique : passé et présent*]. Moskva : Institut Afriki RAN, 2011, p. 7.

<sup>737</sup> « За последний год, – (...) – Красный Медведь так успешно оседлал Юг Африки, что его все удлиняющаяся тень затмевает территорию от Индийского океана до Атлантического побережья... Марксистское кольцо, опоясывающее Африку, как и предвидел г-н Форстер... становится все более ясно выраженным с течением времени... Особое значение имеет тот факт, что все эти новые коммунистические партии в Африке [подразумеваются ФРЕЛИМО и МПЛА. – А. Д., И. Ф.] без исключения являются

La méfiance qu'éprouvait le régime sud-africain à l'égard de l'Union soviétique n'était pas injustifiée. L'Union sud-africaine fut confrontée à maintes reprises à des cas d'espionnage de la part de l'URSS. En 1967, lorsque le gouvernement sud-africain, redoutant le danger d'une agression rouge, lança son programme nucléaire, un agent du KGB, Youri Loginov, surnommé Edmund Trinka, avait été arrêté. Ce dernier travaillait pour les services secrets égyptiens. L'objectif de la mission de l'agent était de récolter des informations sur le développement du programme nucléaire sud-africain. Un autre scandale impliquant les services secrets soviétiques en Afrique du Sud éclata plus tard, en 1981. L'agent, le major Alexei Kozlov, en poste en Namibie et en Afrique du Sud, surveillait le travail et l'activité révolutionnaire de l'ANC et du SWAPO.<sup>738</sup>

De son côté, l'administration du président Ford, à la suite du conflit angolais, se retrouva dans une position peu confortable en Afrique australe. En 1976, la coopération ouverte avec le gouvernement sud-africain, premier partenaire économique des États-Unis en Afrique, devint un facteur gênant pour la politique extérieure américaine. Lors d'une visite diplomatique en Afrique, entre avril et mai 1976, le secrétaire d'État des États-Unis Henry Kissinger exprima la volonté des États-Unis d'établir des relations avec les forces nationalistes d'Afrique australe, soutint l'idée de l'éradication de la domination de la minorité blanche en Rhodésie et en Afrique du Sud, l'octroi de l'indépendance à la Namibie et la proclamation de « la résolution non violente et pacifique du problème de l'apartheid en Afrique du Sud ». <sup>739</sup> L'éloignement des États-Unis à l'égard du régime sud-africain fut interprété par ce dernier comme une trahison. Dans une allocution faite au Parlement sud-africain en 1976, le ministre des Affaires étrangères Hilgard Muller déclarait :

À présent, il devient clair que nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes (...). Il serait idiot et irréaliste d'estimer que l'Occident nous aidera à garantir notre survie. Les événements en Angola ont démontré combien faible et sans force était l'Occident face à la stratégie trompeuse des Russes (...).<sup>740</sup>

---

союзниками важных националистических революционных групп, таких как Патриотический фронт, СВАПО и АНК Южной Африки (...) », « 1976 год » (« 1976 »). In : Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossiya i Yuzhnaya Afrika : navedenie mostov*. Moskva : Izdatel'skiy dom vyschey ekonomiki, 2012, p. 52.

<sup>738</sup> Peter Vanneman. *Soviet Strategy in Southern Africa: Gorbachev's Pragmatic Approach*. Hoover Inst Pr.: Leland Stanford Junior University, July 1990, pp. 8-9.

<sup>739</sup> Mikhail Vishnevsky. *Aktual'nye problemy sovremennoy politiki SShA v Afrike*. 2003, Institut Afriki, doktorskaya, p. 115.

<sup>740</sup> « Теперь уже всем должно быть ясно... что мы можем рассчитывать только на себя... Было бы глупо и нереалистично полагать, что Запад поможет гарантировать наше выживание... События в Анголе показали, насколько беспомощен и бессилён Запад перед лицом коварной стратегии русских ». Cité dans « 1976 год », in Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossiya i Yuzhnaya Afrika : navedenie mostov*. Moskva: Izdatel'skiy dom vyschey ekonomiki, 2012, p. 53.

Le soulèvement de la jeunesse noire à Soweto en juin 1976 et sa répression par le gouvernement sud-africain marqua un tournant majeur dans la reconsidération de la cause noire dans les politiques européennes et américaine.

En 1977, dans une interview, accordée au journal *Le Monde*, le dirigeant soviétique Leonid Brejnev réaffirma l'engagement de l'URSS dans la lutte des peuples contre le racisme et l'apartheid :

Les peuples du continent africain luttent activement pour leur liberté et leur indépendance, pour le droit de choisir eux-mêmes leur voie de développement. Ils combattent les phénomènes honteux : le racisme et l'apartheid. C'est une lutte juste. Notre pays a toujours soutenu et soutiendra les combats de ce type.<sup>741</sup>

Tandis que l'Union soviétique, auréolée par la victoire des mouvements procommunistes en Afrique lusophone, ravivait sa politique africaine, les États-Unis avec l'arrivée au pouvoir en janvier 1977 du démocrate Jimmy Carter, dont la victoire fut notamment assurée grâce au vote massif de la population noire, essayaient de réhabiliter leur politique africaine qui, après l'interventionnisme de Gérald Ford, était très critiquée.

## 2.2. La résurrection de la doctrine globaliste dans la politique étrangère des États-Unis en Afrique à la fin des années 1970 : la guerre du Shaba et le conflit somalo-éthiopien

À son arrivée au pouvoir, l'administration du président Carter entama une politique pour restaurer l'image ternie des Américains en Afrique. La confiance à l'égard des États-Unis se raréfiait. Dans l'ouvrage *Politika SSHA v Afrike Yujnee Sakhary v 70-x – nachale 80-x godov* (1984) [*La politique des États-Unis en Afrique au sud du Sahara dans les années 1970 et au début des années 1980*], l'historien soviétique Vitaly Vassilkov situe la première année de la politique africaine de Carter sous l'étendard de la propagande politique :

Il était important pour Carter de créer un sentiment d'éloignement net du style mondialiste et pragmatique de Kissinger, se centrant sur un retour aux idéaux américains oubliés et aux valeurs idéologiques positives, sur une diplomatie ouverte et des décisions collectives. « Mais à moins que les pays du tiers monde ne soient à nouveau convaincus que les États-Unis sont une nation bienveillante, jour après jour (...), - écrivait W. Bundy [William Putnam Bundy] -, (...), dans toutes nos actions, (...) ils verront toujours une politique de la force nue, qui, depuis longtemps, a rendu le monde entier allergique ». <sup>742</sup>

<sup>741</sup> Youri Roubinski. « L'URSS en Afrique (1960-1990) : un avant-goût de l'échec ». *Géopolitique africaine*. N° 9 (janvier 2003) : 252.

<sup>742</sup> « Картеру важно было создать впечатление резкого отхода от глобалистского и прагматичного стиля Киссинджера, сделав акцент на возврат к забытым американским идеалам и позитивным идеологическим ценностям, на открытую дипломатию и коллективные решения. 'Если в третьем мире снова не станут считать, что США денно и нощно заботятся о нём', - раскрывал его замысел У. Банди, - 'то во всех наших действиях (...) всегда будут видеть голую политику силы, от которой весь мир давно страдает аллергией' ». In: Vitaly Vassilkov. *Politika SSHA v Afrike Yujnee Sakhary v 70-x – nachale 80-x godov*. Moskva : RAN, 1984, 122.

La voix qui devait annoncer la renaissance « des idéaux oubliés » de l'époque kennédienne, comme la loyauté américaine envers le continent africain, la lutte pour les droits de l'homme, fut incarnée par le porte-parole du président Carter, le premier ambassadeur afro-américain au sein des Nations Unies, Andrew Young. Ce dernier obtint du dirigeant américain carte blanche pour la formulation de la nouvelle politique américaine en Afrique. Young, en tant que fervent régionaliste, croyait que l'Afrique et ses conflits devaient être vus en dehors du prisme Est-Ouest. Outre Young, il y avait d'autres partisans de cette doctrine au sein de l'administration du président Carter, dont le secrétaire adjoint du bureau des Affaires africaines Richard Moose et le secrétaire d'État Cyrus Vance. Selon ce dernier : « nous ne pouvons être ni justes ni efficaces si nous traitons l'Afrique comme une simple arène où se jouerait librement la compétition Est-Ouest ».<sup>743</sup> Andrew Young déclarait en septembre 1978 : « Les Américains ont eu tendance à considérer l'Afrique comme si c'était l'Europe, où chaque kilomètre de territoire prend une signification stratégique ».<sup>744</sup>

Andrew Young, pasteur et camarade de combat du Révérend Martin Luther King, militant afro-américain et défenseur des droits civiques, considérait que « le racisme était pour l'Afrique plus dangereux que le communisme ».<sup>745</sup> Selon lui, l'orientation procommuniste des mouvements nationalistes africains était un résultat de la politique africaine des États-Unis qui éloignait d'eux de potentiels alliés stratégiques. Young appelait le gouvernement américain à reconnaître la victoire du MPLA. Il soutenait l'idée de la présence de l'armée cubaine en Angola, affirmant qu'elle jouait un rôle « stabilisateur » dans la région, et accusait le gouvernement raciste sud-africain d'illégitimité. Sous son mandat, comme l'affirmait le secrétaire adjoint aux Affaires africaines Richard M. Moose, dans une interview accordée au

---

William Putnam « Bill » Bundy, avocat et analyste à la CIA. Il fut conseiller aux Affaires étrangères sous les Administrations Kennedy et Johnson.

Vitaly Vassilkov fait ici référence à l'article de W. Bundy : "But unless Third World countries are again persuaded that the United States is a caring nation, day in and day out (...), (...), what we do in particular situations will always tend to be regarded as naked power politics of the kind to which the world is increasingly allergic."

« Mais à moins que les pays du tiers monde ne soient à nouveau persuadés que les États-Unis sont une nation bienveillante, jour après jour (...), (...), ce que nous faisons dans des situations particulières aura toujours tendance à être considéré comme une politique de la force nue, à laquelle le monde est de plus en plus allergique ».

Voir William P. Bundy. "Who Lost Patagonia ? Foreign Policy in the 1980 Campaign." *Foreign Affairs*. Vol. 58 (Fall 1977) : 25.

<sup>743</sup> "(...) we can be neither right nor effective if we treat Africa simply as an arena for East-West competition." "Address by the Secretary of State (Cyrus Vance) Before the Annual Meeting of the U.S. Jaycees, Atlantic City, June 20, 1978." In [U.S. Department of State]. *American Foreign Policy : Basic Documents, 1977-1980*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1983, p. 1146.

<sup>744</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite*. Paris : Economica, 1984, p. 236.

<sup>745</sup> *Ibid.*, p. 266. "(...) racism, not Communism, is the Chief problem in [...] Africa." [Time, February 14, 1977]. "Diplomacy : The New Multi-Ring Spectacle." In *AF Press Clips*. Vol. 12. No 7 (February 16, 1977) : 6.

journal *The Inter Dependent*, le 31 août 1979, les États-Unis réussirent dans une certaine mesure à regagner la confiance et de la crédibilité aux yeux des Africains :

L'ambassadeur Young a remarquablement réussi à obtenir des Africains qu'ils examinent la politique des États-Unis sous l'administration Carter sans préjugés défavorables et avec un esprit ouvert. Dans le passé, les Américains ont longtemps fait de la rhétorique et ont exprimé de bonnes intentions sur ce qu'ils veulent faire en Afrique. Les Africains ont comparé cela au bilan passé des États-Unis en Afrique, et ils étaient, je pense, à juste titre sceptiques quant au fait que les déclarations politiques de l'administration Carter seraient, en fait, suivies par des actes conformes à ces déclarations.<sup>746</sup>

Toutefois, cette approche régionaliste dans la politique africaine du président Carter ne dura qu'une année.

À l'été 1978, la politique américaine commença à réintroduire les anciens discours globalistes. De nouveau se faisaient entendre des appels à la résistance contre la menace communiste. Andrew Young, déçu par la régression de la politique africaine du président Carter, qui refusa de reconnaître le régime de Luanda, quitta son poste d'ambassadeur des États-Unis aux Nations Unies en 1979. Ce revirement soudain n'était pas seulement dû à l'offensive violente menée contre lui par Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Lyndon B. Johnson et Conseiller à la Sécurité Nationale de Jimmy Carter, héritier idéologique de la doctrine globaliste de Henry Kissinger qui considérait comme dangereuse l'ingérence soviéto-cubaine en Afrique, mais fut surtout causé par le contexte politique et géopolitique de l'époque. En effet, entre 1977 et 1978, deux événements majeurs se déroulèrent en Afrique subsaharienne. Ils eurent une grande influence sur la renaissance du discours globaliste dans les cercles politiques américains : les deux guerres du Shaba et le conflit somalo-éthiopien.

Le 8 mars 1977, puis le 12 mai 1978, le Congo-Zaïre se retrouva dans l'engrenage de nouvelles guerres qui entrèrent dans l'histoire sous le nom des guerres du Shaba (Katanga). Les deux guerres du Shaba opposèrent principalement le gouvernement mobutiste aux rebelles

---

<sup>746</sup> "Ambassador Young was remarkably successful in gaining for the United States – for the Carter Administration – a fair hearing, an open-minded attitude on the part of the Africans toward our policy at the outset of the Administration. Americans in the past have been long on rhetoric and expressed good intentions about what they want to do in Africa. Africans have compared that with the past record of the United States in Africa, and they were, I think, very rightly skeptical that the policy pronouncements of the Carter Administration would, in fact, be followed by performance." [The Inter Dependent]. "Moose : Africa Policy After Andrew Young." *The Inter Dependent* (October 1979). In : *AF Press Clips*. Vol. 14. No. 40 (October 1979) : 10.

Après avoir effectué une tournée en Afrique en février 1977, au cours de laquelle Andrew Young rencontra plusieurs dirigeants africains, dont Agostinho Neto, le président angolais, et le nigérian Olusegun Obasanjo qui assura à l'ambassadeur américain à l'ONU que le Nigéria allait « le soutenir dans cette grande et importante tâche qui consistait à combler ce large fossé entre les États-Unis et l'Afrique » ; ["Obasanjo, [...] assured him [Young] of Nigeria's 'support in his great and important task of bridging the wide gulf between the U.S. and Africa'."]. Voir Jonathan C. Randal. "Young Meets With Angolan Leader, Scores Hit in Nigeria." *Washington Post Foreign Service*, February 9, 1977. In : *AF Press Clips*. Vol. 12. No 7 (February 16, 1977) : 2.

katangais qui, fuyant les répressions du président Mobutu, trouvèrent refuge en Angola. Avec l'indépendance de l'Angola, ces derniers se mirent au service du MPLA.<sup>747</sup> Les deux guerres du Shaba (Katanga) furent souvent interprétées comme une réponse indirecte du MPLA au gouvernement mobutiste pour son soutien au FNLA et à l'UNITA.<sup>748</sup> L'insurrection katangaise au Congo-Zaïre, menée par le Front national pour la libération du Congo (FNLC) contre le régime du premier allié des États-Unis dans la région, Mobutu, fut considérée par l'administration Carter comme étant orchestrée par l'URSS et Cuba. Le 14 mai 1978, dans un échange avec le ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique Andreï Gromyko, le président américain accusa l'URSS et Cuba d'être responsables de l'invasion des rebelles katangais.<sup>749</sup> Concernant l'implication cubaine, Carter déclara au cours d'un déjeuner à la Maison-Blanche avec des représentants du Congrès, le 15 mai 1978 : « Nous pensons que Cuba connaissait les plans d'invasion des Katangais et n'a rien fait pour les empêcher de traverser la frontière. Nous savons également que les Cubains ont joué un rôle clé dans la formation et l'équipement des Katangais qui ont attaqué ».<sup>750</sup>

Si, toutefois, le ministre soviétique réfutait les accusations du dirigeant américain, assurant que « l'Union soviétique ne savait absolument rien des récentes actions des dénommés 'gendarmes du Katanga' »<sup>751</sup>, dans les faits, il en était autrement. Cuba était entré en contact avec le FNLC avant l'insurrection katangaise.<sup>752</sup> Le gouvernement américain ne pouvait prouver l'implication directe de Moscou et de Cuba dans le conflit zaïrois. Durant la seconde guerre du Shaba, le chef de la délégation soviétique, un membre influent du Politburo qui visita l'Angola en 1978, Andreï Kirilenko, rencontra le président angolais Agostinho Neto. Inquiété par la situation au Zaïre, ce dernier « demanda d'accélérer l'approvisionnement de l'armée angolaise en équipements militaires et civiles ; les services secrets - en armes spéciales ; former

<sup>747</sup> George V. Wright. "President Carter's Response to Shaba II : Or, How to Play the Cuba Card." *Ufahamu: A Journal of African Studies*. Vol. 9. No. 3 (1979) : 114.

<sup>748</sup> [Perspective Monde]. « Déclenchement du conflit du Shaba au Zaïre, 8 mars 1977 ». *Perspective Monde* [en ligne] sans date. Disponible en ligne sur <<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=622>>. Consulté le 17 juillet 2020.

<sup>749</sup> George V. Wright. "President Carter's Response to Shaba II : Or, How to Play the Cuba Card." *Ufahamu: A Journal of African Studies*. Vol. 9. No. 3 (1979) : 103.

<sup>750</sup> "We believe that Cuba had known of the Katanga plans to invade and obviously did nothing to restrain them from crossing the border. We also know that the Cubans have played a key role in training and equipping the Katangans who attacked." Discours du président Jimmy Carter adressé aux représentants du Congrès à la Maison-Blanche, le 15 mai 1978. Voir George Wright. *The Destruction of a Nation : United States' Policy Towards Angola Since 1945*. Chicago : Pluto Press, 1997, p. 83.

<sup>751</sup> « Советский Союз абсолютно ничего не знал относительно недавних акций так называемых 'жандармов в Катанге' ». Vitaly Vassilkov. *Politika SSHA v Afrike Yujnee Sakhary v 70-x – nachale 80-x godov*. Moskva : RAN, 1984, p. 210.

<sup>752</sup> George V. Wright. "President Carter's Response to Shaba II : Or, How to Play the Cuba Card." *Ufahamu : A Journal of African Studies*. Vol. 9. No. 3 (1979) : 104.

les équipages de chars ». <sup>753</sup> Comme le mentionne dans ses mémoires Brutents, face aux requêtes du dirigeant angolais, Kirilenko « conseillait de faire preuve de retenue », mais, toutefois, « reconnaissait la nécessité d'accélérer le renforcement des forces armées angolaises afin de 'raisonner' les opposants à l'intérieur et à l'extérieur du pays (...), et promettait de satisfaire les demandes angolaises ». <sup>754</sup> Il est néanmoins difficile de déterminer le degré d'implication de l'URSS dans la crise katangaise.

Les États-Unis affirmaient officiellement ne pas être impliqués dans le conflit zaïrois. Pour justifier la non-ingérence américaine en Angola, le président Carter se référait à « l'amendement Clark » qui interdisait l'implication militaire des États-Unis dans le pays. <sup>755</sup> Le responsable de la CIA Stansfield M. Turner et le Conseiller adjoint à la Sécurité Nationale David L. Aaron demandèrent, en mai 1978, au sénateur Clark d'apporter une aide armée à l'UNITA par l'intermédiaire de la France. <sup>756</sup> Cette demande fut rejetée par le sénateur. Malgré l'interdiction d'ingérence, « l'amendement Clark » n'empêchait pas en soi l'intervention américaine dans d'autres pays d'Afrique. <sup>757</sup> Pour aider le gouvernement « ami » assiégé de Mobutu, les États-Unis transportèrent, le 18 mai 1978, dans 18 avions militaires de type C-130, 1900 parachutistes des Légions étrangères belge et française au Katanga dans le but de repousser les rebelles et évacuer les ressortissants étrangers (français, belges, américains) présents dans la région. Le gouvernement zaïrois reçut également 17,5 millions de dollars d'aide militaire « non létale ». <sup>758</sup>

Durant la période de la crise katangaise, d'autres événements secouaient le continent africain. Dans la Corne de l'Afrique une nouvelle guerre éclata entre la Somalie et l'Éthiopie. Le 12 septembre 1974, l'empereur éthiopien Hailé Sélassié fut renversé par un coup d'État

<sup>753</sup> « (...) просил форсировать поставки военного и гражданского имущества для ангольской армии, специального оружия для службы безопасности, подготовку экипажей танков (...) ». Karen Brutents. *Tritsat' let na Staroy ploshadi*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1998, p. 209.

<sup>754</sup> “советовал проявлять сдержанность”, (...) “согласился с необходимостью ускоренного укрепления ангольских вооружённых сил, чтобы ‘привести в чувство’ противников внутри и вне страны (...) и обещал содействовать удовлетворению ангольских просьб”. *Ibid.*

<sup>755</sup> L'amendement Clark (*Clark Amendment*), promulgué en 1976 par le sénateur de l'Iowa Dick Clark, président de la sous-commission des affaires africaines du Sénat, « interdisait les opérations clandestines en Angola ou l'assistance aux mouvements d'opposition au gouvernement en place sans autorisation expresse du Congrès ». Voir [Le Monde]. « Le Sénat supprime 'l'amendement Clark' », 2 octobre 1981. *Le Monde* [en ligne] sans date. Consulté le 17 juillet 2020. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/10/02/le-senat-supprime-l-amendement-clark\\_2710532\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/10/02/le-senat-supprime-l-amendement-clark_2710532_1819218.html)>.

<sup>756</sup> George Wright. *The Destruction of a Nation : United States' Policy Towards Angola Since 1945*. Chicago : Pluto Press, 1997, p. 83.

<sup>757</sup> "The amendment did not restrict activities anywhere else in Africa, including Zaire." George V. Wright. "President Carter's Response to Shaba II : Or, How to Play the Cuba Card." *Ufahamu : A Journal of African Studies*. Vol. 9. No. 3 (1979) : 106.

<sup>758</sup> *Ibid.*, p. 105.

militaire. Après la chute de l'empereur d'Éthiopie, le pays traversa une période de troubles politiques. L'un après l'autre, de nouveaux dirigeants se succédaient à la tête de l'État. L'année 1977 fut marquée par l'arrivée au pouvoir du colonel Mengistu Hailé Mariam, le nouvel « homme fort » du pays. Déjà, en 1975, l'URSS avait signé un accord militaire avec le nouveau régime éthiopien. Les États-Unis, voulant préserver leur influence dans la région et garder leur principal allié stratégique, l'Empereur Sélassié, tentèrent de déstabiliser le nouveau régime militaire de Mengistu en apportant leur soutien aux séparatistes Érythréens qui exigeaient l'indépendance de l'Érythrée et la séparation avec l'Éthiopie. Ce rapprochement poussa le gouvernement de Mengistu à fermer les ambassades américaine, anglaise, française, belge, italienne et soudanaise.<sup>759</sup> Le refroidissement des relations américano-éthiopiennes contraignit les États-Unis à se tourner vers la Somalie, en encourageant ses aspirations expansionnistes à l'égard de l'Éthiopie. En avril 1977, en réponse aux sanctions éthiopiennes, dans un échange avec le vice-président Walter Mondale, le président Carter déclara : « Dites à Cy [Cyrus Vance] et Zbi [Zbigniew Brzezinski], qu'ils fassent tout ce qui est possible pour que la Somalie soit notre ami ».<sup>760</sup>

En juillet 1977, alors que l'Éthiopie était encore vulnérable, la Somalie voisine lança une intervention militaire dans le but d'annexer la province de l'Ogaden. Avant cette intervention le gouvernement somalien, depuis mai 1977, avait demandé à plusieurs reprises aux États-Unis une aide militaire, après le refus de l'Union soviétique, prétextant défendre, dans la région de l'Ogaden, le peuple Somali opprimé. Afin d'attirer l'attention les États-Unis sur la cause somalienne, le gouvernement du président Siad Barré déclara à maintes reprises sa volonté de sortir de l'influence de Moscou, accusant l'URSS de mener une politique hégémonique expansionniste à l'égard de la Somalie afin d'étendre l'influence communiste dans la Corne de l'Afrique. Ainsi, dans une déclaration de l'ambassadeur somalien aux États-Unis Abdullahi Ahmed Addow (« Addou ») au vice-président américain Mondale, datée du 12 mai 1977, il était mentionné : « Les soviétiques ont pour objectif de créer un groupe d'États, incluant l'Éthiopie, la Somalie, Aden et Djibouti, sous l'influence de Moscou ».<sup>761</sup> L'aide américaine tant

---

<sup>759</sup> Vitaly Vassilkov. *Politika SSHA v Afrike Yujnee Sakhary v 70-x – nachale 80-x godov*. Moskva : RAN, 1984, 142. Christopher Datta. *Guardians of the Grail: A Life of Diplomacy on the Edge*. Ville inconnue : Smashwords Edition, 2018, p. 51.

<sup>760</sup> "Tell Cy and Zbi to move in every possible way to get Somalia to be our friend." [The Washington Post]. "Somalia Agrees to Let U.S. Use Ports, Airfields." *The Washington Post*. July 26, 1977. In *AF Press Clips*. Vol. 15, No. 34 (August 22, 1980) : 25.

<sup>761</sup> "(...) the Soviets have as their objective the creation of a cluster of states, including Ethiopia, Somalia, Aden, and Djibouti, under Moscow's influence." [Walter F. Mondale]. "My Meeting with Somali Ambassador Addou, May 11, 1977." "Memorandum From Vice President Mondale to President Carter, May 12, 1977." In: Louise P.



convoitée « pousserai certainement la Somalie à réduire la présence soviétique ». <sup>762</sup> Face à un éventuel refus des États-Unis dans l'octroi de cette aide, l'ambassadeur somalien affirma : « Nous [Somaliens] devons soit résister à la pression soviétique, soit succomber. Nous espérons ne pas avoir à succomber, ce qui serait contraire à notre héritage national ». <sup>763</sup>

L'intervention somalienne en Éthiopie mit le gouvernement soviétique face à un sérieux dilemme. En effet, Moscou qui, depuis la période khrouchtchévienne, avait établi des relations avec Mogadiscio se retrouvait devant un choix crucial : perdre l'allié somalien ou se rapprocher de l'Éthiopie. Le conflit territorial autour de la région de l'Ogaden existait depuis la proclamation de l'indépendance de la Somalie qui, inspirée par l'idée du pan-somalisme, rêvait de recréer le territoire de la Grande Somalie. Khrouchtchev avait alors été confronté à ce terrible dilemme, lors du premier conflit entre la Somalie et l'Éthiopie qui survint entre 1963 et 1964 :

Lorsque nous avons donné des armes à la Somalie, cela a dérangé l'Éthiopie. Son empereur, Haïlé Sélassié I, nous a demandé de ne pas armer la Somalie et d'avoir de la compréhension pour les preuves de l'appartenance de l'Érythrée à l'Éthiopie. Notre situation était très délicate : d'une part, nous éprouvions de la sympathie pour le nouveau gouvernement somalien ; d'autre part, nous avions de très bonnes relations historiques d'amitié avec l'Éthiopie. Nous ne voulions pas confronter ces deux pays et nous avons dû faire preuve de souplesse diplomatique. <sup>764</sup>

L'époque de « la souplesse diplomatique » se prolongea jusqu'à ce que la Somalie, de manière unilatérale, décide d'intervenir en Éthiopie. L'Union soviétique dut choisir dans ce dilemme la partie éthiopienne. En effet, la diplomatie soviétique jugeait ce pays plus stratégique et prioritaire dans la région de la Corne. Durant la période de la bonne entente avec la Somalie, la flotte militaire soviétique avait un accès aux ports de Berbera et de Mogadiscio, ce qui lui permettait de renforcer son activité dans l'océan Indien. L'importance de l'Éthiopie dans la politique extérieure soviétique s'expliquait par le besoin d'obtenir un accès direct à la mer Rouge et empêcher qu'elle ne devienne un « lac arabe fermé », comme l'envisageaient les États-Unis

---

Woodroffe (ed.). *Foreign Relations, 1977–1980*. Volume XVII, Part 1 : Horn of Africa. Washington : U.S. Government Printing Office, 2016, p. 48.

<sup>762</sup> "(...) military assistance from the U.S. definitely would lead Somalia to reduce the Soviet presence." [Walter F. Mondale]. "My Meeting with Somali Ambassador Addou, May 11, 1977." "Memorandum from Vice President Mondale to President Carter, May 12, 1977." In: Louise P. Woodroffe (ed.). *Foreign Relations, 1977–1980*. Volume XVII, Part 1 : Horn of Africa. Washington : U.S. Government Printing Office, 2016, p. 49.

<sup>763</sup> "We must either resist Soviet pressure or succumb. We hope not to have to succumb, which would be contrary to our national heritage." *Ibid.*, pp. 51-52.

<sup>764</sup> « Когда мы дали оружие Сомали, это обеспокоило Эфиопию. Её император Хайле Селассие обратился к нам с просьбой не вооружать Сомали и с понимаем отнестись к доказательствам о принадлежности Эритреи к Эфиопии. Для нас сложилось довольно деликатное положение: с одной стороны, мы сочувствовали новому правительству Сомали; с другой стороны, у нас были очень хорошие, исторически дружественные отношения с Эфиопией. Мы не хотели сталкивать эти две страны, и нам пришлось проявлять дипломатическую гибкость ». Nikita Khrouchtchev in Davidson A. B. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*. Moskva : RAN, 2002, p. 250.

et l'Arabie Saoudite.<sup>765</sup> Le gouvernement de Brejnev n'approuva pas les aspirations expansionnistes de la Somalie, annula l'accord de coopération militaire entre les deux parties et suspendit toute aide à l'Érythrée. Moscou n'approvisionna plus la Somalie en armes et son dirigeant Siad Barré refusa de rencontrer Brejnev. En réponse aux sanctions soviétiques, le gouvernement somalien interdisait à l'URSS l'accès aux ports, renvoya du pays tous les conseillers militaires soviétiques, suspendit les relations économiques et culturelles établies sous Khrouchtchev. L'ami d'hier se tourna vers les États-Unis.

Le conflit territorial entre l'Éthiopie et la Somalie atteignit rapidement une dimension géopolitique majeure. La Somalie percevait l'aide militaire et financière américaine par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite. Le soutien des États-Unis à la Somalie s'expliquait surtout par le besoin de récupérer le port de Berbera. En effet, avec le commencement de la guerre d'Afghanistan, en décembre 1979, l'Administration Carter redoutait un expansionnisme soviétique dans la zone riche en pétrole du Golfe persique. Dans le but de contrer la menace rouge, le gouvernement américain cherchait à renforcer sa présence dans la zone et jeta son dévolu sur la région de la Corne de l'Afrique. Ayant perdu l'Éthiopie, les États-Unis privilégiaient dorénavant un rapprochement avec le gouvernement somalien.

La crise éthiopienne était suivie attentivement par les États-Unis et la Chine qui collaboraient dans ce dossier. En août 1977 et plus tard en mai 1978, afin de normaliser les relations sino-américaines, le secrétaire d'État des États-Unis Cyrus Vance et le Conseiller à la Sécurité Nationale du président Carter, Zbigniew Brzezinski, visitèrent Pékin pour transmettre des messages du président américain qui mentionnaient notamment « les ennemis communs » de la Chine et des États-Unis et la contribution positive que devait apporter les Chinois, autrement dit, accorder une aide à la Somalie ».<sup>766</sup> Les États-Unis, par l'intermédiaire de l'Arabie Saoudite, promirent d'accorder à la Somalie une aide militaire de 460 millions de dollars.<sup>767</sup> De son côté l'Union soviétique, en collaboration avec Cuba, fournit des armes à

<sup>765</sup> Apollon Davidson. *SSSR i Afrika 1918-1960 : dokumentirovannaia istoriia vzaimootnoshenii*, Moskva : IVI RAN, 2002, pp. 250-251.

<sup>766</sup> Karen Brutents, *Tridtsat' let na Staroy ploshadi*, Moskva: Mezhdounarodnye otnosheniya, 1998, p. 213. Voir aussi I. K. Nkrumah (ed.). "China, U.S. Make Progress." *Daily Graphic*. Issue 8353 (August 27, 1977): 2. Concernant la sollicitation de la Chine par l'administration américaine pour l'octroi d'une aide à la Somalie, il est important de rappeler que Pékin menait déjà une politique d'aide en Afrique. La Somalie faisait partie des ces États qui percevaient l'aide chinoise. Hormis les accusations faites par l'URSS qui reprochait à la Chine d'acheminer des armes en Somalie par l'intermédiaire du Pakistan (ces accusations avaient été réfutées par le Pakistan et la Chine), l'aide chinoise à la Somalie était principalement constituée d'une aide technique et médicale. Voir John Franklin Copper. "China's Foreign Aid in 1978." *Occasional Papers Reprints Series in Contemporary Asian Studies*. Number 8 (29) (1979) : 26, 30-31.

<sup>767</sup> Karen Brutents, *Tridtsat' let na Staroy ploshadi*, Moskva: Mezhdounarodnye otnosheniya, 1998, p. 212. « L'aide militaire et économique des États-Unis à la Somalie de 1978 à 1989 faisait partie d'un effort multilatéral semi-coordonné entre les États-Unis et leurs alliés occidentaux et arabes, en particulier l'Arabie saoudite (...) ».

l'Éthiopie pour un montant 1 milliard de roubles (environ 1 517 400 000 dollars), et le régime cubain envoya une troupe de 14 000 soldats afin de contrer les attaques somaliennes.<sup>768</sup>

Toutefois, il faut noter que dans le conflit entre l'Éthiopie et la Somalie, les États-Unis essayaient de mener une politique discrète et officiellement ne pas s'impliquer, préférant travailler en collaboration avec l'Arabie Saoudite, le Soudan, l'Égypte, qui après la mort de Nasser se tourna vers l'Ouest, le Kenya, les alliés européens comme l'Angleterre, l'Italie, la France, l'Allemagne de l'Ouest, ainsi qu'Israël. L'administration du président Carter espérait par le biais de la Somalie effectuer une pression et ainsi se débarrasser du régime indésirable de Mengistu qui fut qualifié dans les cercles politiques américains de « tyran sanguinaire » et le remplacer par un gouvernement pro-américain.<sup>769</sup> Au commencement de la guerre de l'Ogaden, l'Administration du président Carter était persuadée de l'imminence de l'échec du nouveau régime éthiopien et de la victoire proche de l'armée somalienne :

Mengistu n'a pas la capacité d'inspirer ses soldats à se battre. Les groupes qu'il a le plus favorisés - les Gallas et les musulmans - désertent en masse. Si les Somaliens s'emparent bientôt de Dire Dawa et que les Érythréens obtiennent encore plus de victoires dans le Nord, la situation est susceptible de se détériorer au point où l'aide soviétique et cubaine, quelle que soit la quantité dans laquelle elle sera accordée, fera peu de différence. (...). (...). Que Mengistu tombe, cependant, semble maintenant inévitable. Les Éthiopiens sont sur le point de perdre pratiquement toutes les forces qu'ils ont jetées dans l'Ogaden. (...). Si les Somaliens sont tentés de le faire une fois qu'ils ont ces villes clés [Dire Dawa, Negele, Goba], ils peuvent probablement marcher droit sur Addis et renverser Mengistu du pouvoir.<sup>770</sup>

Il y eut aussi des tentatives d'exercer une pression sur le gouvernement de Mengistu par l'intermédiaire de l'Organisation de l'Unité Africaine. Le Soudan envisagea de soumettre au conseil de l'OUA une proposition de transfert du siège de l'institution d'Addis-Abeba

---

Version anglaise : "U.S. military and economic aid to Somalia from 1978 to 1989 formed part of a semi-coordinated, multilateral effort between the U.S. and its Western and Arab allies, particularly Saudi Arabia (...)." Voir Ken Menkhaus. "US Foreign Assistance to Somalia: Phoenix from the Ashes?" *Middle East Policy*. Vol. 5. No. 1 (January 1997) : 131.

<sup>768</sup> Jiri Valenta, Frank Cibulka. *Gorbachev's New Thinking and Third World Conflicts*. London: Transaction Publishers, May 31, 1990, p. 162.

<sup>769</sup> "He is a bloody tyrant and a failure besides." Paul B. Henze. "Whither Ethiopia ?" *Memorandum for Zbigniew Brzezinski from Paul B. Henze (National Security Council), August 17, 1977*. In : Louise P. Woodroffe, Adam M. Howard. "Ambassador Addou and US Officials Meeting 1977 to 1978." In : *Foreign Relations of the United States 1977-1980*. Vol. XVII. Part 1 : Horn of Africa, Department of State. Washington : United States Government Printing Office, 2016, p. 60.

<sup>770</sup> "Mengistu lacks the capacity to inspire his soldiers to fight. The groups he has most favored--the Gallas and the Muslims--are deserting him in droves. If the Somalis capture Dire Dawa soon and the Eritreans make more major gains in the north, the situation is likely to deteriorate to the point where Soviet and Cuban aid, in no matter what quantity it can be supplied, will make little difference. (...). (...). That Mengistu is going to fall, however, now seems inevitable. The Ethiopians are on the verge of losing practically all the forces they have thrown into the Ogaden. (...). If the Somalis are tempted to do so once they have these key towns [Dire Dawa, Negele, Goba], they can probably march right on to Addis and push Mengistu out of his chair." *Ibid.*, pp. 60, 62.

(Éthiopie) à Libreville, au Gabon.<sup>771</sup> Il y avait notamment des rumeurs autour d'une potentielle occupation de la ville de Berbera par le Soudan et l'Égypte dans le but d'empêcher une invasion éthiopienne.<sup>772</sup>

La prudence adoptée par la diplomatie américaine dans la question somalienne était causée non seulement par la sympathie éprouvée envers le régime de Mogadiscio et le désir d'évincer l'URSS de la région, mais surtout par le fait « qu'aucun pays africain ne voulait soutenir la Somalie dans ses revendications [territoriales] ». <sup>773</sup> En effet, les revendications expansionnistes du gouvernement somalien touchaient non seulement l'Éthiopie, mais aussi tous les territoires voisins sur lesquels habitaient les peuples Somalis et, en particulier, le Kenya. Le Kenya occupait une place spéciale dans la politique africaine des États-Unis. Le gouvernement du président Carter aspirait à renforcer la présence militaire américaine dans ce pays. Ainsi, un refroidissement dans les relations avec le Kenya, en raison des revendications territoriales de la Somalie, ne correspondait pas aux intérêts américains. La crise de l'Ogaden se termina par l'échec de l'armée somalienne.

Après les crises congolaises et de l'Ogaden, le président américain Jimmy Carter fut vite confronté à un autre évènement qui le poussa de nouveau à radicaliser sa politique africaine. Le 12 avril 1980, au Libéria, l'historique allié américain en Afrique, se produisit un coup d'État, soutenu par les populations noires autochtones, contre l'élite gouvernante américano-libérienne. Ce fut le premier coup d'État dans l'histoire du pays. Le président pro-américain William Richard Tolbert, qui était alors le président en exercice de l'OUA, fut assassiné, ainsi que treize de ses ministres. Le nouveau régime de Samuel Kanyon Doe, proche du régime militaire de Mengistu, menaçait de se rapprocher de l'Union soviétique. Ces menaces furent entendues par les États-Unis, et l'administration Carter décida non seulement de reconnaître la révolution libérienne, mais aussi de raviver la coopération économique et militaire avec le nouveau régime.

---

<sup>771</sup> "Sudan is reported to be going to ask for removal of OAU Headquarters from Addis at OAU Ministerial in Libreville at end of this month." Paul B. Henze. "Evening Report ?" *Memorandum for Zbigniew Brzezinski from Paul B. Henze (National Security Council), June 14, 1977.* In : Louise P. Woodroffe, Adam M. Howard. "Ambassador Addou and US Officials Meeting 1977 to 1978." *Foreign Relations of the United States 1977-1980.* Vol. XVII. Part 1 : Horn of Africa, Department of State. Washington : United States Government Printing Office, 2016, p. 50.

<sup>772</sup> "Our embassy in Khartoum considers inherently unlikely a report that the Sudanese and Egyptians have agreed to a scheme to occupy Berbera to keep the Ethiopians from taking it from the Somalis". Paul B. Henze. "Evening Report ?" *Memorandum for Zbigniew Brzezinski from Paul B. Henze (National Security Council), December 9, 1977. Ibid,* p. 80.

<sup>773</sup> "While we sympathize with Somalia's concern for kinsmen in the Ogaden, we notice that no African country is willing to support Somali claims." Paul B. Henze. "Visit of Somali Ambassador Addou." *Memorandum for David Aaron from Paul B. Henze (National Security Council), October 24, 1978. Ibid,* p. 92.

Vers la fin des mandats de Leonid Brejnev et de Jimmy Carter, les relations américano-soviétiques se retrouvèrent de nouveau dans le prisme globaliste de la rivalité Est-Ouest. Cette lutte, qui semblait être sans fin, était ponctuée par de nombreux coups d'État qui influèrent sur le cours des relations entre les deux puissances rivales, leur faisant subir toute l'imprévisibilité de la politique et des réalités africaines. Durant la période de la Guerre froide, l'Afrique se retrouva prisonnière dans un monde bipolaire, engagé dans une course infernale pour l'influence entre le bloc capitaliste et le bloc socialiste, mais elle devint aussi victime d'un partage d'une nature beaucoup plus complexe.

Au cours de la Guerre froide la lutte pour l'influence s'effectua à plusieurs échelles : d'une part, il y avait indéniablement une confrontation idéologique entre l'Ouest et l'Est, la rivalité entre le monde capitaliste et communiste. Deuxièmement, une autre lutte se poursuivait à l'intérieur des blocs rivaux : du côté communiste, l'opposition sino-soviétique ; du côté capitaliste, la rivalité entre les puissances traditionnelles colonisatrices (France, Angleterre) et la « nouvelle », sur l'échiquier africain, puissance américaine. Troisièmement, l'existence d'une guerre non-idéologique, principalement orientée contre l'URSS, basée sur une alliance antisoviétique qui regroupait en son sein toutes les puissances issues du monde capitaliste et communiste, dont la Chine, et qui devait contrer l'expansion soviétique.

L'Union soviétique, contrairement aux États-Unis, n'avait pas de doctrine africaine prédéfinie. Les relations américano-soviétiques en Afrique constituaient la continuité d'une rivalité née sur les ruines de la Seconde Guerre mondiale. Selon le diplomate soviétique Karen Brutents, sous l'ère brejnévienne, comme ce fut le cas sous Khrouchtchev, quand bien même l'activité soviétique avait nettement augmenté au fil des dernières années, l'URSS n'avait aucune stratégie africaine. La politique africaine de l'Union soviétique se construisait de manière spontanée, souvent sous l'influence de Cuba :

(...) Dans les années 1970, l'implication de l'Union soviétique dans les affaires africaines (...) s'est fortement accrue. Mais ce processus ne s'est pas développé, (...), selon un plan prédéfini à l'avance, dans le cadre d'une stratégie adoptée, mais spontanément, comme par lui-même. (...) À Zavidovo, la résidence de Brejnev, au milieu des années 1970, j'ai assisté à une conversation, dont il découlait que Brejnev était contre une implication trop importante de l'URSS en Afrique tropicale. Des propos du même genre avaient été tenus par Andropov. Moscou était souvent attirée par « le militantisme » des autres, principalement des Cubains, pour qui l'Afrique était un lieu où ils pouvaient mener une politique autonome, démontrer leur bravoure, leur esprit révolutionnaire et renforcer leur revendication à un rôle de premier plan dans le « tiers-monde ». (...). La politique dominante était de profiter « des opportunités qui se présentaient ». (...) Il n'y avait pas

de concept unique, il n'y avait qu'un principe général, trop général : « aider le mouvement de libération nationale ».<sup>774</sup>

Du côté des États-Unis, hormis la volonté de s'assurer un accès aux ressources du sol africain, toute leur politique africaine dépendait en grande partie du comportement de l'URSS sur le continent, autrement dit, la peur d'un danger communiste imminent dictait l'action américaine en Afrique. Pour Frédéric Leriche, auteur de « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective » (2003), il s'agissait là « plus d'une politique antisoviétique que d'une véritable politique africaine ».<sup>775</sup>

---

<sup>774</sup> « (...) в 70-е годы вовлеченность Советского Союза в африканские дела (...) резко возросла. Но и этот процесс развивался, (...), не по заранее определенному плану, не в рамках какой-то принятой стратегии, а спонтанно, как бы сам по себе. (...), в Завидове, резиденции Брежнева, в середине 70-х годов я был свидетелем разговора, из которого следовало, что Брежнев против широкого вовлечения СССР в Тропическую Африку. Реплики подобного же рода исходили и от Андропова. Нередко Москву увлекал 'активизм' других, прежде всего кубинцев, для которых Африка была местом, где они могли проводить автономную политику, демонстрировать свою отвагу и революционность, подкреплять претензии на ведущую роль в 'третьем мире'. (...). Доминировала политика использования 'подвернувшихся возможностей'. (...) не существовало никакой единой концепции, был только некий общий, слишком общий принцип — 'помогать национально-освободительному движению' ». Karen Brutents. *Tritsat' let na staroy ploshadi*. Moskva: Mezhdounarodnye otnosheniya, 1998, pp. 214-215.

<sup>775</sup> Frédéric Leriche. « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective ». *Afrique contemporaine* N° 207 (Automne 2003) : 13.

## Troisième partie — La Russie et les États-Unis d'Amérique en Afrique subsaharienne de l'effondrement de l'Union soviétique à nos jours

### Chapitre VII — Du repli russe à l'afro-optimisme américain en Afrique subsaharienne dans les années 1990

#### 1. La fin d'une guerre

Au début des années 1980, les positions de l'Union soviétique en Afrique noire étaient bien ancrées. Durant l'époque brejnévienne, l'URSS réussit non seulement à trouver des amis socialistes en Angola, au Mozambique, en République populaire du Congo, mais gagna également des sympathisants dans d'autres pays progressistes, comme le Bénin, l'Éthiopie, Madagascar et la Tanzanie. L'Union soviétique parvint à établir de solides relations politiques et économiques non seulement avec des pays d'orientation socialiste, mais aussi avec des États, réputés pour leur anticommunisme notoire, comme la Côte d'Ivoire et le Nigéria, ce qui lui permit de se faire un nom sur le continent africain.

Vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, à la suite de la crise angolaise, l'image de l'URSS en Afrique, comme ce fut le cas lors de la première crise congolaise en 1961, gagna en popularité, contrairement à celle des États-Unis. Dans un discours prononcé lors du sommet de l'Organisation de l'Unité Africaine en janvier 1976, le chef du gouvernement fédéral militaire du Nigéria Murtala Muhammed compara les politiques soviétiques et américaines en Afrique et fit un éloge de l'URSS :

Nous sommes tous au courant du rôle héroïque que l'Union soviétique et les autres pays socialistes ont joué dans la lutte du peuple africain pour la libération. L'Union soviétique et les autres pays socialistes ont été par tradition nos fournisseurs d'armes pour résister à l'oppression et combattre pour la libération nationale et la dignité humaine. D'autre part, les États-Unis, qui aujourd'hui versent des larmes de crocodiles au sujet de l'Angola, ont non seulement complètement ignoré les combattants de la liberté, que les Administrations américaines ont successivement qualifié de terroristes, ils ont même ouvertement soutenu, moralement et matériellement, le gouvernement fasciste portugais.<sup>776</sup>

---

<sup>776</sup> "We are all aware of the heroic role which the Soviet Union and other Socialist countries have played in the struggle of the African people for liberation. The Soviet Union and other Socialist countries have been our traditional suppliers of arms to resist oppression, and to fight for national liberation and human dignity. On the other hand, the United States which now sheds crocodile tears over Angola has not only completely ignored the freedom fighters whom successive United States administrations branded as terrorism, she even openly supported morally and materially the fascist Portuguese Government." Alexandra Arkhangelskaya, Vladimir Shubin. "Is

Dans les travaux sur la politique de l'URSS en Afrique au début des années 1980, les universitaires soviétiques présentaient des analyses positives et prometteuses. Contrairement aux années précédentes, les analystes soviétiques croyaient de nouveau en l'avenir socialiste radieux des États africains. L'ancien enthousiasme khrouchtchévien, jusque-là oublié, semblait renaître :

Dans certains pays africains d'orientation socialiste, le marxisme-léninisme est devenu la doctrine d'État officielle, le fondement des programmes de développement qui y sont réalisés (...) ; dans d'autres pays, les positions politiques et idéologiques des démocrates révolutionnaires, même si elles ne correspondent pas entièrement au socialisme scientifique, s'en rapprochent néanmoins sur toute une série de questions.

Les forces démocratiques révolutionnaires des pays africains progressistes comprennent que le capitalisme est incapable de proposer aux jeunes États un programme constructif d'élimination du retard économique, social et culturel.<sup>777</sup>

L'époque brejnévienne en Afrique s'acheva avec la promesse d'une amitié éternelle et d'un avenir prometteur aux pays socialistes frères :

En ce qui la concerne, l'Union soviétique, et le XXVI<sup>e</sup> Congrès [du 23 février au 3 mars 1981 à Moscou] du PCUS [Parti communiste de l'Union soviétique] l'a confirmé sans équivoque, continuera d'appliquer de façon conséquente, comme auparavant, sa politique de collaboration avec les pays affranchis, de consolidation de l'alliance du socialisme mondial et du mouvement de libération nationale.<sup>778</sup>

Avec le décès de Brejnev « l'Africain »<sup>779</sup>, l'arrivée au pouvoir, en novembre 1982, de Iouri Andropov et plus tard, en février 1984, de Konstantin Tchernenko, le nombre de représentations diplomatiques soviétiques dans le sud de l'Afrique tripla. Entre 1983 et 1985, le corps diplomatique soviétique au Mozambique augmenta de 35 à 100 personnes ; au Zimbabwe, un pays particulièrement courtisé par les États-Unis, ce nombre passa de 17 à 65 personnes ; au Botswana, de 21 à 60 personnes ; au Lesotho, petit territoire enclavé au sein de l'Union sud-africaine où l'URSS n'avait ni intérêt économique spécifique ni une importante présence de ressortissants, l'ambassade qui venait d'ouvrir en 1985 comptait environ 27 personnes.<sup>780</sup>

---

Russia Back? Realities of Russian Engagement in Africa." *Emerging Powers in Africa*. Issue 16. London: LSE Ideas, 2013, p. 20.

<sup>777</sup> Anatoly Gromyko. *L'U.R.S.S. et l'Afrique*. Moscou : Académie des sciences de l'URSS, 1982, p. 52.

<sup>778</sup> *Ibid.*, p. 58.

<sup>779</sup> Brejnev « l'Africain » est un surnom donné par l'historienne française Hélène Carrère d'Encausse au dirigeant soviétique dans ses travaux pour décrire l'implication de ce dernier dans l'expansionnisme soviétique en Afrique dans les années 1970. Voir Philippe Moreau Defarges. « L'Afrique à la recherche d'un ordre : l'Afrique et l'antagonisme Est-Ouest ». In : *Relations Internationales. Questions régionales*. 7<sup>e</sup> éd. Paris : Éditions du Seuil, 2011, p. 10.

<sup>780</sup> Peter Vanneman. *Soviet Strategy in Southern Africa : Gorbachev's Pragmatic Approach*. Stanford : Hoover Institute Press, 1990, p. 5.



Au début des années 1970, l'Union soviétique comptait plus de trois cent chercheurs spécialisés sur l'Afrique, contrairement à l'ère khrouchtchévienne, quand des africanistes de renom comme le professeur Ivan Potiokhin étaient une rareté. Durant les années 1970 et au début des années 1980, l'africanisme soviétique traversa une période d'effervescence et le journalisme vit apparaître en son sein un nombre important d'experts africanistes.<sup>781</sup> Au début des années 1980, les relations entre l'Union soviétique et l'Afrique semblaient être au beau fixe.<sup>782</sup>

Le 10 mars 1985, Konstantin Tchernenko s'éteignit après une longue maladie à Moscou. Avec sa disparition, l'Union soviétique entra dans une nouvelle ère de son histoire, marquée par l'arrivée au pouvoir d'un nouveau dirigeant, Mikhaïl Gorbatchev.

### 1.1. *La politique de Gorbatchev : une rupture avec le passé communiste*

Si, au début des années 1980, l'Union soviétique avait réussi à créer sur la scène internationale auprès des pays du tiers-monde l'image « d'un pays préoccupé par les problèmes du 'petit peuple' » et qui « établissait des contacts non seulement avec l'élite des grandes villes », mais aussi avec celles des petits villages<sup>783</sup>, à l'intérieur de l'URSS, depuis les années 1970, dans les cercles intellectuels et artistiques, des mouvements dissidents, prônant plus de liberté, naissaient.

Dans un État centralisé et totalitaire comme l'Union soviétique, les pensées dissidentes étaient souvent alimentées par les radios américaines qui émettaient vers l'Europe de l'Est, telles que *Voice of America*, *Radio Free Europe*, *RIAS Berlin* et *Radio Liberty*. La radio *Free Europe* qui émettait sur le territoire des États membres du pacte de Varsovie, ainsi que *Radio Liberty* qui ciblait principalement la population de l'Union soviétique, avaient été, dans un premier temps, financées par la CIA, mais, dès 1971, cette fonction fut reprise par le Congrès américain. Ces deux radios étaient réputées pour leur propagande antisoviétique.<sup>784</sup>

<sup>781</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>782</sup> Pour visualiser l'étendue de la présence communiste en Afrique à cette période, consulter en annexe la carte « L'expansion communiste en Afrique (1975-1980) ».

<sup>783</sup> Walter Isaacson, Bruce Nelan et Hays Gorey. « The Propaganda Sweepstakes ». *Time*. Vol. 117 (No. 10) (March 9, 1981). Disponible en ligne sur <<http://www.time.com/time/magazine/article/0,9171,921000-1,00.html>>. Consulté le 2 octobre 2018.

<sup>784</sup> *Ibid.* Voir également James William Fulbright. *Report to the Congress. Radio Free Europe and Radio Liberty*. 92<sup>nd</sup> Congress. 1st Session. Senate. Report No. 92-319 (July 30, 1971): 1-2. Disponible sur <<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP73B00296R000500050010-0.pdf>>. Téléchargé le 22 octobre 2020.

La radio RIAS Berlin avait été fondée par les autorités américaines pendant la Seconde Guerre mondiale et « permettait aux auditeurs de la RDA d'entendre la voix du 'Monde libre' ». Voir Alain Debove. « Adieu RIAS Berlin! ». *Le Monde*. N° 15217 (31 décembre 1993): 3.

À l'ère de Brejnev, les activités des radios de propagande étaient particulièrement critiquées par le gouvernement soviétique car elles menaçaient la paix et la sécurité nationale. En février 1981, dans un message adressé au secrétaire d'État des États-Unis, Alexander Haig, le ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Andreï Gromyko, nota : « La 'Voix de l'Amérique' et les autres radios qui travaillent sous l'égide des États-Unis retransmettent des émissions de 'provocation' et 'd'incitation', ce qui représente en soi ouvertement 'une ingérence dans les affaires intérieures de la Pologne' ». <sup>785</sup>

Pour étouffer l'influence des voix du « Monde libre » dans l'espace soviétique, Moscou dépensait environ 200 millions de dollars par an pour « brouiller » les transmissions des radios américaines. <sup>786</sup> Malgré ces tentatives, les voix du « Monde libre » continuaient à émettre vers l'Est. Les critiques du contrôle par l'État soviétique de la presse et la restriction de la liberté d'expression faisaient les couvertures des *samizdats* <sup>787</sup>. Ainsi, l'écrivain polonais Stefan Kisielewski déclarait : « Les médias polonais appartiennent à l'élite du Parti et non au peuple qui est informé des affaires internes du pays grâce à la radio *Free Europe* ». <sup>788</sup>

Au début des années 1980, des mouvements d'opposition apparurent dans plusieurs pays d'Europe de l'Est. Le plus important fut le mouvement syndical polonais *Solidarnosc* de Lech Walesa qui réussit à mener une révolte populaire contre le gouvernement communiste. Ce mouvement était perçu par l'élite gouvernante soviétique comme un danger et fut accusé de collaborer avec l'OTAN. En effet, il bénéficiait d'une aide étrangère. Il y avait parmi ses sympathisants l'Église catholique romaine, ainsi que des syndicats européens et américains : l'AFL-CIO aux États-Unis ; la Confédération allemande des syndicats (*Deutscher Gewerkschaftsbund*, DGB) ; la Confédération française démocratique du travail (CFDT) et Force Ouvrière (FO) en France. Sous l'influence de *Solidarnosc*, le 31 août 1980, une grève générale de quatorze jours avait été organisée à Gdansk sur le chantier naval « Lénine ». La nouvelle de cette grève était retransmise uniquement par l'intermédiaire des radios du « Monde

<sup>785</sup> « 'Голос Америки' и другие радиостанции, действующие под эгидой США, транслируют 'провокационные и подстрекательские' передачи, что представляет собой 'открытое вмешательство во внутренние дела Польши' ». Walter Isaacson (trad. par Maksim Korobotchkin). « Propagandistskoe sorevnovanie ». Pour la version originale en anglais, voir Walter Isaacson, Bruce Nelan et Hays Gorey. "The Propaganda Sweepstakes." *Time*. Vol. 117 (No. 10) (March 9, 1981).

<sup>786</sup> *Ibid.*

<sup>787</sup> *Samizdat* est un mot d'origine russe qui signifie « autoédition » (*samostoyatel'noe izdatel'stvo*). « En URSS, le *samizdat* est une diffusion clandestine d'ouvrages interdits par la censure ». Voir *Le Robert : dictionnaire pratique de la langue française*. Paris : Éditions France Loisirs, 2004, p. 1516.

<sup>788</sup> « Польские средства массовой информации принадлежат партийной элите, а не народу, которому приходится узнавать о собственных делах от Радио 'Свободная Европа' ». Walter Isaacson (trad. par Maksim Korobotchkin). « Propagandistskoe sorevnovanie ». Pour la version originale en anglais, voir Walter Isaacson, Bruce Nelan et Hays Gorey. « The Propaganda Sweepstakes ». *Time*. Vol. 117 (No. 10) (March 9, 1981).

libre », comme en témoignait l'activiste syndicaliste polonais Waldemar Sobora : « J'ai appris ce qui se passe sur la côte grâce aux programmes de *Free Europe* et d'autres radios occidentales ». <sup>789</sup>

Ce mécontentement populaire croissant était favorisé par la complexité de la situation politique que traversait l'URSS au cours des années 1980. Tandis que les partis communistes appelaient à construire activement le socialisme, le peuple, quant à lui, était fréquemment confronté à la pénurie de biens et de produits. Parmi les lourds héritages brejnéviens, figuraient en bonne place les coûteuses interventions militaires dans les conflits du tiers-monde. Avec l'arrivée au pouvoir de Iouri Andropov, l'URSS fut plongée dans le tourbillon de la guerre d'Afghanistan. Dans les cercles gouvernants de l'Union soviétique, certains questionnaient de plus en plus la nécessité de l'engagement du pays dans les conflits armés étrangers. Si certains diplomates soviétiques croyaient toujours en l'avenir radieux et la victoire proche du socialisme dans les pays africains, d'autres, au contraire, comme l'indique dans l'article « L'URSS en Afrique (1960-1990) : un avant-goût de l'échec » l'historien et diplomate russe Youri Roubinski, étaient sceptiques concernant l'implication de l'URSS en terre africaine :

La combinaison de la stabilité basée sur l'équilibre des forces Est-Ouest en Europe ou en Extrême-Orient, et de la « guerre de mouvement » dans le tiers-monde, surtout en Afrique, s'engageait dans l'impasse.

Dans ces conditions, la politique africaine se devait de provoquer, chez les dirigeants moscovites, des doutes sérieux. Les plus réalistes considéraient que le jeu n'en valait décidément plus la chandelle. Si les anciens secrétaires régionaux du PC envoyés comme ambassadeurs dans les pays africains (...) continuaient à rapporter dans leurs télégrammes les moindres propos de potentats locaux glorifiant le socialisme réel comme « preuve de fidélité », les diplomates de carrière ne cachaient pas leur pessimisme. (...) L'ambassadeur Boudakov (...) disait sans ambages : « Je ne veux plus sacrifier la sueur et les larmes du paysan de Riazan, au fin fond de la Russie, aux démagogues sans scrupules qui nous rebattent les oreilles avec leurs serments de fidélité aux idées socialistes. » <sup>790</sup>

Avec l'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, le 11 mars 1985, l'Union soviétique s'engagea sur le chemin du développement. Les mots d'ordre étaient « perestroïka », « glasnost » et « nouvelle pensée ». La *perestroïka* consistait à mettre en place une série de réformes dans le but d'atteindre le progrès économique et social. La *glasnost* introduisait la

---

<sup>789</sup> « О том, что происходит на побережье, я узнал из передач 'Свободной Европы' и других западных радиостанций ». Walter Isaacson (trad. de l'anglais par Maksim Korobotchkin). « Propagandistskoe sorevnovanie ». Pour la version originale en anglais, voir Walter Isaacson, Bruce Nelan et Hays Gorey, « The Propaganda Sweepstakes ». *Time*. Vol. 117. No. 10 (March 9, 1981).

<sup>790</sup> Arkadiï Vassiliévitch Boudakov était un diplomate soviétique et ambassadeur de l'URSS au Congo-Brazzaville entre 1969 et 1972. Voir Youri Roubinski. « L'URSS en Afrique (1960-1990) : un avant-goût de l'échec ». *Géopolitique africaine*. N° 9 (janvier 2003) : 262-263.

notion de la liberté d'expression. Les journalistes, les universitaires et les artistes étaient dorénavant encouragés à s'exprimer ouvertement et librement sur des sujets d'actualité en rapport avec les réalités du pays. *La nouvelle pensée*, quant à elle, poussait les gens à porter un regard nouveau sur les événements, avoir une approche plus réaliste, sortir du prisme idéologique du conflit Est-Ouest. De plus en plus d'articles, critiquant la politique extérieure soviétique, apparurent. Universitaires et diplomates libéraux considéraient que l'interventionnisme soviétique, l'implication trop engagée de l'URSS dans les conflits armés mondiaux, principalement ceux du tiers-monde, la rivalité avec les puissances de l'Ouest mettaient en danger la sécurité nationale du pays. Dans l'ouvrage *Diplomacy* (1994), Henry Kissinger relate les commentaires « révisionnistes », critiques à l'égard de la politique soviétique traditionnelle, du professeur russe à l'Institut de l'économie socialiste mondiale Viatcheslav Dashichev qui considérait que « les 'erreurs de calcul et l'incompétence' historiques de la direction Brejnev » avaient mis en danger la sécurité politique et économique de l'État soviétique :

Dans un article de la *Literatournaïa Gazeta* du 18 mai 1988, Dashichev expliquait que les « erreurs de calcul et l'incompétence » historiques de la direction Brejnev avaient uni toutes les grandes puissances mondiales dans une coalition contre l'Union soviétique, et entraîné une course aux armements dont celle-ci n'avait pu soutenir le coût. La politique soviétique traditionnelle, consistant à se couper de la communauté mondiale tout en s'efforçant de la déstabiliser, devait donc être abandonnée. Dashichev écrivait :  
 (...) dans l'idée que s'en faisait l'Ouest, la direction soviétique exploitait activement la détente pour augmenter ses propres forces militaires, recherchant la parité avec les États-Unis et en général avec toutes les puissances adverses - un fait sans précédent historique. Les États-Unis, paralysés par la catastrophe du Viêt-nam, prirent ombrage de l'expansion de l'influence soviétique en Afrique, au Proche-Orient et dans les autres régions. (...) « L'effet en retour » plaçait l'Union soviétique dans une position extrêmement difficile en matière de politique étrangère et d'économie. Elle se heurtait aux grandes puissances mondiales : les États-Unis, la Grande-Bretagne, la France, la République fédérale d'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Canada et la Chine. Une opposition à leur potentiel considérablement supérieur dépassait de loin, et dangereusement, les capacités de l'URSS.<sup>791</sup>

La politique de défense de Brejnev fut également critiquée par le nouveau ministre des Affaires étrangères de l'URSS Edouard Chevardnadze et le chef-adjoint du bureau de l'Administration des organisations internationales au sein du ministère des Affaires étrangères Andreï Kozyrev qui considérait que « l'implication directe et indirecte [de l'URSS] dans les conflits régionaux » causa « des pertes colossales et accrut la tension internationale, justifiant la course aux armements », « entravant l'établissement de liens mutuellement avantageux avec

<sup>791</sup> Henry Kissinger (trad. par Marie-France de Paloméra). *Diplomatie*. Paris: Fayard, 1996, pp. 729-730.

l'Occident »<sup>792</sup>. Les sanctions du « Monde libre » à l'encontre de l'Union soviétique retardaient notamment son développement.

La nouvelle politique soviétique était, d'une part, orientée vers l'amélioration des relations avec les États-Unis, l'Occident et la Chine, car, comme le pensait Gorbatchev, « le monde moderne était 'interconnecté et interdépendant' »<sup>793</sup>, et, d'autre part, à l'égard du tiers-monde, le nouveau gouvernement soviétique appelait à travailler sur la base « d'une coopération mutuellement avantageuse, économiquement et technologiquement ».<sup>794</sup> Ainsi, envers les pays du tiers-monde, surtout le continent africain, le gouvernement de Gorbatchev décida de sortir du prisme de la confrontation et de la rivalité avec l'Occident et d'arrêter de soutenir les mouvements nationalistes indépendantistes. L'activisme soviétique dans le tiers-monde, comme le considérait le nouveau gouvernement, était la principale pierre d'achoppement dans l'instauration de relations d'amitié et de bonne entente avec les États-Unis et l'Occident en général.

L'aide financière et militaire de l'Union soviétique aux États africains était, en fin de compte, « une poursuite de petits gains ».<sup>795</sup> Le socialisme dans les pays africains indépendants ne vit jamais le jour. Dès l'apparition d'une nouvelle opportunité financière ou politique, les anciens fidèles amis socialistes se tournaient rapidement vers l'Occident, tandis que les longues guerres civiles, quant à elles, ne favorisaient pas le développement de ces États, mais, au contraire, contribuaient à l'accumulation des dettes à l'égard de l'URSS, faisant d'eux de mauvais payeurs. Durant l'année 1980, les dépenses soviétiques dans le tiers-monde, incluant les aides aux États africains, se chiffraient entre 35 et 46 milliards de dollars par an.<sup>796</sup> Les sommes consacrées par l'Union soviétique aux conflits militaires dans le tiers-monde « ont atteint, au milieu des années 1980, 1,4% du PIB soviétique ».<sup>797</sup> À l'ère de la *glasnost*, des articles critiquant les dépenses de l'URSS en Afrique apparaissaient dans les revues soviétiques. Ainsi, le journal *Izvestia* décrivait les dépenses excessives de l'URSS en Afrique subsaharienne.

---

<sup>792</sup> "Kozyrev argued that Moscow's direct and indirect involvement in regional conflicts' had led to 'colossal losses by increasing international tension, justifying the arms race and hindering the establishment of mutually advantageous ties with the West'." Melvin A. Goodman. *Gorbachev and Soviet Policy in The Third World*. Washington D.C.: The Institute for National Strategic Studies National Defense University, 1990, p. 9.

<sup>793</sup> "The new agenda assumed the modern world was 'interconnected and interdependent'". Peter Shearman. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press, 1995, p. 286.

<sup>794</sup> "...mutually advantageous economic and technological cooperation." Melvin A. Goodman. *Gorbachev and Soviet Policy in The Third World*. Washington D. C.: The Institute for National Strategic Studies National Defense University, 1990, p. 10.

<sup>795</sup> "...pursuit of petty gains". *Ibid.*, p. 9.

<sup>796</sup> Susanne Birgerson, Alexander Kozhemiakin, Roger Kanet. « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (septembre 1996) : 149.

<sup>797</sup> Sekola Mosamete. *L'Afrique et la perestroïka. L'évolution de la pensée soviétique*. Paris : Harmattan, 2007, p. 52.

En juin 1989, un article qui dénonçait l'engagement soviétique au Mozambique parut dans un numéro du journal. Il relatait le cas d'un investissement exorbitant dans un projet de traitement des eaux du fleuve Limpopo. Les experts soviétiques, envoyés sur place pour évaluer la viabilité du projet, y résidèrent des années aux frais de l'État soviétique sans pour autant parvenir à son aboutissement.<sup>798</sup> Un an plus tard, en mars 1990, le même journal mit en lumière la dette des amis africains de l'Union soviétique. Ainsi, l'un des articles mentionnait que « l'Éthiopie, l'Angola et le Mozambique étaient les plus grands débiteurs de l'URSS parmi tous les pays du tiers-monde. Chaque pays devait respectivement à l'Union soviétique 2 860 millions (environ 2 884 millions de dollars américains), 2 029 millions (environ 2 046 millions de dollars) et 809 millions de roubles (environ 815 millions de dollars). Les principaux crédits concernaient le secteur militaire ».<sup>799</sup>

Le mécontentement croissant de la population poussa le gouvernement de Gorbatchev à réduire drastiquement les dépenses dans le secteur militaire et de la sûreté et à suspendre les financements de la recherche scientifique. Cet arrêt brutal de financement eut de sérieuses répercussions sur les relations entre l'Union soviétique et ses alliés africains, qui se construisaient principalement autour de la coopération militaire. L'URSS sous Gorbatchev diminua et, dans certains cas, suspendit complètement l'aide accordée aux États africains et, vers la fin des années 1980, rappela ses troupes des pays du tiers-monde.

La nouvelle orientation politique qui consistait à diminuer l'intervention militaire soviétique dans le tiers-monde fut annoncée le 13 novembre 1986, lors du XXVII<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste. Durant ce rassemblement, Gorbatchev souligna que « [Moscou] voudrait dans un avenir proche ramener la force soviétique [en Afghanistan] à la maison ».<sup>800</sup> Il faudrait néanmoins noter que l'idée de rappeler l'armée soviétique d'Afghanistan appartenait à l'origine à Iouri Andropov. Un mois après son accession au pouvoir, en décembre 1982, le nouveau secrétaire général du comité central du Parti communiste et ancien chef du KGB, au cours d'une rencontre avec le dirigeant et fondateur du Parti populaire démocratique d'Afghanistan Babrak Karmal, déclara : « Cher Camarade Karmal, d'ici un an, nous rappellerons nos troupes

<sup>798</sup> Susanne Birgerson, Alexander Kozhemiakin, Roger Kanet. « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (septembre 1996) : 150.

<sup>799</sup> "In March 1990, *Izvestiia* revealed that Ethiopia, Angola, and Mozambique were among the Third World countries with massive debts to the USSR (they owed 2,860 million, 2,029 million, and 809 million rubles, respectively)." Peter Shearman. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press, 1995, p. 287. Pour la conversion des devises, le taux de change qui a été pris est celui de l'année 1993.

<sup>800</sup> "[Moscow] would like in the nearest future to bring the Soviet force [in Afghanistan] back to their homeland." Melvin A. Goodman. *Gorbachev and Soviet Policy in The Third World*. Washington D. C.: The Institute for National Strategic Studies National Defense University, 1990, p. 6.

d'Afghanistan ».<sup>801</sup> Le retrait progressif de l'URSS des conflits armés du tiers-monde, mais aussi la suspension de l'aide économique, furent envisagés bien avant l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir. Ainsi, le Mozambique, qui signa sous Brejnev, en 1977, un Traité d'amitié et de coopération avec l'Union soviétique, ne put accéder au CAEM (en anglais : COMECON)<sup>802</sup> et fut encouragé par le gouvernement d'Andropov à se tourner vers l'Occident pour obtenir une aide économique.<sup>803</sup> Confrontés à la baisse d'engagement soviétique, de nombreux États africains, alliés de l'URSS, commencèrent à se tourner vers l'Occident et les États-Unis. Dans l'article "The USSR and Africa" (1987), l'africaniste et chercheuse américaine, Helen Desfosses, note que l'incapacité soviétique à répondre aux attentes des alliés africains contribua au rapprochement entre ces États et le bloc « Ouest » :

Les responsables éthiopiens ont été affligés par l'incapacité soviétique de répondre généreusement aux besoins occasionnés par la sécheresse et la famine, ou le besoin d'une aide globale au développement (...). (...).

Le résultat net de ces tensions a été que tous les États africains, à l'exception de l'Angola, mais y compris l'Éthiopie, ont des traités avec la Communauté économique européenne. Le Mozambique entretient des relations commerciales croissantes avec les États-Unis (et avec le Portugal) et, en 1984, a reçu une aide alimentaire d'une valeur de 22 millions de dollars des États-Unis en raison des conditions de sécheresse auxquelles l'URSS n'avait que très peu réagi.<sup>804</sup>

### 1.2. *Moscou vs Washington : entre rapprochement et désengagement en Afrique*

Dans les questions africaines, comme avec l'Afghanistan, l'URSS voulait jouer la carte du maintien de la paix, en collaborant dans la résolution des conflits régionaux africains avec l'Occident et principalement les États-Unis. Afin d'atteindre cet objectif, Gorbatchev, dès les premiers jours au pouvoir, entama une réorganisation structurelle de l'appareil étatique soviétique et remplaça l'ancienne élite brejnévienne par des éléments plus libéraux et pro-

<sup>801</sup> « Дорогой товарищ Кармаль, мы через год выводим наши войска из Афганистана ». Aleksandr Sheviakin. *Kak ubili SSSR. Velichayshaja geopoliticheskaya katastrofa*. [Comment on a assassiné l'URSS. La plus grande catastrophe géopolitique]. Moskva: Izdatel'stvo « Eksmo », 2011, p. 17.

<sup>802</sup> « La réponse économique de l'Union soviétique au plan Marshall fut la création à Moscou, le 25 janvier 1949, d'un organisme de coopération économique entre l'Union soviétique et ses satellites, connu sous le nom du Conseil d'assistance économique pour la reconstruction économique et mutuelle (CAEM ou COMECON) ». Voir le chapitre de la thèse sur « L'Administration Truman et la lutte anti-communiste en Europe ».

<sup>803</sup> Michael Clough. *Free at Last? U.S. Policy Toward Africa and the End of the Cold War*. New York: New York University Press, 1992, p. 12. Voir aussi Helen Desfosses. "The USSR and Africa." *A Journal of Opinion*. Vol. 16. No. 1 (1987): 8.

<sup>804</sup> "Ethiopian officials were distressed by the Soviet failure to respond generously to the needs occasioned by the drought and famine, or the need for overall development aid (...). (...).

The net result of these stresses has been that all the African states except Angola; but including Ethiopia, have treaties with the European Economic Community. Mozambique has a growing trade relationship with the United States (and with Portugal) and during 1984 received \$22 million worth of food assistance from the United States because of drought conditions to which the USSR had only minimally responded." Helen Desfosses. "The USSR and Africa." *A Journal of Opinion*. Vol. 16. No. 1 (1987): 8.

occidentaux. Ce remaniement ministériel toucha en premier le secteur militaire. Ainsi, les principaux maréchaux, piliers de l'ère brejnévienne, furent congédiés : le ministre de la sûreté et de la défense Sergeï Sokolov, le chef de l'état-major Sergeï Akhromeyev et le commandant du Pacte de Varsovie Viktor Koulikov. Le chef des services généraux Nikolai Ogarkov<sup>805</sup> et Andreï Gromyko, une figure clé de la diplomatie de l'ère brejnévienne et ministre des Affaires étrangères, furent remplacés. À la tête du Comité central du département des Affaires internationales fut nommé Anatoliï Dobrynine, qui avait servi vingt-cinq ans en qualité d'ambassadeur de l'Union soviétique aux États-Unis, remplaçant l'ancien chef Boris Ponomarev qui avait été à la tête de cette structure au cours des vingt-cinq dernières années et soutenait fermement « la promotion des forces socialistes progressives dans le tiers-monde ».<sup>806</sup> Dobrynine nomma dans son ministère principalement ses collaborateurs de l'époque américaine. Au cours de la visite diplomatique en URSS du secrétaire d'État américain de l'administration du président George H. W. Bush, en mai 1989, James A. Baker III, le nouveau ministre soviétique des Affaires étrangères, Edouard Chevardnadze, déclara « qu'une base raisonnable est en train d'émerger pour une coopération productive » et que « Moscou est prêt à trouver des compromis dans différentes questions régionales qui divisent les États-Unis et l'URSS ».<sup>807</sup>

Cette solidarité diplomatique avec les États-Unis dans la résolution des conflits régionaux dans le tiers-monde, le gouvernement soviétique l'avait démontré sous la présidence de Reagan. En 1987, le gouvernement de Gorbatchev se pencha sur la résolution du conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée. L'URSS, représentée par le chef adjoint du département international du Parti communiste soviétique Karen Brutents, et la partie américaine, représentée par l'adjoint du secrétaire d'État des États-Unis aux Affaires africaines Chester A. Crocker, exprimèrent « leur intérêt pour la mise en place d'actions conjointes entre les États-Unis et l'Union soviétique pour empêcher l'aggravation du conflit régional »<sup>808</sup>. Les experts soviétiques furent notamment invités à Washington pour débattre sur les mesures d'aide à l'Éthiopie.<sup>809</sup> L'URSS exigea l'arrêt du conflit armé avec l'Érythrée et encouragea une résolution pacifique du conflit. À l'été 1988, Gorbatchev exprima la position de Moscou face au conflit entre l'Éthiopie et l'Érythrée :

---

<sup>805</sup> Melvin A. Goodman. *Gorbachev and Soviet Policy in The Third World*. Washington D.C.: The Institute for National Strategic Studies National Defense University, 1990, p. 15.

<sup>806</sup> *Ibid.*, p. 17. "to the promotion of 'progressive socialist forces' in the Third World."

<sup>807</sup> "reasonable basis is emerging for productive cooperation"; "Moscow is prepared to compromise on various regional issues that divide the United States and the USSR." Melvin A. Goodman. *Gorbachev and Soviet Policy in The Third World*. Washington D. C.: The Institute for National Strategic Studies National Defense University, 1990, p. 22.

<sup>808</sup> Karen Brutents. *Tridtsat' let na Staroy Ploshchadi*. Moskva: Mezhdounarodnye otnosheniya, 1998, p. 218.

<sup>809</sup> *Ibid.*



Moscou est fermement convaincu que la solution ne peut être que celle de la voie politique, le conflit national est complexe ; bien sûr, il est important de faire preuve ici de fermeté et de force, mais tout ne peut être résolu par la force. Il faut opter ici pour une approche politique et faire preuve de courage. La question de la démocratisation est mûre (...).<sup>810</sup>

Malgré l'appui de Moscou en faveur d'une résolution pacifique de la situation en Éthiopie, le dirigeant éthiopien Mengistu refusa tout compromis impliquant la démocratisation et l'octroi de plus de droits aux régions : « Il ne faut pas comparer l'URSS et l'Éthiopie. Notre objectif est de rassembler le pays (autrement dit, gagner la guerre contre les séparatistes érythréens, - K. Brutents), et non de centraliser ou démocratiser. Et vos idées ne sont pas applicables dans notre pays ». <sup>811</sup>

L'obstination de Mengistu provoqua une interruption de l'aide soviétique et du soutien apporté au dirigeant éthiopien. En novembre 1987, Moscou informa le régime éthiopien de l'arrêt de l'aide militaire de l'Union soviétique dès décembre 1990. En avril 1990, l'URSS rappela 1500 conseillers militaires. En réponse au retrait soviétique, l'Éthiopie ferma la base navale soviétique sur l'archipel des Dahlak.<sup>812</sup> Durant cette même période, les conseillers militaires soviétiques quittèrent le Mozambique, et l'URSS réduisit l'aide militaire à ce pays. Au Mozambique, le gouvernement de Gorbatchev appuya la résolution pacifique du conflit entre le gouvernement mozambicain de Joaquim Chissano et le mouvement rebelle de la Résistance nationale du Mozambique (RENAMO) soutenu par l'Afrique du Sud. La position adoptée par l'Union soviétique en Éthiopie eut des répercussions sur toute sa politique en Afrique.

Avec l'assistance des États-Unis, le gouvernement de Gorbatchev s'engagea dans des pourparlers avec le MPLA et l'UNITA pour la stabilisation de l'Angola. Concernant l'avenir de l'URSS en Angola, le vice-ministre des Affaires étrangères Anatoly Adamishin affirmait catégoriquement : « La priorité est claire : nous devons mettre fin à notre engagement militaire en Angola. L'Afghanistan nous suffit ». <sup>813</sup> Le 13 décembre 1988, à Brazzaville, et le 22

<sup>810</sup> « В Москве твёрдо убеждены, что решение может быть только на политическом пути, национальный вопрос сложен, тут, конечно, важны принципиальные и подкреплённые силовыми возможностями позиции, но силой его не решить. Необходимо проявить здесь политический подход и смелость. Назрел вопрос о демократизации (...) ». *Ibid.*

<sup>811</sup> « Нельзя сравнивать СССР и Эфиопию. У нас задача - собрать страну (т.е. выиграть войну против эритрейских сепаратистов - К. Брутенц), а не централизация или демократизация. И идеи, которые у вас, неприменимы в нашей стране ». Déclaration de Mengistu à Karen Brutents faite lors d'une rencontre diplomatique à Addis-Abeba, en juillet 1987. Karen Brutents. *Tridtsat' let na Staroy Ploshchadi*. Moskva: Mezhdounarodnye otnosheniya, 1998, p. 217.

<sup>812</sup> Peter Shearman. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press, 1995, p. 287.

<sup>813</sup> « Главное виделось ясно : с нашей военной вовлечённостью в Анголе надо кончать. Хватает нам Афганистана ». « СССР и angol'sko-namibiyskoe uregulirovanie ». [« L'URSS et la résolution angolo-

décembre, à New York, avec la participation active des États-Unis et sous la présidence du secrétaire général de l'Organisation de l'Unité Africaine, le président congolais Denis Sassou Nguesso, une série d'accords entre l'Angola, Cuba et l'Afrique du Sud furent adoptées pour ordonner un cessez-le-feu et le retrait des troupes armées cubaines et sud-africaines des territoires angolais et namibiens.<sup>814</sup> Ce protocole entra dans l'histoire sous le nom des Accords de New York. Selon le secrétaire d'État américain sous les Administrations Reagan et Bush, James A. Baker III, la collaboration soviéto-américaine dans la résolution des conflits en Afrique était l'une des priorités de la politique extérieure des États-Unis de la fin des années 1980.<sup>815</sup>

Grâce à l'intervention du vice-ministre des Affaires étrangères Adamishin, Washington reconnut le rôle important que Moscou avait joué dans la résolution du conflit angolais.<sup>816</sup> Le secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines sous l'Administration Reagan, Chester A. Crocker, félicitait ce rapprochement soviéto-américain :

(...) Les Soviétiques ont abandonné leur ancienne stratégie d'obstruction aux initiatives occidentales et d'exploitation des conflits dans la région. Dans le processus, ils ont adopté des principes majeurs de la politique américaine (...). Avec notre plein soutien, ils ont institué leur propre forum d'engagement diplomatique en Afrique australe. Moscou et La Havane ont rejoint les États-Unis, la Grande-Bretagne et d'autres alliés occidentaux pour façonner un nouveau climat plus propice à des solutions négociées.<sup>817</sup>

En mai 1991, en Angola, le MPLA et l'UNITA parvinrent à un accord final. Entre 1990 et 1991, l'Union soviétique rappela 1000 conseillers militaires de la région.<sup>818</sup> À l'automne 1991, comme l'indique l'analyste russe Igor Belikov, « l'Angola avait virtuellement disparu de la liste des enjeux de politique étrangère soviétique ».<sup>819</sup>

---

namibienne »]. Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossiya i Yuzhnaya Afrika : navedenie mostov*. Moskva : Izdatel'skiy dom vyschey ekonomiki, 2012, p. 419.

<sup>814</sup> Earl Conteh-Morgan. "Soviet Disintegration and Conflict Transformation in the Third World." *Peace Research*. Vol. 24. No. 2 (May, 1992) : 43.

<sup>815</sup> Herman J. Cohen. *Intervening in Africa. Superpower Peacemaking in a Troubled Continent*. London : Macmillan Press, 2000, pp. 3, 36.

<sup>816</sup> "Received a great deal of credit from the USA for the agreement in 1988 that called for the withdrawal of Cuban and South African forces from Angola". Melvin A. Goodman. *Gorbachev and Soviet Policy in The Third World*. Washington D. C.: The Institute for National Strategic Studies National Defense University, 1990, p. 17.

<sup>817</sup> "(...) the Soviets have abandoned their previous course of obstructing Western initiatives and exploiting conflicts in the region. In the process they have adopted major tenets of US policy (...). With our full support they have instituted their own forum of diplomatic engagement in southern Africa. Moscow and Havana have joined the United States, Britain and other Western allies in shaping a new climate more conducive to negotiated solutions." Earl Conteh-Morgan. "Soviet Disintegration and Conflict Transformation in the Third World." *Peace Research*. Vol. 24, No. 2 (May, 1992) : 43.

<sup>818</sup> Peter Shearman. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press, 1995, p. 286.

<sup>819</sup> Susanne M. Birgerson, Alexander V. Kozhemiakin, Roger E. Kanet. « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (3 septembre 1996) : 152.

La position conciliatrice et pacifiste de l'Union soviétique dans la résolution des conflits régionaux en Afrique eut des répercussions sur ses alliés africains. Constatant le retrait progressif de l'URSS, l'Angola, l'Éthiopie et Cuba commencèrent à se rapprocher de l'Occident et surtout des États-Unis, affirmant qu'ils « étaient intéressés par l'amélioration des relations bilatérales ».<sup>820</sup>

Un autre exemple qui reflète la politique de la « nouvelle pensée » gorbatchévienne fut l'éloignement de Cuba. Ainsi, lors d'une visite diplomatique à Cuba, en avril 1989, Gorbatchev refusa de soutenir les mouvements d'indépendance nationale et signa avec le dirigeant cubain Fidel Castro un nouvel accord d'amitié et de coopération qui ne mentionnait plus la collaboration militaire, la solidarité en cas d'agression extérieure d'une des parties, ainsi que l'appui à la lutte des peuples dans le tiers-monde et la construction du communisme. Le nouvel accord ne mettait plus l'accent sur les besoins militaires, mais plutôt sur « le développement économique et social des deux pays ».<sup>821</sup>

Outre le rapprochement avec les États-Unis, l'Union soviétique sous Gorbatchev changea radicalement de position à l'égard des minorités blanches en Afrique. Contrairement au Congrès américain qui vota en 1986 en faveur de l'adoption d'une série de sanctions économiques contre le gouvernement sud-africain dans le cadre du *Comprehensive Anti-Apartheid Act* (CAAA)<sup>822</sup>, cherchant à appliquer les recommandations des Nations Unies, en soutenant la majorité noire du pays, l'URSS, quant à elle, privilégia le rapprochement avec les autorités blanches sud-africaines et prit ses distances avec le Parti communiste sud-africain et l'ANC. Le gouvernement de Gorbatchev optait pour une résolution pacifique du conflit racial sud-africain et appelait les représentants de l'ANC au compromis et au dialogue avec le gouvernement de Botha. Concernant l'ANC, Moscou tenait dorénavant le même discours que les Américains : l'Union soviétique considérait que le maintien par l'ANC d'une opposition militaire au régime en place pouvait avoir un effet négatif sur la situation de la population noire dans le pays. En 1987, l'URSS prit officiellement part pour le régime sud-africain en place. La

<sup>820</sup> “are interested in improved bilateral relations”. Melvin A. Goodman. *Gorbachev and Soviet Policy in The Third World*. Washington D. C.: The Institute for National Strategic Studies National Defense University, 1990, p. 8.

<sup>821</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>822</sup> *Le Comprehensive Anti-Apartheid Act* (CAAA) désigne une mesure de sanctions économiques votée par le Congrès américain et la majorité du Parti présidentiel en 1986. *Le Comprehensive Anti-Apartheid Act* prévoyait d'imposer un embargo sur l'importation aux États-Unis de plusieurs produits sud-africains (charbon, uranium, textiles et produits agricoles, fer, acier), l'arrêt des investissements et la suspension des liaisons aériennes directes. Le président Reagan était fortement opposé à l'adoption de sanctions contre le régime sud-africain et privilégiait une politique plus modérée, *le constructive engagement* (« le dialogue constructif »), qui devait encourager le gouvernement sud-africain à réformer sa politique et supprimer l'apartheid, sans pour autant rompre les relations économiques avec ce pays. Voir *Comprehensive Anti-Apartheid Act of 1986*. Disponible sur <<https://www.congress.gov/bill/99th-congress/house-bill/4868>>. Consulté le 11 novembre 2019.

même année, le Nigéria souleva la question de l'exclusion de l'État sud-africain de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique (AIEA) à cause de son programme nucléaire, mais Moscou n'appuya pas cette initiative. Cette action marqua le début d'une nouvelle ère dans les relations entre l'Union soviétique et l'Afrique du Sud.<sup>823</sup>

### 1.3. *Le pragmatisme gorbatchévien en Afrique du Sud*

En octobre 1988, l'URSS, l'ANC et les représentants du gouvernement de Pieter Willem Botha se retrouvèrent pour des négociations en Allemagne de l'Ouest. Le vice-ministre des Affaires étrangères de l'URSS Anatoly Adamishin soutenait la résolution pacifique de la crise sud-africaine et, dans une interview accordée au média britannique *BBC*, déclara que l'Union soviétique voulait « éviter à l'Afrique du Sud de souffrir (...) d'une mort sanglante »<sup>824</sup>, en ajoutant : « Nous pensons que nous avons avec les États-Unis un intérêt commun pour la stabilité de la région et que parfois nous pouvons prendre avec les Américains des initiatives utiles ».<sup>825</sup>

En mars 1989, Adamishin se rendit secrètement en Afrique du Sud. Cette visite fut considérée comme la première visite diplomatique entre Moscou et Pretoria depuis l'interruption officielle des relations entre les deux États. Au cours de la même année, Iouri Yakalov, le chef de la division des Affaires africaines au sein du ministère des Affaires étrangères de l'URSS, rencontra d'influents intellectuels afrikaners, notamment l'ancien président du Broederbond, la *Ligue des frères afrikaners*, une organisation secrète de chefs afrikaners qui exerçait une influence importante sur les décisions du gouvernement sud-africain.<sup>826</sup> Entre 1988 et 1989, plusieurs journalistes, universitaires et diplomates soviétiques visitèrent l'Afrique du Sud. Désormais, la problématique sud-africaine n'était plus perçue dans le contexte d'une rivalité Est-Ouest et de la propagande communiste. Ainsi, l'ambassadeur de l'URSS au Lesotho, Boris Assoian, écrivit dans ses mémoires que les instigateurs de l'apartheid n'étaient pas des capitalistes, mais des calvinistes.<sup>827</sup> Le rapprochement avec le régime sud-africain poussa le gouvernement soviétique à réduire l'aide accordée à l'ANC et au Parti communiste sud-africain. Si, en 1963, l'ANC recevait de l'Union soviétique une aide financière

<sup>823</sup> Apollon Davidson, Irina Filatova. *Rossiya i Yuzhnaya Afrika : navedenie mostov*. Moskva : Izdatel'skiy dom vyshey ekonomiki, 2012, p. 17.

<sup>824</sup> "...to avoid suffering (...) a bloody death in South Africa." Jiri Valenta, Frank Cibulka. *Gorbachev's New Thinking and Third World Conflicts*. New Brunswick (New Jersey): Transaction Publishers, 1990, p. 165.

<sup>825</sup> "We think we have common interests with America in stability in the region, and that sometimes we can take useful steps with the Americans." *Ibid.*

<sup>826</sup> Peter Vanneman. *Soviet Strategy in Southern Africa: Gorbachev's Pragmatic*. Stanford: Hoover Institution Press, 1990, p. 7.

<sup>827</sup> *Ibid.*

de 300 000 dollars par an, vers la fin des années 1980, l'assistance de Moscou à l'ANC et au Parti communiste sud-africain n'était plus que de 100 000 dollars.<sup>828</sup>

En 1989, Pieter W. Botha fut remplacé par Frederik de Klerk qui mena le pays sur le chemin de l'abolition de l'apartheid. L'URSS poursuivit sa politique de rapprochement avec le nouveau régime. L'activité soviétique en Afrique du Sud s'accrut entre 1990 et août 1991 et fut marquée par la création d'une co-entreprise entre l'Union soviétique et l'Afrique du Sud.<sup>829</sup> Toutefois, l'évènement le plus marquant dans l'instauration des relations entre Moscou et le régime sud-africain fut la signature, en mai 1990, d'un accord sur cinq ans entre l'URSS et la compagnie sud-africaine De Beers, leader mondial dans l'exploitation du diamant, pour un montant de cinq milliards de dollars.<sup>830</sup> Il faut noter que, quand bien même les relations entre l'État soviétique et l'Afrique du Sud durant la guerre froide avaient été officiellement inexistantes, il y avait une coopération clandestine dans le domaine du commerce des diamants. La compagnie soviétique Yakutalmaz, renommée plus tard ALROSA, leader soviétique en matière d'extraction de diamants, collaborait depuis le 2 octobre 1959 avec l'entreprise sud-africaine De Beers dans la commercialisation des diamants sur le marché mondial.<sup>831</sup> L'accord avec le géant du diamant sud-africain sous Gorbatchev officialisa de longues années de coopérations clandestines. Selon les termes de l'accord adopté par l'URSS, la compagnie De Beers obtenait l'exclusivité sur la vente de 95% de tous les diamants exportés par l'Union soviétique.<sup>832</sup> Les intérêts économiques jouaient un rôle majeur dans la formation de la politique soviétique en Afrique australe.<sup>833</sup>

<sup>828</sup> Vladimir Shubin. *Moscow and ANC: Three Decades of Co-operation and Beyond*. Westville: Gandhi-Luthuli Documentation Centre, 2004, pp. 4-5.

<sup>829</sup> Peter Shearman. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press, 1995, p. 287.

<sup>830</sup> *Ibid.*

<sup>831</sup> La commercialisation des diamants en URSS commença à se développer en 1959, avec la découverte et l'exploitation des gisements diamantifères dans la région de la ville de Yakutsk. En quête de devises étrangères, l'URSS cherchait à exporter ses diamants. Dans cette quête, le gouvernement soviétique se tourna vers la société sud-africaine De Beers, qui, alors, dominait le marché mondial du diamant et s'imposait au sein de l'Inter-American Development Bank (IDB). Contrairement à De Beers, l'URSS était novice dans la transformation des diamants (ce secteur était en cours de création) et la commercialisation. La collaboration avec l'entreprise sud-africaine lui était avantageuse. Le 2 octobre 1959, l'URSS, représentée par le ministère du Commerce extérieur, et la filiale de De Beers, Diamond Corporation Limited, signèrent un contrat commercial, dans lequel la société sud-africaine s'engageait à acheter 12 600 carats de diamants bruts non taillés de Yakutsk au prix de 85 000 £. De Beers devint le premier acheteur de diamants soviétiques. Voir A. A. Fridman. « Dobycha almazov v SSSR i Rossii i vzaimootnosheniya s 'De Beers' ». [L'extraction de diamants en URSS et en Russie et les relations avec De Beers]. *ENSR*. N° 3 (42) (2008) : 85. Lire également Fiodor Georgi. « Izrail'skiy almazo-brilliantoviy biznes v Afrike i rossiyskie interesy ». [« Le marché israélien du diamant en Afrique et les intérêts russes »]. *Analiticheskie zapiski MGIMO*. N° 7(36) (May 2008) : 5.

<sup>832</sup> Peter Shearman. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press, 1995, p. 288.

<sup>833</sup> Je n'ai pas trouvé d'informations sur d'autres éventuelles co-entreprises russo-sud-africaines qui existaient à cette période. La plus connue reste celle du diamant.

La nouvelle politique soviétique dans le sud de l’Afrique inquiétait l’ANC et suscitait la critique du Parti communiste sud-africain. Déjà en 1986, lors d’une rencontre entre Andreï Gromyko et Joe Slovo (Yossef Mashel Slovo, activiste sud-africain blanc, révolutionnaire, membre du conseil d’administration de l’ANC et chef de la délégation du Parti communiste sud-africain au XXVII<sup>e</sup> Congrès des partis communistes), ce dernier exprima l’inquiétude montante à l’encontre des nouvelles positions de Moscou dans la région :

Que se passe-t-il chez vous, quelle est cette « nouvelle pensée », pourquoi critiquez-vous si durement votre passé ? Il est pourtant digne. Nous avons des camarades qui croient que l’Union soviétique tourne le dos aux régimes révolutionnaires, dont nous, l’ANC. (...) Si le régime [Botha] déclare l’ANC organisation terroriste et nous interdit, alors comment devons-nous procéder ? (...) Les journaux britanniques (...) ont conclu que l’Union soviétique refusait de soutenir l’ANC (...).<sup>834</sup>

Plus tard, le 20 mars 1990, à Lusaka, en Zambie, quand l’éloignement de Moscou à l’égard de l’ANC devint de plus en plus visible, au cours d’une rencontre entre le ministre des Affaires étrangères de l’URSS, Edouard Chevardnadze, et Nelson Mandela, accompagné d’autres représentants de l’ANC, dont Thabo Mbeki, les militants de l’ANC mirent en garde Moscou sur les retombées négatives que pouvait avoir la nouvelle politique soviétique sur son image en Afrique :

Nous voulons que l’URSS soit la tête des forces anti-apartheid. Cette position ne doit pas être compromise (...). L’URSS ne doit pas être vue comme un pays qui établit des relations avec un système en voie de disparition (...). Nous ne voudrions pas qu’il y ait une perception négative de l’URSS parmi notre peuple.<sup>835</sup>

La nouvelle politique soviétique en Afrique inquiétait non seulement les alliés africains, mais aussi certains africanistes soviétiques qui considéraient cette nouvelle tournure comme dangereuse pour les intérêts nationaux de l’Union soviétique. Ainsi, dans le cas de l’Afrique du Sud, les africanistes Vassiliï Solodovnikov et Vladimir Shubin croyaient que le refroidissement des relations avec l’ANC pouvait indéniablement influencer négativement l’avenir des relations entre l’URSS et l’Afrique du Sud et, comme l’avait remarqué Thabo Mbeki, lors de la rencontre de Lusaka, compromettre l’image de l’État soviétique sur le continent. Solodovnikov critiquait le mauvais jugement de Gorbatchev et sa « myopie » politique dans la gestion du dossier

<sup>834</sup> «Что у вас происходит, что это за «новое мышление», почему вы так резко ругаете свое прошлое? Оно у вас достойное. У нас есть товарищи, считающие, что Советский Союз отворачивается от революционных режимов, в том числе и от нас — АНК. (...). Если режим объявляет АНК террористической организацией и запрещает нас, то как тогда действовать ? (...) английские газеты (...) сделали вывод, что Советский Союз отказывается от поддержки АНК (...)». Alexandr Shevyakine, *Kak ubili SSSR : Velitchaychaya geopoliticheskaya katastrofa*. Moskva : Izdatel'stvo « Eksmo », 2011, p. 76.

<sup>835</sup> "We want the USSR to be a leader of antiapartheid forces. That position should not be compromised (...). The USSR should continue to be seen as not beginning to establish links with a system on its way out (...). We wouldn't want a negative perception of the USSR among our people." Vladimir Shubin. *Moscow and ANC: Three Decades of Co-operation and Beyond*. Westville: Gandhi-Luthuli Documentation Centre, 2004, pp. 14-15.

africain. Ce dernier adressa plusieurs lettres, entre 1989 et 1990, au ministre des Affaires étrangères de l'URSS, Chevardnadze, le priant de reconsidérer les positions soviétiques en Afrique du Sud :

Mais la reconnaissance du régime de l'apartheid par l'Union soviétique affaiblirait d'avantage les positions de l'ANC. Je suis opposé à l'établissement de relations officielles avec le gouvernement raciste de la République d'Afrique du Sud avant que l'apartheid ne soit complètement aboli. Ceci affaiblirait les positions de l'ANC et celle de ses alliés, ce qui va à l'encontre de nos intérêts non seulement en Afrique du Sud, mais dans tout le tiers-monde.<sup>836</sup>

Selon Solodovnikov, « la *perestroïka* de M. Gorbatchev a mené non seulement à la destruction de l'Union soviétique et à une crise profonde en Russie, mais également à l'affaiblissement de nos positions en Afrique et dans d'autres régions »<sup>837</sup>.

Si pour les africanistes soviétiques et les diplomates de l'ère brejnévienne, comme A. Gromyko, la nouvelle position de l'URSS en Afrique ne favorisait pas le futur développement des relations soviéto-africaines dans un monde post-apartheid, il y avait, toutefois, certains diplomates et africanistes, de fervents communistes, qui continuaient à croire en l'avenir de l'Union soviétique et de ses relations avec les États africains dans cette nouvelle conjoncture politique. Selon le professeur guinéen Sékou Traoré, la *perestroïka* et la *nouvelle pensée* de Gorbatchev n'annonçaient nullement la fin de l'URSS. Dans son ouvrage *La perestroïka et l'Afrique* (1991), ce dernier considère, au contraire, que la *perestroïka* soviétique influençait positivement les événements africains et permit notamment de se débarrasser du système du parti unique dans plusieurs pays d'Afrique, donnant naissance au multipartisme :

Ainsi galvanisés par l'impact médiatique des événements des pays de l'Europe de l'Est et poussés par le vent impétueux de la *perestroïka*, les peuples africains, à leur tour, descendent dans les rues d'Abidjan, Bamako, Bangui, Conakry, Cotonou, Dakar, Douala, Kinshasa, Libreville, Lomé, Lusaka, Nairobi, Niamey, ect., en scandant les mots « Démocratie ! Liberté ! Multipartisme ! » (...).

Les chefs d'États prennent peur (...). Ils annulent les mesures d'austérité, augmentent les salaires et les bourses, libéralisent le régime et proclament le multipartisme.

Au cours de l'année 1990, le multipartisme a été institué dans cinq pays africains : Bénin, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Zaïre.<sup>838</sup>

<sup>836</sup> "But the recognition of the apartheid regime by the Soviet Union would further weaken the ANC's positions. I opposed establishment of official relations with the racist government of the RSA before apartheid was completely abolished. This would weaken the ANC's and its allies' positions, which ran counter to our interests not only in South Africa but in the whole Third World." Vassiliï Solodovnikov. "The Policy Pursued by Gorbatchev and Shevardnadze in South Africa Contradicted the USSR's National Interests." *African Studies in Russia Yearbook 2002*. Moscow: Russian Academy of Sciences Institute for African Studies, 2006, p. 81.

<sup>837</sup> *Ibid.* "M. Gorbatchev's perestroïka led not only to the destruction of the Soviet Union and a deep crisis in Russia but also to the weakening of our positions in Africa and other regions."

<sup>838</sup> Sékou Traore. *La perestroïka et l'Afrique*. Brazzaville : Les Éditions « Héros dans l'ombre », 1991, pp. 22-23.

Malgré le fait que sous Gorbatchev l'Union soviétique adopta une politique de non-ingérence dans les conflits régionaux africains, l'URSS essayait, toutefois, de démontrer aux États africains que sa nouvelle politique était, certes, économiquement pragmatique, mais avait aussi un côté humanitaire. En juin 1989, dans le cadre de la Conférence internationale des journalistes intitulée « Paix, Désarmement, Développement », dont le slogan était « Face à l'Afrique », à Lagos, au Nigéria, une course automobile qui devait suivre l'itinéraire « Moscou-Prague-Marseille-Alger-Abidjan-Accra-Lagos » fut organisée. L'un des sponsors de cette compétition était la compagnie automobile soviétique AvtoVAZ. Cette dernière fit don de trois automobiles « NIVA » de type VAZ-21212 à l'Union des journalistes africains.<sup>839</sup>

La *nouvelle pensée* de Gorbatchev et l'abandon des anciens alliés africains suscitaient les critiques des chefs communistes de l'école brejnévienne. Voulant renverser le nouveau dirigeant, jugé trop libéral, ses opposants, un groupe de communistes conservateurs, tentèrent, en août 1991, d'effectuer un coup d'État qui échoua. Si, en Union soviétique, la politique libérale de Gorbatchev divisait, en Afrique, certains continuaient à croire dans l'avenir socialiste. Des intellectuels communistes, à l'instar du professeur Sékou Traoré, considéraient que la *perestroïka* n'annonçait pas la fin du socialisme en URSS, mais, au contraire, était perçue comme une véritable révolution, semblable à celle d'Octobre 1917, qui devait marquer le passage vers un autre système socialiste, plus juste :

La *perestroïka* est une seconde révolution socialiste qui, par son importance historique, vient immédiatement après la Grande Révolution Socialiste d'Octobre 1917.

L'avenir appartient au socialisme. Ayant corrigé leurs erreurs, (...), les communistes repartiront de l'avant, afin de construire cette fois le véritable socialisme, démocratique et humain.<sup>840</sup>

## 2. Le premier mandat du président Boris Eltsine : de l'échec européen au divorce africain

En septembre 1991, la situation socio-économique de l'Union soviétique continuait à se détériorer. Comme le soulignait le journal *Izvestia*, dans un numéro paru le 19 septembre 1991, « chaque semaine, aux cours des deux derniers mois, l'inflation en URSS augmente de 2% ».<sup>841</sup>

---

L'attitude et l'action des États-Unis à l'égard de l'Afrique pendant cette période de transition politique est décrite dans le chapitre intitulé « La 'perestroïka' africaine' et la politique des États-Unis en Afrique subsaharienne dans les années 1990 : l'Administration de Bush père ».

<sup>839</sup> O. Bogdanov. « Na 'Nivakh' cherez Sakharu ». [« Traverser le Sahara au volant d'une Niva »]. *Za Rulem*. N°11 (10/1989) : 10.

<sup>840</sup> Sékou Traoré. *La perestroïka et l'Afrique*. Brazzaville : Les Éditions « Héros dans l'ombre », 1991, p. 30.

<sup>841</sup> « Каждую неделю в последние два месяца инфляция в СССР возрастает на два процента ». « Kazhduyu nedelyu v poslednie dva mesyatsa inflyatsiya v SSSR vozrastает na dva protsenta ». *Izvestiya*. N°224 (23490) (19/09/1991) : 1.



Aux yeux des capitalistes de l'Ouest, la *perestroïka* de Gorbatchev annonçait l'abandon du socialisme et la fin du communisme. Face à ces affirmations, le dirigeant réformateur soviétique M. Gorbatchev, qui se positionnait en tant que fervent communiste, rétorquait :

*La perestroïka* signifie-t-elle que nous abandonnons le socialisme, ou du moins certains de ses fondements ? (...) Pour mettre un terme à ces rumeurs et à ces spéculations qui se multiplient à l'Ouest, j'aimerais une fois de plus faire remarquer que nous conduisons toutes nos réformes en conformité avec la voie socialiste. C'est dans le cadre du socialisme, et non pas à l'extérieur, que nous cherchons les réponses à toutes les questions qui se posent (...). Ceux qui espèrent que nous allons nous éloigner de la voie socialiste seront profondément déçus (...). Ceux qui, à l'Ouest, s'attendent à nous voir abandonner le socialisme en seront pour leurs frais.<sup>842</sup>

Toutefois, malgré l'assurance apparente dans l'avenir radieux du socialisme, le 8 décembre 1991, les dirigeants de la République socialiste fédérative soviétique de Russie, Boris Eltsine, de la République socialiste soviétique biélorusse, Stanislaw Chouchkievitch, et de la République socialiste soviétique d'Ukraine, Leonid Kravtchouk, signèrent un traité qui marqua la fin de l'ère soviétique et entra dans l'histoire sous le nom de l'accord de Belaveja ou le traité de Minsk. Ce traité proclama non seulement la dislocation de l'Union soviétique, mais mit également fin à plus de quarante ans de confrontation idéologique, politique et militaire entre l'Est et l'Ouest. La disparition de l'empire soviétique et l'apparition de nouveaux États marquèrent le début d'une nouvelle ère dans les relations internationales.<sup>843</sup> La disparition du régime communiste de l'Est était en soi un phénomène inévitable. Dans l'ouvrage *Jusqu'au bout* (1990) (*Ispoved' na zadannuyu temu*), le président de la nouvelle Russie post-soviétique, Boris Eltsine, en traçant le bilan de la politique de l'Union soviétique, conclut :

Chez nous [en Union soviétique], la situation s'est tellement dégradée que nous en sommes à avoir peur du lendemain. Économiquement, c'est la catastrophe (...). En soixante-dix ans, nous n'avons pas été capables de trouver une solution à nombre de points fondamentaux : nourrir et vêtir le peuple, garantir un éventail de services, résoudre les problèmes sociaux.<sup>844</sup>

<sup>842</sup> Sékou Traore. *La perestroïka et l'Afrique*. Brazzaville : Les Éditions « Héros dans l'ombre », 1991, pp. 29-30.

<sup>843</sup> La désintégration de l'Union soviétique fut un drame pour de nombreux dirigeants africains qui comptaient sur l'aide soviétique. Le président éthiopien Mengistu Haile Mariam accusait Mikhaïl Gorbatchev d'être responsable de la fin de l'URSS. Voir Christopher Datta. *Guardians of the Grail : A Life of Diplomacy on the Edge*. Ville inconnue : Smashwords Edition, 2018, p. 51.

<sup>844</sup> Traduction faite par Sékou Traore. Voir Sékou Traore. *La perestroïka et l'Afrique*. Brazzaville : Les Éditions « Héros dans l'ombre », 1991, p. 15. Version d'origine en russe : « У нас же ситуация за эти годы обострилась до такого состояния, что сегодня мы уже боимся за завтрашний день. Особенно катастрофично положение с экономикой. (...)»

(...) за семьдесят лет мы не решили главных вопросов — накормить и одеть народ, обеспечить сферу услуг, решить социальные вопросы ». Voir Boris Eltsine. *Ispoved' na zadannuyu temu*. Moskva : Ogonek, 1990, pp. 59, 94.

Après son accession au pouvoir, le président Eltsine poursuivit la politique gorbatchévienne en Afrique. Avec la disparition de l'Union soviétique, disparurent avec elle ses anciens accords et relations avec les partis communistes étrangers. Ainsi, la dislocation de l'URSS mit un point final non seulement à ses relations avec l'ANC, mais aussi avec le Parti communiste sud-africain. La nouvelle Russie qui faisait son entrée dans l'arène internationale essayait de redéfinir sa politique étrangère et sa position. Le *Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie de 1993* indique : « La lutte idéologique est terminée. Le temps est venu de se préoccuper des besoins de la Russie, en se donnant les moyens économiques, diplomatiques, militaires et autres. (...) Un processus complexe de quête d'une nouvelle identité politique est en cours ».<sup>845</sup>

La nouvelle Russie de Boris Eltsine, comme à l'ère de Gorbatchev, s'orientait avant tout vers l'établissement de relations stratégiques, dans le cadre d'un partenariat « gagnant-gagnant » avec les autres États, et prioritairement avec ceux dont la coopération répondait aux intérêts nationaux russes. Avec l'effondrement de l'empire soviétique, la Russie post-soviétique traversait une profonde crise politique et économique. La nouvelle élite dirigeante du pays au positionnement pro-européen, pro-atlantique, voyait l'avenir de la Russie dans des alliances avec l'Occident et les États-Unis. Le nouveau gouvernement russe croyait qu'en se rapprochant des États-Unis et de l'Occident la nouvelle Russie pourrait sortir de la crise et se reconstruire. Il faut noter que les tentatives d'accorder une aide financière à l'URSS furent entreprises par les États-Unis déjà sous le régime de Gorbatchev. Ainsi, le 19 septembre 1991, au Kremlin, au cours d'une rencontre entre le dirigeant soviétique et le ministre des Finances des États-Unis Nicholas Brady, la partie américaine accepta d'octroyer un crédit à l'Union soviétique d'un montant de 900 millions de dollars pour l'achat de denrées alimentaires.<sup>846</sup>

L'arrivée au pouvoir du gouvernement de Boris Eltsine, la disparition de l'URSS, et avec elle de la menace communiste, avaient été saluées à Washington.

---

<sup>845</sup> «Кончилась борьба идеологий. Пришла забота о потребностях России, обеспечиваемых экономическими, дипломатическими, военными и иными средствами. (...) Идёт сложный процесс поиска новой политической идентичности ». Tatiana A. Shakleina. *Vneshnyaya politika i bezopasnost' sovremennoy Rossii, 1991-2002*. [La politique extérieure et la sécurité de la Russie contemporaine, 1991-2002]. Tom 4. Moskva: ROSSPEN, 2002, pp. 20-21.

<sup>846</sup> « Utrom 19 sentyabrya v Kremle sostoyalas' beseda Prezidenta SSSR Mikhaila Gorbatcheva s ministrom finansov SSHA Nikolasm Breydi ». [« Une rencontre s'est tenue au Kremlin, le matin du 19 septembre, entre le Président de l'URSS Mikhaïl Gorbatchev et le ministre des Finances des États-Unis Nicholas Brady »]. *Izvestiya*. N°224 (23490) (19/09/1991): 1.

## 2.1. *La nouvelle Russie en crise : entre xénophobie, anti-tiers-mondisme et pro-atlantisme*

Dès les premiers jours de leurs existences, les Administrations américaines des présidents Reagan et Bush se penchèrent sur la question de l'accord d'une aide humanitaire aux anciennes républiques soviétiques et principalement à la Russie. En 1992, le Congrès américain souleva la question de l'adoption d'une loi sur l'octroi d'une aide financière à la Russie. Dans une interview accordée au journal russe *Izvestia*, en avril 1992, en l'honneur de la visite diplomatique du Vice-Premier ministre russe Iegor Gaïdar à la Maison-Blanche, le président George H. W. Bush donna une réponse encourageante concernant l'aide américaine à la Russie :

Je suis sûr que le Congrès soutiendra le projet de loi, puisque c'est une bonne chose, il ne fait pas l'objet d'affrontements entre les partis. Toutes considérations politiciennes seront mises de côté, même en cette année, année électorale. Le projet de loi est fortement soutenu par les représentants démocrates et républicains dans les deux chambres. Et, pour notre part, nous le poussons.<sup>847</sup>

Le montant de l'aide accordée fut de 24 milliards de dollars.<sup>848</sup>

Le marché européen et l'aide américaine devaient, selon les libéraux russes pro-européens, guérir l'économie malade de la Russie. Le 16 avril 1993, à Tokyo, au Japon, lors d'une rencontre des ministres des Affaires étrangères et des Finances autour de la question de l'octroi d'une aide à la Russie pour la mise en place d'une série de réformes, il fut décidé par les États-Unis et leurs partenaires européens dans le cadre du G7 d'accorder à la nouvelle démocratie russe un montant de 43,4 milliards de dollars pour l'organisation des réformes et « l'ouverture du marché aux produits russes et l'assouplissement des limitations à l'exportation de la haute technologie ».<sup>849</sup>

<sup>847</sup> « Я уверен, что Конгресс законопроект поддержит, поскольку это - правильная вещь, она не стала предметом межпартийных столкновений. Соображения политиканства будут отставлены в сторону - даже в нынешний год, в год выборов. Законопроект мощно поддерживается и демократическим, и республиканским руководством в обеих палатах. И мы со своей стороны подталкиваем ». Pavel Golub, Aleksandr Shal'nirov. « V Rossii vse budet v porjadke, zayavil G. Buch korrespondentu 'Izvestiy' ». [« 'Tout ira bien en Russie', a affirmé George Bush au correspondant d'*Izvestiya* »]. *Izvestiya*. N° 102 (23676) (29/04/1992) : 1. Je n'ai pas pu trouver l'interview en anglais du 1<sup>er</sup> avril 1992 accordée par le président George H. W. Bush au correspondant russe du journal *Izvestiya*. Je reprends dans cette thèse la traduction russe de l'interview.

À ce sujet, voir également la conférence de presse du président George H. W. Bush sur le programme d'aide à la Communauté des États indépendants (CEI) du 1 avril 1992. Voir George H. W. Bush. "U.S. Aid to Former Soviet Union." April 1, 1992. [Video]. *C-SPAN [Cable-Satellite Public Affairs Network]* [en ligne]. Durée : 21 min 45. Disponible sur <<https://www.c-span.org/video/?25300-1/us-aid-soviet-union>>. Consulté le 23 octobre 2020.

<sup>848</sup> Tim Wall. « L'Afrique face à la disparition de l'URSS ». *Futuribles* (octobre 1992) : 40. Voir aussi George H. W. Bush. "U.S. Aid to Former Soviet Union." April 1, 1992. [Video]. *C-SPAN [Cable-Satellite Public Affairs Network]* [en ligne]. Durée : 21 min 45. Disponible sur <<https://www.c-span.org/video/?25300-1/us-aid-soviet-union>>. Consulté le 23 octobre 2020.

<sup>849</sup> « ...открыть свои рынки для российских товаров и ослабить ограничения на экспорт высоких технологий ». Sergey Agafonov. « Zapad srotchno vydelyaet 43,4 milliarda dollarov dlya podderzhki rossiyskikh

Au début des années 1990, la critique à l'égard des pays du tiers-monde s'accrut. La Russie qui traversait alors une profonde crise économique accusait le tiers-monde, notamment l'Afrique, d'être en partie responsable de ses maux. Des accusations de plus en plus fortes à l'encontre du régime soviétique et sa politique sur le continent africain montaient au sein de la population soviétique. Comme le décrit dans l'article « *Les Nouvelles de Moscou, 1985-1990 : la marche vers l'indépendance* » l'auteur Jacques Sanchez, le journal *Moskovskie Novosti* (*Les Nouvelles de Moscou*), réputé pour avoir été par le passé un journal de propagande étatique destiné aux étrangers, durant les années de la *glasnost* gorbatchévienne, s'affranchit peu à peu du diktat intellectuel de la *Nomenklatura*, devenait « peu à peu plus proche d'un journalisme d'investigation, [prenait] de l'audace, [adoptait] un ton plus libre »<sup>850</sup>. Le 1er décembre 1991, le journal publia un article intitulé « *Sekretne dolgi Afriki bivshemu Sovetskomu Soyuzu* » [« Les dettes secrètes de l'Afrique envers l'ex-Union soviétique »] qui affirmait que le continent ne paierait pas à la Russie deux tiers de ses dettes :

[Les] dettes des pays africains vis-à-vis des Soviétiques continuent de croître à la fois du fait de l'approvisionnement en armes et en matières premières, matériaux et équipements (...). Les intérêts des anciennes dettes augmentent également. La part du lion de la dette (67%) revient aux pays les moins solvables (d'orientation dite socialiste) (...). Ils ne peuvent pas la rendre.<sup>851</sup>

En conclusion à cet article, un analyste politique russe des années 1990 constatait tristement :

En fin de compte un pays pauvre comme l'URSS, où des gens ordinaires manquaient toujours de tout, a généreusement gaspillé de l'argent pour la mise en œuvre de la folle « révolution mondiale », autrefois inventée par les bolcheviks comme leur objectif ultime, autant que la construction du communisme - leur grande mission historique.<sup>852</sup>

En 1991, la dette des États africains auprès de la Russie était de 21 milliards de dollars, ce qui constituait 17% de la dette extérieure totale des pays en développement. Quant à

---

reform ». [« L'Occident débloque en urgence 43,4 milliards de dollars pour soutenir les réformes russes »]. *Izvestiya*. N° 71 (23926) (16/04/1993) : 1.

<sup>850</sup> Jacques Sanchez. « *Les Nouvelles de Moscou, 1985-1990 : la marche vers l'indépendance* ». *Revue des études slaves*. Vol. 66. N° 66-4 (1994) : 843.

<sup>851</sup> « (...) долги стран Африки Советской стороне продолжают возрастать как за счёт поставок вооружений, так и сырья, материалов и оборудования (...). Растут и проценты за просроченные долги. Львиная доля задолженности (67%) падает на наименее платежеспособные страны (так называемой социалистической ориентации) (...). Вернуть их они не способны ». Oleg Moroz. « *Milliardy dollarov – na 'mirovuyu revolyutsiyu'* ». [« Des milliards de dollars pour la révolution mondiale »]. *Eltsin Tsentr* [en ligne] 01/12/1991. Disponible sur <[http://www.yeltsincenter.ru/author\\_comment/release/ukraina-govorit-soyuzu-gud-bai](http://www.yeltsincenter.ru/author_comment/release/ukraina-govorit-soyuzu-gud-bai)>. Consulté le 4 octobre 2017.

<sup>852</sup> « В сущности, нищая страна, - СССР, - где простым людям всегда всего не хватало, щедро расшвыривала деньги на осуществление безумной 'мировой революции', придуманной когда-то большевиками в качестве своей конечной цели, наряду с построением коммунизма, своей великой исторической миссии ». *Ibid.*

l'ensemble des pays en développement, la dette totale envers la Russie au début des années 1990 était estimée entre 109 et 123 milliards de dollars.<sup>853</sup> Les principaux débiteurs de l'Union soviétique en Afrique subsaharienne étaient des pays comme l'Angola, l'Éthiopie, le Mozambique, le Bénin, le Burundi, le Burkina Faso, la Guinée Conakry.

Les alliés et amis d'hier devenaient aujourd'hui dans la conscience populaire des bouc-émissaires de l'échec russe. Les insultes racistes qui accusaient les Africains de « manger » la Russie, la dépouillant de tout, se faisaient plus fréquentes. Si, malgré les déclarations d'amitié entre les peuples, l'Union soviétique était réputée pour son racisme populaire, souvent engendré par la méconnaissance de l'Autre et la curiosité<sup>854</sup>, sous l'ère eltsinienne, certains Russes commencèrent à nourrir un réel sentiment xénophobe à l'égard des étrangers, surtout envers ceux venus d'Afrique. Ainsi, on constate une nette augmentation de cas d'agressions à caractère raciste à l'égard des étudiants africains. En août 1992, à Moscou, un étudiant zimbabwéen de l'Université de l'Amitié des Peuples fut abattu par un agent de la *militia*<sup>855</sup> russe dans des

<sup>853</sup> Sergei Malgavko. "Rossiya prostila 20 mlrd dollarov dolgov Afrike. Komu eshio?". [La Russie a pardonné 20 milliards de dollars de dettes à l'Afrique. À qui le tour?]. *BBC Russia* [en ligne] 24 octobre 2019. Disponible sur <<https://www.bbc.com/russian/news-50172147>>. Consulté le 24 octobre 2020.

<sup>854</sup> Malgré une cinématographie et une littérature tournées vers la célébration d'une fraternité et une amitié entre les peuples, le racisme populaire russe à l'égard des Noirs était très répandu en URSS. La première manifestation non-sanctionnée en Russie depuis les années 1920 était une manifestation contre le racisme. Elle s'était tenue à Moscou sur la place Rouge, le 18 décembre 1963, après l'assassinat d'un jeune étudiant ghanéen de 29 ans de l'Institut de médecine de la ville de Kalinine. Le corps du jeune africain, Edmund Assare-Addo, avait été découvert dans les alentours de Moscou. Ce meurtre exposa en plein jour le mal dont souffrait la population russe. Ce mal raciste avait été plusieurs fois dénoncé et rapporté aux instances gouvernantes soviétiques et aux ambassades africaines par les ressortissants africains au début des années 1960. Ainsi, en mars 1960, deux mois après l'adoption de la décision d'élargir les contacts avec les pays d'Afrique noire, l'Association des étudiants africains adressa une lettre au dirigeant soviétique Nikita Khrouchtchev, dans laquelle ces derniers exposaient le racisme dont ils étaient victimes : « Les étudiants russes ont, à maintes reprises, insulté les étudiants africains et continuent de le faire. Un étudiant a été traité de singe, et deux autres étudiants ont reçu des lettres insultantes de la part de Russes, (...), l'administration universitaire et la police ne prennent pas les mesures nécessaires, mais, au contraire, manque d'impartialité et font preuve de préjugés ». En russe : « Русские студенты неоднократно оскорбляли и продолжают оскорблять африканских студентов. Одного студента обозвали обезьяной, а два других студента получили оскорбительное письмо от русских, (...), администрация университета и полиция не принимают необходимых мер, а, наоборот, проявляют предубежденность и необъективность ».

Le 18 décembre 1963, environ 700 étudiants africains défilèrent sur la place Rouge, scandant des slogans antiracistes : « Arrêtez de tuer les Africains », « Moscou est le centre de la discrimination », « Moscou est le deuxième Alabama ». Voir Kirill Medvedev. « Kak proshla demonstratsiya chernokozhix na Krasnoj ploshadi v 1963-m ». [« Comment s'est déroulée la manifestation des Noirs sur la place Rouge en 1963 »]. *Moskvich Mag* [en ligne] 18.06.2020. Disponible sur <<https://moskvichmag.ru/lyudi/moskva-vtoraya-alabama-kak-proshla-demonstratsiya-chernokozhix-na-krasnoj-ploshadi-v-1963-m/>>. Consulté le 25 décembre 2020.

Lire Julie Hessler. "Death of an African Student in Moscow." *Cahiers du Monde russe*. Vol. 47. No. ½ [Repenser le Dégel : Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique] (Jan. - Jun., 2006) : 33.

Sur le racisme antinoir contemporain en Russie, voir aussi Amalia Zatari. « 'Ty rodilsya tchiornym, i est' lyudi, dlya kotorykh eto problema' : temnokozhie lyudi o rasizme v Rossii ». [« 'Tu es né noir et il y a des gens pour qui cela est un problème' : les personnes noires parlent du racisme en Russie »]. *BBC Russia* [en ligne] 11 juin 2020. Disponible sur <<https://www.bbc.com/russian/features-52996050>>. Consulté le 24 octobre 2020.

<sup>855</sup> *Militia* est un organe exécutif qui œuvre pour le maintien de l'ordre public dans la société russe, un équivalent de la police nationale en France. Depuis le 1<sup>er</sup> mars 2011, à la suite du décret du président Dmitri Medvedev, la *militia* russe a été renommée en police, en russe : *politsia*.

circonstances troubles, ce qui suscita une vague d'indignation et de protestation au sein de la communauté africaine. Environ 350 étudiants africains manifestèrent dans les rues de Moscou. En réponse à la mort tragique de cet étudiant, le Zimbabwe annula l'achat de plusieurs avions militaires russes MIG-29.<sup>856</sup>

Un tournant dans la politique extérieure de la Russie envers ses anciens alliés du camp socialiste fut officiellement annoncé lors de la Commission des Nations Unies sur les droits de l'Homme à Genève, en mars 1992, au cours de laquelle la Russie, comme la majorité des pays occidentaux, vota pour la première fois depuis l'existence des relations russo-cubaines en faveur d'une résolution qui condamnait la violation des droits de l'Homme à Cuba, contrairement aux États africains qui préférèrent s'abstenir. Les médias cubains qualifièrent l'action russe de « trahison lâche et perfide ».<sup>857</sup>

Dans l'ouvrage *Russian Foreign Policy Since 1990* (1995), le professeur Peter Shearman, historien et spécialiste de la Russie, affirme que la politique russe du début des années 1990 se construisait autour de trois principaux piliers : premièrement, « consolider le statut diplomatique de la Russie en tant qu'État successeur de l'Union soviétique » ; deuxièmement, « maintenir les acquis positifs obtenus sous la diplomatie de l'ère Gorbatchev-Chevardnadze, en particulier dans le domaine des relations entre Moscou et les États-Unis » ; troisièmement, « protéger ses propres intérêts sur la scène internationale », en préservant « les intérêts de l'État [russe] dans 'l'étranger proche' » et dans « les pays voisins comme la Chine », « se diriger vers une relation d'alliance avec l'Occident » et établir « des relations avec le tiers-monde, sans contraintes idéologiques et en accord avec les intérêts nationaux 'réels' de la Russie ».<sup>858</sup> Toutes ces directives posèrent le fondement du *Concept de la politique extérieure de la Fédération de Russie*, adopté par le président Boris Eltsine, le 23 avril 1993. La nouvelle conception en matière de politique étrangère reconnaissait le principe de la « nouvelle pensée politique »,

<sup>856</sup> Peter Shearman. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press, March 30, 1995, p. 290.

<sup>857</sup> « ...подлое и вероломное предательство ». Mikhail Kozhukhov. « Byvshiy soyuznik obvinyayet Rossiyu v predatel'stve ». [« L'ancien allié accuse la Russie de trahison »]. *Izvestiya*. N° 54 (23628) (04/03/1992) : 1, 4. Cet éloignement entre la Russie et Cuba débuta sous Gorbatchev.

<sup>858</sup> “consolidate Russia's diplomatic status as the successor-state to the Soviet Union”, “maintain the positive gains achieved by the Gorbachev-Shevardnadze diplomacy, particularly in the field of Moscow's relations with the United States”, “Russia should project its own interests on the international stage by protecting state interests in the near abroad and neighboring states such as China”, “move toward an alliance relationship with the West”, “establish relations with the Third World without ideological constraints and consistent with the real national interests of Russia”. Peter Shearman. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press, March 30, 1995, pp. 288-289.

héritée de l'ère gorbatchévienne, et visait « un partenariat sur un pied d'égalité avec les États voisins, leaders dans le domaine du développement démocratique et économique »<sup>859</sup> :

Il est vital que l'orientation de la politique étrangère de la Russie ne vienne pas des programmes idéologiques ou des besoins d'un Parti, mais des intérêts fondamentaux de la nation. La Russie doit résolument s'engager dans le développement des relations avec les pays dont la coopération peut aider à résoudre des tâches prioritaires pour la renaissance nationale, principalement avec les États voisins européens, économiquement puissants et technologiquement avancés, et les nouveaux pays industrialisés dans diverses régions.<sup>860</sup>

Alors que la Russie du président Eltsine espérait construire des relations de confiance avec l'Occident et les États-Unis, dans les anciennes républiques soviétiques, elle essayait de préserver sa zone d'influence « traditionnelle ». En Asie, Moscou aspirait au rétablissement d'une relation d'amitié et de bonne entente. En Afrique, la nouvelle politique russe était, quant à elle, plus faible que jamais. Selon la *Conception de la politique extérieure de la Fédération de Russie de 1993*, la vision russe de l'avenir du tiers-monde, en particulier des pays africains, était très sombre et pessimiste. Le ministère des Affaires étrangères russe abordait la problématique africaine avec un « afro-pessimisme » prononcé, hérité de l'ère gorbatchévienne :

L'écart avec les pays du « tiers-monde » s'approfondit. (...) La plupart sont à la traîne, derrière les principaux pays industrialisés. Le « tiers-monde » avec ses profonds problèmes socio-économiques, nationaux et civilisationnels sera la principale source de menaces mondiales et régionales pour les prochaines décennies. (...) Malgré la complexité des processus en cours, les prochaines décennies seront marquées par un écart croissant entre le Nord industrialisé et le Sud sous-développé, l'explosion de divergences entre les États du bloc 'Sud-Sud', les crises et les conflits, engendrés par des problèmes socio-économiques et ethniques des régimes post-totalitaires et des pays très pauvres en voie de développement.<sup>861</sup>

<sup>859</sup> « ...на равноправном партнёрстве с соседними, ведущими демократическими и экономически развитыми странами ». Tatiana A. Shakleina. *Vneshnyaya politika i bezopasnost' sovremennoy Rossii, 1991-2002*. [La politique extérieure et la sécurité de la Russie contemporaine, 1991-2002]. Tom 4. Moskva: ROSSPEN, 2002, p. 22.

<sup>860</sup> « Жизненно необходимо, чтобы внешнеполитическая ориентация России исходила не из идеологических установок или потребностей партии, а из фундаментальных общенациональных интересов. Россия должна решительно взять курс на развитие отношений с теми странами, сотрудничество с которыми может стать подспорьем в решении первоочередных задач национального возрождения, прежде всего — с соседями, экономически мощными и технологически развитыми западными государствами и новыми индустриальными странами в различных регионах ». *Ibid.*

<sup>861</sup> « Углубляется дифференциация стран 'третьего мира'. (...) Большинство все более отстает от ведущих промышленно развитых государств. 'Третий мир' с его глубокими социально-экономическими, национальными и цивилизационными проблемами превращается в основной источник глобальных и региональных угроз предстоящих десятилетий. (...)»

При всей многоплановости происходящих процессов предстоящие десятилетия будут проходить под знаком растущего разрыва между индустриальным Севером и отстающим Югом, всплесков противоречий по линии Юг — Юг, кризисов и конфликтов, порождаемых социально-экономическими и национальными проблемами посттоталитарных режимов и беднейших развивающихся стран ». *Ibid.*, pp. 21-22.

Les journaux russes du début des années 1990 décrivait l'Afrique avec un dédain manifeste et de grands préjugés. Ainsi, en commentant la nomination des futurs ambassadeurs russes, le journal *Nezavisimaya Gazeta*, dans le numéro 187 du 29 septembre 1992, indiquait :

Enfin les sept candidats aux postes d'ambassadeurs russes (...) ont comparu devant les députés nationaux. Jusqu'à présent, les ambassadeurs nommés (à l'exception de la Géorgie - V. V. Zemsky - et de l'Afrique du Sud - E. P. Gusarov) ne vont pas dans les « points » consulaires très importants. Ce sont principalement des pays tropicaux exotiques : Zambie (M. M. Bocharnikov), Zaïre (Yu. A. Spirin), Bénin-Togo (Yu. P. Chepik), Tchad (G. V. Gumenyuk), Malaisie (V. Ya. Vorobiov).<sup>862</sup>

Ainsi, les États d'Afrique subsaharienne, à l'exception de l'Afrique du Sud, furent repoussés dans la nouvelle pensée politique russe au rang secondaire de points consulaires de faible importance.

L'analyse des réalités africaines de cette période n'était pourtant pas erronée. De nombreux pays africains traversaient des crises, en particulier les États d'orientation socialiste qui avec la disparition de l'URSS perdaient un allié politique et économique de poids. La dislocation de l'Union soviétique plongea ses anciens alliés africains dans une profonde crise économique. Le début des années 1990 fut particulièrement difficile pour certains pays africains. Plusieurs sombraient dans le chaos des guerres civiles. Ainsi, les années 1990 furent une période difficile non seulement pour la Russie, mais aussi pour le continent africain qui faisait son entrée dans cette nouvelle ère post-guerre froide.

## 2.2. *La stratégie africaine de Moscou sous le premier mandat de Boris Eltsine : l'ère du grand repli*

L'impopularité manifeste de l'Afrique expliquait le désintérêt des dirigeants russes pour ce continent qui le reléguait au dernier rang en matière de politique étrangère. Dans la *Conception de la politique extérieure de 1993*, les États africains et l'Amérique latine venaient loin derrière les États-Unis, l'Occident, la Communauté des États Indépendants (CEI), l'Asie et le Proche-Orient. À l'égard de l'Afrique, la Russie eltsinienne visait surtout l'établissement d'une coopération mutuellement avantageuse, dépourvue d'influence politico-militaire. Dorénavant, la Russie voulait en priorité établir des relations avec les États qui offraient une réelle perspective économique, exigeait le remboursement intégral de la dette et promettait

<sup>862</sup> « Наконец-то первые семь кандидатов на должности российских послов (...) предстали перед народными депутатами. Пока назначаемые послы (исключая Грузию - В. В. Земский и ЮАР - Е. П. Гусаров) едут не в самые главные посольские 'точки'. Это преимущественно экзотические тропические страны : Замбия (М. М. Бочарников, Заир (Ю. А. Спирина), Бенин-Того (Ю. П. Чепик), Чад (Г. В. Гуменюк), Малайзия (В. Я. Воробьев) ». Vladimir Volzhskiy. « Budushie posly v Belom dome ». [« Les futurs ambassadeurs sont à la Maison blanche »]. *Nezavisimaya gazeta*. N°187 (358) (29 septembre 1992) : 1.



d'accorder son assistance à la résolution des conflits militaires, mais seulement dans le cadre d'un « partenariat constructif avec d'autres États, les Nations Unies, les Émirats arabes unis et d'autres institutions internationales et régionales »<sup>863</sup> :

Il est nécessaire de s'efforcer non seulement de préserver, mais aussi d'étendre les liens existants, en les transférant de manière cohérente et délibérée vers une nouvelle base, établir une coopération multiforme avec des pays qui ne relevaient pas auparavant de notre attention. Tout d'abord, nous devons utiliser les moyens de développer des relations avec les États qui sont des marchés prometteurs pour l'importation des produits russes (Afrique du Sud, Nigéria, Angola, Gabon, etc.), ainsi qu'avec les fournisseurs de produits uniques ou de matières premières dont nous avons besoin (Guinée, Ghana, Madagascar, Côte-d'Ivoire, Zaïre, Zambie et autres).<sup>864</sup>

Dans le domaine du maintien de la paix en Afrique, la Russie eltsinienne intervenait principalement dans le cadre des missions des Nations Unies. Malgré son refus de participer aux opérations de maintien de la paix en Somalie, le gouvernement russe n'hésita pas, toutefois, à envoyer, dès 1992, des forces d'intervention militaire au Mozambique (1992), au Rwanda (janvier 1994), en Angola (février 1995), en Sierra Leone (mai 1996) et plus tard au Congo-Zaïre (novembre 1999), dans le cadre des Forces de maintien de la paix de l'ONU.

Le positionnement du ministère des Affaires étrangères russe à l'égard de l'Afrique subsaharienne fut défini dès les premiers jours de la présidence de Boris Eltsine. Dans un article qui traitait de la politique russe à l'égard de l'étranger « éloigné »<sup>865</sup>, publié dans le journal *Izvestiya*, le 7 août 1992, et intitulé « Rossiya v roli 'evraziyskogo zhandarma' ? » [« La Russie dans le rôle du 'gendarme d'Eurasie' ? »], le journaliste russe spécialisé dans les questions internationales, Konstantin Eggert, écrivait :

Il faut bien comprendre que dans l'étranger « éloigné » la Russie ne peut plus jouer l'ancien rôle de l'URSS, basé sur la puissance militaire, « sapant l'impérialisme de

<sup>863</sup> « конструктивного партнёрства с другими государствами, ООН, ОАЕ, прочими международными и региональными организациями ». Tatiana A. Shakleina. *Vneshnyaya politika i bezopasnost' sovremennoy Rossii, 1991-2002*. Том 4. Moskva: ROSSPEN, 2002, p. 46.

<sup>864</sup> « Необходимо добиваться не только сохранения, но и расширения имеющихся связей, последовательно и целеустремленно переводя их на новую основу, налаживать многоплановые формы сотрудничества со странами, оставшимися прежде вне сферы нашего внимания. Прежде всего следует использовать возможности развития отношений с теми государствами, которые являются перспективным рынком для приобретения российской продукции (ЮАР, Нигерия, Ангола, Gabon и др.), а также поставщиками уникальных товаров или нужного нам сырья (Гвинея, Гана, Мадагаскар, Кот-д'Ивуар, Заир, Замбия и др.) ». *Ibid.*, p. 45.

<sup>865</sup> Dans sa doctrine militaire, la Russie divise le monde en deux aires d'influence politique : l'étranger « proche » ou « rapproché » (en russe : *blijnieé zaroubiéjé*) et l'étranger « éloigné » (en russe : *dalniéé zaroubiéjé*). David Teurtrie, docteur en géographie et chercheur spécialisé dans la géopolitique de la Russie et de l'Eurasie post-soviétique, dans l'article « La langue russe. Un enjeu dans les relations entre la Russie et son étranger proche » (2004), définit l'étranger proche comme une zone géographique qui « correspond aux limites de la CEI (...) ». Voir David Teurtrie. « La langue russe. Un enjeu dans les relations entre la Russie et son étranger proche ». *Le Courrier des pays de l'Est*. N° 1043 (2004/3) : 75.

Ainsi, l'étranger éloigné, en contrepartie, fait référence au reste du monde.

l'intérieur » (le KGB dans le tiers-monde : Afrique, Asie, Nicaragua, Cuba, Angola, Vietnam) et finançant les « partis-frères ». <sup>866</sup>

Sous Gorbatchev, le gouvernement soviétique avait commencé à diminuer l'aide accordée aux tiers-monde. Entre 1989 et 1991, l'aide soviétique baissa de 12 500 millions de roubles (12 605 millions de dollars) à 400 millions de roubles (403 361 millions de dollars). <sup>867</sup> Le président Eltsine mit fin à tous les anciens programmes d'aide menés par l'URSS. En 1992, la Russie cessa de financer les bourses des étudiants africains, mettant la majorité d'entre eux dans une situation critique, les privant de tout moyen de subsistance. Plus tard, le gouvernement russe adopta de nouvelles mesures concernant l'admission des étudiants étrangers, notamment africains, au sein des universités russes. Par exemple, le 30 décembre 1994, à Brazzaville, un accord fut signé entre la Russie et le Congo-Brazzaville sur « La Formation des spécialistes congolais dans les établissements d'enseignement supérieur russes », dans lequel la partie congolaise s'engageait dorénavant à prendre en charge l'intégralité des dépenses et des frais de scolarité de ses jeunes citoyens en Russie :

Article 2. L'admission dans les établissements d'enseignement supérieur dépend du paiement de la formation en monnaie librement convertible par la Partie congolaise. (...). (...).

Article 18. La Partie russe et les établissements d'enseignement supérieur ne supportent pas les dépenses suivantes : l'assurance vie des étudiants et de leurs biens, la fourniture de vêtements et de chaussures pendant la période de la formation ; la responsabilité d'assurer l'hébergement des étudiants et de leurs familles durant leurs études en Russie.

Article 19. La Partie congolaise prend en charge le paiement des billets aller-retour des étudiants durant la formation en Russie. En cas de décès, les frais pour le rapatriement du corps au pays d'origine sont à la charge de la Partie congolaise, à moins que la responsabilité de la Partie russe ne soit engagée. <sup>868</sup>

<sup>866</sup> « Необходимо ясно себе представлять, что в дальнейшем зарубежье Россия не может играть прежнюю роль СССР, основанную на военной мощи, подрыве империализма изнутри' (КГБ в третьем мире - Африка, Азия, Никарагуа, Куба, Ангола, Вьетнам) и субсидиях 'братским компартиям' ». Konstantin Eggert. « Rossiya v roli 'evraziyskogo zhandarma' ? ». [« La Russie dans le rôle du 'gendarme d'Eurasie' ? »]. *Izvestiya* N°179 (07/08/1992) : 6.

<sup>867</sup> Cours du rouble de l'année 1993. Peter Shearman. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press, March 30, 1995, p. 288.

<sup>868</sup> « Статья 2. Прием в высшие учебные заведения зависит от оплаты за обучение Конголезской Стороны в свободно конвертируемой валюте. (...)(...). Статья 18. Российская Сторона и высшие учебные заведения не несут расходов : - по страхованию жизни студентов и их собственности, а также по обеспечению одеждой и обувью в течение срока обучения ; - не берут на себя обязательств, связанных с пребыванием в России семей студентов и обеспечением их жильем. Статья 19. Конголезская Сторона берет на себя оплату билетов для проезда студентов на учебу в Россию и обратно. В случае смерти расходы по отправке тела на Родину несет Конголезская Сторона, за исключением случаев, когда будет доказана ответственность Российской Стороны ». *Dogovor mezhdu Gosudarstvennym komitetom Rossijskoy Federatsii po vyschemu obrazovaniyu i ministerstvom natsional'nogo obrazovaniya Respubliki Kongo o podgotovke kongolezskikh spetsialistov v vysshikh zavedeniyax Rossii ot 30 dekabrya 1994 goda*. Titre en français : *Accord entre le comité de l'État de la Fédération de Russie dans l'éducation supérieure et le Ministère de l'éducation nationale de la République du Congo sur la formation des spécialistes congolais*

La Russie se désengageait entièrement de l'avenir des étudiants africains sur son territoire, considérant dorénavant qu'il était de la seule et unique responsabilité des pays concernés.

Le gouvernement du président Eltsine suspendit tous les programmes de financement et les projets adoptés sous l'ancien régime soviétique comme, par exemple, un projet de plusieurs millions de dollars pour la construction d'une usine métallurgique à Ajaokuta, au Nigéria. En avril 1992, un décret présidentiel ordonna la fermeture de toutes les ambassades, représentations consulaires et centres culturels en Afrique et dans la zone du Pacifique. Au cours de l'année 1992, la Russie ferma en Afrique neuf ambassades : Burkina Faso, Guinée Equatoriale, Lesotho, Libéria, Niger, Sao-Tomé-Et-Principe, Togo, Somalie et Sierra Leone.<sup>869</sup> Des consulats furent notamment fermés au Mozambique, en Angola, à Madagascar et au Congo.<sup>870</sup> En remplacement des ambassades et des représentations diplomatiques fermées, le gouvernement russe planifiait d'établir des ambassadeurs et des consuls de substitution, parfois sélectionnés parmi les personnalités locales, résidentes dans le pays, auxquelles le ministère des Affaires étrangères accordait une accréditation consulaire qui leur conférait le droit d'effectuer le travail d'un représentant de la Fédération de Russie. L'ère des « 40 000 'conseillers' répartis sur 40 pays » semblait révolue.<sup>871</sup>

La nouvelle politique russe en Afrique suscitait le questionnement et l'inquiétude de ses anciens alliés africains concernant l'avenir de leurs relations dans le contexte de la nouvelle conjoncture politique. Les Africains continuaient à considérer que « malgré tous les changements radicaux qui effaçaient rapidement la bipolarité du monde, la Russie devait préserver comme auparavant sa présence influente et continuer à jouer le rôle 'd'une grande puissance' aussi bien sur le continent [africain], que dans le reste du monde ».<sup>872</sup> Pour les anciens alliés, le départ de la Russie de l'Afrique était un évènement tragique. Ainsi, à ce titre,

---

*dans les instituts d'études supérieures de la Russie*, Brazzaville, le 30 décembre 1994. Disponible en version numérique sur <<http://docs.cntd.ru/document/1902125>>. Consulté le 2 novembre 2017.

<sup>869</sup> Gennady Tcharodeev. « B. Elstin zakryvaet desyat' posol'stv ». [« B. Eltsine ferme dix ambassades »]. *Izvestiya*. N° 102 (23676) (29/04/1992) : 6.

<sup>870</sup> Susanne M. Birgeron, Alexander V. Kozhemiakin, Roger E. Kanet. « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*. (Septembre 1996) : 154.

<sup>871</sup> Sénat français. *La présence de la France dans une Afrique convoitée*. Rapport d'information n° 104 fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, session ordinaire de 2013/2014, Paris, Présidence du sénat, octobre 2013, p. 170. Disponible en version numérique sur <<http://www.senat.fr/rap/r13-104/r13-1041.pdf>>. Téléchargé le 18 mai 2018.

<sup>872</sup> « Многие африканские деятели прямо говорят о своей убеждённости в том, что при всех кардинальных, быстро изживающих bipolarность мира переменах Россия по-прежнему должна сохранять своё весомое присутствие и продолжать выполнять роль 'великой державы' как на их континенте, так и повсюду в мире ». [Rossiyskaya gazeta]. « Ne khodila by Rossiya v Afriku 'gulyat'? ». [« La Russie ne devrait pas 'aller se promener' en Afrique? »]. *Rossiyskaya gazeta*. N°241 (577) (05/11/1992): 7.

l'ambassadeur de la République du Mali à Moscou déclara avec regret : « Pourquoi vous, les Russes, quittez l'Afrique ? Personne ne vous chasse de là-bas. Personne n'a oublié votre grand rôle dans la libération de l'Afrique ». <sup>873</sup>

Le retrait de la Russie fût une tragédie non seulement pour ses amis africains, mais également pour les citoyens russes et ex-soviétiques. Plusieurs coopérants, envoyés par l'URSS dans les pays africains d'orientation socialiste, durant les premières années de la dislocation de l'Union soviétique, se retrouvèrent dans un état d'incertitude et de crise. La majorité des médecins soviétiques, enseignants et techniciens furent laissés à l'abandon, sans financement et assistance de la part des anciennes républiques soviétiques.

Le départ précipité de la Russie d'Afrique tout au long de l'année 1992 ne pouvait laisser les dirigeants africains indifférents. Le 6 novembre 1992, un groupe d'ambassadeurs africains du Sénégal, Ghana, Zimbabwe et Madagascar rencontrèrent à Moscou le Premier Ministre Iegor Gaidar. Lors de cette rencontre informelle, la partie russe assura aux représentants africains que la Russie « ne comptait pas tourner le dos à l'Afrique ». <sup>874</sup> Selon le ministère des Affaires étrangère, la fermeture des représentations diplomatiques russes en Afrique était provoquée par des raisons économiques :

[La] décision du Président B. Eltsine est motivée par des raisons non politiques, mais purement financières et économiques. Si avant l'entretien des ambassades était à la charge des anciennes républiques soviétiques, aujourd'hui, Moscou porte seule les dépenses pour l'entretien de toutes les ambassades étrangères de l'ex-URSS sans exception. Il n'est nullement question de suspendre toutes les relations ou les contacts diplomatiques bilatéraux avec (...) nos partenaires traditionnels. <sup>875</sup>

Malgré la promesse de ne pas abandonner l'Afrique et ses anciens partenaires, la Russie en pratique maintenait le cap sur l'éloignement. Entre 1991 et 1998, le gouvernement russe suspendit progressivement et successivement les vols de la compagnie aérienne nationale Aeroflot dans plusieurs pays d'Afrique. Si, en 1988, Aeroflot avait des représentations et

---

<sup>873</sup> « Почему вы, русские, уходите из Африки ? Вас оттуда никто не гонит. Вашу выдающуюся роль в освобождении Африки никто не забыл ». Aleksey Vassiliev. « I Afrika nam ne nuzhna ? Vne zony rossiyskikh ekonomicheskikh interesov ostayutsya uzhe ne tol'ko otdel'nye strany, no i tselie kontinenty ». [« Et nous n'avons pas besoin de l'Afrique ? En dehors de la zone d'intérêts économiques de la Russie se retrouvent maintenant non seulement des pays, mais des continents entiers »]. *Natsional'naya bezopasnost' i geopolitika Rossii*. N° 9-10 (26-27) (2001) : 158-159.

<sup>874</sup> « ...отворачиваться от Африки, Россия не собирается ». Boris Pilyatskin. « Rossiya ne otvernetsya ot Afriki ». [« La Russie ne tournera pas le dos à l'Afrique »]. *Izvestiya*. N° 245 (23819) (10/11/1992) : 5.

<sup>875</sup> "Заместитель министра разъяснил, что решение президента Б. Ельцина вызвано не политическими, а чисто финансово-экономическими причинами. Если раньше содержание посольств оплачивалось за счёт средств бывших союзных республик, то теперь Москва одна несёт расходы не содержание всех без исключения зарубежных посольств бывшего СССР. И речь совсем не идёт о свёртывании дипломатических или любых других двусторонних связей с нашими традиционными партнёрами." Gennady Tcharodeev. « B. Elstin zakryvaet desyat' posol'stv ». [« B. Eltsine ferme dix ambassades »]. *Izvestiya*. N° 102 (23676) (29/04/1992) : 6.

assurait des vols dans la majorité des pays d'Afrique<sup>876</sup>, dès 1998, malgré l'ouverture de nouvelles lignes aériennes à destination de Harare au Zimbabwe en 1992 et de Johannesburg en 1993, la Russie annula tous ses vols vers l'Afrique et conserva uniquement des destinations comme l'Angola (Luanda) et l'Égypte (Le Caire).<sup>877</sup> La raison principale qui motiva la fermeture des représentations d'Aeroflot en Afrique était, selon les déclarations officielles du gouvernement russe, la non-rentabilité de ces lignes aériennes et la crise économique que traversait la Russie eltsinienne. La direction d'Aeroflot procéda à la vente de ses droits commerciaux sur les vols vers l'Afrique occidentale et centrale aux compagnies européennes, françaises et allemandes : Air France et Lufthansa.<sup>878</sup>

Avec le retrait d'Aeroflot, Moscou abandonnait une voie d'entrée essentielle sur le continent africain. Certains observateurs russes prédisaient déjà l'impact négatif qu'aurait ce départ précipité de la compagnie russe. Ainsi, le correspondant du journal *Izvestiya* affirmait à la suite de la fermeture soudaine en 1991 de la ligne « Moscou-Maputo » :

Si nous parlons des relations entre l'Union soviétique et le Mozambique, alors, à la suite de la fermeture de la ligne aérienne [Moscou-Maputo-Moscou], elles sont sur le point de s'effondrer complètement.

L'ambassade de l'URSS et le bureau de représentation d'Aeroflot au Mozambique ont conseillé raisonnablement de ne pas rompre d'un coup, d'éviter de mettre dans une position difficile la plus grande colonie soviétique du continent africain qui compte environ mille cinq cents personnes.<sup>879</sup>

<sup>876</sup> Liste des vols assurés par l'Aeroflot entre 1963 et 1993 :

Ndjamena [Tchad], Luanda [1976] [Angola], l'Alger [Algérie], Antananarivo [Madagascar], Bamako [Mali], Bissau [Guinée], Brazzaville [Congo], Bujumbura [Burundi], Dakar [Sénégal], Dar-es-Salam [Tanzanie], Djibouti [Djibouti], Douala [Cameroun], Caire [Égypte], Casablanca et Rabat [Maroc], Kigali [Rwanda], Conakry [Guinée], Cotonou [Bénin], Lagos [Nigéria], Lomé [Togo], Malabo [Guinée équatoriale], Maputu [Mozambique], Mogadishio [Somalie], Monrovia [Libéria], Nairobi [Kenya], Nuadibu [Mauritanie], Tripoli [Libye], Tunice [Tunisie], Ouagadougou [Burkina Faso], Freetown [Sierra Leone], Khartoum [Soudan], Entebbe [Ouganda], Addis Abeba [1985] [Éthiopie], Sao Tomé [Sao-Tomé-et-Principe] [1988], île de Sal [Cap-Vert], Accra [Ghana], Bangui [RCA], les Seychelles [Victoria], Kinshasa [Zaïre], Zambie [Lusaka], Harare [Zimbabwe] et Johannesburg [1993] [Afrique du Sud].

La compagnie aérienne soviétique n'effectuait pas de vols pour le Botswana, Gabon, Gambie, les îles Comores, Côte d'Ivoire, Lesotho, Malawi, Namibie, Niger, Swaziland, Érythrée. Voir Dimitri A. Skorobutov. « Istorija Aeroflota : 1923-2013 ». [« L'histoire de l'Aeroflot : 1923-2013 »]. *Skorobutov* [en ligne] 26 mars 2013 - 5 septembre 2014. Disponible sur <<https://skorobutov.wordpress.com/2014/07/05/история-аэрофлота-часть-6-1993-2003/>>. Consulté le 15 novembre 2017.

Voir aussi Zaki Laïdi. *Les deux grandes puissances et l'Afrique (1960-1977)*. Tom I et II. 1983. Institut d'Études Politiques de Paris, thèse de doctorat, pp. 617-618.

<sup>877</sup> Les vols pour la capitale angolaise Luanda furent suspendus en 1999. Durant le début des années 2000, ils reprirent pour s'arrêter de nouveau le 16 octobre 2012. Des 46 connexions aériennes en Afrique, en 2014, la Russie ne conserva qu'une seule : la ligne Moscou-Le Caire. *Ibid.*

<sup>878</sup> *Ibid.*

<sup>879</sup> « Если же говорить о советско-mozамбийских отношениях, то в результате закрытия авиалинии они окажутся на грани полного свёртывания.

Посольство СССР и представительство Аэрофлота в Мозамбике разумно предложили не рубить сплеча, не ставить в трудное положение крупнейшую на африканском континенте советскую колонию, насчитывающую около полутора тысяч человек ». Boris Pilyatskin. « V lovuchke Aeroflota okazalis' tisyatchi

Durant le premier mandat du président Eltsine, le gouvernement russe diminua considérablement le nombre de représentations commerciales à l'étranger : si, en 1991, Moscou comptait 130 missions commerciales dans l'étranger « éloigné », en 1996, ce nombre descendit à 47. La fermeture massive des représentations commerciales contribua à la chute des échanges commerciaux entre la Russie et les États africains. Si, en 1991, les échanges entre la Russie et l'Afrique constituaient 2,7 milliards de dollars, en 1995, ce nombre chuta à 970 millions de dollars.<sup>880</sup>

Avec la fermeture massive des ambassades et des missions commerciales russes en Afrique, comme l'affirmait le directeur du département des Affaires africaines auprès du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie Grigorii Karassine, la Russie ne disposait quasiment plus « d'aucune antenne supplémentaire pour appréhender les processus en cours dans cette région, et encore moins d'une structure stable permettant l'établissement de nouvelles formes de coopération ».<sup>881</sup> Les principaux partenaires économiques de la Russie en Afrique restaient avant tout les États de l'Afrique du Nord et quelques pays de l'Afrique subsaharienne : l'Afrique du Sud, le Nigéria, l'Angola et la Guinée Conakry.<sup>882</sup>

Durant les premières années de la présidence de Boris Eltsine, l'Afrique du Sud occupait une place stratégique dans la politique extérieure de la Russie. Les autorités russes voyaient l'importance de la république sud-africaine à travers le prisme du commerce des diamants. Il était estimé que la Russie et l'Afrique du Sud produisaient ensemble 80% de la production mondiale d'or, de platine et autres métaux précieux, notamment de diamants.<sup>883</sup> Cette position privilégiée permettait aux deux pays de dominer et influencer le marché mondial des pierres précieuses. L'Afrique du Sud ouvrait également à la Russie les portes des marchés émergents en Afrique australe.<sup>884</sup> Ainsi, la Russie voyait dans l'Afrique du Sud un partenaire idéal et

---

sovetskikh grazhdan, rabotayushix v Mozambique ». [« Aeroflot a piégé des milliers de citoyens soviétiques qui travaillent au Mozambique »]. *Izvestiya*. N° 88 (12/04/1991) : 8.

<sup>880</sup> Aleksey Vassiliev. « I Afrika nam ne nuzhna ? : Vne zony rossiyskikh ekonomicheskikh interesov ostayutsya uzhe ne tol'ko otdel'nye strany, no i tselie kontinenty ». [« Et nous n'avons pas besoin de l'Afrique ? : En dehors de la zone des intérêts économiques de la Russie se retrouvent maintenant non seulement des pays à part entière, mais des continents entiers »]. *Natsional'naya bezopasnost' i geopolitika Rossii*. N° 9-10 (26—27) (2001) : 158-159.

<sup>881</sup> Susanne M. Birgeron, Alexander V. Kozhemiakin, Roger E. Kanet. « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (septembre 1996) : 154.

<sup>882</sup> Aleksandr Nekless. « Ne khodite, kreditory, v Afriku gulyat ». [« Vous, les créanciers, n'allez pas en Afrique »]. *Kommersant*. N° 236 (13 décembre 1994). Consulté le 18 novembre 2017. Version numérique disponible sur <<http://www.kommersant.ru/doc/97598>>.

<sup>883</sup> Peter Shearman. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press, 1995, p. 293.

<sup>884</sup> *Ibid.* Voir aussi Boris Pilyatskin. « Prezident YuAR predlagaet posrednichestvo v osvoenii afrikanskikh rynkov ». [Le président sud-africain propose d'aider la Russie à entrer sur le marché africain]. *Izvestiya*. N°128 (23702) : 5.

prometteur, ce qui expliquait sa disposition favorable envers le gouvernement sud-africain et sa volonté d'établir des relations diplomatiques avec ce dernier.

Le 26 février 1992, le ministre russe des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev, effectua une visite diplomatique à Pretoria. Cette démarche diplomatique fut félicitée par le gouvernement sud-africain. Le ministre des Affaires étrangères Roelof Frederik Botha déclara à ce sujet :

Si, il y a deux ans, quelqu'un m'avait dit qu'un jour viendrait où un avion d'Aeroflot atterrirait dans notre pays avec un ministre russe à bord, j'aurais considéré cela comme une blague. La visite actuelle d'Andrey Kozyrev reflète les énormes changements qui ont eu lieu non seulement en Afrique du Sud, dans la Fédération de Russie, mais dans le monde entier.<sup>885</sup>

Deux jours plus tard, le 28 février, la Russie et l'Afrique du Sud établirent officiellement des relations diplomatiques, trente-cinq ans après leur rupture. L'instauration des relations avec le gouvernement sud-africain fut vivement critiquée par l'ANC, les communistes russes, ainsi que certains africanistes, qui croyaient toujours à la victoire proche de l'ANC et considéraient la nouvelle orientation politique russe comme erronée. Les milieux pro-atlantistes russes étaient, quant à eux, particulièrement méfiants à l'égard de l'ANC et reprenaient unanimement les déclarations de la Première ministre britannique Margaret Thatcher, prononcées, en 1987, lors d'une conférence de presse accordée dans le cadre du Sommet du Commonwealth à Vancouver, au Canada, au cours de laquelle elle qualifia le Congrès National Africain « d'organisation terroriste typique » et affirma que : « Quiconque pense que l'ANC gouvernera en Afrique du Sud n'a pas les pieds sur terre ».<sup>886</sup>

Le ministre des Affaires étrangères Kozyrev soutenait cette position radicale à l'égard de l'ANC, et, lors de d'une visite officielle à Pretoria en 1992, reprit la rhétorique thatchérienne, traitant à son tour l'ANC « d'organisation terroriste ».<sup>887</sup> À la suite de la visite diplomatique du ministre russe, le président sud-africain De Klerk se rendit le 2 juin à Moscou. Au cours de cette rencontre diplomatique, le président russe Boris Eltsine mentionna l'importance du marché sud-

<sup>885</sup> « Если бы два года назад мне кто-нибудь сказал, что наступит день, когда в нашей стране приземлится самолёт Аэрофлота с российским министром на борту, то я расценил бы это как шутку. Нынешний визит Андрея Козырева отражает огромные перемены, произошедшие не только в Южной Африке, Российской Федерации, но и во всём мире ». Déclarations de Roelof Frederik Botha lors de la visite d'Andreï Kozyrev en Afrique du Sud, le 28 février 1992. Voir Vladimir Markov. « Prebyvanie A. Kozyreva v YuAR ». [Le séjour du ministre A. Kozyrev en Afrique du Sud]. *Rossiyskaya gazeta*. N°49 (385) (29 février 1992) : 6.

<sup>886</sup> "The ANC is a typical terrorist organisation ... Anyone who thinks it is going to run the government in South Africa is living in cloud-cuckoo land." Anthony Bevins and Michael Streeter. « Nelson Mandela: From 'terrorist' to tea with the Queen." *The Independent* [en ligne] (July 9, 1996). Disponible sur <<http://www.independent.co.uk/news/world/from-terrorist-to-tea-with-the-queen-1327902.html>>. Consulté le 19 novembre 2017.

<sup>887</sup> Vladimir Markov. « Prebyvanie A. Kozyreva v YuAR ». *Rossiyskaya gazeta*. N°49 (385) (29 février 1992) : 6.

africain pour la Russie et assura le soutien du gouvernement russe à l'Afrique du Sud dans la résolution des conflits internationaux, notamment pour l'obtention d'un « siège aux Nations Unies et dans d'autres organisations internationales, d'où ils ont été exclus à cause de l'apartheid »<sup>888</sup>. À l'égard de l'ANC, le président russe nota qu'il était disposé à recevoir le chef de l'organisation, Nelson Mandela, mais seulement en qualité de « militant pour les droits de l'Homme et chef d'opposition, et non en tant que président présumé d'une majorité gouvernante »<sup>889</sup>, ce qui marqua officiellement la séparation entre la « nouvelle » Russie eltsinienne et son passé communiste et annonça l'ancrage du pays dans le giron occidental.

Plusieurs accords furent signés en matière de coopération économique, scientifique et culturelle entre Moscou et Pretoria. En 1992, la compagnie sud-africaine De Beers, au fort capital anglo-américain, établit son premier bureau à Moscou. En 1994, la Russie ouvrit un Centre de recherches russe à Capetown. En réponse au soutien du gouvernement russe, le gouvernement du président De Klerk accorda à Moscou un crédit d'environ quarante millions de dollars (100 millions de rands) pour mettre en place les réformes économiques et stimuler le commerce.<sup>890</sup>

Au début des années 1990, la Russie non seulement se retira massivement du continent africain, mais paradoxalement y défendait les intérêts d'autres puissances étrangères. Ainsi, le gouvernement russe, à la demande de son ancien rival de l'ère soviétique, la République populaire de Chine, accepta de satisfaire la requête de cette dernière en adoptant, le 3 juin 1992, une Résolution pour la représentation et la protection des intérêts de la Chine par la Fédération de Russie en République centrafricaine [*O predstavitelstve i zashite Rossijskoy Federatsiey interesov Kitaya v Tsentralno-Afrikanskoy Respublike*].<sup>891</sup>

<sup>888</sup> "Yeltsin, intent on reversing what he regards as all the errors in Soviet foreign policy, was clearly anxious to improve relations, promising Russian support for South African efforts to resume its seat in the United Nations and other international bodies from which it has been excluded because of apartheid." Michael Parks. « Yeltsin Exchanges Salutes with Soul Mate De Klerk: The two leaders hail victories over communism in Russia and apartheid in South Africa." *Los Angeles Times* [en ligne] June 2, 1992. Disponible sur <[http://articles.latimes.com/1992-06-02/news/mn-470\\_1\\_south-africa](http://articles.latimes.com/1992-06-02/news/mn-470_1_south-africa)>. Consulté le 10 octobre 2017.

Voir aussi Boris Pilyatskin. « Prezident YuAR predlagaet posrednichestvo v osvoenii afrikanskikh rynkov ». [Le président sud-africain propose d'aider la Russie à entrer sur le marché africain]. *Izvestiya*. N°128 (23702) : 5.

<sup>889</sup> "Yeltsin was quoted by South African officials as telling De Klerk that Mandela, imprisoned for more than three decades, will be received as a human rights campaigner and opposition leader, not as the presumptive president of a majority rule government." *Ibid*.

<sup>890</sup> Boris Pilyatskin. « Prezident YuAR predlagaet posrednichestvo v osvoenii afrikanskikh rynkov ». [Le président sud-africain propose d'aider la Russie à entrer sur le marché africain]. *Izvestiya*. N°128 (23702) : 5.

<sup>891</sup> Egor Gaidar. *Rasporyazhenie pravitelstva Rossijskoy Federatsii o predstavitelstve i zashite Rossijskoy Federatsiey interesov Kitaya v Tsentralno-Afrikanskoy Respublike ot 3 iyunya 1992 goda, Moskva*. Disponible en ligne sur <<http://docs.cntd.ru/document/901605434>>. Consulté le 12 novembre 2018.

Malgré de nombreuses recherches, il m'a été impossible de trouver la raison qui avait motivé le gouvernement russe d'adopter une telle mesure. La thèse qui pourrait être avancée est celle de l'intérêt politique en vue de l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine. Depuis la mort de Joseph Staline, les relations sino-



Après avoir effectué une série de visites diplomatiques dans plusieurs pays africains (Afrique du Sud, Angola et Égypte), entre le 26 février et le 1<sup>er</sup> mars 1992, le ministre des Affaires étrangères A. Kozyrev fit un rapport méticuleux sur son séjour au secrétaire d'État américain James Baker dans un entretien téléphonique<sup>892</sup>, ce qui démontre le niveau de dépendance de Moscou à l'égard de Washington dans la gestion du dossier africain. Le positionnement pro-occidental de la Russie dans les affaires africaines se manifestait également dans la gestion des conflits entre des entrepreneurs chinois et occidentaux sur le marché africain. Par exemple, le journaliste russe Evgeniy Kroutikov, dans un article paru dans le quotidien *Vzglyad* et intitulé « Rossiya vozvrashchaetsya v Afriku za svoimi den'gami » [« La Russie revient en Afrique pour son argent »], décrit le soutien systématique, apporté par la partie russe aux entrepreneurs britanniques et sud-africains blancs dans les conflits qui les opposaient aux hommes d'affaires chinois au Zimbabwe.<sup>893</sup>

### 2.3. *L'instabilité des structures gouvernementales russes : un obstacle majeur pour la construction de relations solides avec l'Afrique*

Sous le gouvernement du président Eltsine les relations russo-africaines se refroidirent pour deux raisons principales : d'une part, l'incapacité et le refus des débiteurs africains de

---

soviétiques étaient particulièrement tendues. Le désaccord idéologique et la rivalité pour l'influence empêchèrent la mise en place de l'accord d'amitié, d'unité et de soutien mutuel établi entre les deux parties, le 14 février 1950. Malgré l'existence juridique d'un tel accord, dans les faits, il ne s'appliquait pas. Vers la fin des années 1980, l'URSS cherche à rétablir des relations avec la Chine. Cette démarche en matière de politique étrangère avait été poursuivie par le gouvernement du président Boris Eltsine qui souhaitait le rétablissement des relations et de la bonne entente avec son plus grand voisin asiatique, la Chine. La Russie, ne voyant aucun intérêt majeur en Afrique, préfère céder son réseau africain à Pékin en échange d'un rétablissement de relations de bonne entente politique, économique et sécuritaire. Au début des années 1990, la Chine cherche à activer sa politique en Afrique et à occuper les marchés que l'Europe et la Russie délaissent. Après l'adoption de cette mesure en faveur de la Chine, Moscou et Pékin signent, le 16 novembre 1992, une déclaration sur l'établissement des relations entre la Fédération de Russie et la Chine.

À ce sujet voir Aleksey Churikov. «Veter duet iz Podnebesnoy. Chem obyasnyaetsya kitayskij interes v regione». [«Le vent souffle du Céleste Empire. Qu'est-ce qui explique l'intérêt de la Chine dans la région?». *Rossiyskaya Gazeta*. N°238(7996) (22/10/2019). Disponible en ligne sur <<https://rg.ru/2019/10/22/chem-obiasniaetsya-kitajskij-interes-v-afrike.html>>. Consulté le 12 novembre 2020.

Lire également Ivan Antonov. «Dogovor o družbe SSSR i Kitaya stal zhertvoy xolodnoy vojny. Interview posla Rossii v Kitae Andrey Denisov». [«L'accord de paix entre l'URSS et la Chine était une victime de la Guerre froide. L'interview de l'ambassadeur russe en Chine Andrey Denisov?». *Parlamentskaya Gazeta* [en ligne] 14/02/2020. Disponible sur <<https://www.pnp.ru/politics/dogovor-o-druzhe-sssr-i-kitaya-by-l-produktom-kholodnoy-voyny.html>>. Consulté le 12 novembre 2020.

Consulter l'intégralité du texte de la déclaration de l'établissement des relations entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine du 16 novembre 1992. Disponible en ligne sur <<http://www.kremlin.ru/acts/bank/2401>>. Consulté le 12 novembre 2020.

<sup>892</sup> Itar-Tass. «Telefonnyy razgovor A. Kozyreva i J. Bakera». [«L'entretien téléphonique entre A. Kozyrev et J. Baker »]. *Izvestiya*. N° 54 (23628) (04/03/1992): 4.

<sup>893</sup> Evgeniy Krutikov. « Rossiya vozvrashchaetsya v Afriku za svoimi den'gami ». [« La Russie revient en Afrique pour son argent »]. *Vzglyad* [en ligne] (16/01/2015). Disponible sur <<http://vz.ru/politics/2015/1/16/724737.html>>. Consulté le 5 novembre 2017.

rembourser leur dette à la Russie et, d'autre part, l'instabilité des institutions étatiques russes. Dans le premier cas de figure, il faut noter que la majorité des États africains qui étaient redevables à l'URSS traversaient dans les années 1990 divers conflits militaires, ce qui compliquait et retardait les processus de développement et les empêchaient de rembourser la Russie, héritière de l'Union soviétique. D'autre part, il y avait des pays comme l'Angola qui refusaient tout simplement de payer leurs dettes au nouveau gouvernement russe, prétextant la disparition de l'ancien État soviétique, ce qui indéniablement entraînait, selon eux, l'effacement de la dette. La dette, ayant été contractée auprès de l'Union soviétique, devait être payée à l'URSS, cet État ayant disparu, la dette n'avait plus lieu d'être.

Dans le second cas de figure, il faut noter qu'avec l'éclatement de l'Union soviétique, le nouvel État russe était réputé pour des changements de politique fréquents.<sup>894</sup> Le gouvernement russe pouvait d'un jour à l'autre suspendre ou abandonner des projets et des accords. Cette politique lunatique, engendrée par les fréquents remplacements des ministres et les luttes de pouvoir internes, ne permettait pas de maintenir une orientation politique stable dans le travail effectué avec les partenaires africains. Ainsi, les accords et contrats signés par un ministre pouvaient être facilement annulés par son successeur. Le 20 août 1993, l'histoire de la diplomatie russe connut une situation assez étonnante. L'incident mit en péril des accords qui devaient être signés entre la partie russe et certains États africains. Le ministre des Relations économiques extérieures de la Fédération de Russie, Sergueï Glaziev<sup>895</sup>, devait effectuer une visite diplomatique de onze jours en Tunisie, en Afrique du Sud, en Zambie, au Mozambique et en Égypte pour la signature d'une série d'accords dans le domaine commercial et le remboursement de la dette. Cette visite d'une grande importance politique et économique avait été soigneusement préparée depuis plusieurs mois. Un article, publié dans le journal *Moskovskie Novosti*, en août 1993, sur l'importance de cette rencontre pour la Russie, indiquait :

Le but [de la visite] était de restaurer les positions fragilisées de Moscou dans une région que nous avons presque oubliée durant la période post-soviétique (...). Une visite en Égypte, qui prétend être le chef du monde arabe, était censée donner le ton aux relations commerciales et économiques de la Russie avec ce groupe de pays (...). La visite en Afrique du Sud prévoyait l'octroi à ce pays de « la clause de la nation la plus favorisée » dans le commerce, la création d'une commission intergouvernementale bilatérale de coopération et l'ouverture d'une mission commerciale russe dans le pays. Les principaux

<sup>894</sup> Farouk Chothia. « South Africa: Mbeki Signs Deal with Primakov ». In *AllAfrica* [en ligne] November 24, 1998. Disponible sur <<http://allafrica.com/stories/199811240085.html>>. Consulté le 15 novembre 2017.

<sup>895</sup> Le ministre russe était accompagné d'une délégation composée de membres issus du ministère des Relations économiques extérieures, du ministère des Affaires étrangères, du ministère des finances et du ministère de l'Économie. Voir Sergey Strokan'. « Prervanniy polet ». [« Un vol interrompu »]. *Moskovskie novosti*. N° 35 (681) (29/08/1993) : 13.

dirigeants des cinq pays africains se sont déclarés prêts à rencontrer Sergeï Glaziev et à signer les documents intergouvernementaux déjà approuvés.<sup>896</sup>

À l'approche de Tunis, quelques heures avant l'atterrissage, la délégation russe reçut l'ordre de Moscou, provenant du chef du département de l'Industrie de la défense du bureau gouvernemental, Sergeï Sidorkov, de faire demi-tour. Les raisons données par ce dernier pour expliquer cette décision soudaine furent les suivantes :

Au vu de la situation politique interne difficile de l'Afrique du Sud, causée par la passation du pouvoir à un gouvernement basé sur la multiethnicité (...), la nécessité d'étudier et de résoudre avec des experts un certain nombre de problèmes d'endettement de la Zambie et du Mozambique, (...) compte tenu de la situation socio-politique en Russie à l'heure actuelle, il semble opportun de reporter le voyage de cette délégation à une date ultérieure.<sup>897</sup>

Les véritables raisons de l'annulation de ce voyage diplomatique étaient les luttes intestines au sein même du gouvernement. Certains membres du gouvernement eltsinien espéraient évincer de ses fonctions le ministre des Relations économiques extérieures :

[Sergeï Glaziev] : La tendance vers un contrôle plus strict du respect de la législation dans l'activité économique étrangère a commencé à provoquer une résistance farouche. Et cette résistance s'est transformée en persécution ouverte contre ma personne et la direction du ministère (...). Malheureusement, l'instrument de cette persécution a été le département de contrôle et la commission présidée par Yu. Kh. Kalmykov, qui a lancé une campagne pour discréditer les activités du ministère des Relations économiques extérieures, ceci orchestré par V. F. Shumeiko [proche du président B. Eltsine] avec la participation de S. S. Sidorkov et V. A. Pivnyuk. Cherchant mon renvoi, V. F. Shumeiko ne s'est pas contenté de violer les procédures adoptées par le gouvernement, ni de discréditer l'image de la politique étrangère du pays, ni de violer les normes morales élémentaires.<sup>898</sup>

---

<sup>896</sup> « ...целью [визита] было восстановление подорванных позиций Москвы в регионе, почти забытом нами в постсоветский период (...). Посещение Египта, претендующего на лидерство в арабском мире, должно было задать тон торгово-экономическим отношениям России с этой группой стран (...). Визит в ЮАР предусматривал предоставление этой стране режима наибольшего благоприятствования в торговле, создание двусторонней межправительственной комиссии по сотрудничеству и открытие в стране торгового представительства России. Высшие руководители всех пяти африканских стран выразили готовность встретиться с Сергеем Глазьевым, а также подписать уже согласованные межправительственные документы ». Sergey Strokan'. « Prervanniy polet ». *Moskovskie novosti*. N° 35 (681) (29/08/1993) : 13.

<sup>897</sup> "В связи со сложной внутривластной обстановкой в ЮАР, связанной с переходом власти к правительству на многоэтнической основе (...), необходимостью проработки и решения ряда вопросов задолженности Замбии и Мозамбика на уровне экспертов, (...) учитывая социально-политическое положение в России в настоящее время, представляется целесообразным перенести поездку указанной делегации на более поздний срок." *Ibid*.

<sup>898</sup> « Курс на ужесточение контроля за соблюдением законодательства во внешнеэкономической деятельности начал вызывать ожесточённое сопротивление. И это сопротивление перешло в открытую травлю меня и руководства министерства (...). К сожалению, орудием этой травли стало контрольное управление и комиссия под председательством Ю. Х. Калмыкова, начавшие кампанию по дискредитации деятельности МВЭС, организованную В. Ф. Шумейко с участием С. С. Сидоркова и В. А. Пивнюка. Добиваясь моего освобождения от должности, В. Ф. Шумейко не остановился ни перед нарушением принятых в правительстве процедур, ни перед дискредитацией внешнеполитического образа страны, ни

L'annulation soudaine de la visite du ministre Glaziev en Afrique avait considérablement affecté l'image de la Russie. Ainsi, selon les propos du chargé en communication de l'ambassade sud-africaine à Moscou, Willem Kotze, cette rencontre avortée laissa derrière elle un sentiment d'incompréhension. Alors que l'Afrique du Sud activait sa vie diplomatique et planifiait d'ouvrir 27 représentations dans le monde, le gouvernement transitoire multiethnique, quant à lui, était favorable à la signature d'une série d'accords avec leur homologue russe. Selon Willem Kotze :

L'annulation de la visite a compromis non seulement Glaziev, mais aussi l'accord commercial qu'il devait signer et sur lequel les parties avaient travaillé depuis plusieurs mois. (...) Dans l'ensemble, pour nous, il importait peu en principe que Glaziev ou quelqu'un d'autre signât cet accord. Mais après tout, c'est Glaziev qui a été autorisé à le faire au nom du gouvernement russe, et son rappel soudain à Moscou semblait étrange.<sup>899</sup>

Un autre exemple qui démontre l'instabilité des structures gouvernementales russes sous l'ère eltsinienne fut le scandale qui avait touché en 1997 l'activité du géant du diamant russe ALROSA en Angola. Au sein de l'exécutif russe, la veille de la signature d'un important contrat avec le gouvernement angolais pour la collaboration dans le domaine de l'extraction des diamants, une lutte pour le contrôle des finances de la compagnie éclata, la conduisant au bord de « l'asphyxie financière », ce qui affecta négativement l'image et la réputation de l'entreprise et faillit mettre en péril sa participation au projet.<sup>900</sup>

Les difficultés dans l'établissement des relations avec la nouvelle Russie avaient été abordées plus tard, en novembre 1998, au cours d'une rencontre officielle entre la délégation sud-africaine et le nouveau ministre russe des Affaires étrangères Evgeniy Primakov. Le représentant sud-africain Thabo Mbeki avait alors déclaré : « Il est difficile de traiter avec la Russie parce que vous pouvez conclure aujourd'hui un accord avec un ministre, et, d'ici

---

перед поправлением элементарных норм морали ». Olga Krushel'nitskaya, Ivan Zassurskiy. « Otstavka nad Sredizemnym morem : Ministr vneshnikh ekonomicheskikh svyazey Rossii Sergey Glaziev ushel so svoego posta ». [« Une démission en pleine Méditerranée : le Ministre des Relations économiques extérieures de la Russie Sergey Glaziev a quitté son poste »]. *Nezavisimaya gazeta*. N° 159 (583) (24/08/1993) : 1.

<sup>899</sup> « Отмена визита скомпрометировала не только Глазьева, но и торговое соглашение, которое он должен был подписать и над которым стороны работали несколько месяцев. (...) В сущности, для нас не имело принципиального значения, подпишет это соглашение Глазьев или кто-либо другой. Но ведь именно Глазьев был уполномочен сделать это от имени российского правительства, и его внезапный отзыв в Москву выглядит странным ». Sergey Stokan?. « Prervanniy polet ». *Moskovskie novosti*. N° 35 (681) (29/08/1993) : 13.

<sup>900</sup> Aleksey Vassiliev. « I Afrika nam ne nuzhna ? : Vne zony rossiyskikh ekonomicheskikh interesov ostayutsya uzhe ne tol'ko otdel'nye strany, no i tselie kontinenty ». *Natsional'naya bezopasnost' i geopolitika Rossii*. N° 9-10 (26—27) (2001) : 158-159.

quelques mois, il ne sera plus là. Nous sommes plein d'espoir et croyons qu'avec Primakov maintenant aux affaires, les choses seront beaucoup plus stables ».<sup>901</sup>

La fragilité et l'instabilité de l'appareil gouvernemental non seulement compromettait la réputation de la Russie, mais également ne permettait pas d'instaurer des institutions fortes pour accompagner les entrepreneurs russes dans la découverte des réalités africaines et les aider à traiter avec les pays du continent. L'absence de structures appropriées pour l'encadrement et la protection de l'entrepreneuriat russe en Afrique favorisait l'émergence d'un commerce parallèle, souvent illégal, qui ternissait l'image de la Russie sur le continent africain.

Les équipements et produits de fabrication russe se retrouvaient, souvent par l'intermédiaire de pays tiers (certains États européens et arabes), sur le marché africain. Ainsi, des camions de l'usine russe KamAZ (usine automobile de la Kama, en russe : *Kamskii avtomobil'ny zavod*) et des équipements industriels étaient acheminés vers l'Afrique par Dubaï, la France et la Belgique.<sup>902</sup> Des ressortissants des anciennes républiques soviétiques organisaient des réseaux souterrains de vente d'avions et de matériels aéronautiques soviétiques aux pays africains. Selon Andreï Migounov, ancien pilote russe, aujourd'hui reconverti dans la vente d'avions d'occasion aux entreprises africaines : « Tous les appareils aéronautiques qui se trouvent aujourd'hui en Afrique sont arrivés là-bas dans les années 1990 ».<sup>903</sup> Ces avions étaient souvent impliqués dans le transport illicite d'armes.

Si l'Afrique était un eldorado pour le commerce des vieux avions soviétiques, elle devint aussi une « terre promise » pour l'exode des marins, pilotes et autres aventureux ressortissants des ex-républiques soviétiques en quête de richesses qui n'hésitaient pas à se rendre en Guinée Conakry ou en Sierra Léone pour tenter de faire fortune dans le commerce de l'or ou des diamants. À l'ère de « l'afro-pessimisme » prononcé de l'élite gouvernante russe, de nombreux ressortissants soviétiques troquaient la misère et l'insécurité financière post-soviétique pour faire fortune en terre africaine. Cette vague d'immigration économique touchait particulièrement les pilotes soviétiques qui abandonnaient leurs emplois à « bas salaires » et venaient chercher fortune en Afrique. Selon le témoignage d'un pilote ukrainien (Dmitri E.),

<sup>901</sup> “It is difficult to deal with Russia because you can reach an agreement with one minister today, but he will not be there in a few months. We are hopeful that with Primakov now in charge, things will be more stable.” Farouk Chothia. « South Africa: Mbeki Signs Deal with Primakov ». In: *AllAfrica* [en ligne] November 24, 1998. Disponible sur <<http://allafrica.com/stories/199811240085.html>>. Consulté le 15 novembre 2017.

<sup>902</sup> Aleksey Vassiliev. « I Afrika nam ne nuzhna ? : Vne zony rossiyskikh ekonomicheskikh interesov ostayutsya uzhe ne tol'ko ot del'nye strany, no i selie kontinenty ». *Natsional'naya bezopasnost' i geopolitika Rossii*. N° 9-10 (26—27) (2001) : 158-159.

<sup>903</sup> « Вся летная техника, что сегодня есть в Африке, — попала туда в 90-х годах ». Daria Pyl'nova, Dmitriy Chkrylev. « Nashi gastarbaitery v Afrike ». [« Nos travailleurs immigrés en Afrique »]. *Novaya Gazeta*. N° 26 (36) (12/07/2007). Disponible sur <<https://novayagazeta.ru/articles/2007/07/12/32721-nashi-gastarbaitery-v-afrike>>. Consulté le 20 novembre 2017.

accordé au journal russe *Novaya Gazeta* en juillet 2007, les salaires attractifs, proposés aux pilotes des ex-républiques soviétiques, ne pouvaient que les attirer dans les filets africains :

Je suis ici au Congo depuis 1994, quand l'ère du « grand pillage » arriva, auquel je n'ai pas pris part. J'ai travaillé comme pilote inspecteur principal à l'Inspection nationale de l'aviation d'Ukraine. J'avais un salaire magnifique de 40 dollars par mois. Au cours d'une mission en Afrique pour un contrôle d'équipages, j'ai reçu une offre d'emploi avec un salaire 100 fois supérieur au mien. Trois mois m'ont suffi pour acheter un appartement à Kiev. Quand une personne va quelque part pour une vie meilleure, c'est normal. (...). À Kinshasa, environ 80% de nos pilotes sont originaires de l'ex-URSS. Beaucoup sont ici avec leur famille depuis dix ans. Les enfants parlent russe, anglais, français. Et ils ne se privent de rien.<sup>904</sup>

Hormis l'aviation, la vente illicite d'armes russes prenait également de l'ampleur en Afrique. L'une des personnalités réputées dans le milieu du trafic d'armes était un citoyen russe, ancien officier et traducteur dans l'Armée Rouge reconvertit en trafiquant d'armes. Viktor A. Bout acheminait activement dans les années 1990 l'armement russe dans les pays africains en état de guerre (Sierra Léone, Libéria, Congo-Zaïre, Angola, Soudan). La vente des armes russes se faisait également par l'intermédiaire des anciennes républiques soviétiques et des satellites. Ancien ambassadeur à Moscou, le Général Roberto Leal Monteiro, aujourd'hui ministre des Affaires intérieures de l'Angola, dans une interview accordée en novembre 2005 au journal russe *Novye Izvestija*, fit état de l'achat par son pays des armes russes durant la guerre civile contre l'UNITA en 1992 :

Avec l'escalade du conflit armé, nous avons besoin d'armes et nous nous sommes ouvertement tournés vers le gouvernement d'Eltsine pour acheter des armes, mais ces portes nous étaient fermées. Alors, vinrent des personnes de différents pays qui pouvaient se procurer des armes : en Slovaquie, en particulier, ou dans les pays de la CEI. Ensuite, nous avons pu établir à l'échelle gouvernementale l'importation d'armes en provenance de la Biélorussie. (...). Les armes étaient d'origine russe et les ventes se faisaient par des intermédiaires. Au moment de l'escalade du conflit, on ne se souciait plus beaucoup de savoir par qui ces opérations étaient menées.<sup>905</sup>

---

<sup>904</sup> « Я тут, в Конго, с 1994 года, когда началась эпоха 'Большого хапка', в которой я не участвовал. Я работал ведущим пилотом-инспектором в Госавианадзоре Украины. У меня была шикарная зарплата в 40 американских убитых енота в месяц (40 долларов США). Прилетев проверить экипажи в Африке, получил предложение на работу с зарплатой в 100 раз больше. Трёх месяцев мне хватило, чтобы купить квартиру в Киеве. Когда человек едет куда-то за лучшей долей — это нормально. (...). У нас в Киншасе около 80% пилотов — из бывшего СССР. Многие здесь с семьями уже по десять лет. Дети говорят на русском, английском, французском. И ни в чём себе не отказывают ». Daria Pyl'nova, Dmitriy Chkrylev. [« Nashi gastarbaytery v Afrike »]. *Novaya Gazeta*. N° 26 (36) (12/07/2007). Disponible sur <<https://novyagazeta.ru/articles/2007/07/12/32721-nashi-gastarbaytery-v-afrike>>. Consulté le 20 novembre 2017.

<sup>905</sup> « В связи с эскалацией вооруженного конфликта мы нуждались в вооружениях и открыто обратились к правительству Ельцина по поводу закупок оружия, но эти двери оказались для нас заперты. Тогда появились персоналии из разных стран, имевшие возможность приобретать вооружения — в Словакии, в частности, или в странах СНГ. Затем мы уже на межгосударственном уровне наладили импорт оружия из Белоруссии. (...). Оружие было российского происхождения и покупалось через посредников — в момент

### 3. 1994 : Un tournant dans l'histoire de la politique russe en Afrique sous Eltsine

Malgré les tentatives du gouvernement russe de minimiser l'importance de l'Afrique dans sa politique extérieure, le départ de la Russie du continent affecta sérieusement sa santé économique et sa notoriété en tant que grande puissance. Malgré l'orientation pro-occidentale adoptée par le gouvernement eltsinien et le choix de l'intégration européenne, Moscou, dès 1994, commença à goûter aux dures lois du marché mondial. Les produits et l'entrepreneuriat russe peinaient à s'imposer sur le marché européen. Si durant la période soviétique l'URSS était un leader dans la vente des armes dans le tiers-monde, avec la dislocation de l'Union soviétique la nouvelle Russie post-soviétique, après avoir délaissé ses marchés traditionnels en matière d'armement, comme le Mozambique, l'Éthiopie et l'Angola, céda vite sa place à d'autres États de la CEI (Biélorussie, Ukraine), d'Asie (Chine, Japon) et à l'Occident (les États-Unis et les puissances européennes, dont la France, l'Angleterre et l'Allemagne).

Depuis la guerre froide, les pays du tiers-monde étaient réputés pour être les principaux importateurs d'armes et constituaient ainsi le plus grand marché de l'armement. En effet, 75% des armes achetées chaque année revenaient aux États du tiers-monde. Dans un rapport de 1990 sur le Développement humain, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) indique que les dépenses liées à l'importation des armes par les États en voie de développement, entre 1960 et 1987, passèrent de 1,1 milliards de dollars à 35 milliards de dollars.<sup>906</sup> Ainsi, les pertes engendrées par le départ de la Russie du marché de l'armement africain se firent rapidement ressentir. En 1992, le président Boris Eltsine mentionna dans une interview au journal *Izvestiya* l'importance de la vente des armes pour le maintien de l'économie russe : « (...) le commerce des armes pour nous aujourd'hui est aussi une nécessité vitale. Il est une source de devises, dont nous manquons cruellement aujourd'hui ; il est aussi l'une des raisons du maintien des secteurs de la défense militaire ».<sup>907</sup>

---

обострения боевых действий нас мало волновало, через кого проводились эти операции ». Aleksej Andreev. « Posol Angoly v Rossii Roberto Monteiro ». [L'Ambassadeur angolais en Russie, Roberto Monteiro]. *Novye Izvestiya* [en ligne] 10/11/2005. Article disponible sur <<https://newizv.ru/news/world/10-11-2005/34971-posol-angoly-v-rossii-robertu-monteiru>>. Consulté le 25 novembre 2017.

<sup>906</sup> [Olusegun Obasanjo]. *Hope for Africa: Selected Speeches of Olusegun Obasanjo*. Abeokuta: ALF Publications, 1993, pp. 37-38.

<sup>907</sup> « (...) торговля оружием для нас сегодня ещё и вынужденная необходимость. Это источник валюты, которой сегодня крайне не хватает, она также одно из условий поддержания оборонных отраслей ». Nikolay Burbyga. « Boris Yelstin : U Rossii net kakoy-to osoboy, taynoy politiki v yadernyx voprosakh ». [« Boris Elstine : La Russie n'a aucune politique secrète particulière dans la question du nucléaire »]. *Izvestiya*. N° 45 (23619) (22/02/1992): 1, 3. Version numérique disponible sur <[https://yeltsin.ru/uploads/upload/newspaper/1992/izv02\\_22\\_92/index.html](https://yeltsin.ru/uploads/upload/newspaper/1992/izv02_22_92/index.html)>. Consulté le 27 novembre 2017.

### 3.1. Face au déclin Moscou cherche des portes vers l'Afrique

Étant donné que le marché européen, vers lequel Moscou souhaitait se tourner pour le commerce des armes, était particulièrement saturé, le gouvernement eltsinien ne pouvait que constater amèrement les conséquences négatives de son retrait précipité d'Afrique. Si, en 1988, le commerce d'armes entre l'Union soviétique et le tiers-monde chiffrait 61 milliards de dollars, entre 1991 et 1995, les ventes passèrent de 28,6 milliards de dollars à 15,4 milliards de dollars.<sup>908</sup>

Durant l'été 1994, à Moscou, sous l'initiative du nouveau Premier Ministre russe, surnommé « le directeur rouge », Viktor Chernomyrdin, qui remplaça Iegor Gaïdar, le gouvernement russe organisa une réunion des ambassadeurs russes en Afrique. Au cours de cette rencontre, le Premier Ministre reconnut « qu'une suspension prolongée des relations avec l'Afrique était défavorable pour la Russie et ses intérêts ».<sup>909</sup> Concernant le phénomène de la vente des armes de fabrication russe en Afrique par l'intermédiaire de pays tiers, Chernomyrdin nota : « [Le] vide que nous avons laissé est activement comblé par d'autres pays, y compris ceux qui fabriquent des armes russes sous licence et dont la qualité est à mille lieues de celle qu'offrent nos fabricants ».<sup>910</sup> Pour le Premier Ministre russe, la Russie devait « se montrer plus [active] et plus efficace » sur le marché de l'armement en Afrique.<sup>911</sup>

Après la rencontre des ambassadeurs russes en Afrique, le ministère des Affaires étrangères lança à Moscou, en décembre 1994, un forum sur l'entrepreneuriat consacré au problème des relations économiques entre la Russie et l'Afrique. Pour la première fois depuis l'existence de la Fédération de Russie, le gouvernement de Boris Eltsine convoquait à Moscou un forum consacré à l'Afrique. Les principaux participants de cette rencontre étaient des universitaires africanistes russes, des membres du gouvernement, des entrepreneurs et des ambassadeurs africains. L'une des problématiques soulevées durant ce forum était la dette africaine à l'égard de la Russie post-soviétique, les programmes de remboursement et l'avenir des relations russo-africaines. Parmi les mesures présentées par la partie russe concernant le remboursement de la dette africaine se trouvait un programme intitulé *Les dettes pour le développement*.<sup>912</sup> Les chercheurs africanistes russes et certains économistes proposaient de

<sup>908</sup> Robert H. Donaldson, Joseph L. Noguee. *The Foreign Policy of Russia: Changing Systems, Enduring Interests*. 4<sup>e</sup> Edition. New York: M. E. Sharpe, 2009, p. 272.

<sup>909</sup> Susanne M. Birgeron, Alexander V. Kozhemiakin, Roger E. Kanet. « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest* (3 septembre 1996) 3 : 156.

<sup>910</sup> *Ibid.*

<sup>911</sup> *Ibid.*

<sup>912</sup> Ce programme fut mentionné la première fois en 1991, mais tomba vite dans les oubliettes.



faire de la dette africaine non une pomme de discorde dans l'évolution des relations russo-africaines, mais, au contraire, une opportunité pour restaurer les positions perdues de la Russie sur le marché africain. Dans une interview accordée par Aleksander Nekless, chercheur senior en études africaines à l'Institut d'Afrique et consultant en chef au sein du ministère des Relations économiques extérieures, au journal *Kommersant* :

Paradoxalement la dette de l'Afrique à la Russie (environ 19-20 milliards de dollars) pourrait jouer ici un rôle positif. Les chances réelles de récupérer ces fonds sont extrêmement faibles (...). Le processus de négociation sur cet ensemble de questions stimule en lui-même le maintien d'un certain minimum de coopération entre les deux. Dans le même temps, une utilisation plus large et plus complexe de la dette existante est possible pour maintenir la croissance de la position économique de la Russie, augmenter le volume de la coopération commerciale et l'investissement et créer un système de propriété russe en Afrique.<sup>913</sup>

Ainsi, les analystes russes suggéraient de convertir la dette africaine en futur investissement russe en Afrique. La dette des États africains devait être convertie en actions qui donneraient aux institutions et aux entrepreneurs russes le pouvoir d'investir et d'acheter les propriétés désirées en Afrique (devises, produits divers, immobilier). Dans ce but précis, il avait été proposé de mettre en place en Russie deux structures qui seraient chargées de la coordination des opérations : le consortium le Fonds pour l'Afrique (*Fond Afriki*) et la Banque africaine (*Afrikanskij bank*). Le consortium le Fonds pour l'Afrique devait se construire avec la participation de l'État et du capital privé russe et prendre en charge toute la procédure de transformation de la dette africaine en actions pour les entreprises « désireuses de mener des opérations dans les pays d'Afrique ». La Banque africaine, créée par le Fonds pour l'Afrique, devait interagir et collaborer avec des institutions et structures étrangères en Afrique dans le but d'accompagner les entreprises russes qui choisiraient d'investir dans l'économie des États africains. Le Fonds pour l'Afrique devait devenir cet organe stabilisateur et ce pont économique qui reliait l'économie russe et le marché africain :

---

<sup>913</sup> “Как ни парадоксально, положительную роль мог бы сыграть здесь африканский долг России (приблизительно 19-20 млрд. долларов). Реальные шансы на возврат этих средств чрезвычайно низки (...). Переговорный процесс по данному комплексу вопросов уже сам по себе стимулирует поддержание определённого минимума сотрудничества между регионами. Вместе с тем возможно более масштабное и комплексное использование имеющейся задолженности - для сохранения наращивания экономических позиций России, увеличения объёма товарооборота и инвестиционного сотрудничества, создания системы российской собственности в Африке.” Aleksandr Nekless. « Ne khodite, kreditory, v Afriku gulyat ». [« Vous, les créanciers, n'allez pas en Afrique »]. *Kommersant*. N° 236 (13 décembre 1994). Disponible sur <<http://www.kommersant.ru/doc/97598>>. Consulté le 18 novembre 2017.

La dette commerciale africaine à la Russie était estimée à 25 milliards de dollars, dont 14,3 milliards revenaient à l'Afrique subsaharienne. Voir Sénat français. *La présence de la France dans une Afrique convoitée*. Rapport d'information n° 104 fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, session ordinaire de 2013/2014, Paris, Présidence du sénat, octobre 2013, p. 170. Version numérique disponible sur <<http://www.senat.fr/rap/r13-104/r13-1041.pdf>>. Consulté le 18 novembre 2017.

De par son existence même le Fonds pour l'Afrique contribuerait à rassembler les diverses activités des entreprises et des organisations en Russie et en Afrique, à faire émerger les structures de conseil et d'information, à former un « lobby africain », à réanimer tout le secteur des relations bilatérales.<sup>914</sup>

L'année 1994 marqua un nouveau tournant dans l'histoire des relations russo-africaines. Cette année, l'Afrique du Sud vit l'arrivée au pouvoir d'un nouveau gouvernement dirigé par les membres de l'ANC sous la direction de Nelson Mandela. La victoire de la majorité noire, auparavant tant critiquée par le gouvernement russe, était une secousse pour la Russie. En effet, l'Afrique du Sud était parmi les plus importants partenaires stratégiques de la Russie sur le continent africain. Ce changement de gouvernement poussa la partie russe non seulement à reconsidérer sa politique envers l'ANC, mais surtout revoir radicalement ses positions en Afrique.

La perte du marché africain, la victoire de l'ANC, les difficultés rencontrées sur le chemin de l'intégration européenne commencèrent à diviser les cercles gouvernants du pays. L'opposition entre le bloc des « atlantistes libéraux pro-européens » et des « nationalistes conservateurs pro-russes » s'accrut vers le milieu des années 1990.<sup>915</sup> Les « nationalistes conservateurs » critiquaient l'orientation pro-européenne du gouvernement russe, promue par le bloc des « atlantistes libéraux ». En effet, ils considéraient que la Russie devait préserver son statut de grande puissance et éviter de devenir un État de « seconde zone ». La force de la Russie devait se manifester à travers le concept de la *derjavnost*<sup>916</sup>. La Russie, en qualité de grande puissance, devait maintenir son influence dans « l'étranger proche », autrement dit l'espace post-soviétique, et en Asie. Les échecs européens de Moscou contribuèrent à alimenter à l'intérieur du pays, au sein de l'élite gouvernante, une vague de nationalisme et de conservatisme. Dans un article publié dans le journal *Izvestiya*, le journaliste Pavel Golub citait les propos de l'analyste américain Elver Carlson concernant le regard des conservateurs russes sur l'aide de l'Occident à la Russie : « (...) Les conservateurs et les nationalistes qui critiquent

---

<sup>914</sup> « 'Фонд Африки', уже самим фактом своего существования, способствовал бы концентрации разрозненной деятельности фирм и организаций обоих регионов, появлению консультационных и информационных структур, формированию "африканского лобби", оживлению всего комплекса двусторонних отношений ». *Ibid.*

<sup>915</sup> Voir Jean-Christophe Romer. « La politique étrangère russe sous Boris Eltsine ». *AFRI*. Vol. II (2001) : 50. Disponible sur <<https://www.afri-ct.org/wp-content/uploads/2006/03/romer2001.pdf>>. Téléchargé le 11 juillet 2021.

<sup>916</sup> Le concept de « *derjavnost* » définit le pouvoir exercé par l'État sur toute la vie de la société, ce qui implique la notion d'un État fort et puissant où « l'État n'est pas un mécanisme destiné à servir la société, mais au contraire où la société doit servir l'État ». Voir Laurent Murawiec. *L'esprit des nations : cultures et géopolitique*. Paris : Les Éditions Odile Jacob, février 2002, p. 240.

Elt sine ont déclaré que le programme d'aide (occidental) lierait le gouvernement et placerait le pays sous un contrôle occidental strict ».<sup>917</sup>

Les « conservateurs » étaient perçus par le groupe des « atlantistes libéraux » russes comme un danger pour la démocratie. Ces derniers considéraient que les partisans du système communiste aspiraient à ramener le pays en arrière, dans les chaînes de l'ère totalitaire soviétique :

(...) L'exécutif, les réformes économiques et politiques de la Russie sont sérieusement menacées. Le sabotage de toutes les réformes russes par les anciens *partocrats* se dessine. (...). La plus grande menace est l'infiltration dans (...) les organes du gouvernement et surtout dans les syndicats des anciens activistes de la *nomenklatura* du Parti pour qui le retour vers le passé est l'unique moyen de survie dans ce monde.<sup>918</sup>

Dès le milieu des années 1990, l'écart entre les promesses et la réalité poussèrent le président russe, à la veille des élections, à revoir l'orientation politique du pays. Avant les élections présidentielles de 1996 (le 16 juin 1996), le ministre A. Kozyrev, un atlantiste convaincu, quitta son poste de ministre des affaires étrangères au sein du gouvernement et fut remplacé par Evgeniy Primakov, figure de la vieille école soviétique. Malgré les changements opérés au sein de l'appareil exécutif russe, marqué par le départ de certains ministres libéraux, le gouvernement eltsinien continuait à assurer l'Occident que la démission de Kozyrev n'affectait pas l'orientation pro-européenne du pays. Ainsi, le porte-parole du président Boris Eltsine, Sergeï Medvedev, déclara :

Les observateurs russes et occidentaux, les politiciens et les journalistes ne devraient pas voir la décision prise par Boris Eltsine aujourd'hui [libérer Kozyrev de sa fonction de Ministre] comme un geste menaçant, qui aurait pour objectif de modifier radicalement la politique à l'égard de l'Occident.<sup>919</sup>

<sup>917</sup> « (...) критикующие Ельцина консерваторы и националисты заявили, что пакет (западной) помощи свяжет правительство по рукам и поставит страну под жёсткий контроль со стороны Запада ». Pavel Golub, Aleksandr Shal'niev. « V Rossii vse budet v porjadke, zavavil G. Buch korrespondentu 'Izvestiy' ». [« 'Tout ira bien en Russie', déclare Bush »]. *Izvestiya*. N° 102 (23676) (29/04/1992) :1. Disponible en version numérique sur <[https://yeltsin.ru/uploads/upload/newspaper/1992/izv04\\_29\\_92/index.html](https://yeltsin.ru/uploads/upload/newspaper/1992/izv04_29_92/index.html)>. Consulté le 20 novembre 2017.

<sup>918</sup> « (...) государственность, экономические и политические реформы России находятся под серьёзной угрозой. Фиксируется саботаж всех российских реформ бывшими партократами. .... Самая главная опасность - в проникновении в (...) управленческие органы и особенно в профсоюзы бывших деятелей партноменклатуры, для которых возврат к старому - единственный способ выжить в этой жизни ». Ivan Elistratov. « Partokraty podnyali golovu, demokrati – toje ». [« Les partocrats ont relevé leurs têtes, les démocrates aussi »]. *Izvestiya*. N°45 (23619) (22/02/1992) : 2. Version numérique disponible sur <[https://yeltsin.ru/uploads/upload/newspaper/1992/izv02\\_22\\_92/index.html](https://yeltsin.ru/uploads/upload/newspaper/1992/izv02_22_92/index.html)>. Consulté le 23 novembre 2017.

<sup>919</sup> "Russian and Western observers, politicians and journalists should not view the decision Boris Yelstin made today as a threatening gesture aimed to drastically alter policy toward the West." Inga Saffron. "Kozyrev Out as Russian Foreign Minister. His Pro-Western Policies Had Fallen Out of Favor in Moscow. Yeltsin Had Indicated Waning Support." *Philly, Foreign Policy*, January 6, 1996. Version numérique disponible sur <[http://articles.philly.com/1996-01-06/news/25654087\\_1\\_kozyrev-russian-foreign-minister-foreign-policy](http://articles.philly.com/1996-01-06/news/25654087_1_kozyrev-russian-foreign-minister-foreign-policy)>. Consulté le 8 décembre 2017.

Avec l'arrivée de Primakov aux affaires étrangères, malgré les promesses de maintenir le cap vers l'Ouest, la Russie sur la scène internationale commença à aspirer de plus en plus à retrouver son statut de grande puissance et regagner son ancienne influence dans les régions délaissées par la diplomatie russe, en particulier en Afrique. Ce changement de priorités en matière de politique étrangère vers le milieu et la fin des années 1990 était non seulement causé par l'arrivée aux affaires de Primakov, un globaliste renommé de la vieille école soviétique qui soutenait l'idée d'une Russie grande et forte, mais aussi par la montée en force au sein de la *Douma* des partis conservateurs nationalistes. En mai 1996, un mois avant les élections présidentielles, le discours politique russe commença à changer. Si, au début des années 1990, le gouvernement eltsinien critiquait sans relâche la politique soviétique (le président Eltsine, lors de ses interventions à l'étranger, n'oubliait pas de rappeler fièrement que le communisme avait été vaincu en Russie), dès 1996, on constate une réévaluation et une reconsidération de l'héritage et du passé soviétiques. Dans un communiqué de la *Douma* adressé « Aux parlements et aux peuples des pays d'Afrique », daté du 24 mai 1996, la partie russe célébrait les acquis de l'URSS en Afrique :

Nous sommes fiers de la contribution de l'Union soviétique et de la Fédération de Russie à la libération de l'Afrique du joug colonial et du racisme, nous valorisons hautement l'utile expérience acquise durant la longue histoire de la coopération soviéto-africaine et russo-africaine.

À l'heure d'aujourd'hui, la Russie traverse des processus de développement difficiles, mais même dans ces conditions nous soutenons continuellement l'élargissement d'une collaboration mutuellement avantageuse, économiquement, scientifiquement et culturellement, avec tous les pays d'Afrique et nous sommes prêts à apporter notre contribution au renforcement de la sécurité sur le continent africain.<sup>920</sup>

En 1995, le gouvernement russe commença à rétablir des relations avec certains pays africains qui avaient été délaissés en 1992 par la puissance russe. En 1995, le gouvernement eltsinien envoya au Congo-Brazzaville une délégation sous la direction du secrétaire du Conseil de la sûreté de la Fédération de Russie, Oleg Lobov.<sup>921</sup> Mais c'est à partir de 1996 que Moscou

<sup>920</sup> « Мы гордимся вкладом Советского Союза и Российской Федерации в освобождение Африки от колониального гнета и расизма, высоко ценим полезный опыт, накопленный за длительную историю советско - африканского и российско-африканского сотрудничества.

На современном этапе Россия переживает сложные процессы развития, но и в этих условиях мы последовательно выступаем за расширение взаимовыгодного экономического, научного и культурного сотрудничества со всеми странами Африки и готовы вносить вклад в дело укрепления безопасности на Африканском континенте ». Gosudarstvennaja Duma Federal'nogo Sobranija Rossijskoj Federatsii, *Postanovlenie ob obrashchenii Gosudarstvennoj Dumy Federal'nogo Sobranija Rossijskoj Federatsii « K parlamentam i narodam stran Afriki »*, Moskva, 24/05/1996, *Elektronnyj fond pravovoj i normativno-tekhnicheskaj dokumentatsii*. Disponible sur <<http://docs.cntd.ru/document/9020404>>. Consulté le 15 octobre 2017.

<sup>921</sup> Tatyana L. Deitch, Evgeniy N. Korendjasov. *Rossiysko-afrikanskije otnoshenija v uslovijakh globalizatsii*. [Les relations russo-africaines dans le contexte de la mondialisation]. Moskva : Institut Afriki RAN, 2009, p. 55.

entreprit officiellement des pas vers la restauration de ses relations avec les pays africains, malgré la complexité de la conjoncture politique, économique et sociale.

Une autre mesure sur la voie du rétablissement des relations russo-africaines fut la réintroduction, en 1996, des programmes d'attribution des bourses russes aux étudiants et doctorants africains.<sup>922</sup> Au cours de cette année, une délégation de la *Douma* sous la direction d'A. N. Tchilingarov effectua une visite diplomatique au Mali.<sup>923</sup> En juin 1997, l'Institut d'Afrique organisa le premier Congrès des entrepreneurs russes et de l'Afrique de l'Est à Nairobi, au Kenya.<sup>924</sup> La même année, en juillet, une délégation commerciale kényane visita Moscou et Samara.

Dès 1997, les présidents africains commencèrent à se rendre en Russie, dont le premier fut l'égyptien Mohammed Hosni Moubarak.<sup>925</sup> En 1998, les présidents namibien, Sam Daniel Nujoma, et angolais, José Eduardo dos Santos, ainsi que le Vice-Président sud-africain Thabo Mbeki visitèrent également Moscou.<sup>926</sup> La même année, le ministre de la défense russe Igor Sergeev effectua une visite diplomatique en Angola, tandis que l'adjoint du ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Victor Possouvalioug, visita le Zimbabwe et l'Afrique du Sud. En 1999, le dirigeant sud-africain Nelson Mandela se rendit à son tour en Russie pour un séjour diplomatique.<sup>927</sup> Ces rencontres diplomatiques permirent à la Russie de signer une série d'accords pour l'instauration de relations culturelles, scientifiques et économiques avec ces États africains. En 1999, le Vice-Premier Ministre Yuriy Maslioukov et le Vice-Président du gouvernement russe, Ilya Klebanov, effectuèrent des visites officielles en Angola et en Éthiopie.<sup>928</sup> En juin de la même année, une délégation gouvernementale russe se rendit en Côte d'Ivoire. À la suite de cette rencontre, la Russie signa non seulement d'avantageux accords économiques, mais gagna un important partenaire stratégique à Abidjan. La Côte d'Ivoire appuya la candidature de la Russie à l'adhésion à la Banque africaine de développement (BAD), ce qui aurait permis à Moscou de participer aux projets menés par cette dernière.<sup>929</sup> Dans le cadre de cette tentative de rapprochement, la BAD organisa spécialement

---

Version numérique disponible en ligne sur <[http://www.inafran.ru/sites/default/files/page\\_file/rossiysko-afrikanskie\\_otnosheniya\\_v\\_usloviyah\\_globalizacii.pdf](http://www.inafran.ru/sites/default/files/page_file/rossiysko-afrikanskie_otnosheniya_v_usloviyah_globalizacii.pdf)>. Téléchargé le 20 octobre 2017.

<sup>922</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>923</sup> *Ibid.*

<sup>924</sup> *Ibid.*

<sup>925</sup> *Ibid.*

<sup>926</sup> *Ibid.*

<sup>927</sup> *Ibid.*

<sup>928</sup> *Ibid.*

<sup>929</sup> Malheureusement, faute de sources, je ne détiens aucune information sur la suite donnée à la candidature russe au sein de la BAD. Nous pouvons supposer que cette démarche d'adhésion n'aurait pas abouti, car la Russie ne compte pas parmi les membres non régionaux de l'organisation. Voir la liste des membres sur le site officiel de la

pour les entrepreneurs russes, en octobre 1999, des séjours d'affaires au Cameroun, en Côte d'Ivoire, au Mali et au Bénin, afin de renforcer les relations entre les deux régions.<sup>930</sup>

Dès 1998, la Russie commença à rétablir ses échanges culturels avec les pays africains comme, par exemple, l'organisation du Festival de la culture russe en Afrique, les tournées du Cirque de Moscou et des ensembles folkloriques russes.<sup>931</sup> Rien qu'au cours de l'année 1998, la Russie signa des accords avec douze pays africains et annula partiellement la dette de certains États comme l'Angola, chose qui était impensable au début des années 1990. Derrière l'idée de l'annulation de la dette africaine se cachait un lobby d'afrophiles russes. Ce groupe était composé d'influents hommes d'affaires russes, dont Ara Abramian, président du groupe Concord JSC, et le Dr. Adalet Djabiev, président du groupe Forte Bank. Contrairement aux africanistes russes et certains économistes qui voyaient dans la dette africaine une réelle perspective pour le développement des relations russo-africaines, le « lobby des afrophiles », au contraire, considérait que la dette était « la principale contrainte pour la 'normalisation' des relations commerciales entre les deux parties »<sup>932</sup>. Selon eux, la Russie devait annuler une partie de la dette aux pays d'Afrique les plus pauvres, et les dettes restantes devaient être restructurées.<sup>933</sup> La réactivation vers la fin des années 1990 de l'activité russe en Afrique, selon Evgeniy Primakov, « montrait que la période, durant laquelle on accordait moins d'attention à l'Afrique que ce que ce continent méritait, est révolue ».<sup>934</sup>

### 3.2. *Second mandat du président Boris Eltsine : Moscou renoue timidement avec l'Afrique*

La seconde moitié des années 1990 se caractérisa par une augmentation de l'activité économique de la Russie sur le continent africain. Entre 1995 et 1998, on constate une augmentation annuelle des échanges commerciaux entre les deux parties. En 1995, les échanges commerciaux entre la Russie et les pays africains représentaient 980 millions de dollars ; en

---

Banque africaine de développement : <<https://www.afdb.org/fr/about-us/corporate-information/members>>. Consulté le 13 décembre 2022.

<sup>930</sup> Parker Mushtak. "The Russians Are Coming: Here Come the Russians." *African Business* No 253 (April 1, 2000): 14.

<sup>931</sup> Tatyana L. Deitch, Evgeniy N. Korendyasov. *Rossiysko-afrikanskie otnosheniya v usloviyax globalizatsii*. Moskva : Institut Afriki RAN, 2009, p. 68.

<sup>932</sup> "(...) major constraints to the 'normalisation' of trade relations between the two regions." Parker Mushtak. "Here Come the Russians." *African Business*. Issue 253 (April 1, 2000): 14.

<sup>933</sup> *Ibid.*

<sup>934</sup> "свидетельство того, что преодолена полоса, когда Африке уделялось меньше внимания, чем этот континент того заслуживает." Andrey Polyakov, Aleksandr Timonin. « Evgeniy Primakov : Rossiya aktiviziruet afrikanskoe napravlenie vneshney politiki ». *ITAR-TASS* (04/1998). [« Evgeniy Primakov : La Russie active l'orientation africaine de sa politique extérieure »]. Disponible en ligne sur <[http://www.africana.ru/news/1999/04/98.04\\_Primakov.htm](http://www.africana.ru/news/1999/04/98.04_Primakov.htm)>. Consulté le 10 septembre 2017.

1996, ce chiffre avoisinait les 1 094 millions de dollars ; en 1997, il passa à 1 098 millions de dollars pour atteindre, en 1998, 1 408 millions de dollars.<sup>935</sup>

Afin d'attirer les investissements russes en Afrique, les États intéressés décidèrent de faciliter l'accès à leurs marchés au capital privé russe. Ainsi, entre 1995 et 1999, l'Afrique du Sud, le Kenya, le Nigéria, l'Égypte et l'Algérie organisèrent des forums d'affaires pour les entrepreneurs russes et africains<sup>936</sup>. En février 1999, la société Forte Bank, dont le président A. Djabiev, un afrophile convaincu, organisa un Forum d'affaire russo-africain à Moscou, à la suite duquel il fut décidé de créer une Chambre de commerce russo-africaine, ainsi qu'un Conseil de commerce et de coopération économique russo-africain. La même année, Forte Bank mit en place des relations bancaires avec seize États d'Afrique. La société d'Ara Abramian Concord JSC œuvrait, au même titre que Forte Bank, pour l'amélioration des relations russo-africaines et sponsorisa durant plusieurs années l'Association pour la coopération culturelle et entrepreneuriale avec l'Afrique.<sup>937</sup>

Vers la fin des années 1990, la Russie commença à prendre des mesures pour se libérer du patronage du géant du diamant sud-africain De Beers. Toutefois, malgré la décision du président Eltsine de prolonger le contrat de coopération avec la société sud-africaine qui avait été suspendu en 1995, en raison de la situation politique que traversait alors l'Afrique du Sud, vers la fin des années 1990, le géant du diamant russe ALROSA, qui possédait 32,8% des actions de la société minière angolaise Catoca, lança l'exploitation du quatrième plus grand gisement diamantifère du monde. Après avoir ouvert un bureau en Angola, ALROSA planifiait d'entrer en Namibie d'ici la fin des années 1990. À partir de 1996, une autre société russe, ITOMAK, spécialisée dans la production d'équipements industriels pour l'exploration et l'extraction de l'or, avait également intégré les marchés africains (Mozambique, Éthiopie, Afrique du Sud) et, en 1999, elle élargit le cercle de ses partenaires à d'autres pays africains.<sup>938</sup> Un autre géant de l'automobile russe, Avtovaz, se lança, en 1998, dans l'aventure africaine et intégra le marché ouest-africain, en ouvrant une représentation à Abidjan, en Côte d'Ivoire.<sup>939</sup>

<sup>935</sup> Vladimir Lopatov. "Is Russia in Need of Africa?". *African Studies in Russia 1998-2000*. Moscow: Institute for Africa RAN, 2002, pp. 49-50. Version numérique disponible sur <[http://www.inafran.ru/sites/default/files/page\\_file/african\\_studies\\_in\\_russia\\_1998-2000.pdf](http://www.inafran.ru/sites/default/files/page_file/african_studies_in_russia_1998-2000.pdf)>. Téléchargé le 25 octobre 2017.

<sup>936</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>937</sup> Parker Mushtak. "Here Come the Russians." *African Business*. Issue 253 (April 1, 2000): 8.

<sup>938</sup> Interview s Sergeyem I. Afanasenko. « 'ITOMAK' : Rost v novykh koordinatakh ». [« 'ITOMAK' : une croissance vers de nouvelles axes »]. *Zolotodobycha*. N° 158 (01/2012) : 16-20. Version numérique disponible sur <[http://www.itomak.com/upload/docs/zd-2012\(158\).pdf](http://www.itomak.com/upload/docs/zd-2012(158).pdf)>. Téléchargé le 19 octobre 2017.

<sup>939</sup> Parker Mushtak. "Here Come the Russians." *African Business*. Issue 253 (April 1, 2000). Disponible en ligne sur <<http://www.highbeam.com/doc/1G1-61561110.html>>. Consulté le 27 octobre 2017.

Les incessants conflits militaires en Afrique permirent à la Russie d'entamer son retour sur le marché africain des armes, vers la fin des années 1990. En 1998, onze sanglants conflits militaires secouaient le continent, ce qui joua en faveur de la Russie. Le gouvernement russe rétablit la vente des armes avec l'Angola qui continuait à lutter contre l'UNITA, l'Éthiopie, l'Érythrée et le Zimbabwe. Entre 1995 et 1999, la part russe du marché de l'armement en Afrique passa de 15,4 milliards de dollars à 20 milliards de dollars.<sup>940</sup>

Vers la fin des années 1990, les discours sur le retour de la Russie en Afrique devenaient de plus en plus fréquents. En 1999, lors de la célébration de la « Journée de l'Afrique » à Moscou, le nouveau chef de la diplomatie russe, Igor Ivanov, se référa au continent africain comme à « un vieil allié, sûr et prouvé par le temps », tandis que le président du comité du Conseil de la Fédération en matière de politique extérieure, Mikhaïl Margelov, à la question « est-ce que Moscou a besoin de l'Afrique aujourd'hui ? » confirma que « la Russie a de sérieuses raisons de revenir en ce moment précis en Afrique ».<sup>941</sup> Parmi ces « sérieuses raisons » qui poussaient le gouvernement eltsinien à retourner sur le continent africain, il y avait, bien entendu, les perspectives économiques. Selon les afrophiles russes, l'Afrique pouvait devenir un marché stratégique et prometteur, ce qui permettrait à la Russie de se rattraper des échecs essuyés sur le marché européen où ses produits et services peinaient à s'imposer. En effet, l'URSS laissa derrière elle en Afrique des équipements et une technologie soviétique, surtout militaires, qui, aujourd'hui, avaient besoin d'une maintenance et d'un entretien que seule la Russie pouvait effectuer. En 1990, les armées de certains États africains possédaient « 70% de chars, 50% d'avions militaires et 35% d'hélicoptères soviétiques ».<sup>942</sup> Ainsi, les équipements et la technologie soviétiques, comme le considérait Abramian, pouvaient accorder à la Russie un sérieux avantage sur les autres puissances :

Il est extrêmement difficile pour des produits finis et de haute technologie de trouver un bon ancrage sur le marché européen. Mais il y a des marchés ailleurs dans le monde, dans les pays du Sud, y compris les nations africaines, qui ont été des consommateurs

<sup>940</sup> Robert H. Donaldson, Joseph L. Noguee. *The Foreign Policy of Russia: Changing Systems, Enduring Interests*. 4<sup>e</sup> Edition. New York: M. E. Sharpe, 2009, p. 272.

<sup>941</sup> «Россия имеет веские причины вернуться именно сегодня в Африку.» О. Igbo Natufe. «Обзор российско-африканских отношений. Новие вызовы и новие возможности». [«Un aperçu des relations russo-africaines. Nouveaux défis et nouvelles opportunités»]. *The Russia Corporate World*. N°7 (08/2011). Version numérique disponible sur <<http://www.trcw.ru/articles/detail.php?ID=2790>>. Consulté le 22 septembre 2017.

<sup>942</sup> «К 1990 году армии африканских стран были оснащены советскими танками примерно на 70%, советскими боевыми самолетами — на 50%, советскими боевыми вертолетами — на 35%». Yuriy Kosov. «Sotrudnichestvo Rossii s Afrikoy nosit pragmaticheskiy kharakter, dazhe s nekotorym politicheskim raschiotom». [«La coopération de la Russie avec l'Afrique porte un caractère pragmatique et même un certain aspect politique»]. *Russkaya liniya* (27/06/2009). Disponible sur <<http://rusk.ru/newsdata.php?idar=183736>>. Consulté le 1 août 2017.



traditionnels des produits d'ingénierie mécanique. Les risques sont plus élevés sur les marchés africains, mais les profits sont plus grands.<sup>943</sup>

La sympathie des Africains pour l'héritière du pays des Soviétiques favorisait également le retour de la Russie en Afrique. Les anciens alliés soviétiques se souvenaient du rôle et de la contribution de l'URSS et attendaient avec joie le retour du camarade slave. Ainsi, en l'honneur de la célébration du quarantenaire des relations russo-ghanéennes en janvier 1998, le ministre des Affaires étrangères du Ghana, James Victor Gbeho, dans une lettre adressée à son homologue russe, Evgeniy Primakov, écrivait :

Le Ghana sera toujours reconnaissant pour l'amitié et le soutien inestimable que l'ancienne Union soviétique lui a offert (...) durant les premières années de l'indépendance du Ghana. (...) Ce soutien a permis au Ghana de mener une politique étrangère indépendante et dynamique (...) dans les affaires africaines où le leadership du Ghana donna une impulsion à la décolonisation de l'Afrique.<sup>944</sup>

Selon les analystes russes, la contribution soviétique à la décolonisation de l'Afrique pouvait devenir un point de départ dans la normalisation des relations russo-africaines. Dans une allocution faite par le président de l'Institut d'Afrique, devant le comité de la *Douma* en 1997, Alexeï Vassiliev affirmait, au sujet de la gestion des affaires internationales :

L'URSS a joué un rôle remarquable dans la décolonisation de l'Afrique, contribuant ainsi au progrès historique. Pour cette raison, la Russie, en tant que successeur de l'URSS dans l'arène internationale, a toujours un large « capital », quoiqu'en baisse, en forme de sympathie et de gratitude du côté des nations africaines. C'est une bonne base pour une coopération politique et économique plus poussée.<sup>945</sup>

Le besoin de la Russie de renouer ses contacts, vers la fin des années 1990, avec le continent africain était notamment motivé par la volonté de diversifier ses relations en dehors du registre « euro-atlantique ».

---

<sup>943</sup> "It is extremely difficult to gain a good foothold in the Western markets for finished and high-tech goods. But there are markets elsewhere in the world, in countries of the south including the African nations, which have been traditional consumers of Russia's mechanical engineering products. The risks are greater in the African markets, but the profits are higher." Parker Mushtak. "Here Come the Russians." *African Business*. Issue 253 (April 1, 2000): 13.

<sup>944</sup> "Ghana will always be appreciative of the friendship and the invaluable support which the former Soviet Union offered to her (...) in the early years of Ghana's Independence." (...).

"The support enabled Ghana to follow an independent and dynamic foreign policy (...) in African Affairs where Ghana's leadership provided the impetus for the decolonization of Africa." "Ghana, Russia Celebrate Forty Years of Diplomatic Ties." *GhanaWeb* [en ligne] January 16, 1998. Disponible sur <<http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/artikel.php?ID=3370>>. Consulté le 5 juillet 2017.

<sup>945</sup> "The USSR played an outstanding role in the decolonization of Africa, thereby contributing to historical progress. For this reason, Russia, as the successor to the USSR on the international stage, still has a large but diminishing amount of 'capital' in the form of sympathy and gratitude on the part of the African nations. This is a good base for further political and economic cooperation." Parker Mushtak. "Here Come the Russians." *African Business*. Issue 253 (April 1, 2000):14.

L'orientation pro-américaine et pro-européenne du gouvernement Eltsine durant les premières années de sa présidence s'attira non seulement les faveurs de l'Administration Bush, mais aussi celle de son successeur, le président démocrate Bill Clinton. En effet, pour l'Administration américaine, l'orientation démocratique et la libéralisation du marché russe répondaient avant tout aux intérêts géostratégiques et économiques des États-Unis. Ainsi, selon le conseiller du président Clinton en matière de sécurité nationale, Sandy Berger, les processus de démocratisation et de libéralisation annulaient la « menace » russe dans le monde et contribuaient à la prospérité de la société américaine :

Nous soutenons les réformes parce qu'une Russie démocratique, orientée vers le marché, est plus encline à poursuivre des objectifs qui sont compatibles avec les nôtres ; elle est plus encline à être un partenaire fiable qui respecte l'indépendance de ses voisins et qui vit en paix avec eux (...). Une Russie qui choisit de demeurer sur le cap des réformes est une Russie qui est plus encline à poursuivre la réduction de la menace nucléaire, collaborer avec nous pour promouvoir la paix dans le monde et créer de nouveaux marchés pour nos produits et des emplois pour les ouvriers américains.<sup>946</sup>

Néanmoins, vers la fin de la présidence eltsinienne, les relations entre la Russie et les États-Unis commencèrent à se refroidir. L'élargissement de l'OTAN vers l'Est (une politique jugée par le gouvernement russe illégitime et menaçante pour son influence traditionnelle dans l'espace post-soviétique), ainsi que le bombardement par les forces de l'OTAN de la Serbie durant la guerre du Kosovo, le 24 mars 1999, suscitaient le mécontentement de la partie russe qui voyait dans les agissements de la puissance américaine une grave violation des accords conclus et une tentative d'instaurer son hégémonie mondiale. Vers la fin de sa présidence, Boris Eltsine critiquait farouchement la politique extérieure des États-Unis. Lors d'une rencontre officielle avec Nelson Mandela et le Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan, le 29 avril 1999, le dirigeant russe déclara :

Mon ami [Mandela] est également contre un monde unipolaire, de sorte qu'un État dicterait sa volonté au monde entier. Nous interagissons étroitement dans toutes les affaires internationales, ensemble nous défendrons un monde multipolaire, contre le diktat de la force, peu importe d'où elle vient. (...). Les enjeux sont désormais très importants non seulement pour les Balkans et l'Europe, mais pour le monde entier. Soit l'ordre public international sera rétabli, soit le monde sera gouverné par le chaos.<sup>947</sup>

---

<sup>946</sup> "We support reform because a democratic, market-oriented Russia is more likely to pursue goals that are compatible with our own; it is more likely to be a reliable partner and to respect the independence of its neighbors and live in peace with them (...). A Russia that chooses to stay on the course of reform is one that will be more likely to continue to reduce the nuclear threat, to work with us to promote peace around the world, and to create new markets for our products and jobs for American workers." Samuel (Sandy) R. Berger. "Challenges Approaching the Twenty-first Century." In Robert L. Hutchings (ed.). *At the End of the American Century: America's Role in the Post-Cold War World*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1998, p. 188.

<sup>947</sup> « Мой друг тоже против однополярного мира, чтобы одно государство диктовало бы волю всему земному шару. Мы будем плотно взаимодействовать во всех международных делах, вместе выступать за

La menace de l'hégémonie américaine poussa le gouvernement eltsinien, surtout avec l'arrivée aux affaires du nouveau Premier Ministre Vladimir Poutine en août 1999, à privilégier un rapprochement stratégique avec la Chine et l'Inde pour tenter de former avec ces pays un bloc informel dans la pensée de contrer l'avancée agressive des États-Unis.<sup>948</sup>

Malgré l'apparition d'une lueur d'espoir dans le rétablissement des relations russo-africaines vers la fin des années 1990, la Russie restait largement sous-représentée en Afrique. Selon l'ancien adjoint de Sergueï Choïgou, responsable du ministère russe des Situations d'urgence (L'EMERCOM) sous la présidence de Boris Eltsine : « nous sommes la seule structure gouvernementale qui représente la Russie en Afrique ».<sup>949</sup> En effet, l'EMERCOM était le seul organisme qui intervenait officiellement au nom de l'État russe sur le continent africain dans les grandes crises. Entre 1994 et 1999, l'EMERCOM effectua plusieurs interventions humanitaires d'évacuation en Afrique centrale et australe (Tanzanie, Rwanda, Ouganda, Burundi, République du Congo) et signa, en 1999, un accord avec le gouvernement rwandais pour la création d'un centre de sauvetage humanitaire à Kavumu, une première sur le continent africain. La mise en place de cette première base africaine qui devait former des techniciens pour convois humanitaires s'effectua avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).<sup>950</sup> L'absence prolongée de la Russie en Afrique contribua notamment à ce que « la part du continent dans les importations russes passa de 2,5% en 1986 à 0,4% en 2001 ».<sup>951</sup>

Ainsi, on distingue deux phases dans la politique africaine de la Russie dans les années 1990. La première correspond au premier mandat du président Boris Eltsine et se caractérise par une forte influence d'une élite libérale pro-américaine et pro-européenne et s'inscrit dans la continuité de la politique de retrait, héritée du gouvernement gorbatchévien. La seconde phase

---

многополярный мир, против диктата силы, откуда бы он ни исходил ». (...) « Ставки сейчас очень высоки не только для Балкан и Европы, но и для всего мира. Либо будут восстановлены международная законность и правопорядок, либо миром будет править беспредел ». Discours adressé au Secrétaire général des Nations Unies Kofi Annan en avril 1999. Vassiliy Mikhaylov. « Eltsin prinyal Mandelu i Annana i pogovoril s nimi o Yugoslavii ». [« Eltsine rencontre Mandela et Annan. Ils ont échangé sur la Yougoslavie »]. *Kommersant*. N° 074 (30/04/1999): 3.

<sup>948</sup> Lance Selfa. "U.S. Imperialism After Kosovo." *International Socialist Review*. (Fall 1999) : 19.

<sup>949</sup> « (...) мы же единственная государственная структура, которая представляет Россию в Африке ». Evgeniy Krutikov. « Rossiya vozvrashchaetsya v Afriku za svoimi den'gami ». [« La Russie revient en Afrique pour son argent »]. *Vzglyad* [en ligne] 16/01/2015. Disponible sur <<http://vz.ru/politics/2015/1/16/724737.html>>. Consulté le 6 décembre 2017.

EMERCOM : en anglais « Emergency Control Ministry », en français : « Ministère des Situations d'Urgence » ; en russe « Ministerstvo po tchrezvychnym situatsiyam ».

<sup>950</sup> Mikhaïl Lebedev. « Les retrouvailles russo-africaines ». *Géopolitique africaine*. N°6 (mai 2002) : 111.

<sup>951</sup> Sénat français. *La présence de la France dans une Afrique convoitée*. Rapport d'information n° 104 fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, session ordinaire de 2013/2014, Paris, Présidence du sénat, octobre 2013, p. 171. Disponible en ligne sur <<http://www.senat.fr/rap/r13-104/r13-1041.pdf>>. Consulté le 15 novembre 2017.

est une résultante du changement de l'orientation politique qui s'opère au cours du second mandat du président Eltsine. Deux raisons majeures provoquent le réajustement de la politique internationale russe vers la fin des années 1990 et son repositionnement dans les affaires africaines : premièrement, le remplacement de l'élite gouvernante libérale pro-américaine par une élite à l'idéologie plus conservatrice et nationaliste, et, deuxièmement, la désillusion américaine de la Russie et son éloignement progressif des États-Unis.

#### **4. La « pérestroïka africaine » et la politique des États-Unis en Afrique subsaharienne dans les années 1990 : l'Administration du président Bush père**

Les années 1990 marquèrent un tournant non seulement dans l'histoire de l'Union soviétique, mais dans tout le système des relations internationales. Après l'URSS, l'Afrique entama sa marche vers le changement. Avec la fin de la guerre froide et la disparition de la confrontation entre l'Ouest et l'Est, les pays africains entrèrent dans une nouvelle conjoncture politique et économique. Les années 1990 peuvent être considérées comme l'ère de la pérestroïka africaine. L'Afrique oubliait les anciennes rivalités idéologiques pour s'ouvrir au marché mondial et aux nouveaux partenaires stratégiques.

La nouvelle conjoncture économique et l'attrance des anciennes républiques soviétiques pour les idéaux démocratiques éveillèrent les consciences et suscitèrent de nouvelles aspirations au sein des peuples africains. Un sondage mené en janvier 1990 par la revue panafricaine basée à Londres, *New African*, montrait que « 79% des personnes interrogées en Afrique étaient favorables à des systèmes politiques compétitifs et multipartites. En Sierra Leone, en 1991, 60% des votants ont soutenu la tenue d'un référendum pour des élections libres ».<sup>952</sup> Le régime du parti unique peu à peu, sous les pressions des populations africaines et l'insistance du monde occidental libre, cédait la place au multipartisme.

Au début des années 1990, l'Occident exhortait les États d'Afrique à s'engager sur la voie de la démocratie et la bonne gouvernance. Tout refus pouvait avoir une influence négative sur le futur développement économique des pays africains. Ainsi, selon le ministre français de la Coopération et du Développement de François Mitterrand, Jacques Pelletier :

Il n'y a pas de démocratie sans développement, mais il n'y a pas non plus de vrai développement sans démocratie (...). En restant à l'écart de la révolution démocratique

---

<sup>952</sup> "A mail survey done by the London-based *New African* in January 1990 found that 79 percent of respondents in Africa favored competitive multiparty political systems. And in 1991 60 percent of voters in Sierra Leone approved a referendum on competitive electoral politics." Michael Chege. "Remembering Africa." *Foreign Affairs* Vol. 71. No. 1 (1991): 161.

l'Afrique se condamnerait elle-même à rester à l'écart de la révolution économique, c'est-à-dire de l'établissement d'une croissance durable.<sup>953</sup>

Dans un contexte de révolutions démocratiques à l'Est, les rapports entre l'Occident et les États africains devenaient de plus en plus exigeants et conditionnés. Avec l'apparition de nouveaux marchés stratégiques à l'Est, les partenaires européens ne voulaient plus se limiter au simple rôle « d'États donateurs ». Dorénavant, l'Occident voulait prétendre au statut d'accompagnateur des pays africains sur le chemin de la démocratie et de la bonne gouvernance. Au début des années 1990, l'Afrique fut officiellement appelée à quitter les rangs des États assistés pour devenir le forgeron de sa propre destinée démocratique. Le 5 janvier 1990, le ministre Jacques Pelletier affirma dans une allocution que l'Occident ne voulait plus financer indéfiniment des projets de développement inachevés des pays africains et prévoyait de réduire l'aide accordée :

L'assainissement financier, la lutte contre la corruption à tous les niveaux, la rénovation économique, la construction d'États de droit, ne dépendent pas de l'aide extérieure et *a fortiori* de notre responsabilité de partenaire. Notre aide peut accompagner ces réformes, elle ne peut les réaliser.<sup>954</sup>

Ce nouveau positionnement fut confirmé quelques mois plus tard par le président français François Mitterrand qui, lors de la tenue du XVI<sup>e</sup> Sommet des chefs d'États d'Afrique et de France à La Baule, en juin 1990, avait déclaré concernant le processus démocratique en Afrique : « [La] France liera tout son effort de contribution aux efforts qui seront accomplis pour aller vers plus de libertés »<sup>955</sup>. Toutefois, ce retournement brusque de la politique occidentale envers l'Afrique et ce soudain élan pro-démocratique étaient avant tout dictés par des intérêts purement économiques. L'Europe exigeait un retour sur investissement. En effet, le marché africain s'avérait être, au fil des années, peu rentable pour les investisseurs étrangers. Ainsi, dans les années 1980, le taux de rendement par unité d'investissement (ou le retour sur investissement, RSI) en Afrique subsaharienne était de 2,5%, contre 23% en Asie du Sud.<sup>956</sup>

<sup>953</sup> Abdoulaye Niandou Souley. « L'Afrique subsaharienne sous les 'injonctions occidentales' ». *Le Courrier* N° 171 (septembre-octobre 1998) : 48.

<sup>954</sup> Têtêvi Godwin Tété Adjalogo. « Démocratie internationale et unité africaine des peuples ». *Letogolais* [en ligne] 2 juin 2006. Disponible en ligne sur <<http://www.letogolais.com/article.html?nid=2651>>. Consulté le 5 décembre 2017.

<sup>955</sup> Abdoulaye Niandou Souley. « L'Afrique subsaharienne sous les 'injonctions occidentales' ». *Le Courrier* N° 171 (septembre-octobre 1998) : 48.

<sup>956</sup> "The rate of return per unit investment in Sub-Saharan Africa was 2.5 percent in the 1980s, compared to 23 percent in South Asia." Michael Chege. "Remembering Africa." *Foreign Affairs*. Vol. 71. No. 1 (1991): 158. Source primaire non retrouvée.

#### 4.1. *Le malaise africain face au désintérêt européen*

L'espace post-soviétique émergent séduisait les partenaires occidentaux par sa nouveauté et sa proximité géographique, contrairement à l'imprévisible et trouble marché africain. Le Général Olusegun Obasanjo, président du Nigéria, pour souligner l'attractivité des États de l'Est aux yeux des partenaires occidentaux, déclara, en 1991, dans une allocution sur le rôle et la place de l'Afrique dans le nouveau système mondial :

La dislocation de l'Europe de l'Est en tant que bloc socialiste et la transformation politique radicale qui s'en est logiquement suivie a attiré l'attention et l'intérêt économique de l'Occident et a ouvert la voie aux opportunités d'investissement massif dans ces pays, apparemment au détriment des pays d'Afrique les plus pauvres et les plus nécessiteux. Il est vrai que les pays de l'Europe de l'Est offrent à l'Occident un meilleur environnement plus propice aux investissements que l'Afrique, en termes d'infrastructures, de proximité, d'affinités culturelles, ect. Il est également vrai que ces pays ont mis en avant une série de mesures incitatives pour attirer les investisseurs étrangers que les États africains ne peuvent offrir. D'autre part, d'un point de vue des sympathies politiques et des intérêts européens, ce flux massif de ressources de l'Occident pourrait être justifié sur la base du besoin de secourir l'Europe de l'Est de la domination communiste.<sup>957</sup>

Malgré les nouvelles opportunités qui s'ouvraient aux États africains, la dissolution de l'Union soviétique au début des années 1990 suscitait des sentiments très controversés. D'une part, la déception et le mécontentement, car les pays africains adeptes du système socialiste perdaient un allié fiable, et, d'autre part, l'inquiétude de voir l'allié d'hier devenir un potentiel rival, capable de capter les financements et investissements occidentaux.<sup>958</sup> L'inquiétude africaine, engendrée par la disparition de l'URSS et l'apparition de nouveaux États indépendants à l'Est, se manifesta lors de la tenue de la quatrième Convention de Lomé en 1990. « Lomé IV », qui se déroula dans une atmosphère tendue, faillit mettre à mal la signature des accords commerciaux entre la Communauté économique européenne (CEE) et les États de la zone Afrique-Caraïbe-Pacifique (ACP), comme le décrit Jean-Marc Kalflèche, journaliste

---

<sup>957</sup> "The dissolution of Eastern Europe as a socialist bloc and the attendant radical political transformation that followed has attracted the attention and the economic interest of the West and has opened the way for massive investment opportunities in those countries, seemingly at the expense of the poorer and more needy countries of Africa. It is true that Eastern European countries provide a better and a more conducive investment environment for the West than Africa, in terms of infrastructure, proximity, cultural affinity, ect. It is equally true that these countries have put forward a host of incentives to attract foreign investors, the type of which African states are not in a position to offer. Besides, from the point of view of political sympathy and self-interest, massive resource flow from the West could be justified on the grounds of the need to rescue Eastern Europe from communist domination." [Olusegun Obasanjo]. *Hope for Africa: selected speeches of Olusegun Obasanjo*. Abeokuta: ALF Publications, 1993, p. 53.

<sup>958</sup> Nous faisons ici référence à la Russie et aux ex-républiques soviétiques.

africaniste français, dans l'article « L'aiguillon Gorbatchev » paru dans la revue *Géopolitique africaine* en mars 1990 :

La nouvelle convention de Lomé a été « bouclée », signée, mais dans un climat de morosité et de frustration qui n'était pas de bon augure.

Les opportunités bien réelles offertes par le nouvel instrument de la coopération eurafricaine occupaient infiniment moins les esprits que les feux d'artifice de la liberté tirés à l'Est. Quelques-uns des signataires européens paraissaient à la limite se demander ce qu'ils faisaient là, enchaînés par la force d'une négociation difficile, pour la plupart dès avant la transformation radicale, mais très incertaine dans ses conséquences du paysage politique dans la majorité des pays du « glacis » soviétique.

Nombre de leurs vis-à-vis africains ressentaient si bien cette indifférence agacée qu'ils se laissaient aller à exprimer leurs douloureux pressentiments : ils furent assez froidement reçus.<sup>959</sup>

Les conséquences du désintérêt et du détachement de l'Occident à l'égard de la cause africaine furent notamment énoncées par le président nigérian, le Général Olusegun Obasanjo. En effet, cette attention portée à l'égard de l'Est se manifestait par une nette augmentation des aides au développement octroyées par l'Europe et une vague d'investissements. Ainsi, l'aide au développement prévue pour les États de l'Est par les membres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) dépassait considérablement celle accordée aux pays du tiers-monde, principalement africains. Vers la fin des années 1980, l'Afrique percevait une aide annuelle de 35 milliards de dollars de l'OCDE. Dès novembre 1992, les 24 États membres de l'organisation s'engagèrent à octroyer 45 milliards de dollars aux États de l'Europe de l'Est.<sup>960</sup> En ce qui concernait les investissements directs étrangers en Afrique, ils avaient chuté en sept ans de 2,4 milliards de dollars américain, en 1982, pour atteindre 800-900 millions de dollars entre 1987-1989.<sup>961</sup> Entre 1979 et 1989, les sociétés multinationales anglaises procédèrent au retrait de 31% de leurs investissements en Afrique subsaharienne.<sup>962</sup>

<sup>959</sup> Jean-Marc Kalfleche. « L'aiguillon Gorbatchev ». *Géopolitique africaine* (Mars 1990) : 7.

<sup>960</sup> Tim Wall. « L'Afrique face à la disparition de l'URSS ». *Futuribles* (octobre 1992) : 40.

Pour la présidente de l'Institut afro-américain, Vivian Lowery Derryck, l'intérêt porté aux États indépendants de l'Est était, d'une certaine manière, une tragédie, car il détournait les regards des problématiques du continent africain:

« Avec la fin de la guerre froide et les États-Unis comme seule superpuissance, les États-Unis sont de plus en plus sollicités pour aider l'Union soviétique et l'Europe de l'Est. (...) [À certains égards, il n'y a] aucune valeur stratégique pour l'Afrique, et pour ceux d'entre nous qui se soucient de l'Afrique, c'est une tragédie". Version d'origine en anglais: "With the end of the Cold War and the United States as the only superpower, there are larger demands on the United States to aid the Soviet Union and Eastern Europe. (...) [In some ways there is] no strategic value to Africa, and for those of us who care about Africa, this is a tragedy." Voir Cornelius F. Foote Jr. "Will U.S. Africa Policy Change?". *Black Enterprise*. Vol. 22. No. 9 (April 1992): 29.

<sup>961</sup> [Olusegun Obasanjo,] *Hope for Africa: Selected Speeches of Olusegun Obasanjo*, Abeokuta: ALF Publications, 1993, p. 54.

<sup>962</sup> Michael Chege. "Remembering Africa." *Foreign Affairs*. Vol. 71. No. 1 (1991): 157.

Le rapprochement « Ouest-Est » favorisait, selon le Général Obasanjo, l'émergence d'un eurocentrisme et d'une Europe intégrée, forte, tournée vers l'Est, au détriment des États de la zone ACP, ce qui entravait les accords de Lomé IV. Ainsi, malgré les acquis de Lomé IV, l'Occident en pratique privilégiait les marchés et les produits de l'Est :

Même maintenant les États de l'ACP sont confrontés à la baisse des possibilités commerciales, ce qui est un résultat des préférences spéciales offertes à des produits des États de l'Europe de l'Est en violation de toutes les préférences qui avaient été gagnées dans le cadre des accords de Lomé entre la Communauté européenne et les pays de l'ACP.<sup>963</sup>

La nouvelle politique européenne adoptée à l'égard des anciennes républiques soviétiques contribuait notamment à l'isolement médiatique et économique de l'Afrique noire, ce qui sur le long terme excluait les États africains de la liste des grandes priorités et des enjeux du nouveau système mondial :

(...) l'environnement économique international, qui jusque-là n'a pas été favorablement disposé à l'égard des initiatives africaines dans le développement et la survie, n'a pas changé, même avec l'euphorie d'un nouvel ordre mondial. En fait, il semble que les pays africains se trouvent eux-mêmes poussés de plus en plus par l'évolution des événements mondiaux vers la périphérie.<sup>964</sup>

Dans un article paru dans la revue *Foreign Affairs*, en février 1992, intitulé "Remembering Africa", le professeur Michael Chege, homme politique kényan et responsable du programme « Gouvernance et Affaires internationales » pour la Fondation Ford au Zimbabwe, affirmait que l'isolement médiatique de l'Afrique au début des années 1990 contribuait à nourrir et accentuer la mauvaise image du continent aux yeux du reste du monde :

Avant la crise du Golfe persique, la couverture médiatique des affaires internationales était dominée par les événements dramatiques qu'étaient les révolutions démocratiques en Europe de l'Est et la dislocation de l'empire soviétique, l'évolution progressive de l'Europe unie de 1992, le déploiement de la puissance économique du Japon et des États du pourtour du Pacifique et même l'émergence de nouvelles démocraties en Amérique latine. L'Afrique a été abandonnée à tous les égards. Pour la majeure partie du monde, l'Afrique n'était plus qu'une source indéfectible de mauvaises nouvelles : famine, dictature et effondrement économique ; flagrante violation des droits de l'Homme et des carnages sauvages causés par des seigneurs de guerres sans pitié ; une région où des autocrates éhontés resserraient encore les vis de leurs despotismes, tandis que leurs

---

<sup>963</sup> "Even right now, the ACP countries face declining trade possibilities as a result of ad-hoc preferences granted to products from Eastern European countries irrespective of any preferences that may have been accomplished in the context of the Lome agreements between the European Community and ACP countries." [Olusegun Obasanjo]. *Hope for Africa: selected speeches of Olusegun Obasanjo*. Abeokuta: ALF Publications, 1993, p. 55.

<sup>964</sup> "[The] international economic environment which has hitherto not been favourably disposed towards African initiatives at development and survival has not changed, even with the euphoria of a new world order. In fact, it appears that African countries are finding themselves pushed more and more by evolving world events to the periphery." *Ibid.*, p. 56.



homologues dans le reste du monde étaient chassés des palais présidentiels par des révoltes populaires.<sup>965</sup>

Ainsi, les relations eurafricaines du début des années 1990 étaient marquées, du côté européen, par un fort sentiment de lassitude et un faible engouement, et, du côté africain, par une frustration causée par un sentiment d'oubli et d'abandon. Jean-Marc Kalflèche mentionne « l'enracinement en Europe d'un afro-pessimisme désormais volontiers affiché, voire agressif (...) »<sup>966</sup>. Cet afro-pessimisme « affiché » et « agressif » était causé avant tout par l'image négative que le continent noir renvoyait aux pays développés : un continent en retard, victime de ses conflits et incapable d'apporter de solides garanties. Selon Olusegun Obasanjo, l'Afrique des années 1990 devenait « le tiers-monde du tiers-monde »<sup>967</sup>. Ce nouvel élan démocratique en Afrique était pour l'Europe aussi une manière de réorienter les principaux programmes et financements d'aide vers les marchés de l'Est, jugés plus attractifs.

Face à l'indifférence apparente des Occidentaux, le 3 juin 1991, à Abuja, au Nigéria, les États membres de l'Organisation de l'Unité Africaine adoptèrent un traité, instituant la Communauté Économique Africaine (CEA), le Traité d'Abuja, qui avait pour objectif majeur d'instaurer un marché commun africain à l'échelle continentale. Autrement dit, ce traité marquait une étape décisive en matière d'intégration régionale au sein du continent. Face aux régulières menaces de suspension et de réduction des crédits et des aides, brandies par la Communauté européenne, notamment la France, et l'apparition d'une concurrence à l'Est, les États africains réalisaient l'importance et l'urgence de s'adapter aux nouvelles exigences du marché et s'ouvrir aux nouveaux partenaires économiques. Dans cette nouvelle ère, la majorité des États africains voulaient voir dans les États-Unis d'Amérique un partenaire économique et un allié stratégique.

---

<sup>965</sup> "Until the Persian Gulf crisis media coverage of world affairs was dominated by the drama of the democratic revolutions in Eastern Europe and the dissolution of the soviet empire, the slow evolution of 1992's united Europe, the unfolding economic power of Japan and the Pacific Rim and even the emergence of new democracies in Latin America. Africa was for all purposes dropped from the cast. For much of the world Africa remained little more than an unfailing source of bad news: famine, dictatorship and economic collapse; blatant violations of human rights and gross carnage wreaked by merciless warlords; a region where unashamed autocrats still tightened the screws of their despotism while their counterparts around the globe were being hounded out of presidential palaces by popular revolts." Michael Chege. "Remembering Africa." *Foreign Affairs*. Vol. 71. No 1 (1991) : 159.

<sup>966</sup> Jean-Marc Kalflèche. « L'aiguillon Gorbatchev ». *Géopolitique africaine* (Mars 1990) : 9.

<sup>967</sup> [Olusegun Obasanjo]. *Hope for Africa: selected speeches of Olusegun Obasanjo*. Abeokuta: ALF Publications, 1993, p. 56.

4.2. *De la lutte contre le communisme à la victoire du libéralisme et de la démocratie : l'Administration de George H. W. Bush et l'Afrique ou l'exclusivité du leadership américain pour la paix et la sécurité dans le monde*

La fin de la guerre froide permit aux États-Unis de redécouvrir sous un nouveau jour le continent africain. Plus tard, le président Bill Clinton reconnut l'ampleur de la méconnaissance des réalités africaines par les précédentes Administrations américaines :

Quand je suis devenu président, il m'a semblé que notre pays n'avait pas de politique vis-à-vis de l'Afrique - que nous avions des politiques à l'égard de pays spécifiques et très souvent nous essayions de faire ce qu'il fallait. Nous avions une politique envers l'Afrique du Sud qui avait fait l'objet de beaucoup de divisions et qui avait ensuite fait l'objet d'une grande unité après les élections. Mais il m'est apparu que nous souffrions vraiment d'avoir accordé une attention insuffisante à l'ensemble du continent, ainsi qu'à diverses régions et à certains pays, à des problèmes spécifiques et à de grandes promesses.<sup>968</sup>

Si durant la guerre froide la politique africaine des États-Unis était principalement une réponse de Washington aux actions de Moscou, la disparition de l'URSS poussa le gouvernement américain à revoir radicalement ses positions sur le continent. L'Administration du président George H. W. Bush se retrouva à la croisée des chemins dans la gestion du dossier africain. D'une part, la nouvelle Administration républicaine hérita de la politique de Reagan, d'autre part, il devenait impératif d'élaborer une nouvelle stratégie africaine en cette période de transition et de transformation.

La politique du président Bush pourrait être décrite comme une politique transitoire. Selon le professeur John Dumbrell de l'Université anglaise de Durham, chercheur en politique et histoire américaine : « la stratégie des débuts de Bush était un mélange entre l'affirmation de l'héritage de Reagan et une prise de distance avec l'ancien ordre mondial fondé sur l'opposition Est et Ouest »<sup>969</sup>. Certains africanistes américains, tels que le professeur Michael Clough, voyaient dans les années 1990 une ère d'opportunités pour construire de nouvelles relations solides entre les États-Unis et le continent africain : « Avec la fin de la guerre froide, les États-Unis sont enfin libres de développer une nouvelle relation avec l'Afrique ». <sup>970</sup> Il considérait

<sup>968</sup> "When I became President, it seemed to me that our country really didn't have a policy toward Africa – that we had policies toward specific countries and very often we tried to do the right thing. We did have a policy toward South Africa that had been the subject of much division and then was the subject of a lot of unity after the election. But it occurred to me that we were really suffering from having paid insufficient attention to the entire continent as well as to various regions and specific countries and specific problems and certain great promise." *Public Papers of the Presidents of the United States: William J. Clinton*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1994, p. 1150.

<sup>969</sup> "Bush's early strategy was a combination of affirming Reagan's legacy and distancing from the Old world order of East versus West politics." Adewale Banjo. "U.S. Development Diplomacy in Africa: From Bill Clinton to George W. Bush." *African Journal of Political Science and International Relations*. Vol. 4(4) (April 2010): 141.

<sup>970</sup> "With the end of the Cold War, the United States is free at last to develop a new relationship with Africa." Le professeur Michael Clough spécialiste des études africaines et de la politique américaine en Afrique. Durant les

notamment que l'État américain devait devenir, durant cette période de transition, un acteur majeur sur le continent africain.

Les raisons principales qui devaient motiver l'activisme américain en Afrique étaient les suivantes. Premièrement, le contrôle des facteurs d'instabilités dans le tiers-monde. Selon le professeur Clough, les États-Unis devaient suivre attentivement les événements qui se déroulaient dans le tiers-monde et y maintenir un cadre de paix car l'insécurité dans cette zone aurait des répercussions directes sur les intérêts américains dans le monde. Deuxièmement, la sécurité collective. En tant qu'État qui proclame son attachement aux valeurs universelles de paix et de sécurité, il était de la responsabilité des États-Unis de véhiculer et d'étendre ces principes dans le monde entier afin d'assurer la sécurité de tous, ce qui fut réaffirmé par le président Bush : « Nous sommes la seule nation sur cette terre qui peut assembler les forces de la paix ».<sup>971</sup> Troisièmement, la promotion de la démocratie. La dissolution de l'empire soviétique annonçait la victoire de la démocratie sur la dictature et le totalitarisme. Le gouvernement américain de la nouvelle ère devait continuer « d'aider à promouvoir et sécuriser la démocratie dans le monde entier », surtout dans le tiers-monde.<sup>972</sup> Enfin, l'interaction et l'interdépendance du Nord (le monde développé, incarné par l'Occident et l'Amérique) et du Sud (le tiers-monde). Les États-Unis devaient donc contribuer à la sécurité et la prospérité économique du tiers-monde pour préserver leur sécurité nationale et se protéger contre l'immigration non-voulue, le trafic de drogue et les épidémies :

(...) les États-Unis sont organiquement connectés à des sociétés à travers le monde qui sont en mesure d'exporter une misère considérable sur nos rives. (...) Les effets du boom mondial dans l'industrie des stupéfiants, la propagation d'une agriculture qui détruit la couche d'ozone et des crises sanitaires dans les pays pauvres éloignés ne peuvent être écartés que par la construction d'économies stables et d'un ordre social plus équitable dans ces pays.<sup>973</sup>

L'Administration américaine entrait dans cette nouvelle ère avec une nette avance et supériorité en matière d'image médiatique à l'échelle internationale, contrairement à ses partenaires européens. Les Américains sortaient vainqueur de la guerre froide. Ils entraient dans

---

années quatre-vingt-dix il était le conseiller principal chargé des questions africaines pour les campagnes présidentielles de Bill Clinton et d'Al Gore. Michael Clough. *Free At Last?: U.S. Policy Toward Africa and the End of the Cold War*. New York: New York University Press, 1992, p. 2.

<sup>971</sup> "We are the only nation on this earth that could assemble the forces of peace." Michael Clough. *Free At Last?: U.S. Policy Toward Africa and the End of the Cold War*. New York: New York University Press, 1992, pp. 55-61.

<sup>972</sup> *Ibid.*, p. 57. "to help to promote and to help to secure democracy around the world."

<sup>973</sup> "[The] United States is organically connected to societies across the planet which are in a position to export considerable misery to our shores. (...) The effects of the worldwide boom in the narcotics industry, the spread of ozone-depleting agriculture, and the public-health crises in distant, poor countries cannot be kept from except the building of stable economies and a more equitable social order within those countries." *Ibid.*, p. 60.

les années 1990 en vainqueur, incarnant la voix de la démocratie et des opportunités économiques. L'idée de l'exclusivité américaine et de son leadership incontestable fut héritée par le président Clinton de l'Administration Bush (1989-1993). Deux rapports secrets présentés au Congrès américain le 7 février 1991 et le 18 février 1992, le *Rapport Jeremiah* et le *Rapport Wolfowitz*, qui traitaient de la sécurité nationale des États-Unis, affirmaient la supériorité et le leadership de l'État américain dans le nouvel ordre mondial et la nécessité de protéger les intérêts et la suprématie américaine. Ainsi, dans la *Defense Planning Guidance*, connue sous le nom du *Rapport Wolfowitz*, il était souligné que « les États-Unis restent une nation avec des intérêts mondiaux ». <sup>974</sup> L'Amérique doit défendre ses « intérêts planétaires » par le maintien de son leadership mondial et sa suprématie, en menant une politique dissuasive à l'égard de tout État susceptible de la défier. Les États jugés hostiles et perturbateurs étaient considérés comme des menaces à la sécurité mondiale et aux intérêts américains :

Le troisième objectif est d'empêcher toute puissance hostile de dominer une région critique pour nos intérêts, et ainsi renforcer les barrières contre la réapparition d'une menace mondiale aux intérêts des États-Unis et de nos alliés. Ces régions comprennent l'Europe, l'Asie de l'Est, le Moyen-Orient/le Golfe persique, et l'Amérique latine. Un contrôle consolidé et non démocratique des ressources d'une région aussi critique pourrait constituer une menace importante pour notre sécurité. <sup>975</sup>

(...)

Notre stratégie doit maintenant se recentrer pour empêcher l'émergence de futurs concurrents mondiaux potentiels. <sup>976</sup>

Malgré la disparition de l'Union soviétique et l'instauration de relations d'amitié avec la partie russe, la Russie restait toujours dans le collimateur américain et continuait à être perçue par l'Administration Bush comme la seule puissance dans le monde capable de se dresser contre la suprématie des États-Unis : « (...) le changement démocratique en Russie n'est pas irréversible, et cela malgré ses difficultés actuelles. La Russie restera la puissance militaire la plus forte en Eurasie et la seule puissance au monde capable de détruire les États-Unis ». <sup>977</sup>

---

<sup>974</sup> "The United States remains a nation with global interests (...)." *Defense Planning Guidance, Federal Year 1994-1999*, p. 6. Version numérique disponible en ligne sur <<http://www.archives.gov/declassification/iscap/pdf/2008-003-doc1.pdf>>. Consulté le 18 décembre 2017.

<sup>975</sup> *Ibid.*, p. 2. "The third goal is to preclude any hostile power from dominating a region critical to our interests, and also thereby to strengthen the barriers against the reemergence of a global threat to the interests of the US and our allies. These regions include Europe, East Asia, the Middle East/Persian Gulf, and Latin America. Consolidated, non-democratic control of the resources of such a critical region could generate a significant threat to our security."

<sup>976</sup> *Ibid.*, p. 15. "Our strategy must now refocus on precluding the emergence of any potential future global competitor."

<sup>977</sup> *Ibid.*, p. 17. "(...) democratic change in Russia is not irreversible, and that despite its current travails. Russia will remain the strongest military power in Eurasia and the only power in the world with the capability of destroying the United States."

Ainsi, le gouvernement du président George H. W. Bush soutenait le retrait militaire massif de la Russie des territoires des anciens États alliés, comme l'Angola, l'Éthiopie et Cuba :

En dehors de l'Europe, l'ancienne menace soviétique dans l'Asie du Sud-Ouest et du Sud-Est a été considérablement réduite par les retraits soviéto-russes de ces zones et la fin imminente de l'assistance militaire et économique aux anciens clients. Le retrait annoncé des éléments militaires soviétiques de Cuba est une autre étape importante dans le retrait de Moscou de son ancien empire d'outre-mer. Nous devrions continuer à pousser Moscou à se désengager complètement des régimes communistes restants.<sup>978</sup>

La position officielle des États-Unis envers la Russie dans le monde était de prévenir par tous les moyens la renaissance d'une nouvelle grande puissance russe, encourageant une politique de désarmement, prétextant la paix et la sécurité dans le monde, appuyant le progrès démocratique en Russie, en particulier chez ses alliés de l'ère de la guerre froide. En outre, concernant le renforcement de l'OTAN, il devait s'opérer, d'une part, par l'éradication de toute forme d'alliances d'intégration rivales à cette structure en Europe. Ainsi, le *Rapport Wolfowitz* soulignait : « Alors que les États-Unis soutiennent l'objectif de l'intégration européenne, nous devons chercher à empêcher l'émergence d'arrangements de sécurité exclusivement européens qui mineraient l'OTAN, en particulier la structure de commandement intégrée de l'Alliance ». <sup>979</sup> D'autre part, le renforcement de l'OTAN devait se faire en encourageant les anciens satellites et les ex-républiques soviétiques à intégrer la Communauté européenne et rejoindre, malgré les promesses de non-expansion vers l'Est, les rangs de l'OTAN : « L'adhésion de l'Europe centrale et orientale à la CE dans les meilleurs délais et une liaison élargie avec l'OTAN sont la clé de ce processus ». <sup>980</sup>

<sup>978</sup> "Outside Europe, the former Soviet threat in Southwest and Southeast Asia has been significantly reduced by the Soviet/Russian withdrawals from these areas and the impending end of military and economic assistance to former clients. The announced withdrawal of Soviet military elements from Cuba is another important step in Moscow's retreat from its former overseas empire. We should continue to press Moscow to disengage completely from the remaining Communist regimes." *Defense Planning Guidance, Federal Year 1994-1999*, p. 6. Version révisée du 16 avril 1992. Version numérique disponible en ligne sur <<http://www.archives.gov/declassification/iscap/pdf/2008-003-doc1.pdf>>. Téléchargé le 18 décembre 2017.

<sup>979</sup> *Ibid.* "While the United States supports the goal of European integration, we must seek to prevent the emergence of European-only security arrangements which would undermine NATO, particularly the Alliance's integrated command structure."

<sup>980</sup> *Ibid.*, p 20. "East/Central European membership in the EC at the earliest opportunity, and expanded NATO liaison are the key to this process." Sous le gouvernement de Gorbatchev, l'administration américaine affirmait ne pas prévoir une expansion future de l'OTAN vers l'Est : « Nous n'avancerons pas d'un pouce ». Voir « Les ententes et accords enfreints par l'Otan ». *Sputnik* [en ligne] 11 septembre 2014. Disponible sur <<https://fr.sputniknews.com/opinion/20140911202402996/>>. Consulté le 22 janvier 2017. Cette promesse fut réitérée, le 8 février 1990, par le Secrétaire d'État de George H. W. Bush, James A. Baker, qui affirmait « qu'il n'y aurait pas d'extension à l'Est de la juridiction actuelle de l'OTAN ». Voir George Bush, Brent Scowcroft (traduit de l'anglais par Christian Cler, Michèle Garène). *À la Maison Blanche : 4 ans pour changer le monde*. Paris : Éditions Odile Jacob, 1999, p. 258. Titre d'origine en anglais : *A World Transformed* (1998).

Dans l'article intitulé « Les États-Unis, nouveaux parrains du continent africain » du journaliste français Philippe Leymarie, spécialiste des questions africaines et de la défense, paru dans la revue *Le Monde diplomatique* en avril 1992, l'auteur décrit le début des années 1990 comme une ère placée sous l'emblème du leadership américain :

Les États-Unis, débarrassés de la dépouille de l'Oncle Sam, se retrouvent sans adversaires. Jadis défiés des deux côtés, ils sont maintenant courtisés, adulés parfois. Seul en lice – puisque l'Europe, empêtrée dans ses divisions, ne parvient à s'unifier qu'en abandonnant tout espoir de « troisième voie », - le modèle américain, paré des faveurs de l'universel, séduit jusqu'à certains chefs d'États africains nouvelle vague (...).<sup>981</sup>

Ainsi, selon l'Administration américaine, le leadership des États-Unis était nécessaire au monde car eux seuls pouvaient se positionner en garant de la paix et de la démocratie. Anthony Lake, conseiller à la sécurité nationale sous la présidence de Bill Clinton et principal concepteur de la doctrine de l'*Enlargement*<sup>982</sup>, grand partisan du marché libre et de l'expansion de l'OTAN, expliquait :

---

<sup>981</sup> Philippe Leymarie. « Les États-Unis, Nouveaux parrains du continent africain ». *Le Monde diplomatique* (avril 1992) : 12.

<sup>982</sup> Selon Anthony Lake, avec la disparition de la menace soviétique, les États-Unis devaient adopter une nouvelle stratégie de politique étrangère qui devait consister à élargir dans le monde la famille des démocraties économiques basées sur le marché libre. Après la doctrine du *containment* (endiguement) qui devait stopper l'expansion de l'influence soviétique, une nouvelle stratégie devait voir le jour, celle de l'*enlargement*. En encourageant l'expansion de la démocratie et du marché libre dans le monde, surtout dans les zones d'intérêt stratégique majeur, les États-Unis assuraient leur sécurité et protégeaient leurs intérêts :

« Dans un tel monde, nos intérêts et nos idéaux nous obligent non seulement à nous engager, mais à diriger.  
(...).

L'expansion de l'économie de marché à l'étranger contribue à développer nos exportations et à créer des emplois chez nous, tout en améliorant les conditions de vie et en alimentant les demandes de libéralisation politique à l'étranger. L'apparition de nouvelles démocraties nous rend plus sûrs, car elles ont tendance à ne pas se faire la guerre ni à parrainer le terrorisme. Elles sont plus dignes de confiance en diplomatie et font un meilleur travail pour le respect des droits de leur peuple.

(...).

(...) nous devons promouvoir la démocratie et l'économie de marché dans le monde - parce que cela protège nos intérêts et notre sécurité ; et parce que cela reflète des valeurs à la fois américaines et universelles. Tout au long de la guerre froide, nous avons contenu une menace mondiale pour les démocraties de marché ; maintenant, nous devons chercher à élargir leur portée, en particulier dans les lieux qui revêtent une importance particulière pour nous.

*Le successeur de la doctrine de l'endiguement doit être une stratégie d'élargissement - l'élargissement de la communauté libre mondiale des démocraties de marché.*

(...) Aujourd'hui, au risque de simplification excessive, nous pourrions imaginer notre mission de sécurité comme la promotion de l'élargissement des 'zones bleues' des démocraties de marché ». Version d'origine : "In such a world, our interests and ideals compel us not only to be engaged, but to lead.

(...).

The expansion of market-based economics abroad helps expand our exports and create American jobs, while it also improves living conditions and fuels demands for political liberalization abroad. The addition of new democracies makes us more secure because democracies tend not to wage war on each other or sponsor terrorism. They are more trustworthy in diplomacy and do a better job of respecting the human rights of their people.

(...).

(...) we must promote democracy and market economics in the world -- because it protects our interests and security ; and because it reflects values that are both American and universal. Throughout the Cold War, we contained a global threat to market democracies ; now we should seek to enlarge their reach, particularly in places of special significance to us.

Le leadership américain dans le monde n'est pas un luxe ; c'est une nécessité. (...) Si nous voulons rester une grande nation, nous devons continuer à nous intéresser à ce qui se passe à l'étranger (...). (...) Si nous voulons saisir toutes les opportunités de notre temps, nous devons continuer à tendre la main et ne pas reculer. Nous devons payer le prix pour maintenir le leadership américain dans le monde. C'est un prix qui vaut la peine d'être payé pour que le cours de l'histoire continue à nous porter.<sup>983</sup>

Les déclarations d'Anthony Lake démontrent combien le leadership mondial des États-Unis, avant d'être nécessaire aux autres, était vital pour la nation américaine. Toutefois, il faut souligner que, malgré cette volonté de préserver l'influence américaine dans le monde et sa suprématie, la rhétorique diplomatique officielle du gouvernement Bush véhiculait l'image d'une Amérique solidaire, non-intrusive, qui partageait les grandes valeurs humanistes. Ainsi, selon le secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines sous la présidence de George H. W. Bush, Herman Jay Cohen : « L'Amérique ne veut pas maintenir l'ordre ni exercer elle-même une quelconque domination militaire en Afrique comme ailleurs. (...) Elle veut que les Nations Unies s'en chargent (...) ».<sup>984</sup>

Malgré les insistants appels des dirigeants africains et certains africanistes américains auprès de Washington pour réactiver la politique des États-Unis en Afrique, l'action américaine continuait à y diminuer.

#### 4.3. *Vers une baisse de l'activisme américain en Afrique*

Le déclin progressif de l'activité américaine sur le continent commença vers la fin de la présidence de Reagan avec l'intensification des processus démocratiques en Europe de l'Est et le retrait de l'URSS d'Afrique. Le premier signe du déclin de l'intérêt pour l'Afrique fut la baisse du volume des échanges commerciaux entre les deux régions. Ainsi, entre 1980 et 1988,

---

*The successor to a doctrine of containment must be a strategy of enlargement -- enlargement of the world's free community of market democracies.*

(...) Today, at great risk of oversimplification, we might visualize our security mission as promoting the enlargement of the 'blue areas' of market democracies." Anthony Lake. *From Containment to Enlargement. [Remarks of Anthony Lake, Assistant to the President for National Security Affairs]*. Washington, D.C. : Johns Hopkins University, School of Advanced International Studies, 1993, pp. 4, 5.

<sup>983</sup> "American leadership in the world is not a luxury; it is a necessity. (...) If we are to remain a great nation, we must maintain our focus abroad (...). (...) If we want to seize all the opportunities of our day, we must continue to reach out and not to retreat. We must pay the price to maintain American leadership in the world. To keep the tide of history running our way, this is a price well worth paying." Anthony Lake. "Sustained U.S. Assistance to Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 6. No. 27 (July 3, 1995): 537. Intervention au Forum organisé par Trans-Africa sur le maintien de l'aide américaine à l'Afrique (Washington, DC, 29 juin, 1995).

<sup>984</sup> Je n'ai pas pu trouver la version d'origine en anglais. Je reprends ici la version traduite par Philippe Leymarie. Voir Philippe Leymarie. « Les États-Unis, Nouveaux parrains du continent africain ». *Le Monde diplomatique* (avril 1992) : 12.

la part de l'Afrique en pourcentage dans les exportations américaines à l'échelle nationale était tombée de 2 à 1% et, dans l'importation, de 8 à 2%.<sup>985</sup>

Dès le milieu des années 1980, on constate un clivage dans les échanges commerciaux des États-Unis avec l'Asie, l'Amérique latine et l'Afrique. Cette dernière se fait de plus en plus devancer par ses voisins émergents du tiers-monde. Si, en 1975, en pleine guerre froide, le niveau du commerce américain avec le continent africain était quasiment identique avec l'Asie (en dessous de la barre des 10 millions de dollars américains), en 1980, les premiers signes de divergences apparaissent. Ainsi, en 1980, le commerce américain avec l'Afrique atteignit la barre des 20 millions de dollars, alors qu'en Asie il avoisinait les 30 millions de dollars. Toutes les deux régions restaient, néanmoins, encore loin derrière l'Amérique latine, dont les échanges avec les États-Unis en 1980 totalisaient environ 40 millions de dollars. Dès 1985, les tendances s'inversent. Le commerce américain avec l'Asie dépasse celui de l'Amérique latine (60 millions de dollars contre 50 millions de dollars), tandis que les échanges avec l'Afrique chutent et retombent sous la barre des 10 millions de dollars.<sup>986</sup>

À partir du milieu des années 1980, le continent africain non seulement se fait devancer par les autres pays du tiers-monde, mais retrouve le niveau des années 1970. En 1988, les échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique stagnent et restent figés aux alentours des 10 millions de dollars, le continent africain se retrouve délaissé et considérablement devancé par les autres : l'Asie avec plus de 90 millions de dollars d'échanges avec les États-Unis et l'Amérique latine qui se rapproche de la barre des 60 millions de dollars.<sup>987</sup>

En matière d'aide militaire accordée par les États-Unis à l'Afrique, elle chute brusquement dès le milieu des années 1980 et passe de plus de 300 millions de dollars à moins de 150 millions en 1988.<sup>988</sup> La part du Produit National Brut (PNB) américain consacrée à l'Aide Officielle au Développement (*Official Development Assistance*, ODA) passe de 0,24%, en 1985, à 0,18%, en 1989. Ce pourcentage était considérablement inférieur à celui des autres grandes puissances (en 1989 : le Japon – 0,32% ; Allemagne – 0,40% ; Italie – 0,40% ; Angleterre – 0,32% ; France – 0,75%).<sup>989</sup> L'assistance bilatérale accordée par les États-Unis aux États africains, entre 1985 et 1987, chute de 20%.<sup>990</sup>

<sup>985</sup> Michael Clough. *Free At Last ? : U.S. Policy Toward Africa and the End of the Cold War*. New York: New York University Press, 1992, p. 15.

<sup>986</sup> *Ibid.*, p. 18.

<sup>987</sup> *Ibid.*

<sup>988</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>989</sup> *Ibid.*, p. 64.

<sup>990</sup> Kenneth A. Oye, Robert J. Lieber, Donald S. Rothchild. *Eagle in a New World: American Grand Strategy in the Post-Cold War Era*. New York: HarperCollins Publishers, 1992, p. 392. Cette baisse de l'aide était motivée par le retrait progressif de l'URSS en Afrique.



Le retrait progressif des États-Unis du continent africain était provoqué par la méconnaissance et l'incompréhension générale par les principaux acteurs politiques de la société américaine des réalités et des enjeux africains, ainsi que du rôle des États-Unis dans la nouvelle arène politique africaine. Avec la disparition de la menace communiste, Washington mit fin à sa croisade contre le mal totalitaire soviétique. Il était important de définir de nouvelles raisons objectives et valables pour justifier l'action américaine continue sur le sol africain. La nouvelle politique africaine des États-Unis se heurtait à de nouvelles injonctions : « éviter de dépenser trop d'argent » ; « éviter de prendre des positions qui pourraient engendrer des controverses intra-nationales » ; « éviter que les questions africaines compliquent les politiques envers les autres parties du monde, jugées plus importantes »<sup>991</sup>.

D'un point de vue économique, l'Afrique ne séduisait plus autant les sociétés américaines que les nouveaux marchés émergents d'Asie et d'Europe de l'Est. L'image péjorative que renvoyait le continent noir ne favorisait pas l'intérêt de Washington à son égard. Un sondage mené en 1990 démontrait que « seulement 23% du public (...) était en faveur d'une aide économique accrue aux pays sous-développés d'Afrique et d'Asie ».<sup>992</sup> Le refus d'encourager l'augmentation des aides financières était alimenté par la méfiance de la société américaine à l'égard des dirigeants africains, souvent accusés de corruption, de détournement de fonds et de mauvaise gestion: « (...) un facteur qui explique l'ambivalence du public à propos de l'aide étrangère est la perception répandue que les fonds de l'aide sont détournés par les gouvernements étrangers et gaspillés par la bureaucratie américaine ».<sup>993</sup> Selon le professeur Michael Clough, la mauvaise image médiatique de l'Afrique contribuait considérablement à la marginalisation du continent dans la conscience populaire, ce qui empêchait les investissements des sociétés privées américaines :

La prolifération des mauvaises nouvelles a eu plusieurs résultats. Elles ont découragé les entreprises américaines d'investir sur le continent ; (...) entravé les efforts américains pour obtenir le soutien du public en faveur de l'aide au développement (...) ; (...) découragé les Noirs Américains de s'identifier étroitement au continent ; ... découragé les universitaires et autres professionnels d'entreprendre des carrières axées sur l'Afrique ; et (...) découragé les ambitieux politiciens américains de faire du continent leur problématique. En bref, elles ont marginalisé l'Afrique.<sup>994</sup>

<sup>991</sup> Michael Clough. *Free At Last ? : U.S. Policy Toward Africa and the End of the Cold War*. New York: New York University Press, 1992, p. 1.

<sup>992</sup> *Ibid.*, p. 60. "Only 23 percent of the public, (...), were in favor of increased economic aid to the underdeveloped nations of Africa and Asia."

<sup>993</sup> "(...) one factor that accounts for public ambivalence about foreign assistance is the widespread perception that aid monies are misused by foreign governments and wasted by the U.S. bureaucracy." *Ibid.*, pp. 60-61.

<sup>994</sup> "The proliferation of bad news has had several results. It has discouraged U.S. businesses from investing in the continent; it has hampered American efforts to build public support for development assistance (...); it has

La nouvelle politique africaine des États-Unis sous l'Administration Bush devait être avant tout une politique pragmatique qui répondait aux intérêts immédiats de la nation américaine. Ainsi, les premières années de la présidence de George H. W. Bush furent ponctuées par des restrictions budgétaires, imposées par le Congrès, ainsi qu'une opposition à l'augmentation des aides au développement à l'Afrique et à la réduction des dettes, excepté pour les États qui acceptaient de suivre les réformes imposées par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM).<sup>995</sup> Ce désengagement américain propre aux premières années de l'Administration Bush en Afrique se manifestait aussi par une politique qui prônait le non-interventionnisme (ou la non-ingérence) dans les conflits africains. Si vers la fin de la guerre froide la politique africaine du gouvernement Reagan visait en coopération avec l'URSS l'arrêt des conflits armés en Afrique, sous le président Bush, malgré l'héritage du statut de pacificateur, médiateur et de garant mondial de la paix, le gouvernement américain semblait dorénavant vouloir modérer son interventionnisme en terre africaine et favoriser d'avantage l'action des institutions internationales comme les Nations Unies.

Dans l'ouvrage *Free at Last?*, le professeur M. Clough décrit le multilatéralisme comme une nécessité et une réponse américaine aux défis du nouvel ordre mondial. Ainsi, l'universitaire considère que dans cette ère nouvelle les États-Unis ne peuvent plus seuls résoudre les problèmes du monde sous-développé, mais seulement en collaboration avec d'autres grandes puissances dans les limites des structures internationales :

En agissant seul, Washington ne peut pas affecter de manière significative les développements économiques et les tendances sur le continent. Seul, il peut faire peu pour stimuler les perspectives commerciales de l'Afrique, réformer ses économies, ou résoudre ses problèmes de dette. Toutes ces questions doivent être traitées multilatéralement par des institutions internationales telles que le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les nombreuses institutions spécialisées des Nations Unies.<sup>996</sup>

---

discouraged black Americans from identifying closely with the continent; it has discouraged academics and other professionals from embarking on careers focused on Africa; and it has discouraged ambitious U.S. politicians from making the continent their issues. In short, it has marginalized Africa." Michael Clough. *Free At Last ? : U.S. Policy Toward Africa and the End of the Cold War*. New York: New York University Press, 1992, p. 25.

<sup>995</sup> Il faut noter que la tendance à la réduction de l'aide étrangère américaine s'est maintenue tout au long du mandat du président George H. W. Bush. En octobre 1991, la Chambre des représentants des États-Unis annula un projet de loi qui prévoyait un budget de 25 milliards de dollars pour l'aide étrangère sur les deux prochaines années. La raison était le refus des hommes politiques d'octroyer de l'argent aux pays en voie de développement en période de récession. Voir Cornelius F. Foote Jr. "Will U.S. Africa Policy Change?". *Black Enterprise*. Vol. 22. No. 9 (April 1992): 29.

<sup>996</sup> "Acting alone, Washington cannot significantly affect economic developments and trends on the continent. By itself, it can do little to boost Africa's trade prospects, reform its economies, or resolve its debt problems. All of these issues must be dealt with multilaterally through international institutions such as the International Monetary Fund (IMF), the World Bank, and the many specialized agencies of the United Nations." *Ibid.*, p. 69.

Lors de la guerre civile du Libéria qui éclata le 24 décembre 1989 entre les groupes rebelles de Charles Taylor et l'armée du président en exercice Samuel Doe, l'Administration du président Bush se contenta d'envoyer un contingent de Marines afin de sécuriser les propriétés des États-Unis sur le sol libérien et évacuer leurs citoyens. Selon le porte-parole du département d'État américain, Richard Boucher : « [L'Administration Bush] croit que ce n'est pas notre rôle d'intervenir, de s'engager dans le maintien de la paix ou d'imposer un gouvernement ou un système politique au Libéria »<sup>997</sup>.

La passivité et l'apparente indifférence à la situation au Libéria masquait en réalité un soutien massif au coup d'État de Charles Taylor, préparé sous l'Administration Reagan. En effet, le conflit libérien était le résultat d'un processus de tentatives de déstabilisation, hérité du précédent gouvernement qui jugeait le régime de Samuel Doe indésirable. Dans le contexte tendu de la guerre froide, l'Administration Reagan planifiait de renverser le régime en place, en encourageant une insurrection menée par Charles Taylor. En janvier 2012, après de longues années de silence face aux rumeurs qui accusaient Taylor d'être un agent infiltré de la CIA, le gouvernement américain confirma la collaboration entre les services de renseignements des États-Unis et le dirigeant libérien.<sup>998</sup>

Vers la fin des années 1980, une nouvelle guerre civile éclata en Somalie. Dans ce conflit armé qui visait à renverser le régime dictatorial du président Siad Barré au pouvoir depuis 1969, le gouvernement Bush continuait à accorder un soutien militaire au gouvernement allié somalien, octroyant 1,4 millions de dollars aux Forces armées somaliennes.<sup>999</sup> L'aide américaine fut maintenue jusqu'en août 1990, autrement dit, jusqu'au déclenchement de la Seconde guerre du Golfe. La guerre du Koweït força les pays de la région du Golfe persique, dont l'Arabie Saoudite, opposés jusque-là à l'ouverture de bases militaires américaines sur leurs sols, à accueillir les divisions de l'armée des États-Unis. La présence militaire américaine sur le territoire des États du Golfe contribua par la suite à l'abandon par Washington de la crise

---

<sup>997</sup> "the [G.H.W. Bush] administration believes that it is not our role to intervene, to engage in peacekeeping or to impose a government or political system in Liberia." Adewale Banjo. "U.S. Development Diplomacy in Africa: From Bill Clinton to George W. Bush." *African Journal of Political Science and International Relations*. Vol. 4(4) (April 2010): 142.

<sup>998</sup> "Charles Taylor 'worked' for CIA in Liberia." *BBC* [en ligne] January 19, 2012. Consulté le 19 janvier 2018. Disponible sur <http://www.bbc.com/news/world-africa-16627628>. Voir également Bryan Bender. "Former Liberian Dictator Charles Taylor Had US Spy Agency Ties. Officials Confirm Charles Taylor was valued source of information in early 1980s." *Boston Globe* [en ligne] January 17, 2012. Disponible sur <<https://www.bostonglobe.com/news/nation/2012/01/17/mass-escapee-turned-liberian-dictator-had-spy-agency-ties/DGBhSfjxPVRto04WT95bBI/story.html>>. Consulté le 23 novembre 2020.

<sup>999</sup> Adewale Banjo. "U.S. Development Diplomacy in Africa: From Bill Clinton to George W. Bush." *African Journal of Political Science and International Relations*. Vol. 4(4) (April 2010): 142.

somalienne. Dans l'article « Somalia and the U.S.: A Long and Troubled History », Herman J. Cohen écrit :

Mais ironiquement, l'armée américaine s'est soudainement retrouvée accueillie dans le golfe Persique et a pu établir ses unités de combat en Arabie saoudite et dans d'autres pays du Golfe en vue de préparer la lutte pour chasser l'Irak du Koweït. Ainsi, les États-Unis n'ont pas eu besoin de Berbera [le port somalien] dans la guerre du Golfe, et la raison de l'amitié avec Siad Barre s'estompait.<sup>1000</sup>

À la suite du renversement du régime de Siad Barré, en janvier 1991, et la dégénérescence du conflit armé, le gouvernement Bush délaissa totalement le dossier somalien et se contenta d'évacuer ses ressortissants présents sur le territoire.

L'idée d'un non-interventionnisme américain dans les conflits armés africains était soutenue par une idéologie appelée le « néoréalisme ». Cette doctrine était née d'un mouvement de pensée qui s'opposait aux interventions des États-Unis dans le tiers-monde, développée dans les années 1940. Le professeur Stephen Van Evera, spécialiste en relations internationales, politique étrangère américaine et dans les questions de sécurité et d'intervention dans le tiers-monde, adepte de cette école de pensée, considérait :

De plus, les États-Unis devraient cesser d'intervenir pour «protéger la sécurité nationale» ou « renforcer la démocratie dans le tiers monde », étant donné que les résultats de l'intervention servent rarement à cela. Et la force ne devrait être utilisée sur une grande échelle que très rarement, parce que les États-Unis ont peu d'intérêts dans le Tiers-Monde qui peuvent justifier de payer des coûts aussi importants ou de prendre un grand nombre de vies. Pour ces raisons, une autre intervention de la taille du Vietnam devrait être catégoriquement exclue.<sup>1001</sup>

Cette politique de non-ingérence inquiétait particulièrement les dirigeants politiques africains qui y voyaient une manœuvre de Washington pour se distancier et se désengager des problèmes africains, ce qui les mettrait à la merci de leurs oppositions. Malgré les nombreuses déclarations officielles de l'Administration Bush sur l'importance de la promotion de la démocratie et des droits de l'Homme dans le monde, tant qu'un gouvernement ne nuisait pas

---

<sup>1000</sup> "But in an irony of ironies, the American military suddenly found itself welcomed to the Persian Gulf and was able to base its fighting units inside Saudi Arabia and other Gulf countries in preparation for the fight to drive Iraq out of Kuwait. Thus, the United States did not need Berbera [Somalia's port] in the Gulf war, and the reason for the friendship with Siad Barre fell away." Herman J. Cohen. "Somalia and the United States: A Long and Troubled History." *AllAfrica* [en ligne] January 21, 2002. Disponible sur <<http://allafrica.com/stories/200201210455.html>>. Consulté le 18 janvier 2018.

<sup>1001</sup> "Moreover, the U.S. should cease intervening to 'protect national security' or to 'bolster Third World democracy,' since the results of intervention seldom serve either purpose. And force should be used on a large scale only very rarely, because the U.S. has few Third World interests that can justify paying large costs or taking large numbers of lives. For these reasons another Vietnam-sized intervention should be categorically excluded." Stephen Van Evera. "American Intervention in the Third World: Less Would Be Better." *Boston Review* [en ligne] October 1991. Disponible sur <<http://bostonreview.net/archives/BR16.5/vanevera.html>>. Consulté le 18 janvier 2018.

aux intérêts américains, Washington ne s'ingérait pas dans les affaires intérieures du pays, quand bien même ce dernier serait coupable de violation des droits de l'Homme. Ce fut le cas du Kenya où le gouvernement américain apporta son soutien à son ambassadeur à Nairobi, Smith Hempstone,<sup>1002</sup> et confirma l'engagement américain pour le pluralisme démocratique, les droits et les libertés civils. Toutefois, l'Administration Bush ne condamna pas la politique de terreur du président Daniel arap Moi, lancée à l'encontre des opposants politiques, journalistes et avocats qui demandaient la fin du régime du parti unique et l'instauration d'une démocratie multipartite.<sup>1003</sup>

En août 1990, le secrétaire adjoint aux Affaires africaines, Herman Cohen, au cours d'une visite diplomatique à Nairobi, refusa de rencontrer les représentants de la société civile kenyane : les associations de défense des droits de l'Homme, les familles des prisonniers politiques, les activistes et militants du multipartisme, comme Kenneth Matiba, Charles Rubia et Raila Odinga. Dans une allocution adressée au gouvernement kenyan, Cohen remplaça l'ancien appel de 1989 pour la démocratie et la tenue des élections libres, « l'heure est arrivée de dire franchement aux Africains que l'État à parti unique a perdu de son utilité »<sup>1004</sup>, par une remise en question de l'applicabilité du modèle démocratique pluraliste occidental en Afrique : « Qui sommes-nous pour dire que c'est bon pour tout le monde ? ».<sup>1005</sup>

Malgré les déclarations pompeuses de Washington, sur le terrain la politique de désengagement et de non-ingérence adoptée durant les premières années de la présidence Bush reflétait une réelle volonté d'éviter de se noyer dans des enjeux considérés non pertinents et non prioritaires pour les intérêts américains dans l'immédiat. Une intervention américaine en Afrique devait être avant tout justifiée par des intérêts à priorité géopolitique. Ainsi, dans le cas du Congo-Zaïre, où l'élite gouvernante du président Mobutu violait de manière flagrante les droits de l'Homme, l'Administration Bush décida non seulement d'apporter une aide militaire conséquente, mais aussi d'octroyer, en 1990, une aide financière supplémentaire au régime

---

<sup>1002</sup> Smith Hempstone devint une figure emblématique dans la défense de la lutte du peuple kenyan pour la démocratie et le respect des droits de l'Homme. Il fut abusivement accusé par le gouvernement en place de racisme et de mentalité esclavagiste.

<sup>1003</sup> Jane Perlez. "With Care, U.S. Presses Kenyans to Open Their Political Process." *New York Times* [en ligne] August 6, 1990. Disponible sur <<http://www.nytimes.com/1990/08/06/world/with-care-us-presses-kenyans-to-open-their-political-process.html>>. Consulté le 19 janvier 2018.

<sup>1004</sup> "[the] time has come to tell Africans frankly that the one-party state has outlived its usefulness." Kenneth A. Oye, Robert J. Lieber, Donald S. Rothchild. *Eagle in a New World: American Grand Strategy in the Post-Cold War Era*. New York: HarperCollins Publishers, 1992, p. 409.

<sup>1005</sup> "Who are we to say it is good for everybody?" Jane Perlez. "With Care, U.S. Presses Kenyans to Open Their Political Process." *New York Times* [en ligne] August 6, 1990. Disponible sur <<http://www.nytimes.com/1990/08/06/world/with-care-us-presses-kenyans-to-open-their-political-process.html>>. Consulté le 19 janvier 2018.

Mobutu d'un montant de 5 millions de dollars.<sup>1006</sup> Le soutien américain au régime zaïrois était certainement dû aux liens historiques d'amitié, mais surtout à l'acceptation par Mobutu de recevoir « 350 exilés libyens qui fuyaient le Tchad, où ils étaient entraînés par la CIA pour lancer une guerre insurrectionnelle contre le régime de Kadhafi en Libye ».<sup>1007</sup> L'octroi de l'aide au régime zaïrois fut bloqué par le Congrès américain, ce qui poussa le président Mobutu à son tour à rejeter la requête de Washington. Face au refus de Kinshasa, l'Administration Bush se tourna vers le Kenya. En février 1991, le président Moi fut sollicité pour accueillir les exilés rebelles libyens en échange d'une aide de 5 millions de dollars, auparavant proposée au gouvernement zaïrois.<sup>1008</sup> Ce financement fut également rejeté par le Congrès américain.

#### 4.4. Vers un tournant dans la politique africaine du gouvernement Bush

Entre la fin des années 1980 et le début des années 1990, l'Afrique était considérée dans la politique extérieure des États-Unis comme une zone « non prioritaire ». Le continent fut traité par les Administrations républicaines de Reagan et Bush avec dédain et de nombreux préjugés. Par exemple, pour Reagan, « l'Afrique n'était constituée que d'une poignée de tribus incapables de se gouverner ».<sup>1009</sup> Les rapports *Jeremiah* et *Wolfowitz* n'incluaient pas le continent noir

<sup>1006</sup> Michael Clough. *Free At Last? : U.S. Policy Toward Africa and the End of the Cold War*. New York: New York University Press, 1992, p. 100.

<sup>1007</sup> *Ibid.*

<sup>1008</sup> *Ibid.*

<sup>1009</sup> Philippe Leymarie. « Les États-Unis, Nouveaux parrains du continent africain ». *Le Monde diplomatique* (avril 1992) : 12.

Cette déclaration a été traduite et reprise par le journaliste Philippe Leymarie. Je n'ai pas pu trouver la version d'origine. Toutefois, Reagan avait émis d'autres déclarations racistes au sujet des pays africains. En octobre 1971, alors gouverneur de la Californie, mécontent du vote des délégations africaines à l'Assemblée des Nations Unies en faveur de la reconnaissance de la République Populaire de Chine contre l'indépendance de Taiwan, comme le souhaitaient les États-Unis, il déclara dans une conversation téléphonique avec le président Richard Nixon: « Je vous le dis, regarder ce truc à la télé comme je l'ai fait (...), voir ces... ces singes des pays africains (...). Maudits soient-ils, ils ne sont toujours pas à l'aise dans des chaussures. (...). Ces cannibales à la télévision hier soir, mon Dieu, ils ne portaient même pas de chaussures, et ici les États-Unis vont soumettre leur destin à cela ». "To see those, those monkeys from those African countries—damn them, they're still uncomfortable wearing shoes! (...). These cannibals on television last night, Christ, they weren't even wearing shoes, and here the United States is going to submit its fate to that".

Dans l'article « 'Partage du travail' au Sahel' (2019), Leymarie cite également une déclaration du secrétaire d'État adjoint aux affaires africaines sous l'administration du président Ronald Reagan, Chester A. Crocker, qui affirmait que « si la plupart des chefs de la diplomatie américaine avaient unanimement partagé un souhait, c'était 'celui de ne jamais avoir de dossier africain sur leur bureau!' ». Voir Tim Naftali. "Ronald Reagan's Long-Hidden Racist Conversation With Richard Nixon." *The Atlantic* [en ligne] July 30, 2019. Disponible sur <<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2019/07/ronald-reagans-racist-conversation-richard-nixon/595102/>>. Consulté le 27 décembre 2020.

Jessica Campisi. "Reagan Disparaged 'Monkeys from those African Countries' in Call with Nixon in Unearthed Tapes." *The Hill* [en ligne] July 31, 2019. Disponible sur <<https://thehill.com/homenews/news/455482-reagan-disparaged-monkeys-from-those-african-countries-in-call-with-nixon-in>>. Consulté le 27 décembre 2020.

Voir aussi AFP. « Ces singes des pays africains » : des remarques racistes de Ronald Reagan refont surface. *Francevinfo* [en ligne] 1 août 2019. Disponible sur <<https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/ces-singes-des-pays-africains-des->

dans la liste des régions considérées critiques pour les intérêts des États-Unis, comme l'Europe, l'Asie, le Moyen-Orient, le Golfe persique et l'Amérique latine. Dans la conception politique américaine, des idées telles que « l'Afrique ne vaut pas la peine qu'on y prenne des risques », « c'est un continent aux enjeux géopolitiques mineurs » étaient très répandues.<sup>1010</sup> L'Administration Bush ne voyait pas l'intérêt de s'immiscer sur le territoire de ses alliés européens en Afrique, leur laissant ainsi les rênes du pouvoir : « Si elles [les ex-puissances coloniales : la France, l'Angleterre, le Portugal et l'Italie] veulent mener la valse diplomatique, laissons-les faire sans trop se mettre en avant ».<sup>1011</sup> Un revirement dans la politique africaine des États-Unis se fait ressentir vers la fin du mandat du président Bush.

À l'approche des élections présidentielles, on constate un regain d'intérêt du gouvernement en exercice pour le continent africain. Selon Philippe Leymarie, le réveil de l'intérêt américain pour l'Afrique était principalement lié à la volonté de regagner à la veille des élections les voix des communautés afro-américaines. Dans l'article « Les États-Unis, nouveaux parrains du continent africain », l'auteur mentionne que la politique du président Bush récoltait de nombreuses critiques. Il devenait impératif de conquérir l'électorat noir, historiquement rattaché au parti démocrate. La communauté afro-américaine devenait de plus en plus active, visible et solidaire. Pour la défense de la cause du continent noir et des intérêts de la communauté afro-américaine, on assiste à la montée d'un lobbysme noir qui se voit représenter par des structures telles que le Black Caucus, Trans-Africa, l'Institut africain-américain, l'Africare, l'African Diplomatic Outreach, Constituency for Africa, le Corporate Council on Africa et le Sommet biannuel africain/afro-américain.<sup>1012</sup> Tous visaient principalement la promotion des droits de l'Homme en Afrique, la démocratie, la promotion et la découverte de l'Afrique aux États-Unis, la protection de l'environnement, le rapprochement entre les institutions diplomatiques, les médias et les institutions américaines et africaines, ainsi que la promotion de la solidarité et des échanges économiques entre les peuples africains et la communauté noire américaine. Quand bien même certains universitaires américains jugeaient la contribution de la communauté afro-américaine à la promotion de la cause africaine noire dans la politique extérieure des États-Unis insuffisante, comparée aux autres communautés

---

remarques-racistes-de-ronald-reagan-refont-surface\_3560041.html#xtor=AL-79-[article]-[connexe]>. Consulté le 27 décembre 2020.

Lire Philippe Leymarie. « 'Partage du travail' au Sahel ». In : Bertrand Badie et Dominique Vidal. *Fin du leadership américain? L'état du monde 2020*. Paris: Éditions La Découverte, 2019, p. 201.

<sup>1010</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>1011</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>1012</sup> David A. Dickson. "American Society and the African American Foreign Policy Lobby : Constraints and Opportunities." *Journal of Black Studies*. Vol. 27. No. 2 (November 1996) : 142.

comme, par exemple, les communautés juives, polonaises ou arméniennes, néanmoins, ils reconnaissaient que l'activisme noir américain pouvait influencer et considérablement augmenter l'aide financière américaine aux pays africains. Selon Norman Kempster, journaliste au *Los Angeles Times* :

Jusqu'à présent, aucun groupe de pression ne s'est constitué aux États-Unis pour l'Afrique. Contrairement aux Américains ayant des liens religieux et ethniques avec Israël et certains pays d'Europe de l'Est comme la Pologne, l'Arménie et l'Ukraine, les Noirs américains n'ont pas fait de l'Afrique un sujet de préoccupation majeure. Mais cela peut changer. Si c'est le cas, le niveau d'aide à l'Afrique va certainement augmenter.<sup>1013</sup>

Dans un tel contexte, le poids de l'électorat noir se faisait d'autant plus ressentir car, comme l'affirmait Philippe Leymarie, il brandissait la menace du boycott économique et électoral. Le pasteur et militant de la cause noire, le Révérend Leon Howard Sullivan, fondateur des sommets africains/afro-américains (communément appelés les « sommets de Leon H. Sullivan ») et défenseur du développement de l'Afrique dans le cadre des partenariats internationaux, en marge du premier sommet d'Abidjan (avril 1991), en avril 1990, menaçait d'un boycott électoral, en cas de non annulation des dettes des pays de l'Afrique subsaharienne, et appela la population noire d'Amérique à boycotter le chocolat si Washington refusait d'acheter la matière première, le cacao, aux producteurs africains à un prix équitable.<sup>1014</sup>

L'activisme, l'engouement et le militantisme de la communauté afro-américaine en faveur de l'Afrique subsaharienne, ainsi que son rattachement aux valeurs humanistes ne passaient pas inaperçus auprès du gouvernement Bush. Hormis la menace électorale et le boycott économique, il existait, selon Philippe Leymarie, un autre phénomène qui ne pouvaient qu'encourager l'Administration républicaine à adopter une approche plus humaniste des enjeux internationaux, en particulier dans le tiers-monde. En effet, la société américaine subissait l'effet direct de l'immigration massive : la mixité des populations. Un phénomène qualifié par l'auteur de « tiers-mondisme » : « En outre, la population américaine entière tend à se 'tiers-mondiser' : dans une quinzaine d'années, un Américain sur trois sera un afro-américain, latino-américain ou asiatique. Si l'on tient compte de la masse des clandestins, ce délai sera

---

<sup>1013</sup> "So far, no real domestic constituency has lined up to support U.S. economic aid for Africa. Unlike Americans with religious and ethnic ties to Israel and some Eastern European countries such as Poland, Armenia and Ukraine, black Americans have not made Africa a matter of top concern. But this may be changing. If it does, aid levels for Africa will certainly go up." Norman Kempster. "U.S. Africa Policy Shifts with End of Cold War. Diplomacy: Bush Administration is now encouraging true democracy instead of just countering communism." *Los Angeles Times* [en ligne] May 02, 1992. Disponible sur <[http://articles.latimes.com/1992-05-02/news/mn-1313\\_1\\_cold-war](http://articles.latimes.com/1992-05-02/news/mn-1313_1_cold-war)>. Consulté le 23 janvier 2018.

<sup>1014</sup> Philippe Leymarie. « Les États-Unis, Nouveaux parrains du continent africain ». *Le Monde diplomatique* (avril 1992) : 12.



écourté ». <sup>1015</sup> Selon l'auteur, l'adoption d'une approche politique plus humaniste et le « tiers-mondisme » pouvaient favoriser l'instauration des relations et faciliter, contrairement aux puissances occidentales, le rapprochement des États-Unis avec les pays du tiers-monde :

Cette évolution [le tiers-mondisme], caractéristique d'une Amérique pionnière, toujours capable de digérer de nouveaux apports humains, au moment où l'Europe ne parvient pas à intégrer les siens, prédisposera sans doute les États-Unis à mieux comprendre, voire à partager certaines aspirations du tiers-monde. <sup>1016</sup>

Face au mécontentement des citoyens américains et la baisse de la popularité du parti républicain, l'intérêt soudain pour l'Afrique de l'Administration Bush s'expliquait par une volonté d'améliorer l'image électorale auprès d'une population américaine désabusée, déçue et critique à l'égard de la politique extérieure de son gouvernement. Comme l'avait souligné Herman Jay Cohen, secrétaire adjoint d'État aux Affaires africaines sous l'Administration Bush, lors de sa visite à Paris, en France, le 2 mars 1992 : « [Le Président Bush est] déjà très attaqué pour sa politique d'aide extérieure. Certains Américains lui reprochent de donner de l'argent à l'étranger, au détriment des légions de chômeurs et sans-abris que compte le pays ». <sup>1017</sup>

Le mécontentement exprimé par certains citoyens américains à l'égard de la politique africaine des États-Unis, jugée trop dépensière et pas suffisamment à la hauteur des attentes, comme le soulignait Scott M. Spangler, administrateur adjoint du Bureau africain de l'USAID sous le gouvernement Bush, qui affirmait que « certains Américains perdent patience quand ils constatent le peu de choses qui a été accompli en Afrique » <sup>1018</sup>, poussa l'Administration Bush, comme ce fut notamment le cas pour ses partenaires européens, à revoir radicalement sa politique en matière d'aide à l'étranger. Ainsi, pour séduire la communauté Noire américaine et apaiser une population blanche critique à l'égard des dépenses extérieures de l'État, jugées excessives, Washington opta à l'international pour une politique plus stricte en matière d'aide. Si durant la guerre froide les États africains pouvaient utiliser la coopération et les menaces de rapprochement avec l'Union soviétique comme un moyen de pression sur les États du « Monde libre », la disparition de l'empire de l'Est laissait le champ libre à la partie américaine pour imposer ses règles et ses conditions. Le gouvernement Bush, au même titre que ses alliés européens, dans ses discours, voulut désormais montrer son intransigeance, annoncer la rupture définitive avec les régimes dictatoriaux et inscrire les rapports avec le continent africain dans

---

<sup>1015</sup> *Ibid.*

<sup>1016</sup> *Ibid.*

<sup>1017</sup> *Ibid.*

<sup>1018</sup> Philippe Leymarie. « Les États-Unis, Nouveaux parrains du continent africain ». *Le Monde diplomatique* (avril 1992) : 12.

le cadre du respect des valeurs démocratiques, de la paix et des droits de l'Homme. Dorénavant, selon Herman Cohen, les États-Unis étaient prêts à aider les pays africains, mais soulignaient que « les programmes d'aide favoriseront les pays qui se lanceront sur la voie de la démocratie et donneront moins d'importance aux pays qui refuseront de le faire ».<sup>1019</sup> Selon le parlementaire républicain Dan Burton « tout ira mieux si les États africains savent qu'à moins d'adopter des réformes démocratiques et de respecter les droits de l'Homme, ils n'auront rien ».<sup>1020</sup> Ce dernier pensait qu'il était nocif d'aider une Afrique corrompue, en proie à des conflits militaires insensés, victime d'une mauvaise gouvernance et de la dictature. En effet, des années d'assistance du « Monde libre » ne contribuèrent pas au développement économique des États africains qui, depuis l'indépendance, reçurent de l'Occident une aide totale de 300 milliards de dollars.<sup>1021</sup> Il était impératif que l'Afrique trouve par elle-même des solutions à ses maux, car « une aide étrangère peut faire plus de mal que de bien ».<sup>1022</sup> Burton appelait à réformer la politique d'aide américaine :

Notre aide étrangère et les programmes d'assistance que nous avons, je le crois, devraient être conçus pour nous assurer que nous promouvons en fin de compte la démocratie et la liberté d'entreprise et que nous donnons à ces gens [aux Africains] la technologie pour qu'ils puissent survivre seuls et devenir des membres respectés de la société mondiale (...).<sup>1023</sup>

Malgré les restrictions budgétaires et le conditionnement de l'obtention de l'aide américaine, sur le terrain, l'Administration Bush mit en place des mesures d'accompagnement des États africains sur la voie de la bonne gouvernance et de la démocratie. Ainsi, le gouvernement américain finança des observateurs indépendants pour la coordination des premières élections démocratiques libres en Zambie, en octobre 1991 ; la publication de brochures éducatives pour la défense des droits des citoyens au Ghana et l'établissement d'un groupe civil de surveillance pour le respect des droits de l'Homme au Nigéria. Malgré le déficit et les restrictions budgétaires auxquels fut confrontée l'Administration Bush en fin de mandat, le gouvernement américain continuait non seulement à déployer d'importants fonds d'aide pour le financement des démocraties africaines, mais prévoyait même une augmentation. Ainsi, selon l'un des représentants du département d'État : « L'année dernière [1991], la totalité des

---

<sup>1019</sup> *Ibid.*, p. 13.

<sup>1020</sup> *Ibid.*

<sup>1021</sup> [U.S. Congress]. *Review of U.S. AID and Its Development Strategy in a Changing Africa. Hearing Before the Subcommittee on Africa of the Committee of Foreign Affairs, House of Representatives, 102nd Session Congress, First Session, November 12, 1991.* Washington : U.S. Government Printing Office, 1991, p. 27.

<sup>1022</sup> "Foreign aid can do more harm than good." *Ibid.*, p. 29.

<sup>1023</sup> "Our foreign aid and the AID programs that we have, I believe, should be designed to make sure that we promote democracy and free enterprise ultimately and give those people the technology so they can survive on their own and become respected members of the world society (...)." *Ibid.*, p. 28.

dépenses pour la démocratisation de l’Afrique était de 30 millions de dollars, ce qui incluait 10 millions de dollars pour soutenir le processus politique en Afrique du Sud. Cette année [1992], nous nous attendons à environ 40 millions de dollars ».<sup>1024</sup>

Cette aide financière américaine, quand bien même conditionnée, avait un objectif bien précis. Au-delà du simple accompagnement des États africains sur la voie de la démocratie et de la bonne gouvernance, ce financement, qualifié d’humanitaire, avait pour objectif final la création de sociétés civiles et d’organismes gouvernementaux africains favorables à la politique américaine, en particulier la libéralisation économique et l’ouverture du marché aux entreprises américaines. « L’ère de l’aide massive de gouvernement à gouvernement révolue »<sup>1025</sup>, l’Administration Bush prévoyait, dorénavant, de financer et soutenir une nouvelle classe politique pro-américaine et une société civile en Afrique.

La nouvelle aide américaine était répartie de manière stratégique : les principaux pays visés étaient les États auparavant inaccessibles et fermés à la propagande américaine, soit par leur appartenance au camp socialiste ou parce qu’ils faisaient partis du pré-carré français. Ce fut le cas du Ghana et de la Zambie qui étaient réputés pour leur passé marxiste ; le Bénin et le Congo-Brazzaville, ayant eu notamment un passé marxiste, mais surtout se situant dans l’ancien espace colonial français. Au Cameroun, les États-Unis apportèrent leur soutien au leader anglophone John Fru Ndi, lors des élections présidentielles de 1992. En Zambie, à la suite du financement de l’organisation des élections démocratiques, Washington assista à l’arrivée au pouvoir d’un jeune chef syndicaliste, Frederick J. Chiluba, qui, malgré son passé socialiste, ayant étudié en Allemagne de l’Est et en Union soviétique, était connu pour ses liens étroits avec le mouvement syndicaliste américain AFL-CIO. Ce passage du socialiste convaincu au chrétien défenseur engagé du libre marché, comme il se qualifiait lui-même, s’opéra durant son séjour de travail de cinq mois en qualité de délégué à l’Assemblée générale des Nations-Unies à New York.<sup>1026</sup> D’autre part, il est important de mentionner que le corps des observateurs indépendants, financés par le gouvernement Bush, qui valida la victoire électorale de 1991 de F. Chiluba, incluait l’ancien président américain Jimmy Carter.<sup>1027</sup> Le Bénin également voit

<sup>1024</sup> "Last year, the total expenditure for democratization in Africa was 30 million dollars, which included 10 million dollars to support the South African political process. This year we expect it to be about 40 million dollars." Norman Kempster. "U.S. Africa Policy Shifts with End of Cold War: Diplomacy: Bush Administration is now encouraging true democracy instead of just countering communism." *Los Angeles Times* [en ligne] May 02, 1992. Disponible sur <[http://articles.latimes.com/1992-05-02/news/mn-1313\\_1\\_cold-war](http://articles.latimes.com/1992-05-02/news/mn-1313_1_cold-war)>. Consulté le 23 janvier 2018.

<sup>1025</sup> Philippe Leymarie. « Les États-Unis, Nouveaux parrains du continent africain ». *Le Monde diplomatique* (avril 1992) : 13.

<sup>1026</sup> Barbara Crossette. "From Zambia to U.S., a Prayerful Plea." *New York Times* [en ligne] February 18, 1992. Disponible sur <<http://www.nytimes.com/1992/02/18/world/from-zambia-to-us-a-prayerful-plea.html>>. Consulté le 1 février 2018.

<sup>1027</sup> Peter Burnell. "Zambia at the Crossroads." *World Affairs*. Vol. 157. No. 1 (Summer 1994) : 19.

l'arrivée au pouvoir d'un dirigeant pro-américain, Nicéphore Dieudonné Soglo, qui avait effectué une brillante carrière aux États-Unis en tant que cadre au sein de la Banque mondiale. Les deux personnages, Chiluba et Soglo, sont érigés par le gouvernement Bush au rang d'exemples qui devaient représenter cette nouvelle Afrique démocratique et libre. Comme l'affirmait à la veille de sa tournée africaine, en septembre 1991, le vice-président des États-Unis, James Danforth Quayle : « les relations américano-africaines [entraient] dans une ère nouvelle ».<sup>1028</sup> Durant son séjour diplomatique en Afrique, Quayle exprima le souhait de voir une Afrique démocratique. Il célébra notamment l'élection démocratique namibienne, encourageant le parti nationaliste arrivé au pouvoir (SWAPO) et présentant ce jeune pays d'Afrique australe comme « un modèle pour les autres pays africains d'engagement sur la voie d'une gouvernance démocratique ».<sup>1029</sup>

Washington critiquait désormais ouvertement les anciens régimes alliés d'Afrique qui s'opposaient aux processus démocratiques. En novembre 1991, l'ambassade des États-Unis à Kinshasa, au Zaïre, appela officiellement le président congolais Mobutu à laisser le pouvoir : « Mobutu a perdu toute légitimité et doit céder le pouvoir à un gouvernement de transition conduit par l'opposition ».<sup>1030</sup> À cette même période, les ambassadeurs américains au Kenya, au Togo et au Swaziland continuaient à dénoncer les abus et les dérives des régimes totalitaires africains. En 1991, on constate une nette augmentation du budget des États-Unis (30 millions de dollars) consacré à la construction de la démocratie en Afrique.<sup>1031</sup> Dans les questions de résolution des conflits régionaux et du maintien de la paix en Angola et au Mozambique, l'Administration Bush contribua à l'arrêt des guerres civiles et à la réconciliation nationale. Au Liberia, le gouvernement américain octroya une aide financière à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) pour la résolution du conflit militaire et transmit 130 millions de dollars d'aide humanitaire.<sup>1032</sup> Dans la sphère économique, Washington procéda à l'annulation de 1,2 milliards de dollars de dettes africaines.<sup>1033</sup> Dans le volet

<sup>1028</sup> Philippe Leymarie. « Les États-Unis, Nouveaux parrains du continent africain ». *Le Monde diplomatique* (avril 1992) : 13.

<sup>1029</sup> "a model for other African countries on moving towards democratic rule." Voir Erich Boois. "US Vice-President Dan Quayle in Praise of Democracy." *The Namibian*. Vol. 2. No. 409 (September 13, 1991) : 1.

<sup>1030</sup> "Mobutu has lost legitimacy and should hand over the government to an opposition-led transition." Michael Chege. "Remembering Africa." *Foreign Affairs* Vol. 71 (No 1) (1991) : 159.

<sup>1031</sup> *Ibid.*, p. 160.

<sup>1032</sup> "GIST : Sub-Saharan Africa and US Policy." *The DISAM Journal* (Winter 1991/92): 40.

<sup>1033</sup> *Ibid.*, p. 41.

La dette totale bilatérale africaine était estimée à 4 milliards de dollars. L'annulation d'une partie de cette dette était le résultat des menaces de boycott et des pressions exercées par les mouvements noirs américains, sous l'insistance du révérend Leon H. Sullivan. Voir Cornelius F. Foote Jr. "Will U.S. Africa Policy Change?". *Black Enterprise*. Vol. 22. No. 9 (April 1992): 29.

sécuritaire, l'Administration Bush prévoyait notamment de créer un Groupe de Forces spéciales orienté sur l'Afrique. L'un des jokers médiatiques utilisé par le gouvernement américain pour couronner le grand retour des États-Unis en Afrique la veille des élections présidentielles devait être l'intervention militaire humanitaire en Somalie, l'opération *Restore Hope*, le 9 décembre 1992. Cette mission qui consistait à envoyer 28 000 soldats américains en Somalie, en proie à une guerre civile où des groupuscules armés empêchaient la distribution de l'aide humanitaire aux populations victimes de la famine, était, selon George H. W. Bush, « l'œuvre de Dieu » ("God's work"). L'Amérique devait pacifier le pays et sauver de nombreuses vies somaliennes :

Au peuple somalien, je promets ceci. Nous ne prévoyons pas de dicter les issues politiques. Nous respectons votre souveraineté et indépendance. Sur la base de mes conversations avec les autres dirigeants de la coalition, je peux affirmer avec certitude que nous venons dans votre pays pour une seule raison : permettre aux affamés d'être nourris.<sup>1034</sup>

Cette mission militaire qui s'effectua au nom du droit d'ingérence humanitaire fut un terrible échec.

La politique africaine de l'Administration Bush pourrait être divisée en deux phases : premièrement, une période de désintérêt et de retrait du continent qui débute vers la fin de la guerre froide (1989-1990) et, deuxièmement, une réactivation des États-Unis à l'approche des élections présidentielles américaines et le retour d'un discours pro-africain (1991-1992). La politique américaine en Afrique au début des années 1990 pourrait être également qualifiée de politique transitoire et pragmatique, qui répondait avant tout aux intérêts nationaux des États-Unis. La complexité et la dualité de cette politique dans la gestion du dossier africain consistaient en ce que l'Administration Bush devait jongler entre des intérêts nationaux et géopolitiques, ce qui expliquait l'incohérence entre le discours de Washington sur l'Afrique, qui appelait à la démocratie, au respect des droits de l'Homme et à la paix, et l'action réelle du gouvernement américain sur le terrain. Lorsque le sous-secrétaire aux Affaires africaines Herman J. Cohen assurait la fidélité et l'attachement de Washington aux valeurs démocratiques du multipartisme en Afrique, l'Administration Bush en pratique, au début de la présidence, contestait la volonté du Congrès de réduire l'aide aux dictateurs africains. Ainsi, en avril 1989, le sous-secrétaire-adjoint du secrétaire d'État aux Affaires africaines, Alison Rosenberg,

---

<sup>1034</sup> "To the people of Somalia, I promise this. We do not plan to dictate political outcomes. We respect your sovereignty and independence. Based on my conversations with other coalition leaders, I can state with confidence we come to your country for one reason only, to enable the starving to be fed." *Mission to Somalia. Transcript of President's Address on Somalia, December 5, 1992.* Disponible en ligne sur <<https://www.nytimes.com/1992/12/05/world/mission-to-somalia-transcript-of-president-s-address-on-somalia.html>>. Consulté le 19 octobre 2019.

s'opposa aux appels du Congrès américain à couper l'aide au Kenya, à la Somalie et au Congo-Zaïre.<sup>1035</sup> À l'approche des élections présidentielles, l'Administration Bush, n'ayant plus d'intérêts stratégiques particuliers en Afrique, voulait désormais réhabiliter son image et revoir sa politique sur le continent qui lui offrait de nouvelles opportunités.

### 5. La politique africaine du président Clinton : « Trade, Not Aid »

La victoire aux élections présidentielles du démocrate William Jefferson Clinton, en novembre 1992, fut considérée comme un évènement majeur dans l'histoire des relations américano-africaines. Le professeur Korwa G. Adar de l'Université Internationale des États-Unis en Afrique (*United States International University – Africa*, USIU), spécialiste en affaires internationales, dans un article intitulé « The Clinton Administration and Africa : A View from Nairobi, Kenya », décrit la politique africaine clintonienne comme une politique de concession entre deux mouvements, les conservateurs-républicains et les libéraux-démocrates :

Les conservateurs au sein du parti républicain perçoivent ce consensus comme une opportunité pour lancer la *pax democratica* basé sur leur conception des idéaux américains. Les libéraux du parti démocrate, d'autre part, perçoivent cela comme une meilleure opportunité pour les Nations Unies (ONU) de jouer un rôle de premier plan dans la résolution des conflits, la démocratie et la promotion des droits de l'Homme. L'Administration Clinton a embrassé à la fois ces deux grandes perspectives.<sup>1036</sup>

Selon l'auteur de l'article, les États-Unis sous l'Administration Clinton s'attribuaient la mission de mener l'Afrique sur les voies de la consolidation de la démocratie, des droits de l'Homme et de la bonne gouvernance, autrement dit, accompagner les États africains dans cette période transitoire de libération de la tyrannie des régimes totalitaires, mais dans le cadre du multilatéralisme.

#### 5.1. Un nouveau discours : de l'afro-pessimisme à l'afro-optimisme

Dans la gestion du dossier africain, le président Clinton hérita les grandes crises de l'Administration Bush, dont le conflit somalien et le Soudan. Le diplomate africaniste et conseiller en matière de sécurité nationale, Anthony Lake, fut désigné comme l'idéologue de la

<sup>1035</sup> Michael Clough. *Free At Last ? : U.S. Policy Toward Africa and the End of the Cold War*. New York: New York University Press, 1992, p. 98.

<sup>1036</sup> "Conservatives within the Republican party perceived this consensus as an opportunity to launch a *pax democratica* based on their conception of American ideals. Liberals in the Democratic Party, on the other hand, perceived it as the best opportunity for the United Nations (UN) to play a leading role in conflict resolution and democracy and human rights promotion. The Clinton administration embraced both of these two broad perspectives." Korwa G. Adar. "The Clinton Administration and Africa: A View from Nairobi, Kenya." *A Journal of Opinion*. Vol. 26. No. 2 (1998): 70.

nouvelle stratégie africaine des États-Unis. Contrairement aux précédents gouvernements, Clinton non seulement ramena l'Afrique au cœur de la politique extérieure américaine, mais introduisit une nouvelle rhétorique dans les affaires africaines. Alors que les États européens et la Russie suivaient la mouvance afro-pessimiste, le gouvernement Clinton tentait, quant à lui, de changer l'approche américaine à l'égard de l'Afrique et le regard africain sur l'Amérique. Washington s'efforçait d'introduire un nouveau discours afro-optimiste. Certes, les priorités américaines en Afrique restaient celles définies sous Bush (la promotion de la démocratie, le maintien de la paix et la sécurité), mais il s'en ajoutait désormais d'autres : promouvoir le commerce et les investissements ; mobiliser les capitaux pour les besoins de développement de base et des infrastructures ; soutenir une gouvernance efficace et la démocratie. Pour le vice-président de l'Administration Clinton, Albert Gore :

(...) notre intérêt pour l'Afrique découle d'une vision de politique étrangère énoncée par le Président [Clinton] pendant la campagne et une grande partie de cette année [1994]. Il s'agit d'une vision à trois volets : une vision qui vise à promouvoir la démocratie, promouvoir la prospérité et promouvoir notre propre sécurité nationale à une époque où le mur de Berlin a été démantelé et où les gens votent au Kremlin.<sup>1037</sup>

Sous le président Bill Clinton, le continent africain revient sur les devants de la scène politique américaine. Lors d'une intervention sur l'Afrique à Washington, en juin 1994, le président Clinton déclara :

Peut-être que la chose la plus importante que je puisse faire (...) est (...) d'expliquer au peuple américain de quelque race, région ou origine que ce soit pourquoi l'Afrique compte pour nous tous et pour notre avenir commun. Tous les membres du Congrès qui y ont participé, y compris ceux qui ont essayé d'attirer davantage l'attention sur l'Afrique pendant des années et des années, savent que c'est la première chose que nous devons faire dans notre démocratie.<sup>1038</sup>

L'une des préoccupations majeures de la nouvelle politique africaine de l'Administration Clinton était de favoriser par tous les moyens l'accès au marché africain aux entreprises

---

<sup>1037</sup> "(...) our interest in Africa arises out of a vision of foreign policy enunciated by the President [Clinton] during the campaign and much of this year. It is a three-pronged vision: one that seeks to promote democracy, promote prosperity, and promote our own national security in an age when the Berlin Wall has been dismantled and people are casting ballots in the Kremlin." Al Gore. "Building a Better Future in Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Volume 5. No. 27 (July 4, 1994). Discours du 27 juin 1994. Disponible en ligne sur <<http://dosfan.lib.uic.edu/ERC/briefing/dispatch/1994/html/Dispatchv5no27.html>>. Consulté le 15 septembre 2018.

<sup>1038</sup> "Maybe the most important thing I can do (...) is (...) to explain to the American people of whatever race, region, or background why Africa matters to all of us and to our common future. All members of Congress who have participated in this, including many who have tried to have more attention drawn to Africa for years and years, know that that is the first thing we must do in our democracy." Bill Clinton. "Building a Better Future in Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 5. No. 27 (July 4, 1994). Discours du 27 juin 1994. Disponible en ligne sur <<http://dosfan.lib.uic.edu/ERC/briefing/dispatch/1994/html/Dispatchv5no27.html>>. Consulté le 15 septembre 2018.

américaines et augmenter de la sorte les investissements américains en Afrique. Si sous la présidence Bush le commerce américano-africain avait considérablement chuté, sous Clinton, la hausse des échanges commerciaux devenait une priorité. Ainsi, afin de sensibiliser la société américaine sur le dossier africain, il devenait impératif d'améliorer l'image du continent. Tout d'abord, l'Administration Clinton, comme il fut mentionné plus haut, adopta un discours afro-optimiste, célébrant les perspectives du développement à venir sur le continent. Lors de la tenue, entre le 26 et 27 juin 1994, à Washington, de la première grande conférence sur l'Afrique à la Maison Blanche, le président Clinton, dans un discours d'ouverture, non seulement confirma l'engagement des États-Unis dans leur rôle de puissance mondiale en faveur du développement et de la transformation des États africains, mais aussi proclama sa foi dans l'avenir prometteur du continent :

Je pense qu'il est important, (...), de se rappeler que même avec tous les problèmes et toutes les choses terribles qui se produisent et tout le recul économique qui s'est produit, il y a beaucoup d'espoir en Afrique. Alors je vous dis à tous que je ferai ce que je peux. Je n'en saurai jamais autant que ceux d'entre vous qui ont consacré leur vie professionnelle au développement de l'Afrique (...). Mais je sais que nous avons besoin d'une nouvelle politique. Je pense que l'Afrique compte pour l'Amérique. Je sais qu'il y a beaucoup de bonnes personnes là-bas qui dirigent et font de bonnes choses. Je sais qu'il y a beaucoup de visionnaires là-bas. Et je sais que l'avenir de mon enfant et de mes petits-enfants dépend de la reconstruction du tissu environnemental et social de ce continent. Je le sais.

Alors je vous le dis, construisons un groupe de soutien. Rappelons aux gens qu'il y a des choses à espérer, ainsi que des choses à craindre.<sup>1039</sup>

La particularité de la rhétorique clintonienne à l'égard de l'Afrique est l'emploi d'un discours afro-optimiste et émancipateur qui sort des traditionnels sentiers du paternalisme de la guerre froide. Contrairement au précédent gouvernement, la nouvelle Administration américaine réalisait l'importance d'élever les acteurs africains au rang de partenaires égaux dans l'atteinte des objectifs communs : la transformation, la reconstruction et le développement économique, social et politique du continent.

---

<sup>1039</sup> "I think it's important, (...), to remember that even with all the problems and all the terrible things that are happening and all the economic backsliding which has occurred, there is a lot of hope in Africa. So I say to all of you, I will do what I can. I will never know as much as those of you who have committed your professional lives to the development of Africa (...). But I do know we need a new policy. I do believe Africa matters to America. I do know there are a lot of good people there leading and making good things happen. I do know there are a lot of visionaries there. And I do know my child's and my grandchildren's future depends upon reconstructing the environmental and social fabric of that continent. I know that. So I say to you, let's build a constituency. Let's remind people there are things to hope about as well as things to fear." Bill Clinton. "Building a Better Future in Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 5. No. 27 (July 4, 1994). Disponible en ligne sur <<http://dosfan.lib.uic.edu/ERC/briefing/dispatch/1994/html/Dispatchv5no27.html>>. Consulté le 15 septembre 2019.



L'Administration Clinton était plus encline que la précédente à prendre en compte le potentiel de transformation sociale et politique de l'intérieur, même des sociétés africaines. Dans leur article "Retreat from Globalism : U.S. Policy Toward Africa in the 1990", Donald Rothchild et John Ravenhill mentionnent qu'initialement, en Afrique, les aspirations à la démocratie étaient nées au cœur des masses populaires. Ils décrivent l'agacement éprouvé par les peuples africains à l'égard du paternalisme occidental et la volonté des puissances européennes de se réapproprier la paternité des mouvements révolutionnaires démocratiques africains :

En Afrique, une grande partie de l'inspiration pour la démocratie vient des Africains eux-mêmes ; il y a donc des irritations naturelles sur les revendications occidentales de leadership sur cette question. Il appartient donc aux décideurs politiques américains de s'identifier aux pressions pour la démocratie qui émergent actuellement en Afrique.<sup>1040</sup>

Les conseils prodigués par les auteurs de l'article au gouvernement américain consistaient non pas à imposer les États-Unis en qualité de leader, mais encourageaient plutôt à s'identifier et s'associer aux aspirations démocratiques qui émergeaient de l'intérieur des masses populaires d'Afrique afin d'accompagner les acteurs africains en qualité de partenaires égaux. La désapprobation et l'irritation suscitées par le leadership des anciennes puissances coloniales et la prédominance du modèle démocratique occidental en Afrique furent exprimées par l'ancien président du Nigéria, Olusegun Obasanjo :

Une cause évidente de malaise dans la région est provoquée par ce qui est perçu dans certains milieux comme une tentative d'imposer massivement les modèles démocratiques occidentaux aux pays africains comme condition pour l'aide économique au développement. Pour qu'elle puisse s'établir durablement, la démocratie doit être conçue, cultivée et entretenue par le pays même. L'Afrique a une tradition d'une certaine forme de démocratie qui ne devrait pas être complètement abandonnée, mais être autorisée à évoluer et à se développer, et un modèle unique de démocratie ne peut être appliqué.<sup>1041</sup>

---

<sup>1040</sup> "In Africa, much of the inspiration for democracy comes from Africans themselves; hence there are natural irritations over Western claims to leadership on this issue. It therefore behooves American policymakers to identify with pressures for democracy emerging within Africa at this time." Donald S. Rothchild, John Ravenhill. "Retreat from Globalism: U.S. Policy Toward Africa in the 1990." In bk. *Eagle in a New World: American Grand Strategy in the Post-Cold War Era*. New York: HarperCollins Publishers, 1992, p. 409.

<sup>1041</sup> "An obvious cause of unease in the region is what is seen in some quarters as an attempt to impose Western democratic models lock, stock and barrel on African countries as a condition for economic assistance for development. Democracy to endure must be home-induced, home-grown and home-sustained. Africa has a tradition of some form of democracy which should not be completely discarded but be allowed to evolve and develop, and that a single model of democracy may not be applicable." [Olusegun Obasanjo]. *Hope for Africa: selected speeches of Olusegun Obasanjo*. Abeokuta: ALF Publications, 1993, pp. 51-52.

Autrement dit, le président Obasanjo déplorait le diktat du modèle démocratique occidental et réclamait la reconnaissance d'un modèle produit en Afrique, issu des sociétés traditionnelles africaines et adapté aux besoins des populations locales.

La nouvelle rhétorique de la diplomatie américaine reconnaissait et valorisait les acquis démocratiques des peuples africains, en leur octroyant la paternité de cette transformation. Pour le vice-président Al Gore, les États-Unis jouaient seulement le rôle de catalyseur, tandis que le cœur de la vague démocratique se trouvait entre les mains des Africains :

Ceux qui créeront un réel changement en Afrique sont les peuples africains eux-mêmes. (...).

L'Ouganda a émergé des années de chaos, et une assemblée constituante élue démocratiquement ratifiera bientôt une constitution démocratique pour ce pays. Ce ne sont pas des étrangers qui ont réussi cela. Ce sont les Ougandais.

Le Malawi se prépare pour les premières véritables élections depuis trois décennies. Ce ne sont pas des étrangers qui font ça. C'est le peuple du Malawi qui le fait.

Madagascar et les Seychelles ont tous les deux récemment abandonné le régime socialiste et organisé des élections libres et démocratiques. La Tanzanie a légalisé les partis d'opposition. Ce n'était pas l'œuvre des étrangers. C'est l'aspiration, la persistance et le courage des peuples malgaches, des Seychelles et de la Tanzanie.<sup>1042</sup>

En plus de l'adoption d'un discours pro-africain, l'Administration Clinton mit en avant la valorisation des peuples noirs d'Afrique et d'Amérique. Ainsi, contrairement aux Administrations précédentes, sous Clinton, le bureau des Affaires africaines était dirigé par des Noirs américains, George E. Moose et Susan E. Rice. Ronald H. Brown devint le premier noir américain dans l'histoire à occuper le poste de secrétaire d'État au commerce sous l'Administration Clinton. On assiste notamment à un rapprochement avec les principaux chefs activistes afro-américains, le sénateur Jesse Jackson et le révérend Leon Howard Sullivan. Jesse Jackson, troisième candidat noir américain dans l'histoire des États-Unis à avoir concouru aux élections présidentielles en 1988, fut nommé par Clinton porte-parole et envoyé spécial en Afrique pour la promotion de la démocratie et des élections libres.<sup>1043</sup> Les États-Unis

<sup>1042</sup> "Those who create real change in Africa will be the African people themselves. (...).

Uganda has emerged from years of chaos, and a fairly elected constituent assembly will soon ratify a democratic constitution for that country. Outsiders didn't do that. Ugandans did.

Malawi prepares for the first genuine elections in three decades. Outsiders didn't create those elections. The people of Malawi did.

Both Madagascar and Seychelles recently abandoned socialist rule and have run free and fair elections. Tanzania has legalized opposition parties. This wasn't the work of outsiders. It came from the aspirations and persistence and courage of the people of Madagascar, Seychelles and Tanzania." Al Gore. "Building a Better Future in Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 5. No. 27 (July 4, 1994). Disponible en ligne sur <<http://dosfan.lib.uic.edu/ERC/briefing/dispatch/1994/html/Dispatchv5no27.html>>. Consulté le 15 septembre 2018.

<sup>1043</sup> Les premiers furent Frederick Douglass en 1888 et Shirley Chisholm en 1972. Toutefois, il fut le premier candidat compétitif aux élections présidentielles avec 16 États remportés et des milliers de votes remportés.

favorisaient le rapprochement avec l'Afrique du Sud, s'identifiaient à la lutte anti-apartheid et s'impliquaient dans la valorisation des communautés noires. Ainsi, l'Administration Clinton contribua au financement de la tenue des élections en 1994 en Afrique du Sud et accorda une aide supplémentaire de 600 millions de dollars pour la promotion du développement du secteur privé noir dans le pays, l'amélioration des infrastructures des bidonvilles noirs et des zones rurales pauvres, la création d'emplois au sein des communautés, l'éradication des inégalités dans l'accès aux soins et à l'éducation et le renforcement des institutions démocratiques.<sup>1044</sup>

Sous l'Administration Clinton la machine de propagande du rêve américain s'intensifia. En 1995, *Voice of America* émettait en Afrique en six langues différentes et plus de 80 heures par semaine. Plus tard, en mars 1998, lors de son premier voyage en Afrique au cours de l'exercice de son second mandat, le président Clinton annonça le lancement de la radio *Democracy for Africa*, une branche de *Voice of America* qui prévoyait transmettre 22,5 heures par semaine dans l'objectif de promouvoir la démocratie et les droits de l'Homme. *Democracy for Africa* avait notamment pour mission de former des journalistes africains.<sup>1045</sup> La médiatisation des actions humanitaires américaines pour lutter contre la faim, la pauvreté et la maladie par l'intermédiaire des structures internationales et des ONG, comme les Nation Unies, l'USAID et le *Peace Corps*, contribuait à la justification de la nécessité et de l'urgence de la présence américaine en Afrique.

## 5.2. *La nouvelle stratégie américaine en Afrique : une approche plus intégrée et stratégique*

La nouvelle politique africaine des États-Unis favorisait une nouvelle approche des enjeux africains. Dorénavant, Washington remplaçait l'ancienne approche globaliste par le régionalisme. Les problèmes africains devaient être traités, en considérant les enjeux régionaux et les particularités nationales, et, en encourageant la collaboration et l'intégration intrarégionale :

Et souvent les États-Unis (...) ignoraient tout simplement les réalités de l'Afrique. Mais maintenant le prisme à travers lequel nous voyions l'Afrique a été brisé. (...). Nous avons une nouvelle liberté et une nouvelle responsabilité de voir l'Afrique : de la voir

<sup>1044</sup> Bill Clinton. "Building a Better Future in Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 5. No. 27 (July 4, 1994).

Disponible en ligne sur <<http://dosfan.lib.uic.edu/ERC/briefing/dispatch/1994/html/Dispatchv5no27.html>>. Consulté le 15 septembre 2018.

<sup>1045</sup> Anthony Lake. "Sustained U.S. Assistance to Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 6. No. 27 (July 3, 1995): 537. Intervention au Forum organisé par Trans-Africa sur le maintien de l'aide américaine à l'Afrique (Washington DC, 29 juin, 1995).

dans son ensemble et de la voir comme des nations spécifiques, avec des problèmes spécifiques et des promesses spécifiques.<sup>1046</sup>

Selon Brian Atwood, administrateur de l'Agence américaine pour le développement international, la nouvelle ligne politique des États-Unis en Afrique devait être « plus intégrée dans son approche, plus stratégique dans ses objectifs ».<sup>1047</sup> Dorénavant, Washington devait privilégier non seulement le développement des relations bilatérales, mais également la coopération avec les grandes structures régionales africaines qui favorisaient les processus d'intégration : la Communauté de Développement d'Afrique Australe (1992) (*Southern African Development Community*, SADC, ex-Conférence de coordination pour le développement de l'Afrique Australe), l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) (1963), la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) (1975), la Communauté d'Afrique de l'Est (*East African Community*, EAC) (1967), l'Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine (UEMOA) (1994) (ex-Union Monétaire Ouest-Africaine, UMOA). Cette nouvelle politique américaine qui visait à encourager les processus d'intégration en Afrique contribua à améliorer le commerce intrarégional. Ainsi, sous l'insistance de l'USAID, le gouvernement du Kenya leva certaines barrières protectionnistes pour favoriser le commerce avec l'Ouganda voisin, ce qui poussa les commerçants kenyans à acheter 400 000 tonnes de maïs ougandais pour répondre à un grand déficit alimentaire dans le pays.<sup>1048</sup> Le régionalisme permettait aux États-Unis d'élaborer une politique plus centrée : l'objectif était de définir des États-relais qui devaient assurer les intérêts américains dans la zone. Au cours du second mandat, en 1998, le président Clinton annonça la formation d'un fonds d'investissement pour le développement des infrastructures d'un montant de 500 millions de dollars, par l'intermédiaire de la Société d'investissement privé en outre-mer (*Overseas Private Investment Corporation*, OPIC), afin d'assister les microentreprises, montées par des femmes en Afrique, et ainsi encourager l'intégration économique régionale.<sup>1049</sup>

<sup>1046</sup> “And often the United States (...) just simply ignored the realities of Africa.

But now the prism through which we viewed Africa has been shattered. (...) We have a new freedom and a new responsibility to see Africa - to see it whole and to see it as specific nations and specific problems and specific promise.” *Remarks from the White House Conference on Africa (Washington DC, June 26-27, 1994)*. Bill Clinton. “Building a Better Future in Africa.” *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 5. No. 27 (July 4, 1994): 445.

<sup>1047</sup> “We want to be more integrated in our approach, more strategic in our focus.” *Ibid.* J. Brian Atwood speech in “Building a Better Future in Africa.”

<sup>1048</sup> *Ibid.*

<sup>1049</sup> *Assistant Secretary for African Affairs (Susan E. Rice) Remarks to the City Club of Cleveland*, Cleveland, Ohio, April 17, 1998. Disponible sur <[http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice\\_980417.html](http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice_980417.html)>. Consulté le 14 février 2018.

Un autre aspect important de la politique clintonienne en Afrique était la mise en place d'une diplomatie préventive. Désormais, Washington passait de la politique de la gestion des crises (*crisis management*) à la prévention des crises (*crisis prevention*). L'échec de l'intervention armée des États-Unis en Somalie dans le cadre de l'opération *Restore Hope*, menée sous l'Administration Bush dans l'objectif de répondre à une crise humanitaire majeure en Somalie, poussa le gouvernement Clinton à se retirer rapidement du conflit, mais réveilla aussi le vieux « syndrome vietnamien » qui changea le regard porté par Washington sur la gestion des conflits armés en Afrique.<sup>1050</sup> Selon le professeur Korwa G. Adar, le départ des États-Unis de la Somalie en 1994 « reflète non seulement l'échec de la politique américaine, mais remet sérieusement en question la volonté de l'Administration Clinton d'exercer un leadership »<sup>1051</sup>. L'échec somalien renforça la thèse du non-interventionnisme des États-Unis dans les conflits du tiers monde, très répandue sous le gouvernement Bush. Désormais, le gouvernement américain décidait, par l'intermédiaire de programmes pour la consolidation de la paix, la démocratie et la lutte contre la faim, menés par l'USAID, de prévenir l'apparition de nouvelles formes de crises qui pourraient potentiellement conduire à des conflits militaires et humanitaires majeurs :

Il me semble, qu'au vu de toutes les tensions subies maintenant par le continent, nous avons besoin d'une nouvelle politique américaine fondée sur l'idée que nous devrions aider les nations africaines à identifier et résoudre les problèmes, avant qu'ils ne dégénèrent. Réagir ne suffit pas ; nous devons examiner ces problèmes sous-jacents.<sup>1052</sup>

Il devenait fréquent d'entendre des analystes américains dire que « les problèmes de l'Afrique appellent des solutions africaines ».<sup>1053</sup>

L'exemple de la mise en œuvre de la diplomatie préventive fut l'adoption, en 1994, à Addis-Abeba, en Éthiopie, d'une initiative pour la Corne de l'Afrique, introduite par Brian Atwood. Ce programme prévoyait d'améliorer la sécurité alimentaire et prévenir les conflits dans la région. Si les crises étaient inévitables ou déjà existantes, l'Administration Clinton préférait ne plus intervenir directement dans ces conflits, mais les résoudre par le biais d'autres

---

<sup>1050</sup> Dans l'opération *Restore Hope*, l'armée américaine perdit 18 Marines qui furent sauvagement tués par la milice du Général Farah Aideed en octobre 1993. Korwa G. Adar. "The Clinton Administration and Africa: A View from Nairobi, Kenya." *A Journal of Opinion*. Vol. 26. No. 2 (1998): 70.

<sup>1051</sup> *Ibid.* " (...) not only reflected the failure of the U.S. policy, but seriously calls into question the Clinton administration's willingness to lead."

<sup>1052</sup> "It seems to me that in the face of all of the tensions that are now gripping the continent, we need a new American policy based on the idea that we should help the nations of Africa identify and solve problems before they erupt. Reacting is not enough; we must examine these underlying problems." *Remarks from the White House Conference on Africa (Washington DC, June 26-27, 1994)*. Bill Clinton. "Building a Better Future in Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 5. No. 27 (July 4, 1994): 445.

<sup>1053</sup> Jennifer G. Cooke. « De Clinton à Obama, les États-Unis et l'Afrique ». *Politique étrangère* Volume 2 (2013) : 69.

États et des structures des Nations Unies. Ainsi, dans le cas du génocide au Rwanda, en 1994, le gouvernement Clinton se retira complètement et laissa la gestion du conflit à l'ONU et à la France :

Les rapports quotidiens en provenance du Rwanda, bien sûr, nous rappellent les obstacles auxquels nous sommes confrontés. Nous y avons apporté un soutien matériel, financier et statistique pour la mission de maintien de la paix des Nations Unies : plus de 100 millions de dollars d'aide humanitaire. Nous avons insisté sur le fait que ceux qui sont en train de commettre le génocide soient traduits en justice. Et nous avons soutenu la décision des Français de protéger les Rwandais en danger.<sup>1054</sup>

Au Liberia, l'Administration Clinton octroya une aide de 90 millions de dollars aux Forces africaines de maintien de la paix en Afrique de l'Ouest (ECOMOG).<sup>1055</sup>

En septembre 1996, lors du second mandat du président Clinton et sous l'administration de la nouvelle responsable du bureau des Affaires africaines, Susan E. Rice, le gouvernement américain adopta l'Initiative de réponse aux crises africaines (*Africa Crisis Response Initiative*, ACRI) qui prévoyait de former et entraîner des contingents d'États africains pour mener des missions de maintien de la paix sur toute l'étendue du continent. Dans le cadre de ce programme, les États-Unis sélectionnaient les États bénéficiaires, ciblant principalement les pays jugés stratégiques : Bénin, Sénégal, Mali, Ouganda, Éthiopie, Malawi, Ghana, Botswana, Kenya, Tanzanie, Zimbabwe, Côte d'Ivoire, Namibie, Niger. Autrement dit, « [pour renforcer] la capacité de l'Afrique à répondre rapidement et efficacement aux défis humanitaires et de maintien de la paix »<sup>1056</sup>.

L'objectif de l'Initiative est de travailler avec des partenaires internationaux et des nations africaines pour améliorer les capacités des pays africains en matière de maintien de la paix et d'aide humanitaire. Grâce au programme de l'ACRI, les États-Unis offrent des formations et des équipements aux nations africaines qui cherchent à améliorer leurs capacités de maintien de la paix et s'engagent pour le progrès démocratique, ses principes et pour des régimes civils.<sup>1057</sup>

---

<sup>1054</sup> "The daily reports from Rwanda, of course, remind us of the obstacles we face. There we have provided material, financial, and statistical support for the UN peace-keeping mission--more than \$100 million in humanitarian relief. We have insisted that those who are committing genocide be brought to justice. And we supported the French decision to protect Rwandans at risk." *Remarks from the White House Conference on Africa (Washington DC, June 26-27, 1994)*. Bill Clinton. "Building a Better Future in Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Volume 5. No. 27 (July 4, 1994): 445.

<sup>1055</sup> Susan E. Rice. "U.S.-Africa Policy." *Remarks Before the Annual Convention of National Association for the Advancement of Colored People (NAACP)*, Washington, DC, July 14, 1998. Disponible sur <[http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice\\_980714.html](http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice_980714.html)>. Consulté le 14 février 2018.

<sup>1056</sup> "[to build] African capacity to respond rapidly and effectively to peacekeeping and humanitarian challenges". Susan E. Rice. "The President's Trip to Africa." *Remarks to the City Club of Cleveland*, Cleveland, Ohio, April 17, 1998. Disponible sur <[http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice\\_980417.html](http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice_980417.html)>. Consulté le 14 février 2018.

<sup>1057</sup> "The purpose of the Initiative is to work with international partners and African nations to enhance African peacekeeping and humanitarian relief capacity. Through the ACRI program, the United States offers training and

Depuis son lancement officiel en juillet 1997, neuf pays d'Afrique subsaharienne bénéficièrent des formations dispensées par l'ACRI : le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Malawi, l'Ouganda, le Sénégal, le Mali, le Kenya et l'Éthiopie.<sup>1058</sup>

Les États-Unis encourageaient le développement du Centre de gestion de conflits de l'Organisation de l'Unité Africaine (*Conflict Management Division*) et étaient parmi les plus grands donateurs du Fonds pour la paix (*Peace Fund*) de l'OUA.<sup>1059</sup> Malgré les budgets injectés par l'Administration Clinton dans les divers programmes pour la promotion de la démocratie, la paix et la prévention des conflits, et ce sur un fond de réduction budgétaire en matière d'aide au développement, certains intellectuels et activistes africains critiquaient la politique clintonienne sur le continent. Ces derniers accusaient Washington de tenir un double langage et de vouloir défendre uniquement les intérêts nationaux des États-Unis. Le professeur Korwa Adar considérait que l'ACRI était le produit du régionalisme américain et reflétait la volonté de l'Administration Clinton d'assurer ses intérêts en Afrique par l'intermédiaire d'autres États. Selon ce dernier, le président Clinton appliquait la doctrine Nixon qui consistait à défendre et promouvoir les intérêts américains en établissant dans les régions jugées stratégiques des États-relais :

Initialement inspirée par ce qui est devenu connu sous le nom de « syndrome du Vietnam », ou simplement la désillusion américaine face aux interventions militaires étrangères, la doctrine Nixon était centrée sur le principe que les intérêts régionaux des États-Unis devaient être servis par des États mandataires régionaux. Dans le cas de l'Afrique, le Congo, l'Éthiopie, le Kenya et l'Afrique du Sud ont été désignés comme les meilleurs gardiens de ce qui constituait essentiellement la marque de la *realpolitik* à la « Nixon-Kissinger ». Clinton introduit la même perspective de *realpolitik* formulée dans le contexte de l'ACRI pour promouvoir les intérêts américains en Afrique. (...). En fin de compte, le cadre politique de l'ACRI souligne simplement la réticence de l'Administration Clinton à jouer un rôle plus direct dans les situations de crise en Afrique.<sup>1060</sup>

---

equipment to African nations who seek to enhance their peacekeeping capabilities and are committed to democratic progress, principles, and civilian rule." *African Crisis Response Initiative (ACRI): Fact Sheet*, White House Office of the Press Secretary, Dakar, Senegal, April 1, 1998. Disponible en ligne sur <<http://clinton4.nara.gov/Africa/19980401-20179.html>>. Consulté le 9 février 2018.

<sup>1058</sup> Vincent Laborderie. « ACRI/ACOTA ». *Réseau de recherche sur les opérations de paix*, Université de Montréal. Disponible sur <<http://www.operationspaix.net/2-resources/details-lexique/acri-acota.html>>. Consulté le 17 avril 2019.

Voir aussi Sénat français. *La gestion des crises en Afrique subsaharienne*. Rapport d'information n° 450 fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, session ordinaire de 2005/2006, Paris, Présidence du sénat, juillet 2006, p. 15. Disponible sur <<https://www.senat.fr/rap/r05-450/r05-4501.pdf>>. Téléchargé le 5 janvier 2021.

<sup>1059</sup> En 2000, le Fonds pour la Paix rattaché à la division de gestion de conflits de l'OUA était financé à 70% par des donateurs non-Africains, dont le plus grand contributeur était les États-Unis sous l'Administration Clinton, surtout au début de sa présidence. Voir Jakkie Cilliers. "Towards a Continental Early Warning System for Africa." *Institute for Security Studies*. No. 102 (April 2005) : 5, 22.

<sup>1060</sup> "Originally inspired by what became known as the 'Vietnam syndrome', or simply American disillusionment with foreign military interventions, the Nixon doctrine was centered on the premise that U.S. regional interests

Autrement dit, la politique américaine en Afrique sous Clinton consistait à limiter au maximum ses interventions directes à l'étranger et à encourager indirectement d'autres États à mener les actions souhaitées et à adopter, en échange des aides au développement, des politiques qui favorisaient et sécurisaient les intérêts des États-Unis dans les régions ciblées, le tout à moindre coût pour l'État américain :

Comme pour notre aide étrangère, le maintien de la paix est souvent un investissement dans la prévention. Nous pouvons payer maintenant ou nous payerons plus cher plus tard. En Afrique, comme dans d'autres parties du monde, nous avons appris qu'il est beaucoup moins coûteux de travailler en amont pour éviter une crise que de lancer un large programme d'aide humanitaire ou d'envoyer nos troupes, après que la tragédie a frappé.<sup>1061</sup>

Le Soudan est un exemple des actions menées par les États-Unis en Afrique pour isoler les États jugés hostiles aux intérêts américains par l'intermédiaire de pays tiers. Dans l'article intitulé "The Clinton Administration and Africa : White House Involvement And The Foreign Affairs Bureaucracies", l'auteur, John F. Clark, spécialisé en relations internationales, considère que Washington sous le gouvernement Clinton, pour défendre ses intérêts dans la sous-région, renforça sa collaboration économique et militaire avec les États voisins du Soudan : l'Érythrée, l'Éthiopie et l'Ouganda. Dès le milieu des années 1990, ces pays commencèrent à recevoir d'importantes quantités d'équipements militaires et des aides économiques. L'Administration Clinton essaya, comme le mentionne l'auteur, par l'intermédiaire de ces trois États de déstabiliser le Soudan de l'intérieur, en apportant un soutien au mouvement d'opposition, l'Alliance démocratique nationale (*National Democratic Alliance*, NDA), et aux groupes rebelles du Sud Soudan, l'Armée de Libération Populaire Soudanaise (*Sudanese People's Liberation Army*, SPLA), dans leur lutte contre le régime islamique en place d'Omar el-Béchir, le Front Islamique national (*National Islamic Front*, NIF), en accentuant de la sorte l'antagonisme entre le Nord « islamiste » et le Sud « chrétien » :

Certains articles de presse récents laissent entendre que l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA), une guérilla insurrectionnelle qui cherche à renverser le régime du

---

were to be served by regional proxy states. In the case of Africa, Congo-, Ethiopia, Kenya, and South Africa were designated as the best custodians of what in essence constituted the Nixon-Kissinger brand of realpolitik. Clinton is introducing the same realpolitik perspective couched within the context of ACRI to promote U.S. interests in Africa. (...). In the end, the ACRI policy framework simply underscores the Clinton administration's unwillingness to play a more direct role in African crisis situations." Korwa G. Adar. "The Clinton Administration and Africa: A View from Nairobi, Kenya." *A Journal of Opinion*. Vol. 26. No. 2 (1998): 72.

<sup>1061</sup> "As with our foreign assistance, peacekeeping is often an investment in prevention. We can pay now--or we can pay a lot more later. In Africa, as in other parts of the world, we have learned that working early to avert a crisis is far less expensive than mounting a large humanitarian effort or sending in our troops after tragedy has struck." Anthony Lake. "Sustained U.S. Assistance to Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 6. No. 27 (July 3, 1995): 537. Allocution au Forum organisé par Trans-Africa sur le maintien de l'aide américaine à l'Afrique (Washington, DC, 29 juin, 1995).



FNI [Front National Islamique, régime au pouvoir], a récemment été réorganisée, et a redoublé d'efforts pour défier Khartoum dans le sud du Soudan. Ces efforts de réorganisation politique ont probablement reçu l'aide de la CIA. Il est également connu que la SPLA reçoit le soutien extérieur de pays tels que l'Éthiopie et l'Ouganda, qui ont récemment reçu une aide accrue des États-Unis. (...) Le Général soudanais Mohammed Oweida, chef de la commission de la sécurité et de la défense du Parlement du Soudan, a récemment affirmé que la CIA finançait un centre de renseignement israélien, mis en place en Érythrée. Selon Oweida, « Les États- Unis vont utiliser des armées africaines, en particulier celles [des États africains] hostiles au Soudan, pour réaliser son ambition de sauvegarder les intérêts américains dans la région ». <sup>1062</sup>

La politique africaine des États-Unis sous la présidence Clinton semblait officiellement vouloir se concentrer autour de deux axes majeurs : soutenir les efforts des Africains pour établir des institutions démocratiques et aider à mettre fin aux nombreux conflits et crises sur le continent. Sur le terrain la stratégie de Clinton visait à encourager une croissance économique soutenue. Selon Anthony Lake, l'assistance économique des États-Unis à l'Afrique était nécessaire car elle répondait avant tout aux intérêts politiques et économiques américains. Dans un discours sur le maintien d'une assistance américaine aux États africains, prononcé au cours du forum « TransAfrica » à Washington, le 29 juin 1995, le conseiller à la sécurité nationale du président Clinton, Warren Christopher, avait alors déclaré :

(...) Les Africains ne veulent pas de notre charité. Ils veulent un partenariat - un partenariat pour la paix, la démocratie et la croissance économique. L'aide économique américaine est vitale dans ce partenariat.

Ce partenariat nous profite. Nous dépensons de l'argent pour l'aide étrangère non par bonté de cœur, mais par conviction qu'elle sert les meilleurs intérêts de l'Amérique. Les États-Unis ont un fort enjeu en Afrique (...). Mais ce que peu de gens savent, c'est que nous avons également des intérêts économiques importants en Afrique et que notre soutien économique à ces pays en développement est essentiel pour promouvoir nos objectifs politiques et autres sur le continent.

Le retour sur notre investissement dans l'aide étrangère - pour une sécurité accrue et une plus grande prospérité pour le peuple américain - est substantiel. <sup>1063</sup>

---

<sup>1062</sup> "Recent press reports suggest that the Sudanese People's Liberation Army (SPLA), a guerilla insurgency seeking to overthrow the NIF regime, has recently reformed itself, and redouble its efforts to challenge Khartoum in southern Sudan. Such political reformation efforts were likely assisted by the CIA. It is also known that the SPLA receives outside support from such countries as Ethiopia and Uganda, which have recently received increased U.S. aid. (...) Sudanese General Mohammed Oweida, head of the security and defense committee in the Sudan's Parliament, has recently claimed that the CIA was funding an Israeli intelligence center being set up in Eritrea. According to Oweida, 'The United States is going to use African armies, especially those hostile to the Sudan, to achieve its ambition of safeguarding American interests in the region'." John F. Clark. "The Clinton Administration and Africa: White House Involvement and the Foreign Affairs Bureaucracies." *A Journal of Opinion*. Vol. 26. No. 2 [The Clinton Administration and Africa (1993-1999)] (1998): 10.

<sup>1063</sup> "(...) the people of Africa do not want our charity. They want a partnership--a partnership in peace, in democracy, and in economic growth. U.S. economic assistance is a vital link in that partnership. This partnership benefits us. We spend money on foreign assistance not out of the goodness of our hearts but out of the conviction that it serves America's best interests. The United States has a strong stake in Africa (...). But

Par conséquent, la politique pour la promotion de la démocratie, la paix et la sécurité et l'intégration régionale en Afrique contribua avant tout à faciliter le rattachement du continent à l'économie mondiale via les entreprises américaines : « L'intégration régionale peut devenir le tremplin vers l'économie mondiale (...). Une coopération régionale renforcée peut être une étape importante vers une meilleure intégration dans l'économie mondiale ».<sup>1064</sup>

La politique de prévention de crises contribua également à sécuriser les intérêts économiques américains :

Les événements en Sierra Leone offrent une leçon de mise en garde. La récente éruption de troubles civils dans cette nation côtière illustre la fragilité de certains régimes et souligne la nécessité pour nous de maintenir sur le terrain des diplomates compétents et expérimentés qui peuvent travailler pour empêcher le développement de conflits lorsque cela est possible, ou aider à trouver des solutions. Dans le cas particulier de la Sierra Leone, les enjeux économiques sont également importants. Une attaque en janvier [1995] a mis fin à Sierra Rutile, une mine détenue à 50% par les États-Unis et le plus grand producteur de rutile au monde, un minerai de titane stratégique utilisé dans la fabrication d'avions et la peinture.<sup>1065</sup>

La promotion du multipartisme et de l'État de droit pouvait, dans certains cas, servir de levier de pression sur les gouvernements non-conciliants. Ainsi, tout État qui refusait de coopérer était menacé d'isolement économique, ce qui fut le cas du Soudan qui avec l'arrivée au pouvoir par coup d'État d'un nouveau gouvernement islamique anti-américain, qui soutenait l'Irak dans la guerre du Golfe, se vit suspendre toute assistance économique américaine et, dès

---

what fewer people know is that we also have important economic interests in Africa, and our economic support for these developing countries is essential to promoting our political and other objectives on the continent.

The return on our foreign assistance investment--in increased security and greater prosperity for the American people--is substantial." Anthony Lake. "Sustained U.S. Assistance to Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 6. No. 27. (July 3, 1995): 538. Intervention au Forum organisé par Trans-Africa sur le maintien de l'aide américaine à l'Afrique (Washington D.C., 29 juin, 1995).

<sup>1064</sup> "Regional integration can be stepping stone to the global economy (...). Enhanced regional cooperation can be an important step to better integration into the global economy." Déclaration du secrétaire adjoint aux affaires africaines devant le Comité des moyens et des méthodes de la Chambre des représentants du commerce. Voir George E. Moose. "The Economic Situation in Sub-Saharan Africa." Testimony of George E. Moose, Assistant Secretary of State for African Affairs, House Ways and Means Committee, Subcommittee on Trade, August 1, 1996. *U.S. Trade with Sub-Saharan Africa*. In: [U.S. Congress]. *Hearing Before the Subcommittee on Trade of the Committee on Ways and Means, House of Representatives, 104<sup>th</sup> Congress, 2<sup>nd</sup> Edition, August 1, 1996*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1998, p. 107.

<sup>1065</sup> "Events in Sierra Leone offer a cautionary lesson. The recent eruption of civil unrest in this coastal nation illustrates the fragility of some regimes and underscores the need for us to maintain knowledgeable, experienced diplomats in the field who can work to prevent developing conflicts where possible, or help work out solutions. In the particular case of Sierra Leone, the economic stakes are high as well. An attack in January [1995] shut down Sierra Rutile, a 50-percent U.S.-owned mine that is the world's largest single producer of rutile, a strategic titanium ore used in aircraft manufacture and paints." Déclaration devant le sous-comité sur l'Afrique du Comité de relations étrangères du Sénat, Washington, D. C., 8 mars 1995. Voir George E. Moose. "The Role of Trade and Investment in U.S. Policy Toward Africa." [Statement before the Subcommittees on Africa and International Economic Policy and Trade of the House International Relations Committee, Washington, DC, March 8, 1995]. *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 6. No. 12 (March 20, 1995): 226.

1993, rejoignit la liste des États qui soutiennent le terrorisme, au même titre que Cuba, l'Iran, l'Irak, la Libye, la Corée du Nord et la Syrie.<sup>1066</sup>

### 5.3. L'aide américaine en échange d'un marché africain plus ouvert

Selon George E. Moose, l'aide américaine à l'Afrique avait pour objectif « de renforcer les gouvernements qui partagent nos points de vue [américains] ». <sup>1067</sup> En réponse à l'assistance américaine, les États africains bénéficiaires devaient favoriser l'accès à leurs marchés aux entreprises américaines, en éradiquant les obstacles juridiques et douaniers. Ainsi, l'assistance économique américaine aux pays sous-développés permit d'ouvrir, en 1995, le marché du Botswana, de la Mauritanie, du Zimbabwe, de la Namibie et du Kenya au commerce américain. Au Ghana, les programmes d'assistance de Washington encouragèrent la levée des obstacles réglementaires et la révision du code des investissements, ce qui favorisa une augmentation de 73% des importations en provenance des États-Unis, entre 1992 et 1993.<sup>1068</sup> En Afrique du Sud, le gouvernement de Nelson Mandela, en réponse à l'aide de Washington, ouvrit son marché aux produits américains. À la suite d'un voyage diplomatique dans neuf États d'Afrique, en décembre 1994, Anthony Lake déclara : « Je fus surpris d'apprendre qu'un pays à l'économie de marché, comme l'Afrique du Sud, absorbe maintenant plus d'exportations américaines que toute l'Europe de l'Est ». <sup>1069</sup>

Malgré l'opposition des isolationnistes à l'assistance économique de l'Administration Clinton à l'Afrique<sup>1070</sup>, il existait au sein du gouvernement américain des personnalités politiques qui défendaient le dossier africain et comprenaient l'importance du marché africain pour l'économie américaine. Hormis Anthony Lake, l'ancien secrétaire au commerce des États-

<sup>1066</sup> Irvin Molotsky. "U.S. Expected to Place Sudan on Terrorist List." *The New York Times*. No. 142 (August 17, 1993) : 3.

Le 14 décembre 2020, l'administration Trump a officiellement retiré le Soudan de la liste noire des États qui « sponsorisent le terrorisme ». Voir Samy Magdy. "US Embassy Says Sudan No Longer on List of Terror Sponsors." *AP News* [en ligne] December 14, 2020. Disponible sur <<https://apnews.com/article/donald-trump-osama-bin-laden-sudan-khartoum-africa-cab7d7fa4707759c9ab03f79059d948f>>. Consulté le 25 janvier 2021.

<sup>1067</sup> "to strengthen governments which share our [U.S.] views." George E. Moose. "The Economic Situation in Sub-Saharan Africa." *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 7. No. 33 (August 12, 1996): 415.

<sup>1068</sup> Anthony Lake. "Sustained U.S. Assistance to Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 6. No. 27 (July 3, 1995): 538. Intervention au Forum organisé par Trans-Africa sur le maintien de l'aide américaine à l'Afrique (Washington, DC, 29 juin, 1995).

<sup>1069</sup> "I was surprised to learn that South Africa's free market economy now absorbs more American exports than all of Eastern Europe combined." *Ibid.*

<sup>1070</sup> L'isolationnisme est une tendance dans la politique étrangère des États-Unis qui promeut l'idée d'une intervention minimale dans les affaires extérieures. Voir à ce sujet l'ouvrage de Charles A. Kupchan. *Isolationism: A History of America's Efforts to Shield Itself from the World*. New York : Oxford University Press, 2020. Voir également « Isolationnisme », in *Larousse*, dictionnaire de la langue française [en ligne] sans date. Consulté le 20 août 2019. Disponible sur <<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/isolationnisme/44465>>.

Unis, Ronald Brown, faisait partie du cercle des personnes qui attiraient l'attention du gouvernement américain sur l'immense potentiel économique des États africains. Certes, Ronald Brown reconnaissait tous les risques qui accompagnaient les investissements en Afrique, mais, néanmoins, affirmait que la moyenne des taux de retour sur investissement possible était de 25%, autrement dit, parmi les plus élevés au monde.<sup>1071</sup> L'aide américaine à l'Afrique permettait non seulement d'accéder aux ressources des pays africains, mais surtout de créer une nouvelle société de consommateurs africains attirés par les produits américains :

Rester engagé en Afrique est dans l'intérêt de l'Amérique. Aujourd'hui, les quelque 700 millions de personnes qui vivent au sud du Sahara constituent un marché émergent majeur, et la richesse des ressources de l'Afrique – en pétrole, uranium, cacao et en café – est en constante demande ici en Amérique. (...).

Des ressources telles que notre Fonds de développement pour l'Afrique sont essentielles pour maintenir les progrès remarquables que tant de pays africains ont déjà réalisés. Il aide à créer des sociétés de consommateurs stables et démocratiques - et non des masses de victimes qui ont besoin de secours.<sup>1072</sup>

En 1996, 21% des importations américaines en pétrole brut provenaient d'Afrique.<sup>1073</sup>

L'apparition de nouvelles sociétés de consommation contribuaient indéniablement à la prospérité des États-Unis en matière de création d'emplois. Dans une allocution, adressée au département d'État américain, le 16 février 1995, sur l'importance des échanges économiques avec l'Afrique, George E. Moose affirma : « Ces exportations [les exportations américaines vers l'Afrique] représentent des avantages tangibles pour les familles américaines. Selon certaines estimations, chaque milliard de dollars d'exportations supplémentaires ajoute 19 000 nouveaux emplois aux États-Unis. Doubler nos exportations vers l'Afrique pourrait créer 90000 emplois supplémentaires chez nous ». <sup>1074</sup>

---

<sup>1071</sup> George E. Moose. "The Economic Situation in Sub-Saharan Africa." *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 7. No. 33 (August 12, 1996): 415.

<sup>1072</sup> "Staying engaged in Africa is in America's interest. Today, the nearly 700 million people who live south of the Sahara comprise a major emerging market, and Africa's wealth of resources – from oil and uranium to cocoa and coffee – are in permanent demand here in America. (...).

Resources such as our Development Fund for Africa are crucial for maintaining the remarkable progress that so many nations in Africa have already achieved. It helps create stable, democratic societies of consumers – not masses of victims in need of relief." Anthony Lake. "Sustained U.S. Assistance to Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 6. No. 27 (July 3, 1995): 539. Intervention au Forum organisé par Trans-Africa sur le maintien de l'aide américaine à l'Afrique (Washington, DC, 29 juin, 1995).

<sup>1073</sup> William H. Twaddell. "Why Africa Matters." Allocution prononcée lors d'une réunion municipale du département d'État des États-Unis (Nouvelle-Orléans, 7 avril 1997). Texte disponible en ligne sur <[http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/Twaddell\\_970407.html](http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/Twaddell_970407.html)>. Consulté le 28 mars 2017.

<sup>1074</sup> "These [U.S. exports to Africa] exports represent tangible benefits to American families. By some estimates, every extra 1 billion dollars in exports adds 19,000 new jobs in the United States. Doubling our exports to Africa could create an additional 90,000 jobs at home." George E. Moose. "Encouraging Trade and Investment: An Integral Part of U.S. Policy Towards Africa." *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 6. No. 9 (February 27, 1995): 149. Déclaration devant le sous-comité sur l'Afrique du Comité de relations étrangères du Sénat, Washington, D. C., 16 février 1995.

Entre 1992 et 1996, les aides économiques à l'Afrique avaient chuté de 2,3 milliards de dollars à 1,5 milliards de dollars<sup>1075</sup>, sous la présidence de Bill Clinton. Pendant cette période, on constate une nette augmentation des échanges économiques avec l'Afrique subsaharienne, surtout en matière d'exportation. À partir de 1994, le commerce des États-Unis avec l'Afrique subsaharienne augmentait chaque année en moyenne de 16,9%, dépassant le taux de croissance du commerce mondial pour la période entre 1995 et 1996.<sup>1076</sup> En 1997, les exportations américaines vers l'Afrique atteignirent la barre des 6,2 milliards de dollars. Quant aux exportations africaines vers les États-Unis, elles totalisèrent un montant total de 16,4 milliards de dollars.<sup>1077</sup> Le potentiel et les perspectives offertes par la dynamique du marché africain contribuèrent à ce que, pour les investisseurs américains, l'Afrique commença à dépasser en matière d'exportation de biens et de services les marchés de l'Est.<sup>1078</sup> Selon George E. Moose : « En 1993, les entreprises américaines ont exporté près de 4,8 milliards de dollars de biens et de services vers l'Afrique subsaharienne. Cela représente 20% de plus que nos exportations vers la Communauté des États Indépendants de l'ex-Union soviétique ».<sup>1079</sup>

Les États-Unis, par l'intermédiaire de leurs ambassades, menaient sur place une politique active pour l'amélioration de l'environnement économique afin de favoriser l'activités des entreprises américaines. En 1994, au Zimbabwe, l'ambassadeur américain réussit à annuler et modifier un appel d'offre lancé par le gouvernement zimbabwéen pour l'achat des premiers téléphones cellulaires, prétextant des irrégularités dans la réglementation qui, selon lui, favorisait les opérateurs européens au détriment des Américains. Au Sénégal, l'ambassadeur des États-Unis parvint à persuader le gouvernement de revoir la législation sanitaire qui

---

<sup>1075</sup> Daniel Fikreyesus. *Oil and U.S. Foreign Policy Towards Africa*. Atlanta: Georgia State University, 2012, p. 71.

<sup>1076</sup> Susan E. Rice. "U.S. Policy in Africa: A Partnership for the 21<sup>st</sup> Century." *Assistant Secretary for African Affairs Remarks at the Brookings Institution Washington, DC, March 12, 1998*. U.S. Department of State Archive, 1997-2001. Disponible sur <[http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice\\_980312a.html](http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice_980312a.html)>. Consulté le 15 septembre 2018.

<sup>1077</sup> *Ibid.*

<sup>1078</sup> En employant le terme « marchés de l'Est », je fais ici référence aux anciens satellites d'Europe centrale et orientale de l'URSS et aux ex-républiques d'Union soviétique de l'Est, à savoir : la Pologne, la Roumanie, la Tchéquie, la Bulgarie, la Hongrie, les Pays baltes, l'Ukraine, la Moldavie, la Biélorussie et la Russie. Il ne s'agit pas ici de la CEI (Communauté des États Indépendants) qui inclut les pays d'Asie centrale (le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan) et du Caucase (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie qui a quitté l'organisation en août 2009).

<sup>1079</sup> "In 1993, U.S. firms exported nearly 4,8 billion dollars in goods and services to Sub-Saharan Africa. This is 20 per cent greater than our exports to the Commonwealth of Independent States of the former Soviet Union." George E. Moose. "Encouraging Trade and Investment: An Integral Part of U.S. Policy Towards Africa." *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 6. No. 9 (February 27, 1995): 149. Déclaration devant le sous-comité sur l'Afrique du Comité de relations étrangères du Sénat, Washington, D. C., 16 février 1995.

empêchait la société américaine Colgate de commercialiser sur son territoire des dentifrices au fluorure de sodium sous prétexte que le fluor était nocif pour la santé.<sup>1080</sup>

Au cours des années 1990 plusieurs entreprises américaines commencèrent à exporter massivement et créer des filiales en Afrique, principalement des sociétés spécialisées dans les services bancaires et financiers, l'alimentation, l'hygiène, l'automobile, l'informatique et les télécoms (Ford, Pepsi, Kodak, Kellogg, AT&T, Citibank, IBM, Microsoft, Sara Lee, Procter & Gamble).<sup>1081</sup>

Pour favoriser l'ancrage économique des sociétés américaines en Afrique, l'Administration Clinton encourageait à multiplier les échanges commerciaux entre les deux régions. Divers forums d'affaires entre des représentants américains et africains furent organisés afin d'approfondir les échanges économiques avec le continent africain. En 1994, le bureau des Affaires africaines organisa une grande conférence, "Africa 2000", qui rassembla en son sein des universitaires africanistes, des hommes d'affaires et des diplomates pour étudier les mouvements et les tendances politiques, économiques et sociales qui se dessinaient en Afrique et envisager l'avenir du continent au XXI<sup>e</sup> siècle. En 1996, l'USIA, en collaboration avec l'Agence américaine pour le commerce et le développement (*United States Trade Development Agency*, USTDA), mit en place des programmes d'échanges et des missions commerciales entre les États-Unis et l'Afrique. L'objectif ciblé était de faire connaître aux entreprises américaines les opportunités d'investissement sur le continent africain. 270 entrepreneurs et plusieurs jeunes leaders africains furent invités à effectuer des stages de formation au sein des sociétés américaines. En retour, des conférenciers et universitaires américains se rendirent en Afrique pour enseigner les avantages de l'économie de marché.<sup>1082</sup> En 1994, l'Agence américaine de commerce et de développement (*United States Trade and Development Agency*, USTDA) des États-Unis, créée en 1982 dans le but d'accorder des financements aux sociétés américaines pour mener des travaux d'étude sur la faisabilité de nouveaux projets d'investissement à l'étranger, était à son plus haut niveau de financement.<sup>1083</sup> L'USTDA, au même titre que l'Agence des investissements privés étrangers (*Overseas Private*

---

<sup>1080</sup> George E. Moose. "Encouraging Trade and Investment: An Integral Part of U.S. Policy Towards Africa." *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 6. No. 9 (February 27, 1995): 149. Déclaration devant le sous-comité sur l'Afrique du Comité de relations étrangères du Sénat, Washington, D. C., 16 février 1995.

<sup>1081</sup> *Ibid.*, p. 148.

<sup>1082</sup> George E. Moose. "The Economic Situation in Sub-Saharan Africa." *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 7. No. 33 (August 12, 1996): 415.

<sup>1083</sup> Roshen Hendrickson. *Promoting U.S. Investment in Sub-Saharan Africa*. New York: Palgrave Macmillan, 2014, p. 70.

*Investment Corporation*, OPIC)<sup>1084</sup> et l'Eximbank, accorda d'importants financements aux sociétés américaines qui souhaitaient investir en Afrique. Entre 1997 et 1999, le budget de l'USTDA passa de 4,6 millions de dollars à 5 millions de dollars.<sup>1085</sup>

Ce qui marqua aussi le renforcement des relations entre les États-Unis et l'Afrique fut l'annonce, en juin 1997, à Washington, lors d'une réunion qui rassemblait des ambassadeurs africains, des membres du Congrès, des personnalités du secteur public et privé, de la mise en place d'une loi sur le développement et les opportunités africaines (AGOA) (*African Growth and Opportunity Act*) qui sera adoptée plus tard par le Congrès américain, le 18 mai 2000.<sup>1086</sup> Ce projet ouvrait une nouvelle étape dans la politique africaine des États-Unis, car il prévoyait d'accorder un accès libre de droits de douane au marché américain à certains produits africains, en particulier dans le domaine du textile, et ainsi éradiquer tout obstacle aux échanges entre les deux régions. Selon l'élu démocrate à la Chambre des représentants des États-Unis, Jim McDermott (l'un des concepteurs de cette loi), l'AGOA permettait « aux États-Unis d'avoir pour la première fois des liens institutionnels avec les pays africains ».<sup>1087</sup> Ce projet de loi octroyait un rôle majeur au président américain. Il lui incombait « d'assurer la surveillance et la révision annuelle des progrès des pays africains ayant été déclarés éligibles au cours d'une période donnée ».<sup>1088</sup> Autrement dit, l'éligibilité dépendait des acquis politiques, économiques et sociaux des États bénéficiaires, du degré de libéralisation du marché, du développement du secteur privé et du retrait des entraves au fonctionnement des entreprises américaines sur place.

L'Administration Clinton encourageait notamment la promotion de formations en affaires internationales. Désormais, les universités et les écoles de commerce percevaient des financements publics et privés pour enseigner aux étudiants américains les techniques de gestion des affaires dans diverses parties du monde, en particulier en Afrique. Entre 1983 et 1997, le nombre de parcours qualifiants en Affaires internationales aux États-Unis passa de 36 à 195.<sup>1089</sup>

---

<sup>1084</sup> *Overseas Private Investment Corporation* (OPIC) est une agence gouvernementale américaine qui mobilise des capitaux privés pour financer des projets de développement dans le monde. *Eximbank* est une banque américaine d'import-export de crédits pour l'exportation des produits américains.

<sup>1085</sup> Roshen Hendrickson. *Promoting U.S. Investment in Sub-Saharan Africa*. New York: Palgrave Macmillan, 2014, p. 70.

<sup>1086</sup> Fredrick Muyia Nafukho. "Africa Growth and Opportunity Act : A Mythology in the Making or New Path to Africa's Economic Recovery." December 2003.

<[https://www.researchgate.net/publication/228554705\\_Africa\\_Growth\\_and\\_Opportunity\\_Act\\_New\\_Path\\_to\\_Africa's\\_Economic\\_Recovery](https://www.researchgate.net/publication/228554705_Africa_Growth_and_Opportunity_Act_New_Path_to_Africa's_Economic_Recovery)>. Consulté le 25 janvier 2021.

<sup>1087</sup> Paul Bunduku-Latha. *L'administration Clinton et l'Afrique*. Paris : Harmattan, 2000, pp. 95-96.

<sup>1088</sup> *Ibid.*, p. 92.

<sup>1089</sup> Raphael J. Njoroge. *Education for Renaissance in Africa*. Victoria: Trafford Publishing, 2003, p. 166.

Le 1 avril 1998, afin de mieux intégrer le continent africain dans l'économie mondiale car « presque la moitié du commerce international se fait par les airs »<sup>1090</sup>, et l'aider à correspondre aux normes aériennes internationales, les départements d'État et du Transport des États-Unis (*United States Department of Transportation*, USDOT) lancèrent le programme *Safe Skies for Africa* (SSFA, Ciel sûr pour l'Afrique), financé à la hauteur de 1,2 millions de dollars. Cette initiative visait à améliorer la sécurité, la sûreté et la navigation aériennes en Afrique subsaharienne pour favoriser et accroître le commerce sur le continent : « Un ciel sûr et des aéroports sécurisés sont nécessaires pour augmenter le commerce, attirer les investissements, encourager le tourisme et développer une société plus moderne ».<sup>1091</sup> L'Administration Clinton signa également, entre 1999 et 2000, des accords aériens, dont des traités *Open Skies* (Ciel ouvert), avec plusieurs pays africains (Tanzanie, Burkina Faso, Gambie, Nigéria, Ghana, Rwanda, Bénin, Sénégal). Ainsi, contrairement aux Russes qui se retiraient du ciel africain, les États-Unis s'y introduisaient.

Dans cette quête du marché africain les États-Unis devaient faire face à la présence des partenaires européens. Pour maintenir son leadership, Washington devait non seulement se frayer un nouveau chemin en Afrique, mais arriver à imposer son influence. En 1995, à Dakar, au Sénégal, lors de la tenue du troisième Sommet africain/afro-américain, le secrétaire d'État au commerce, Ronald Brown, déclara : « Les États-Unis ne concéderont plus le privilège des marchés africains aux fournisseurs européens ».<sup>1092</sup> La même année, lors d'une visite diplomatique au Gabon, Herman J. Cohen ajouta : « Le marché africain est ouvert à tout le monde. (...). [Nous] devons accepter une concurrence libre et juste, l'égalité entre les acteurs ».<sup>1093</sup> En octobre 1996, au cours d'une tournée diplomatique en Afrique, le secrétaire d'État américain, Warren Christopher, affirma à son tour : « Le temps est passé où l'Afrique

---

<sup>1090</sup> "Nearly half of all world commerce is conducted by air." *Safe Skies for Africa Initiatives*, The White House Office of the Press Secretary, Dakar, Senegal, April 1, 1998. Disponible en ligne sur <<https://clintonwhitehouse4.archives.gov/Africa/19980401-19986.html>>. Consulté 18 mai 2017.

<sup>1091</sup> "Safe air travel and secure airports are necessary for increasing trade, attracting investment, expanding tourism, and developing a more modern society." *Ibid.*

<sup>1092</sup> "The United States no longer concedes Africa's markets to European suppliers." Anthony Lake. "Sustained U.S. Assistance to Africa." *U.S. Department of State Dispatch Magazine*. Vol. 6. No. 27 (July 3, 1995): 539. Intervention au Forum organisé par Trans-Africa sur le maintien de l'aide américaine à l'Afrique (Washington, DC, 29 juin, 1995).

<sup>1093</sup> "The African market is open to everyone"; "we must accept free and fair competition, equality between actors." Voir Raphael J. Njoroge. *Education for Renaissance in Africa*. Victoria : Trafford Publishing, 2003, p. 165.



pouvait être morcelée en sphères d'influence, et où des puissances extérieures pouvaient considérer des groupes entiers d'États comme leur domaine privé ». <sup>1094</sup>

L'activisme économique des États-Unis et la nouvelle rhétorique pro-démocratique, néanmoins, n'échappaient pas aux nombreuses critiques, surtout du côté français. En effet, le gouvernement français voyait d'un mauvais œil l'offensive économique américaine sous l'Administration Clinton. La France accusait Washington de vouloir lui ravir son *pré-carré* et, comme l'indique dans l'article "The Clinton Administration in Africa : A View from Paris, France" le professeur Daniel Bourmaud, croyait que « les États-Unis cherchent à dominer le continent africain » <sup>1095</sup>, en plaçant des dirigeants pro-américains. Les suspicions françaises n'étaient pas totalement injustifiées. Washington accusait Paris de vouloir « recréer l'Empire français » en Afrique. <sup>1096</sup> L'ambassadeur américain en République centrafricaine et au Zaïre (1990-1992, 1995-1998), Daniel Simpson, déclarait que « la France n'est plus capable de s'imposer en Afrique » et que « le néocolonialisme n'est plus toléré ». <sup>1097</sup>

Outre des discours critiques à l'égard de la politique française en Afrique, Washington menait ouvertement une politique offensive pour étendre son influence et son leadership sur le continent. Ainsi, dans les questions sur la résolution des conflits et la sécurisation de la Corne de l'Afrique, l'administrateur de l'USAID sous Clinton, Brian Atwood, avait vanté en juin 1994 la supériorité des services de renseignement américains : « [Nous] avons des informations supérieures. Nous avons de meilleures informations que les Nations Unies, meilleures que celles de l'Union européenne, meilleurs que celles de tous les autres donateurs bilatéraux. C'est ainsi que nous avons pu mettre en œuvre notre leadership ». <sup>1098</sup>

Alors que la France prévoyait de réduire son assistance aux États africains et de limiter son personnel militaire et civil, les États-Unis, au contraire, s'immisçaient dans la *chasse gardée* française. Les nouveaux dirigeants africains, notamment ceux issus de l'Afrique francophone,

---

<sup>1094</sup> "The time has passed when Africa could be carved into spheres of influence or when outside powers could view whole groups of states as their private domain." James Petras and Morris Morley. "US-French Relations in the New World Order." *Economic and Political Weekly*. Vol. 33. No. 16 (Apr. 18-24, 1998) : 926.

Pour la traduction, lire Philippe Leymarie. « Le continent noir entre ancien et nouveau monde : Washington à la conquête d'espaces vierges' en Afrique ». *Le Monde diplomatique*. N° 528 (1998) : 20.

<sup>1095</sup> "...believes that the United States seeks to dominate the African continent." Daniel Bourmaud. "The Clinton Administration and Africa: A View from Paris, France." *A Journal of Opinion* Vol. 26. No. 2 (1998): 47.

<sup>1096</sup> "(...) recreate the French empire." James Petras and Morris Morley. "US-French Relations in the New World Order." *Economic and Political Weekly*. Vol. 33. No. 16 (Apr. 18-24, 1998) : 926.

<sup>1097</sup> "France is no longer capable of imposing itself in Africa" ; "neocolonialism is no longer tolerated." Asteris C. Huliaras. "The 'Anglosaxon Conspiracy' : French Perceptions of the Great Lakes Crisis." *The Journal of Modern African Studies*. Vol. 36. No. 4 (Dec., 1998) : 604.

<sup>1098</sup> "[We] had superior information. We had information better than the United Nations, better than the European Union, better than any of the other bilateral donors. That is the way that we could effectuate our leadership." Brian Atwood. "U.S. Agency for International Development, Washington, June 26, 1994." In Werner Biermann. *African Crisis Response Initiative - the New U.S. Africa Policy*. Berlin: Lit Verlag, 1999, p. 19.

manifestaient ouvertement leur sympathie à l'égard de Washington et montraient leur volonté de s'éloigner de la tutelle de la France. Ainsi, au Bénin et au Mali, les gouvernements des présidents Nicéphore Soglo (1991-1996) et Alpha Oumar Konaré (1992-2002) optèrent pour « la limitation des contacts traditionnels avec la France en faveur des États-Unis ».<sup>1099</sup> L'universitaire américain et professeur en sciences politiques Peter J. Schraeder mentionne à cet effet dans l'ouvrage *Cold War to Cold Peace : Explaining U.S.-French Competition in Francophone Africa* :

Lorsque le président français nouvellement élu, Jacques Chirac, a demandé aux dirigeants francophones de l'Afrique de l'Ouest de le rencontrer en Côte d'Ivoire et au Sénégal lors de sa première visite présidentielle sur le continent africain en juillet 1995, Konaré a refusé de faire le voyage prétextant que l'itinéraire de Chirac impliquait une hiérarchisation inacceptable dans les relations de la France avec les pays francophones de l'Afrique de l'Ouest.<sup>1100</sup>

### 1.1. La rivalité franco-américaine dans le pré-carré français<sup>1101</sup>

L'intérêt croissant des États-Unis pour l'Afrique, en particulier pour les marchés de la zone francophone, inquiétait Paris. En effet, l'Afrique francophone était non seulement historiquement et culturellement la zone d'influence traditionnelle de la France, mais aussi son second plus grand marché après l'Europe. En 1998, l'Afrique « absorbait 15,9 milliards de dollars en exportations françaises, ce qui équivaut à 40% du surplus commercial perçu par la France. À eux seuls, les États de la « Zone franc »<sup>1102</sup> d'Afrique Centrale et de l'Ouest avec les Comores, absorbent 50% de toutes les exportations françaises en Afrique ou un montant de 7,5

<sup>1099</sup> Asteris C. Huliaras. "The 'Anglosaxon Conspiracy' : French Perceptions of the Great Lakes Crisis." *The Journal of Modern African Studies*. Vol. 36. No. 4 (Dec., 1998) : 601.

<sup>1100</sup> "When the newly elected French President Jacques Chirac requested that French West African leaders meet with him in Côte d'Ivoire and Senegal as part of his first presidential visit to the African continent in July 1995, Konaré refused to make the trip on the principle that Chirac's itinerary implied an unacceptable hierarchy in France's relationships with French West African countries." Peter J. Schraeder. "Cold War to Cold Peace: Explaining U.S.-French Competition in Francophone Africa." *Political Science Quarterly*. N° 115(3) (2000): 409-410.

<sup>1101</sup> Dans ce sous-chapitre, j'ai choisi de limiter mon étude à la rivalité franco-américaine car, contrairement aux autres puissances européennes, comme le Royaume Uni, le Portugal ou l'Italie qui, à cette période, avaient abandonné leurs politiques africaines au profit d'une stratégie européenne, la France est restée très active politiquement dans son pré-carré africain. Depuis la tenue du référendum en faveur du Brexit en 2016, Londres en quête de nouveaux partenariats commença à réactiver sa politique africaine, ouvrant de nouvelles ambassades et multipliant les visites diplomatiques. Le 20 janvier 2020, l'Angleterre marqua officiellement son retour sur le continent africain, en organisant le premier sommet « Afrique-Royaume Uni ». Voir [Le Point Afrique]. « Le Royaume-Uni travaille son 'come-back' sur le continent ». *Le Point* [en ligne], le 21 janvier 2020. Disponible sur <[https://www.lepoint.fr/afrique/le-royaume-uni-fait-son-come-back-sur-le-continent-21-01-2020-2358818\\_3826.php#](https://www.lepoint.fr/afrique/le-royaume-uni-fait-son-come-back-sur-le-continent-21-01-2020-2358818_3826.php#)>. Consulté le 25 janvier 2021.

<sup>1102</sup> La « Zone franc » est « un ensemble monétaire, défini par des accords de coopération qui se traduisent par un engagement budgétaire de la part de la France ». Voir [SÉNAT FRANÇAIS]. *Engagements financiers de l'État*. Rapport d'information n° 729 fait au nom de de la commission des Finances sur le franc CFA, session extraordinaire de 2019/2020, Paris, Présidence du sénat, septembre 2020, p. 9. Disponible sur <<https://www.senat.fr/rap/r19-729/r19-7291.pdf>>. Téléchargé le 15 août 2021.

milliards de dollars ». <sup>1103</sup> Washington, sous l'Administration Clinton, commençait à empiéter sur les marchés français des matières premières en Afrique. En Côte d'Ivoire, au Congo-Brazzaville, au Gabon, au Mali, au Cameroun et au Tchad, les ambassades américaines travaillaient activement pour promouvoir les intérêts pétroliers et miniers des États-Unis. Ainsi, en 1994, au Cameroun et au Tchad, la filiale de la multinationale américaine Exxon remporta un contrat de 3 à 4 milliards de dollars pour la construction d'un oléoduc qui devait traverser le Tchad enclavé et déboucher sur les zones d'exploration offshore du Cameroun. <sup>1104</sup> D'autre part, l'Administration Clinton avait notamment tenté d'intervenir dans la crise de la Zone franc en 1994. Le gouvernement français sous François Mitterrand, ne pouvant plus apporter une aide économique supplémentaire aux États membres de la zone <sup>1105</sup>, décida de dévaluer le Franc CFA <sup>1106</sup> de 50%, plongeant de la sorte ces pays dans une profonde crise économique. <sup>1107</sup> Face à la crise de la Zone franc, l'Administration Clinton mit en place un fonds spécial afin d'aider les États africains victimes de la dévaluation de leur monnaie. Selon Brian Atwood :

[Nous] avons créé un fonds spécial pour aider les pays qui utilisent le Franc CFA à passer par une transition difficile suite à leur décision de dévaluer leur monnaie. Cette dévaluation a déjà encouragé la production nationale, les coûts des importations ayant augmenté. Mais nous voulons construire sur cette base pour stimuler la création d'emplois et aider les gouvernements à restructurer leurs économies. <sup>1108</sup>

---

<sup>1103</sup> "(...) absorbed 15.9 billion dollars of French exports, accounting for 40 percent of France's trade surplus. (...) the franc zone countries of West and Central Africa (including the Comoros) absorb nearly 50 percent of all French exports to Africa (7.5 billion dollars)." Peter J. Schraeder. "Cold War to Cold Peace: Explaining U.S.-French Competition in Francophone Africa." *Political Science Quarterly*. N° 115(3) (2000): 401.

<sup>1104</sup> George E. Moose. "Encouraging Trade and Investment: An Integral Part of U.S. Policy Towards Africa." *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 6. No. 9 (February 27, 1995): 150.

<sup>1105</sup> Il faut noter que, entre 1980 et 1992, l'aide française aux pays de la Zone franc avait augmentée de 120%, passant de 3,7 milliards à 8,2 milliards de dollars. Voir Peter J. Schraeder. "Cold War to Cold Peace: Explaining U.S.-French Competition in Francophone Africa." *Political Science Quarterly*. No. 115(3) (2000): 402.

<sup>1106</sup> La France procéda à la dévaluation du FCFA le 11 janvier 1994. Cet acte était une immense tragédie pour les pays de la Zone franc. Comme l'indiquent les sénateurs Nathalie Goulet et Victorin Lurel, « la dévaluation du 11 janvier 1994 est vécue comme un coup brutal porté par la France aux populations et aux États d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale.

(...). Elle s'est traduite par une perte de pouvoir d'achat pour des populations déjà pauvres, par l'augmentation de l'endettement et par l'aggravation des déficits des balances courantes, le tout dans un contexte déjà marqué par une fuite des capitaux et un ralentissement brutal des investissements productifs, (...) ». Voir [SÉNAT FRANÇAIS]. *Engagements financiers de l'État*. Rapport d'information n° 729 fait au nom de de la commission des Finances sur le franc CFA, session extraordinaire de 2019/2020, Paris, Présidence du sénat, septembre 2020, p. 40. Disponible sur <<https://www.senat.fr/rap/r19-729/r19-7291.pdf>>. Téléchargé le 15 août 2021.

<sup>1107</sup> L'abréviation FCFA signifiait, entre 1945 à 1958, le « Franc des colonies françaises d'Afrique ». Entre 1958 et 1960, la signification d'origine avait été remplacée par le « Franc de la communauté française d'Afrique ». L'abréviation actuelle est le « Franc de la communauté africaine ». Le FCFA est imprimé en France. Voir Guillaume Poingt. « L'Italie accuse la France de coloniser l'Afrique avec le franc CFA ». *Le Figaro* [en ligne] 19 août 2017. Mis à jour le 22 janvier 2019. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/08/19/20002-20170819ARTFIG00012-fabrique-en-france-le-franc-cfa-est-sur-la-sellette.php>>. Consulté le 15 août 2021.

<sup>1108</sup> "[We] have created a special fund to help the CFA currency countries through a difficult transition after their decision to devalue their currency. This devaluation has already encouraged domestic production as import costs have risen. But we want to build on this to stimulate job creation and help governments restructure their

Afin de préserver son influence face à la concurrence américaine, Paris augmenta son aide financière aux dirigeants africains alliés. Au Cameroun, le gouvernement français accrut, entre 1990 et 1992, l'aide au régime de Paul Biya qui passa de 159 millions de dollars à 436 millions de dollars afin d'assurer sa victoire face au candidat anglophone de l'opposition, John Fru Ndi.<sup>1109</sup> Au Bénin, lors des élections présidentielles de 1996, la France usa de toute son influence pour propulser le candidat pro-français Mathieu Kérékou. En 1996, au Congo-Brazzaville, la multinationale française Elf-Aquitaine qui contrôlait 80% de la production pétrolière du pays, avec l'assistance du gouvernement Chirac, pour éviter de perdre ses droits d'exploration au profit de la société pétrolière américaine Occidental Petroleum Corporation (OXY), a soutenu un an plus tard, en 1997, un coup d'État contre le président démocratiquement élu Pascal Lissouba, conservant ainsi les droits de prospection et d'exploitation des puits pétroliers du Congo et rétablissant, à la suite d'une guerre civile, le pouvoir du dirigeant pro-français Denis Sassou Nguesso.<sup>1110</sup> Paris se méfiait également du programme économique américain AGOA. En effet, l'AGOA s'attirait la sympathie des dirigeants africains qui y voyaient une alternative aux accords de Lomé, entre l'Union européenne et les États de la zone ACP. Cette rivalité économique avait été plus tard soulignée par Alan Larson, sous-secrétaire à la croissance économique, à l'énergie et à l'environnement sous l'Administration George W. Bush, qui déclara, en mars 2004, devant le Comité des relations internationales :

L'existence même de l'AGOA a changé l'attitude de nombreuses entreprises africaines et de leurs gouvernements sur la manière de faire les affaires avec les États-Unis et a, en réalité, influencé leur façon de traiter les uns avec les autres. Ils voient l'engagement américain pour approfondir les relations économiques avec l'Afrique et commencent à réaliser que les États-Unis peuvent être un partenaire pour eux - ils n'ont pas à compter uniquement sur leurs partenaires commerciaux traditionnels, qui généralement sont des anciens partenaires commerciaux coloniaux, comme la France et le Portugal.<sup>1111</sup>

Néanmoins, la nouvelle politique africaine des États-Unis sous Clinton suscitait non seulement les critiques de Paris qui redoutait une victoire des anglophones dans son *pré-carré*,

---

economies." Brian Atwood. "U.S. Agency for International Development." Washington, June 26, 1994 voir dans Werner Biermann. *African Crisis Response Initiative - the New U.S. Africa Policy*. Berlin: Lit Verlag, 1999, p. 18.

<sup>1109</sup> Peter J. Schraeder. "Cold War to Cold Peace: Explaining U.S.-French Competition in Francophone Africa. *Political Science Quarterly*. 115(3) (2000): 407.

<sup>1110</sup> *Ibid.* Lire également à ce sujet Asteris C. Huliaras. "The 'Anglosaxon Conspiracy' : French Perceptions of the Great Lakes Crisis." *The Journal of Modern African Studies*. Vol. 36. No. 4 (Dec., 1998) : 601.

<sup>1111</sup> "The very existence of AGOA has changed the attitude of many African firms and governments about doing business with the United States and, in fact, with each other. They see the commitment of the United States to deepening economic relations with Africa, and begin to realize that the United States can be a partner for them - they don't have to rely solely on their traditional, usually former colonial, trading partners such as France and Portugal." Alan Larson. *AGOA III : The United States – Africa Partnership Act of 2003. Hearing Before the Committee on Foreign Relations, U.S. Senate, 108th Congress, 2nd Session, March 25, 2004*. Washington : U.S. Government Printing Office, 2004, pp. 5, 6.

mais aussi de certains activistes africains. Ces derniers, comme l'universitaire et le militant activiste kényan pour les droits de l'Homme, Korwa G. Adar, critiquaient l'Administration américaine et lui reprochaient sa duplicité dans la gestion du dossier africain. Bien souvent la rhétorique et la pratique politique divergeaient. La raison qui pouvait expliquer cette divergence, selon le professeur Peter Schraeder, était l'importance politique et économique d'un pays pour les intérêts américains. Ainsi, des États comme le Nigéria ou le Kenya, malgré la présence de gouvernements autoritaires et dictatoriaux qui violaient impunément les droits de l'Homme, subissaient des sanctions moins radicales qu'un pays moins important politiquement et économiquement, comme la Gambie :

L'Administration Clinton n'a pas tardé à appliquer des sanctions économiques globales contre le micro-État gambien lorsque l'armée de ce pays a pris le pouvoir, lors d'un coup d'État en 1994, mais a refusé d'imposer des sanctions économiques globales contre la dictature militaire du Nigéria, ce qui auraient affecté l'accès américain au pétrole nigérian(...).<sup>1112</sup>

Comme l'Angola, le Nigéria était non seulement le principal fournisseur en pétrole et gaz des États-Unis, mais, après l'Afrique du Sud, était le second partenaire commercial de Washington en Afrique. Ainsi, en 1997, les investissements directs américains représentaient 978 millions de dollars dans ce pays. Les exportations américaines au Nigéria, la même année, s'élevaient à 814 millions de dollars, ce qui en faisait le deuxième client des États-Unis, après l'Afrique du Sud.<sup>1113</sup> D'autre part, l'auteur de l'article "A New Game : The Clinton Administration on Africa", le journaliste Franck Smyth, mentionne que le refus de l'Administration Clinton de sanctionner le régime du Général Sani Abacha au Nigéria pouvait s'expliquer par une pression exercée par des lobbies qui détenaient des intérêts dans ce pays. Ainsi, le journaliste mentionne un influent entrepreneur libanais, Gilbert Chagoury, vivant entre Paris et Abuja (Nigéria), conseiller et proche du Général Abacha, qui avait des entrées à la Maison Blanche. Le rédacteur en chef de la rubrique "Africa Energy Intelligence" dans la revue *Africa Intelligence*, Philippe Vasset, expliqua que Chagoury était « le *gatekeeper* à la présidence d'Abacha », autrement dit la voie d'accès unique à Abacha.<sup>1114</sup> Ce personnage fit

<sup>1112</sup> "The Clinton administration was quick to enforce comprehensive economic sanctions against the ministate of Gambia when that country's military took power in a coup in 1994, but it refused to impose comprehensive economic sanctions against a military dictatorship of Nigeria that would have affected U.S. access to Nigerian oil (...)." Peter J. Schraeder. "Cold War to Cold Peace: Explaining U.S.-French Competition in Francophone Africa." *Political Science Quarterly*. No. 115(3) (2000): 408-409.

<sup>1113</sup> Frank Smyth. "A New Game: The Clinton Administration on Africa." *World Policy Journal*. (June 3, 1998). Disponible en ligne sur <<http://www.franksmyth.com/world-policy-journal/a-new-game-the-clinton-administration-on-africa/>>. Consulté le 27 février 2018.

<sup>1114</sup> "He [Chagoury] was the gatekeeper to Abacha's presidency." Robin Urevich. "Chasing the Ghosts of a Corrupt Regime: Gilbert Chagoury, Clinton Donor and Diplomat with a Checkered Past." *Public Broadcasting Service [PBS]*. January 8, 2010. Disponible en ligne sur

un don de 460 000 dollars à l'association Vote Now 96, liée au parti démocrate du président Clinton.<sup>1115</sup> L'homme d'affaire libanais devint, dès lors, l'un des principaux donateurs de la Fondation Clinton et un ami proche de la famille Clinton. Il disait lui-même : « Tout le monde sait que je suis ami avec les Clinton ».<sup>1116</sup>

Un autre excellent exemple qui reflétait la duplicité de la politique américaine en Afrique dans les années 1990 était celui du Soudan. Les relations entre les États-Unis et le Soudan commencèrent à se dégrader dès l'arrivée au pouvoir du nouveau gouvernement de Bashir. Avant le coup d'État, le Soudan était non seulement un allié clé de Washington dans la région durant la guerre froide, mais aussi le sixième plus grand bénéficiaire de l'aide militaire et économique américaine.<sup>1117</sup> À la suite du refroidissement des relations avec le Soudan, les États-Unis se retrouvèrent privés d'accès aux gisements pétroliers soudanais dans le sud du pays qui avaient été découverts, entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, par la multinationale américaine Chevron. Cette dernière avait investi plus d'un milliard de dollars dans les travaux de prospection.<sup>1118</sup> Dès le début des années 1990, le nouveau régime soudanais se tourna vers la Chine et la Malaisie pour l'exploitation de ces gisements. Dès 1993, à la suite des premiers attentats contre le World Trade Center qui impliquaient cinq ressortissants soudanais, aux tentatives d'assassinat du président égyptien Hosny Moubarak, ainsi qu'à la présence sur le sol soudanais des terroristes Carlos et Oussama Ben Laden, le Soudan fut considéré par le département d'État américain comme « soutien du terrorisme et oppresseur implacable de ses minorités chrétiennes »<sup>1119</sup>. Le 3 novembre 1997, l'Administration Clinton adopta l'*Executive Order 13067* qui imposa de lourdes sanctions contre le Soudan. Cette nouvelle loi prohibait tout échange économique et commercial entre les États-Unis et le Soudan et sanctionnait les entreprises américaines qui investissaient dans le pays.

---

<<http://www.pbs.org/frontlineworld/stories/bribe/2010/01/nigeria-chasing-the-ghosts-of-a-corrupt-regime.html>>. Consulté le 26 février 2018.

<sup>1115</sup> Frank Smyth. "A New Game : The Clinton Administration on Africa." *World Policy Journal*. (June 3, 1998). Disponible en ligne sur <<http://www.franksmyth.com/world-policy-journal/a-new-game-the-clinton-administration-on-africa/>>. Consulté le 28 février 2018.

Voir aussi Robert Paul Meier. "The Darker Side of Nonprofits : When Charities and Social Welfare Groups Become Political Slush Funds." *University of Pennsylvania Law Review*. Vol. 147. No. 4 (April 1999) : 977.

<sup>1116</sup> "Everyone knows I'm friends with the Clintons." Robin Urevich " Chasing the Ghosts of a Corrupt Regime: Gilbert Chagoury, Clinton Donor and Diplomat with a Checkered past." *Public Broadcasting Service* [PBS]. January 8, 2010. Disponible en ligne sur <<http://www.pbs.org/frontlineworld/stories/bribe/2010/01/nigeria-chasing-the-ghosts-of-a-corrupt-regime.html>>. Consulté le 26 février 2018.

<sup>1117</sup> Ismail S. H. Ziada. *Oil in Sudan : Facts and Impact on Sudanese Domestic and International Relations*. Madrid : Universidad Autonoma de Madrid, 2007, p. 10. Disponible en ligne sur <[http://www.ecosonline.org/reports/2007/Oil\\_industry\\_in\\_Sudan.pdf](http://www.ecosonline.org/reports/2007/Oil_industry_in_Sudan.pdf)>. Téléchargé le 16 novembre 2018.

<sup>1118</sup> *Ibid.*, p. 11.

<sup>1119</sup> "Sponsor of terrorism and a relentless oppressor of its minority Christian population." [Sudan Tribune]. "Sudan Criticizes US Economic Sanctions." *Sudan Tribune* [en ligne] June 17, 2005. Disponible en ligne sur <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article10220>>. Consulté le 8 mars 2018.

Malgré l'isolement économique du régime soudanais, Washington fut vite confronté à un problème majeur. En effet, vers la fin des années 1980, le Soudan était leader dans l'exportation de la gomme arabique (90% des exportations mondiales en 1990 contre 50% en 2000). La gomme arabique est utilisée dans les secteurs de l'alimentaire, du médical, dans les cosmétiques et l'imprimerie. Hormis le Soudan, d'autres États africains (Cameroun, Tchad, Nigéria, Sénégal) l'exportaient. Néanmoins, la gomme soudanaise était réputée pour sa qualité (l'hashab du Soudan). D'autre part, hormis la qualité supérieure, les autres marchés d'exportation étaient occupés par la France qui rivalisait notamment avec les États-Unis dans l'importation de la gomme soudanaise. À la suite des sanctions américaines, les grands groupes américains comme la société Coca-Cola se trouvaient dépourvus de ce précieux produit. Plusieurs sociétés et lobbies américains demandèrent l'allègement des sanctions économiques à l'égard du Soudan. En juillet 1998, l'Administration Clinton, dans le Règlement des sanctions soudanaises (*Sudanese Sanctions Regulations*), excluait la gomme arabique de l'embargo économique américain. Cette « diplomatie du soda » fut encouragée par le parlementaire de l'État du New Jersey, le démocrate Robert Menendez, qui, malgré son opposition farouche à toute levée potentielle des sanctions contre Cuba, défendait le dossier soudanais. Selon ce dernier, la pénurie de gommages arabiques du Soudan nuisait à l'économie américaine, menaçant les emplois : « Personne ne devrait entrer en relation d'affaires avec des voyous. Mais si ces voyous contrôlent un produit dont nous ne pouvons nous passer, le marché trouvera un moyen de l'acheminer jusque dans nos rayons ». <sup>1120</sup> Selon l'hebdomadaire américain *Urban Time News*, le parlementaire aurait reçu, entre 1997 et 2002, « 55 669 dollars de dons des entreprises du secteur des sodas, de l'agroalimentaire et de l'industrie pharmaceutique ». <sup>1121</sup> L'intérêt américain pour la gomme arabique contraignait Washington à violer d'une certaine manière l'embargo commercial contre un État jugé terroriste, mais aussi poussait à maintenir des relations avec des personnalités considérées comme terroristes. Ainsi, en 1996, le département d'État américain relatait à partir des sources de la CIA que Ben Laden « s'était assuré un quasi-monopole sur la majorité des exportations de gomme soudanaise ». <sup>1122</sup> Pour le sénateur républicain Frank Rudolph Wolf, « il est toujours possible que chaque fois que quelqu'un achète une boisson gazeuse américaine, il aide à remplir les coffres d'Oussama ben Laden » :

Peut-être plus important encore, Ben Laden a investi habilement dans la société Gum Arabic Company Limited, une entreprise basée à Khartoum qui détient un quasi-

---

<sup>1120</sup> Guillaume Pitron. « Liens méconnus entre Khartoum et Washington : Quand la gomme arabique fait tanguer l'Amérique ». *Le Monde diplomatique*. Vol. 4. N° 685 (2011) : 12.

<sup>1121</sup> *Ibid.*

<sup>1122</sup> *Ibid.*

monopole sur la plupart des exportations soudanaises de gomme arabique, qui à son tour représente environ 80% de l'approvisionnement mondial.

(...).

C'est un ingrédient crucial dans des dizaines de produits que les consommateurs occidentaux utilisent chaque jour, et, dans les deux ans qui ont suivi son arrivée au Soudan, Ben Laden aurait obtenu un monopole effectif sur toute la production soudanaise.

(...).

Il est toujours possible que chaque fois que quelqu'un achète une boisson gazeuse américaine, il aide à remplir les coffres d'Oussama ben Laden.<sup>1123</sup>

Malgré les nombreuses critiques, l'Administration Clinton réussit par sa rhétorique et sa politique humanitaire (la lutte contre la faim, la maladie, la pauvreté, la désertification) à positionner les États-Unis en défenseur de la cause africaine. L'augmentation des effectifs du *Peace Corps*, de 6 000 à 10 000 personnes, vers la fin des années 1990, et un discours afro-optimiste permirent à Washington de se rapprocher de l'Afrique.<sup>1124</sup> Lors de sa grande tournée africaine en mars 1998 (23 mars - 2 avril 1998), le président Clinton, face aux Portes du Non-retour de l'Île de Gorée au Sénégal, déplora la traite négrière, présenta des excuses au peuple rwandais et condamna publiquement les responsables du génocide.

L'Administration américaine sous Bill Clinton sut construire une politique intelligente qui devait rapprocher l'Afrique et l'Amérique. Contrairement à la Russie qui durant les années 1990 s'était massivement retirée du continent, les États-Unis surent se réintroduire en douceur sur la scène politique et économique africaine. Selon le président Clinton, il était du devoir de la nation américaine d'adopter une nouvelle vision de l'Afrique et de l'accompagner dans le nouveau millénaire. Si, selon lui, l'histoire avait contribué à éloigner l'Afrique et l'Amérique, l'avenir devait indéniablement les rapprocher : « L'avenir devant nous est aussi étendu que l'océan [atlantique] qui ne sépare pas, mais unit les États-Unis et l'Afrique ».<sup>1125</sup>

---

<sup>1123</sup> "Perhaps most crucially, bin Laden cannily invested in Gum Arabic Company Limited, a Khartoum-based firm which has a virtual monopoly over most of Sudan's exports of gum Arabic, which in turn comprises around 80 per cent of the world's supply.

(...).

It is a crucial ingredient in dozens of products Western consumers use every day, and within two years in arriving in Sudan, bin Laden is believed to have secured an effective monopoly over the entire Sudanese output.

(...).

It is still possible that every time someone buys an American soft drink they are helping to fill Osama bin Laden's coffers." Frank R. Wolf. " 'The New Jackals by Simon Reeve.' Al Qaeda." In : [U.S. House of Representatives]. *Congressional Record*. Volume 146. Part 13. Washington, D.C. : U.S. Government Publishing Office, 2000, p. 7351.

<sup>1124</sup> Philippe Leymarie. « Le continent noir entre ancien et nouveau monde : Washington à la conquête d'espaces vierges en Afrique ». *Le Monde diplomatique*. N° 528 (1998) : 20.

<sup>1125</sup> "[The] future before us expands as wide as the ocean [Atlantic Ocean] that joins, not divides, the United States and Africa." *Public Papers of the Presidents of the United States: William J. Clinton, 1998*. Washington, D.C.: Government Printing Office, 2000, p. 496.



Malgré une faible assistance économique qui passa de 1,93 milliards de dollars en 1992 à 933 millions de dollars en 2000<sup>1126</sup> et un faible taux d'exportation, les États-Unis parvinrent, à l'aube du nouveau millénaire, à doubler leur part de marché en Afrique, qui passa, entre 1993 et 2000, de 7% à 15%.<sup>1127</sup> et se hissèrent au rang de premier partenaire commercial bilatéral du continent, devançant le Royaume-Uni et la France.<sup>1128</sup> Ainsi, comme l'avait déclaré Madeleine Albright au cours de sa dernière tournée diplomatique en Afrique en qualité de secrétaire d'État des États-Unis, le 11 décembre 2000, « l'Afrique devait rester en première ligne des priorités américaines » :

Nous avons considéré l'Afrique comme d'une importance vitale pour les États-Unis. Je pense que ce serait une tragédie si l'Afrique n'avait pas ce même rôle pour celui qui sera le prochain président des États-Unis car la politique à l'égard de l'Afrique n'est pas une option.

(...) Donc je crois que le message le plus important est - l'Afrique compte.<sup>1129</sup>

---

<sup>1126</sup> « La politique africaine des États-Unis après le 11 septembre 2001 ». *Politique africaine*. Vol. 83. N° 3 (2001) : 121.

<sup>1127</sup> Alain Fogue Tedom. *Géostratégie Américaine en Afrique : (1993-2014)*. Paris : Harmattan, 2015, p. 65.

<sup>1128</sup> Thierry Latreille. « Les relations commerciales États-Unis/Afrique : qui bénéficie réellement de l'AGOA ? ». *Afrique contemporaine*. N° 207 (Automne 2003) : 42.

<sup>1129</sup> "We have seen Africa as vitally important to the United States. I think that it would be a tragedy if Africa did not have that same role for whoever is the next president of the United States because policy towards Africa is not optional.

(...) so I believe that the most important message is - Africa counts." Secretary of State Madeleine K. Albright. *Joint Remarks with Foreign Minister Mompoti Merafhe, Ministry of Foreign Affairs, December 11, 2000, Gaborone, Botswana, U.S. Department of State*. Disponible sur <<https://1997-2001.state.gov/statements/2000/001211b.html>>. Consulté le 18 septembre 2018.

## Chapitre VIII — L’Afrique dans le nouveau partage du monde : entre « atlantisme » et « eurasisme »

### 1. Le XXI<sup>e</sup> siècle : le siècle des émergents ?

L’entrée dans le XXI<sup>e</sup> siècle était un évènement majeur aussi bien pour le monde développé occidental que pour le continent africain. Le nouveau millénaire ouvrait les portes à la mondialisation accélérée. À l’aube du XXI<sup>e</sup> siècle, le continent africain sortait de la douloureuse époque des années 1990. L’émergence du multipartisme offrait de nouvelles perspectives.

Le continent africain devait entrer dans ce millénaire avec une image renouvelée et devenir un acteur actif de la mondialisation. Le XXI<sup>e</sup> siècle fut aussi témoin du réveil de la conscience panafricaine, quelque peu étouffée durant les dures années 1990, quand les États africains affrontaient séparément leurs enjeux et défis. À l’aube du XXI<sup>e</sup> siècle, on constate la réémergence d’un intérêt commun pour l’identité économique et socio-culturelle africaine et des appels à l’unité.

L’Afrique du Sud joua un rôle majeur dans la réémergence du discours panafricain dans les cercles politiques africains. La tenue des premières élections démocratiques libres et la victoire d’un dirigeant noir, Nelson Mandela, en 1994, dans un pays où quelques années auparavant régnaient l’inégalité raciale et l’apartheid, marquèrent un tournant dans l’histoire de tout un continent. Cette victoire annonçait non seulement la fin de la domination d’une minorité blanche sur une majorité noire dans un pays d’Afrique à part entière, mais mettait également symboliquement fin à un siècle de domination étrangère, achevant ainsi l’ère coloniale.

Dan Wadada Nabudere, politicien et politologue ougandais de renom, dans l’article "The African Renaissance in The Age of Globalization" (2001), qualifia les évènements que vivait l’Afrique du Sud à la suite des élections de 1994 de nouvelle phase dans la lutte mondiale contre la colonisation et de point de départ dans le processus de l’émergence de la Renaissance africaine :

Ce mouvement anticolonial s’est manifesté sur le continent africain dans la lutte contre l’apartheid en Afrique du Sud, soutenue par le mouvement mondial anti-apartheid dans différents pays. Il n’est pas surprenant qu’avec la libération de Nelson Mandela et

l'instauration de la démocratie dans ce pays une nouvelle ère dans la lutte soit apparue sous la forme de la Renaissance africaine.<sup>1130</sup>

1.1. *La « Renaissance africaine » ou comment miser sur le développement de l'Afrique au XXIe siècle : du discours aux actes*

Dès le milieu des années 1990, le discours politique africain réintroduisit la notion de la « Renaissance africaine ». Ce concept est familier à l'idéologie panafricaine car il tire ses racines des travaux de l'historien et anthropologue sénégalais Cheikh Anta Diop.<sup>1131</sup> Le militant et homme politique sud-africain Thabo Mbeki, qui devint en 1994 le vice-président de la République d'Afrique du Sud, fut à l'origine du retour de cette rhétorique. Le 8 mai 1996, lors de l'adoption de la nouvelle Constitution du pays, Mbeki prononça un discours historique qui ramena l'africanité au cœur de la politique du continent.

Le "I am an African" (« Je suis un Africain ») de Thabo Mbeki marqua l'histoire du continent. En effet, dans cette allocution à la nation sud-africaine, Mbeki s'adressait à cette nouvelle Afrique qui s'apprêtait à entrer dans ce nouveau millénaire. La victoire sud-africaine était avant tout une victoire africaine qui, selon lui, démontrait que l'Afrique renaissait des cendres du passé : « Ce que nous avons fait aujourd'hui dans ce petit coin d'un grand continent qui a contribué de manière décisive à l'évolution de l'Humanité dit que l'Afrique réaffirme qu'elle continue de renaître de ses cendres ». <sup>1132</sup>

Le discours de Thabo Mbeki est très symbolique car il introduit un nouveau regard sur l'Afrique : un continent tourné vers l'avenir qui assume son africanité dans ce nouveau monde. L'Afrique est appelée à retrouver son unité, en redécouvrant son identité. Cette allocution est une ode à l'africanité dans toute sa diversité :

La constitution, dont nous célébrons l'adoption, constitue une déclaration sans équivoque selon laquelle nous refusons d'accepter que notre Africanité soit définie par les origines historiques de notre race, la couleur, le sexe. Nous affirmons fermement que l'Afrique du Sud appartient à tous ceux qui y vivent, Noirs et Blancs. (...).

<sup>1130</sup> "This anti-colonial movement on the African continent came to the fore in the struggle against apartheid in South Africa which was supported by the global anti-apartheid movement in different countries. It is not surprising that with the release of Nelson Mandela and the achievement of democracy in that country, a new era in the struggle appeared in the form of the African renaissance." Dan W. Nabudere. "The African Renaissance in the Age of Globalization." *African Journal of Political Science*. Vol. 6. No.2 (December 2001): 15.

<sup>1131</sup> Les travaux de Cheikh Anta Diop furent à l'origine de la création du concept de la « Renaissance africaine ». Entre 1946 et 1960, il rédigea une série d'articles sur le thème du développement de l'Afrique. Ces travaux furent édités en 1960 dans un ouvrage intitulé *Les fondements culturels, techniques et industriels d'un futur État fédéral d'Afrique noire*.

<sup>1132</sup> "This thing that we have done today, in this small corner of a great continent that has contributed so decisively to the evolution of humanity says that Africa reaffirms that she is continuing her rise from the ashes." Thabo Mbeki, "I am An African", discours du 8 mai 1996 devant le parlement suite à l'adoption de la nouvelle constitution. Texte disponible en ligne sur <[http://afrikatanulmanyok.hu/userfiles/File/beszedek/Thabo%20Mbeki\\_Iam%20an%20African.pdf](http://afrikatanulmanyok.hu/userfiles/File/beszedek/Thabo%20Mbeki_Iam%20an%20African.pdf)>. Téléchargé le 15 juin 2019.

Elle cherche à créer une situation dans laquelle tout notre peuple sera libéré de la peur, que ce soit la peur de l'oppression d'un groupe national par un autre, la peur qu'une catégorie sociale ne soit privée de tout pouvoir par une autre, la peur de l'utilisation du pouvoir de l'État pour nier à quiconque ses droits fondamentaux et la peur de la tyrannie. Elle vise à ouvrir les portes de sorte que les défavorisés puissent occuper une place égale dans la société, sans distinction de couleur, de race, de sexe, d'âge ou de répartition géographique.<sup>1133</sup>

Dans son discours, Thabo Mbeki présente la République d'Afrique du Sud comme un prototype de cette Afrique qui renaît et qui entre dans ce nouveau millénaire. Les acquis du peuple sud-africain sont les acquis de tout un continent : « La joie que nous ressentons en ce moment provient également du fait que ce produit magnifique [la constitution] est la création unique des mains et des esprits africains. (...) Aujourd'hui, c'est bon de se sentir Africain ». <sup>1134</sup>

Vusi Mavimbela, conseiller politique de Thabo Mbeki, dans une intervention au cours d'une table ronde organisée par la Fondation pour le dialogue mondial en octobre 1998 sur le thème « L'Afrique du Sud et l'Afrique : réflexions sur la Renaissance africaine », qualifia la Renaissance africaine de « troisième phase » dans le développement de l'Afrique post-coloniale : la première phase débuta dans les années 1960 avec les indépendances et la seconde démarra avec les mouvements de démocratisation des années 1990.<sup>1135</sup> Pour Dan W. Nabudere, le concept de la Renaissance africaine signifiait dans un sens large la lutte contre l'impérialisme en Afrique : « La lutte contre l'impérialisme en Afrique était une lutte pour l'indépendance de l'Afrique et à ce titre pour une renaissance africaine ». <sup>1136</sup>

Malgré les diverses significations qui étaient attribuées à ce concept, la Renaissance africaine impliquait avant tout la notion de l'indépendance du continent. Une indépendance, politique, économique et intellectuelle, combinée à une réappropriation culturelle, devait

---

<sup>1133</sup> "The constitution whose adoption we celebrate constitutes an unequivocal statement that we refuse to accept that our Africanness shall be defined by our race, colour, gender or historical origins. It is a firm assertion made by ourselves that South Africa belongs to all who live in it, black and white. (...).

It seeks to create the situation in which all our people shall be free from fear, including the fear of the oppression of one national group by another, the fear of the disempowerment of one social echelon by another, the fear of the use of state power to deny anybody their fundamental human rights and the fear of tyranny. It aims to open the doors so that those who were disadvantaged can assume their place in society as equals with their fellow human beings without regard to colour, race, gender, age or geographic dispersal." Thabo Mbeki, "I am An African," discours du 8 mai 1996 devant le parlement suite à l'adoption de la nouvelle constitution. Texte disponible en ligne sur [http://afrikatanulmanyok.hu/userfiles/File/beszedeK/Thabo%20Mbeki\\_Iam%20an%20African.pdf](http://afrikatanulmanyok.hu/userfiles/File/beszedeK/Thabo%20Mbeki_Iam%20an%20African.pdf). Téléchargé le 15 avril 2019.

<sup>1134</sup> "Our sense of elevation at this moment also derives from that fact that this magnificent product is the unique creation of African hands and African minds. (...). Today it feels good to be an African." *Ibid.*

<sup>1135</sup> Jonas Obonye. "The Quest to Achieve African Renaissance: Reflections on NEPAD." *Journal of Pan-African Studies*. Vol. 5. N°3 (June 2012): 87.

<sup>1136</sup> "The struggle against imperialism in Africa was a struggle for African independence and to that extent for an African renaissance." Dan W. Nabudere. "The African Renaissance in the Age of Globalization." *African Journal of Political Science*. Vol. 6. N°2 (December 2001): 15.

contribuer au développement du continent et construire une identité africaine contemporaine, à l'ère de la mondialisation. Une Afrique variée et unie, libre de se définir par elle-même, en prenant en main son propre destin, comme le clamait Thabo Mbeki dans son discours « Je suis un Africain » : « définir nous-mêmes ce que nous voulons être ».<sup>1137</sup> En d'autres termes, la Renaissance africaine, comme le décrit dans l'article « La renaissance africaine : un discours sud-africain ? » (2000) Ivan Crouzel, chercheur africaniste et directeur adjoint de l'Institut de recherche et de débat sur la gouvernance, devait permettre à l'Afrique de devenir productrice de ses propres espaces, sens et identités :

Alors que, dans le contexte de la guerre froide, les dynamiques africaines étaient essentiellement « lues, dites et interprétées par des regards extérieurs », le discours de la renaissance africaine permet à l'Afrique d'être perçue comme productrice de son propre sens. La fin des rivalités Est-Ouest ainsi que le contexte de mondialisation autorisent l'ouverture d'un « espace de sens » pour le continent africain. Expriment une identité collective singulière et opposable au reste du monde, le discours de la renaissance africaine apparaît comme une tentative de définition d'un tel espace. Il participe à la production d'un « imaginaire régional » africain (...).<sup>1138</sup>

Le concept de la Renaissance africaine signifiait également devoir divorcer avec le discours habituel afro-pessimiste européen. L'Afrique devait revêtir une nouvelle parure, plus attrayante pour les investisseurs étrangers, afro-optimiste, et rejeter le préjugé de « l'exceptionnalité africaine »<sup>1139</sup>, celle d'une terre pauvre et en guerre. Dorénavant, les États africains devaient devenir des acteurs actifs et égalitaires de la politique mondiale :

Il [le discours sur la renaissance africaine] est fondamentalement un rejet de l'afropessimisme et milite pour une reprise en main par les Africains de leur propre destinée. Le thème de la renaissance africaine invite donc les pays du continent à se repositionner sur la scène internationale, notamment en repensant leur rapport aux grandes puissances sur une base égalitaire.<sup>1140</sup>

Le 9 avril 1998, dans un discours prononcé par Thabo Mbeki à l'Université des Nations Unies à Tokyo, au Japon, le dirigeant sud-africain déclina les grandes lignes du concept de la Renaissance africaine. Pour renverser la théorie de « l'exceptionnalité africaine » qui avait contribué, selon Mbeki, à faire de la couleur noire le symbole de la peur, du mal et de la mort<sup>1141</sup>,

<sup>1137</sup> "...to define for ourselves what we want to be." Thabo Mbeki, "I am An African," discours du 8 mai 1996 devant le parlement suite à l'adoption de la nouvelle constitution. Texte disponible en ligne sur <[http://afrikatanulmanyok.hu/userfiles/File/beszede/Thabo%20Mbeki\\_Iam%20an%20African.pdf](http://afrikatanulmanyok.hu/userfiles/File/beszede/Thabo%20Mbeki_Iam%20an%20African.pdf)>. Téléchargé le 15 avril 2019.

<sup>1138</sup> Ivan Crouzel. « La 'renaissance africaine' : un discours sud-africain ? ». *Politique africaine*. Vol.1 (N°77) (2000) : 178.

<sup>1139</sup> *Ibid.*

<sup>1140</sup> *Ibid.*

<sup>1141</sup> "...the long-held dogma of African exceptionalism, according to which the colour black becomes a symbol of fear, evil and death." *African Renaissance, South Africa and the World: South African Deputy President Thabo*

il était primordial pour les États africains d'adopter la démocratie, encourager le multipartisme et les élections libres. Pour Thabo Mbeki, il était important de donner le pouvoir au peuple, tout en octroyant la liberté à chaque État africain d'établir son propre système démocratique, adapté aux besoins nationaux :

(...) nous sommes conscients du fait que chaque pays a ses caractéristiques propres auxquelles il doit répondre lorsqu'il établit son système de gouvernement démocratique. Par conséquent, aucun d'entre nous ne cherche à imposer un modèle de démocratie soi-disant standard à un pays quelconque, mais nous souhaitons voir des systèmes de gouvernement dans lesquels les peuples ont le pouvoir de déterminer leur destin et de résoudre leurs différends par des moyens politiques pacifiques.<sup>1142</sup>

Le second pilier sur lequel devait reposer la doctrine de la Renaissance africaine, selon T. Mbeki, était la lutte contre la corruption et l'abus de pouvoir. Les sociétés modernes africaines étaient appelées à plus de transparence dans la gestion des affaires des États et à la bonne gouvernance afin d'éviter tout abus de pouvoir et de faire respecter les droits de l'Homme : droit à la liberté d'expression, de croyance ; droit des femmes à l'éducation et à l'émancipation. À ce titre, Mbeki faisait notamment référence à l'adoption d'une Charte commune africaine des droits de l'Homme, conçue par des Africains pour juger des Africains :

La deuxième initiative à laquelle nous nous référons est l'adoption de la Charte africaine des droits de l'Homme et des peuples, qui établit des normes selon lesquelles nous pouvons nous-mêmes juger, ainsi que nos pays frères, si nous nous conduisons d'une manière compatible avec la défense et la promotion des droits de l'Homme et des peuples. Comme d'autres dans le monde, nous luttons également pour donner un sens réel à des concepts tels que la transparence et la responsabilité en matière de gouvernance, dans le cadre de l'offensive contre la corruption et les abus de pouvoir.<sup>1143</sup>

Troisièmement, les États africains étaient appelés à promouvoir et maintenir collectivement la paix et la sécurité à l'échelle régionale et continentale dans le cadre de l'OUA :

---

*Mbeki Speaks at the United Nations University*, 9 April 1998. Texte disponible en ligne sur <<http://archive.unu.edu/unupress/mbeki.html>>. Consulté le 15 juin 2020.

<sup>1142</sup> "(...) we are conscious of the fact that each country has its particular characteristics to which it must respond as it establishes its democratic system of government.

Accordingly, none of us seek to impose any supposedly standard models of democracy on any country, but want to see systems of government in which the people are empowered to determine their destiny and to resolve any disputes among themselves by peaceful political means." *African Renaissance, South Africa and the World: South African Deputy President Thabo Mbeki Speaks at the United Nations University*, 9 April 1998. Texte disponible en ligne sur <<http://archive.unu.edu/unupress/mbeki.html>>. Consulté le 11 mars 2019.

<sup>1143</sup> "The second initiative to which we refer is the adoption of the African Charter of Human and People's Rights, which sets norms according to which we ourselves can judge both ourselves and our sister countries as to whether we are conducting ourselves in a manner consistent with the defence and promotion of human and people's rights. Like others throughout the world, we too are engaged in the struggle to give real meaning to such concepts as transparency and accountability in governance, as part of the offensive directed against corruption and the abuse of power." *Ibid.*

Nous nous référons ici à la création de l'Organe central inter-États pour la prévention et le règlement des conflits qui est habilité à intervenir pour résoudre les conflits sur le continent et qui travaille actuellement à la conception d'un instrument de maintien de la paix afin d'accroître notre capacité collective d'intervention rapide, pour nous assurer que nous n'aurons plus de Rwanda, de Libéria ou de Somalie.

(...).

Je parle ici de la création d'un instrument régional pour traiter des questions de sécurité, de paix et de stabilité régionale, y compris la mise en place d'une capacité régionale de rétablissement et de maintien de la paix. Je me réfère également à la mise en place d'un système régional de coopération pour lutter contre la criminalité (...).<sup>1144</sup>

Quatrièmement, il était impératif de briser la dépendance africaine envers l'aide humanitaire étrangère et faciliter l'accès aux marchés européens :

Ce dont nous avons parlé auparavant, de la restauration de la dignité des peuples d'Afrique même, exige que nous traitions de manière aussi décisive et aussi rapide que possible la perception qu'en tant que continent nous sommes condamnés à jamais à dépendre de la charité miséricordieuse de ceux qui sont prêts à mettre gentiment dans nos bols de mendiants.

(...).

Le monde développé doit appliquer des politiques commerciales plus généreuses, qui doivent garantir un accès plus facile aux produits africains à leurs marchés.<sup>1145</sup>

Cinquièmement, Thabo Mbeki appelait les États africains à construire des économies modernes, en encourageant l'intégration régionale. En effet, la valorisation des marchés intrarégionaux devait contribuer au développement et au rayonnement du continent :

(...) nombreux sont ceux, sur notre continent, qui ont mis en place de nouvelles politiques économiques visant à créer des conditions attractives pour les investisseurs nationaux et étrangers, à encourager la croissance du secteur privé, à réduire la part de la propriété d'État dans l'économie et, par d'autres moyens aussi, cherchent à construire des économies modernes.

(...).

Des associations économiques régionales ont donc été formées dans le but de réaliser l'intégration économique régionale, ce qui, dans de nombreux cas, constituerait une

---

<sup>1144</sup> "We refer here to the establishment of the inter-state Central Organ for the Prevention and Resolution of Conflicts which is empowered to intervene to resolve conflicts on the continent and which is currently working on the design of an instrument for peace-keeping to increase our collective capacity to intervene quickly, to ensure that we have no more Rwandas, Liberias or Somalias.

(...).

I refer here to the establishment of a regional instrument to address questions of regional security, peace and stability, including the building of regional peace-making and peacekeeping capacity. I refer also to the development of a regional system of cooperation to combat crime (...)." *African Renaissance, South Africa and the World: South African Deputy President Thabo Mbeki Speaks at the United Nations University*, 9 April 1998. Texte disponible en ligne sur <<http://archive.unu.edu/unupress/mbeki.html>>. Consulté le 11 mars 2019.

<sup>1145</sup> "What we have spoken of before, of the restoration of the dignity of the peoples of Africa itself, demands that we deal as decisively and as quickly as possible with the perception that as a continent we are condemned forever to depend on the merciful charity which those who are kind are ready to put into our begging bowls.

(...).

The developed world has to follow more generous trade policies, which should ensure easier access of African products into their markets." *Ibid.*

condition nécessaire à toute croissance et développement économique important et durable.<sup>1146</sup>

Enfin, la Renaissance africaine, selon Thabo Mbeki, ne pouvait s'accomplir sans la lutte contre la famine, la pauvreté et la maladie, en particulier la propagation du VIH/Sida : « Nous devons réussir à répondre aux besoins de la population afin de mettre fin à la pauvreté et d'améliorer la qualité de vie. (...). Nous devons prendre des mesures décisives pour lutter contre la propagation du VIH/Sida (...) ».<sup>1147</sup>

En ressuscitant et modernisant le discours sur la Renaissance africaine pour l'adapter aux exigences du nouveau millénaire, Thabo Mbeki réussit à populariser le concept pour en faire, comme l'affirme Dan W. Nabudere, « une idéologie politique clé pour contester ou compléter le panafricanisme en tant qu'idéologie du peuple africain au XXI<sup>e</sup> siècle (...) ».<sup>1148</sup>

Ainsi, la Renaissance africaine s'adressait aux Africains et les appelaient non seulement à devenir les forgerons de leur propre destinée, mais à être des acteurs actifs et des contributeurs innovants, responsables et engagés dans le développement mondial :

Je dis cela pour souligner le fait que la Renaissance africaine, dans toutes ses parties, ne peut nécessairement réussir que si ses buts et objectifs sont définis par les Africains eux-mêmes, si ses programmes sont conçus par nous-mêmes et si nous assumons la responsabilité du succès ou de l'échec de nos politiques.

(...).

(Quelque chose de nouveau sort toujours d'Afrique !), cela doit être vrai, car de la renaissance de l'Afrique doivent venir des produits modernes de l'activité économique humaine, des contributions importantes dans le monde du savoir, des arts, de la science et de la technologie, de nouvelles images d'une Afrique de paix et de prospérité.<sup>1149</sup>

---

<sup>1146</sup> "(...) many on our continent have introduced new economic policies which seek to create conditions that are attractive for domestic and foreign investors, encourage the growth of the private sector, reduce the participation of the state in the ownership of the economy and, in other ways, seek to build modern economies.

(...).

Regional economic associations have therefore been formed aimed at achieving regional economic integration, which in many instances would provide the necessary condition for any significant and sustained economic growth and development to take place." *African Renaissance, South Africa and the World: South African Deputy President Thabo Mbeki Speaks at the United Nations University*, 9 April 1998. Texte disponible en ligne sur <<http://archive.unu.edu/unupress/mbeki.html>>. Consulté le 11 mars 2019.

<sup>1147</sup> "We must succeed to meet the needs of the people so as to end poverty and improve the quality of life. (...). We must take decisive steps to challenge the spread of HIV/AIDS (...)." *Ibid.*

<sup>1148</sup> "(...) a key political ideology to challenge or supplement pan-Africanism as the ideology of the African people in the twenty-first century (...)." Dan W. Nabudere. "The African Renaissance in the Age of Globalization." *African Journal of Political Science*. Vol. 6. No. 2 (December 2001): 16.

<sup>1149</sup> "I say this to emphasize the point that necessarily the African Renaissance, in all its parts, can only succeed if its aims and objectives are defined by the Africans themselves, if its programmes are designed by ourselves and if we take responsibility for the success or failure of our policies.

(...).

(Something new always comes out of Africa!), this must be so, because out of Africa reborn must come modern products of human economic activity, significant contributions to the world of knowledge, in the arts, science and technology, new images of an Africa of peace and prosperity." *African Renaissance, South Africa and the World: South African Deputy President Thabo Mbeki Speaks at the United Nations University*, 9 April 1998. Texte disponible en ligne sur <<http://archive.unu.edu/unupress/mbeki.html>>. Consulté le 11 mars 2019.



Néanmoins, l'appel à la Renaissance africaine du dirigeant sud-africain ne fut pas épargné par la critique. En effet, de nombreux observateurs contemporains accusaient Thabo Mbeki de récupération politique. Ce dernier, comme le décrit Ivan Crouzel dans « La 'renaissance africaine' : un discours sud-africain ? » (2000), du fait de son éducation en Angleterre et de son passé d'exilé, était perçu dans l'imaginaire populaire sud-africain comme un étranger et le « produit d'une formation de type occidentale ».<sup>1150</sup> Ainsi, l'adoption d'un discours panafricain permettait à T. Mbeki de gagner la sympathie du peuple sud-africain à l'approche de la campagne électorale de 1999 :

Le thème de la renaissance africaine sert d'abord à légitimer le pouvoir du nouveau président sud-africain. Celui-ci, ne bénéficiant pas du charisme de Nelson Mandela, doit en effet se construire une stature présidentielle (...).

(...).

Thabo Mbeki entend briser son image d'homme coupé de ses racines africaines. Le discours de la renaissance africaine s'inscrit donc au cœur d'une stratégie d'« africanisation » et de communication (...). La renaissance africaine représente aussi, pour ce dernier, un moyen de renforcer sa légitimité au sein de l'African National Congress (ANC), en répondant, au moins symboliquement, aux critiques de la frange «africaniste» du parti.<sup>1151</sup>

D'autre part, les États voisins de l'Afrique du Sud (Namibie, Zambie, Zimbabwe) l'accusaient d'employer le discours de la Renaissance africaine pour légitimer le leadership sud-africain dans la région et imposer son influence politique et économique, jugée agressive :

La Namibie, le Zimbabwe ou la Zambie dénoncent dès lors la domination économique de l'Afrique du Sud et manifestent leurs craintes face à une sud-africanisation de l'Afrique australe. Ces tensions commerciales trouvent un écho sur le plan politique, notamment à travers le conflit qui oppose Pretoria et Harare au sujet de la direction de l'organe de sécurité de la SADC<sup>1152</sup>. Le Zimbabwe, principal opposant à la puissance sud-africaine, entend faire de cet organe une institution au fonctionnement autonome par rapport à la SADC, présidée par l'Afrique du Sud.

Ces résistances soulignent que le projet de renaissance africaine sert avant tout les intérêts sud-africains.<sup>1153</sup>

Malgré les critiques, l'afro-optimisme de Thabo Mbeki réussit à contaminer l'élite politique africaine. Il déclara notamment lors de son investiture à la présidence de la République d'Afrique du Sud, le 16 juin 1999, à Prétoria, que « le XXI<sup>e</sup> siècle sera africain » : « Nous

<sup>1150</sup> Ivan Crouzel. « La 'renaissance africaine' : un discours sud-africain ? ». *Politique africaine*. Vol.1. N°77 (2000) : 172.

<sup>1151</sup> *Ibid.*

<sup>1152</sup> SADC, en anglais *Southern African Development Community* ou en français la Communauté de développement d'Afrique australe (CDA) : organisation régionale intergouvernementale créée en 1992. Elle vise à promouvoir le développement économique de l'Afrique australe.

<sup>1153</sup> Ivan Crouzel. « La 'renaissance africaine' : un discours sud-africain ? ». *Politique africaine*. Vol.1. N°77 (2000) : 177-178.

croions que ce que nous ferons améliorera non seulement notre propre condition en tant que peuple, mais apportera également une contribution, même minime, au succès de la Renaissance africaine, en vue d'identifier le siècle qui est devant nous comme le siècle africain ».<sup>1154</sup>

Le concept de la Renaissance africaine donna naissance au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD, *New Partnership for Africa's Development*). Le NEPAD<sup>1155</sup> est la manifestation pratique de l'afro-optimisme africain. Le Premier ministre britannique Tony Blair dans une allocution faite plus tard au parlement du Ghana, en février 2002, avait caractérisé ce projet « d'initiative importante », « une réelle chance, la meilleure chance dans l'histoire pour se développer différemment et plus efficacement ».<sup>1156</sup>

Cette initiative était inspirée par un groupe de chefs d'États africains qui, le 3 juillet 2001, posèrent ses fondements à Lusaka, la capitale de la Zambie. Le NEPAD est né de la fusion de deux projets panafricains : le Plan Oméga présenté par le président sénégalais Abdoulaye Wade et le Plan africain pour le millénaire (MAP, *Millennium African Plan*) qui était proposé par le sud-africain Thabo Mbeki et soutenu par les présidents algérien, nigérian et égyptien : Abdelaziz Bouteflika, Olusegun Obasanjo et Hosni Moubarak. L'initiative panafricaine fut approuvée au sommet du G8 à Gênes, le 22 juillet 2001.

Comme son nom l'indique, le NEPAD avait pour objet majeur le développement du continent africain par l'établissement de nouveaux types de partenariats. Cet ambitieux projet devait donner un nouveau souffle aux relations entre l'Afrique et le monde développé dans le cadre de la coopération Nord-Sud. Pour Jean-Pierre Patat, directeur général des études et des relations internationales de la Banque fédérale d'Allemagne (*Deutsche Bank*) au début des années 2000, le NEPAD était une initiative remarquable « parce qu'elle venait des Africains eux-mêmes ».<sup>1157</sup> Ce projet devait aider les États africains à quitter le rang des pays assistés

---

<sup>1154</sup> "We trust that what we will do will not only better our own condition as a people, but will also make a contribution, however small, to the success of Africa's Renaissance, towards the identification of the century ahead of us as the African Century." Discours de Thabo Mbeki lors de son investiture à la présidence de la République d'Afrique du Sud, le 16 juin 1999, à Prétoria. Texte disponible en ligne sur <<https://www.sahistory.org.za/archive/speech-his-inauguration-president-south-africa-thabo-mbeki-june-16-1999>>. Consulté le 11 mars 2019.

<sup>1155</sup> Depuis 2018, le Nepad a changé de nom et est devenu l'Agence de développement de l'Union africaine.

<sup>1156</sup> "This is why NEPAD is such an important initiative. It is a real chance - the best chance in a generation - to do development differently, and more effectively." En français : « C'est pour cela que le Nepad est une initiative si importante. C'est une réelle chance, la meilleure chose dans l'histoire, de faire le développement différemment et plus efficacement ». Discours prononcé par le Premier ministre britannique Tony Blair au parlement du Ghana à Accra, le 8 février 2002.

Texte disponible en ligne sur <<https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Full-text-of-Blair-s-speech-to-parliament-21619#>>. Consulté le 15 mars 2019.

<sup>1157</sup> Jean-Pierre Patat. « Le Nepad n'est pas un nouveau plan Marshall ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps mai 2002) : 81.

pour devenir des acteurs compétitifs dans un partenariat « gagnant-gagnant » avec les puissances développées du Nord.

Le NEPAD redéfinissait intégralement la nature de l'aide au développement en Afrique. Cette aide ne devait plus être seulement humanitaire, comme cela avait été le cas dans le passé. Dans un entretien accordé par le Premier ministre du Niger, Amadou Hama, en 2002, à la revue *Géopolitique africaine*, ce dernier déplorait le caractère paternaliste de l'ancienne aide accordée par les puissances donatrices du Nord, la jugeant inefficace pour le développement du continent :

(...) l'aide publique au développement avait un caractère paternaliste très prononcé, qui s'est accompagné d'une sorte d'irresponsabilisation des pays aidés. Quand c'est le bailleur de fonds qui détermine le projet, qui le gère, qui en choisit les acteurs, qui décide de sa localisation, il va de soi que tout cela ne s'inscrit pas dans un cadre favorable au développement, mais plutôt répond au souci de faire flotter son drapeau dans un pays. Cette approche ne s'inscrit pas dans une vision de développement et relève davantage de l'action humanitaire. Or celle-ci n'a jamais eu pour résultat une action de développement.<sup>1158</sup>

Dorénavant, l'aide devait servir les intérêts des États africains pour consolider un espace économiquement stable et attractif pour les investissements étrangers et africains. Il faut noter qu'entre 2001 et 2002 les investissements directs étrangers (IDE) en Afrique subsaharienne avaient baissé de 41%, faisant ainsi passer « les flux nets de 13,9 milliards de dollars en 2001 à 8,1 milliards de dollars en 2002.<sup>1159</sup>

L'initiative du NEPAD s'est bâtie autour de quatre piliers majeurs du concept de la Renaissance africaine : la paix et la sécurité ; la bonne gouvernance ; la santé et l'éducation ; la croissance économique et l'investissement privé. Pour financer ces programmes, le NEPAD sous l'égide de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) avait défini deux principales sources de financement : l'aide publique au développement (APD) avec l'allègement de la dette et l'IDE.<sup>1160</sup>

Parmi les pays du monde développé qui décidèrent de s'affirmer en matière d'aide publique afin d'accompagner l'Afrique vers son émergence à l'ère du XXI<sup>e</sup> siècle, outre les partenaires traditionnels comme l'Union européenne et les États-Unis, deux autres États membres du Comité d'aide au développement (CAD), le Canada et le Japon, s'engagent sur

<sup>1158</sup> Amadou Hama. « Annuler la dette des plus pauvres ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps mai 2002) : 61.

<sup>1159</sup> Claire Brodin. « Le NEPAD, une initiative politique de l'Afrique. Penser son développement au XXI<sup>e</sup> siècle ». *AFRI*. Vol. V (2004) : 370.

<sup>1160</sup> L'APD, aussi bien que l'IDE, était en nette baisse en Afrique subsaharienne depuis les années 90. En 1989, l'APD envers le continent était de 24,2 milliards de dollars contre 14,2 milliards en 1999. Dragojub Najman. « Kananaskis victime du 11 septembre ? ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps mai 2002) : 20.

cette voie. Si le Japon, par l'intermédiaire du NEPAD, tentait à renouer avec le continent, en multipliant les rencontres nippono-africaines dans le cadre de la TICAD (*Tokyo Conference on African Development*) pour faire de l'Afrique « l'un des principaux chapitres de [sa] politique étrangère »<sup>1161</sup>, et menait diverses actions dans les domaines de l'éducation et l'environnement, le Canada se positionna très vite en chef de file dans l'annulation des dettes aux pays africains à la hauteur d'un milliard de dollars et augmenta l'APD de 500 millions de dollars.<sup>1162</sup>

Ainsi, à l'aube du nouveau millénaire, grâce à sa nouvelle politique, l'Afrique aspirait à devenir un acteur majeur de l'économie mondiale. Pour le Premier ministre japonais Yoshiro Mori<sup>1163</sup>, l'avenir du monde dépendait du « continent lointain » : « Le monde du XXI<sup>e</sup> siècle ne connaîtra la stabilité et la prospérité que si les problèmes de l'Afrique sont résolus ».<sup>1164</sup>

### 1.2. *La naissance du triangle eurasiatique : l'axe « Moscou- New Delhi- Pékin ».*

Parallèlement aux pays développés du Nord qui dans le cadre du Comité d'aide au développement (CAD)<sup>1165</sup> rétablissaient progressivement l'aide publique à l'Afrique, les puissances émergentes, à l'ère du nouveau millénaire, se frayaient également un chemin sur le continent. Dans ce groupe de pays se distinguait particulièrement l'alliance naissante entre Moscou, Pékin et New Delhi.

Le 28 juin 2000, le président russe Vladimir Poutine approuva le nouveau *Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie*. Ce document officiel définissait les principes de la doctrine russe en matière de politique étrangère à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Il réitérait l'engagement de la Russie à contribuer à la construction d'un monde multipolaire. Comme le *Concept de politique étrangère* approuvé par le président Eltsine en 1993, la Russie poutinienne renouvelait son attachement à l'établissement à l'international « de relations égalitaires,

<sup>1161</sup> Marc Aicardi de Saint-Paul. « Les ambitions africaines du Japon ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps mai 2002) : 100.

<sup>1162</sup> Jean Chrétien. « Le sommet du G8 : pour un plan d'action concret ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps mai 2002) : 10.

<sup>1163</sup> Yoshiro Mori était le premier chef de gouvernement japonais à se rendre en Afrique subsaharienne. Marc Aicardi de Saint-Paul. « Les ambitions africaines du Japon ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps mai 2002) : 101.

<sup>1164</sup> *Ibid.*

<sup>1165</sup> Le Comité d'Aide au Développement (CAD) est un organe de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE). Créé le 23 juillet 1961, « il examine et évalue les prestations fournies par les pays industrialisés en faveur du développement et définit les grandes orientations de la politique de développement ». Actuellement il est composé de 30 pays membres : les États membres de l'Union européenne et la Suisse (exceptés les pays baltes, la Bulgarie, Chypre, Malte, la Croatie, la Roumanie), l'Australie, le Canada, la Corée du Sud, les États-Unis, l'Islande, le Japon, la Norvège, la Nouvelle-Zélande. Voir *Coopération Concept*, « Comité d'aide au développement », <<http://cooperation-concept.net/glossary/comite-daide-developpement/>>. Consulté le 15 juin 2020.

fondées sur un partenariat ‘gagnant-gagnant’ », déterminant comme « priorité suprême de la politique étrangère russe » : « la protection des intérêts de l’individu, de la société et de l’État ». <sup>1166</sup>

La nouvelle doctrine soulignait l’importance du rapprochement des États au sein des organisations régionales et internationales pour la résolution des enjeux et des défis géopolitiques et économiques et le maintien de la paix. L’Organisation des Nations Unies était appelée à devenir « le centre principal pour la régulation des relations internationales au XXI<sup>e</sup> siècle » <sup>1167</sup>. La Russie condamnait toute tentative de diminuer le rôle des Nations Unies et du Conseil de sécurité dans la gestion des affaires internationales, considérant cela comme une atteinte à la sécurité internationale.

Contrairement au *Concept de politique étrangère* de 1993, la nouvelle doctrine ne considérait plus les États-Unis comme un partenaire et un allié potentiel de la Russie. La politique étrangère de Washington inquiétait Moscou, surtout depuis la réémergence du débat sur la défense antimissile sous l’Administration Clinton et l’adoption par le Congrès américain, le 17 mars 1999, du *National Missile Defense Act* (NMD ou « bouclier antimissile »). Pour le sénateur républicain Thad Cochran, parrain de la loi sur le déploiement du bouclier antimissile, ce projet devait assurer la sécurité nationale du pays et protéger la nation entière contre les frappes balistiques des « États voyous » <sup>1168</sup> : « Par ce vote, nous avons fait le premier pas nécessaire pour protéger les États-Unis contre les attaques de missiles balistiques de longue portée » <sup>1169</sup>.

---

<sup>1166</sup> « (...) новых равноправных, взаимовыгодных, партнерских отношений России с окружающим миром », « высшим приоритетом внешнеполитического курса России является защита интересов личности, общества и государства ». Voir *Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie* (approuvé par le Président russe Vladimir Poutine le 28 juin 2000). Version russe *Kontseptsiya vneshney politiki Rossijskoj Federatsii ot 28 iyunya 2000 goda*. Texte disponible en ligne sur <<http://docs.cntd.ru/document/901764263>>. Consulté le 11 mars 2019.

<sup>1167</sup> « Главным центром регулирования международных отношений в XXI веке должна оставаться Организация Объединенных Наций ». *Ibid.*

<sup>1168</sup> Les États-Unis désignent comme « États-voyous » les États aux régimes dictatoriaux qui cherchent à acquérir des armes de destruction massive, soutiennent le terrorisme et violent les droits de leurs citoyens. Sous l’Administration Clinton, la liste des « États-voyous » incluait Cuba, la Corée du Nord, l’Iran, l’Irak, la Libye, la République Fédérale de Yougoslavie, l’Afghanistan et le Soudan.

<sup>1169</sup> "By this vote we have taken the necessary first step to protecting the United States from long-range ballistic missile attack." "Senate Backs Missile Defense System. 97-3 Vote Marks Big Shift for Democrats", in *CNN* [en ligne] March 17, 1999.

Disponible sur <<http://edition.cnn.com/ALLPOLITICS/stories/1999/03/17/missile.defense/>>. Consulté le 15 février 2019.

Le *National Missile Defense Act* (NMD Act) était perçu par Moscou comme une violation du traité ABM de 1972 (*Anti-Ballistic Missile*)<sup>1170</sup> et une menace pour la sécurité nationale russe :

La tendance à la création d'une structure unipolaire du monde avec la domination économique et militaire des États-Unis s'accroît. Dans la résolution des problèmes fondamentaux de sécurité internationale, on mise sur les institutions occidentales et les forums de composition restreinte pour affaiblir le rôle du Conseil de sécurité des Nations Unies.

Une stratégie d'action unilatérale peut déstabiliser la situation internationale, provoquer des tensions et une course aux armements (...).

(...).

La mise en œuvre par les États-Unis de plans visant à créer un système de défense antimissile dans le pays obligera inévitablement la Fédération de Russie à prendre les mesures qui s'imposent pour maintenir sa sécurité nationale au niveau optimal.<sup>1171</sup>

La nouvelle doctrine de politique étrangère retranscrit, d'une part, la fragilité des relations russo-américaines à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle et, d'autre part, démontre l'intérêt croissant de la Russie pour l'Asie. À l'ère du nouveau millénaire, Moscou souhaite devenir un acteur majeur en Asie, intégrer les organisations régionales et se rapprocher des grandes puissances de la région, dont la Chine et l'Inde :

L'Asie a une importance croissante dans la politique étrangère de la Fédération de Russie, ceci est dû à l'appartenance directe de la Russie à cette région qui se développe dynamiquement (...). L'accent sera mis sur le renforcement de la participation de la Russie dans les principales structures d'intégration régionale en Asie-Pacifique : le Forum de coopération économique pour l'Asie-Pacifique, le Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE ou ASEAN) sur la sécurité (...).

Le développement de relations amicales avec les principaux pays asiatiques, avant tout la Chine et l'Inde, est l'une des orientations les plus importantes de la politique étrangère de la Russie en Asie.<sup>1172</sup>

<sup>1170</sup> Le traité ABM ou le traité de Moscou fut signé par R. Nixon et L. Brejnev le 26 mai 1972. Il limitait le déploiement d'armes antimissiles. Ce traité américano-soviétique constituait la base de la politique de désarmement et la non-prolifération d'armes nucléaires.

<sup>1171</sup> « Усиливается тенденция к созданию однополярной структуры мира при экономическом и силовом доминировании США. При решении принципиальных вопросов международной безопасности ставка делается на западные институты и форумы ограниченного состава, на ослабление роли Совета Безопасности ООН.

Стратегия односторонних действий может дестабилизировать международную обстановку, провоцировать напряженность и гонку вооружений (...).

(...).

Реализация США планов создания противоракетной обороны территории страны неизбежно вынудит Российскую Федерацию принять адекватные меры по поддержанию на должном уровне своей национальной безопасности (...). » *Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie* (approuvé par le Président russe Vladimir Poutine le 28 juin 2000). En russe : *Концепция внешней политики Российской Федерации от 28 июня 2000 года*. Texte disponible en ligne sur <<http://docs.cntd.ru/document/901764263>>. Consulté le 15 février 2019.

<sup>1172</sup> « Важное и все возрастающее значение во внешней политике Российской Федерации имеет Азия, что обусловлено прямой принадлежностью России к этому динамично развивающемуся региону (...). Упор будет сделан на активизации участия России в основных интеграционных структурах Азиатско-

Le dégel dans les relations sino-soviétiques s’annonça dès le milieu des années 1980 avec l’arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev. Avec la chute de l’Union soviétique, Pékin révisa sa doctrine militaire. Si depuis 1965 la Chine considérait l’URSS comme l’ennemi principal de ses intérêts et sa sécurité<sup>1173</sup>, dorénavant, dans la nouvelle doctrine de 1991, la Russie cédait la place aux États-Unis qui prenaient la première position et devenaient « l’ennemi catégorique » de Pékin et au Japon, « ennemi prospère et puissant », « adversaire numéro 1 » parmi les pays asiatiques.<sup>1174</sup>

La révision de l’ancienne doctrine militaire chinoise avait été influencée par les événements survenus dans le golfe Persique. La première guerre du Golfe, en 1991, et l’écrasante victoire américaine eurent « l’effet d’un électrochoc au sein des instances militaires et politiques chinoises »<sup>1175</sup>. Elle démontrait que les guerres modernes s’envisageaient brèves, intenses et hautement informatisées. La rivalité croissante entre Pékin et Washington dans le Pacifique, en Asie centrale et à Taiwan, ainsi que la prédominance militaire américaine, inquiétaient la Chine. Le retard chinois dans la modernisation de l’armée poussa Pékin à se tourner vers Moscou. Le choix du rapprochement sino-russe qui se mit progressivement en place au cours des années 1990 et s’intensifia au XXI<sup>e</sup> siècle résultait d’une décision d’intérêt stratégique, comme le stipulait la Déclaration de Pékin, signée le 25 avril 1996 : « La République populaire de Chine et la Fédération de Russie (...) affirment leur volonté de développer un partenariat basé sur l’égalité et la confiance, qui a pour objectif une coopération stratégique au XXI<sup>e</sup> siècle ».<sup>1176</sup>

---

Тихоокеанского региона - форуме "Азиатско-Тихоокеанское экономическое сотрудничество", региональном форуме Ассоциации стран Юго-Восточной Азии (АСЕАН) по безопасности (...).

Одним из важнейших направлений российской внешней политики в Азии является развитие дружественных отношений с ведущими азиатскими государствами, в первую очередь с Китаем и Индией ». *Kontseptsiya vneshney politiki Rossiyskoy Federatsii ot 28 iyunya 2000 goda (Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie approuvé par le Président russe Vladimir Poutine le 28 juin 2000)*. Texte disponible en ligne sur <<http://docs.cntd.ru/document/901764263>>. Consulté le 20 février 2019.

<sup>1173</sup> Notons que la Chine considérait historiquement la Russie comme « un ennemi historique ». Les tensions dans les relations sino-russes se manifestaient dans diverses questions allant des enjeux frontaliers sur le fleuve Amour au soutien de l’URSS à l’Inde dans la guerre territoriale contre la Chine en 1962 et aux puissances qui menaient une politique hostile à la Chine.

<sup>1174</sup> Viatcheslav Avioutski. « Russie – Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d’un espace-monde ». *Géostratégiques* [en ligne]. N° 03 (mars 2001). Publié le 7 mars 2016. Texte disponible sur <<http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/russie-chine-du-partenariat-strategique-vers-la-reemergence-dun-espace-monde/>>. Consulté le 20 février 2019.

<sup>1175</sup> Léon Malcolm. « De l’importance des forces terrestres dans les dispositifs de déni d’accès et d’interdiction de zone : une perspective chinoise ». *Cahiers pensée mili-Terre*. N° 54 [en ligne] (décembre-février 2019). Publié le 4 janvier 2019. Disponible sur <[https://www.penseemiliterre.fr/de-l-importance-des-forces-terrestres-dans-les-dispositifs-de-deni-d-acces-et-d-interdiction-de-zone-une-perspective-chinoise.\\_241\\_3000457.html](https://www.penseemiliterre.fr/de-l-importance-des-forces-terrestres-dans-les-dispositifs-de-deni-d-acces-et-d-interdiction-de-zone-une-perspective-chinoise._241_3000457.html)>. Consulté 5 mars 2019.

<sup>1176</sup> « Российская Федерация и Китайская Народная Республика (...) провозглашают свою решимость развивать отношения равноправного доверительного партнерства, направленного на стратегическое взаимодействие в XXI веке ». *Sovmestnaya rossiysko-kitayskaya deklaratsiya ot 25 aprelya 1996 goda*

Les deux puissances se considéraient comme des partenaires stratégiques. Pour la Chine qui avait de sérieux concurrents économiques dans la zone, dont la Corée du Sud et le Japon, et qui ne jouissait pas d'une bonne notoriété, le partenariat avec la Russie ouvrait l'accès à un vaste marché. Avec la Russie, Pékin trouvait un important fournisseur d'armes pour la modernisation de son armée. La vente d'armes entre Moscou et Pékin augmenta après la visite du président chinois Jiang Zemin à Moscou, entre le 2 et le 6 septembre 1994, qui aboutit à la signature de plusieurs accords majeurs qui engageaient, premièrement, « les deux pays à ne plus diriger l'un contre l'autre les missiles nucléaires stratégiques », deuxièmement, établir « la délimitation de la frontière occidentale commune » et conclure des accords commerciaux et militaires.<sup>1177</sup>

Alors que dans les années 1990 la Russie perdait massivement des partenaires en Afrique et en Amérique latine, la Chine devenait son principal importateur d'armes. La vente des armes russes à Pékin passa de 1 milliard de dollars en 1998 à plus de 2,5 milliards en 2002.<sup>1178</sup> En 2003, la part de la Chine dans les exportations russes en matière d'armement dépassait les 60%.<sup>1179</sup> Dans le domaine des hydrocarbures, le pourcentage du pétrole russe importé par la Chine, entre 2000 et 2005, passa de 2,1% à 10,1%.<sup>1180</sup> Ce rapprochement économique fit de la Chine le troisième plus grand marché d'exportation russe, hissant Pékin au rang de second partenaire commercial de Moscou, après l'Allemagne.<sup>1181</sup>

Les deux États se rapprochaient sur un fond d'antiaméricanisme partagé. Moscou et Pékin avaient pour priorité de préserver leurs intérêts et d'assurer leur sécurité nationale. La Chine, comme la Russie, souhaitait renforcer sa présence en Asie centrale. Les nouveaux États de la région ouvraient à Pékin non seulement l'accès à de jeunes marchés, mais surtout aux riches ressources énergétiques de la mer Caspienne. Les deux puissances voyaient l'expansion de l'OTAN vers l'Est comme une menace. Ainsi, pour la Russie, la politique de séduction adoptée par les États-Unis par l'intermédiaire de l'OTAN et des institutions européennes à l'égard de « l'étranger proche » était perçue comme une intrusion dans sa zone d'influence traditionnelle. Comme Moscou, Pékin soupçonnait Washington de vouloir constituer un cordon d'isolement,

---

(Déclaration de Pékin ou Déclaration conjointe sino-russe signée par le Président russe Boris Eltsine et le Président chinois Jiang Zemin, le 25 avril 1996, à Pékin). Texte disponible en ligne sur <<http://docs.cntd.ru/document/1901175>>. Consulté le 15 mars 2019.

<sup>1177</sup> Martine Couderc. « Chronologie : CEI 1991-2002 ». *Outre-Terre*. Vol. 3. N°4 (2003) : 300.

<sup>1178</sup> Constantin Makienko. « Les ventes d'armes de la Russie à la Chine : aspect stratégiques et économiques ». *Le Courrier des pays de l'Est*. N° 1032 (février 2003) : 29.

<sup>1179</sup> *Ibid.*

<sup>1180</sup> Yike Zhang. « Les relations sino-russes du point de vue chinois ». *Outre-Terre*. Vol. 19. N° 2 (2007) : 321.

<sup>1181</sup> Richard Weitz. "Why Russia and China Have Not Formed an Anti-American Alliance." *Naval War College Review*. Vol. 56. No. 4 (Autumn 2003): 46.



en créant un front antichinois dans le Sud-Est asiatique. Les États-Unis intensifiaient les relations avec la Corée du Sud, le Japon et Taiwan. La Chine accusait Washington de tenter de déstabiliser le régime communiste de Pékin, en soutenant les tensions ethnico-religieuses à l'intérieur du pays, alimentées notamment par les minorités musulmanes Ouïghours qui revendiquaient l'indépendance du Xinjiang. Suite à une vague de repressions antichrétiennes, Pékin fut accusé plus tard par l'Administration Bush, en mars 2001, de violation des droits de l'Homme devant la Commission des droits de l'Homme de l'ONU à Genève.<sup>1182</sup>

La tension dans les relations sino-américaines avait atteint son paroxysme en 1999. Le 7 mai 1999, dans le cadre des opérations d'intervention de l'OTAN au Kosovo, l'ambassade chinoise à Belgrade fut prise pour cible par des bombardiers américains B-2 et F-117.<sup>1183</sup> Les frappes firent quatre morts et plusieurs blessés dans le corps diplomatique chinois. Washington réfuta les accusations de Pékin qui qualifia cela « d'acte barbare » et de « violation flagrante de la souveraineté nationale de son pays » et assura que « jamais l'OTAN ne prendrait délibérément pour cible des civils et surtout pas une ambassade ».<sup>1184</sup> Cet incident renforça la fracture. Ainsi, comme l'indique Viatcheslav Avioutski, chercheur en études slaves et professeur associé au département des études internationales de l'École supérieure des sciences commerciales d'Angers (ESSCA), dans l'article « Russie-Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde » (2001) : « Il est manifeste de noter que le nationalisme chinois qui apparaît aujourd'hui n'est plus antirusse, comme c'était le cas pendant la 'sous-guerre froide' dans les années 1960, mais antiaméricain ».<sup>1185</sup>

Contrairement à la Russie qui était l'alliée de l'Inde depuis l'époque de la guerre froide et entretenait de bonnes relations, les liens entre Pékin et New Delhi étaient particulièrement

---

<sup>1182</sup> Les mêmes accusations avaient été proférées à l'égard de la Russie suite à l'intervention militaire de Moscou en Tchétchénie pour contrer l'insurrection séparatiste islamiste. L'entrée de la Russie dans le Conseil de l'Europe fut alors suspendue par la Communauté européenne et le FMI avait procédé au gel d'un prêt à Moscou. Viatcheslav Avioutski, « Russie – Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde », *Géostratégiques*. N° 03 (mars 2001) [en ligne] publié le 7 mars 2016. Texte disponible sur <<http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/russie-chine-du-partenariat-strategique-vers-la-reemergence-dun-espace-monde/>>. Consulté le 20 février 2019.

<sup>1183</sup> Steven Lee Myers. « Serbie. Le bombardement de l'ambassade de Chine était-il délibéré ? ». *Courrier international*. N°496 [en ligne] (4 mai 2000). Disponible sur <<https://www.courrierinternational.com/article/2000/05/04/le-bombardement-de-l-ambassade-de-chine-etait-il-delibere>>. Consulté le 20 février 2019.

<sup>1184</sup> « La chine fait part de son indignation après que son ambassade à Belgrade a été touchée par les bombardements ». *Communiqué de presse des Nations Unies*, N°CS/1047, 8 mai 1999. Disponible sur <<https://www.un.org/press/fr/1999/19990508.cs1047.html>>. Consulté le 22 février 2019.

<sup>1185</sup> Viatcheslav Avioutski. « Russie – Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde ». *Géostratégiques*. N° 03 [en ligne] (mars 2001). Publié le 7 mars 2016. Texte disponible sur <<http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/russie-chine-du-partenariat-strategique-vers-la-reemergence-dun-espace-monde/>>. Consulté le 20 février 2019.

fragiles. En 1959, l'Inde accorda l'asile au quatorzième Dalaï-Lama qui fuyait l'occupation chinoise du Tibet, octroya la citoyenneté indienne à plus de 110 000 réfugiés tibétains et leur permit de créer un gouvernement en exil : l'Administration Centrale Tibétaine (ACT).<sup>1186</sup> Les deux géants d'Asie étaient notamment longtemps opposés à cause d'un litige frontalier. Ce différend plongea les deux États dans une brève guerre de 21 jours, en 1962, qui se couronna par la défaite humiliante de l'Inde et gela les relations bilatérales pendant environ vingt ans. Plus tard, lors du conflit armé indo-pakistanaï de 1969 et 1970, pour la région du Cachemire, la Chine prit le parti du Pakistan et devint son allié, contrairement à l'URSS qui soutenait la partie indienne.

La fin de la guerre froide apporta des changements dans les relations sino-indiennes. En 1993, Pékin et New Delhi rétablirent le dialogue sur le litige frontalier. Les deux parties trouvèrent un consensus et décidèrent d'établir « une ligne de contrôle effectif » (LCE) (*Line of Actual Control*, LAC). Le rétablissement du dialogue sino-indien s'accompagna d'une augmentation des échanges commerciaux entre les deux pays qui, entre 1991 et 2001, passèrent de 265 millions de dollars à 3,6 milliards.<sup>1187</sup> En 2008, les échanges sino-indiens s'élevèrent à 52 milliards de dollars, dont 32 milliards d'exportations chinoises.<sup>1188</sup>

Malgré la hausse fulgurante des échanges commerciaux, les intérêts économiques n'étaient pas le facteur principal qui expliquait le rapprochement sino-indien au début du XXI<sup>e</sup> siècle. Jean-Pierre Cabestan, sinologue français spécialisé dans l'étude du monde chinois contemporain, professeur et directeur du département de sciences politiques de l'Université baptiste de Hong Kong, dans l'ouvrage *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance* (2015), décrit le caractère disproportionné des relations entre l'Inde et la Chine :

(...) le commerce bilatéral entre Pékin et New Delhi augmente dans des proportions nettement plus faibles que la moyenne de leurs échanges extérieurs respectifs. Et les contacts humains restent distendus, ne parvenant pas à convaincre les compagnies aériennes chinoises ou indiennes à établir une liaison directe entre les deux capitales, obligeant les voyageurs à transiter par un aéroport tiers, (...).<sup>1189</sup>

Miriam Palisson, journaliste française spécialisée dans l'Asie, dans l'article « Le rapprochement entre l'Inde et la Chine, 'c'est comme gravir une montagne' » (2015), constatait

<sup>1186</sup> Shashi Tharoor (traduit de l'anglais par Bérengère Viennot). « L'Inde, la Chine et le Dalaï-Lama ». *Le Figaro* [en ligne] le 16 avril 2008. Disponible sur <<http://www.lefigaro.fr/debats/2008/04/16/01005-20080416ARTFIG00668-l-inde-la-chine-et-le-dalai-lama.php>>. Consulté le 23 février 2019.

<sup>1187</sup> Jean-Pierre Cabestan. *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*. Paris : Presses de Sciences Po, 2015, p. 317.

<sup>1188</sup> *Ibid.*, p. 323.

<sup>1189</sup> *Ibid.*, p. 317.

également le déséquilibre des échanges économiques entre les deux puissances asiatiques : « Économiquement, cette relation est déséquilibrée à l'avantage de la Chine. Même la domination démographique indienne qui se profile à l'horizon 2030 n'est plus un atout. Le commerce bilatéral a explosé, mais c'est au détriment de l'Inde ». <sup>1190</sup>

Pour Jean-Pierre Cabestan, l'intérêt de Pékin au rapprochement avec New Delhi s'expliquait par des raisons sécuritaires. En 1998, l'Inde effectue son premier essai nucléaire, ce qui lui permet d'accéder au cercle restreint des puissances nucléaires. Ce test inquiète Pékin car, dorénavant, l'Inde devenait « un pays (...) doté de missiles stratégiques capables d'atteindre la plus grande partie du territoire de la République populaire. (...) [C'est] cette montée en puissance militaire de New Delhi qui fait prendre conscience à Pékin de la nécessité d'accorder une attention plus grande à cette capitale ». <sup>1191</sup>

Pour Miriam Palisson, les relations de l'Inde avec le Japon et les États-Unis étaient une autre raison majeure qui pouvait pousser la Chine à reconsidérer sa politique envers New Delhi. En effet, au début des années 2000, l'Inde multiplia les rencontres et échanges diplomatiques avec le Japon. En décembre 2001, une *Déclaration conjointe Japon-Inde* en vue d'une coopération politique, économique, militaire et anti-terroriste a été adoptée.

Pour Edouard Pflimlin, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques de Paris (IRIS), spécialiste de la politique de défense japonaise et des enjeux géostratégiques en Asie de l'Est, le rapprochement nippon-indien permettait de contrer l'hégémonie chinoise dans la région :

« Votre voisin est votre ennemi naturel et le voisin de votre voisin est votre ami » ; dit le stratège indien Kautilya. Cette maxime semble s'appliquer particulièrement bien aux relations indo-japonaises qui prennent de plus en plus d'ampleur, notamment lorsqu'il s'agit de faire front à « l'ascension pacifique » (selon Pékin) de l'empire du milieu. <sup>1192</sup>

Entre 2001 et 2006, le commerce entre le Japon et l'Inde passa de 1,9 à 8,5 milliards de dollars. <sup>1193</sup> Dès 2005, New Delhi entama un processus de rapprochement avec Washington. En

---

<sup>1190</sup> Miriam Palisson. « Le rapprochement entre l'Inde et la Chine, 'c'est comme gravir une montagne' ». *Franceinfo* [en ligne] publié le 7 avril 2015. Disponible sur <[https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/attaques-du-13-novembre-a-paris/direct-fabien-clain-jihadiste-etat-islamique-mort-tue-attentat-13-novembre-frere-jean-michel\\_3200937.html](https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/attaques-du-13-novembre-a-paris/direct-fabien-clain-jihadiste-etat-islamique-mort-tue-attentat-13-novembre-frere-jean-michel_3200937.html)>. Consulté le 10 février 2019.

<sup>1191</sup> Jean-Pierre Cabestan. « La Chine et l'Inde. Une concurrence stratégique durable ». In : J. Cabestan. *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*. Paris : Presses de Sciences Po, 2015, p. 318.

<sup>1192</sup> Edouard Pflimlin. « Face à la Chine, l'axe Inde-Japon se renforce ». *Le Monde* [en ligne] publié le 7 février 2012. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2012/02/07/face-a-la-chine-l-axe-inde-japon-se-renforce\\_1639671\\_3216.html](https://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2012/02/07/face-a-la-chine-l-axe-inde-japon-se-renforce_1639671_3216.html)>. Consulté le 15 février 2019.

<sup>1193</sup> Claude Meyer. « Inde-Japon : échanges économiques et partenariat stratégique ». *Sciences Po : Groupe d'économie mondiale. Working Paper* (February, 2009) : 3. Disponible sur <[https://ecipe.org/wp-content/uploads/2014/12/Meyer\\_RelationsIndeJapon022009.pdf](https://ecipe.org/wp-content/uploads/2014/12/Meyer_RelationsIndeJapon022009.pdf)>. Téléchargé le 5 avril 2021.

2008, l'Inde et les États-Unis conclurent un accord sur le nucléaire civil. Le pacte indo-américain comprenait la livraison de quatre centrales nucléaires au gouvernement indien.<sup>1194</sup> Cette politique de rapprochement avec les deux grands ennemis de la Chine, les États-Unis et le Japon, poussa, comme décrit Miriam Palisson, Pékin à adopter une politique plus conciliante et une approche plus séductrice envers son voisin indien : « Pour contrarier ce partenariat [indo-américain] et diminuer l'influence américaine sur New Delhi, la Chine a compris qu'il lui fallait séduire les Indiens ». <sup>1195</sup>

Pour renforcer les liens avec l'Inde, le gouvernement chinois décida de mettre en avant les intérêts communs des pays. Le 11 avril 2005, à New Delhi, le Premier ministre chinois, Wen Jiabao, et son homologue indien, Manmohan Singh, signèrent un accord qui ouvrait la voie à une normalisation des relations sino-indiennes dans les zones frontalières conflictuelles du Cachemire et du Sikkim. Certes, le Tibet et le Népal restaient des enjeux de tension, mais le représentant chinois proposa à l'Inde d'établir une zone de libre-échange pour renforcer les liens économiques des deux voisins. Pour Pékin, la coopération sino-indienne, au-delà des avantages économiques, ferait des deux États des puissances incontournables au XXI<sup>e</sup> siècle, des leaders mondiaux de la technologie. Selon le Premier ministre chinois, Wen Jiabao :

La coopération s'apparente à deux pagodes : l'une est du matériel hardware et, l'autre, un logiciel (software). Ensemble, nous [la Chine et l'Inde] pouvons prendre la position de leader dans le monde. Le jour venu, cela marquera l'avènement du siècle de l'Asie dans l'industrie des technologies de l'information.<sup>1196</sup>

D'autre part, l'Inde, comme l'indique J-P. Cabestan dans *La politique internationale de la Chine* (2015), admirait le miracle économique chinois et souhaitait le reproduire :

Côté indien, le principal facteur de rapprochement est l'émergence économique et politique de la Chine dans le monde après la relance des réformes par Deng Xiaoping en 1992. (...) (...) [Elle] [la fascination pour l'émergence économique] mobilise rapidement les leaders d'opinion et les élites, provoquant de vifs débats sur la trop lente libéralisation

<sup>1194</sup> Gén. Henri Paris. « L'Inde, dans sa nouvelle vision entre l'Organisation de coopération de Shanghai et les États-Unis ». *Géostratégiques*. N°19 (avril 2008). Publié le 25 mars 2016. Disponible sur <<http://www.academiegeopolitiquedeparis.com/linde-dans-sa-nouvelle-vision-entre-lorganisation-de-cooperation-de-shanghai-et-les-etats-unis/>>. Consulté le 20 février 2019.

<sup>1195</sup> Miriam Palisson. « Le rapprochement entre l'Inde et la Chine, 'c'est comme gravir une montagne' », *Franceinfo* [en ligne] 7 avril 2015. Consulté le 10 février 2019. Disponible sur <[https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/attaques-du-13-novembre-a-paris/direct-fabien-clain-jihadiste-etat-islamique-mort-tue-attentat-13-novembre-frere-jean-michel\\_3200937.html](https://www.francetvinfo.fr/faits-divers/terrorisme/attaques-du-13-novembre-a-paris/direct-fabien-clain-jihadiste-etat-islamique-mort-tue-attentat-13-novembre-frere-jean-michel_3200937.html)>.

<sup>1196</sup> "Cooperation is just like two pagodas – one hardware and one software. Combined, we [China and India] can take the leadership position in the world. When the particular day comes, it will signify the coming of the Asian century of the IT [information technology] Industry." Tarun Khanna. *Billions of Entrepreneurs: How China and India Are Reshaping Their Futures and Yours*. New Delhi: Penguin Viking, 2007, p. 286.

économique indienne et le besoin d'apprendre auprès de l'expérience chinoise et par conséquent de dynamiser les échanges bilatéraux avec ce pays.<sup>1197</sup>

Du côté russe, malgré le faible niveau d'échanges commerciaux entre Moscou et New Delhi, comparé à la Chine, qui s'élevaient, en 2005, à 3 milliards de dollars<sup>1198</sup>, l'Inde restait un client fidèle dans le domaine de l'armement. En effet, 70% des armes indiennes étaient de conception russe.<sup>1199</sup> Pour Moscou, le rapprochement avec Pékin et New Delhi avait une importance géopolitique majeure. La Russie s'alliait aux deux géants d'Asie qui ensemble, avec deux milliards d'habitants, constituaient un tiers de la population mondiale.<sup>1200</sup>

Hormis les intérêts politiques et économiques, le rapprochement des trois puissances était aussi motivé par la montée de l'islam radical et du terrorisme qui tirait ses racines de l'Afghanistan et de l'Asie centrale. La lutte contre le terrorisme et les mouvements séparatistes islamiques auxquels étaient confrontés les trois États devenaient une urgence commune. Ainsi, pour remédier à ce mal, le 5 juillet 2005, les trois puissances se retrouvent au sein d'une même structure sécuritaire régionale, l'Organisation de Coopération de Shanghaï (OCS).

L'OCS fut fondée sur la base du rapprochement sino-russe. Dans l'article « L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes » (2006), Isabelle Facon, chercheuse en sûreté et défense russes, souligne que « l'OCS a été créée en 1996 à l'initiative de Moscou et de Pékin (...) [avec] la volonté (...) de stabiliser la région centre-asiatique post-soviétique, considérée comme un enjeu de sécurité commun et prioritaire ».<sup>1201</sup> Avec la disparition de l'URSS et la renaissance de l'islam politique, la Russie et la Chine furent confrontées à cette période à l'émergence du terrorisme islamiste porté par des mouvements séparatistes islamiques. Ces groupes séparatistes étaient soutenues par des moudjahidines afghans qui les fournissaient en armes et en combattants. Des guérillas islamistes opéraient des

<sup>1197</sup> Jean-Pierre Cabestan. *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*. Paris : Presses de Sciences Po, 2015, pp. 318-319.

<sup>1198</sup> Jean-Claude Courdy. « L'Inde dans les nouvelles relations triangulaires ». *Geopolitis* [en ligne] 3 août 2015. Consulté le 21 février 2019. Disponible sur <<https://www.yumpu.com/fr/document/read/41449104/linde-dans-les-nouvelles-relations-triangulaires-geopolitis>>.

<sup>1199</sup> Gilles Troude. « Les relations récentes entre la Russie et l'Inde ». *Géostratégiques*. N° 03 [en ligne] (mars 2001). Publié le 7 mars 2016. Consulté le 3 mai 2019. Texte disponible sur <<http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/les-relations-recentes-entre-la-russie-et-linde/>>.

<sup>1200</sup> Données de l'année 2005. Marie Perruchet. « Accord frontalier et promesses économiques ». *RFI* [en ligne] 11 avril 2005. Disponible sur <[http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/064/article\\_35417.asp?fbclid=IwAR1FBOvmKuwX0f-VrIUPTfKoolJ1hVGuqym8pZguRPdjmVp\\_002wfUfb\\_VQ](http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/064/article_35417.asp?fbclid=IwAR1FBOvmKuwX0f-VrIUPTfKoolJ1hVGuqym8pZguRPdjmVp_002wfUfb_VQ)>. Consulté le 21 février 2019.

<sup>1201</sup> Isabelle Facon. « L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes ». *Le Courrier des pays de l'Est*. Vol. 1055. N° 3 (2006) : 26. Isabelle Facon est chercheur en politique de sécurité et de défense russe et directrice adjointe de la Fondation pour la Recherche Stratégique (FRS).

actes terroristes dans la province chinoise du Xinjiang depuis le Kazakhstan.<sup>1202</sup> Moscou et Pékin soupçonnaient ces mouvements de recevoir l'aide des pétromonarchies du Golfe et des États-Unis qui étaient notamment réputés pour leurs liens étroits avec les djihadistes qu'ils avaient soutenu contre les Soviétiques en Afghanistan au temps de la guerre froide.<sup>1203</sup>

Face à la montée du terrorisme dans la région et l'incapacité des jeunes États indépendants d'Asie centrale à répondre séparément aux défis sécuritaires (le Tadjikistan était alors en pleine guerre civile), le 26 avril 1996, en prolongement des négociations sur les démarcations frontalières et la sécurité, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, la Russie et la Chine signèrent un traité de coopération régionale, connu sous le nom du « traité de Shanghai » qui donna naissance au « groupe des cinq de Shanghai ». Avec l'arrivée au pouvoir en Afghanistan des talibans en septembre 1996 et l'expansion du terrorisme religieux islamiste au Kirghizstan et en Ouzbékistan vers la fin des années 1990 (1999-2000)<sup>1204</sup>, le « groupe des cinq de Shanghai » avec l'adhésion de l'Ouzbékistan devint, le 26 avril 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS).

L'entrée de l'Inde dans le cercle des alliances régionales avec la Russie et la Chine se fit progressivement. L'idée de la mise en place d'un triangle stratégique « Russie-Inde-Chine » (RIC) venait du Premier ministre russe Evgueni Primakov, qui, au cours d'une visite diplomatique en Inde, en décembre 1998, exprima la volonté de créer un axe en contrepoids à la puissance hégémonique américaine. La proposition de Primakov fut approuvée à Moscou, surtout dans les rangs des conservateurs. Pour le chef du parti communiste russe (KPRF), Gennady Zyuganov, le triangle « Moscou- New Delhi- Pékin » était un élément essentiel pour le maintien de l'ordre mondial et de la démocratie, et le garant de la sécurité face à la force hégémonique américaine :

Je pense que la conclusion d'un accord de partenariat stratégique entre la Russie, la Chine et l'Inde peut jouer un rôle majeur pour un modèle de monde plus stable et démocratique. (...) [Les frappes américaines et britanniques en Irak] ont montré à ces trois pays à quoi

<sup>1202</sup> Viatcheslav Avioutski. « Russie – Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde ». *Géostratégiques*. N° 03 [en ligne] (mars 2001). Publié le 7 mars 2016. Disponible sur <<http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/russie-chine-du-partenariat-strategique-vers-la-reemergence-dun-espace-monde/>>. Consulté le 3 mai 2019.

<sup>1203</sup> Gén. Henri Paris. « L'Inde, dans sa nouvelle vision entre l'Organisation de coopération de Shanghai et les États-Unis ». *Géostratégiques*. N°19 (avril 2008). Publié le 25 mars 2016. Disponible sur <<http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/linde-dans-sa-nouvelle-vision-entre-lorganisation-de-cooperation-de-shanghai-et-les-etats-unis/>>. Consulté le 20 février 2019.

<sup>1204</sup> Isabelle Facon. « L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes ». *Le Courrier des pays de l'Est*. Vol. 1055. N°3 (2006) : 27.

ils doivent s'attendre si leur politique ne plaît pas à l'Oncle Sam, de l'autre côté de l'océan.<sup>1205</sup>

La Chine et l'Inde avaient alors rejeté l'idée d'un rapprochement tripartite au sein d'un bloc. Les deux puissances d'Asie rivalisaient pour le leadership dans la région. Leurs conflits les empêchaient d'entrer dans des alliances tripartites. Si l'Inde déclina diplomatiquement l'invitation de Moscou, Pékin s'y opposa farouchement. Ainsi, en réponse aux déclarations du Premier ministre russe E. Primakov, le représentant du ministère des Affaires étrangères de la Chine rappela que « la Chine mène une politique extérieure libre et indépendante ».<sup>1206</sup> Malgré son anti-américanisme, l'adhésion à un bloc ouvertement anti-américain risquait de priver Pékin des subventions européennes nécessaires au développement des réformes économiques et d'entraver son entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).<sup>1207</sup> Le ministre chinois des Affaires étrangères n'hésita pas à réaffirmer l'opposition de Pékin à l'initiative de Moscou sur la création « d'un triangle stratégique », lors d'une visite diplomatique à Bonn, en Allemagne, en janvier 1999.<sup>1208</sup>

Pour l'Inde, outre les différends avec la Chine, la réticence à intégrer une potentielle alliance tripartite s'expliquait, comme le décrit l'analyste et chercheur associé du Centre russe de l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), Bobo Lo, dans l'article « Rossiya-Kitay- Indiya : starye treugol'niki v novom mirovom poryadke ? » (2017) [« La Russie, la Chine, l'Inde : les anciens triangles dans un nouvel ordre mondial ? »], par « le refus de l'Inde de se laisser entraîner dans les jeux géopolitiques », s'éloignant ainsi de « sa position traditionnelle de non-alignement ».<sup>1209</sup>

---

<sup>1205</sup> « Считаю, что заключение соглашения между Россией, Китаем и Индией о стратегическом партнерстве может сыграть огромную роль для более устойчивой и демократической модели мира. (...) [удары США и Великобритании по Ираку] показали этим трем странам, что может их ожидать, если проводимая ими политика не понравится дяде Сэму за океаном ». Boris Volkhonskiy, Andrei Ivanov. « Pekin podvel Primakova. KNR otkazalas' vstupit' v svyaz' s Deli i Moskvoy ». [« Pékin laisse tomber Primakov. La République Populaire de Chine refuse d'entrer en alliance avec New Delhi et Moscou »]. *Kommersant*. N°240 (24/12/1998) : 4.

<sup>1206</sup> « Китай проводит независимую и самостоятельную внешнюю политику ». Boris Volkhonskiy, Andrei Ivanov. « Pekin podvel Primakova. KNR otkazalas' vstupit' v svyaz' s Deli i Moskvoy ». [« Pékin laisse tomber Primakov. La République Populaire de Chine refuse d'entrer en alliance avec New Delhi et Moscou »]. *Kommersant*. N°240 (24/12/1998) : 4.

<sup>1207</sup> *Ibid.*

<sup>1208</sup> Yulia A. Mareeva. « Strategicheskiy treugol'nik' Rossiya- Indiya- Kitaj' v mezhdunarodnykh otnosheniyakh ». [« Le triangle stratégique 'Russie- Inde- Chine' dans les relations internationales »]. *Vestnik MGIMO* (2012) : 241. Disponible sur <<https://mgimo.ru/upload/iblock/817/817edf94d8e2f062e407bf299c43211c.pdf>>. Téléchargé le 20 juillet 2019.

<sup>1209</sup> « ...нежелание Индии позволить втянуть себя в геополитические игры » ; « ...от своей традиционной позиции неприсоединения ». Bobo Lo. « Rossiya-Kitay-Indiya: starye treugol'niki v novom mirovom poryadke ». [« La Russie, la Chine, l'Inde: les anciens triangles dans un nouvel ordre mondial? »]. *IFRI*. N°100 (aprel' 2017): 8-9.

Le dégel des relations sino-indiennes et la bonne entente avec la Russie réanimèrent les débats sur la consolidation « d'un triangle stratégique ». En 2001, les analystes politiques des trois pays établirent des rencontres annuelles entre chercheurs politologues pour traiter des enjeux et des perspectives des relations tripartites.<sup>1210</sup> Depuis 2005, les ministres des Affaires étrangères de la Russie, de l'Inde et de la Chine organisent conjointement des forums de discussion réguliers. La rencontre qui lança « les forums de la troïka », dont le premier initiateur était l'Inde, s'était tenue le 2 juin 2005 à Vladivostok, en Russie.<sup>1211</sup> Ce forum confirma la volonté de Moscou, New Delhi et Pékin de développer des relations dans un format tripartite :

Les ministres ont exprimé la confiance que leur rencontre à Vladivostok donnerait un nouvel élan au dialogue trilatéral dans tous les domaines d'intérêt mutuel. Ils ont confirmé que le renforcement du partenariat dans un format trilatéral répond aux intérêts nationaux à long terme de la Russie, de l'Inde et de la Chine. Les ministres sont convaincus que le développement d'une coopération pratique, mutuellement bénéfique, entre les trois pays constitue une contribution importante à la cause du renforcement de la paix et de la stabilité en Asie et dans le monde.<sup>1212</sup>

Suite au forum de Vladivostok, l'Inde, le Pakistan et l'Iran rejoignirent l'OCS en qualité d'États observateurs.<sup>1213</sup> L'Organisation de coopération de Shanghai devait lutter contre le

---

Disponible sur <[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/lo\\_russia\\_china\\_india\\_rus\\_2017.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/lo_russia_china_india_rus_2017.pdf)>. Téléchargé le 15 juillet 2019.

<sup>1210</sup> Yulia A. Mareeva. « Strategicheskiy treugol'nik' Rossiya- Indiya- Kitaj' v mezhdunarodnykh otnosheniyakh ». [« Le triangle stratégique 'Russie- Inde- Chine' dans les relations internationales »]. *Vestnik MGIMO* (2012) : 241. Disponible sur <<https://mgimo.ru/upload/iblock/817/817edf94d8e2f062e407bf299c43211c.pdf>>. Téléchargé le 20 juillet 2019.

<sup>1211</sup> Jean-Claude Courdy. « L'Inde dans les nouvelles relations triangulaires ». *Geopolitis.Net* [en ligne] 2016. Disponible sur <<https://www.yumpu.com/fr/document/read/41449104/linde-dans-les-nouvelles-relations-triangulaires-geopolitis>>. Consulté le 21 février 2019.

<sup>1212</sup> « Министры выразили общую уверенность в том, что их встреча во Владивостоке придаст новый импульс трёхстороннему диалогу во всех сферах, представляющих взаимный интерес. Они подтвердили, что укрепление партнёрства в трёхстороннем формате отвечает долгосрочным национальным интересам России, Индии и Китая. Министры убеждены, что развитие взаимовыгодного практического сотрудничества трёх стран носит существенный вклад в дело укрепления мира и стабильности в Азии и во всём мире. » « Communiqué conjoint de la rencontre informelle tripartite entre les ministres des affaires étrangères de la Fédération de Russie, de la République de l'Inde et la République populaire de Chine du 2 juin 2005, à Vladivostok », *Bulletin d'information du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie*, le 2 juin 2005. En russe : « О совместном коммюнике по итогам неформальной встречи министров иностранных дел Российской Федерации, Республики Индия и Китайской Народной Республики », *Информационный бюллетень*, Министерство Российской Федерации, 2 июня 2005 года. Texte disponible sur <[http://www.mid.ru/ru/maps/cn/-/asset\\_publisher/WhKWb5DVBqKA/content/id/436746](http://www.mid.ru/ru/maps/cn/-/asset_publisher/WhKWb5DVBqKA/content/id/436746)>. Consulté le 23 février 2019.

<sup>1213</sup> L'Inde et le Pakistan sont officiellement devenus membres de l'OCS lors de la tenue du sommet de l'OCS à Astana, le 9 juin 2017 (capitale du Kazakhstan, renommée en 2019 et connue aujourd'hui sous le nom de Noursoultan, en l'honneur du président du Kazakhstan indépendant, Noursoultan Nazarbaïev). Ce sommet fut décrit comme un « événement historique » car, depuis sa fondation en 2001, l'organisation accueillait dans ses rangs de nouveaux membres. Avec l'adhésion de l'Inde et du Pakistan, deux puissances ennemies et rivales, l'OCS lançait officiellement sa stratégie d'élargissement, fortement encouragée par Moscou. Selon le président russe Vladimir Poutine : « Il ne fait aucun doute que l'élargissement de l'Organisation de coopération de Shanghai la rendra plus puissante et influente dans le domaine politique, économique et humanitaire ». En effet, avec l'entrée de ces deux États, l'OCS devenait, selon Rashid Alimov, secrétaire général de l'OCS, une véritable structure



terrorisme, l'extrémisme et le séparatisme ; renforcer la paix et la sécurité en Asie centrale et dans le sous-continent indien et faciliter la coopération politique, économique, commerciale, scientifique et énergétique.<sup>1214</sup>

Pour l'Inde, la coopération au sein d'une structure régionale eurasiennne contribuait au renforcement des relations tripartites et au dialogue inter-étatique, notamment avec la Chine et le Pakistan. L'OCS, certes, n'était pas destinée à devenir un organisme formellement antiaméricain, néanmoins, la demande d'adhésion des États-Unis à l'organisation avec un statut d'observateur fut rejetée. Selon le Général Henri Paris, ce refus « dénote une orientation politique très nette et a de quoi irriter la Maison Blanche ».<sup>1215</sup>

## **2. Les États-Unis en Afrique sous la présidence de George W. Bush : « Finie la rhétorique, vive la géopolitique ! »**

Les années 2000 soufflèrent un vent de changement dans la politique américaine. Le 12 décembre 2000, la Cour suprême des États-Unis mit fin aux contestations et polémiques qui entouraient l'élection présidentielle du 7 novembre 2000, proclamant la victoire de George Walker Bush. L'arrivée à la présidence du nouveau dirigeant républicain suscitait le questionnement et de nombreuses attentes dans les cercles dirigeants africains : quelle place accorderait la nouvelle Administration à l'Afrique dans sa politique étrangère ? Le président Bush, poursuivra-t-il la stratégie de son père George H. W. Bush qui accordait un faible intérêt aux affaires africaines ou adoptera-t-il l'afro-optimisme de son prédécesseur Clinton ?

Le candidat républicain à l'élection présidentielle George W. Bush appela l'Amérique à adopter, face aux enjeux du nouveau millénaire, une politique étrangère plus réaliste,

---

transcontinentale : « L'OCS est en train de devenir une organisation transcontinentale couvrant (une vaste zone) allant de l'Arctique à l'océan Indien, de la ville chinoise de Lianyungang au bord du Pacifique à la ville baltique de Kaliningrad en Russie ». Cité dans « OCS : le sommet 'historique' d'Astana offre de nouvelles opportunités de coopération », *French Xinhuanet*, 8 juin 2017. Disponible sur <[http://french.xinhuanet.com/2017-06/08/c\\_136350277.htm](http://french.xinhuanet.com/2017-06/08/c_136350277.htm)>. Consulté le 16 mai 2019. Déclaration de Vladimir Poutine prononcée au sommet d'Astana. Cité dans « L'OCS réunit désormais près de la moitié de la population mondiale », *Sputnik*, 10 juin 2017. Disponible en ligne sur <<https://fr.sputniknews.com/international/201706101031778314-sommet-ocs-adhesion-inde-pakistan/>>. Consulté le 16 mai 2019.

Aujourd'hui, l'organisation se fait appeler le « G8 d'Eurasie » ou « les huit d'Eurasie » car elle compte 8 États membres (Inde, Kazakhstan, Kirghizistan, Chine, Pakistan, Russie, Tadjikistan et Ouzbékistan), 4 États observateurs (Afghanistan, Biélorussie, Iran, Mongolie), 6 États partenaires stratégiques (Azerbaïdjan, Arménie, Cambodge, Nepal, Turquie, Sri Lanka) et 11 États ayant présentés une demande de statut d'observateur (Bangladesh, Syrie, Égypte, Israël, Arabie saoudite, Maldives, Ukraine, Irak, Vietnam, Bahreïn et Qatar). Voir sur <<http://sectsco.org/>>. Consulté le 15 mars 2021.

<sup>1214</sup> Gén. Henri Paris, « L'Inde, dans sa nouvelle vision entre l'Organisation de coopération de Shanghai et les États-Unis ». *Géostratégiques*. N°19 (avril 2008). Publié le 25 mars 2016. Disponible sur <<http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/linde-dans-sa-nouvelle-vision-entre-lorganisation-de-cooperation-de-shanghai-et-les-etats-unis/>>. Consulté le 20 février 2019.

<sup>1215</sup> *Ibid.*

contrairement à l'Administration Clinton qui était accusée « d'avoir menée une 'politique des bons sentiments' bien trop idéaliste, (...) vouée à l'échec ».<sup>1216</sup>

2.1. *La politique africaine de l'Administration Bush : du désengagement au discours de la guerre contre le terrorisme international*

La nouvelle stratégie américaine en matière de politique étrangère, que Bush qualifia d'internationalisme américain (*American internationalism*), devait combiner « un réalisme lucide » qui devait répondre avant tout aux intérêts de la nation et l'idéal des grandes valeurs américaines. Selon le républicain George Bush, les États-Unis ne devaient pas se retirer et s'isoler du reste du monde, mais au contraire maintenir une position active. En qualité de grande puissance, il était de leur devoir d'étendre leur influence dans le monde pour propager les idéaux américains de paix, de liberté et de démocratie. Un repli, comme le candidat républicain affirma dans le discours « A Distinctly American Internationalism » prononcé le 19 novembre 1999 à la Bibliothèque présidentielle Ronald Reagan en Californie, mettrait en danger la nation car, d'une part, cela nuirait à son développement et, d'autre part, menacerait la sécurité du pays par la montée de puissances hostiles aux valeurs américaines :

La première tentation de l'Amérique est le retrait - la construction d'une fière tour de protectionnisme et d'isolement.

Dans un monde qui dépend de l'Amérique pour réconcilier les anciens rivaux et équilibrer les ambitions anciennes, c'est le raccourci vers le chaos. C'est une approche qui abandonne nos alliés et nos idéaux. Le vide laissé par le retrait américain amènerait des défis à notre puissance. Et le résultat, à long terme, serait une Amérique stagnante et un monde sauvage.<sup>1217</sup>

Ainsi, les États-Unis devaient maintenir leur présence à l'international pour promouvoir l'idéal humaniste américain. Toutefois, la poursuite des valeurs américaines devait correspondre à leurs intérêts prioritaires. Bush considérait que le pays ne devait pas s'ingérer dans toutes les crises mondiales, mais uniquement dans celles qui touchaient directement les intérêts de la nation :

La deuxième tentation de l'Amérique est la dérive - que notre pays passe d'une crise à une autre (...).

<sup>1216</sup> Peter J. Schraeder. « 'Finie la rhétorique, vive la géopolitique'. Premières tendances de la politique africaine de l'administration Bush (2001) ». *Politique africaine*. Vol. 82. N° 2 (2001) : 133.

<sup>1217</sup> "America's first temptation is withdrawal – to build a proud tower of protectionism and isolation. In a world that depends on America to reconcile old rivals and balance ancient ambitions, this is the shortcut to chaos. It is an approach that abandons our allies, and our ideals. The vacuum left by America's retreat would invite challenges to our power. And the result, in the long run, would be a stagnant America and a savage world." Governor George W. Bush. "A Distinctly American Internationalism." *Ronald Reagan Presidential Library*, Simi Valley, California, November 19, 1999. Disponible en ligne sur <<https://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/bush/wspeech.htm>>. Consulté le 15 juin 2020.

(...) La politique américaine peut devenir aléatoire et réactive - détachée des intérêts de notre pays.

L'Amérique doit être impliquée dans le monde. Mais cela ne signifie pas que notre armée est la réponse à toutes les situations difficiles de politique étrangère (...).

L'internationalisme américain ne doit pas signifier une action sans vision, une activité sans priorité et des missions sans fin (...).<sup>1218</sup>

Pour le futur président américain, toute la stratégie de la politique étrangère des États-Unis devait se construire autour des intérêts nationaux et se porter prioritairement sur quatre régions majeures du monde, le Moyen-Orient, l'Europe, l'Asie et le continent nord-américain :

La politique étrangère américaine doit être plus que de la gestion de crise. Il doit y avoir un objectif important et déterminant : transformer cette période d'influence américaine en générations de paix démocratique.

Ceci s'accomplira en se concentrant sur les intérêts nationaux durables. (...) Un président américain doit travailler avec nos puissants alliés démocratiques en Europe et en Asie pour prolonger la paix. Il doit promouvoir un hémisphère occidental [les Amériques] pleinement démocratique, lié par le libre-échange. Il doit défendre les intérêts des États-Unis dans le golfe Persique et promouvoir la paix au Moyen-Orient, sur la base d'un État d'Israël sécurisé. Il doit contrôler la prolifération contagieuse des armes de destruction massive et les moyens de les acheminer. Il doit mener vers un monde qui commerce dans la liberté. Et il doit poursuivre tous ces objectifs avec concentration, patience et force.<sup>1219</sup>

Dès le lancement de la campagne électorale, le candidat républicain à la présidence américaine George W. Bush montrait un faible intérêt pour les affaires africaines. Plusieurs fois, dans ses discours, il affichait ouvertement son désintérêt pour le continent. Dans une interview pré-électorale accordée au journaliste Jim Lehrer, le 16 février 2000, le candidat républicain déclara que le continent africain n'était pas une priorité géopolitique pour la politique étrangère américaine : « À un moment donné, le président doit définir clairement les

<sup>1218</sup> *Ibid.* "America's second temptation is drift – for our nation to move from crisis to crisis (...).

(...). American policy can become random and reactive – untethered to the interests of our country.

America must be involved in the world. But that does not mean our military is the answer to every difficult foreign policy situation (...).

American internationalism should not mean action without vision, activity without priority, and missions without end (...)."

<sup>1219</sup> "American foreign policy must be more than the management of crisis. It must have a great and guiding goal: to turn this time of American influence into generations of democratic peace. This is accomplished by concentrating on enduring national interests. (...). An American president should work with our strong democratic allies in Europe and Asia to extend the peace. He should promote a fully democratic Western Hemisphere, bound together by free trade. He should defend America's interests in the Persian Gulf and advance peace in the Middle East, based upon a secure Israel. He must check the contagious spread of weapons of mass destruction, and the means to deliver them. He must lead toward a world that trades in freedom. And he must pursue all these goals with focus, patience and strength." Governor George W. Bush. "A Distinctly American Internationalism." *Ronald Reagan Presidential Library*, Simi Valley, California, November 19, 1999. Disponible en ligne sur <<https://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/bush/wspeech.htm>>. Consulté le 15 juin 2020.

intérêts stratégiques nationaux. Même si l'Afrique peut être importante, elle n'entre pas dans les intérêts stratégiques nationaux, autant que je le sache ».<sup>1220</sup>

Dans un second débat pré-électoral contre le candidat démocrate Al Gore, le 11 octobre 2000, George W. Bush, questionné sur son refus d'impliquer militairement les États-Unis dans les conflits armés en Afrique et son soutien à la non-intervention de l'Administration Clinton dans la crise rwandaise, rétorqua :

(...), je comprends, et l'Afrique est importante. Et nous devons faire beaucoup de travail en Afrique pour promouvoir la démocratie et le commerce, (...). (...) C'est un continent important. Mais il doit y avoir des priorités et le Moyen-Orient est une priorité pour de nombreuses raisons, tout comme l'Europe et l'Extrême-Orient, et notre propre hémisphère [les Amériques]. Et ce sont là mes quatre priorités absolues si je devais être président, ce qui ne veut pas dire que nous ne serons pas engagés et ne travaillerons dur pour amener d'autres nations à s'unir pour empêcher les atrocités.<sup>1221</sup>

Pour le professeur Peter Schraeder, le manque d'intérêt du candidat républicain pour l'Afrique était causé par divers facteurs. Premièrement, la méconnaissance du continent et des enjeux. Deuxièmement, « une tendance à considérer que l'Afrique relevait toujours de la responsabilité de ses anciens colonisateurs ».<sup>1222</sup> Ainsi, George W. Bush semblait s'inspirer de la vieille tradition américaine de respect pour les anciennes puissances coloniales, surtout quand il n'y avait pas d'avantage direct à les supplanter. Ce point de vue avait été formulée en 1971 par l'historien américain Stephen E. Ambrose qui affirmait dans l'ouvrage *Rise to Globalism : American Foreign Policy since 1938* (1971) :

Les liens culturels et économiques de l'Afrique sont liés à l'Europe. La grande majorité des étudiants africains sont inscrits dans des universités d'Europe occidentale, et non dans des écoles américaines ou russes, (...). L'anglais et le français sont les langues « traditionnelles » et usuelles en Afrique, et l'anglais africain est parlé avec un accent britannique et non américain. L'Afrique est plus un problème européen qu'un problème américain.<sup>1223</sup>

<sup>1220</sup> "At some point in time the president's got to clearly define what the national strategic interests are, and while Africa may be important, it doesn't fit into the national strategic interests, as far as I can see them." J. Peter Pham. "The New Strategic Importance of Africa." *The Impact of 9/11 on Politics and War: The Day that Changed Everything?* Ed. M. Morgan, New York: Palgrave Macmillan, 2009, p. 231.

<sup>1221</sup> "(...), I understand, and Africa is important. And we've got to do a lot of work in Africa to promote democracy and trade, (...). (...) It's an important continent. But there's got to be priorities, and Middle East is a priority for a lot of reasons, as is Europe and the Far east, our own hemisphere. And those are my four top priorities should I be the president, not to say we won't be engaged nor work hard to get other nations to come together to prevent atrocity." *The Second Gore-Bush Presidential Debate*, October 11, 2000. Retranscription du débat disponible en ligne sur <<https://www.debates.org/voter-education/debate-transcripts/october-11-2000-debate-transcript/>>. Consulté le 18 juillet 2019.

<sup>1222</sup> Peter J. Schraeder. « 'Finie la rhétorique, vive la géopolitique' : Premières tendances de la politique africaine de l'Administration Bush (2001) ». *Politique africaine*. Vol. 82. N° 2 (2001) : 135.

<sup>1223</sup> "Africa's cultural and economic ties are with Europe. The great bulk of African students are enrolled in Western European universities, not in American or Russian schools, (...). English and French are the 'modern' and common languages of Africa, and African English is spoken with a British, not an American accent. Africa

Troisièmement, « la nécessité de se préoccuper non pas seulement des affaires étrangères, mais aussi des affaires intérieures, tout particulièrement durant un premier mandat dont la priorité cardinale est d'assurer sa réélection ».<sup>1224</sup>

Pour le professeur Peter Pham, spécialiste d'études africaines, le désintérêt du candidat républicain pour l'Afrique était commun à tous les présidents américains :

Princeton Lyman, ancien secrétaire d'État adjoint et ambassadeur des États-Unis en Afrique du Sud et au Nigéria, a noté qu'aussi exaspérant que le commentaire de Bush sur l'insignifiance stratégique de l'Afrique pouvait être pour les Africains, (...), le jugement derrière reflète néanmoins « ce qu'a été en réalité l'approche des Administrations tant démocrates que républicaines depuis des décennies ». À l'exception de la période de la guerre froide, quand les tentatives soviétiques de prendre pied sur le continent suscitaient des inquiétudes, les intérêts américains en Afrique ont toujours été définis presque exclusivement par souci des conséquences humanitaires de la pauvreté, de la guerre et des catastrophes naturelles, plutôt que par des considérations stratégiques.<sup>1225</sup>

Après l'afro-optimisme clintonien, les Africains se heurtèrent à un gouvernement qu'ils jugeaient « ignorant des affaires africaines ».<sup>1226</sup> Pour le journaliste indépendant kényan, Milan Vesely, la victoire de George W. Bush aux élections présidentielles américaines était « un désastre absolu ».<sup>1227</sup> Dans l'article "After The Clinton Smile, Will It Be The Bush Snarl ?" (2001), paru en février 2001 dans la revue *African Business*, l'analyste kényan critiqua la position de la nouvelle Administration américaine, affirmant avec pessimisme qu'avec la politique étrangère du président Bush « les problèmes de l'Afrique recevront encore moins d'attention » :

Aucune connaissance ou intérêt pour l'Afrique. (...). L'arrivée de George W. Bush à la Maison Blanche laissera probablement l'Afrique encore plus marginalisée, selon la

---

is more a European than an American problem." Stephen E. Ambrose and Douglas G. Brinkley. *Rise to Globalism: American Foreign Policy since 1938*. 9th rev. Edition, New York: Penguin Books, 2012, p. 13.

<sup>1224</sup> Peter J. Schraeder. « 'Finie la rhétorique, vive la géopolitique' : Premières tendances de la politique africaine de l'Administration Bush (2001) ». *Politique africaine*. Vol. 82. N° 2 (2001) : 135.

<sup>1225</sup> "Princeton Lyman, a former assistant Secretary of State who has also served as U.S. ambassador to South Africa and to Nigeria, has observed that, as galling as Bush's comment about Africa's strategic insignificance might have been to Africans, (...), the judgement behind it nonetheless reflected 'what had in fact been the approach of both Democratic and Republican administrations for decades.' With the exception of Cold War era concerns about Soviet attempts to secure a foothold on the continent, American interests in Africa have historically been framed almost exclusively in terms of preoccupation over the humanitarian consequences of poverty, war, and natural disaster, rather than strategic considerations." J. Peter Pham. "The New Strategic Importance of Africa." In: M. Morgan (ed.). *The Impact of 9/11 on Politics and War: The Day that Changed Everything?* New York : Palgrave Macmillan, 2009, pp. 231-232.

<sup>1226</sup> "... is ignorant of african affairs." Propos tenus en 2001 par Seth Kimanzi, secrétaire générale du ministère des Affaires étrangères du Rwanda. Cité dans Ian Fisher. "Africans Ask if Washington's Sun Will Shine on Them." *New York Times* [en ligne] (February 8, 2001). Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2001/02/08/world/africans-ask-if-washington-s-sun-will-shine-on-them.html>>. Consulté le 20 mai 2019.

<sup>1227</sup> "... an unmitigated disaster." Milan Vesely. "George Bush: A Nightmare for Africa? After Clinton Smile, Will it be the Bush Snarl? ". *African Business*. No 262 (February 2001): 8.

plupart des analystes américains. L'attention de la nouvelle Administration se centrera sur l'Europe, les relations de plus en plus importantes des États-Unis avec la Chine.<sup>1228</sup>

Dans l'article "Africans Ask if Washington's Sun Will Shine on Them" (2001), le journaliste américain Ian Fisher décrit l'ambivalence des relations entre les États-Unis et l'Afrique, ainsi que le regard africain sur la politique américaine envers le continent :

Les relations de Washington avec l'Afrique sont pour la plupart minimales et contradictoires. Pour beaucoup d'Africains, les États-Unis sont les leaders du monde et disposent des ressources nécessaires pour favoriser le développement, la démocratie et la stabilité.

Mais la méfiance et le ressentiment sont profonds - de la traite négrière et des rumeurs d'implication de la C.I.A. dans la mort de Patrice Lumumba, le premier dirigeant du Congo et un héros pour de nombreux Africains, aux soupçons que les Américains maintiennent l'Afrique pauvre.<sup>1229</sup>

Ainsi, si les actions entreprises par l'Administration Clinton au cours du second mandat (demande d'allègement de la dette africaine d'un demi-milliards de dollars, une législation ouvrant les marchés américains aux produits africains et des mesures visant à baisser le prix de certains médicaments, en particulier ceux contre le VIH-Sida) reçurent l'approbation des Africains, la conscience populaire africaine, comme l'écrit dans l'article Ian Fisher, restait majoritairement méfiante et sceptique à l'égard de l'Oncle Sam. Dans un sondage mené en 2000 à Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire, sur les élections américaines et leur impact sur l'Afrique, une jeune employée d'une agence de tourisme de la ville déclara : « Que ce soit les républicains ou les démocrates, il y a toujours un idéal pour les Américains : conserver leur hégémonie. Les personnes changent, mais le système politique reste le même ». <sup>1230</sup>

Pour contrer les accusations de désengagement en Afrique, le nouveau secrétaire d'État américain, Colin L. Powell, qui fut le premier Noir, afro-descendant, à occuper ce poste, tenta

---

<sup>1228</sup> "Africa's problems will receive even less consideration" ; "No knowledge or interest of Africa. (...). The arrival of George W. Bush at the White House is likely to leave Africa marginalised even further, most U.S. analysts agree. The new administration's attention will focus on Europe and America's increasingly important relationship with China." Milan Vesely. "After Clinton Smile, Will it be the Bush Snarl?". *African Business*. No 262 (February 2001): 8.

<sup>1229</sup> "Washington's relations with Africa are, for the most part, minimal and contradictory. To many Africans, the United States is the leader of the world, with the resources to bring development, democracy and stability. But there is also deep mistrust and resentment - from the slave trade, to rumored involvement by the C.I.A. in the death of Patrice Lumumba, the first leader of Congo and a hero to many Africans, to suspicions that Americans keep Africa poor." Ian Fisher. "Africans Ask if Washington's Sun Will Shine on Them." *New York Times* [en ligne] (February 8, 2001). Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2001/02/08/world/africans-ask-if-washington-s-sun-will-shine-on-them.html>>. Consulté le 20 mars 2019.

<sup>1230</sup> "Whether it's Republicans or Democrats, there's always one ideal for the Americans: to retain their hegemony. People will change, but the political system remains the same." Propos de Giselle Sidjé cités dans l'article de Ian Fisher. "Africans Ask if Washington's Sun Will Shine on Them." *New York Times* [en ligne] (February 8, 2001). Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2001/02/08/world/africans-ask-if-washington-s-sun-will-shine-on-them.html>>. Consulté le 20 mars 2019.

de ramener le continent au sein de la politique étrangère américaine. Pour marquer l'intérêt de l'Administration Bush pour l'Afrique, ce dernier inaugura son entrée au sein du département d'État en rencontrant des membres du bureau des Affaires africaines. Dans son discours d'investiture devant le Sénat, le 17 janvier 2001, Colin Powell n'hésita pas à mentionner l'importance de l'engagement des États-Unis en Afrique auprès des puissances africaines qui luttèrent pour établir et promouvoir la démocratie, comme le Nigéria et l'Afrique du Sud :

En mars 1999, alors que j'étais au Nigéria pour aider le président Carter à superviser les élections nationales, j'ai été impressionné par le courage du président nouvellement élu et par son engagement à instaurer la démocratie dans son pays troublé. (...). Nous devons l'aider à consolider ses acquis, une aide qui revêt une importance capitale sous forme d'allègement de la dette, d'investissement dans le commerce et de soutien total à la démocratie qu'il tente de créer.<sup>1231</sup>

Colin Powell félicita les acquis de l'ancienne Administration pour l'adoption de l'AGOA et souligna que le développement de l'Afrique ne pouvait se faire sans la paix, la démocratie et l'ouverture des marchés :

Cette loi [AGOA] est la bonne façon de commencer à amener l'Afrique dans le monde prospère des capitaux libres et des marchés ouverts.

Avec des économies puissantes telles que l'Afrique du Sud et, à terme, le Nigéria et d'autres États africains en transformation, nous commençons à changer la vie des plus pauvres d'Afrique, qui ont désespérément besoin d'aide, et nous devons les aider. C'est notre obligation. Comme nous avons des obligations dans d'autres parties du monde, je pense que nous avons une obligation envers les peuples d'Afrique.<sup>1232</sup>

Quelques jours plus tard, le 4 février 2001, dans une interview accordée à la chaîne télévisée *American Broadcasting Company* (ABC), le nouveau secrétaire d'État n'hésita pas à clarifier les propos très controversés du président Bush sur « l'Afrique qui n'entrait pas dans

---

<sup>1231</sup> "In March of 1999 when I was in Nigeria to help President Carter supervise the national elections, I was impressed by the newly elected president's courage and his commitment to bringing democracy to his troubled country. (...). We will need to help him to consolidate his gains, help that comes most vitally in the form of debt relief, investment in trade, and full support for the democracy he is trying to create." *Confirmation Hearing by Secretary-Designate Colin L. Powell*, January 17, 2001, U.S. Department of State, Office of the spokesman, Washington DC, January 21, 2001. Retranscription disponible en ligne sur <<https://2001-2009.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2001/443.htm>>. Consulté le 20 mars 2019.

<sup>1232</sup> "This Act [AGOA] is the right way to begin bringing Africa into the more prosperous world of free-flowing capital and open markets. With powerful economies such as South Africa's, and eventually Nigeria's, and other transforming African states, we begin to change the lives of Africa's poorest people, who are so desperately in need, and we need to help them. It is our obligation. As we have obligations in other parts of the world, I believe we have an obligation to the people of Africa." *Confirmation Hearing by Secretary-Designate Colin L. Powell*, January 17, 2001, U.S. Department of State, Office of the spokesman, Washington DC, January 21, 2001. Retranscription disponible en ligne sur <<https://2001-2009.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2001/443.htm>>. Consulté le 20 mars 2019.

les intérêts stratégiques américains », prétextant une mauvaise interprétation du contexte de la tenue de ces déclarations et réaffirmant l'engagement américain sur le continent :

Je pense que le vrai contexte de ce commentaire avait trait à la sécurité nationale au sens le plus étroit du terme militaire et où nous avons des troupes et des menaces. Aucune menace particulière ne nous vient d'Afrique et il n'y a aucun besoin de troupes. Mais l'Afrique sera importante. (...).

(...) Je suis Africain. Mes racines sont en Afrique. Mais mes racines sont l'Humanité, tous les hommes et toutes les femmes, nous ne pouvons donc ignorer aucun endroit dans le monde. Et l'Afrique est un immense continent dans le besoin. Il existe certaines zones de succès prometteur telles que l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Sénégal, le Ghana et le Burkina Faso, et des situations terribles comme au Congo et en Sierra Leone. Donc nous devons être impliqués.<sup>1233</sup>

Les déclarations de Colin Powell sur l'Afrique encourageaient les dirigeants africains. Pour le porte-parole du ministère des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, Ronnie Mamoepa, les affirmations du secrétaire d'État américain démontraient incontestablement l'intérêt de Washington pour l'Afrique : « J'avais l'impression qu'il s'intéressait beaucoup aux affaires africaines. (...) Il peut se révéler différent de ce qui a été propagé dans les médias (...) ».<sup>1234</sup> Quant au secrétaire général du ministère des Affaires étrangères du Rwanda, Seth Kimanzi, il considérait que le positionnement du Général Powell redorait l'image de l'Administration Bush, critiquée pour son ignorance et son détachement des problèmes africains : « Comme le montre la conférence de presse de Colin Powell, l'Afrique est un élément essentiel de la politique étrangère des États-Unis, l'Afrique du Sud et le Nigéria jouant un rôle très important. Nous nous en félicitons ».<sup>1235</sup>

Contrairement à l'Administration Clinton qui était accusée par Bush d'avoir adopté envers le continent africain une politique trop ambitieuse, privilégiant ce que le continent «devrait devenir plutôt que de développer une politique pour traiter de manière réaliste les

---

<sup>1233</sup> "I think the real context of that comment had to do with national security in its narrowest military sort of sense and where we have troops and where we have threats. There are no particular threats coming to us from Africa and no need for troops. But Africa will be important. (...).

(...) I am African. My roots are Africa. But my roots are mankind and womankind, so we cannot ignore any place in the world. And Africa is a huge continent in great need. There are some pockets of success and promise such as South Africa, now Nigeria and Senegal and Ghana and Burkina Faso, and there are terrible, terrible situations like the Congo and Sierra Leone. So we have to be engaged." *Interview du Secrétaire Colin L. Powell dans l'émission « This Week » sur ABC, Washington, DC, 4 février, 2001. Retranscription disponible sur <<https://2001-2009.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2001/516.htm>>. Consulté le 20 mars 2019.*

<sup>1234</sup> "My impression was that he has a very keen interest in African affairs. (...). He may prove different from what has been propagated in media [...]." Cité chez Ian Fisher, « Africans Ask if Washington's Sun Will Shine on Them », *New York Times*, February 8, 2001. Disponible en ligne sur <<https://www.nytimes.com/2001/02/08/world/africans-ask-if-washington-s-sun-will-shine-on-them.html>>. Consulté le 20 mars 2019.

<sup>1235</sup> *Ibid.* "As we can see from the press briefing by Colin Powell, Africa is a critical part of U.S. foreign policy, with South Africa and Nigeria playing a very important role. We welcome that."



problèmes actuels »<sup>1236</sup>, Colin Powell souhaitait ramener l'Afrique au cœur de la *realpolitik*. Pour la diplomatie américaine, la stratégie de Powell en Afrique consistait à « oublier la rhétorique et renforcer la géopolitique ».<sup>1237</sup>

Dès son arrivée au département d'État, Colin Powell rencontra trois grands dirigeants africains : le président rwandais Paul Kagamé, le congolais Joseph Kabila (deux acteurs clés de la région des Grands Lacs) et le nigérian Olusegun Obasanjo. Ces rencontres avaient une grande portée diplomatique et stratégique. À cette période, le Congo traversait une profonde crise politique. Le 16 janvier 2001, le pays fut endeuillé suite à l'annonce de la mort du président Laurent-Désiré Kabila qui avait renversé militairement, le 17 mai 1997, après trente-deux ans de dictature, le pouvoir sans partage du président Mobutu Sese Seko.<sup>1238</sup> L'assassinat du président congolais par un jeune soldat originaire du Nord Kivu enfonça le pays dans une grave crise politique. Depuis l'arrivée de Laurent-Désiré Kabila au pouvoir, le Congo s'était enfoncé dans une guerre qui impliquait plusieurs acteurs de la région qui furent à différentes périodes des alliés du régime Kabila : l'Angola, le Zimbabwe, l'Ouganda, le Burundi et le Rwanda. En août 1998, le président Laurent D. Kabila rompit avec ses alliés rwandais, « artisans de son arrivée au pouvoir »<sup>1239</sup>, qui avec la complicité des voisins des Grands Lacs, le Burundi et l'Ouganda, envahirent et occupèrent l'Est du pays. Afin d'éviter un coup d'État et la scission définitive du pays, le gouvernement congolais décida d'établir au pouvoir le fils du chef assassiné, Joseph Kabila, avec l'aide de l'Angola et du Zimbabwe.<sup>1240</sup>

Sous la présidence Clinton, il avait été reproché aux États-Unis d'avoir accordé un « faible intérêt (...) à l'égard de la région d'Afrique centrale ».<sup>1241</sup> La rencontre du secrétaire d'État américain avec Paul Kagamé et Joseph Kabila envoyait donc un signal fort au continent. L'Administration Bush montrait qu'elle suivait attentivement les événements et les crises africaines, en particulier celles qui touchaient des régions stratégiques pour leurs intérêts, comme la sous-région des Grands Lacs, zone riche en matières premières. Le Nigéria, pays du Golfe de Guinée riche en pétrole offshore brut léger non-corrosif, était en proie à des tensions

<sup>1236</sup> "...should become rather than developing a policy to address in a realistic manner the problems that exist now ». Jane Perlez. "The World; Powell Gives Africa a Hard New Look." *New York Times* [en ligne] January 14, 2001. Disponible en ligne sur <<https://www.nytimes.com/2001/01/14/weekinreview/the-world-powell-gives-africa-a-hard-new-look.html>>. Consulté le 20 mars 2019.

<sup>1237</sup> "Forget the rhetoric and boost the geopolitics." *Ibid.*

<sup>1238</sup> Le nouveau dirigeant congolais, Laurent Désiré Kabila, renomma le Zaïre en République Démocratique du Congo (RDC).

<sup>1239</sup> Roger Diku. « Dossier de l'histoire : Laurent-Désiré Kabila, l'énigmatique assassinat ». *AFRIWAVE* [en ligne] 16 janvier 2018. Disponible en ligne sur <<https://www.afriwave.com/2018/01/16/dossier-de-lhistoire/>>. Consulté le 20 mars 2019.

<sup>1240</sup> *Ibid.*

<sup>1241</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris : Publibook, 2010, p. 22.

entre tribus. Ce pays d'Afrique occidentale était le premier pays producteur de pétrole en Afrique et le cinquième fournisseur de pétrole des États-Unis.<sup>1242</sup> Le pétrole nigérian, comme celui de l'Angola qui était à cette période le huitième fournisseur de pétrole américain, était réputé pour sa qualité exceptionnelle et son accessibilité.<sup>1243</sup>

La situation dans la sous-région des Grands Lacs et au Nigéria qui ouvre l'accès au Golfe de Guinée intéressait Washington. Toute instabilité dans ces territoires nuisait incontestablement aux intérêts américains. Ainsi, mentionnant les intérêts des États-Unis au Nigéria et en Angola, la journaliste américaine Jane Perlez, dans l'article "The World ; Powell Gives Africa a Hard New Look" paru dans le *New York Times* en janvier 2001, conclut :

(...) un environnement politique instable dans ces deux pays pourraient créer un gros problème pour les compagnies pétrolières et un embarras pour Washington. Le Général Powell devra donc peut-être peser lourdement sur la question de savoir comment ces pays se gouvernent eux-mêmes.<sup>1244</sup>

En mai 2001, le président Bush entama sa rencontre avec le continent africain. Alain F. Tedom, chercheur camerounais et auteur de l'ouvrage *Géostratégie américaine en Afrique : 1993-2014* (2015), décrit cette période comme le « mois de l'Afrique » à Washington. Ainsi, entre le 9 et le 10 mai, le Centre d'études stratégiques rattaché au Pentagone organisa une conférence sur la sécurité en Afrique. Le 11 mai 2001, le président Bush rencontra son homologue nigérian, le président Olusegun Obasandjo, et, le 16 mai, la nouvelle Administration américaine lança une première rencontre dans le cadre de l'AGOA à Washington qui représentait une étape importante dans la politique américaine envers l'Afrique. Le président Bush annonçait de la sorte vouloir accompagner le continent africain dans son développement politique et économique :

Il y a de bonnes nouvelles en provenance d'Afrique subsaharienne. La démocratie fait son apparition dans des pays comme le Ghana et le Nigéria et montre une force durable au Sénégal, au Botswana et en Afrique du Sud. La libéralisation des marchés procure des avantages réels aux populations du Mozambique, de Madagascar et du Mali. Nous, Américains, voulons être plus que des spectateurs des progrès de l'Afrique. Nous voulons

---

<sup>1242</sup> Jane Perlez. "The World; Powell Gives Africa a Hard New Look." *New York Times* [en ligne] January 14, 2001. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2001/01/14/weekinreview/the-world-powell-gives-africa-a-hard-new-look.html>>. Consulté le 20 mars 2019.

<sup>1243</sup> *Ibid.*

<sup>1244</sup> "(...) the unstable political environments in both countries could produce a headache for the oil companies and an embarrassment for Washington. So, however much he is inclined to focus on realpolitik, General Powell may at some point have to weigh in on the question of how those countries govern themselves." Jane Perlez. "The World; Powell Gives Africa a Hard New Look." *New York Times* [en ligne] January 14, 2001. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2001/01/14/weekinreview/the-world-powell-gives-africa-a-hard-new-look.html>>. Consulté le 20 mars 2019.

encourager un avenir meilleur grâce à des politiques qui favorisent et soutiennent la liberté et la réforme démocratique.<sup>1245</sup>

La volonté de Washington était « d'entrer en relation avec les pays d'Afrique subsaharienne comme des partenaires économiques appréciés ».<sup>1246</sup> Le président Bush annonça lors de cette rencontre la création et la tenue en octobre 2001 du premier Forum de coopération commerciale et économique entre les États-Unis et l'Afrique Subsaharienne (*U.S.-Sub-Saharan Africa Trade and Economic Cooperation Forum*). Trente-cinq États africains éligibles à l'AGOA y étaient conviés afin de « discuter des mesures supplémentaires [qu'ils] peuvent prendre pour stimuler le commerce, développer la prospérité et renforcer la démocratie ».<sup>1247</sup> Pour Robert B. Zoellick qui occupait sous le premier mandat du président Bush le poste de représentant américain au commerce et façonnait la politique commerciale internationale des États-Unis, l'AGOA, adopté sous l'Administration Clinton, était un pont qui liait l'Afrique et l'Amérique, tandis que le *Trade and Economic Forum* traduisait l'engagement américain pour la prospérité et la liberté du continent :

Ce forum [pour la Coopération commerciale et économique] envoie au monde le message que l'engagement des États-Unis envers la prospérité et la liberté en Afrique subsaharienne est solide, que notre conviction est forte et que notre partenariat est dynamique. L'AGOA est un cadeau, une opportunité que nous devons saisir : ouvrir les marchés américains à l'Afrique, ouvrir les marchés africains aux Américains et ouvrir nos sociétés et nos peuples les uns aux autres - par le biais d'un programme positif d'autonomisation économique, d'opportunités et d'espoir.<sup>1248</sup>

---

<sup>1245</sup> "There is good news coming out of the Sub-Saharan Africa. Democracy is emerging in countries like Ghana and Nigeria and showing enduring strength in Senegal, Botswana and South Africa. Free market reforms are delivering real benefits to people in places like Mozambique and Madagascar and Mali. We Americans want to be more than spectators of Africa's progress. We want to encourage a brighter future through policies that nurture and support freedom and democratic reform." *Remarks by the President George W. Bush at African Growth and Opportunity Act Trade and Economic Cooperation Forum*, The White House, Office of the Press Secretary, May 16, 2001. Disponible sur <<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/05/20010516.html>>. Consulté le 25 mars 2019.

<sup>1246</sup> " (...) to engage Sub-Saharan African countries as valued economic partners." *Remarks by the President at African Growth and Opportunity Act Trade and Economic Cooperation Forum*, The White House, Office of the Press Secretary, May 16, 2001. Disponible en ligne sur <<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/05/20010516.html>>. Consulté le 25 mars 2019.

<sup>1247</sup> "(...) discuss further measures we [USA and Africa] can take to stimulate trade, to develop prosperity, and to enhance democracy." *Remarks by the President at African Growth and Opportunity Act Trade and Economic Cooperation Forum*, The White House, Office of the Press Secretary, May 16, 2001. Disponible en ligne sur <<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/05/20010516.html>>. Consulté le 25 mars 2019.

<sup>1248</sup> "This forum [Trade and Economic Cooperation] sends a message to the world that the U.S. commitment to prosperity and freedom in sub-Saharan Africa is solid, our conviction is strong and our partnership vibrant. AGOA is a gift, an opportunity we must seize, to open U.S. markets for Africa, open African markets for Americans, and open our societies and people to one another - through a positive agenda of economic empowerment, opportunity, and hope." Cité chez Richard Mills. "President Bush and USTR Zoellick Open First U.S. – Sub-Saharan Africa Trade Forum." *Office of the United States Trade Representative*, October 29, 2001. Disponible

Suite à la tenue de cette rencontre dans le cadre de l'AGO, le secrétaire d'État américain Colin Powell entama un séjour diplomatique de six jours en Afrique, du 22 au 28 mai 2001, dans quatre pays : le Mali, le Kenya, l'Ouganda et l'Afrique du Sud. La venue de Powell sur le continent était forte en symbolisme. En effet, contrairement à ses prédécesseurs qui privilégiaient lors de leurs premiers déplacements diplomatiques à l'étranger des régions stratégiques comme la Chine, la Russie, l'Amérique latine et l'Europe, Colin Powell favorisa l'Afrique.<sup>1249</sup> Ce voyage devait introduire la nouvelle diplomatie américaine dans l'arène politique africaine. Les questions qui devaient être abordées portaient sur la pandémie du VIH-Sida, la paix et la quête d'opportunités commerciales. Colin Powell disait lui-même concernant ce séjour africain : « Je suis ici pour parler aux dirigeants de la région, parler pour la démocratie, le système de libre entreprise et le rôle des États-Unis en Afrique ».<sup>1250</sup>

Le choix des pays n'était pas anodin. Comme l'affirmait le secrétaire d'État américain : « Nous avons choisi ces pays parce que, (...), ils se trouvent dans différentes parties du continent ».<sup>1251</sup> Pour Nancy Jo Powell, ancienne ambassadrice des États-Unis en Ouganda sous Clinton (1997-1999), ambassadrice américaine au Ghana sous l'Administration Bush (2001-2002) et secrétaire adjoint aux affaires africaines, le Général Powell « ciblera des pays en transition démocratique, avec des élections pacifiques et cherchera à renforcer également la coopération régionale ».<sup>1252</sup> Chaque pays ciblé, prétendant potentiel à l'AGO, avait une position stratégique géopolitique importante pour Washington.

Le Mali était un pays francophone, chasse gardée de la France, dont le dirigeant, le président Alpha Oumar Konaré, assurait alors la présidence de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO ou ECOWAS en anglais). Le pays, alors en période électorale, était décrit par l'Administration Bush comme détenant « un très bon bilan de transformation depuis le début des années 1990 (...) ».<sup>1253</sup> Washington espérait notamment par

---

sur

<[https://ustr.gov/archive/Document\\_Library/Press\\_Releases/2001/October/President\\_Bush\\_USTR\\_Zoellick\\_Open\\_First\\_US\\_-\\_Sub-Saharan\\_Africa\\_Trade\\_Forum.html](https://ustr.gov/archive/Document_Library/Press_Releases/2001/October/President_Bush_USTR_Zoellick_Open_First_US_-_Sub-Saharan_Africa_Trade_Forum.html)>. Consulté le 20 mars 2019.

<sup>1249</sup> Secretary Colin L. Powell. "Remarks to the Press Aboard Aircraft en Route to Bamako, Mali." *U.S. Department of State*, Bamako, Mali, May 22, 2001. Disponible en ligne sur <<https://2001-2009.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2001/2992.htm>>. Consulté le 20 mars 2019.

<sup>1250</sup> *Ibid.* "I'm here to speak to the leaders in the region, speak out for democracy and for the free enterprise system and America's role in Africa."

<sup>1251</sup> *Ibid.* "We picked these particular countries because, (...), they are in different parts of the continent."

<sup>1252</sup> " (...) looking at countries where there are transitions in democracy going on, peaceful elections and also increasing regional cooperation." Propos de Nancy Jo Powell cités chez Charles W. Corey. "Powell Africa Trip Symbolizes Deep Commitment to Continent." *ReliefWeb* [en ligne] May 18, 2001. Consulté le 20 mars 2019. Disponible sur <<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/powell-africa-trip-symbolizes-deep-commitment-continent>>.

<sup>1253</sup> *Ibid.* "a very good record of transformation since the early 1990s (...)."

l'intermédiaire du Mali intervenir dans la résolution des crises militaires qui secouaient trois pays de l'espace de la CEDEAO : la Sierra Leone, le Libéria et la Guinée.

Le Kenya, également en transition électorale, et l'Ouganda, étaient deux pays anglophones membres fondateurs avec la Tanzanie de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE ou en anglais EAC, *East African Community*). Le Kenya était considéré par Washington comme « un pays très important en Afrique de l'Est », « l'incubateur des activités diplomatiques américaines » et « un lieu où les entreprises américaines ont eu tendance à se concentrer pour accéder aux marchés de l'Afrique de l'Est ». <sup>1254</sup> Ces deux États jouaient un rôle majeur dans la région. L'Ouganda était directement impliqué dans la crise des Grands Lacs. Les deux pays étaient frontaliers au Soudan, alors en pleine guerre. En effet, les événements qui ébranlaient le sud du Soudan étaient perçus par la communauté chrétienne américaine qui constituait l'électorat clé du gouvernement républicain et la communauté afro-américaine que l'Administration Bush souhaitait attirer comme « (...) une persécution des chrétiens noirs par un gouvernement islamique arabe diabolique ». <sup>1255</sup>

L'Afrique du Sud était quant à elle un important partenaire économique américain, en phase finale de qualification pour l'AGOA et un pays leader sur le marché d'Afrique australe. Washington espérait utiliser le leadership sud-africain pour résoudre la crise politique et économique zimbabwéenne qui affectait l'espace de la Communauté de développement d'Afrique australe (CDAA ou en anglais SADC, *Southern African Development Community*). L'instabilité politique du Zimbabwe nuisait avant tout à l'entrepreneuriat américain présent dans le pays. Ainsi, l'ambassadrice Nancy Powell déclarait sa forte préoccupation : « Nous sommes très préoccupés par ce qui se passe au Zimbabwe. L'État de droit est en train de s'effondrer et plusieurs droits fondamentaux sont quotidiennement violés au Zimbabwe. Nous avons eu deux sociétés américaines qui ont été harcelées (...) ». <sup>1256</sup>

La stratégie africaine de la nouvelle Administration américaine consistait à renforcer les relations avec des États africains clés dans les régions importantes pour les intérêts stratégiques

---

<sup>1254</sup> *Ibid.* "a very important country in East Africa »; « a hub for U.S. diplomatic activities"; "a place where American business has tended to concentrate and serve the East African market."

<sup>1255</sup> "(...) as the persecution of black Christians by an evil Arab Islamic government." Barnaby Mason. "Analysis: Powell's interest in Africa." *BBC News* [en ligne] May 23, 2001. Disponible sur <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/1347282.stm>>. Consulté le 2 avril 2019.

<sup>1256</sup> "We're very concerned about what's happening in Zimbabwe. The rule of law is breaking down and several fundamental rights are being violated in zimbabwe on a daily basis. We had two American companies that were harassed (...)." "IRIN-SA Weekly Round-up 19 covering the period 12 - 18 May 2001." [United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Integrated Regional Information Network for Southern Africa] *ReliefWeb* [en ligne] May 18, 2001. Disponible sur <<https://reliefweb.int/report/angola/irin-sa-weekly-round-19-covering-period-12-18-may-2001>>. Consulté le 4 avril 2019.

américains. Dans la vision de Washington, ces pays leaders devaient, en collaboration avec les instances des Nations Unies, par l'intermédiaire des organisations communautaires, résoudre eux-mêmes les conflits politiques et militaires pour faciliter et encourager l'intégration économique régionale et ainsi améliorer le climat des affaires, ce qui permettrait d'accroître les investissements américains dans la zone. Ce processus fut qualifié par Frédéric Leriche dans l'article « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective » (2003) de « sous-traitance militaire ».<sup>1257</sup> Ainsi, pour démontrer l'importance du rôle de la CEDEAO en tant que structure régionale dans la régulation de la région ouest-africaine, l'ambassadrice Nancy Powell déclarait :

Nous voulons (...) (...) reconnaître le rôle très important que la CEDEAO a joué dans le maintien de la paix et l'intégration économique - un thème que nous souhaitons promouvoir en Afrique - le recours aux organisations régionales pour promouvoir l'intégration tant au sens économique qu'au niveau social et examiner comment résoudre les problèmes politiques à travers les organisations régionales.<sup>1258</sup>

Pour Frédéric Leriche, la politique africaine des États-Unis était dictée par des principes « pas toujours très clairs » qui « changent dans le temps en fonction du contexte géopolitique ».<sup>1259</sup>

Le 11 septembre 2001, la nation américaine fut frappée par de terribles attentats terroristes. Ces tragiques événements remirent les États-Unis sur la voie de la guerre. Le nouveau slogan de Washington devint un appel à la guerre contre un nouvel ennemi, le terrorisme international : « Les États-Unis d'Amérique mènent une guerre contre des terroristes de portée mondiale. L'ennemi n'est pas un régime politique, une personne, une religion ou une idéologie. L'ennemi est le terrorisme - violence préméditée à caractère politique perpétrée contre des innocents ».<sup>1260</sup> L'Administration Bush déclarait la guerre aux terroristes et à ceux qui les protègent. Le président George W. Bush réintroduit dans son discours des expressions

<sup>1257</sup> Frédéric Leriche. « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective ». *Afrique contemporaine*. Vol. 207. N° 3 (2003) : 16.

<sup>1258</sup> "We want to (...) (...) recognize the very important role that ECOWAS has played in peacekeeping and economic integration – a theme that we would like to promote in Africa – the use of regional organizations to promote integration both in an economic sense and to look at how to resolve political problems through the regional organizations." In: Charles W. Corey. "Powell Africa Trip Symbolizes Deep Commitment to Continent." *ReliefWeb* [en ligne] May 18, 2001. Disponible sur <<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/powell-africa-trip-symbolizes-deep-commitment-continent>>. Consulté le 20 mars 2019.

<sup>1259</sup> Frédéric Leriche. « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective ». *Afrique contemporaine*. Vol. 207. N° 3 (2003) : 12.

<sup>1260</sup> "The United States of America is fighting a war against terrorists of global reach. The enemy is not a single political regime or person or religion or ideology. The enemy is terrorism – premeditated, politically motivated violence perpetrated against innocents." [The White House]. *The National Security Strategy of the United States of America*. Washington: U.S. Government Printing Office, September 17, 2002, p. 5. Disponible sur <<https://2009-2017.state.gov/documents/organization/63562.pdf>>. Téléchargé le 16 juin 2019.

de l'ère de la guerre froide : le « mal mondial », la « menace mondiale ». Après les événements du 11 septembre, Washington divisa le monde dans son concept de politique étrangère, comme au temps de la guerre froide, en deux camps : l'axe du bien et l'axe du mal. Quelques heures après les attaques terroristes, le président américain déclara : « Nous ne ferons aucune distinction entre les terroristes et ceux qui les protègent. Ce sera une bataille monumentale du bien contre le mal ».<sup>1261</sup>

Dans cette guerre contre le terrorisme international, les États-Unis devaient protéger leur territoire et l'axe du bien, la civilisation du « Monde libre » construite sur des valeurs de paix, de démocratie et de libre-échange, et « débarrasser le monde du mal »<sup>1262</sup>, incarné par la barbarie du radicalisme extrémiste. Washington s'engageait dans une guerre d'une grande envergure : « La lutte contre le terrorisme mondial est différente de toutes les autres guerres de notre histoire. Elle sera menée sur de nombreux fronts [en Amérique du Nord, en Amérique du Sud, en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et en Asie] ».<sup>1263</sup> Pour combattre efficacement ce mal, le terrorisme international, les États-Unis devaient se déployer militairement dans toutes les régions du monde :

La présence des forces américaines à l'étranger est l'un des symboles les plus profonds des engagements américains envers les alliés et les amis. (...) Pour faire face à l'incertitude et affronter les nombreux défis de sécurité qui se présentent à nous, les États-Unis auront besoin de bases et d'installations situées en Europe occidentale et en Asie du Nord-Est et au-delà, ainsi que de disposer d'accès temporaires pour le déploiement à distance des forces américaines.<sup>1264</sup>

La nouvelle guerre contre le terrorisme international devait se mener sous le leadership incontestable des États-Unis, ce qui accentuait, selon Roland Marchal, chercheur français au CNRS, le caractère unilatéraliste de la politique étrangère de l'Administration Bush :

La presse américaine donne l'impression que les États-Unis accentuent leur politique unilatéraliste, et que la constitution de la grande coalition du « Bien » n'est pas un avatar d'un multilatéralisme renaissant mais, au contraire, la poursuite d'un unilatéralisme politiquement plus intelligent.<sup>1265</sup>

<sup>1261</sup> Alain Fogue Tedom. *Géostratégie américaine en Afrique : (1993-2014)*. Paris : Harmattan, p. 66.

<sup>1262</sup> "(...) rid the world of the evil." *National Security Strategy of the United States of America*, September 2002, p. 5.

<sup>1263</sup> *Ibid.* "The struggle against global terrorism is different from any other war in our history. It will be fought on many fronts [North America, South America, Europe, Africa, the Middle East, and across Asia]."

<sup>1264</sup> *Ibid.*, p. 29. "The presence of American forces overseas is one of the most profound symbols of the U.S. commitments to allies and friends. (...). To contend with uncertainty and to meet the many security challenges we face, the United States will require bases and stations within and beyond Western Europe and Northeast Asia, as well as temporary access arrangements for the long distance deployment of U.S. forces."

<sup>1265</sup> « La politique africaine des États-Unis après le 11 septembre 2001 ». *Politique africaine*. Vol. 3. N°83 (2001) : 118.

L'Administration Bush décida d'adopter une diplomatie préventive pour lutter contre le terrorisme. La stratégie de Washington consistait à prévenir l'apparition d'un foyer de déstabilisation terroriste. L'accent était mis sur le renforcement des activités des agences de renseignement et la coopération avec la coalition des alliés. Ainsi, la CIA et le Pentagone virent leurs financements augmenter. Le Pentagone bénéficia d'un budget supplémentaire de 25 milliards de dollars.<sup>1266</sup>

Après les événements du 11 septembre, les analystes étrangers redoutaient à nouveau un désengagement américain en Afrique. Roland Marchal annonçait que « le déclassement de l'Afrique [allait] être encore plus important qu'il ne l'était avant le 11 septembre (...). En tout état de cause, un intérêt (...) très limité ».<sup>1267</sup> Pour le professeur Peter Schraeder, « l'Afrique va se retrouver, pour le département d'État, en queue d'agenda (...) ».<sup>1268</sup> Dans l'article « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique » (2005), le professeur Peter Schraeder mentionnait que les événements du 11 septembre avaient replongé le continent africain dans les filets d'une nouvelle guerre froide. Alors que les États africains aspiraient à vivre une renaissance et construire leur avenir dans des partenariats pour le développement, tels que le Nepad, les États-Unis réintroduisaient dans leurs rapports internationaux une « logique globaliste » de l'ère de la guerre froide :

Au cœur des nouvelles initiatives régionales de sécurité de l'Administration Bush se trouve la réémergence d'une logique « globaliste » qui rappelle celle de la guerre froide. Cette logique considère les facteurs internationaux comme cause première de l'instabilité et des conflits dans les pays africains. Elle inaugure (...) une nouvelle ère de politiques d'endiguement et de refoulement.<sup>1269</sup>

Ainsi, l'Afrique se trouvait confinée au rang de territoire périphérique où se jouait une nouvelle guerre non-africaine contre le terrorisme. La croisade américaine contre la menace terroriste qui débuta par les bombardements de l'Afghanistan en 2002 et de l'Irak, en mars 2003, inquiétait les élites dirigeantes africaines. Ces dernières y voyaient un risque pour le développement du continent. En quête de partenariats, les responsables politiques africains redoutaient que « des fonds d'aide destinés à l'Afrique soient détournés vers la reconstruction de l'Irak ».<sup>1270</sup> Comme le signalait des diplomates européens : « Les Africains connaissent les conséquences des conflits en terme de pertes humaines et matérielles et redoutent que la

---

<sup>1266</sup> *Ibid.*

<sup>1267</sup> *Ibid.*, p. 117.

<sup>1268</sup> *Ibid.*, p. 118.

<sup>1269</sup> Peter J. Schraeder. « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique ». *Politique africaine*. Vol. 98. N° 2 (2005) : 47.

<sup>1270</sup> Marie Joannidis. « L'Afrique préoccupée par les conséquences de la guerre en Irak ». *RFI* [en ligne] 22 mai 2003. Disponible sur <<http://www1.rfi.fr/fichiers/MFI/PolitiqueDiplomatie/903.asp>>. Consulté le 15 avril 2019.



querelle à propos de l'Irak, entre les États-Unis et la France notamment, ne porte préjudice à leur nouvelle initiative pour le développement, le Nepad, (...) ».<sup>1271</sup>

## 2.2. *L'Afrique et les intérêts stratégiques américains : pour une sûreté énergétique américaine*

Face aux inquiétudes d'un désengagement en Afrique, l'Administration Bush souhaitait démontrer la volonté des États-Unis d'approfondir les relations avec le continent, ceci dans quatre domaines : économique, énergétique, sécuritaire et humanitaire.

Pour lancer sa politique africaine, le président Bush inaugura à Washington, le 29 octobre 2001, le premier Forum pour la coopération commerciale et économique avec l'Afrique subsaharienne. Il permit d'adopter plusieurs mesures qui définirent la politique commerciale de Washington en Afrique. À cette occasion, l'OPIC (*Overseas Private Investment Corporation*), institution bancaire fédérale, débloqua 200 millions de dollars pour donner aux entreprises américaines l'accès à des prêts, des garanties et des assurances risque en cas de crises politiques pour des projets d'investissement en Afrique subsaharienne.

Durant les deux présidences, l'Administration Bush mit en place cinq programmes destinés au continent via l'OPIC pour un budget total de 1,6 milliards de dollars.<sup>1272</sup> Une représentation régionale de l'Agence américaine de commerce et de développement (*U.S. Trade and Development Agency*) fut ouverte à Johannesburg, en Afrique du Sud, dans l'objectif d'accompagner et de conseiller les États qui souhaitent libéraliser leurs politiques commerciales et améliorer leur attractivité auprès des investisseurs, ainsi que les entreprises africaines qui aspirent à se développer à l'international.<sup>1273</sup> Un Programme commercial pour le développement de l'Afrique et de l'entrepreneuriat (*Trade for African Development and Enterprise Program*) fut créé avec un budget de 15 millions de dollars. Cette initiative prévoyait « d'ouvrir des incubateurs régionaux pour la compétitivité mondiale » afin d'aider les entrepreneurs africains à tirer profit de l'AGOA et faciliter l'accès de leurs produits au marché mondial.<sup>1274</sup> En complément de cette mesure et afin d'accorder un soutien aux entrepreneurs, promouvoir les exportations et créer des réseaux commerciaux, l'Administration Bush, dans le cadre de l'AGOA et par le biais de l'USAID, adopta le 19 juillet 2005 l'Initiative en faveur de

<sup>1271</sup> *Ibid.*

<sup>1272</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris : Publibook, 2010, p. 45.

<sup>1273</sup> Richard Mills. "President Bush and USTR Zoellick Open First U.S. – Sub-Saharan Africa Trade Forum." *Office of the United States Trade Representative* [en ligne] October 29, 2001. Disponible sur <[https://ustr.gov/archive/Document\\_Library/Press\\_Releases/2001/October/President\\_Bush\\_USTR\\_Zoellick\\_Open\\_First\\_US\\_-\\_Sub-Saharan\\_Africa\\_Trade\\_Forum.html](https://ustr.gov/archive/Document_Library/Press_Releases/2001/October/President_Bush_USTR_Zoellick_Open_First_US_-_Sub-Saharan_Africa_Trade_Forum.html)>. Consulté le 20 mars 2019.

<sup>1274</sup> *Ibid.*

la compétitivité de l'Afrique (*African Global Competitiveness Initiative*, AGCI) avec un budget quinquennal de 200 millions de dollars et l'ouverture de centres régionaux de compétitivité au Ghana et au Sénégal pour l'Afrique de l'Ouest, au Botswana pour l'Afrique australe, et au Kenya pour l'Afrique de l'Est.<sup>1275</sup> Pour terminer, un premier accord-cadre fut signé avec une organisation régionale d'Afrique subsaharienne (*Trade and Investment Framework Agreement*, TIFA), l'organisation régionale du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (*Common Market for Eastern and Southern Africa*, COMESA). Par la suite, d'autres accords économiques avec des organismes régionaux africains suivirent. En août 2002, les représentants de la Commission de la CEMAC signèrent un accord avec le gouvernement américain pour une collaboration dans le cadre de l'AGOA afin « de développer les échanges commerciaux des États membres de la CEMAC vers les États-Unis d'Amérique et (...) [promouvoir] les investissements américains dans [la région] ». <sup>1276</sup>

Les accords résultant du premier Forum pour le commerce et la coopération économique avec l'Afrique démontraient que la stratégie commerciale américaine était plus orientée vers l'augmentation de la part des États-Unis sur le marché africain que sur l'accroissement des exportations en provenance d'Afrique. Ceci fut notamment reproché à l'AGOA par les économistes indo-américains Jagdish Bhagwati et Arvind Panagariya. Pour Thierry Latreille, l'AGOA était une continuité de la politique américaine des accords commerciaux préférentiels du milieu des années 1980 :

L'AGOA est une nouvelle manière pour les États-Unis d'imposer des préférences croisées et des conditionnalités sans rapport avec le commerce. L'accès des pays africains au marché américain dans ce cadre se fait plus au détriment d'autres pays pauvres qu'aux dépens de producteurs américains à forts coûts de production. La nouvelle législation avait été présentée, dans la communication gouvernementale américaine, comme une aide à l'Afrique, (...). Mais J. Bhagwati y voit aussi ce qu'il qualifie de « cheval de Troie » des produits américains sur le continent africain. En effet, les préférences tarifaires sont associées, en contrepartie pour les pays bénéficiaires de l'AGOA, à des importations préférentielles de produits et services américains. <sup>1277</sup>

L'AGOA <sup>1278</sup> était appelé à diversifier les économies africaines. Sous la présidence Bush, cette loi avait permis de couvrir environ 6 000 produits originaires d'Afrique. Dans le cadre de

<sup>1275</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris : Publibook, 2010, p. 46

<sup>1276</sup> *Accord du 03 août 2002 entre le gouvernement des États-unis d'Amérique et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale relatif au développement des relations de commerce et d'investissement dans le cadre de la loi sur les opportunités et la croissance en Afrique (AGOA)*. Texte disponible en ligne sur <<https://admin.juriafrica.com/lex/projet-accord-03-aout-2002-13638.htm>>. Consulté le 28 août 2018.

<sup>1277</sup> Thierry Latreille. « Les relations commerciales États-Unis/Afrique : qui bénéficie réellement de l'AGOA ? ». *Afrique contemporaine*. Vol. 207. N° 3 (2003) : 55-56.

<sup>1278</sup> Le projet de l'AGOA III fut soumis au Sénat américain en novembre 2003. Il prorogeait l'action de la loi jusqu'en 2015 et élargissait les avantages commerciaux aux produits agricoles africains, assurant une assistance

ce dispositif, les exportations du continent entre 2002 et 2007 passèrent de 9 milliards de dollars à plus de 50 milliards, néanmoins, la balance des échanges commerciaux restait dominée par le pétrole qui constituait 93% des importations américaines.<sup>1279</sup> En 2008, les plus grands contributeurs africains à l'AGOA étaient seulement cinq pays, dont trois producteurs pétroliers (le Nigéria, l'Angola et le Tchad) et deux grands exportateurs de minerais (l'Afrique du Sud et la RD du Congo).<sup>1280</sup> Ce déséquilibre commercial au profit des États-Unis est déploré par le professeur Alain Fogue Tedom. L'universitaire camerounais voyait dans l'AGOA une dimension principalement géostratégique qui finalement ne contribuait pas au développement de l'Afrique :

Ce déséquilibre abyssal entre les importations américaines de matières premières (plus de 90%) et leurs importations de produits finis (moins de 10%) démontre à suffisance que, dans son approche actuelle, l'Afrique subsaharienne ne peut pas booster son développement à partir de l'AGOA.<sup>1281</sup>

Comme nous venons de le voir, la part consacrée à l'importation des matières premières dans la balance des échanges commerciaux entre les États-Unis et l'Afrique est significative. En effet, la dépendance américaine aux matières premières, surtout au pétrole, déterminait toute la politique africaine de l'Administration Bush après le 11 septembre. Dans l'ouvrage *Géostratégie américaine en Afrique : (1993-2014)*, Alain F. Tedom décrit la politique américaine en Afrique sous la présidence de George W. Bush comme une « quête obsessionnelle du pétrole ».<sup>1282</sup> Le 16 mai 2001, quelques jours avant le séjour diplomatique du Général Colin Powell en Afrique, le bureau du vice-président américain Richard « Dick » Cheney publia un rapport du groupe de développement de la politique énergétique nationale (*National Energy Policy Development Group*, NEDP). Ce document encourageait l'Administration Bush à diversifier les sources d'approvisionnement en pétrole des États-Unis et « faire de la sécurité énergétique une priorité du commerce et de la politique étrangère des États-Unis ».<sup>1283</sup> Face à la croissante demande en énergie de la société américaine, la nécessité de maintenir un approvisionnement constant en pétrole était vitale pour la stabilité et la sécurité

---

technique aux agriculteurs africains pour faciliter l'exportation de leurs produits et les aider à remplir les critères sanitaires américains. Consulter *AGOA Info* [en ligne]. In : <<https://agoa.info/downloads/legal/2431.html>>. Consulté le 15 février 2020.

<sup>1279</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris : Publibook, 2010, p. 48.

<sup>1280</sup> Alain Fogue Tedom. *Géostratégie américaine en Afrique : (1993-2014)*. Paris : Harmattan, p. 62.

Ces pays restent les principaux exportateurs vers les États-Unis sous l'AGOA. Voir le tableau *U.S. Imports under AGOA from Top Five Beneficiary Countries, 2015 (Thousands of Dollars)* en annexe.

<sup>1281</sup> *Ibid.*, pp. 63-64.

<sup>1282</sup> *Ibid.*, p. 79.

<sup>1283</sup> " (...) make energy security a priority of [U.S.] trade and foreign policy." George W. Bush. *Report of the National Energy Policy Development Group*. Washington: U.S. Government Printing Office, May 2001, chap. 8, p. 4. Disponible sur <<https://www.nrc.gov/docs/ML0428/ML042800056.pdf>>. Téléchargé le 15 juin 2019.

du pays : « Un déséquilibre fondamental entre l'offre et la demande définit la crise énergétique de notre pays. (...) Si ce déséquilibre persiste, il minera inévitablement notre économie, notre niveau de vie et notre sécurité nationale ». <sup>1284</sup>

Pour s'assurer de bonnes relations et ainsi accéder à de nouvelles sources d'approvisionnement en hydrocarbures, Washington était appelé à renforcer ses liens commerciaux avec les principaux États producteurs de pétrole dans le monde :

Nous devons renforcer nos alliances commerciales, approfondir notre dialogue avec les principaux producteurs de pétrole et œuvrer pour une production accrue de pétrole dans l'hémisphère ouest [les Amériques], l'Afrique, la mer Caspienne et d'autres régions disposant de ressources pétrolières abondantes. <sup>1285</sup>

En 2000, 50% du pétrole importé par les États-Unis provenait des Amériques (Canada, Venezuela, Mexique), 24% du Moyen-Orient (majoritairement d'Arabie saoudite), 14% d'Afrique, 9% d'Eurasie et 3% du reste du monde. <sup>1286</sup> Si le rapport préconisait d'accorder une attention particulière au Moyen-Orient qui détenait deux tiers des réserves mondiales de pétrole, il encourageait notamment Bush à s'intéresser aux réserves pétrolières d'Amérique latine, d'Afrique et d'Eurasie. En Afrique, le groupe d'études sur la politique énergétique suggérait les régions d'Afrique occidentale (Nigéria) et centrale (Angola, Congo-Brazzaville, Gabon, Tchad et Cameroun) :

Avec l'Amérique latine, l'Afrique de l'Ouest devrait être l'une des sources de pétrole et de gaz à la croissance la plus rapide pour le marché américain. Le pétrole africain, vu sa qualité élevée et son taux réduit de soufre, représente un marché en plein développement pour les raffineries de la côte Est des États-Unis. <sup>1287</sup>

Avant les événements du 11 septembre, les États-Unis finançaient déjà activement des projets d'exploration de pétrole et de gaz en Afrique. Ainsi, au début de l'année 2001, Washington participa au financement dans le cadre d'un consortium d'un projet de construction d'un oléoduc du Tchad au Cameroun à la hauteur de 3,5 milliards de dollars. <sup>1288</sup> Ce projet était

---

<sup>1284</sup> *Ibid.*, p. VIII. "A fundamental imbalance between supply and demand defines our nation's energy crisis. (...). This imbalance, if allowed to continue, will inevitably undermine our economy, our standard of living, and our national security."

<sup>1285</sup> *Ibid.* "We need to strengthen our trade alliances, to deepen our dialogue with major oil producers, and to work for greater oil production in the Western Hemisphere, Africa, the Caspian, and other regions with abundant oil resources." *Ibid.*, chap. 8, p. 3.

<sup>1286</sup> *Ibid.*, chap. 8, p. 4.

<sup>1287</sup> *Ibid.*, chap. 8, p. 11. "Along with Latin America, West Africa is expected to be one of fastest-growing sources of oil and gas for the American market. African oil tends to be of high quality and low in sulfur, making it suitable for stringent refined product requirements, and giving it a growing market share for refining centers on the East Coast of the United States."

<sup>1288</sup> L'oléoduc de 1 000 km a été construit en un an et inauguré le 10 octobre 2003. Partant de Doba, au sud du Tchad, à la ville côtière du Cameroun, Kribi, il devait acheminer 225 000 barils de pétrole brut par jour. Voir Stefano Liberti. « Les États-Unis et le pétrole d'Afrique occidentale ». *Synergies européennes* [Bruxelles/Rome] (mars 2004) [en ligne] 10 juillet 2007. Disponible sur <

à ce moment l'un des plus importants projets de construction d'infrastructure sur le continent. Les principaux bailleurs de fonds étaient la Banque mondiale et trois géants du pétrole : les Américains ExxonMobil et Chevron Texaco et la multinationale malaisienne Petronas. La banque d'import-export américaine (*ExIm Bank*) avait également financé le projet de construction du gazoduc West Africa Gas Pipeline qui devait relier le Nigéria, le Bénin, le Togo et le Ghana.<sup>1289</sup>

Les événements du 11 septembre et la guerre en Irak renforcèrent l'intérêt de Washington pour le pétrole africain, qui fut érigé au rang « d'intérêt stratégique national ». Pour Walter Kansteiner, sous-secrétaire d'État chargé des questions africaines : « Le pétrole africain revêt d'un intérêt stratégique national pour nous, et il augmentera et deviendra plus important pour nous ».<sup>1290</sup> L'intérêt pour le pétrole africain au sein du gouvernement Bush fut par la suite poussé par le groupe lobbyiste de Washington, le Groupe d'initiative pour les politiques pétrolières en Afrique (*African Oil Policy Initiative Group*, AOPIG), dont les membres fondateurs, Barry Schutz et Paul Michael Wihbey, étaient connus dans les cercles restreints du lobbyisme pétrolier. L'AOPIG encouragea l'Administration Bush à reconnaître le Golfe de Guinée, riche en pétrole, comme « une zone d'intérêt vital pour les États-Unis » et interagir avec le Nepad dans la mise en place d'initiatives pétrolières à l'échelle du continent.<sup>1291</sup> De nombreuses voix s'élevèrent pour réclamer la diminution de la dépendance des États-Unis au pétrole saoudien qui figurait parmi les quatre grands fournisseurs de pétrole américain (14%)<sup>1292</sup>, sachant que 15 des 19 auteurs des attentats suicides du 11 septembre étaient des ressortissants saoudiens.<sup>1293</sup>

---

[synergies.hautetfort.com/archive/2007/07/10/les-etats-unis-et-le-petrole-d-afrique-occidentale.html](http://synergies.hautetfort.com/archive/2007/07/10/les-etats-unis-et-le-petrole-d-afrique-occidentale.html)>. Consulté le 15 juin 2019.

<sup>1289</sup> George W. Bush. *Report of the National Energy Policy Development Group*. Washington: U.S. Government Printing Office, May 2001, chap. 8, p. 11. Disponible sur <<https://www.nrc.gov/docs/ML0428/ML042800056.pdf>>. Téléchargé le 15 juin 2019.

<sup>1290</sup> "African oil is of national strategic interest to us, and it will increase and become more important as we go forward." Cité dans Barry Schutz, Paul Michael Wihbey. "African Oil: A Priority for U.S. National Security and African Development." *African Oil Policy Initiative Group (AOPIG)* [en ligne]. January 2002, p. 3. Disponible sur <<http://openanthropology.org/libya/AOPIG.pdf>>. Téléchargé le 16 juin 2019.

<sup>1291</sup> *Ibid.*, p. 2. " (...) an area of 'vital interest' to the U.S."

<sup>1292</sup> Canada 15%, Arabie Saoudite 14%, Venezuela 14%, Mexique 12%. Voir George W. Bush. *Report of the National Energy Policy Development Group*. Washington: U.S. Government Printing Office, May 2001, chap. 8, p. 4. Disponible sur <<https://www.nrc.gov/docs/ML0428/ML042800056.pdf>>. Téléchargé le 15 juin 2019

<sup>1293</sup> Stefano Liberti. « Les États-Unis et le pétrole d'Afrique occidentale ». *Synergies européennes* [Bruxelles/Rome] (mars 2004) [en ligne] 10 juillet 2007. Disponible sur <<http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2007/07/10/les-etats-unis-et-le-petrole-d-afrique-occidentale.html>>. Consulté le 15 juin 2019.

Voir aussi [CBS NEWS]. "Saudi Arabia, Home to 15 of the 19 September 11 hijackers, is Keen to Show How Much Has Changed." *CBS News* [en ligne] September 10, 2021. Disponible sur <<https://www.cbsnews.com/news/saudi-arabia-shows-anti-extremism-terrorism-efforts-9-11-anniversary/>>. Consulté le 5 mars 2022.

La nouvelle Administration américaine prévoyait d'importer 25% de sa consommation pétrolière d'Afrique subsaharienne et d'y investir 10 milliards de dollars par an.<sup>1294</sup> Quatre jours après la tenue du colloque de l'AOPIG, fin janvier 2002, le *think tank* américain, Council on Foreign Relations (CFR)<sup>1295</sup>, considéré comme l'un des plus influents dans les cercles de réflexions sur la politique étrangère des États-Unis, organisa la tenue d'un séminaire sur les enjeux du pétrole africain dans la guerre américaine contre le terrorisme international : « La riposte de l'Amérique au terrorisme : gérer les revenus du pétrole africain dans un climat mondial changeant ».

Washington ne se limitait pas aux colloques sur l'Afrique, mais multipliait les visites diplomatiques tout au long du mandat du président Bush sur le continent. Dès 2002, les contacts entre les pays d'Afrique subsaharienne et les États-Unis devenaient de plus en plus fréquents. En juillet 2002, une délégation de l'AOPIG présidée par Paul Michael Wihbey se rendit au Nigéria ; en septembre 2002, le secrétaire d'État Colin Powell visita le Gabon, évènement marquant car ce fut la première fois qu'un secrétaire d'État américain se rendait dans ce pays<sup>1296</sup> ; en février 2003, Walter Kansteiner, secrétaire adjoint aux Affaires africaines, visita trois pays africains (le Cameroun, l'Angola et la Guinée Conakry)<sup>1297</sup> ; en été 2003, du 7 au 12 juillet, le président Bush, premier président républicain à effectuer une visite diplomatique en Afrique, fit sa première tournée africaine en se rendant au Sénégal, en Afrique du Sud, au Botswana, en Ouganda et au Nigéria et multiplia les rencontres avec les ambassadeurs africains. Cette offensive diplomatique s'accompagnait d'une militarisation accélérée du continent dans l'objectif de sécuriser les intérêts énergétiques américains.

La pauvreté, la famine, les maladies et l'incapacité des États africains à répondre aux menaces sécuritaires et protéger leurs frontières poreuses, à contenir des conflits militaires internes qui se transformaient en crise régionale, faisaient du continent, selon l'Administration Bush, une menace pour la sécurité nationale des États-Unis, en particulier dans le domaine de

---

Voir le rapport du FBI sur l'investigation menée autour du 11 septembre et l'implication de l'Arabie Saoudite, l'opération ENCORE, avril 2016. [FBI]. *ENCORE Investigation Update, Review and Analysis (...)*. April 4, 2016. Version numérique disponible en ligne sur <<https://vault.fbi.gov/9-11-attacks-investigation-and-related-materials/9-11-material-released-in-response-to-executive-order-14040/april-4-2016-electronic-communication-part-01-of-01/view>>. Consulté le 5 mars 2022.

<sup>1294</sup> Alain Fogue Tedom. *Géostratégie américaine en Afrique : (1993-2014)*. Paris : Harmattan, p. 82.

<sup>1295</sup> Colin L. Powell et Margaret Thatcher figuraient parmi les prestigieux membres de ce *think tank*.

<sup>1296</sup> Stefano Liberti. « Les États-Unis et le pétrole d'Afrique occidentale ». *Synergies européennes* [Bruxelles/Rome] (mars 2004) [en ligne] 10 juillet 2007. Disponible sur <<http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2007/07/10/les-etats-unis-et-le-petrole-d-afrique-occidentale.html>>. Consulté le 15 juin 2019.

<sup>1297</sup> Alain Fogue Tedom. *Géostratégie américaine en Afrique : (1993-2014)*. Paris : Harmattan, pp. 75-76.

la sécurité énergétique. L'Afrique, terre de la renaissance et de l'émergence dans la vision panafricaine de Thabo Mbeki, devenait pour Washington une potentielle terre d'accueil, de formation et d'exportation du terrorisme. Dans l'article « Vers une véritable politique africaine des États-Unis » (2006), Princeton Lyman affirma que « les Africains, notamment les Soudanais, représentent un quart des terroristes étrangers en Irak ».<sup>1298</sup>

Pour embrasser l'énorme continent, le gouvernement Bush décida de diviser l'Afrique en quatre grandes zones d'intervention. Chacune comportait des États clés relais et des organisations régionales avec lesquelles Washington prévoyait de collaborer étroitement. Peter Schraeder distingue les régions suivantes : l'Afrique du Nord et l'Afrique de l'Est, « les régions destinées à recevoir une attention prioritaire en raison de leur proximité avec le Moyen-Orient ; « les pouvoirs régionaux », « les pays qui ont une grande influence sur leur voisins, comme l'Afrique du Sud, le Nigéria, le Kenya, l'Éthiopie, le Sénégal, cruciaux dans le maintien de la stabilité régionale » ; les pays producteurs de pétrole du Golfe de Guinée, et le reste de l'Afrique subsaharienne.<sup>1299</sup> En 2002, l'Administration Bush remplaça l'*African Contingency Operations Training and Assistance* (ACOTA, l'Assistance et entraînement pour des opérations africaines d'urgence) par l'*African Crisis Response Initiative* (ACRI), créée en septembre 1996 par l'Administration Clinton avec un budget de 37 millions de dollars.<sup>1300</sup> L'objectif de l'initiative était d'équiper et de former les troupes africaines pour assurer des opérations de maintien de la paix. Plusieurs programmes furent mis en place dans le cadre de l'ACOTA.

Parmi les quatre zones d'intervention, Washington privilégiait en Afrique subsaharienne deux : l'Afrique de l'Est et le Golfe de Guinée. L'Afrique de l'Est, en particulier la Grande Corne (Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Kenya, Somalie, Soudan), proche du Moyen-Orient, débouchant sur le Golfe persique, fut la première en Afrique subsaharienne à être concernée par la nouvelle politique de militarisation stratégique du continent. Washington y installa en 2002 pour combattre les réseaux terroristes d'Al-Qaïda sa première base militaire en Afrique subsaharienne : le quartier général de la *Combined Joint Task Force-Horn of Africa* (CJTF-HOA) à Djibouti, au camp Lemonnier. L'Administration Bush établit dans l'ancienne base française entre « 1200 et 1800 soldats américains et alliés » « pour la surveillance des côtes orientales de l'Afrique ».<sup>1301</sup> Depuis 2002, Djibouti héberge la Radio Sawa. Financée par le

<sup>1298</sup> Princeton Lyman. « Vers une véritable politique africaine des États-Unis ». *Politique américaine*. Vol. 6. N° 3 (2006) : 114-115.

<sup>1299</sup> Peter J. Schraeder (trad. Ivan Crouzel). « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique ». *Politique africaine*. Vol. 98. N° 2 (2005) : 47.

<sup>1300</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>1301</sup> Princeton Lyman. « Vers une véritable politique africaine des États-Unis ». *Politique américaine*. Vol. 6. N° 3 (2006) : 110.

gouvernement américain, elle émet 7 jours sur 7 des programmes de diplomatie publique en langues arabe, anglais et espagnol et de la musique populaire à destination du Soudan et du Moyen-Orient.<sup>1302</sup> En échange de la présence des bases militaires américaines, Djibouti reçut une aide de plus de 9 millions de dollars en 2006.<sup>1303</sup>

Le second programme régional de sécurité fut lancé par Washington en 2003 et était destiné à l'Afrique de l'Est, l'Initiative d'Afrique de l'Est contre le terrorisme (*East Africa Counter-Terrorism Initiative*, EACTI) qui inclut Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie et l'Ouganda. Le Kenya était le point d'ancrage. Cette initiative, financée par l'Administration Bush à plus de 100 millions de dollars, assurait des programmes de contrôle frontalier et visait à démanteler les réseaux terroristes.<sup>1304</sup> Le Kenya et Djibouti, en qualité de leaders dans la lutte contre le terrorisme dans la Corne, reçurent entre 4 et 7 millions de dollars de la *Foreign Military Financing* (FMF) qui garantissait aux pays amis des États-Unis le matériel et les équipements militaires nécessaires, ainsi que les formations.<sup>1305</sup>

En Afrique de l'Ouest, l'Administration Bush mit en place deux initiatives de sécurité régionale. La première était l'Initiative pan-Sahélienne (*Pan-Sahelian Initiative*, PSI), lancée officiellement en 2004. Elle inclut le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger. L'objectif étant de protéger la région du Sahel de l'invasion de groupes terroristes fuyant l'Afghanistan et l'Irak. Cette zone était considérée par le Pentagone, depuis les interventions militaires américaines en Afghanistan et en Irak comme un « nouvel Afghanistan », « un nouveau front dans la guerre contre le terrorisme international ».<sup>1306</sup> Les équipes de forces spéciales américaines, envoyées sur place, formaient les forces militaires locales et leur fournissaient du matériel et des équipements. La seconde initiative visait plus précisément la région du Sahara, l'Initiative Transsaharienne contre le terrorisme (*Trans-Saharan Counter Terrorism Initiative*, TSCTI) qui incluait, outre les pays de la PSI, les États d'Afrique du Nord (Algérie, Maroc et Tunisie), le Sénégal et le Nigéria.<sup>1307</sup> Ce programme visait également la lutte contre le terrorisme et le renforcement des capacités militaires et civiles des pays de la région.

---

En 2018, le Camp Lemonnier comptait plus de 4000 hommes. Voir Ibrahima Bayo Jr. « La carte militaire africaine des États-Unis dévoilée ! ». *La Tribune Afrique* [en ligne] 3 décembre 2018. Disponible sur <<https://afrique.latribune.fr/politique/2018-12-03/la-carte-militaire-africaine-des-etats-unis-devoilee-details-799608.html>>. Consulté le 17 octobre 2019.

<sup>1302</sup> Peter J. Schraeder (trad. Ivan Crouzel). « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique ». *Politique africaine*. Vol. 98. N° 2 (2005) : 44.

<sup>1303</sup> *Ibid.*

<sup>1304</sup> *Ibid.*, p. 46.

<sup>1305</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>1306</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>1307</sup> *Ibid.*, p. 46.



Dans la zone du Golfe de Guinée, érigée au rang de « zone d'intérêt vital » des États-Unis, dès 2002, l'Administration Bush envisageait d'établir un commandement militaire permanent semblable au camp Lemonnier de Djibouti. La région du Golfe de Guinée dispose d'un des plus grands gisements sous-marins de pétrole connus au monde avec une réserve prouvée de 24 milliards de barils de pétrole<sup>1308</sup>, ce qui fait d'elle la première région pétrolière d'Afrique. Sur 9 millions de barils de pétrole produits par jour en Afrique, 5 millions provenaient du Golfe de Guinée.<sup>1309</sup>

Pour sécuriser les riches ressources pétrolières du Golfe de Guinée et assurer la surveillance des côtes ouest de l'Afrique, Washington courtisait deux États de la zone : la Guinée équatoriale<sup>1310</sup>, riche en pétrole, et Sao Tomé-et-Principe, « idéalement situé, isolée, chrétien et en dehors de la zone d'influence française »<sup>1311</sup>. En octobre 2003, les États-Unis rouvrirent après huit ans d'absence leur ambassade à Malabo, capitale de la Guinée équatoriale.<sup>1312</sup> En 2004, deux tiers des concessions pétrolières en Guinée appartenaient à des sociétés américaines et les gisements étaient protégés par des garde-côtes formés par une société militaire privée américaine, la *Military Professional Resources Inc.* (L-3 MPRI), dirigée par d'anciens officiers du Pentagone.<sup>1313</sup> L'importance stratégique de la Guinée équatoriale pour les États-Unis et la nécessité de sécuriser la région avait été réitérée en mars 2005 par les membres de la Commission africaine du Congrès : « Les investissements américains devant considérablement s'accroître dans le Golfe de Guinée, il est urgent pour le gouvernement de sécuriser à tout prix les investissements et les ressortissants américains qui s'installeront dans cette zone ».<sup>1314</sup> Cet appel fut entendu. Dès 2005, les États-Unis s'engagèrent officiellement dans la protection maritime du Golfe de Guinée. Washington déployait auparavant ses forces maritimes en Afrique seulement pour secourir ses ressortissants par l'intermédiaire du

---

<sup>1308</sup> Abdelhak Bassou. « La Mer du Golfe de Guinée. Richesses, conflits et insécurité ». *Paix et sécurité internationales* [revue électronique]. N° 2 (2014) : 155. Disponible sur <<https://rodin.uca.es/xmlui/bitstream/handle/10498/19528/psi-02-notes-bassou-golfe-guinee.pdf?sequence=1&isAllowed=y>>. Téléchargé le 21 novembre 2018.

<sup>1309</sup> *Ibid.*

<sup>1310</sup> La Guinée équatoriale est un pays pétrolier du Golfe de Guinée avec une production journalière de 500000 barils de brut.

<sup>1311</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris : Publibook, 2010, p. 52.

<sup>1312</sup> Stefano Liberti. « Les États-Unis et le pétrole d'Afrique occidentale ». *Synergies européennes* [Bruxelles/Rome] (mars 2004) [en ligne] 10 juillet 2007. Disponible sur <<http://euro-synergies.hautefort.com/archive/2007/07/10/les-etats-unis-et-le-petrole-d-afrique-occidentale.html>>. Consulté le 15 juin 2019.

<sup>1313</sup> Le L-3 MPRI offrait ses services aux institutions privées et publiques américaines, dont le département de la Défense, le département d'État, le département de la Justice, le département de la Sécurité intérieure, et aux gouvernements étrangers. *Ibid.*

<sup>1314</sup> Alain Fogue Tedom. *Géostratégie américaine en Afrique : (1993-2014)*. Paris : Harmattan, p. 84.

Commandement européen pour l'Afrique (*U.S. European Command*, USEUCOM<sup>1315</sup>). L'USEUCOM organisa une conférence de trois jours sur la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée à Naples, en Italie, qui rassembla des diplomates africains, des officiers de la marine nationale de l'Angola, du Bénin, du Cameroun, de la Guinée équatoriale, du Gabon, du Ghana, du Nigéria, du Congo-Brazzaville, de Sao Tomé-et-Principe, du Togo et des représentants européens et américains.<sup>1316</sup> Le résultat de cette rencontre fut la tenue d'exercices maritimes conjoints avec les forces maritimes des pays de la zone et le déploiement dès 2005 du sous-marin américain *USS Emory S. Land* dans les eaux du Golfe de Guinée<sup>1317</sup> pour renforcer la sécurité maritime et les partenariats. En novembre 2007, le secrétaire d'État américain et le département de la Défense financèrent la tenue d'une conférence ministérielle à Cotonou, au Bénin, sur « la sûreté et la sécurité maritime dans le Golfe de Guinée » qui rassembla 11 représentants africains du Golfe, d'Europe, des États-Unis, du Sénégal, d'Afrique du Sud, de l'Union africaine et des organisations régionales et internationales.<sup>1318</sup> Pour le professeur camerounais Côme Damien Georges Awoumou, l'activisme américain dans cette région permettrait aux États-Unis d'asseoir leur leadership incontestable sur tout le continent. Selon lui, « qui tient le Golfe de Guinée tient l'Afrique ».<sup>1319</sup>

Le couronnement de la politique sécuritaire de l'Administration Bush en Afrique fut la création en février 2007 par le Pentagone d'un commandement militaire unifié pour l'Afrique, l'AFRICOM. L'AFRICOM qui devait couvrir tous les pays africains, excepté l'Égypte, entra officiellement en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2008. L'idée de création de cette structure découlait de la volonté de l'Administration américaine de rassembler tous les programmes militaires américains sur le continent africain sous un commandement unifié. Il était prévu d'établir le quartier général de l'organisation en Afrique. Jusque-là les initiatives militaires des États-Unis en Afrique étaient sous la responsabilité de deux commandements : l'USEUCOM à Stuttgart, en Allemagne, et le CENTCOM, en Floride. Les domaines d'intervention de l'AFRICOM étaient variés et prévoyaient d'assurer la sécurité à tous les niveaux, allant de l'aide humanitaire

<sup>1315</sup> USEUCOM, créé en août 1952, couvre l'Europe jusqu'à la Sibérie et 42 pays africains, excepté l'Égypte, le Soudan, l'Éthiopie, l'Érythrée, la Somalie, le Djibouti et le Kenya, placés dans la zone de responsabilité du CENTCOM. Voir J. Peter Pham. "The New Strategic Importance of Africa." In: M. Morgan (ed.). *The Impact of 9/11 on Politics and War: The Day That Changed Everything?* New York: Palgrave Macmillan, 2009, p. 235.

<sup>1316</sup> J. Peter Pham. "The New Strategic Importance of Africa." In: M. Morgan (ed.). *The Impact of 9/11 on Politics and War: The Day That Changed Everything?* New York: Palgrave Macmillan, 2009, p. 235.

<sup>1317</sup> *Ibid.*

<sup>1318</sup> *Ibid.*

<sup>1319</sup> Côme Damien Georges Awoumou. « Le Golfe de Guinée face aux convoitises », Yaoundé, septembre 2005. Présenté à la 11<sup>ème</sup> Assemblée Générale du CODESRIA, « Repenser le développement africain : au-delà de l'impasse, les alternatives », 06-10 décembre 2005 Maputo, Mozambique. Disponible en ligne sur <<http://www.cmeyanchama.com/Documents/Guinee/awoumou.pdf>>. Téléchargé le 20 juin 2019.

à la lutte anti-terroriste. Selon Stephen Mull, secrétaire adjoint aux affaires politiques et militaires américaines : « grâce à cette coordination, l'AFRICOM sera à même d'aider les pays africains à s'attaquer avec efficacité aux menaces que représentent l'instabilité politique, le terrorisme, la violation des droits de l'homme, le trafic transnational et la criminalité internationale ». <sup>1320</sup>

L'idée d'établir le siège de l'AFRICOM sur le continent africain se confronta à l'opposition des États africains. Les seuls pays ayant accepté d'accueillir sur leur territoire les futures bases américaines étaient le Libéria et le Botswana. <sup>1321</sup> Pour la majeure partie des dirigeants africains, la présence militaire de l'AFRICOM sur leur territoire fut considérée avec beaucoup de méfiance et d'hostilité. Le siège du commandement fut maintenu en Allemagne. Les raisons de l'opposition africaine à l'AFRICOM étaient variées : un danger pour la sécurité nationale des pays africains, la volonté de préserver de bonnes relations avec les ex-pays colonisateurs, en particulier la France, et la Chine qui, depuis le début des années 2000, était très active sur le continent et occupait, à cette période, la place de troisième partenaire commercial de l'Afrique, après les États-Unis et la France.

Cette militarisation accélérée du continent africain était souvent critiquée dans la presse africaine. Ainsi, en Afrique du Sud, *le Business Daily* accusait la nouvelle politique sécuritaire des États-Unis d'aggraver la situation sur le continent : « L'expansion d'une base militaire géopolitique stratégique américaine sur le continent aggravera bon nombre de problèmes que l'Afrique connaît actuellement ». La revue algérienne *Le Reporteur* déclarait à ce sujet : « Les pays africains devraient se réveiller après avoir vu les cicatrices des autres (Irak et Afghanistan) ». Le journaliste nigérian Dulué Mbachu accusait Washington de maintenir, par l'intermédiaire de l'AFRICOM, des régimes corrompus : « Une présence militaire accrue des États-Unis en Afrique peut simplement servir à protéger des régimes impopulaires qui sont favorables à leurs intérêts, comme ce fut le cas pendant la guerre froide, alors que l'Afrique s'enfonçait de plus en plus dans la pauvreté ». D'autres considéraient l'AFRICOM comme un moyen pour les États-Unis de poursuivre l'exploitation du continent et de s'ingérer dans les affaires intérieures des pays. <sup>1322</sup>

<sup>1320</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris: Publibook, 2010, p. 54.

<sup>1321</sup> Martin Plaut. "Has Bush Been Africa's Best Friend ?". *BBC News* [en ligne] January 16, 2009. Disponible sur <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7831460.stm>>. Consulté le 15 avril 2019.

<sup>1322</sup> "Business Daily protested, 'The expansion of an American strategic geopolitical military base on the continent will worsen many of the problems Africa has at present.' Le Reporter in Algiers said, 'The African countries should wake up after seeing the scars of others (Iraq and Afghanistan).' And Dulué Mbachu, a Nigerian journalist, lamented: 'Increased U.S. military presence in Africa may simply serve to protect unpopular regimes that are friendly to its interests, as was the case during the Cold War, while Africa slips further into poverty.'

Afin de lutter contre l'insécurité sur le continent, l'Administration Bush procéda à la mise en place de plusieurs initiatives humanitaires pour la promotion de la démocratie et la lutte contre la faim, la pauvreté et les pandémies, facteurs qui seraient, selon Washington, à l'origine de la prolifération du terrorisme. Pour réduire la pauvreté et favoriser la croissance économique des pays pauvres, le 14 mars 2002, le gouvernement Bush adopta le Fonds du millénaire (*Millennium Challenge Account*, MCA). Ce fonds accordait une aide à l'investissement à certains pays en voie de développement, à savoir : ceux qui « font preuve de bonne gouvernance, favorisent la libre économie, et prennent soin de leurs populations ». <sup>1323</sup> Seize pays africains bénéficièrent des financements de la *Millennium Challenge Corporation* (MCC), institution chargée du MCA, pour la mise en œuvre des programmes de transparence, de bonne gouvernance et de promotion de l'investissement. <sup>1324</sup> Le nouveau fonds bénéficiait d'un budget initial de 1,7 milliards de dollars en 2004 et il était prévu une augmentation annuelle de 5 milliards dès 2006. La mise en place du MCA permit aux États-Unis d'augmenter les aides publiques au développement (APD) d'environ 50%, élevant ainsi les États-Unis au rang de « premier pays donateur en volume des 22 membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) ». <sup>1325</sup>

En 2003, le gouvernement Bush établit un plan quinquennal pour lutter contre le VIH-Sida : le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le Sida (PEPFAR, *President's Emergency Plan for Aids Relief*), doté d'un budget de 18 milliards de dollars. <sup>1326</sup> Si, en 2003, seulement 50 000 Africains bénéficiaient d'un traitement antirétroviral, en 2007, 1,3 millions purent accéder aux soins dans le cadre de ce programme. <sup>1327</sup> En 2005, l'Administration Bush lança un plan quinquennal de lutte contre le paludisme avec un budget de 1,2 milliards de dollars. En 2006, Washington accorda 185 millions de dollars à l'Union africaine pour soutenir

---

"The African blogosphere also reacted quite negatively, seeing AFRICOM as a springboard for further U.S. exploitation of the continent and interference in their domestic affairs." Voir Captain Moussa Diop, Mboup Michael Mihalka and Major Douglas Lathrop. "Misguided Intentions: Resisting Africom." *Military Review*. July-August, 2009: 87.

<sup>1323</sup> "... ruling justly, fostering economic freedom, and investing in their citizens". René Boissenin. « Le Millennium Challenge Account, évolution ou révolution dans l'aide publique au développement des États-Unis ». *Afrique contemporaine*. Vol. 207. N° 3 (2003) : 26.

<sup>1324</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris : Publibook, 2010, p. 46.

Pour plus d'informations sur les *Millennium Challenge Account* et *Millennium Challenge Corporation* et la politique d'aide de l'Administration Bush, voir aussi l'article de Benoit Daviron et Thierry Giordano. « Le Millennium Challenge Account : Une nouvelle conception de l'aide publique au développement ? ». *Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)*. N°4 (2006).

<sup>1325</sup> René Boissenin. « Le Millennium Challenge Account, évolution ou révolution dans l'aide publique au développement des États-Unis ». *Afrique contemporaine*. Vol. 207. N° 3 (2003) : 25.

<sup>1326</sup> Martin Plaut. "Has Bush Been Africa's Best Friend ?". *BBC News* [en ligne] January 16, 2009. Disponible sur <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7831460.stm>>. Consulté le 15 avril 2019.

<sup>1327</sup> *Ibid.*

le programme africain de développement du secteur agricole. En 2007, « les États-Unis se sont déclarés pionniers de l'aide alimentaire et humanitaire en octroyant 1,7 milliards de dollars à une trentaine de pays africains ».<sup>1328</sup> La même année Washington accorda plus de 6 millions de dollars dans la cadre de l'Initiative en faveur de l'éducation en Afrique pour améliorer l'accès à l'éducation.<sup>1329</sup> Washington se pencha également sur des initiatives pour la réduction de la dette africaine. Ainsi, les actions entreprises dans ce domaine permirent d'attribuer 34 milliards au profit de 19 pays africains.<sup>1330</sup>

Si les Républicains étaient connus pour leur conservatisme en matière de politique d'immigration, l'Administration Bush lança, le 7 janvier 2004, le programme de travailleur temporaire pour encourager l'entrée aux États-Unis de travailleurs étrangers. Cette initiative permit non seulement de résoudre au mieux le problème de l'immigration illégale et offrit une porte de sortie aux nombreux Africains en situation irrégulière sur le sol américain. D'autre part, le gouvernement Bush favorisa l'intégration et valorisa la contribution des universitaires africains. De nombreux chercheurs et étudiants africains enrichirent le savoir américain sur l'Afrique, en contribuant aux travaux de groupes de pensée et *think tank* américains. Contrairement aux alliés européens, les États-Unis sous l'Administration Bush souhaitaient se rapprocher du continent. Ainsi, selon l'universitaire camerounais Jean Daniel Aba, alors que l'Europe érigeait des barrières à l'élite intellectuelle africaine, les États-Unis s'ouvraient davantage au continent :

Contrairement à la situation où la France et de nombreux pays européens ferment leurs frontières et s'éloignent des nouvelles élites africaines, ces dernières se voient offrir de nombreuses possibilités de travailler, de rencontrer, de discuter et même de consulter la population, les dirigeants politiques et militaires américains.<sup>1331</sup>

Malgré les mesures entreprises envers le continent africain, le bilan de la politique africaine de l'Administration Bush restait très controversé. Certains Américains et Africains célébraient la stratégie du président Bush en Afrique, y voyant une contribution positive. Rosa Whitaker, la représentante adjointe au commerce des États-Unis sous les présidences Clinton et Bush, affirmait que c'est : « en Afrique que le bilan de la présidence de Monsieur Bush en matière de politique étrangère était jusqu'ici le meilleur ».<sup>1332</sup> Le blogueur sénégalais Abdou

---

<sup>1328</sup> *Ibid.*, p. 49.

<sup>1329</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris: Publibook, 2010, p. 49.

<sup>1330</sup> *Ibid.*, p. 46.

<sup>1331</sup> "Contrary to the situation when France and a great deal of European countries close their borders and distance themselves from new African elites, the latter are offered many possibilities to work, meet, discuss and even consult the American population, political and military leaders." Jean Daniel Aba. "George W. Bush: A Good Surprise for Africans." *Géopolitique africaine*. N° 15-16 (2004): 91.

<sup>1332</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris : Publibook, 2010, p. 44.

Wallou considérait que le bilan de l'Administration Bush en Afrique était positif et que les Africains devaient être « reconnaissants pour ce qu'il a fait pour le continent ».<sup>1333</sup> Pour l'universitaire camerounais Jean Daniel Aba, l'Afrique devait répondre positivement à l'invitation de Washington et saisir l'opportunité américaine : « Les Africains commettront une erreur s'ils négligent cette bonne volonté. Car en ces temps de récession et de bouleversements politiques internationaux, le continent noir n'a pas beaucoup d'amis prêts à voler à son secours (...) ».<sup>1334</sup>

D'autres, au contraire, voyaient dans les programmes pro-africains de l'Administration Bush la volonté d'imposer une hégémonie américaine sur le continent. De nombreux analystes étrangers et américains accusaient Washington d'accorder plus d'intérêt à la militarisation de l'Afrique qu'à son développement réel : les investissements dans la sécurisation du continent étant plus importants que l'aide publique au développement (APD). Peter Schraeder soulignait que « les programmes d'aide extérieure promis en dehors de la lutte contre le terrorisme demeurent largement sous-financés. Les ressources restantes sont ainsi de plus en plus réaffectées dans la lutte contre le terrorisme et d'autres objectifs de sécurité nationale, au détriment du développement ».<sup>1335</sup> Nicole Lee, activiste des droits de l'homme et ancienne directrice de *TransAfrica Forum*, opposée à la présence de l'AFRICOM, condamnait la course à la militarisation du continent et déplorait que l'aide américaine au développement soit étroitement liée aux projets de sécurisation du Pentagone. Lors d'une conférence sur l'AFRICOM et la militarisation de l'Afrique, en novembre 2007, elle affirma que les pays qui accepteraient d'accueillir les bases américaines bénéficieraient d'une aide :

(...) Les pays qui ont été intéressés par l'accueil - et il y en a eu très très peu - (...) l'aide y est impliqué. Le département d'État est très impliqué dans la création de l'AFRICOM. (...) (...) Nous avons une situation où l'aide à l'Afrique est intrinsèquement liée à la militarisation, ce qui est extrêmement dangereux.<sup>1336</sup>

<sup>1333</sup> Abdou Wallou. « La politique de Bush en Afrique : un bilan positif ». *Canalblog* [en ligne] 21 janvier 2009. Publié le 15 février 2009. Disponible sur < <http://abdouwallou.canalblog.com/>>. Consulté le 20 avril 2019.

<sup>1334</sup> "Africans will make a mistake if they neglect this good will. Because in these times of recession and dramatic international political developments the Black continent doesn't have many friends who are ready to fly to its assistance (...)." Jean Daniel Aba. "George W. Bush: A Good Surprise for Africans." *Géopolitique africaine*. N° 15-16 (2004): 93.

<sup>1335</sup> Peter J. Schraeder (trad. Ivan Crouzel). « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique ». *Politique africaine* vol. 98 (no. 2) (2005) : 44.

<sup>1336</sup> "(...) the countries that have been interested in hosting - and there's been very, very few - (...) aid is involved. The State Department is very much involved in the creation of AFRICOM. (...) (...) you have a situation where aid to Africa is being uniquely tied to militarization, and this is extremely dangerous." [Democracy Now]. "Actor and Activist Danny Glover and TransAfrica Forum's Nicole Lee on the U.S. Militarization of Africa and AFRICOM." November 8, 2007. [Video]. *Democracynow* [en ligne]. Durée : 43 min 55 sec. Disponible sur <[https://www.democracynow.org/2007/11/8/actor\\_and\\_activist\\_danny\\_glover\\_transafrica](https://www.democracynow.org/2007/11/8/actor_and_activist_danny_glover_transafrica)>. Consulté le 24 juillet 2019.

Le chantage à l'aide était employé par Washington dans sa stratégie en Afrique pour résoudre des conflits diplomatiques qui impliquaient les intérêts américains. Ainsi, lors de l'invasion de l'Irak en mars 2003, pour s'assurer le soutien du Conseil de sécurité des Nations Unies présidé à ce moment par l'ambassadeur de Guinée à l'ONU, Washington se lança dans une campagne diplomatique très controversée auprès de trois pays africains, membres non permanents du Conseil : le Cameroun, l'Angola et la Guinée Conakry. Entre les promesses d'appui auprès du FMI et de la Banque mondiale, l'allègement de la dette et les menaces de soutien à l'opposition et au mouvement sécessionniste anglophone dans le cas du Cameroun, l'Administration Bush démontra sa capacité à marier en diplomatie chantage et séduction pour défendre ses intérêts stratégiques. La diplomatie du chantage à l'aide fut notamment employée dans l'affaire de la création de la Cour pénale internationale (CPI). Washington, alors opposé à cette institution, n'hésita pas à menacer de priver d'aide les États africains qui ratifieraient les statuts de la CPI et exigea « d'une vingtaine de pays africains qu'ils signent un accord bilatéral qui devait garantir l'immunité des poursuites aux Américains menacés à l'étranger ».<sup>1337</sup>

D'autre part, certains voyaient dans la lutte du gouvernement Bush contre le VIH-Sida et le paludisme en Afrique une volonté « de placer les États-Unis en situation dominante sur le marché du traitement de la maladie ».<sup>1338</sup> Il en était de même pour les initiatives militaires entreprises par le Pentagone en Afrique. Derrière une volonté affichée d'aider à sécuriser le continent face au terrorisme, les États-Unis entraient progressivement dans le marché de l'armement africain. Il faut aussi noter que malgré les nombreux discours autour de la bonne gouvernance et la transparence, Washington, pour s'assurer l'accès au pétrole africain, n'hésitait pas à tolérer des régimes jugés dictatoriaux.<sup>1339</sup> Ainsi, pour préserver leurs intérêts dans le Golfe de Guinée, l'Administration Bush se rapprocha du dirigeant équato-guinéen Teodoro Obiang Nguema, très critiqué en Occident.<sup>1340</sup> Ce dernier fut reçu en 2002 par le

<sup>1337</sup> Paul Bunduku-Latha. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris : Publibook, 2010, p. 56.

<sup>1338</sup> Frédéric Leriche. « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective ». *Afrique contemporaine*. Vol. 207. N° 3 (2003) : 19.

Dans l'article "Obama's Africa Policy : The Limits of Symbolic Power" (2013), le professeur Paul Tiyambe Zeleza affirme que l'initiative « PEPFAR a servi à promouvoir l'exportation de (...) médicaments pour les entreprises pharmaceutiques [américaines] » ["PEPFAR served to promote the export of (...) drugs for the pharmaceutical companies (...)]. Voir Paul Tiyambe Zeleza. "Obama's Africa Policy : The Limits of Symbolic Power." *African Studies Review*. Vol. 56. No. 2 (September 2013) : 172.

<sup>1339</sup> Sudarsan Raghavan. "Five Human Rights Abusers Backed by the U.S. Whom You Never Heard Of." *Washington Post* [en ligne] September 8, 2015. Disponible sur <<https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2015/09/08/five-human-rights-abusers-backed-by-the-u-s-whom-you-never-heard-of/>>. Consulté le 31 juillet 2021.

<sup>1340</sup> L'Administration Clinton avait rompu les relations avec la Guinée équatoriale. En 1995, le président Clinton ordonna la fermeture de l'ambassade américaine à Malabo craignant pour la sécurité de son ambassadeur. En 2003, l'ambassade des États-Unis fut réouverte. Alexander Smoltczyk. "Torture and Poverty in Equatorial Guinea."

président Bush à la Maison Blanche et, le 12 avril 2006, il rencontra à Washington la secrétaire d'État Condoleeza Rice qui le qualifia de « bon ami ».<sup>1341</sup>

La politique du président George W. Bush en Afrique subsaharienne s'inscrivait en grande partie dans une continuité de la stratégie africaine de l'Administration Clinton. Néanmoins, nous constatons une mise en avant de la question de la sécurité énergétique. Durant sa présidence, George Bush renforça la présence économique et militaire américaine sur le continent, l'élevant au rang « d'intérêt stratégique vital » dans la politique étrangère américaine. Ainsi, « entre 2000 et 2007, la part du continent africain dans les importations pétrolières des États-Unis est passée de 14,6 % à 19,4 %, alors que celle du Moyen-Orient se réduisit de 22,6% à 16,1% ».<sup>1342</sup> Entre 2004 et 2007, Washington multiplia par deux ses échanges avec le continent africain.<sup>1343</sup>

Le nouveau millénaire annonçait une ère nouvelle dans les relations entre l'Afrique et les États-Unis. À la suite des tournées africaines de George W. Bush, l'ancien président Clinton exprima le souhait que cela devienne une tradition pour les prochaines Administrations américaines : « Je crois que chaque président [américain] doit désormais venir en Afrique. Ses nations et ses peuples sont trop importants pour notre avenir ».<sup>1344</sup>

### **3. L'Afrique émergente à la croisée des chemins : de l'obamamania à l'héritage de Trump**

À l'automne 2008, le monde entier fut secoué par une crise financière dont les effets néfastes se firent ressentir longtemps. La Grande Récession qui éclata en Amérique et en Occident fut la conséquence de l'effondrement des marchés boursiers et la faillite de nombreux établissements financiers. Les effets de cette crise eurent des répercussions majeures, notamment sur le continent africain, où des pays furent confrontés à un ralentissement de leur

---

*Spiegel International* [en ligne] 28/08/2006. Disponible sur <<https://www.spiegel.de/international/spiegel/rich-in-oil-poor-in-human-rights-torture-and-poverty-in-equatorial-guinea-a-434691.html>>. Consulté le 14 mars 2022.

<sup>1341</sup> "You are a good friend and we welcome you". Voir Robert E. Williams. "From Malabo to Malibu: Addressing Corruption and Human Rights Abuse in an African Petrostate." *Human Rights Quarterly*. Vol. 33. No. 3 (2011) : 634.

<sup>1342</sup> Yves Gounin. *La France en Afrique. Le combat des Anciens et des Modernes*. Bruxelles : Éditions de Boeck Université, 2009, p. 166.

<sup>1343</sup> *Ibid.*

<sup>1344</sup> "I believe every President [of the U.S.] from now on must come to Africa. Its nations and peoples are too important to our future." Jean Daniel Aba. "George W. Bush: A Good Surprise for Africans." *Géopolitique africaine*. N° 15-16 (2004) : 93.

Le président Bush effectua deux séjours diplomatiques en Afrique au cours de sa présidence, en 2003 et en 2008. Voir "President's Visit to Africa: July 8-12, 2003", and "February 15-21, 2008": <https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/africa-trip/photoessay/01.html>  
<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/africa/trip2008/>



croissance économique. « Entre 2009 et 2014, le PIB de l’Afrique subsaharienne a crû en moyenne de 4,5%, contre 6,5% entre 2003 et 2008 [chaque année] ». <sup>1345</sup> La crise financière affecta considérablement le prix des matières premières faisant, par exemple, baisser le prix du cuivre de 60%, chuter le prix du baril de pétrole à 40 dollars en 2009, contre 140 dollars en 2008, augmenter le chômage et favoriser la fuite des capitaux étrangers. <sup>1346</sup> En 2008, les investisseurs étrangers avaient retiré « environ 4 milliards de dollars du marché financier du Nigéria » <sup>1347</sup> et « près de 450 promesses d’investissement dans des projets d’infrastructure en Afrique » furent annulées la même année. <sup>1348</sup> Pour le président tanzanien, Jakaya Kikwete, alors président en exercice de l’Union africaine (du 31 janvier 2008 au 2 février 2009), cette récession « présente pour le développement de l’Afrique le plus grand danger jamais encouru ». <sup>1349</sup>

Face à la crise mondiale, de nombreuses voix s’élevèrent en Afrique pour dénoncer une faible « représentation (...) des pays africains dans les institutions financières internationales ». <sup>1350</sup> Les dirigeants africains, lassés de voir le continent être tenu à l’écart des débats sur les réformes internationales, exigeaient « des réformes globales des institutions financières internationales, notamment le Fonds monétaire international et la Banque mondiale » <sup>1351</sup>, afin de permettre aux « économies émergentes et en développement [de] se faire davantage entendre et représenter au sein de ces institutions » et d’assurer que les réformes envisagées dans l’avenir « devaient également tenir compte des intérêts des pays les plus pauvres ». <sup>1352</sup> Les États africains appelaient à la création d’un « ‘nouveau multilatéralisme’ qui tienne pleinement compte des réalités actuelles ». <sup>1353</sup>

### 3.1. Le retour de la Russie en Afrique

Avec l’effondrement de l’Union soviétique, les relations entre la Russie et l’Afrique s’étaient affaiblies. Le retrait soudain de Moscou eut de sérieuses répercussions. Pour Ivan

---

<sup>1345</sup> « Banque mondiale : la croissance de l’Afrique subsaharienne à son plus bas niveau depuis 2009 ». *Jeune Afrique* [en ligne] 5 octobre 2015. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/269767/economie/banque-mondiale-la-croissance-de-lafrique-subaharienne-a-son-plus-bas-niveau-depuis-2009/>>. Consulté le 15 mai 2019.

<sup>1346</sup> Roy Laishley. « L’Afrique et la crise économique mondiale ». *Afrique Renouveau*. Vol. 23. N° 1 (avril 2009) : 13.

<sup>1347</sup> *Ibid.*

<sup>1348</sup> *Ibid.*

<sup>1349</sup> *Ibid.*

<sup>1350</sup> Ernest Harsch. « La crise, une chance pour l’Afrique ? L’Afrique cherche à se faire entendre dans la gestion financière internationale ». *Afrique Renouveau*. Vol. 22. N° 4 (janvier 2009) : 7.

<sup>1351</sup> Ainsi, lors de la tenue du Sommet du G20 à Washington, aux États-Unis, du 14 au 15 novembre 2008, le continent africain était représenté par une seule voix, celle de l’Afrique du Sud, qui fut conviée à cet événement majeur sur la problématique des marchés financiers et l’état de l’économie mondiale. *Ibid.*

<sup>1352</sup> *Ibid.*

<sup>1353</sup> *Ibid.*

Ivanov, ancien vice-président de la Fondation internationale de coopération avec les pays d’Afrique et d’Asie, les années 1990 avaient été des années perdues pour la Russie en Afrique :

(...) toute notre retraite du continent noir était une démarche irréfléchie et incorrecte, qui a causé un préjudice important à la Russie. Les changements étaient nécessaires, mais la réduction tous azimuts des relations n’était absolument pas obligatoire. Les années 1990 sont la décennie perdue des relations russo-africaines. Notre retraite de l’Afrique s’apparentait à une fuite non dissimulée.<sup>1354</sup>

Avec l’arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine, les relations russo-africaines commencèrent à reprendre progressivement. Dans *le Concept de politique étrangère russe* adopté fin juin 2000, quand bien même l’Afrique n’entraît pas dans les priorités du gouvernement russe, cédant la place aux priorités traditionnelles, comme la Communauté des États Indépendants (CEI), l’Union européenne et l’Asie, Moscou annonçait sa volonté de développer au XXI<sup>e</sup> siècle un dialogue politique avec l’Union africaine (UA) et les organisations régionales africaines pour contribuer à la résolution des conflits armés et « inclure la Russie dans les projets économiques multilatéraux du continent ».<sup>1355</sup> L’objectif de du gouvernement Poutine étant de diversifier les contacts à l’étranger et redonner à l’État russe un statut de puissance mondiale, le président et les membres de la diplomatie russe multiplièrent alors les visites à l’étranger. Mikhaïl Lebedev, analyste politique et professeur au Centre d’Études Diplomatiques et Stratégiques de Paris, dans l’article « Les retrouvailles russo-africaines » (2002), qualifia l’année 2001 « d’année de la renaissance africaine » dans la politique extérieure russe à l’égard du continent.<sup>1356</sup> Le président russe accueillait au Kremlin, l’un après l’autre, les présidents d’Algérie, d’Égypte, du Gabon, de Guinée Conakry et du Nigéria. Du 12 au 18 décembre 2001, le nouveau chef de la diplomatie russe, Igor Ivanov, dont la candidature avait été appuyée par l’ancien ministre des Affaires étrangères, Evgueniï Primakov, effectua pour la première fois un séjour diplomatique en Afrique (Angola, Namibie et Afrique du Sud).<sup>1357</sup> En avril 2002, il visita la Tunisie et le Maroc. Le ministère des Affaires étrangères russe prévoyait à cette période d’organiser une tournée africaine pour le président

<sup>1354</sup> Jean Fiwoumo. « Après une décennie perdue, la Russie redécouvre l’Afrique ». *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*. N°3018 (septembre 2003) : 1856.

<sup>1355</sup> *Kontseptsiya vneshney politiki Rossijskoj Federatsii ot 28 iyunya 2000 goda*. [Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie (approuvé par le président russe Vladimir Poutine le 28 juin 2000)]. Texte en russe disponible en ligne sur <<http://docs.cntd.ru/document/901764263>>. Consulté le 1 juin 2019.

<sup>1356</sup> Mikhaïl Lebedev. « Les retrouvailles russo-africaines ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps 2002) : 109.

<sup>1357</sup> « Igor Ivanov otpravilsya v Afriku » (« Igor Ivanov se rend en Afrique »). *Kommersant* [en ligne] 13 décembre 2001. Disponible sur <<https://www.kommersant.ru/doc/928773>>. Consulté le 1 juin 2019.

Poutine qui finalement, à la suite du séjour de George W. Bush en Afrique, avait dû être reportée.<sup>1358</sup>

La reprise des contacts avec le continent africain en 2001 favorisa la croissance des échanges économiques. Ainsi, si en 2000 le volume des échanges commerciaux entre la Russie et le continent africain était tombé à 1 milliard de dollars, contre 2,7 milliards en 1989, en 2001, il atteignit le point « spectaculaire » des 3 milliards de dollars.<sup>1359</sup> Les présidents nigérian Olusegun Obasanjo qui se rendit à Moscou en mars 2001 et le gabonais Omar Bongo Ondimba, en avril 2001, invitèrent la Russie à investir dans les secteurs miniers et pétroliers de leurs pays. Obasanjo, quant à lui, n'hésita pas à assurer que « les portes de [son] pays étaient ouvertes aux industriels russes ».<sup>1360</sup>

En quête de minéraux (manganèse, chrome, bauxite, coltan, terres rares, uranium) cruciaux pour son industrie et de nouveaux marchés d'exportation d'armes, le nouveau gouvernement russe annonçait son retour en Afrique, ciblant, dès 2001, les secteurs de l'exploration et l'exploitation des matières premières et de l'armement.<sup>1361</sup> Les premières sociétés russes à renouer avec le continent furent les géants de l'armement et l'exploration minière et pétro-gazière Rusal (Guinée Conakry), Gazprom, Lukoil, Rosneft (Soudan), Alrosa (Angola) et Rosoboronexport (Algérie, Nigéria). En 2001, en Guinée Conakry, la société russe Rusal, aujourd'hui deuxième producteur mondial d'aluminium au monde après la Chine (7% de production mondiale)<sup>1362</sup>, « avait raflé, devant ses concurrents américains, français et chinois, la concession pour l'exploitation du complexe de bauxite de Kindia pour une durée de 25 ans ».<sup>1363</sup> Cette mine à ciel ouvert qui représente la troisième réserve mondiale de bauxite est exploitée par Rusal via la Compagnie des bauxites de Kindia (CBK).<sup>1364</sup> En 2002, Rusal

<sup>1358</sup> Jean Fiaoumo. « Après une décennie perdue, la Russie redécouvre l'Afrique ». *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*. N°3018 (septembre 2003) : 1856.

<sup>1359</sup> *Ibid.*, p. 1857.

<sup>1360</sup> *Ibid.*, p. 1858.

<sup>1361</sup> À cet effet, le directeur du Centre de recherches sur les relations russo-africaines à l'Académie des sciences de Moscou, Evgeny Korendyasov, avait confirmé en 2018, dans un entretien sur l'agenda russe en Afrique, l'intérêt croissant de Moscou pour les ressources naturelles africaines : « Nous avons besoin de manganèse et de chrome, car nos gisements de Sibérie ne sont plus rentables actuellement. Nous avons aussi besoin de coltan pour les nouvelles technologies, de terres rares ». Voir Agnès Faivre. « Moscou ne tourne pas le dos à l'Afrique, bien au contraire... ». *Le Point* [en ligne] 18 juin 2018. Disponible sur <[https://www.lepoint.fr/economie/moscou-ne-tourne-pas-le-dos-a-l-afrique-bien-au-contre-18-06-2018-2228164\\_28.php](https://www.lepoint.fr/economie/moscou-ne-tourne-pas-le-dos-a-l-afrique-bien-au-contre-18-06-2018-2228164_28.php)>. Consulté le 13 juin 2019.

<sup>1362</sup> Créé en 2000 et dirigé depuis sa création par le milliardaire russe Oleg Deripaska, Rusal a cédé en 2015 sa place de leader à son rival : la société chinoise de production d'aluminium *China Hongqiao Group*. *Ibid.*

<sup>1363</sup> Jean Fiaoumo. « Après une décennie perdue, la Russie redécouvre l'Afrique ». *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*. N°3018 (septembre 2003) : 1858.

<sup>1364</sup> La Guinée Conakry détient le tiers des réserves mondiales connues de bauxite (environ 16 milliards de tonnes). « Les exportations russes de bauxite en provenance des mines de Guinée représentent environ un quart de la production totale de Rusal ». Voir Kumar Malhotra. « La Russie est-elle un acteur clé en Afrique ? ». *BBC* [en ligne] 9 janvier 2019. Disponible sur <<https://www.bbc.com/afrique/region-46811868>>. Consulté le 5 juin 2019.

remportait les droits d'exploitation du complexe de bauxite et d'alumine de la ville guinéenne de Fria, le complexe de production de Friguia. Depuis juillet 2014, le géant russe exploite la mine guinéenne de « Dian-Dian », le plus grand gisement mondial de bauxite avec des réserves prouvées de 564 millions de tonnes.<sup>1365</sup> Dans le domaine de l'armement, la société russe Rosoboronexport, née en 2001 de la fusion des deux agences fédérales responsables de la vente d'armes en Russie (Rosvoorouzhnie et Promexport), responsable de 90% des exportations militaires du pays et de la commercialisation des lanceurs spatiaux de Baïkonour, assista l'Algérie, en novembre 2002, et le Nigéria, en septembre 2003, dans le lancement de leurs premiers satellites.<sup>1366</sup>

L'importance de restaurer les relations russo-africaines avait été réitérée par le nouveau ministre des Affaires étrangères russe, Sergueï Lavrov, lors de la célébration de la Journée de l'Afrique à Moscou, le 25 mai 2005 :

Grâce à une bonne croissance économique et au renforcement de la position de la Russie dans les affaires internationales, l'ancienne coopération, fondée sur l'idéologie, n'est plus d'actualité, mais une relation forte et mutuellement avantageuse, fondée sur le pragmatisme et l'égalité, devient une nouvelle réalité.<sup>1367</sup>

Ainsi, la Russie en Afrique au XXI<sup>e</sup> siècle vise la construction avec les pays d'Afrique de nouveaux rapports fondés sur un dialogue égalitaire, un partenariat « gagnant-gagnant », mutuellement avantageux, pour satisfaire des intérêts économiques pragmatiques.

En septembre 2006, le président Vladimir Poutine devint le premier chef d'État russe à se rendre en Afrique subsaharienne. Le séjour africain du président russe, initialement envisagé entre 2002 et 2003, se concrétisa durant son second mandat. Le retour de la Nouvelle Russie en Afrique fut ponctué par des séjours diplomatiques dans deux régions stratégiques : le Maroc pour l'Afrique du Nord et l'Afrique du Sud pour l'Afrique australe.<sup>1368</sup> Accompagné d'une centaine d'hommes d'affaires, Vladimir Poutine lança officiellement l'offensive russe sur le continent africain. En mars 2007, le premier ministre russe Mikhaïl Fradkov visita l'Angola, la Namibie et l'Afrique du Sud.<sup>1369</sup>

<sup>1365</sup> Joël Té-Léssia Assoko. « Guinée : Rusal démarre le projet de bauxite de Dian-Dian ». *Jeune Afrique* [en ligne] 11 juillet 2014. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/8377/economie/guin-e-rusal-d-marre-le-projet-de-bauxite-de-dian-dian/>>. Consulté le 5 juin 2019.

<sup>1366</sup> Jean Fiawoumo. « Après une décennie perdue, la Russie redécouvre l'Afrique ». *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*. N°3018 (septembre 2003) : 1858.

<sup>1367</sup> Cité dans Larissa Zoba. *Problématiques de développement et d'intégration dans la zone CEMAC*. Bangui : Editions CEMAC, 2010, p. 102.

<sup>1368</sup> Le président Vladimir Poutine visita le continent africain deux fois au cours de son second mandat : en 2006 (Maroc et Afrique du Sud) et en 2008 (Libye).

<sup>1369</sup> Mikhaïl Lebedev. « La Russie qui venait du froid ». *Géopolitique africaine*. N°37 (juillet-septembre 2010) : 211-212.

*Le Concept de politique étrangère* adopté le 12 juillet 2008 par le successeur de Poutine au Kremlin, Dmitri Medvedev, reprenait les grandes lignes de la stratégie africaine du précédent gouvernement. Dorénavant, la Russie comptait poursuivre son retour en Afrique et « étendre les contacts multisectoriels avec les États africains sur une base bilatérale et multilatérale » ; « construire un dialogue et une coopération dans le cadre du G8 » ; « contribuer à la résolution des crises en Afrique » ; développer le dialogue avec l'Union africaine et les organisations sous-régionales pour « connecter la Russie aux projets économiques du continent ». <sup>1370</sup>

Fin juin 2009, le président Medvedev effectua une vaste tournée africaine. Quatre pays africains étaient au programme : l'Égypte (Afrique du Nord), le Nigéria (Afrique de l'Ouest), la Namibie (Afrique australe) et l'Angola (Afrique centrale). Cette visite envoya un signal fort au continent : la Russie était de retour et entraînait dans le Grand jeu africain. À ce titre, l'agence officielle chinoise *Xinhua* commenta : « La visite de Medvedev, la seconde d'un président russe en Afrique subsaharienne (...), a envoyé au monde le message que la Russie fait des efforts pour retrouver son influence d'avant la chute de l'Union soviétique sur le continent riche en ressources ». <sup>1371</sup> Pour l'africaniste russe Apollon Davidson, le retour de la Russie en Afrique était une démarche légitime pour Moscou : « Si les Américains sont désormais actifs dans l'espace post-soviétique, il est naturel que nos dirigeants veuillent montrer que nous pouvons être actifs hors de cet espace ». <sup>1372</sup>

La tournée africaine de Dmitri Medvedev fut un évènement historique dans les relations russo-africaines. Accompagné d'une forte délégation de 400 personnes, parmi lesquels il y avait les dirigeants des géants russes du secteur minier et pétro-gazier (Gazprom, Lukoil, Rosatom), le président russe annula 20 des 25 milliards de dollars de dette de l'Afrique à l'égard de l'ex-URSS, ce qui plaça la Russie en matière d'annulation de la dette en troisième position dans la liste des pays du G8. <sup>1373</sup> Des contrats pour un montant total de 3 milliards de dollars furent

---

<sup>1370</sup> « Россия будет расширять разноплановое взаимодействие с африканскими государствами на двусторонней и многосторонней основе, включая диалог и сотрудничество в рамках "Группы восьми", содействовать скорейшему урегулированию региональных конфликтов и кризисных ситуаций в Африке. Будет развиваться политический диалог с Африканским союзом и субрегиональными организациями, будут использоваться их возможности для подключения России к экономическим проектам на континенте ». *Le Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie du 12 juillet 2008*. Disponible en ligne sur <<https://normativ.kontur.ru/document?moduleId=1&documentId=131926&rangeId=2836576>>. Consulté le 28 juillet 2019.

<sup>1371</sup> Junior Ouattara, Ridha Kéfi. « Dossier : Le monde courtise l'Afrique ». *New African*. N° 11 (novembre-décembre 2009) : 11.

<sup>1372</sup> "If the Americans are now active in the post-Soviet region, then it's only natural if our leadership wants to show we can be active not only in post-Soviet region." In : Anna Smolchenko. "Russia ventures back to Africa." *Mail & Guardian* [en ligne] June 21, 2009. Disponible sur <<https://mg.co.za/article/2009-06-21-russia-ventures-back-to-africa>>. Consulté le 12 juin 2019.

<sup>1373</sup> Larissa Zoba. *Problématiques de développement et d'intégration dans la zone CEMAC*. Bangui : Editions CEMAC, 2010, p. 107.

signés, dont un contrat phare de co-entreprise entre la société Gazprom et la Compagnie nationale de pétrole nigérien (Nigerian National Petroleum Corporation, NNPC), baptisée Nigaz, pour le projet de construction d'un oléoduc de 360 km reliant le sud du Delta du Niger au nord du Nigéria.<sup>1374</sup> Cette signature permet à Moscou de se placer en première ligne sur le projet du gazoduc transsaharien qui vise à approvisionner directement l'Union européenne en gaz nigérien et ainsi réduire la dépendance énergétique de l'UE vis-à-vis de la Russie.<sup>1375</sup>

Du 15 au 16 juin 2010, à l'occasion du cinquantenaire des indépendances africaines, le gouvernement russe organisa une rencontre interparlementaire entre la Russie et l'Afrique. Trente-neuf pays africains furent conviés à Moscou pour définir les nouveaux horizons de la coopération russo-africaine à l'ère du XXI<sup>e</sup> siècle. Un forum d'affaires se tint en marge de cette rencontre.<sup>1376</sup> Dès lors, les rencontres d'affaires entre la Russie et les pays d'Afrique se multiplièrent. Le 16 décembre 2011, à Addis Abeba, la capitale éthiopienne et le siège de l'Union africaine, dans l'idée de créer un « Davos russe » en Afrique, se déroula le plus important forum d'affaires russo-africain, depuis la dislocation de l'Union soviétique. Malgré les faibles retombées de cette rencontre, Moscou poursuivit l'offensive commerciale. Le 10 juillet 2013, dans la ville russe d'Ekaterinbourg, se déroula le forum économique « Oural-Afrique » qui rassembla des opérateurs économiques russes et africains. La même année, Moscou se tourna vers son partenaire africain des BRICS, l'Afrique du Sud, et y ouvrit une quatrième mission économique sur le continent à Prétoria, après l'Égypte, l'Algérie et le Maroc.

---

<sup>1374</sup> Junior Ouattara, Ridha Kéfi. « Dossier : Le monde courtise l'Afrique ». *New African*. N°11 (novembre-décembre 2009) : 11.

<sup>1375</sup> Le projet de construction du gazoduc transsaharien prévu pour 2020 est toujours en attente de lancement. La présence de Moscou dans cette affaire est mal prise par l'UE qui y voit, selon Mikhail Korchemkin, chef du département d'Analyse gazière de l'Europe de l'Est au sein d'un cabinet-conseil américain, une volonté « (...) [d'] acheter tout le gaz produit autour de l'Europe (notamment en Afrique) et le revendre à ses propres termes ». Junior Ouattara, Ridha Kéfi. « Dossier : Le monde courtise l'Afrique ». *New African*. N°11 (novembre-décembre 2009) : 11. Voir aussi Michael Pauron. « Gazprom ou le retour de Moscou ». *Jeune Afrique*. N°2606 (décembre 2010) : 73.

La thèse de la volonté de la Russie de dominer le marché d'exportation de certaines matières premières, comme notamment le gaz et le pétrole, et de maintenir la dépendance de l'Europe au gaz naturel russe est également mentionnée dans l'article "Russia is Back in Africa" de l'ancien ambassadeur d'Afrique du Sud en Russie et au Kazakhstan, Gerrit Olivier, et Dmitry Suchkov, secrétaire exécutif de l'AFROCOM (*Coordinating Committee on Economic Cooperation with Sub Saharan Africa*). À ce titre, voir également Gerrit Olivier and Dmitry Suchkov. "Russia is Back in Africa." *Strategic Review for Southern Africa*. Vol 37. No 2 (November 2015) : 152.

<sup>1376</sup> Biennvenu Ipan. « Afrique : du 15 au 16 juin 2010, Conférence interparlementaire 'Russie-Afrique' : les élus du pays attendus à Moscou ». *AllAfrica* [en ligne] 30 avril 2010. Disponible sur <<https://fr.allafrica.com/stories/201004300595.html>>. Consulté le 15 février 2018. Source d'origine : <<https://lepotentiel.cd/>>.

Voir aussi [UNIDO] [Kandeh K. Yumkella]. « Mezhdunarodnaya mezhparlamentskaya konferentsiya 'Rossiya-Afrika' : gorizonty sotrudnichestva' ». [« Conférence parlementaire internationale 'Russie-Afrique : les horizons d'une coopération' »]. *United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)* [en ligne] 21 juin 2010. Disponible sur <[http://www.unido.ru/news/rossija\\_afrika/](http://www.unido.ru/news/rossija_afrika/)>. Consulté le 15 février 2018.

Depuis 2014, la politique russe à l'égard de l'Afrique s'intensifie. Les sanctions américaines et européennes à cause de la Crimée et l'embargo russe en représailles sur les produits agricoles européens poussèrent la Russie à s'attaquer, après les secteurs miniers, pétro-gazier et l'armement, à l'agroalimentaire. Dans une interview accordée au journal *Jeune Afrique*, lors de la tenue de la huitième édition des MEDays de Tanger, au Maroc, en novembre 2015, Alexeï Vassiliev<sup>1377</sup>, ancien représentant spécial de la Russie pour les relations avec l'Afrique, confirma l'intérêt croissant de la Russie pour le continent africain et assura la volonté de Moscou de construire une nouvelle coopération fondée sur l'échange, la solidarité et la non-ingérence<sup>1378</sup> :

Oui, nous reprenons pied [en Afrique]. Les sanctions économiques européennes au moment de la crise ukrainienne y sont sans doute pour quelque chose... Grâce à ce boycott économique, nous avons été obligés de diversifier nos partenaires. Je crois que l'Afrique est une formidable opportunité pour la Russie car elle nous offre la possibilité de sortir de notre dépendance envers l'Union européenne. (...). Nous sommes davantage dans une logique d'échange et de solidarité.  
(...).

<sup>1377</sup> De décembre 2001 à février 2006, le poste de représentant spécial du Président de la Fédération de Russie pour les relations avec l'Afrique fut occupé par Nodari Simoniya. Alexeï Vassiliev occupa cette fonction de février 2006 à mars 2011. De mars 2011 à octobre 2014, ce poste fut occupé par Mikhaïl Margelov. Depuis octobre 2014, le vice-ministre des Affaires étrangères Mikhail Bogdanov est le nouveau « Monsieur Afrique » du Kremlin. Il exerce la fonction de représentant spécial de la Russie pour les relations avec l'Afrique et le Moyen-Orient. « Spetsialnye predstaviteli Prezidenta Rossiyskoy Federatsii », in : *Wikipédia*, l'encyclopédie libre [en ligne]. Fondation Wikimedia, dernière modification faite le 10 mai 2019. Disponible sur <[https://ru.wikipedia.org/wiki/Специальные\\_представители\\_Президента\\_Российской\\_Федерации](https://ru.wikipedia.org/wiki/Специальные_представители_Президента_Российской_Федерации)>. Consultée le 8 mai 2019.

<sup>1378</sup> Dans le *Concept de politique étrangère* de la Fédération de Russie, approuvé par le président Vladimir Poutine, le 30 novembre 2016, en remplacement du *Concept de politique étrangère* du 12 février 2013, la Russie, exclue du « Groupe des huit » (G-8), après le rattachement de la Crimée en 2014, réitère son engagement à « élargir sa coopération diversifiée avec les États d'Afrique sur une base bilatérale et multilatérale ; « développer les liens commerciaux et économiques mutuellement avantageux et renforcer le partenariat global » ; « contribuer à la prévention des conflits », « développer un partenariat avec l'Union africaine et les organisations sous-régionales ». La Russie a rejoint le « Groupe des sept » (G-7) en 1997 sous la présidence de Boris Eltsine. Les présidents américain Donald Trump et français Emmanuel Macron étaient favorables en 2019 à une réintégration de la Russie au sein du groupe des pays les plus industrialisés.

Du côté russe, l'entrée de la Crimée dans la Fédération de Russie n'est pas considérée comme une annexion, mais un rattachement, le retour d'un territoire appartenant à l'Empire russe. Voir [Le Monde]. « La Crimée demande officiellement son rattachement à la Russie ». *Le Monde* [en ligne] 16 mars 2014. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/16/les-crimeens-plebiscitent-le-rattachement-a-la-russie\\_4383980\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/16/les-crimeens-plebiscitent-le-rattachement-a-la-russie_4383980_3214.html)>. Consulté le 15 décembre 2022.

Voir « Donald Trump se dit favorable à la reformation du G8, avec la Russie ». *Le Monde* [en ligne] 20 août 2019. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/20/donald-trump-se-dit-favorable-a-la-reformation-du-g8-avec-la-russie\\_5501115\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/20/donald-trump-se-dit-favorable-a-la-reformation-du-g8-avec-la-russie_5501115_3210.html)>. Consulté le 1 septembre 2019. Voir également Jacques Hubert-Rodier, Grégoire Poussielgue. « Emmanuel Macron : un 'oui mais' au retour d'un G8 avec la Russie ». *Les Echos* [en ligne] 21 août 2019. Disponible sur <<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/emmanuel-macron-un-oui-mais-au-retour-dun-g8-avec-la-russie-1125639>>. Consulté le 1 septembre 2019.

Voir l'article 99 du *Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie approuvé par le président russe Vladimir Poutine le 30 novembre 2016*. Texte intégral disponible en français sur <[http://www.mid.ru/fr/foreign\\_policy/official\\_documents/-/asset\\_publisher/CptICk6BZ29/content/id/2542248](http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICk6BZ29/content/id/2542248)>. Consulté le 1 septembre 2019.

Aujourd'hui, nous, nous sommes pour la coopération bilatérale, nous ne voulons pas nous imposer.<sup>1379</sup>

Depuis l'instauration des sanctions, Moscou absorbe 60% des exportations agroalimentaires du Maroc.<sup>1380</sup> La Russie a établi de nombreux partenariats économiques dans l'importation des produits halieutiques d'Afrique (Afrique du Sud, Sénégal, Mozambique, Île Maurice).<sup>1381</sup> Depuis 2018, Moscou prévoit, via les sociétés Uralkali, spécialisée dans la production et l'exportation d'engrais potassiques, et Uralchem, fabricant russe de fertilisants, d'établir un hub russe au Zimbabwe et en Zambie pour l'acheminement directe des engrais russes à destination des acheteurs africains.<sup>1382</sup> Le groupe Uralchem cherche à devenir actionnaire majoritaire dans la compagnie zimbabwéenne Chemplex, le plus gros producteur d'engrais phosphatés du pays.<sup>1383</sup> L'objectif est ainsi défini par Mikhaïl Gamandiy-Egorov, journaliste russe, spécialiste de l'Afrique, dans l'article « La Russie en Afrique : le grand retour ? » (2018) :

(...) réduire considérablement les prix des engrais pour les agriculteurs africains, en y élimant les intermédiaires : le plus souvent ni russes, ni africains... Des intermédiaires qui revendaient ces engrais sur place au prix de 450-500 dollars la tonne. La création dudit hub russe sur place et des livraisons directes dans les ports africains permettront de le diminuer jusqu'à 250-300 dollars la tonne.<sup>1384</sup>

---

<sup>1379</sup> Les MEDays, lancés en 2008, sont des forums internationaux qui se tiennent tous les ans à Tanger sous le haut patronage du roi Mohammed VI. Appelé également le Forum du Sud, cette institution contribue au dialogue Nord-Sud dans divers domaines (géostratégique, politique, économique et sociale). Interview d'Alexei Vassiliev dans *Jeune Afrique*. Voir François-Xavier Freland. « Alexei Vassiliev : La Russie peut être utile à l'Afrique ». *Jeune Afrique* [en ligne] 13 novembre 2015. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/278717/politique/alexei-vassiliev-la-russie-peut-etre-utile-a-lafrique/>>. Consulté le 5 mai 2019.

<sup>1380</sup> Patrick Nelle. « Afrique-Russie : un nouveau partenariat économique ». *Forbes Afrique* (juillet-août 2015) : 65.

<sup>1381</sup> Depuis la limitation de 90% des livraisons de fruits de mers et poissons en provenance de Norvège, l'un des principaux fournisseurs sur le marché russe, Moscou a engagé des pourparlers avec le Sénégal pour augmenter les quotas de pêches aux navires russes et pour exporter le poisson vers la Russie sans passer par l'Europe et importe, depuis l'été 2014, massivement le poisson du Mozambique. Voir Muriel Pomponne. « Vers un retour de la Russie en Afrique ? ». *RFI* [en ligne] 5 décembre 2014. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/hebdo/20141205-russie-afrique-commerce-echange-cooperation-matieres-premieres-armement-diplomatie-education-guerre-froide-urss>>. Consulté le 8 mai 2019.

Voir « Russie-Afrique : Moscou élargit la coopération avec le Mozambique ». *Afrique Asie* [en ligne] 25 juillet 2014. Disponible sur <<http://www.afrique-asie.fr/russie-afrique-moscou-elargit-la-cooperation-avec-le-mozambique/>>. Consulté le 8 mai 2019.

<sup>1382</sup> Mikhaïl Gamandiy-Egorov. « La Russie en Afrique : le grand retour ? ». *SputnikNews* [en ligne] 21 février 2018. Disponible sur <[https://fr.sputniknews.com/points\\_de\\_vue/201802211035234492-russie-afrique-retour/](https://fr.sputniknews.com/points_de_vue/201802211035234492-russie-afrique-retour/)>. Consulté le 10 juin 2019.

<sup>1383</sup> Espoir Olodo. « Zimbabwe : le fabricant d'engrais russe Uralchem veut entrer au capital de Chemplex ». *Agence Ecofin* [en ligne] 16 janvier 2019. Disponible sur <<https://www.agenceecofin.com/industrie/1601-63273-zimbabwe-le-fabricant-dengrais-russe-uralchem-veut-entrer-au-capital-de-chemplex>>. Consulté le 9 mai 2019.

<sup>1384</sup> Mikhaïl Gamandiy-Egorov. « La Russie en Afrique : le grand retour ? ». *SputnikNews* [en ligne] 21 février 2018. Disponible sur <[https://fr.sputniknews.com/points\\_de\\_vue/201802211035234492-russie-afrique-retour/](https://fr.sputniknews.com/points_de_vue/201802211035234492-russie-afrique-retour/)>. Consulté le 10 juin 2019.



Depuis le lancement de son offensive commerciale, Moscou se rapproche étroitement des dirigeants africains. Ainsi, le président guinéen Alpha Condé était l'invité d'honneur du président Poutine au Forum économique international de Saint-Pétersbourg (rendez-vous incontournable des milieux d'affaires russes), du 16 au 18 juin 2016. Le chef guinéen n'hésita pas à encourager le rapprochement entre la Russie et l'Afrique et présenta la Guinée comme « une porte d'entrée de la Russie vers l'Afrique occidentale » : « Je vous assure, Monsieur le Président, que nous sommes prêts à devenir la 'brigade d'assaut' à travers laquelle vous allez vous offrir l'entrée du continent africain ». <sup>1385</sup> Depuis mai 2017, Moscou reçoit régulièrement un nombre croissant de diplomates et d'entrepreneurs africains au Forum économique de Saint-Pétersbourg. En mai 2018, l'invité spécial du Forum d'affaires russe était le président centrafricain Faustin-Archange Touadéra. Au Forum économique de juin 2019, Moscou réaffirma son engagement en Afrique et sa volonté d'augmenter les échanges économiques avec le continent. Pour le directeur général d'Exiar (une agence publique de soutien aux exportateurs russes), Nikita Gusakov : « Nous avons l'objectif stratégique, d'ici à 2024, de doubler nos exportations vers l'Afrique, hors matières premières. Aujourd'hui, l'Afrique est le seul continent où une croissance à deux chiffres est possible ». <sup>1386</sup>

Hormis les échanges dans le cadre du Forum économique de Saint-Pétersbourg, Moscou poursuit l'offensive commerciale en multipliant, depuis fin 2017, les rencontres diplomatiques en Russie et sur le continent africain. L'année 2018, marquée par deux séjours diplomatiques du ministre des Affaires étrangères russe Sergueï Lavrov en Afrique (la tournée africaine de mars 2018 et la rencontre avec le président rwandais Paul Kagame à Kigali en juin 2018) fut la plus riche en événements. <sup>1387</sup> La rencontre entre le ministre des Affaires étrangères russe et le

<sup>1385</sup> « Alpha Condé à Vladimir Poutine : 'la Guinée pourrait devenir une porte d'entrée pour la Russie vers l'Afrique occidentale' ». *Ambassade de la Fédération de Russie en République de Guinée* [en ligne] date de publication inconnue. Disponible sur <[https://guinea.mid.ru/web/guinee-fr/actualites-de-l-ambassade/-/asset\\_publisher/u42v15IwZdLL/content/alpha-conde-a-poutine-la-guinee-pourrait-devenir-une-porte-d-entree-de-la-russie-vers-l-afrique-occidentale-?inheritRedirect=false](https://guinea.mid.ru/web/guinee-fr/actualites-de-l-ambassade/-/asset_publisher/u42v15IwZdLL/content/alpha-conde-a-poutine-la-guinee-pourrait-devenir-une-porte-d-entree-de-la-russie-vers-l-afrique-occidentale-?inheritRedirect=false)>. Consulté le 24 juin 2019.

<sup>1386</sup> Cité dans « Economie : la Russie veut intensifier ses échanges avec l'Afrique ». *RFI* [en ligne] 8 juin 2019. Disponible en ligne sur <<http://www.rfi.fr/europe/20190608-russie-afrique-forum-economique-saint-petersbourg>>. Consulté le 12 juin 2019.

<sup>1387</sup> Romain Gras. « Infographie : Poutine étend son empire en Afrique ». *Jeune Afrique* [en ligne] 9 août 2018. Disponible en ligne sur <<https://www.jeuneafrique.com/mag/610831/politique/infographie-poutine-etend-son-empire-en-afrique/>>. Consulté le 15 juin 2019.

Au cours de l'année 2018, plusieurs dirigeants africains se rendirent à Moscou : Ali Bongo Ondimba (Gabon), F.-A. Touadéra (RCA), Macky Sall (Sénégal), Abdel Fattah al-Sissi (Égypte). En 2019, ce fut au tour d'Emmerson Mnangagwa (Zimbabwe), João Lourenço (Angola), Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville), Filipe Nyusi (Mozambique). Lors du séjour du président mozambicain en Russie, du 20 au 23 août 2019, Moscou annonça l'annulation de plus de 90% de la dette du Mozambique auprès de la Russie. Voir Joséphine Dedet. « Enquête : Russie -Afrique, les secrets d'une reconquête ». *Jeune Afrique*. N°3057-3058 (du 11 au 24 août 2019) : 23. Voir également Edvard Chesnokov. « Prezident Mozambika : Rossiya spisala 90% nashego dolga, my tsenim takikh partnerov ». [Le président du Mozambique : « La Russie a effacé 90% de notre dette, nous valorisons de

dirigeant rwandais Paul Kagame, alors président en exercice de l'Union africaine (du 28 janvier 2018 au 10 février 2019), permit de renforcer le Protocole d'accord, signé le 17 septembre 2014, entre le Ministère russe des Affaires étrangères et la Commission de l'Union africaine. Ainsi, la Russie et l'UA s'accordèrent sur la mise en place d'un accord-cadre qui définit les bases conceptuelles de la nouvelle coopération russo-africaine.<sup>1388</sup> Moscou assura soutenir l'organisation panafricaine dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé et le trafic des stupéfiants. Le partenaire russe a notamment manifesté la volonté de rejoindre l'Office africain de police criminelle (Afripol), basé en Algérie, en qualité d'État d'observateur. La nouvelle coopération russo-africaine s'effectuera dans les domaines de l'éducation, la science et les technologies, la recherche, les partenariats universitaires, les projets d'infrastructure, l'énergie, l'agriculture et les investissements.<sup>1389</sup>

Le rapprochement avec les dirigeants africains permit à Moscou de positionner stratégiquement ses plus grandes entreprises sur le continent, procédant notamment au rachat des parts d'actions des sociétés publiques africaines et étrangères présentes dans les pays. Ainsi, Rusal possède 85% du capital de la société nationale nigériane de production d'aluminium, Alcon (Aluminium Smelter Company of Nigeria).<sup>1390</sup> Aujourd'hui, les géants miniers, pétroliers et les banques d'investissement russes (Renaissance Capital, VTB Bank, Vi-Holding, Gazprom, Lukoil, Evraz, Rusal/Sual, Renova, Nornickel, Alrosa, Rosneft, Rosatom, Nordgold, Severstal, GeoProMining, Ferrum Mining) opèrent dans plusieurs pays du continent,

---

tels partenaires »]. *Komsomol'skaya pravda* [en ligne] 21 août 2019. Disponible sur <<https://www.spb.kp.ru/daily/27019.4/4081204/>>. Consulté le 25 août 2019.

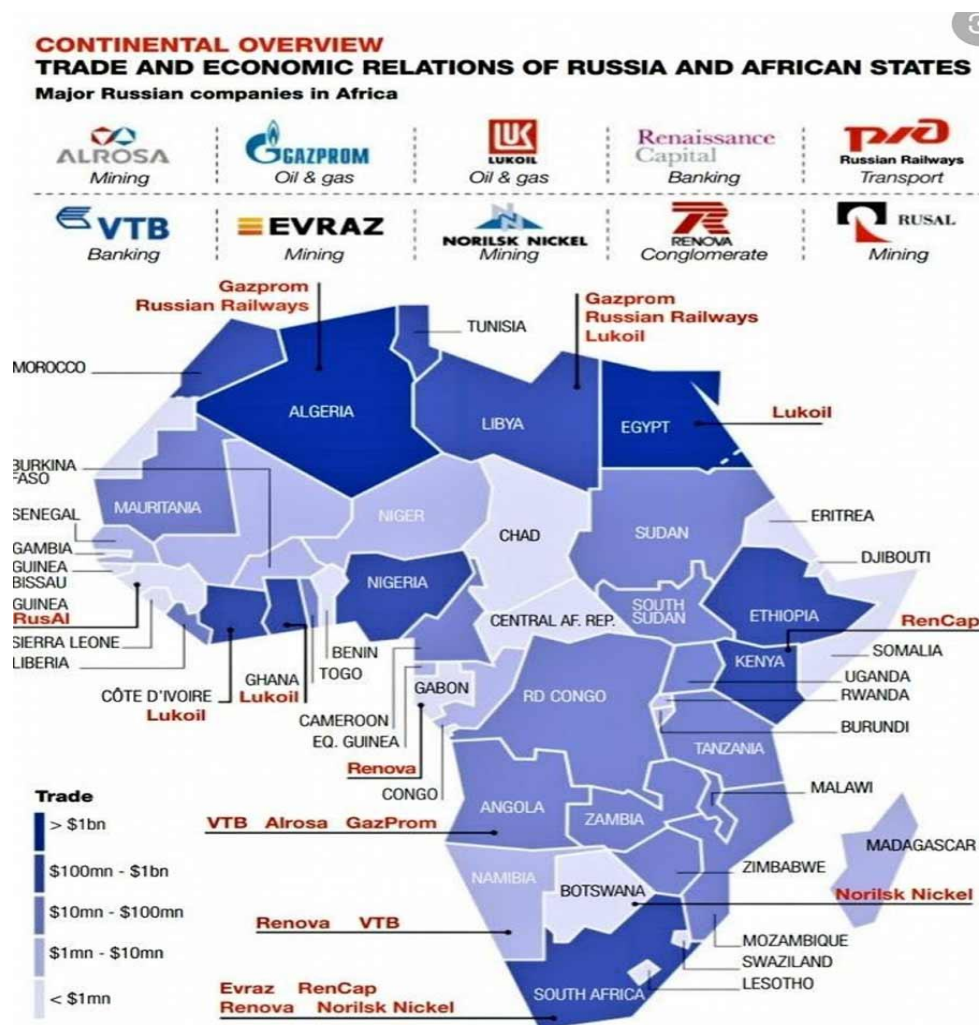
<sup>1388</sup> Andrey Kadomtsev. « Ukreplenie Rossii i Kitaya v Afrike vse bol'she trevozhit Zapad (chast' 2) ». *Interaffaires* [en ligne] 26 mars 2019. [Andrey Kadomtsev. « Le renforcement de la Russie et de la Chine en Afrique inquiète de plus en plus l'Occident (partie 2) »]. Disponible sur <<https://interaffaires.ru/news/show/22021>>. Consulté le 17 juin 2019.

<sup>1389</sup> *Communiqué conjoint adopté suite aux pourparlers du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avec le Président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki Mahamat, Addis-Abeba, 9 mars 2018*. Texte disponible en ligne sur <[http://www.mid.ru/fr/foreign\\_policy/news/-/asset\\_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/3115239](http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/3115239)>. Consulté le 24 juin 2019.

<sup>1390</sup> « Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie ». *Hommes d'Afrique Magazine* [en ligne] 12 mai 2018. Texte disponible sur <<http://hommesdafrique.com/668/>>. Consulté le 21 juin 2019.

principalement en Afrique du Nord où on retrouve également la compagnie des Chemins de fer russe (*Rossiiskie Jeleznie Dorogui, RJD*)<sup>1391</sup>, en Afrique occidentale et australe.<sup>1392</sup>

Carte : « Commerce et relations économiques entre la Russie et les États Africains »



Source : Russia Briefing. Voir Chris Devonshire-Ellis. "Russia-Africa Continental Investment Opportunities and Potential Explained." *Russia Briefing* [en ligne] October 17, 2019. Consulté le 20 juillet 2020.

<sup>1391</sup> La compagnie des Chemins de fer russe « RJD » est actuellement envisagée par l'Union africaine pour devenir un candidat potentiel à la construction du chemin de fer transafricain qui reliera l'Afrique entière du nord au sud, passant par Dakar (Sénégal)– Port-Soudan (Soudan)- Cape Town (Afrique du Sud). Ce mega-projet ferroviaire traversera plus d'une dizaine de pays africains. La Russie donna son accord au X<sup>e</sup> sommet des BRICS qui s'est tenu à Johannesburg (Afrique du Sud) en juillet 2018. Voir Bella Lomanova. « 'RJD' namereno stroit' i modernizirovat' zheleznye dorogi v Afrike i Braziliï ». *Gazeta Gudok* [en ligne] 25 juillet 2018. Traduction : Bella Lomanova. « 'RJD' prévoit de construire et de moderniser les réseaux ferroviaires en Afrique et au Brésil ». Disponible sur <<https://www.gudok.ru/news/?ID=1427862>>. Consulté le 3 juillet 2019.

<sup>1392</sup> Voir la carte : « Commerce et relations économiques entre la Russie et les États africains ». Source : Russia Briefing. Voir Chris Devonshire-Ellis. "Russia-Africa Continental Investment Opportunities and Potential Explained." *Russia Briefing* [en ligne] October 17, 2019. Consulté le 20 juillet 2020.

Cette carte permet de constater qu'après l'Afrique du Nord, les entreprises russes sont le plus actives en Afrique de l'Est (Ethiopie et Kenya), en Afrique de l'Ouest (Nigéria, Ghana et Côte d'Ivoire) et en Afrique du Sud. Ces quatre régions concentrent le plus haut volume d'échanges économiques entre la Russie et l'Afrique.

Hormis la diplomatie des matières premières et la coopération dans le domaine agroalimentaire, la Russie se démarque de plus en plus ces dernières années dans la défense et la vente d'armes en Afrique. Entre 2016 et 2017, Moscou reçut du continent des commandes pour l'entretien et la maintenance des équipements militaires russes d'occasion et livra des armes (hélicoptères de transport et de combat, avions de combat et systèmes de missiles sol-air) à de nombreux pays africains : Angola, Burkina Faso, Cameroun, Guinée Equatoriale, Ghana, Mali, Nigéria, Soudan et Soudan du Sud.<sup>1393</sup> Des partenariats et accords militaires, notamment dans la lutte contre le terrorisme et la piraterie, furent établis avec la RD Congo, l'Ouganda (allié traditionnel des États-Unis), le Burkina Faso, la Guinée Conakry, l'Angola, le Soudan, la Centrafrique (RCA) et Madagascar.

L'intérêt russe pour la reconquête du marché africain fut démontré au salon international de la Sécurité et de la Défense « Shield Africa » qui se déroula à Abidjan du 22 au 24 janvier 2019. Moscou y trouva une plateforme pour présenter ses produits aux futurs clients africains. Alexander Mikheev, directeur général de Rosoboronexport, n'hésita pas à rappeler l'engagement russe auprès des organisations sous-régionales africaines dans la lutte contre le terrorisme, la piraterie et le crime organisé :

Shield Africa 2019 est le premier événement d'exposition de Rosoboronexport de cette nouvelle année. (...). C'est symbolique parce que 2019 devrait être l'Année de l'Afrique pour le système de coopération militaro-technique de la Russie, durant laquelle plusieurs projets importants avec les pays du continent seront mis en œuvre. Nous avons travaillé de façon productive avec les plus grandes associations d'Afrique subsaharienne, telles que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) [il s'agit ici du mémorandum signé entre la SADC et la Russie qui prévoyait des sessions de formation et d'entraînement] et le G5 Sahel. Rosoboronexport aide ses partenaires et compte sur une coopération accrue dans la lutte contre le terrorisme, le crime organisé, la piraterie et la sécurité.<sup>1394</sup>

<sup>1393</sup> Kumar Malhotra. « La Russie est-elle un acteur clé en Afrique ? ». *BBC* [en ligne] 9 janvier 2019. Disponible en ligne sur <<https://www.bbc.com/afrique/region-46811868>>. Consulté le 5 juin 2019. Voir la carte en annexe : « Le marché de l'armement russe en Afrique ».

<sup>1394</sup> "Shield Africa 2019 is the first exhibition event for Rosoboronexport in the new year. (...). This is symbolic because 2019 should be the Year of Africa for Russia's system of military-technical cooperation, in which several important projects with the countries of the continent will be implemented. We have been fruitfully working with the largest associations in sub-Saharan Africa, such as the Southern African Development Community (SADC) and G5 Sahel. Rosoboronexport helps its partners and looks forward to increased cooperation in countering terrorism, organized crime, piracy and providing security." "Rosoboronexport Promotes Wares at Shield Africa",

Engagée dans la lutte contre le terrorisme et le maintien de la paix, la Russie participe aux missions de stabilisation des Nations Unies sur le continent. Le 3 juin 2019, le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé l'affectation de trente militaires russes à la Minusca (la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en Centrafrique).<sup>1395</sup>

Adoptant un discours sécuritaire intense (« faire de l'Afrique un territoire sûr »<sup>1396</sup>), Moscou ne cesse d'envoyer des techniciens et des instructeurs militaires. Présents dans les pays pour l'entretien de l'arsenal militaire soviétique et la formation des forces armées locales, la Russie tente d'asseoir progressivement sa présence militaire sur le continent. Les activités des techniciens et des conseillers russes font souvent l'objet d'interrogations. Au-delà du simple entretien, la livraison d'armes et la formation des militaires africains, les instructeurs militaires russes, qui souvent s'avèrent être des mercenaires issus de groupes militaires privés russes (les groupes Wagner<sup>1397</sup> et Sewa Security Services), assurent la sécurité rapprochée des présidents africains, comme ce fut le cas pour le soudanais Omar el-Béahir (renversé depuis le coup d'État du 11 avril 2019) et le centrafricain Faustin-Archange Touadéra, dont le conseiller en matière de sécurité nationale est actuellement le russe Valery Zakharov, suspecté d'être un vétéran du

---

*DefenceWeb*, [en ligne], January 24, 2019. Disponible sur <<https://www.defenceweb.co.za/industry/industry-industry/rosoboronexport-promotes-wares-at-shield-africa/>>. Consulté le 17 juin 2019.

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (*Stockholm International Peace Research Institute*, SIPRI), pour la période entre 2014 et 2018, la Russie est le premier fournisseur d'armes en Afrique. La majorité des armes russes importées en Afrique sont destinées à l'Afrique du nord (49%) qui importe également 15% d'armes en provenance des États-Unis, 10% de la Chine et 7,8% de la France. Le premier client de la Russie au Maghreb est l'Algérie. En Afrique subsaharienne, la Russie reste en tête de liste en matière d'exportation d'armes avec 28% contre 24% pour la Chine, 8,3% pour l'Ukraine (dont les ventes d'armes ont chuté de 79% depuis 2013), 7,1% pour les États-Unis et 6,1% pour la France. Voir Pieter D. Wezeman, Aude Fleurant, Alexandra Kuimova. "SIPRI Fact Sheet : Trends in International Arms Transfers, 2018." *Stockholm International Peace Research Institute* [en ligne] (March 2019) : 8. Disponible sur <[https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-03/fs\\_1903\\_at\\_2018.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-03/fs_1903_at_2018.pdf)>. Téléchargé le 30 juillet 2019.

<sup>1395</sup> Daniel Vallot. « RCA : des militaires russes bientôt dans la Minusca ». *RFI* [en ligne] 4 juin 2019. Disponible sur <<https://amp.rfi.fr/fr/afrique/20190604-rca-militaires-russes-bientot-minusca>>. Consulté le 20 juin 2019.

<sup>1396</sup> " (...) to make Africa a safe territory." Déclaration d'Alexander Mikheev au salon *Shield Africa 2019*. Voir "Rosoboronexport Promotes Wares at Shield Africa." *DefenceWeb* [en ligne] January 24, 2019. Disponible sur <<https://www.defenceweb.co.za/industry/industry-industry/rosoboronexport-promotes-wares-at-shield-africa/>>. Consulté le 17 juin 2019.

<sup>1397</sup> La société paramilitaire Wagner, créée en 2014, est réputée pour ses interventions en Ukraine, Syrie, au Soudan, en Libye, au Venezuela et en RCA. Ses mercenaires sont également présents en RD Congo, à Madagascar, en Angola, au Mozambique, au Zimbabwe, en Guinée Conakry et Guinée-Bissau « où ils proposent leurs services en matière de sécurité contre des concessions pétrolières ou minières ». Voir Joséphine Dedet. « Enquête : Russie -Afrique, les secrets d'une reconquête ». *Jeune Afrique*. N°3057-3058 (du 11 au 24 août 2019) : 23.

Le groupe est notamment soupçonné d'être derrière l'assassinat, le 30 juillet 2018, de trois journalistes russes envoyés par le Fond d'investigation de l'opposant russe en exil à Londres, Mikhaïl Khodorkovski, pour enquêter sur ses activités en RCA. Voir « RCA : les 3 journalistes russes tués enquêtaient sur une société militaire privée ». *RFI* [en ligne] 1 août 2018. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20180801-rca-journalistes-russes-tues-enquetaient-societe-militaire-privée-wagner>>. Consulté le 12 août 2019.

FSB (service de sécurité intérieure russe, ex-KGB).<sup>1398</sup> Le média anglais *Times*, dans un article de la journaliste Jane Flanagan paru le 10 janvier 2019, "Russian Mercenaries Help Put Down Sudan Protests", affirmait que des mercenaires russes du groupe de sécurité privée Wagner aidaient à réprimer les manifestations anti-Béchar.<sup>1399</sup> Le groupe Sewa Security, de son côté, assure également la sécurité de Lobaye Invest, une société minière appartenant au milliardaire russe Evgueni Khodotov, créée le 25 octobre 2017 à Bangui, capitale centrafricaine, qui a obtenu le droit d'exploitation de plusieurs concessions.<sup>1400</sup> Depuis la visite du président congolais Denis Sassou Nguesso à Moscou, fin mai 2019, qui se couronna par des accords dans le domaine énergétique et la signature d'un accord sur la livraison de nouvelles armes russes au régime de Brazzaville, Moscou, après Khartoum et Bangui, y envoie un nouveau groupe de conseillers militaires, ce qui ne cesse d'irriter Paris qui y voit une intrusion dans sa zone d'influence traditionnelle et qualifie l'action russe en Afrique « d'initiatives opportunistes et souvent intéressées ».<sup>1401</sup> En effet, lors de son séjour russe, le président congolais témoigna toute sa sympathie à la Russie et invita Moscou à s'impliquer davantage en Afrique, en particulier en Afrique centrale :

Vous savez que le Congo occupe une position stratégique en Afrique centrale. Et maintenant heureusement nous assistons à une paix totale dans la région de l'Afrique centrale. En même temps, dans notre région, au centre et à l'ouest de la RDC [République démocratique du Congo], au nord de la RCA [République centrafricaine] et au Tchad, des

---

<sup>1398</sup> Vincent Hugué. « Afrique : comment Moscou supplante la France ». *L'Express* [en ligne] 1 décembre 2018. Disponible sur <[https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/centrafrique-comment-moscou-supplante-la-france\\_2051136.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/centrafrique-comment-moscou-supplante-la-france_2051136.html)>. Consulté le 10 juin 2019.

<sup>1399</sup> Jane Flanagan. « Russian Mercenaries Help Put Down Sudan Protests ». *The Times* [en ligne] January 10, 2019. Disponible sur <<https://www.thetimes.co.uk/article/russian-mercenaries-help-put-down-sudan-protests-vw0gzngq8>>. Consulté le 15 juin 2019.

<sup>1400</sup> Laurent Ribadeau-Dumas. « Le 'grand retour' de la Russie sur le continent africain ». *FranceInfo Afrique* [en ligne] 1 septembre 2018. Disponible sur <[https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/le-grand-retour-de-la-russie-sur-le-continent-africain\\_3054793.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/le-grand-retour-de-la-russie-sur-le-continent-africain_3054793.html)>. Consulté le 15 juin 2019.

Pour concurrencer la présence de groupes militaires privés étrangers en Afrique, comme *Frontier Services Group* (FSG) qui assure la sécurité des activités d'affaires des sociétés privées chinoises en Afrique et le groupe russe Wagner, Paris, par l'intermédiaire de l'ex-adjoint au chef de cabinet du président français Emmanuel Macron, Alexandre Benalla, prévoit de faire de la société de sécurité et d'intelligence économique française Comya, créée en novembre 2018, « un géant européen » dans le domaine de la sécurité pour protéger « l'économie européenne en Afrique ». Voir « Benalla se lance à l'assaut de l'Afrique afin de concurrencer la Russie ». *Sputnik* [en ligne] 16 juillet 2019. Disponible sur <<https://fr.sputniknews.com/amp/international/201907161041683198-benalla-se-lance-a-assaut-de-afrique-afin-de-concurrencer-la-russie/>>. Consulté le 19 juillet 2019. Voir également Philippe Plassart. « Alexandre Benalla : 'Les européens manquent à l'appel en Afrique' ». *Le nouvel économiste* [en ligne] 15 juillet 2019. Disponible sur <<https://www.lenouveleconomiste.fr/alexandre-benalla-fondateur-de-comya-71691/>>. Consulté le 19 juillet 2019.

<sup>1401</sup> Daniel Vallot. « Congo-Brazzaville : Le président Sassou Nguesso reçu par Vladimir Poutine ». *RFI* [en ligne] 23 mai 2019. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20190523-congo-b-le-president-sassou-nguesso-recu-le-president-russe-poutine>>. Consulté le 15 juin 2019. Voir également « La ministre française des armées en Centrafrique pour deux jours ». *Le Monde* [en ligne] 10 décembre 2018. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/10/la-ministre-francaise-des-armees-en-centrafrique-pour-deux-jours\\_5395144\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/10/la-ministre-francaise-des-armees-en-centrafrique-pour-deux-jours_5395144_3212.html)>. Consulté le 20 juin 2019.

signaux inquiétants nous parviennent. Boko Haram ravage l'ouest du Cameroun. Vous connaissez la situation au Gabon avec Ali Bongo. Et nous sommes au centre de tous ces événements.

Nous présidons la conférence des pays du groupe des Grands Lacs. Et nous jouons un rôle stabilisateur en Afrique, (...). Nous espérons que la Russie nous épaulera pour créer la paix dans la région africaine.<sup>1402</sup>

La Russie prévoit également d'ouvrir des représentations militaires sur le continent africain. Après une tentative avortée à Djibouti, Moscou, suite à des accords conclus en mai 2019, procéda à l'ouverture de bureaux du ministère de la Défense russe au sein des ministères de la Défense du Soudan et de la RCA.<sup>1403</sup> Depuis l'arrêt de l'opération militaire française Sangaris en RCA (2013-2016), la Russie semble vouloir également reprendre le flambeau de la France dans la lutte contre le terrorisme en Afrique francophone. Après Bangui, fin juin 2019, les ministres de la défense russe et malien signèrent un accord intergouvernemental de coopération militaire. Malgré la présence française dans le cadre de l'opération Barkhane, qui faisait l'objet de nombreuses critiques, la Russie se disait « prête à contribuer à la normalisation de la situation au Mali et à la création de conditions pour une paix et une stabilité durable ».<sup>1404</sup>

---

<sup>1402</sup> « Вы знаете, что Конго занимает стратегическую позицию в Центральной Африке. И сейчас, к счастью, в регионе Центральной Африки мы видим полное умиротворение. В то же время в нашем регионе, в центре и на западе ДРК [Демократической Республики Конго], на севере ЦАР [Центральноафриканской Республики] и Чада есть определённые тревожные послы. На западе Камеруна свирепствует « Бoko Харам ». Вы знаете ситуацию в Габоне с Али Бонго. И мы находимся в центре всех этих событий. Мы председательствуем в конференции стран – участниц группы Великих озёр. И мы играем стабилизационную роль в Африке, (...). Мы надеемся, что Россия плечом к плечу выступит с нами в этом, чтобы создать покой в африканском регионе ». *Peregovory Prezidenta Vladimira Putina s Prezidentom Respubliki Kongo Denis Sassou-Nguesso* (Moskva, 23/05/2019). [*Echanges entre le Président Vladimir Poutine et le Président de la République du Congo Denis Sassou-Nguesso* (Moscou, 23 mai 2019)]. Texte disponible en ligne sur <<http://special.kremlin.ru/events/president/transcripts/60575>>. Consulté le 28 mai 2019.

<sup>1403</sup> Artiom Nikulin. « Rossiya otkryvaet predstavitel'stva minoborony RF v TSAR i Sudane » [« La Russie ouvre des représentations du ministère russe de la défense en RCA et au Soudan »]. *Riafan* [en ligne] 24 mai 2019. Disponible sur <<https://riafan.ru/1181352-rossiya-otkryvaet-predstavitelstva-minoborony-rf-v-car-i-sudane>>. Consulté le 24 juin 2019.

Le 14 août 2019, la Russie a procédé à la livraison gratuite de la deuxième partie des armes promise au gouvernement centrafricain (première livraison effectuée en janvier 2018) pour équiper 8 bataillons des FACA formés par des instructeurs russes. « RCA : Deuxième livraison des armes à Bangui par la Russie ». *Afrique Panorama* [en ligne] 19 août 2019. Disponible sur <<https://afriquepanorama.com/2019/08/19/rca-deuxieme-livraison-des-armes-a-bangui-par-la-russie/>>. Consulté le 20 août 2019.

<sup>1404</sup> Ibou Sy. « Mali-Russie : Un accord est signé ». *News aBamako* [en ligne] 26 juin 2019. Disponible sur <<http://news.abamako.com/h/215444.html>>. Consulté le 27 juin 2019. Voir également Aza Boukhris. « L'offensive militaire russe au Mali ». *Mondafrique* [en ligne] 8 juillet 2019. Disponible sur <<https://mondafrique.com/loffensive-militaire-russe-au-mali/amp/>>. Consulté le 8 juillet 2019.

La France s'efforce depuis de réanimer son dialogue avec l'Afrique. Le 11 juillet 2019, le gouvernement du président Emmanuel Macron rencontra à l'Elysée les représentants de la diaspora africaine dans le but « de développer une relation 'plus égalitaire' entre la France et les pays africains ». Voir également « Emmanuel Macron organise un 'grand débat' avec les 'diasporas africaines' ». *AFP* [en ligne] 11 juillet 2019. Disponible sur <<https://www.france24.com/fr/20190711-france-grand-debat-emmanuel-macron-diasporas-africaines-afrique>>. Consulté le 18 juillet 2019.

Le même mois, un accord de coopération militaire fut signé avec la Guinée-Bissau.<sup>1405</sup> Le Niger, pays riche en uranium et terre de prédilection pour la multinationale française Areva, prévoit de rouvrir son ambassade en Russie.<sup>1406</sup>

Malgré l'activisme de Moscou en Afrique, ses échanges économiques avec le continent restent faibles, comparés aux autres puissances rivales. Au premier semestre 2018, le volume des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique représentait presque 200 milliards de dollars, 70 milliards entre les pays africains et l'Inde et 53 milliards de dollars entre les États-Unis et le continent africain.<sup>1407</sup> Avec un volume d'échanges commerciaux de 17 milliards de dollars (Afrique du Nord comprise), la Russie est actuellement l'un des plus petits acteurs économiques sur le continent.<sup>1408</sup> Contrairement à la Chine qui, selon le rapport de McKinsey de juin 2017, détient plus de 10 000 entreprises en Afrique, dont 90% sont des sociétés privées<sup>1409</sup>, la faiblesse économique russe sur le continent est, quant à elle, renforcée par la quasi-absence de petites et moyennes entreprises qui n'osent pas s'aventurer sur le continent faute d'information, d'encadrement et de garantie juridique face à l'insécurité et à l'instabilité politique ambiante.<sup>1410</sup> La Russie ne compte pas pour autant abandonner. Comme la Chine et

<sup>1405</sup> Evgeniy Krutikov. « Rossiyskie voennye vozmuzh pod opeku odno iz samykh dikikh stran Afriki » [« L'armée russe s'occupera de l'un des pays les plus sauvages d'Afrique »]. *Vzglyad* [en ligne] 27 juin 2019. Disponible sur <<https://vz.ru/world/2019/6/27/984338.html>>. Consulté le 27 juin 2019.

<sup>1406</sup> Joséphine Dedet. « Enquête : Russie -Afrique, les secrets d'une reconquête ». *Jeune Afrique*. N°3057-3058 (du 11 au 24 août 2019) : 28.

<sup>1407</sup> Voir Arnaud Kalika. « Le 'grand retour' de la Russie en Afrique ? ». *Russie. Nei. Visions. IFRI*. N° 114 (avril 2019) : 7.

Disponible sur <[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/kalika\\_russie\\_afrique\\_2019.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/kalika_russie_afrique_2019.pdf)>. Téléchargé le 20 juin 2019.

<sup>1408</sup> *Ibid.* Le volume des échanges commerciaux entre la Russie et les pays d'Afrique subsaharienne représentait 3,6 milliards de dollars en 2017. Voir également « Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie ». *Hommes d'Afrique Magazine* [en ligne] 12 mai 2018. Texte disponible sur <<http://hommesdafrique.com/668/>>. Consulté le 21 juin 2019.

<sup>1409</sup> Irene Yuan Sun, Kartik Jayaram, Omid Kassiri. "Dance of The Lions and Dragons. How Are Africa and China Engaging, and How Will The Partnership Evolve ?". *McKinsey & Company* [en ligne] June 2017 : 11.

Disponible <<https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/featured%20insights/Middle%20East%20and%20Africa/The%20closest%20look%20yet%20at%20Chinese%20economic%20engagement%20in%20Africa/Dance-of-the-lions-and-dragons.ashx>>. Consulté le 10 juin 2019.

<sup>1410</sup> L'absence de vols directs entre la Russie et l'Afrique, excepté avec le Caire en Égypte (interrompus en novembre 2015, les vols devaient reprendre au cours de l'année 2019, mais à cause de la pandémie du coronavirus l'échéance a été repotée) et Luanda en Angola, complique les échanges. Voir « V Égypte anonsirovali vozobnovlenie charternix reysov iz Rossii do kontsa goda ». *Izvestiya* [en ligne] 24 juin 2019. [« L'Égypte annonce la reprise des vols directs avec la Russie d'ici la fin de l'année »]. Disponible sur <<https://iz.ru/892221/2019-06-24/v-egipte-anonsirovali-vozobnovlenie-charterov-iz-rossii-do-kontca-goda>>. Consulté le 27 juin 2019.

La Russie envisageait de rétablir fin février 2021 les vols avec les villes égyptiennes Sharm El-Sheikh et Hurghada. La pandémie du COVID-19 retarde aujourd'hui la reprise des vols. Voir Mohamed Samir. "Russian flights to Return to Sharm El-Sheikh and Hurghada End-February." *Daily News Egypt* [en ligne] February 18, 2021. Disponible sur <<https://dailynewsegypt.com/2021/02/18/exclusive-russian-flights-to-return-to-sharm-el-sheikh-and-hurghada-end-february/>>. Consulté le 19 février 2021.

Voir aussi [Agence fédérale de tourisme]. « Les vols pour l'Égypte 2021 : Informations sur la situation à Hurghada et Sharm El-Sheikh ». Disponible sur <<http://www.kremlinrus.ru/article/181/136631/>>.



l'Inde, le gouvernement russe mise sur la formation d'une nouvelle élite africaine russophile (Moscou a notamment proposé à l'UA de former des diplomates africains à l'Académie diplomatique du Ministère russe des Affaires étrangères)<sup>1411</sup>, augmentant le quota d'admission d'étudiants étrangers dans les universités et centres de formation russes, ainsi que le nombre de bourses d'études attribuées qui reste faible, comparé à la demande.<sup>1412</sup> Ainsi, en 2019, Moscou délivra seulement 1 819 bourses sur un total de 30 000 demandes de bourses d'études en provenance du continent africain.<sup>1413</sup> Pour regagner l'Afrique, Moscou joue la carte de la sympathie héritée de l'époque de l'amitié des peuples. La Russie cherche à réactiver le réseau de sa diaspora et augmenter le nombre de centres culturels présents dans les pays.<sup>1414</sup> Le ministère des Affaires étrangères russe organise régulièrement des rencontres entre ressortissants russes d'Afrique et du Moyen-Orient. Moscou n'hésite pas également à soutenir les médias panafricains.<sup>1415</sup> Afin de mieux asseoir son ancrage sur le continent et raviver les liens politico-économiques, le gouvernement russe organisa du 23 au 24 octobre 2019 dans la ville de Sotchi le premier sommet « Russie-Afrique ». Selon Arnaud Dubien, chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), cette rencontre devait parachever

<sup>1411</sup> *Communiqué conjoint adopté suite aux pourparlers du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avec le Président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki Mahamat, Addis-Abeba, 9 mars 2018.* Texte disponible sur <[http://www.mid.ru/fr/foreign\\_policy/news/-/asset\\_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/3115239](http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/3115239)>. Consulté le 15 mars 2021.

<sup>1412</sup> En 2017, la Russie accorda des bourses d'études à plus de 1 800 étudiants africains. En 2018, le pays comptait 15 000 étudiants africains sur son territoire et 27 000 en mars 2021. Voir « Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie ». *Hommes d'Afrique Magazine* [en ligne] 12 mai 2018. Texte disponible sur <<http://hommesdafrique.com/668/>>. Consulté le 21 juin 2019.

Voir également « Putin porutchil izuchit' vopros uvelitcheniya kvoty inostrantsam na utchebu v Rossiyu ». [« Le président Poutine demande au gouvernement de réfléchir sur l'augmentation des quotas d'admission des étudiants étrangers dans les universités russes »]. *Ria Novosti* [en ligne] 31 mai 2019. Disponible sur <<https://ria.ru/20190531/1555162368.html?fbclid=IwAR1PSUeyF3Zq8Wa6cvzmN6wjyqvjtqe6AGibKKZHeUBT4qxYa2M6Abj82E>>. Consulté le 21 juin 2019.

<sup>1413</sup> Olga Kulkova. « Chto Rossiya mozhet predlozhit' Afrike ». [« Qu'est-ce que la Russie peut proposer à l'Afrique »]. *Russian Council on International Affairs* [en ligne] 14 août 2019. Disponible sur <[https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/chto-rossiya-mozhet-predlozhit-afrike/?fbclid=IwAR2-Fqkd-Tw17Bwi3DceRmjC\\_QKchd3cB9NcYgQWFFR4bRWUhqokMCuHPPEE](https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/chto-rossiya-mozhet-predlozhit-afrike/?fbclid=IwAR2-Fqkd-Tw17Bwi3DceRmjC_QKchd3cB9NcYgQWFFR4bRWUhqokMCuHPPEE)>. Consulté le 15 août 2019.

<sup>1414</sup> Aujourd'hui, il ne reste que neuf centres scientifiques et culturels russes (ces centres constituent le réseau de formation scientifique et culturel russe à l'étranger appelé *Rossotrudnichestvo*) sur le continent africain : deux en Égypte, un au Maroc, un en Tunisie, un en Afrique du Sud, un en Zambie, un en Tanzanie, un en Éthiopie et un seul en Afrique francophone, au Congo-Brazzaville. *Rossotrudnichestvo* prévoit d'ouvrir de nouveaux centres sur le continent. Voir Olga Kulkova. « Chto Rossiya mozhet predlozhit' Afrike ». *Russian Council on International Affairs* [en ligne] 14 août 2019. Disponible sur <[https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/chto-rossiya-mozhet-predlozhit-afrike/?fbclid=IwAR2-Fqkd-Tw17Bwi3DceRmjC\\_QKchd3cB9NcYgQWFFR4bRWUhqokMCuHPPEE](https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/chto-rossiya-mozhet-predlozhit-afrike/?fbclid=IwAR2-Fqkd-Tw17Bwi3DceRmjC_QKchd3cB9NcYgQWFFR4bRWUhqokMCuHPPEE)>. Consulté le 15 août 2019.

<sup>1415</sup> Ce fut notamment le cas pour la célèbre chaîne panafricaine « Afrique Média Tv » qui, en juillet 2014, face à la décision de l'opérateur de télévision français « CanalSat » (aujourd'hui, « Canal ») de suspendre sa diffusion, s'est vue offrir par la Russie le droit d'émettre depuis l'un de ses satellites. Annonce parue sur la page Facebook officielle d'Afrique Média Tv, le 26 juillet 2014. Disponible sur <<https://www.facebook.com/Seba/>>. Consulté le 10 juin 2019.

le retour de la Russie en Afrique.<sup>1416</sup> Pour la journaliste Sarah Jenkins, ce sommet était « l'occasion pour la Russie de conforter son positionnement comme grande puissance (...) ».<sup>1417</sup> Moscou convia à cette rencontre historique non seulement les dirigeants des États africains, mais également des acteurs non-gouvernementaux et des représentants des organisations régionales et sous-régionales du continent.<sup>1418</sup>

### 3.2. La politique africaine des États-Unis sous les Administrations Obama et Trump : du rêve à la désillusion ?

Malgré l'augmentation de l'aide américaine<sup>1419</sup> et la multiplication des programmes humanitaires en faveur du continent, la fin de la présidence de George W. Bush fut marquée par le renforcement d'un sentiment antiaméricain en Afrique et dans le monde. Comme l'indique dans l'article "Africa : Beware of Obama's Second Term" (2013) le professeur Abdi Ismail Samatar, président en 2013 de l'Association des études africaines (*African Studies Association*, ASA), l'image des États-Unis avait été ruinée « à cause des excès de la 'guerre contre le terrorisme' ». <sup>1420</sup>

Si l'arrivée à la présidence de George W. Bush suscita de nombreuses interrogations en Afrique, la victoire à l'élection présidentielle américaine du 4 novembre 2008 d'un candidat noir du parti démocrate aux origines africaines fut chaleureusement accueillie par les Africains. Adekeye Adebajo, chercheur et directeur de l'Institut de pensée et de conversation panafricaine (*Institute for Pan-African Thought and Conversation*, IPATC) de l'Université de Johannesburg,

<sup>1416</sup> [Le Courrier du Vietnam]. « Le 1<sup>er</sup> Sommet 'Russie – Afrique' se tiendra en octobre à Sotchi ». *Le Courrier du Vietnam* [en ligne] 29 mai 2019. Disponible sur <<https://www.lecourrier.vn/le-1er-sommet-russie-afrique-se-tiendra-en-octobre-prochain-a-sotchi/606559.html>>. Consulté le 26 juin 2019.

La Russie souhaite par ce forum encourager l'implication des petites et moyennes entreprises russes dans le commerce avec l'Afrique. Voir également « Lavrov : Rossiya rasschityvaet privesti na afrikanskij rynek malyj i srednij biznes ». *TASS* [en ligne] 16 juillet 2019. Traduction : « Lavrov : La Russie compte amener en Afrique les petites et moyennes entreprises russes ». Disponible en ligne sur <[https://tass.ru/politika/6669505?utm\\_source=facebook.com&utm\\_medium=social&utm\\_campaign=smm\\_social\\_share](https://tass.ru/politika/6669505?utm_source=facebook.com&utm_medium=social&utm_campaign=smm_social_share)>. Consulté le 18 juillet 2019.

Interview d'Arnaud Dubien dans *Jeune Afrique*. Voir Joséphine Dedet. « Enquête : Russie-Afrique, les secrets d'une reconquête ». *Jeune Afrique*. N°3057-3058 (du 11 au 24 août 2019) : 27.

<sup>1417</sup> Sarah Jenkins. « Les enjeux du sommet Russie-Afrique ». *Journal Afrique Expansion*. N° 410 (31 juillet 2019) : 181.

<sup>1418</sup> Olga Kulkova. « Chto Rossiya mozhet predlozhit' Afrike ». *Russian Council on International Affairs* [en ligne] 14 août 2019. Disponible sur <[https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/chto-rossiya-mozhet-predlozhit-afrike/?fbclid=IwAR2-Fqkd-Twl7Bwi3DceRmjC\\_QKchd3cB9NcYgQWFFR4bRWUhqokMCuHPPEE](https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/chto-rossiya-mozhet-predlozhit-afrike/?fbclid=IwAR2-Fqkd-Twl7Bwi3DceRmjC_QKchd3cB9NcYgQWFFR4bRWUhqokMCuHPPEE)>. Consulté le 15 août 2019.

Le prochain sommet « Russie-Afrique » est prévu en 2023.

<sup>1419</sup> Sous l'Administration Bush, l'aide américaine à l'Afrique subsaharienne passa, entre 2002 et 2010, de 1,4 milliards de dollars à 8,1 milliards. Voir Jennifer G. Cooke. « De Clinton à Obama, les États-Unis et l'Afrique ». *Politique étrangère* Volume 2 (2013) : 71.

<sup>1420</sup> " (...) due to the excesses of the 'war on terror'." Abdi Ismail Samatar. "Africa: Beware of Obama's Second Term." *African Studies Review*. Vol. 56. No. 2 (2013) : 180.

dans un article paru dans la revue *Great Decisions* en janvier 2015, qualifia cette fièvre africaine pour le sénateur d'Illinois d'Obamamania<sup>1421</sup>, citant les déclarations enthousiasmées des dirigeants africains. Ainsi, le président du Kenya (patrie du père du 44<sup>e</sup> président des États-Unis), Mwai Kibaki, n'hésita pas à s'approprier la victoire du président Obama, avançant que « la victoire du sénateur Obama est la victoire de notre pays, en raison de ses racines, ici au Kenya. En tant que pays, nous sommes fiers de son succès ». <sup>1422</sup> Pour mieux « célébrer l'exploit historique du sénateur Obama et du [Kenya] », le président kényan décréta fériée la journée de jeudi 6 novembre 2008. <sup>1423</sup>

L'arrivée à la Maison Blanche d'un couple présidentiel noir (Barack et Michelle Obama) était vécue par les communautés afro-américaines et africaines non seulement comme un événement historique majeur dans un pays où la population noire avait subi l'esclavage et ses méfaits, comme l'inégalité socio-économique, mais était avant tout perçue comme un symbole de foi et d'espoir. Pour le président sud-africain Kgalema Petrus Motlanthe (septembre 2008-mai 2009), la victoire de Barack Hussein Obama à la présidence américaine « (...) porte l'espoir de millions (...) de personnes d'ascendance africaine, tant sur le continent africain que dans la diaspora ». <sup>1424</sup> Cette victoire symbolisait la victoire sur les préjugés et la foi dans le changement, en particulier pour le continent africain. L'arrivée d'Obama aux affaires devait, selon Motlanthe, « contribuer de manière significative aux efforts déployés par le continent africain pour parvenir au 'changement auquel ils [les Africains] peuvent croire' ». <sup>1425</sup>

Les dirigeants et les observateurs africains croyaient que Barack H. Obama, né d'un père kényan, serait plus sensible aux problématiques africaines et comprendrait mieux que ses prédécesseurs les enjeux réels du continent. Comme le décrit Nicolas Van De Walle dans l'article "Obama and Africa : Lots of Hope, Not Much Change" (2015), les dirigeants africains

<sup>1421</sup> Adekeye Adebajo. "The U.S. and Africa: The Rise and Fall of Obamamania." *Great Decisions* (2015) : 55.

<sup>1422</sup> *Ibid.* "The victory of Senator Obama is our own victory because of his roots here in Kenya. As a country, we are full of pride for his success."

<sup>1423</sup> *Obama Day*, journée fériée au Kenya en l'honneur de la victoire de Barack Hussein Obama à l'élection présidentielle américaine. Voir Caroline Delabroy. « 'L'exploit' d'Obama célébré par un jour férié au Kenya ». *France24* [en ligne] 5 novembre 2018. Disponible sur <<https://www.france24.com/fr/20081105-lexploit-dobama-celebre-jour-ferie-kenya-election-americaine>>. Consulté le 15 août 2019.

<sup>1424</sup> " (...) carries with it hope for millions (...) of people of particularly of the African descent both in the continent of Africa as well as those in the diaspora." "Motlanthe Joins Leaders in Congratulating Obama." *Mail & Guardian* [en ligne] November 5, 2008. Disponible sur <<https://mg.co.za/article/2008-11-05-motlanthe-joins-leaders-in-congratulating-obama>>. Consulté le 15 août 2019.

<sup>1425</sup> "contribute significantly to efforts in the continent of Africa to help bring about 'change they can believe in'." "Motlanthe Joins Leaders in Congratulating Obama." *Mail & Guardian* [en ligne] November 5, 2008. Disponible sur <<https://mg.co.za/article/2008-11-05-motlanthe-joins-leaders-in-congratulating-obama>>. Consulté le 15 août 2019.

nourrissaient le rêve d'établir un nouveau partenariat avec les États-Unis et aspiraient à une politique étrangère américaine plus centrée sur le continent :

(...) La nouvelle [l'élection du président Obama] a été accueillie avec un immense espoir en Afrique subsaharienne, (...). (...). L'idée se répandit que ce fils d'un père kényan saurait non seulement mieux comprendre le continent (mieux que tous ses prédécesseurs à la Maison Blanche), mais qu'il le traiterait comme une priorité stratégique et y affecterait plus de ressources.<sup>1426</sup>

Les dirigeants sud-africains Nelson Mandela et Kgalema Motlanthe demandaient au « digne fils d'Afrique » de ne pas oublier le continent et de lutter contre ses grands fléaux, à savoir : la maladie et la pauvreté. Mandela appelait à « faire confiance à Obama pour que les fléaux que sont la maladie et la pauvreté reçoivent une attention sans cesse renouvelée de la future Administration américaine ».<sup>1427</sup> Motlanthe, quant à lui, espérait « un véritable partenariat avec les États-Unis pour parvenir à surmonter les défis du continent »<sup>1428</sup> : « Nous exprimons l'espoir que la pauvreté et le sous-développement en Afrique, qui restent un défi pour l'Humanité, continueront de faire l'objet d'une attention accrue au sein de la nouvelle Administration ».<sup>1429</sup> Ainsi, les États africains espéraient quitter le parapluie du paternalisme américain pour construire un nouveau partenariat, plus équilibré et mutuellement bénéfique.<sup>1430</sup> Ils appelaient l'Administration Obama à se défaire de leur position unilatéraliste et adopter plus de multilatéralisme : « Beaucoup aspiraient à ce que les États-Unis deviennent moins unilatéraux et plus multilatéraux: en d'autres termes, moins impérialistes et moins militaristes ».<sup>1431</sup>

Le 10 juillet 2009, dans le cadre de son premier séjour en qualité de président des États-Unis en Afrique, après avoir visité l'Égypte, le président Obama se rendit au Ghana où il délivra un discours poignant adressé à l'Afrique subsaharienne. Dénonçant la corruption, les coups

<sup>1426</sup> " (...) the news [Obama's victory] was greeted with enormous hope in sub-Saharan Africa, (...). (...). This son of a Kenyan father would not only understand the continent better than his predecessors in the White House, the thinking went, but he would also treat it as a strategic priority and direct more resources its way." Nicolas Van de Walle. "Obama and Africa: Lots of Hope, Not Much Change." *Foreign Affairs*. Vol. 94. No. 5 (September/October 2015) : 54.

<sup>1427</sup> « L'Afrique exulte après le triomphe d'Obama ». *RFI* [en ligne] 5 novembre 2008. Disponible sur <[http://www1.rfi.fr/actufr/articles/107/article\\_74397.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/107/article_74397.asp)>. Consulté le 15 août 2019.

<sup>1428</sup> *Ibid.*

<sup>1429</sup> "We express the hope that poverty and under-development in Africa which remains a challenge for humanity will indeed continue to receive a greater attention of the focus of the new administration." "Motlanthe Joins Leaders in Congratulating Obama." *Mail & Guardian* [en ligne] November 5, 2008. Disponible sur <<https://mg.co.za/article/2008-11-05-motlanthe-joins-leaders-in-congratulating-obama>>. Consulté le 15 août 2019.

<sup>1430</sup> Paul Tiyambe Zeleza. "Obama's Africa Policy : The Limits of Symbolic Power." *African Studies Review*. Vol. 56. No. 2 (September 2013) : 168.

<sup>1431</sup> "Many yearned for the United States to become less unilateralist and more multilateralist : in short, less imperialist and less militaristic." *Ibid.*, p. 170.

d'État et la fraude électorale, le président américain rappela au continent la nécessité d'une bonne gouvernance pour le développement, n'hésitant pas à clamer que « l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, mais d'institutions fortes » et d'assurer :

L'Amérique ne cherchera pas à imposer un système quelconque de gouvernement à aucune autre nation. La vérité essentielle de la démocratie est que chaque nation détermine elle-même son destin. Ce que fera l'Amérique, en revanche, ce sera d'accroître son aide aux personnes et aux institutions responsables, en mettant l'accent sur l'appui à la bonne gouvernance : aux parlements, qui maîtrisent les abus de pouvoir et s'assurent que les voix de l'opposition peuvent s'exprimer ; à la règle de droit, qui garantit l'égalité de tous devant la justice ; à la participation civile, afin que les jeunes soient actifs dans la vie politique ; et à des solutions concrètes à la corruption telles que l'expertise comptable, l'automatisation des services, le renforcement des dispositifs permettant de dénoncer la corruption, la protection des lanceurs d'alerte, afin de promouvoir la transparence et la responsabilité.<sup>1432</sup>

Pour Obama, l'Afrique du nouveau millénaire participait, au même titre que les autres centres de pouvoir, à la construction d'une nouvelle architecture du monde : « le XXI<sup>e</sup> siècle sera influencé par ce qui se passera non seulement à Rome ou à Moscou ou à Washington, mais aussi à Accra ».<sup>1433</sup>

Le discours d'Accra lançait le message fort de l'engagement américain sur le sol africain. Le président Obama rappela que le devoir des États-Unis était « (...) de soutenir ceux qui agissent de façon responsable et d'isoler ceux qui ne le font pas (...) ».<sup>1434</sup> Pour les observateurs africains, le discours du président Barack Obama devant le parlement ghanéen démontrait l'intérêt de la nouvelle Administration américaine pour les affaires africaines et nourrissait, d'une certaine manière, les rêves de changement en Afrique, particulièrement l'effondrement des vieux systèmes dictatoriaux corrompus.

Malgré les promesses annoncées et l'emploi d'une rhétorique pro-africaine, encourageant l'autonomisation africaine (*African empowerment*) et rappelant « qu'il revient aux Africains de

---

<sup>1432</sup> "Africa doesn't need strongmen, it needs strong institutions." "America will not seek to impose any system of government on any other nation - the essential truth of democracy is that each nation determines its own destiny. What we will do is increase assistance for responsible individuals and institutions, with a focus on supporting good governance - on parliaments, which check abuses of power and ensure that opposition voices are heard; on the rule of law, which ensures the equal administration of justice; on civic participation, so that young people get involved; and on concrete solutions to corruption like forensic accounting, automating services, strengthening hotlines, and protecting whistle-blowers to advance transparency and accountability." "President Obama's Speech to Ghana's Parliament, Accra, July 11, 2009." In : *Voice of America* [en ligne] November 2, 2009. Disponible sur <<https://www.voanews.com/archive/president-obamas-speech-ghanas-parliament>>. Consulté le 22 août 2019.

<sup>1433</sup> "The 21st century will be shaped by what happens not just in Rome or Moscow or Washington, but by what happens in Accra as well." "President Obama's Speech to Ghana's Parliament, Accra, July 11, 2009." In : *Voice of America* [en ligne] November 2, 2009. Disponible sur <<https://www.voanews.com/archive/president-obamas-speech-ghanas-parliament>>. Consulté le 22 août 2019.

<sup>1434</sup> " (...) to support those who act responsibly and to isolate those who don't (...)." *Ibid.*

décider de l'avenir de l'Afrique »<sup>1435</sup>, le continent, que le président Obama qualifiait dans ses discours de partenaire des États-Unis, était en réalité loin d'occuper une place prioritaire dans la politique étrangère américaine. Dans la Stratégie de sécurité nationale adoptée en mai 2010 (*National Security Strategy*, NSS), l'Administration du président Obama, comme les précédentes (Clinton et Bush), privilégiait, pour la résolution des problématiques mondiales, la construction de relations avec l'Europe, l'Asie, les Amériques et le Moyen-Orient. Washington portait notamment un intérêt particulier aux puissances émergentes du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) et à l'Indonésie :

Le point de départ (...) sera notre engagement avec les autres pays. La relation entre les États-Unis et nos amis et alliés proches en Europe, en Asie, dans les Amériques et au Moyen-Orient (...) est la pierre angulaire de cet engagement. Nous travaillons à l'établissement de partenariats plus profonds et plus efficaces avec d'autres centres d'influence clés, notamment la Chine, l'Inde et la Russie, ainsi que des pays de plus en plus influents tels que le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Indonésie, afin de pouvoir coopérer sur des questions bilatérales et d'amplitude mondiale, sachant que le pouvoir, dans un monde interconnecté, n'est plus un jeu à somme nulle.<sup>1436</sup>

Dans ce document qui définissait la nouvelle doctrine américaine en matière de politique étrangère, l'Afrique apparaissait en dernière position dans la liste des régions ayant un intérêt majeur pour les États-Unis. L'Asie-Pacifique avec la Chine et l'Inde arrivait en tête de file. Pour l'Administration Obama, Pékin occupait une place prépondérante. Washington pensait que la construction « d'une relation pragmatique et efficace (...) [avec] la Chine [était] essentielle pour relever les grands défis du XXI<sup>e</sup> siècle ».<sup>1437</sup> Avec l'Inde, la nouvelle Administration américaine aspirait au développement d'un partenariat stratégique pour notamment « (...) promouvoir la stabilité en Asie du Sud et partout ailleurs dans le monde ».<sup>1438</sup> Envers la Russie qui venait en seconde position après l'Asie, les États-Unis cherchaient à « construire (...) une relation stable, substantielle, multidimensionnelle, fondée sur des intérêts

---

<sup>1435</sup> "Africa's future is up to Africans." *Ibid.*

<sup>1436</sup> "The starting point (...) will be our engagement with other countries. The cornerstone of this engagement is the relationship between the United States and our close friends and allies in Europe, Asia, the Americas, and the Middle East (...). We are working to build deeper and more effective partnerships with other key centers of influence—including China, India, and Russia, as well as increasingly influential nations such as Brazil, South Africa, and Indonesia—so that we can cooperate on issues of bilateral and global concern, with the recognition that power, in an interconnected world, is no longer a zero sum game." *National Security Strategy*, Washington D. C. : The White House, May 2010, p. 3. Disponible sur <<http://nssarchive.us/NSSR/2010.pdf>>. Téléchargé le 24 août 2019.

<sup>1437</sup> "a pragmatic and effective relationship between the United States and China is essential to address the major challenges of the 21st century." *National Security Strategy*. Washington D. C. : The White House, May 2010, p. 43. Disponible sur <<http://nssarchive.us/NSSR/2010.pdf>>. Consulté le 24 août 2019.

<sup>1438</sup> *Ibid.*, pp. 43-44. " (...) to promote stability in South Asia and elsewhere in the world."

mutuels».<sup>1439</sup> En troisième position arrivait ce que l'Administration Obama qualifiait de « centres d'influence émergents » (*emerging centers of influence*), à savoir : l'ensemble des pays membres du Groupe des vingt (G-20), dont principalement l'Indonésie, « quatrième pays le plus peuplé du monde»<sup>1440</sup>, et le Brésil, « un partenaire important pour faire face au changement climatique et promouvoir la sécurité énergétique », en collaboration avec qui Washington espérait promouvoir les valeurs du développement économique et de la prospérité.<sup>1441</sup> La quatrième et dernière position revenait au continent africain où l'Administration Obama accordait une attention particulière à l'Afrique du Sud, membre du G-20, dont la démocratie dynamique et le leadership au niveau régional et mondial faisaient de ce pays un partenaire essentiel des États-Unis.<sup>1442</sup>

À l'égard de l'Afrique subsaharienne, l'Administration Obama adopta les grandes lignes des stratégies africaines des Administrations Clinton et Bush, à savoir : le libre marché, la prévention des conflits, le maintien de la paix, l'antiterrorisme, la lutte contre la corruption et le renforcement de la démocratie et de la bonne gouvernance.<sup>1443</sup> Autrement dit, en théorie les quatre principaux piliers de la stratégie africaine des États-Unis consistaient à : 1) renforcer les institutions démocratiques ; 2) stimuler la croissance économique, le commerce et les investissements ; 3) faire progresser la paix et la sécurité ; 4) promouvoir les opportunités et le développement.<sup>1444</sup>

Dans la vision américaine des priorités, l'Afrique restait néanmoins importante surtout dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, héritée de la précédente Administration. Dans la résolution des crises sur le continent, le nouveau gouvernement américain envisageait d'influer par l'intermédiaire des structures des Nations Unies ; la coopération avec la coalition des alliés européens, en particulier la France, dans la lutte contre les mouvements terroristes islamistes

<sup>1439</sup> "to build a stable, substantive, multidimensional relationship with Russia, based on mutual interests." *Ibid.*, p. 44.

<sup>1440</sup> "the world's fourth most populous country." *Ibid.*

<sup>1441</sup> "an important partner in confronting global climate change and promoting energy security." ; "we will work with Brazil to ensure that economic development and prosperity is broadly shared." *Ibid.*, pp. 44-45.

<sup>1442</sup> "South Africa's vibrant democracy, combined with its regional and global leadership roles, is a critical partner." *Ibid.*, p. 45.

<sup>1443</sup> "(...) access to open markets, conflict prevention, global peacekeeping, counterterrorism, combat corruption, strengthening good governance." *National Security Strategy*. Washington D. C. : The White House, May 2010, p. 45. Disponible sur <<http://nssarchive.us/NSSR/2010.pdf>>. Téléchargé le 24 août 2019.

Une touche particulière de la présidence Obama était l'inclusion de l'Afrique dans le débat sur le climat et le développement durable.

<sup>1444</sup> "The Four Pillars of the U.S. Strategy Toward Sub-Saharan Africa (...) : 1) strengthen democratic institutions ; 2) spur economic growth, trade, and investment ; 3) advance peace and security ; 4) promote opportunity and development." Voir *U.S. Strategy Toward Sub-Saharan Africa*. Washington D.C. : The White House, June 14, 2012, p. 2. Disponible sur <<https://2009-2017.state.gov/documents/organization/209377.pdf>>. Téléchargé le 24 août 2019.

(Al-Chabab, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) ; Boko Haram ; Al-Mourabitoune et, depuis mai 2015, l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS)) ; les organisations régionales (Union africaine) ; les États relais, tels que le Nigéria, le Kenya et l'Afrique du Sud, étant considérés comme « les piliers essentiels de la sous-région ».<sup>1445</sup>

Malgré les grandes attentes portées à l'égard de la nouvelle Administration américaine, cette dernière se retrouvait très limitée dans le déploiement de sa stratégie en Afrique. Ainsi, le document qui définissait la stratégie officielle des États-Unis envers l'Afrique subsaharienne (« U.S. Strategy Toward Sub-Saharan Africa ») ne fut publié que vers la fin du premier mandat de Barack Obama, alors en pleine campagne électorale, le 14 juin 2012. Jusque-là, la seule mesure marquante mise en place par le département d'État américain à l'égard du continent avait été le lancement d'un programme visant la jeunesse subsaharienne, l'Initiative des jeunes leaders africains (*Young African Leaders Initiative*, YALI). Cette initiative ciblait des Africains âgés de moins de 35 ans, « fortement engagés dans la société civile, l'action humanitaire et dans le monde économique »,<sup>1446</sup> dans l'objectif de former une jeune élite africaine au leadership dans les plus prestigieuses universités américaines et créer un réseau de jeunes leaders africains pour construire une Afrique, nouvelle, dynamique et en mouvement.<sup>1447</sup> Pour le lancement du programme, 115 jeunes africains venus de 46 pays du continent furent invités à Washington, du 3 au 5 août 2010, pour la tenue du premier dans l'histoire des relations entre les États-Unis et l'Afrique « Forum des jeunes leaders africains » (*Forum with Young African Leaders*) afin d'échanger sur le développement du continent par le biais du commerce et de la libéralisation des investissements.<sup>1448</sup>

Malgré l'affirmation d'une volonté de collaborer avec le continent et l'emploi d'un discours pro-africain, l'euphorie Obama se dissipa vite, laissant place à un profond sentiment

<sup>1445</sup> (...) essential subregional linchpins." *National Security Strategy*. Washington D. C. : The White House, May 2010, pp. 45-46. Disponible sur <<http://nssarchive.us/NSSR/2010.pdf>>. Téléchargé le 24 août 2019.

<sup>1446</sup> Jean-Christophe Ploquin. « Obama invite les jeunes africains à la responsabilité ». *La Croix* [en ligne] 4 août 2010. Disponible sur <[https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Obama-invite-les-jeunes-Africains-a-la-responsabilite-\\_NG\\_-2010-08-05-555198](https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Obama-invite-les-jeunes-Africains-a-la-responsabilite-_NG_-2010-08-05-555198)>. Consulté le 24 août 2019.

<sup>1447</sup> Créé en 2010, YALI détient depuis 2014 quatre centres de leadership sur le continent : au Ghana, au Kenya, au Sénégal et en Afrique du Sud. Voir "The Young African Leaders Initiative." In: *USAID* [en ligne]. Disponible sur <<https://www.usaid.gov/yali>>. Consulté le 24 août 2019.

En 2017, plus de 250 000 personnes avaient pu participer à ce réseau. Voir "Barack Obama: How Will Africa Remember Him?". *BBC* [en ligne] January 18, 2017. Disponible sur <<https://www.bbc.com/news/world-africa-38649362>>. Consulté le 30 septembre 2019.

<sup>1448</sup> Jean-Christophe Ploquin. « Obama invite les jeunes africains à la responsabilité ». *La Croix* [en ligne] 4 août 2010. Disponible sur <[https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Obama-invite-les-jeunes-Africains-a-la-responsabilite-\\_NG\\_-2010-08-05-555198](https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Obama-invite-les-jeunes-Africains-a-la-responsabilite-_NG_-2010-08-05-555198)>. Consulté le 24 août 2019.

En 2016, vers la fin du second mandat du président Barack H. Obama, 1 000 jeunes africains participèrent à ce programme. Voir Whitney Schneidman. "The Young African Leaders Initiative : Soft Power, Smart Power." *Brookings* [en ligne] July 19, 2016. Disponible sur <<https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2016/07/19/the-young-african-leaders-initiative-soft-power-smart-power/>>. Consulté le 24 août 2019.



de déception. Un an après son entrée à la Maison Blanche, des articles, questionnant les ambitions africaines d'Obama et qualifiant sa stratégie sur le continent d'action symbolique, faite de promesses vides, de semblant de rupture, se multiplièrent : "Empty Promises ? Obama's Hesitant Embrace of Human Rights" (Kenneth Roth, 2010) ; "Can We Expect More than Symbolic Support" (Bereket Habre Selassie, 2010); « La politique africaine d'Obama : un semblant de rupture ? » (Constance Desloire, 2010). Dans l'article "Obama's Africa Policy : The Limits of Symbolic Power" (2013), l'auteur Paul Tiyambe Zeleza, professeur spécialisé en études et histoire africaines à l'Université Loyola Marymount de Los Angeles, décrit le bilan du premier mandat de Barack Obama comme des années d'espairs inaccomplis :

Si l'élection du président Obama en 2008 était mémorable pour son exceptionnalité, sa réélection en 2012 brillait par sa banalité. Les grandes attentes de 2008 ont laissé place à un espoir affaibli en 2012, ce qui représentait à la fois le succès et l'échec de la présidence Obama: un succès, dans la mesure où la réélection a démontré que l'élection quatre ans plus tôt du premier président afro-américain n'était pas un coup de chance de l'histoire ; un échec, dans la mesure où la première Administration Obama n'avait pu réaliser ni le nombre des objectifs vantés ni les aspirations suscitées par son élection auprès de l'électorat américain et d'un monde aspirant profondément au changement depuis les douloureuses années Bush.<sup>1449</sup>

Ce faible intérêt à l'égard du continent qui s'apparentait à un désengagement était fortement déploré par les Africains. Le milliardaire soudanais, magnat des télécommunications, Dr. Mo Ibrahim, n'hésita pas à pointer du doigt, lors de la tenue d'un gala d'affaires organisé par l'association afro-américaine « Africare » à Washington, en avril 2013, la passivité de l'Administration Obama envers le continent :

Nous assistons à un retrait progressif et continu des États-Unis en Afrique. Et que cela se produise sous les yeux de notre fils à la Maison Blanche est étrange pour nous. Nous ne le comprenons pas. Les États-Unis étaient un très bon ami depuis toutes ces années, mais dès que l'Afrique se met à monter, les États-Unis se désengagent vraiment.<sup>1450</sup>

---

<sup>1449</sup> "If President Obama's election in 2008 was memorable for its extraordinariness, his reelection in 2012 was remarkable for its ordinariness. The great expectations of 2008 gave way to the diminished anticipations of 2012, which represented both the successes and failures of the Obama presidency : success insofar as reelection demonstrated that the election four years earlier of the first African American president was not a historical fluke ; failure in that the first Obama administration had not realized many of its vaunted goals or the aspirations invested in it by the electorate and a world desperate for profound change from the harrowing Bush years." Paul Tiyambe Zeleza. "Obama's Africa Policy : The Limits of Symbolic Power." *African Studies Review*. Vol. 56. No. 2 (September 2013) : 166.

<sup>1450</sup> "We are witnessing a gradual and continuous U.S. retreat from Africa. For this to happen under the watch of our son in the White House is strange for us. We don't understand that. The U.S. has been a great friend all these years, but as soon as Africa found itself starting to move up, the U.S. is really disengaging." Cité dans Jennifer G. Cooke. "U.S. Engagement in Africa." *Politique étrangère* 2013/2 (Summer Issue) : 75.

Ben Leo, directeur du département de politique mondiale de lutte contre la pauvreté au sein du groupe ONE, affirma à son tour : « Les dirigeants et le public africains se sont demandés où était le président américain ». <sup>1451</sup>

Ce désengagement durant le premier mandat d'Obama s'expliquait par le fait que la politique extérieure américaine se construisait à l'ère de la crise économique mondiale de 2008, considérée comme « la pire récession économique depuis la Grande Dépression des années 1930 ». <sup>1452</sup> Pour le professeur Samatar, les conséquences de cette crise « requéraient une action urgente et soutenue » <sup>1453</sup> de la part de l'Administration Obama. Nicolas Van De Walle ajoutait que si l'Administration Obama excluait l'Afrique de la liste des priorités américaines en matière de politique étrangère, ceci résultait du contexte économique critique dû notamment aux coûts élevés des guerres au Moyen-Orient (Afghanistan et Irak). Contraint de porter le lourd poids des conséquences de la politique étrangère unilatéraliste de l'Administration Bush, Washington ne pouvait donc pas mener une politique africaine plus ambitieuse et plus engagée, privilégiant davantage les défis nationaux :

Cet optimisme [pour une politique américaine plus engagée en Afrique] a toujours été mal placé. Entre le coût des guerres en Afghanistan et en Irak et la Grande récession, les six dernières années n'ont pas été propices à de nouvelles initiatives ambitieuses en matière de politique étrangère, en particulier dans les régions du monde considérées comme secondaires par rapport aux intérêts des États-Unis. <sup>1454</sup>

Les contraintes économiques, causées par la crise financière et l'engagement américain au Moyen-Orient, poussèrent l'Administration Obama à réduire considérablement les budgets d'aide étrangère, en particulier à l'Afrique. Ce fut notamment le cas pour le programme humanitaire de lutte contre le VIH-Sida, initié par le gouvernement Bush (PEPFAR). En 2012, Washington, principal partenaire du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (*The Global Fund to Fight AIDS, Tuberculosis and Malaria*), annonça une baisse de 214 millions de dollars dans le financement américain du Fonds de lutte contre le Sida en Afrique. Après la promesse faite par la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, au Fonds mondial, en novembre 2011, à Genève, en Suisse, de faire du combat contre cette terrible

---

<sup>1451</sup> "The African leaders, the African public have been wondering where the U.S. president has been." Cité dans Mark Felsenthal. "Obama Must Play Catch Up to Meet Africa's Expectations." *The Star* (June 26, 2013) : 16.

<sup>1452</sup> "the worst economic recession since the Great Depression of the 1930s." Abdi Ismail Samatar. "Africa: Beware of Obama's Second Term." *African Studies Review*. Vol. 56. No. 2 (September 2013) : 180.

<sup>1453</sup> "required urgent and sustained action." *Ibid.*

<sup>1454</sup> "This optimism was always misplaced. Between the costs of the wars in Afghanistan and Iraq and the Great Recession, the last six years have not been favorable to ambitious new foreign policy initiatives, particularly in regions of the world viewed as secondary to U. S. interests." Nicolas Van de Walle. "Obama and Africa : Lots of Hope, Not Much Change." *Foreign Affairs*. Vol. 94. No. 5 (September/October 2015) : 54.

pandémie une priorité de la politique des États-Unis et bâtir une génération sans Sida<sup>1455</sup>, l'annonce de cette réduction majeure fit l'effet d'une douche froide. Selon Hilary Thulare, directrice de la Fondation pour la prévention et le traitement du Sida en Afrique du Sud (AIDS Healthcare Foundation), une association à but non lucratif basée à Los Angeles qui fournit des soins médicaux aux personnes atteintes du VIH-Sida :

Sachant que l'Afrique est confrontée à de nombreux défis, la lutte contre le Sida étant l'un des plus grands défis, nous nous attendions vraiment à ce que le président Obama continue là où s'était arrêté le président Bush. Mais c'est une déception. Obama se retire du Sida et par là se retire de l'Afrique.<sup>1456</sup>

Chris Collins, vice-président et directeur des politiques publiques à la Fondation pour la recherche sur le sida (Foundation for AIDS Research, amfAR), regrettait cette réduction brutale qui, selon lui, nuisait au combat mené contre ce fléau :

Le financement du PEPFAR a diminué de 12% depuis 2010 dans la ligne budgétaire bilatérale du département d'État pour le VIH. (...). La vérité est que le monde ne mettra pas fin au sida sans le PEPFAR. Certains diront : jugez le PEPFAR sur ses résultats, non sur son financement. Mais quand le plan directeur du PEPFAR appelle au déploiement rapide de services efficaces afin de montrer des acquis tangibles, il est difficile de comprendre pourquoi il est maintenant temps de le réduire.<sup>1457</sup>

Ce dernier considérait notamment cette réduction budgétaire comme néfaste pour l'image de la diplomatie américaine à l'étranger. Le PEPFAR prouva son efficacité sous l'Administration Bush, contribuant, entre 2004 et 2008, à la baisse de la mortalité de 20% dans

---

<sup>1455</sup> "Creating an AIDS-free generation has never been a policy priority of the United States government – until today." Allocution de la secrétaire d'État des États-Unis d'Amérique, Hillary Clinton, au Fonds mondial de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme, le 9 novembre 2011. Voir "Global Fund Welcomes U.S. Secretary of State Hillary Clinton's Support for Global Fund." *The Global Fund* [en ligne] November 9, 2011. Disponible sur <<https://www.theglobalfund.org/en/news/2011-11-09-global-fund-welcomes-us-secretary-of-state-hillary-clinton-support-for-global-fund/>>. Consulté le 11 septembre 2019.

<sup>1456</sup> "Knowing that Africa has many challenges, with fighting AIDS being one of the biggest challenges, we were really expecting President Obama to continue where President Bush had left off. But it's been a disappointment. Obama is retreating on AIDS and, by this, retreating on Africa." Cité dans Sudarsan Raghavan, David Nakamura. "Bush AIDS Policies Shadow Obama in Africa." *The Washington Post* [en ligne] June 30, 2013. Disponible sur <[https://www.washingtonpost.com/world/africa/bush-aids-policies-shadow-obama-in-africa/2013/06/30/0c8e023c-e1ac-11e2-aef3-339619eab080\\_story.html?noredirect=on](https://www.washingtonpost.com/world/africa/bush-aids-policies-shadow-obama-in-africa/2013/06/30/0c8e023c-e1ac-11e2-aef3-339619eab080_story.html?noredirect=on)>. Consulté le 11 septembre 2019.

<sup>1457</sup> "Funding for PEPFAR has fallen 12 percent since 2010 in the State Department HIV bilateral budget line. (...). The honest truth is that the world won't end AIDS without PEPFAR. Some will say: judge PEPFAR on its outcomes, not its funding. But when PEPFAR's own Blueprint calls for rapid scale-up of effective services in order to show tangible gains, it's hard to understand why now is the time to cut back." Cité dans Eva-Lotta Jansson. "PEPFAR Budget Cuts Cause Anxiety." *The New Humanitarian* [en ligne] June 6, 2013. Consulté le 11 septembre 2019. Disponible sur <<http://www.thenewhumanitarian.org/news/2013/06/06/pepfar-budget-cuts-cause-anxiety>>.

les pays bénéficiaires du programme, comparé aux non-bénéficiaires.<sup>1458</sup> Marginalisant ainsi cette initiative, l'Administration Obama s'attaquait à un succès majeur de la politique humanitaire des États-Unis. Pour Chris Collins, la proposition du président Obama était « une mauvaise politique » et « une mauvaise diplomatie », soulignant que « le PEPFAR a renforcé le soutien aux États-Unis à l'étranger, gagnant les louanges des dirigeants politiques et démontrant l'engagement des États-Unis pour l'avancement du bien-être des personnes dans le monde entier ».<sup>1459</sup>

Pour les journalistes Sudarsan Raghavan et David Nakamura, l'adoption d'une telle mesure de restriction budgétaire était une première dans l'histoire de la lutte américaine contre le VIH-Sida depuis les années Reagan :

L'année dernière [2012], l'Administration a dévoilé un budget qui réduit de 214 millions de dollars le financement dédié à la lutte contre le sida dans le monde : une première fois qu'un président américain réduisait l'engagement des États-Unis dans la lutte contre l'épidémie depuis son apparition dans les années 1980 sous le gouvernement Reagan.<sup>1460</sup>

L'Administration Obama défendait de son côté l'idée du partage des responsabilités dans la lutte mondiale contre le VIH-Sida. Selon Eric Goosby, coordinateur du programme américain de lutte contre le VIH (*U.S. Global AIDS Coordinator*) sous la présidence Obama, il était primordial pour les États africains et étrangers de prendre la relève, en participant au financement des programmes anti-Sida :

Nous avons également entamé un dialogue (il s'agissait (...) d'une tentative visant à rendre ces services durables, et non plus dépendants d'un seul bailleur de fonds) avec les gouvernements pour déterminer qu'elle était leur contribution actuelle à la fourniture de ces services et ce qu'elle pourrait devenir par la suite. Et les gouvernements ont tous entendu parler de cela et ont [commencé] à verser (...) leur propre argent dans le pot commun. (...). Encore une fois, il s'agira de suppléments, nous pouvons donc construire

---

<sup>1458</sup> "Six Reasons Why Obama's Proposal To Cut PEPFAR Funding Should Be Rejected By Congress." *KFF [Kaiser Family Foundation]* [en ligne] March 14, 2012. Disponible sur <<https://www.kff.org/news-summary/six-reasons-why-obamas-proposal-to-cut-pepfar-funding-should-be-rejected-by-congress/>>. Consulté le 14 septembre 2019.

<sup>1459</sup> "It is bad politics" ; "It is bad diplomacy" ; "PEPFAR has boosted support for the U.S. overseas, winning praise from political leaders and demonstrating America's commitment to advancing the well-being of people around the world." *Ibid.*

<sup>1460</sup> "Last year, the administration unveiled a budget that reduces AIDS funding globally by roughly \$214 million, the first time an American president has reduced the U.S. commitment to fighting the epidemic since it broke out in the 1980s during the Reagan administration." Sudarsan Raghavan, David Nakamura. "Bush AIDS Policies Shadow Obama in Africa." *The Washington Post* [en ligne] June 30, 2013. Disponible sur <[https://www.washingtonpost.com/world/africa/bush-aids-policies-shadow-obama-in-africa/2013/06/30/0c8e023c-e1ac-11e2-aef3-339619eab080\\_story.html?noredirect=on](https://www.washingtonpost.com/world/africa/bush-aids-policies-shadow-obama-in-africa/2013/06/30/0c8e023c-e1ac-11e2-aef3-339619eab080_story.html?noredirect=on)>. Consulté le 11 septembre 2019.

sur ce que nous avons déjà fait (...), au départ avec les donateurs et les gouvernements clôtureront. (...). Nous considérons donc que c'est une responsabilité partagée.<sup>1461</sup>

La réélection du président Barack Obama en novembre 2012 suscita moins d'engouement. Outre une faible politique africaine, l'image de l'Administration Obama fut fortement entachée par l'implication des États-Unis dans la guerre libyenne de 2011, avec l'Opération Odyssey Dawn. Annonçant lutter pour la démocratie et la défense des droits du peuple libyen, l'intervention armée américaine dans le cadre de l'opération militaire internationale contre le régime Kadhafi, appuyée par l'Occident, en particulier la France, et la Ligue arabe, engendra de vives réactions en Afrique subsaharienne. Les événements libyens fracturèrent l'opinion publique. Certains soutenaient l'intervention militaire contre le régime, y voyant un exemple et un avertissement pour les autres dirigeants africains. Mais, comme l'indique dans son article « Pourquoi beaucoup d'Africains soutiennent Kadhafi » (2011) Etienne L. Damome, enseignant chercheur en communication à l'Université Bordeaux Montaigne, d'autres acteurs, plus nombreux et « bien plus bruyants que les premiers, au point de donner à penser que toute l'Afrique était rangée derrière Kadhafi », condamnait l'ingérence occidentale.<sup>1462</sup> Ces derniers, comme le président ougandais Yoweri Museveni, y voyaient une agression contre un État membre de l'Union africaine, une violation de la souveraineté d'un pays africain libre: « Ce n'est pas une question de : il [Kadhafi] fait ceci ou n'a pas fait cela. (...). C'est une question de principe. La souveraineté d'un État africain est bafouée ».<sup>1463</sup>

De nombreuses voix africaines s'élevèrent pour soutenir le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi et dénoncer « l'agression perpétrée par les États-Unis et la France contre la Grande Jamahiriya Arabe Libyenne ».<sup>1464</sup> Ainsi, les chefs traditionnels africains, rassemblés au sein du

---

<sup>1461</sup> "We also started a dialogue (this... was an attempt to try to make these services sustainable, not just dependent on one funder) with governments around what their contribution was now to these services and what they could be. And governments all heard this and [began] to pour... their own money into the service pot." (...). "So, again, it would be additives, so we can build on what we have already started... with a donor-start but it is a government finish. (...). So we think of it as a shared responsibility." Cité dans Eva-Lotta Jansson. "PEPFAR Budget Cuts Cause Anxiety." *The New Humanitarian* [en ligne] June 6, 2013. Disponible sur <<http://www.thenewhumanitarian.org/news/2013/06/06/pepfar-budget-cuts-cause-anxiety>>. Consulté le 11 septembre 2019.

<sup>1462</sup> Etienne L. Damome. « Pourquoi beaucoup d'Africains soutiennent Kadhafi ». *Outre-Terre*. Vol. 29. N° 3 (2011) : 123.

<sup>1463</sup> Cité dans Delphine Lecoutre. « La gestion de la crise libyenne par l'Union africaine. Chronique d'une impuissance annoncée ». *IRSEM* [Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire]. N° 11 (2012) : 20.

<sup>1464</sup> Etienne L. Damome. « Pourquoi beaucoup d'Africains soutiennent Kadhafi ». *Outre-Terre*. Vol. 29. N° 3 (2011) : 124.

Forum des Rois d'Afrique<sup>1465</sup>, affichaient ouvertement par l'intermédiaire de leur représentant, Sa majesté Tchiffi Zié Jean Gervais, leur soutien au président libyen :

Nous sommes solidaires de nos frères Libyens. Et nous allons soutenir Malick Moulouck [Kadhafi] jusqu'à la dernière bataille. Les Occidentaux ne pourront pas nous distraire en désorientant nos politiques. La Libye n'est pas la Tunisie, n'est pas l'Égypte. L'heure a sonné pour dire non à Sarkozy, à la Ligue arabe manipulée. Et Malick Moulouck va mater les rebelles jusque dans leur dernier retranchement à Benghazi. (...).

Le moment est venu de se rassembler pour aller à la mise en place des États-Unis d'Afrique, chère à Malick Moulouck. Car, les occidentaux veulent changer les chefs d'États africains sur la base des ressources pétrolières et agricoles. Nous devons faire front contre Sarkozy et Obama. Pour une Afrique digne et prospère. C'est pourquoi, nous allons marcher jusqu'en Libye pour la victoire finale du guide.<sup>1466</sup>

Les dirigeants africains, certes, divisés sur la question, rejetèrent toutefois par l'intermédiaire de l'Union africaine l'idée d'une ingérence militaire extérieure. Ainsi, le président de la Commission de l'Union africaine, le gabonais Jean Ping (avril 2008- octobre 2012), déplorait la décision du Conseil de sécurité des Nations Unies d'adopter la Résolution n°1973 qui autorisait le recours à la force pour protéger les civils et le militantisme poussé de Paris pour une intervention militaire rapide en Libye :

Le 10 mars [une semaine avant la décision du Conseil de sécurité de l'Onu], le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a déclaré qu'il faut rejeter une intervention extérieure, qu'il faut une cessation immédiate des hostilités internes, qu'il faut aider à l'évacuation des étrangers y compris les travailleurs africains, étrangers en Libye, et qu'il faut que les aspirations du peuple libyen à la démocratie, à la liberté, soient prises en compte.<sup>1467</sup>

Le président Ping dénonça la pression exercée sur les trois pays africains membres non-permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies lors du vote de la Résolution n°1973 :

Ensuite, trois membres africains du Conseil de sécurité de l'Onu - à savoir l'Afrique du Sud, le Nigéria et le Gabon - ont voté pour.  
(...).

<sup>1465</sup> Créée en 2008, le Forum des Rois, Sultans, Cheiks, Chefs, Princes et Leaders traditionnels du Continent Africain est une association qui rassemble tous les leaders traditionnels d'Afrique. Aujourd'hui, l'organisation porte le nom de Forum des Souverains et Leaders traditionnels d'Afrique. Voir « L'Ivoirien Tchiffi Jean Gervais Zié reconduit à la tête du Forum des Rois d'Afrique ». *RTI* [Radiodiffusion- Télévision Ivoirienne] [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.rti.ci/info/culture/4288/leivoirien-tchiffi-jean-gervais-zie-reconduit-a-la-tete-du-forum-des-rois-deafrique>>. Consulté le 14 septembre 2019.

<sup>1466</sup> Cité dans Etienne L. Damome. « Pourquoi beaucoup d'Africains soutiennent Kadhafi ». *Outre-Terre*. Vol. 29 N° 3 (2011) : 125. Pour lire l'intégralité de la déclaration de Tchiffi Zié Jean Gervais, secrétaire général du Forum des Rois, Sultans, Cheiks, Princes et Chefs traditionnels d'Afrique, du 13 mars 2011, voir également Didier Kéi. « Côte d'Ivoire – Libye, Tchiffi Zié : 'Nous allons soutenir Kadhafi jusqu'à la dernière bataille' ». *News Abidjan Net* [en ligne] 16 mars 2011. Disponible sur <<https://news.abidjan.net/h/394400.html>>. Consulté le 29 septembre 2019.

<sup>1467</sup> Interview de Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine, à Radio France Internationale (24 mars 2011). « Jean Ping explique la position de l'UA sur le conflit en Libye ». *RFI* [en ligne] 24 mars 2011. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20110324-jean-ping-explique-position-ua-le-conflit-libye>>. Consulté le 14 septembre 2019.

Ils auraient pu s'abstenir. Ils ont voté pour. En dépit du fait que la décision que nous avons prise le 10 mars – sept jours avant cette réunion – indiquait clairement que nous ne sommes pas pour une intervention militaire extérieure. Et lorsqu'on leur demande, ils nous expliquent qu'ils ont été obligés, dans les circonstances de négociations et de recherche d'un consensus, ils ont été amenés à voter oui.<sup>1468</sup>

Accusés de ne pas avoir respecté la décision de l'UA, ces États se défendirent en déclarant : « Nous l'avons voté, mais nous n'étions pas d'accord sur les termes de cette résolution ». <sup>1469</sup>

Pour Philippe Bernard, journaliste au *Monde*, l'approbation de la résolution du Conseil de sécurité de l'Onu se fit « sous la pression des Occidentaux et, pour Pretoria, dans l'espoir de décrocher un siège de membre permanent au Conseil ». <sup>1470</sup>

La crise libyenne retranscrivit le drame politique et diplomatique africain. Dans la gestion du conflit libyen, l'Afrique se retrouva en quelque sorte exclue du débat. Ainsi, le président Jean Ping déplora l'attitude de Washington, de Bruxelles et de Paris qui, selon lui, ignorèrent l'Union africaine, alors que cette dernière prônait une sortie de crise politique par la négociation :

Et lorsque l'Union européenne et les autres préparaient la résolution et l'application personne n'est venu nous voir. Madame Ashton [Catherine Ashton, UE] est allée au Caire ; elle n'est jamais venue nous voir. Même le ministre français des Affaires étrangères Alain Juppé est allé au Caire. Personne n'est venu nous voir ! <sup>1471</sup>

Afin de renouer avec le continent africain et restaurer son image diplomatique, ternie par les événements en Libye, Obama se lança, quelques mois après sa réélection, du 26 juin au 3 juillet 2013, dans une nouvelle tournée africaine. Contrairement à sa première visite, où le président américain séjourna à peine 24 heures sur le sol ghanéen, cette dernière était une véritable première grande tournée diplomatique en Afrique subsaharienne. L'Administration américaine cibra trois pays que le conseiller du président Obama en matière de sécurité

---

<sup>1468</sup> *Ibid.*

<sup>1469</sup> Delphine Lecoutre. « La gestion de la crise libyenne par l'Union africaine. Chronique d'une impuissance annoncée ». *IRSEM [Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire]*. N° 11 (2012) : 20.

<sup>1470</sup> Philippe Bernard. « L'intervention occidentale divise les dirigeants et les intellectuels africains ». *Le Monde* [en ligne] 29 mars 2011. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/libye/article/2011/03/29/l-intervention-occidentale-divise-les-dirigeants-et-les-intellectuels-africains\\_1500075\\_1496980.html](https://www.lemonde.fr/libye/article/2011/03/29/l-intervention-occidentale-divise-les-dirigeants-et-les-intellectuels-africains_1500075_1496980.html)>. Consulté le 14 septembre 2019.

<sup>1471</sup> Interview de Jean Ping, président de la Commission de l'Union africaine, à Radio France Internationale (24 mars 2011). « Jean Ping explique la position de l'UA sur le conflit en Libye ». *RFI* [en ligne] 24 mars 2011. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20110324-jean-ping-explique-position-ua-le-conflit-libye>>. Consulté le 14 septembre 2019.

nationale Ben Rhodes qualifia de « démocraties fortes »<sup>1472</sup>: le Sénégal, l'Afrique du Sud et la Tanzanie. L'objectif de cette tournée était, certes, de rappeler l'engagement américain en Afrique, mais surtout d'accroître les échanges commerciaux, les investissements et trouver de nouvelles opportunités économiques, ce qui était particulièrement déploré par les activistes africains.<sup>1473</sup> Adotei Akwei, directeur du plaidoyer pour l'Afrique chez Amnesty International, conseillait au gouvernement Obama de ne pas se limiter à l'aspect économique : « Cela ne devrait pas être un voyage léger et facile. Cela ne devrait pas être uniquement une question d'économie et d'investissement, car il faut résoudre certains problèmes graves ».<sup>1474</sup>

L'Administration Obama annonçait vouloir sortir le continent africain de la spirale de la dépendance humanitaire et l'élever au rang de partenaire économique fiable. Washington encourageait le secteur privé américain à investir davantage sur le continent. À ce titre, le gouvernement Obama lança, dès novembre 2012, une vaste campagne adressée aux entreprises américaines, les appelant à faire des affaires en Afrique : Doing Business in Africa (DBIA). Le programme DBIA devait promouvoir activement auprès des sociétés américaines toutes les opportunités que leur offrait le continent.<sup>1475</sup>

Au cours de la tournée africaine de 2013, Obama fit la promotion de trois grandes mesures mises en place en faveur du continent : Feed Africa, Trade Africa et Power Africa.

L'initiative Feed Africa ("Feed The Future"), annoncée en 2009, fut officiellement lancée par l'Administration Obama lors de la tenue du sommet du G-8, le 18 mai 2012. Washington annonça alors devant les dirigeants politiques du Ghana, du Bénin, d'Éthiopie et de la Tanzanie la création d'un programme de partenariat public-privé pour lutter contre la faim et la malnutrition dans le monde. Sous cette initiative, le secteur privé américain (plus de 60 sociétés, dont 10 entraient dans le classement des 500 premières entreprises américaines, *The Fortune 500*) prévoyait d'investir plus de 3 milliards de dollars dans l'agriculture et la production alimentaire en Afrique pour sortir 50 millions de personnes de la pauvreté dans les années à

---

<sup>1472</sup> "Each of the countries that we're visiting are strong democracies." Ben Rhodes, cité dans Cydney Hargis. "For Africa Trip, Obama Urged to Prioritise Development." *Inter Press Service News Agency [IPS]* [en ligne] June 24, 2013. Disponible sur <<http://www.ipsnews.net/2013/06/for-africa-trip-obama-urged-to-prioritise-development/>>. Consulté le 18 septembre 2019.

<sup>1473</sup> *Ibid.*

<sup>1474</sup> "This shouldn't be a light-hearted and easy trip. It shouldn't just be about economics and investing, because there are some serious issues that need to be addressed." Adotei Akwei, cité dans Cydney Hargis. "For Africa Trip, Obama Urged to Prioritise Development." *Inter Press Service News Agency [IPS]* [en ligne] June 24, 2013. Disponible sur <<http://www.ipsnews.net/2013/06/for-africa-trip-obama-urged-to-prioritise-development/>>. Consulté le 18 septembre 2019.

<sup>1475</sup> "DBIA is actively promoting the opportunities available to companies in Africa." Calynn Jenkins. "Doing Business in Africa Campaign: A Success Story." *Tradeology, the Official Blog of ITA* [en ligne] June 18, 2013. Disponible sur <<https://blog.trade.gov/2013/06/18/doing-business-in-africa-campaign-a-success-story/>>. Consulté le 18 septembre 2019.



venir.<sup>1476</sup> Parmi les grandes entreprises engagées, le très controversé et critiqué géant américain de l'agroalimentaire Monsanto annonçait investir dans les dix prochaines années 50 millions de dollars dans le développement et la croissance de l'agriculture en Afrique.<sup>1477</sup>

Le présentant comme une mesure humanitaire nécessaire, « un impératif moral », le président Barack Obama défendit son programme de lutte contre la faim lors de la tenue de l'exposition sur la sécurité alimentaire à Dakar, au Sénégal, le 28 juin 2013 : « (...) c'est un impératif moral. Je crois que l'Afrique est en train de monter et veut s'associer à nous : ne plus être dépendante, mais être autonome ».<sup>1478</sup> Malgré la volonté affichée d'accompagner les pays africains participants<sup>1479</sup> vers l'autosuffisance alimentaire, l'initiative Feed The Future, qui devait devenir un programme phare de la politique africaine de l'Administration Obama, défendait avant tout les intérêts des grandes firmes agroalimentaires américaines, leur assurant l'accès au vaste marché africain. Les retombées de cette mesure étaient parfois décevantes.

L'initiative annonçait créer plus de 650 000 nouveaux emplois dans le secteur agroalimentaire et aider plus de 5 millions de petits agriculteurs. En août 2014, 37 000 emplois furent créés et 3 millions de petits exploitants participèrent au programme. Néanmoins, les militants des sociétés civiles africaines reprochèrent à l'initiative de favoriser davantage les grandes multinationales agroalimentaires étrangères (américaines) au détriment des petits agriculteurs africains. Ils reprochaient également au programme de forcer les gouvernements africains à adopter des lois en faveur des investisseurs étrangers (américains) et notaient un

---

<sup>1476</sup> Andrew Quinn. "Cash-Strapped G8 Looks to Private Sector in Hunger Fight." *Reuters* [en ligne] May 18, 2012. Disponible sur <<https://www.reuters.com/article/us-g8-food/cash-strapped-g8-looks-to-private-sector-in-hunger-fight-idUSBRE84H00920120518>>. Consulté le 26 septembre 2019.

<sup>1477</sup> *Ibid.* Le groupe américain Monsanto avait été condamné en France quelques mois auparavant, le 13 février 2012, par le tribunal de grande instance de Lyon pour l'intoxication à l'herbicide d'un agriculteur français. Une première en France, cette affaire était pourtant loin d'être le premier scandale sanitaire qui impliquait le géant américain. Voir « Monsanto jugé responsable de l'intoxication d'un agriculteur français ». *Le Monde* [en ligne] 13 février 2012. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/societe/article/2012/02/13/monsanto-juge-responsable-de-l-intoxication-d-un-agriculteur-francais\\_1642727\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2012/02/13/monsanto-juge-responsable-de-l-intoxication-d-un-agriculteur-francais_1642727_3224.html)>. Consulté le 26 septembre 2019. Voir également Soren Seelow. « Monsanto, un demi-siècle de scandales sanitaires. Malgré des condamnations à répétition, rien n'arrête la croissance du géant américain des phytosanitaires ». *Le Monde* [en ligne] 16 février 2012. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/planete/article/2012/02/16/monsanto-un-demi-siecle-de-scandales-sanitaires\\_1643081\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2012/02/16/monsanto-un-demi-siecle-de-scandales-sanitaires_1643081_3244.html)>. Consulté le 26 septembre 2019.

<sup>1478</sup> "(...) I think, this is a moral imperative. I believe that Africa is rising and it wants to partner with us, not be dependent, but be self-sufficient." *The Constitution of the United States of America : Analysis and Interpretation : 2018 Supplement : Analysis of Cases Decided by the Supreme Court of the United States to June 28, 2018. Public Papers of the Presidents of the United States : Barack Obama. Book I : January 1 to June 30, 2013.* Washington : United States Government Publishing Office, 2018, p. 677

<sup>1479</sup> 12 pays africains étaient bénéficiaires de ce programme : Éthiopie, Ghana, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Bénin, Mozambique, Malawi, Tanzanie et Nigéria. Voir « Obama défend son programme de sécurité alimentaire à Dakar ». *Senepus* [en ligne] 1 juillet 2013. Disponible sur <<https://www.senepus.com/article/obama-d%C3%A9fend-son-programme-de-s%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-%C3%A0-dakar>>. Consulté le 27 septembre 2019.

manque de suivi et de transparence dans la mise en place des projets pour mesurer l'impact réel du programme sur la pauvreté et la faim.<sup>1480</sup>

Au Burkina Faso, pays participant, les trois sociétés nationales qui dominent la filière du coton (Sofitex, Socoma et Faso Coton), après avoir adopté le coton transgénique Bt (*Bacillus thuringiensis*) de la société Monsanto, décidèrent en 2016 d'abandonner ce produit : trop cher, il poussait les petits producteurs de coton à s'endetter ; il offrait de faibles rendements ; une qualité médiocre et il était nocif pour la santé. Des cas d'animaux morts après avoir ingéré les feuilles du coton Bt et de femmes cueilleuses de coton malades furent rapportés.<sup>1481</sup>

L'initiative Trade Africa, annoncée en juillet 2013, complétait d'une certaine manière l'AGOA.<sup>1482</sup> Ce nouveau partenariat commercial entre les États-Unis et les pays membres de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) (*East African Community*, EAC : Burundi, Kenya, Rwanda, Tanzanie, Ouganda), décrite comme « une réussite économique qui représente un marché offrant d'importantes opportunités pour les exportations et les investissements américains »<sup>1483</sup>, devait doubler le commerce intrarégional, augmenter de 40 % les exportations de la CAE vers les États-Unis, encourager les mesures d'intégration régionale, augmenter la compétitivité économique de la région pour attirer plus d'investissements américains et accroître les échanges commerciaux avec les États-Unis.<sup>1484</sup> En 2015, l'initiative Trade Africa fut étendue à cinq autres pays d'Afrique : la Côte d'Ivoire, le Ghana, le Mozambique, le Sénégal et la Zambie.<sup>1485</sup> Le programme piloté par l'USAID permit d'augmenter, entre 2013 et 2015, les exportations des pays de la région vers les États-Unis de 36%.<sup>1486</sup>

<sup>1480</sup> Adekeye Adebajo. "The U.S. and Africa: The Rise and Fall of Obamamania." *Great Decisions* (2015) : 62.

<sup>1481</sup> Rémi Carayol. « Bataille autour des semences transgéniques en Afrique : Chantage des multinationales au nom de la sécurité alimentaire ». *Le Monde diplomatique*. N°762 (septembre 2017) : 10.

<sup>1482</sup> Rappelons que les échanges entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne restaient très insignifiants dans le cadre de l'AGOA. En 2009, le continent africain ne comptait que « pour 1% des exportations américaines et pour 3% de ses importations », principalement en pétrole africain. Voir Junior Ouattara, Ridha Kéfi. « Dossier : Le monde courtise l'Afrique ». *New African Magazine*. N°11 (novembre-décembre 2009) : 12.

<sup>1483</sup> "an economic success story, and represents a market with significant opportunity for U.S. exports and investment." The White House. "Fact Sheet : Trade Africa." *The White House* [en ligne] July 1, 2013. Disponible sur <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/07/01/fact-sheet-trade-africa>>. Consulté le 18 septembre 2019.

<sup>1484</sup> "Trade Africa aims to double intra-regional trade in the EAC, increase EAC exports to the United States by 40% (...)." "Increase U.S.-EAC Trade and Investment ; Support EAC Regional Integration ; Increase EAC Trade Competitiveness." *Ibid*.

<sup>1485</sup> "Trade Africa Initiative Briefer." *USAID* [en ligne] February 14, 2017. Disponible sur <<https://www.usaid.gov/documents/1860/trade-africa-initiative-briefer>>. Consulté le 30 septembre 2019.

<sup>1486</sup> "Fact Sheet : U.S.-Africa Cooperation on Trade and Investment Under the Obama Administration." *The White House* [en ligne] September 21, 2016. Disponible sur <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/09/21/fact-sheet-us-africa-cooperation-trade-and-investment-under-obama>>. Consulté le 30 septembre 2019.

Au cours du Forum d'affaires qui se tint en marge du premier sommet « États-Unis-Afrique » en août 2014, Washington rassembla 33 milliards de dollars de promesses d'investissements pour le développement des infrastructures en Afrique (énergie, santé, industrie, télécommunication, transport, construction), dont 14 milliards en provenance du secteur privé. En 2016, 9,1 milliards de dollars supplémentaires furent recueillis.<sup>1487</sup> Entre 2008 et 2015, les investissements directs américains sur le continent passèrent ainsi de 37 milliards à 64 milliards de dollars : une augmentation de plus de 70%.<sup>1488</sup>

Pour soutenir la croissance économique et encourager le développement en Afrique, le président Obama annonça, en juillet 2013, le lancement du programme Power Africa. L'Administration américaine prévoyait d'investir dans un premier temps sept milliards de dollars pour faciliter l'accès à une énergie fiable, durable et abordable sur le continent. Cette initiative prévoyait de « doubler l'accès à l'électricité en Afrique subsaharienne » et d'apporter 30 000 mégawatts d'électricité d'ici 2030.<sup>1489</sup> Les premiers États à participer à ce programme furent six pays anglophones : la Tanzanie, le Kenya, l'Éthiopie, le Ghana, le Nigéria et le Liberia.<sup>1490</sup> Ce projet permit à l'Administration Obama d'obtenir du secteur privé américain et étranger des promesses d'investissement dans l'énergie africaine à la hauteur de 9 milliards de dollars et d'apporter plus de 8 000 MW d'électricité.<sup>1491</sup> Les géants américains General Electric et Symbion Power comptaient parmi les plus grands partenaires du gouvernement Obama dans la mise en œuvre du projet. General Electric à lui seul promettait 5 000 MW d'énergie au Ghana et à la Tanzanie.<sup>1492</sup> Symbion Power, participant majeur des projets de reconstruction d'après-guerre conduits par le gouvernement américain en Irak et en Afghanistan, s'engagea pour une

---

<sup>1487</sup> "Fact Sheet : U.S.-Africa Cooperation on Trade and Investment Under the Obama Administration." *The White House* [en ligne] September 21, 2016. Disponible sur <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/09/21/fact-sheet-us-africa-cooperation-trade-and-investment-under-obama>>. Consulté le 30 septembre 2019.

<sup>1488</sup> *Ibid.*

<sup>1489</sup> "to double access to power in sub-Saharan Africa." "Fact Sheet : Power Africa." *The White House* [en ligne] June 30, 2013. Disponible sur <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/06/30/fact-sheet-power-africa>>. Consulté le 5 octobre 2019.

<sup>1490</sup> Depuis 2014, le programme inclut d'autres pays du continent : le Sénégal, la Zambie, le Malawi, la Sierra Leone.

<sup>1491</sup> "Fact Sheet : Power Africa." *The White House* [en ligne] June 30, 2013. Disponible sur <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/06/30/fact-sheet-power-africa>>. Consulté le 5 octobre 2019.

<sup>1492</sup> "According to the White House statement on Power Africa, 'General Electric commits to help bring online 5,000 megawatts of new, affordable energy through provision of its technologies, expertise and capital in Tanzania and Ghana.'" "Fact Sheet : Power Africa." *The White House* [en ligne] June 30, 2013. Disponible sur <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/06/30/fact-sheet-power-africa>>. Consulté le 5 octobre 2019.

somme de 1,8 milliards de dollars d'investissement, promettant une capacité de 1 500 MW d'électricité.<sup>1493</sup>

En 2017, l'initiative Power Africa permit de finaliser le financement de 80 projets énergétiques sur le continent, d'une capacité totale de 7 200 MW.<sup>1494</sup> Malgré cette dynamique, on constate néanmoins une forte disparité dans la mise en œuvre des programmes d'électrification. Les premiers destinataires des fonds américains sont principalement deux pays africains : l'Afrique du Sud avec 3179,57 MW et le Nigéria avec 3033,50 MW.<sup>1495</sup> Ce déséquilibre fut reproché à l'Administration américaine qui par l'intermédiaire de son représentant et coordinateur du plan Power Africa Andrew Herscowitz, nommé par le président Obama et reconduit sous l'Administration Trump, prétexta, dans une interview à *Jeune Afrique* (2019), la maturité de ces marchés pour justifier les préférences américaines :

Le marché y est simplement beaucoup plus mature qu'ailleurs. Notre espoir est que cela fasse tache d'huile. L'Afrique du Sud a dix ans d'avance, sinon plus, en matière d'appels d'offres publics dans le solaire et l'éolien. On voit maintenant la Zambie s'y mettre, le Malawi, l'Éthiopie, le Sénégal... Nous avons aidé plusieurs pays à lancer leur tout premier appel d'offres public.<sup>1496</sup>

Tout comme le programme Feed Africa, l'intérêt prononcé de Washington pour l'énergie africaine était également motivé par le désir d'accéder à un nouveau marché à fort potentiel. Le continent offrait en effet au secteur privé américain de réelles perspectives. Tel était l'exemple de la multinationale américaine General Electric (GE) qui, dès le lancement du programme, procéda à la signature d'un contrat pour la construction d'une centrale électrique au Ghana, alimentée au gaz naturel provenant du gisement offshore Jubilee, un projet de plusieurs milliards de dollars dans lequel la société pétrolière américaine Anadarko Petroleum détenait

---

<sup>1493</sup> *Ibid.*

<sup>1494</sup> [Enedis]. « Programme Power Africa : où en est-on ? ». *Afrique La Tribune* [en ligne] 4 juillet 2019. Disponible sur <<https://afrique.latribune.fr/entreprises/la-tribune-afrique-de-l-energie-by-enedis/2019-07-04/programme-power-africa-ou-en-est-on-821987.html>>. Consulté le 5 octobre 2019.

En 2019, l'initiative dépassa la barre des 10 000 MW. Voir également Julien Wagner. « Énergie Power Africa – Andrew Herscowitz : 'Il y aura bientôt un excédent de puissance installée' ». *Jeune Afrique* [en ligne] 21 juillet 2019. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/mag/805671/economie/energie-power-africa-andrew-herscowitz-il-y-aura-bientot-un-excedent-de-puissance-installee/>>. Consulté le 5 octobre 2019.

<sup>1495</sup> Julien Wagner. « Énergie Power Africa – Andrew Herscowitz : 'Il y aura bientôt un excédent de puissance installée' ». *Jeune Afrique* [en ligne] 21 juillet 2019. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/mag/805671/economie/energie-power-africa-andrew-herscowitz-il-y-aura-bientot-un-excedent-de-puissance-installee/>>. Consulté le 5 octobre 2019.

<sup>1496</sup> *Ibid.*

une part importante.<sup>1497</sup> Outre des projets de construction de centrales nucléaires, G. E. procéda activement à la commercialisation de ses produits auprès des entreprises africaines.<sup>1498</sup>

L'Administration Obama semblait également ne pas hésiter à négocier l'aide au développement énergétique en échange de certains accords, comme l'indiquait Julien Vallet, journaliste chez *Jeune Afrique*, dans l'article « Le Sénégal grand bénéficiaire de Power Africa » (2016). L'auteur constatait que quelques mois seulement après la signature d'un accord de défense qui autorisait « la présence permanente de militaires américains au Sénégal pour une durée indéterminée », le pays entra dans la liste des États bénéficiaires du programme Power Africa, touchant une enveloppe d'aide additionnelle d'un milliard de dollars.<sup>1499</sup>

La stratégie africaine de l'Administration Obama, comme celles de ses prédécesseurs (Clinton et Bush), consistait avant tout à accroître les investissements américains sur le continent et investir dans l'avenir de l'Afrique, comme le stipulait la Stratégie de sécurité nationale de 2015 (*National Security Strategy*, NSS), en bâtissant une nouvelle génération de jeunes leaders.<sup>1500</sup> Dans cette perspective, le président Barack Obama signa le 29 juin 2015 le renouvellement jusqu'en 2025 de l'AGOA et se rendit un mois plus tard en Afrique pour rencontrer les dirigeants africains au sein de l'Union africaine à Addis Abeba, en Éthiopie, et participer au Sommet mondial de l'entrepreneuriat à Nairobi, au Kenya.

Pour favoriser la croissance des investissements américains et regagner le marché africain, largement dominé par la Chine, il était nécessaire pour Washington de sécuriser le territoire. Ainsi, la politique économique des États-Unis envers le continent africain sous la présidence Obama s'accompagna également d'une militarisation renforcée du continent. Pour Francis Njubi Nesbitt, professeur d'études africaines à l'université américaine de San Diego, « comme son prédécesseur [George W. Bush], le président Barack Obama abordait l'Afrique sous le prisme de la sécurité nationale qui se concentrait sur le terrorisme et le contre-

<sup>1497</sup> Christopher Helman. "Obama's 'Power Africa' Plan Greases Billions in Deals for General Electric." *Forbes* [en ligne] July 1, 2013. Disponible sur <<https://www.forbes.com/sites/christopherhelman/2013/07/01/with-power-africa-plan-obama-to-grease-billions-in-deals-for-g-e/#5431aa4310c2>>. Consulté le 10 octobre 2019.

<sup>1498</sup> *Ibid.*

<sup>1499</sup> Julien Vallet. « Le Sénégal grand bénéficiaire de Power Africa ». *Jeune Afrique* [en ligne] 23 septembre 2016. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/359955/economie/lamericain-blackstone-investit-300-millions-de-dollars-loleoduc-Ethiopie-djibouti/>>. Consulté le 10 Octobre 2019.

L'accord de défense entre le Sénégal et les États-Unis permettant la présence permanente de militaires américains de l'AFRICOM sur le sol sénégalais pour lutter contre « la menace terroriste » en Afrique de l'Ouest, leur facilitant l'accès aux zones aéroportuaires et militaires du pays, a été signé le 2 mai 2016 à Dakar. Voir [RFI]. « Le Sénégal et les États-Unis signent un accord de coopération militaire ». *RFI* [en ligne] 3 mai 2016. Disponible sur <<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20160503-senegal-etats-unis-accord-cooperation-militaire>>. Consulté le 21 octobre 2019.

<sup>1500</sup> *National Security Strategy* (February 2015), p. 26. Disponible sur <[https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/2015\\_national\\_security\\_strategy\\_2.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/2015_national_security_strategy_2.pdf)>. Téléchargé le 12 octobre 2019.

terrorisme ». <sup>1501</sup> Pour confirmer la poursuite par l'Administration Obama de la politique de militarisation du continent, entreprise sous la présidence Bush, le professeur Njubi Nesbitt cite dans l'article "Obama's Last Chance in Africa" (2015) l'exemple de l'adoption en 2014 d'une initiative sécuritaire pour l'Afrique (*Security Governance Initiative for Africa*) qui représentait « une combinaison de mesures économiques et militaires pour créer un environnement sécurisé pour les investisseurs américains sur le continent ». <sup>1502</sup>

Avec l'expansion du terrorisme islamiste, causée par l'interventionnisme occidental en Libye, et le renforcement économique de la Chine et d'autres puissances émergentes en Afrique, le second mandat du président Barack Obama remplaça vite les promesses d'un nouveau partenariat égalitaire (*partnership of equals*), centré sur l'émergence du continent, par une course à la militarisation, ce qui fut fortement reproché à cette Administration. Selon le professeur Njubi Nesbitt, l'attrait du président Barack Obama pour la militarisation du continent africain était une mesure « inefficace et contre-productive ». <sup>1503</sup> L'expansion de la présence militaire américaine par la multiplication des sites de surveillance et des bases de drones, ainsi que l'appui logistique apporté à la France dans la lutte contre le terrorisme en Afrique étaient perçus par les Africains davantage comme un danger. <sup>1504</sup> Certains analystes voyaient dans le soutien américain à la France dans les interventions militaires au Mali, en Côte d'Ivoire ou en Centrafrique un appui au néocolonialisme français. <sup>1505</sup> D'autres questionnaient la multiplication des bases et des frappes de drones sur le continent. Conçut pour éliminer des terroristes à distance, les drones firent de nombreuses victimes innocentes parmi les civils,

---

<sup>1501</sup> "Like his predecessor, he saw Africa through a national security prism that focused on terrorism and counterterrorism." Francis Njubi Nesbitt. "Obama's Last Chance in Africa." *Foreign Policy in Focus* [en ligne] July 22, 2015. Disponible sur <<https://fpif.org/obamas-last-chance-in-africa/>>. Consulté le 17 octobre 2019.

<sup>1502</sup> "The continued militarization of U.S. foreign policy on the continent is reflected in a 2014 initiative called the Security Governance Initiative for Africa, which proposes combining economic and military policies to create a secure environment for U.S. investors." Francis Njubi Nesbitt. "Obama's Last Chance in Africa." *Foreign Policy in Focus* [en ligne] July 22, 2015. Disponible sur <<https://fpif.org/obamas-last-chance-in-africa/>>. Consulté le 17 octobre 2019.

<sup>1503</sup> "This continued emphasis on military solutions was mostly ineffective and counterproductive." *Ibid.*

<sup>1504</sup> Notons que depuis l'intervention française en Libye, les sentiments antifrançais se sont accentués en Afrique subsaharienne, notamment dans les pays où la France intervenait militairement, comme la Centrafrique et le Mali. Cette dernière est souvent accusée par les populations locales d'être complice du terrorisme dans les pays qu'elle affirme défendre. Voir [AFP]. « Centrafrique. Manifestation antifrançaise à Bangui ». *L'Obs* [en ligne] 23 décembre 2013. Disponible sur <<https://www.nouvelobs.com/monde/centrafrique/20131223.OBS0477/centrafrique-manifestation-anti-francaise-a-bangui.html>>. Consulté le 23 octobre 2019.

Voir également Lucas Roxo. « Au Mali, première manifestation antifrançaise ». *France Tv Info* [en ligne] 27 novembre 2013. Disponible sur <[https://www.francetvinfo.fr/monde/au-mali-premiere-manifestation-anti-francaise\\_1675021.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/au-mali-premiere-manifestation-anti-francaise_1675021.html)>. Consulté le 23 octobre 2019.

[AFP]. « Des dizaines de milliers de Maliens manifestent contre le pouvoir et la France ». *Le Figaro* [en ligne] 6 avril 2019. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/des-dizaines-de-milliers-de-maliens-manifestent-contre-le-pouvoir-et-la-france-20190406>>. Consulté le 23 octobre 2019.

<sup>1505</sup> Adekeye Adebajo. "The U.S. and Africa: The Rise and Fall of Obamamania." *Great Decisions* (2015) : 60.

comme le décrit le rapport d'Amnesty International *The Hidden U.S. War in Somalia : Civilian Casualties from Air Strikes in Lower Shabelle* (2019) qui qualifie ces morts de crimes de guerre.<sup>1506</sup> Le professeur Adekeye Adebajo rapporte que les États-Unis sous l'Administration Obama auraient effectué plus de frappes de drones que sous la présidence de George W. Bush :

Obama a ordonné des frappes ciblées sur des terroristes présumés, une frappe de drones en moyenne tous les quatre jours, contre une frappe en moyenne tous les 40 jours sous Bush. Bush a ordonné environ 50 frappes de drones en huit ans ; Obama a ordonné 400 frappes en quatre ans et demi. Certains se demandaient à force si la politique étrangère d'Obama pouvait finalement représenter « Bush avec un sourire ».<sup>1507</sup>

Dans un article paru le 9 janvier 2017 sur le site du journal d'information britannique *The Guardian*, l'auteur, Medea Benjamin, militante féministe pour la paix et activiste politique américaine, accusait le président Barack Obama, prix Nobel de la paix, de détenir le triste record « de la période de guerre la plus longue de l'histoire américaine » et d'être « le seul président à avoir effectué deux mandats complets en état de guerre permanent », affirmant que ce dernier autorisa « 10 fois plus de frappes de drones que George W. Bush, transformant automatiquement tous les hommes de ces régions [Syrie, Irak, Libye, Afghanistan, Yémen, Somalie et Pakistan] en combattants, et faisant d'eux des proies à éliminer de manière télécommandée ».<sup>1508</sup> Pour le professeur Adekeye Adebajo, ces morts tragiques parmi les civils alimentaient l'antiaméricanisme ambiant.<sup>1509</sup>

La stratégie africaine de l'Administration Obama avait également un autre talon d'Achille, celui de la diplomatie. Malgré des discours poignants en faveur du continent,

---

<sup>1506</sup> *Ibid.*, p. 57.

"In the incidents presented in this report, civilians were killed and injured in attacks that may have violated international humanitarian law (IHL) and could, in some cases, constitute war crimes." Voir [Amnesty International]. *The Hidden U.S. War in Somalia*. London : Amnesty International, 2019, p. 6. Disponible sur <<https://www.amnesty.org/download/Documents/AFR5299522019ENGLISH.PDF>>. Téléchargé le 17 octobre 2019.

<sup>1507</sup> "Obama ordered targeted strikes on suspected terrorists, averaging one drone strike every four days versus Bush's average of one strike every 40 days. Bush ordered about 50 drone strikes in eight years; Obama ordered 400 strikes in four-and-a-half years. Some have been forced to ask whether Obama's foreign policy could come to represent 'Bush with a smile'" Voir Adekeye Adebajo. "The U.S. and Africa: The Rise and Fall of Obamamania." *Great Decisions* (2015) : 63.

<sup>1508</sup> "While candidate Obama came to office pledging to end George W. Bush's wars, he leaves office having been at war longer than any president in US history. He is also the only president to serve two complete terms with the nation at war." "Obama authorized over 10 times more drone strikes than George W. Bush, and automatically painted all males of military age in these regions as combatants, making them fair game for remote controlled killing." Medea Benjamin. "America Dropped 26,171 Bombs in 2016. What a Bloody End to Obama's reign." *The Guardian* [en ligne] January 9, 2017. Disponible sur <<https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/jan/09/america-dropped-26171-bombs-2016-obama-legacy>>. Consulté le 19 octobre 2019. Traduction de l'intégralité du texte en français disponible sur <<https://www.investigacion.net/fr/le-bilan-sanguinaire-du-regne-obama/>>. Publié le 2 février 2017. Consulté le 19 octobre 2019.

<sup>1509</sup> Adekeye Adebajo. "The U.S. and Africa: The Rise and Fall of Obamamania." *Great Decisions* (2015) : 57.

l'Afrique était loin d'être une priorité diplomatique pour Washington. Le second mandat du président Obama était davantage dominé par la détérioration des relations avec la Russie, le conflit ukrainien et les événements au Moyen-Orient (l'État islamique Daech, la Syrie et le Yémen). Nicolas Van De Walle notait la faible présence diplomatique et la fragilité de l'engagement américain en Afrique qui, depuis les événements en Libye, privilégiait la stratégie du *leading from behind*.<sup>1510</sup> Ce dernier citait comme exemple le manque criant d'effectif et de personnel qualifié dans les ambassades américaines :

Même si l'armée américaine y a étendu son empreinte, la présence diplomatique et des renseignements de Washington est restée extrêmement maigre (...). L'ambassade américaine typique dans un petit pays africain est en sous-effectif ; pire, (...), plus d'un quart des postes dans les ambassades américaines en Afrique restent vacants ou pourvus par des personnes qui seraient normalement considérées comme « junior » (...). Principalement pour des raisons de sécurité, les États-Unis n'ont pas de présence diplomatique dans la moitié nord du Nigéria, une région de plus de 70 millions d'habitants. Depuis l'effondrement de la République centrafricaine, l'ambassade des États-Unis y est fermée depuis 2012. Et le Niger n'avait pas d'ambassadeur américain en résidence permanente durant la majeure partie de la période entre 2013 et 2014.<sup>1511</sup>

Pour le professeur Adekeye Adebajo, hormis une faible représentation diplomatique sur le terrain, contrairement à la Chine qui avait des entrées auprès des gouvernements africains<sup>1512</sup>,

---

<sup>1510</sup> *Leading from Behind* est une expression empruntée par l'administration Obama pour décrire la stratégie américaine en Libye. Elle tire provient d'une déclaration de Nelson Mandela qui faisait référence à la capacité d'un vrai chef de mettre en avant d'autres membres d'un groupe ou d'une organisation afin de les laisser célébrer et s'approprier une victoire : « C'est mieux de mener depuis l'arrière et de mettre les autres devant, surtout lorsque vous célébrez une victoire et que de bonnes choses surviennent. Montez sur le front lorsqu'il y a un danger. Alors, les gens apprécieront votre leadership ». [“It is better to lead from behind and to put others in front, especially when you celebrate victory when nice things occur. You take the front line when there is danger. Then people will appreciate your leadership”]. Néanmoins, dans le cas américain, cette expression devint vite péjorative car elle renvoyait surtout à la volonté de l'administration en place de mettre en avant des pays alliés et se dédouaner des conséquences négatives des actions entreprises conjointement avec ce groupe de pays (Libye, Mali). Voir Ryan Lizza. "Leading From Behind." *The New Yorker* [en ligne] April 26, 2011. Disponible sur <<https://www.newyorker.com/news/news-desk/leading-from-behind>>. Consulté le 27 février 2020.

<sup>1511</sup> "Even as the U.S. military has expanded its footprint there, Washington's diplomatic and intelligence presence has remained extremely thin (...). The typical U.S. embassy in a small African country is understaffed; what is worse, (...), over one-quarter of the positions in the United States' embassies in Africa remain unfilled or filled by people who would normally be considered too junior, (...). Largely for security reasons, the United States lacks a diplomatic presence in the northern half of Nigeria, a region of over 70 million people. The U.S. embassy in the collapsing Central African Republic has been shuttered since 2012. And Niger had no U.S. ambassador in residence for much of 2013 and 2014." Nicolas Van De Walle. "Obama and Africa: Lots of Hope, Not Much Change." *Foreign Affairs*. Vol. 94. No. 5 (September/October 2015) : 55-56.

<sup>1512</sup> Dans l'ouvrage *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir* (2008), les auteurs, Serge Michel et Michel Beuret, citent le témoignage de l'ancien ministre de la Construction, de l'Urbanisme, de la Ville et du Cadre de vie de la République du Congo-Brazzaville, Claude Alphonse Nsilou, sur les relations privilégiées qui existaient entre certains dignitaires congolais et des hauts représentants chinois : « (...) ils [les Chinois] étudient chaque cadre, chaque ministre. Ils s'arrangent pour créer des relations amicales. Une fois, à table, j'ai fait la connaissance d'un grand patron du ministère du Commerce. Il m'a parlé de jazz et d'architecture gréco-romaine. Mon Dieu, c'est exactement ce que j'aime ! (...). (...) Il m'a appelé d'Angola, d'Afrique du Sud, de Chine, juste pour savoir comment j'allais. Après, on s'est rendu compte qu'ils avaient fait la même chose pour tous les ministres congolais... Chacun son Chinois ! Attention, dans 10 ans, le monde est à eux ! ». Voir Serge Michel, Michel



les lobbies noirs, à l'instar de l'influent lobby afro-américain le Caucus noir du Congrès (*Congressional Black Caucus, CBC*), exerçaient une faible influence sur le gouvernement américain, ce qui compliquait la mise en place de réelles politiques en faveur du continent : « La politique des États-Unis à l'égard de l'Afrique continue également de manquer du soutien constant du Congrès; le Black Caucus (CBC) comptait un sénateur sur 100 et seulement 42 membres sur 435 à la Chambre des représentants des États-Unis en octobre 2014 ». <sup>1513</sup> Le professeur Samatar constatait, quant à lui, le détachement dont faisaient preuve les principaux acteurs politiques afro-américains à l'égard des problématiques du continent, n'hésitant pas à les qualifier de carriéristes, animés par des ambitions politiques personnelles :

Depuis les années Clinton, une nouvelle génération d'Afro-américains occupe des postes à responsabilité dans l'élaboration des politiques africaines ; l'équipe du département d'État pour l'Afrique comprend Susan Rice, Jendai Fraser et Johnny Carson. Il semble que ces personnes soient motivées par des aspirations mondaines de carrière plutôt que par des idées politiques pour servir les États-Unis et l'Afrique de manière mutuellement bénéfique. Beaucoup d'entre elles voient dans leur héritage africain non pas un élément moral et éthique qui véhicule une grande responsabilité envers le rétablissement de la justice, mais plus comme une ligne dans le curriculum vitae qui les rend plus attrayants que d'autres membres du gouvernement. Cette nouvelle génération de diplomates afro-américains est intimement liée à l'ordre établi et pourrait ne pas être prédisposée plus favorablement envers les Africains que leurs prédécesseurs. (...) [Leur] vision du monde n'est pas différente de celle de leurs homologues blancs (...). <sup>1514</sup>

Si la politique africaine d'Obama laissa un sentiment de déception, l'arrivée à la Maison Blanche d'un nouveau dirigeant républicain, Donald John Trump, renforça le malaise et la fracture. Dès son arrivée à la présidence en janvier 2017, ce dernier fit preuve d'une totale méconnaissance des affaires africaines et montra du mépris pour les pays du continent. Le manque de diplomatie et les mesures migratoires « choc », entreprises à l'égard des étrangers, ternirent l'image des États-Unis à l'international. Ainsi, les très contestés décrets migratoires,

---

Beuret. *La Chinafrique : Pékin à la conquête du continent noir*. Paris : Editions Grasset et Fasquelle, 2008, pp. 132-133.

<sup>1513</sup> "U.S. policy toward Africa also still continues to lack consistent congressional support; the Congressional Black Caucus (CBC) had one senator out of 100, and a mere 42 out of 435 members in the U.S. House of Representatives as of October 2014." Adekeye Adebajo. "The U.S. and Africa: The Rise and Fall of Obamamania." *Great Decisions* (2015) : 56.

<sup>1514</sup> "From the Clinton years to the present, a new breed of African Americans has occupied senior positions in Africa policymaking ; the Department of State's Africa team has included Susan Rice, Jendai Fraser, and Johnny Carson. It appears that these individuals are driven by mundane career aspirations rather than political ideas of serving the U.S. and Africa in mutually beneficial ways. Many of them see their African heritage not as a moral and ethical signifier that carries with it great responsibility to right injustice, but rather as a resume entry that makes them more attractive than other members of the establishment. This new breed of African American diplomats is joined at the hip with the established order and may in fact not be more favorably predisposed toward African than their predecessors. (...) [Their] worldview is no different from that of their white counterparts (...)." Abdi Ismail Samatar. "Africa: Beware of Obama's Second Term." *African Studies Review*. Vol. 56. No. 2 (2013) : 183.

dont le décret sur les étrangers non-criminels en situation irrégulière, ont transformé pour de nombreux étrangers le rêve américain en cauchemar. Dès 2017, la nouvelle Administration américaine lança dans le pays des raids contre les « sans-papiers ». De nombreux ressortissants africains furent arrêtés et expulsés. Pour pousser les États africains à prendre financièrement en charge le rapatriement de leurs ressortissants, l'Administration du président Donald Trump n'hésita pas à brandir la menace d'un gel des relations diplomatiques, ce que confirma l'ancien ministre des Affaires étrangères et ambassadeur de la Guinée Conakry à Washington, Mamady Condé, dans une interview, accordée au média panafricain *Africa Guinée*, le 9 mai 2017 :

L'ambassade n'est pas seule (...) dans le traitement des dossiers des expulsés (...). (...) des ambassadeurs de la CEDEAO se sont réunis, nous avons fait un lobbying au département d'État pour essayer de plaider la cause de nos compatriotes, mais ça n'a pas marché (...). Ils nous ont dit : « Vous prenez vos citoyens ou on sanctionne votre pays ». Une fois que l'article 243 est actionné par le Congrès, cela sous-entend donc que [le] pays est privé de visas américains. Quelle que soit l'autorité, elle ne peut pas accéder aux États-Unis. Donc pas de visa diplomatique ni de service, pas de visa ordinaire. Quand c'est comme ça, même les visas préalablement attribués ne peuvent plus accéder aux États-Unis.

(...). L'Amérique d'hier n'est plus celle d'aujourd'hui, il faut que les gens se mettent en tête que le rêve américain est devenu un cauchemar aujourd'hui.<sup>1515</sup>

Le 20 septembre 2017, dans une allocution délivrée devant des dirigeants africains à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le président Donald Trump écorcha le nom de la Namibie. La « Nambie » ("Nambia"), tel fut le nom attribué par ce dernier à ce pays d'Afrique australe.<sup>1516</sup> Cette gaffe diplomatique qui suscita de vives réactions dans le monde démontrait l'amplitude de l'ignorance et la méconnaissance de l'Afrique par le nouveau dirigeant américain. Pour Graham Hopwood, directeur de l'Institut indépendant pour la recherche en politiques publiques de Namibie, « de nombreux Namibiens ne sont pas surpris que Trump ne connaisse ni la Namibie ni sa prononciation, son Administration ne s'intéressant guère à l'Afrique ».<sup>1517</sup> Le malaise fut également alimenté par un commentaire « déplacé » lancé au cours de cette rencontre par le président américain sur les progrès économiques des pays

<sup>1515</sup> Boubacar Diallo. « Expulsion des Guinéens des États-Unis : les révélations de l'Ambassadeur Mamady Condé ». *AfricaGuinée* [en ligne] 9 mai 2017. Interview de l'Ambassadeur Mamady Condé. Disponible sur <<https://www.africaguinee.com/articles/2017/05/09/expulsion-des-guineens-des-etats-unis-les-revelations-de-l-ambassadeur-mamady>>. Consulté le 10 novembre 2019.

<sup>1516</sup> Kahina Sekkai. « Aux Nations Unies, Donald Trump a parlé de... la 'Nambie' ». *Paris Match* [en ligne] 21 septembre 2017. Disponible sur <<https://www.parismatch.com/Actu/International/Aux-Nations-unies-Donald-Trump-a-parle-de-la-Nambie-1352552>>. Consulté le 10 novembre 2019.

<sup>1517</sup> "Many Namibians are not surprised that Trump didn't know about Namibia or how to pronounce it, since his administration has shown scant interest in Africa." Voir Adam Taylor. "How Namibia Responded to Trump Inventing a Country Called 'Nambia'." *Washington Post* [en ligne] September 21, 2017. Disponible sur <<https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2017/09/21/how-namibia-responded-to-trump-inventing-a-country-called-nambia/>>. Consulté le 19 novembre 2019.

africains. Voulant célébrer le potentiel économique du continent, Donald Trump mentionna fièrement que ses amis se ruèrent vers l'Afrique pour devenir riches : « L'Afrique a un potentiel commercial énorme. J'ai tellement d'amis qui vont dans vos pays pour essayer de s'enrichir. Je vous félicite. Ils dépensent beaucoup d'argent ». <sup>1518</sup> Cette réflexion maladroite fut mal perçue par les dignitaires africains car elle renvoyait à la mémoire de siècles d'exploitation des ressources humaines et naturelles du continent par les Occidentaux et les Américains, durant la traite négrière et la période coloniale. <sup>1519</sup>

Le 11 janvier 2018, au cours d'une réunion sur l'immigration avec des parlementaires, le président Donald Trump qualifia Haïti, le Salvador et les pays africains de « trous à rats » ("shithole countries"), s'insurgeant contre l'idée d'octroyer des droits à la protection et l'immigration à leurs ressortissants, suggérant qu'il était préférable de laisser entrer sur le sol américain davantage de Norvégiens ou d'Asiatiques qui, selon lui, contribuaient à la prospérité économique des États-Unis : « Pourquoi avons-nous tous ces gens de pays de merde qui viennent ici? Pourquoi avons-nous besoin de plus d'Haïtiens ? Sortez-les ». <sup>1520</sup> Si le président ougandais Yoweri Museveni félicita le dirigeant américain pour sa franchise <sup>1521</sup>, la majorité fut indignée. La représentation de l'Union africaine aux États-Unis exigea « des excuses » de la part de la Maison Blanche et condamna les propos du président Trump par l'intermédiaire de son porte-parole Ebba Kalondo qui déclara que ces paroles « déshonorent les principes mêmes des États-Unis et leur tradition de respect de la diversité et de la dignité humaine ». <sup>1522</sup>

L'Administration Trump a maintenu plusieurs programmes, élaborés sous les anciennes présidences, comme l'AGOA ou le Millenium Challenge Corporation (MCC). Le président Donald Trump a également poursuivi la tendance prise par le gouvernement Obama en matière de réduction d'aides financières. Affichant une politique extérieure nationaliste,

---

<sup>1518</sup> "Africa has tremendous business potential. I've so many friends going to your countries, trying to get rich. I congratulate you. They're spending a lot of money." Kevin Lui. "Trump Tells African Leaders His Friends Go There to 'Get Rich.' Awkward Silence Follows." *Time* [en ligne] September 21, 2017. Disponible sur <<https://time.com/4951006/trump-africa-get-rich/>>. Consulté le 25 novembre 2019.

<sup>1519</sup> *Ibid.*

<sup>1520</sup> "Why are we having all these people from shithole countries come here? Why do we need more Haitians? Take them out." Voir Josh Dawsey. "Trump Derides Protections for Immigrants from 'Shithole' Countries." *Washington Post* [en ligne] January 12, 2018. Disponible sur <[https://www.washingtonpost.com/politics/trump-attacks-protections-for-immigrants-from-shithole-countries-in-oval-office-meeting/2018/01/11/bfc0725c-f711-11e7-91af-31ac729add94\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/trump-attacks-protections-for-immigrants-from-shithole-countries-in-oval-office-meeting/2018/01/11/bfc0725c-f711-11e7-91af-31ac729add94_story.html)>. Consulté le 19 novembre 2019.

<sup>1521</sup> « J'adore Trump parce qu'il parle aux Africains franchement. Les Africains ont besoin de résoudre leurs problèmes, les Africains sont faibles ». ["I love Trump because he tells Africans frankly. The Africans need to solve their problems, the Africans are weak"]. Voir [BBC]. "Uganda's Museveni: I Love Trump for Being Frank with Africans." *BBC* [en ligne] January 23, 2018. Disponible sur <<https://www.bbc.com/news/world-africa-42795588>>. Consulté le 21 novembre 2019.

<sup>1522</sup> Sabine Grandadam. « 'Shithole countries'. Vague de colère contre les propos offensants de Trump ». *Courrier International* [en ligne] 13 janvier 2018. Disponible sur <<https://www.courrierinternational.com/article/shithole-countries-vague-de-colere-contre-les-propos-offensants-de-trump>>. Consulté le 21 novembre 2019.

protectionniste, unilatéraliste ("America First"), l'Administration Trump envisageait de réduire considérablement (de 2 à 7 milliards de dollars) les financements octroyés aux programmes d'aide destinés à de nombreux pays étrangers, dont le continent africain.<sup>1523</sup> Cette mesure affecterait sensiblement l'action de l'USAID et des structures des Nations Unies, comme le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et la Force de maintien de la paix (U.N. Peacekeeping).<sup>1524</sup> Privilégiant les intérêts nationaux, l'Administration Trump annonçait vouloir arrêter certains financements, comme le Fonds de lutte contre Ebola, établi sous l'Administration Obama.<sup>1525</sup>

Pour l'Administration Trump, le bilan des longues années d'aide américaine au continent africain était négatif, car il ne permit pas d'atteindre les objectifs attendus.<sup>1526</sup> Le gouvernement américain considérait ces financements perdus, détournés au profit de régimes corrompus.<sup>1527</sup> Le président Donald Trump appela également à suspendre les financements des États qui, malgré les aides perçues, laissaient leurs ressortissants (« les moins bons ») immigrer illégalement aux États-Unis :

Pensez maintenant à toute cette aide que nous donnons à certains de ces pays. Eh bien ! je vais très bientôt demander qu'on autorise que les pays qui abusent de nous, en nous envoyant leurs gens (et non les meilleurs), que nous ne donnions plus aucune aide à ces pays. Pourquoi, diable, devrions-nous ? Il s'agit d'une approche responsable, basée sur

---

<sup>1523</sup> Robbie Gramer, Colum Lynch. "Trump's Plan to Slash Foreign Aid Puts Humanitarian Programs in Jeopardy." *Foreign Policy* [en ligne] August 16, 2019. Disponible sur <<https://foreignpolicy.com/2019/08/16/donald-trump-plan-to-slash-foreign-aid-puts-humanitarian-programs-in-jeopardy/>>. Consulté le 22 novembre 2019.

En janvier 2021, avant de quitter la présidence des États-Unis, le gouvernement Trump lança une dernière tentative de réduire l'aide étrangère à la hauteur de 17 milliards de dollars. Voir Robbie Gramer. "Trump Mounts Last-Minute Attempt to Starve Funding for Foreign Aid, Global Vaccine Efforts." *Foreign Policy* [en ligne] January 15, 2021. Disponible sur <<https://foreignpolicy.com/2021/01/15/trump-last-minute-cut-funding-foreign-aid-vaccines-diplomacy-rescission-billions-congress-biden-transition/>>. Consulté le 19 février 2021.

<sup>1524</sup> Robbie Gramer, Colum Lynch. "Trump's Plan to Slash Foreign Aid Puts Humanitarian Programs in Jeopardy." *Foreign Policy* [en ligne] August 16, 2019. Disponible sur <<https://foreignpolicy.com/2019/08/16/donald-trump-plan-to-slash-foreign-aid-puts-humanitarian-programs-in-jeopardy/>>. Consulté le 22 novembre 2019.

<sup>1525</sup> Laurie Garrett. "Ebola Is Back. And Trump Is Trying to Kill Funding for It." *Foreign Policy* [en ligne] May 9, 2018. Disponible sur <<https://foreignpolicy.com/2018/05/09/ebola-is-back-and-trump-is-trying-to-kill-funding-for-it/>>. Consulté le 25 novembre 2019.

<sup>1526</sup> "Unfortunately, billions upon billions of U.S. taxpayer dollars have not achieved the desired effects. They have not stopped the scourge of terrorism, radicalism, and violence. They have not prevented other powers, such as China and Russia, from taking advantage of African states to increase their own power and influence. And, they have not led to stable and transparent governance, economic viability, and increasing development across the region." Voir *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Trump Administration's New Africa Strategy*, Heritage Foundation [White House online], Washington, D. C., December 13, 2018. Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-national-security-advisor-ambassador-john-r-bolton-trump-administrations-new-africa-strategy/>>. Consulté le 25 novembre 2019.

<sup>1527</sup> En janvier 2017, l'équipe du président nouvellement élu, Donald Trump, questionna le département d'État sur l'aide financière octroyée par les États-Unis aux pays africains : "With so much corruption in Africa, how much of our funding is stolen ?" Voir Al Mariani. "Trump's Suspicion of Foreign Aid to Africa is Right on the Money." *The Hill* [en ligne] March 9, 2017. Disponible sur <<https://thehill.com/blogs/pundits-blog/foreign-policy/323198-trumps-suspicion-of-foreign-aid-to-africa-is-right-on-the>>. Consulté le 22 novembre 2019.

du bon sens, que tous les législateurs devraient adopter, démocrates comme républicains.<sup>1528</sup>

L'Administration Trump voulait changer la vision traditionnelle de l'aide américaine. L'aide, qu'elle soit humanitaire, sanitaire, économique ou sécuritaire (par exemple : les programmes de maintien de la paix, notamment dans le cadre des Nations Unies), ne devrait plus être une aide humanitaire, « désintéressée », mais pragmatique et stratégique, répondant exclusivement aux intérêts américains. Lors de la présentation de la nouvelle stratégie des États-Unis en Afrique, en décembre 2018, le conseiller américain à la sécurité nationale, John Robert Bolton, stipula que chaque dollar d'aide dépensé devait avant tout servir l'Amérique :

À partir de maintenant, les États-Unis ne toléreront plus ce régime d'aide de longue durée sans résultat (...). (...)

En conséquence, nous veillerons à ce que TOUT (...) - que ce soit pour des besoins de sécurité, humanitaires ou de développement – soit pour les intérêts américains. (...)

L'aide étrangère américaine dans les quatre coins du monde doit défendre les intérêts des États-Unis. (...).<sup>1529</sup>

La nouvelle politique d'aide américaine devait privilégier les « amis et alliés » des États-Unis, à savoir ceux qui soutiennent les politiques et les positions américaines dans le monde : « Les pays qui votent fréquemment contre les États-Unis dans les instances internationales [Conseil de sécurité des Nations Unies] ou qui agissent contre les intérêts des États-Unis ne devraient plus recevoir la généreuse aide étrangère américaine ».<sup>1530</sup> En septembre 2019, le président Donald Trump confirma cette mesure dans une directive sur la nouvelle aide étrangère américaine. Le document prévoyait de : « (...) réduire ou supprimer l'aide étrangère aux pays et aux organisations internationales qui œuvrent contre ou ne soutiennent pas les intérêts des

<sup>1528</sup> "Now think of all that aid that we give to some of these countries. Well, I'm going to go very shortly for authorization that when countries abuse us by sending their people up — not their best — we're not going to give any more aid to those countries. Why the hell should we? This is a responsible, common-sense approach that all lawmakers should embrace, Democrats and Republicans." Voir Kevin Breuninger. "Trump Says He'll Cut off Foreign Aid to Countries that Send 'not Their Best' People." *CNBC* [en ligne] June 19, 2018. Disponible sur <<https://www.cnbc.com/2018/06/19/trump-cut-foreign-aid-to-countries-sending-not-their-best-people.html>>. Consulté le 22 novembre 2019.

<sup>1529</sup> "From now on, the United States will not tolerate this longstanding pattern of aid without effect (...). (...). Accordingly, we will make certain that ALL aid (...) — whether for security, humanitarian, or development needs — advances these U.S. interests. (...). Our new foreign assistance strategy will ensure that all U.S. foreign aid, in every corner of the globe, advances U.S. interests. (...)." Voir *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Trump Administration's New Africa Strategy*, Heritage Foundation [White House online], Washington, D. C., December 13, 2018. Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-national-security-advisor-ambassador-john-r-bolton-trump-administrations-new-africa-strategy/>>. Consulté le 25 novembre 2019.

<sup>1530</sup> "Countries that repeatedly vote against the United States in international forums, or take action counter to U.S. interests, should not receive generous American foreign aid." *Ibid.*

États-Unis, et la concentrer sur les alliés et les partenaires qui coopèrent avec les États-Unis ». <sup>1531</sup>

Au cours de la première année de sa présidence, Donald Trump accorda très peu d'intérêt aux questions africaines. La majorité des ambassadeurs sur le continent africain furent nommés entre 2018 et 2019. <sup>1532</sup> Le responsable de l'Afrique au département d'État, Tibor P. Nagy, diplomate chevronné, fut nommé seulement en mai 2018. <sup>1533</sup> La première mention officielle des relations entre les États-Unis et le continent africain fut retranscrite dans la Stratégie de sécurité nationale de décembre 2017 (*National Security Strategy*, NSS). Dans cette nouvelle doctrine de politique étrangère de l'Administration Trump, l'Afrique était encore une fois repoussée au dernier rang dans la liste des priorités américaines, après la zone Indo-Pacifique, l'Europe, le Moyen-Orient, l'Asie et l'hémisphère ouest. Le continent africain était présenté avant tout comme un marché prometteur pour les produits américains :

L'Afrique a de nombreuses économies dont la croissance est la plus rapide au monde, ce qui représente de nouveaux marchés potentiels pour les biens et les services américains. (...) La demande en exportation de produits américains de qualité est élevée et

---

<sup>1531</sup> " (...) reduce or eliminate foreign assistance to countries and international organizations that are working against or do not support United States interests and focus it on allies and partners that are cooperating with the United States." Nahal Toosi. "Trump plan would steer foreign aid to 'friends and allies'." *Politico* [en ligne] September 6, 2019. Disponible sur <<https://www.politico.com/story/2019/09/06/trump-foreign-aid-allies-1483788>>. Consulté le 25 novembre 2019.

Voir également l'article de Nikolas K. Gvosdev. "Transactionalism and U.S. Foreign Aid." *Carnegie Council for Ethics in International Affairs* [en ligne] September 9, 2019. Disponible sur <[https://www.carnegiecouncil.org/publications/articles\\_papers\\_reports/transactionalism-and-u-s-foreign-aid](https://www.carnegiecouncil.org/publications/articles_papers_reports/transactionalism-and-u-s-foreign-aid)>. Consulté le 25 novembre 2019.

<sup>1532</sup> Il est intéressant de constater que la plupart des ambassadeurs américains envoyés en Afrique sont des diplomates de carrière, contrairement aux États européens ou aux puissances émergentes eurasiennes comme la Russie, l'Inde et la Chine où on voit des nominations politiques. Il existe deux catégories d'ambassadeurs : les diplomates de carrière (*career*) et les nominés politiques (*political*). Les ambassadeurs dits « politiques » sont des personnalités désignées par le président non pour leurs compétences en diplomatie ou leur expertise, comme cela est le cas pour les ambassadeurs de carrière, mais pour des affinités et des intérêts personnels. Par exemple, ces personnes peuvent être des hommes d'affaires influents ou des alliés politiques majeurs qui auraient soutenu financièrement les campagnes électorales du président. Ces ambassadeurs sont souvent envoyés dans des pays stables et développés. Les ambassadeurs de carrières sont nommés à des postes dans des pays moins développés et à risque. En Afrique, à ce jour, il y a seulement cinq pays où on retrouve des nominations politiques sous l'administration Trump : le Maroc, le Kenya, le Rwanda, l'Afrique du Sud et la Tanzanie. Voir Dave Levinthal, Chris Zubak-Skees. "Barack Obama's Ambassador Legacy : Plum Postings For Big Donors. Will Donald Trump Similarly Reward His Political Patrons ?". *The Center for Public Integrity* [en ligne] January 4, 2017. Disponible sur <<https://publicintegrity.org/federal-politics/barack-obamas-ambassador-legacy-plum-postings-for-big-donors/>>. Consulté le 28 novembre 2019.

Voir également "Tracker : Current U.S. Ambassadors." *AFSA* [en ligne] November 20, 2019. Disponible en ligne <<https://www.afsa.org/list-ambassadorial-appointments>>. Consulté le 28 novembre 2019.

<sup>1533</sup> Steve Straehley. "Under Secretary of State for African Affairs: Who Is Tibor Nagy Jr.?" *AllGov* [en ligne] May 24, 2018. Disponible sur <<http://www.allgov.com/news/top-stories/under-secretary-of-state-for-african-affairs-who-is-tibor-nagy-jr-180524?news=860473>>. Consulté le 27 novembre 2019.

augmentera probablement avec la croissance de la population et de la prospérité africaine.<sup>1534</sup>

En matière de politique africaine, la nouvelle Administration voyait d'un mauvais œil le renforcement de l'activité et l'expansion chinoise sur le continent, surtout depuis l'ouverture par la Chine d'une première base militaire en Afrique, à Djibouti, en 2017, proche de la base américaine du Camp Lemonier.<sup>1535</sup> La présence chinoise et le retour de la Russie sur le continent furent perçus comme une compétition agressive et un danger pour les intérêts américains dans la région. Dans la nouvelle doctrine de politique étrangère, Washington n'hésitait pas à proposer aux Africains un partenariat alternatif, dit « sain », encourageant le développement économique des pays, la bonne gouvernance et la démocratie, combattant le terrorisme et promettant de sanctionner les régimes corrompus, contrairement à Pékin et Moscou, accusés d'entretenir des dictatures et d'exploiter par la dette le continent (« le piège de la dette » ou en anglais "the debt trap diplomacy"), entravant ainsi son développement :

Certaines pratiques chinoises sapent le développement à long terme de l'Afrique, en corrompant les élites, dominant les industries extractives et enfermant les pays dans des dettes et des engagements insoutenables et opaques. Les États-Unis recherchent des États africains souverains, intégrés dans l'économie mondiale, capables de subvenir aux besoins de leurs citoyens et capables de gérer les menaces à la paix et à la sécurité. (...). (...). Les États-Unis collaboreront avec les gouvernements, la société civile et les organisations régionales pour mettre fin aux conflits violents de longue durée. Nous encouragerons la réforme, en travaillant avec les pays prometteurs pour promouvoir une gouvernance efficace, améliorer l'État de droit et développer des institutions responsables et sensibles aux citoyens. (...). Si nécessaire, nous sommes prêts à sanctionner les responsables gouvernementaux et les institutions qui s'en prennent à leurs citoyens et commettent des atrocités. Lorsqu'il n'y a pas d'alternatives, nous suspendrons l'aide, plutôt que de la voir exploitée par des élites corrompues.<sup>1536</sup>

<sup>1534</sup> "Africa contains many of the world's fastest growing economies, which represent potential new markets for U.S. goods and services. (...). The demand for quality American exports is high and will likely grow as Africa's population and prosperity increase." *National Security Strategy of the United States of America, December 2017*, p. 52. Disponible en ligne sur <<https://trumpwhitehouse.archives.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf>>. Téléchargé le 15 décembre 2019.

<sup>1535</sup> [AFP]. « La Chine inaugure à Djibouti sa première base à l'étranger ». *L'Express* [en ligne] 1 août 2017. Disponible sur <[https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/la-chine-inaugure-a-djibouti-sa-premiere-base-a-l-etranger\\_1932233.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/la-chine-inaugure-a-djibouti-sa-premiere-base-a-l-etranger_1932233.html)>. Consulté le 7 décembre 2019.

<sup>1536</sup> "Some Chinese practices undermine Africa's long-term development by corrupting elites, dominating extractive industries, and locking countries into unsustainable and opaque debts and commitments. The United States seeks sovereign African states that are integrated into the world economy, able to provide for their citizens' needs, and capable of managing threats to peace and security. (...). (...). The United States will partner with governments, civil society, and regional organizations to end long-running, violent conflicts. We will encourage reform, working with promising nations to promote effective governance, improve the rule of law, and develop institutions accountable and responsive to citizens. (...). If necessary, we are prepared to sanction government officials and institutions that prey on their citizens and commit atrocities. When there is no alternative, we will suspend aid rather than see it exploited by corrupt elites." *National Security Strategy of the United States of America, December 2017*, p. 52. Disponible en ligne sur

La pensée de la rivalité sino-russo-américaine sur le continent africain imprégna le discours du conseiller à la sécurité nationale du président Donald Trump, John R. Bolton, lors de la présentation de la nouvelle stratégie des États-Unis en Afrique. Washington désigna Moscou et Pékin comme des grandes puissances rivales qui tissaient la toile de leur influence financière et politique à travers le continent. La nouvelle Administration américaine qualifia les stratégies africaines de la Russie et de la Chine d'actions agressives et prédatrices, nuisibles pour le développement des pays du continent et des intérêts américains :

(...) Les pratiques prédatrices de la Chine et de la Russie freinent la croissance économique de l'Afrique ; menacent l'indépendance financière des nations africaines ; entravent les opportunités d'investissements des États-Unis ; interfèrent avec les opérations militaires américaines ; et constituent une menace importante pour les intérêts de sécurité nationale des États-Unis.<sup>1537</sup>

Dans sa nouvelle stratégie africaine, Washington n'hésitait pas à user du chantage à l'aide auprès des États du continent afin de contrer l'influence sino-russe, rappelant que « l'aide serait diminuée aux pays et aux organisations qui font de mauvais choix politiques ».<sup>1538</sup> En juin 2019, Tibor Nagy, « Monsieur Afrique » de Donald Trump, rappela, lors d'une interview à la presse sud-africaine, que « les pays africains qui s'endettent au-delà de leurs capacités de remboursement, y compris auprès de la Chine, ne devraient pas s'attendre à une nouvelle opération de sauvetage financée par l'Occident sous forme d'un allègement de la dette ».<sup>1539</sup>

Pour rivaliser avec l'Empire du Milieu, les États-Unis, malgré l'adoption d'une politique de restriction d'aide budgétaire et en réponse à Pékin qui annonçait, en septembre 2018, l'octroi de 60 milliards de dollars d'aide au développement à l'Afrique, s'engagèrent à leur tour à débloquer 60 milliards de dollars pour le financement des projets d'investissements sur le

---

<<https://trumpwhitehouse.archives.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf>>.

Téléchargé le 15 décembre 2019.

<sup>1537</sup> " (...) the predatory practices pursued by China and Russia stunt economic growth in Africa; threaten the financial independence of African nations; inhibit opportunities for U.S. investment; interfere with U.S. military operations; and pose a significant threat to U.S. national security interests." *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on The Trump Administration's New Africa Strategy*, National Security Council, December 13, 2018. Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-national-security-advisor-ambassador-john-r-bolton-trump-administrations-new-africa-strategy/>>. Consulté le 7 décembre 2019.

<sup>1538</sup> " (...) assistance should decline to countries and organizations making poor policy choices." *Ibid.*

<sup>1539</sup> [Agence Ecofin]. « Les pays africains ne devraient pas s'attendre à une nouvelle initiative d'allègement de la dette, avertit un haut responsable américain ». *Agence Ecofin* [en ligne] 24 juin 2019. Disponible sur <[https://agenceecofin.com/gouvernance-economique/2406-67223-les-pays-africains-ne-devraient-pas-s-attendre-a-une-nouvelle-initiative-d-allegement-de-la-dette-avertit-un-haut-responsable-americain?fb\\_comment\\_id=2722057321155229\\_2725966490764312](https://agenceecofin.com/gouvernance-economique/2406-67223-les-pays-africains-ne-devraient-pas-s-attendre-a-une-nouvelle-initiative-d-allegement-de-la-dette-avertit-un-haut-responsable-americain?fb_comment_id=2722057321155229_2725966490764312)>. Consulté le 9 décembre 2019.



continent par l'intermédiaire de l'U.S. International Development Finance Corporation (IDFC ou ex-OPIC).<sup>1540</sup>

Afin de regagner la sympathie des populations africaines et se distinguer de ses rivaux, Moscou et Pékin, l'Administration américaine n'hésita pas à exclure de l'AGOA la Mauritanie et le Cameroun pour « violation des droits de l'Homme ». <sup>1541</sup> Les deux États africains, consternés par cette décision, accusèrent Washington d'utiliser l'AGOA comme une arme de pression politique sur les pays africains. Ainsi, le gouvernement camerounais considérait que cette exclusion était une mesure punitive de l'Administration américaine à l'encontre de la politique du régime du président Paul Biya envers les chefs séparatistes anglophones du Cameroun, les « Ambazoniens », que Washington soutenait contre le pouvoir en place. <sup>1542</sup> Pour la Mauritanie, l'Administration Trump qui accusait Nouakchott de maintenir l'esclavage s'appuierait sur « des informations erronées, recueillies auprès de sources partisans et sans crédibilité » <sup>1543</sup> dans le but d'exercer une pression économique sur le pays (« le pays exclu devant (...) payer entre 32% et 36% de droits de douane pour ses exportations, pour des marchandises auparavant non taxées à l'entrée du territoire américain » <sup>1544</sup>).

Si, en 2008, « les exportations AGOA vers les États-Unis avait atteint le pic historique de 66,3 milliards de dollars » <sup>1545</sup>, depuis, le niveau des échanges ne cesse de tomber. En 2019,

---

<sup>1540</sup> Yinka Adegoke. "A New \$60 Billion Agency is the Clearest Sign the US is Worried about China's Africa Influence." *Quartz Africa* [en ligne] October 14, 2018. Disponible sur <<https://qz.com/africa/1423506/china-africa-debt-us-will-invest-60-billion-overseas-to-beat-chin-at-development/>>. Consulté le 9 décembre 2019.

<sup>1541</sup> [RFI]. « La Mauritanie exclue de l'AGOA : incompréhension face à la décision américaine ». *RFI* [en ligne] 6 novembre 2018. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20181106-exclusion-agoa-incomprehension-mauritanie-face-decision-americaine>>. Consulté le 9 décembre 2019.

Voir également « Le Cameroun exclu de l'AGOA, comprendre cette sanction ». *Journal du Cameroun* [en ligne] publié le 1 novembre 2019. Disponible sur <<https://www.journalducameroun.com/le-cameroun-exclu-de-lagoa-comprendre-cette-sanction/>>. Consulté le 9 décembre 2019.

<sup>1542</sup> La République d'Ambazonie (Amba Land, Ambazonia) est le nom donné par les séparatistes indépendantistes anglophones camerounais à l'ancien Cameroun du sud britannique. Ce pays n'est pas reconnu au niveau international. « Ambazonie ». *Glosbe* [dictionnaire en ligne] sans date. Disponible sur <<https://glosbe.com/fr/fr/Ambazonie>>. Consulté le 9 décembre 2019.

Voir également « Le Cameroun exclu de l'AGOA, comprendre cette sanction ». *Journal du Cameroun* [en ligne] publié le 1 novembre 2019. Disponible sur <<https://www.journalducameroun.com/le-cameroun-exclu-de-lagoa-comprendre-cette-sanction/>>. Consulté le 9 décembre 2019.

<sup>1543</sup> [RFI]. « La Mauritanie exclue de l'AGOA : incompréhension face à la décision américaine ». *RFI* [en ligne] 6 novembre 2018. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20181106-exclusion-agoa-incomprehension-mauritanie-face-decision-americaine>>. Consulté le 9 décembre 2019.

<sup>1544</sup> *Ibid.*

<sup>1545</sup> Espoir Olodo. « L'AGOA : opportunité véritable ou arme commerciale américaine en Afrique ? ». *Ecofin Hebdo* [en ligne]. N°105 (6 avril 2018). Disponible sur <<https://www.agenceecofin.com/hebdop1/0504-55888-l-agoa-opportunit-e-veritable-ou-arme-commerciale-americaine-en-afrique>>. Consulté le 12 décembre 2019.

Voir aussi "U.S. imports under AGOA in 2008 totaled \$66.3 billion (...)" [USTR]. "Trade is Key to Africa's Economic Growth." USTR [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/blog/trade-key-africa%E2%80%99s-economic-growth>>.

l'Afrique ne représentait que 0,8% des importations mondiales américaines.<sup>1546</sup> Les États africains désireux revoir les conditions d'importation de certains produits américains, comme, par exemple, dans les secteurs de l'agroalimentaire et du textile, avaient été menacés par Washington de sanction ou d'exclusion, ce qui fut le cas pour le Rwanda. En 2018, Kigali, en accord avec l'Ouganda et la Tanzanie, dans l'objectif d'encourager le développement de l'industrie nationale du textile, interdit l'importation de vêtements d'occasion et « multiplia par 20 le taux des douanes sur ces produits », dont une bonne partie provenait des États-Unis.<sup>1547</sup> En réponse, l'Administration Trump procéda à la « suspension des avantages commerciaux dont bénéficiaient les vêtements importés du Rwanda »<sup>1548</sup>, dans le cadre de l'AGOA.

Outre la réduction de l'aide étrangère, un autre aspect important de la politique économique extérieure de l'Administration Trump était de privilégier à l'échelle internationale le bilatéralisme au multilatéralisme. Le 26 janvier 2017, le président élu déclara, au cours d'une rencontre avec des membres du parti républicain à Philadelphie :

(...) croyez-moi, nous allons conclure de nombreux accords commerciaux. (...). Mais ils seront en tête-à-tête. Ce ne sera plus un gros micmac. Il s'agira d'ententes individuelles et si un pays en particulier ne nous traite pas équitablement, nous leur enverrons une résiliation de 30 jours - un avis de résiliation. Et puis, ils viendront et diront, s'il vous plaît ne faites pas cela, et nous négocierons une meilleure offre pendant cette période de 30 jours.<sup>1549</sup>

Lors de la tenue du sommet « États-Unis-Afrique », du 18 au 21 juin 2019, à Maputo, au Mozambique,<sup>1550</sup> l'Administration Trump annonça le lancement de deux nouveaux programmes économiques en faveur du continent : « Prosper Africa » et « Access Africa ». La

<sup>1546</sup> Maimouna Dia. « AGOA : l'autre outil américain pour contrôler le marché africain ». *Afrique La Tribune* [en ligne] 7 août 2019. Disponible sur <<https://afrique.latribune.fr/afrique-de-l-ouest/cote-d-ivoire/2019-08-07/agoa-l-autre-outil-americain-pour-controler-le-marche-africain-825375.html>>. Consulté le 12 décembre 2019.

<sup>1547</sup> *Ibid.* Voir aussi Franck Kuwonu. « Des friperies indésirables. Les États-Unis menacent d'exclure l'Afrique de l'Est de l'AGOA ». *Afrique Renouveau*. Vol. 31. N°3 (décembre 2017- mars 2018) : 18-19.

<sup>1548</sup> *Ibid.*

<sup>1549</sup> " (...) believe me, we're going to have a lot of trade deals. (...).

But they'll be one-on-one. They won't be a whole, big mash-pot. They'll be one-on-one deals and if that particular country doesn't treat us fairly, we send them a 30-day termination— notice of termination. And then, they'll come and say, please don't do that, and we'll negotiate a better deal during that 30-day period." *Remarks at the "Congress of Tomorrow" Republican Member Retreat in Philadelphia, Pennsylvania, January 26, 2017*. Texte disponible en ligne sur <<https://www.govinfo.gov/content/pkg/DCPD-201700514/pdf/DCPD-201700514.pdf>>. Téléchargé le 7 mars 2021.

Cette tendance bilatéraliste se traduit par un retrait successif des États-Unis des grandes instances et accords internationaux, dont le Partenariat transpacifique, l'accord de Paris sur le climat, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, l'UNESCO, l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

<sup>1550</sup> Il faut noter que le président Donald Trump était absent à cette rencontre qui rassembla plusieurs chefs d'États africains et de nombreux acteurs des secteurs économiques africains et américains. Hugo Flotat-Talon, Silja Fröhlich. « Africa Business 2019 : Trump ne fait pas le déplacement, et pourtant... ». *DW [Deutsche Welle]* [en ligne] 18 juin 2019. Disponible sur <<https://www.dw.com/fr/africa-business-2019-trump-ne-fait-pas-le-d%C3%A9placement-et-pourtant/a-49237576>>. Consulté le 28 février 2021.

première initiative a pour objectif de présenter les opportunités économiques qui s'offrent aux entreprises et investisseurs américains et africains, afin de doubler le commerce bilatéral entre les pays africains et les États-Unis.<sup>1551</sup> Le second projet doit encourager le partenariat entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne dans le développement des technologies de l'information et des télécommunications.<sup>1552</sup>

En matière de défense et de sécurité en Afrique, l'Administration Trump appelait à réduire les effectifs militaires des États-Unis et fermer des bases de drones.<sup>1553</sup> Ainsi, en Somalie, Washington procéda au retrait des forces armées américaines.<sup>1554</sup> Ce repli de la présence militaire américaine dans cette zone s'inscrivait dans la stratégie globale de désengagement des États-Unis dans les zones de conflits, jugées coûteuses et inutiles.<sup>1555</sup> Dans un rapport paru en décembre 2019, sur l'activité antiterroriste menée par l'AFRICOM dans le Sahel (*East Africa and North and West Africa Counterterrorism Operations*), l'inspecteur général du département de la Défense des États-Unis, Glenn A. Fine, notait que « la menace terroriste en Afrique reste persistante et, dans de nombreux endroits, augmente. (...) la menace posés par al-Chabab et Daesh en Somalie, en Afrique de l'Est, reste 'élevée', malgré la poursuite

---

<sup>1551</sup> "Prosper Africa : A U.S. Government Trade and Investment Tools." *International Trade Administration* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.trade.gov/prosperafrika/>>. Consulté le 9 décembre 2019.

<sup>1552</sup> Landry Signé, Eric Olander. "Can Trump's Prosper Africa Make America Greater than China and Other Partners in Africa?" *Brookings* [en ligne] June 26, 2019. Disponible sur <<https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/06/26/can-trumps-prosper-africa-make-america-greater-than-china-and-other-partners-in-africa/>>. Consulté le 9 décembre 2019.

<sup>1553</sup> [Le Point Afrique]. « L'armée américaine partie pour réduire ses effectifs en Afrique ». *Le Point* [en ligne] 13 janvier 2020. Disponible sur <[https://www.lepoint.fr/afrique/terrorisme-pourquoi-l-armee-americaine-veut-elle-se-retirer-d-afrique-13-01-2020-2357548\\_3826.php#>](https://www.lepoint.fr/afrique/terrorisme-pourquoi-l-armee-americaine-veut-elle-se-retirer-d-afrique-13-01-2020-2357548_3826.php#>). Consulté le 28 février 2021.

<sup>1554</sup> Le retrait complet des forces armées américaines de la Somalie fut parachevé le 15 janvier 2021. Anna Cara. "U.S. Military Says Troop Withdrawal from Somalia is Complete." *Military Times* [en ligne] January 17, 2021. Disponible sur <<https://www.militarytimes.com/news/your-military/2021/01/17/us-military-says-troop-withdrawal-from-somalia-is-complete/>>. Consulté le 28 février 2021.

<sup>1555</sup> Ceci est l'une des promesses faites lors de la campagne électorale de Donald Trump en 2016. Le 12 octobre 2020, le président américain réitéra son engagement pour le rapatriement des troupes américaines des zones de guerre dans un discours pré-électoral prononcé à Sanford, en Floride. Il annonça vouloir rappeler les troupes américaines d'Irak, d'Afghanistan et de Somalie avant la fin de son mandat en janvier 2021 : « nous garderons l'Amérique à l'écart de ces guerres étrangères, ridicules, horribles et très, très stupides, contre des pays dont vous n'avez même jamais entendu parler ». ["We will keep America out of these ridiculous, horrible and very, very stupid foreign wars against countries that you've never even heard of"]. "Donald Trump Campaign Rally Sanford, Florida, October 12, 2020." *Rev* [en ligne] October 12, 2020. Disponible sur <<https://www.rev.com/blog/transcripts/donald-trump-campaign-rally-sanford-florida-transcript-october-12-first-rally-since-diagnosis>>. Consulté le 28 février 2021.

Voir [Courrier International]. « Trump ordonne le retrait des troupes américaines de Somalie ». *Courrier International* [en ligne] 5 décembre 2020. Disponible sur <<https://www.courrierinternational.com/article/corne-de-lafrique-trump-ordonne-le-retrait-des-troupes-americaines-de-somalie>>. Consulté le 28 février 2021.

Voir aussi Eric Schmitt, Thomas Gibbons-Neff, Charlie Savage and Helene Cooper. "Trump Is Said to Be Preparing to Withdraw Troops from Afghanistan, Iraq and Somalia." *New York Times* [en ligne] November 18, 2020. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2020/11/16/us/politics/trump-troop-withdrawal-afghanistan-somalia-iraq.html>>. Consulté le 28 février 2021.

des frappes aériennes américaines et la formation des forces de sécurité somaliennes ».<sup>1556</sup> Pour l'ancien ambassadeur des États-Unis en Centrafrique, Jeffrey Hawkins : « L'Administration Trump ne considère pas que les djihadistes du Sahel constituent un danger direct pour la sécurité des États-Unis ».<sup>1557</sup> Hormis le désir de sortir de ces guerres coûteuses et sans fin, le repli militaire américain retranscrivait aussi la volonté de l'Administration Trump de modifier la stratégie de défense nationale, se centrant sur l'essentiel, à savoir : la menace sino-russe.

Jusqu'à-là, la stratégie de défense nationale des États-Unis était orientée principalement vers la guerre contre le terrorisme international. La Stratégie de défense nationale de 2018 (*National Defense Strategy*, NDS) désignait dorénavant la concurrence interétatique comme principale préoccupation américaine. Les États-Unis devaient « aiguiser l'avantage concurrentiel de l'armée américaine » dans un environnement propice au « désordre mondial croissant » : « La concurrence stratégique entre États, et non le terrorisme, est désormais la principale préoccupation de la sécurité nationale des États-Unis ».<sup>1558</sup> Ce document désignait la Chine, la Russie, la Corée du Nord et le terrorisme islamiste comme menaces majeures.<sup>1559</sup> Le rapport du département de la Défense des États-Unis sur l'activité antiterroriste de l'AFRICOM de décembre 2019 notait que la Russie et la Chine menaçaient les intérêts américains en Afrique :

La Chine et la Russie présentent des défis sécuritaires croissants sur le continent. La Chine, en particulier, étend sa présence dans toute l'Afrique, à la fois économiquement et militairement, et commence à surpasser les États-Unis en termes d'aide économique, d'information et d'assistance militaire dans de nombreux pays d'Afrique. (...). La Russie cherche à « se montrer comme un partenaire alternatif à l'Occident » et voit une opportunité de se positionner le long du flanc sud de l'OTAN. (...).

---

<sup>1556</sup> "the terrorist threat in Africa remains persistent and, in many places, is growing. (...) the threat posed by al Shabaab and ISIS-Somalia in East Africa remains 'high', despite continued U.S. airstrikes and training of Somali security forces." Glenn A. Fine. *East Africa and North and West Africa Counterterrorism Operations*. October 1, 2019- December 31, 2019. *Media Defense* [en ligne], p. 1. Disponible sur <<https://media.defense.gov/2020/Feb/21/2002252793/-1/-1/1/LEAD%20IG%20EAST%20AFRICA%20AND%20NORTH%20AND%20WEST%20AFRICA%20COUNTERTERRORISM%20OPERATIONS.PDF>>. Téléchargé le 28 février 2021.

<sup>1557</sup> "the Trump administration does not consider the jihadists in the Sahel to be a direct threat to US security." Arianna Poletti. "US : Post-Trump Vision For the Maghreb." *The Africa Report* [en ligne] November 9, 2020. Disponible sur <<https://www.theafricareport.com/49665/pentagons-post-trump-vision-for-the-maghreb/>>. Consulté le 28 février 2021.

<sup>1558</sup> "Inter-state strategic competition, not terrorism, is now the primary concern in U.S. national security." *National Defense Strategy of the United States of America : Sharpening the American Military's Competitive Edge, 2018*, p. 1. *DOD Defense* [en ligne] no date. Disponible sur <<https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>>. Téléchargé le 28 février 2021.

<sup>1559</sup> *Ibid.*

(...) la présence militaire croissante de la Russie en Libye menace les futurs partenariats militaires américains et la coopération antiterroriste, en empêchant l'accès des États-Unis à la Libye.<sup>1560</sup>

Le document stipule que la nouvelle stratégie de défense américaine en Afrique devait dorénavant « contrer les activités d'acteurs extérieurs tels que la Chine et la Russie » et « maintenir les États-Unis en tant que partenaire de sécurité privilégié en Afrique ».<sup>1561</sup> L'Afrique devenait pour les États-Unis « un espace concurrentiel important dans la compétition des grandes puissances ».<sup>1562</sup>

Ainsi, la stratégie africaine de l'Administration Trump était centrée sur la promotion et la défense des intérêts américains. Pour éviter d'être éjecté de la course pour l'Afrique, Washington procéda, le 2 octobre 2019, à la réouverture de l'ambassade américaine à Mogadishu, en Somalie : une première depuis sa fermeture en 1991.<sup>1563</sup> Depuis la destitution du président soudanais Omar el-Béchir, le gouvernement américain avance ses pions dans ce pays d'Afrique, tant convoité par la Chine et la Russie. Washington apporta son soutien au gouvernement de transition, en particulier au Premier ministre soudanais Abdallah Hamdok. Depuis le départ d'Omar el-Béchir, les deux pays décidèrent « d'échanger des ambassadeurs après une pause de 23 ans ».<sup>1564</sup> L'Administration Trump retira, depuis le 14 décembre 2020, le Soudan de la liste noire des États sponsors du terrorisme.<sup>1565</sup> Deux mois avant le retrait officiel du pays de cette liste, Khartoum signa un protocole d'accord avec le groupe américain

---

<sup>1560</sup> "China and Russia are presenting growing security challenges on the continent. China, in particular, is expanding its presence throughout Africa, both economically and militarily, and starting to surpass the United States in terms of economic aid, information, and military assistance in many countries in Africa. (...). Russia seeks to 'demonstrate itself as an alternative partner to the West' and sees an opportunity to position itself along NATO's southern flank. (...) (...) the growing Russian military presence in Libya threatens future U.S. military partnerships and counterterrorism cooperation by impeding U.S. access to Libya." Glenn A. Fine. *East Africa and North and West Africa Counterterrorism Operations*. October 1, 2019- December 31, 2019. *Media Defense* [en ligne], pp. 1, 4. Disponible sur <<https://media.defense.gov/2020/Feb/21/2002252793/-1/-1/1/LEAD%20IG%20EAST%20AFRICA%20AND%20NORTH%20AND%20WEST%20AFRICA%20COUNTERTERRORISM%20OPERATIONS.PDF>>. Téléchargé le 28 février 2021.

<sup>1561</sup> "counter the activities of external actors such as China and Russia. This approach focuses on maintaining the United States as the preferred security partner in Africa." *Ibid.*, p. 11.

<sup>1562</sup> "Africa has emerged as an important competitive space in great power competition." *Ibid.*, p. 13.

<sup>1563</sup> [France Info Afrique]. « Somalie : les États-Unis rétablissent leur ambassade à Mogadiscio ». *FranceTvInfo* [en ligne] 4 octobre 2019. Disponible sur <[https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/somalie/somalie-les-etats-unis-retablissent-leur-ambassade-a-mogadiscio\\_3644275.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/somalie/somalie-les-etats-unis-retablissent-leur-ambassade-a-mogadiscio_3644275.html)>. Consulté le 19 décembre 2019.

<sup>1564</sup> [AFP]. « Réchauffement spectaculaire des relations entre les États-Unis et le Soudan ». *Le Point* [en ligne] 4 décembre 2019. Disponible sur <[https://www.lepoint.fr/monde/rechauffement-spectaculaire-des-relations-entre-les-etats-unis-et-le-soudan-04-12-2019-2351468\\_24.php#>](https://www.lepoint.fr/monde/rechauffement-spectaculaire-des-relations-entre-les-etats-unis-et-le-soudan-04-12-2019-2351468_24.php#>). Consulté le 19 décembre 2019.

<sup>1565</sup> Samy Magdy. "US Embassy Says Sudan No Longer on List of Terror Sponsors." *AP News* [en ligne] December 14, 2020. Disponible sur <<https://apnews.com/article/donald-trump-osama-bin-laden-sudan-khartoum-africa-cab7d7fa4707759c9ab03f79059d948f>>. Consulté le 25 janvier 2021.

General Electric dans la production et l'approvisionnement électrique.<sup>1566</sup> Le 6 janvier 2021, le pays procéda à la signature d'un accord de normalisation des relations avec Israël qui s'accompagna d'une aide financière des États-Unis.<sup>1567</sup>

### 3.3. L'Afrique dans le schéma indo-sino-russe pour la construction d'un nouveau multilatéralisme stratégique

Délaissée par ses partenaires occidentaux, l'Afrique attira aussi les regards de deux autres grandes puissances émergentes venues d'Asie : la Chine et l'Inde.

Dans l'axe indo-sino-russe, la prédominance sur le continent en matière de présence revient au « couple » sino-indien, bien plus ancré sur le continent que leur partenaire russe. Dans ce duo, la Chine détient la primauté en matière d'influence. Depuis 2009, Pékin est le premier partenaire commercial de l'Afrique, devançant de loin New Delhi et Washington.<sup>1568</sup>

L'ancrage de la Chine s'opéra dès le début des années 2000 sous la gouvernance de Hu Jintao, surnommé pour son activisme sur le continent « l'Africain ». Alors que les États-Unis et l'Occident se lançaient dans une guerre effrénée contre le terrorisme international, Pékin aiguïsa sa diplomatie à l'égard de l'Afrique. La stratégie africaine de l'Empire du Milieu était simple : occuper l'espace laissé par les puissances développées du Nord. Pour Valérie Niquet, chercheuse à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), cette capacité de combler « le vide créé par le retrait des puissances occidentales des zones à risque ou de désintégration de l'État » permit à la Chine d'imposer doucement sa présence sur le continent.<sup>1569</sup> Cette capacité à étendre rapidement son influence dans les territoires délaissés par d'autres puissances n'échappa pas à Washington qui, dès la fin de la guerre froide, perçut Pékin comme un rival gênant. Ainsi, le président George W. Bush n'hésitait pas à qualifier dans ses discours le

<sup>1566</sup> [RFI]. « Soudan : protocole d'accord historique avec General Electric ». *RFI* [en ligne] 17 octobre 2020. Disponible sur <<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201017-soudan-protocole-d-accord-historique-general-electric>>. Consulté le 19 février 2021.

<sup>1567</sup> [RTBF]. « Le Soudan signe la normalisation avec Israël, aide financière des États-Unis ». *RTBF* [en ligne] 6 janvier 2021. Disponible sur <[https://www.rtbf.be/info/monde/detail\\_le-soudan-signe-la-normalisation-avec-israel-aide-financiere-des-etats-unis?id=10667430](https://www.rtbf.be/info/monde/detail_le-soudan-signe-la-normalisation-avec-israel-aide-financiere-des-etats-unis?id=10667430)>. Consulté le 19 février 2021.

<sup>1568</sup> En 2014, la Chine est officiellement devenue la première puissance commerciale du monde. Voir Luo Shanshan. « La Chine, premier partenaire commercial de l'Afrique depuis neuf années consécutives ». *Quotidien du Peuple* [en ligne] 30 août 2018. Disponible sur <<http://french.peopledaily.com.cn/Economie/n3/2018/0830/c31355-9495656.html>>. Consulté le 27 juin 2019. Voir aussi Brett Arends. "It's Official : America is Now No. 2. Chinese Economy Overtakes the U.S.'s to Become the Largest." *Market Watch* [en ligne] December 4, 2014. Disponible sur <<https://www.marketwatch.com/story/its-official-america-is-now-no-2-2014-12-04>>. Consulté le 14 août 2019.

<sup>1569</sup> Valérie Niquet-Cabestan. « La stratégie africaine de la Chine ». *Politique étrangère* (février 2006) : 364.

« Dragon d'Asie » de concurrent : « La Chine est un concurrent, pas un partenaire stratégique. Nous devons traiter avec la Chine sans mauvaise volonté, mais sans illusions ».<sup>1570</sup>

Pendant que les partenaires européens hésitaient à s'impliquer davantage en Afrique, tardaient à l'octroi des aides et des financements, la Chine agissait. L'Empire du Milieu trouva en Afrique un énorme marché pour l'exportation de ses produits « bon marché » qui séduisaient une clientèle africaine au pouvoir d'achat faible, mais nombreuse et croissante, une terre d'immigration pour sa population et une source d'approvisionnement en ressources naturelles.<sup>1571</sup> Pékin investit dans tous les secteurs du continent : matières premières, infrastructures (transports, hôpitaux, ports, bâtiments), télécoms, textile, tourisme, agroalimentaire. En presque vingt ans le volume des échanges commerciaux sino-africains a été multiplié par vingt, passant d'à peine 10 milliards de dollars en 2000 à presque 200 milliards en 2018.<sup>1572</sup>

Aujourd'hui, Pékin est non seulement le premier investisseur, mais également le premier créancier de l'Afrique. Sur les vingt dernières années, le montant global des prêts accordés par la Chine au continent s'élève à environ 140 milliards de dollars.<sup>1573</sup> La Chine réussit à séduire les Africains avec des prêts aux faibles taux d'intérêts, une facilité à débloquer des fonds et une rapidité à réaliser les projets. Selon l'économiste français Jean-Joseph Boillot, cette capacité permit à la Chine de supplanter l'Union européenne et les États-Unis sur le continent :

La Chine offre des prêts concessionnels sur 30 ans avec des taux d'intérêts faibles de 2,5% et des délais de grâce de 10 ans pour rembourser. Elle peut très vite débloquer de l'argent. Les projets peuvent être signés en un an, alors qu'ils pourraient mettre 10 ans à voir le jour avec des bailleurs internationaux comme la Banque mondiale.<sup>1574</sup>

---

<sup>1570</sup> "China is a competitor, not a strategic partner. We must deal with China without ill-will – but without illusions." Governor George W. Bush. "A Distinctly American Internationalism." Ronald Reagan Presidential Library, Simi Valley, California, November 19, 1999. Mount Holyoke College [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/bush/wspeech.htm>>. Consulté le 18 août 2019.

<sup>1571</sup> La Chine importe plus de 80% de ses matières premières de l'Afrique. Voir Michel Beuret, Serge Michel. *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*. Paris : Bernard Grasset, 2008, p. 36.

<sup>1572</sup> *Ibid.*, p. 29. La Chine prévoit d'augmenter les échanges commerciaux avec l'Afrique à 400 milliards de dollars d'ici 2020. Voir également Ristel Tchounand. « Chine/Matières premières : indispensable Afrique ? ». *La Tribune Afrique* [en ligne] 1 avril 2017. Disponible sur <<https://afrique.latribune.fr/economie/strategies/2017-04-01/chine/-matieres-premieres-indispensable-afrique.html>>. Consulté le 1 juillet 2019.

<sup>1573</sup> Thomas Abgrall. « Sommet Chine-Afrique : un partenariat gagnant-gagnant ? ». *France 24* [en ligne] 3 septembre 2018. Disponible sur <<https://www.france24.com/fr/20180903-sommet-chine-afrique-partenariat-gagnant-gagnant-dette-investissements-prets>>. Consulté le 27 juin 2019.

<sup>1574</sup> *Ibid.* Face à la Chine, la France perd massivement ses parts de marché en Afrique. « Entre 2000 et 2017, les parts de marché à l'exportation de la France sur le continent ont été divisées par deux, passant de 11% à 5,5%, contrairement à la Chine qui voit sa part augmenter de 3% à 18% ». Voir également Yves Montenay. « Chinafrique : Mythes et réalités d'une relation complexe entre deux continents ». *Blog d'Yves Montenay*, 26 octobre 2018. Disponible sur <<https://www.yvesmontenay.fr/2018/10/26/chinafrique-mythes-et-realites/>>. Consulté le 28 juin 2019.

Lors de la tenue du VII<sup>e</sup> sommet « Chine-Afrique » (*Forum on China-Africa Cooperation*, Focac), en septembre 2018, Xi Jinping, le nouveau dirigeant chinois, « promet une enveloppe de 60 milliards de dollars pour le développement, dont 15 milliards de dollars d'aides et de prêts sans intérêts et conditions préférentielles ».<sup>1575</sup> Face aux nombreuses accusations de Washington et de l'UE d'entraîner le continent dans le « piège de la dette », Pékin s'engagea à annuler la dette des pays africains les plus pauvres.<sup>1576</sup>

Comme la Chine, l'Inde possède également une riche histoire qui la lie au continent africain. Les relations indo-africaines se sont construites autour des échanges économiques et de l'immigration. New Delhi bénéficie d'une importante diaspora, largement intégrée dans les milieux des affaires et de la politique africaine.<sup>1577</sup> Néanmoins, ce fut seulement en 2008 que le pays manifesta la volonté de revenir en Afrique pour regagner l'influence perdue. Huit ans après Pékin, New Delhi se lança officiellement à son tour dans la conquête du marché africain. Le 8 avril 2008, le gouvernement indien organisa à New Delhi le premier sommet « Inde-Afrique ». La signature de la Déclaration de Delhi donna une nouvelle impulsion à la politique africaine de l'Inde qui souhaitait devenir au XXI<sup>e</sup> siècle « un partenaire proche de la résurgence de l'Afrique ».<sup>1578</sup> Si Pékin intervenait principalement dans la réalisation des commandes des dignitaires africains, souvent avec l'aide de sa propre main d'œuvre, New Delhi souhaitait opérer principalement dans les secteurs de sa spécialisation et intervenir, comme l'affirme le professeur Michael J. Strauss dans l'article « L'Afrique, pivot de la nouvelle puissance de la Chine et de l'Inde » (2010), là où Pékin était absent ou peu présent.<sup>1579</sup> Hormis l'exploitation des ressources énergétiques et minières, l'Inde intervient massivement dans ses domaines de prédilection, à savoir : l'industrie pharmaceutique (production de médicaments génériques à faible coût, antirétroviraux compris), les télécoms, la sous-traitance informatique, la

---

<sup>1575</sup> « La Chine offre 60 milliards de dollars de plus à l'Afrique ». *Reuters* [en ligne] 3 septembre 2018. Disponible sur <<https://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRL8N1VP2HI>>. Consulté le 29 juin 2019.

<sup>1576</sup> « Accusé d'entraîner l'Afrique dans le 'piège de la dette', Pékin s'en défend ». *RFI* [en ligne] 26 juin 2019. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20190626-accuse-entraîner-afrique-le-piege-dette-pekinn-s-defend-etats-unis>>. Consulté le 29 juin 2019.

<sup>1577</sup> La diaspora indienne en Afrique est constituée de citoyens indiens ou de communautés d'origine indienne, installées depuis plusieurs générations principalement en Afrique australe et orientale. Cette diaspora, contrairement à la diaspora « instantanée » chinoise, est très active dans la vie politique locale. Le gouvernement indien n'hésite pas à encourager ses ressortissants « à garder un contact avec la culture indienne tout en s'intégrant davantage avec les populations locales, créant ainsi 'un pont culturel' pour faciliter la coopération commerciale entre l'Inde et l'Afrique ». Voir Michael J. Strauss. « L'Afrique, pivot de la nouvelle puissance de la Chine et de l'Inde ». *Géopolitique africaine*. N°37 (juillet-septembre 2010) : 261.

<sup>1578</sup> "...it is our intention to become a close partner in Africa's resurgence." Voir Dr. Manmohan Singh. *Opening Statement at The India-Africa Forum Summit*, April 8, 2008, New Delhi. Texte disponible en ligne sur <<https://archivepmo.nic.in/drmanmohansingh/speech-details.php?nodeid=643>>. Consulté le 29 juin 2019.

<sup>1579</sup> Michael J. Strauss. « L'Afrique, pivot de la nouvelle puissance de la Chine et de l'Inde ». *Géopolitique africaine*. N° 37 (juillet-septembre 2010) : 262.



transformation numérique, l'installation de câbles à fibre optique. Le gouvernement indien élaborera à l'égard de l'Afrique une stratégie de partenariat qui ciblait davantage le potentiel humain. Dans le cadre de la coopération « Sud-Sud », face à l'incapacité de rivaliser avec la Chine et l'Occident en matière de financements et d'aides au développement, l'Inde proposa aux pays africains d'investir dans le renforcement et le développement du potentiel et des compétences de leurs ressources humaines par le partage du savoir et la formation technique.

Comme Moscou aujourd'hui, la Chine et l'Inde ont su séduire par leur approche les dignitaires africains. Brandissant l'étendard de la non-ingérence, Pékin et New Delhi, ainsi que d'autres puissances émergentes, ont élargi les horizons des partenariats africains, surfant sur les contradictions et les ambiguïtés des anciennes puissances coloniales. Pour l'économiste franco-béninois et candidat aux élections présidentielles béninoises de 2016, Lionel Zinsou : « L'Afrique n'a jamais eu un tel choix de partenaires. (...). Les gens de Dubaï, les Indiens et les Chinois, ne nous disent pas que nous ne sommes pas entrés dans l'histoire, ils commercent avec nous ».<sup>1580</sup>

Engagée déjà dans la consolidation d'un dialogue eurasiatique dans le cadre de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS) et de l'Union économique eurasiatique (UEEA), Moscou milite pour un rapprochement afro-eurasiatique. Afin de promouvoir le concept du « nouveau multilatéralisme », le gouvernement russe n'hésite pas à utiliser ses rapports privilégiés avec les deux principaux partenaires économiques de l'Afrique, l'Inde et la Chine en particulier, pour développer un nouveau dialogue « Sud-Sud » et faciliter les échanges entre émergents dans un nouvel espace, à savoir les BRICS.

Après les rencontres tripartites dans le cadre de la Coopération de Shanghai (OCS), les chefs de la « troïka eurasiatique » (Russie-Inde-Chine) se rencontrèrent avec le Brésil dans un nouveau format, dans la ville russe d'Ekaterinbourg, le 16 juin 2009. Cette rencontre, menée sous l'initiative de Moscou, résultait d'une longue série de rencontres et de négociations ministérielles qui avaient débuté en septembre 2006. L'idée de création de cette nouvelle plateforme d'échange est née des thèses de l'analyste financier britannique Jim O'Neill qui, en

---

<sup>1580</sup> Propos repris par Cheickna Bounajim Cissé dans « Pourquoi l'Afrique a peur de l'Afrique ». *Les Afriques*. N° 318 (avril 2015) : 49. Lionel Zinsou, Premier ministre du Bénin entre 2015 et 2016, fait ici référence au discours du président français Nicolas Sarkozy prononcé à Dakar (Sénégal) à l'Université Cheikh-Anta-Diop, le 26 juillet 2007 : « Le drame de l'Afrique, c'est que l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire ». Voir également « France – Sénégal : extraits du discours de Dakar prononcé par Nicolas Sarkozy en 2007 ». *Jeune Afrique* [en ligne] 12 octobre 2012 (mis à jour le 3 juin 2017). Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/173901/politique/france-s-n-gal-extraits-du-discours-de-dakar-prononc-par-nicolas-sarkozy-en-2007/>>. Consulté le 14 août 2019.

2001, occupait la fonction de chargé du département des recherches économiques mondiales de la banque d'investissement américaine Goldman Sachs. L'économiste britannique rassembla sous l'acronyme des « BRIC » quatre marchés émergents (le Brésil, la Russie, l'Inde et la Chine), dont la vitesse de croissance dépassait considérablement les indicateurs économiques des marchés développés.

Selon les prévisions de Jim O'Neill, « au cours des dix prochaines années, le poids des BRIC et en particulier de la Chine dans le PIB mondial va grimper, suscitant d'importantes problématiques autour de l'impact économique mondial de la politique fiscale et monétaire des BRIC ».<sup>1581</sup> L'économiste appelait les pays développés à revoir la structure d'organisation mondiale et inclure dans les rencontres du G-7 les pays du groupe BRIC : « Conformément à ces perspectives, il conviendrait de réorganiser les forums mondiaux, élaborer des politiques et, en particulier, ajuster le G-7 pour y intégrer les représentants des BRIC ».<sup>1582</sup>

Le premier sommet des représentants des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) qui se déroula à Ekaterinbourg, en juin 2009, fut qualifié par le président russe Dmitri Medvedev « d'événement remarquable, pourrait-on dire, historique »<sup>1583</sup>. Les sommets des BRIC étaient conçus comme une plateforme internationale de partage, un espace d'échange pour le renforcement de la coopération et la coordination des mesures et du dialogue politique autour des questions politico-économiques, comme la sécurité alimentaire, le climat et le développement durable, l'énergie. Les BRIC devaient donner de la visibilité et une voix sur la scène internationale aux pays émergents et en développement : « Les pays émergents et en développement devraient avoir une voix et une représentation plus grande dans les institutions financières internationales, (...). (...) un système monétaire stable, prévisible et plus diversifié est nécessaire ».<sup>1584</sup> Pour le président russe, les États membres des BRIC, grâce à la dynamique

---

<sup>1581</sup> "...over the next 10 years [2011], the weight of the BRICS and especially China in world GDP will grow, raising important issues about the global economic impact of fiscal and monetary policy in the BRICS." Jim O'Neill. "Building Better Global Economic BRICs". In: *Global Economics Paper N° 66*. New York: Goldman Sachs, November 30, 2001, p. 1.

<sup>1582</sup> "In line with these prospects, world policymaking forums should be reorganised and in particular, the G7 should be adjusted to incorporate BRIC representatives." *Ibid*.

<sup>1583</sup> «... это выдающееся – можно сказать, историческое событие ». *Zayavlenie dlya pressy po itogam zasedaniya glav gosudarstv gruppy BRIK*, Ekaterinburg, 16 iyunya 2009 goda. [(Dmitri Medvedev), *Déclaration à la presse du résumé de la réunion de rencontre des Chefs d'État du groupe BRIC*, Ekaterinbourg, le 16 juin 2009]. Disponible en ligne sur <<http://kremlin.ru/events/president/transcripts/4475>>. Consulté le 29 juin 2019.

<sup>1584</sup> « Страны с переходной и развивающейся экономикой должны иметь больший голос и представительство в международных финансовых институтах, (...). (...) необходима стабильная, предсказуемая и более диверсифицированная валютная система. » *I sammit BRIK : sovmestnoe zayavlenie liderov stran BRIK*, Ekaterinburg, Rossia, 16 iyunya 2009 goda. [*I sammit BRIC : déclaration conjointe des leaders des BRIC*, Ekaterinbourg, Russie, le 16 juin 2009]. Disponible en ligne sur <<http://www.nkibrics.ru/pages/summit-docs>>. Consulté le 29 juin 2019.

de leurs marchés, étant des acteurs actifs des processus mondiaux, étaient appelés à contribuer à la construction d'un monde multipolaire, plus sûr et transparent :

Je pense que, dans l'ensemble, le dynamisme avec lequel se développent nos économies (les économies chinoise, indienne, brésilienne et russe), de ce dynamisme dépend en fin de compte le développement de nombreux processus économiques dans le monde, dépend le potentiel industriel et bien évidemment la sécurité mondiale. C'est pour cela que notre objectif reste le même : le but est de renforcer les principes collectifs, renforcer les principes juridiques de la vie internationale.

(...).

Le sommet des BRIC devrait créer des conditions pour un ordre mondial plus équitable et pour la création d'un environnement favorable qui permettrait de résoudre les problèmes mondiaux urgents.<sup>1585</sup>

Les BRIC dans leur conception ne se définissaient pas comme un organe supranational. Chaque État membre gardait la liberté politique de privilégier ses intérêts nationaux. À ce titre, le président russe affirmait : « En même temps, nous ne devons évidemment pas oublier nos tâches nationales. C'est une priorité absolue pour chacun d'entre nous et pour nos gouvernements respectifs ».<sup>1586</sup>

Sur la scène internationale, l'institution des BRIC était la première organisation qui rassemblait des puissances émergentes d'Amérique latine et d'Eurasie au sein d'une même structure et ce, malgré leurs différences politiques, économiques et leur éloignement géographique, dans l'idée de construire un ordre mondial multipolaire. Cette alliance avait une portée géopolitique majeure. Elle reliait des grandes régions géostratégiques du monde : l'Eurasie, l'Amérique latine et, dès 2011, l'Afrique avec l'adhésion de la République sud-africaine sous la présidence de Jacob Zuma.<sup>1587</sup> En 2010, les BRIC représentaient plus de 26%

---

<sup>1585</sup> « Считаю, что в целом от того, насколько динамично развиваются наши экономики, экономики Китая, Индии, Бразилии, России, – от этого зависит, в конечном счёте, и развитие многих экономических процессов в мире, зависит промышленный потенциал, а в известной мере и глобальная безопасность. Поэтому наша цель остается прежней: эта цель заключается в укреплении коллективных начал, укреплении правовых начал международной жизни. (...).

Саммит БРИК должен создать условия для более справедливого мироустройства и для формирования благоприятной среды, которая позволяла бы решать актуальные задачи мирового масштаба. » Dmitri Medvedev. *Zayavlenie dlya pressy po itogam zasedaniya glav gosudarstv gruppy BRIK*, Ekaterinburg, 16 iyunya 2009 goda. Disponible en ligne sur <<http://kremlin.ru/events/president/transcripts/4475>>. Consulté le 29 juin 2019.

<sup>1586</sup> « При этом, конечно, мы не должны забывать и о своих национальных задачах. Это для каждого из нас безусловный приоритет – как для руководителей соответствующих государств и правительств. » Dmitri Medvedev. *Zayavlenie dlya pressy po itogam zasedaniya glav gosudarstv gruppy BRIK*, Ekaterinburg, 16 iyunya 2009 goda. Disponible en ligne sur <<http://kremlin.ru/events/president/transcripts/4475>>. Consulté le 29 juin 2019.

<sup>1587</sup> L'Afrique du Sud devait ouvrir la porte du continent africain au BRICS. Pour Moscou, Prétoria devait incarner le lobbyisme africain au sein de l'organisation : « L'Afrique du Sud deviendra une 'porte d'entrée' des autres États africains et jouera le rôle d'un 'lobbyiste' défendant les intérêts des 'pays frères' du continent ». [« (...) Южная Африка станет так называемыми 'воротами' для других африканских государств и сыграет роль 'лоббиста', отстаивающего интересы 'братских стран' своего континента »]. Voir Andrei Kortunov, Olga

du territoire mondial, comptaient près de la moitié de la population mondiale (42%), plus de 14,6% du PIB mondial et contribuaient à la croissance de l'économie mondiale à plus de 50%.<sup>1588</sup>

En juillet 2014, les États membres des BRICS prirent la décision de créer un fonds de réserve et leur propre banque internationale de développement, la Nouvelle Banque de développement des BRICS, NBD, (*The New Development Bank BRICS*, NDB BRICS).<sup>1589</sup> La NBD, avec un capital initial de 100 milliards de dollars et dont le siège se trouve à Shanghai, en Chine, s'envisageait comme une alternative à la Banque mondiale (BM) et au Fonds monétaire international (FMI) et avait été créée pour contrer les futures crises financières dans « l'objectif de financer des travaux d'infrastructures et des projets de développement durable dans les pays des BRICS et d'autres économies émergentes et pays en développement ». <sup>1590</sup> Pour le politologue malien Issa N'Diaye, la création de la NBD était « un enjeu capital pour le devenir du monde dans la prochaine décennie » :

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont plutôt contribué à la ruine des économies des pays du Sud. Donc cette prise de conscience constitue un pas supplémentaire dans la volonté des pays du Sud de dessiner un nouvel ordre économique mondial plus équilibré, plus soucieux des intérêts des pays du Sud. (...) Les BRICS pourraient en quelque sorte contribuer largement à desserrer l'étau des pressions des grands pays du Nord à travers la Banque mondiale et le FMI qui ont jusqu'ici dicté leur volonté intégralement aux pays du Sud. La création de cette banque va permettre aux pays du Sud d'avoir d'autres sources de financement et, par conséquent, devenir plus autonomes, aller vers une souveraineté monétaire beaucoup plus accrue, susceptible de permettre de trouver des sources de financement adéquat à leurs besoins en développement et conformément aussi donc aux aspirations des populations.<sup>1591</sup>

Selon les projections de la banque sud-africaine Standard Bank, 50% du commerce africain devait s'effectuer en 2030 avec les BRICS.<sup>1592</sup>

---

Kul'kov, Siuy Lyan. « Rossiysko-kitayskoe sotrudnichestvo v Afrike ». [La coopération sino-russe en Afrique]. *Rossiyskiy sovet po mezhdunarodnym delam [RSMD]*. Doklad N°66 (2021) : 62. Disponible en ligne sur <<https://drive.google.com/file/d/15xTN-z5XjPBgB1TjfZfDi3BY-iSSMKkM/view>>. Téléchargé le 12 avril 2021.  
<sup>1588</sup> Dmitri Medvedev. « Strany BRIK : obshie tseli – obshie deystviya ». *Inosmi* [en ligne] 13 avril 2010. Consulté le 20 mai 2019. [Dmitri Medvedev. « Les BRIC : objectifs communs et actions communes »]. Disponible en ligne sur <<https://inosmi.ru/economic/20100413/159256375.html>>. Consulté le 20 mai 2019.

<sup>1589</sup> La nouvelle banque de développement des BRICS est actuellement en cours de formation.

<sup>1590</sup> En août 2017, la NBD avait ouvert un centre régional pour l'Afrique en Afrique du Sud et envisage depuis 2018 d'ouvrir un centre pour l'Amérique latine au Brésil. « La Nouvelle Banque de développement des BRICS ouvrira un bureau régional pour les Amériques au Brésil ». *Xinhua* [en ligne] 22 mai 2018. Disponible sur <[http://french.xinhuanet.com/2018-05/22/c\\_137198136.htm](http://french.xinhuanet.com/2018-05/22/c_137198136.htm)>. Consulté le 21 mai 2019.

<sup>1591</sup> « La nouvelle banque des BRICS ». *Deutsche Welle* [en ligne] 16 juillet 2014. Interview du professeur Issa N'Diaye accordée à l'analyste politique et journaliste burkinabé Ramata Soré à l'occasion de la création de la *New Development Bank*. Audio disponible sur <<https://www.dw.com/fr/la-nouvelle-banque-des-brics/a-17789878>>. Consulté le 26 mai 2019.

<sup>1592</sup> Vitraulle Mboundou. « Retour progressif de la Russie en Afrique ». *Afrique expansion* [en ligne] 20 mai 2010. Disponible sur <<http://www.afriqueexpansion.com/produits-africains-/534-retour-progressif-de-la-russie-en-afrique.html>>. Consulté le 1 février 2019.

Depuis 2017, sous l'impulsion de la Chine, les BRICS, dans la perspective du renforcement du dialogue entre émergents et le futur élargissement du bloc, organisent des rencontres « BRICS Plus » auxquelles participent des pays non-membres des BRICS, (notamment des pays africains pour le développement de la coopération « BRICS-Afrique »). Pour le ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, ce concept devrait « aider à étendre l'influence des BRICS » et en faire « la plateforme la plus influente pour la coopération Sud-Sud dans le monde ».<sup>1593</sup> Le président guinéen Alpha Condé, alors président en exercice de l'Union africaine, avait annoncé, lors de la tenue du IX<sup>e</sup> sommet des BRICS en septembre 2017, que l'Afrique, avec ses potentiels et ses nombreuses opportunités d'affaires, « fait partie de l'avenir des BRICS » : « Notre partenariat avec les BRICS (...) continuera de façonner de nouveaux visages d'un Continent qui a décidé de prendre son destin en main en parlant désormais d'une seule voix ».<sup>1594</sup>

De son côté, la Russie soutient l'initiative chinoise dans la promotion du concept « BRICS Plus ». Le président Vladimir Poutine déclara, le 5 septembre 2017, au cours du IX<sup>e</sup> sommet des BRICS, que les rencontres dans le cadre de la plateforme « BRICS Plus » :

(...) sont devenues une tradition, offrent l'occasion d'établir une coopération avec diverses structures et organisations régionales. Il y a des pays émergents ici [Égypte, Tadjikistan, Mexique, Guinée, Thaïlande]. Ces pays sont des alliés naturels et des partenaires prometteurs. Par conséquent, les BRICS nouent avec eux des partenariats dans le domaine socio-économique, ainsi que dans les affaires internationales.<sup>1595</sup>

L'objectif était de créer une alliance intercontinentale, un réseau élargi des amis des BRICS pour établir de nouvelles coopérations économiques, « renforcer la voix consolidée des BRICS au sein des organisations financières internationales et réduire la dépendance envers le

---

<sup>1593</sup> "...and also help expand BRICS influence" ; "...the most-influential platform for South-South cooperation in the world." Voir "China invites five nations for summit under 'BRICS Plus', denies reports of expanding group." *Firstpost* [en ligne] September 1, 2017. Disponible sur <<https://www.firstpost.com/world/china-invites-five-nations-for-brics-summit-denies-attempts-at-expanding-group-3989949.html>>. Consulté le 9 juillet 2019. Voir également « 'BRICS Plus' can become new integration model for world economy: EDB chief economist ». *Xinhua* [en ligne] April 17, 2017. Disponible sur <[http://www.chinadaily.com.cn/business/2017-04/17/content\\_28957032.htm](http://www.chinadaily.com.cn/business/2017-04/17/content_28957032.htm)>. Consulté le 9 juillet 2019.

<sup>1594</sup> Khadim Mbaye. « Sommet des BRICS : Alpha Condé vante le potentiel économique de l'Afrique ». *Afrique La Tribune* [en ligne] 4 septembre 2017. Disponible sur <<https://afrique.latribune.fr/politique/leadership/2017-09-04/sommet-des-brics-alpha-conde-vante-le-potentiel-economique-de-l-afrique-748942.html>>. Consulté le 9 juillet 2019.

<sup>1595</sup> « Встречи на полях стали традицией, дают возможность налаживать сотрудничество с различными структурами и региональными организациями. Здесь присутствуют страны с формирующимися рынками. Эти страны являются естественными союзниками и перспективными партнёрами. Поэтому БРИКС налаживает с ними партнёрство в социально-экономической сфере, а также международных делах ». [NTV]. « Путин отметил важность формата 'BRICS plus' ». [Poutine a souligné l'importance du format 'BRICS plus' »]. *NTV* [en ligne] 5 septembre 2017. Disponible sur <<https://www.ntv.ru/novosti/1924160/>>. Consulté le 15 mars 2021.

dollar grâce à une utilisation plus active des monnaies nationales dans les échanges commerciaux entre les membres ». <sup>1596</sup>

En parallèle du développement des relations avec le bloc des BRICS, l'Union africaine a entamé, depuis 2018, des processus de rapprochement avec deux grandes structures régionales eurasiatiques : l'Organisation de coopération de Shanghai et l'Union économique eurasiatique, les deux engagées dans un projet commun d'intégration régionale. <sup>1597</sup> Pour certains jeunes Africains, la coopération avec ces institutions régionales serait bénéfique pour le développement du continent. Selon Karimou Oumaraou, consultant international et enseignant en droit des affaires à Niamey, capitale du Niger :

Le modèle de l'OCS doit inspirer les dirigeants africains pour assurer le développement du continent, (...) mieux mutualiser les synergies régionales dans la lutte contre les forces du mal, (...) concrétiser l'important projet de l'Union africaine, à savoir la création prochaine de la Zone de libre-échange continentale africaine. <sup>1598</sup>

Pour Fodé Sanikayi Kouyaté, juriste, activiste et fondateur de l'Association des blogueurs de Guinée (Ablogui) : « l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est un bon exemple qui peut inspirer les pays africains en termes de sécurité ». <sup>1599</sup>

Le 17 décembre 2018, le Centre Africain d'Études et de Recherches sur le Terrorisme (CAERT, organe de la Commission de l'Union africaine chargé des programmes antiterroristes africains) signa un accord de coopération avec la Structure antiterroriste régionale (RATS) de

<sup>1596</sup> « Pour la création d'un 'club des amis' du groupe des BRICS » (traduction d'un article paru sur le site du journal russe *Izvestia* le 8 août 2019). *Sputnik* [en ligne] 8 août 2019. Consulté le 1 septembre 2019. Disponible sur <<https://fr.sputniknews.com/presse/201908081041899326-pour-la-creation-dun-club-des-amis-du-groupe-des-brics/>>. Article d'origine en russe : Natalia Portyakova, Tatyana Baykova. « My novyj BRIKS postroim : Rossiya - za sozdanie kluba družey pyati stran ». *Izvestia* [en ligne] 8 août 2019. Disponible sur <<https://iz.ru/905471/nataliia-portiakova-tatiana-baikova/my-novyi-briks-postroim-rossiia-za-sozdanie-kluba-družei-piati-stran>>. Consulté le 1 septembre 2019.

<sup>1597</sup> L'Organisation de coopération de Shanghai et l'Union économique eurasiatique se sont engagées depuis 2015 à construire un partenariat économique continental eurasiatique par l'instauration d'une zone de libre-échange d'ici 2025. Ce projet d'intégration régionale est appelé à devenir « l'accord commercial le plus ambitieux du monde » (en russe : « ...самого амбициозного торгового соглашения в мире »). Voir « EAES i SHOS gotovyat soglashenie o kontinental'nom partnerstve ». *Ria Novosti*, 02 mars 2016. [« L'UEEA et l'OCS préparent un accord de partenariat continental »]. *Ria Novosti* [en ligne] 2 mars 2016. Disponible en ligne sur <<https://ria.ru/20160302/1382869100.html>>. Consulté le 8 juillet 2019.

<sup>1598</sup> « Le modèle de l'OCS doit inspirer les dirigeants africains pour assurer le développement du continent », *Xinhua* [en ligne] 12 juin 2018. Disponible sur <<http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2018/0612/c96852-9470178.html>>. Consulté le 9 juillet 2019.

<sup>1599</sup> « L'OCS est un bon exemple pouvant inspirer l'Afrique en termes de sécurité, selon un juriste guinéen », *Xinhua* [en ligne] 12 juin 2018. Disponible sur <<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2018/0612/c31354-9470143.html>>. Consulté le 9 juillet 2019.

ABLOGUI est une plateforme numérique qui rassemble des activistes et des blogueurs guinéens qui par le digital militent pour la démocratie et la bonne gouvernance en Guinée. Voir le site officiel : <https://ablogui.org/qui-sommes-nous/>.

l'OCS dans la lutte contre le terrorisme.<sup>1600</sup> Le 3 juin 2019, lors de la tenue à Moscou de la conférence « L'Union économique eurasiatique et l'Afrique : l'intégration économique comme facteur de développement des deux régions et du dialogue inter-régional » (« Evraziyskiy ekonomicheskii soyuz – Afrika : ekonomicheskaya integratsiya kak faktor razvitiya dvukh regionov i dialoga mezhd u nimi »), Tatiana Valovaya, ministre de l'Intégration chargée des questions macroéconomiques de la Commission économique eurasiatique (CEE), annonça une coopération proche entre l'Union africaine et la CEE.<sup>1601</sup> Cette initiative, soutenue par le président russe Vladimir Poutine, a abouti, en marge du premier sommet « Russie-Afrique » à Sotchi, le 24 octobre 2019, à la signature d'un protocole d'accord entre les deux structures.<sup>1602</sup> À cette occasion, le président russe confirma la volonté de Moscou de collaborer étroitement avec les organisations d'intégration régionale africaines :

Nous nous efforçons d'établir une interaction avec les associations d'intégration africaines. Lors d'une réunion avec les chefs des organisations régionales en Afrique et le président du Conseil de la CEE, les perspectives de coopération entre les structures d'intégration africaines et l'Union économique eurasiatique ont été abordées. Un protocole d'accord vient d'être signé entre la Commission économique eurasiatique et la Commission de l'Union africaine. Nous avons l'intention de continuer à développer activement la coopération en matière de commerce et d'investissement.<sup>1603</sup>

---

<sup>1600</sup> « Afrikanskiy Soyuz i SHOS dogovorilis' o sovместnoy bor'be s terrorizmom ». *Regnum* [en ligne] 17 décembre 2018. Traduction : « L'Union africaine et l'OCS joindront leurs forces dans la lutte contre le terrorisme », *Regnum*, 17 décembre 2018. Disponible sur <<https://regnum.ru/news/polit/2538744.html>>. Consulté le 9 juillet 2019.

<sup>1601</sup> [Novosti EEK]. « EEK i Afrikanskiy soyuz budut razvivat' sotrudnichestvo ». *Eurasian Commission* [en ligne] 5/06/2019. [« La CEE et l'Union africaine vont développer la coopération »]. Disponible sur <<http://www.eurasiancommission.org/ru/nae/news/Pages/05-06-2019-1.aspx>>. Consulté le 9 juillet 2019.

<sup>1602</sup> Olga Kulkova. « Chto Rossiya mozhet predlozhit' Afrike ». *Russian Council on International Affairs* [en ligne] 14 août 2019. [Qu'est-ce que la Russie peut proposer à l'Afrique]. Disponible sur <[https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/chto-rossiya-mozhet-predlozhit-afrike/?fbclid=IwAR2-Fqkd-TwI7Bwi3DceRmjC\\_QKchd3cB9NcYgQWFFR4bRWUhqokMCuHPEE](https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/chto-rossiya-mozhet-predlozhit-afrike/?fbclid=IwAR2-Fqkd-TwI7Bwi3DceRmjC_QKchd3cB9NcYgQWFFR4bRWUhqokMCuHPEE)>. Consulté le 15 août 2019.

Voir aussi [Novosti EEK]. « EEK i Komissiya Afrikanskogo soyuza podpisali Memorandum o vzaimoponimanii ». [« Le CEE et la Commission de l'Union africaine ont signé un protocole d'accord »]. *EvrAzijskaya ekonomicheskaya komissiya* [en ligne] 24 octobre 2019. Disponible sur <<http://www.eurasiancommission.org/ru/nae/news/Pages/24-10-2019-5.aspx>>. Consulté le 15 mars 2021.

<sup>1603</sup> « Мы стремимся наладить взаимодействие с африканскими интеграционными объединениями. На встрече с руководителями региональных организаций Африки и Председателем Коллегии ЕЭК обсуждались перспективы сотрудничества между интеграционными структурами Африки и Евразийским экономическим союзом. Только что был подписан Меморандум о взаимопонимании между Евразийской экономической комиссией и Комиссией Африканского союза. Намерены и дальше активно наращивать торгово-инвестиционное взаимодействие ». [Novosti EEK]. « EEK i Komissiya Afrikanskogo soyuza podpisali Memorandum o vzaimoponimanii ». *EvrAzijskaya ekonomicheskaya komissiya* [en ligne] 24 octobre 2019. Disponible sur <<http://www.eurasiancommission.org/ru/nae/news/Pages/24-10-2019-5.aspx>>. Consulté le 15 mars 2021.

Ainsi, le faible intérêt pour le continent africain des Administrations américaines sous Obama et Trump et des gouvernements européens ouvrit la voie à de nouveaux acteurs émergents.



## Chapitre IX — L'Administration Biden et l'avenir des relations russo-américaines en Afrique

### 1. L'Afrique, nouvel échiquier des alliances rivales

Comme il a été noté précédemment, le vide laissé par l'Occident offre à Moscou et à d'autres puissances émergentes l'opportunité de revenir sur le continent. Paul Stronski, chercheur au sein de l'Institut Carnegie (*Carnegie Institution of Washington*), reconnaît ce phénomène et affirme que « le vide de pouvoir créé par le manque de concentration politique de l'Occident en Afrique ces dernières années (...) donne à la Russie (et à d'autres puissances extérieures) l'occasion de s'attirer les faveurs des élites et des populations du continent ».<sup>1604</sup>

#### 1.1. *La Russie en Afrique : entre russophilie, jeu d'alliances et partenariats pour un ancrage renforcé sur le continent*

##### 1.1.1. Les atouts de la Russie de Poutine

La Russie de Poutine active sa stratégie africaine. Le continent fait depuis peu de nouveau partie « des priorités de la politique étrangère russe ».<sup>1605</sup>

Du fait de son faible poids économique sur le continent, contrairement aux États-Unis, la Chine ou la France, les analystes politiques, à l'instar du chercheur français Arnaud Kalika, qualifient la Russie de « nain » en Afrique.<sup>1606</sup> Moscou détient néanmoins deux atouts majeurs

<sup>1604</sup> " (...) the power vacuums created by a lack of Western policy focus on Africa in recent years (...) gives Russia (and other outside powers) an opportunity to curry favor with the continent's elites and populations." Paul Stronski. "Late to the Party: Russia's Return to Africa." *Carnegie Endowment For International Peace* (October 2019: The Return of Global Russia) : 1.

<sup>1605</sup> Déclaration du vice-ministre des Affaires étrangères russe Mikhail Bogdanov faite lors du II<sup>e</sup> Forum russo-africain (*Rossiysko-afrikanskiy obshchestvennyj forum, RAOF 2020*) à Moscou, le 5 octobre 2020 : « Les relations entre la Russie et les pays africains ont une longue histoire. Elles sont fondées sur la coopération et la confiance mutuelle. L'Afrique est l'une des priorités les plus importantes de la politique étrangère russe ». Version d'origine en russe : « Отношения России со странами Африки имеют долгую историю и строятся на принципах сотрудничества и взаимного доверия. Африка ставится одним из важных приоритетов российской внешней политики ». Voir Anton Denisov. « MID nazval Afriku odnim iz prioritetrov rossiyskoy vneshney politiki ». [Le Ministère des Affaires étrangères a reconnu l'Afrique comme l'une des priorités importantes de la politique étrangère russe]. *RIA Novosti* [en ligne] 05/11/2020. Disponible sur <<https://ria.ru/20201105/afrika-1583121578.html>>. Consulté le 28 mars 2021.

<sup>1606</sup> « [Moscou] nain économique du continent ». Arnaud Kalika. « Le grand 'retour' de la Russie en Afrique ? ». *Russie. Nei. Visions. IFRI*. N° 114 (avril 2019) : 27. Disponible sur <[https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/kalika\\_russie\\_afrique\\_2019.pdf](https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/kalika_russie_afrique_2019.pdf)>. Téléchargé le 13 juin 2019. Voir aussi Olivier Marbot. « Russie : la revanche d'un 'nain' sur le continent africain ». *Jeune Afrique* [en ligne]

qui font de la Russie un acteur montant de la scène politique africaine, à savoir son image ancienne d'amie de l'Afrique, et sa réputation retrouvée d'acteur majeur.

Contrairement aux anciennes puissances colonisatrices, la Russie est dépourvue d'un passé colonial en Afrique. Son appui aux mouvements nationalistes indépendantistes pendant la période soviétique et la participation à la reconstruction des pays africains post-coloniaux lui ont permis d'hériter d'une importante base de sympathisants sur le continent. Restent gravés dans les mémoires les souvenirs des coopérants soviétiques et des infrastructures construites par l'URSS : de la construction d'une route à celle d'un hôpital. Dans l'article « Diffusion de l'information russe en Afrique : essai de cartographie générale » (2018), Kevin Limonier, maître de conférences à l'Institut Français de Géopolitique (IFG), souligne l'impact positif que joue l'image dans la politique africaine russe :

La Russie jouit en effet sur le continent africain d'une image positive, héritée de la guerre froide et du soutien que l'URSS a pu apporter aux mouvements de décolonisation. Cette représentation favorable la place de fait en concurrence avec les pays occidentaux, (...), pour la crédibilité et la popularité des informations qu'elle produit.<sup>1607</sup>

Contrairement à son voisin chinois qui voit son image de plus en plus affectée en Afrique<sup>1608</sup>, la Russie bénéficie d'une meilleure réputation dans l'imaginaire populaire africain, alimentée notamment par le charisme de son président, Vladimir Poutine. En effet, le dirigeant russe, en fin stratège, se fraye aujourd'hui un chemin sur le continent et n'hésite pas à condamner ouvertement les ingérences militaires de l'Occident en Afrique, comme ce fut le cas pour la Libye de Mouammar Kadhafi, quand Poutine, alors Premier ministre, qualifia la résolution n°1973 du Conseil de sécurité de l'ONU « d'appels médiévaux en faveur des croisades » :

---

14 août 2019. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/mag/814629/economie/russie-la-revanche-dun-nain-sur-le-continent-africain/>>. Consulté le 15 mars 2021.

Benjamin Augé. « La Russie est un nain dans l'exploration et le développement des hydrocarbures en Afrique ». *Le Monde* [en ligne] 25 octobre 2019. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/25/la-russie-est-un-nain-dans-l-exploration-et-le-developpement-des-hydrocarbures-en-afrique\\_6016893\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/25/la-russie-est-un-nain-dans-l-exploration-et-le-developpement-des-hydrocarbures-en-afrique_6016893_3212.html)>. Consulté le 15 mars 2021.

<sup>1607</sup> Kevin Limonier. « Diffusion de l'information russe en Afrique : essai de cartographie générale ». *Institut de Recherche Stratégique de l'École militaire [IRSEM]*. Note de recherche N°66 (13 novembre 2018) : 2-3. Disponible <[https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/2463/NR\\_IRSEM\\_n66\\_2018.pdf](https://www.irsem.fr/data/files/irsem/documents/document/file/2463/NR_IRSEM_n66_2018.pdf)>. Téléchargé le 26 mars 2021.

<sup>1608</sup> Ces dernières années, les critiques envers la Chine montent. La négociation des contrats de construction en échange de concessions minières ou de terres agricoles, la perte massive d'emploi, surtout dans le secteur de l'industrie textile, le racisme, alimentent les ressentiments de nombreux Africains. Certains, à l'instar de l'économiste et politologue sud-africain, William Gumede, déplorent la facilité de commerce octroyée à l'entrepreneuriat chinois en Afrique, contrairement aux sociétés africaines qui restent confrontées à de nombreux obstacles administratifs pour intégrer le marché chinois. Voir William Gumede. « Interview : La relation Chine-Afrique de plus en plus critiquée sur le continent africain ». *Idées pour le développement [iD4D]* [en ligne] 2 février 2017. Disponible sur <<https://ideas4development.org/chine-afrique-relation/>>. Consulté le 16 mars 2021.

Cette résolution est sans aucun doute défectueuse et imparfaite. Si vous regardez ce qui est écrit, cela devient clair : elle permet à tout le monde d'accepter tout ! Toute action contre un État souverain ! Cela me rappelle un appel médiéval à la croisade, quand quelqu'un a appelé quelqu'un d'autre à se rendre à un certain lieu pour libérer quelque chose.<sup>1609</sup>

Concernant l'interventionnisme américain dans les conflits étrangers, Vladimir Poutine déclara alors que « la politique américaine d'intervention dans les conflits dans d'autres pays devient une tendance constante, il n'y a aucune conscience, aucune logique ».<sup>1610</sup>

Le deuxième élément est l'affirmation de la puissance russe à régler les problèmes. L'intervention russe en Syrie en 2015 contribua à renforcer l'image d'homme fort de Poutine sur le continent.<sup>1611</sup> Ainsi, sur les réseaux sociaux, dans des groupes militants panafricains, des internautes africains saluent la détermination du dirigeant russe, n'hésitant pas à le qualifier « d'incomparable » et de « grand homme », reconnaissant son agilité politique.<sup>1612</sup> Le rédacteur en chef du *New York Times* à Moscou, Anton Troianovski, constate que les « dirigeants africains ont également pris note de l'influence élargie de la Russie au Moyen-Orient comme un signe que Moscou est en train de devenir un acteur géopolitique plus redoutable ».<sup>1613</sup>

---

<sup>1609</sup> « Эта резолюция, безусловно, является неполноценной и ущербной. Если посмотреть, что написано, станет ясно : она разрешает всем принимать всё ! Любые действия против суверенного государства ! Это мне напоминает средневековый призыв к крестовому походу, когда кто-то призывал кого-то идти в определённое место и чего-то освободить ». Andrei Kolesnikov. « V rabochiy polden' : Vladimir Poutine razyasnil kollektivu Votkinskogo zavoda trudnosti mezhdunarodnogo polozheniya ». [« Le travail de midi : Vladimir Poutine a expliqué au personnel de l'usine de Votkinsk les difficultés de la situation internationale »]. *Kommersant*. N°48 (22/03/2011) : 3.

<sup>1610</sup> « Политика США по вмешательству в конфликты в других странах становится устойчивой тенденцией, нет ни совести, ни логики ». Déclaration de Vladimir Poutine faite lors de la visite de l'usine de Votkinsk, en Oudmourtie, le 21 mars 2011. Voir Larissa Kaftan. « Net ni sovesti, ni logiki ». [Il n'y a aucune conscience, aucune logique ». *Komsomol'skaya pravda*. No. 38 (22/03/2011) : 2.

<sup>1611</sup> Le chercheur camerounais, Paul-Simon Handy, de l'Institut d'études de sécurité (ISS) a commenté la représentation du président russe Vladimir Poutine dans l'imaginaire africain, dans une interview accordée au journal français *Le Monde*, en mars 2022. Selon lui : « Le président russe suscite clairement une certaine fascination auprès d'une partie des opinions africaines. Il incarne l'homme fort, à la masculinité exacerbée – il est ceinture noire de judo. Il est associé à la puissance militaire de son pays et son ton martial séduit ». Voir Coumba Kane. « Guerre en Ukraine : 'La poutinophilie d'une partie des Africains relève d'abord d'un rejet de l'Occident' ». *Le Monde* [en ligne] 9 mars 2022. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/09/guerre-en-ukraine-la-poutinophilie-d-une-partie-des-africains-releve-d-abord-d-un-rejet-de-l-occident\\_6116806\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/09/guerre-en-ukraine-la-poutinophilie-d-une-partie-des-africains-releve-d-abord-d-un-rejet-de-l-occident_6116806_3212.html)>. Consulté le 28 juillet 2022.

<sup>1612</sup> Voir les commentaires et réactions des internautes africains sur les pages Facebook de réseaux panafricains, comme *La Politique Africaine pour les Nuls* : <https://www.facebook.com/La-Politique-Africaine-Pour-Les-Nuls-768548616510516> ou *Media Info Afrique* : <https://www.facebook.com/profile.php?id=100077261453595> (page administrée par le fondateur de la Ligue de défense noire africaine (LDNA), Egountchi Behanzin (de son vrai nom Sylvain Afoua), dissoute par le gouvernement français en septembre 2021, <https://liguededefensenoireafricaine.com/>).

<sup>1613</sup> "African leaders have also taken notice of Russia's expanded influence in the Middle East as a sign that Moscow is becoming a more formidable geopolitical player." Anton Troianovski. "A New Message": Russia Trains Its Propaganda Machine on Africa." *The New York Times* [en ligne] October 29, 2019. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2019/10/29/world/europe/africa-russia-sochi.html>>. Consulté le 26 mars 2021.

Quelques jours avant la tenue du premier sommet « Russie-Afrique », le 12 octobre 2019, à Bamako, se déroula une grande manifestation antifranaise, orchestrée par le « Groupe des Patriotes du Mali », demandant l'aide de la Russie. Selon le manifestant malien Salif Diarra : « Aujourd'hui, on a besoin de Poutine. On a besoin que Poutine vienne au secours pour aider les Maliens ». Face à l'insécurité et la crise, le candidat à l'élection présidentielle de 2018, Clément Dembélé, appelait Moscou à rétablir la coopération avec le Mali :

Nous sommes complètement désespérés et nous demandons l'aide de tout pays qui puisse intervenir. Et puisque la Russie est notre ancien ami, puisque la Russie est le premier ami du Mali à l'entrée de l'indépendance, nous retournons aujourd'hui pour demander cette relation avec la Russie, pour renforcer l'intervention militaire au sol, dans l'air et surtout dans les renseignements.<sup>1614</sup>

Le 20 octobre 2019, le président Vladimir Poutine, dans une interview accordée au média russe Tass, fustigea la politique de l'Occident (des États-Unis et de l'Union européenne) en Afrique :

Nous voyons un certain nombre d'États occidentaux recourir à la pression, à l'intimidation et au chantage contre des gouvernements souverains africains. En utilisant de telles méthodes, ils essaient de regagner une influence et une domination perdues dans leurs anciennes colonies sous une nouvelle forme et ainsi pouvoir en tirer le maximum de profits en exploitant le continent.<sup>1615</sup>

Cette posture « anti-néocolonialiste »<sup>1616</sup> nourrit l'admiration pour « l'ours » russe, capable de s'opposer à l'hégémonie transatlantique, incarnée par les États-Unis et l'UE. Dans sa stratégie de reconquête de l'Afrique, Moscou n'hésite pas à solliciter des personnalités phares des milieux activistes, politiques et médiatiques africains, comme le franco-béninois Kémi Séba, dirigeant de l'ONG Urgences panafricanistes, Moïse Kérékou, ancien ambassadeur et fils du défunt président béninois Mathieu Kérékou, président d'un fonds d'investissement pour les jeunes entrepreneurs africains, l'opposante franco-gabonaise Laurence Ndong, ancienne porte-parole de Jean Ping, candidat aux élections présidentielles du Gabon en 2016, la fulgurante

---

<sup>1614</sup> Laurie Fachaux, Kaourou Magassa. « Russie - Afrique : au Mali, des manifestations pour une aide de Moscou ». 22 octobre 2019. *TV5 Monde* [en ligne]. Durée : 2 min 01. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/video/russie-afrique-au-mali-des-manifestations-pour-une-aide-de-moscou>>. Consulté le 15 février 2021.

<sup>1615</sup> « Мы видим, как ряд западных государств прибегает к давлению, запугиванию и шантажу правительств суверенных африканских стран.

Подобными методами они пытаются вернуть утраченные влияния и доминирующие позиции в бывших колониях, стремятся — уже в 'новой обёртке' — выкачивать сверхприбыли, эксплуатировать континент (...) ». [Tass]. « Interview. Vladimir Poutine : Rossiya gotova k konkurentсии za sotrudnichestvo s Afrikoy ». *Tass* [en ligne] 20/10/2019. Disponible sur <<https://tass.ru/interviews/7020800>>. Consulté le 21 mars 2021.

<sup>1616</sup> Le dictionnaire Larousse définit le « néocolonialisme » comme « une politique menée par certains pays développés visant à instituer, sous des formes nouvelles, leur domination sur les États indépendants du tiers monde autrefois colonisés ». Voir « Néocolonialisme ». In : *Larousse* [dictionnaire en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/n%C3%A9ocolonialisme/54151>>. Consulté le 21 mars 2021.

suisso-camerounaise Nathalie Yamb, proche de l'ex-président du Ghana Jerry Rawlings et conseillère exécutive du candidat aux élections ivoiriennes de 2020, Mamadou Koulibaly, collaborateur du président Laurent Gbagbo, surnommée pour son franc-parler, la Dame de fer de Sotchi, et Albert Kofi Owusu, directeur général de l'agence de presse du Ghana.<sup>1617</sup>

Soucieuse de son image, la Russie n'hésite pas à déployer ses armes médiatiques (*Tass*, *Russia Today*, *Sputnik*)<sup>1618</sup> pour contrer, selon Moscou, la propagande occidentale antirusse sur le continent. Alexei Vassiliev, président de l'Institut d'Afrique, condamne le monopole et la russophobie des médias occidentaux en Afrique :

En Afrique, ils en savent encore moins sur la Russie, car les médias africains absorbent principalement les médias occidentaux et les reprennent. Et ces fausses informations, anti-russes et russophobes, diffusées dans les médias occidentaux, sont reprises par les médias africains.<sup>1619</sup>

<sup>1617</sup> [Jeune Afrique]. « Russie-Afrique : ces 'influenceurs' invités au sommet de Sotchi ». *Jeune Afrique* [en ligne] 12 novembre 2019. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/mag/854149/politique/russie-afrique-ces-influenceurs-invites-au-sommet-de-sotchi/>>. Consulté le 26 mars 2021.

Voir aussi Anton Troianovski. "A New Message": Russia Trains Its Propaganda Machine on Africa." *The New York Times* [en ligne] October 29, 2019. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2019/10/29/world/europe/africa-russia-sochi.html>>. Consulté le 26 mars 2021.

<sup>1618</sup> Depuis la tenue du I<sup>e</sup> sommet « Russie-Afrique », en octobre 2019, les agences de médias russes (*Tass*, *Russia Today* et *Sputnik*) s'activent sur la scène médiatique africaine. Ainsi, l'agence *Tass* négocie une collaboration avec l'agence de presse du Ghana. *Russia Today* cible le Maghreb et *Sputnik* s'installe en Afrique subsaharienne. Voir Table-ronde « Les relations russo-africaines : le rôle des médias », le 23 octobre 2019. Disponible sur <<https://roscongress.org/sessions/africa-2019-rossiysko-afrikanskie-otnosheniya-rol-smi/discussion/>>. Consulté le 26 mars 2021.

Anton Troianovski. "A New Message": Russia Trains Its Propaganda Machine on Africa." *The New York Times* [en ligne] October 29, 2019. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2019/10/29/world/europe/africa-russia-sochi.html>>. Consulté le 26 mars 2021.

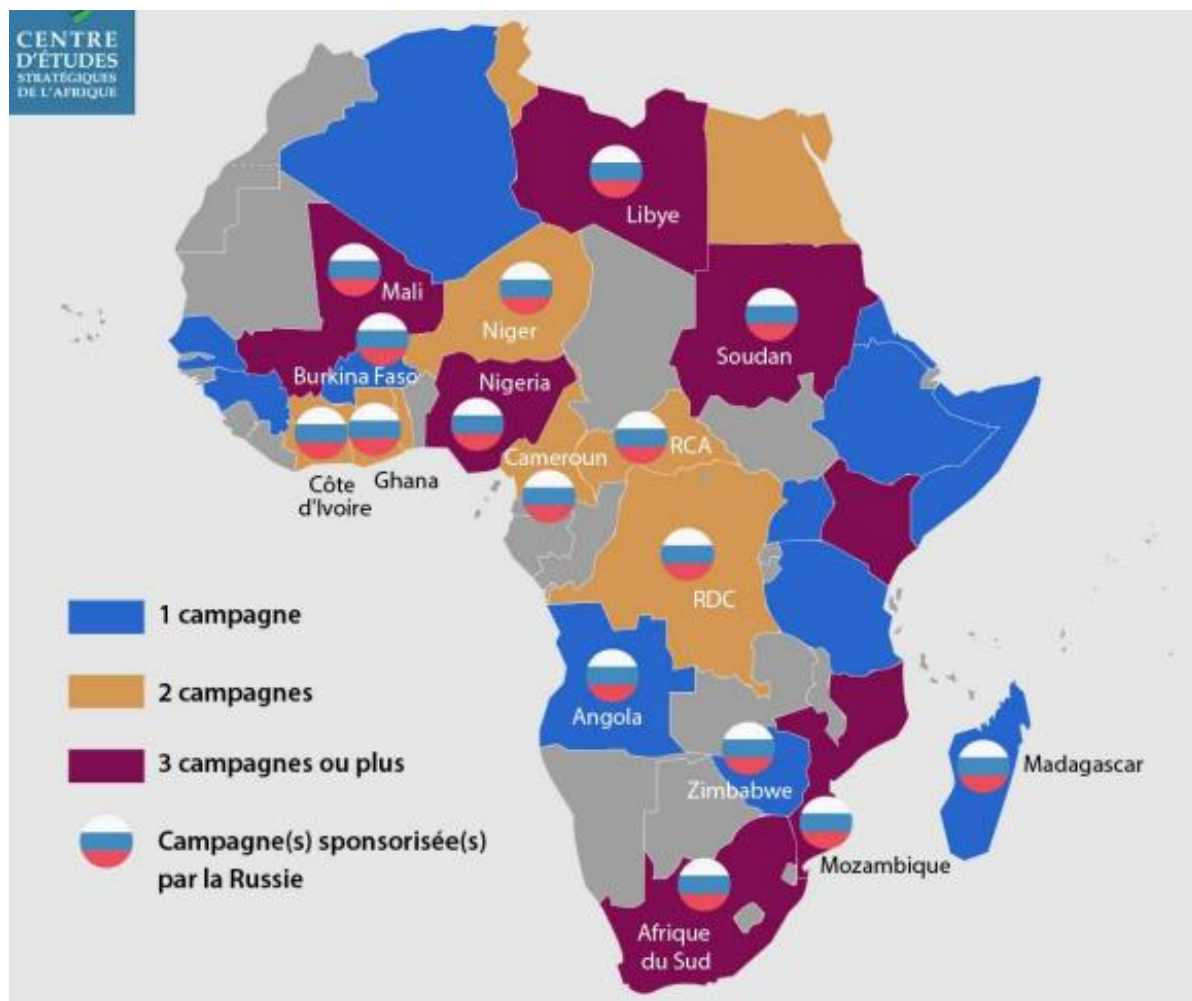
Amaury de Rochemont. « RT France lorgne l'Afrique ». *Stratégies* [en ligne] 18 novembre 2019. Disponible sur <<https://www.strategies.fr/actualites/medias/4036779W/rt-france-lorgne-l-afrique.html>>. Consulté le 26 mars 2021.

[Sputnik]. « Sputnik renforce son réseau de partenariat en Afrique ». *Sputnik* [en ligne] 10 février 2021. Disponible sur <<https://fr.sputniknews.com/international/202102101045206397-sputnik-renforce-son-reseau-de-partenariats-en-afrique/>>. Consulté le 26 mars 2021.

Voir la carte : « Cartographie de l'activité des médias russes en Afrique, 2022 ». Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Cartographie de la désinformation en Afrique ». *Africa Center* [en ligne] 13 mai 2022. Disponible sur <<https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-desinformation-en-afrique/>>. Consulté le 16 juillet 2022.

<sup>1619</sup> « В Африке ещё меньше знают о России, потому что африканские СМИ поглощают в основном западные СМИ и повторяют их. И то количество фейковой информации, антироссийской информации и русофобия, которые распространяются западными СМИ, повторяется в африканских СМИ ». Déclaration du président de l'Institut d'Afrique, Alexei Vassiliev, au Forum économique « Russie-Afrique », au cours de la table-ronde « Les relations russo-africaines : le rôle des médias », le 23 octobre 2019. Disponible sur <<https://roscongress.org/sessions/africa-2019-rossiysko-afrikanskie-otnosheniya-rol-smi/discussion/>>. Consulté le 26 mars 2021.

Carte : « Cartographie de l'activité des médias russes en Afrique, 2022 »



Source : Centre d'études stratégiques de l'Afrique. « Cartographie de la désinformation en Afrique ». *Africa Center* [en ligne] 13 mai 2022. Disponible sur <<https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-desinformation-en-afrique/>>. Consulté le 16 juillet 2022.

Les régions les plus touchées par l'activité des médias russes se trouvent en Afrique du Nord (Libye), en Afrique de l'Ouest et au Sahel, en Afrique centrale et en Afrique australe.

Moscou nourrit son capital sympathie en adoptant un discours inclusif, multilatéraliste, égalitaire, promouvant la non-ingérence dans les politiques internes, reconnaissant toute forme de système de gouvernance et encourageant un partenariat libre, sans condition. Le journaliste américain Anton Troianovski cite, dans l'article du *New York Times* "A New Message': Russia Trains Its Propaganda Machine on Africa" (2019), les propos du candidat à l'élection ivoirienne de 2020, Mamadou Koulibaly : « D'après mon expérience, les autorités russes que je rencontre veulent faire des affaires. Ils [les Russes] ne parlent pas d'idéologie. Ils ne parlent pas de

contrôle politique ».<sup>1620</sup> Le journaliste souligne notamment que « la Russie profite également du désir des pays africains de réduire leur dépendance à l'égard de la Chine (...) ».<sup>1621</sup>

Même si cela est vrai, et que nombre de pays africains préfèrent diversifier leurs partenariats pour échapper à l'emprise chinoise, la question est compliquée par le partenariat russo-chinois.

### 1.1.2. Le partenariat avec la Chine

Pour faire face à l'influence des États-Unis et de leurs alliés (et rivaux) européens, notamment en Afrique, la Russie s'est engagée dans un processus stratégique de collaboration avec la Chine. Moscou suit la pensée « seul, tu n'iras pas loin »<sup>1622</sup> et cherche à construire des alliances stratégiques fortes. Depuis la fin de l'année 2015, la Russie promeut activement une doctrine qui est devenue un pilier de sa politique étrangère : le Grand partenariat eurasiatique (*Bol'shoe evraziyskoe partniorstvo*). Ce concept, formulé par le président Vladimir Poutine dans son discours à l'Assemblée fédérale, le 3 décembre 2015, rejoint le projet chinois de la nouvelle route de la soie : l'Initiative « Ceinture et Route » (*One Belt, One Road*, Nouvelle route de la soie) qui envisage de relier la Chine, l'Asie, l'Europe et l'Afrique par voie maritime et ferroviaire.<sup>1623</sup> Pour le président russe, l'idée derrière le projet du Grand partenariat eurasiatique est de créer un espace économiquement intégré, rassemblant les États membres des principales organisations régionales d'Eurasie (l'Organisation de coopération de Shanghai,

<sup>1620</sup> "My experience is that the Russian authorities I meet with want business. They don't talk about ideology. They don't talk about political control." In : Anton Troianovski. "A New Message' : Russia Trains Its Propaganda Machine on Africa." *The New York Times* [en ligne] October 29, 2019. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2019/10/29/world/europe/africa-russia-sochi.html>>. Consulté le 26 mars 2021.

<sup>1621</sup> "Russia is also benefiting from a desire by African countries to lessen their reliance on China (...)." Anton Troianovski. "A New Message' : Russia Trains Its Propaganda Machine on Africa." *The New York Times* [en ligne] October 29, 2019. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2019/10/29/world/europe/africa-russia-sochi.html>>. Consulté le 26 mars 2021.

<sup>1622</sup> « Один в поле не воин », traduction littérale « un dans un champ (de bataille) n'est pas un soldat » (ou « un homme seul ne fait pas une armée »), est un dicton russe qui renvoie à l'idée qu'une personne seule ne peut remporter une bataille. Autrement dit, la victoire et la sécurité sont dans le nombre d'hommes. Cette expression est similaire à la citation anglaise "One man, no man". Voir Raymond Pilet. *La Russie en proverbes*. Paris : Ernest Leroux, 1905, p. 17.

<sup>1623</sup> L'initiative est née de la fusion de deux projets : la « Ceinture économique de la nouvelle route de la soie » et la « Route maritime de la soie au XXI<sup>e</sup> siècle ». L'objectif est de relier la Chine à l'Europe, en formant un espace eurasiatique uni, économiquement et commercialement intégré. Voir [Tass]. « Dossier : Proekt 'Odin poyas, odin put' ». [« Dossier : Projet 'Une ceinture, une route' »]. *Tass* [en ligne] 03/07/2017. Disponible sur <<https://tass.ru/info/4383152>>. Consulté le 12 avril 2021.

Pour concurrencer la Chine et contrer « les nouvelles routes de la soie », l'Union européenne a mis en place, le 1 décembre 2021, un projet, Global Gateway (en français : « Portail mondial »), qui est un plan d'investissement européen à la hauteur de 300 milliards d'euros, destiné à financer des projets d'infrastructures (numérique, santé, climat, énergie, éducation, transport, recherche) dans des pays à faible revenu d'ici 2027. Voir Frederick Kliem. "Europe's Global Gateway : Complementing or Competing With BRI [Belt and Road Initiative]?" *The Diplomat* [en ligne] December 7, 2021. Disponible sur <<https://thediplomat.com/2021/12/europes-global-gateway-complementing-or-competing-with-bri/>>. Consulté le 27 juillet 2022.

l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est, l'Union économique eurasiatique, la Communauté des États indépendants), mais aussi d'autres États intéressés :

Avec nos partenaires, nous pensons que l'Union économique eurasiatique peut devenir l'un des centres pour la formation d'un contour d'intégration plus large.  
(...).

Nous proposons de réfléchir à la création d'un grand partenariat eurasiatique avec la participation de l'Union économique eurasiatique, ainsi que des pays avec lesquels nous avons déjà établi des relations étroites - la Chine, l'Inde, le Pakistan, l'Iran et, bien sûr, nos partenaires de la CEI et d'autres États et associations intéressés.<sup>1624</sup>

Selon le directeur général du *think tank* le Conseil russe des Affaires internationales (CRAI) (en russe : *Rossiyskiy sovet po mezhdunarodnim delam*, RSMD ; en anglais : *The Russian International Affairs Council*, RIAC), Andrei Kortunov, l'initiative n'est ni « une alliance de l'Orient eurasiatique contre l'Europe occidentale », ni l'expression d'un « isolationnisme eurasiatique ».<sup>1625</sup> Elle reste « ouverte » aux autres États et organisations, notamment au continent africain :

(...) la mise en œuvre du concept de « partenariat » ne doit en aucun cas signifier un « isolationnisme eurasiatique », c'est-à-dire la fermeture des pays eurasiens à des partenaires d'autres régions du monde, que ce soit l'Afrique, l'Amérique du Nord ou du Sud. Au contraire, les processus de migration dans l'espace eurasiatique devraient fortement inciter à développer des relations économiques dans le Pacifique, l'océan Atlantique et Indien, ainsi qu'à encourager la résolution de problèmes humains communs tels que le changement climatique, la lutte contre les pandémies, la sécurité alimentaire et énergétique et la gestion des migrations.<sup>1626</sup>

Le rapprochement sino-russe, l'entente et la coordination de leurs politiques économiques en Eurasie transparaissent dans leurs stratégies africaines. À l'heure actuelle, les deux

---

<sup>1624</sup> « Мы с нашими партнёрами считаем, что Евразийский экономический союз может стать одним из центров формирования более широкого интеграционного контура.  
(...).

Предлагаем подумать о создании большого Евразийского партнёрства с участием Евразийского экономического союза, а также стран, с которыми нас уже сложились тесные отношения, - Китай, Индия, Пакистан, Иран и, конечно, имею в виду наших партнёров по СНГ, и других заинтересованных государств и объединений ». [Tass]. « Poutine prizval sozdat' bol'shoe Evraziyskoe partnerstvo ». [« Poutine appelle à créer un grand partenariat eurasiatique »]. *Tass* [en ligne] 17/06.2016. Disponible sur <<https://tass.ru/ekonomika/3376295>>. Consulté le 12 avril 2021.

<sup>1625</sup> « 'Партнёрство' не выступает объединением евразийского Востока против европейского Запада ». Andrei Kortunov. « Vosem' printsipov Bol'shogo evraziyskogo partnerstva ». [Les huit principes du Grand partenariat eurasiatique »]. *Russian Council* [en ligne] 25/09/2020. Disponible sur <<https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/vosem-printsipov-bolshogo-evraziyskogo-partnerstva/>>. Consulté le 12 avril 2021.

<sup>1626</sup> « (...) реализация концепции 'Партнёрства' ни коим образом не должна означать 'евразийского изоляционизма', то есть закрытия стран Евразии для партнёров из других регионов мира, будь то Африка, Северная или Южная Америка. Напротив, миграционные процессы на евразийском пространстве должны стать мощным стимулом для дальнейшего развития экономических связей в акваториях Тихого, Атлантического и Индийского океанов, а также для прогресса в решении таких общечеловеческих проблем как изменения климата, борьба с пандемиями, продовольственная и энергетическая безопасность, управление миграционными процессами ». *Ibid.*



puissances respectent mutuellement leurs politiques en Afrique et annoncent vouloir coordonner leurs actions sur le continent, notamment dans le cadre du Conseil de sécurité des Nations unies et des BRICS. Dans une interview accordée au journal russe *Ria Novosti* en octobre 2018, à la suite d'un entretien avec son homologue russe, Andrei Kemarsky, le directeur général du département des Affaires africaines du ministère des Affaires étrangères chinois, Dai Bing, avait alors déclaré :

Nous avons échangé nos points de vue sur nos politiques étrangères envers l'Afrique, la coopération de la Chine avec l'Afrique et de la Russie avec l'Afrique.

Il convient de noter que dans de nombreuses questions, la position chinoise coïncide largement avec celle de la Russie. Nous avons convenu qu'à l'avenir, nous coordonnerions nos actions dans les questions africaines.

(...).

L'Afrique est traditionnellement incluse dans la sphère d'intérêt russe. Aujourd'hui, au cours d'un entretien avec mon collègue (Kemarsky), nous avons fait un bilan sur l'évolution de la situation dans les « points chauds » d'Afrique. La Chine et la Russie sont des membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies. Dans ce format multilatéral, nous devons renforcer la coordination et l'interaction dans les questions africaines.

(...).

Nous ne pensons pas que l'Afrique soit la sphère d'influence exclusive d'un seul pays. L'Afrique appartient aux Africains.

(...).

(...) il n'y a aucune confrontation entre les intérêts de la Chine et de la Russie sur le continent africain.<sup>1627</sup>

---

<sup>1627</sup> « Мы обменялись мнениями по вопросам своей внешней политики по отношению к Африке, о сотрудничестве Китая с Африкой и России с Африкой. Стоит отметить, что по многим этим вопросам китайская позиция во многом совпадает с российской. Мы договорились, что в дальнейшем будем координировать действия по вопросам Африки.

(...).

Африка традиционно входит в сферу интересов России. Сегодня в ходе консультаций с коллегой (Кемарским) мы обменялись оценкой развития ситуации в горячих точках в Африке. И Китай, и Россия являются постоянными членами Совбеза ООН. В рамках этого многостороннего формата мы должны усиливать координацию действий и усиливать взаимодействие по вопросам, связанным с Африкой.

(...).

Мы не считаем, что Африка является сферой влияния какой-либо страны. Африка принадлежит африканцам.

(...).

(...) нет никакого противостояния интересов Китая и России на Африканском континенте ». Voir [Ria Novosti]. « Dai Bing : Kitay s Rossiey dolzhny usilivat' vzaimodeystvie v Afrike ». [Dai Bing : la Chine et la Russie doivent renforcer la collaboration en Afrique]. *Ria Novosti* [en ligne] 22/10/2018. Disponible sur <<https://ria.ru/20181022/1531168847.html>>. Consulté le 12 avril 2021.

Concernant les perspectives de coopération sino-russe en Afrique, le Conseil russe des Affaires internationales a publié un rapport sur cette question en 2021. Voir Andrei Kortunov, Olga Kul'kova, Siuy Lyan. « Rossiysko-kitayskoe sotrudnichestvo v Afrike ». [La coopération sino-russe en Afrique]. *Rossiyskiy sovet po mezhdunarodnym delam [RSMD]. Doklad N°66 (2021) : 62*. Disponible en ligne sur <<https://drive.google.com/file/d/15xTN-z5XjPBgB1TjfZfDI3BY-iSSMKkM/view>>. Téléchargé le 12 avril 2021.

En novembre 2019, le directeur de l'Agence internationale pour le développement souverain, proche du président Vladimir Poutine, Konstantin Malofeev, affirma qu'il n'y avait aucune lutte pour l'Afrique entre la Chine et la Russie :

La « bataille pour l'Afrique » entre la Chine et la Fédération de Russie est exclue. (...). Il est vain d'attendre une rivalité entre la Russie et la Chine dans l'arène du marché africain en raison de la différence des stratégies des deux pays. (...). Je ne parlerais pas de rivalité, mais de coopération, par exemple, dans le cadre des BRICS.<sup>1628</sup>

Dans l'article « Kitaysko-rossiyskie otnosheniya vseobyemlyushogo partnerstva i strategicheskogo vzaimodeystviya obladayut moshnoy zhiznennoy siloy » [« Les relations sino-russes de partenariat global et d'engagement stratégique ont une puissante vitalité », 2021], l'auteur Li Yunciuan, directeur de l'Institut de relations internationales de l'Académie chinoise de sciences sociales, note :

La République populaire de Chine et la Russie ont la même compréhension des tendances du développement mondial. L'ancien système de relations internationales se désintègre, un nouvel ordre se forme dans lequel il y aura un rejet de l'intimidation et de l'hégémonie, la priorité sera donnée à l'égalité et au bénéfice mutuel. La formation d'un nouvel ordre ne sera pas facile, l'humanité peut en payer le prix fort.<sup>1629</sup>

Pour le continent africain, la coopération avec la Russie reste une opportunité de partenariat à exploiter. Ainsi, selon l'analyste politique rwandais Christopher Kayumba : « Bien sûr, s'ingérer dans les affaires des pays africains est l'une des principales critiques à l'encontre des puissances occidentales sur le continent. La Russie et la Chine dans ce sens sont donc perçues comme des partenaires égaux ». <sup>1630</sup> Pour l'économiste et candidat à l'élection présidentielle nigériane de 2019, Obadiah Mailafia :

Pour nous, faire du commerce avec la Russie et s'ouvrir à la Russie dans le domaine de la coopération commerciale et économique est gagnant-gagnant. (...).

<sup>1628</sup> « 'Битва за Африку' между КНР и РФ исключена. (...). Ждать конкуренции России и Китая на арене африканского рынка не стоит из-за различия стратегий двух стран. (...). Я бы говорил не о конкуренции, а о сотрудничестве - например, на площадке БРИКС ». Voir [Ria Novosti]. « Glava MASR : KNR i Rossiya namereny sotrudnichat', a ne konkuririvat' ». [« Le Chef de l'Agence internationale du développement souverain : la Chine et la Russie ont l'intention de coopérer et non de rivaliser en Afrique »]. *Ria Novosti* [en ligne] 08/11/2019. Disponible sur <<https://ria.ru/20191108/1560711716.html>>. Consulté le 12 avril 2021.

<sup>1629</sup> « КНР и Россия одинаково понимают тенденции мирового развития. Старая система международных отношений разлагается, формируется новый порядок, в котором будет отказ от запугивания и гегемонии, приоритет будет отдаваться равенству и взаимной выгоде. Формирование нового порядка не будет простым, человечество может заплатить за это огромную цену ». Li Yunciuan. « Kitaysko-rossiyskie otnosheniya vseobyemlyushogo partnerstva i strategicheskogo vzaimodeystviya obladayut moshnoy zhiznennoy siloy ». [« Les relations sino-russes de partenariat global et d'engagement stratégique ont une puissante vitalité »]. *Russian People China* [en ligne] 23/03/2021. Disponible sur <<http://russian.people.com.cn/n3/2021/0323/c95181-9831649.html>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1630</sup> "Of course, interfering in the affairs of African countries is one of the main criticisms of Western powers on the continent. So, Russia, and China in that sense, are perceived to be equal partners." Voir Benita van Eyssen. "Russia's Comeback in Africa." *Deutsche Welle [DW]* [en ligne] October 23, 2019. Disponible sur <<https://www.dw.com/en/russias-comeback-in-africa/a-50946116>>. Consulté le 10 mars 2021.

Nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres. Il ne s'agit pas de jouer l'un contre l'autre. Après tout, la Chine et la Russie sont également des partenaires de coopération.<sup>1631</sup>

Dans une interview accordée au *New York Times* en octobre 2019, le professeur mozambicain Jose Matemulane, président du *think tank* « Afric » basé à Saint-Pétersbourg, illustrant la pensée russe, l'assimila à la pensée africaine : « Les Russes ont leur propre façon de penser, différente des modèles occidentaux. J'avais l'habitude de dire aux gens : les Russes ne sont rien d'autre que des Africains blancs, des Noirs blancs ». <sup>1632</sup>

Les analystes politiques américains, comme les chercheurs Paul Stronski et Aleksandar Vladicic de l'Institut Carnegie, considèrent que Moscou est loin d'être un « acteur majeur » sur l'échiquier africain. Dans une interview publiée le 22 octobre 2019 ("Is Russia Seizing Its Moment in Africa?"), ils déclarent :

#### LA RUSSIE DEVIENT-ELLE UN ACTEUR MAJEUR EN AFRIQUE ?

Pas vraiment. Le Kremlin est plus qu'heureux de jouer son rôle en Afrique à des fins de communication et saisit toutes les opportunités qui se présentent à lui. Pourtant, Moscou est loin de retrouver le statut dont jouissait autrefois l'Union soviétique sur le continent, sans parler du rôle actuel de la Chine. Le poids de la Russie en Afrique reste lié à une poignée d'États clients ayant une importance stratégique relativement limitée, comme la République centrafricaine (RCA). Le Kremlin n'a aucune empreinte militaire en Afrique, ni les ressources considérables nécessaires pour relever les défis économiques, de développement, de sécurité et humanitaires auxquels le continent est confronté. (...).<sup>1633</sup>

Stronski et Vladicic appellent également à ne pas « surestimer » la Russie en Afrique : « Les États-Unis ne doivent pas surestimer le rôle de la Russie en Afrique et doivent être conscients de l'énorme écart entre les ambitions géopolitiques de la Russie et ses capacités

<sup>1631</sup> *Ibid.* "For us, trading with Russia and opening up to Russia in trade and economic cooperation is a win-win". "We have a lot to learn from each other. It's not about playing one against the other. After all, China and Russia are also partners in cooperation."

<sup>1632</sup> "The Russians have their own way of thinking, different from the Western patterns. I used to tell people : Russians are nothing else than white Africans, white blacks." Anton Troianovski. "'A New Message' : Russia Trains Its Propaganda Machine on Africa." *The New York Times* [en ligne] October 29, 2019. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2019/10/29/world/europe/africa-russia-sochi.html>>. Consulté le 26 mars 2021.

<sup>1633</sup> "IS RUSSIA BECOMING A MAJOR PLAYER IN AFRICA ?

Not really. The Kremlin is more than happy to play up its role in Africa for PR purposes and to seize any opportunities that come its way.

Yet Moscow is nowhere near restoring the status that the Soviet Union once enjoyed on the continent, let alone China's current role. Russia's clout in Africa remains tied to a handful of client states with relatively limited strategic significance, such as the Central African Republic (CAR). The Kremlin has no military footprint in Africa, nor the hefty resources needed to address the economic, development, security, and humanitarian challenges that the continent faces." Paul Stronski, Aleksandar Vladicic. "Is Russia Seizing Its Moment in Africa?". *Carnegie Endowment* [en ligne] October 22, 2019. Disponible sur <<https://carnegieendowment.org/2019/10/22/is-russia-seizing-its-moment-in-africa-pub-80089>>. Consulté le 8 mars 2021.

réelles ». <sup>1634</sup> Néanmoins, ces derniers reconnaissent l'aptitude de Moscou à gagner la sympathie des dirigeants africains et ainsi s'assurer des alliés au sein des grandes instances internationales, telles que l'ONU :

La propagande russe, l'allégement de la dette et la vente des armes aident le Kremlin à courtiser les dirigeants africains et à gagner leur soutien au sein d'organismes internationaux tels que l'ONU, où l'Afrique représente environ un quart des États membres. Cela cadre bien avec les efforts à long terme de la Russie pour diluer le pouvoir américain et créer un monde multipolaire. <sup>1635</sup>

Selon Frederick Kempe, président et chef de la direction du *think tank* américain Atlantic Council qui promeut le partenariat entre l'Amérique du Nord et l'UE, sur le long terme, un rapprochement sino-russe en Afrique constituerait une menace pour les intérêts américains et européens :

Et la Russie et la Chine se voient impliquées dans un long jeu de position et d'influence sur un continent africain qui, d'ici à 2050, comptera 25 % de la population mondiale en âge de travailler et le plus grand stock de terres rares en dehors de la Chine. De plus, ses 54 pays constituent le bloc de vote le plus important aux Nations unies, fournissant à la Chine et à la Russie les moyens de bloquer les initiatives occidentales. <sup>1636</sup>

Pour le journaliste américain Henry Meyer, « le Kremlin exploite [en Afrique] l'influence décroissante de Washington » :

Comme au Moyen-Orient, où Poutine a mis à profit son intervention réussie en Syrie pour renforcer la position de la Russie aux dépens des États-Unis, le Kremlin exploite l'influence déclinante de Washington, alors même que la nouvelle stratégie *Prosper Africa* du président américain Donald Trump cherche à inverser la tendance. <sup>1637</sup>

Les États-Unis et l'Union européenne sont aujourd'hui confrontés en Afrique à un profond sentiment de désillusion et de lassitude, alimenté notamment par les échecs répétés de

---

<sup>1634</sup> "The United States should not overestimate Russia's role in Africa, and needs to be clear-eyed about the enormous gap between Russia's geopolitical ambitions and its actual capabilities." *Ibid.*

<sup>1635</sup> "Russia's outreach, limited debt relief, and arms sales help the Kremlin court African leaders and win their support within international bodies such as the UN, where Africa accounts for about one quarter of member states. That meshes nicely with long-term Russian efforts to dilute U.S. power and create a multipolar world." *Ibid.*

<sup>1636</sup> "And both Russia and China see themselves involved in a long game for position and influence on an African continent that by 2050 will have 25% of the world's working age population and the greatest store of rare earth materials outside of China. What's more, its 54 countries make up the most important voting bloc in the United Nations, providing both China and Russia the wherewithal to block Western initiatives." Frederick Kempe. "Vladimir Putin is Muscling His Way into Africa, and That is Bad News for US Interests." *CNBC* [en ligne] June 15, 2019. Disponible sur <<https://www.cnn.com/2019/06/14/vladimir-putin-muscles-into-africa-which-is-bad-news-for-us-interests.html>>. Consulté le 15 avril 2021.

<sup>1637</sup> "As in the Middle East, where Putin leveraged his successful Syria intervention to bolster Russia's standing at the US's expense, the Kremlin is exploiting Washington's fading influence even as US President Donald Trump's new Prosper Africa strategy seeks to reverse the decline." Henry Meyer. "Putin Woos Ramaphosa and Other African Leaders as He Warns Against Western 'Blackmail'." *News24* [en ligne] October 23, 2019. Disponible sur <<https://www.news24.com/fin24/economy/south-africa/putin-woos-ramaphosa-and-other-african-leaders-as-he-warns-against-western-blackmail-20191023>>. Consulté le 15 avril 2021.

leurs politiques étrangères. Les nombreuses guerres pour la démocratie, menées au Moyen-Orient, sont aujourd'hui perçues du côté africain comme un terrible fiasco, une incapacité ayant engendré davantage d'insécurité, contribuant à l'expansion du terrorisme. À ce titre, dans l'article "'A New Message' : Russia Trains Its Propaganda Machine on Africa", Anton Troianovski reprend les propos du ministre des Affaires étrangères de Djibouti, Mahamoud Ali Youssouf, qui envisageait la Russie comme une alternative aux politiques « malavisées » de l'Occident : « Pourquoi ne devrions-nous pas essayer une nouvelle approche ? Un nouveau message ? Peut-être que la Russie est l'alternative ».<sup>1638</sup> L'alternative russe à la présence américaine et chinoise en Afrique a aussi été décrite, dans l'article "Can Russia Offer an Alternative to China and the U.S." (2019), par le professeur hongrois de l'Université d'Obuda, Janos Besenyo : « D'un point de vue africain, la Russie offre une alternative stratégique à l'hégémonie mondiale de l'Amérique, à la diplomatie économique de la Chine et à l'influence persistante des anciens maîtres coloniaux d'Afrique ».<sup>1639</sup>

À l'ère de la pandémie de la Covid-19, Moscou et Pékin s'activent en Afrique, contrairement aux États-Unis et à l'UE qui sont focalisés sur la gestion des effets de la crise sur leurs territoires nationaux.<sup>1640</sup> L'Occident, grand absent sur le continent en cette période de pandémie mondiale, « priorise » les vaccins pour ses citoyens.<sup>1641</sup> En mars 2021, le nouveau président américain, Joe Biden, déclara : « Si nous avons des surplus [de vaccins], nous les partagerons, mais nous devons d'abord prendre soin des Américains ».<sup>1642</sup> Cette course aux

<sup>1638</sup> "misguided Western policies." "Why shouldn't we try a new approach ? A new message ? Maybe Russia is the alternative." Anton Troianovski. "'A New Message' : Russia Trains Its Propaganda Machine on Africa." *The New York Times* [en ligne] October 29, 2019. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2019/10/29/world/europe/africa-russia-sochi.html>>. Consulté le 26 mars 2021.

<sup>1639</sup> "From the African point of view, Russia offers a strategic alternative to America's global hegemony, China's economic diplomacy, and the lingering influence of Africa's former colonial masters." Janos Besenyo. "Can Russia Offer Africa an Alternative to China and the US?". *IOL* [en ligne] October 24, 2019. Disponible sur <<https://www.iol.co.za/news/politics/opinion/can-russia-offer-africa-an-alternative-to-china-and-the-us-35788340>>. Consulté le 16 avril 2021.

<sup>1640</sup> Tiffany Fillon. « Covid-19 : derrière la vente et le don de vaccins à l'Afrique, la 'lutte d'influence' de la Chine ». *France 24* [en ligne] 27 février 2021. Disponible sur <<https://www.france24.com/fr/afrique/20210227-covid-19-derri%C3%A8re-la-vente-et-le-don-de-vaccins-%C3%A0-l-afrique-la-lutte-d-influence-de-la-chine>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1641</sup> *Ibid.* Lire aussi Victor Goury-Laffont. « Coronavirus : Trump veut 'prioriser' la livraison de vaccins aux Américains ». *RTL* [en ligne] 9 décembre 2020. Disponible sur <<https://www.rtl.fr/actu/international/coronavirus-trump-veut-prioriser-la-livraison-de-vaccins-aux-americains-7800937262>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1642</sup> "If we have a surplus, we are going to share it with the rest of the world." In : [Business Today]. "US Will Share COVID-19 Vaccine if It Has Surplus: Biden." *Business Today* [en ligne] March 11, 2021. Disponible sur <<https://www.businesstoday.in/coronavirus/us-will-share-covid-19-vaccine-if-it-has-surplus-biden/story/433537.html>>. Consulté le 20 avril 2021.

Voir aussi Clara Lecocq Réale. « Les États-Unis souhaitent garder leurs doses d'AstraZeneca inutilisées ». *France Culture* [en ligne] 15 mars 2021. Disponible sur <<https://www.franceculture.fr/emissions/journal-de-8-h/journal-de-8h-du-lundi-15-mars-2021#:~:text=Les%20%C3%89tats%20Unis%20souhaitent%20garder%20leurs%20doses%20d'AstraZeneca%20inutilis%C3%A9es,->

vaccins a mis en exergue l'inégalité existante et croissante entre les pays développés et en développement en matière d'accès aux soins et aux vaccins. Cet écart fut qualifié de « divergence dangereuse » par la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, qui appelait en janvier 2021 à inverser cette tendance entre pays riches et pays pauvres.<sup>1643</sup>

La pandémie a été une opportunité politique considérable pour Moscou et Pékin. En effet, cette crise a permis à la Russie et la Chine de déployer avec habileté leur diplomatie sanitaire face à une Europe fragilisée, en crise de vaccins, et aux États-Unis, en plein repli sanitaire. En janvier 2021, Moscou négocia avec l'Union africaine la livraison du vaccin russe Spoutnik V sur le continent.<sup>1644</sup> Dès lors, plusieurs pays africains passèrent commande (Égypte, Algérie, Maroc, Tunisie, Kenya, Djibouti, Guinée Conakry, Ghana, Angola, Congo-Brazzaville, Gabon, Namibie, Zimbabwe).<sup>1645</sup> La Chine livra également son vaccin Sinopharm à de nombreux pays africains.<sup>1646</sup> Dans sa stratégie vaccinale, Pékin n'hésita pas à offrir des doses de vaccins et effacer 8 milliards de dettes des pays pauvres.<sup>1647</sup> L'activisme sanitaire russe et chinois permit à Moscou et Pékin de construire une image de puissances réactives, fortes, capables d'apporter des solutions rapides face à la crise, contrairement à l'Occident. Cette stratégie a une visée politique claire : renforcer leur influence, gagner de nouveaux marchés, soutiens politiques, et accès aux ressources.

---

R%C3%A9%20C3%A9couter%20Les%20C3%89tats&text=Le%20principe%20de%20pr%C3%A9caution%20%20affich%C3%A9,%20C3%B9%22%20dit%20Joe%20Biden>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1643</sup> Fabrice Nodé-Langlois. « Kristaline Georgieva : 'Inversons la divergence dangereuse entre pays riches et pays pauvres' ». *Le Figaro* [en ligne] January 14, 2021. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/kristalina-georgieva-inversons-la-divergence-dangereuse-entre-pays-riches-et-pays-pauvres-20210114#:~:text=R%C3%A9serv%C3%A9%20aux%20abonn%C3%A9s-,%20Kristalina%20Georgieva%20A%20C2%ABInversons%20la%20divergence%20dangereuse%20entre,pays%20riches%20et%20pays%20pauvres%20BB&text=La%20directrice%20g%C3%A9n%C3%A9rale%20du%20Fonds,journaux%20internationaux%20dont%20Le%20Figaro>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1644</sup> [Interfax]. « Rossiya i Afrikanskiy soyuz obsudili postavki 'Sputnik V' v Afriku ». [« La Russie et l'Union africaine ont discuté de la livraison de 'Spoutnik V' en Afrique »]. *Interfax* [en ligne] 23/01/2021. Disponible sur <<https://www.interfax.ru/world/746500>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1645</sup> [Vesti]. « 'Sputnik V' zaregistrirovan eshe v trekh stranakh Afriki ». [« 'Spoutnik V' a été certifié dans trois autres pays africains »]. *Vesti* [en ligne] 03/03/2021. Disponible sur <<https://www.vesti.ru/article/2531436>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1646</sup> Pierre Desorgues. « Covid-19 en Afrique : où en sont les commandes et livraisons de vaccins ? ». *TV5 Monde* [en ligne] 19 février 2021. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/afrique/covid-19-en-afrique-ou-en-sont-les-commandes-et-livraisons-de-vaccins-396479>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1647</sup> [Le Parisien]. « Vaccins : la Chine continue son offensive en Afrique et offre 100 000 doses au Gabon ». *Le Parisien* [en ligne] 13 mars 2021. Disponible sur <<https://www.leparisien.fr/international/vaccins-la-chine-continue-son-offensive-en-afrique-et-offre-100000-doses-au-gabon-13-03-2021-L576JB3IMRABBHQ54QME5JPMBI.php>>. Consulté le 20 avril 2021.

À ce sujet, lire également Pierre Haski. « La Chine mène avec succès sa 'diplomatie des vaccins' en Afrique ». *France Inter* [en ligne] 11 février 2021. Disponible sur <<https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-11-fevrier-2021>>. Consulté le 20 avril 2021. [Biznes-Aziya-Kitay]. « Kitay spisal dolgov na 8 mlrd dollarov bednym stranam ». *Biznes-Aziya-Kitay* [en ligne] sans date. Disponible sur <[https://ru.telegram-store.com/catalog/channels/raspp\\_info/2408](https://ru.telegram-store.com/catalog/channels/raspp_info/2408)>. Consulté le 15 mars 2021.

## 1.2. Biden et l'héritage trumpien : renouer avec l'Europe pour combattre l'autoritarisme

Face à cette nouvelle conjoncture et au rapprochement du couple sino-russe, Washington ne peut rester à l'écart du continent africain qui aujourd'hui cristallise les futurs enjeux internationaux. La nouvelle Administration démocrate américaine souhaite rompre avec le passé trumpien.<sup>1648</sup> L'une des premières déclarations du président élu, Joe Biden, a été d'annoncer le retour des États-Unis dans les alliances internationales (l'Accord de Paris sur le climat, l'Organisation mondiale de la santé<sup>1649</sup>) et ainsi ranimer la diplomatie du multilatéralisme :

(...) tel est le message que je veux que le monde entende aujourd'hui : l'Amérique est de retour. L'Amérique est de retour. La diplomatie est de retour au centre de notre politique étrangère.

Comme je l'ai dit dans mon discours d'investiture, nous rétablirons nos alliances et nous renouerons le dialogue avec le monde, non pas pour relever les défis d'hier, mais ceux d'aujourd'hui et de demain.<sup>1650</sup>

Le nouveau président américain appelle les États-Unis à se confronter à l'avancée de l'autoritarisme, incarné par les régimes chinois et russe : « Le leadership américain doit affronter ce nouveau moment de progression de l'autoritarisme, y compris les ambitions croissantes de la Chine de rivaliser avec les États-Unis et la détermination de la Russie à endommager et perturber notre démocratie ». <sup>1651</sup> Envers la Russie, qui est dépeinte comme une puissance agressive, l'Administration Biden se veut ferme et intransigeante :

J'ai dit clairement au président Poutine, d'une manière très différente de celle de mon prédécesseur, que l'époque où les États-Unis se couchaient face aux actions agressives de la Russie - interférer dans nos élections, les cyberattaques, empoisonner ses citoyens -

<sup>1648</sup> Steve Tenré. « États-Unis : Joe Biden rompt totalement avec la diplomatie de Trump ». *Le Figaro* [en ligne] 5 février 2021. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/international/etats-unis-joe-biden-rompt-totalement-avec-la-diplomatie-de-trump-20210205>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1649</sup> À ce titre, il faut souligner que l'Administration Biden s'est engagée à rejoindre le programme de lutte contre la Covid-19 et à octroyer 4 milliards de dollars à l'initiative de l'OMS, Covax (*Covid-19 Vaccines Global Access*), pour le traitement et la vaccination contre la Covid-19 dans les pays pauvres. Voir [Business Today]. "US Will Share COVID-19 Vaccine if It Has Surplus: Biden." *Business Today* [en ligne] March 11, 2021. Disponible sur <<https://www.businesstoday.in/coronavirus/us-will-share-covid-19-vaccine-if-it-has-surplus-biden/story/433537.html>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1650</sup> " (...) so is the message I want the world to hear today : America is back. America is back. Diplomacy is back at the center of our foreign policy.

As I said in my inaugural address, we will repair our alliances and engage with the world once again, not to meet yesterday's challenges, but today's and tomorrow's." *Remarks by President Biden on America's Place in the World, February 4, 2021, U.S. Department of State Headquarters, Washington D.C.* Disponible en ligne sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/02/04/remarks-by-president-biden-on-americas-place-in-the-world/>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1651</sup> "American leadership must meet this new moment of advancing authoritarianism, including the growing ambitions of China to rival the United States and the determination of Russia to damage and disrupt our democracy." *Ibid.*

était révolue. Nous n'hésiterons pas à augmenter les coûts de ces actions pour la Russie et à défendre nos intérêts vitaux et notre peuple.<sup>1652</sup>

En ce qui concerne la Chine qui est présentée comme un « sérieux rival », le président Biden appelle à faire face à Pékin dans sa politique économique agressive et à combattre ses violations des droits de l'Homme :

Et nous allons également relever directement les défis posés à notre prospérité, notre sécurité et nos valeurs démocratiques par notre concurrent le plus sérieux, la Chine. Nous nous opposerons aux agressions économiques de la Chine ; contrerons son action agressive et coercitive ; repousserons l'attaque de la Chine contre les droits de l'homme, la propriété intellectuelle et la gouvernance mondiale.<sup>1653</sup>

Pour contrer l'influence russe en Afrique, les chercheurs Paul Stronski et Aleksandar Vladicic de la Fondation Carnegie, influent *think tank* américain, suggéraient en octobre 2019, dans l'article "Is Russia Seizing Its Moment in Africa ?", de renforcer l'alliance des États-Unis avec l'Union européenne :

Que peuvent faire les États-Unis pour lutter contre les activités malveillantes de la Russie en Afrique ?

La première chose à faire est de redynamiser les efforts politiques de l'Occident et d'éliminer le sentiment de dérive et d'inattention qui a laissé certains pays africains vulnérables aux incursions de la Russie. Cela signifie se concentrer sur des éléments fondamentaux tels que la corruption, la mauvaise gouvernance, la faiblesse de l'État de droit, la résolution des problèmes post-conflits et les questions basiques de qualité de vie. (...).

Des efforts diplomatiques plus énergiques de la part de l'Occident pourraient perturber l'alignement confortable entre la Russie et les puissances africaines dans les organisations internationales. Les États-Unis et d'autres gouvernements occidentaux peuvent travailler avec les gouvernements africains, les médias et les partenaires de la société civile pour dénoncer les actions malveillantes, les stratagèmes corrompus et le soutien de la Russie aux régimes oppressifs, y compris l'utilisation de sociétés de sécurité telles que Wagner.<sup>1654</sup>

---

<sup>1652</sup> "I made it clear to President Putin, in a manner very different from my predecessor, that the days of the United States rolling over in the face of Russia's aggressive actions — interfering with our elections, cyberattacks, poisoning its citizens — are over. We will not hesitate to raise the cost on Russia and defend our vital interests and our people." *Ibid.*

<sup>1653</sup> "And we'll also take on directly the challenges posed by our prosperity, security, and democratic values by our most serious competitor, China.

We'll confront China's economic abuses ; counter its aggressive, coercive action ; to push back on China's attack on human rights, intellectual property, and global governance." *Ibid.*

<sup>1654</sup> " What can the United States do to push back against Russia's malign activities in Africa?

The first order of business is to reenergize Western policy efforts and remove the sense of drift and inattentiveness that have left some African countries vulnerable to Russian inroads. That means focusing on fundamentals such as corruption, poor governance, weak rule of law, post-conflict resolution, and basic quality-of-life issues. (...).

More energetic Western diplomatic efforts could disrupt the cozy alignment between Russia and African powers in international organizations. The United States and other Western governments can work with African government, media, and civil society partners to expose Russia's malign actions, corrupt schemes, and support for



Selon Antoine Bondaz, chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS), pour retrouver son poids politique et son influence, l'Europe doit sortir de la dépendance chinoise qui a été dévoilée avec la pandémie de la Covid-19 :

Une des vraies réflexions de l'Europe doit être la question de notre dépendance, et de notre sur-dépendance à la Chine.

La crise, dans des secteurs stratégiques et notamment sanitaires, doit apporter une vraie réflexion sur notre exposition au risque, de notre dépendance à l'étranger, (...). L'enjeu sera de réduire notre dépendance.<sup>1655</sup>

La volonté de renforcer l'alliance occidentale face à Moscou avait été formulée par Joe Biden en février 2021 : « Et nous serons plus efficaces dans nos relations avec la Russie lorsque nous travaillerons en coalition et en coordination avec d'autres partenaires partageant les mêmes idées ».<sup>1656</sup> L'appel à former une alliance anti-sino-russe a été réitéré par Washington un mois plus tard, le 25 mars 2021, lors du sommet du Conseil européen :

Le Président a réaffirmé son engagement de revitaliser les relations entre les États-Unis et l'Union européenne. Il a déclaré qu'une UE forte était dans l'intérêt des États-Unis, (...). Il a appelé à une coopération étroite dans les défis communs, particulièrement la lutte contre la Covid-19, la lutte contre la menace du changement climatique, l'approfondissement de nos liens économiques et la garantie que les démocraties, et non les autocraties, fixent les règles de conduite. Le Président a également exprimé le désir de travailler ensemble dans les questions d'intérêts communs de politique étrangère, y compris en ce qui concerne la Chine et la Russie.<sup>1657</sup>

Pour Taisuke Abiru, chercheur au sein de l'Institut japonais *Sasakawa Peace Foundation*, le durcissement de la politique américaine à l'égard de la Chine contribuera au renforcement des relations sino-russes :

---

oppressive regimes, including the use of security firms such as Wagner." Paul Stronski, Aleksandar Vladicic. "Is Russia Seizing Its Moment in Africa?". *Carnegie Endowment* [en ligne] October 22, 2019. Disponible sur <<https://carnegieendowment.org/2019/10/22/is-russia-seizing-its-moment-in-africa-pub-80089>>. Consulté le 8 mars 2021.

<sup>1655</sup> Xavier Frere. [Interview avec Antoine Bondaz]. « La Chine veut sortir un vaccin en premier et montrer au monde sa réussite ». *Le Progrès* [en ligne] 31 mars 2020. Disponible sur <<https://www.leprogres.fr/sante/2020/03/31/la-chine-veut-sortir-un-vaccin-en-premier-et-montrer-au-monde-sa-reussite>>. Consulté le 20 avril 2020.

<sup>1656</sup> "And we will be more effective in dealing with Russia when we work in coalition and coordination with other like-minded partners." *Remarks by President Biden on America's Place in the World, February 4, 2021, U.S. Department of State Headquarters, Washington D.C.* Disponible en ligne sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/02/04/remarks-by-president-biden-on-americas-place-in-the-world/>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1657</sup> "The President reaffirmed his commitment to revitalizing relations between the United States and the European Union. He conveyed that a strong EU is in the U.S. interest, (...). He called for close cooperation on common challenges, including combating COVID-19, tackling the threat of climate change, deepening our economic ties, and ensuring that democracies rather than autocracies set the rules of the road. The President also expressed his desire to work together on shared foreign policy interests, including China and Russia." *President Biden Participates in European Council Summit, March 25, 2021, the White House.* Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/03/25/president-biden-participates-in-european-council-summit/>>. Consulté le 20 avril 2021.

En d'autres termes, la Chine sera toujours confrontée à une situation difficile dans ses relations avec les États-Unis, ce qui la rapprochera de la Russie. Les relations avec la Russie seront plus importantes pour Pékin, ainsi que les relations avec la Chine pour la Russie qui restera sous sanctions américaines. Cette tendance se poursuivra probablement sous Biden.<sup>1658</sup>

À l'égard du continent africain, l'Administration Biden a annoncé également son grand retour dans la coopération avec les grandes institutions africaines, à l'instar de l'Union africaine. Cette annonce fut faite lors de la tenue du 34<sup>e</sup> Sommet de l'Union africaine, le 5 février 2021. Le président Biden appela l'Afrique à « travailler ensemble pour un meilleur avenir » :

Nous devons tous travailler conjointement pour faire progresser notre vision commune d'un meilleur avenir.

Un avenir de commerce et d'investissements croissants qui favorise la prospérité de toutes nos nations. Un avenir qui fait promettre une vie dans la paix et la sécurité pour tous nos citoyens.

Un avenir déterminé à investir dans nos institutions démocratiques et à promouvoir les droits de l'homme pour tous.

(...).

Les États-Unis sont prêts à être votre partenaire, dans la solidarité, le soutien et le respect mutuel.

Nous avons confiance dans les nations africaines.<sup>1659</sup>

En Afrique, l'annonce d'un retour américain ne semble guère susciter beaucoup d'enthousiasme. Concernant la nouvelle stratégie africaine des États-Unis, le continent reste perplexe. Après l'indifférence de Trump, certains, comme Abukar Arman, ancien envoyé spécial de la Somalie aux États-Unis, et Amy Niang, professeur de relations internationales au Sénégal, redoutent une continuité de la politique Obama-Bush basée sur la militarisation de l'Afrique et l'instrumentalisation de l'aide étrangère :

Abukar Arman : « En ce qui concerne la politique étrangère à l'égard de l'Afrique, je ne m'attends pas à un changement de fond. Biden sera différent de Trump, comme Barack Obama était différent de George W. Bush ».

<sup>1658</sup> "In other words, China will still face a tough situation in its relations with the US, what will push it closer to Russia. The relations with Russia will be more important for Beijing as well as the relations with China for Russia, which will remain under US sanctions. This trend is likely to continue under Biden." [Tass]. "Biden Victory to Push China Closer to Russia, Japanese Expert Says." *Tass* [en ligne] November 11, 2020. Disponible sur <<https://tass.com/world/1222363>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1659</sup> "We must all work together to advance our shared vision of a better future. A future of growing trade and investment that advances the prosperity of all our nations. A future that advances lives of peace and security for all our citizens. A future committed to investing in our democratic institutions and promoting the human rights of all people. (...).

The United States stands ready to be your partner, in solidarity, support, and mutual respect.

We believe in the nations of Africa." *Remarks of President Joe Biden's Address to the 34th African Union Summit, February 5, 2021*. [THE WHITE HOUSE]. "President Biden's Message to African Union Summit Participants." February 5, 2021. [Video]. *Youtube* [en ligne]. Durée: 2 min 14. Disponible sur <<https://www.youtube.com/watch?v=CE3X77YBSN8>>. Consulté le 20 avril 2021.

Amy Niang : « Ils [Obama et Biden] ont continué la tendance, héritée du gouvernement Bush, de normalisation de la lutte contre le terrorisme, l'instrumentalisation de l'aide étrangère à des fins sécuritaires et la militarisation de leur politique étrangère en Afrique ».<sup>1660</sup>

D'autres, comme l'activiste panafricaniste zimbabwéen, Brian Tamuka Kagoro, déplore une politique construite sur des clichés :

Historiquement, il importe peu pour l'Afrique que les démocrates ou les républicains soient à la Maison Blanche. La politique américano-africaine semble osciller autour d'un ensemble restreint d'intérêts nationaux et mondiaux américains, y compris la guerre contre le terrorisme, la lutte contre l'influence de la Chine et de la Russie, les conflits entre valeurs conservatrices et libérales autour des droits en matière sexuelle, de reproduction et des droits de l'homme.

(...).

Le site web de la campagne électorale de Joe Biden contient un ensemble plutôt pâle de clichés politiques sur la diaspora africaine et l'Afrique. En bref, il ne paraît pas que Biden se soucie suffisamment des relations entre les États-Unis et l'Afrique ou qu'il y ait suffisamment réfléchi.<sup>1661</sup>

Chika Okeke-Agulu, professeur d'histoire d'art africain à l'Université américaine de Princeton au Nigéria, pensait, qu'avec l'arrivée de Biden aux affaires, les relations entre les États-Unis et l'Afrique « ne changeront pas radicalement en mieux ».<sup>1662</sup>

Ainsi, l'Administration Biden hérite en Afrique d'une image fragilisée par la diplomatie de Donald Trump. Pour certains analystes africains, à l'instar de Fisayo Soyombo, journaliste d'investigation indépendant nigérian, « Trump a sans doute dirigé l'Administration la plus hostile à l'Afrique » de toute l'histoire.<sup>1663</sup> L'incident culminant qui incarna le désintérêt

<sup>1660</sup> Abukar Arman : "As far as foreign policy towards Africa is concerned, I do not expect substantive change. Biden will be different than Trump, as Barack Obama was different than George W Bush."

Amy Niang : "It [the Obama-Biden Administration] continued a trend, inherited from the Bush government, of normalisation of counterterrorism, the instrumentalisation of foreign aid for securitisation purposes and the militarisation of its foreign policy in Africa." In : [Al Jazeera]. "What Will Biden's US Win Mean for Africa? Experts Weigh In." *Al Jazeera* [en ligne] November 9, 2020. Disponible sur <<https://www.aljazeera.com/news/2020/11/9/what-will-bidens-win-mean-for-africa-experts-have-their-say>>.

Consulté le 10 avril 2021.

<sup>1661</sup> "Historically, it has not mattered much for Africa whether Democrats or Republicans are in the White House. The US-Africa policy seems to oscillate around a narrow set of US national and global interests, including the war on terror, countering China and Russian influence, contests of conservative or liberal values around sexual and reproductive health and rights and human rights.

(...).

The Biden-Harris campaign website contains a rather colourless set of policy cliches on the African Diaspora and Africa. In short, it does not seem as though Biden cares enough about or has given sufficient thought to US-Africa relations." *Ibid*.

<sup>1662</sup> "I am not sure that [the] US-Africa relationship will change dramatically for the better with Biden." In : [Al Jazeera]. "What Will Biden's US Win Mean for Africa? Experts Weigh In." *Al Jazeera* [en ligne] November 9, 2020. Disponible sur <<https://www.aljazeera.com/news/2020/11/9/what-will-bidens-win-mean-for-africa-experts-have-their-say>>. Consulté le 10 avril 2021.

<sup>1663</sup> "Trump arguably led the most Africa-averse US administration in history." *Ibid*.

américain pour l’Afrique a été l’opposition de l’Administration Trump à la candidature de la nigériane Ngozi Okonjo-Iweala, désignée par la majorité des délégations à la tête de l’Organisation mondiale du commerce (OMC). Voulant propulser leur favorite, la candidate sud-coréenne, Yoo Myung-Hee, les États-Unis opposèrent leur veto.<sup>1664</sup>

## 2. Guerre en Ukraine : la Russie, État paria ou nouvel apôtre de l’anti-occidentalisme ?

Avec l’intervention militaire russe en Ukraine, le 24 février 2022, nous assistons à une quasi-rupture des relations entre la Russie et l’Occident. Moscou déclare vouloir dénazifier et démilitariser l’Ukraine<sup>1665</sup> pour assurer la sécurité du Donbass et celle de ses frontières contre l’OTAN qui cherche à élargir son territoire en intégrant l’Ukraine dans ses rangs.<sup>1666</sup> Pour défendre ses positions, Moscou avance la violation par l’Ukraine du Protocole et des Accords de Minsk de 2014 et 2015 qui ont alimenté une guerre sanglante entre le régime de Kiev et les séparatistes des républiques populaires autoproclamées de Donetsk (RPD) et de Lougansk (RPL)<sup>1667</sup>, et le rapprochement inquiétant entre l’OTAN et l’Ukraine que Moscou perçoit comme une réelle menace pour sa sécurité.<sup>1668</sup>

<sup>1664</sup> Matthieu Vendrely. « Ngozi Okonjo-Iweala, une Nigériane à la tête de l’OMC ». *TV5 Monde* [en ligne] 5 février 2021. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/afrique/ngozi-okonjo-iweala-une-nigeriane-bientot-la-tete-de-l-organisation-mondiale-du-commerce>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1665</sup> [AFP]. « Déclaration de guerre. À la télévision russe, Poutine promet une ‘démilitarisation et une dénazification de l’Ukraine’ ». *Libération* [en ligne] 24 février 2022. Disponible sur <[https://www.liberation.fr/international/europe/a-la-television-russe-poutine-promet-une-demilitarisation-et-une-denazification-de-lukraine-20220224\\_Q5LGCIJNANH4LLU2CB66JEPSKY/](https://www.liberation.fr/international/europe/a-la-television-russe-poutine-promet-une-demilitarisation-et-une-denazification-de-lukraine-20220224_Q5LGCIJNANH4LLU2CB66JEPSKY/)>. Consulté le 6 mai 2022.

<sup>1666</sup> L’objectif de ce sous-chapitre de la thèse n’est nullement d’exprimer une opinion ou porter un jugement quelconque sur les événements qui se produisent en Ukraine, mais d’essayer de comprendre comment ce conflit affecte les relations russo-américaines et ses conséquences sur l’Afrique.

<sup>1667</sup> Les Accords de Minsk, appelés aussi Minsk II, avaient été signés le 12 février 2015 dans le but d’appliquer les mesures envisagées dans le précédent accord, le Protocole de Minsk ou Minsk I, du 5 septembre 2014, qui consistait à mettre fin aux hostilités dans le Donbass. Ce nouvel accord prévoyait plusieurs mesures, dont: le cessez-le-feu dans la région du Donbass, tenu par les séparatistes pro-russes, le retrait des armements lourds, vérification de la trêve, l’instauration d’un dialogue, grâce et amnistie, libération des otages, garantie de la sécurité de l’accès à l’aide humanitaire, définition ‘des modalités du plein rétablissement des rapports socio-économiques’, le retrait d’Ukraine de toutes les formations armées étrangères, la mise en place d’une réforme constitutionnelle en Ukraine, la tenue de discussions sur les élections locales,...). Voir Luna Gay-Padoan. « Ukraine : les Accords de Minsk, la seule issue diplomatique à la guerre ? ». *TV5 Monde* [en ligne] 8 février 2022. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/info/ukraine-les-accords-de-minsk-la-seule-issue-diplomatique-la-guerre-443895>>. Consulté le 1 mai 2022.

<sup>1668</sup> Il faut noter que le mécontentement russe concernant une potentielle adhésion à l’OTAN ne concerne pas seulement l’Ukraine, mais tout pays frontalier, comme la Géorgie qui depuis 2011 aspire à devenir membre de l’alliance nord-atlantique ou la Finlande et la Suède qui, à la suite des événements en Ukraine, ont aussi manifesté le désir de rejoindre l’organisation. [Le Figaro]. « La Géorgie va rejoindre l’Otan (Stoltenberg) ». *Le Figaro* [en ligne] 25 mars 2019. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/la-georgie-va-rejoindre-l-otan-stoltenberg-20190325>>. Consulté le 29 avril 2022.

Voir aussi Louis Dubar. « La Russie menace la Suède et la Finlande si les deux pays rejoignent l’OTAN ». *Public Sénat* [en ligne] 6 mai 2022. Disponible sur <<https://www.publicsenat.fr/article/politique/la-russie-menace-la-suede-et-la-finlande-si-les-deux-pays-rejoignent-l-otan-207985>>. Consulté le 6 mai 2022.

## 2.1. Ukraine : vers un isolement de la Russie ?

L'intervention militaire russe en Ukraine a été vivement condamnée par les États-Unis et l'Union européenne qui instaurèrent une série de sanctions contre la Russie, dans le but d'isoler et d'affaiblir économiquement le pays.<sup>1669</sup> Ainsi, dans une déclaration faite le 24 février 2022, en réaction aux événements en Ukraine, le président américain Joe Biden déclara aux sujets des mesures prises contre Moscou :

Aujourd'hui, j'autorise de fortes sanctions supplémentaires et de nouvelles restrictions sur ce qui peut être exporté vers la Russie.

Cela va infliger des coûts importants à l'économie russe, aussi bien dans l'immédiat qu'à long terme.

(...).

(...) Les États-Unis ne le font pas seuls. (...).

Vingt-sept membres de l'Union européenne, dont la France, l'Allemagne, l'Italie - ainsi que le Royaume-Uni, le Canada, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et bien d'autres - pour amplifier l'impact conjoint de notre réponse.

(...).

(...) Nous limiterons la capacité de la Russie de faire partie de l'économie mondiale, en l'empêchant de commercer en dollars, en euros, en livres sterling et en yens pour faire partie de l'économie mondiale.

(...) nous allons nuire à leur capacité à être compétitifs dans l'économie du XXI<sup>e</sup> siècle, dans la haute technologie (...).

(...).

Et l'agression de Poutine contre l'Ukraine finira par coûter cher à la Russie - économiquement et stratégiquement. Nous nous en assurerons. Poutine sera un paria sur la scène internationale. (...).

Lorsque l'histoire de cette époque sera écrite, le choix de Poutine de mener une guerre totalement injustifiable contre l'Ukraine aura affaibli la Russie et renforcé le reste du monde.<sup>1670</sup>

---

<sup>1669</sup> À la date du 2 juin 2022, six paquets de sanctions avaient été votés par l'UE et les États-Unis contre la Russie. Ces sanctions visent notamment le système bancaire (banques et moyens de paiement), les avoirs du gouvernement et des oligarques russes en Occident, les importations et exportations de certains produits, comme le gaz et le pétrole. [Conseil européen]. « Réaction de l'UE à l'invasion de l'Ukraine par la Russie ». *Consilium* [en ligne] 8 avril 2022. Disponible sur <<https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/eu-response-ukraine-invasion/>>. Consulté le 13 mai 2022.

Voir [Vie Publique]. « Guerre en Ukraine : sixième série de sanctions contre la Russie ». *Vie Publique* [en ligne] 4 mai 2022. Disponible sur <<https://www.vie-publique.fr/en-bref/285012-guerre-en-ukraine-sixieme-serie-de-sanctions-contre-la-russie>>. Consulté le 13 mai 2022.

<sup>1670</sup> "Today, I'm authorizing additional strong sanctions and new limitations on what can be exported to Russia. This is going to impose severe costs on the Russian economy, both immediately and over time.

(...).

(...) The United States is not doing this alone. (...).

Twenty-seven members of the European Union, including France, Germany, Italy — as well as the United Kingdom, Canada, Japan, Australia, New Zealand, and many others — to amplify the joint impact of our response.

(...).

(...) We will limit Russia's ability to do business in Dollars, Euros, Pounds, and Yen to be part of the global economy.

(...) we're going to impair their ability to compete in a high-tech 21st century economy (...).

(...).

L'allié américain, l'Union européenne, fit aussi une déclaration officielle à l'égard de l'intervention russe, le 24 février 2022 :

Le Conseil européen condamne avec la plus grande fermeté l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Fédération de Russie contre l'Ukraine. Par ses actions militaires illégales, la Russie viole de façon flagrante le droit international et les principes de la charte des Nations unies, et porte atteinte à la sécurité et à la stabilité européennes et mondiales.<sup>1671</sup>

Outre les diverses sanctions imposées par l'UE et les États-Unis, Bruxelles et Washington procèdent au renvoi de diplomates russes, accusés d'espionnage.<sup>1672</sup> Des États occidentaux, comme la France et la Finlande, saisissent des œuvres d'art russes.<sup>1673</sup> Des groupes de pirates informatiques, tels que les Anonymous, mènent des cyberattaques contre des instances russes.<sup>1674</sup> Des appels, allant du renversement du régime du président Poutine à son élimination physique, ont été relayés dans les médias occidentaux, comme solution ultime de l'arrêt de la guerre en Ukraine. Ainsi, le sénateur américain, Lindsey O. Graham, dans un tweet posté le 4 mars 2022, écrit :

---

And Putin's aggression against Ukraine will end up costing Russia dearly — economically and strategically. We will make sure of that. Putin will be a pariah on the international stage. (...).

When the history of this era is written, Putin's choice to make a totally unjustifiable war on Ukraine will have left Russia weaker and the rest of the world stronger." *Remarks by President Biden on Russia's Unprovoked and Unjustified Attack on Ukraine, The White House, February 24, 2022*. Disponible en ligne sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/02/24/remarks-by-president-biden-on-russias-unprovoked-and-unjustified-attack-on-ukraine/>>. Consulté le 27 mai 2022.

<sup>1671</sup> [Vie Publique]. « Conclusions du Conseil européen sur l'agression militaire non provoquée et injustifiée de la Russie contre l'Ukraine, le 24 février 2022 ». *Vie Publique* [en ligne] 24 février 2022. Disponible sur <<https://www.vie-publique.fr/discours/284079-ministere-de-leurope-et-des-affaires-etrangees-24022022-ukraine#:~:text=Le%20Conseil%20europ%C3%A9en%20est%20fermement,le%20dialogue%20et%20la%20diplomatie>>. Consulté le 13 mai 2022.

<sup>1672</sup> Yves Bourdillon. « Ukraine : les diplomates russes massivement renvoyés d'Europe ». *Les Echos* [en ligne] 5 avril 2022. Disponible sur <<https://www.lesechos.fr/monde/europe/ukraine-les-diplomates-russes-massivement-renvoyes-deurope-1398680>>. Consulté le 1 mai 2022.

<sup>1673</sup> Claire Moulène et Clémentine Mercier. « Saisie d'œuvres d'art russes : quelles conséquences pour la collection Morozov ? ». *Libération* [en ligne] 7 avril 2022. Disponible sur <[https://www.liberation.fr/culture/arts/saisie-doeuvres-dart-russes-en-finlande-les-douanes-dans-la-prise-20220407\\_DQ4HEHKWEJE2ZL5D4K2DHDKY3A/](https://www.liberation.fr/culture/arts/saisie-doeuvres-dart-russes-en-finlande-les-douanes-dans-la-prise-20220407_DQ4HEHKWEJE2ZL5D4K2DHDKY3A/)>. Consulté le 1 mai 2022.

Simon Cherner. « La Russie a récupéré ses œuvres d'art saisies à la frontière finlandaise ». *Le Figaro* [en ligne] 9 avril 2022. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/culture/patrimoine/la-russie-va-recuperer-ses-oeuvres-d-art-saisies-a-la-frontiere-finlandaise-20220409>>. Consulté le 2 mai 2022.

<sup>1674</sup> [Le Figaro]. « Anonymous dit avoir piraté les serveurs du FSB, les services secrets russes ». *Le Figaro* [en ligne] 17 mars 2022. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/international/anonymous-dit-avoir-pirate-les-serveurs-du-fsb-les-services-secrets-russes-20220317>>. Consulté le 10 mai 2022.

Le 1 juin 2022, dans une interview accordée au média britannique *Sky News*, le général américain Paul Nakasone, commandant de l'US Cyber Command et de la National Security Agency (NSA), a reconnu des actions offensives dans le cyberspace, menées par les États-Unis en soutien à l'Ukraine contre la Russie : « Nous avons mené une série d'opérations sur tout un spectre : opérations offensives, défensives, [et] informationnelles ». En anglais : "We've conducted a series of operations across the full spectrum; offensive, defensive, and information operations." Alexander Martin. "U.S. Military Hackers Conducting Offensive Operations in Support of Ukraine, Says Head of Cyber Command." *Sky News* [en ligne] June 1, 2022. Disponible sur <<https://news.sky.com/story/us-military-hackers-conducting-offensive-operations-in-support-of-ukraine-says-head-of-cyber-command-12625139>>. Consulté le 16 juin 2022.

Y a-t-il un Brutus en Russie ? Existe-t-il un colonel Stauffenberg plus performant dans l'armée russe ?

La seule manière pour que ça se termine, c'est que quelqu'un en Russie élimine ce type [Poutine].

Vous rendriez à votre pays - et au monde - un grand service.<sup>1675</sup>

Dans un article paru dans le quotidien italien *La Stampa*, le 22 mars 2022 (« Se uccidere Putin è l'unica via d'uscita ? », en français : « Et si l'assassinat de Poutine était l'unique voie de sortie ? »), le journaliste Domenico Quirico aborde la thèse de l'assassinat de Vladimir Poutine comme mesure finale :

L'intervention militaire étant exclue, la solution diplomatique inopérante, il ne reste plus qu'à théoriser l'assassinat du Tsar de la main d'un proche. (...). Le plan numéro un de Biden, de l'Otan et des Européens est le suivant : que quelqu'un à Moscou assassine Poutine, nous libérant ainsi du fardeau.<sup>1676</sup>

Lors d'une visite diplomatique en Pologne, à Varsovie, le 26 mars 2022, le président américain Joe Biden, dans une allocution, condamnant l'invasion russe de l'Ukraine, déclara : « Pour l'amour de Dieu, cet homme [Poutine] ne peut pas rester au pouvoir ».<sup>1677</sup> Le dirigeant américain clarifia néanmoins ses propos controversés lors d'une conférence de presse sur le projet de budget des États-Unis pour l'année 2023, le 28 mars 2022 :

<sup>1675</sup> "Is there a Brutus in Russia? Is there a more successful Colonel Stauffenberg in the Russian military? The only way this ends is for somebody in Russia to take this guy out. You would be doing your country - and the world - a great service." Lindsey O. Graham, publication faite sur le réseau social Twitter, le 4 mars 2022. Disponible sur <<https://twitter.com/lindseygraham/status/1499574209567199235>>. Consulté le 30 mai 2022. Référence à Marcus Junius Brutus qui complota et assassina Jules César, le 15 mars 44 av. J.-C., et à Claus von Stauffenberg, colonel de l'armée allemande qui complota et tenta d'assassiner Adolf Hitler, le 20 juillet 1944, mais échoua. Voir [Britannica]. « Claus, Graf Schenk von Stauffenberg ». *Britannica* [en ligne] non daté. Disponible sur <<https://www.britannica.com/biography/Claus-Graf-Schenk-von-Stauffenberg>>. Consulté le 3 juillet 2022.

<sup>1676</sup> [BFM TV]. « Guerre en Ukraine : 'Tuer Poutine ?' L'ambassadeur russe poursuit un quotidien italien ». *BFM TV* [en ligne] 25 mars 2022. Disponible sur <[https://www.bfmtv.com/international/asia/russie/guerre-en-ukraine-tuer-poutine-l-ambassadeur-russe-poursuit-un-quotidien-italien\\_AD-202203250560.html](https://www.bfmtv.com/international/asia/russie/guerre-en-ukraine-tuer-poutine-l-ambassadeur-russe-poursuit-un-quotidien-italien_AD-202203250560.html)>. Consulté le 30 mai 2022. Article en italien, Domenico Quirico, « Se uccidere Putin è l'unica via d'uscita ? », disponible en ligne sur <[https://www.lastampa.it/esteri/2022/03/22/news/guerra\\_ucrainarussia\\_se\\_uccidere\\_putin\\_e\\_l\\_unica\\_via\\_d\\_uscita-2878621/?ref=LSHSTD-BH-I0-PM5-S2-T1](https://www.lastampa.it/esteri/2022/03/22/news/guerra_ucrainarussia_se_uccidere_putin_e_l_unica_via_d_uscita-2878621/?ref=LSHSTD-BH-I0-PM5-S2-T1)>.

Outre des appels au renversement du régime en place, l'Administration américaine se penche également sur un projet de balkanisation de la Russie, appelant à découper le territoire russe en plusieurs États ethniques. Une discussion sur le thème « La décolonisation de la Russie est un impératif moral et stratégique » ("Decolonizing Russia : A Moral and Strategic Imperative") s'est tenue à Washington, le 23 juin 2022. Au cours de cet échange, il a été indiqué que la décolonisation de la Russie était nécessaire « pour qu'elle devienne un acteur viable de la sécurité et de la stabilité européennes ». En anglais: "the need to 'decolonize' Russia for it to become a viable stakeholder in European security and stability." [HELSINKI COMMISSION]. "Decolonizing Russia: A Moral and Strategic Imperative." June 23, 2022. [Video]. *Youtube* [en ligne]. Durée : 1h 33 min 05 sec. Disponible sur <<https://www.youtube.com/watch?v=-iGtFXs9gvo>>. Consulté le 17 juillet 2022.

Voir aussi la conférence du Forum des nations libres de Russie, Prague, 22 juillet 2022. Anaïs Raimbault. « Forum des nations libres de Russie ce week-end à Prague ». *Radio Prague International* [en ligne] 22 juillet 2022. Disponible sur <<https://francais.radio.cz/forum-des-nations-libres-de-russie-ce-week-end-a-prague-8756686>>. Consulté le 30 juillet 2022.

<sup>1677</sup> "For God's sake, this man cannot remain in power." *President Biden's Speech in Warsaw on Russia's Invasion of Ukraine*. Disponible en ligne sur <<https://abcnews.go.com/Politics/full-transcript-president-bidens-speech-warsaw-russias-invasion/story?id=83690301>>. Consulté le 30 mai 2022.

Je ne retire rien. Le fait est que j'exprimais l'indignation morale que je ressentais envers la façon dont Poutine agit et les actes de cet homme – juste de la brutalité (...). (...) mais je tiens à préciser que je n'énonçais ni avant ni maintenant un changement de politique. J'exprimais l'indignation morale que je ressens, et je ne m'en excuse pas.<sup>1678</sup>

Dans plusieurs pays de l'Union européenne, en particulier en Allemagne, en Pologne, en République tchèque, dans les États baltes, des cas de russophobie se multiplient.<sup>1679</sup> Cette problématique avait été notamment soumise au Ministère de l'Intérieur français en mars 2022 par le sénateur de l'Oise (Hauts-de-France), Olivier Paccaud, qui regrettait cette discrimination à laquelle était confrontée la communauté russe de France :

Outre l'inquiétude provoquée par la mise au ban internationale de leur pays depuis l'attaque engagée par son président, de nombreux Russes de France témoignent de comportements discriminatoires à leur rencontre. Ainsi, alors même que beaucoup d'entre eux font preuve de retenue et appellent à la paix, certains commerçants russes reçoivent des courriers anonymes les enjoignant à quitter la France « dans les meilleurs délais » ; à Nice, la présidente d'un centre socio-culturel russe affirme, quant à elle, avoir reçu des « messages de haine ».

Les édifices patrimoniaux et religieux ne sont pas épargnés par ces sinistres amalgames. À Paris, la cathédrale de la Sainte-Trinité, illustre bâtisse orthodoxe et symbole de la civilisation russe dans la capitale, a été souillée à deux reprises depuis le 24 février 2022. Pire, certains élèves russophones sont désormais surexposés aux stigmatisations, voire au harcèlement. De nombreux parents font ainsi état des quolibets dont leurs enfants sont accablés à longueur de récréations et regrettent le manque de sensibilisation des plus jeunes face au contexte géopolitique.<sup>1680</sup>

Dans un article paru le 10 mai 2022 dans le journal britannique *The Daily Telegraph*, l'auteur, le président du Conseil des ministres polonais, Mateusz Morawiecki, appelait à vaincre l'idéologie russe :

*Russiy Mir* [le Monde russe] est un cancer qui ne dévore pas seulement la majorité de la société russe, mais il représente aussi une menace mortelle pour toute l'Europe. Par

<sup>1678</sup> "I'm not walking anything back. The fact of the matter is I was expressing the moral outrage I felt toward the way Putin is dealing and the acts of this man just – brutality (...). (...) but I want to make it clear, I wasn't then nor am I now articulating a policy change. I was expressing the moral outrage that I feel, and I make no apologies for it." *President Joe Biden Outlines 2023 Budget Proposal, March 28, 2022*. [THE WHITE HOUSE]. "President Joe Biden Outlines 2023 Budget Proposal." March 28, 2022. [Video]. C-SPAN [en ligne]. Durée : 26 min 54. Disponible sur <<https://www.c-span.org/video/?519068-1/president-biden-not-walking-back-comments-president-putin>>. Consulté le 30 mai 2022.

<sup>1679</sup> [ARTE]. « En Allemagne, une vague de 'russophobie' ». 22 mars 2022. [Video]. ARTE [en ligne]. Durée : 3 minutes. Disponible sur <<https://www.arte.tv/fr/videos/108524-000-A/en-allemande-une-vague-de-russophobie/>>. Consulté le 27 mai 2022.

Voir aussi William Natrass. "Russophobia is Sweeping Through Central Europe. The Czech Republic Is Treating Russians Like Second-Class Citizens." *UnHerd* [en ligne] 11/03/2022. Disponible sur <<https://unherd.com/thepost/russophobia-is-sweeping-through-central-europe/>>. Consulté le 27 mai 2022.

<sup>1680</sup> Olivier Paccaud. « Manifestations de russophobie en France ». *Sé debates parlementaires. Journal officiel de la République française. Questions-réponses*. N°11 (17 mars 2022) : 1421. Disponible en ligne sur <[https://www.senat.fr/questions/jopdf/2022/2022-03-17\\_seq\\_20220011\\_0001\\_p000.pdf](https://www.senat.fr/questions/jopdf/2022/2022-03-17_seq_20220011_0001_p000.pdf)>. Téléchargé le 27 mai 2022.



conséquent, il ne suffit pas de soutenir l'Ukraine dans sa lutte armée contre la Russie. Nous devons extirper complètement cette nouvelle idéologie monstrueuse.<sup>1681</sup>

Face aux sanctions occidentales et au discours antirusse<sup>1682</sup>, la Russie riposte et sanctionne à son tour des personnalités politiques américaines et européennes, leur interdisant l'entrée sur le territoire russe, suspendant des visas et établissant une liste de « pays inamicaux ».<sup>1683</sup> Les médias occidentaux et russes, financés par l'Occident, sont bannis de l'espace médiatique russe, accusés d'être « des agents de l'étranger » (*inoagent, inostrannyj agent*).<sup>1684</sup>

Alors que Washington et Bruxelles assurent ne pas vouloir intervenir militairement dans le conflit russo-ukrainien, souhaitant éviter à tout prix une confrontation ouverte et frontale avec Moscou (à ce titre, rappelant les paroles du président Biden : « la dernière chose que je veux, c'est m'engager dans une guerre terrestre ou une guerre nucléaire avec la Russie. Cela

---

<sup>1681</sup> "Russiy Mir [the Russian world] is a cancer which is consuming not only the majority of Russian society, but also poses a deadly threat to the whole of Europe. Therefore, it is not enough to support Ukraine in its military struggle with Russia. We must root out this monstrous new ideology entirely." Mateusz Morawiecki. "Russia's Monstrous Ideology Must Be Defeated." *The Daily Telegraph* [en ligne] 10/05/2022. Disponible sur <<https://www.telegraph.co.uk/opinion/2022/05/10/russias-monstrous-ideology-must-defeated/>>. Consulté le 27 mai 2022.

<sup>1682</sup> Depuis l'arrivée du candidat démocrate Joe Biden à la présidence des États-Unis, le ton ne cesse de monter entre Washington et Moscou. Le 17 mars 2021, dans une interview accordée à la chaîne américaine ABC, le président américain accusa son homologue russe, Vladimir Poutine, d'être « un tueur ». Cette déclaration suscita de vives réactions à Moscou qui ne tarda pas à rappeler son ambassadeur à Washington, Anatoly Antonov. Pour le Kremlin, cette affirmation prouvait que le président américain « ne veut certainement pas améliorer les relations avec notre pays, et, dans l'avenir, nous nous baserons dessus ». Depuis le conflit ukrainien, le discours du président Joe Biden à l'égard de son homologue russe Vladimir Poutine continue de se durcir. Le 26 mars 2022, au cours d'une rencontre avec des réfugiés ukrainiens à Varsovie, en Pologne, le président américain qualifia le président russe de « boucher » : « Il est un boucher », "He's a butcher." Voir Michael D. Shear. "After Meeting with Ukrainian Refugees, Biden Calls Putin 'a Butcher'." *The New York Times* [en ligne] March 26, 2022. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2022/03/26/world/europe/biden-putin-butcher-poland-refugees.html>>. Consulté le 20 avril 2022.

Daniel Vallot. « Poutine 'tueur' : Moscou rappelle son ambassadeur à Washington ». *RFI* [en ligne] 18 mars 2021. Disponible sur <<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20210318-poutine-tueur-moscou-rappelle-son-ambassadeur-%C3%A0-washington>>. Consulté le 20 avril 2021.

« Он однозначно не хочет налаживать отношения с нашей страной, и дальше будем исходить именно из этого ». Dmitry Peskov, porte-parole du Kremlin. In : [Ria Novosti]. « V Kremlje prokomentirovali slova Baydena o Putine ». [Le Kremlin a commenté les déclarations de Biden au sujet de Poutine]. *Ria Novosti* [en ligne] 18/03/2021. Disponible sur <<https://ria.ru/20210318/bayden-1601798055.html>>. Consulté le 20 avril 2021.

<sup>1683</sup> Georgi Gotev (traduit par Charles Szumski). « La Russie adopte une liste de pays 'ennemis' auxquels elle paiera ses dettes en roubles ». *Euractiv* [en ligne] 8 mars 2022. Disponible sur <<https://www.euractiv.fr/section/economie/news/russia-adopts-list-of-enemy-countries-to-which-it-will-pay-its-debts-in-rubles/>>. Consulté le 30 mai 2022.

<sup>1684</sup> Benoît Leroy. « Russie : des critiques influents classés 'agents de l'étranger' par le pouvoir de Vladimir Poutine ». *RTL* [en ligne] 15 avril 2022. Disponible sur <<https://www.rtl.fr/actu/international/russie-des-critiques-influents-classes-agents-de-l-etranger-par-le-pouvoir-de-vladimir-poutine-7900145194>>. Consulté le 1 mai 2022.

n'en fait pas partie »<sup>1685</sup>), le gouvernement russe et certains hommes politiques occidentaux analysent la guerre en Ukraine comme une guerre entre la Russie et l'Occident, incarné par l'OTAN. Lors d'une visite diplomatique à Kiev, le 30 avril 2022, le sénateur américain, Jason Crow, déclara au sujet du soutien des États-Unis à l'Ukraine : « Nous ne sommes pas intéressés par des situations d'impasse, nous ne sommes pas intéressés par un retour au statu quo. Les États-Unis d'Amérique sont ici pour gagner. Et nous resterons aux côtés de l'Ukraine jusqu'à ce que la victoire soit remportée ». <sup>1686</sup> Plus tard, à Sarajevo, en Bosnie, le 26 mai 2022, Liz Truss, la cheffe de la diplomatie britannique, au cours d'une rencontre avec son homologue bosnienne, Bisera Turkovic, déclara :

L'Occident doit s'assurer que le président russe Vladimir Poutine perde la guerre en Ukraine et doit continuer à soutenir Kiev sans faiblir.

Il ne faut offrir aucun compromis ou apaisement à Poutine. (...).

Il faut plonger loin dans nos ressources sans relâchement, (...) continuer à fournir à l'Ukraine les armes dont elle a besoin pour gagner et reprendre son intégrité territoriale et sa souveraineté. (...).

Nous devons nous assurer que Poutine perde en Ukraine et que l'Ukraine gagne (...), qu'une agression russe ne puisse plus jamais menacer la paix en Europe.<sup>1687</sup>

Pour Moscou, l'Occident mène une guerre par procuration contre la Russie en Ukraine. Selon le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov : « L'OTAN, (...), mène une guerre à la Russie par le biais d'un intermédiaire, et elle l'arme. À la guerre comme à la guerre ». <sup>1688</sup> Mais l'issue de cette guerre va bien au-delà de l'affaiblissement de la Russie. L'enjeu final serait d'établir une nouvelle architecture des relations et d'instaurer un nouvel ordre mondial, fondé soit sur le maintien de l'hégémonie atlantiste ou l'apparition d'un monde multipolaire, promu par le bloc sino-russe. Pour Moscou, l'intervention russe n'est pas dirigée contre l'Ukraine, mais est orientée contre la domination américaine. Dans une interview accordée à la chaîne

<sup>1685</sup> "the last thing I want to is to engage in a land war or nuclear war with Russia. That's not part of it. I was expressing my outrage at the behavior in this man." *President Joe Biden Outlines 2023 Budget Proposal*, March 28, 2022. [THE WHITE HOUSE]. "President Joe Biden Outlines 2023 Budget Proposal." March 28, 2022. [Video]. C-SPAN [en ligne]. Durée : 26 min 54. Disponible sur <<https://www.c-span.org/video/?519068-1/president-biden-not-walking-back-comments-president-putin>>. Consulté le 30 mai 2022.

<sup>1686</sup> "We are not interested in stalemates, we are not interested in going back to the status quo. The United States of America is in this to win it. And we will stand with Ukraine until victory is won." Voir Ernest Luning. "Rep. Jason Crow Says U.S. 'is in this to win it' After Visiting Zelensky in Ukraine." *The Gazette* [en ligne] 01/05/2022. Disponible sur <[https://gazette.com/premium/rep-jason-crow-says-us-is-in-this-to-win-it-after-visiting-zelensky-in/article\\_35d8bee2-d0c4-57fb-b4a9-9273cebdbc63.html](https://gazette.com/premium/rep-jason-crow-says-us-is-in-this-to-win-it-after-visiting-zelensky-in/article_35d8bee2-d0c4-57fb-b4a9-9273cebdbc63.html)>. Consulté le 31 mai 2022.

<sup>1687</sup> [AFP]. « L'Occident doit s'assurer que la Russie perde la guerre ». *7sur7* [en ligne] 26 mai 2022. Disponible sur <<https://www.7sur7.be/monde/loccident-doit-sassurer-que-poutine-perde-la-guerre~a0e3dea0/>>. Consulté le 31 mai 2022.

<sup>1688</sup> « НАТО, по сути дела, вступает в войну с Россией через прокси и вооружает этого прокси — на войне как на войне ». Déclaration de Sergueï Lavrov faite à la première chaîne d'État russe, Perviy Kanal, le 25 avril 2022. Voir [Kommersant]. « Lavrov : NATO vstupaet v proksi-voynu s Rossiey, vooruzhaja Ukrainu ». *Kommersant* [en ligne] 26/04/2022. Disponible sur <<https://www.kommersant.ru/doc/5327891>>. Consulté le 31 mai 2022.

télévisée russe *Rossiya*, le 11 avril 2022, le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, déclara : « Notre opération militaire spéciale est destinée à mettre un terme à l'expansion sans vergogne de l'OTAN et à la volonté sans vergogne de domination totale des États-Unis et de ses sujets occidentaux sur la scène mondiale ». <sup>1689</sup> Un mois plus tard, le 12 mai 2022, lors du sommet UE-Japon à Tokyo, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, affirma que la Russie menaçait directement l'ordre mondial : « La Russie est aujourd'hui la menace la plus directe pour l'ordre mondial avec la guerre barbare contre l'Ukraine et son pacte inquiétant avec la Chine ». <sup>1690</sup> Dans le nouveau concept stratégique de l'OTAN, adopté lors du dernier sommet de l'OTAN à Madrid, en Espagne, le 29 juin 2022, la Russie et la Chine, qui depuis le début de la crise russo-ukrainienne, est fortement critiquée par l'UE et les États-Unis pour le refus de condamner officiellement l'action russe <sup>1691</sup>, apparaissent comme des États qui menacent et nuisent à la sécurité de l'alliance euro-atlantique :

La Fédération de Russie constitue la menace la plus importante et la plus directe pour la sécurité des Alliés et pour la paix et la stabilité dans la zone euro-atlantique. (...).

Le renforcement par la Fédération de Russie de son dispositif militaire, (...), ainsi que son intégration militaire avec le Bélarus portent atteinte à la sécurité et aux intérêts des Alliés. (...).

La République populaire de Chine affiche des ambitions et mène des politiques coercitives qui sont contraires à nos intérêts, à notre sécurité et à nos valeurs. (...). Ses opérations hybrides ou cyber malveillantes, sa rhétorique hostile et ses activités de désinformation prennent les Alliés pour cible et portent atteinte à la sécurité de l'Alliance. (...). Elle s'emploie à saper l'ordre international fondé sur des règles, (...). Le resserrement du partenariat stratégique entre la République populaire de Chine et la Fédération de Russie, ainsi que leurs tentatives, se conjuguant entre elles, qui visent à déstabiliser l'ordre international fondé sur des règles, vont à l'encontre de nos valeurs et de nos intérêts. <sup>1692</sup>

<sup>1689</sup> "Наша специальная военная операция призвана положить конец безоглядному расширению и безоглядному курсу на полное доминирование США и под ними остальных западных стран на международной арене". Interview de Sergueï Lavrov à la chaîne télévisée russe « Rossiya », le 11 avril 2022. [MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF RUSSIA]. « Interview S. Lavrova Telekanalu 'Rossiya', Moskva, 11 aprelya 2022 goda ». 11 avril 2022. [Video]. *Youtube* [en ligne]. Durée : 24 min 17 sec. Disponible sur <<https://www.youtube.com/watch?v=CUN3NXmEulU>>. Consulté le 16 juin 2022.

<sup>1690</sup> "Russia is today the most direct threat to the world order with the barbaric war against Ukraine, and its worrying pact with China." Déclarations d'Ursula von der Leyen au sommet « UE-Japan », le 12 mai 2022. [FRI]. "Russia 'the most direct threat to the world order': EU's von der Leyen." *RFI* [en ligne] May 12, 2022. Disponible sur <<https://www.rfi.fr/en/russia-most-direct-threat-to-world-order-eu-s-von-der-leyen>>. Consulté le 30 juin 2022.

<sup>1691</sup> Voir [Bloomberg News]. "China Refuses to Condemn Russian Attack, Deflects Blame to U.S." *Bloomberg* [en ligne] 24/02/2022. Disponible sur <<https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-02-24/china-refuses-to-condemn-russian-attack-deflects-blame-to-u-s>>. Consulté le 1 juillet 2022.

Voir aussi Jérémy Bouillard. « Guerre en Ukraine, pourquoi la Chine ne condamne pas la Russie ». *L'Opinion* [en ligne] 6 avril 2022. Disponible sur <<https://www.lopinion.fr/international/guerre-en-ukraine-pourquoi-la-chine-ne-condamne-pas-la-russie>>. Consulté le 1 juillet 2022.

<sup>1692</sup> *OTAN 2022 Concept Stratégique*, pp. 4-5. Disponible en ligne sur <<https://www.nato.int/strategic-concept/fr/>>. Consulté le 1 juillet 2022.

## 2.2. La Russie, nouvel apôtre de l'anti-occidentalisme

La crise russo-ukrainienne met donc en évidence l'émergence d'une confrontation réelle entre deux blocs : euro-atlantique et sino-russe. La Chine, qui face aux menaces de riposte armée lancées par l'Administration Biden en cas d'intervention militaire chinoise à Taïwan<sup>1693</sup>, renforce son partenariat avec la Russie<sup>1694</sup> et accuse l'OTAN, dirigé par les États-Unis, de poser « des défis systémiques à la sécurité et à la stabilité mondiales » :

La Chine n'a jamais envahi un seul pays, n'a jamais lancé de guerre par procuration et n'a jamais rejoint ou formé de bloc militaire. (...).

(...) c'est l'OTAN qui pose des défis systémiques à la sécurité et à la stabilité mondiales. L'OTAN prétend être une alliance défensive régionale, mais elle a constamment cherché à progresser dans de nouveaux domaines et a mené des guerres dans divers pays du monde. L'OTAN a le sang de son peuple sur les mains. Le peuple chinois n'oubliera pas les crimes commis par l'OTAN, il y a 23 ans, lorsque l'OTAN dirigée par les États-Unis a bombardé l'ambassade de Chine en République fédérale de Yougoslavie. Aujourd'hui, l'OTAN a étendu ses tentacules en Asie-Pacifique et cherche à exporter la mentalité de la guerre froide et à reproduire la confrontation des blocs. (...).

L'OTAN doit immédiatement (...) abandonner la mentalité révolue de la guerre froide et la pensée à somme nulle (...).<sup>1695</sup>

---

<sup>1693</sup> "Question: Very quickly: You didn't want to get involved in the Ukraine conflict militarily for obvious reasons. Are you willing to get involved militarily to defend Taiwan, if it comes to that? PRESIDENT BIDEN: Yes.

Question: You are?  
PRESIDENT BIDEN: That's the commitment we made. That's the commitment we made."

En français : « Question : Très rapidement : Vous ne voulez pas vous impliquer militairement dans le conflit ukrainien pour des raisons évidentes. Êtes-vous prêt à vous impliquer militairement pour défendre Taïwan, si on en arrive là ?

PRÉSIDENT BIDEN : Oui.

Question : Vous l'êtes ?

PRÉSIDENT BIDEN : C'est l'engagement que nous avons pris. C'est l'engagement que nous avons pris ».

*Remarks by President Biden and Prime Minister Kishida Fumio of Japan in Joint Press Conference, Tokyo, Japan, May 23, 2022.* Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/05/23/remarks-by-president-biden-and-prime-minister-fumio-kishida-of-japan-in-joint-press-conference/>>. Consulté le 1 juillet 2022.

<sup>1694</sup> « La coopération sino-russe est sans limite. Notre recherche de la paix est sans limite, notre défense de la sécurité est sans limite, notre opposition à l'hégémonie [américaine] est sans limite ». Déclarations du porte-parole de la diplomatie chinoise, Wang Wenbin, à la suite de la visite du chef de la diplomatie russe Sergueï Lavrov, le 30 mars 2022. [French China]. « Rencontre entre Wang Yi et Sergueï Lavrov ». *French China* [en ligne] 31 mars 2022. Disponible sur <[http://french.china.org.cn/foreign/txt/2022-03/31/content\\_78141398.htm](http://french.china.org.cn/foreign/txt/2022-03/31/content_78141398.htm)>. Consulté le 3 juillet 2022.

<sup>1695</sup> "China has never invaded any country, never launched a proxy war, and never joined or formed any military bloc. (...).

(...) it is NATO that poses systemic challenges to world security and stability. NATO claims to be a regional defensive alliance, but it has constantly sought to make advances into new areas and domains and waged wars in various countries in the world. NATO has the blood of their people on its hands. The Chinese people will not forget the crimes NATO committed 23 years ago when US-led NATO bombed the Chinese Embassy in the Federal Republic of Yugoslavia. Now NATO has extended its tentacles to the Asia-Pacific and sought to export the Cold War mentality and replicate bloc confrontation. (...).

NATO must immediately (...) abandon the outdated Cold War mentality and zero-sum game mindset (...)." *Foreign Ministry Spokesperson Zhao Lijian's Regular Press Conference on June 30, 2022.* Disponible en ligne sur <[http://id.china-embassy.gov.cn/eng/fyrth/202206/t20220630\\_10713185.htm](http://id.china-embassy.gov.cn/eng/fyrth/202206/t20220630_10713185.htm)>. Consulté le 1 juillet 2022.

Depuis la crise russo-ukrainienne, Moscou et Pékin multiplient les appels à l'établissement d'un véritable monde multipolaire. Lors du XXV<sup>e</sup> Forum économique international de Saint-Pétersbourg (SPIEF) en juin 2022, le président russe Vladimir Poutine annonça la fin de l'ère « d'un ordre mondial unipolaire » :

Il y a un an et demi, lorsque je suis intervenu au forum de Davos, j'ai une fois de plus souligné que l'ère de l'ordre mondial unipolaire est révolue - je veux commencer par cela, il n'y a pas moyen d'y échapper – cette ère est terminée, malgré toutes les tentatives de la préserver, la conserver par tous les moyens. Le changement est un cours naturel de l'histoire, car la diversité civilisationnelle de la planète et la richesse des cultures se marient difficilement avec des modèles politiques, économiques figés ; ces modèles figés ne fonctionnent pas ici ; des modèles qui sont imposés par un seul centre de manière grossière et sans alternative.

Le défaut réside dans l'idée même, selon laquelle il existe une seule puissance avec un pouvoir fort et un cercle limité d'États proches ou, comme on dit, qui y sont admis, et toutes les règles des affaires et des relations internationales sont interprétées, le cas échéant, uniquement dans l'intérêt de cette puissance, ce qu'on appelle travailler dans un sens, jouer dans un sens. Un monde basé sur de tels dogmes est incontestablement instable.<sup>1696</sup>

Quant au dirigeant chinois Xi Jinping, il souligna l'importance de construire un véritable partenariat multilatéral, fondé sur le respect des spécificités nationales de chaque pays, établissant un dialogue inclusif et représentatif, rejetant toute tentative de division, de pression et de sanctions unilatérales :

Dans le contexte des changements radicaux qui s'opèrent (...), le monde entre dans une nouvelle période de turbulence et de transformation. Il y a une tendance manifeste à l'antimondialisme, un clivage croissant entre le Sud et le Nord, et un affaiblissement des moteurs de coopération en matière de développement, qui pourraient plonger l'économie mondiale qui se relance de manière erratique dans une profonde récession (...). (...). Premièrement, nous devons créer des conditions au développement. Il est important que nous suivions un véritable multilatéralisme, que nous respections et soutenions la poursuite par tous les pays de voies de développement adaptées à leurs conditions nationales, que nous construisions une économie mondiale ouverte et que nous augmentions la représentation et la voix des marchés émergents et des pays en développement dans la gouvernance économique mondiale pour rendre le développement

---

<sup>1696</sup> « Полтора года назад, выступая на Давосском форуме, вновь подчёркивал, что эпоха однополярного миропорядка завершилась – начать хочу с этого, от этого никуда не деться, – завершилась, несмотря на все попытки её сохранить, законсервировать любыми средствами. Изменения – это естественный ход истории, поскольку цивилизационное многообразие планеты, богатство культур трудно сочетать с политическими, экономическими и другими шаблонами, шаблоны здесь не работают, шаблоны, которые грубо, безальтернативно навязываются из одного центра.

Изыян заложен в самой идее, согласно которой есть одна, пусть и сильная держава с ограниченным кругом приближённых или, как ещё говорят, допущенных к ней государств, и все нормы делового оборота и международных отношений, когда это становится необходимо, трактуются исключительно в интересах этой державы, что называется, работают в одну сторону, игра идёт в одни ворота. Мир, основанный на таких догмах, определённо неустойчив ». [RG]. « Stenogramma : O tchéme rasskazal Vladimir Putin na plenarnom zasedanii na PMEUF-2022 ». [Déclaration de Vladimir Poutine au SPIEF-2022]. RG [en ligne] 17/06/2022. Disponible sur <<https://rg.ru/2022/06/17/stenogramma-o-chem-rasskazal-vladimir-putin-na-plenarnom-zasedanii-pmef-2022.html>>. Consulté le 1 juillet 2022.

mondial plus équilibré, coordonné et inclusif. Deuxièmement, nous devons renforcer les partenariats de développement. Il est important de renforcer la coopération Nord-Sud et Sud-Sud, de mettre en commun les ressources de coopération, les plateformes et les réseaux de partenariats de développement et d'intensifier l'aide au développement afin de forger une plus grande synergie pour le développement et de combler l'écart de développement. Troisièmement, nous devons faire progresser la mondialisation économique. Il est important que nous renforçons la coordination des politiques de développement et des règles et normes internationales, rejetions les tentatives de séparation, de rupture d'approvisionnement, les sanctions unilatérales et la pression maximale (...).<sup>1697</sup>

Des propos similaires furent tenus par les deux dirigeants le même mois, à seulement quelques jours d'intervalle, au cours du XIV<sup>e</sup> sommet des BRICS. Le président chinois rappela l'importance de « rejeter l'hégémonie, l'intimidation et la division ». <sup>1698</sup>

Les événements récents montrent le retour d'une nouvelle guerre froide entre les États-Unis et la Russie, qui annonce par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères un « nouveau rideau de fer » entre Moscou et l'Occident.<sup>1699</sup> Malgré la crise ukrainienne et la politique d'isolement menée par le bloc euro-atlantique à l'égard des Russes, le discours prôné par la Russie et son allié « sans limites », la Chine<sup>1700</sup>, sur la construction d'un nouvel ordre mondial, plus équitable, inclusif et représentatif, est de plus en plus repris par les pays émergents et en voie de développement. Des voix s'élèvent pour rejeter les politiques

---

<sup>1697</sup> "The world is entering a new period of turbulence and transformation amid the ongoing radical changes (...). There is an obvious trend of anti-globalism, a growing divide between the South and the North, and a weakening of cooperation drivers in the area of development, which could plunge the erratically reviving global economy into a deep recession (...). (...) First, we need to create conditions for development. It is important that we follow true multilateralism, respect and support all countries' pursuit of development paths suited to their national conditions, build an open world economy, and increase the representation and voice of emerging markets and developing countries in global economic governance with a view to making global development more balanced, coordinated and inclusive. Second, we need to strengthen development partnerships. It is important that we enhance North-South and South-South cooperation, pool cooperation resources, platforms and networks of development partnerships, and scale up development assistance in order to forge greater synergy for development and close the development gap. Third, we need to advance economic globalization. It is important that we enhance the coordination of development policies and international rules and standards, reject attempts at separation, supply disruption, unilateral sanctions and maximum pressure (...)." *Retranscription du discours du président chinois Xi Jinping au 25<sup>e</sup> Forum économique international de Saint-Pétersbourg, 17 juin 2022*. Disponible en ligne sur <<http://en.kremlin.ru/events/president/news/68669>>. Consulté le 3 juillet 2022.

<sup>1698</sup> "It is important that BRICS countries support each other (...) and reject hegemony, bullying and division." *Fostering High-quality Partnership and Embarking on a New Journey of BRICS Cooperation. Remarks by H.E. Xi Jinping, President of the People's Republic of China, At the 14th BRICS Summit, 23 June 2022*. Texte disponible en ligne sur <<https://news.cgtn.com/news/2022-06-24/Full-text-Xi-Jinping-s-speech-at-the-14th-BRICS-Summit-1b6CYOtRtja/index.html>>. Consulté le 3 juillet 2022.

<sup>1699</sup> Charles Sannat. « Un nouveau rideau de fer s'abat sur le Monde selon Lavrov. Qu'est-ce que cela veut dire ? ». *Economie Matin* [en ligne] 1 juillet 2022. Disponible sur <<http://www.economiamatin.fr/news-lavrov-propagande-russie-rideau-fer-geopolitique-sannat>>. Consulté le 1 juillet 2022.

<sup>1700</sup> Référence aux relations sino-russes qui sont décrites par Pékin et Moscou comme étant "sans limites". Voir Emmanuel Dubois De Prisque. "Chine-Russie, entre alliance et mésalliance". *Revue Conflits* [en ligne] 7 juin 2022. Disponible sur <<https://www.revueconflits.com/chine-russie-entre-alliance-et-mesalliance/>>. Consulté le 11 juillet 2022.

paternalistes euro-atlantiques, rappelant aux dirigeants occidentaux la fin des temps de l'hégémonie de l'Ouest. Un parfait exemple est celui de l'ancien Premier ministre pakistanais, Imran Khan.<sup>1701</sup> Ce dernier avait tenu des propos durs à l'encontre de l'UE et de l'OTAN, lors d'un rassemblement public dans le district de Vehari, dans la province du Pendjab, le 6 mars 2022. Suite à une lettre datée du 1 mars et signée par les ambassadeurs des États membres de l'UE et du Japon, demandant au gouvernement pakistanais de reconnaître l'agression russe contre l'Ukraine, le Premier ministre Imran Khan reprocha à l'Europe et l'OTAN leur mépris et accusa l'Occident d'imposer sa volonté, déclarant que le Pakistan n'était l'esclave de personne :

Que pensez-vous de nous ? Sommes-nous vos esclaves... quoi que vous disiez, nous le ferons ? (...). Nous avons des amitiés avec les États-Unis, la Russie, la Chine et l'Europe. Nous ne sommes dans aucun camp. Puisque nous sommes neutres, nous essaierons de collaborer avec ces pays pour tenter de mettre fin à cette guerre en Ukraine.<sup>1702</sup>

Le 3 juin 2022, au Globsec 2022 Bratislava Forum qui se déroula en Slovaquie, sous le haut patronage de l'Union européenne, le ministre indien des Affaires étrangères, Dr. Subrahmanyam Jaishankar, en réponse à une question qui portait sur la position de l'Inde dans le conflit ukrainien et le choix entre le camp des États-Unis et celui de la Russie et la Chine, déclara que le monde « ne peut plus être centré sur l'Europe, comme il l'était auparavant » :

(...) l'Europe doit sortir de la mentalité, selon laquelle les problèmes de l'Europe sont les problèmes du monde, mais que les problèmes du monde ne sont pas les problèmes de l'Europe, que si c'est ton problème, c'est ton problème, mais si c'est mon problème, c'est le nôtre. (...).

Beaucoup de choses se passent en dehors de l'Europe. (...). Le monde change, de nouveaux acteurs arrivent, de nouvelles capacités arrivent, mais un nouvel ordre du jour reste encore à venir, et il va advenir. Le monde ne peut pas être autant centré sur l'Europe qu'il l'était dans le passé.<sup>1703</sup>

---

<sup>1701</sup> Imran Khan occupa le poste de Premier ministre du 18 août 2018 au 10 avril 2022. Il fut renversé par une motion de censure votée au Parlement, le 9 avril 2022. Voir [AFP]. « Pakistan : Le Premier ministre renversé ». *Le Point* [en ligne] 9 avril 2022. Disponible sur <[https://www.lepoint.fr/monde/pakistan-le-premier-ministre-imran-khan-renverse-09-04-2022-2471541\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/pakistan-le-premier-ministre-imran-khan-renverse-09-04-2022-2471541_24.php)>. Consulté le 1 juillet 2022.

<sup>1702</sup> "What do you think of us? Are we your slaves ... that whatever you say, we will do? (...). We have friendships with the United States, Russia, China and Europe. We are not in any camp. Since we are neutral, we will try to collaborate with these countries to endeavour for an end to this war in Ukraine." Poulomi Ghosh. "Imran Khan slams West's pressure over Ukraine, asks: 'Did you write to India?'" *Hindustan Times* [en ligne] March 7, 2022. Disponible sur <<https://www.hindustantimes.com/world-news/imran-khan-slams-west-s-pressure-over-ukraine-asks-did-you-write-to-india-101646610815155.html>>. Consulté le 1 juillet 2022.

<sup>1703</sup> "(...) Europe has to grow out of the mindset that Europe's problems are the world's problems, but the world's problems are not Europe's problems. That its... if it is you, it is yours, but if it is me, it is ours. (...). A lot of things are happening outside Europe. (...). The world is changing, new players are coming, new capabilities are coming, but a new agenda must come. The world cannot be that Eurocentric as it used to be in the past." External Affairs Minister of India, S. Jaishankar, at Globsec 2022 Bratislava Forum, June 3, 2022. Voir Dipanjan Roy Chaudhury. India Not Sitting on Fence, Entitled to Have Its Own Side. *The Economic Times* [en ligne] June

Un autre exemple qui pourrait aussi démontrer le rejet des politiques paternalistes est le IX<sup>e</sup> Sommet des Amériques qui se déroula, entre le 6 et 10 juin 2022, à Los Angeles, aux États-Unis. Cette rencontre qui devait se faire autour du thème de la « Construction d'un avenir durable, résilient et équitable » a été boycottée par plusieurs chefs d'État d'Amérique du Sud en réponse à l'exclusion de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua qui, selon Washington, « ne respectent pas la démocratie ».<sup>1704</sup> Parmi les pays ayant boycotté le sommet, nous retrouvons le Mexique, la Bolivie, le Honduras, le Guatemala et certains pays membres de la Communauté caribéenne (CARICOM).<sup>1705</sup> Ces États ont dénoncé la décision unilatérale de Washington d'exclure trois pays précités. Le premier fut le président mexicain, Andrés Manuel Lopez Obrador, qui déclara au cours d'une conférence de presse, le 6 juin :

Je ne vais pas au Sommet parce que tous les pays des Amériques n'étaient pas invités. Je crois à la nécessité de changer la politique imposée depuis des siècles, celle de l'exclusion, la volonté de domination, le manque de respect envers les souverainetés des pays et l'indépendance de chaque pays. Il ne peut y avoir de « Sommet des Amériques » si tous les pays du continent américain n'y participent pas. Nous considérons que c'est la vieille politique de l'interventionnisme, du manque de respect envers les nations et leurs peuples. Qu'est-ce que c'est censé être, le « Sommet des Amériques » ou le « Sommet des amis de l'Amérique » ? Je n'accepte pas les hégémonies. Ni de la Chine, ni de la Russie, ni des États-Unis. Tous les pays, quelle que soit leur taille, sont libres et indépendants.<sup>1706</sup>

Alors que le dirigeant bolivien, Luis Arce, appelait les États-Unis « à mettre fin au blocus économique, commercial et financier, insensé et criminel, qui pèse sur Cuba, ainsi qu'aux plus de 500 sanctions coercitives unilatérales imposées au Venezuela et au Nicaragua », l'ambassadeur d'Antigua-et-Barbude (CARICOM) à Washington, Ronald Sanders, déclara que: « le Sommet des Amériques n'est pas une réunion des États-Unis, ils ne peuvent donc pas décider qui est invité et qui ne l'est pas ».<sup>1707</sup> Commentant le boycott du sommet, l'ancien

---

4, 2022. Disponible sur <<https://economictimes.indiatimes.com/news/india/india-not-sitting-on-fence-entitled-to-have-its-own-side-s-jaishankar-on-russia-ukraine-war/articleshow/91993466.cms>>. Consulté le 10 juillet 2022.

<sup>1704</sup> [TeleSUR]. "Caricom Will Not Attend Summit of the Americas with Exclusions." *TeleSUR* [en ligne] May 5, 2022. Disponible sur <<https://www.telesurenglish.net/news/Caricom-Will-Not-Attend-Summit-of-the-Americas-with-Exclusions-20220505-0027.html>>. Consulté le 1 juillet 2022.

<sup>1705</sup> Benjamin Norton. "U.S. Government's Summit of the Americas Fails: Boycott by Presidents of Mexico, Bolivia, Honduras, Guatemala." *Multipolarista* [en ligne] June 6, 2022. Disponible sur <<https://multipolarista.com/2022/06/06/us-summit-americas-mexico-boycott/>>. Consulté le 9 juillet 2022.

<sup>1706</sup> "I am not going to the summit because not all of the countries of the Americas were invited. I believe in the need to change the policy that has been imposed for centuries, the exclusion, the desire to dominate, the lack of respect for the sovereignty of the countries and the independence of every country. There cannot be a Summit of the Americas if all of the countries of the American continent do not participate. We consider that to be the old policy of interventionism, of a lack of respect for nations and their peoples. What is this supposed to be, the Summit of the Americas, or the Summit of the Friends of America? I don't accept hegemonies. Not of China, not of Russia, not of the United States. All countries, no matter how small they are, are free and are independent." *Ibid.*

<sup>1707</sup> "It is time for the government of the United States to put an end to the senseless and criminal economic, commercial, and financial blockade that weighs on Cuba, as well as the more than 500 unilateral coercive sanctions



ambassadeur du Mexique aux États-Unis, Arturo Sarukhan, nota que la défiance qui existe à l'égard de la politique américaine en Amérique latine est causée par sa politique de deux poids, deux mesures :

Je ne dis pas qu'il n'y a pas de contradiction intrinsèque dans le fait que les États-Unis n'invitent pas Cuba, le Venezuela et le Nicaragua à ce sommet, tout en s'engageant en même temps avec l'Arabie saoudite et la Chine. Beaucoup de Latino-Américains regardent cela et disent : 'Si le président [américain] se rend en Arabie saoudite et rencontre [le prince héritier saoudien Mohammad Bin Salman], pourquoi ne s'assoierait-il pas avec Cuba ?' Cela semble hypocrite.<sup>1708</sup>

Pour Brian Winter, éditeur en chef de la revue *Americas Quarterly* (AQ) et vice-président de l'organisation *Americas Society/Council of the Americas*, en boycottant le sommet, les États d'Amérique latine montrent aux États-Unis qu'ils ne détiennent plus le monopole du pouvoir et la place de chef : « Les gouvernements latino-américains veulent montrer à Washington qu'il n'est plus assis en tête de table et qu'il s'agit d'un sommet d'égal à égal, au lieu que l'Oncle Sam décide unilatéralement qui figure sur la liste des invités ». <sup>1709</sup> Pour le chercheur en relations internationales à la Fondation Getulio Vargas au Brésil, Oliver Stuenkel, ce boycott retranscrit le déclin de l'influence américaine dans les Amériques, face à la montée de la Chine dans la région :

Le commerce intrarégional perd de son importance, tandis que les exportations vers la Chine augmentent, entraînant une perte de poids politique pour les défenseurs de l'intégration régionale. L'influence économique de plus en plus limitée des États-Unis dans la région a conduit Michael Shifter du Dialogue interaméricain à inventer le terme « l'Amérique latine post-américaine », et Washington devra apprendre à travailler avec

---

imposed on Venezuela and Nicaragua." Propos du président bolivien Luis Arce au sujet de l'exclusion de Cuba, du Venezuela et du Nicaragua au IXe Sommet des Amériques.

"The Summit of the Americas is not a meeting of the United States, so it cannot decide who is invited and who is not," – Ronald Sanders. Voir Benjamin Norton. "U.S. Government's Summit of the Americas Fails: Boycott by Presidents of Mexico, Bolivia, Honduras, Guatemala." *Multipolarista* [en ligne] June 6, 2022. Disponible sur <<https://multipolarista.com/2022/06/06/us-summit-americas-mexico-boycott/>>. Consulté le 9 juillet 2022.

[TeleSUR]. "Caricom Will Not Attend Summit of the Americas with Exclusions." *TeleSUR* [en ligne] May 5, 2022. Disponible sur <<https://www.telesurenglish.net/news/Caricom-Will-Not-Attend-Summit-of-the-Americas-with-Exclusions-20220505-0027.html>>. Consulté le 1 juillet 2022.

<sup>1708</sup> "I don't mean to suggest that there isn't an innate contradiction in the fact that the U.S. does not invite Cuba and Venezuela and Nicaragua to this summit while at the same time engaging with Saudi Arabia and China. A lot of Latin Americans look at this and say, "If the president is going to go to Saudi Arabia and meet with [Saudi Crown Prince Mohammad Bin Salman], why wouldn't he sit down with Cuba?" It seems hypocritical." Arturo Sarukhan Interview to GRID, June 3, 2022. Voir Joshua Keating. "Stuck in the 70s': What Biden's Summit of the Americas Reveals About Latin American Politics." *Grid* [en ligne] June 3, 2022. Disponible sur <<https://www.grid.news/story/global/2022/06/03/stuck-in-the-70s-what-bidens-summit-of-the-americas-reveals-about-latin-american-politics/>>. Consulté le 9 juillet 2022.

<sup>1709</sup> "Latin American governments are wanting to show Washington that it is no longer sitting at the head of the table and that this is a summit of equals, instead of Uncle Sam getting to decide unilaterally who is on the guest list." Anatoly Kurmanaev and Jack Nicas. "Biden's Summit of the Americas Is Threatened by Boycotts, Confusion." *The New York Times* [en ligne] May 12, 2022. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2022/05/12/world/americas/summit-americas-boycotts.html>>. Consulté le 9 juillet 2022.

une région qui est moins dépendante de lui aujourd'hui qu'au cours des dernières décennies.<sup>1710</sup>

### 3. La guerre en Ukraine : quelles perspectives pour l'Afrique ?

Dans cette nouvelle réalité, quelle sera la place de l'Afrique ? Au début de la pandémie de la COVID-19, nous pouvions supposer que le continent africain serait de nouveau déclassé par d'autres « urgences » dans la liste des priorités du bloc euro-atlantique, qui privilégierait les politiques intérieures et la gestion des conséquences économiques de la crise sanitaire. Cette thèse avait été formulée en novembre 2020 par Abukar Arman, ex-envoyé spécial de la Somalie aux États-Unis, qui considérait que l'urgence des enjeux de la politique intérieure allaient empêcher l'Administration Biden de mener une politique africaine cohérente et constructive : « Mais n'oublions pas que le défi intérieur exigera beaucoup d'attention de sa part. L'Afrique est probablement mise sur pilote automatique ».<sup>1711</sup>

#### 3.1. Guerre en Ukraine : l'Afrique en retrait ?

La crise russo-ukrainienne a apporté un changement majeur dans la situation mondiale, exposant les limites des grandes puissances. Autant la Russie, pour faire face aux terribles sanctions imposées par le monde occidental, devra chercher de nouveaux marchés et trouver de vrais alliés<sup>1712</sup>, autant l'Occident, incarné ici par les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne, privée du pétrole et du gaz russe, devra aussi trouver de nouvelles sources d'énergie. Ainsi, l'Afrique, au même titre que l'Amérique latine et l'Asie, comme dans le passé,

<sup>1710</sup> "Intra-regional trade is becoming less important, while exports to China are increasing, causing advocates for regional integration to lose political clout. The United States' increasingly limited economic influence in the region led the Inter-American Dialogue's Michael Shifter to coin the term 'post-American Latin America', and Washington will have to learn to work with a region that is less dependent on it now than at any point in recent decades." [CFR]. "A Region Divided: What Did the Summit of the Americas Accomplish?". *Council on Foreign Relations [CFR]* [en ligne] June 10, 2022. Disponible sur <[https://www.cfr.org/councilofcouncils/global-memos/region-divided-what-did-summit-americas-accomplish?utm\\_source=tw\\_coc&utm\\_medium=social\\_owned](https://www.cfr.org/councilofcouncils/global-memos/region-divided-what-did-summit-americas-accomplish?utm_source=tw_coc&utm_medium=social_owned)>. Consulté le 10 juillet 2022.

<sup>1711</sup> " (...) but let us not forget that the domestic challenge will demand much of his attention. Africa is likely be set on autopilot." [Al Jazeera]. "What Will Biden's US Win Mean for Africa? Experts Weigh In." *Al Jazeera* [en ligne] November 9, 2020. Disponible sur <<https://www.aljazeera.com/news/2020/11/9/what-will-bidens-win-mean-for-africa-experts-have-their-say>>. Consulté le 10 avril 2021.

<sup>1712</sup> Notons que, depuis la crise russo-ukrainienne, Moscou active sa politique à l'égard des pays du monde musulman et de l'Afrique. L'État russe multiplie les rencontres : le XIIIe sommet économique « Russie-Monde islamique : Kazan 2022 », du 19 au 21 mai 2022 à Kazan, au Tatarstan (Russie) ; le XXVe Forum économique international de Saint-Pétersbourg, du 15 au 18 juin 2022, à Saint-Pétersbourg ; le Forum agricole international « Perspectives », du 28 au 30 juin 2022, à Moscou ; et la tenue d'une table ronde « Russie-Afrique : sécurité alimentaire et défis mondiaux » à Moscou, le 12 juillet 2022. Voir Kamilla Nurutdinova. « Osobyj interes : na Kazan-Summit 2022 zhdut vizita delegatsiy iz stran Afriki ». [« Un intérêt particulier : la présence de délégations africaines est attendue au sommet de Kazan 2022 »]. *RT* [en ligne] 14 avril 2022. Disponible sur <<https://rt.rbc.ru/tatarstan/14/04/2022/6255421c9a7947308a2472e9>>. Consulté le 17 juillet 2022.

au temps de la guerre froide, sera indéniablement propulsée au centre d'une nouvelle lutte pour l'influence.

Le premier pas qui marqua officiellement le lancement d'une nouvelle course pour l'Afrique a été la rencontre du G7, le 12 juin 2021, au cours de laquelle fut adoptée l'initiative *Build Back Better World* (B3W, « Reconstruire un monde meilleur »). Ce projet d'investissement, proposé par l'Administration Biden, d'une valeur de plus de 40 000 milliards de dollars, vise le développement des infrastructures des pays à revenu faible et moyen.<sup>1713</sup> Outre cette mesure, face à la montée de la Chine et de la Russie sur le continent africain, quelques jours avant le début de la guerre en Ukraine, à l'occasion de la tenue du VI<sup>e</sup> Sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine, à Bruxelles, du 17 au 18 février 2022, l'UE a souhaité, au cours de cette rencontre, se positionner en qualité de « partenaire fiable »<sup>1714</sup> pour renforcer le partenariat avec le continent africain et construire « une alliance ambitieuse et tournée vers l'avenir, qui permette de bâtir un espace de solidarité, de sécurité, de prospérité durable et de stabilité ».<sup>1715</sup> Un nouvel accord économique (le New Deal) a été proposé, dans le but « d'accompagner l'Afrique dans ses politiques de relance après la pandémie ».<sup>1716</sup> Cet accord prévoyait également d'intégrer le continent africain au projet Global Gateway qui est un plan d'investissement européen pour l'aide au développement des infrastructures, à l'échelle de 300 milliards d'euros.<sup>1717</sup> Ces deux projets sont envisagés comme des alternatives à la Nouvelle route de la soie chinoise.

---

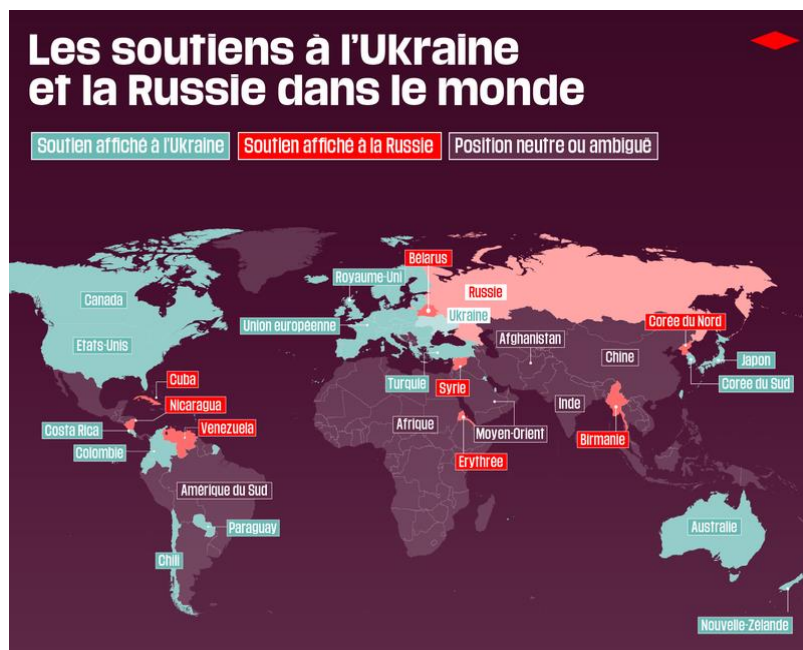
<sup>1713</sup> *Le président Biden et les dirigeants du G7 lancent le partenariat « Build Back Better World » (B3W), 12 juin 2021.* Disponible sur <<https://www.state.gov/translations/french/le-president-biden-et-les-dirigeants-du-g7-lancent-le-partenariat-%E2%80%89build-back-better-world%E2%80%89b3w/#:~:text=Il%20s'agit%20d'un,milliards%20de%20dollars%20et%20qui>>. Consulté le 26 juillet 2022.

<sup>1714</sup> "The European Union is the most reliable and loyal partner for Africa." Déclarations de la présidente de la Commission de l'UE, Ursula von der Leyen, dans une interview accordée au média français RFI en vue de la préparation du VI<sup>e</sup> Sommet « Afrique-Union européenne ». [RFI]. "Africa's Most Reliable Partner is Europe, Says Eu Chief." *RFI* [en ligne] February 8, 2022. Disponible sur <<https://www.rfi.fr/en/africa-s-most-reliable-partner-is-europe-says-eu-chief>>. Consulté le 27 juillet 2022.

<sup>1715</sup> [ONU]. « Sommet Union européenne-Union africaine : refonder un partenariat privilégié, 17 et 18 février 2022 ». *Onu* [en ligne] 16 février 2022. Disponible sur <<https://onu.delegfrance.org/sommet-union-europeenne-union-africaine-refonder-un-partenariat-privilegie-17>>. Consulté le 27 juillet 2022.

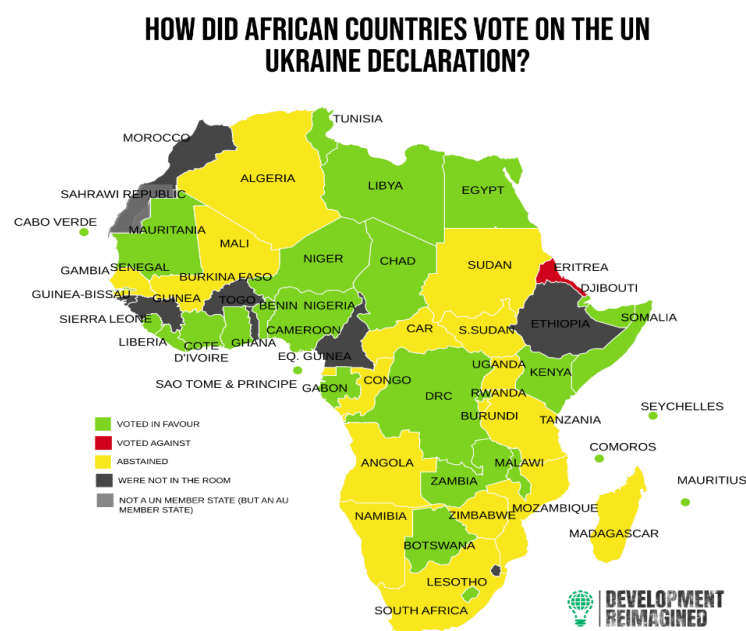
<sup>1716</sup> *Ibid.*

<sup>1717</sup> *Ibid.* Voir la note explicative n°1635.



Depuis le début des événements en Ukraine, la course pour l'influence en Afrique s'est accélérée. Cette lutte pour l'influence est de plus en plus visible depuis le vote d'une résolution qui appelle la Russie à « cesser immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine ». Ce vote se déroula lors de la XI<sup>e</sup> session d'urgence de

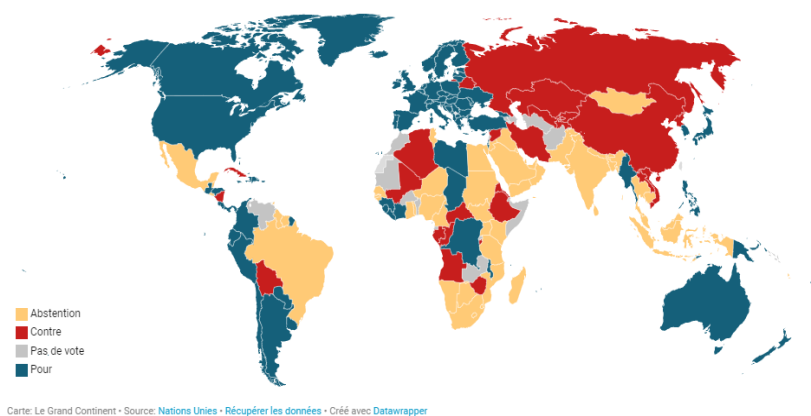
l'Assemblée générale des Nations Unies, du 28 février au 2 mars 2022.<sup>1718</sup> Les résultats du vote ont montré une tendance à l'abstention et l'absentéisme du côté africain.



Sur les 193 membres que compte l'Organisation des Nations unies, 141 pays ont voté pour la résolution (dont 28 pays africains), 5 États se sont opposés (dont 1 seul pays africain, l'Érythrée), 35 pays se sont abstenus (dont 17 États africains) et 12 pays étaient absents (dont 8 pays africains). Au total, le nombre de pays africains n'ayant pas soutenu cette résolution s'élève à 26 États contre 28.<sup>1719</sup>

<sup>1718</sup> Carte : « Les soutiens à l'Ukraine et la Russie dans le monde ». [Alice Clair et Julien Guillot]. Voir Hala Kodmani, Léa Masseguin et François-Xavier Gomez. « Indécision : l'impossible 'condamnation' de la Russie à l'ONU ». *Libération* [en ligne] 2 mars 2022. Disponible sur <[https://www.liberation.fr/international/l'impossible-condamnation-de-la-russie-a-lonu-20220302\\_7NJ7K5YS5REAPDPJVC7T225XV4/](https://www.liberation.fr/international/l'impossible-condamnation-de-la-russie-a-lonu-20220302_7NJ7K5YS5REAPDPJVC7T225XV4/)>. Consulté le 17 juillet 2022.

<sup>1719</sup> Carte : « Comment les pays africains ont-ils voté sur la déclaration de l'ONU sur l'Ukraine ». "How Did African Countries Vote on the UN Ukraine Declaration?". Sur la carte, en vert sont représentés les pays « pour » ; en rouge « contre » ; en « jaune » l'abstention ; en « gris foncé » les absents. Source : Development Reimagined. Voir Thierry Vircoulon. « La Russafrique : combien de votes ? ». *The Conversation* [en ligne] 13 mars 2022.



Carte: Le Grand Continent - Source: Nations Unies - Récupérer les données - Créé avec Datawrapper

Cette tendance à l'abstention et l'absentéisme s'est maintenue au cours du vote d'une autre résolution pour suspendre la Russie du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le 7 avril 2022. Sur les 193 États

membres, 93 pays ont voté pour (dont 10 pays africains), 24 contre (dont 9 pays africains), 58 se sont abstenus (dont 24 pays africains) et 18 étaient absents (dont 11 pays africains).<sup>1720</sup> Ici, le nombre de pays africains n'ayant pas approuvé la suspension de la Russie du CDH est majoritaire et s'élève à 44 États, presque l'intégralité des pays du continent.<sup>1721</sup>

Pour les professeurs Michel Galy, africaniste et politologue français, et Hassan Khannenje, directeur de l'Institut international d'études stratégiques de la Corne de l'Afrique (*Horn International Institute for Strategic Studies*), la polarisation du vote africain à l'ONU est causée par le jeu des politiques d'influence. Selon le professeur Galy, les pays qui ont approuvé la résolution « exigeant la fin immédiate du recours à la force par la Russie contre l'Ukraine » sont ceux qui se trouvent sous l'influence traditionnelle de l'Occident (la Côte d'Ivoire, le Niger, le Tchad, le Kenya, le Ghana, le Liberia) : « À la zone d'influence française (celles des anciennes colonies), correspond habituellement un vote automatique qui suit la ligne occidentale lors des assemblées de l'ONU. On peut d'ailleurs le voir avec la Côte d'Ivoire ou le Niger avec ce vote ». <sup>1722</sup> Dans le camp des abstentionnistes et des absentéistes, nous retrouvons des pays qui ont des liens historiques, économiques et militaires avec la Russie, comme

Disponible sur <<https://theconversation.com/la-russafrique-combien-de-votes-178913>>. Consulté le 17 juillet 2022.

<sup>1720</sup> [ONU]. « L'Assemblée générale décide de suspendre la Russie du Conseil des droits de l'homme ». *Nations Unies* [en ligne] 7 avril 2022. Disponible sur <<https://news.un.org/fr/story/2022/04/1117912>>. Consulté le 17 juillet 2022.

<sup>1721</sup> Carte : « Vote sur la suspension du statut de membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies de la Russie ». En beige – abstention, en rouge – contre, en gris – pas de vote, en bleu – pour. Source : Nations Unies. [Le Grand Continent]. « Trois cartes pour comprendre le bouleversement géopolitique que constitue la guerre en Ukraine ». *Le Grand Continent* [en ligne] 8 avril 2022. Disponible sur <<https://legrandcontinent.eu/fr/2022/04/08/trois-cartes-pour-comprendre-le-bouleversement-geopolitique-que-constitue-la-guerre-en-ukraine/>>. Consulté le 17 juillet 2022.

<sup>1722</sup> Interview du politologue Michel Galy au média français TV5MONDE, le 3 mars 2022. Voir Nina Soyez. « Vote de la résolution de l'ONU sur l'Ukraine : une abstention des pays africains remarquée ». *TV5 Monde* [en ligne] 3 mars 2022. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/info/vote-de-la-resolution-de-l-onu-sur-l-ukraine-une-abstention-des-pays-africains-remarquee-447179>>. Consulté le 17 juillet 2022.

Il faut noter que le Kenya et le Ghana, qui, certes, sont dans la zone d'influence du Royaume-Uni et des États-Unis, ont une longue tradition et un rattachement aux valeurs démocratiques, contrairement à d'autres pays du continent. Ces pays valorisent le respect de la souveraineté des États et de l'intégrité territoriale.

l'Angola, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, la Guinée Conakry, l'Éthiopie, la République centrafricaine et le Mali :

Cependant, pour d'autres pays comme le Mali et la Centrafrique, c'est beaucoup plus compréhensible. Ces pays sont à la fois sous l'influence française traditionnelle et sous nouvelle influence russe avec l'appel aux mercenaires de Wagner. L'importance que prend Wagner dans la situation politico-militaire va plus loin qu'on ne le pense et se rapproche d'un retournement d'alliance.

Pour d'autres pays, il ne faut pas omettre les traditions historiques. Si l'Afrique du Sud est unanimement considérée par le monde occidental comme un modèle des droits de l'homme, on oublie l'alliance forte qu'avait Nelson Mandela avec l'URSS et la Libye à son époque.<sup>1723</sup>

Le directeur de l'Institut international d'études stratégiques de la Corne de l'Afrique (*Horn International Institute for Strategic Studies*), Hassan Khannenje, voit, dans cette « hésitation africaine » dans la gestion du dossier ukrainien, un moyen d'éviter de froisser la Chine, qui est un redoutable acteur sur le continent. Selon lui, un soutien plus affiché à l'Ukraine serait interprété par Pékin comme l'affirmation d'une position pro-occidentale, ce qui pourrait être négativement perçu par Pékin en cas de conflit similaire avec Taïwan :

(...) Il y a la question de Taïwan, que l'Occident bien évidemment soutient. Et donc, en cas de conflit, si vous vous rangez du côté de l'Ukraine aujourd'hui, cela enverra un message, qu'en situation de conflit avec Taïwan, vous allez prendre le parti de l'Occident ; donc la Chine pourrait décider de vous fermer les robinets d'investissement, parce que vous n'êtes pas un partenaire fiable.<sup>1724</sup>

Pour l'experte américaine en politique étrangère et en sécurité nationale, Heather Ashby, et Joseph Sany, spécialiste du développement international et les programmes de maintien de la paix au sein de l'Institut des États-Unis pour la paix (*United States Institute of Peace, USIP*), la majorité des pays abstentionnistes sont des États aux régimes autoritaires, ce qui sous-entend qu'ils auraient plus tendance à soutenir des régimes similaires. Ainsi, dans l'article "On Ukraine, Africa Needs a Clearer U.S. Message" (mai 2022), ces derniers déclarent : « Beaucoup de ceux qui se sont abstenus ont des liens économiques ou de sécurité avec la Russie, ainsi que des faibles institutions démocratiques et des antécédents en matière de droits de l'homme ».<sup>1725</sup>

---

<sup>1723</sup> *Ibid.*

<sup>1724</sup> "Because remember, there's a question of Taiwan, which of course, the West supports Taiwan. And so, in an event of a conflict, if you're going to side with Ukraine today, it's going to send a message -- that in situations of conflict with Taiwan you're going to take the side of the West -- [for] which China might decide to turn off the taps of investment for you, because you're not a reliable partner." Halima Athumani. "Africa Won't Give Ukraine What It's Asking For, Analysts Say." *Voice of America [VOA]* [en ligne] June 21, 2022. Disponible sur <<https://www.voanews.com/a/6626792.html>>. Consulté le 25 juillet 2022.

<sup>1725</sup> "Many of those abstaining have economic or security ties to Russia and also weak democratic institutions and human rights records." Heather Ashby, Joseph Sany. "On Ukraine, Africa Needs a Clearer U.S. Message." *USIP*

Malgré l'expression, le 24 février 2022, par l'Union africaine d'une « extrême préoccupation » face à l'intervention russe en Ukraine et l'appel « au respect de l'intégrité territoriale et de la souveraineté nationale de l'Ukraine », ainsi qu'à « l'instauration immédiate d'un cessez-le-feu »<sup>1726</sup>, les votes africains à l'Assemblée générale des Nations unies renvoient, selon le politologue Michel Galy, l'image d'un continent divisé : « Le résultat de ces votes montre que l'Afrique est divisée. (...). Le vote révèle un malaise et la division d'une Afrique qui ne sait pas s'il est préférable de suivre le pays référence ou prudemment s'abstenir tant qu'on n'a pas encore le dernier mot du conflit ».<sup>1727</sup> Pour ce dernier, l'abstentionnisme et l'absentéisme affichés par la moitié des pays africains, « démontre une incapacité de décision commune ».<sup>1728</sup> Cette thèse pourrait être questionnée, car l'Afrique est avant tout un continent, composé de 54 États indépendants, reconnus par l'ONU. Le vote, dont il est question dans ce texte, ne s'est pas fait dans le cadre de la juridiction de l'Union africaine pour qu'il soit considéré comme un vote de bloc, mais au sein d'une organisation internationale, les Nations unies, où chaque pays membre est appelé à exprimer librement sa position. Dans un tel contexte, il ne s'agit alors nullement d'une « incapacité de décision commune ». D'autre part, il est réducteur d'affirmer que le vote des pays africains révèle un continent « qui ne sait pas s'il est préférable de suivre le pays référence ou prudemment s'abstenir », comme l'indique le professeur Galy.<sup>1729</sup> Pour Caroline Roussy, directrice de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), l'abstention et l'absence de certains pays africains seraient un signe « de défiance à l'égard de l'Occident et/ou un calcul diplomatique » :

S'il convient de rappeler que la majorité des pays africains ont voté la condamnation de l'intervention russe en Ukraine, l'abstention doit être décryptée à l'aune d'une conjoncture de défiance à l'égard des puissances occidentales et/ou de calculs diplomatiques arrimés à une arithmétique militaire et/ou économique (partenariats avec la Russie, la Chine et/ou de pays occidentaux) qui semblent montrer la prévalence de la défense d'intérêts nationaux.<sup>1730</sup>

---

[en ligne] May 17, 2022. Disponible sur <<https://www.usip.org/publications/2022/05/ukraine-africa-needs-clearer-us-message>>. Consulté le 15 juillet 2022.

<sup>1726</sup> *Communiqué de l'Union Africaine sur la situation en Ukraine du président en exercice de l'Union Africaine et président du Sénégal, Macky Sall, et du président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat, Addis-Abeba, Éthiopie, 24 février 2022.* Texte disponible en ligne sur <<https://au.int/sites/default/files/pressreleases/41534-pr-french.pdf>>. Téléchargé le 21 juillet 2022.

<sup>1727</sup> Interview du politologue Michel Galy au média français TV5MONDE, le 3 mars 2022. Voir Nina Soyez. « Vote de la résolution de l'ONU sur l'Ukraine : une abstention des pays africains remarquée ». *TV5 Monde* [en ligne] 3 mars 2022. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/info/vote-de-la-resolution-de-l-onu-sur-l-ukraine-une-abstention-des-pays-africains-remarquee-447179>>. Consulté le 17 juillet 2022.

<sup>1728</sup> *Ibid.*

<sup>1729</sup> *Ibid.*

<sup>1730</sup> Caroline Roussy. « Guerre en Ukraine : quelles perceptions et quel impact en Afrique ? ». *IRIS* [en ligne] 28 mars 2022. Disponible sur <<https://www.iris-france.org/166226-guerre-en-ukraine-quelles-perceptions-et-quel-impact-en-afrique/>>. Consulté le 21 juillet 2022.

Cet avis est partagé par la réalisatrice et photographe franco-camerounaise, Osvalde Lewat, qui y voit plus « une posture anti-occidentale qu'un soutien à l'agression russe » : « Outre ces abstentions – (...) –, il y a eu des manifestations de soutien au Kremlin dans quelques-unes de nos capitales. Ce soutien est moins une prise de position en faveur de l'agression russe qu'une posture anti-occidentale, anti-européenne et, surtout, antifrançaise ».<sup>1731</sup>

Selon l'ancien secrétaire général au Quai d'Orsay, Maurice Gourdault Montagne : « Ces pays [abstentionnistes] nous regardent en disant : 'c'est un conflit entre Blancs, c'est un conflit entre l'OTAN, les Américains et la Russie. Est-ce que cela nous concerne ? Est-ce que nous devons prendre parti ?' ».<sup>1732</sup>

À partir de ces différentes interprétations du vote africain à l'ONU, nous pouvons tirer trois messages importants concernant la position du continent : premièrement, malgré des voix majoritaires, condamnant l'intervention russe en Ukraine, les pays africains ne se sentent pas concernés par ce conflit, qui reste, pour eux, un conflit occidental. Autrement dit, ils ne veulent plus être impliqués dans des causes qui leur sont étrangères. Un exemple du refus des Africains de s'impliquer dans cette crise ukrainienne est l'opposition du continent à l'appel du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, lancé au début du conflit, par le biais des ambassades ukrainiennes, via les réseaux sociaux, aux populations d'Afrique à rejoindre les rangs des troupes armées ukrainiennes pour défendre l'Ukraine et les valeurs du monde libre. L'enrôlement de volontaires africains a été vivement condamné par les pays du continent, à l'instar du Sénégal qui y voyait un acte « grave » et « une violation de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques » :

Le Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur a appris, avec étonnement, la publication, ce 03 mars 2022, sur la page Facebook de l'Ambassade de la

<sup>1731</sup> Clarisse Juompan-Yakam. « Osvalde Lewat : 'Le soutien d'Africains à la Russie est une posture anti-occidentale et antifrançaise' ». *Jeune Afrique* [en ligne] 23 avril 2022. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/1341749/politique/osvalde-lewat-le-soutien-dafricains-a-la-russie-est-une-posture-anti-occidentale-et-antifrancaise/>>. Consulté le 28 juillet 2022.

Le chercheur camerounais Paul-Simon Handy de l'Institut d'études de sécurité (ISS) a déclaré, dans une interview accordée au journal français *Le Monde*, en mars 2022, que la poutinophilie qui anime certains africains : « relève moins d'une adhésion à la politique russe que d'un rejet – sur fond d'anti-impérialisme – de l'Europe et de l'Occident. Un sentiment alimenté par le souvenir de la guerre en Libye [en 2011], dans laquelle l'OTAN est accusée d'avoir une part de responsabilité. Voir l'Europe et l'Occident à la peine face à un acteur [russe] qui a été méprisé ces dernières années est une sorte de revanche : c'est l'arroseur arrosé ». Coumba Kane. « Guerre en Ukraine : 'La poutinophilie d'une partie des Africains relève d'abord d'un rejet de l'Occident' ». *Le Monde* [en ligne] 9 mars 2022. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/09/guerre-en-ukraine-la-poutinophilie-d-une-partie-des-africains-releve-d-abord-d-un-rejet-de-l-occident\\_6116806\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/09/guerre-en-ukraine-la-poutinophilie-d-une-partie-des-africains-releve-d-abord-d-un-rejet-de-l-occident_6116806_3212.html)>. Consulté le 28 juillet 2022.

<sup>1732</sup> Thierry Dagiral, Lionel Gougolot. « Émission : L'entretien avec Maurice Gourdault Montagne ». 11 mai 2022. [Vidéo]. *Europe 1* [en ligne]. Durée : 15 minutes 46. Disponible sur <<https://www.europe1.fr/emissions/l'interview-politique-de-8h20/maurice-gourdault-montagne-nous-nous-installons-dans-la-guerre-4110728>>. Consulté le 10 juillet 2022.



République d'Ukraine à Dakar, d'un appel aux citoyens étrangers, à venir à l'aide à l'Ukraine, avec, à l'appui un formulaire d'inscription. (...).

Au regard de la gravité de tels faits, le Ministère a officiellement notifié, au nom du Gouvernement de la République du Sénégal, une note verbale de protestation condamnant fermement cette pratique qui constitue une violation flagrante de la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, notamment en ce qui concerne l'obligation de respect des lois et règlements de l'État accréditaire.<sup>1733</sup>

Sur les réseaux sociaux, l'appel du président ukrainien aux peuples d'Afrique à rejoindre la résistance armée ukrainienne déclencha de nombreuses réactions négatives parmi les internautes africains. Plusieurs appelaient leurs pays à ne plus « tomber dans le piège de l'Occident », déclarant que l'époque des tirailleurs sénégalais était révolue :

L'Ukraine aurait tenté de recruter des combattants sénégalais pour aller combattre contre la Russie. Comme si beaucoup de dirigeants étaient déjà dans l'optique de guerre mondiale. C'est uniquement à ce moment-là que les Africains deviennent utiles ?

« Tirailleurs sénégalais » et chers amis africains, optez pour la paix, n'entrez pas dans un « jeu » avec comme souvenir amer les récompenses des deux guerres mondiales. Soyez sages. Vive la paix.<sup>1734</sup>

D'autre part, l'intervention du président Zelensky faite devant l'Union africaine, le 20 juin 2022, dans un espoir ultime de rallier le continent à la cause ukrainienne, a été un échec, selon l'ancien ambassadeur de France au Mali, au Congo et au Sénégal, Nicolas Normand.<sup>1735</sup> En effet, sur 55 pays membres<sup>1736</sup> invités, seulement 3 chefs d'État africains ont honoré de leur

<sup>1733</sup> Communiqué du Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Dakar, 3 mars 2022. Disponible en ligne sur <[https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=pfbid02V1p1UmFnuztQ775eSnjggyHyi3GG3XS4kQFw2pYni3qCXfW8oomjFd9xJC94xkUB1&id=104902205426413](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid02V1p1UmFnuztQ775eSnjggyHyi3GG3XS4kQFw2pYni3qCXfW8oomjFd9xJC94xkUB1&id=104902205426413)>. Consulté le 17 juillet 2022.

Voir aussi [Le Monde]. « Guerre en Ukraine : Dakar proteste auprès de Kiev et l'appelle à cesser de recruter au Sénégal ». *Le Monde* [en ligne] 4 mars 2022. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/04/guerre-en-ukraine-dakar-proteste-aupres-de-kiev-et-l-appelle-a-cesser-de-recruter-au-senegal\\_6116103\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/04/guerre-en-ukraine-dakar-proteste-aupres-de-kiev-et-l-appelle-a-cesser-de-recruter-au-senegal_6116103_3212.html)>. Consulté le 21 juillet 2022.

<sup>1734</sup> Commentaire publié par l'utilisateur du réseau social Facebook, « Pretre SN Animation », sur sa page, le 4 mars 2022. Voir son profil sur <<https://www.facebook.com/pretreSn>>. Consulté le 21 juillet 2022.

<sup>1735</sup> « Oui, on peut parler d'échec, car les arguments de Zelensky ne pouvaient guère porter auprès des dirigeants africains (...) ». Interview de l'ancien ambassadeur de France, Nicolas Normand, au journal *Le Figaro*, le 22 juin 2022. Voir Ronan Planchon. « Pourquoi nombre de pays africains ne se sentent pas concernés par le sort de l'Ukraine ? ». *Le Figaro* [en ligne] 22 juin 2022. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/nicolas-normand-pourquoi-nombre-de-pays-africains-ne-se-sentent-pas-concernes-par-le-sort-de-l-ukraine-20220622>>. Consulté le 24 juillet 2022.

Il faut noter que la demande du dirigeant ukrainien à faire un discours, le 21 juillet 2022, lors du 60<sup>e</sup> Sommet du MERCOSUR (le Marché commun du Sud), a été refusée. Les pays membres de cette communauté économique régionale sont l'Argentine, le Brésil, le Paraguay, l'Uruguay ; pays associés : la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Guyana, le Pérou, le Suriname ; pays observateurs : la Nouvelle-Zélande, le Mexique. Voir [Le Figaro]. « Le Mercosur a refusé la demande du président ukrainien de faire un discours à son sommet ». *Le Figaro* [en ligne] 20 juillet 2022. Mis à jour le 21 juillet 2022. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/international/le-mercotur-a-refuse-la-demande-du-president-ukrainien-de-faire-un-discours-a-son-sommet-20220720>>. Consulté le 24 juillet 2022. Site officiel : <https://www.mercosur.int/>

<sup>1736</sup> L'ONU reconnaît officiellement seulement 54 pays en Afrique, alors que l'UA compte 55 États membres, dont le Sahara occidental, non reconnu par les Nations unies. Voir Frédéric Ange Touré. « L'Afrique compte-t-elle 54,

présence cette réunion (le Sénégal, le Congo-Brazzaville et la Libye).<sup>1737</sup> Le discours du dirigeant ukrainien a de nouveau suscité des vagues de retour négatif, rappelant encore que l'Ukraine « n'est pas le souci de l'Afrique ». Comme exemple, voici la réaction d'un internaute africain au discours du président Zelensky à l'UA :

C'est comme ça qu'ils [Occidentaux] ont berné les pseudos leaders africains pour enrôler le peuple africain dans les deux guerres passées et, après la sortie de guerre, renvoyer les survivants et les fusiller. Nous ne voulons pas être mêlés et qu'aucun chef d'État africain ne tombent dans ces propos vides de sens [référence aux propos du président ukrainien : « La stabilité de vos pays dépend de celle de l'Ukraine »] pour envoyer son peuple au cimetière. (...). Soutenons les Ukrainiens dans nos prières, mais laissons-les régler leurs différends avec leurs adversaires.<sup>1738</sup>

---

55 pays ou plus ? ». *Le Journal de l'Afrique* [en ligne] 6 août 2021. Disponible sur <<https://lejournaldelafrique.com/lafrique-compte-t-elle-54-55-pays-ou-plus/>>. Consulté le 24 juillet 2022.

<sup>1737</sup> Parmi les chefs d'États présents, il y avait le président en exercice de l'UA et président du Sénégal, Macky Sall, le président de la République du Congo-Brazzaville, Denis Sassou Nguesso, et le chef du Conseil présidentiel libyen, Mohamed Menfi. Les autres participants étaient le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki, des ambassadeurs et ministres représentant l'Algérie, l'Afrique du Sud, la RDC Kinshasa, le Nigéria et l'Égypte. Voir Anouar Diden. « Les présidents africains boude Volodymyr Zelensky ». *Le Journal de l'Afrique* [en ligne] 21 juin 2022. Disponible sur <<https://lejournaldelafrique.com/les-presidents-africains-boude-volodymyr-zelensky/>>. Consulté le 24 juillet 2022.

Voir aussi Ronan Planchon. « Pourquoi nombre de pays africains ne se sentent pas concernés par le sort de l'Ukraine ? ». *Le Figaro* [en ligne] 22 juin 2022. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/nicolas-normand-pourquoi-nombre-de-pays-africains-ne-se-sentent-pas-concernes-par-le-sort-de-l-ukraine-20220622>>. Consulté le 24 juillet 2022.

<sup>1738</sup> Commentaire d'un utilisateur du réseau social Facebook, Abdoulaye Balde, « Abdou-laye Edlab », publié sur sa page, le 23 juin 2022. Voir son profil sur <<https://www.facebook.com/abdoulaye.balde.902>>. Consulté le 21 juillet 2021.

Il faut préciser que l'Ukraine, au même titre que la majorité des autres ex-républiques soviétiques, n'avait jusque-là aucune politique envers le continent africain. Alors que la Russie avait, entre-autres, hérité des ambassades et des représentations consulaires soviétiques en Afrique, les relations de l'Ukraine avec le continent se limitaient à « des contacts sporadiques, à de brèves rencontres et des échanges téléphoniques », selon l'Ambassadeur d'Ukraine en Algérie et le représentant spécial de l'Ukraine pour le Moyen-Orient et l'Afrique, Maksym Subkh. Depuis le début de la crise russo-ukrainienne, l'Afrique, en particulier au sud du Sahara, intéresse la diplomatie ukrainienne. Depuis octobre 2022, l'Ukraine prévoit d'ouvrir des ambassades dans tous les pays africains, d'où le pays est absent. Actuellement l'Ukraine compte dix ambassades sur le continent, dont cinq en Afrique du nord et cinq en Afrique subsaharienne. La première visite diplomatique du ministre ukrainien des Affaires étrangères, Dmytro Kuleba, sur le sol africain se déroula le 3 octobre 2022. Cette tournée africaine était une première dans l'histoire de la diplomatie ukrainienne, depuis l'indépendance du pays en 1991. Une nouvelle visite diplomatique est envisagée courant 2023. Notons que, depuis l'indépendance jusqu'à maintenant, l'Ukraine était principalement engagée dans un processus de rapprochement avec l'Occident, l'Afrique ne faisant pas partie de ses centres d'intérêt majeurs.

Actuellement l'Ukraine n'a défini aucune politique en Afrique. Au vu des événements récents que traverse le pays, il serait difficile d'imaginer comment le gouvernement Zelensky pourrait consolider une véritable politique africaine. On peut estimer que, malgré l'intérêt affiché pour le continent, les enjeux et les impératifs nationaux primeront sur une éventuelle stratégie africaine. À l'heure d'aujourd'hui, si le gouvernement ukrainien devait construire une véritable politique envers l'Afrique, il serait fort probable qu'elle soit surtout conçue comme une réponse à la Russie, à la politique de Moscou, et non en tant que réelle politique avec des vrais échanges en matière de commerce, de culture, d'éducation, d'aide au développement, de projets d'investissement etc. C'est ce que semblent confirmer les déclarations de l'ambassadeur ukrainien Maksym Subkh, qui, dans une interview donnée en novembre 2022 sur la politique africaine de l'Ukraine au média d'information ukrainien *Dzerkalo Tyjnia* (ZD), n'hésita pas à comparer la présence ukrainienne et russe sur le continent africain, déclarant que, tandis que l'Ukraine n'avait que dix ambassades en Afrique, la Russie en comptait plus d'une quarantaine : « La Fédération de Russie a quatre fois plus de représentations en Afrique que l'Ukraine. (...) (...) si maintenant l'Ukraine a dix

Deuxièmement, la position africaine dévoile une forme de défiance du continent à l'égard de l'alliance euro-atlantique. Du côté africain, la crise ukrainienne a exposé les revers des doubles valeurs de l'Occident. Ainsi, le traitement inégal des réfugiés, distinguant les « bons » réfugiés ukrainiens, blancs, issus d'une civilisation occidentale, des « autres », non-européens, venant d'Afrique et d'Orient, et l'élan de solidarité suscité par la guerre en Ukraine, faisant oublier l'atrocité des guerres sur d'autres continents, contribua à nourrir davantage un sentiment anti-occidental.<sup>1739</sup> Pour le nouveau chef du bureau d'Afrique du Nord de la Fondation Rosa Luxemburg (*Rosa Luxemburg Foundation*), Armin Osmanovic, l'éloignement des Africains à l'égard de l'Occident est causé par sa duplicité :

L'éloignement des gouvernements africains de l'Occident est largement soutenu par la population africaine. (...). L'Afrique s'est (...) aliénée à cause de la duplicité de l'Occident où politiciens et diplomates parlent de démocratie et d'État de droit. Lorsqu'il s'agit de leurs intérêts les plus durs, comme la lutte contre le terrorisme ou l'éloignement des migrants, les dirigeants occidentaux, comme toujours, n'ont pas peur de faire cause commune avec les autocrates africains.<sup>1740</sup>

Cette politique des « deux poids, deux mesures » affecte négativement l'image de l'Occident qui prône les nobles valeurs de la démocratie et de l'humanisme. Comme l'indique

---

ambassades en Afrique, dont cinq sont situées en Afrique du Nord et cinq en Afrique sub-saharienne, alors la Russie a plus de 40 ambassades sur le continent ». En russe : « РФ имеет в Африке в четыре раза больше представительств, чем Украина. (...) (...) если сейчас на территории Африки у Украины есть десять посольств, из которых пять расположены в Северной Африке и пять — в Субсахарской, то у России на континенте более 40 посольств ». Voir Viktoria Khmylevskaya. « Maksym Subkh : Ukraina planiruet naznachit' poslov vo vse afrikanske strany, gde ikh dolgo ne bylo ». [« L'Ukraine prévoit de nommer des ambassadeurs dans les pays d'Afrique, là où ils ont longtemps été absents »]. ZN [en ligne] 08.11.2022. Disponible sur <<https://zn.ua/POLITICS/maksim-subkh-ukraina-planiruet-naznachit-poslov-vo-vse-afrikanske-strany-hde-ikh-dolgo-ne-bylo.html>>. Consulté le 11 novembre 2022.

Il faut aussi noter que parmi les anciennes républiques soviétiques, outre la Russie, le Kazakhstan a également procédé à établir des relations avec le continent africain. Depuis 2013, le pays détient un statut d'observateur auprès de l'Union africaine. Voir Lona Gqiza. "Kazakhstan's Observer Status at the African Union: What Does it Mean for Africa?". *IGD [Institute for Global Dialogue]* [en ligne] n/d. Disponible sur <<https://www.igd.org.za/infocus/11327-kazakhstan-s-observer-status-at-the-african-union-what-does-it-mean-for-africa#:~:text=The%20benefits%20that%20come%20with,and%20global%20security%20in%20the%20>>. Consulté le 11 novembre 2022.

<sup>1739</sup> Thomas Porlon, Maria Aït Ouariane. « Un accueil discriminatoire ? 'On nous vire pour faire place aux Ukrainiens, c'est du racisme' ». *Street Press* [en ligne] 29 mars 2022. Disponible sur <<https://www.streetpress.com/sujet/1648559918-exiles-afrique-vire-faire-place-ukrainiens-racisme-migrants-refugies>>. Consulté le 26 juillet 2022.

Voir aussi Céline Carez. « Paris : des places d'hébergement d'urgence pour les réfugiés ukrainiens, mais pas pour les Africains ? ». *Le Parisien* [en ligne] 15 juin 2022. Disponible sur <<https://www.leparisien.fr/paris-75/paris-des-places-dhebergement-durgence-pour-les-refugies-ukrainiens-mais-pas-pour-les-africains-15-06-2022-CBWQOIWADVB2TI5M5357HSHLAY.php>>. Consulté le 26 juillet 2022.

<sup>1740</sup> "The distancing of African governments from the West is supported by large by the African population. (...) Africa has (...) become alienated because of the duplicity of the West where politicians and diplomats talk about democracy and the rule of law. When it comes to their hard interests, such as fighting terrorism or keeping migrants out, Western leaders, as always, are not afraid to make common cause with Africa's autocrats." Armin Osmanovic. "There is War in Europe: Africa is Looking for Its Position." *Rosa Luxemburg Foundation* [en ligne] March 2022. Disponible sur <<https://rosaluxna.org/publications/there-is-war-in-europe-africa-is-looking-for-its-position/>>. Consulté le 26 juillet 2022.

Jean-Joseph Boillot, spécialiste des grandes économies émergentes, dans l'article « L'Ukraine et le nouvel ordre mondial des émergents » (avril 2022) :

(...) l'agression russe n'est pas populaire du tout dans le monde en développement, y compris en Chine ou en Inde (...).

Mais cette condamnation est contrebalancée par une autre utopie, celle de la justice, qui joue cette fois plutôt contre l'Occident. Les guerres du monde unipolaire de l'après-guerre froide ont marqué les pays en développement. Les images des terribles bombardements de l'OTAN sur le Kosovo en 1999, l'Afghanistan en 2001, l'Irak en 2003, mais aussi le Soudan, la Somalie et bien sûr la Libye en 2011 tournent toujours en boucle, sans compter le conflit israélo-palestinien toujours non réglé, et enfin la guerre au Yémen, bien que menée par l'Arabie saoudite, mais avec le soutien de l'essentiel des pays de l'Otan.

L'impression est que la défense des valeurs de l'Occident s'arrête là où ses intérêts commencent (...).<sup>1741</sup>

Outre la duplicité, certains Africains déplorent la « mentalité d'intimidation » (*bullying mentality*)<sup>1742</sup>, véhiculée par l'axe euro-atlantique dans l'application de ses politiques.<sup>1743</sup> Pour

<sup>1741</sup> Jean-Joseph Boillot. « L'Ukraine et le nouvel ordre mondial des émergents ». *Alternatives économiques* [en ligne] 15 avril 2022. Disponible sur <<https://www.alternatives-economiques.fr/jean-joseph-boillot/lukraine-nouvel-ordre-mondial-emergents/00102883>>. Consulté le 30 juillet 2022.

<sup>1742</sup> L'emploi des mots *bully*, *bullying* (« intimidateur », « intimider ») à l'égard des États-Unis et des pays alliés européens pour décrire leur politique étrangère n'est pas un phénomène nouveau. En juillet 2009, Andrew Tully, reporter de guerre américain, publia un article sur le site *Radio Free Europe Radio Liberty*, dans lequel il présenta un sondage mené dans 19 pays par l'organisation *World Public Opinion*. Ces pays à eux seuls comptent 60% de la population mondiale. Les résultats du sondage ont montré que, parmi les 19 pays interrogés, 15 voient les États-Unis comme un pays qui intimide d'autres pays avec la menace de la puissance de son armée ; 17 des 19 pays interrogés considèrent que Washington ne respecte pas le droit international. En anglais: "The poll finds that in 15 of 19 countries - (...) - the majority sees Washington as bullying other countries with the threat of its powerful military. In 17 of 19 countries, according to the poll, the United States is seen as not obeying international law." Voir Andrew Tully. "International Poll Finds U.S. Still Viewed as World's Bully." *RFERL* [en ligne] July 7, 2009. Disponible

[https://www.rferl.org/a/International\\_Poll\\_Finds\\_US\\_Still\\_Viewed\\_As\\_Worlds\\_Bully/1771375.html](https://www.rferl.org/a/International_Poll_Finds_US_Still_Viewed_As_Worlds_Bully/1771375.html). Consulté le 28 juillet 2022.

L'expression *bullying mentality* est mentionnée dans un article de la BBC, publié le 31 octobre 2011 ("Uganda Fury at David Cameron Aid Threat over Gay Rights"), pour décrire le comportement du Royaume-Uni et des États-Unis envers les pays d'Afrique, dont la législation ne respectait pas les droits des personnes LGBT. Cette expression est tirée d'une déclaration du conseiller du président ougandais, John Nagenda, en 2011, en réaction à l'annonce de la suspension des aides budgétaires aux pays africains hostiles aux droits des LGBT. [BBC]. "Uganda Fury at David Cameron Aid Threat over Gay Rights." *BBC* [en ligne] October 31, 2011. Disponible sur <<https://www.bbc.com/news/world-africa-15524013>>. Consulté le 27 juillet 2022.

<sup>1743</sup> En octobre 2011, le Royaume-Uni annonçait par l'intermédiaire de son Premier ministre, David Cameron, la suspension des aides financières aux pays africains qui refusaient de dépénaliser l'homosexualité. Cette déclaration avait été soutenue, quelques mois plus tard, par la secrétaire d'États des États-Unis, Hillary Clinton, suivie de la signature par le président Barack Obama d'un mémorandum « Initiatives internationales pour l'avancement des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres » (*International Initiatives to Advance the Human Rights of Lesbian, Gay, Bisexual, and Transgender Persons*). Ce document, adopté le 6 décembre 2011, a été reconduit et complété par l'Administration Biden en février 2021. Il indique : « Les agences impliquées dans les programmes d'aide, d'assistance et de développement à l'étranger doivent tenir compte de l'impact des programmes financés par le gouvernement fédéral sur les droits de l'homme, y compris les droits des personnes LGBTQI+, lorsqu'elles prennent des décisions de financement, de manière appropriée et conforme à la loi applicable ». Autrement dit, lors de l'attribution des financements, les États-Unis prennent en considération la conformité des pays en matière des droits des personnes LGBT, ce qui est perçu par la plupart des États africains comme une contrainte et une violation de l'exercice de leur droit souverain. En anglais : "Sec. 3. Foreign Assistance to Protect Human Rights and Advance Nondiscrimination. Agencies involved with foreign aid, assistance, and development programs shall expand their ongoing efforts to ensure regular Federal Government engagement with governments,

lutter contre le manque d'implication des pays africains dans le dossier ukrainien et encourager les « indécis » à être du « bon côté de l'histoire »<sup>1744</sup>, des diplomates occidentaux appelèrent à suspendre l'aide aux États africains récalcitrants.<sup>1745</sup> L'idée de sanctionner les « mauvais élèves » avait été formulée par l'analyste et enquêtrice de l'organisation d'investigation américaine *The Sentry*,<sup>1746</sup> Nathalia Dukhan. Dans un article publié dans le journal *Le Monde*, le 24 mars 2022, cette dernière notait :

Ils [pays membres de l'OTAN] devraient également appliquer des sanctions ciblées contre les kleptocraties africaines alliées du Kremlin (...). Ces mesures viseraient à combattre la montée en puissance d'États criminels, satellites de la Russie, utilisés comme des réservoirs de ressources naturelles et humaines pour soutenir, à long terme, l'effort de guerre russe.<sup>1747</sup>

Pour sanctionner ces « kleptocraties » africaines, alliées de Moscou, et dissuader de futurs États à devenir de potentiels satellites russes, ou États mandataires (*proxies*), un projet de loi qui vise à « contrer l'activité malveillante de la Russie en Afrique » (*Countering Malign Russian Activities in Africa*) est étudié au Sénat américain, depuis le 28 avril 2022.<sup>1748</sup> Ce projet

---

citizens, civil society, and the private sector to promote respect for the human rights of LGBTQI+ persons and combat discrimination. Agencies involved with foreign aid, assistance, and development programs should consider the impact of programs funded by the Federal Government on human rights, including the rights of LGBTQI+ persons, when making funding decisions, as appropriate and consistent with applicable law." Voir [BBC]. "Uganda Fury at David Cameron Aid Threat over Gay Rights." *BBC* [en ligne] October 31, 2011. Disponible sur <<https://www.bbc.com/news/world-africa-15524013>>. Consulté le 27 juillet 2022. Voir aussi *Memorandum on Advancing the Human Rights of Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer, and Intersex Persons Around the World, February 4, 2021*. Disponible en ligne sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2021/02/04/memorandum-advancing-the-human-rights-of-lesbian-gay-bisexual-transgender-queer-and-intersex-persons-around-the-world/>>. Consulté le 27 juillet 2022.

<sup>1744</sup> Tiré de la déclaration de l'ancienne porte-parole de la Maison Blanche, Jen Psaki, qui, en réaction à la neutralité de l'Inde dans le dossier ukrainien et l'achat du pétrole russe, affirma : « Un message à n'importe quel pays (...), pensez où vous voulez vous situer, alors que les livres d'histoire s'écrivent en ce moment. Le soutien au leadership russe est un soutien à l'invasion qui aura évidemment un impact dévastateur ». En anglais : "A message to any country (...), think where you want to stand when history books are written in this moment in time. Support for Russian leadership is support for invasion having devastating impact." [IndianExpressOnline]. "Think about Where You Want to Stand in History: US to India." 28 Mars 2022. Durée : 1 min 02 sec. Disponible sur <<https://www.youtube.com/watch?v=3U3m2NsPFjE>>. Consulté le 28 juillet 2022.

<sup>1745</sup> [SinoAfriqueMag]. « Guerre en Ukraine : l'UE veut sanctionner les pays africains ayant refusé de s'aligner sur les sanctions contre la Russie ». *SinoAfriqueMag* [en ligne] 25 mars 2022. Disponible sur <<https://www.sinoafriquemag.com/guerre-en-ukraine-lue-veut-sanctionner-les-pays-africains-ayant-refuse-de-saligner-sur-les-sanctions-contre-la-russie/>>. Consulté le 28 juillet 2022.

<sup>1746</sup> The Sentry est une organisation américaine qui mène des enquêtes politiques, dans le but d'exposer des réseaux prédateurs constitués par des multinationales qui profitent des conflits armés, de la répression et de la kleptocratie. Site officiel : <https://thesentry.org/>

<sup>1747</sup> Nathalia Dukhan. « Guerre en Ukraine : l'OTAN devrait appliquer des sanctions ciblées contre les kleptocraties africaines alliées du Kremlin ». *Le Monde* [en ligne] 24 mars 2022. Disponible sur <

<sup>1748</sup> Ce projet de loi a été introduit au Congrès américain le 31 mars 2022 par le représentant démocrate Gregory W. Meeks. Il a été approuvé par la chambre basse du Congrès américain, la Chambre des représentants (*U.S. House of Representatives*), le 27 avril 2022. Peter Fabricius. "US Debates Bill to Counter 'Malign' Russian Activities in

de loi appelle à contrôler toute activité russe qui « sape les objectifs et les intérêts américains » et de « tenir pour responsables la Fédération de Russie et les gouvernements africains et leurs fonctionnaires qui sont complices de cette influence et de ces activités malveillantes ».<sup>1749</sup> Cette proposition de loi prévoit d'identifier les gouvernements et les responsables gouvernementaux africains, ainsi que tout autre individu ou structure ayant contribué à contourner les sanctions américaines contre la Russie, en facilitant « des paiements et d'autres activités interdites au profit d'individus et d'entités sanctionnés par les États-Unis liés à la Russie », tenir pour responsable et complice et sanctionner tout État, structure ou individu, ayant collaboré avec la Russie et ses pays satellites, « en violant ou facilitant le contournement des sanctions américaines contre la Russie et ses États mandataires ».<sup>1750</sup> Le politologue malien Moussa Koné voit dans cette future loi une menace non déguisée et une punition des pays « rebelles » d'Afrique :

Les États-Unis veulent, à travers cette loi contre la Russie en Afrique, menacer la souveraineté des pays africains. (...). Pour atteindre leur objectif, ils menacent le maillon le plus faible de la chaîne qui est l'ensemble des pays africains. (...). Certains gouvernements africains soupçonnent qu'il ne s'agit pas uniquement de protéger les « États fragiles d'Afrique », comme disent les Américains, mais qu'autre chose se joue. (...). Un seul (l'Érythrée) a voté contre, tandis que 17 se sont abstenus et que les autres pays africains étaient absents. Cela signifie-t-il que le nouveau projet de loi

---

Africa: A New Law to Punish States that Back Certain Russian Actions Could Have Major Implications for African Countries." *Institute for Security Studies [ISS]* [en ligne] May 20, 2022. Disponible sur <<https://issafrica.org/iss-today/us-debates-bill-to-counter-malign-russian-activities-in-africa>>. Consulté le 29 juillet 2022. À la date du 5 décembre 2022, ce projet de loi n'a toujours pas été voté par le Sénat américain. Toutefois, le Parlement européen a adopté en novembre 2022 une résolution reconnaissant la Russie comme état soutenant le terrorisme, incluant « des groupes paramilitaires russes tels que « Wagner », les « Kadyrovtsy » et d'autres groupes militaires financés par la Russie sur la liste de l'UE en matière de terrorisme ». Voir *Communiqué de presse. Le Parlement européen déclare que la Russie est un État soutenant le terrorisme, 23 novembre 2022*. Disponible sur <<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20221118IPR55707/le-parlement-europeen-declare-que-la-russie-est-un-etat-soutenant-le-terrorisme>>. Consulté le 5 décembre 2022.

<sup>1749</sup> "Russian Federation's influence and activities in Africa that undermine United States objectives and interests"; "to hold accountable the Russian Federation and African governments and their officials who are complicit in aiding such malign influence and activities."

L'échelle de contrôle est large et variée. Divers domaines sont visés : les échanges diplomatiques, politiques, économiques, les programmes militaires, le mercenariat (Groupe Wagner), la communication, les médias et la désinformation en Afrique et dans la diaspora africaine à l'étranger, les organisations capables d'influer sur les processus électoraux, comme l'Association pour la Recherche Libre et la Coopération Internationale (*Association for Free Research and International Cooperation*, AFRIC, une organisation russe d'observation des élections), les coopérations dans les secteurs stratégiques, tels que l'exploitation des ressources naturelles et extractives, les technologies, ainsi que les programmes d'aide et humanitaire. Voir *Countering Malign Russian Activities in Africa Act, March 2022*. Disponible en ligne sur <<https://www.congress.gov/bill/117th-congress/house-bill/7311/text>>. Consulté le 29 juillet 2022.

<sup>1750</sup> "An identification of African governments and government officials, (...), and other individuals and entities that have facilitated payments and other prohibited activities that benefit United States-sanctioned individuals and entities tied to Russia (...). (...) United States efforts to hold such governments, officials, and other individuals and entities complicit in violating or facilitating the evasion of United States sanctions against Russia and its proxies accountable through sanctions or other restrictions." *Ibid.*

américain est conçu, du moins en partie, pour punir l'Afrique de son manque relatif de soutien à l'effort des États-Unis pour punir la Russie ? Assurément.<sup>1751</sup>

Le troisième message envoyé par les pays africains est la volonté de privilégier leurs intérêts nationaux et d'être libres de choisir leurs partenariats. Depuis le début de la crise ukrainienne, l'Afrique, comme l'Amérique latine, n'a pas encore rejoint l'Occident dans l'application des sanctions contre la Russie.<sup>1752</sup> Jean-Louis Bourlanges, président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale française, dans une interview accordée au journal TV5 Le Monde, fin mars 2022, constate un glissement du « centre » de force qui échappe à l'Occident :

Cela dit quelque chose [au sujet de la non-application des sanctions contre la Russie par l'Afrique et l'Amérique latine], c'est un signal fort pour nous. C'est certain que nous ne sommes pas dans les années 50. Les États-Unis ne feront pas la loi partout. L'Europe elle-même n'est plus dans la même situation où elles étaient vis-à-vis de l'Afrique. Je sors d'un voyage en Afrique, j'ai vu des chefs d'État, notamment le président du Sénégal. On voit bien que c'est un homme qui reste très très sensible à tous les thèmes et sur le fond la position du Sénégal est très très proche de la nôtre, mais il est quand même très soucieux que la voie du Sénégal soit la voie du Sénégal (...).

(...).

(...) Celui qui a dit les choses assez justes, c'est mon ami Jean-Marie Guéhenno, l'ancien secrétaire général adjoint de l'ONU, qui a dit en 91/92 : « L'Occident a cru avoir gagné, en réalité, c'était le système soviétique qui avait perdu ». Et on a bien vu après que l'Occident n'avait pas gagné. L'Occident est menacé dans ses valeurs, dans ses intérêts, dans son influence (...).<sup>1753</sup>

L'économiste français Jean-Joseph Boillot qualifie ce phénomène naissant de « nouvel ordre mondial des émergents ».<sup>1754</sup> Ainsi, le continent africain aspire donc à un véritable multilatéralisme, sans hégémonie et paternalisme. Le journaliste français, Renaud Girard, note dans un article paru dans *Le Figaro*, le 11 juillet 2022, que :

Ils [les pays extra-occidentaux] acceptent mal les leçons de morale dispensées urbi et orbi par l'Occident. (...). Le moralisme n'est pas incompréhensible. Il est naturel que l'Occident veuille répandre les valeurs qu'il chérit. Ce mécanisme psychologique était déjà à l'œuvre aux siècles précédents, quand les puissances coloniales cherchaient à

<sup>1751</sup> Donatien Kautcha. « Afrique : les États-Unis envisageraient-ils de sanctionner les pays de l'UA qui coopèrent avec la Russie ? ». *KOACI* [en ligne] 29 juillet 2022. Disponible sur <[https://www.koaci.com/article/2022/07/29/afrique/politique/afrique-les-etats-unis-envisageraient-ils-de-sanctionner-les-pays-de-lua-qui-cooperent-avec-la-russie\\_162001.html](https://www.koaci.com/article/2022/07/29/afrique/politique/afrique-les-etats-unis-envisageraient-ils-de-sanctionner-les-pays-de-lua-qui-cooperent-avec-la-russie_162001.html)>. Consulté le 30 juillet 2022.

<sup>1752</sup> Renaud Girard. « Le moralisme contreproductif des Occidentaux ». *Le Figaro* [en ligne] 11 juillet 2022. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/renaud-girard-le-moralisme-contreproductif-des-occidentaux-20220711>>. Consulté le 30 juillet 2022.

<sup>1753</sup> Intervention de Jean-Louis Bourlanges dans TV5 Monde. [TV5 Monde]. « Jean-Louis Bourlanges – Internationales du 26 mars 2022 ». 26 mars 2022. [Vidéo]. *TV5 Monde* [en ligne]. Durée : 54 min. <Disponible sur <https://www.youtube.com/watch?v=XbN7PPwYnR4>>. Consulté le 30 juillet 2022.

<sup>1754</sup> Jean-Joseph Boillot. « L'Ukraine et le nouvel ordre mondial des émergents ». *Alternatives économiques* [en ligne] 15 avril 2022. Disponible sur <<https://www.alternatives-economiques.fr/jean-joseph-boillot/lukraine-nouvel-ordre-mondial-emergents/00102883>>. Consulté le 30 juillet 2022.

répandre le christianisme en Amérique, en Asie, en Afrique. Mais ce moralisme est hélas contreproductif dans les relations internationales contemporaines. Car la première force qui unit une nation est sa fierté. Il n'existe pas aujourd'hui une seule nation au monde prête à recevoir des leçons de l'étranger.<sup>1755</sup>

### 3.2. *L'Administration Biden et l'Afrique : quelle politique envers le continent ?*

Pour préserver l'ordre existant et contrer l'influence russe dans le monde, le Sénat américain a approuvé, le 27 juillet 2022, une résolution, introduite par le sénateur républicain Graham Lindsey, le 9 mai 2022, qui demande au secrétaire d'État américain, Antony Blinken, de désigner la Fédération de Russie comme État sponsor du terrorisme.<sup>1756</sup> Inscrire la Russie sur la liste des « États sponsors du terrorisme » aura de sérieuses répercussions non seulement sur les relations russo-américaines, mais sur l'ensemble des relations diplomatiques. Notons que, malgré la volonté et les efforts déployés pour faire de l'État russe un pays paria, Moscou est membre de plusieurs organisations qui regroupent les marchés des pays émergents et en voie de développement. Malgré les sanctions contre la Russie, l'Organisation de coopération de Shanghai et les BRICS non seulement poursuivent leur expansion, mais retirent le dollar de leurs transactions.<sup>1757</sup> Si nous partons du principe que les États africains qui entretiennent des relations politiques, économiques et militaires avec Moscou risquent d'être considérés, dans le cadre de la future loi sur « les activités pernicieuses de la Russie en Afrique », comme des États complices de la malveillance russe et subiront des sanctions, alors qu'advient-il des autres pays partenaires de la Russie, dans le cadre des BRICS, l'OCS, la CEI ou la Communauté économique eurasiatique (CEEAA) ? Ces pays devront-ils aussi subir des sanctions, comme les États africains, en tant que complices de la malveillance russe ? En adoptant ces nouveaux

---

<sup>1755</sup> *Ibid.*

<sup>1756</sup> *A Resolution Calling on the Secretary of State to Designate the Russian Federation as a State Sponsor of Terrorism, July 27, 2022.* Disponible en ligne sur <<https://www.congress.gov/bill/117th-congress/senate-resolution/623/text>>. Consulté le 30 juillet 2022.

<sup>1757</sup> Lors de la tenue de XIV<sup>e</sup> Sommet des BRICS, du 23 au 24 juin 2022, à Pékin, l'Argentine et l'Iran ont officiellement déposé leur demande d'adhésion. L'Arabie saoudite, l'Égypte, la Turquie, l'Indonésie et l'Algérie ont exprimé le souhait d'intégrer l'organisation. Au prochain Sommet de l'OCS, qui se tiendra du 15 au 16 septembre 2022, à Samarcande, en Ouzbékistan, l'Iran deviendra officiellement membre, l'Égypte, le Qatar, l'Arabie saoudite, le Bahreïn et les Maldives obtiendront le statut de partenaire. L'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Cambodge et le Népal aspirent au statut d'observateurs. Voir Andrej Pavicevic. "BRICS Expansion : Five New Members in 2023 ?". *Impakter* [en ligne] July 18, 2022. Disponible sur <<https://impakter.com/brics-expansion-five-new-members-in-2023/>>. Consulté le 31 juillet 2022.

Voir aussi Elena Chernenko. « SHOS delaetsya-to ? Shankhayskaya organizatsiya sotrudnichestva prirastaet novymi chlenami ». [« OCS, qu'est-ce qui se passe ? L'Organisation de coopération de Shanghai s'agrandit de nouveaux membres »]. *Kommersant* [en ligne] 29 juillet 2022. Disponible sur <<https://www.kommersant.ru/doc/5490303>>. Consulté le 30 juillet 2022.

Swann Collins. « La Russie et la Chine veulent créer une nouvelle monnaie de réserve ». *Eurasia Business News* [en ligne] 29 juin 2022. Disponible sur <<https://eurasiabusinessnews.com/2022/06/29/la-russie-et-la-chine-veulent-creer-une-nouvelle-monnaie-de-reserve/>>. Consulté le 31 juillet 2022.



projets de loi, l'Administration Biden risquerait de nuire à la politique étrangère et la diplomatie américaine.

Alors que Washington multiplie, depuis l'intervention russe en Ukraine, les contacts avec le continent africain<sup>1758</sup>, l'adoption d'une résolution « reconnaissant la Fédération de Russie comme État sponsor du terrorisme » aura nécessairement un impact sur le continent. Tout d'abord, des groupes militaires privés affiliés au régime de Moscou, tel que Wagner, pourront être officiellement reconnus comme des organisations terroristes. Il faut noter que, depuis le début de la crise russo-ukrainienne, des discours, présentant le Groupe Wagner comme une force malveillante<sup>1759</sup>, se multiplient. Le 17 mars 2022, la Commission des forces armées de la Chambre des représentants des États-Unis a tenu une audience sur « les défis de sécurité nationale et les activités militaires américaines dans le Grand Moyen-Orient et en Afrique ». Au cours de cette audience, le Général Stephen J. Townsend, commandant de l'AFRICOM, rappela que Washington ne pouvait pas ignorer l'Afrique, car « les défis, les opportunités et les intérêts sécuritaires africains sont indissociables » de ceux des États-Unis.<sup>1760</sup> Il remarqua que tout évènement susceptible d'ébranler le continent « aura en retour un impact sur la sécurité et

---

<sup>1758</sup> Du 6 au 30 juin 2022, les États-Unis ont mené, dans le cadre de l'AFRICOM, le plus grand exercice militaire conjoint sur le continent, *African Lion 22*, dans le but de combattre les menaces transnationales et lutter contre la montée de l'extrémisme en Afrique du nord et dans le Sahel. Du 19 au 22 juillet 2022, à Marrakech, au Maroc, s'est tenu le V<sup>e</sup> Sommet d'Affaires États-Unis-Afrique. Consulter le site de l'AFRICOM : <https://www.africom.mil/what-we-do/exercises/african-lion>. Voir aussi la page officielle du *US-Africa Business Summit* : <https://cca.glueup.com/event/u-s-africa-business-summit-2022-49695/home.html>

Après les visites diplomatiques du chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, et du président français, Emmanuel Macron, en Afrique, fin juillet 2022, le secrétaire d'État américain, Antony Blinken, a effectué à son tour une visite d'une semaine sur le continent, du 7 au 11 août 2022. Le prochain Sommet « États-Unis-Afrique » est prévu du 13 au 15 décembre 2022. Voir Paul Marion. « Macron et Lavrov : deux tournées rivales en Afrique ». *La Tribune* [en ligne] 26 juillet 2022. Disponible sur <<https://www.latribune.fr/economie/international/macron-et-lavrov-deux-tournees-rivales-en-afrique-927055.html>>. Consulté le 31 juillet 2022. Voir aussi *Secretary Blinken's Travel to Cambodia, the Philippines, South Africa, the Democratic Republic of the Congo, and Rwanda. Press Statement, Ned Price, Department spokesperson, July 29, 2022*. Disponible sur <<https://www.state.gov/secretary-blinkens-travel-to-cambodia-the-philippines-south-africa-the-democratic-republic-of-the-congo-and-rwanda/>>. Consulté le 31 juillet 2022.

Voir Steve Holland. "Biden Announces US-Africa Summit for Mid-December." *Reuters* [en ligne] July 20, 2022. Disponible sur <<https://www.reuters.com/world/biden-announces-us-africa-summit-mid-december-2022-07-20/>>. Consulté le 31 juillet 2022.

<sup>1759</sup> "Malign actors like Wagner." *House Armed Services Committee Hearing on National Security Challenges and U.S. Military Activities in The Greater Middle East and Africa March 17, 2022*. Disponible sur <<https://www.centcom.mil/MEDIA/Transcripts/Article/2971126/house-armed-services-committee-hearing-on-national-security-challenges-and-us-m/>>. Consulté le 31 juillet 2022.

<sup>1760</sup> « Premièrement, l'Amérique ne peut pas ignorer l'Afrique. Les défis, les opportunités et les intérêts sécuritaires de l'Afrique sont indissociables des nôtres ». "First, America cannot ignore Africa. Africa's challenges, opportunities, and security interest are inseparable from our own." *House Armed Services Committee Hearing on National Security Challenges and U.S. Military Activities in The Greater Middle East and Africa March 17, 2022*. Disponible sur <<https://www.centcom.mil/MEDIA/Transcripts/Article/2971126/house-armed-services-committee-hearing-on-national-security-challenges-and-us-m/>>. Consulté le 31 juillet 2022.

la prospérité des États-Unis ». <sup>1761</sup> Lors de cette rencontre, le groupe Wagner fut assimilé à d'autres organisations extrémistes et terroristes qui déstabilisent l'Afrique :

(...) il y a une variété d'éléments terroristes transnationaux différents avec lesquels nous devons travailler. Et au milieu de tout cela, la Russie apporte, (...), agressivement, à travers le groupe Wagner, (...), la sécurité dans cette région. Cela a un effet très déstabilisant. Ce n'est pas une coïncidence si la présence accrue de Wagner en tant que force de sécurité s'est accompagnée d'une augmentation du nombre de coups d'État dans toute l'Afrique de l'Ouest. <sup>1762</sup>

Carte : « Les mercenaires russes en Afrique »



Source : Center for Strategic and International Studies (CSIS),  
 <<https://www.courrierinternational.com/depeche/ambitions-et-deconvenues-des-mercenaires-russes-en-afrique.afp.com.20220203.doc.9xa7kr.xml>>. Consulté le 27 juillet 2022.

<sup>1761</sup> "Which in turn will impact U.S. security and prosperity." *Ibid.*

<sup>1762</sup> "(...) there are a variety of different transnational terrorist elements there that we need to work with. And in the midst of all that Russia is, (...), aggressively through the Wagner Group, providing, (...), security in that region. That is having a very destabilizing effect. It is not a coincidence that the increased presence of Wagner as a security force has matched up with an increase in the number of coups throughout West Africa." *Ibid.*

Voir la carte : « Les mercenaires russes en Afrique, 2021 ». Source : Center for Strategic and International Studies, <<https://www.courrierinternational.com/depeche/ambitions-et-deconvenues-des-mercenaires-russes-en-afrique.afp.com.20220203.doc.9xa7kr.xml>>. Consulté le 27 juillet 2022.

La carte présentée plus haut nous permet de constater la présence de groupes paramilitaires russes en Afrique du Nord (Libye), en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel (Guinée Bissau, Guinée, Mali, Nigéria, Tchad, Soudan du Nord et du Sud), en Afrique centrale (Congo, RDC, RCA, Burundi) et en Afrique australe (Botswana, Zimbabwe, Mozambique et Madagascar).

Le 30 juin 2022, l'article "It's Time to Designate Wagner Group as a Foreign Terrorist Organization" a été publié dans un blog américain consacré aux problèmes de sécurité nationale, *Lawfare*. Les auteurs de cet article, James Petrila et Phil Wasielewski, tous deux issus de l'Agence de sécurité nationale et de la CIA, ont suggéré que le groupe militaire privé russe soit reconnu comme « organisation terroriste étrangère » (OTE) (*Foreign Terrorist Organization*, FTO), indiquant que ce statut pourrait éviter à l'avenir que d'autres structures et entreprises aient recours à leurs services, par crainte d'être sanctionnées par la loi américaine :

Pour mettre fin efficacement à l'utilisation par le Kremlin du groupe Wagner, comme outil secret de terreur (tout en niant officiellement et avec persistance tout lien avec le groupe), le secrétaire d'État américain devrait désigner le Groupe Wagner comme OTE. En vertu de la Loi en vigueur sur l'antiterrorisme et la peine de mort (*Antiterrorism and Effective Death Penalty Act*, AEDPA), le secrétaire d'État peut désigner une entité en tant qu'OTE sur la base d'une détermination que l'entité est étrangère ; l'entité se livre à une « activité terroriste » ou au « terrorisme », (...) ; et l'activité terroriste menace la sécurité des États-Unis ou de ses ressortissants. (...).

(...).

La désignation d'OTE rendrait les institutions financières et les entreprises internationales plus réticentes à s'engager avec le groupe Wagner en raison du risque d'inculpation pénale en vertu de la loi américaine. En effet, l'impact principal d'une telle désignation – la possibilité d'utiliser l'incrimination de soutien matériel au terrorisme figurant dans la législation – aurait probablement un impact significatif sur la volonté de diverses sociétés étrangères de fournir un soutien continu aux activités du groupe Wagner.<sup>1763</sup>

Un mois plus tard, le 26 juillet 2022, au cours d'une séance d'information spéciale avec le Général Townsend, ce dernier accusa le Groupe Wagner d'exploiter les ressources du

---

<sup>1763</sup> "To effectively end the Kremlin's use of Wagner Group as a covert tool of terror (while officially and persistently denying any connection with the group), the U.S. secretary of state should designate Wagner Group as an FTO. Under the AEDPA, the secretary of state may designate an entity as an FTO based on a determination that the entity is foreign; the entity engages in "terrorist activity" or "terrorism," (...); and the terrorist activity threatens the security of the U.S. or its nationals. (...).

(...).

FTO designation would make international financial institutions and companies more reluctant to engage with Wagner Group because of the potential for criminal indictment under U.S. law. Indeed, the primary impact of such a designation—potential use of material support to terrorism statutes—would likely have a significant impact on the willingness of a variety of foreign companies to provide continued support to Wagner Group activities." James Petrila, Phil Wasielewski. "It's Time to Designate Wagner Group as a Foreign Terrorist Organization." *Lawfare* [en ligne] June 30, 2022. Disponible sur <<https://www.lawfareblog.com/its-time-designate-wagner-group-foreign-terrorist-organization>>. Consulté le 31 juillet 2022.

continent et de contribuer à maintenir des régimes autocrates dictatoriaux : « Wagner est un groupe de mercenaires russes travaillant à la demande du Kremlin. Je ne pense pas qu'ils soient là pour le bien des Africains - des nations ou des peuples africains. La seule chose que je vois Wagner faire, c'est soutenir des dictateurs et exploiter les ressources naturelles du continent ».<sup>1764</sup> Ainsi, en reconnaissant la Russie et les groupes militaires privés affiliés au Kremlin comme « acteurs terroristes » qui menacent la prospérité et la sécurité américaine et du monde libre<sup>1765</sup>, Washington pourrait légitimer une intervention militaire, dans le cadre de l'AFRICOM ou même de l'OTAN<sup>1766</sup>, dans le but de combattre les éléments déstabilisateurs et protéger de la sorte ses intérêts. La montée en puissance de la politique sécuritaire américaine sur le continent est visible : approbation du rétablissement de la présence militaire américaine dans la Corne de l'Afrique, en Somalie ; et la tenue par les États-Unis, du 6 au 30 juin 2022, dans le cadre de l'AFRICOM, du plus grand exercice militaire conjoint sur le continent, *African Lion 22*, pour répondre aux menaces transnationales et lutter contre la montée de l'extrémisme et du terrorisme en Afrique du Nord et dans le Sahel.<sup>1767</sup>

Face à toutes ces mesures, une question légitime s'impose, à savoir : l'Afrique perçoit-elle la coopération, ou même l'activité militaire russe sur le continent, comme une menace terroriste ? Pour le moment, l'Union africaine n'a adopté aucune résolution qui reconnaisse, à l'instar des États-Unis, l'activité russe en Afrique, dont celle des milices privées, comme terroriste. Au contraire, de plus en plus de pays africains commencent à envisager Moscou comme un potentiel partenaire économique et militaire. Un article paru, le 12 mars 2022, dans la revue britannique *The Economist*, met en évidence un sondage mené, le 7 mars 2022, par une société d'études américaine, dans 6 pays d'Afrique subsaharienne : la Côte d'Ivoire, le Mali, le

---

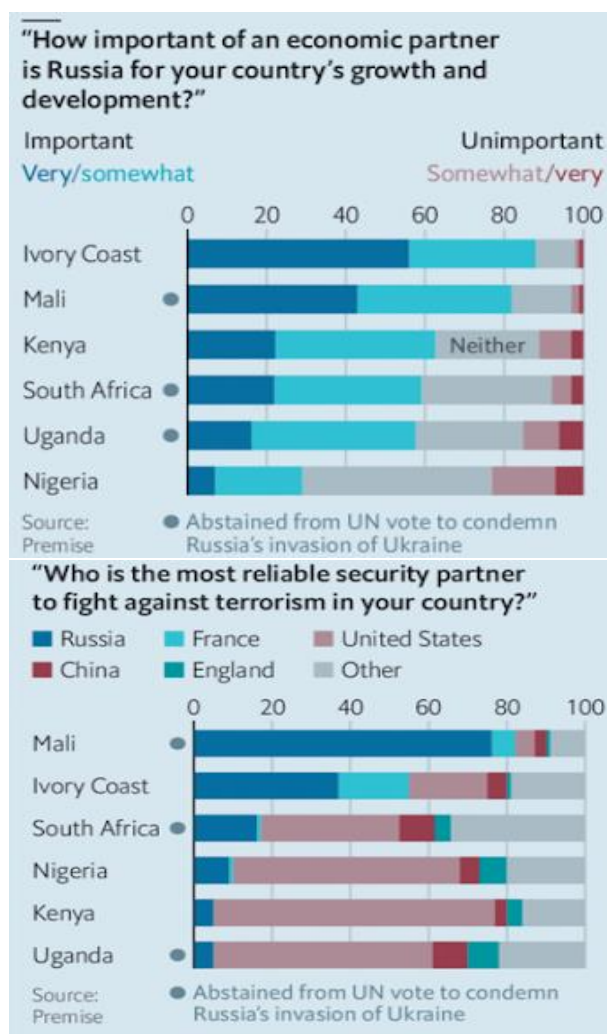
<sup>1764</sup> "Wagner is a Russian mercenary group working at the behest of the Kremlin. I don't think they're out for the good of any of Africans' – African nations or people. The only thing I see Wagner doing is propping up dictators and exploiting natural resources on the continent." *Special Online Briefing with General Stephen J. Townsend Commander, U.S. Africa Command (U.S. AFRICOM), July 26, 2022*. Disponible sur <<https://www.state.gov/special-online-briefing-with-general-stephen-j-townsend-commander-u-s-africa-command-u-s-africom/>>.

<sup>1765</sup> Il faut noter que, face aux besoins croissants des États-Unis en ressources naturelles, notamment minières et extractives, et avec le refroidissement des relations avec l'Arabie saoudite, l'instabilité au Moyen-Orient, certaines difficultés diplomatiques existantes dans les relations avec des pays d'Amérique latine, l'Afrique deviendra plus que jamais un continent clé dans la politique étrangère américaine.

<sup>1766</sup> Le ministre des Affaires étrangères d'Espagne, Jose Manuel Albares, avait envisagé la possibilité d'une intervention de l'Otan au Mali pour lutter contre le terrorisme, lors du dernier Sommet de l'organisation nord-atlantique à Madrid : « Non, nous ne l'excluons pas. Si c'était nécessaire et si cela menaçait notre sécurité, nous le ferions ». En anglais : "No, we don't rule it out. If it were necessary and if it posed a threat to our security, we would do it." [Reuters]. "Spain's Foreign Minister Does Not Rule Out NATO Intervention in Mali." *Reuters* [en ligne] June 30, 2022. Disponible sur <<https://www.reuters.com/world/spains-foreign-minister-does-not-rule-out-nato-intervention-mali-2022-06-30/>>. Consulté le 31 juillet 2022.

<sup>1767</sup> Paul D. Williams. "U.S. Will Soon Redeploy Troops in Somalia: The Mission and Key Goals." *The Conversation* [en ligne] May 29, 2022. Disponible sur <<https://theconversation.com/us-will-soon-redeploy-troops-in-somalia-the-mission-and-key-goals-183840>>. Consulté le 31 juillet 2022.

Kenya, l'Afrique du Sud, l'Ouganda et le Nigéria. Excepté le Mali, tous les autres pays cités sont réputés pour avoir de bonnes relations avec les États-Unis, notamment l'Ouganda, qui est décrit par le département d'État américain comme « un partenaire fiable pour les États-Unis dans la promotion de la stabilité dans la Corne et en Afrique orientale/centrale et dans la lutte contre le terrorisme ». <sup>1768</sup>



The Economist

En Côte d'Ivoire et au Mali, plus de 80% de la population interrogée <sup>1769</sup> envisagent la Russie comme partenaire économique important pour la croissance et le développement du pays ; au Kenya, en Afrique du Sud et en Ouganda, environ 60% des sondés reconnaissent une certaine importance au partenariat économique avec Moscou et, au Nigéria, les chiffres sont les moins élevés, avec presque 30% de la population, la majorité étant indécise. <sup>1770</sup>

À la question suivante : « En matière de sécurité, qui est le partenaire le plus fiable pour lutter contre le terrorisme dans votre pays ? La Russie, la France, la Chine, les États-Unis, l'Angleterre ou d'autres pays ? », au Mali, la majorité, plus de 70% d'interrogés considèrent la Russie comme « partenaire militaire fiable » ; en Côte d'Ivoire, plus de 30% ; dans les pays anglophones, les chiffres

<sup>1768</sup> "Uganda has been a reliable partner for the United States in promoting stability in the Horn and East/Central Africa and in combatting terror." *Bilateral Relations Fact Sheet: U.S. Relations With Uganda*, Bureau of African Affairs, March 18, 2022. Disponible en ligne sur <<https://www.state.gov/u-s-relations-with-uganda/#:~:text=Uganda%20has%20been%20a%20reliable,African%20Union%20Mission%20in%20Somalia.>> Consulté le 31 juillet 2022.

<sup>1769</sup> Nous prenons en compte ici la tranche des sondés qui pensent que la Russie est un partenaire « très important et plutôt important ». Graphique : « Quelle est l'importance de la Russie comme partenaire économique pour la croissance et le développement de votre pays ? ». Source : [The Economist]. "Why Russia Wins Some Sympathy in Africa and the Middle East?". *The Economist* [en ligne] March 12, 2022. Disponible sur <<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2022/03/12/why-russia-wins-some-sympathy-in-africa-and-the-middle-east>>. Consulté le 27 juillet 2022.

<sup>1770</sup> *Ibid.*

sont les plus bas et varient entre environ 5% (Kenya, Ouganda) et moins de 20% (Afrique du Sud environ 15% et Nigéria environ 10%)<sup>1771</sup>. Ici, le partenaire principal reste les États-Unis.

Les résultats de ce sondage sont intéressants, car ils démontrent, d'une part, que, si la Russie était perçue en Afrique comme un État hostile et malveillant, elle n'aurait pas été envisagée par les populations sondées de ces pays comme un « partenaire économique plus ou moins important » ou un « partenaire de sécurité fiable ». D'autre part, envisager la Russie comme partenaire est aussi un moyen d'utiliser un acteur supplémentaire en tant que « contre-poids » dans la diplomatie africaine à l'égard de l'Occident. L'influence de la Chine renforce cet effet.

Pour l'Administration Biden, « la présence croissante de la Chine et de la Russie en Afrique est une menace » pour la sécurité nationale des États-Unis<sup>1772</sup>. À partir de là, nous pouvons supposer que l'objectif premier de Washington à l'égard des pays africains ne sera pas d'engager un véritable partenariat « gagnant-gagnant », orienté notamment sur le développement de relations économiques variées avec le continent. La crise énergétique, engendrée par les sanctions occidentales contre la Russie, touchera la majorité des pays du bloc euro-atlantique. L'Administration américaine ne verra l'Afrique qu'en qualité de terre d'exploitation de ressources. La politique africaine des États-Unis sera façonnée par les défis posés par la croissante influence sino-russe. L'objectif premier sera de contrer ces puissances rivales, ce qui nécessitera d'importants investissements dans les domaines militaires et sécuritaires (l'AFRICOM) et les programmes d'aide.

Toutefois, une question s'impose, à savoir : face aux dépenses engagées par l'Administration Biden en Ukraine, combinée aux lourdes conséquences économiques de la pandémie de la Covid-19 et des sanctions antirusse, aux tensions avec la Chine dans le dossier taïwanais qui nécessiteront assurément de nouvelles dépenses et peut-être de nouvelles sanctions, aux problèmes de politiques intérieures, alors que le niveau de mécontentement des Américains quant à la politique étrangère de Joe Biden (des taux d'approbation autour de 37%

---

<sup>1771</sup> Je précise que les pourcentages donnés sont approximatifs. Graphique : « En matière de sécurité, qui est le partenaire le plus fiable pour lutter contre le terrorisme dans votre pays ? La Russie, la France, la Chine, les États-Unis, l'Angleterre ou d'autres pays ? ». Source : [The Economist]. "Why Russia Wins Some Sympathy in Africa and the Middle East?". *The Economist* [en ligne] March 12, 2022. Disponible sur <<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2022/03/12/why-russia-wins-some-sympathy-in-africa-and-the-middle-east>>. Consulté le 27 juillet 2022.

<sup>1772</sup> "The growing presence of China and Russia in Africa is a threat to our national security." *House Armed Services Committee Hearing on National Security Challenges and U.S. Military Activities in The Greater Middle East and Africa* March 17, 2022. Disponible sur <<https://www.centcom.mil/MEDIA/Transcripts/Article/2971126/house-armed-services-committee-hearing-on-national-security-challenges-and-us-m/>>. Consulté le 31 juillet 2022.

et de désapprobation autour de 54%) reste stable depuis le début de la guerre en Ukraine, bien que 66% des Américains sont d'avis d'aider l'Ukraine<sup>1773</sup>, les États-Unis pourraient-ils tenir économiquement et politiquement dans le cadre de l'affrontement pour l'Afrique ? Notons qu'un avenir économique sombre est prédit à son allié, l'Union européenne, avec une « inflation galopante et une croissance affaiblie ».<sup>1774</sup> Les États-Unis eux-mêmes redoutent une récession.<sup>1775</sup>

De l'autre côté, le poids combiné des efforts militaires en Ukraine et des sanctions permettra-t-il à la Russie de poursuivre son action en Afrique avec la même énergie ?

Du côté américain, le sous-financement de l'AFRICOM a été reconnu par le représentant républicain, Rob Wittman, lors de l'audition sur « les défis de sécurité nationale et les activités militaires américaines dans le Grand Moyen-Orient et en Afrique » : « (...) les menaces en Afrique sont multiformes et elles continuent de croître. Mais les dépenses de l'AFRICOM ne

---

<sup>1773</sup> Dans un article paru dans le *Morning Consult*, le 23 février 2022, l'éditorialiste Eli Yokley indique qu'un sondage mené par *Morning Consult/Politico*, du 19 au 21 février 2022, a montré que « seulement 37% des électeurs américains approuvent la gestion de la politique étrangère par Biden ». En anglais: "37% of voters approve of Biden's handling of foreign policy." Eli Yokley. "Most Voters Disapprove of Biden's Handling of Foreign Policy, but He's Getting Better Marks on Ukraine." *Morning Consult* [en ligne] February 23, 2022. Disponible sur <<https://morningconsult.com/2022/02/23/voters-divided-biden-foreign-policy-ukraine/>>. Consulté le 22 novembre 2022.

Dans un autre article paru en octobre 2022, dans la revue *The American Prospect*, le rédacteur en chef, Ryan Cooper, note que « le problème est que la faible cote d'approbation de Biden et le manque d'intérêt populaire pour sa réorientation et sa réhabilitation du rôle de l'Amérique dans le monde se combinent pour rendre sa politique étrangère et militaire politiquement fragile ». En anglais: "Problem is, Biden's low approval ratings and the dearth of popular interest in his reorientation and rehabilitation of America's role in the world combine to make his foreign and military policies politically fragile." Ryan Cooper. "President Biden's Lonely Foreign Policy." *Prospect* [en ligne] October 24, 2022. Disponible sur <<https://prospect.org/world/president-bidens-lonely-foreign-policy/>>. Consulté le 22 novembre 2022.

Un sondage, mené du 14 au 15 novembre 2022 par Ipsos, a montré que « la cote d'approbation publique du président américain Joe Biden est tombée à 37% (...), se rapprochant du niveau le plus bas de sa présidence. Le sondage national de deux jours a révélé que l'approbation des performances professionnelles de Biden par les Américains avait chuté de deux points de pourcentage (...). L'impopularité persistante de Biden a fait espérer que les républicains gagneraient de manière décisive le contrôle de la Chambre des représentants des États-Unis lors des élections de mi-mandat du 8 novembre ». En anglais: "U.S. President Joe Biden's public approval rating dipped to 37% (...), edging closer to the lowest level of his presidency. The two-day national poll found that Americans' approval of Biden's job performance had dropped by two percentage points (...). Biden's persistent unpopularity drove expectations that Republicans would decisively win control of the U.S. House of Representatives in Nov. 8 midterm elections."

Jason Lange. "Biden Approval Ticks Closer to Lowest Level of His Presidency." *Reuters* [en ligne] November 16, 2022. Disponible sur <<https://graphics.reuters.com/USA-BIDEN/POLL/nmopagnqapa/>>. Consulté le 22 novembre 2022.

Sur le soutien des Américains à l'Ukraine, voir Marc Temnycky. "US Perception of Russia's Invasion of Ukraine." *Wilson Center* [en ligne] November 8, 2022. Disponible sur <<https://www.wilsoncenter.org/blog-post/us-perception-russias-invasion-ukraine>>. Consulté le 14 décembre 2022.

<sup>1774</sup> Cédric Vallet. « Les sombres prévisions économiques de la Commission européenne ». *Le Monde* [en ligne] 14 juillet 2022. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/07/14/les-sombres-previsions-economiques-de-la-commission-europeenne\\_6134812\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/07/14/les-sombres-previsions-economiques-de-la-commission-europeenne_6134812_3234.html)>. Consulté le 31 juillet 2022.

<sup>1775</sup> Scott Lanman, Ana Monteiro. "A Mild US Recession is Coming This Year, Bank of America Economists Say." *Bloomberg* [en ligne] July 13, 2022. Disponible sur <<https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-07-13/bank-of-america-economists-forecast-mild-us-recession-this-year>>. Consulté le 31 juillet 2022.

représentent qu'environ trois dixièmes d'un pour cent de l'ensemble du budget de la défense. Ce qui ne correspond pas à l'ampleur de ce que je crois constituer la menace ». <sup>1776</sup> Le Général Stephen Townsend confirma que : « (...) l'AFRICOM n'emploie que zéro virgule trois pour cent du budget de fonctionnement du département de la Défense ». <sup>1777</sup> D'autre part, ces pronostics économiques sombres risquent d'affecter la mise en place des deux grands projets, promus par les États-Unis et l'Union européenne, comme alternative à l'initiative chinoise de la Nouvelle route de la soie, à savoir : le Build Back Better World et le Global Gateway. Pour le professeur Michael E. Shifter : « Washington ne peut égaler les capacités de financement de la Chine, et les initiatives américaines telles que Build Back Better World (B3W) ne sont pas encore pleinement opérationnelles ». <sup>1778</sup> Dans un tel contexte, l'alliance euro-atlantique ne peut donc rivaliser économiquement avec l'allié actuel de la Russie, la Chine.

Un autre point important : en incluant la Russie dans la liste des États parias, et bientôt peut-être la Chine à cause du dossier taïwanais, Washington replonge l'Afrique à l'époque de la guerre froide, quand le monde était divisé entre l'Ouest, qui incarnait le monde libre et l'axe du bien, et l'Est, l'axe du mal totalitaire. La politique de « contrainte » du « soit vous êtes avec nous, soit vous êtes contre nous » <sup>1779</sup>, sous peine de sanctions, n'est pas applicable, surtout depuis que la crise sanitaire et le conflit ukrainien ont dévoilé les faiblesses du bloc occidental, à savoir sa dépendance en matière d'énergie, d'alimentation (blé) et d'autres produits. Si, au temps de la guerre froide, l'Afrique ne pouvait choisir qu'entre deux pôles (l'Ouest et l'Est), et, durant les années 1990 et au début des années 2000, le continent était principalement sous la forte influence de la politique unilatérale du bloc occidental, aujourd'hui, avec la montée des puissances émergentes, un autre paradigme, promu par la Russie et la Chine, s'offre aux pays africains : celui d'une coopération dans un cadre multilatéral. L'existence d'un tel « contre-

---

<sup>1776</sup> "(...) the threats in Africa are multifaceted, and they continue to grow. But spending on AFRICOM comprises only about three tenths of one percent of the entire defense budget. Not related to the magnitude of what I believe is the building threat." *House Armed Services Committee Hearing on National Security Challenges and U.S. Military Activities in The Greater Middle East and Africa March 17, 2022*. Disponible sur <<https://www.centcom.mil/MEDIA/Transcripts/Article/2971126/house-armed-services-committee-hearing-on-national-security-challenges-and-us-m/>>. Consulté le 31 juillet 2022.

<sup>1777</sup> "(...) AFRICOM employs just point three percent of DODs operating budget (...)." *Ibid*.

<sup>1778</sup> "Yet Washington cannot match China's financing capabilities, and U.S. initiatives such as Build Back Better World (B3W) are not yet fully operational." Michael Shifter, Bruno Binetti. "A Policy for a Post-American Latin America." *Foreign Affairs* [en ligne] June 3, 2022. Disponible sur <[https://www.foreignaffairs.com/articles/2022-06-03/policy-post-american-latin-america?check\\_logged\\_in=1&utm\\_medium=promo\\_email&utm\\_source=lo\\_flows&utm\\_campaign=registered\\_user\\_welcome&utm\\_term=email\\_1&utm\\_content=20220811](https://www.foreignaffairs.com/articles/2022-06-03/policy-post-american-latin-america?check_logged_in=1&utm_medium=promo_email&utm_source=lo_flows&utm_campaign=registered_user_welcome&utm_term=email_1&utm_content=20220811)>. Consulté le 30 juillet 2022.

<sup>1779</sup> "Either you are with us or you are with the terrorists." Extrait du discours du président George W. Bush à la nation, après les attentats du 11 septembre, le 20 septembre 2001. Disponible en ligne sur <[https://www.washingtonpost.com/wp-srv/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress\\_092001.html](https://www.washingtonpost.com/wp-srv/nation/specials/attacked/transcripts/bushaddress_092001.html)>. Consulté le 31 juillet 2022.



pois » modèlera nécessairement les rapports avec le continent. Ces nouvelles relations avec l'Afrique pourraient ne plus être à l'avantage de l'Occident, car le rapport de force ne sera plus le même.

Malgré l'existence d'un sentiment antioccidental et la multiplication d'acteurs émergents rivaux, les États-Unis conservent leur statut de partenaire important pour le continent. Pour renforcer leur influence face à la montée des compétiteurs russes et chinois, il est primordial que Washington sorte du paradigme, hérité de la guerre froide, qui divise le monde entre deux camps : « les bons », incarnés par le monde occidental démocratique libre, et « les mauvais », les autocraties totalitaires antioccidentales. Il faudrait adopter un nouveau discours « pro-émergent », forgé dans la vision d'une Afrique post-occidentale,<sup>1780</sup> et épargner au continent un enlèvement dans un nouveau partage politico-économique.

L'Administration américaine devrait éviter de construire sa politique africaine dans une vision d'ensemble globaliste, sans considérer les particularités des régions. La nouvelle stratégie américaine en Afrique doit être dépourvue de toute forme de paternalisme et de moralisme et privilégier le *soft power*, une approche douce, en véhiculant les valeurs de transparence et de bonne gouvernance, auxquelles aspirent tant les populations africaines. Il est primordial que les États-Unis puissent restaurer leur image, affectée par la gestion des crises sanitaires et ukrainiennes. L'Administration Biden devrait apprendre à construire avec l'Afrique un partenariat d'égal à égal<sup>1781</sup>, sans abuser des politiques de sanctions, qui contribuent davantage au sous-développement des pays et à la paupérisation des populations locales. Du côté russe, nous pouvons estimer que pour pallier la perte des marchés européens

---

<sup>1780</sup> En parlant d'une Afrique post-occidentale, je fais référence à la thèse du professeur Michael Shifter qui énonce, dans ses travaux, une « Amérique latine post-américaine » (post-US). Voir Michael Shifter, Bruno Binetti. "A Policy for a Post-American Latin America." *Foreign Affairs* [en ligne] June 3, 2022. Disponible sur <[https://www.foreignaffairs.com/articles/2022-06-03/policy-post-american-latin-america?check\\_logged\\_in=1&utm\\_medium=promo\\_email&utm\\_source=lo\\_flows&utm\\_campaign=registered\\_user\\_welcome&utm\\_term=email\\_1&utm\\_content=20220811](https://www.foreignaffairs.com/articles/2022-06-03/policy-post-american-latin-america?check_logged_in=1&utm_medium=promo_email&utm_source=lo_flows&utm_campaign=registered_user_welcome&utm_term=email_1&utm_content=20220811)>. Consulté le 30 juillet 2022.

<sup>1781</sup> L'appel à un partenariat d'égal à égal et l'affirmation que « les États-Unis ne dicteront pas les choix de l'Afrique. Personne d'autre ne doit le faire non plus. Le droit de faire ces choix appartient aux Africains, et aux Africains seuls », faite par le secrétaire d'État américain Antony Blinken, lors de son séjour en Afrique du Sud, dans le cadre de sa tournée africaine, le 8 août 2022, ne doit plus être une simple rhétorique, mais devenir une politique pratique. Voir *Des partenaires vitaux, des priorités communes : la stratégie de l'administration Biden pour l'Afrique subsaharienne*, Antony J. Blinken, Pretoria, Afrique du Sud, 8 août 2022. Disponible sur <<https://www.state.gov/translations/french/des-partenaires-vitaux-des-priorites-communes-la-strategie-de-ladministration-biden-pour-lafrique-subsaharienne/>>. Consulté le 11 août 2022.

et le refroidissement des relations avec l'Occident, l'intérêt de Moscou et son engagement envers le continent africain continueront nécessairement à croître.<sup>1782</sup>

Pour conclure, je citerai des extraits du discours de Patrice Nganang, écrivain et professeur américain d'origine camerounaise, au Conseil de tutelle des Nations unies, à New York, en mai 2022 :

C'est la voix africaine, la voix noire qui est écoutée, mais pas entendue. Cette voix questionne le processus de prise de décision au centre du monde. (...). (...) Les Africains savent que lorsque les décisions sont prises du point de vue d'un monde qui a pour centre l'OTAN et l'UE, (...), d'un monde unipolaire, elles n'ont jamais été à leur avantage. Pour

<sup>1782</sup> Face aux informations, concernant le rappel pour l'Ukraine de nombreux mercenaires du groupe Wagner, notamment en provenance d'Afrique, qui questionneraient la capacité de la Russie à maintenir sa présence en Afrique, le chef de la communauté des Officiers pour la sécurité internationale (COSI) (en russe : *Sodruzhestvo ofitserov za mezhdunarodnyu bezopasnost*, SOMB), Alexander Ivanov, démentit, dans une interview accordée au média d'information russe *Riafan*, le 14 septembre 2022, « les rumeurs » sur le retrait des instructeurs russes des États africains, déclarant : « Je ne sais pas qui sont ces sources, mais elles répandent des rumeurs infondées. La COSI n'a récemment fait qu'augmenter la présence d'instructeurs en RCA. Nous avons reçu une demande d'augmentation du nombre de spécialistes de 3 000 personnes. Près d'un tiers de ce nombre est arrivé sur le territoire de la république [RCA]. La situation est similaire dans d'autres pays du continent noir. L'exportation de la sécurité de la Russie vers l'Afrique se poursuit ». En russe : « Я не знаю, кто эти источники, но они распространяют необоснованные слухи. СOMB последнее время только наращивает присутствие инструкторов в ЦАР. Мы получили запрос на увеличение количества специалистов на 3000 человек. На территорию республики прибыла почти треть от этого числа. Аналогичная ситуация и в других странах Черного континента. Экспорт безопасности из России в Африку продолжается ».

L'augmentation du nombre de mercenaires et le maintien de l'engagement russe en Afrique avait été mentionnés quelques mois plus tôt, dans un article paru dans la revue américaine *Foreign Policy*, en avril 2022, "Russia Flounders in Ukraine but Doubles Down in Mali" : « Bien que le Kremlin ait rappelé un réseau international de mercenaires nationaux et étrangers pour combattre en Ukraine, dont certains quittent les champs de bataille en Syrie et en Afrique pour le faire, la Russie a largement maintenu sa présence au Mali, où une force d'environ 1 000 fonctionnaires et instructeurs russes du groupe de mercenaires russe, populairement connu sous le nom de Groupe Wagner, est déployé, selon des diplomates basés aux Nations Unies. (...) Le développement [de la situation] suggère que, malgré ses revers militaires en Ukraine, la Russie cherche à préserver ses intérêts diplomatiques et militaires croissants en Afrique, où les forces russes irrégulières ont fourni des forces d'entraînement et de combat aux gouvernements et aux mouvements rebelles, de la République centrafricaine à la Libye ». En anglais: "Despite the Kremlin calling back an international network of national and foreign mercenaries to fight in Ukraine, some of whom are leaving battlefields in Syria and Africa to do so, Russia has largely maintained its presence in Mali, where a force of about 1,000 Russian officials and instructors from the Russian mercenary outfit, popularly known as the Wagner Group, is deployed, according to United Nations-based diplomats. (...). The development suggests that despite its military reversals in Ukraine, Russia is seeking to preserve its growing diplomatic and military interests in Africa, where irregular Russian forces have been supplying training and fighting forces to governments and rebel movements from the Central African Republic to Libya."

Voir Philip Obaji Jr. "Notorious Russian Mercenaries Pulled Out of Africa Ready for Ukraine." *The Daily Beast* [en ligne] January 31, 2022. Disponible sur <<https://www.thedailybeast.com/wagner-group-mercenaries-pull-out-of-africa-ready-for-ukraine>>. Consulté le 22 novembre 2022.

Colum Lynch, Amy Mackinnon, and Robbie Gramer. "Russia Flounders in Ukraine but Doubles Down in Mali." *Foreign Policy* [en ligne] April 14, 2022. Disponible sur <<https://foreignpolicy.com/2022/04/14/russia-ukraine-mali-wagner-group-mercenaries/>>. Consulté le 22 novembre 2022.

Matvei Arkov. « Glava SOMB Ivanov : Rossiya ne planiruet prekraschat' eksport bezopasnosti v strany Afriki ». [« Le chef de la COSI, Ivanov : La Russie ne prévoit pas d'arrêter l'exportation de la sécurité dans les pays d'Afrique »]. *Rianfan* [en ligne] 14/09/2022. Disponible sur <[https://riafan.ru/23643893-glava\\_somb\\_ivanov\\_rossiya\\_ne\\_planiruet\\_prekraschat\\_eksport\\_bezopasnosti\\_v\\_strani\\_afriki](https://riafan.ru/23643893-glava_somb_ivanov_rossiya_ne_planiruet_prekraschat_eksport_bezopasnosti_v_strani_afriki)>. Consulté le 22 novembre 2022.

Site officiel de la Communauté des officiers pour la sécurité internationale (COSI) : <https://officersunion.org/>

les Africains et les Noirs, un monde sans contre-pouvoir, c'est l'enfer sur terre. (...). (...) Le monde unipolaire a produit des guerres unilatérales (...). Le monde unipolaire a produit des sanctions unilatérales, et un rapide coup d'œil à la banque de données du Comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies vous fera comprendre que l'Afrique compte le plus grand nombre de pays qui, depuis sa création, ont été sanctionnés pour une raison ou une autre.

Le monde unipolaire a produit une justice unilatérale (...).

Avec ce bilan du monde unipolaire, il devient clair pour la plupart (...) qu'un monde sans contre-pouvoir ne peut que (...) fabriquer la pauvreté. (...) Il devient clair pour la plupart des Africains que non seulement les guerres sans fin sur notre continent, mais aussi la pauvreté est une construction qui n'est possible que dans un monde où quelques pays prennent des décisions. Et les sanctions ne créent rien d'autre que la pauvreté. (...).

Mais nous savons aussi que (...) le monde multipolaire est le ferment de la liberté noire.<sup>1783</sup>

---

<sup>1783</sup> Discours de Patrice Nganang au Conseil de tutelle des Nations unies à New York, en mai 2022. Voir [CamerounWeb]. « Patrice Nganang 'enflamme' le siège de l'ONU avec un discours mémorable sur la guerre en Ukraine ». *Cameroun Web* [en ligne] 16 mai 2022. Disponible sur <<https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Patrice-Nganang-enflamme-le-si-ge-de-l-ONU-avec-un-discours-m-morable-sur-la-guerre-en-Ukraine-659585>>. Consulté le 31 juillet 2022.

## Conclusion

Depuis la dissolution de l'Union soviétique en 1991 et l'émergence d'un nouveau monde, les relations entre la Russie et les États-Unis, anciennes puissances rivales, restent fragiles. Les récents événements politiques et économiques (la progression de l'OTAN vers l'Est, l'instauration des boucliers antimissiles sur les territoires des anciens satellites soviétiques, les révolutions de couleurs, la crise ukrainienne, les sanctions américaines et européennes contre la Russie) ont non seulement chamboulé le paysage politique international, mais ont parfaitement démontré toute la complexité, la fragilité et l'hétérogénéité des relations russo-américaines.

Dans ce contexte de crise mondiale, en quête de nouveaux marchés, la Russie ne cache plus l'intérêt croissant qu'elle porte pour l'Afrique, n'hésitant pas à tendre la main aux mouvements et dirigeants africains, contestés par les États-Unis et l'Union européenne. À titre d'exemple, nous pouvons citer le rapprochement avec Robert Mugabe, ancien président du Zimbabwe, personnage très controversé, critiqué et sanctionné par les Administrations américaines et l'Union européenne. La Russie et les États-Unis restent à l'heure d'aujourd'hui deux puissances majeures, capables d'influer sur le cours de la politique mondiale et les relations internationales.

Cette thèse porte sur l'étude des enjeux, des rivalités et des conflits dans les politiques américaines et russes en Afrique subsaharienne depuis la colonisation jusqu'à nos jours. L'objectif a été de répondre à une question majeure, à savoir si les politiques africaines respectives des États-Unis et de la Russie déterminaient les relations entre ces deux puissances extra-africaines sur le continent, ou leur relation à l'échelle mondiale définissait leurs politiques en Afrique, ou même s'il était question d'une combinaison de ces deux facteurs. Pour résoudre cette problématique, il a été nécessaire de définir et de comprendre les enjeux, les rivalités et les conflits qui existent dans les relations entre ces deux puissances à l'échelle internationale, depuis la colonisation à nos jours.

L'étude s'est faite sur une vaste période historique pour permettre de mieux observer l'évolution des relations russo-américaines au fil des années et comprendre les différentes

crises, tensions, éloignements et rapprochements entre ces deux puissances. La rédaction de cette thèse a démontré que le choix d'un plan chronologique était indispensable. En effet, il aurait été impossible d'avoir une bonne maîtrise des enjeux, sans connaître l'origine des rivalités et comprendre le contexte historique des conflits. L'approche historique, adoptée pour la rédaction de cette thèse, a considérablement facilité le suivi et l'étude de l'évolution des événements qui ont marqué les relations russo-américaines. Le plan de la thèse a été construit pour respecter trois temps majeurs dans l'histoire des relations entre les États-Unis et la Russie: la période avant la guerre froide (pré-guerre froide), des origines de la colonisation à la Seconde guerre mondiale ; la guerre froide, de la fin de la Seconde guerre mondiale à l'arrivée du dirigeant soviétique Mikhaïl Gorbatchev ; et la période après la guerre froide (post-guerre froide), de la *perestroïka* et l'effondrement de l'Union soviétique à l'Administration Biden.

Le choix de débiter la première partie de la thèse par une réflexion autour des représentations de « l'Autre », de « l'étranger », a été profondément réfléchi. En effet, de la représentation que nous nous faisons de « l'Autre » se construit notre rapport avec lui. Dans les trois chapitres de la première partie de la thèse, le fil conducteur reste la notion de l'image de l'Autre. Ainsi, si du côté des puissances occidentales, l'infériorité, attribuée à cet « Autre », « le Noir » ou « l'Africain », justifie le fait qu'il soit dominé par la colonisation, du côté des communistes, cette condition d'infériorité, qui lui a été attribuée, fait de lui un opprimé. Le colonialisme, le communisme, l'anticolonialisme et le panafricanisme sont au centre de l'étude. Cette première partie a permis de revenir sur la formation des visions américaines et russes de l'Afrique avant la guerre froide, qui ont posé les bases sur lesquelles se sont construites les politiques africaines des États-Unis et de l'Union soviétique au temps de la guerre froide.

La deuxième partie de la thèse, principalement centrée sur la période de la guerre froide, aborde la question des indépendances africaines à l'ère des luttes pour l'influence entre deux grands blocs. Le continent africain se retrouve, malgré lui, au centre d'une rivalité complexe, qui, loin d'être homogène, implique de nombreux acteurs. Ainsi, nous avons, d'une part, une opposition entre le bloc de l'Ouest, le monde capitaliste libre, incarné par les États-Unis et les puissances coloniales européennes, et le bloc communiste de l'Est, représenté principalement par l'Union soviétique, mais aussi la Chine. D'autre part, au sein de ces deux blocs respectifs, les puissances rivalisent entre - elles. Nous voyons, par exemple, des rivalités intra-blocs pour l'influence entre les États-Unis, la France et l'Angleterre dans les anciennes colonies africaines, ou les mésententes entre les États-Unis et le Portugal sur la question coloniale, ou même une

tentative de rapprochement avec un ennemi communiste, telle que la Chine, dans le but de contrer l'influence soviétique sur le continent africain, en alimentant les désaccords sino-soviétiques. Le paradoxe que nous voyons, dans cette deuxième partie, est le désir de libération, confronté au besoin de dépendance à l'égard d'une tutelle étrangère, dans un monde bipolaire. Cette partie reste centrée sur le sort des nouveaux États indépendants d'Afrique au milieu d'une rivalité politique, idéologique et militaire entre les États-Unis et l'Union soviétique, mais aussi économique entre puissances capitalistes de l'Ouest.

Pour la dernière partie de la thèse, le choix a été fait d'étudier les événements qui ont suivi l'effondrement de l'Union soviétique et ont contribué à l'apparition de nouveaux enjeux géopolitiques majeurs, qui ont donné naissance à de nouvelles formes de rivalités. La disparition de l'URSS a mis un terme à l'ancienne rivalité « Est-Ouest », faisant ainsi basculer le monde d'un système bipolaire vers un ordre mondial unipolaire, sous la tutelle euro-atlantique. Des concepts comme « multipartisme », « afro-pessimisme », « afro-optimisme », « unilatéralisme », « multilatéralisme », « atlantisme », « eurasisme », et « émergence » viennent remplacer les cadres de pensée utilisés précédemment « colonialisme », « communisme », et « socialisme ». Avec l'apparition de nouveaux concepts, nous voyons la naissance d'une nouvelle lutte pour le continent africain, qui entre dans une phase active de son histoire, celle de l'émergence. L'Afrique se trouve à nouveau au centre d'un conflit entre deux visions du monde : unipolaire du bloc euro-atlantique, et multipolaire, promue par l'axe sino-russe.

L'objectif de cette thèse a été de comprendre le rôle et de définir la place de l'Afrique dans les politiques étrangères des États-Unis et de la Russie. L'étude a montré que le continent, à l'exception de la période de la guerre froide, a longtemps occupé une place secondaire, ou périphérique, dans les politiques étrangères américaines et russes. « L'émergence » du continent, qui incarne actuellement la dernière frontière de l'expansion du capitalisme, rebat les cartes, surtout maintenant en cette période d'enjeux géopolitiques majeurs qui restructurent le système politique et économique mondial.

L'étude des relations entre les États-Unis et la Russie en Afrique subsaharienne sur une période temporelle si longue a permis de révéler que les conflits qui existent entre ces deux puissances façonnent systématiquement leurs politiques étrangères envers le continent. Autrement-dit, les politiques africaines respectives et la relation de ces deux pays en Afrique

sont déterminées par l'état de leur relation au niveau mondial, et ne sont pas dépendantes des réalités, des enjeux et des attentes africaines.

En effet, leur relation à l'échelle internationale façonne leurs politiques et stratégies africaines. Ces politiques, loin d'être bilatérales, s'insèrent dans une dynamique faisant entrer en ligne de compte les anciennes puissances coloniales, ainsi que les nouveaux acteurs émergents (Chine, Inde, Brésil, ect.), ce qui implique qu'elles peuvent évoluer en fonction de l'évolution des relations russo-américaines. Nous pouvons constater que, pour les États-Unis et la Russie, le continent prend de l'importance surtout en période de crises majeures dans leur relation.

Dans la période initiale, à la conférence de Berlin de 1885, les deux pays présents adoptent une même position et restent en dehors du partage. Malgré l'intérêt apparent que pouvait susciter le continent, les États-Unis, autant que la Russie tsariste, ne pouvaient entrer dans une course pour l'influence en Afrique et rivaliser avec les puissances coloniales européennes, car, d'une part, les enjeux auxquels ils étaient alors confrontés et leurs intérêts en matière de politique nationale et étrangère ne leur permettaient pas de s'impliquer dans ce partage territorial. Rappelons, par exemple, que les États-Unis étaient engagés dans la conquête et l'exploitation de leur immense territoire à l'Ouest et concernés davantage par leur influence dans les Amériques, tandis que la Russie finalisait son expansion territoriale en Asie centrale et privilégiait plus le maintien de relations diplomatiques de bonnes ententes avec les puissances occidentales. D'autre part, notons que la proximité géographique du continent africain de l'Europe était plus un avantage pour les puissances coloniales européennes que pour les États-Unis et la Russie tsariste qui possédaient déjà des terres immenses à exploiter. L'exploration d'un continent africain si vaste et éloigné ne comportait donc pour ces deux puissances aucun intérêt majeur. Pour finir, sous l'empire tsariste, la Russie et les États-Unis n'étant pas en conflit, n'avaient aucun intérêt majeur de s'engager dans une rivalité en Afrique. Tous ces aspects expliquent l'absence, durant cette période, de politique africaine concrète. Toutefois, avec la révolution bolchévique en Russie, la situation commence à changer.

Après la Révolution d'octobre 1917 et l'échec d'une révolution prolétarienne en Europe, la question noire, la problématique coloniale et la libération des peuples colonisés avaient été fortement exploitées par le régime communiste, comme des éléments clés de la lutte contre l'impérialisme capitaliste. À ce titre, nous pouvons mentionner l'intérêt porté par le Komintern pour la cause noire-américaine et celle des populations africaines de l'Union sud-africaine, ainsi

que pour la problématique autour de l'exploitation des peuples colonisés d'Afrique. Les peuples noirs opprimés des Amériques et d'Afrique devaient en quelque sorte prendre le relais, laissé par le prolétariat occidental, dans la lutte communiste anticolonialiste. Durant cette période, nous constatons l'absence d'intérêt marqué des États-Unis pour le continent africain, car ces derniers le considèrent comme une affaire européenne. L'Union soviétique se retrouve surtout confrontée à l'opposition des puissances coloniales européennes qui tentent à ce moment-là d'empêcher l'expansion de l'idéologie communiste dans les territoires colonisés d'Afrique. Les États-Unis, pour leur part, préoccupés par l'action du parti communiste américain, tentent à leur tour de contrer l'influence communiste sur leur territoire.

Dans la période de la guerre froide, il y a un intérêt russe pour l'Afrique dans le cadre de la rivalité avec les États-Unis, et un intérêt américain dans le cadre de la rivalité avec l'URSS. Les questions noires et coloniales furent alors activement exploitées aussi bien par les États-Unis, que par la Russie soviétique. Si la partie américaine n'hésitait pas à mettre en avant sa population d'origine africaine pour notamment contrer l'influence soviétique en Afrique, adoptant une rhétorique anticoloniale, l'Union soviétique accusait les États-Unis d'être du côté des impérialistes colonialistes européens, avançant la rhétorique de l'amitié des peuples, promouvant le droit à l'auto-détermination et soutenant les mouvements indépendantistes africains. Durant toute la période de la guerre froide, nous constatons l'activation des politiques africaines des États-Unis et de la Russie soviétique sur le continent.

À la dissolution de l'Union soviétique, les États-Unis, malgré l'intérêt affiché pour le continent, furent, toutefois, moins engagés, contrairement à l'époque de la guerre froide. La Russie, incapable de maintenir en Afrique l'ancienne politique des temps soviétiques, se retire face aux nouveaux défis nationaux. Le départ de la Russie du continent africain, la fin de la course aux armements et l'apparition à l'Est de nouveaux États indépendants offrent de nouvelles perspectives économiques, ce qui captivent davantage l'intérêt américain. L'absence de réels adversaires durant toute la période des années 90, contribue au détachement américain à l'égard du continent. L'Afrique se retrouve de nouveau relayé au dernier rang (stade périphérique) en matière de politiques étrangères américaines et russes.

Avec le refroidissement progressif des relations entre la Russie et les États-Unis qui commença à s'opérer au début des années 2000 (cf. le discours de Munich du président russe, Vladimir Poutine, en février 2007, où ce dernier dénonçait ouvertement l'unilatéralisme



américain dans le monde), Moscou prend une direction « pro-émergente », qui se renforce depuis les sanctions de l'Occident.

La montée économique de la Chine et son activisme en Afrique, l'anti-américanisme russe et son retour sur le continent, ainsi que le rapprochement entre ces deux puissances créent un nouvel ennemi pour Washington. L'apparition de cette menace réactive la politique africaine des États-Unis. Il en est de même pour la Russie, qui face à cette rupture avec l'Occident, tourne ses regards vers l'Afrique. On retrouve ainsi une situation analogue à celle de la guerre froide, avec quelques différences : outre les anciennes puissances coloniales européennes, de nouveaux joueurs font leur apparition (Chine, Inde etc.). Si au temps de la guerre froide, l'idéologie à combattre était celle du communisme, dorénavant, l'ennemi idéologique américain est l'autoritarisme, incarné par la Russie et la Chine. Ainsi, la rhétorique américaine n'est plus anticommuniste, mais anti-autoritaire ; quant à la rhétorique russe, elle reste anticoloniale.

Aussi, nous constatons que les approches américaines et russes du continent se résument souvent à une quête de contre-pouvoir. L'Afrique apparaît comme l'ultime trophée dans cette rivalité qui implique, comme au temps de la guerre froide, l'opposition de deux axes : l'axe euro-atlantique, qui rassemble les pays du monde occidental<sup>1784</sup>, et sino-russe qui souhaite incarner l'alternative et représenter le monde des émergents. Ainsi, nous pouvons affirmer que les politiques américaines et russes vis-à-vis de l'Afrique dépendent bien de l'état de leurs relations.

L'Afrique est donc de nouveau aspirée dans un conflit, une lutte pour l'influence entre deux blocs politiques et économiques : d'une part, la puissance atlantiste américano-européenne, et, d'autre part, l'alliance eurasiatique sino-russe qui tente d'attirer dans son sein les grandes puissances émergentes. Si durant la Guerre froide il était question d'une opposition politique et idéologique entre l'Ouest capitaliste et l'Est communiste, nous voyons l'apparition d'une confrontation de type « Nord-Sud », « développé vs émergent », entre les puissances du monde occidental, représenté par l'axe « États-Unis-Union européenne », et les puissances dites en voie de développement, ou émergentes, se regroupant autour de l'axe sino-russe. La nouvelle rivalité se construit autour d'une nouvelle vision du monde, d'un monde post-américain. Nous

---

<sup>1784</sup> En parlant de l'Occident, je fais ici référence à un bloc politique et économique, constitué principalement des États membres du G7, en incluant l'Australie et la Corée du Sud.

définirons le concept de « post-américanisme » comme une pensée qui caractérise les rapports internationaux en dehors du spectre de la domination hégémonique américaine.

Les différentes crises, tensions, éloignements et rapprochements entre ces deux puissances ont, comme le démontre cette recherche, contribué à la naissance de leurs politiques respectives en Afrique subsaharienne et influencé leur cours. Nous assistons maintenant en quelque sorte à un troisième partage du continent africain : le premier, qui s'est fait à la Conférence de Berlin en 1885, peut être défini comme un partage territorial ou géographique, car il dessina les frontières terrestres des colonies africaines, remodelant la carte de l'Afrique ; le deuxième, qui s'est déroulé pendant la guerre froide, était avant tout un partage idéologique, politique et militaire entre deux camps, l'Est et l'Ouest, et le troisième, qui s'opère au moment de la rédaction de cette thèse, pourrait être qualifié de « partage » politico-économique. Si au temps de la conférence de Berlin les États-Unis et la Russie étaient absents du partage, maintenant ces deux puissances, redeviennent avec la Chine des acteurs incontournables du Grand jeu africain.

Cette recherche doctorale montre ainsi l'existence de rivalités inter-étatiques et inter-blocs et contribue à enrichir l'étude des relations russo-américaines en Afrique subsaharienne.

Les travaux menés sur cette thématique russo-américaine sont récents et abordent souvent la politique africaine russe contemporaine à travers le prisme du groupe Wagner. Cette thèse met en évidence l'existence d'une nouvelle rivalité russo-américaine en Afrique qui débute en mars 2014, depuis la mise en place de sanctions par l'Occident à l'encontre la Russie, suite à la prise de la Crimée.<sup>1785</sup> À partir de cette période, l'État russe se met en quête active de nouveaux marchés et de partenariats économiques, multipliant les contacts avec les pays du continent africains. Avec l'arrivée en Afrique du groupe de mercenaires russe Wagner en 2018<sup>1786</sup>, nous assistons à un intérêt croissant des États-Unis à l'égard de la politique russe sur le continent. Depuis le début de la crise ukrainienne, en février 2022, cette rivalité est entrée dans une phase active. Nous le voyons avec la mise en place de diverses nouvelles sanctions envers la Russie, en particulier dans les domaines économiques et militaires, dans le but notamment de contrer

---

<sup>1785</sup> Voir Dan Roberts and Ian Traynor. "US and EU Impose Sanctions and Warn Russia to Relent in Ukraine Standoff." *The Guardian* [en ligne] March 6, 2014. Disponible sur <<https://www.theguardian.com/world/2014/mar/06/us-eu-sanctions-obama-russia-ukraine-crimea>>. Consulté le 28 novembre 2022.

<sup>1786</sup> Ellen Ioanes. "These are the Countries Where Russia's Shadowy Wagner Group Mercenaries Operate." *Insider* [en ligne] November 19, 2019. Disponible sur <<https://www.businessinsider.com/russia-wagner-group-mercenaries-where-operate-2018-4?r=US&IR=T>>. Consulté le 28 novembre 2022.

l'influence russe sur le continent africain qui s'étend activement notamment par la signature de contrats sécuritaires.<sup>1787</sup> L'avantage pour les pays africains des contrats sécuritaires russes est que, contrairement aux États-Unis qui conditionnent l'obtention de l'aide financière et militaire, la Russie en contrepartie n'exige aucun changement politique.

L'existence d'une telle rivalité avait été jusque-là rejetée par certains chercheurs africanistes occidentaux et africains, ou parfois tout simplement ignorée, car, pour nombre d'entre eux, la Russie ne représentait pas un rival de poids en Afrique. Comme il a été démontré, il est vrai que, seule, la Russie ne peut concurrencer les États-Unis et les autres pays occidentaux sur le continent, comme au temps de l'Union soviétique. Néanmoins, dans une alliance avec la Chine, qui est le premier partenaire commercial de l'Afrique, la situation change, surtout que la Russie reste le principal fournisseur d'armes du continent.<sup>1788</sup> Ainsi, nous avons, d'une part, Pékin qui est le bras économique de l'axe, et, d'autre part, Moscou, qui devient le bras militaire.

---

<sup>1787</sup> Le professeur Moses Khanyile, qui occupe la poste de directeur du Centre des études militaires (*The Center For Military Studies*, CEMIS) de l'Université sud-africaine de Stellenbosch, indiquait dans un article paru en mars 2022 que les sanctions occidentales à l'égard de la Russie « pourraient avoir de graves conséquences pour l'Afrique, dont affecter la capacité du continent à se procurer et entretenir le matériel militaire russe », ce qui en retour impliquerait des conséquences pour le marché de l'armement russe en Afrique : "The wide-ranging sanctions could have serious implications for Africa. Importantly, they could affect the continent's ability to procure and maintain military hardware from Russia." Voir Moses B. Khanyile. "Sanctions Against Russia Will Affect Arms Sales to Africa: The Risks and Opportunities." *The Conversation* [en ligne] 27 mars 2022. Disponible sur

<<https://theconversation.com/sanctions-against-russia-will-affect-arms-sales-to-africa-the-risks-and-opportunities-180038>>. Consulté le 28 novembre 2022.

<sup>1788</sup> Depuis 2009, alors que le commerce entre les États-Unis et l'Afrique ne cesse de tomber, passant de 142 milliards de dollars en 2008 à 64 milliards en 2021, la Chine garde la première place en matière d'échange économique sur le continent. Rien qu'au premier trimestre de l'année 2022, le commerce bilatéral entre la Chine et l'Afrique a atteint 64,8 milliards de dollars, ce qui représente une augmentation de 23% par rapport à la même période en 2021. Voir "Since 2009, when China edged out the United States as Africa's largest bilateral trade partner, U.S.-Africa trade has declined from a peak of \$142 billion in 2008 to just \$64 billion in 2021." Zainab Usman and Katie Auth. "The Three Issues That Will Make or Break the Prosper Africa Initiative". *Carnegie Endowment For International Peace* [en ligne] May 18, 2022. Disponible sur <<https://carnegieendowment.org/2022/05/18/three-issues-that-will-make-or-break-prosper-africa-initiative-pub-87155>>. Consulté le 28 novembre 2022.

Voir aussi "In the first quarter of 2022, China's Customs Data confirmed that trade between the two regions increased by 23%, to USD 64.8 million." Virusha Subban. "Africa: China's Trade Ties with the Continent Continue to Strengthen." *Global Compliance News* [en ligne] June 14, 2022. Disponible sur [https://www.globalcompliancencnews.com/2022/06/14/africa-chinas-trade-ties-with-the-continent-continue-to-strengthen-](https://www.globalcompliancencnews.com/2022/06/14/africa-chinas-trade-ties-with-the-continent-continue-to-strengthen-31052022/#:~:text=The%20General%20Administration%20of%20Customs,23%25%2C%20to%20USD%2064.)

31052022/#:~:text=The%20General%20Administration%20of%20Customs,23%25%2C%20to%20USD%2064. Consulté le 28 novembre 2022.

Selon l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (*Stockholm International Peace Research Institute*, SIPRI), entre 2017 et 2021, « la Russie était le plus grand fournisseur d'armes de l'Afrique, représentant 44% des importations majeures d'armes dans la région [Afrique], suivie par les États-Unis (17%), la Chine (10%) et la France (6.1%) ». Voir "Russia was the largest supplier to Africa in 2017–21, accounting for 44 per cent of imports of major arms to the region [Africa], followed by the USA (17 per cent), China (10 per cent) and France (6.1 per cent)." Pieter D. Wezeman, Alexandra Kuimova and Siemon T. Wezeman. "Trends in International Arms

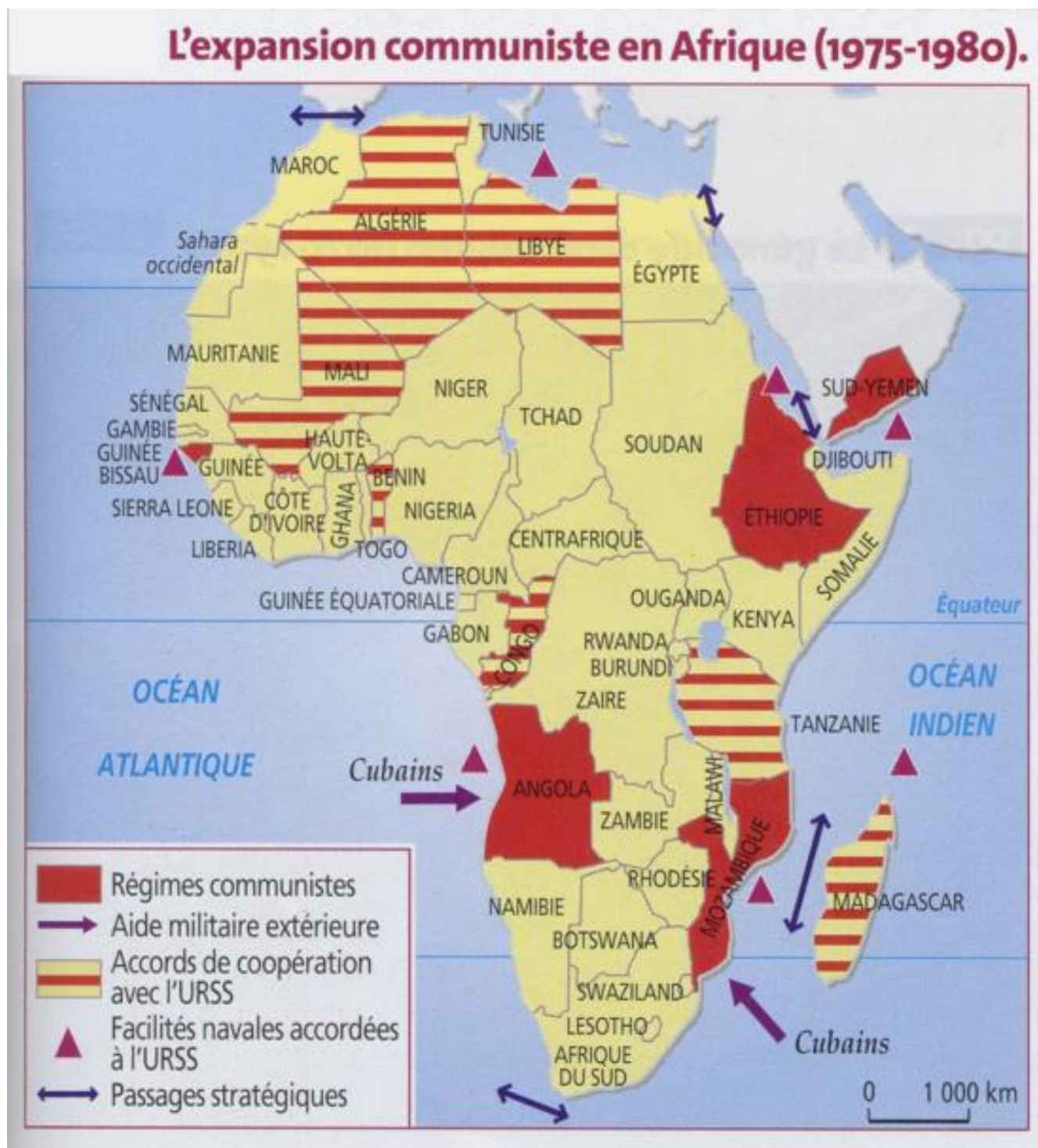
Ce travail de recherche permet aussi d'apporter une connaissance supplémentaire au sujet des intérêts de la Russie en Afrique à l'ère de la colonisation, une période qui a souvent été ignorée, et l'influence de la Révolution d'octobre 1917 sur la perception de la place du continent africain dans les enjeux mondiaux. Nous sommes revenus sur l'histoire des États-Unis en Afrique : des premiers contacts à la construction des premières stratégies africaines. Nous avons abordé le rôle du panafricanisme dans la rivalité russo-américaine dans la question coloniale. Nous avons étudié le conflit américano-soviétique pendant la guerre froide à la lumière des enjeux politiques et économiques. Nous avons démontré comment la Russie, absente sur le continent depuis la dissolution de l'URSS, se fraie un chemin sur la scène politique africaine. Nous avons analysé notamment la réaction et la réponse des États-Unis face à ce retour russe, la formation de nouvelles alliances stratégiques pour l'atteinte des objectifs et la préservation des intérêts, ainsi que le regard porté par les États africains sur la présence américaine et russe sur le continent.

Ce travail offre différentes pistes d'étude et de réflexion. Il serait intéressant de poursuivre l'analyse de plusieurs thématiques abordées dans cette recherche doctorale. Il serait, par exemple, pertinent de revenir en profondeur sur l'histoire de la colonisation ratée de l'Empire russe en Afrique, en étudiant les cas de l'Éthiopie et des colonies sud-africaines. Nous pouvons également nous pencher sur le rôle de l'Église orthodoxe dans la stratégie d'expansion russe en Afrique au XIX<sup>e</sup> siècle ou aborder la question des politiques américaines et russes dans le Sahel, comme une transcription des rivalités entre ces deux puissances sur le continent africain. Il serait aussi pertinent de faire une étude comparative des méthodes de propagande américaine et russe en Afrique, durant la période de la guerre froide et à l'ère contemporaine, définir les différences, les similitudes, et observer l'évolution de leurs discours et rhétoriques.

Pour terminer, ce travail doctoral s'inscrit dans la continuité d'une réflexion autour de l'avenir d'une Afrique qui est « souvent écoutée, mais pas assez entendue », dans l'espoir de voir le continent rejoindre le cercle des grands émergents à l'ère du XXI<sup>e</sup> siècle.

## Annexes

Carte : « L'expansion communiste en Afrique (1975-1980) »



Concepteur inconnu. Sans date. L'expansion communiste en Afrique (1975-1980) [document cartographique]. 1 : 1000. Source : La Dépêche d'Abidjan. Disponible sur <[https://www.ladepchedabidjan.info/Les-independances-africaines-les-peres-des-independances-africaines\\_a16222.html](https://www.ladepchedabidjan.info/Les-independances-africaines-les-peres-des-independances-africaines_a16222.html)>. Consulté le 18 août 2021.

## BIBLIOGRAPHIE

### 1. Sources primaires

#### 1.1. Documents officiels

AFRICAN UNION. *Resolutions adopted by the First Conference of Independent African Heads of State and Government held in Addis Ababa, Ethiopia, from 22 to 25 May 1963*. Disponible sur <[https://au.int/sites/default/files/decisions/32247-1963\\_cias\\_plen\\_2-3\\_cias\\_res\\_1-2\\_e.pdf](https://au.int/sites/default/files/decisions/32247-1963_cias_plen_2-3_cias_res_1-2_e.pdf)>. Téléchargé le 18 avril 2017.

AGOA. *Accord du 03 août 2002 entre le gouvernement des États-Unis d'Amérique et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale relatif au développement des relations de commerce et d'investissement dans le cadre de la loi sur les opportunités et la croissance en Afrique (AGOA)*. Texte disponible sur <<https://admin.juriafrica.com/lex/projet-accord-03-aout-2002-13638.htm>>. Consulté le 28 août 2018.

BLAIR, Tony. *Discours prononcé par le Premier ministre britannique Tony Blair au parlement du Ghana à Accra, le 8 février 2002*. Disponible sur <<https://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/Full-text-of-Blair-s-speech-to-parliament-21619#>>. Consulté le 25 avril 2018.

BUSH, George W. *A Distinctly American Internationalism, Ronald Reagan Presidential Library, Simi Valley, California, November 19, 1999*. Disponible sur <<https://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/bush/wspeech.htm>>. Consulté le 2 mars 2019.

CENTCOM. *House Armed Services Committee Hearing on National Security Challenges and U.S. Military Activities in The Greater Middle East and Africa March 17, 2022*. Disponible sur <<https://www.centcom.mil/MEDIA/Transcripts/Article/2971126/house-armed-services-committee-hearing-on-national-security-challenges-and-us-m/>>. Consulté le 27 juillet 2022.

CIA. *What the Chinese Communists Are Up to in Black Africa, declassified secret report, March 23, 1971*. Disponible sur <<https://2001-2009.state.gov/documents/organization/54533.pdf>>. Téléchargé le 14 février 2018.

COMINTERN. *Resolution on 'The South African Question' adopted by the Executive Committee of the Communist International following the Sixth Comintern Congress (South African Communist Party, 1928)*. Texte disponible sur <https://www.marxists.org/history/international/comintern/sections/sacp/1928/comintern.htm>. Consulté le 25 mars 2016.

COMMUNIST PARTY OF AMERICA. *The Tulsa Massacre, June 1921*. Disponible en ligne sur <<http://www.marxists.org/history/usa/parties/cpusa/1921/06/0600-cpa-tulsamassacre.pdf>>. Téléchargé le 12 novembre 2016.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS. *Le président Biden et les dirigeants du G7 lancent le partenariat « Build Back Better World » (B3W), 12 juin 2021*. Disponible sur <<https://www.state.gov/translations/french/le-president-biden-et-les-dirigeants-du-g7-lancent->

le-partenariat-%E2%80%89build-back-better-world%E2%80%89-b3w/#:~:text=Il%20s'agit%20d'un,milliards%20de%20dollars%20et%20qui>. Consulté le 26 juillet 2022.

DÉPARTEMENT D'ÉTAT DES ÉTATS-UNIS. *Des partenaires vitaux, des priorités communes : la stratégie de l'administration Biden pour l'Afrique subsaharienne*, Antony J. Blinken, Pretoria, Afrique du Sud, 8 août 2022. Disponible sur <<https://www.state.gov/translations/french/des-partenaires-vitaux-des-priorites-communes-la-strategie-de-ladministration-biden-pour-lafrique-subsaharienne/>>. Consulté le 11 août 2022.

FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION. *Freedom of Information. Act Files. American Negro Labor Committee, File 61-5941-1*.

FEDERAL BUREAU OF INVESTIGATION. *ENCORE Investigation Update, Review and Analysis: Interview (...) (Nov. 2015). April 4, 2016*. Disponible sur <<https://int.nyt.com/data/documenttools/april-4-2016-electronic-communication-part-01-of-01/4546d8f5b6b41ce2/full.pdf>>. Consulté le 27 juillet 2022.

FULBRIGHT, William. *Report to the Congress. Radio Free Europe and Radio Liberty. 92d Congress. 1st Session. Senate. Report No. 92-319. July 30, 1971*. Disponible en ligne sur <<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP73B00296R000500050010-0.pdf>>. Téléchargé le 22 octobre 2020.

GAIDAR, Egor. *Rasporyazhenie pravitelstva Rossiyskoy Federatsii o predstavitelstve i zashite Rossijskoy Federatsiy interesov Kitaya v Tsentralno-Afrikanskoy Respublike ot 3 iyunya 1992 goda, Moskva*. Disponible en ligne sur <<http://docs.cntd.ru/document/901605434>>. Consulté le 12 novembre 2018.

GARVEY, Marcus. *If You Believe the Negro Has a Soul: Back to Africa (1921)*. Disponible sur <<http://historymatters.gmu.edu/d/5124>>. Consulté le 2 mars 2016.

GATES, Robert M. *Note to Tom Cormack, Executive Secretary. Angola: Impact of Clark Amendment. CIA, April 14, 1983*. Disponible en ligne sur <<https://www.cia.gov/library/readingroom/docs/CIA-RDP85T00287R000400320001-4.pdf>>. Téléchargé le 27 septembre 2020.

HAGUE ACADEMY OF INTERNATIONAL LAW. *Recueil des cours. Collected Courses of The Hague Academy of International Law*. Volume 125 (1968/III). Springer: New York, 1970.

INTERNATIONAL TRIBUNAL FOR THE LAW OF THE SEA. *Pleadings, Minutes of Public Sitzings and Documents. Dispute Concerning Delimitation of the Maritime Boundary between Ghana and Côte d'Ivoire in the Atlantic Ocean (Ghana/Côte d'Ivoire). Provisional Measures*. Volume 23. Leiden: Brill Nijhoff.

JDANOV, André. *Rapport sur la situation internationale présenté à la Conférence d'information des neuf partis communistes qui s'est tenue en Pologne à la fin du mois de septembre 1947*. 8 éd. Paris : Imp. Maréchal, 1947.

KIENZLE, Don R. *Interview with Harold L. Davey. The Association for Diplomatic Studies and Training Foreign Affairs Oral History Project Labor Series, March 14, 1995*. Disponible

sur <<https://tile.loc.gov/storage-services/service/mss/mfdip/2004/2004dav01/2004dav01.pdf>>. Téléchargé le 3 novembre 2021.

KREMLIN. *Déclaration de l'établissement de relations entre la Fédération de Russie et la République Populaire de Chine du 16 novembre 1992*. Disponible sur <<http://www.kremlin.ru/acts/bank/2401>>. Consulté le 12 novembre 2020.

KREMLIN. *Sovmestnaya rossiysko-kitayskaya deklaratsiya ot 25 aprelya 1996 goda*. Disponible sur <<http://docs.cntd.ru/document/1901175>>. Consulté le 27 mars 2019.

KREMLIN. *Postanovlenie ob obrashchenii Gosudarstvennoj Dumy Federal'nogo Sobraniya Rossijskoj Federatsii « K parlamentam i narodam stran Afriki », Moskva, 24/05/1996, Elektronnyj fond pravovoj i normativno-tehnicheskoy dokumentatsii*. Disponible sur <<http://docs.cntd.ru/document/9020404>>. Consulté le 14 mai 2018.

KREMLIN. *Kontsepsiya vneshney politiki Rossijskoj Federatsii ot 28 iyunya 2000 goda*. Texte disponible en ligne sur <<http://docs.cntd.ru/document/901764263>>. Consulté le 2 novembre 2017.

KREMLIN. *Kontsepsiya vneshney politiki Rossijskoj Federatsii ot 12 iyulya 2008 goda*. <https://normativ.kontur.ru/document?moduleId=1&documentId=131926&rangeId=2836576>  
Consulté le 28 juillet 2019.

KREMLIN. *Perviy sammit BRIK: sovmetnoe zayavlenie liderov stran BRIK, Ekaterinburg, Rossia, 16 iyunya 2009 goda*. Disponible sur <<http://www.nkibrics.ru/pages/summit-docs>>. Consulté le 17 mars 2019.

KREMLIN. *Zayavlenie dlya pressy po itogam zasedaniya glav gosudarstv gruppy BRIK, Ekaterinburg, 16 iyunya 2009 goda*. Disponible en ligne sur <<http://kremlin.ru/events/president/transcripts/4475>>. Consulté le 27 mars 2019.

KREMLIN. *Peregovory Prezidenta Vladimira Putina s Prezidentom Respubliki Kongo Denis Sassou-Nguesso, Moskva, 23 mai 2019*. Disponible sur <<http://special.kremlin.ru/events/president/transcripts/60575>>. Consulté le 27 mars 2019.

KUFUOR, John Agyekum. *Speech Delivered by John Agyekum Kufuor, Former President of the Republic of Ghana at the: Eminent Speaker's Forum of the ADB in Tunis*. Disponible sur <<https://www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Generic-Documents/JAK%20Final%20Speech.pdf>>. Téléchargé le 8 juillet 2021.

LAKE, Anthony. *From Containment to Enlargement. [Remarks of Anthony Lake, Assistant to the President for National Security Affairs]*. Washington, D.C.: Johns Hopkins University, School of Advanced International Studies, 1993.

MBEKI, Thabo. *"I Am an African." Discours du 8 mai 1996 devant le parlement suite à l'adoption de la nouvelle constitution*. Disponible sur <[http://afrikatanulmanyok.hu/userfiles/File/beszedeK/Thabo%20Mbeki\\_Iam%20an%20African.pdf](http://afrikatanulmanyok.hu/userfiles/File/beszedeK/Thabo%20Mbeki_Iam%20an%20African.pdf)>. Consulté le 20 février 2019.



MBEKI, Thabo. *Discours de Thabo Mbeki lors de son investiture à la présidence de la République d'Afrique du Sud à Prétoria, le 16 juin 1999*. Disponible sur <<https://www.sahistory.org.za/archive/speech-his-inauguration-president-south-africa-thabo-mbeki-june-16-1999>>. Consulté le 25 avril 2018.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DU SÉNÉGAL. *Communiqué du Ministère des Affaires Étrangères et des Sénégalais de l'Extérieur, Dakar, 3 mars 2022*. Disponible sur <[https://www.facebook.com/permalink.php?story\\_fbid=pfbid02V1p1UmFnuztQ775eSnjggyHyi3GG3XS4kQFw2pYni3qCXfW8oomjFd9xJC94xkUBI&id=104902205426413](https://www.facebook.com/permalink.php?story_fbid=pfbid02V1p1UmFnuztQ775eSnjggyHyi3GG3XS4kQFw2pYni3qCXfW8oomjFd9xJC94xkUBI&id=104902205426413)>. Consulté le 17 juillet 2022.

MINISTERSTVO INOSTRANNYKH DEL ROSSIYSKOY FEDERATSII. *Dogovor mezhdu Gosudarstvennym komitetom Rossijskoy Federatsii po vyschemu obrazovaniyu i ministerstvom natsional'nogo obrazovaniya Respubliki Kongo o podgotovke kongolezskix spetsialistov v vyschikh zavedeniyax Rossii ot 30 dekabrya 1994 goda*. Disponible sur <<http://docs.cntd.ru/document/1902125>>. Consulté le 2 novembre 2017.

MINISTERSTVO INOSTRANNYKH DEL ROSSIYSKOY FEDERATSII. *O sovmeštnom kommyunike po itogam neformal'noy trekhstoronney vstrechi ministrov inostrannykh del Rossijskoy Federatsii, Respubliki Indija i Kitayskoy Narodnoy Respubliki, Informatsionniy byulleten', Ministerstvo Rossijskoy Federatsii, ot 2 iyunya 2005 goda*. Disponible sur <[http://www.mid.ru/ru/maps/cn/-/asset\\_publisher/WhKWb5DVBqKA/content/id/436746](http://www.mid.ru/ru/maps/cn/-/asset_publisher/WhKWb5DVBqKA/content/id/436746)>. Consulté le 27 mars 2019.

MINISTERSTVO INOSTRANNYKH DEL ROSSIYSKOY FEDERATSII. *Concept de politique étrangère de la Fédération de Russie approuvé par le Président russe Vladimir Poutine, le 30 novembre 2016*. Texte intégral disponible en français sur <[http://www.mid.ru/fr/foreign\\_policy/official\\_documents/-/asset\\_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/2542248](http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/official_documents/-/asset_publisher/CptICkB6BZ29/content/id/2542248)>. Consulté le 6 mars 2019.

MINISTERSTVO INOSTRANNYKH DEL ROSSIYSKOY FEDERATSII. *Communiqué conjoint adopté suite aux pourparlers du Ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov avec le Président de la Commission de l'Union africaine Moussa Faki Mahamat, Addis-Abeba, 9 mars 2018*. Texte disponible en ligne sur <[http://www.mid.ru/fr/foreign\\_policy/news/-/asset\\_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/3115239](http://www.mid.ru/fr/foreign_policy/news/-/asset_publisher/cKNonkJE02Bw/content/id/3115239)>. Consulté le 6 mars 2019.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA. *Foreign Ministry Spokesperson Zhao Lijian's Regular Press Conference on June 30, 2022*. Disponible <[https://www.fmprc.gov.cn/mfa\\_eng/xwfw\\_665399/s2510\\_665401/2511\\_665403/202206/t0220630\\_10713185.html](https://www.fmprc.gov.cn/mfa_eng/xwfw_665399/s2510_665401/2511_665403/202206/t0220630_10713185.html)>. Consulté le 27 juillet 2022.

NATIONAL ENERGY POLICY DEVELOPMENT GROUP. *Report of the National Energy Policy Development Group, May 2001*. Disponible en ligne sur <<https://www.nrc.gov/docs/ML0428/ML042800056.pdf>>. Téléchargé le 20 mai 2019.

NATIONS UNIES. *Discours de Patrice Nganang au Conseil de tutelle des Nations unies, mai 2022*. <<https://www.camerounweb.com/CameroonHomePage/NewsArchive/Patrice-Nganang-enflamme-le-si-ge-de-l-ONU-avec-un-discours-m-morable-sur-la-guerre-en-Ukraine-659585>>. Consulté le 31 juillet 2022.

OFFICE OF THE FEDERAL REGISTER. *Public Papers of the Presidents of the United States: William J. Clinton*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1994.

OFFICE OF THE FEDERAL REGISTER. *Public Papers of the Presidents of the United States: William J. Clinton*. Book II. Washington: U.S. Government Printing Office, 1995.

OFFICE OF THE FEDERAL REGISTER. *Public Papers of the Presidents of the United States: William J. Clinton, 1998*, Washington: U.S. Government Printing Office, 2000.

OIF. *Le mouvement panafricain au vingtième siècle : recueil de textes* (préface d'Abdou Diouf). Paris : Organisation internationale de la francophonie (OIF), 2013.

OTAN. *OTAN 2022 Concept Stratégique*. Disponible en ligne sur <<https://www.nato.int/strategic-concept/fr/>>. Consulté le 1 juillet 2022.

PARLEMENT EUROPÉEN. *Communiqué de presse. Le Parlement européen déclare que la Russie est un État soutenant le terrorisme, 23 novembre 2022*. Disponible sur <<https://www.europarl.europa.eu/news/fr/press-room/20221118IPR55707/le-parlement-europeen-declare-que-la-russie-est-un-etat-soutenant-le-terrorisme>>. Consulté le 5 décembre 2022.

REED, John. *The Negro Question in America (1920)*. Discours prononcé à l'occasion de la tenue du Second congrès de l'Internationale Communiste à Moscou, le 25 juillet 1920. Version numérique disponible sur <<https://www.marxists.org/history/usa/parties/cpusa/1920/07/0725-reed-negroquestion.pdf>>. Téléchargé le 17 juin 2016.

SCHUTZ, Barry, and Paul Michael WIHBEY. *African Oil: A Priority for U.S. National Security and African Development, African Oil Policy Initiative Group (AOPIG), January 2002*. Disponible sur <<http://openanthropology.org/libya/AOPIG.pdf>>. Téléchargé le 16 juin 2019.

SÉNAT FRANÇAIS. *La présence de la France dans une Afrique convoitée. Rapport d'information n° 104 fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, session ordinaire de 2013/2014*, Paris, Présidence du sénat, octobre 2013.

SÉNAT FRANÇAIS. *Engagements financiers de l'État. Rapport d'information n° 729 fait au nom de de la commission des Finances sur le franc CFA, session extraordinaire de 2019/2020*. Paris : Présidence du sénat, septembre 2020.

SÉNAT FRANÇAIS. *La gestion des crises en Afrique subsaharienne. Rapport d'information n° 450 fait au nom de de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, session ordinaire de 2005/2006*, Paris, Présidence du sénat, juillet 2006.

SÉNAT FRANÇAIS. « Débats parlementaires. Conseil de la République. Session de 1953-1956 - Compte rendu in extenso – 46<sup>e</sup> séance. Séance du Mardi 29 mai 1956 ». *Journal officiel de la République française*. N°29 (30 mai 1956) : 866-896.

SINGH, Manmohan (Dr.). *Opening Statement at The India-Africa Forum Summit, April 8, 2008, New Delhi*. Texte disponible en ligne sur <<https://archivepmo.nic.in/drmanmohansingh/speech-details.php?nodeid=643>>. Consulté le 15 mars 2019.

THE WHITE HOUSE. *President Truman's Inaugural Address, January 20, 1949*. Disponible sur <<https://www.trumanlibrary.gov/library/public-papers/19/inaugural-address>>. Consulté le 16 décembre 2016.

THE WHITE HOUSE. *Mission to Somalia: Transcript of President's Address on Somalia, December 5, 1992*. Disponible en ligne sur <<https://www.nytimes.com/1992/12/05/world/mission-to-somalia-transcript-of-president-s-address-on-somalia.html>>. Consulté le 28 mai 2018.

THE WHITE HOUSE. *Safe Skies for Africa Initiatives, The White House Office of the Press Secretary, Dakar, Senegal, April 1, 1998*. Disponible en ligne sur <<https://clintonwhitehouse4.archives.gov/Africa/19980401-19986.html>>. Consulté le 18 mai 2017.

THE WHITE HOUSE. *African Crisis Response Initiative (ACRI): Fact Sheet, White House Office of the Press Secretary, Dakar, Senegal, April 1, 1998*. Disponible sur <<https://clintonwhitehouse2.archives.gov/Africa/19980401-20179.html>>. Consulté le 27 avril 2018.

THE WHITE HOUSE. *Defense Planning Guidance, Federal Year 1994-1999*. Version numérique disponible sur <<http://www.archives.gov/declassification/isicap/pdf/2008-003-doc1.pdf>>. Téléchargé le 14 novembre 2018.

THE WHITE HOUSE. *The Second Gore-Bush Presidential Debate, October 11, 2000*. Retranscription du débat disponible en ligne sur <<https://www.debates.org/voter-education/debate-transcripts/october-11-2000-debate-transcript/>>. Consulté le 6 janvier 2019.

THE WHITE HOUSE. *Remarks by the President at African Growth and Opportunity Act Trade and Economic Cooperation Forum, The White House, Office of the Press Secretary, May 16, 2001*. Disponible en ligne sur <<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/05/20010516.html>>. Consulté le 21 décembre 2020.

THE WHITE HOUSE. *President Bush Addresses to the Nation, September 20, 2001*. Disponible sur <<https://georgewbush-whitehouse.archives.gov/news/releases/2001/09/20010920-8.html>>. Consulté le 31 juillet 2022.

THE WHITE HOUSE. *The National Security Strategy of the United States of America*. Washington: U.S. Government Printing Office, September 17, 2002.

THE WHITE HOUSE. *President Obama's Speech to Ghana's Parliament, Accra, July 11, 2009*. Disponible sur <<https://www.voanews.com/archive/president-obamas-speech-ghanas-parliament>>. Consulté le 22 août 2019.

THE WHITE HOUSE. *National Security Strategy, Washington D. C.: The White House, May 2010*. Disponible sur <<http://nssarchive.us/NSSR/2010.pdf>>. Téléchargé le 24 août 2019.

THE WHITE HOUSE. *Fact Sheet: Power Africa. The White House, June 30, 2013*. Disponible sur <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/06/30/fact-sheet-power-africa>>. Consulté le 5 octobre 2019.

THE WHITE HOUSE. "Fact Sheet: Trade Africa." *Office of the Press Secretary*, July 1, 2013. Disponible sur <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2013/07/01/fact-sheet-trade-africa>>. Consulté le 18 septembre 2019.

THE WHITE HOUSE. *National Security Strategy, February 2015*. Disponible sur <[https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/2015\\_national\\_security\\_strategy\\_2.pdf](https://obamawhitehouse.archives.gov/sites/default/files/docs/2015_national_security_strategy_2.pdf)>. Téléchargé le 12 octobre 2019.

THE WHITE HOUSE. *Fact Sheet: U.S.-Africa Cooperation on Trade and Investment Under the Obama Administration. The White House, September 21, 2016*. Disponible sur <<https://obamawhitehouse.archives.gov/the-press-office/2016/09/21/fact-sheet-us-africa-cooperation-trade-and-investment-under-obama>>. Consulté le 30 septembre 2019.

THE WHITE HOUSE. *National Security Strategy of the United States of America, December 2017*. <<https://trumpwhitehouse.archives.gov/wp-content/uploads/2017/12/NSS-Final-12-18-2017-0905.pdf>>. Téléchargé le 24 février 2020.

THE WHITE HOUSE. *Remarks by National Security Advisor Ambassador John R. Bolton on the Trump Administration's New Africa Strategy, National Security Council, December 13, 2018*. Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefings-statements/remarks-national-security-advisor-ambassador-john-r-bolton-trump-administrations-new-africa-strategy/>>. Consulté le 7 décembre 2019.

THE WHITE HOUSE. *Memorandum on Advancing the Human Rights of Lesbian, Gay, Bisexual, Transgender, Queer, and Intersex Persons Around the World, February 4, 2021*. Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/presidential-actions/2021/02/04/memorandum-advancing-the-human-rights-of-lesbian-gay-bisexual-transgender-queer-and-intersex-persons-around-the-world/>>. Consulté le 27 juillet 2022.

THE WHITE HOUSE. *Remarks by President Biden on America's Place in the World, February 4, 2021. U.S. Department of State Headquarters, Washington D.C.* Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2021/02/04/remarks-by-president-biden-on-americas-place-in-the-world/>>. Consulté le 20 avril 2021.

THE WHITE HOUSE. *President Biden Participates in European Council Summit, March 25, 2021*. Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2021/03/25/president-biden-participates-in-european-council-summit/>>. Consulté le 20 avril 2021.

THE WHITE HOUSE. *Remarks by President Biden on Russia's Unprovoked and Unjustified Attack on Ukraine, February 24, 2022*. Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/02/24/remarks-by-president-biden-on-russias-unprovoked-and->

unjustified-attack-on-ukraine/>. Consulté le 15 mars 2022.

THE WHITE HOUSE. *Remarks by President Biden on the United Efforts of the Free World to Support the People of Ukraine, March 26, 2022*. Disponible sur <<https://abcnews.go.com/Politics/full-transcript-president-bidens-speech-warsaw-russias-invasion/story?id=83690301>>. Consulté le 30 mai 2022.

THE WHITE HOUSE. *Remarks by President Biden and Prime Minister Kishida Fumio of Japan in Joint Press Conference, Tokyo, Japan, May 23, 2022*. Disponible sur <<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/speeches-remarks/2022/05/23/remarks-by-president-biden-and-prime-minister-fumio-kishida-of-japan-in-joint-press-conference/>>. Consulté le 17 juillet 2022.

TRUMAN, Harry S. *Lettre de Harry S. Truman à James F. Byrnes (5 janvier 1946)*. Disponible sur <[https://www.cvce.eu/obj/lettre\\_de\\_harry\\_s\\_truman\\_a\\_james\\_f\\_byrnes\\_5\\_janvier\\_1946-fr-d2c6f63b-2ad5-49a7-86f1-a1414802527e.html](https://www.cvce.eu/obj/lettre_de_harry_s_truman_a_james_f_byrnes_5_janvier_1946-fr-d2c6f63b-2ad5-49a7-86f1-a1414802527e.html)>. Consulté le 16 septembre 2016.

UNION AFRICAINE. *Communiqué de l'Union Africaine sur la situation en Ukraine du président en exercice de l'Union Africaine et président du Sénégal, Macky Sall, et du président de la Commission de l'Union Africaine, Moussa Faki Mahamat, Addis-Abeba, Éthiopie, 24 février 2022*. Disponible sur <<https://au.int/sites/default/files/pressreleases/41534-pr-french.pdf>>. Téléchargé le 21 juillet 2022.

UNITED NATIONS. "Declaration Regarding Non-Self-Governing Territories." *Charter of the United Nations and Statute of the International Court of Justice, Chapter XI, Article 73*. San Francisco: United Nations, June 26, 1945. Disponible sur <<https://treaties.un.org/doc/Publication/CTC/uncharter-all-lang.pdf>>. Téléchargé le 12 novembre 2016.

UNITED NATIONS UNIVERSITY. *African Renaissance, South Africa and the World: South African Deputy President Thabo Mbeki Speaks at the United Nations University, April 9, 1998*. Texte disponible en ligne sur <<http://archive.unu.edu/unupress/mbeki.html>>. Consulté le 21 février 2019.

UNITED STATES ADVISORY COMMITTEE ON THE ARTS. *Cultural Presentations, USA, 1967-1968: A Report to the Congress and the Public by the Advisory Committee on the Arts*. Washington: US Government Printing Office, 1969.

UNITED STATES ARMS CONTROL AND DISARMAMENT. *Documents on Disarmament, 1965*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1966.

UNITED STATES BUREAU OF FOREIGN COMMERCE. *World Trade Information Service*. Part 1, No. 55-76. Washington, D.C.: US Government Printing Office, 1955.

UNITED STATES CONGRESS. *The House Joint Resolution Proposing the 13th Amendment to the Constitution, January 31, 1865*; Enrolled Acts and Resolutions of Congress, 1789-1999; General Records of the United States Government; Record Group 11; National Archives. Disponible sur <<https://www.law.cornell.edu/constitution/amendmentxiii>>. Visité le 2 mai 2016.

UNITED STATES CONGRESS. *Congressional Record: Proceedings and Debates of the 81st Congress Second Session*. Volume 96. Part 5. April 25, 1950 – May 16, 1950. Washington: US Government Printing Office, 1950.

UNITED STATES CONGRESS. *The American Negro in the Communist Party, Washington: U.S. Committee on Un-American Activities, U.S. House of Representatives, December 22, 1954*. Disponible sur le site de la Bibliothèque nationale de Boston <<https://ia801405.us.archive.org/27/items/americanegroinc00unit/americanegroinc00unit.pdf>>. Téléchargé le 12 juin 2019.

UNITED STATES CONGRESS. *Congressional Record: Proceedings and Debates of the 85th Congress, August 22, 1958*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1958.

UNITED STATES CONGRESS. *Hearings before the United States Senate Committee on Foreign Relations. 87th Congress*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1961.

UNITED STATES CONGRESS. *Congressional Record: Proceedings and Debates of the 87th Congress. Second Session*. Volume 108, Part 1. Washington: U.S. Government Printing Office, 1962.

UNITED STATES CONGRESS. *Foreign Assistance Act of 1962: Hearings Before the Committee on Foreign Relations United States Senate. 87th Congress. Second Session*. Washington: US Government Printing Office, 1962.

UNITED STATES CONGRESS. *Is U.S. Money Aiding Another Communist State: Hearing before the Subcommittee to Investigate the Administration of the Internal Security Act and Other Internal Security Laws of the Committee on the Judiciary, United States Senate, Eighty-seventh Congress, 2nd Session. Testimony of K. A. Busia, December 3, 1962*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1963.

UNITED STATES CONGRESS. *Foreign Assistance Act of 1962: Hearings, 88th Congress, 1st Session, on H.R. 5490*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1963.

UNITED STATES CONGRESS. *Expropriation of American-Owned Property by Foreign Governments in the Twentieth Century. Report Prepared by the Legislative Reference Service, Library of Congress, for the Committee on Foreign Affairs*. Washington: U.S. Government Printing Service, 1963.

UNITED STATES CONGRESS. *Reports and Documents. 88th Congress, 2nd Session. House Documents. No. 296- 354. Volume 9*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1964.

UNITED STATES CONGRESS. *Peace Corps Act Amendment of 1967: Hearing, Ninetieth Congress. First Session on S. 1031. To Amend Further the Peace Corps Act, as Amended. May 4, 1967*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1967.

UNITED STATES CONGRESS. *USIA Foreign Service Personnel System: Hearing Before the Ad Hoc Subcommittee on a Foreign Service Information Officer Corps of the Committee on Foreign Relations, United States Senate, 19th Congress, 1st Session*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1967.

UNITED STATES CONGRESS. *Africa Briefing – 68: Hearing Before the Subcommittee on Africa of the Committee on Foreign Affairs, Ninetieth Congress, 2<sup>nd</sup> Session, July 23, 1968*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1968.

UNITED STATES CONGRESS. *Hearings, Reports and Prints of the House Committee on Foreign Affairs*. Congress. House. Committee on Foreign Affairs (1789-1975). Washington: United States Government Printing Office, 1971.

UNITED STATES CONGRESS. *An Interim Report of the Select Committee to Study Governmental Operations. Senate. 94<sup>th</sup> Congress. 1<sup>st</sup> Session. Report No 94-465. November 20, 1975*. Washington D. C.: U.S. Government Printing Office, 1976.

UNITED STATES CONGRESS. *Comprehensive Anti-Apartheid Act of 1986*. Disponible sur <<https://www.congress.gov/bill/99th-congress/house-bill/4868>>. Consulté le 11 novembre 2019.

UNITED STATES CONGRESS. *Review of U.S. AID and Its Development Strategy in a Changing Africa. Hearing Before the Subcommittee on Africa of the Committee of Foreign Affairs, House of Representatives, 102nd Session Congress, First Session, November 12, 1991*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1991.

UNITED STATES CONGRESS. *Hearing Before the Subcommittee on Trade of the Committee on Ways and Means, House of Representatives, 104<sup>th</sup> Congress, 2<sup>nd</sup> Edition, August 1, 1996*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1998.

UNITED STATES CONGRESS. *Congressional Record*. Volume 146 (2000). Part 13. Washington, D.C.: U.S. Government Publishing Office, 2000.

UNITED STATES CONGRESS. LARSON, Alan. *AGOA III: The United States – Africa Partnership Act of 2003. Hearing Before the Committee on Foreign Relations, U.S. Senate, 108th Congress, 2<sup>nd</sup> Session, March 25, 2004*. Washington: U.S. Government Printing Office, 2004.

UNITED STATES DEPARTMENT OF COMMERCE. *Investment in Federation of Rhodesia and Nyasaland. Basic Information for United States Businessmen*. Washington D.C.: U.S. Government Printing Office, 1956.

UNITED STATES DEPARTMENT OF COMMERCE. *World Trade Information Service*. Part 1. Issues 51-80. Washington D.C.: U.S. Printing Office, 1959.

UNITED STATES DEPARTMENT OF LABOR. *Summary of the Labor Situation in Tunisia*. Washington: US Department of Labor, March 1958.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *A Guide to the United States' History of Recognition, Diplomatic, and Consular Relations, by Country, since 1776*. Disponible en ligne sur <<https://history.state.gov/countries/morocco>>. Consulté le 17 janvier 2016.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *Peace Corps, 1961-1981: For 20 Years, Making a World of Difference: Press Clippings. Part 2. Action*. Office of Public Affairs, August 1981.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *American Foreign Policy: Basic Documents, 1977-1980*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1983.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. TWADDELL, William H. "Why Africa Matters." Allocution prononcée lors d'une réunion municipale du département d'État des États-Unis (Nouvelle-Orléans, 7 avril 1997). Disponible sur <[http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/Twaddell\\_970407.html](http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/Twaddell_970407.html)>. Consulté le 28 mars 2017.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. (Susan E. RICE). *U.S. Policy in Africa: A Partnership for the 21<sup>st</sup> Century. Assistant Secretary for African Affairs Remarks at the Brookings Institution Washington, DC, March 12, 1998. U.S. Department of State Archive, 1997-2001*. Disponible sur <[http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice\\_980312a.html](http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice_980312a.html)>. Consulté le 15 mars 2019.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. (Susan E. RICE). *The President's Trip to Africa. Remarks to the City Club of Cleveland, Ohio, April 17, 1998*. Disponible sur <[http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice\\_980417.html](http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice_980417.html)>. Consulté le 15 mars 2019.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *Assistant Secretary for African Affairs (Susan E. Rice) Remarks to the City Club of Cleveland, Cleveland, Ohio, April 17, 1998*. Disponible sur <[http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice\\_980417.html](http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice_980417.html)>. Consulté le 17 novembre 2019.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. (Susan E. RICE). *U.S.-Africa Policy. Remarks Before the Annual Convention of National Association for the Advancement of Colored People (NAACP), Washington, DC, July 14, 1998*. Disponible sur <[http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice\\_980714.html](http://1997-2001.state.gov/www/regions/africa/rice_980714.html)>. Consulté le 15 mars 2019.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *Secretary of State Madeleine K. Albright. Joint Remarks with Foreign Minister Mompoti Meraphe, Ministry of Foreign Affairs, December 11, 2000, Gaborone, Botswana*, U.S. Department of State. Disponible sur <<https://1997-2001.state.gov/statements/2000/001211b.html>>. Consulté le 18 septembre 2018.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *Confirmation Hearing by Secretary-Designate Colin L. Powell, January 17, 2001*. U.S. Department of State, Office of the spokesman, Washington DC, January 21, 2001. Retranscription disponible sur <<https://2001-2009.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2001/443.htm>>. Consulté le 15 mars 2019.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *Interview du Secrétaire Colin L. Powell dans l'émission « This Week » sur ABC, Washington, DC, 4 février, 2001*. Retranscription disponible sur <<https://2001-2009.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2001/516.htm>>. Consulté le 2 décembre 2019.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *Remarks to the Press Aboard Aircraft en Route to Bamako, Mali. Secretary Colin L. Powell, Remarks to the Press, Bamako, Mali, May 22, 2001*. U.S. Department of State Archive. Disponible sur <<https://2001-2009.state.gov/secretary/former/powell/remarks/2001/2992.htm>>. Consulté le 13 juin 2019.



UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *The National Security Strategy of the United States of America, September 2002*. Disponible sur <<https://2009-2017.state.gov/documents/organization/63562.pdf>>. Téléchargé le 3 avril 2020.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *U.S. Strategy Toward Sub-Saharan Africa. Washington D.C.: The White House, June 14, 2012*. Disponible sur <<https://2009-2017.state.gov/documents/organization/209377.pdf>>. Téléchargé le 24 août 2019.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *Remarks at the "Congress of Tomorrow" Republican Member Retreat in Philadelphia, Pennsylvania, January 26, 2017*. Disponible sur <<https://www.govinfo.gov/content/pkg/DCPD-201700514/pdf/DCPD-201700514.pdf>>. Téléchargé le 7 mars 2021.

UNITED STATES DEPARTMENT OF DEFENSE. *National Defense Strategy of the United States of America: Sharpening the American Military's Competitive Edge, 2018*. DOD Defense [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://dod.defense.gov/Portals/1/Documents/pubs/2018-National-Defense-Strategy-Summary.pdf>>. Téléchargé le 28 février 2021.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *Bilateral Relation's Fact Sheet: U.S. Relations With Uganda, Bureau of African Affairs, March 18, 2022*. Disponible en ligne sur <<https://www.state.gov/u-s-relations-with-uganda/#:~:text=Uganda%20has%20been%20a%20reliable,African%20Union%20Mission%20in%20Somalia.>> Consulté le 31 juillet 2022.

UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE. *Special Online Briefing with General Stephen J. Townsend Commander, U.S Africa Command (U.S AFRICOM), July 26, 2022*. Disponible sur <<https://www.state.gov/special-online-briefing-with-general-stephen-j-townsend-commander-u-s-africa-command-u-s-africom/>>. Consulté le 30 juillet 2022.

UNITED STATES GOVERNMENT PUBLISHING OFFICE. *Report of the Federal Trade Commission on the Control of Iron Ore for the Antitrust Subcommittee of the Committee on the Judiciary, House of Representatives*. Washington D. C.: United States Government Printing Office, 1952.

UNITED STATES GOVERNMENT PUBLISHING OFFICE. *The Constitution of the United States of America: Analysis and Interpretation. 2018. Supplement: Analysis of Cases Decided by the Supreme Court of the United States to June 28, 2018. Public Papers of the Presidents of the United States: Barack Obama. Book I: January 1 to June 30, 2013*. Washington: United States Government Publishing Office, 2018.

UNITED STATES PRESIDENT'S MATERIALS POLICY COMMISSION. *Resources for Freedom*. Volume 1: Foundations for Growth and Security. Washington: US Government Printing Office, 1952.

UNITED STATES WAR INFORMATION OFFICE. *Honorable Cordell Hull: The War and Human Freedom*. Washington: US Government Printing Office, 1942.

USAID. *Trade Africa Initiative Briefer*. USAID, February 14, 2017. Disponible sur <<https://www.usaid.gov/documents/1860/trade-africa-initiative-briefer>>. Consulté le 30 septembre 2019.

USIA. *Reports on Public Opinion in Africa, 1963-1964*. Washington: U.S. Government Printing Office, 1965.

WINSTON CHURCHILL. *Discours de Winston Churchill prononcé au Westminster College à Fulton (Missouri), le 5 mars 1946, sur l'avancée du communisme en Europe centrale et orientale [The Sinews of Peace]*. Disponible sur <[http://www.cvce.eu/content/publication/1997/10/13/5bd9a782-e0ee-4ab9-9a8a-2a8cace3cfb8/publishable\\_fr.pdf](http://www.cvce.eu/content/publication/1997/10/13/5bd9a782-e0ee-4ab9-9a8a-2a8cace3cfb8/publishable_fr.pdf)>. Téléchargé le 15 juin 2016.

## 1.2. Recueils de documents officiels

COMINFORM. *The Cominform: Minutes of the Three Conferences, 1947/1948/1949* (Annali/Fondazione Giangiacomo Feltrinelli). Milan: Feltrinelli Editore Milano, 1994.

COMINTERN. *The 1928 and 1930 Comintern Resolutions on the Black National Question in the United States*. Washington: Revolutionary Review Press, 1975.

DAVIDSON, Apollon, VIATKINA, R., TSYPKIN, Georgiy. *Rossija i Afrika. Dokumenty i materialy XVIII vek – 1960 god*. Tom I: XVIII-1918. Moskva: Rossijskaja Akademia Nauk, 1999.

DAVIDSON, Apollon, VIATKINA, R., TSYPKIN, Georgiy. *Rossija i Afrika. Dokumenty i materialy XVIII vek – 1960 god*. Tom II: 1918-1960. Moskva: Rossijskaja Akademia Nauk, 1999.

FELSHTINSKY, Yuri. *Arkhiv Trotskogo*. Tom 2. Kharkov : OKO, 2001.

GARRIGUES, Jean. *Les grands discours parlementaires de la Troisième République : de Victor Hugo à Georges Clémenceau*. Volume 1. Paris : Armand Colin, 2004.

GEORGE, Lloyd. *The "Fontainebleau Memorandum" of Mr. Lloyd George (March 25, 1919): Some Considerations for the Peace Conference before They Finally Draft Their Terms*. <<https://elizabethmaddaluno.wordpress.com/2017/04/15/fountainbleu-memorandum/>>. Consulté le 15 juillet 2019.

GLENNON, John P. *Foreign Relations of the United States. Africa and South Asia*. Volume XI: 1952-1954. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1983.

GORODNOV, Valentin, DAVIDSON, Apollon. *Komintern i Afrika. Dokumenty*. Moskva : Aleteia, 2003.

HILTS, Joseph, and David C. HUMPHREY. *Foreign Relations of the United States, 1969-1976. Documents on Sub-Saharan Africa*. Volume E-5: 1969-1972. Part 1. Washington: United States Government Printing Office, 2005.

KEEFER, Edward C. (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1969-1976*. Vol. 28: Southern Africa. Washington: United States Government Printing Office, 2011.

KOMINTERN. *Vtoroy Kongress Kominterna : iyul' – avgust 1920 goda*. Moskva : Partiynoe izdatel'stvo, 1934.

KOMINTERN. *Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers Congrès mondiaux de l'Internationale communiste, 1919-1923 (juin 1934). Textes complets*. Paris : Bibliothèque communiste, Librairie du Travail. Réimpression en fac-similé, François Maspero, 1971.

LAFANTASIE, Glenn W. *Foreign relations of the United States: Africa*. Volume XIV: 1958-1960. Washington: United States Government Printing Office, 1992.

LAFANTASIE, Glenn W. (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1961-1963*. Volume XIII: West Europe and Canada. Washington: United States Government Printing Office, 1994.

MINTS, I., GORODETSKIY, E. (ed.). *Dokumenti po istorii grazhdanskoy voyni v SSSR*. Tom I : Pervyj etap grazhdanskoy voyni. Moskva : Politizdat, 1941.

OBASANJO, Olusegun. *Hope for Africa: Selected Speeches of Olusegun Obasanjo*. Abeokuta: ALF Publications, 1993.

PERKINS, Ralph E., and Everett S. GLEASON. *Foreign Relations of the United States: Diplomatic Papers. The Near East and Africa*. Volume VIII: 1945. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1945.

SLANY, William Z. *Foreign Relations of the United States. The Near East and Africa*. Volume V: 1951. Washington, D.C.: U.S. Government Printing Office, 1951.

THWAITES, James D. *La mondialisation : documents essentiels*. Saint-Nicolas (Québec) : Les Presses de l'Université Laval, 2004.

WOODROOFE, Louise P. (ed.). *Foreign Relations of the United States. Horn of Africa*. Volume XVII: 1977-1980. Part 1. Washington: United States Government Publishing Office, 2016.

### 1.3. Ouvrages

BUSH, George, and Brent SCOWCROFT (traduit de l'anglais par Christian Cler, Michèle Garène). *À la Maison Blanche : 4 ans pour changer le monde*. Paris : Éditions Odile Jacob, 1999.

MARX, Karl, and Friedrich ENGELS. *Le Manifeste du Parti Communiste, 1895*. Paris : Éditions Bibebook.

LÉNINE, Vladimir (1917). *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*. Paris : Éditions sociales, 1945.

LÉNINE, Vladimir (1920). *La Maladie infantile du communisme : « Le Gauchisme »*. Paris : Le Monde en 10/18, 1962.

LÉNINE, Vladimir. *Œuvres complètes*. Tome 6 : 1902-1903. Paris : Éditions sociales internationales, 1934.

LENINE, Vladimir. *Polnoe sobranie sotchineiy*. Tom 16. Moskva : Gossoudarstvennoe izdanie politicheskoy literatoury, 1973.

LÉNINE, Vladimir. *Œuvres complètes*. Tome 26. Paris : Éditions sociales, 1959.

LENINE, Vladimir. *Polnoe sobranie sotchineiy*. Tom 28. Moskva : Gossoudarstvennoe izdanie politicheskoy literatoury, 1962.

LENINE, Vladimir. *Polnoe sobranie sotchineiy*. Tom 31. Moskva : Gossoudarstvennoe izdanie politicheskoy literatoury, 1969.

LENINE, Vladimir. *Polnoe sobranie Sotchineniy*. Tom 32. Moskva : Politizdat, 1969.

STALINE, Joseph. *Après la victoire. Pour une paix durable*. Paris : Éditions sociales, 1949.

STALINE, Joseph. *Sotchinenija*. Tom 5, Moskva : OGIZ, 1947.

STALINE, Joseph. *Sochinenia*. Tom 6, Moskva : OGIZ, 1947.

STALINE, Joseph. *Sotchinenija*. Tom 9, Moskva : OGIZ, 1949.

STALINE, Joseph. *Derniers écrits : 1950-1953*. Paris : Éditions sociales, 1953.

STALINE, Joseph. *Textes*. Françoise Sève (sous la dir.). Volume II. Paris : Éditions sociales, 1983.

TROTSKY, Léon. *L'Internationale communiste après Lénine ou le grand organisateur de la défaite*. Paris : Éditions Rieder, 1930.

TROTSKY, Leon. *My Life. An Attempt at an Autobiography*. New York: Dover publications, 2007.

VOLTAIRE. *Œuvres complètes de Voltaire*. Tome XII. Paris : Chez Furne, Libraire-Éditeur, 1835.

#### 1.4. Articles de presse

AMERICAN FOREIGN SERVICE ASSOCIATION. "Tracker: Current U.S. Ambassadors." *American Foreign Service Association [AFSA]* [en ligne] November 20, 2019. Disponible en ligne <<https://www.afsa.org/list-ambassadorial-appointments>>. Consulté le 28 novembre 2019.

BINDER, David. "Senate Votes to Cut Off Covert Aid for Angolans; Ford Predicts a 'Tragedy'." *New York Times* (December 20, 1975): 1.

BONCHAMP, Lazare. « Conquête de l'Ouest et expansion des États-Unis au XIXe siècle ». *Histoire pour Tous* [en ligne] 24 mars 2021. Disponible sur <<https://www.histoire-pour-tous.fr/dossiers/1424-lexpansion-des-etats-unis-et-la-conquete-de-louest.html>>. Consulté le 30 décembre 2022.

CIA. "Malcom X Calls Peace Corps 'Spies'. May 15, 1964." *Daily Report. Foreign Radio Broadcasts*. No. 95 (May 1964): BBB12.

CLINTON, William, GORE, Albert, WARREN, Christopher, LAKE, Anthony, ATWOOD, Brian, and MOOSE, George. "Building a Better Future in Africa." *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 5. No. 18 (May 2, 1994): 445-457.

DIALLO, Boubacar. « Expulsion des Guinéens des États-Unis : les révélations de l'Ambassadeur Mamady Condé ». *AfricaGuinée* [en ligne] 9 mai 2017. Disponible sur <<https://www.africaguinee.com/articles/2017/05/09/expulsion-des-guineens-des-etats-unis-les-revelations-de-l-ambassadeur-mamady>>. Consulté le 10 novembre 2019.

EURASIAN COMMISSION. « EEK i Afrikanskiy soyuz budut razvivat' sotrudnichestvo ». *Eurasian Commission* [en ligne] 5 juin 2019. Disponible sur <<http://www.eurasiancommission.org/ru/nae/news/Pages/05-06-2019-1.aspx>>. Consulté le 9 juillet 2019.

INTERNATIONAL LEGAL MATERIALS. "Foreign Assistance Act of 1963." *International Legal Materials*. Vol. 3. No. 1 (January 1964): 47-60.

KODJO-GRANDVAUX, Séverine. « 'L'avenir du monde se joue en Afrique'. Entretien croisé entre Felwine Sarr et Achille Mbembe à l'occasion des premiers Ateliers de la pensée, Dakar-St Louis, Sénégal, du 28 au 31 octobre 2016 ». *Le Monde Afrique* [en ligne] 28 octobre 2016. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/21/l-avenir-du-monde-se-joue-en-afrique\\_5017948\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/10/21/l-avenir-du-monde-se-joue-en-afrique_5017948_3212.html)>. Consulté le 24 mai 2021.

LAKE, Anthony. "Sustained U.S. Assistance to Africa." *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 6. No. 27 (July 3, 1995): 537-539.

MCGHEE, George C. "Africa's Role in the Free World Today, July 16, 1951." *The Department of State Bulletin*. Part 1. Volume 25. No. 627 (July 1951): 97-101.

MILLS, Richard. "President Bush and USTR Zoellick Open First U.S. – Sub-Saharan Africa Trade Forum." *Office of the United States Trade Representative* (October 29, 2001) [en ligne]. Disponible sur <[https://ustr.gov/archive/Document\\_Library/Press\\_Releases/2001/October/President\\_Bush\\_USTR\\_Zoellick\\_Open\\_First\\_US\\_-\\_Sub-Saharan\\_Africa\\_Trade\\_Forum.html](https://ustr.gov/archive/Document_Library/Press_Releases/2001/October/President_Bush_USTR_Zoellick_Open_First_US_-_Sub-Saharan_Africa_Trade_Forum.html)>. Consulté le 22 novembre 2019.

MINISTERSTVO INOSTRANNYKH DEL ROSSIYSKOY FEDERATSII. « Alpha Condé à Vladimir Poutine : 'La Guinée pourrait devenir une porte d'entrée pour la Russie vers l'Afrique occidentale' ». *Ambassade de la Fédération de Russie en République de Guinée – Ministerstvo inostrannykh del [MID]* [en ligne] sans date. Disponible sur <[https://guinea.mid.ru/web/guinee-fr/actualites-de-l-ambassade/-/asset\\_publisher/u42v15IwZdIL/content/alpha-conde-a-poutine-la-guinee-pourrait-devenir-une-porte-d-entree-de-la-russie-vers-l-afrique-occidentale-?inheritRedirect=false](https://guinea.mid.ru/web/guinee-fr/actualites-de-l-ambassade/-/asset_publisher/u42v15IwZdIL/content/alpha-conde-a-poutine-la-guinee-pourrait-devenir-une-porte-d-entree-de-la-russie-vers-l-afrique-occidentale-?inheritRedirect=false)>. Consulté le 24 juin 2019.

MOOSE, George E. "The Role of Trade and Investment in U.S. Policy Toward Africa." *U.S. Department of State Dispatch*. Vol. 6. No. 12 (March 20, 1995): 225-227.

MORAWIECKI, Mateusz. "Russia's Monstrous Ideology Must Be Defeated." *The Daily Telegraph* [en ligne] May 10, 2022.

Disponible sur <<https://www.telegraph.co.uk/opinion/2022/05/10/russias-monstrous-ideology-must-defeated/>>. Consulté le 27 mai 2022.

NATIONS UNIES. « La Chine fait part de son indignation après que son ambassade à Belgrade a été touchée par les bombardements ». *Nations Unies* [en ligne]. N°CS/1047, 8 mai 1999. Disponible sur <<https://www.un.org/press/fr/1999/19990508.cs1047.html>>. Consulté le 20 juin 2019.

NATIONS UNIES. « Sommet Union européenne-Union africaine : refonder un partenariat privilégié, 17 et 18 février 2022 ». *Nations Unies* [en ligne] 16 février 2022. Disponible sur <<https://onu.delegfrance.org/sommet-union-europeenne-union-africaine-refonder-un-partenariat-privilegie-17>>. Consulté le 27 juillet 2022.

NATIONS UNIES. « L'Assemblée générale décide de suspendre la Russie du Conseil des droits de l'homme ». *Nations Unies* [en ligne] 7 avril 2022. Disponible sur <<https://news.un.org/fr/story/2022/04/1117912>>. Consulté le 17 juillet 2022.

NIXON, Richard. "The Emergence of Africa. Report to President Eisenhower by Vice President Richard Nixon." *State Department Bulletin* (April 22, 1957): 635-640.

NOVOSTI EEK. « EEK i Komissiya Afrikanskogo soyuza podpisali Memorandum o vzaimoponimanii ». *Evrazijskaya ekonomicheskaya komissiya* [en ligne] 24 octobre 2019. Disponible sur <<http://www.eurasiancommission.org/ru/nae/news/Pages/24-10-2019-5.aspx>>. Consulté le 15 mars 2021.

PACCAUD, Olivier. « Manifestations de russophobie en France ». *Sé debates parlementaires. Journal officiel de la République française. Questions-réponses*. N°11 (17 mars 2022) : 1421. Disponible en ligne sur <[https://www.senat.fr/questions/jopdf/2022/2022-03-17\\_seq\\_20220011\\_0001\\_p000.pdf](https://www.senat.fr/questions/jopdf/2022/2022-03-17_seq_20220011_0001_p000.pdf)>. Téléchargé le 27 mai 2022.

RFI. « Interview de Jean Ping, Président de la Commission de l'Union africaine, à Radio France Internationale ». *RFI* [en ligne] 24 mars 2011. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20110324-jean-ping-explique-position-ua-le-conflit-libye>>. Consulté le 14 septembre 2019.

TROTSKY, Léon. « Le danger de Thermidor. À propos du discours de Staline au Comité Central du PCR, le 11 janvier 1933, Prinkipo ». *La Vérité*. N°139 (26 janvier 1933) : 1-2.

TROTSKY, Leon. "Germany and the USSR (Turkey, March 17, 1933)." *Internal Bulletin of the Communist League of America*. No. 11 (March 31, 1933): 2-3.

TULLY, Andrew. "International Poll Finds U.S. Still Viewed as World's Bully." *RFERL* [en ligne] July 7, 2009. Disponible sur <[https://www.rferl.org/a/International\\_Poll\\_Finds\\_US\\_Still\\_Viewed\\_As\\_Worlds\\_Bully/1771375.html](https://www.rferl.org/a/International_Poll_Finds_US_Still_Viewed_As_Worlds_Bully/1771375.html)>. Consulté le 28 juillet 2022.

UNIDO. « Mezhdunarodnaya mezhpapamentckaya konferentsiya ‘Rossiya-Afrika’ : gorizonty sotrudnichestva’ ». *United Nations Industrial Development Organization (UNIDO)* [en ligne] 21 juin 2010. Disponible sur <[http://www.unido.ru/news/rossija\\_afrika/](http://www.unido.ru/news/rossija_afrika/)>. Consulté le 15 février 2018.

UNITED NATIONS. "IRIN-SA Weekly Round-up 19 covering the period 12 - 18 May 2001." *ReliefWeb* [en ligne] May 18, 2001. Disponible sur <<https://reliefweb.int/report/angola/irin-sa-weekly-round-19-covering-period-12-18-may-2001>>. Consulté le 15 juillet 2019.

UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT. "The Young African Leaders Initiative." *USAID* [en ligne]. Disponible sur <<https://www.usaid.gov/yali>>. Consulté le 24 août 2019.

UNITED STATES TRADE REPRESENTATIVE. "Trade is Key to Africa's Economic Growth." *USTR* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://ustr.gov/about-us/policy-offices/press-office/blog/trade-key-africa%E2%80%99s-economic-growth>>.

### 1.5. Lettres

BRIGGS, Cyril. *Letter to Theodore Draper in New York from Cyril Briggs in Los Angeles, March 17, 1958*.

Disponible sur <<http://www.marxisthistory.org/history/usa/groups/abb/1958/0317-briggs-todrapr.pdf>>. Téléchargé le 26 juillet 2019.

MCKAY, Claude. *To General Secretary of the ECCI Vasil Kolarov from Claude McKay in Moscow, Dec. 23, 1922*. Disponible sur

<<http://www.marxisthistory.org/history/usa/groups/abb/1922/1223-mckay-tokolarov.pdf>>.

Téléchargé le 7 août 2017.

ROCKEFELLER, Nelson A. *"My Dear Mr. President." Rockefeller writes to Eisenhower, January, 1957*.

Disponible

<<http://www.sahistory.org.za/sites/default/files/DC/Lin2457.1729.455X.000.024.Apr1957.6/Lin2457.1729.455X.000.024.Apr1957.6.pdf>>. Téléchargé le 15 juillet 2016.

### 1.6. Mémoires et thèses

LAI, Zaki. *Les deux grandes puissances et l'Afrique (1960-1977)*. Tom I et II. 1983. Institut d'Études Politiques de Paris, thèse de doctorat.

METZMEIER, Kurt X. *John F. Kennedy, Ghana and the Volta River Project: A Study in American Foreign Policy towards Neutralist Africa*. 1989. University of Louisville, Master's Thesis.

PHALICHANH, Justin P. *The Peace Corps: An Altruistic or Imperialistic Enterprise*. 2010 Brandeis University, Master's Thesis.

VISHNEVSKY, Mikhail. *Aktual'nye problemy sovremennoy politiki SShA v Afrike*. 2003. Institut Afriki, doktorskaya dissertatsiya.

YAKOVLEVA, Elena. *Kolonialnyj razdel Afriki i pozitsija Rossii: vtoraja polovina XIX veka – 1914 god.* 2003. Irkutskiy gosudarstvenniy universitet, doktorskaya dissertatsiya.

### 1.7. Autres : sites de réseaux sociaux

Facebook :

*Abdoulaye Balde*, « *Abdou-laye Edlab* » : <https://www.facebook.com/abdoulaye.balde.902>  
Consulté le 21 juillet 2021.

*La Politique Africaine pour les Nuls* : <https://www.facebook.com/La-Politique-Africaine-Pour-Les-Nuls-768548616510516>  
Consulté le 21 juillet 2022.

*Media Info Afrique* :

<https://www.facebook.com/profile.php?id=100077261453595>  
Consulté le 21 juillet 2022.

*Prêtre SN Animation* : <https://www.facebook.com/pretreSn>  
Consulté le 21 juillet 2022.

Twitter :

*Sénateur Lindsey O. Graham* :

<https://twitter.com/lindseygrahamsc/status/1499574209567199235>  
Consulté le 21 juillet 2022.

## 2. Sources secondaires

### 2.1. Ouvrages

AICARDI DE SAINT-PAUL, Marc. *La politique africaine des États-Unis. Mécanismes et conduite.* Paris : Economica, 1984.

ADI, Hakim. *West Africans in Britain 1900-1960: Nationalism, Pan-Africanism and Communism.* London: Lawrence and Wishart, 1998.

ALDEN, Chris, and Ana Cristina ALVES. *Emerging Powers in Africa.* Issue 16. London: LSE IDEAS, 2013.

AMBROSE, Stephen E., and Douglas G. BRINKLEY. *Rise to Globalism: American Foreign Policy since 1938.* 9th rev. Edition. New York: Penguin Books, 2012.

AMNESTY INTERNATIONAL. *The Hidden U.S. War in Somalia.* London: Amnesty International, 2019.

ANKENY, Marling J. (dir.). *Minerals Yearbook. 1957.* Volume 1: Metals and Minerals (Except Fuels). Washington: United States Government Printing Office, 1958.



ATTWOOD, William. *The Reds and the Blacks. A Personal Adventure*. New York: Harper and Row, 1967.

BADIE, Bertrand et Dominique VIDAL. *Fin du leadership américain ? L'état du monde 2020*. Paris : Éditions La Découverte, 2019.

BALESIN, A. *Evrotsentrizm i Afrotsentrizm v XXI veke: afrikanizm v mirovom kontekste*. Moskva: IVI RAN, 2000.

BASILE, Antoine. *Commerce extérieur et développement de la petite nation : Essai sur les contraintes de l'exiguïté économique*. Paris : Librairie Droz, 1972.

BEREZKIN, A., I. ZEMSKOV, I. IVASHIN, and V. ISRAELYAN (ed.). *Istoria vneshney politiki SSSR: 1917-1980*. Tom I: 1917-1945. Moskva: Nauka, 1980.

BERGER, Samuel R., and Robert L. HUTCHINGS (ed.). *At the End of the American Century: America's Role in the Post-Cold War World*. Baltimore : Johns Hopkins University Press, 1998.

BERRAMDANE, Abdelkhaleq. *Le Sahara occidental, enjeu maghrébin*. Paris : Karthala, 1992.

BEURET, Michel, et Serge MICHEL. *La Chinafrique. Pékin à la conquête du continent noir*. Paris : Bernard Grasset, 2008.

BIERMANN, Werner. *African Crisis Response Initiative - the New U.S. Africa Policy*. Berlin: Lit Verlag, 1999.

BINGHAM, Emily S., and Thomas A. UNDERWOOD. *The Southern Agrarians and the New Deal: Essays After I'll Take My Stand*. Charlottesville : University Press of Virginia, 2001.

BOAHEN, Albert Adu. *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique sous domination coloniale : 1880-1935*. Volume VII. Paris : Unesco, 1987.

BOWLES, Chester. *A View from New Delhi: Selected Speeches and Writings, 1963-1969*. New Haven : Yale University Press, 1969.

BUNDUKU-LATHA, Paul. *L'Administration Clinton et l'Afrique*. Paris : Harmattan, 2000.

BUNDUKU-LATHA, Paul. *La politique africaine de George W. Bush*. Paris : éditions Publibook, 2010.

BRUTENTS, Karen. *Tridtsat' let na Staroi plochtchadi*. Moskva: Mezhdounarodnye otnosheniya, 1998.

BUTLER, L. J. *Copper Empire. Mining and the Colonial State in Northern Rhodesia, 1930-64*. New York : Palgrave Macmillan, 2007.

CABESTAN, Jean-Pierre. *La politique internationale de la Chine. Entre intégration et volonté de puissance*. Paris : Presses de Sciences Po, 2015.  
Paris : Editions Complexes, 1974.

- CARROUÉ, Laurent, Didier COLLET, et Claude RUIZ. *Les Amériques*. Paris : Bréal, 2007.
- CATALA, Michel (ed.). *Histoires d'Europe et d'Amérique : le monde atlantique contemporain : mélanges offerts à Yves-Henri Nouailhat*. Nantes : Ouest éditions, 1999.
- CHOMÉ, Jules. *L'ascension De Mobutu. Du Sergent Joseph Désiré Au Général Sese Seko*.
- CHURCHILL, Winston S. *Great Contemporaries*. London: Butler and Tanner, 1939.
- CLARENCE-SMITH, Gervase. *The Third Portuguese Empire, 1825-1975. A Study in Economic Imperialism*. Manchester: Manchester University Press, 1985.
- CLOUGH, Michael. *Free at Last? U.S. Policy Toward Africa and the End of the Cold War*. New York: New York University Press, 1992.
- COHEN, Herman J. *Intervening in Africa. Superpower Peacemaking in a Troubled Continent*. London : Macmillan Press, 2000.
- COHEN, William B. *Français et Africains. Les Noirs dans le regard des Blancs 1530-1880*. Paris : Éditions Gallimard, 1981.
- COOKSON, John A., Norman C. WALPOLE, and Donald M. BOUTON. *U.S. Army Area Handbook for Nigeria. April 1961*. Second Edition. Washington D.C.: Foreign Areas Studies Division, Special Operations Research Office, The American University, 1964.
- COQUERY-VIDROVITCH, Catherine, Alain FOREST, and Herbert WEISS. *Rébellions-Révolution au Zaïre (1963-1965)*. Tome 2. Paris : Harmattan, 2000.
- CRAVEN, Matthew, Sundhya PAHUJA, and Gerry SIMPSON (eds.). *International Law and the Cold War*. Cambridge: Cambridge University Press, 2020.
- DATTA, Christopher. *Guardians of the Grail: A Life of Diplomacy on the Edge*. N/L: Smashwords Edition, 2018.
- DAVIDSON, Apollon, Sergey MAZOV, and Georgiy TSYPKIN. *SSSR i Afrika. 1918-1960. Dokumentirovannaja istorija vzaimootnochenij*. Moskva: IVI RAN, 2002.
- DAVIDSON, Apollon, and Irina FILATOVA. *Rossia i Juzhnaja Afrika: tri veka svjazej*. Moskva: Gosudarstvennij Universitet vyshej shkoly ekonomiki, 2010.
- DAVIDSON, Apollon, and Irina FILATOVA. *Rossiya i Yuzhnaya Afrika: navedenie mostov*. Moskva: Izdatel'skiy dom vysshey shkoly ekonomiki, 2012.
- DAVIDSON, Basil. *Les royaumes africains. Les grandes époques de l'homme*. New York : Éditions Time-Life, 1969.
- DEITCH, Tatyana, and Evgeny KORENDYASOV. *Rossiysko-afrikanskije otnoshenija v uslovijakh globalizatsii*. Moskva : Institut Afriki RAN, 2009.

DIENG, Amady Aly. *Histoire des organisations d'étudiants africains en France, 1900-1950*. Paris : Harmattan, 2011.

DIOP, Cheikh-Anta. *L'Afrique noire précoloniale. Étude comparée des systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique noire de l'Antiquité à la formation des États modernes*. Paris : Présence africaine, 1960.

DOCKRILL, Saki. *Eisenhower's New-Look National Security Policy, 1953-61*. New York: St. Martin's Press, 1996.

DOKUCHAEV, Mikhail. *Istoria pomnit*. Moskva: Sobor, 1998.

DONALDSON, Robert H., and Joseph L. NOGEE. *The Foreign Policy of Russia: Changing Systems, Enduring Interests*. 4th Edition. New York : M. E. Sharpe, 2009.

DREYFUS, Michel. « De la naissance du PC à la Seconde Guerre mondiale ». *Crises et dissidences : De 1920 à nos jours* (sous la direction de Dreyfus Michel). Paris : Éditions Complexe (programme ReLIRE), pp. 15-92.

DUIGNAN, Peter, and L. H. GANN. *The United States and Africa: A History*. Cambridge: Cambridge University Press, 1984.

DURAND, Pierre-Michel. *L'Afrique et les relations franco-américaines des années soixante. Aux origines de l'obsession américaine*. Paris : Harmattan, 2008.

DURPAIRE, François. *Les États-Unis ont-ils décolonisé l'Afrique noire francophone ?* Paris : Harmattan, 2005.

DURRANI, Shiraz. *Pio Gama Pinto: Kenya's Unsung Martyr. 1927 – 1965*. Nairobi : Vita Books, 2018.

EANES DE ZURARA, Gomes. *The Chronicles of Discovery and Conquest of Guinea*. Cambridge: Cambridge University Press, 2010.

EFOUDEBE, Marcel-Duclos. *L'Afrique survivra aux afro-pessimistes: lettre ouverte à un « ami » de l'Afrique (et à quelques autres...)*. Paris : Harmattan, 2007.

ELISEEV, Aleksandr. *1937-oy god. Vsyā pravda o « stalinskikh » repressiyakh*. Moskva : Eksmo, 2009.

ES SAÂDI, Abderrahmane. [1650] (trad. Octave Houdas). *Tarikh Es-Soudan*. Tome 1. Paris: Ernest Leroux, 1900.

FELSHTINSKY, Yuri. *Kommunisticheskaya oppositsiya v SSSR, 1923-1927*. Tom 4. Moskva: Terra, 1990.

FIKREYESUS, Daniel. *Oil and U.S. Foreign Policy Towards Africa*. Atlanta: Georgia State University, 2012.

FILATOVA, Irina. *The Hidden Thread: Russia and South Africa in the Soviet Era*. Cape Town: Jonathan Ball Publishers, 2013.

FOSTER, William Z. *Istoriya trekh internatsionalov*. Moskva: Gosudarstvennoe izdatel'stvo politicheskoy literatury, 1959.

FRENKEL, R., and E. NIKOLAEVA. *Lenin i Stalin. Sbornik proizvedeniy k izucheniyu istorii VKP (b)*. Tom 3. Moskva: Partizdat CK VKP (b), 1937.

GAMBIEZ, Fernand. *Libération de la Corse*. Paris : Hachette, 1973.

GARDINER DAVENPORT, Frances. *European Treaties Bearing on the History of the United States and Its Dependencies to 1648*. Washington: Carnegie Institution of Washington, 1917.

GARTHOFF, Raymond L. *Détente and Confrontation. American-Soviet Relations from Nixon to Reagan*. Washington: The Brookings Institution, 1985.

GIBBS, David N. *The Political Economy of Third World Intervention. Mines, Money, and U.S. Policy in the Congo Crisis*. Chicago: The University of Chicago Press, 1991.

GOLDSWORTHY, David. *Tom Mboya: The Man Kenya Wanted to Forget*. New York: Holmes & Meier Publishers Inc., 1982.

GOODMAN, Melvin A. *Gorbachev and Soviet Policy in The Third World*. Washington D.C.: The Institute for National Strategic Studies National Defense University, 1990.

GORELIK, Boris. *Rossiyskaya immigratsiya v Yuzhnyu Afriku: vchera i segodnya*. Moskva: Institut Afriki (RAN), 2007.

GOUNIN, Yves. *La France en Afrique. Le combat des Anciens et des Modernes*. Bruxelles : Editions de Boeck Université, 2009.

GRAND, Camille et Pierre GROSSER. *Les Relations internationales depuis 1945*. Paris : Hachette Education (programme ReLIRE), 2000.

GRIMAL, Henri. *La décolonisation de 1919 à nos jours*. Bruxelles : Editions Complexe, 1996.

GROMYKO, A., I. GOROKHOV, L. ZAMYATIN, and I. ZEMSKOV (ed.). *G. V. Tchitcherin - diplomat leninskoy shkoly*. Moskva: Izdatel'stvo politicheskoy literatury, 1974.

GROMYKO, Andreï. *Afrika. Progress, trudnosti, perspektivi*. Moskva : Mezhdounarodnye otnosheniya, 1981.

GROMYKO, Andreï. *L'U.R.S.S. et l'Afrique*. Moscou : Académie des Sciences de l'URSS, 1982.

GROMYKO, Andreï. *Leninskim kursom mira. Izbrannye retchi i stat'i*. Moskva: Politizdat, 1984.

GUERNIER, Eugène L. *L'Afrique, champ d'expansion de l'Europe*. Paris: Armand Colin, 1933.

HARLAN, Louis R. (ed.). *The Booker T. Washington Papers*. Volume 3: 1889-95. Urbana: University of Illinois Press, 1974.

HARMAND, Jules. *Domination et colonisation*. Paris : Ernest Flammarion, 1910.

HARPER, Jim C. *Western-Educated Elites in Kenya, 1900-1963: The African American Factor*. New York: Routledge, 2016.

HAYDARA, Abou. *L'envers de l'épopée portugaise en Afrique (XVe-XXe siècles)*. Paris : Harmattan, 2007.

HAYES, Diana, and Charles E. CURRAN (ed.). *Change in Official Catholic Moral Teaching*. New York: Paulist Press, 2003.

HEMPSTONE, Smith. *The New Africa*. London: Faber and Faber, 1961.

HENDRICKSON, Roshen. *Promoting U.S. Investment in Sub-Saharan Africa*. New York: Palgrave Macmillan, 2014.

HODGE, Carl Cavanagh, and Cathal J. NOLAN. *U.S. Presidents and Foreign Policy: From 1789 to the Present*. Santa Barbara: ABC-CLIO, 2007.

HORNSBY, Charles. *Kenya: A History Since Independence*. New York: I. B. Tauris, 2013.

JAMES, Winston. *Holding Aloft the Banner of Ethiopia: Caribbean Radicalism in Early Twentieth-Century America*. London: Verso, 1998.

JEFFREYS-JONES, Rhodri. *The CIA and American Democracy*. 3rd Edition. New Haven: Yale University Press, 2003.

JOLY, Vincent. *Le Soudan français de 1939 à 1945. Une colonie dans la guerre*. Paris : Karthala, 2006.

JURQUET, Jacques. *La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français*. Tome 2 : 1920-1939. Paris : Éditions du Centenaire, 1974.

KHANNA, Tarun. *Billions of Entrepreneurs: How China and India Are Reshaping Their Futures and Yours*. New Delhi: Penguin Viking, 2007.

KILLINGRAY, David. *Africans in Britain. Immigrants and Minorities*. London: Routledge, 1994.

KISSINGER, Henry. *Diplomatie*. Paris : Fayard, 1996.

KLINGHOFFER, Arthur Jay. *The Angolan War: A Study in Soviet Policy in The Third World*. New York: Routledge, 2019.

KOLLE SAME, Samuel. *Naissance et paradoxes du discours anthropologique africain*. Paris : Harmattan, 2007.

KONCZACKI, Zbigniew A., Jane L. PARPART, and Timothy M. SHAW. *Studies in the Economic History of Southern Africa*. Volume 1: The Front-Line States. New York: Routledge, 1990.

KONÉ, Amadou. *De la guerre d'indépendance à la guerre civile et internationale en Angola, 1961-1991*. Paris : Éditions connaissances et savoirs, 2013.

KUPCHAN, Charles A. *Isolationism: A History of America's Efforts to Shield Itself from the World*. New York: Oxford University Press, 2020.

LACOURSIÈRE, Jacques, Jean PROVENCHER, et Denis VAUGEOIS. *Canada-Québec, 1534-2000*. Québec : Septentrion, 2001.

LAFANTASIE, Glenn W. (ed.). *Foreign Relations of the United States, 1958 – 1960. Africa*. Volume XIV. Washington D.C.: United States Government Printing Office, 1992.

LAÏDI, Zaki. *Les contraintes d'une rivalité : les superpuissances et l'Afrique, 1960-1985*. Paris: La Découverte, 1986.

LARINE, V. *Amerikanskie monopolii v Afrike*. Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1962.

LESUR, C.- L. *Annuaire Historique Universel pour 1823*. Paris : Imprimerie de Rignoux, 1823.

LEWIS, David L. *W. E. B. Du Bois, 1919-1963: The Fight for Equality and the American Century*. New York: H. Holt, 2001.

LULAT, Y. G.-M. *United States Relations with South Africa. A Critical Overview from The Colonial Period to The Present*. New York: Peter Lang, 2008.

MAKKENZI, Kermit. *Komintern i mirovaja revoljutsija. 1919-1943*. Moskva: Centrpoligraf, 2008.

MANTUBA-NGOMA, Mabiala. *La nouvelle histoire du Congo : mélanges eurafricains offerts à Frans Bontinck*. Paris : Harmattan, 2004.

MATTHEWS, Joseph Brown. *Communism and the NAACP*. Atlanta: Georgia Commission on Education, 1958.

MAZOB, Sergey. *Politika SSSR v Zapadnoy Afrike, 1956-1964. Neizvestnie stranisty istorii Kholodnoy voyni*. Moskva : Nauka, 2008.

MAZRUI, Ali A., et Christophe WONDJI. *Histoire générale de l'Afrique : l'Afrique depuis 1935*. Volume VIII. Paris : Éditions Unesco, 1998.

MELTON, Carol Willcox. *Between War and Peace. Woodrow Wilson and the American Expeditionary Forces in Siberia, 1918-1921*. Macon: Mercer University Press, 2001.

MINTER, William. *Portuguese Africa and the West*. New York: Monthly Review Press, 1972.

MOREAU DEFARGES, Philippe. *Relations Internationales. Questions régionales*. 7<sup>e</sup> éd. Paris : Éditions du Seuil, 2011.

MOSAMETE, Sekola. *L'Afrique et la perestroïka. L'évolution de la pensée soviétique*. Paris : Harmattan, 2007.

MULUNDU, Kyoni Kya. *Les États-Unis brisent l'élan souverain du Katanga : Seul contre trois. II. M. Moïse Kapend Tshombe face à John F. Kennedy*. Paris : Les éditions Edilivre, 2015.

MURAWIEC, Laurent. *L'esprit des nations : cultures et géopolitique*. Paris : Les Éditions Odile Jacob, 2002.

NAMIKAS, Lise. *Battleground Africa: Cold War in the Congo, 1960-1965*. Redwood City: Stanford University Press, 2013.

NDAYWEL È NZIEM, Isidore, Théophile OBENGA, et Pierre SALMON. *Histoire générale du Congo : de l'héritage ancien à la République Démocratique*. Bruxelles : CGRI De Boeck & Larcier-Duculot, 1998.

N'GOUO WOUNGLY-MASSAGA, René Jacques. *La révolution au Congo : contribution à l'étude des problèmes politiques d'Afrique centrale*. Paris : François Maspero, 1974.

NIANE, Djibril Tamsir. *Histoire générale de l'Afrique*. Volume IV : l'Afrique du XII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle. Paris : Éditions Unesco, 1985.

NIKOLAEV, Nikolay. *Russkaya Afrika*. Moskva: Vetcher, 2009.

NIMER, Benjamin. *Television As a Factor of National Cohesion in Kenya and Uganda*. Washington: George Washington University Press, 1966.

NJOROGE, Raphael J. *Education for Renaissance in Africa*. Victoria: Trafford Publishing, 2003.

NKEN NDJENG, Philippe. *L'idée nationale dans le Cameroun francophone : 1920-1960*. Paris : Harmattan, 2012.

NKRUMAH, Kwame. *Africa Must Unite*. New York: Frederick A. Praeger, 1963, p. 174.

NOLAN, Thomas B. (dir.). *Geological Survey Bulletin*. Issue 1000. Washington: United States Government Printing Office, 1958.

NORDENSTRENG, Kaarle, and Jiri KUBKA. *Useful Recollections Part II: Excursion into the History of the International Movement of Journalists*. Prague: International Organization of Journalists, 1988.

OCDE/CSAO. *Dynamiques de l'urbanisation africaine 2020 : Africapolis, une nouvelle géographie urbaine*. Cahiers de l'Afrique de l'Ouest. Paris : Éditions OCDE, 2020.

O'NEILL, Jim. *Global Economics Paper N° 66*. New York: Goldman Sachs, 2001.

OSUNDINA, Oyeniya. *The Story of Nigeria's Petroleum Industry*. London: Novum Publishing, 2016.

OYE, Kenneth A., Robert J. LIEBER, and Donald S. ROTHCHILD. *Eagle in a New World: American Grand Strategy in the Post-Cold War Era*. New York: HarperCollins Publishers, 1992.

PADMORE, George. *Colonial and Coloured Unity. A Programme of Action; History of the Pan-African Congress*. London: the Hammersmith Bookshop LTD, 1963.

PHAM, J. Peter, and M. MORGAN (ed.). *The Impact of 9/11 on Politics and War: The Day that Changed Everything?* New York: Palgrave Macmillan, 2009.

PIATNITSKI, O. *Les 21 conditions d'admission à l'Internationale Communiste adoptées au II<sup>e</sup> congrès de l'Internationale communiste*. Paris : Bureau d'éditions, 1933.

PIGAFETTA, Filippo, et Duarte LOPES. *Le royaume de Congo [Kongo] et les contrées environnantes*. Paris : Éditions Unesco, 2002.

PILET, Raymond. *La Russie en proverbes*. Paris : Ernest Leroux, 1905.

PLATONOV, Oleg. *Ternoviy venets Rossii. Istorija russkogo naroda v XX veke. Tom 2*. Moskva: Rodnik, 1997.

RAY, Ellen, and William SCHAAP (ed.). *Dirty Work 2: The CIA in Africa*. London: Zed Press, 1982.

REDFERN, Neil. *Class or Nation: Communists, Imperialism, and Two World Wars*. London: Tauris Academic Studies, 2005.

RENAN, Ernest. *La Réforme intellectuelle et morale de la France [1871]*. Paris : Le Monde en 10-18, Union Générale d'Éditions, 1967.

RENAULT-RODET, Nathalie. *Les discours de l'Histoire : 80 textes expliqués qui ont marqué le XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Éditions Eyrolles, 2015.

ROGER, Pascal. *L'opium du Tiers Monde : Essais sur la colonisation, la décolonisation, et la coopération*. Paris : Nouvelles Editions Latines, 1979.

ROGOVIN, Vadim. *Glavniy vrag Stalina. Kak byl ubit Trotskiy*. Moskva: Algoritm, 2017.

RYABOVA, Vera. *Rossiyskaya diaspora v Mozambique: proshloe i nastoyashee*. Moskva: Institut Afriki, RAN, 2011.

SHACHTMAN, Tom. *Airlift to America*. New York: St. Martin's Press, 2009.

SHAKLEINA, Tatiana. *Vneshnyaya politika i bezopasnost' sovremennoy Rossii, 1991-2002. Tom 4*. Moskva: ROSSPEN, 2002.

SHEARMAN, Peter. *Russian Foreign Policy Since 1990*. Boulder Colorado: Westview Press,



1995.

SHEVYAKIN, Alexandr. *Kak ubili SSSR: Velitchaychaya geopoliticheskaya katastrofa*. Moskva: Izdatel'stvo « Eksmo », 2011.

SHUBIN, Vladimir. *Moscow and ANC: Three Decades of Co-operation and Beyond*. Westville: Gandhi-Luthuli Documentation Centre, 2004.

SHUBIN, V., and O. TETERIN. *50 let goda Afriki. Sud'bi natsional'no-osvoboditel'nix dvizhenij: vzgliad iz Afriki, Rossii i Zapadnoj Evropi. Materiali Mezhdunarodnoj nautchnoj konferentsii (Moskva, 30-31 marta 2010 g.)*. Moskva: Institut Afriki, RAN, 2011.

SKINNER, Elliot P. *African Americans and U.S. Policy Toward Africa: 1850-1924*. Washington: Howard University Press, 1992.

SLOVO Joe, and Helena DOLNY. *The Unfinished Autobiography*. Randburg: Ravan Press, 1995.

SLUSSER, Robert M. *The Berlin Crisis of 1961: Soviet-American Relations and the Struggle for Power in the Kremlin, June-November, 1961*. Baltimore: Johns Hopkins University Press, 1973.

SOLODOVNIKOV, Vassiliy. *Afrika vybiraet put'*. Moskva: Nauka, 1970.

SOLOMON, Mark. *The Cry Was Unity: Communists and African Americans, 1917 – 1936*. Jackson: The University Press of Mississippi, 1998.

STAFENGAGEN, Ivan (1753). *Kratkoe rukovodstvo k drevney geografii*. Sankt-Peterburg: Imperatorskaya Akademiya Nauk, 1788.

SURET-CANALE, Jean. *Afrique noire : occidentale et centrale. Géographie, civilisations, histoire*. Tome 1. Paris : Les Éditions Sociales, 1961.

SURET-CANALE, Jean. *Afrique noire : l'ère coloniale (1900-1945)*. Paris : Les Éditions Sociales, 1982.

TARABRINE, Evgueniï. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva: Politizdat, 1972.

TEDOM FOGUE, Alain. *Géostratégie américaine en Afrique : (1993-2014)*. Paris : Harmattan, 2015.

THOMAS, Martin. *The French North African Crisis. Colonial Breakdown and Anglo-French Relations, 1945-1962*. New York: St. Martin's Press, 2000.

THOMPSON, Sherwood. *Encyclopedia of Diversity and Social Justice*. New York: Rowman & Littlefield Publishers, 2014.

THOMSON, Alex. *U.S. Foreign Policy Towards Apartheid South Africa, 1948-1994. Conflict of Interests*. New York: Palgrave Macmillan, 2008.

TOKAREV, A., and V. SHUBIN. *Vospominaniya neposredstvennyx uchastnikov i ochevidtsev*

- grazhdanskoy voyny v Angole. Ustnaya istoriya zabytykh voyn.* Moskva: Memories, 2009.
- TRAORÉ, Sékou. *La perestroïka et l'Afrique.* Brazzaville : Les Éditions « Héros dans l'ombre », 1991.
- TULLY, Andrew. *CIA. The Inside Story.* Lake Oswego: eNet Press Inc., 2012.
- UNDASYNOV, I., and Z. YAKHIMOVICH. *Kommunisticheskij internatsional: dostizhenija, prostchioty, uroki.* Moskva: Nauka, 1990.
- UNESCO. *Le rôle des mouvements d'étudiants africains dans l'évolution politique et sociale de l'Afrique de 1900 à 1975.* Paris : Harmattan, 1993.
- VADEEV, O. *Vstrecha s Afrikoy.* Moskva: Mezhdunarodnye otnosheniya, 1964.
- VALENTA, Jiri, and Frank CIBULKA. *Gorbachev's New Thinking and Third World Conflicts.* London: Transaction Publishers, 1990.
- VAN DER LINDEN, Marcel, and Geert VAN GOETHEM. *American Labor's Global Ambassadors: The International History of the AFL-CIO During the Cold War.* New York: Palgrave Macmillan, 2013.
- VAN DONGEN, Luc, Stéphanie ROULIN, and Giles SCOTT-SMITH (eds.). *Transnational Anti-Communism and the Cold War.* London: Palgrave Macmillan, 2014.
- VANNEMAN, Peter. *Soviet Strategy in Southern Africa: Gorbachev's Pragmatic Approach.* Hoover Inst Pr.: Leland Stanford Junior University, 1990.
- VAN WALRAVEN, Klaas. *Dreams of Power. The Role of the Organization of African Unity in the Politics of African Unity in the Politics of Africa, 1963-1993.* New York: Routledge, 2018.
- VASILKOV, Vitalii. *Politika SSHA v Afrike k Yugu ot Sakhary v 70-e i v nachale 80-kh godov.* Moskva: RAN, 1984.
- VATLIN, Aleksandr. *Komintern: idei, resheniya, sud'by.* Moskva: Rossiyskaya politicheskaya ensiklopediya, 2008.
- WEISSMAN, Stephen R. *American Foreign Policy in the Congo, 1960-1964.* London: Cornell University Press, 1974.
- WILFORD, Hugh. *The Mighty Wurlitzer - How the CIA Played America.* Cambridge: Harvard University Press, 2009.
- WRIGHT, George. *The Destruction of a Nation: United States' Policy Towards Angola Since 1945.* Chicago: Pluto Press, 1997.
- ZELEZA, Paul Tiyambe. *The Study of Africa, Volume 2: Global and Transnational Engagements.* Dakar: CODESRIA, 2007.

ZIADA, Ismail S. H. *Oil in Sudan: Facts and Impact on Sudanese Domestic and International Relations*. Madrid: Universidad Autonoma de Madrid, 2007.

ZOBA, Larissa. *Problématiques de développement et d'intégration dans la zone CEMAC*. Bangui : Éditions CEMAC, 2010.

ZUBOK, Vladislav. *Neudavshayasya Imperiya. Sovetskiy Soyuz v Kholodnoy Voyne ot Stalina do Gorbacheva*. Moskva : Rossiyskay politicheskaya entsiklopediya, 2011.

## 2.2. Articles dans des revues scientifiques

ABA, Jean Daniel. "George W. Bush: A Good Surprise for Africans." *Géopolitique africaine*. N° 15-16 (2004): 85-94.

ADAR, Korwa G. "The Clinton Administration and Africa: A View from Nairobi, Kenya." *A Journal of Opinion*. Vol. 26. No. 2 (1998): 70-74.

ADEBAJO, Adekeye. "The U.S. and Africa: The Rise and Fall of Obamamania." *Great Decisions* (2015): 55-64.

AFANASENKO, Sergey. « 'ITOMAK': Rost v novykh koordinatakh ». *Zolotodobycha*. N° 158 (janvier 2012) : 16-20.

AICARDI DE SAINT-PAUL, Marc. « Les ambitions africaines du Japon ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps mai 2002) : 97-105.

AIT-CHAALAL, Amine. « Langue(s) arabe(s), monde(s) arabe(s), arabité, arabisme : éléments de réflexion et d'évaluation de dynamiques complexes ». *Revue internationale de politique comparée*. Vol. 14. N° 1 (2007) : 51-68.

ARKHANGELSKAYA, Alexandra. « Le retour de Moscou en Afrique subsaharienne ? Entre héritage soviétique, multilatéralisme et activisme politique ». *Afrique contemporaine*. Vol. 248. N° 4 (2013) : 61-74.

ARZALIER, Francis. « Les déportés guadeloupéens et haïtiens en Corse ». *Annales historiques de la Révolution française. Révolutions aux colonies*. N°293- 294 (1993) : 469-490.

ASHBY, Heather, and Joseph SANY. "On Ukraine, Africa Needs a Clearer U.S. Message." *United States Institute of Peace (USIP)* [en ligne] May 17, 2022. Disponible sur <<https://www.usip.org/publications/2022/05/ukraine-africa-needs-clearer-us-message>>. Consulté le 15 juillet 2022.

AVIOUTSKI, Viatcheslav. « Russie – Chine : du partenariat stratégique vers la réémergence d'un espace-monde ». *Géostratégiques* [en ligne] N° 03 (mars 2001). Publié le 7 mars 2016. Disponible sur <<http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/russie-chine-du-partenariat-strategique-vers-la-reemergence-dun-espace-monde/>>. Consulté le 20 février 2019.

AWOUMOU, Côme Damien Georges. « Le Golfe de Guinée face aux convoitises ». *Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) [Maputo]* (Décembre 2005): 2-15.

AZZOU, El-Mostafa. « La présence militaire américaine au Maroc, 1945-1963 ». *Guerres mondiales et conflits contemporains*. Vol. 210. No. 2 (2003) : 125-132.

BANJO, Adewale. "U.S. Development Diplomacy in Africa: From Bill Clinton to George W. Bush." *African Journal of Political Science and International Relations* Vol. 4. No. 4 (April 2010): 140-149.

BASSOU, Abdelhak. « La Mer du Golfe de Guinée. Richesses, conflits et insécurité ». *Paix et sécurité internationales*. N° 2 (2014) : 151-163. Disponible sur <<https://rodin.uca.es/xmlui/bitstream/handle/10498/19528/psi-02-notes-bassou-golfe-guinee.pdf?sequence=1&isAllowed=y>>. Téléchargé le 21 novembre 2018.

BERTONCELLO, Brigitte et Sylvie BRÉDELOUP. « Le Marseille des marins africains ». *Revue européenne des migrations internationales*. Vol. 15. N° 3 (1999) : 177-197.

BIRCHALL, Ian (2001). (trad. Danièle Obono). « ‘Le Paria’ . Le Parti communiste français, les travailleurs immigrés, et l'anti-impérialisme (1920-1924) ». *Contretemps. Revue de critique communiste* [en ligne] 28 mars 2011. Disponible sur <<https://www.contretemps.eu/le-paria-le-parti-communiste-francais-les-travailleurs-immigres-et-lanti-imperialisme-1920-24/>>. Consulté le 3 avril 2016.

BIRCHALL, Ian. « La gauche française et le colonialisme : ‘Une honte’ de Robert Louzon ». *Contretemps. Revue de critique communiste* [en ligne] 30 juillet 2011. Disponible sur <<https://www.contretemps.eu/la-gauche-francaise-et-le-colonialisme-une-honte-de-robert-louzon/>>. Consulté le 27 mars 2016.

BIRGERSON, Susanne, Alexander KOZHEMIKIN, et Roger KANET. « La politique russe en Afrique : désengagement ou coopération ? ». *Revue d'études comparatives Est-Ouest*. Vol. 27. No 3 (3 septembre 1996) : 145-168.

BOISSENIN, René. « Le Millennium Challenge Account, évolution ou révolution dans l'aide publique au développement des États-Unis ». *Afrique contemporaine*. Vol. 207. No. 3 (2003): 25-40.

BOURMAUD, Daniel. "The Clinton Administration and Africa: A View from Paris, France." *A Journal of Opinion*. Vol. 26. No. 2 (1998): 47-51.

BRODIN, Claire. « Le NEPAD, une initiative politique de l'Afrique. Penser son développement au XXI<sup>e</sup> siècle ». *AFRI*. Vol. V (2004) : 364-375.

BUNDY, William P. "Who Lost Patagonia? Foreign Policy in the 1980 Campaign." *Foreign Affairs*. Vol. 58 (Fall 1979): 1-27.

BURNELL, Peter. "Zambia at the Crossroads." *World Affairs*. Vol. 157. No. 1 (Summer 1994): 19-28.

CARAYOL, Rémi. « Bataille autour des semences transgéniques en Afrique : Chantage des multinationales au nom de la sécurité alimentaire ». *Le Monde diplomatique*. N°762 (Septembre 2017) : 10-11.

CILLIERS, Jakkie. "Towards a Continental Early Warning System for Africa." *Institute for Security Studies*. No. 102 (April 2005): 1-28.

CHEGE, Michael. "Remembering Africa." *Foreign Affairs* Vol. 71. No. 1 (1991): 146-163.  
"Sub-Saharan Africa and U.S. Policy." *DISAM Journal* Vol. 14 (No. 2) (Winter 1991/92): 40-42.

CHRÉTIEN, Jean. « Le sommet du G8 : pour un plan d'action concret ». *Géopolitique africaine*. N°6 (Printemps mai 2002) : 9-15.

CLARK, John F. "The Clinton Administration and Africa: White House Involvement and the Foreign Affairs Bureaucracies." *A Journal of Opinion*. Vol. 26. No. 2 (1998): 8-13.

CLARTÉ. « Pourquoi nos colonies d'Afrique équatoriale se dépeuplent. La Civilisation française en Côte d'Ivoire, d'après le rapport des chefs noirs d'Assouba, d'Aebo, d'Adaou et d'Ahegnabo ». *Clarté*. N° 10 (1<sup>er</sup> avril 1922) : 235-238.

CONNELLY, Matthew. "The French-American Conflict over North America and the Fall of the Fourth Republic." *Revue française d'histoire d'outre-mer*. Tome 84. N°315 (2<sup>e</sup> trimestre 1997) : 9-27.

CONTEH-MORGAN, Earl. "Soviet Disintegration and Conflict Transformation in the Third World." *Peace Research*. Vol. 24, No. 2 (May 1992): 39-50.

COOKE, Jennifer G. « De Clinton à Obama, les États-Unis et l'Afrique ». *Politique étrangère*. Vol. 2 (2013) : 67-79.

COOKE, Jennifer G. "U.S. Engagement in Africa." *Politique étrangère* 2013/2 (Summer Issue): 67-79.

COPPER, John Franklin. "China's Foreign Aid in 1978." *Occasional Papers Reprints Series in Contemporary Asian Studies*. No. 8 (29) (1979): 1-45.

COUDERC, Martine. « Chronologie : CEI 1991-2002 ». *Outre-Terre*. Vol. 3. N°4 (2003) : 296-315.

CROUZEL, Ivan. « La 'renaissance africaine' : un discours sud-africain ? ». *Politique africaine*. Vol. 1 (No. 77) (2000) : 171-182.

D'AMATO, Paul. "The Communist Party and Black Liberation in the 1930s." *International Socialist Review*. Issue 01 (Summer 1997): 1-12.

DAMOME, Etienne L. « Pourquoi beaucoup d'Africains soutiennent Kadhafi ». *Outre-Terre*. Vol. 29. No. 3 (2011) : 123-133.

DAVIRON, Benoit et Thierry GIORDANO. « Le Millenium Challenge Account : Une nouvelle conception de l'aide publique au développement ? ». *Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)*. N°4 (2006) : 1-38.

DEBS, Eugene V. "The Day of the People." *The Class Struggle*. Vol. III. No.1 (February 1919): 1-4.

DECRAENE, Philippe. « La guerre civile au Nigéria : l'intervention de l'Union soviétique aux côtés du gouvernement fédéral donne à la crise une dimension internationale ». *Le Monde Diplomatique*. N°162 (Septembre 1967) : 22.

DESFOSES, Helen. "The USSR and Africa." *A Journal of Opinion*. Vol. 16. No. 1 (1987): 3-10.

DICKSON, David A. "U.S. Foreign Policy Toward Southern and Central Africa: The Kennedy and Johnson Years." *Presidential Studies Quarterly* Vol. 23 (No. 2) (Spring 1993): 301-315.

DICKSON, David A. "American Society and the African American Foreign Policy Lobby: Constraints and Opportunities." *Journal of Black Studies*. Vol. 27. No. 2 (November 1996): 139-151.

DILLON, C. Douglas. "Clarification of US Policy Toward North Africa, March 20, 1956." *The Department of State Bulletin*. Vol. 34, Part II, No 875 (April 2, 1956): 553-555.

DIOP, Moussa (Captain), Mboup Michael MIHALKA, and Douglas LATHROP (Major). "Misguided Intentions: Resisting Africom." *Military Review* (July-August, 2009): 87-92.

DRAKE, St. Clair. "Nkrumah: The Real Tragedy." *The Nation*. Vol. 214 (23) (June 5, 1972).

DU BOIS, W. E. B. "Opinion: The Negro and Radical Thought." *The Crisis*. Vol. 22. No 3 (July 1921): 102-104.

DUNNE, William Francis. "Negroes in American Industry." *The Workers Monthly* (March 1925): 206-208.

DUNNE, William Francis. "The NAACP Takes a Step Backward." *The Workers' Monthly* (June 1926): 459-461.

DULLES, Foster Rhea, and RIDINGER, Gerald E. "The Anti-Colonial Policies of Franklin D. Roosevelt." *Political Science Quarterly*. Vol. 70. No. 1 (March 1955): 1-18.

DURRANI, Shiraz. "Kenya Resists: Artists Challenge the Hawk in the Sky. Includes Biographies of Political Kenyan Activists." *The Kenya Socialist*. N°1 (2019): 19-25.

EBODÉ, Joseph Vincent Ntuda. « De la politique étrangère des États africains : ruptures et continuités d'une diplomatie contestée ». *African Journal of International Affairs*. Vol. 2. N° 1 (1999) : 62-96.

ESHETE, Aleme. "The CIA in Africa." *U.S. Ethiopian Electronic Distribution Network* [en ligne] (2001) : 1-24. Disponible sur <<https://welkait.com/wp-content/uploads/2013/09/THE->

C.I.A.-IN-AFRICA-by-Professor-Aleme-Eshete.pdf>. Consulté le 15 avril 2017.

FACON, Isabelle. « L'Organisation de coopération de Shanghai. Ambitions et intérêts russes ». *Le Courrier des pays de l'Est*. Vol. 1055. N° 3 (2006) : 26-37.

FIAWOUMO, Jean. « Après une décennie perdue, la Russie redécouvre l'Afrique ». *Marchés Tropicaux et Méditerranéens*. N°3018 (septembre 2003) : 1855-1857.

FOSTER, Hannah. "Black Belt Republic (1928-1934)." *Black Past* [en ligne] March 9, 2014. Disponible sur <<https://www.blackpast.org/african-american-history/black-belt-republic-1928-1934/>>. Consulté le 15 décembre 2022.

FRIDMAN, A. A. « Dobychaalmazov v SSSR i Rossii i vzaimootnosheniya s 'De Beers' ». *ENSR*. N° 3 (42) (2008): 81-97.

GARRETT, Laurie. "Ebola Is Back. And Trump Is Trying to Kill Funding for It." *Foreign Policy* [en ligne] May 9, 2018. Disponible sur <<https://foreignpolicy.com/2018/05/09/ebola-is-back-and-trump-is-trying-to-kill-funding-for-it/>>. Consulté le 25 novembre 2019.

GASCON, Alain. « L'Éthiopie, une puissance africaine ? ». *Politique étrangère*. Vol. hiver. N° 4 (2015) : 105-117.

GEORGI, Fiodor. « Izrail'skiy almazo-brilliantoviy biznes v Afrike i rossiyskie interesy ». *Analiticheskie zapiski MGIMO*. Vol. 7(36) (May 2008): 3-24.

GQIZA, Lona. "Kazakhstan's Observer Status at the African Union: What Does it Mean for Africa?". *IGD [Institute for Global Dialogue]* [en ligne] n/d. Disponible sur <<https://www.igd.org.za/infocus/11327-kazakhstan-s-observer-status-at-the-african-union-what-does-it-mean-for-africa#:~:text=The%20benefits%20that%20come%20with,and%20global%20security%20in%20the>>. Consulté le 11 novembre 2022.

GRAMER, Robbie, Colum LYNCH. "Trump's Plan to Slash Foreign Aid Puts Humanitarian Programs in Jeopardy." *Foreign Policy* [en ligne] August 16, 2019. Disponible sur <<https://foreignpolicy.com/2019/08/16/donald-trump-plan-to-slash-foreign-aid-puts-humanitarian-programs-in-jeopardy/>>. Consulté le 22 novembre 2019.

GRAMER, Robbie. "Trump Mounts Last-Minute Attempt to Starve Funding for Foreign Aid, Global Vaccine Efforts." *Foreign Policy* [en ligne] January 15, 2021. Disponible sur <<https://foreignpolicy.com/2021/01/15/trump-last-minute-cut-funding-foreign-aid-vaccines-diplomacy-rescission-billions-congress-biden-transition/>>. Consulté le 19 février 2021.

GUENGANT, Jean-Pierre. « La forte croissance démographique de l'Afrique freine son émergence ». *Vie Publique* [en ligne] 3 septembre 2019. Disponible sur <<https://www.vie-publique.fr/parole-dexpert/269994-croissance-demographique-de-lafrique>>. Consulté le 12 juillet 2021.

GUMEDE, William. « Interview : La relation Chine-Afrique de plus en plus critiquée sur le continent africain ». *Idées pour le développement [iD4D]* [en ligne] 2 février 2017. Disponible sur <<https://ideas4development.org/chine-afrique-relation/>>. Consulté le 16 mars 2021.

GVOSDEV, Nikolas K. "Transactionalism and U.S. Foreign Aid." *Carnegie Council for Ethics in International Affairs* [en ligne] September 9, 2019. Disponible sur <[https://www.carnegiecouncil.org/publications/articles\\_papers\\_reports/transactionalism-and-u-s-foreign-aid](https://www.carnegiecouncil.org/publications/articles_papers_reports/transactionalism-and-u-s-foreign-aid)>. Consulté le 25 novembre 2019.

HAMA, Amadou. « Annuler la dette des plus pauvres ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps mai 2002) : 60-68.

HARSCH, Ernest. « La crise, une chance pour l'Afrique ? L'Afrique cherche à se faire entendre dans la gestion financière internationale ». *Afrique Renouveau*. Vol. 22. N° 4 (janvier 2009) : 6-7.

HÉRODOTE. « Lois Jim Crow ». *Hérodote* [en ligne]. Dernière modification datée du 23 juin 2019. Disponible sur <[https://www.herodote.net/18\\_mai\\_1896-evenement-18960518.php](https://www.herodote.net/18_mai_1896-evenement-18960518.php)>. Consulté le 20 septembre 2016.

HESSLER, Julie. "Death of an African Student in Moscow." *Cahiers du Monde russe*. Vol. 47, No. 1/2, Repenser le Dégel : Versions du socialisme, influences internationales et société soviétique (Jan. - Jun., 2006) : 33-63.

HULIARAS, Asteris C. "The 'Anglosaxon Conspiracy': French Perceptions of the Great Lakes Crisis." *The Journal of Modern African Studies*. Vol. 36. No. 4 (Dec., 1998): 593-609.

HULL, Cordell. "Basic Premises of U.S. Foreign Policy Outlined – Speedy Victory is Major Aim. March 21, 1944." *Victory Bulletin*. Vol. 5. No. 12 (April 3, 1944): 3-4.

ICART, Jean-Claude. « Le Québec et Haïti : une histoire ancienne ». *Cap-aux-Diamants*. N°79 (automne 2004) : 30-34.

INCONNU. « Chronologie 1963. Vie économique, sociale et culturelle ». *Annuaire de l'Afrique du Nord*. Vol. 2 (1963) : 659-770.

INCONNU. « La politique africaine des États-Unis après le 11 septembre 2001 ». *Politique africaine*. Vol. 3 (N°83) (2001) : 116-129.

ITA. "Prosper Africa: A U.S. Government Trade and Investment Tools." *International Trade Administration* [en ligne] date de publication inconnue. Consulté le 9 décembre 2019. Disponible sur <<https://www.trade.gov/prosperafrica>>.

JANSSON, Eva-Lotta. "PEPFAR Budget Cuts Cause Anxiety." *The New Humanitarian* [en ligne] June 6, 2013. Disponible sur <<http://www.thenewhumanitarian.org/news/2013/06/06/pepfar-budget-cuts-cause-anxiety>>. Consulté le 11 septembre 2019.

JENKINS, Sarah. « Les enjeux du sommet Russie-Afrique ». *Journal Afrique Expansion*. N° 410 (31 juillet 2019) : 176-181.

JONES, David Ivon, and L. H. GREENE. "The Bolsheviks Are Coming (1919)." *Workers' Vanguard* [en ligne] N° 991. Mis en ligne le 25 novembre 2011. Disponible sur <<http://www.icl-fi.org/english/wv/991/bolsheviks.html>>. Consulté le 4 août 2016.



JONES, Lois Perry. "News From the Department." *The Foreign Service Journal* (October 1953): 19.

KAGNÉ, Bonaventure. « Africains de Belgique, de l'indigène à l'immigré ». *Hommes et Migrations*. N°1228 (novembre-décembre 2000) : 62-67.

KALFLÈCHE, Jean-Marc. « L'aiguillon Gorbatchev ». *Géopolitique africaine*. Nouvelle série N°2. Vol. XIII (Mars 1990) : 7-35.

KALIKA, Arnaud. « Le 'grand retour' de la Russie en Afrique ? ». *Russie. Nei. Visions, IFRI*. N° 114 (avril 2019) : 1-27.

KAPELIUCH, Fiodr D. « Vosstania vo frantsuzskoy armii v 1917 godu ». *Voенно-istoricheskij zhurnal* N°3 (1940) : 69-83.

KFF. "Six Reasons Why Obama's Proposal to Cut PEPFAR Funding Should Be Rejected by Congress." *Kaiser Family Foundation [KFF]* [en ligne] March 14, 2012. Disponible sur <<https://www.kff.org/news-summary/six-reasons-why-obamas-proposal-to-cut-pepfar-funding-should-be-rejected-by-congress/>>. Consulté le 14 septembre 2019.

KHANYILE, Moses B. "Sanctions Against Russia Will Affect Arms Sales to Africa: The Risks and Opportunities." *The Conversation* [en ligne] 27 mars 2022. Disponible sur <<https://theconversation.com/sanctions-against-russia-will-affect-arms-sales-to-africa-the-risks-and-opportunities-180038>>. Consulté le 28 novembre 2022.

KLIEM, Frederick. "Europe's Global Gateway : Complementing or Competing With BRI [Belt and Road Initiative]?" *The Diplomat* [en ligne] December 7, 2021. Disponible sur <<https://thediplomat.com/2021/12/europes-global-gateway-complementing-or-competing-with-bri/>>. Consulté le 27 juillet 2022.

KORTUNOV, Andrei. « Vosem' printsipov Bol'shogo evraziyskogo partnerstva ». *Russian Council* [en ligne] 25/09/2020. Disponible sur <<https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/vosem-printsipov-bolshogo-evraziyskogo-partnerstva/>>. Consulté le 12 avril 2021.

KORTUNOV, Andrei, Olga KUL'KOVA, and Siuy LYAN. « Rossiysko-kitayskoe sotrudnichestvo v Afrike ». *Rossiyskiy sovet po mezhdunarodnym delam [RSMD]*. Doklad N°66 (2021) : 1-74.

KOSOV, Yuriy. « Sotrudnichestvo Rossii s Afrikoy nosit pragmaticheskiy kharakter, dazhe s nekotorym politicheskim raschiotom ». *Russkaya liniya* [en ligne] 27 juin 2009. Disponible sur <<http://rusk.ru/newsdata.php?idar=183736>>. Consulté le 12 novembre 2020.

KRONENBITTER, Rita T. "Leon Trotsky. Dupe of the NKVD: How the Soviets Destroyed the Fourth International". *Studies in Intelligence* (1972): 15-61.

KULKOVA, Olga. « Chto Rossiya mozhet predlozhit' Afrike ». *Russian Council on International Affairs* [en ligne] 14 août 2019. Disponible sur <<https://russiancouncil.ru/analytics-and-comments/analytics/chto-rossiya-mozhet-predlozhit->

afrike/?fbclid=IwAR2-Fqkd-

Twl7Bwi3DceRmjC\_QKchd3cB9NcYgQWFFR4bRWUhqokMCuHPEE>. Consulté le 15 août 2019.

KUWONU, Franck. « Des friperies indésirables. Les États-Unis menacent d'exclure l'Afrique de l'Est de l'AGOA ». *Afrique Renouveau*. Vol. 31. N°3 (décembre 2017- mars 2018) : 18-19.

LABORDERIE, Vincent. « ACRI/ACOTA ». *Réseau de recherche sur les opérations de paix (ROP)* [en ligne] sans date. Disponible sur <<http://www.operationspaix.net/2-resources/details-lexique/acri-acota.html>>. Consulté le 17 avril 2019.

LAISHLEY, Roy. « L'Afrique et la crise économique mondiale ». *Afrique Renouveau*. Vol. 23. N° 1 (avril 2009) : 13-15.

LATREILLE, Thierry. « Les relations commerciales États-Unis/Afrique : qui bénéficie réellement de l'AGOA ? ». *Afrique contemporaine*. N° 207 (Automne 2003) : 41-58.

LEBEDEV, Mikhaïl. « Les retrouvailles russo-africaines ». *Géopolitique africaine*. N°6 (mai 2002) : 107-114.

LEBEDEV, Mikhaïl. « La Russie qui venait du froid ». *Géopolitique africaine*. N°37 (juillet-septembre 2010) : 211-222.

LECLERC, Jacques. « Histoire du français au Québec : le régime britannique, 1760-1840 ». *CEFAN* [en ligne] 18 novembre 2019. Disponible sur <[http://www.axl.cefan.ulaval.ca/francophonie/HISTfrQC\\_s2\\_Britannique.htm](http://www.axl.cefan.ulaval.ca/francophonie/HISTfrQC_s2_Britannique.htm)>. Consulté le 10 février 2019.

LECOUTRE, Delphine. « La gestion de la crise libyenne par l'Union africaine. Chronique d'une impuissance annoncée ». *IRSEM* [Institut de Recherche Stratégique de l'École Militaire] N° 11 (2012) : 1-36. Publié le 5 octobre 2012. Disponible sur <<https://www.defense.gouv.fr/english/irsem/publications/archives/laboratoire/laboratoire-de-l-irsem-2012/laboratoire-de-l-irsem-n-11-2012-la-gestion-de-la-crise-libyenne-par-l-union-africaine-chronique-d-une-impuissance-annoncee>>. Consulté le 29 septembre 2019.

LE GRAND CONTINENT. « Trois cartes pour comprendre le bouleversement géopolitique que constitue la guerre en Ukraine ». *Le Grand Continent* [en ligne] 8 avril 2022. Disponible sur <<https://legrandcontinent.eu/fr/2022/04/08/trois-cartes-pour-comprendre-le-bouleversement-geopolitique-que-constitue-la-guerre-en-ukraine/>>. Consulté le 17 juillet 2022.

LERICHE, Frédéric. « La politique africaine des États-Unis : une mise en perspective ». *Afrique contemporaine*. Vol. 3. N° 207 (Automne 2003) : 7-23.

LEVINTHAL, Dave, and Chris ZUBAK-SKEES. "Barack Obama's Ambassador Legacy: Plum Postings for Big Donors. Will Donald Trump Similarly Reward His Political Patrons?" *The Center for Public Integrity* [en ligne] January 4, 2017. Disponible sur <<https://publicintegrity.org/federal-politics/barack-obamas-ambassador-legacy-plum-postings-for-big-donors/>>. Consulté le 28 novembre 2019.

LEYMARIE, Philippe. « Les États-Unis, Nouveaux parrains du continent africain ». *Le Monde diplomatique* (avril 1992) : 12-13.

LEYMARIE, Philippe. « Le continent noir entre ancien et nouveau monde : Washington à la conquête d'«espaces vierges» en Afrique ». *Le Monde diplomatique*. N° 528 (1998) : 20-21.

LIBERTI, Stefano. « Les États-Unis et le pétrole d'Afrique occidentale ». *Synergies européennes* [Bruxelles/Rome] [en ligne] (mars 2004). Publié le 10 juillet 2007. Disponible sur <<http://euro-synergies.hautetfort.com/archive/2007/07/10/les-etats-unis-et-le-petrole-d-afrique-occidentale.html>>. Consulté le 16 mars 2014.

LILLICH, Richard B. "The Protection of Foreign Investment and the Hickenlooper Amendment." *University of Pennsylvania Law Review*. Vol. 112, No. 8 (June 1964): 1116–1131.

LIMONIER, Kevin. « Diffusion de l'information russe en Afrique : essai de cartographie générale ». *Institut de Recherche Stratégique de l'École militaire [IRSEM]*. Note de recherche N°66 (13 novembre 2018) : 1-21.

LO, Bobo. « Rossiya- Kitay- Indiya: starye treugol' niki v novom mirovom poryadke ». *Russie. Nei. Visions*, IFRI, N°100 (avril 2017): 5-40.

LOPATOV, Vladimir (trad. P. A. Seslavin). "Is Russia in Need of Africa?". *African Studies in Russia. Yearbook 1998-2000* [Moscow] (2002): 45-53.

LORIAUX, Florence. « Les travailleurs immigrés en Belgique durant l'Entre-deux-guerres : la présence marocaine ». *Centre d'Animation et de Recherche en Histoire Populaire et Ouvrière – Carhop* [en ligne] [Bruxelles] (2005) : 1-6. Disponible sur <[http://www.carhop.be/images/Travailleurs\\_immigr%C3%A9s\\_Belgique\\_F.LORIAUX\\_2005.pdf](http://www.carhop.be/images/Travailleurs_immigr%C3%A9s_Belgique_F.LORIAUX_2005.pdf)>. Téléchargé le 1 avril 2013.

LOVESTONE, Jay. "The Great Negro Migration." *The Workers' Monthly* (February 1926): 179-184.

LYMAN, Princeton. « Vers une véritable politique africaine des États-Unis ». *Politique américaine*. Vol. 6. No. 3 (2006) : 107-119.

LYNCH, Colum, Amy MACKINNON, and Robbie GRAMER. "Russia Flounders in Ukraine but Doubles Down in Mali." *Foreign Policy* [en ligne] April 14, 2022. Disponible sur <<https://foreignpolicy.com/2022/04/14/russia-ukraine-mali-wagner-group-mercenaries/>>. Consulté le 22 novembre 2022.

MAK, Daniella. "Colonial Discourse in the Cold War: Negotiations Between António de Oliveira Salazar and John F. Kennedy over Angolan Independence and the Azores Base from 1961 to 1963." *2009-2010 Penn Humanities Forum on Connections* (April 2010).

MAKIENKO, Constantin. « Les ventes d'armes de la Russie à la Chine : aspect stratégiques et économiques ». *Le Courrier des pays de l'Est*. Vol. 2. N° 1032 (février 2003) : 29-38.

MALCOLM, Léon. « De l'importance des forces terrestres dans les dispositifs de déni d'accès

et d'interdiction de zone : une perspective chinoise ». *Cahiers de la pensée mili-Terre* [Centre de doctrine et d'enseignement du commandement] [en ligne] N° 54 (décembre-février 2019). Mise en ligne le 4 janvier 2019. Disponible sur <[https://www.penseemiliterre.fr/de-l-importance-des-forces-terrestres-dans-les-dispositifs-de-deni-d-acces-et-d-interdiction-de-zone-une-perspective-chinoise.\\_241\\_3000457.html](https://www.penseemiliterre.fr/de-l-importance-des-forces-terrestres-dans-les-dispositifs-de-deni-d-acces-et-d-interdiction-de-zone-une-perspective-chinoise._241_3000457.html)>. Consulté le 5 mars 2019.

MAREEVA, Yulia A. « Strategicheskiy treugol'nik' Rossiya- Indiya- Kitaj' v mezhdunarodnykh otnosheniyakh. Teoriya i istoricheskaya praktika ». *Vestnik MGIMO*. N° 5(26) (2012): 240-249.

MARIAM, Al. "Trump's Suspicion of Foreign Aid to Africa is Right on the Money." *The Hill* [en ligne] March 9, 2017. Disponible sur <<https://thehill.com/blogs/pundits-blog/foreign-policy/323198-trumps-suspicion-of-foreign-aid-to-africa-is-right-on-the->>. Consulté le 22 novembre 2019.

MARSEILLE, Jacques. « La gauche, la droite et le fait colonial en France. Des années 1880 aux années 1960 ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*. Vol. 24. N° 1 (octobre-décembre 1989) : 17-28.

MEIER, Robert Paul. "The Darker Side of Nonprofits: When Charities and Social Welfare Groups Become Political Slush Funds." *University of Pennsylvania Law Review*. Vol. 147. No. 4 (April 1999): 971-1008.

MENKHAUS, Ken. "US Foreign Assistance to Somalia: Phoenix from the Ashes?" *Middle East Policy*. Vol. 5. No. 1 (January 1997): 124-149.

MEYER, Claude. « Inde-Japon : échanges économiques et partenariat stratégique ». *Sciences Po : Groupe d'économie mondiale. Working Paper* (Février 2009) : 1-15.

MINOR, Robert. "The First Negro Workers' Congress." *The Workers' Monthly* (December 1925): 68-73.

MUSHTAK, Parker. "The Russians Are Coming: Here Come the Russians." *African Business* No. 253 (April 2000): 14-17.

MURPHY, David. « Tirailleur, facteur, anticolonialiste : la courte vie militante de Lamine Senghor (1924-1927) ». *Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique*. Vol. 126 (2015) : 55-72.

NABUDERE, Dan W. "The African Renaissance in the Age of Globalization." *African Journal of Political Science*. Vol. 6. No. 2 (December 2001): 11-28.

NAFUKHO, Fredrick Muyia. "Africa Growth and Opportunity Act: A Mythology in the Making or New Path to Africa's Economic Recovery." December 2003. <[https://www.researchgate.net/publication/228554705\\_Africa\\_Growth\\_and\\_Opportunity\\_Act\\_New\\_Path\\_to\\_Africa's\\_Economic\\_Recovery](https://www.researchgate.net/publication/228554705_Africa_Growth_and_Opportunity_Act_New_Path_to_Africa's_Economic_Recovery)>. Consulté le 25 janvier 2021.

NAJMAN, Dragoljub. « Kananaskis victime du 11 septembre ? ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps mai 2002) : 17-27.

NAMIKAS, Lise. "History through Documents and Memory: Report on a CWIHP Critical Oral History Conference on the Congo Crisis, 1960-1961." *Bulletin: Cold War International History Project. Inside China's Cold War*. Issue 16 (Fall-Winter 2007-2008): 537-539.

NATUFE, O. Igho. « Obzor rossijsko-afrikanskikh otnoshenij. Novie vyzovy i novie vozmozhnosti ». *The Russia Corporate World*. N°7 (août 2011). Disponible sur <<http://www.trcw.ru/articles/detail.php?ID=2790>>. Consulté le 24 octobre 2020.

NDIAYE, Maximilien Macodou. « Le premier congrès panafricain ». *Centre d'études stratégiques du bassin du Congo* [en ligne] : 1-12. Date de publication inconnue. Disponible sur <[http://www.cesbc.org/societe/congres\\_panafricains.pdf](http://www.cesbc.org/societe/congres_panafricains.pdf)>. Téléchargé le 3 avril 2016.

NIQUET-CABESTAN, Valérie. « La stratégie africaine de la Chine ». *Politique étrangère* (février 2006) : 361-374.

NJUBI NESBITT, Francis. "Obama's Last Chance in Africa." *Foreign Policy in Focus* [en ligne] July 22, 2015. Disponible sur <<https://fpif.org/obamas-last-chance-in-africa/>>. Consulté le 17 octobre 2019.

NORTON, Benjamin. "U.S. Government's Summit of the Americas Fails: Boycott by Presidents of Mexico, Bolivia, Honduras, Guatemala." *Multipolarista* [en ligne] June 6, 2022. Disponible sur <<https://multipolarista.com/2022/06/06/us-summit-americas-mexico-boycott/>>. Consulté le 9 juillet 2022.

NWACHUKU, Levi A. "The United States and Nigeria, 1960 to 1987: Anatomy of a Pragmatic Relationship." *Journal of Black Studies*. Vol. 28. No. 5 (May, 1998): 575-593.

NWAUBANI, Ebere. "The United States and the Liquidation of European Colonial Rule in Tropical Africa, 1941-1963." *Cahiers d'études africaines*. N° 171 (2003): 505-551.

OBONYE, Jonas. "The Quest to Achieve African Renaissance: Reflections on NEPAD." *Journal of Pan-African Studies*. Vol. 5. No. 3 (June 2012): 83-105.

OLIVIER, Gerrit, and Dmitry SUCHKOV. "Russia is Back in Africa." *Strategic Review for Southern Africa*. Vol 37. No 2 (November 2015): 146-167.

OSMANOVIC, Armin. "There is War in Europe: Africa is Looking for Its Position." *Rosa Luxemburg Foundation* [en ligne] March 2022. Disponible sur <<https://rosaluxna.org/publications/there-is-war-in-europe-africa-is-looking-for-its-position/>>. Consulté le 26 juillet 2022.

OXLEY, Greg. « Les mutineries de 1917 ». *Marxiste* [en ligne] 16 juillet 2009. Disponible sur <<https://www.marxiste.org/theorie/histoire-materialisme-historique/360-les-mutineries-de-1917-1ere-partie>>. Consulté le 26 juillet 2020.

PARIS, Henri (Gén.). « L'Inde, dans sa nouvelle vision entre l'Organisation de coopération de Shanghai et les États-Unis ». *Géostratégiques* [en ligne] N°19 (avril 2008). Publié le 25 mars 2016. Disponible sur <<http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/linde-dans-sa-nouvelle-vision-entre-lorganisation-de-cooperation-de-shanghai-et-les-etats-unis/>>. Consulté le 20 février 2019.

PATAT, Jean-Pierre. « Le Nepad n'est pas un nouveau plan Marshall ». *Géopolitique africaine*. N°6 (printemps mai 2002) : 81-88.

PELLISSIER, Edouard. « Aggravé par l'intervention des grandes puissances, le problème du Biafra devrait être résolu dans le cadre du continent africain ». *Le Monde Diplomatique*. N° 174 (septembre 1968) : 1-14.

PERSPECTIVE MONDE. « Déclenchement du conflit du Shaba au Zaïre, 8 mars 1977 ». *Perspective Monde* [en ligne] sans date. Disponible en ligne sur <<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve?codeEve=622>>. Consulté le 17 juillet 2020.

PETERSSON, Fredrik (traduit de l'anglais par Françoise Bouillot). « La Ligue anti-impérialiste : un espace transnational restreint, 1927-1937 ». *Monde(s)*. Vol. 10. N° 2 (2016) : 129-150.

PETRAS, James, and Morris MORLEY. "US-French Relations in the New World Order." *Economic and Political Weekly*. Vol. 33. No. 16 (April 18-24, 1998): 923-930.

PETRILA, James, and Phil WASIELEWSKI. "It's Time to Designate Wagner Group as a Foreign Terrorist Organization." *Lawfare* [en ligne] June 30, 2022. Disponible sur <<https://www.lawfareblog.com/its-time-designate-wagner-group-foreign-terrorist-organization>>. Consulté le 31 juillet 2022.

PIERRE, Simon. « Robert Louzon. 'Une honte' (1922). Critique du positionnement anti-indigène du PC Algérien ». *Culture d'Islam : aux sources de l'histoire* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.culture-islam.fr/contrees/maghreb/robert-louzon-une-honte-critique-du-positionnement-anti-indigene-du-pc-algerien-1922>>. Consulté le 23 février 2020.

PITRON, Guillaume. « Liens méconnus entre Khartoum et Washington : Quand la gomme arabique fait tanguer l'Amérique ». *Le Monde diplomatique*. Vol. 4. N° 685 (2011) : 12-13.

POLETTI, Arianna. "US: Post-Trump Vision for the Maghreb." *The Africa Report* [en ligne] November 9, 2020. Disponible sur <<https://www.theafricareport.com/49665/pentagons-post-trump-vision-for-the-maghreb/>>. Consulté le 28 février 2021.

POUESSEL, Stéphanie. « Le Maghreb et ses 'africanités' : l'identité nationale au regard de ses altérités ». *La Lettre de l'IRMC*. N°7 (octobre 2011) : 1-33.

RANDAL, Jonathan C. "Young Meets with Angolan Leader, Scores Hit in Nigeria." [*Washington Post Foreign Service*, February 9, 1977]. *AF Press Clips*. Vol. 12. No 7 (February 16, 1977): 2.

REDDOCK, Rhoda. "The First Mrs Garvey: Pan-Africanism and Feminism in the Early 20th Century British Colonial Caribbean." *Feminist Africa: Pan-Africanism and Feminism*. N°19 (2014): 58-77.

ROMER, Jean-Christophe. « La politique étrangère russe sous Boris Eltsine ». *AFRI*. Vol. II (2001) : 1-62.

ROUBINSKI, Youri. « L'URSS en Afrique (1960-1990) : un avant-goût de l'échec ».

*Géopolitique africaine*. N° 9 (janvier 2003) : 247-263.

SAFFRON, Inga. « Kozyrev Out as Russian Foreign Minister. His Pro-Western Policies Had Fallen Out of Favor in Moscow. Yeltsin Had Indicated Waning Support ». *Philly Foreign Policy* [en ligne] January 6, 1996. Disponible sur <[http://articles.philly.com/1996-01-06/news/25654087\\_1\\_kozyrev-russian-foreign-minister-foreign-policy](http://articles.philly.com/1996-01-06/news/25654087_1_kozyrev-russian-foreign-minister-foreign-policy)>. Consulté le 19 février 2021.

SAHO. "Industrial and Commercial Workers' Union (ICU)." *South African History Online* [en ligne] March 30, 2011. Disponible <<https://www.sahistory.org.za/organisations/industrial-and-commercial-workers-union-icu>>. Consulté le 15 juillet 2019.

SAMATAR, Abdi Ismail. "Africa: Beware of Obama's Second Term." *African Studies Review*. Vol. 56. No. 2 (2013): 179-183.

SANCHEZ, Jacques. « Les Nouvelles de Moscou, 1985-1990 : la marche vers l'indépendance ». *Revue des études slaves*. Vol. 66. N° 4 (1994) : 843-852.

SCHRAEDER, Peter J. "Cold War to Cold Peace: Explaining U.S.-French Competition in Francophone Africa." *Political Science Quarterly*. Vol. 115. No. 3 (2000): 409-410.

SCHRAEDER, Peter J. « 'Finie la rhétorique, vive la géopolitique'. Premières tendances de la politique africaine de l'Administration Bush (2001) ». *Politique africaine*. Vol. 82 (No. 2) (2001) : 133-150.

SCHRAEDER, Peter J. (trad. Ivan Crouzel). « La guerre contre le terrorisme et la politique américaine en Afrique ». *Politique africaine*. Vol. 2 (No. 98) (2005) : 42-62.

SELFA, Lance. « U.S. Imperialism After Kosovo ». *International Socialist Review* (Fall 1999): 14-20.

SENGHOR, Léopold Sédar. "La voie africaine du socialisme : Essai de définition (Séminaire des Jeunes du PFA, 16 -19 mai 1960)". *Nation et voie africaine du socialisme*. Paris : Présence Africaine, 1961, pp. 96-100.

SHAFFER, Harry G. « Planification et croissance économique en Union Soviétique et l'Europe de l'Est ». *Revue de l'Est*. Vol. 2. N°4 (1971) : 75-122.

SHIFTER, Michael, and Bruno BINETTI. "A Policy for a Post-American Latin America." *Foreign Affairs* [en ligne] June 3, 2022. Disponible sur <[https://www.foreignaffairs.com/articles/2022-06-03/policy-post-american-latin-america?check\\_logged\\_in=1&utm\\_medium=promo\\_email&utm\\_source=lo\\_flows&utm\\_campaign=registered\\_user\\_welcome&utm\\_term=email\\_1&utm\\_content=20220811](https://www.foreignaffairs.com/articles/2022-06-03/policy-post-american-latin-america?check_logged_in=1&utm_medium=promo_email&utm_source=lo_flows&utm_campaign=registered_user_welcome&utm_term=email_1&utm_content=20220811)>. Consulté le 30 juillet 2022.

SMYTH, Frank. "A New Game: The Clinton Administration on Africa." *World Policy Journal*. Vol. 15. No. 2 (1998): 82-92.

SOLODOVNIKOV, Vasili (translated from Russian by P. A. Seslavin). "The Policy Pursued by Gorbachev and Shevardnadze in South Africa Contradicted the USSR's National Interests."

*African Studies in Russia. Yearbook 2002* [Moscow] (2006): 77-82.

STERLIN, S. « O bratanii ». *Voyna i revolyutsiya*. Vol. 7 (1931) : 73-87.

STONE, Isador Feinstein. "Imagine Lumumba Partners with Rockefeller." *I. F. Stone's Weekly*. Vol. VIII. No. 34 (September 26, 1960): 1.

STONE, Isador Feinstein. "The Financial Shenanigans Surrounding the Congo's Stock in Union Minière: More Light on the Rockefeller Interest in the Congo Struggle." *I. F. Stone's Weekly*. Vol. VIII. No. 36 (October 10, 1960): 2.

STRAUSS, Michael J. « L'Afrique, pivot de la nouvelle puissance de la Chine et de l'Inde ». *Géopolitique africaine*. N°37 (juillet-septembre 2010) : 243-272.

STRONSKI, Paul. "Late to the Party: Russia's Return to Africa." *Carnegie Endowment for International Peace* (October 2019: The Return of Global Russia): 1-32.

STRONSKI, Paul, and Aleksandar VLADICIC. "Is Russia Seizing Its Moment in Africa?". *Carnegie Endowment* [en ligne] October 22, 2019. Disponible sur <<https://carnegieendowment.org/2019/10/22/is-russia-seizing-its-moment-in-africa-pub-80089>>. Consulté le 8 mars 2021.

SUBBAN, Virusha. "Africa: China's Trade Ties with the Continent Continue to Strengthen." *Global Compliance News* [en ligne] June 14, 2022. Disponible sur <https://www.globalcompliancencews.com/2022/06/14/africa-chinas-trade-ties-with-the-continent-continue-to-strengthen-31052022/#:~:text=The%20General%20Administration%20of%20Customs,23%25%2C%20to%20USD%2064>. Consulté le 28 novembre 2022.

SUN, Irene Yuan, Kartik JAYARAM, and Omid KASSIRI. "Dance of The Lions and Dragons. How Are Africa and China Engaging, and How Will the Partnership Evolve?" *McKinsey & Company* [en ligne] June 2017 : 1-84. Disponible sur <<https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/featured%20insights/Middle%20East%20and%20Africa/The%20closest%20look%20yet%20at%20Chinese%20economic%20engagement%20in%20Africa/Dance-of-the-lions-and-dragons.ashx>>. Téléchargé le 10 juin 2019.

TEMNYCKY, Marc. "US Perception of Russia's Invasion of Ukraine." *Wilson Center* [en ligne] November 8, 2022. Disponible sur <<https://www.wilsoncenter.org/blog-post/us-perception-russias-invasion-ukraine>>. Consulté le 14 décembre 2022.

TEURTRIE, David. « La langue russe. Un enjeu dans les relations entre la Russie et son étranger proche ». *Le Courrier des pays de l'Est*. Vol. 3. N°1043 (2004) : 67-75.

THE INTER DEPENDENT. "Moose: Africa Policy After Andrew Young." *The Inter Dependent* (October 1979). *AF Press Clips*. Vol. 14. No. 40 (October 1979): 10-11.



THE WASHINGTON POST. "Somalia Agrees to Let U.S. Use Ports, Airfields." *The Washington Post*. July 26, 1977. In: *AF Press Clips*. Vol. 15. No. 34 (August 22, 1980): 25-26.

THOMAS, Martin. "Defending a Lost Cause? France and the United States Vision of Imperial Rule in French North Africa, 1945-1956." *Diplomatic History*. Vol. 26. No. 2 (Spring 2002): 215-247.

TIME (February 14, 1977). "Diplomacy: The New Multi-Ring Spectacle." *AF Press Clips*. Vol. 12. No. 7 (February 16, 1977): 6.

TIYAMBE ZELEZA, Paul. "Obama's Africa Policy: The Limits of Symbolic Power." *African Studies Review*. Vol. 56. No. 2 (September 2013): 165-178.

TROUDE, Gilles. « Les relations récentes entre la Russie et l'Inde ». *Géostratégiques* [en ligne] N° 03 (mars 2001). Publié le 7 mars 2016. Disponible sur <<http://www.academiedegeopolitiquedeparis.com/les-relations-recentes-entre-la-russie-et-linde/>>. Consulté le 20 février 2019.

UNKNOWN. "Peace Corps Plans to Double in '63." *Peace Corps News*. Vol. 1. No. 1 (Winter 1962): 1-4.

UNKNOWN. "1963: The III<sup>rd</sup> World Meeting of Journalists. The Mediterranean Area, September 23 to October 3, 1963." *The Democratic Journalist: 20 years of the IOJ, 1946-1966*. Volume XIV. N° 6-7 (July 1966): 78-79.

UNKNOWN. "Correspondence Between Charles D. Gray, Executive Director Asian-American Free Labor Institute, and Raymond Bonner." *The New Republic* (October 28, 1985): 6.

USMAN, Zainab Usman, and Katie AUTH. "The Three Issues That Will Make or Break the Prosper Africa Initiative". *Carnegie Endowment For International Peace* [en ligne] May 18, 2022. Disponible sur <<https://carnegieendowment.org/2022/05/18/three-issues-that-will-make-or-break-prosper-africa-initiative-pub-87155>>. Consulté le 28 novembre 2022.

VAN DIEMEL, Raymond. "'I Have Seen the New Jerusalem': Revisiting and Re-conceptualising Josiah T. Gumede and Jimmy La Guma's USSR Visit of 1927." *What Next ? Marxist Discussion Journal* [en ligne] September 14, 2001. Disponible sur <<http://www.whatnextjournal.org.uk/Pages/History/Gumede.html>>. Consulté le 7 février 2021.

VAN EVERA, Stephen. "American Intervention in the Third World: Less Would Be Better." *Boston Review* [en ligne] October 1991 : 1-9. Disponible sur <<http://bostonreview.net/archives/BR16.5/vanevera.html>>. Consulté le 15 juillet 2019.

VAN DE WALLE, Nicolas. "Obama and Africa: Lots of Hope, Not Much Change." *Foreign Affairs*. Vol. 94. No. 5 (September/October 2015): 54-61.

VAN DER WALT, Lucien. "'The Industrial Union is the Embryo of the Socialist Commonwealth': The International Socialist League and Revolutionary Syndicalism in South Africa, 1915-1920." *Comparative Studies of South Asia, Africa and the Middle East*. Vol. 19. N°1 (Spring 1999): 5-30.

VAN LOENEN, Richard. "Tanganyika (Tanzania). Part I. Peace Corps Times." (March April 1986): 8-9.

VASILIEV, Aleksey. « I Afrika nam ne nuzhna ? Vne zony rossiyskikh ekonomicheskikh interesov ostayutsya uzhe ne tol'ko otdel'nye strany, no i tselie kontinenty ». *Natsional'naya bezopasnost' i geopolitika Rossii*. N° 9-10 (26—27) (2001) : 158-159.

VESELY, Milan. "George Bush: A Nightmare for Africa? After Clinton Smile, Will It Be the Bush Snarl?". *African Business*. No. 262 (February 2001): 8-11.

VIGNOLLE, Camille. « 10 février 1763 : La France renonce à Québec ». *Hérodote* [en ligne] 6 février 2019. Disponible sur <[http://www.herodote.net/10\\_fevrier\\_1763-evenement-17630210.php](http://www.herodote.net/10_fevrier_1763-evenement-17630210.php)>. Consulté le 5 octobre 2019.

VILLARD, Henry S. "American Relations with Africa. Equality of Opportunity in Trade." *Vital Speeches of the Day*. Vol. IX (1943): 722-725.

VIRCOULON, Thierry. « La Russafrique : combien de votes ? ». *The Conversation* [en ligne] 13 mars 2022. Disponible sur <<https://theconversation.com/la-russafrique-combien-de-votes-178913>>. Consulté le 17 juillet 2022.

WALL, Tim. « L'Afrique face à la disparition de l'URSS ». *Revue Futuribles*. N°169 (octobre 1992) : 39-49.

WEISS, Holger. "Between Moscow and the African Atlantic. The Comintern Network of Negro Workers." *Monde(s)*. Vol. 10. No. 2 (2016) : 89-108.

WEITZ, Richard. "Why Russia and China Have Not Formed an Anti-American Alliance." *Naval War College Review*. Vol. 56. No. 4 (Autumn 2003): 39-61.

WEZEMAN, Pieter D., Aude FLEURANT, and Alexandra KUIMOVA. "SIPRI Fact Sheet: Trends in International Arms Transfers, 2018." *SIPRI* [en ligne] March 2019 : 1-12. Disponible sur <[https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-03/fs\\_1903\\_at\\_2018.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-03/fs_1903_at_2018.pdf)>. Téléchargé le 15 juillet 2019.

WEZEMAN, Pieter D., Alexandra KUIMOVA, and Siemon T. WEZEMAN. "Trends in International Arms Transfers, 2021." *SIPRI Fact Sheet* (March 2022): 7. Disponible en ligne sur <[https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-03/fs\\_2203\\_at\\_2021.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2022-03/fs_2203_at_2021.pdf)>. Téléchargé le 29 novembre 2022.

WILLIAMS, Paul D. "U.S. Will Soon Redeploy Troops in Somalia: The Mission and Key Goals." *The Conversation* [en ligne] May 29, 2022. Disponible sur <<https://theconversation.com/us-will-soon-redeploy-troops-in-somalia-the-mission-and-key-goals-183840>>. Consulté le 31 juillet 2022.

WILLIAMS, Robert E. "From Malabo to Malibu: Addressing Corruption and Human Rights Abuse in an African Petrostate." *Human Rights Quarterly*. Vol. 33. No. 3 (2011): 620-648.

WRIGHT, George V. "President Carter's Response to Shaba II: Or, How to Play the Cuba Card."

*Ufahamu: A Journal of African Studies*. Vol. 9. No. 3 (1979): 103-126.

WSWS. « Istorija Marka Zborovskogo : stalinskiy shpion v Chetvertom Internationale. *World Socialist Web Site [WSWS]* [en ligne] 5 juillet 2017. Disponible sur <<https://www.wsws.org/ru/articles/2017/07/05/zbor-j05.html>>. Consulté le 11 mars 2020.

YENGO, Patrice, et Monique DE SAINT MARTIN. « Quelles contributions des élites ‘rouges’ au façonnement des États post-coloniaux ? ». *Cahiers d'études africaines*. Vol. 226. N° 2 (2017) : 231-258.

ZHANG, Yike. « Les relations sino-russes du point de vue chinois ». *Outre-Terre*. Vol. 2 N° 19 (2007) : 317-328.

## 2.2. Autres : analyses de journalistes et blogueurs

ABGRALL, Thomas. « Sommet Chine-Afrique : un partenariat gagnant-gagnant ? ». *France 24* [en ligne] 3 septembre 2018. Disponible sur <<https://www.france24.com/fr/20180903-sommet-chine-afrique-partenariat-gagnant-gagnant-dette-investissements-prets>>. Consulté le 27 juin 2019.

ADEGOKE, Yinka. "A New \$60 Billion Agency is the Clearest Sign the US is Worried about China's Africa Influence." *Quartz Africa* [en ligne] October 14, 2018. Disponible sur <<https://qz.com/africa/1423506/china-africa-debt-us-will-invest-60-billion-overseas-to-beat-chin-at-development/>>. Consulté le 9 décembre 2019.

ADJALOGO, Têtêvi Godwin Tété. « Démocratie internationale et unité africaine des peuples ». *Letogolais* [en ligne] 2 juin 2006. Disponible sur <<http://www.letogolais.com/article.html?nid=2651>>. Consulté le 5 décembre 2017.

AFD. « En 2050, plus de la moitié de la population africaine aura moins de 25 ans ». *Agence Française de Développement [AFD]* [en ligne] 4 juin 2019. Disponible sur <<https://www.afd.fr/fr/actualites/en-2050-plus-de-la-moitie-de-la-population-africaine-aura-moins-de-25-ans>>. Consulté le 12 juillet 2021.

AFP. « Centrafrique. Manifestation antifranaise à Bangui ». *L'Obs* [en ligne] 23 décembre 2013.

Disponible

Sur <<https://www.nouvelobs.com/monde/centrafrique/20131223.OBS0477/centrafrique-manifestation-anti-francaise-a-bangui.html>>. Consulté le 23 octobre 2019.

AFP. « La Chine inaugure à Djibouti sa première base à l'étranger ». *L'express* [en ligne] 1 août 2017. Disponible sur <[https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/la-chine-inaugure-a-djibouti-sa-premiere-base-a-l-etranger\\_1932233.html](https://www.lexpress.fr/actualites/1/monde/la-chine-inaugure-a-djibouti-sa-premiere-base-a-l-etranger_1932233.html)>. Consulté le 7 décembre 2019.

AFP. « Des dizaines de milliers de Maliens manifestent contre le pouvoir et la France ». *Le Figaro* [en ligne] 6 avril 2019. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/des-dizaines-de-milliers-de-maliens-manifestent-contre-le-pouvoir-et-la-france-20190406>>. Consulté le 23 octobre 2019.

AFP. « Emmanuel Macron organise un ‘grand débat’ avec les ‘diasporas africaines’ ». *AFP* [en

ligne] 11 juillet 2019. Disponible sur <<https://www.france24.com/fr/20190711-france-grand-debat-emmanuel-macron-diasporas-africaines-afrique>>. Consultée le 18 juillet 2019.

AFP. « ‘Ces singes des pays africains’ : des remarques racistes de Ronald Reagan refont surface ». *Francetvinfo* [en ligne] 1 août 2019. Disponible sur <[https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/ces-singes-des-pays-africains-des-remarques-racistes-de-ronald-reagan-refont-surface\\_3560041.html#xtor=AL-79-\[article\]-\[connexe\]](https://www.francetvinfo.fr/monde/usa/presidentielle/donald-trump/ces-singes-des-pays-africains-des-remarques-racistes-de-ronald-reagan-refont-surface_3560041.html#xtor=AL-79-[article]-[connexe])>. Consulté le 27 décembre 2020.

AFP. « Réchauffement spectaculaire des relations entre les Etats-Unis et le Soudan ». *Le Point* [en ligne] 4 décembre 2019. Disponible sur <[https://www.lepoint.fr/monde/rechauffement-spectaculaire-des-relations-entre-les-etats-unis-et-le-soudan-04-12-2019-2351468\\_24.php#>](https://www.lepoint.fr/monde/rechauffement-spectaculaire-des-relations-entre-les-etats-unis-et-le-soudan-04-12-2019-2351468_24.php#>). Consulté le 19 décembre 2019.

AFP. « Déclaration de guerre. À la télévision russe, Poutine promet une ‘démilitarisation et une dénazification de l’Ukraine’ ». *Libération* [en ligne] 24 février 2022. Disponible sur <[https://www.liberation.fr/international/europe/a-la-television-russe-poutine-promet-une-demilitarisation-et-une-denzification-de-lukraine-20220224\\_Q5LGCIJNANH4LLU2CB66JEPSKY/>](https://www.liberation.fr/international/europe/a-la-television-russe-poutine-promet-une-demilitarisation-et-une-denzification-de-lukraine-20220224_Q5LGCIJNANH4LLU2CB66JEPSKY/>). Consulté le 6 mai 2022.

AFP. « Pakistan : Le Premier ministre renversé ». *Le Point* [en ligne] 9 avril 2022. Disponible sur <[https://www.lepoint.fr/monde/pakistan-le-premier-ministre-imran-khan-renverse-09-04-2022-2471541\\_24.php](https://www.lepoint.fr/monde/pakistan-le-premier-ministre-imran-khan-renverse-09-04-2022-2471541_24.php)>. Consulté le 1 juillet 2022.

AFP. « L’Occident doit s’assurer que la Russie perde la guerre ». *7sur7* [en ligne] 26 mai 2022. Disponible sur <<https://www.7sur7.be/monde/loccident-doit-sassurer-que-poutine-perde-la-guerre~a0e3dea0/>>. Consulté le 31 mai 2022.

AFRIQUE ASIE. « Russie-Afrique : Moscou élargit la coopération avec le Mozambique ». *Afrique Asie* [en ligne] 25 juillet 2014. Disponible sur <<http://www.afrique-asie.fr/russie-afrique-moscou-elargit-la-cooperation-avec-le-mozambique/>>. Consulté le 20 juin 2019.

AFRIQUE PANORAMA. « RCA : Deuxième livraison des armes à Bangui par la Russie ». *Afrique Panorama* [en ligne] 19 août 2019. Disponible sur <<https://afriquepanorama.com/2019/08/19/rca-deuxieme-livraison-des-armes-a-bangui-par-la-russie/>>. Consulté le 20 août 2019.

AGAFONOV, Sergey. « Zapad srotchno vydelyaet 43,4 milliarda dollarov dlya podderzhki rossiyskikh reform ». *Izvestiya*. N° 71 (23926) (16 avril 1993): 1.

AGENCE ECOFIN. « Les pays africains ne devraient pas s’attendre à une nouvelle initiative d’allègement de la dette, avertit un haut responsable américain ». *Agence Ecofin* [en ligne] 24 juin 2019. Disponible sur <[https://agenceecofin.com/gouvernance-economique/2406-67223-les-pays-africains-ne-devraient-pas-s-attendre-a-une-nouvelle-initiative-d-allegement-de-la-dette-avertit-un-haut-responsable-americaain?fb\\_comment\\_id=2722057321155229\\_2725966490764312](https://agenceecofin.com/gouvernance-economique/2406-67223-les-pays-africains-ne-devraient-pas-s-attendre-a-une-nouvelle-initiative-d-allegement-de-la-dette-avertit-un-haut-responsable-americaain?fb_comment_id=2722057321155229_2725966490764312)>. Consulté le 9 décembre 2019.

AKOUCHE, Karim. « Le tabou de la traite négrière arabe ». *Jeune Afrique* [en ligne] 29 novembre 2017. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/496580/societe/le-tabou-de->

la-traite-negriere-arabe/>. Consulté le 26 juillet 2020.

AL JAZEERA. "What Will Biden's US Win Mean for Africa? Experts Weigh In." *Al Jazeera* [en ligne] November 9, 2020. Disponible sur <<https://www.aljazeera.com/news/2020/11/9/what-will-bidens-win-mean-for-africa-experts-have-their-say>>. Consulté le 10 avril 2021.

ALLEVI, Jean-Jacques. « Syrie : 'Aujourd'hui, Poutine est le vrai patron et impose sa stratégie à Bachar Al-Assad' ». *Geo* [en ligne] 8 juillet 2020. Disponible sur <<https://www.geo.fr/histoire/syrie-aujourd'hui-poutine-est-le-vrai-patron-et-impose-sa-strategie-a-bachar-al-assad-201207>>. Consulté le 21 mars 2021.

ANDREEV, Aleksej. « Posol Angoly v Rossii Roberto Monteiro ». *Novye Izvestija*, [en ligne] 10 novembre 2005. Disponible sur <<https://newizv.ru/news/world/10-11-2005/34971-posol-angoly-v-rossii-robertu-montejr>>. Consulté le 12 novembre 2020.

ANTONOV, Ivan. "Dogovor o druzhbe SSSR i Kitaya stal zhertvoy xolodnoy vojny. Interview posla Rossii v Kitae Andrey Denisova". *Parlamentskaya Gazeta* [en ligne] 14/02/2020. Disponible sur <<https://www.pnp.ru/politics/dogovor-o-druzhbe-sssr-i-kitaya-by-l-produktom-kholodnoy-voyny.html>>. Consulté le 12 novembre 2020.

ARENDS, Brett. It's Official: America is Now No. 2. Chinese Economy Overtakes the U.S.'s to Become the Largest. *Market Watch* [en ligne] December 4, 2014. Disponible sur <<https://www.marketwatch.com/story/its-official-america-is-now-no-2-2014-12-04>>. Consulté le 14 août 2019.

ARKOV, Matvei. « Glava SOMB Ivanov : Rossiya ne planiruet prekrashat' eksport bezopasnosti v strany Afriki ». *Rianfan* [en ligne] 14/09/2022. Disponible sur <[https://riafan.ru/23643893-glava\\_somb\\_ivanov\\_rossiya\\_ne\\_planiruet\\_prekrashat\\_eksport\\_bezopasnosti\\_v\\_strani\\_afriki](https://riafan.ru/23643893-glava_somb_ivanov_rossiya_ne_planiruet_prekrashat_eksport_bezopasnosti_v_strani_afriki)>. Consulté le 22 novembre 2022.

ASSOKO, Joël Té-Léssia. « Guinée : Rusal démarre le projet de bauxite de Dian-Dian ». *Jeune Afrique* [en ligne] 11 juillet 2014. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/8377/economie/guin-e-rusal-d-marre-le-projet-de-bauxite-de-dian-dian/>>. Consulté le 20 février 2019.

ATHUMANI, Halima. "Africa Won't Give Ukraine What It's Asking For, Analysts Say." *Voice of America [VOA]* [en ligne] June 21, 2022. Disponible sur <<https://www.voanews.com/a/6626792.html>>. Consulté le 25 juillet 2022.

AUGÉ, Benjamin. « La Russie est un nain dans l'exploration et le développement des hydrocarbures en Afrique ». *Le Monde* [en ligne] 25 octobre 2019. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/25/la-russie-est-un-nain-dans-l-exploration-et-le-developpement-des-hydrocarbures-en-afrique\\_6016893\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/10/25/la-russie-est-un-nain-dans-l-exploration-et-le-developpement-des-hydrocarbures-en-afrique_6016893_3212.html)>. Consulté le 15 mars 2021.

BAYO JR., Ibrahima. « La carte militaire africaine des États-Unis dévoilée ! ». *La Tribune Afrique* [en ligne] 3 décembre 2018. Disponible sur <<https://afrique.latribune.fr/politique/2018-12-03/la-carte-militaire-africaine-des-etats-unis-devoilee-details-799608.html>>. Consulté le 17 octobre 2019.

BARABANOV, Ilya. "Ukraine Conflict: How Russian Forged Closer Ties with Africa." *BBC News Russian* [en ligne] February 28, 2022. Disponible sur <<https://www.bbc.com/news/world-africa-60506765>>. Consulté le 2 mars 2022.

BBC. "Uganda Fury at David Cameron Aid Threat over Gay Rights." *BBC* [en ligne] October 31, 2011. Disponible sur <<https://www.bbc.com/news/world-africa-15524013>>. Consulté le 27 juillet 2022.

BBC. "Charles Taylor 'Worked' for CIA in Liberia." *BBC* [en ligne] January 19, 2012. Disponible sur <<http://www.bbc.com/news/world-africa-16627628>>. Consulté le 15 juillet 2019.

BBC. "Barack Obama: How Will Africa Remember Him?". *BBC* [en ligne] January 18, 2017. Disponible sur <<https://www.bbc.com/news/world-africa-38649362>>. Consulté le 30 septembre 2019.

BBC. "Uganda's Museveni: I Love Trump for Being Frank with Africans." *BBC* [en ligne] January 23, 2018. Disponible sur <<https://www.bbc.com/news/world-africa-42795588>>. Consulté le 21 novembre 2019.

BENJAMIN, Medea. "America Dropped 26,171 Bombs in 2016. What a Bloody End to Obama's reign." *The Guardian* [en ligne] January 9, 2017. Disponible sur <<https://www.theguardian.com/commentisfree/2017/jan/09/america-dropped-26171-bombs-2016-obama-legacy>>. Consulté le 19 octobre 2019.

BERNARD, Philippe. « L'intervention occidentale divise les dirigeants et les intellectuels africains ». *Le Monde* [en ligne] 29 mars 2011. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/libye/article/2011/03/29/l-intervention-occidentale-divise-les-dirigeants-et-les-intellectuels-africains\\_1500075\\_1496980.html](https://www.lemonde.fr/libye/article/2011/03/29/l-intervention-occidentale-divise-les-dirigeants-et-les-intellectuels-africains_1500075_1496980.html)>. Consulté le 14 septembre 2019.

BESENYO, Janos. "Can Russia Offer Africa an Alternative to China and the US?". *IOL* [en ligne] October 24, 2019. Disponible sur <<https://www.iol.co.za/news/politics/opinion/can-russia-offer-africa-an-alternative-to-china-and-the-us-35788340>>. Consulté le 16 avril 2021.

BEVINS, Anthony Bevins, and Michael STREETER. "Nelson Mandela: From 'Terrorist' to Tea with the Queen." *The Independent* [e, ligne] July 9, 1996. Disponible sur <<http://www.independent.co.uk/news/world/from-terrorist-to-tea-with-the-queen-1327902.html>>. Consulté le 16 avril 2021.

BFM. « Guerre en Ukraine : 'Tuer Poutine ?' L'ambassadeur russe poursuit un quotidien italien ». *BFM TV* [en ligne] 25 mars 2022. Disponible sur <[https://www.bfmtv.com/international/asie/russie/guerre-en-ukraine-tuer-poutine-l-ambassadeur-russe-poursuit-un-quotidien-italien\\_AD-202203250560.html](https://www.bfmtv.com/international/asie/russie/guerre-en-ukraine-tuer-poutine-l-ambassadeur-russe-poursuit-un-quotidien-italien_AD-202203250560.html)>.

BINDER, David. "Senate Votes to Cut Off Covert Aid for Angolans; Ford Predicts a 'Tragedy'." *New York Times* (December 20, 1975): 1.

BLOOMBERG NEWS. "China Refuses to Condemn Russian Attack, Deflects Blame to U.S." *Bloomberg* [en ligne] February 24, 2022. Disponible sur <<https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-02-24/china-refuses-to-condemn-russian-attack-deflects-blame-to-u-s>>. Consulté le 1 juillet 2022.

BOGDANOV, O. « Na 'Nivakh' cherez Sakharu ». *Za Rulem*. N°11 (10/1989): 10-11.

BOISBOUVIER, Christophe. « Justice belge : Qui a tué l'ancien Premier Ministre congolais, Patrice Lumumba ? ». *Jeune Afrique* [en ligne] 31 décembre 2012. Disponible en ligne sur <<http://www.jeuneafrique.com/138828/politique/justice-belge-qui-a-tu-l-ancien-premier-ministre-congolais-patrice-lumumba/>>. Consulté le 15 novembre 2016.

BOOIS, Erich. "US Vice-President Dan Quayle in Praise of Democracy." *The Namibian*. Vol. 2. No. 409 (September 13, 1991): 1.

BOUILLARD, Jérémy. « Guerre en Ukraine, pourquoi la Chine ne condamne pas la Russie ». *L'Opinion* [en ligne] 6 avril 2022. Disponible sur <<https://www.lopinion.fr/international/guerre-en-ukraine-pourquoi-la-chine-ne-condamne-pas-la-russie>>. Consulté le 1 juillet 2022.

BOUKHRIS, Aza. « L'offensive militaire russe au Mali ». *Mondafrique* [en ligne] 8 juillet 2019. Disponible sur <<https://mondafrique.com/loffensive-militaire-russe-au-mali/amp/>>. Consulté le 8 juillet 2019.

BOURDILLON, Yves. « Ukraine : les diplomates russes massivement renvoyés d'Europe ». *Les Echos* [en ligne] 5 avril 2022. Disponible sur <<https://www.lesechos.fr/monde/europe/ukraine-les-diplomates-russes-massivement-renvoyes-deurope-1398680>>. Consulté le 1 mai 2022.

BREUNINGER, Kevin. "Trump Says He'll Cut off Foreign Aid to Countries that Send 'not Their Best' People." *CNBC* [en ligne] June 19, 2018. Disponible sur <<https://www.cnbc.com/2018/06/19/trump-cut-foreign-aid-to-countries-sending-not-their-best-people.html>>. Consulté le 22 novembre 2019.

BUCHHOLZ, Katharina. "The Fastest Growing Cities in the World." *Statista* [en ligne] 26 février 2021. Disponible sur <<https://www.statista.com/chart/24298/fastest-growing-cities/>>. Consulté le 13 août 2021.

BUSINESS TODAY. "US Will Share COVID-19 Vaccine if It Has Surplus: Biden." *Business Today* [en ligne] March 11, 2021. Disponible sur <<https://www.businesstoday.in/coronavirus/us-will-share-covid-19-vaccine-if-it-has-surplus-biden/story/433537.html>>. Consulté le 20 avril 2021.

BURBYGA, Nikolay. « Boris Yelstin : 'U Rossii net kakoy-to osoboj, tajnoj politiki v yadernykh voprosakh' ». *Izvestiya*. N° 45 (23619) (22 février 1992) : 1, 3.

CAMPISI, Jessica. "Reagan Disparaged 'Monkeys from those African Countries' in Call with Nixon in Unearthed Tapes." *The Hill* [en ligne] July 31, 2019. Disponible sur <<https://thehill.com/homenews/news/455482-reagan-disparaged-monkeys-from-those-african-countries-in-call-with-nixon-in>>. Consulté le 27 décembre 2020.

CAPITAL. « Nouvelle route de la soie : un projet à 1000 milliards de dollars semé d'embûches ». *Capital* [en ligne] 13 novembre 2017. Disponible sur <<https://www.capital.fr/entreprises-marches/chine-les-nouvelles-routes-de-la-soie-grands-projets-theses-dembuches-1255303>>. Consulté le 12 avril 2021.

CARA, Anna. "U.S. Military Says Troop Withdrawal from Somalia is Complete." *Military Times* [en ligne] January 17, 2021. Disponible sur <<https://www.militarytimes.com/news/your-military/2021/01/17/us-military-says-troop-withdrawal-from-somalia-is-complete/>>. Consulté le 28 février 2021.

CAREZ, Céline. « Paris : des places d'hébergement d'urgence pour les réfugiés ukrainiens, mais pas pour les Africains ? ». *Le Parisien* [en ligne] 15 juin 2022. Disponible sur <<https://www.leparisien.fr/paris-75/paris-des-places-dhebergement-durgence-pour-les-refugies-ukrainiens-mais-pas-pour-les-africains-15-06-2022-CBWQOIWADV2TI5M5357HSHLAY.php>>. Consulté le 26 juillet 2022.

CBS NEWS. "Saudi Arabia, Home to 15 of the 19 September 11 Hijackers, is Keen to Show How Much Has Changed." *CBS News* [en ligne] September 10, 2021. Disponible sur <<https://www.cbsnews.com/news/saudi-arabia-shows-anti-extremism-terrorism-efforts-9-11-anniversary/>>. Consulté le 5 mars 2022.

CFR. "A Region Divided: What Did the Summit of the Americas Accomplish?". *Council on Foreign Relations [CFR]* [en ligne] June 10, 2022. Disponible sur <[https://www.cfr.org/councilofcouncils/global-memos/region-divided-what-did-summit-americas-accomplish?utm\\_source=tw\\_coc&utm\\_medium=social\\_owned](https://www.cfr.org/councilofcouncils/global-memos/region-divided-what-did-summit-americas-accomplish?utm_source=tw_coc&utm_medium=social_owned)>. Consulté le 10 juillet 2022.

CHAUDHURY, Dipanjan Roy. "India Not Sitting on Fence, Entitled to Have Its Own Side." *The Economic Times* [en ligne] June 4, 2022. Disponible sur <<https://economictimes.indiatimes.com/news/india/india-not-sitting-on-fence-entitled-to-have-its-own-side-s-jaishankar-on-russia-ukraine-war/articleshow/91993466.cms>>. Consulté le 10 juillet 2022.

CHERNER, Simon. « La Russie a récupéré ses œuvres d'art saisies à la frontière finlandaise ». *Le Figaro* [en ligne] 9 avril 2022. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/culture/patrimoine/la-russie-va-recuperer-ses-oeuvres-d-art-saisies-a-la-frontiere-finlandaise-20220409>>. Consulté le 2 mai 2022.

CHESNOKOV, Edvard. « Prezident Mozambika : Rossiya spisala 90 % nashego dolga, mi tsenim takikh partnerov ». *Komsomol'skaya pravda* [en ligne] 21 août 2019. Disponible sur <<https://www.spb.kp.ru/daily/27019.4/4081204/>>. Consulté le 25 août 2019.

CHITOUR, Chems Eddine. « 'L'œuvre positive' de la colonisation : Que du bonheur ! ». *Mediapart* [en ligne] publié le 17 février 2018. Disponible sur <<https://blogs.mediapart.fr/semcheddine/blog/170218/l-oeuvre-positive-de-la-colonisation-que-du-bonheur>>. Consulté le 12 février 2020.

CHOTHIA, Farouk. "South Africa: Mbeki Signs Deal with Primakov." *AllAfrica* [en ligne] November 24, 1998. Disponible sur <<http://allafrica.com/stories/199811240085.html>>.



Consulté le 22 novembre 2019.

CHOTHIA, Farouk. "Gay Rights : Africa, the New Frontier." *BBC* [en ligne] December 7, 2011. Disponible sur <<https://www.bbc.com/news/world-africa-16068010>>. Consulté le 27 juillet 2022.

CHURIKOV, Aleksey. "Veter duet iz Podnebesnoy. Chem obyasnyaetsya kitayskij interes v regione". *Rossiyskaya Gazeta*. N°238(7996) (22/10/2019). Disponible en ligne sur <<https://rg.ru/2019/10/22/chem-obiasniaetsia-kitajskij-interes-v-afrike.html>>. Consulté le 12 novembre 2020.

CISSÉ, Cheickna Bounajim. « Pourquoi l’Afrique a peur de l’Afrique ». *Les Afriques*. N° 318 (avril 2015) : 36-72.

CNN. "Senate Backs Missile Defense System. 97-3 Vote Marks Big Shift for Democrats." *CNN* [en ligne] March 17, 1999. Disponible sur <<http://edition.cnn.com/ALLPOLITICS/stories/1999/03/17/missile.defense/>>. Consulté le 15 juillet 2019.

COHEN, Herman J. "Somalia and the United States: A Long and Troubled History." *AllAfrica* [en ligne] January 21, 2002. Disponible sur <<http://allafrica.com/stories/200201210455.html>>. Consulté le 22 novembre 2019.

CONNOLLY, Richard, Cecilie and SENDSTAD. "Russia’s Role as an Arms Exporter: The Strategic and Economic Importance of Arms Exports for Russia." *Chatham House* (March 2017). Disponible sur <<https://www.chathamhouse.org/sites/default/files/publications/research/2017-03-20-russia-arms-exporter-connolly-sendstad.pdf>>. Téléchargé le 19 août 2021.

COOPER, Ryan. "President Biden’s Lonely Foreign Policy." *Prospect* [en ligne] October 24, 2022. Disponible sur <<https://prospect.org/world/president-bidens-lonely-foreign-policy/>>. Consulté le 22 novembre 2022.

COREY, Charles W. "Powell Africa Trip Symbolizes Deep Commitment to Continent." *ReliefWeb* [en ligne] (May 18, 2001). Disponible sur <<https://reliefweb.int/report/democratic-republic-congo/powell-africa-trip-symbolizes-deep-commitment-continent>>. Consulté le 22 novembre 2019.

COURDY, Jean-Claude. « L’Inde dans les nouvelles relations triangulaires ». *Geopolitis* [en ligne] (2015). Disponible sur <<https://www.yumpu.com/fr/document/read/41449104/linde-dans-les-nouvelles-relations-triangulaires-geopolitis>>. Consulté le 20 avril 2021.

COURRIER INTERNATIONAL. « Trump ordonne le retrait des troupes américaines de Somalie ». *Courrier International* [en ligne] 5 décembre 2020. Disponible sur <<https://www.courrierinternational.com/article/corne-de-lafrique-trump-ordonne-le-retrait-des-troupes-americaines-de-somalie>>. Consulté le 28 février 2021.

CROSSETTE, Barbara. "From Zambia to U.S., a Prayerful Plea." *New York Times* [en ligne] February 18, 1992. Disponible en ligne sur <<http://www.nytimes.com/1992/02/18/world/from-zambia-to-us-a-prayerful-plea.html>>. Consulté le 22 novembre 2019.

DAWSEY, Josh. "Trump Derides Protections for Immigrants from 'Shithole' Countries." *Washington Post* [en ligne] January 12, 2018. Disponible sur <[https://www.washingtonpost.com/politics/trump-attacks-protections-for-immigrants-from-shithole-countries-in-oval-office-meeting/2018/01/11/bfc0725c-f711-11e7-91af-31ac729add94\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/trump-attacks-protections-for-immigrants-from-shithole-countries-in-oval-office-meeting/2018/01/11/bfc0725c-f711-11e7-91af-31ac729add94_story.html)>. Consulté le 19 novembre 2019.

DEBOVE, Alain. « Adieu RIAS Berlin ! ». *Le Monde*. N° 15217 (31 décembre 1993) : 3.

DEDET, Joséphine. « Enquête : Russie -Afrique, les secrets d'une reconquête ». *Jeune Afrique*. N°3057-3058 (du 11 au 24 août 2019) : 20-36.

DEFENCE WEB. "Rosoboronexport Promotes Wares at Shield Africa." *DefenceWeb* [en ligne] January 24, 2019. Disponible sur <<https://www.defenceweb.co.za/industry/industry-industry/rosoboronexport-promotes-wares-at-shield-africa/>>. Consulté le 15 juillet 2019.

De ROCHEGONDE, Amaury. « RT France lorgne l'Afrique ». *Stratégies* [en ligne]. 18 novembre 2019. Disponible sur <<https://www.strategies.fr/actualites/medias/4036779W/rt-france-lorgne-l-afrique.html>>. Consulté le 26 mars 2021.

DELABROY, Caroline. « 'L'exploit' d'Obama célébré par un jour férié au Kenya ». *France24* [en ligne] 5 novembre 2018. Disponible sur <<https://www.france24.com/fr/20081105-lexploit-dobama-celebre-jour-ferie-kenya-election-americaine>>. Consulté le 15 août 2019.

DENISOV, Anton. « MID nazval Afriku odnim iz prioritetov rossiyskoy vneshney politiki ». *RIA Novosti* [en ligne] 05/11/2020. Disponible sur <<https://ria.ru/20201105/afrika-1583121578.html>>. Consulté le 28 mars 2021.

DESORGUES, Pierre. « Covid-19 en Afrique : où en sont les commandes et livraisons de vaccins ? ». *TV5 Monde* [en ligne] 19 février 2021. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/afrique/covid-19-en-afrique-ou-en-sont-les-commandes-et-livraisons-de-vaccins-396479>>. Consulté le 20 avril 2021.

DIA, Maimouna. « AGOA : l'autre outil américain pour contrôler le marché africain ». *Afrique La Tribune* [en ligne] 7 août 2019. Disponible sur <<https://afrique.latribune.fr/afrique-de-l-ouest/cote-d-ivoire/2019-08-07/agoa-l-autre-outil-americain-pour-controler-le-marche-africain-825375.html>>. Consulté le 12 décembre 2019.

DIDEN, Anouar. « Les présidents africains boudent Volodymyr Zelensky ». *Le Journal de l'Afrique* [en ligne] 21 juin 2022. Disponible sur <<https://lejournaldelafrique.com/les-presidents-africains-boudent-volodymyr-zelensky/>>. Consulté le 24 juillet 2022.

DIGNAT, Alban. « 26 juillet 1847. Le Libéria indépendant ». *Hérodote* [le média de l'histoire en ligne] 7 janvier 2020. Disponible sur <[https://www.herodote.net/26\\_juillet\\_1847-evenement-18470726.php](https://www.herodote.net/26_juillet_1847-evenement-18470726.php)>. Consulté le 26 juillet 2020.

DIKU, Roger. « Dossier de l'histoire : Laurent-Désiré Kabila, l'énigmatique assassinat ». *AFRIWAVE* [en ligne] 16 janvier 2018. Disponible sur <<https://www.afriwave.com/2018/01/16/dossier-de-lhistoire/>>. Consulté le 18 février 2020.

DREYFUS, François-Georges. « La doctrine Monroe, un impérialisme masqué ». *Bibliothèque Clio* [en ligne] août 2003. Disponible sur <[https://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/la\\_doctrine\\_de\\_monrOe\\_un\\_imperialisme\\_masque.asp](https://www.clio.fr/BIBLIOTHEQUE/la_doctrine_de_monrOe_un_imperialisme_masque.asp)>. Consulté le 18 février 2020.

DUBAR, Louis. « La Russie menace la Suède et la Finlande si les deux pays rejoignent l'OTAN ». *Public Sénat* [en ligne] 6 mai 2022. Disponible sur <<https://www.publicsenat.fr/article/politique/la-russie-menace-la-suede-et-la-finlande-si-les-deux-pays-rejoignent-l-otan-207985>>. Consulté le 6 mai 2022.

DUBOIS DE PRISQUE, Emmanuel. « Chine-Russie, entre alliance et mésalliance ». *Revue Conflits* [en ligne] 7 juin 2022. Disponible sur <<https://www.revueconflits.com/chine-russie-entre-alliance-et-mesalliance/>>. Consulté le 11 juillet 2022.

DUKHAN, Nathalia. « Guerre en Ukraine : 'L'OTAN devrait appliquer des sanctions ciblées contre les kleptocraties africaines alliées du Kremlin ». *Le Monde* [en ligne] 24 mars 2022. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/24/guerre-en-ukraine-l-otan-devrait-appliquer-des-sanctions-ciblees-contre-les-kleptocraties-africaines-alliees-du-kremlin\\_6118969\\_3212.html#:~:text=Ils%20devraient%20C3%A9galement%20appliquer%20des,Vladimir%20Poutine%2C%20le%20Groupe%20Wagner.](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/24/guerre-en-ukraine-l-otan-devrait-appliquer-des-sanctions-ciblees-contre-les-kleptocraties-africaines-alliees-du-kremlin_6118969_3212.html#:~:text=Ils%20devraient%20C3%A9galement%20appliquer%20des,Vladimir%20Poutine%2C%20le%20Groupe%20Wagner.)>. Consulté le 28 juillet 2022.

DW. « La nouvelle banque des BRICS ». *Deutsche Welle [DW]* [en ligne] 16 juillet 2014. Disponible sur <<https://www.dw.com/fr/la-nouvelle-banque-des-brics/a-17789878>>. Consulté le 26 mai 2019.

EGGERT, Konstantin. « Rossiya v roli 'evraziyskogo zhandarma' ? ». *Izvestiya*. N°179 (7 août 1992) : 6.

ELISTRATOV, Ivan. « Partokraty podnyali golovu, demokrati – tozhe ». *Izvestiya*. N°45 (23619) (22 février 1992): 2.

ENEDIS. « Programme Power Africa : où en est-on ? ». *Afrique La Tribune* [en ligne] 4 juillet 2019. Disponible sur <<https://afrique.latribune.fr/entreprises/la-tribune-afrique-de-l-energie-by-enedis/2019-07-04/programme-power-africa-ou-en-est-on-821987.html>>. Consulté le 5 octobre 2019.

FAIVRE, Agnès. « Moscou ne tourne pas le dos à l'Afrique, bien au contraire... ». *Le Point* [en ligne] (18 juin 2018). Disponible sur <[https://www.lepoint.fr/economie/moscou-ne-tourne-pas-le-dos-a-l-afrique-bien-au-contre-18-06-2018-2228164\\_28.php](https://www.lepoint.fr/economie/moscou-ne-tourne-pas-le-dos-a-l-afrique-bien-au-contre-18-06-2018-2228164_28.php)>. Consulté le 13 juin 2019.

FELSENTHAL, Mark. "Obama Must Play Catch Up to Meet Africa's Expectations." *The Star* (June 26, 2013): 1-34.

FILES, Morgan. "Marcus Garvey and UNIA Failed Liberia Expedition." *Liberian Listener* [en ligne] June 14, 2017. Disponible sur <<http://www.liberianlistener.com/2017/06/14/marcus-garvey-and-unia-failed-liberia-expedition/>>. Consulté le 13 août 2020.

FILLON, Tiffany. « Covid-19 : derrière la vente et le don de vaccins à l'Afrique, la 'lutte

d'influence' de la Chine ». *France 24* [en ligne] 27 février 2021. Disponible sur <<https://www.france24.com/fr/afrique/20210227-covid-19-derri%C3%A8re-la-vente-et-le-don-de-vaccins-%C3%A0-l-afrique-la-lutte-d-influence-de-la-chine>>. Consulté le 20 avril 2021.

FINE, Glenn A. *East Africa and North and West Africa Counterterrorism Operations*. October 1, 2019- December 31, 2019. *Media Defense* [en ligne]. Disponible sur <<https://media.defense.gov/2020/Feb/21/2002252793/-1/-1/1/LEAD%20IG%20EAST%20AFRICA%20AND%20NORTH%20AND%20WEST%20AFRICA%20COUNTERTERRORISM%20OPERATIONS.PDF>>. Téléchargé le 28 février 2021.

FIRSTPOST. "China Invites Five Nations for Summit Under 'BRICS Plus', Denies Reports of Expanding Group." *Firstpost* [en ligne] September 1, 2017. Disponible sur <<https://www.firstpost.com/world/china-invites-five-nations-for-brics-summit-denies-attempts-at-expanding-group-3989949.html>>. Consulté le 9 juillet 2019.

FISHER, Ian. "Africans Ask if Washington's Sun Will Shine on Them." *New York Times* [en ligne] February 8, 2001. Disponible en ligne sur <<https://www.nytimes.com/2001/02/08/world/africans-ask-if-washington-s-sun-will-shine-on-them.html>>. Consulté le 19 novembre 2019.

FLANAGAN, Jane. "Russian Mercenaries Help Put Down Sudan Protests." *The Times* [Online] (January 10, 2019). Disponible sur <<https://www.thetimes.co.uk/article/russian-mercenaries-help-put-down-sudan-protests-vw0gzngq8>>. Consulté le 19 novembre 2019.

FLOTAT-TALON, Hugo, et Silja FRÖHLICH. « Africa Business 2019 : Trump ne fait pas le déplacement, et pourtant... ». *DW [Deutsche Welle]* [en ligne] 18 juin 2019. Disponible sur <<https://www.dw.com/fr/afrika-business-2019-trump-ne-fait-pas-le-d%C3%A9placement-et-pourtant/a-49237576>>. Consulté le 28 février 2021.

FOOTE JR., Cornelius F. "Will U.S. Africa Policy Change?". *Black Enterprise*. Vol. 22. No. 9 (April 1992): 29.

FRANCE INFO AFRIQUE. « Somalie : les États-Unis rétablissent leur ambassade à Mogadiscio ». *FranceTvInfo* [en ligne] 4 octobre 2019. Disponible sur <[https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/somalie/somalie-les-etats-unis-retablissent-leur-ambassade-a-mogadiscio\\_3644275.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/somalie/somalie-les-etats-unis-retablissent-leur-ambassade-a-mogadiscio_3644275.html)>. Consulté le 19 décembre 2019.

FRELAND, François-Xavier. « Alexeï Vassiliev : La Russie peut être utile à l'Afrique ». *Jeune Afrique* [en ligne] (13 novembre 2015). Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/278717/politique/alexei-vassiliev-la-russie-peut-etre-utile-a-lafrique/>>. Consulté le 20 avril 2020.

FRENCH CHINA. « Rencontre entre Wang Yi et Sergueï Lavrov ». *French China* [en ligne] 31 mars 2022. Disponible sur <[http://french.china.org.cn/foreign/txt/2022-03/31/content\\_78141398.htm](http://french.china.org.cn/foreign/txt/2022-03/31/content_78141398.htm)>. Consulté le 3 juillet 2022.

FRENCH XINHUANET. « OCS : le sommet 'historique' d'Astana offre de nouvelles opportunités de coopération ». *French Xinhuanet* [en ligne] (8 juin 2017). Disponible sur

<[http://french.xinhuanet.com/2017-06/08/c\\_136350277.htm](http://french.xinhuanet.com/2017-06/08/c_136350277.htm)>. Consulté le 20 juin 2019.

FRERE, Xavier. « La Chine veut sortir un vaccin en premier et montrer au monde sa réussite ». *Le Progrès* [en ligne] 31 mars 2020. Disponible sur <<https://www.leprogres.fr/sante/2020/03/31/la-chine-veut-sortir-un-vaccin-en-premier-et-montrer-au-monde-sa-reussite>>. Consulté le 20 avril 2020.

FRI. "Russia 'The Most Direct Threat to The World Order': EU's Von Der Leyen." *RFI* [en ligne] May 12, 2022. Disponible sur <<https://www.rfi.fr/en/russia-most-direct-threat-to-world-order-eu-s-von-der-leyen>>. Consulté le 30 juin 2022.

GAMANDIY-EGOROV, Mikhaïl. « La Russie en Afrique : le grand retour ? ». *Sputnik* [en ligne] (21 février 2018). Disponible sur <[https://fr.sputniknews.com/points\\_de\\_vue/201802211035234492-russie-afrique-retour/](https://fr.sputniknews.com/points_de_vue/201802211035234492-russie-afrique-retour/)>. Consulté le 20 avril 2021.

GAY-PADOAN, Luna. « Ukraine : les Accords de Minsk, la seule issue diplomatique à la guerre ? ». *TV5 Monde* [en ligne] 8 février 2022. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/info/ukraine-les-accords-de-minsk-la-seule-issue-diplomatique-la-guerre-443895>>. Consulté le 1 mai 2022.

GF. "Global Fund Welcomes U.S. Secretary of State Hillary Clinton's Support for Global Fund." *The Global Fund* [GF] [en ligne] November 9, 2011. Disponible sur <<https://www.theglobalfund.org/en/news/2011-11-09-global-fund-welcomes-us-secretary-of-state-hillary-clinton-support-for-global-fund/>>. Consulté le 11 septembre 2019.

GHANA WEB. "Ghana, Russia Celebrate Forty Years of Diplomatic Ties." *GhanaWeb* [en ligne] (January 16, 1998). Disponible sur <<http://www.ghanaweb.com/GhanaHomePage/NewsArchive/artikel.php?ID=3370>>. Consulté le 15 juillet 2019.

GHOSH, Poulomi. "Imran Khan Slams West's Pressure Over Ukraine, Asks: 'Did You Write to India?'". *Hindustan Times* [en ligne] March 7, 2022. Disponible sur <<https://www.hindustantimes.com/world-news/imran-khan-slams-west-s-pressure-over-ukraine-asks-did-you-write-to-india-101646610815155.html>>. Consulté le 1 juillet 2022.

GLOSBE. « Ambazonie ». *Glosbe* [dictionnaire en ligne] date de publication inconnue. Disponible sur <<https://glosbe.com/fr/fr/Ambazonie>>. Consulté le 9 décembre 2019.

GOLUB Pavel, and Aleksandr SHALNIOV. « V Rossii vse budet v poryadke, zayavil Zhorzh Bush korrespondentu 'Izvestiy' ». *Izvestiya*. N° 102 (23676) (29 avril 1992) : 1.

GORKIN, Julián. « En Espagne : Le régime de la terreur blanche ». *L'Humanité*. N° 7783 (5 mars 1925) : 4.

GOTEV, Georgi (traduit par Charles Szumski). « La Russie adopte une liste de pays 'ennemis' auxquels elle paiera ses dettes en roubles ». *Euractiv* [en ligne] 8 mars 2022. Disponible <<https://www.euractiv.fr/section/economie/news/russia-adopts-list-of-enemy-countries-to-which-it-will-pay-its-debts-in-rubles/>>. Consulté le 30 mai 2022.

GOURY-LAFFONT, Victor. « Coronavirus : Trump veut ‘prioriser’ la livraison de vaccins aux Américains ». *RTL* [en ligne] 9 décembre 2020. Disponible sur <<https://www.rtl.fr/actu/international/coronavirus-trump-veut-prioriser-la-livraison-de-vaccins-aux-americaains-7800937262>>. Consulté le 20 avril 2021.

GRANDADAM, Sabine. « ‘Shithole countries’. Vague de colère contre les propos offensants de Trump ». *Courrier International* [en ligne] 13 janvier 2018. Disponible sur <<https://www.courrierinternational.com/article/shithole-countries-vague-de-colere-contre-les-propos-offensants-de-trump>>. Consulté le 21 novembre 2019.

GRAS, Romain. « Infographie : Poutine étend son empire en Afrique ». *Jeune Afrique* [en ligne] (9 août 2018). Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/mag/610831/politique/infographie-poutine-etend-son-empire-en-afrique/>>. Consulté le 15 juin 2019.

HADHRI, Mohieddine. « 55<sup>e</sup> anniversaire de la fête de l'évacuation de Bizerte (1963-2018). Devoir de mémoire ». *La Presse de Tunisie*. N° 27.294 (15 octobre 2018) : 6-7.

HASKI, Pierre. « La Chine mène avec succès sa ‘diplomatie des vaccins’ en Afrique ». *France Inter* [en ligne] 11 février 2021. Disponible sur <<https://www.franceinter.fr/emissions/geopolitique/geopolitique-11-fevrier-2021>>. Consulté le 20 avril 2021.

HELMAN, Christopher. "Obama's 'Power Africa' Plan Greases Billions in Deals for General Electric." *Forbes* [en ligne] July 1, 2013. Disponible sur <<https://www.forbes.com/sites/christopherhelman/2013/07/01/with-power-africa-plan-obama-to-grease-billions-in-deals-for-g-e/#5431aa4310c2>>. Consulté le 10 octobre 2019.

HERSH, Seymour M. *C.I.A.* "Said to Have Aided Plotters Who Overthrew Nkrumah in Ghana." *New York Times* (May 9, 1978): 6.

HISTORY EDITORS. "President Kennedy Establishes the Peace Corps." *History* [en ligne] July 21, 2010. Disponible en ligne sur <<https://www.history.com/this-day-in-history/peace-corps-established>>. Consulté le 16 juillet 2020.

HOMMES D'AFRIQUE MAGAZINE. « Sergueï Lavrov, Ministre des Affaires Étrangères de la Fédération de Russie ». *Hommes d'Afrique Magazine* [en ligne] 12 mai 2018. Disponible sur <<http://hommesdafrique.com/668/>>. Consulté le 21 juin 2019.

HUBERT-RODIER, Jacques, et Grégoire POUSSIÉLGUE. « Emmanuel Macron : un ‘oui mais’ au retour d’un G8 avec la Russie ». *Les Echos* [en ligne] 21 août 2019. Consulté le 1 septembre 2019. Disponible sur <<https://www.lesechos.fr/monde/enjeux-internationaux/emmanuel-macron-un-oui-mais-au-retour-dun-g8-avec-la-russie-1125639>>.

HUGEUX, Vincent. « Afrique : comment Moscou supplante la France ». *L'Express* [en ligne] 1 décembre 2018. Disponible sur <[https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/centrafrique-comment-moscou-supplante-la-france\\_2051136.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/centrafrique-comment-moscou-supplante-la-france_2051136.html)>. Consulté le 15 mars 2019.

INTERFAX. « Rossiya i Afrikanskiy soyuz obsudili postavki ‘Sputnik V’ v Afriku ». *Interfax*

[en ligne] 23 janvier 2021. Disponible sur <<https://www.interfax.ru/world/746500>>. Consulté le 20 avril 2021.

IOANES, Ellen. "These are the Countries Where Russia's Shadowy Wagner Group Mercenaries Operate." *Insider* [en ligne] November 19, 2019. Disponible sur <<https://www.businessinsider.com/russia-wagner-group-mercenaries-where-operate-2018-4?r=US&IR=T>>. Consulté le 28 novembre 2022.

IPAN, Bienvenu. « Afrique : du 15 au 16 juin 2010, Conférence interparlementaire 'Russie-Afrique' : les élus du pays attendus à Moscou ». *AllAfrica* [en ligne] 30 avril 2010. Disponible sur <<https://fr.allafrica.com/stories/201004300595.html>>. Consulté le 15 février 2018.

IPS. "For Africa Trip, Obama Urged to Prioritise Development." *Inter Press Service News Agency [IPS]* [en ligne] June 24, 2013. Disponible sur <<http://www.ipsnews.net/2013/06/for-africa-trip-obama-urged-to-prioritise-development/>>. Consulté le 18 septembre 2019.

ISAACSON, Walter, Bruce NELAN, and Hays GOREY. "The Propaganda Sweepstakes." *TIME*. No. 10 (Volume 117) (March 18, 1981): 23-26.

IZVESTIYA. "Kazhduyu nedelyu v poslednie dva mesyatsa inflyatsiya v SSSR vozrastaet na dva protsenta". *Izvestiya*. N°224 (23490) (19 septembre 1991) : 1.

IZVESTIYA. « Utrom 19 sentyabrya v Kremle sostoyalas' beseda Prezidenta SSSR Mikhaila Gorbatcheva s ministrom finansov SShA Nikolasom Breydi ». *Izvestiya*. N°224 (23490) (19 septembre 1991) : 1.

IZVESTIYA. « Telefonniy razgovor A. Kozyreva i J. Bakera ». *Izvestiya*. N° 54 (23628) (4 mars 1992) : 4.

IZVESTIYA. « V Égypte anonsirovali vozobnovlenie charternix reysov iz Rossii do kontsa goda ». *Izvestiya* [en ligne] 24 juin 2019. Disponible en ligne <<https://iz.ru/892221/2019-06-24/v-egipte-anonsirovali-vozobnovlenie-charterov-iz-rossii-do-kontca-goda>>. Consulté le 27 juin 2019.

JDC. « Le Cameroun exclu de l'AGOA, comprendre cette sanction ». *Journal du Cameroun* [en ligne] publié le 1 novembre 2019. Disponible sur <<https://www.journalducameroun.com/le-cameroun-exclu-de-lagoa-comprendre-cette-sanction/>>. Consulté le 9 décembre 2019.

JENKINS, Calynn. "Doing Business in Africa Campaign: A Success Story." *Tradeology, the Official Blog of ITA* [en ligne] June 18, 2013. Disponible sur <<https://blog.trade.gov/2013/06/18/doing-business-in-africa-campaign-a-success-story/>>. Consulté le 18 septembre 2019.

JEUNE AFRIQUE. « France – Sénégal : extraits du discours de Dakar prononcé par Nicolas Sarkozy en 2007 ». *Jeune Afrique* [en ligne] 12 octobre 2012 (mis à jour le 3 juin 2017). Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/173901/politique/france-s-n-gal-extraits-du-discours-de-dakar-prononc-par-nicolas-sarkozy-en-2007/>>. Consulté le 14 août 2019.

JEUNE AFRIQUE. « Banque mondiale : la croissance de l'Afrique subsaharienne à son plus bas niveau depuis 2009 ». *Jeune Afrique* [en ligne] 5 octobre 2015. Disponible sur

<<https://www.jeuneafrique.com/269767/economie/banque-mondiale-la-croissance-de-lafrique-subsaaharienne-a-son-plus-bas-niveau-depuis-2009/>>. Consulté le 20 juin 2019.

JEUNE AFRIQUE. « Russie-Afrique : ces ‘influenceurs’ invités au sommet de Sotchi ». *Jeune Afrique* [en ligne] 12 novembre 2019. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/mag/854149/politique/russie-afrique-ces-influenceurs-invites-au-sommet-de-sotchi/>>. Consulté le 26 mars 2021.

JOANNIDIS, Marie. « L’Afrique préoccupée par les conséquences de la guerre en Irak ». *RFI* [en ligne] 22 mai 2003. Disponible sur <<http://www1.rfi.fr/fichiers/MFI/PolitiqueDiplomatie/903.asp>>. Consulté le 13 juin 2019.

JUOMPAN-YAKAM, Clarisse. « Osvalde Lewat : ‘Le soutien d’Africains à la Russie est une posture anti-occidentale et antifrançaise’ ». *Jeune Afrique* [en ligne] 23 avril 2022. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/1341749/politique/osvalde-lewat-le-soutien-dafricains-a-la-russie-est-une-posture-anti-occidentale-et-antifrancaise/>>. Consulté le 28 juillet 2022.

KAFTAN, Larissa. « Net ni sovetsi, ni logiki ». *Komsomol’skaya pravda*. No. 38 (22/03/2011): 2.

KADOMTSEV, Andrey. « Ukreplenie Rossii i Kitaya v Afrike vse bol’she trevozhit Zapad (chast’ 2) ». *Interaffairs* [en ligne] (26 mars 2019). Disponible sur <<https://interaffairs.ru/news/show/22021>>. Consulté le 15 juin 2019.

KANÉ, Coumba. « Guerre en Ukraine : ‘La poutinophilie d’une partie des Africains relève d’abord d’un rejet de l’Occident’ ». *Le Monde* [en ligne] 9 mars 2022. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/09/guerre-en-ukraine-la-poutinophilie-d-une-partie-des-africains-releve-d-abord-d-un-rejet-de-l-occident\\_6116806\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/09/guerre-en-ukraine-la-poutinophilie-d-une-partie-des-africains-releve-d-abord-d-un-rejet-de-l-occident_6116806_3212.html)>. Consulté le 28 juillet 2022.

KEATING, Joshua. " ‘Stuck in the 70s’: What Biden’s Summit of the Americas Reveals About Latin American Politics." *Grid* [en ligne] June 3, 2022. Disponible sur <<https://www.grid.news/story/global/2022/06/03/stuck-in-the-70s-what-bidens-summit-of-the-americas-reveals-about-latin-american-politics/>>. Consulté le 9 juillet 2022.

KÉI, Didier. « Côte d’Ivoire – Libye, Tchiffi Zié : ‘Nous allons soutenir Kadhafi jusqu’à la dernière bataille’ ». *News Abidjan Net* [en ligne] 16 mars 2011. Disponible sur <<https://news.abidjan.net/h/394400.html>>. Consulté le 29 septembre 2019.

KEMPE, Frederick. "Vladimir Putin is Muscling His Way into Africa, and That is Bad News for US interests." *CNBC* [en ligne] June 15, 2019. Disponible sur <<https://www.cnn.com/2019/06/14/vladimir-putin-muscles-into-africa-which-is-bad-news-for-us-interests.html>>. Consulté le 15 avril 2021.

KEMPSTER, Norman. "U.S. Africa Policy Shifts with End of Cold War. Diplomacy: Bush Administration is Now Encouraging True Democracy Instead of Just Countering Communism." *Los Angeles Times* [en ligne] May 02, 1992. Disponible sur <[http://articles.latimes.com/1992-05-02/news/mn-1313\\_1\\_cold-war](http://articles.latimes.com/1992-05-02/news/mn-1313_1_cold-war)>. Consulté le 15 avril 2021.

KHMLEVSKAYA, Viktoria. « Maksym Subkh : Ukraina planiruet naznatchit’ poslov vo vse afrikanskije strany, gde ikh dolgo ne bylo ». *ZN* [en ligne] 08.11.2022. Disponible sur



<<https://zn.ua/POLITICS/maksim-subkh-ukraina-planiruet-naznachit-poslov-vo-vse-afrikanskije-strany-hde-ikh-dolho-ne-bylo.html>>. Consulté le 11 novembre 2022.

KODMANI, Hala, Léa MASSEGUIN, et François-Xavier GOMZE. « Indécision : l'impossible 'condamnation' de la Russie à l'ONU ». *Libération* [en ligne] 2 mars 2022. Disponible sur <[https://www.liberation.fr/international/limpossible-condamnation-de-la-russie-a-lonu-20220302\\_7NJ7K5YS5REAPDPJVC7T225XV4/](https://www.liberation.fr/international/limpossible-condamnation-de-la-russie-a-lonu-20220302_7NJ7K5YS5REAPDPJVC7T225XV4/)>. Consulté le 17 juillet 2022.

KOLESNIKOV, Andrei. « V rabochiy polden' : Vladimir Poutine razyasnil kollektivnu Votkinskogo zavoda trudnosti mezhdunarodnogo polozheniya ». *Kommersant*. N°48 (22/03/2011) : 3.

KOMMERSANT. « Igor Ivanov otpravilsya v Afriku ». *Kommersant* [en ligne] 13 décembre 2001. Disponible sur <<https://www.kommersant.ru/doc/928773>>. Consulté le 1 juin 2019.

KOMMERSANT. « Lavrov : NATO vstupuet v proksi-voynu s Rossiey, vooruzhaja Ukrainu ». *Kommersant* [en ligne] 26 avril 2022. Disponible sur <<https://www.kommersant.ru/doc/5327891>>. Consulté le 31 mai 2022.

KOZHUKHOV, Mikhail. « Byvshiy soyuznik obvinyaet Rossiyu v predatel'stve ». *Izvestiya*. N° 54 (23628) (4 mars 1992) : 1, 4.

KRUTIKOV, Evgeniy. « Rossiya vozvrashaetsya v Afriku za svoimi den'gami ». *Vzglyad*, [en ligne] 16 janvier 2015. Disponible sur <<http://vz.ru/politics/2015/1/16/724737.html>>. Consulté le 12 novembre 2020.

KRUTIKOV, Evgeniy. « Rossiyskie voennye vozmot pod opeku odnu iz samykh dikikh stran Afriki ». *Vzglyad* [en ligne] 27 juin 2019. Consulté le 27 juin 2019. Disponible en ligne sur <<https://vz.ru/world/2019/6/27/984338.html>>.

KRUSHEL'NITSKAYA, Olga, and Ivan ZASURSKIY. « Otstavka nad Sredizemnym morem : Ministr vneshnikh ekonomicheskikh svyazey Rossii Sergey Glaziev ushel so svoego posta ». *Nezavisimaya gazeta*. N° 159 (583) (24 août 1993) : 1.

KURMANAEV, Anatoly, and Jack NICAS. "Biden's Summit of the Americas Is Threatened by Boycotts, Confusion." *The New York Times* [en ligne] May 12, 2022. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2022/05/12/world/americas/summit-americas-boycotts.html>>. Consulté le 9 juillet 2022.

LANGE, Jason. "Biden Approval Ticks Closer to Lowest Level of His Presidency." *Reuters* [en ligne] November 16, 2022. Disponible sur <<https://graphics.reuters.com/USA-BIDEN/POLL/nmopagnqapa/>>. Consulté le 22 novembre 2022.

LANMAN, Scott Lanman, and Ana MONTEIRO. "A Mild US Recession Is Coming This Year, Bank of America Economists Say." *Bloomberg* [en ligne] July 13, 2022. Disponible sur <<https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-07-13/bank-of-america-economists-forecast-mild-us-recession-this-year>>. Consulté le 31 juillet 2022.

LIZZA, Ryan. "Leading From Behind." *The New Yorker* [en ligne] April 26, 2011. Disponible sur <<https://www.newyorker.com/news/news-desk/leading-from-behind>>. Consulté le 27 février 2020.

LE COURRIER DU VIETNAM. « Le 1<sup>er</sup> Sommet Russie - Afrique se tiendra en octobre prochain à Sotchi ». *Le Courrier du Vietnam* [en ligne] 29 mai 2019. Disponible sur <<https://www.lecourrier.vn/le-1er-sommet-russie-afrique-se-tiendra-en-octobre-prochain-a-sotchi/606559.html>>. Consulté le 26 juin 2019.

LECOCQ RÉALE, Clara. « Les États-Unis souhaitent garder leurs doses d'AstraZeneca inutilisées ». *France Culture* [en ligne] 15 mars 2021. Disponible sur <<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/journal-de-8-h/les-etats-unis-souhaitent-garder-leurs-doses-d-astrazeneca-inutilisees-1802320>>. Consulté le 20 avril 2021.

LE FIGARO. « La Géorgie va rejoindre l'Otan (Stoltenberg) ». *Le Figaro* [en ligne] 25 mars 2019. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/la-georgie-va-rejoindre-l-otan-stoltenberg-20190325>>. Consulté le 29 avril 2022.

LE FIGARO. « Anonymous dit avoir piraté les serveurs du FSB, les services secrets russes ». *Le Figaro* [en ligne] 17 mars 2022. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/international/anonymous-dit-avoir-pirate-les-serveurs-du-fsb-les-services-secrets-russes-20220317>>. Consulté le 10 mai 2022.

LE FIGARO. « Le Mercosur a refusé la demande du président ukrainien de faire un discours à son sommet ». *Le Figaro* [en ligne] 20 juillet 2022. Mis à jour le 21 juillet 2022. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/international/le-mercotur-a-refuse-la-demande-du-president-ukrainien-de-faire-un-discours-a-son-sommet-20220720>>. Consulté le 24 juillet 2022.

LE MONDE. « La nouvelle Internationale ». *Le Monde* (directeur de publication Hubert Beuve-Méry). N° 837 (7 octobre 1947). Disponible en ligne sur <[http://www.lemonde.fr/archives/article/1947/10/07/la-nouvelle-internationale\\_1890058\\_1819218.html?xtmc=la\\_nouvelle\\_internationale&xtcr=674](http://www.lemonde.fr/archives/article/1947/10/07/la-nouvelle-internationale_1890058_1819218.html?xtmc=la_nouvelle_internationale&xtcr=674)>. Consulté le 15 juillet 2017.

LE MONDE (1 janvier 1968). « Le Vice-Président Humphrey à Abidjan ». *Le Monde* [en ligne] sans date. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/archives/article/1968/01/01/le-vice-president-humphrey-a-abidjan\\_2611527\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1968/01/01/le-vice-president-humphrey-a-abidjan_2611527_1819218.html)>. Consulté le 11 juillet 2020.

LE MONDE. « Le Sénat supprime 'l'amendement Clark' », 2 octobre 1981. *Le Monde* [en ligne] sans date. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/10/02/le-senat-supprime-l-amendement-clark\\_2710532\\_1819218.html](https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/10/02/le-senat-supprime-l-amendement-clark_2710532_1819218.html)>. Consulté le 17 juillet 2020.

LE MONDE. « Monsanto jugé responsable de l'intoxication d'un agriculteur français ». *Le Monde* [en ligne] 13 février 2012. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/societe/article/2012/02/13/monsanto-juge-responsable-de-l-intoxication-d-un-agriculteur-francais\\_1642727\\_3224.html](https://www.lemonde.fr/societe/article/2012/02/13/monsanto-juge-responsable-de-l-intoxication-d-un-agriculteur-francais_1642727_3224.html)>. Consulté le 26 septembre 2019.

LE MONDE. « La Crimée demande officiellement son rattachement à la Russie ». *Le Monde* [en ligne] 16 mars 2014. Disponible sur

<[https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/16/les-crimeens-plebiscitent-le-rattachement-a-la-russie\\_4383980\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2014/03/16/les-crimeens-plebiscitent-le-rattachement-a-la-russie_4383980_3214.html)>. Consulté le 15 décembre 2022.

LE MONDE. « La ministre française des armées en Centrafrique pour deux jours ». *Le Monde* [en ligne] 10 décembre 2018. Consulté le 20 juin 2019. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/10/la-ministre-francaise-des-armees-en-centrafrique-pour-deux-jours\\_5395144\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/12/10/la-ministre-francaise-des-armees-en-centrafrique-pour-deux-jours_5395144_3212.html)>.

LE MONDE. « Donald Trump se dit favorable à la reformation du G8, avec la Russie ». *Le Monde* [en ligne] 20 août 2019. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/20/donald-trump-se-dit-favorable-a-la-reformation-du-g8-avec-la-russie\\_5501115\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/08/20/donald-trump-se-dit-favorable-a-la-reformation-du-g8-avec-la-russie_5501115_3210.html)>. Consulté le 1 septembre 2019.

LE MONDE. « Guerre en Ukraine : Dakar proteste auprès de Kiev et l'appelle à cesser de recruter au Sénégal ». *Le Monde* [en ligne] 4 mars 2022. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/04/guerre-en-ukraine-dakar-proteste-aupres-de-kiev-et-l-appelle-a-cesser-de-recruter-au-senegal\\_6116103\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2022/03/04/guerre-en-ukraine-dakar-proteste-aupres-de-kiev-et-l-appelle-a-cesser-de-recruter-au-senegal_6116103_3212.html)>. Consulté le 21 juillet 2022.

LEROY, Benoît. « Russie : des critiques influents classés ‘agents de l’étranger’ par le pouvoir de Vladimir Poutine ». *RTL* [en ligne] 15 avril 2022. Disponible sur <<https://www.rtl.fr/actu/international/russie-des-critiques-influents-classes-agents-de-l-etranger-par-le-pouvoir-de-vladimir-poutine-7900145194>>. Consulté le 1 mai 2022.

LE PARISIEN. « Vaccins : la Chine continue son offensive en Afrique et offre 100 000 doses au Gabon ». *Le Parisien* [en ligne] 13 mars 2021. Disponible sur <<https://www.leparisien.fr/international/vaccins-la-chine-continue-son-offensive-en-afrique-et-offre-100000-doses-au-gabon-13-03-2021-L576JB3IMRABBHQ54QME5JPMBI.php>>. Consulté le 20 avril 2021.

LE POINT. « Le Royaume-Uni travaille son ‘come-back’ sur le continent ». *Le Point* [en ligne] le 21 janvier 2020. Disponible sur <[https://www.lepoint.fr/afrique/le-royaume-uni-fait-son-come-back-sur-le-continent-21-01-2020-2358818\\_3826.php#](https://www.lepoint.fr/afrique/le-royaume-uni-fait-son-come-back-sur-le-continent-21-01-2020-2358818_3826.php#)>. Consulté le 25 janvier 2021.

LE POINT AFRIQUE. « L’armée américaine partie pour réduire ses effectifs en Afrique ». *Le Point* [en ligne] 13 janvier 2020. Disponible sur <[https://www.lepoint.fr/afrique/terrorisme-pourquoi-l-armee-americaine-veut-elle-se-retirer-d-afrique-13-01-2020-2357548\\_3826.php#](https://www.lepoint.fr/afrique/terrorisme-pourquoi-l-armee-americaine-veut-elle-se-retirer-d-afrique-13-01-2020-2357548_3826.php#)>. Consulté le 28 février 2021.

LOMANOVA, Bella. « ‘RJD’ namereno stroit’ i modernizirovat’ zheleznye dorogi v Afrike i Brazili ». *Gazeta Gudok* [en ligne] 25 juillet 2018. Disponible sur <<https://www.gudok.ru/news/?ID=1427862>>. Consulté le 12 novembre 2020.

LONG, John C. "Peace Corps' Early Days: The Day the FBI Came Knocking." *Courier Journal* [en ligne] 15 décembre 2019. Disponible sur <<https://eu.courier-journal.com/story/opinion/contributors/2017/09/14/peace-corps-early-days-day-fbi-came-knocking-john-long/657455001/>>. Consulté le 10 juillet 2020.

LUI, Kevin. "Trump Tells African Leaders His Friends Go There to 'Get Rich.' Awkward Silence Follows." *Time* [en ligne] September 21, 2017. Disponible sur <<https://time.com/4951006/trump-africa-get-rich/>>. Consulté le 25 novembre 2019.

LUNING, Ernest. "Rep. Jason Crow Says U.S. 'is In This to Win it' After Visiting Zelensky in Ukraine." *The Gazette* [en ligne] 01/05/2022. Disponible sur <[https://gazette.com/premium/rep-jason-crow-says-us-is-in-this-to-win-it-after-visiting-zelensky-in/article\\_35d8bee2-d0c4-57fb-b4a9-9273cebdbc63.html](https://gazette.com/premium/rep-jason-crow-says-us-is-in-this-to-win-it-after-visiting-zelensky-in/article_35d8bee2-d0c4-57fb-b4a9-9273cebdbc63.html)>. Consulté le 31 mai 2022.

MAGDY, Samy. "US Embassy Says Sudan No Longer on list of Terror Sponsors." *AP News* [en ligne] December 14, 2020. Disponible sur <<https://apnews.com/article/donald-trump-osama-bin-laden-sudan-khartoum-africa-cab7d7fa4707759c9ab03f79059d948f>>. Consulté le 25 janvier 2021.

MAIL & GUARDIAN. "Motlanthe Joins Leaders in Congratulating Obama." *Mail & Guardian* [en ligne] November 5, 2008. Disponible sur <<https://mg.co.za/article/2008-11-05-motlanthe-joins-leaders-in-congratulating-obama>>. Consulté le 15 août 2019.

MALGAVKO, Sergei. "Rossiya prostila 20 mlrd dollarov dolgov Afrike. Komu eshio?". *BBC Russia* [en ligne] 24 octobre 2019. Disponible sur <<https://www.bbc.com/russian/news-50172147>>. Consulté le 24 octobre 2020.

MALHOTRA, Kumar. « La Russie est-elle un acteur clé en Afrique ? ». *BBC* [en ligne] (9 janvier 2019). Disponible sur <<https://www.bbc.com/afrique/region-46811868>>. Consulté le 5 mars 2019.

MARBOT, Olivier. « Russie : la revanche d'un 'nain' sur le continent africain ». *Jeune Afrique* [en ligne] 14 août 2019. Consulté le 15 mars 2021. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/mag/814629/economie/russie-la-revanche-dun-nain-sur-le-continent-africain/>>.

MARKOV, Vladimir. « Prebyvanie A. Kozyreva v YuAR ». *Rossiyskaya gazeta*. N°49 (385) (29 février 1992) : 1-8.

MARTIN, Alexander. "U.S. Military Hackers Conducting Offensive Operations in Support of Ukraine, Says Head of Cyber Command." *Sky News* [en ligne] June 1, 2022. Disponible sur <<https://news.sky.com/story/us-military-hackers-conducting-offensive-operations-in-support-of-ukraine-says-head-of-cyber-command-12625139>>. Consulté le 16 juin 2022.

MASON, Barnaby. "Analysis: Powell's interest in Africa." *BBC News* [en ligne] (May 23, 2001). Disponible sur <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/afrika/1347282.stm>>. Consulté le 22 novembre 2019.

MBAYE, Khadim. « Sommet des BRICS : Alpha Condé vante le potentiel économique de l'Afrique ». *Afrique La Tribune* [en ligne] 4 septembre 2017. Disponible sur <<https://afrique.latribune.fr/politique/leadership/2017-09-04/sommet-des-brics-alpha-conde-vante-le-potentiel-economique-de-l-afrique-748942.html>>. Consulté le 9 juillet 2019.

MBOUNGOU, Vitraulle. « Retour progressif de la Russie en Afrique ». *Afrique expansion* [en ligne] 20 mai 2010. Disponible sur <<http://www.afriqueexpansion.com/produits-africains-/534->

retour-progressif-de-la-russie-en-afrique.html>. Consulté le 1 février 2019.

MEDVEDEV, Dmitri. « Strany BRIK: obshie tseli – obshie deystviya ». *Inosmi* [en ligne] 13 avril 2010. Disponible en ligne sur <<https://inosmi.ru/economic/20100413/159256375.html>>. Consulté le 20 mai 2019.

MEDVEDEV Kirill. « Kak proshla demonstratsiya chernokozhix na Krasnoj ploshadi v 1963 ». *Moskvich Mag* [en ligne] 18.06.2020. Disponible sur <<https://moskvichmag.ru/lyudi/moskva-vtoraya-alabama-kak-proshla-demonstratsiya-chernokozhix-na-krasnoj-ploshhadi-v-1963-m/>>. Consulté le 25 décembre 2020.

MEYER, Henry. "Putin Woos Ramaphosa and Other African Leaders as He Warns Against Western 'Blackmail.'" *News24* [en ligne] October 23, 2019. Disponible sur <<https://www.news24.com/fin24/economy/south-africa/putin-woos-ramaphosa-and-other-african-leaders-as-he-warns-against-western-blackmail-20191023>>. Consulté le 15 avril 2021.

MIKHAYLOV, Vassiliy. « Eltsin prinyal Mandelu i Annana i pogovoril s nimi o Yugoslavii ». *Kommersant*. N° 074 (30 avril 1999) : 3.

MOLOTSKY, Irvin. "U.S. Expected to Place Sudan on Terrorist List." *The New York Times*. No. 142 (August 17, 1993): 3.

MONTENAY, Yves. « Chinafrique : Mythes et réalités d'une relation complexe entre deux continents ». *Blog d'Yves Montenay* [en ligne] 26 octobre 2018. Consulté le 28 juin 2019. Disponible sur <<https://www.yvesmontenay.fr/2018/10/26/chinafrique-mythes-et-realites/>>.

MOROZ, Oleg. « Milliardy dollarov – na 'mirovuyu revolyutsiyu' ». *Eltsin Tsentr* [en ligne] 1 décembre 1991. Disponible sur <[http://www.yeltsincenter.ru/author\\_comment/release/ukrainagovorit-soyuzu-gud-bai](http://www.yeltsincenter.ru/author_comment/release/ukrainagovorit-soyuzu-gud-bai)>. Consulté le 12 novembre 2020.

MORVAN, Anton. « Zhili-byli dva trotskista ». *Obshestvennoe mnenie*. N° 6 (187) (juillet 2015) : 56-59.

MOULÈNE, Claire, et Clémentine MERCIER. « Saisie d'œuvres d'art russes : quelles conséquences pour la collection Morozov ? ». *Libération* [en ligne] 7 avril 2022. Disponible sur <[https://www.liberation.fr/culture/arts/saisie-doeuvres-dart-russes-en-finlande-les-douanes-dans-la-prise-20220407\\_DQ4HEHKWEJE2ZL5D4K2DHDKY3A/](https://www.liberation.fr/culture/arts/saisie-doeuvres-dart-russes-en-finlande-les-douanes-dans-la-prise-20220407_DQ4HEHKWEJE2ZL5D4K2DHDKY3A/)>. Consulté le 1 mai 2022.

MYERS, Steven Lee. « Serbie. Le bombardement de l'ambassade de Chine était-il délibéré ? ». *Courrier international* [en ligne] N°496 (4 mai 2000). Disponible sur <<https://www.courrierinternational.com/article/2000/05/04/le-bombardement-de-l-ambassade-de-chine-etait-il-delibere>>. Consulté le 20 février 2019.

NAFTALI, Tim. "Ronald Reagan's Long-Hidden Racist Conversation with Richard Nixon." *The Atlantic* [en ligne] July 30, 2019. Disponible sur <<https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2019/07/ronald-reagans-racist-conversation-richard-nixon/595102/>>. Consulté le 27 décembre 2020.

NATTRASS, William. "Russophobia is Sweeping Through Central Europe. The Czech Republic Is Treating Russians Like Second-Class Citizens." *UnHerd* [en ligne] 11/03/2022.

Disponible sur <<https://unherd.com/thepost/russophobia-is-sweeping-through-central-europe/>>. Consulté le 27 mai 2022.

NAWAZ, Mohammad. "Afro-Asians and the United Nations." *Pakistan Horizon*. Vol. 15. No. 1 (First Quarter, 1962): 42-48.

NEKLESS, Aleksandr. « Ne khodite, kreditory, v Afriku gulyat ». *Kommersant* [en ligne] N° 236 (13 décembre 1994). Disponible sur <<http://www.kommersant.ru/doc/97598>>. Consulté le 18 novembre 2017.

NELLE, Patrick. « Afrique-Russie : un nouveau partenariat économique ». *Forbes Afrique* (juillet-août 2015) : 64-65.

NGUYEN-AI-QUAC. « Quelques réflexions sur la question coloniale ». *L'Humanité*. N°6634 (25 mai 1922) : 4.

NIANDOU-SOULEY, Abdoulaye. « L'Afrique subsaharienne sous les 'injonctions occidentales' ». *Le Courrier Union Européenne/ ACP*. N° 171 (septembre-octobre 1998) : 48-49.

NIKULIN, Artiom. « Rossiya otkryavet predstavitel'stva minoborony RF v TSAR i Sudane ». *Riafan* [en ligne] 24 mai 2019. Disponible sur <<https://riafan.ru/1181352-rossiya-otkryvaet-predstavitelstva-minoborony-rf-v-car-i-sudane>>. Consulté le 27 juin 2019.

NKRUMAH, I. K. (ed.). "China, U.S. Make Progress." *Daily Graphic*. Issue 8353 (August 27, 1977): 2.

NODÉ-LANGLOIS, Fabrice. « Kristaline Georgieva : 'Invertissons la divergence dangereuse entre pays riches et pays pauvres' ». *Le Figaro* [en ligne] January 14, 2021. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/kristalina-georgieva-invertissons-la-divergence-dangereuse-entre-pays-riches-et-pays-pauvres-20210114>>. Consulté le 20 avril 2021.

NTV. « Putin otmetil vazhnost' formata 'BRIKS plus' ». *NTV* [en ligne] 5 septembre 2017. Disponible sur <<https://www.ntv.ru/novosti/1924160/>>. Consulté le 15 mars 2021.

NURUTDINOVA, Kamilla. « Osobyj interes: na Kazan-Summit 2022 zhdut vizita delegatsiy iz stran Afriki ». *RT* [en ligne] 14 avril 2022. Disponible sur <<https://rt.rbc.ru/tatarstan/14/04/2022/6255421c9a7947308a2472e9>>. Consulté le 17 juillet 2022.

OBAJI, Philip Jr. "Notorious Russian Mercenaries Pulled Out of Africa Ready for Ukraine." *The Daily Beast* [en ligne] January 31, 2022. Disponible sur <<https://www.thedailybeast.com/wagner-group-mercenaries-pull-out-of-africa-ready-for-ukraine>>. Consulté le 22 novembre 2022.

OLODO, Espoir. « L'AGOA : opportunité véritable ou arme commerciale américaine en Afrique ? ». *Ecofin Hebdo*. N°105 [en ligne] 6 avril 2018. Consulté le 12 décembre 2019. Disponible sur <<https://www.agenceecofin.com/hebdop1/0504-55888-l-agoa-opportunite-veritable-ou-arme-commerciale-americaine-en-afrique>>.

OLODO, Espoir. « Zimbabwe : le fabricant d'engrais russe Uralchem veut entrer au capital de Chemplex ». *Agence Ecofin* [en ligne] 16 janvier 2019. Disponible sur <<https://www.agenceecofin.com/industrie/1601-63273-zimbabwe-le-fabricant-dengrais-russe-uralchem-veut-entrer-au-capital-de-chemplex>>. Consulté le 15 mars 2019.

OUATTARA, Junior, et Ridha KÉFI. « Dossier : Le monde courtise l'Afrique ». *New African Magazine*. N°11 (novembre-décembre 2009) : 5-13.

PALISSON, Miriam. « Le rapprochement entre l'Inde et la Chine, 'c'est comme gravir une montagne' ». *FranceTvInfo* [en ligne] 7 avril 2015. Disponible sur <[https://www.francetvinfo.fr/monde/inde/le-rapprochement-entre-l-inde-et-la-chine-c-est-comme-gravir-une-montagne\\_3066757.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/inde/le-rapprochement-entre-l-inde-et-la-chine-c-est-comme-gravir-une-montagne_3066757.html)>. Consulté le 20 avril 2021.

PARKS, Michael. "Yeltsin Exchanges Salutes with Soul Mate De Klerk: The two leaders hail victories over communism in Russia and apartheid in South Africa." *Los Angeles Times* [en ligne] June 2, 1992. Disponible sur <[http://articles.latimes.com/1992-06-02/news/mn-470\\_1\\_south-africa](http://articles.latimes.com/1992-06-02/news/mn-470_1_south-africa)>. Consulté le 5 octobre 2017.

PAURON, Michael. « Gazprom ou le retour de Moscou ». *Jeune Afrique*. N°2606 (décembre 2010) : 73.

PERLEZ, Jane. "With Care, U.S. Presses Kenyans to Open Their Political Process." *New York Times* [en ligne] August 6, 1990. Disponible sur <<http://www.nytimes.com/1990/08/06/world/with-care-us-presses-kenyans-to-open-their-political-process.html>>. Consulté le 5 octobre 2017.

PERLEZ, Jane. "The World; Powell Gives Africa a Hard New Look." *New York Times* [en ligne] January 14, 2001. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2001/01/14/weekinreview/the-world-powell-gives-africa-a-hard-new-look.html>>. Consulté le 5 octobre 2017.

PERRUCHET, Marie. « Accord frontalier et promesses économiques ». *RFI* [en ligne] (11 avril 2005). <[http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/064/article\\_35417.asp?fbclid=IwAR1FBOvmKuwX0f-VrIUptTfKooLJ1hVGuqym8pZguRPdjmvP\\_002wfUfb\\_VQ](http://www1.rfi.fr/actu/fr/articles/064/article_35417.asp?fbclid=IwAR1FBOvmKuwX0f-VrIUptTfKooLJ1hVGuqym8pZguRPdjmvP_002wfUfb_VQ)>. Consulté le 20 avril 2021.

PFLIMLIN, Edouard. « Face à la Chine, l'axe Inde-Japon se renforce ». *Le Monde* [en ligne] 7 février 2012. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2012/02/07/face-a-la-chine-l-axe-inde-japon-se-renforce\\_1639671\\_3216.html](https://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2012/02/07/face-a-la-chine-l-axe-inde-japon-se-renforce_1639671_3216.html)>. Consulté le 20 avril 2021.

PILYATSKIN, Boris. « V lovushke Aeroflota okazalis' tisyatchi sovetskikh grazhdan, rabotayushikh v Mozambique ». *Izvestiya*. N° 88 (12 avril 1991) : 8.

PILYATSKIN, Boris. « Prezident YuAR predlagaet posrednichestvo v osvoenii afrikanskikh rynkov ». *Izvestiya*. N°128 (23702) (2 juin 1992) : 1-8.

PILYATSKIN, Boris. « Rossiya ne otvernetsya ot Afriki ». *Izvestiya*. N° 245 (23819) (10 novembre 1992) : 5.

PLANCHON, Ronan. « Pourquoi nombre de pays africains ne se sentent pas concernés par le sort de l'Ukraine ? ». *Le Figaro* [en ligne] 22 juin 2022. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/vox/monde/nicolas-normand-pourquoi-nombre-de-pays-africains-ne-se-sentent-pas-concernes-par-le-sort-de-l-ukraine-20220622>>. Consulté le 24 juillet 2022.

PLASSART, Philippe. « Alexandre Benalla : ‘Les européens manquent à l’appel en Afrique’ ». *Le nouvel économiste* [en ligne] 15 juillet 2019. Disponible sur <<https://www.lenouveleconomiste.fr/alexandre-benalla-fondateur-de-comya-71691/>>. Consultée le 19 juillet 2019.

PLAUT, Martin. "Has Bush Been Africa's Best Friend?" *BBC News* [en ligne] (January 16, 2009). Disponible sur <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/7831460.stm>>. Consulté le 15 octobre 2017.

PLOQUIN, Jean-Christophe. « Obama invite les jeunes africains à la responsabilité ». *La Croix* [en ligne] 4 août 2010. Disponible sur <[https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Obama-invite-les-jeunes-Africains-a-la-responsabilite-\\_NG\\_-2010-08-05-555198](https://www.la-croix.com/Actualite/Monde/Obama-invite-les-jeunes-Africains-a-la-responsabilite-_NG_-2010-08-05-555198)>. Consulté le 24 août 2019.

POINGT, Guillaume. « L'Italie accuse la France de coloniser l'Afrique avec le franc CFA ». *Le Figaro* [en ligne] 19 août 2017. Mis à jour le 22 janvier 2019. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2017/08/19/20002-20170819ARTFIG00012-fabriquer-en-france-le-franc-cfa-est-sur-la-sellette.php>>. Consulté le 15 août 2021.

POLYAKOV, Andrey, TIMONIN, Aleksandr. « Evgeniy Primakov : Rossiya aktiviziruet afrikanskoe napravlenie vneshney politiki ». *ITAR-TASS* [en ligne] avril 1998. Disponible sur <[http://www.africana.ru/news/1999/04/98.04\\_Primakov.htm](http://www.africana.ru/news/1999/04/98.04_Primakov.htm)>. Consulté le 24 octobre 2020.

POMPONNE, Muriel. « Vers un retour de la Russie en Afrique ? ». *RFI* [en ligne] (5 décembre 2014). Disponible sur <<http://www.rfi.fr/hebdo/20141205-russie-afrique-commerce-echange-cooperation-matieres-premieres-armement-diplomatie-education-guerre-froide-urss>>. Consulté le 20 avril 2021.

PORTYAKOVA, Natalia, BAYKOVA, Tatyana. « Mi novyj BRIKS postroim : Rossiya - za sozдание kluba družey pyati stran ». *Izvestia* [en ligne] 8 août 2019. Disponible sur <<https://iz.ru/905471/nataliia-portiakova-tatiana-baikova/my-novyi-briks-postroim-rossiia-za-sozдание-kluba-druzei-piati-stran>>. Consulté le 1 septembre 2019.

PORLON, Thomas, et Maria Aït OUARIANE. « Un accueil discriminatoire ? ‘On nous vire pour faire place aux Ukrainiens, c’est du racisme’ ». *Street Press* [en ligne] 29 mars 2022. Disponible sur <<https://www.streetpress.com/sujet/1648559918-exiles-afrique-vire-faire-place-ukrainiens-racisme-migrants-refugies>>. Consulté le 26 juillet 2022.

PYL'NOVA, Daria, and Dmitriy SHKRYLEV. « Nashi gastarbajtery v Afrike ». *Novaya Gazeta* [en ligne] N° 26 (36) (11 juillet 2007). Disponible sur <<http://www.novayagazeta.ru/society/34851.html>>. Consulté le 24 octobre 2020.



QUINN, Andrew. "Cash-Strapped G8 Looks to Private Sector in Hunger Fight." *Reuters* [en ligne] May 18, 2012. Disponible sur <<https://www.reuters.com/article/us-g8-food/cash-strapped-g8-looks-to-private-sector-in-hunger-fight-idUSBRE84H00920120518>>. Consulté le 26 septembre 2019.

RAGHAVAN, Sudarsan, and David NAKAMURA. "Bush AIDS Policies Shadow Obama in Africa." *The Washington Post* [en ligne] June 30, 2013. Disponible sur <[https://www.washingtonpost.com/world/africa/bush-aids-policies-shadow-obama-in-africa/2013/06/30/0c8e023c-e1ac-11e2-aef3-339619eab080\\_story.html?noredirect=on](https://www.washingtonpost.com/world/africa/bush-aids-policies-shadow-obama-in-africa/2013/06/30/0c8e023c-e1ac-11e2-aef3-339619eab080_story.html?noredirect=on)>. Consulté le 11 septembre 2019.

RAGHAVAN, Sudarsan. "Five Human Rights Abusers Backed by the U.S. Whom You Never Heard Of." *Washington Post* [en ligne] September 8, 2015. Disponible sur <<https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2015/09/08/five-human-rights-abusers-backed-by-the-u-s-whom-you-never-heard-of/>>. Consulté le 31 juillet 2021.

RAIMBAULT, Anaïs. « Forum des nations libres de Russie ce week-end à Prague ». *Radio Prague International* [en ligne] 22 juillet 2022. Disponible sur <<https://francais.radio.cz/forum-des-nations-libres-de-russie-ce-week-end-a-prague-8756686>>. Consulté le 30 juillet 2022.

REGNUM. « Afrikanskiy Soyuz i SHOS dogovorilis' o sovместnoy bor'be s terrorizmom ». *Regnum* [en ligne] 17 décembre 2018. Disponible sur <<https://regnum.ru/news/polit/2538744.html>>. Consulté le 9 juillet 2019.

REUTERS. « La Chine offre 60 milliards de dollars de plus à l'Afrique ». *Reuters* [en ligne] 3 septembre 2018. Disponible sur <<https://fr.reuters.com/article/frEuroRpt/idFRL8N1VP2HI>>. Consulté le 29 juin 2019.

REUTERS. "Spain's Foreign Minister Does Not Rule Out NATO Intervention in Mali." *Reuters* [en ligne] June 30, 2022. Disponible sur <<https://www.reuters.com/world/spains-foreign-minister-does-not-rule-out-nato-intervention-mali-2022-06-30/>>. Consulté le 31 juillet 2022.

REV. "Donald Trump Campaign Rally Sanford, Florida, October 12, 2020." *Rev* [en ligne] October 12, 2020. Disponible sur <<https://www.rev.com/blog/transcripts/donald-trump-campaign-rally-sanford-florida-transcript-october-12-first-rally-since-diagnosis>>. Consulté le 28 février 2021.

RFI. « L'Afrique exulte après le triomphe d'Obama ». *RFI* [en ligne] 5 novembre 2008. Disponible sur <[http://www1.rfi.fr/actufr/articles/107/article\\_74397.asp](http://www1.rfi.fr/actufr/articles/107/article_74397.asp)>. Consulté le 15 août 2019.

RFI. « Le Sénégal et les États-Unis signent un accord de coopération militaire ». *RFI* [en ligne] 3 mai 2016. Disponible sur <<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20160503-senegal-etats-unis-accord-cooperation-militaire>>. Consulté le 21 octobre 2019.

RFI. « RCA : les 3 journalistes russes tués enquêtaient sur une société militaire privée ». *RFI* [en ligne] 1 août 2018. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20180801-rca-journalistes-russes-tues-enquetaient-societe-militaire-privée-wagner>>. Consulté le 12 août 2019.

RFI. « La Mauritanie exclue de l'AGOA : incompréhension face à la décision américaine ». *RFI* [en ligne] 6 novembre 2018. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20181106-exclusion-agoa-incomprehension-mauritanie-face-decision-americaine>>. Consulté le 9 décembre 2019.

RFI. « Économie : la Russie veut intensifier ses échanges avec l'Afrique ». *RFI* [en ligne] 8 juin 2019. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/europe/20190608-russie-afrique-forum-economique-saint-petersbourg>>. Consulté le 12 juin 2019.

RFI. « Accusé d'entraîner l'Afrique dans le 'piège de la dette', Pékin s'en défend ». *RFI* [en ligne] 26 juin 2019. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20190626-accuse-entraîner-afrique-le-piege-dette-pekin-s-defend-etats-unis>>. Consulté le 29 juin 2019.

RFI. « Soudan : protocole d'accord historique avec General Electric ». *RFI* [en ligne] 17 octobre 2020. Disponible sur <<https://www.rfi.fr/fr/afrique/20201017-soudan-protocole-d-accord-historique-general-electric>>. Consulté le 19 février 2021.

RFI. "Africa's Most Reliable Partner is Europe, Says EU Chief." *RFI* [en ligne] February 8, 2022. Disponible sur <<https://www.rfi.fr/en/afrika-s-most-reliable-partner-is-europe-says-eu-chief>>. Consulté le 27 juillet 2022.

RIA NOVOSTI. « EAES i SHOS gotovyat soglashenie o kontinental'nom partnerstve ». *Ria Novosti* [en ligne] 2 mars 2016. Disponible en ligne sur <<https://ria.ru/20160302/1382869100.html>>. Consulté le 8 juillet 2019.

RIA NOVOSTI. « Dai Bing: Kitay s Rossiey dolzhny usilivat' vzaimodeystvie v Afrike ». *Ria Novosti* [en ligne] 22 octobre 2018. Disponible sur <<https://ria.ru/20181022/1531168847.html>>. Consulté le 12 avril 2021.

RIA NOVOSTI. « Putin porutchil izuchit'vopros uvelitcheniya kvoty inostrantsam na utchebu v Rossiyu ». *Ria Novosti* [en ligne] 31 mai 2019. Disponible sur <<https://ria.ru/20190531/1555162368.html?fbclid=IwAR1PSUeyF3Zq8Wa6cvzmN6wjyvjvtqe6AGibKKZHeUBT4qxYa2M6Abj82E>>. Consulté le 21 juin 2019.

RIA NOVOSTI. « Glava MASR: KNR i Rossiya namereny sotrudnichat', a ne konkuririvat' ». *Ria Novosti* [en ligne] 8 novembre 2019. Disponible sur <<https://ria.ru/20191108/1560711716.html>>. Consulté le 12 avril 2021.

RIA NOVOSTI. « V Kremle prokommentirovali slova Baydena o Putine ». *Ria Novosti* [en ligne] 18 mars 2021. Disponible sur <<https://ria.ru/20210318/bayden-1601798055.html>>. Consulté le 20 avril 2021.

RIBADEAU-DUMAS, Laurent. « Le 'grand retour' de la Russie sur le continent africain ». *FranceInfo Afrique* [en ligne] 1 septembre 2018. Disponible sur <[https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/le-grand-retour-de-la-russie-sur-le-continent-africain\\_3054793.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/politique-africaine/le-grand-retour-de-la-russie-sur-le-continent-africain_3054793.html)>. Consulté le 15 juin 2019.

ROBERTS, Dan, and Ian TRAYNOR. "US and EU Impose Sanctions and Warn Russia to Relent in Ukraine Standoff." *The Guardian* [en ligne] March 6, 2014. Disponible sur

<<https://www.theguardian.com/world/2014/mar/06/us-eu-sanctions-obama-russia-ukraine-crimea>>. Consulté le 28 novembre 2022.

ROSSIYSKAYA GAZETA. « Ne khodila by Rossiya v Afriku ‘gulyat’? ». *Rossiyskya gazeta*. N°241 (577) (5 novembre 1992) : 7.

ROTHMYER, Karen. "The African Airlift: The 1960 ‘Airlift’ of 800 African Students to Study in the United States Lent a Crucial Boost to John F. Kennedy’s Popularity Among African-Americans." *The Nation* [en ligne] September 16, 2009. Disponible sur <<https://www.thenation.com/article/archive/african-airlift/>>. Consulté le 3 juin 2020.

ROUSSY, Caroline. « Guerre en Ukraine : quelles perceptions et quel impact en Afrique ? ». *IRIS* [en ligne] 28 mars 2022. Disponible sur <<https://www.iris-france.org/166226-guerre-en-ukraine-queelles-perceptions-et-quel-impact-en-afrique/>>. Consulté le 21 juillet 2022.

ROXO, Lucas. « Au Mali, première manifestation antifrançaise ». *France Tv Info* [en ligne] 27 novembre 2013. Disponible sur <[https://www.francetvinfo.fr/monde/au-mali-premiere-manifestation-anti-francaise\\_1675021.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/au-mali-premiere-manifestation-anti-francaise_1675021.html)>. Consulté le 23 octobre 2019.

RTBF. « Le Soudan signe la normalisation avec Israël, aide financière des États-Unis ». *RTBF* [en ligne] 6 janvier 2021. Disponible sur <[https://www.rtbf.be/info/monde/detail\\_le-soudan-signe-la-normalisation-avec-israel-aide-financiere-des-etats-unis?id=10667430](https://www.rtbf.be/info/monde/detail_le-soudan-signe-la-normalisation-avec-israel-aide-financiere-des-etats-unis?id=10667430)>. Consulté le 19 février 2021.

RTI. « L’Ivoirien Tchiffi Jean Gervais Zié reconduit à la tête du Forum des Rois d’Afrique ». *RTI [Radiodiffusion- Télévision Ivoirienne]* [en ligne] sans date. Disponible sur <<https://www.rti.ci/info/culture/4288/leivoirien-tchiffi-jean-gervais-zie-reconduit-a-la-tete-du-forum-des-rois-deafrique>>. Consulté le 14 septembre 2019.

SAMIR, Mohamed. "Russian flights to Return to Sharm El-Sheikh and Hurghada End-February." *Daily News Egypt* [en ligne] February 18, 2021. Disponible sur <<https://dailynewsegypt.com/2021/02/18/exclusive-russian-flights-to-return-to-sharm-el-sheikh-and-hurghada-end-february/>>. Consulté le 19 février 2021.

SANNAT, Charles. « Un nouveau rideau de fer s’abat sur le Monde selon Lavrov. Qu’est-ce que cela veut dire ? ». *Economie Matin* [en ligne] 1 juillet 2022. Disponible sur <<http://www.economiamatin.fr/news-lavrov-propagande-russie-rideau-fer-geopolitique-sannat>>. Consulté le 1 juillet 2022.

SCHMITT, Eric, Thomas GIBBONS-NEFF, Charlie SAVAGE, and Helene COOPER. "Trump Is Said to Be Preparing to Withdraw Troops from Afghanistan, Iraq and Somalia." *New York Times* [en ligne] November 18, 2020. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2020/11/16/us/politics/trump-troop-withdrawal-afghanistan-somalia-iraq.html>>. Consulté le 28 février 2021.

SCHNEIDMAN, Witney. "The Young African Leaders Initiative: Soft Power, Smart Power." *Brookings* [en ligne] July 19, 2016. Disponible sur <<https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2016/07/19/the-young-african-leaders-initiative-soft-power-smart-power/>>. Consulté le 24 août 2019.

SEELow, Soren. « Monsanto, un demi-siècle de scandales sanitaires. Malgré des condamnations à répétition, rien n'arrête la croissance du géant américain des phytosanitaires ». *Le Monde* [en ligne] 16 février 2012. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/planete/article/2012/02/16/monsanto-un-demi-siecle-de-scandales-sanitaires\\_1643081\\_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2012/02/16/monsanto-un-demi-siecle-de-scandales-sanitaires_1643081_3244.html)>. Consulté le 26 septembre 2019.

SEKKAI, Kahina. « Aux Nations unies, Donald Trump a parlé de... la 'Nambie' ». *Paris Match* [en ligne] 21 septembre 2017. Disponible sur <<https://www.parismatch.com/Actu/International/Aux-Nations-unies-Donald-Trump-a-parle-de-la-Nambie-1352552>>. Consulté le 10 novembre 2019.

SENEPLUS. « Obama défend son programme de sécurité alimentaire à Dakar ». *Senepus* [en ligne] 1 juillet 2013. Disponible sur <<https://www.seneplus.com/article/obama-d%C3%A9fend-son-programme-de-s%C3%A9curit%C3%A9-alimentaire-%C3%A0-dakar>>. Consulté le 27 septembre 2019.

SHANSHAN, Luo. « La Chine, premier partenaire commercial de l'Afrique depuis neuf années consécutives ». *Quotidien du Peuple* [en ligne] 30 août 2018. Disponible en ligne sur <<http://french.peopledaily.com.cn/Economie/n3/2018/0830/c31355-9495656.html>>. Consulté le 27 juin 2019.

SHEAR, Michael D. "After Meeting with Ukrainian Refugees, Biden Calls Putin 'a Butcher'." *The New York Times* [en ligne] March 26, 2022. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2022/03/26/world/europe/biden-putin-butcher-poland-refugees.html>>. Consulté le 20 avril 2022.

SIGNÉ, Landry, and Eric OLANDER. "Can Trump's Prosper Africa Make America Greater than China and Other Partners in Africa?" *Brookings* [en ligne] June 26, 2019. Disponible sur <<https://www.brookings.edu/blog/africa-in-focus/2019/06/26/can-trumps-prosper-africa-make-america-greater-than-china-and-other-partners-in-africa/>>. Consulté le 9 décembre 2019.

SINO AFRIQUE MAG. « Guerre en Ukraine : l'UE veut sanctionner les pays africains ayant refusé de s'aligner sur les sanctions contre la Russie ». *SinoAfriqueMag* [en ligne] 25 mars 2022. Disponible sur <<https://www.sinoafriquemag.com/guerre-en-ukraine-lue-veut-sanctionner-les-pays-africains-ayant-refuse-de-saligner-sur-les-sanctions-contre-la-russie/>>. Consulté le 28 juillet 2022.

SKOROBUTOV, Dmitri A. « Istoriya 'Aeroflota' : chast' 6, chast' 7, 1993-2003, 2003-2013 ». *Skorobutov* [en ligne] 5 juillet 2014. Disponible sur <<https://skorobutov.wordpress.com/2014/07/05/история-аэрофлота-часть-6-1993-2003/>>. Consulté le 15 novembre 2017.

SMOLCHENKO, Anna. "Russia ventures back to Africa." *Mail & Guardian* [en ligne] June 21, 2009. Disponible sur <<https://mg.co.za/article/2009-06-21-russia-ventures-back-to-africa>>. Consulté le 15 octobre 2017.

SMOLTCZYK, Alexander. "Torture and Poverty in Equatorial Guinea." *Spiegel International* [en ligne] August 28, 2006. Disponible sur <<https://www.spiegel.de/international/spiegel/richt-in-oil-poor-in-human-rights-torture-and-poverty-in-equatorial-guinea-a-434691.html>>. Consulté le 14 mars 2022.

SOYEZ, Nina. « Vote de la résolution de l'ONU sur l'Ukraine : une abstention des pays africains remarquée ». *TV5 Monde* [en ligne] 3 mars 2022. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/info/vote-de-la-resolution-de-l-onu-sur-l-ukraine-une-abstention-des-pays-africains-remarquee-447179>>. Consulté le 17 juillet 2022.

SPUTNIK. « Les ententes et accords enfreints par l'Otan ». *Sputnik* [en ligne] 11 septembre 2014 (mis à jour le 5 octobre 2015). Disponible sur <<https://fr.sputniknews.com/opinion/20140911202402996/>>. Consulté le 22 janvier 2017.

SPUTNIK. « L'OCS réunit désormais près de la moitié de la population mondiale ». *Sputnik* [en ligne] 10 juin 2017. Disponible en ligne sur <<https://fr.sputniknews.com/international/201706101031778314-sommet-ocs-adhesion-inde-pakistan/>>. Consulté le 20 juin 2019.

SPUTNIK. « Benalla se lance à l'assaut de l'Afrique afin de concurrencer la Russie ». *Sputnik* [en ligne] 16 juillet 2019. Disponible sur <<https://fr.sputniknews.com/amp/international/201907161041683198-benalla-se-lance-a-assaut-de-afrique-afin-de-concurrencer-la-russie/>>. Consulté le 19 juillet 2019.

SPUTNIK. « Pour la création d'un 'club des amis' du groupe des BRICS ». *Sputnik* [en ligne] 8 août 2019. Disponible sur <<https://fr.sputniknews.com/presse/201908081041899326-pour-la-creation-dun-club-des-amis-du-groupe-des-brics/>>. Consulté le 1 septembre 2019.

SPUTNIK. « Sputnik renforce son réseau de partenariat en Afrique ». *Sputnik* [média russe d'information en ligne] [en ligne] 10 février 2021. Disponible sur <<https://fr.sputniknews.com/international/202102101045206397-sputnik-renforce-son-reseau-de-partenariats-en-afrique/>>. Consulté le 26 mars 2021.

STRAEHLEY, Steve. "Under Secretary of State for African Affairs: Who Is Tibor Nagy Jr.?" *AllGov* [en ligne] May 24, 2018. Disponible sur <<http://www.allgov.com/news/top-stories/under-secretary-of-state-for-african-affairs-who-is-tibor-nagy-jr-180524?news=860473>>. Consulté le 27 novembre 2019.

STROKAN', Sergey. « Prervanniy polet ». *Moskovskie novosti*. N° 35 (681) (29 août 1993): 13.

SUDAN TRIBUNE. "Sudan Criticizes U.S. Economic Sanctions." *Sudan Tribune* [en ligne] June 17, 2005. Disponible sur <<http://www.sudantribune.com/spip.php?article10220>>. Consulté le 15 juillet 2019.

SUNDAY, Frankline. "Film Sector still Needs More Effort to Succeed." *Standard Media Kenya* [en ligne] June 4, 2013. Disponible sur <<https://www.standardmedia.co.ke/article/2000085169/film-sector-still-needs-more-effort-to-succeed>>. Consulté le 15 juillet 2020.

SY, Ibou. « Mali-Russie : Un accord est signé ». *News aBamako* [en ligne] 26 juin 2019. Disponible sur <<http://news.abamako.com/h/215444.html>>. Consulté le 27 juin 2019.

TARASOV, Stanislav. "Prizrak L'va Trotskogo nad turetskimi prolivami." *Regnum* [en ligne]

23 mars 2011. Disponible sur <<https://regnum.ru/news/polit/1386507.html>>. Consulté le 25 juin 2016.

TASS. « Poutine prizval sozdat' bol'shoe Evraziyskoe partnerstvo ». *Tass* [en ligne] 17 juin 2016. Disponible sur <<https://tass.ru/ekonomika/3376295>>. Consulté le 12 avril 2021.

TASS. « Dossier : Proekt 'Odin poyas, odin put' ». *Tass* [en ligne] 3 juillet 2017. Disponible sur <<https://tass.ru/info/4383152>>. Consulté le 12 avril 2021.

TASS. « Lavrov : Rossiya rasschityvaet privesti na afrikanskij rynek malyj i srednij biznes ». *TASS* [en ligne] 16 juillet 2019. Disponible sur <[https://tass.ru/politika/6669505?utm\\_source=facebook.com&utm\\_medium=social&utm\\_campaign=smm\\_social\\_share](https://tass.ru/politika/6669505?utm_source=facebook.com&utm_medium=social&utm_campaign=smm_social_share)>. Consulté le 18 juillet 2019.

TASS. « Interview. Vladimir Poutine : Rossiya gotova k konkurentsii za sotrudnichestvo s Afrikoy ». *Tass* [en ligne] 20 octobre 2019. Consulté le 21 mars 2021. Disponible sur <<https://tass.ru/interviews/7020800>>.

TASS. "Biden victory to push China closer to Russia, Japanese expert says." *Tass* [en ligne] November 11, 2020. Disponible sur <<https://tass.com/world/1222363>>. Consulté le 20 avril 2021.

TAYLOR, Adam. "How Namibia Responded to Trump Inventing a Country Called 'Nambia'." *Washington Post* [en ligne] September 21, 2017. Disponible sur <<https://www.washingtonpost.com/news/worldviews/wp/2017/09/21/how-namibia-responded-to-trump-inventing-a-country-called-nambia/>>. Consulté le 19 novembre 2019.

TCHARODEEV, Gennady. « B. Elstin zakryvaet desyat' posol'stv ». *Izvestiya*. N° 102 (23676) (29 avril 1992) : 6.

TCHOUNAND, Ristel. « Chine/Matières premières : indispensable Afrique ? ». *La Tribune Afrique* [en ligne] 1 avril 2017. Disponible sur <<https://afrique.latribune.fr/economie/strategies/2017-04-01/chine/-matieres-premieres-indispensable-afrique.html>>. Consulté le 1 juillet 2019.

TELESUR. "Caricom Will Not Attend Summit of the Americas with Exclusions." *TeleSUR* [en ligne] May 5, 2022. Disponible sur <<https://www.telesurenglish.net/news/Caricom-Will-Not-Attend-Summit-of-the-Americas-with-Exclusions-20220505-0027.html>>. Consulté le 1 juillet 2022.

TENRÉ, Steve. « États-Unis : Joe Biden rompt totalement avec la diplomatie de Trump ». *Le Figaro* [en ligne] 5 février 2021. Disponible sur <<https://www.lefigaro.fr/international/etats-unis-joe-biden-rompt-totalement-avec-la-diplomatie-de-trump-20210205>>. Consulté le 20 avril 2021.

THAROOR, Shashi (trad. par Bérengère Viennot). « L'Inde, la Chine et le Dalai-Lama ». *Le Figaro* [en ligne] (16 avril 2008). Disponible sur <<http://www.lefigaro.fr/debats/2008/04/16/01005-20080416ARTFIG00668-1-inde-la-chineet-le-dalai-lama.php>>. Consulté le 23 février 2019.

THE ECONOMIST. "Why Russia Wins Some Sympathy in Africa and the Middle East?". *The Economist* [en ligne] March 12, 2022. Disponible sur <<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2022/03/12/why-russia-wins-some-sympathy-in-africa-and-the-middle-east>>. Consulté le 27 juillet 2022.

TOOSI, Nahal. "Trump Plan Would Steer Foreign Aid to 'Friends and Allies'." *Politico* [en ligne] September 6, 2019. Disponible sur <<https://www.politico.com/story/2019/09/06/trump-foreign-aid-allies-1483788>>. Consulté le 25 novembre 2019.

TOURÉ, Frédéric Ange. « L'Afrique compte-t-elle 54, 55 pays ou plus ? ». *Le Journal de l'Afrique* [en ligne] 6 août 2021. Disponible sur <<https://lejournaldelafrique.com/lafrique-compte-t-elle-54-55-pays-ou-plus/>>. Consulté le 24 juillet 2022.

TROIANOVSKI, Anton. "'A New Message' : Russia Trains Its Propaganda Machine on Africa." *The New York Times* [en ligne] October 29, 2019. Disponible sur <<https://www.nytimes.com/2019/10/29/world/europe/africa-russia-sochi.html>>. Consulté le 26 mars 2021.

UREVICH, Robin. "Chasing the Ghosts of a Corrupt Regime: Gilbert Chagoury, Clinton Donor and Diplomat with a Checkered Past." *Public Broadcasting Service* (PBS) [en ligne] January 8, 2010. Disponible sur <<http://www.pbs.org/frontlineworld/stories/bribe/2010/01/nigeria-chasing-the-ghosts-of-a-corrupt-regime.html>>. Consulté le 15 juillet 2019.

VALLET, Cédric. « Les sombres prévisions économiques de la Commission européenne ». *Le Monde* [en ligne] 14 juillet 2022. Disponible sur <[https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/07/14/les-sombres-previsions-economiques-de-la-commission-europeenne\\_6134812\\_3234.html](https://www.lemonde.fr/economie/article/2022/07/14/les-sombres-previsions-economiques-de-la-commission-europeenne_6134812_3234.html)>. Consulté le 31 juillet 2022.

VALLET, Julien. « Le Sénégal grand bénéficiaire de Power Africa ». *Jeune Afrique* [en ligne] 23 septembre 2016. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/359955/economie/lamericain-blackstone-investit-300-millions-de-dollars-loleoduc-Ethiopie-djibouti/>>. Consulté le 10 Octobre 2019.

VALLLOT, Daniel. « Congo-Brazzaville : Le président Sassou Nguesso reçu par Vladimir Poutine ». *RFI* [en ligne] 23 mai 2019. Disponible sur <<http://www.rfi.fr/afrique/20190523-congo-b-le-president-sassou-nguesso-recu-le-president-russe-poutine>>. Consulté le 15 juin 2019.

VALLLOT, Daniel. « RCA : des militaires russes bientôt dans la Minusca ». *RFI* [en ligne] 4 juin 2019. Disponible en ligne sur <<https://amp.rfi.fr/fr/afrique/20190604-rca-militaires-russes-bientot-minusca>>. Consulté le 20 avril 2021.

VALLLOT, Daniel. « Poutine 'tueur' : Moscou rappelle son ambassadeur à Washington ». *RFI* [en ligne] 18 mars 2021. Disponible sur <<https://www.rfi.fr/fr/am%C3%A9riques/20210318-poutine-tueur-moscou-rappelle-son-ambassadeur-%C3%A0-washington>>. Consulté le 20 avril 2021.

VAN EYSEN, Benita. "Russia's Comeback in Africa." *Deutsche Welle [DW]* [en ligne] October 23, 2019. Disponible sur <<https://www.dw.com/en/russias-comeback-in-africa/a-50946116>>. Consulté le 10 mars 2021.

VASSILIEV, Alexei. « Les relations russo-africaines : le rôle des médias ». Forum économique « Russie-Afrique », le 23 octobre 2019. Disponible sur <<https://roscongress.org/sessions/africa-2019-rossiysko-afrikanskie-otnosheniya-rol-smi/discussion/>>. Consulté le 26 mars 2021.

VENDRELY, Matthieu. « Ngozi Okonjo-Iweala, une Nigériane à la tête de l'OMC ». *TV5 Monde* [en ligne] 5 février 2021. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/afrique/ngozi-okonjo-iweala-une-nigeriane-bientot-la-tete-de-l-organisation-mondiale-du-commerce>>. Consulté le 20 avril 2021.

VESTI. « 'Sputnik V' zaregistrovan eshe v trekh stranakh Afriki ». *Vesti* [en ligne] 3 mars 2021. Disponible sur <<https://www.vesti.ru/article/2531436>>. Consulté le 20 avril 2021.

VOLKHONSKIY, Boris, and Andreï IVANOV. « Pekin podvel Primakova. KNR otkazalas' vstupit' v svyaz' s Deli i Moskvoy ». *Kommersant*. N°240 (24 décembre 1998) : 4.

VOLZHSKIY, Vladimir. « Budushie posly v Belom dome ». *Nezavisimaya gazeta*. N°187 (358) (29 septembre 1992) : 1.

WOLF, Frank R. "Wouldn't It Be Horrible if American Money Helped to Finance Bin Laden's Next Attack ?" *Free Republic* [en ligne] September 7, 2000. Publié le 12 octobre 2001. Disponible sur <<http://www.freerepublic.com/focus/f-news/546571/posts>>. Consulté le 15 juillet 2019.

WORTHY, William. "Nkrumah: Pan-Africanist Fighter." *The Guardian* (May 24, 1972). Paper requested from CIA office.

WALLOU, Abdou. « La politique de Bush en Afrique : un bilan positif ». *CanalBlog* [en ligne] (21 janvier 2009). Disponible sur <<http://abdouwallou.canalblog.com/>>. Consulté le 20 avril 2019.

WAGNER, Julien. « Énergie Power Africa – Andrew Herscowitz : 'Il y aura bientôt un excédent de puissance installée' ». *Jeune Afrique* [en ligne] 21 juillet 2019. Disponible sur <<https://www.jeuneafrique.com/mag/805671/economie/energie-power-africa-andrew-herscowitz-il-y-aura-bientot-un-excedent-de-puissance-installee/>>. Consulté le 5 octobre 2019.

XINHUA. "'BRICS Plus' Can Become New Integration Model for World Economy: EDB Chief Economist." *Xinhua* [en ligne] April 17, 2017. Disponible sur <[http://www.chinadaily.com.cn/business/2017-04/17/content\\_28957032.htm](http://www.chinadaily.com.cn/business/2017-04/17/content_28957032.htm)>. Consulté le 9 juillet 2019.

XINHUA. « La Nouvelle Banque de développement des BRICS ouvrira un bureau régional pour les Amériques au Brésil ». *Xinhua* [en ligne] 22 mai 2018. Consulté le 21 mai 2019. Disponible en ligne sur <[http://french.xinuanet.com/2018-05/22/c\\_137198136.htm](http://french.xinuanet.com/2018-05/22/c_137198136.htm)>.

XINHUA. « Le modèle de l'OCS doit inspirer les dirigeants africains pour assurer le développement du continent ». *Xinhua* [en ligne] 12 juin 2018. Disponible sur <<http://french.peopledaily.com.cn/Afrique/n3/2018/0612/c96852-9470178.html>>. Consulté le 9 juillet 2019.



XINHUA. « L'OCS est un bon exemple pouvant inspirer l'Afrique en termes de sécurité, selon un juriste guinéen ». *Xinhua* [en ligne] 12 juin 2018. Disponible sur <<http://french.peopledaily.com.cn/Chine/n3/2018/0612/c31354-9470143.html>>. Consulté le 9 juillet 2019.

YOKLEY, Eli. "Most Voters Disapprove of Biden's Handling of Foreign Policy, but He's Getting Better Marks on Ukraine." *Morning Consult* [en ligne] February 23, 2022. Disponible sur <<https://morningconsult.com/2022/02/23/voters-divided-biden-foreign-policy-ukraine/>>. Consulté le 22 novembre 2022.

YUNCIUAN, Li. « Kitaysko-rossiyskie otnosheniya vseobyemlyushogo partnerstva i strategicheskogo vzaimodeystviya obladayut moshnoy zhiznennoy siloy ». *Russian People China* [en ligne] 23/03/2021. Disponible sur <<http://russian.people.com.cn/n3/2021/0323/c95181-9831649.html>>. Consulté le 20 avril 2021.

ZATARI, Amalia. « 'Ty rodilsya tchiornym, i est' lyudi, dlya kotorykh eto problema' : temnokozhie lyudi o rasizme v Rossii ». *BBC Russia* [en ligne] 11 juin 2020. Disponible sur <<https://www.bbc.com/russian/features-52996050>>. Consulté le 24 octobre 2020.

ZHIRNOV, Evgeniy. « 'Etot printsip nami primenyalsya chasto' : Tch'imi interesami pozhertvoval SSSR v obmen na soxranenie svoego prava veto v OON ? ». *Kommersat Vlast'*. N°49 (12 décembre 2016) : 42.

### 2.3. Vidéos

ARTE. « En Allemagne, une vague de 'russophobie' ». 22 mars 2022. [Vidéo]. *ARTE* [en ligne]. Durée : 3 min. Disponible sur <<https://www.arte.tv/fr/videos/108524-000-A/en-allemaigne-une-vague-de-russophobie/>>. Consulté le 27 mai 2022.

BUSH, George H. W. "U.S. Aid to Former Soviet Union." April 1, 1992. [Video]. *C-SPAN [Cable-Satellite Public Affairs Network]* [en ligne]. Durée : 21 min 45. Disponible sur <<https://www.c-span.org/video/?25300-1/us-aid-soviet-union>>. Consulté le 23 octobre 2020.

DAGIRAL, Thierry, Lionel Gougelot. « Émission : L'entretien avec Maurice Gourdault Montagne ». 11 mai 2022. [Vidéo]. *Europe 1* [en ligne]. Durée : 15 min 46 sec. Disponible sur <<https://www.europe1.fr/emissions/linterview-politique-de-8h20/maurice-gourdault-montagne-nous-nous-installons-dans-la-guerre-4110728>>. Consulté le 10 juillet 2022.

DEMOCRACY NOW. "Actor and Activist Danny Glover and TransAfrica Forum's Nicole Lee on the U.S. Militarization of Africa and AFRICOM." November 8, 2007. [Video]. *Democracynow* [en ligne]. Durée : 43 min 55 sec. Disponible sur <[https://www.democracynow.org/2007/11/8/actor\\_and\\_activist\\_danny\\_glover\\_transafrica](https://www.democracynow.org/2007/11/8/actor_and_activist_danny_glover_transafrica)>. Consulté le 24 juillet 2019.

DIPLOMATRUTUBE. « Xi Jinping vistupil na 25-om Sankt-Peterburgskom mezhdunarodnom ekonomicheskome forume ». 19 juin 2022. [Video]. *YouTube* [en ligne]. Durée : 5 min 45 sec. Disponible sur <<https://www.youtube.com/watch?v=KwjKEokn-cU>>. Consulté le 3 juillet 2022.

FACHAUX, Laurie, MAGASSA, Kaourou, réa. « Russie - Afrique : au Mali, des manifestations pour une aide de Moscou ». 22 octobre 2019. [Vidéo]. *TV5 Monde* [en ligne]. Durée : 2 min 01 sec. Disponible sur <<https://information.tv5monde.com/video/russie-afrique-au-mali-des-manifestations-pour-une-aide-de-moscou>>. Consulté le 15 février 2021.

HELSINKI COMMISSION. "Decolonizing Russia: A Moral and Strategic Imperative." June 23, 2022. [Video]. *YouTube* [en ligne]. Durée : 1h 33 min 05 sec. Disponible sur <<https://www.youtube.com/watch?v=-iGtFXs9gvo>>. Consulté le 17 juillet 2022.

INDIAN EXPRESS ONLINE. "Think about Where You Want to Stand in History: US to India." March 28, 2022. [Video]. *YouTube* [en ligne]. Durée : 1 min 02 sec. Disponible sur <<https://www.youtube.com/watch?v=3U3m2NsPFjE>>. Consulté le 28 juillet 2022.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS OF RUSSIA. « Interview S. Lavrova Telekanalu 'Rossiya', Moskva, 11 aprelya 2022 goda ». 11 avril 2022. [Video]. *YouTube* [en ligne]. Durée : 24 min 17 sec. Disponible sur <<https://www.youtube.com/watch?v=CUN3NXmEulU>>. Consulté le 16 juin 2022.

NZWAMBA. « Qui aura l'Afrique dominera le monde ». Date inconnue. [Vidéo]. *YouTube* [en ligne]. Durée : 32 min 01 sec. Disponible sur <<https://www.youtube.com/watch?v=yfqYR5sDcvw>>. Consulté le 25 juillet 2022. Source : <https://www.ina.fr/>

THE WHITE HOUSE. "President Biden's Message to African Union Summit Participants." February 5, 2021. [Video]. *YouTube* [en ligne]. Durée : 2 min 14. Disponible sur <<https://www.youtube.com/watch?v=CE3X77YBSN8>>. Consulté le 20 avril 2021.

THE WHITE HOUSE. "President Joe Biden Outlines 2023 Budget Proposal." March 28, 2022. [Video]. *C-SPAN* [en ligne]. Durée : 26 min 54. Disponible sur <<https://www.c-span.org/video/?519068-1/president-biden-not-walking-back-comments-president-putin>>. Consulté le 30 mai 2022.

#### 2.4. Dictionnaires et encyclopédies

*Encyclopaedia Britannica* : <https://www.britannica.com/>

*Encyclopédie Universalis* : <https://www.universalis.fr/>

*Encyclopaedia Wikipedia* : [https://en.wikipedia.org/wiki/Main\\_Page](https://en.wikipedia.org/wiki/Main_Page)

*Larousse* : <https://www.larousse.fr/>

*Le Robert* : *dictionnaire pratique de la langue française*. Paris : Éditions France Loisirs, 2004.

MEUNIER, Roger. « Tallensi ». *Encyclopaedia Universalis* [en ligne] sans date. Disponible sur <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/tallensi/>>. Consulté le 18 août 2019.

MEUNIER, Roger. « Zandé ou Azandé ». *Encyclopaedia Universalis* [en ligne] sans date. Disponible sur <<http://www.universalis.fr/encyclopedie/zande/>>. Consulté le 18 août 2019.

*The Free Dictionary* : <https://www.thefreedictionary.com/>

## 2.5. Cartes, graphiques et tableaux :

CARTE. "The Highest Growing Cities in the World, 2018." Source: de Katharina Buchholz. "The Fastest Growing Cities in the World." *Statista* [en ligne] February 26, 2021. Disponible sur <<https://www.statista.com/chart/24298/fastest-growing-cities/>>. Consulté le 13 août 2021.

CARTE. « Le partage de l’Afrique en 1914. Source : PIERRE, Michel. « L’affaire Voulet-Chanoine ». *Les Collections de L’Histoire* [en ligne]. N°11 (avril 2001). Disponible sur <<https://www.lhistoire.fr/laffaire-voulet-chanoine>>. Consulté le 14 août 2021.

CARTE. « La décolonisation progressive de l’Afrique ». Source : BAT, Jean-Pierre, BOUCHIER, Caroline. Sans date. *La décolonisation progressive de l’Afrique* [document cartographique]. 1 : 1 000. L’Histoire [en ligne]. Disponible sur <<https://www.lhistoire.fr/portfolio/carte-la-d%C3%A9colonisation-progressive-de-l%E2%80%99afrique>>. Consulté le 16 août 2021.

CARTE. « L’expansion communiste en Afrique (1975-1980) ». Concepteur inconnu. Sans date. L’expansion communiste en Afrique (1975-1980) [document cartographique]. 1 : 1000. Source : La Dépêche d’Abidjan. Disponible sur <[https://www.ladepechedabidjan.info/Les-independances-africaines-les-peres-des-independances-africaines\\_a16222.html](https://www.ladepechedabidjan.info/Les-independances-africaines-les-peres-des-independances-africaines_a16222.html)>. Consulté le 18 août 2021.

CARTE. « Commerce et relations économiques entre la Russie et les États Africains ». Source : Russia Briefing. In : Chris Devonshire-Ellis. "Russia-Africa Continental Investment Opportunities and Potential Explained." *Russia Briefing* [en ligne] October 17, 2019. Consulté le 20 juillet 2020.

CARTE. « Les mercenaires russes en Afrique, 2021 ». Source : Center for Strategic and International Studies, <<https://www.courrierinternational.com/depeche/ambitions-et-deconvenues-des-mercenaires-russes-en-afrique.afp.com.20220203.doc.9xa7kr.xml>>. Consulté le 27 juillet 2022.

CARTE. « Cartographie de l’activité des médias russes en Afrique, 2022 ». Source : Centre d’études stratégiques de l’Afrique. « Cartographie de la désinformation en Afrique ». Africa Center [en ligne] 13 mai 2022. Disponible sur <<https://africacenter.org/fr/spotlight/cartographie-de-la-desinformation-en-afrique/>>. Consulté le 16 juillet 2022.

CARTE. « Soutiens à l’Ukraine et la Russie dans le monde ». [Alice Clair et Julien Guillot]. Source : Hala Kodmani, Léa Masseguin et François-Xavier Gomez. « Indécision : l’impossible ‘condamnation’ de la Russie à l’ONU ». *Libération* [en ligne] 2 mars 2022. Disponible sur <[https://www.liberation.fr/international/limpossible-condamnation-de-la-russie-a-lonu-20220302\\_7NJ7K5YS5REAPDPJVC7T225XV4/](https://www.liberation.fr/international/limpossible-condamnation-de-la-russie-a-lonu-20220302_7NJ7K5YS5REAPDPJVC7T225XV4/)>. Consulté le 17 juillet 2022.

CARTE. « Comment les pays africains ont-ils voté sur la déclaration de l’ONU sur l’Ukraine ». Source : Development Reimagined. Thierry Vircoulon. « La Russafrique : combien de votes? ». *The Conversation* [en ligne] 13 mars 2022. Disponible sur <<https://theconversation.com/la-russafrique-combien-de-votes-178913>>. Consulté le 17 juillet 2022.

CARTE. « Vote sur la suspension du statut de membre du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies de la Russie ». Source : [Le Grand Continent]. « Trois cartes pour comprendre le bouleversement géopolitique que constitue la guerre en Ukraine ». *Le Grand Continent* [en ligne] 8 avril 2022. Disponible sur <<https://legrandcontinent.eu/fr/2022/04/08/trois-cartes-pour-comprendre-le-bouleversement-geopolitique-que-constitue-la-guerre-en-ukraine/>>. Consulté le 17 juillet 2022.

GRAPHIQUE. « En matière de sécurité, qui est le partenaire le plus fiable pour lutter contre le terrorisme dans votre pays ? La Russie, la France, la Chine, les États-Unis, l'Angleterre ou d'autres pays ? ». Source : THE ECONOMIST. "Why Russia Wins Some Sympathy in Africa and the Middle East?". *The Economist* [en ligne] March 12, 2022. Disponible sur <<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2022/03/12/why-russia-wins-some-sympathy-in-africa-and-the-middle-east>>. Consulté le 27 juillet 2022.

GRAPHIQUE. « Quelle est l'importance de la Russie comme partenaire économique pour la croissance et le développement de votre pays ? ». Source : [The Economist]. "Why Russia Wins Some Sympathy in Africa and the Middle East?". *The Economist* [en ligne] March 12, 2022. Disponible sur <<https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2022/03/12/why-russia-wins-some-sympathy-in-africa-and-the-middle-east>>. Consulté le 27 juillet 2022.

TABLEAU. « Dynamique des investissements directs des États-Unis en Afrique en millions de dollars, de 1950-1968 (Afrique du Sud, reste du continent africain, investissement total, % de l'investissement total à l'étranger) ». Source : Evgeny Tarabrin. *Novaya skhvatka za Afriku*. Moskva : Mezhdunarodnye otnosheniya, 1972.

TABLEAU. « Attitudes à l'égard du Peace Corps au Nigéria ». Source : [U.S. Information Agency]. "Survey. Attitudes Towards the Peace Corps, May 10-11, 1964". *Reports on Public Opinion in Africa, 1963-1964*. Washington : U.S. Government Printing Office, 1965, p. 11.

## **Enjeux, rivalités et conflits dans les politiques américaines et russes en Afrique subsaharienne depuis la colonisation jusqu'à nos jours**

### **Résumé**

Depuis la dissolution de l'Union soviétique et l'émergence d'un nouveau monde, les relations entre les États-Unis et la Russie restent fragiles. Les événements politiques et économiques récents ont chamboulé la scène internationale. Dans ce contexte de crise mondiale, les États-Unis et la Russie montrent de plus en plus leur intérêt pour l'Afrique. L'Afrique subsaharienne devient de nos jours un enjeu géopolitique majeur. La problématique de cette thèse est de comprendre si les politiques africaines respectives des États-Unis et de la Russie déterminent les relations entre ces deux puissances extra-africaines sur le continent, ou est-ce leur relation au niveau mondial qui détermine leurs politiques africaines, ou est-ce une combinaison de ces deux facteurs ? Ce travail questionne si, à l'ère de la mondialisation et de l'émergence africaine, nous assistons à la renaissance d'une nouvelle rivalité russo-américaine qui pourrait aspirer l'Afrique dans ce nouveau conflit. Pour étudier l'évolution des politiques américaines et russes dans le temps, il a été choisi d'opter pour un plan chronologique. Ce travail démontre que les enjeux, les rivalités et les conflits qui existent à l'échelle mondiale entre ces deux puissances influencent indéniablement leurs politiques respectives en Afrique subsaharienne, attirant le continent dans les filets d'une nouvelle lutte pour l'influence entre deux blocs politiques et économiques : euro-atlantiste et sino-russe. Cette lutte pour l'influence révèle davantage l'importance géopolitique du continent africain dans la formation des futurs enjeux mondiaux.

**Mots-clés :** États-Unis ; Russie ; Afrique ; guerre froide ; BRICS ; colonialisme ; atlantisme ; eurasisme.

## **Stakes, Rivalries and Conflicts in U.S. and Russian Policies in Sub-Saharan Africa from Colonization to the Present Day**

### **Summary**

Since the collapse of the Soviet Union and the emergence of a new world, relations between the United States and Russia have remained fragile. Recent political and economic events have turned the international politics upside down. In the context of global crisis, the United States and Russia are increasingly showing their interest in Africa. Today, Sub-Saharan Africa is a major geopolitical issue. The problem statement of this thesis work is to understand if the respective African policies of the United States and Russia are responsible for the relations between these two extra-African powers on the continent, or, on the contrary, their relations at the global level determine their African policies, or maybe it is a combination of these two factors. The present research work questions the resurgence of a new U.S.-Russian rivalry in Africa in the era of globalization and African emergence that could suck Africa into a new conflict. To study the evolution of U.S. and Russian policies over the time, it was decided to make a chronological plan. This work shows how stakes, rivalries, and conflicts that exist between the United States and Russia at the global level have an undeniable impact on their African policies, dragging the continent into the net of a new struggle for influence between two political and economic blocs: the Euro-Atlantic axis against the Sino-Russian one. This new struggle for influence reveals even more the importance of the African continent in shaping future global stakes.

**Keywords :** United States ; Russia; Africa; Cold War; BRICS; Colonialism; Atlanticism; Eurasianism.

UNIVERSITÉ SORBONNE UNIVERSITÉ

### **ÉCOLE DOCTORALE :**

ED 4 – Civilisations, cultures, littératures, sociétés

Adresse de l'ED 4 : Maison de la Recherche, 28 rue Serpente, 75006 Paris, FRANCE

**DISCIPLINE :** Études anglophones